

**CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MULHOUSE**  
**Procès - Verbal n° 06/2025**  
**SEANCE DU 11 DECEMBRE 2025 A 15H**  
Sous la présidence de Michèle LUTZ, Maire

*(Convocation expédiée le 27.11.2025 et le 4.12.2025)*

**Présents :**

Mme le Maire (1) : Mme Michèle LUTZ

Mmes et MM. les Adjoints (15) : M. Ayoub BILA (jusqu'au point 13 inclus), Mme Claudine BONI DA SILVA, M. Florian COLOM, Mme Marie CORNEILLE, M. Alain COUCHOT (sauf du point 16 au point 29 inclus), Mme Laure HOUIN, Mme Marie HOTTINGER, M. Alfred JUNG, M. Henri METZGER, Mme Nathalie MOTTE, M. Thierry NICOLAS, M. Paul QUIN, Mme Catherine RAPP, Mme Chantal RISSER, et M. Philippe TRIMAILLE (jusqu'au point 2 inclus).

Les Conseillers municipaux Délégués (14) : M. Beytullah BEYAZ, M. Hasan BINICI, Mme Nour BOUAMAIED, M. Jean-Yves CAUSER (à partir du point 3), M. Jean-Claude CHAPATTE, M. Pascal COINCHELIN, Mme Rose-Marie DURRWELL, Mme Armelle GIROUD (jusqu'au point 25 inclus), Mme Aya HIMER (à partir du point 5), M. Charles HUNOLD, Mme Corinne LOISEL, M. Hakim MAHZOUL, Mme Virginie RAPIN, et Mme Saadia ZAGAOUI.

Les Conseillers Municipaux (20) :

Groupe Mulhouse Cause Commune (7) :

Mme Nadia EL HAJJAJI, M. Loïc MINERY (sauf du point 16 au point 25 inclus), Mme Maëlle PAUGAM, Mme Agnès SCHNEIDER, Mme Cléo SCHWEITZER, M. Paul-André STRIFFLER, et M. Joseph SIMEONI.

Mulhouse au Cœur (3) :

M. Alfred OBERLIN, Mme Peggy MIQUEE (du point 3 au point 17 inclus), et Mme Cécile SORNIN.

Unis au Centre (3) :

M. Philippe D'ORELLI (jusqu'au point 10 inclus), Mme Anne-Catherine GOETZ, et M. Christophe STEGER.

Non - inscrits dans un Groupe (7) :

M. Jason FLECK, Mme Fatima JENN (jusqu'au point 15 inclus), Mme Liliane KOSIR, M. Bertrand PAUVERT, Mme Christelle RITZ (jusqu'au point 6 inclus), M. Annouar SASSI (jusqu'au point 21 inclus) et Mme Fabienne ZANETTE.

**Procuration (s) :**

Procurations permanentes :

**Groupe majoritaire (2) :**

Mme Maryvonne BUCHERT à Mme Claudine BONI DA SILVA.  
Mme Emmanuelle SUAREZ à Mme Nathalie MOTTE.

**Groupe Mulhouse au Cœur (1) :**

Mme Malika SCHMIDLIN BEN M'BAREK à M. Alfred OBERLIN.

*Procurations temporaires :*

**Groupe majoritaire :**

*M. Philippe TRIMAILLE à M. Charles HUNOLD à partir du point 3.  
Mme Aya HIMER à M. Ayoub BILA jusqu'au point 4 inclus.  
M. Ayoub BILA à Mme Aya HIMER à partir du point 14.  
Mme Armelle GIROUD à Mme Saadia ZAGAOUI à partir du point 26.*

**Unis au Centre :**

*M. Philippe D'ORELLI à Mme GOETZ à partir du point 11.*

**Non-inscrite dans un groupe :**

*Mme Fatima JENN à Mme Liliane KOSIR à partir du point 16.*

**Excusés/absents non représentés :****Groupe majoritaire (1) :**

M. Patrick PULEDDA.

**Non-inscrit dans un groupe (1) :**

M. Antoine EHRET.

-----

M. Régis OCHSENBEIN, Directeur Général des Services, est désigné secrétaire de séance.

Assistent en outre à la séance :

M. Aubin BRANDALISE, Directeur de Cabinet.  
M. Carino SPICACCI, Directeur Général Adjoint.  
Mme Virginie GARNOIX, Directrice Générale Adjointe.  
M. Thierry YOH-RECHAM, Directeur Général Adjoint.  
M. Frédéric BRUN, Directeur Général Adjoint.  
Mme Marie BRAUN, Directrice du Secrétariat Général.

**ORDRE DU JOUR****DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 DECEMBRE 2025****A LA SOCIETE INDUSTRIELLE DE MULHOUSE**

*(Liasse transmise le 27-11-2025 et le 04-12-2025)*

- 1° Désignation du Secrétaire de séance
- 2° Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 06 novembre 2025
- 3° 1724 Étude habitat indigne : sollicitation des subventions et cofinancement (Habitat et Renouvellement Urbain/8.5/1724)
- 4° 1725 Lutte contre l'habitat indigne : mise en œuvre de deux conventions de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales (Habitat et Renouvellement Urbain /8.5/1725)
- 5° 1697 Budget principal et budget annexe : vote du budget primitif 2026 (Finances/7.1.1/1697)  
**Projet de délibération transmis le 27.11.2025.**
- 6° 1698 Budget principal : vote des autorisations de programme (Finances/7.10.1/1698)
- 7° 1752 Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations de plantation d'arbres, d'entretien des espaces verts et d'entretien du patrimoine arboré (Nature et Espaces verts/1.7.2/1752)
- 8° 1740 NPNRU Coteaux : avenant à la concession d'aménagement signée entre la Ville et CITIVIA SPL (Habitat et Renouvellement Urbain /1.2.2/1740)
- 9° 1687 Programmation Politique de la ville 2025: phase 4 (Cohésion sociale et vie des quartiers/7.5.6/1687)
- 10° 1754 Aménagement de l'échangeur A 36 – Mertzau à Mulhouse : convention de financement (voirie/7.5/1754)
- 11° 1745 Appel à manifestation d'intérêt « insertion par le sport – box Briand 2026–2028 » : choix du candidat (Cohésion Sociale et Vie des Quartiers/7.5.6/1745)
- 12° 1743 Aide municipale au logement 2025 : attribution d'une subvention à l'association ALEOS (Habitat et Renouvellement Urbain /7.5.6/1743)
- 13° 1746 Contribution exceptionnelle à l'accueil du Tour de France cycliste 2026 (Sports et jeunesses/7.5.6/1746)

- 14° 1723 Classes vertes 2026 des écoles maternelles et élémentaires : participation de la Ville de Mulhouse (Education/7.5/1723)
- 15° 1700 Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) : mise à jour des statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (Culture/8.9/1700)
- 16° 1703 Opérateurs culturels : subventions 2025 et acomptes sur subventions de fonctionnement 2026 (Culture/7.5.6/1703)
- 17° 1684 Ville de Blotzheim : conclusion d'une convention d'objectifs et de moyens au titre de l'offre culturelle à rayonnement extra-communal (Finances/7.10.5/1684)
- 18° 1675 Associations sportives (clubs "élite", "performance", et "développement") : attribution des soldes de subventions de fonctionnement - saison sportive 2025/2026 (Sports et Jeunesse/7.5.6/1675)
- 19° 1676 Famille "clubs loisirs" : attribution de subventions de fonctionnement 2025/2026 (Sports et Jeunesse/7.5.6/1676)
- 20° 1709 Orchestre National de Mulhouse (ONM) : modification des statuts de la régie personnalisée (Culture/8.9/ 1709)
- 21° 1707 Filière S2TMD (Science et Techniques du Théâtre, de la Musique et de la Danse) : mise en place d'une convention partenariale entre le Lycée Lavoisier et la Ville de Mulhouse (Culture/8.9/1707)
- 22° 1727 Associations mulhousiennes : mise à disposition d'agents de la Ville de Mulhouse (Ressources Humaines/4.1.4/1727)
- 23° 1751 Convention d'entretien de la voirie, des réseaux divers (VRD) et des espaces verts de l'accès Sud du centre commercial COSTCO (Voirie/8.3/1751)
- 24° 1706 Agence de la participation citoyenne : attribution d'une subvention pour l'année 2026 (Cohésion Sociale et Vie des Quartiers/7.5.6/1706)
- 25° 1720 « Journées de l'architecture 2025 » : approbation d'une subvention à la Maison Européenne de l'Architecture (MEA) (Aménagement/7.5.6/1720)
- 26° 1679 Centres socio-culturels mulhousiens : attribution des acomptes de subvention de fonctionnement 2026 (Cohésion sociale et vie des quartiers/7.5.6/ 1679)
- 27° 1747 Dénomination du parvis de l'église Sainte-Geneviève en



hommage au Chanoine René Luttenbacher (Voirie/3.3.2/1747)

- 28°      1690      Associations de lutte contre l'exclusion et d'aide aux familles : subventions 2025 - phase 2 (Population et Solidarité/7.5.6/1690)
- 29°      1686      Conférence Saint Vincent de Paul Don Bosco de Mulhouse : versement d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement (Prévention et sécurité/7.5.6/1686)
- 30°      1663      Décisions prises par le Maire : information du conseil municipal (Secrétariat Général/5.2.3/1663)
- / --
- 31°      1694      Athlètes de haut niveau Mulhousiens : complément d'accompagnement individualisé au titre du dispositif Team Elite/Espoir Athlètes Mulhouse (TEAM) (Sports et Jeunesses/7.5/1694)
- 32°      1681      Associations sportives : attribution de subventions d'équipement 2025 (Sports et Jeunesse/7.5.6/1681)
- 33°      1680      Dispositif d'aide aux projets "Initiatives de jeunes - I.D.J" : attribution d'une aide financière aux porteurs de projets (Jeunesse/7.5.6/1680)
- 34°      1714      Fonds d'aide à l'initiative (FAI) 2025 : attribution de subventions à destination des écoles maternelles et élémentaires (Education/7.5.6/1714)
- 35°      1715      Groupe scolaire Burger : attribution d'une subvention dans le cadre du projet "Oratoriumsturnier" à la découverte des animaux fantastiques (Education/7.5.6/1715)
- 36°      1701      Association Mulhousienne pour les Arts Vivants Amateurs (AMAVIA) : convention avec la Ville de Mulhouse (Culture/8.9/1701)
- 37°      1711      Orchestre National de Mulhouse (ONM) : convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2028 (Culture/8.9/ 1711)
- 38°      1722      Bibliothèques-médiathèque : financement d'une résidence de médiation littéraire (Culture/8.9/1722)
- 39°      1696      Tarifs municipaux : révision des tarifs pour services rendus pour 2026 (Finances/7.10.5/1696)
- 40°      1695      Créances irrécouvrables : admission en non-valeur - deuxième semestre 2025 (Finances/7.10.5/1695)

- 41° 1699 Transferts et créations de crédits (Finances/7.1/1699)
- 42° 1741 Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2026 : proposition d'opérations (Finances /7.5.8/1741)
- 43° 1749 Acquisition de matériels et logiciels micro-informatiques, fourniture et maintenance du matériel d'impression : constitution d'un groupement de commandes (Systèmes d'Informations/1.7.2/1749)
- 44° 1748 Régime indemnitaire des agents de la Ville de Mulhouse : mise à jour décembre 2025 (Ressources Humaines/4.5/1748)
- 45° 1704 Agents contractuels : ouverture d'emplois permanents (Ressources Humaines/4.2.1/1704)
- 46° 1718 Etat des emplois permanents : créations, suppressions et transformations de postes (Ressources Humaines /4.1.1/1718).
- 47° 1708 Régie de l'Orchestre National de Mulhouse : mise à disposition d'agents de la Ville de Mulhouse (Ressources Humaines/4.1.4/1708)
- 48° 1753 Entretien des routes départementales en traversée d'agglomération : renouvellement de la convention n°68-2022-019 du 10 mai 2022 (Voirie et Conception Urbaine/8.3/1753)
- 49° 1737 Navette du centre-ville de Mulhouse : convention d'attribution d'une participation financière au dispositif (voirie/7.5/1737)
- 50° 1744 Programme CEE ACTEE+ dans le cadre du fonds chêne : convention de partenariat (Patrimoine bâti/7.5.8/1744)
- 51° 1682 Immeuble situé dans le quartier Fonderie : aide pour travaux de rénovation globale (Aménagement/7.5/1682)
- 52° 1717 Instruction des autorisations d'urbanisme pour la commune de Zillisheim : approbation du projet de convention (Aménagement/7.5/1717)
- 53° 1719 15, rue de Savoie à Mulhouse : cession de l'immeuble (Aménagement/3.2.1/1719)
- 54° 1738 Association du carnaval : attribution de la subvention 2026 (Développement territorial/7.5.6/1738)
- 55° 1716 Fondation pour l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse : modification de statuts (Développement Territorial/5.3.4/1716)
- 56° 1736 Politique de la ville : programmation 1ère phase 2026

« Engagements Quartiers 2030 » (Cohésion Sociale et Vie des Quartiers/7.5.6/1736)

- |     |      |  |
|-----|------|--|
| 57° | 1688 | Politique de la Ville : demande d'agrément « espace de vie sociale » auprès de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) pour le local « côte véranda » du quartier Neppert (Cohésion sociale et vie des quartiers/7.5.6 /1688) |
| 58° | 1739 | Projet de cellule de végétalisation urbaine et de participation citoyenne en quartier prioritaire : candidature à l'appel à projet Driving Urban Transitions (DUT) 2025 (Cohésion sociale et vie des quartiers/756/1739)       |
| 59° | 1691 | Associations intervenant dans le domaine de la santé et du handicap : subventions 2025 (Population et solidarité/7.5.6/1691)   |
| 60° | 1692 | Charte Romain Jacob : signature de la Ville de Mulhouse (Population et Solidarité/9.1/1692)  |
| 61° | 1693 | Carte Pass'temps senior : actualisation 2026 de l'offre municipale (Population et Solidarité/9.1/1693)   |

1°

**DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

**Mme le Maire** : Je propose de désigner M. Ochsenbein secrétaire de séance, est-ce que quelqu'un est contre ? non. Je vais lui demander de procéder à l'appel.

*(M. Ochsenbein procède à l'appel)*

Pour : 47 + 4 procurations  
Groupe majoritaire : 28 + 3 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2+1  
Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrits dans un groupe : 7

M. Ochsenbein est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.

**Mme le Maire** : je présume que le quorum est atteint, M. le Directeur ?

**M. OCHSENBEIN** : tout à fait, Mme le Maire.

**Mme le Maire** : merci beaucoup.

2° **APPROBATION DU PV DU 06 NOVEMBRE 2025**

**Mme le Maire** : avant de passer aux propos liminaires, il convient d'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 6 novembre 2025. Nous n'avons pas eu de demande particulière en la matière. Y en aurait-il encore des modifications, des rectificatifs ? Non ?

Je vais mettre ce procès-verbal au vote. Qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est pour ? Je vous remercie.

Pour : 47 + 4 procurations  
Groupe majoritaire : 28 + 3 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2+1  
Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrits dans un groupe : 7

Le procès-verbal du 6 novembre 2025 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

-----

Chers collègues, soyez les bienvenus à notre dernière séance du Conseil municipal de l'année, avant la trêve des confiseurs.

Comme le veut la tradition, cette séance sera plus particulièrement consacrée à la discussion et à l'adoption du budget principal pour l'année 2026. 2025 touche à sa fin, avec une société toujours plus fracturée, une population toujours plus anxieuse pour son avenir. Les collectivités locales ne sont clairement pas épargnées. La situation de toutes les villes et intercommunalités est tendue sur l'ensemble du territoire national. Nous avons eu l'occasion d'en parler lors du Conseil d'agglomération de lundi dernier. Nous ne pouvons que constater et regretter, année après année, la situation financière de notre pays, qui se dégrade de manière constante et inquiétante. Le budget de la nation n'est pas encore adopté. Celui de la sécurité sociale, l'ayant été de justesse en début de semaine, on sait déjà que des coupes se préparent pour les collectivités locales.

Oui, il faut bien trouver des sources de financement pour des accords de majorité qui fluctuent de jour en jour et dont le montant de l'addition grimpe à coups, pour ne pas dire « coût », sûr. Une chose est certaine, nous allons encore nous demander de maintenir notre niveau d'investissement tout en baissant nos dotations.

Nous allons encore demander d'apporter plus de services publics tout en baissant nos frais de fonctionnement alors que les besoins continuent d'augmenter. Nous devons sans cesse faire plus avec moins.

Face à ces défis, ne nous résignons pas. Nous nous battons de toutes nos forces pour que la Ville reste une protection pour tous face à l'incertitude générale. Si nous ne savons pas encore si la France aura un budget avant Noël, nous pouvons rassurer les Mulhousiens, ils auront un budget pour leur Ville ce soir.

Malgré ces vents mauvais, nous restons résolument tournés vers l'avenir pour poursuivre la nécessaire transformation de Mulhouse et renforcer le sentiment de fierté collective envers notre Ville.

Nous avons réussi à faire changer l'image de Mulhouse, à sortir enfin des clichés à la vie dure, n'en déplaise aux critiques tellement prévisibles en période électorale. Tous les reportages, toutes les études, tous les classements le démontrent et le confirment. Depuis l'ouverture de notre marché de Noël, nous sommes entrés dans la période de l'avent, annonçant le temps de partage des fêtes à venir, en espérant pour chacun une parenthèse enchantée, faite de réconfort en famille ou entre amis.

Bien évidemment, chacun a conscience que nous sommes aussi entrés dans une période singulière, celle qui précède chaque élection municipale. Cette période est bien légitime du débat démocratique et je ne doute pas que la campagne battra son plein après les fêtes.

Pour ma part, j'ai annoncé ma candidature lundi dernier, je le précise pour tous ceux qui n'ont pas eu l'occasion de se joindre à nous. Néanmoins, je tiens à rappeler que je serai le Maire jusqu'à la dernière minute. Je considère en effet que le travail de Maire ne peut souffrir d'aucune vacance et que les arbitrages nécessaires seront rendus jusqu'au bout du mandat. La controverse peut exister. Des orientations différentes peuvent se confronter et parfois, des synergies peuvent même être identifiées.

Mais dans tous les cas, je tiens à ce que cela se fasse dans le respect et la politesse, voire dans l'élégance. Je crois que la chose publique est suffisamment abîmée pour ne pas en rajouter avec les attaques personnelles, les rumeurs et autres intox. J'ai régulièrement été la cible de propos méprisants, violents, insultants. Je sais que d'autres dans cette Assemblée l'ont parfois été également. Le respect des personnes est quelque chose de fondamentalement important pour moi, probablement une question d'éducation et de culture. Aussi, à celles et ceux qui font de la super prétention au diplôme, à la classe sociale, à la masculinité, je peux assurer qu'aussi désagréables soient-ils, ceux-là ne me feront pas dévier de ma ligne que je partage avec toute mon équipe.

Je préfère pour ma part privilégier les outils démocratiques et le débat sur le fond des sujets. Gageons que les décisions qui seront adoptées lors de notre séance permettent de redonner un peu le sourire à leurs bénéficiaires en cette période de fêtes, malgré le climat ambiant maussade. Ce même sourire que nous avons pu observer sur les visages de près de 2 000 de nos aînés qui ont participé, n'est-ce pas, cher Henri Metzger, à la grande fête annuelle organisée à leur intention la semaine dernière au Parc Expo.

C'est tout le sens des politiques volontaristes que nous menons envers les plus âgés, envers les plus fragiles, face à la maladie et plus particulièrement celle qui ne se soigne pas grâce à un médecin, mais par de l'humain contre la solitude. Ce sourire c'est aussi celui qu'arbore notre jeunesse, qui réussit, nos jeunes Mulhousiens talentueux pour lesquels nous ne cessons d'innover pour améliorer leur quotidien et faciliter leur insertion dans la vie. Je veux aussi souligner le succès de notre dispositif « Engage-toi ! » cher Ayoub Bila et Aya Himer, qui nous rejoindra un peu plus tard, dispositif mis à l'honneur par le récent trophée des collectivités locales alsaciennes.

Je tiens à remercier à cette occasion la dynamique équipe du service jeunesse, Monsieur le Directeur, pour son remarquable travail au quotidien. Être attentif à nos aînés, accompagner nos jeunes pour se souvenir combien la paix est primordiale et qu'en Alsace, nous savons combien le prix des conflits est élevé, combien les fanatismes et les totalitarismes sont mortifères. La récente inauguration d'une borne numérique mémorielle dans le square Steinbach en mémoire des victimes de la déportation vient rappeler ce douloureux passé.

Mais en Alsace, nous savons aussi ce que représente la mobilisation pour la patrie, pour nos idéaux quand ils sont menacés. L'inquiétude face au bellicisme affiché de certaines grandes puissances a forcément un écho plus singulier chez nous. Nous avons toujours été et nous resterons toujours du côté de nos troupes armées, du côté des forces de l'ordre, du côté des forces de secours. Ils savent pouvoir compter sur nous sincèrement dans la durée, dans les actes.

Avant de passer la parole aux représentants des groupes politiques, je vous informe de quelques modifications au sein des rangs de l'Assemblée.

Ainsi, le groupe M Mulhouse a été dissous. M. Paul André STRIFFLER a pour sa part rejoint le groupe Mulhouse Cause Commune. Mesdames JENN et KOSIR et Messieurs SASSI et EHRET siègent désormais comme élus non-inscrits. Mme GOETZ et Messieurs STEGER et D'ORELLI ont quitté le groupe

Mulhouse au cœur pour créer un nouveau groupe distinct « Unis au centre », groupe qui sera présidé par M. STEGER.

Je vous remercie. Je laisse à présent la parole dans l'ordre, à M. MINERY, M. FLECK puis Mme RITZ.

**M. MINERY :** Mme LUTZ, Mesdames et Messieurs les élus de la majorité sortante, le mandat est sur le point de s'achever et c'est heureux. Votre campagne est désormais lancée, car du statut de candidate qui avançait masquée, vous êtes passée à celui de candidate démasquée. Démasquée aussi avec la nature de vos soutiens politiques revendiqués.

Vous avez récemment dit vouloir lutter contre les extrêmes. Pourtant, la droite extrême adoube votre candidature avec le très droitier M. RETAILLEAU qui vous a apporté ses plus vifs encouragements. Le même qui place désormais le RN dans l'arc républicain et dessine une alliance prochaine entre la droite qui n'a plus grand-chose de républicain et l'extrême droite.

Le même qui remet en cause l'état de droit, le même qui traite une partie des Mulhousiens comme des dangers, qui remet en cause leur place dans ce pays. Est-ce là aussi le prélude à une danse du ventre en direction du RN de Mme RITZ ? Nous pouvons légitimement nous poser la question.

À cette inquiétante dérive, à votre rabougrissement sur une majorité de plus en plus étriquée, nous répondons par une cohérence de l'action et une constance politique.

Première force d'opposition et surtout force de proposition, nous pouvons être fiers d'avoir élevé le niveau du débat au cœur de notre assemblée. Dans le respect de chacun et de chacune, notre contribution exigeante, notre taux de présence de plus de 90 % au conseils municipaux viennent confirmer que nous avons pris avec responsabilité et sérieux le mandat que nous ont confié les Mulhousiennes et les Mulhousiens. Nous admettons bien volontiers que cette mandature n'aura pas été celle de toutes les facilités.

Pour autant, ce mandat a coïncidé avec un affaiblissement évitable de la démocratie locale, avec le creusement inédit des inégalités sociales, avec la politique des petits pas en matière environnementale. Ces insuffisances nous obligent collectivement, aujourd'hui en tant que groupe de gauche et écologistes, et demain en tant qu'équipe élargie avec la société civile, à exercer les responsabilités pour conduire les politiques qui protègent le quotidien et préparent aux lendemains.

Dans le registre de la sécurité de la Ville apaisée, plusieurs sujets reviennent avec force en cette fin d'année. La question du gaz hilarant, véritable fléau dont la consommation notamment au volant semble faire l'objet de trop peu de verbalisations. Les trottinettes électriques aussi, avec souvent une utilisation dangereuse et les craintes légitimes des piétons et des personnes à mobilité réduite, a fortiori. Au-delà de l'arrêté municipal, équilibré pris le temps du marché de Noël pour le secteur de l'hypercentre, quels dispositifs de prévention et de contrôle avez-vous prévus ? Quelles actions pour corriger les

comportements dangereux, y compris de parents transportant leurs jeunes enfants sur ces engins ? Enfin, sur la question récurrente des mortiers d'artifices dont se plaignent à juste titre un grand nombre de Mulhousiennes et de Mulhousiens, quelles stratégies nouvelles, en coordination avec les forces de sécurité intérieure pour limiter le phénomène ? Là encore, la politique de prévention manque d'épaisseur et de volume. Nous avons des propositions. Nous ne voulons et ne pouvons pas attendre.

Multiplication des outils de médiation avec des équipes formées aux nouveaux défis, sensibilisation accrue aux risques et éducation au civisme constituent des leviers pour juguler le phénomène, en plus du soutien à apporter aux associations qui agissent concrètement pour faire prendre conscience du problème à nos jeunes.

Toujours dans la rubrique tranquillité publique, je m'inquiète de l'information donnée par les syndicats de police concernant l'absence d'unité moto de la police nationale sur notre circonscription de sécurité publique et même à l'échelle du Haut-Rhin. Le tout dans un contexte où les services de police sont en tension et même, je cite, en « réanimation » selon les agents. Avez-vous relancé le Ministre pour obtenir davantage d'affectation sur notre territoire ? Disons-le tout net, compenser ces trous dans la raquette par une montée en charge de nos effectifs de police municipale et de leurs prérogatives n'est pas une solution viable et fait peser sur la collectivité locale le poids du désengagement de l'État. Les Mulhousiens ne sont pas des citoyens de seconde zone. Les habitants des Coteaux ne sont pas des Mulhousiens de seconde zone, Mme la Maire sortante.

Un dossier est emblématique de notre constance et à l'inverse de vos renoncements, l'affaire des Tours Plein Ciel. Manque de transparence, absence de communication digne de ce nom, déficit éloquent d'accompagnement des habitants, culpabilisation, approximation dans les termes et les chiffres. Les résidents auront tout vécu. Verdict le 13 février.

Je veux ici remercier notre collègue Maëlle PAUGAM pour son investissement rigoureux et permanent dans ce dossier depuis 2022. En attendant le résultat en appel concernant la carence, nous continuons la politique de la main tendue. Aussi et comme nous l'avons fait, ce lundi en Conseil d'Agglomération nous vous demandons de répondre positivement à la demande de médiation suggérée vendredi par le juge et ainsi de reprendre le chemin des discussions et de la conciliation avant le rendu de la Cour d'Appel.

Nous demandons, d'ailleurs, de le rendre public et d'avoir un mot en ce sens ce soir. Sortons par le haut de ce dossier. Garantissons le respect des normes de sécurité, de normes de sécurité ambitieuses et supportables à la fois.

Les habitants ne sont pas d'acharnés procéduriers. Ils entendent certains enjeux. Ils sont conscients de la complexité de ce dossier.

Ils ont même développé une forme d'expertise. Ils refusent cependant d'être délaissés et que leur vie soit réduite en miettes. Que vous le vouliez ou non, l'avenir de ce quartier populaire, l'avenir des coteaux, se dessinera avec eux.



Les Mulhousiennes et les Mulhousiens méritent aussi d'être soutenus, d'être accompagnés, d'être protégés à travers leurs engagements et leur parcours de vie. C'est en ce sens et en responsabilité et comme devrait le faire tout collectif d'élus aspirant à diriger notre Ville, que nous dessinerons ce soir les contours d'un budget alternatif, avec des amendements pour améliorer les réponses aux besoins des Mulhousiens. Cap sur le social, soutien à la création et nouvelles impulsions pour les associations sportives résumant les ajustements à la hausse et en maîtrise de notre dette qui vous seront proposés, chers collègues du conseil municipal, ce soir pour un budget 2026 en mieux. Un budget 2026 en mieux, en attendant de pouvoir faire beaucoup mieux à partir de mars 2026.

Enfin, j'aimerais, pour finir, une fois n'est pas coutume, souhaiter un joyeux anniversaire. Joyeux anniversaire à une loi, en l'occurrence une loi fondatrice, la loi de 1905, dite de séparation des églises et de l'État, qui codifie et pose les bases légales de la laïcité et qui a fêté cette semaine ses 120 ans, une grande dame.

En plus, nous étions hier à Avenue Briand, Aristide Briand qui fut lui l'architecte de cette laïcité d'ouverture et de pacification dans un contexte alors marqué encore par l'affaire Dreyfus, illustre Mulhousien s'il en est. La neutralité de l'État en matière religieuse et la liberté de conscience sont alors réaffirmées.

Je forme le vœu que la laïcité qui tient la République et trouve toute sa pertinence à Mulhouse demeure un des piliers de notre société pour les décennies à venir. Je vous remercie et m'adresse d'un dernier mot aux Mulhousiennes et aux Mulhousiens, tenez bon, nous arrivons !

**M. COUCHOT** : avant de poursuivre les interventions, je rappelle au public que cette assemblée n'est pas une tribune ni un meeting et que le public dans la salle n'est pas supposé avoir de réactions aux propos qui peuvent être tenus. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : merci pour ces précisions. La parole est à M. FLECK.

**M. FLECK** : merci, Mme la Maire. En décembre, il est de bon ton de souhaiter de joyeuses fêtes. C'est d'autant plus important d'essayer d'apporter autour de soi un peu de sourire, de joie, quand la situation du pays est catastrophique, quand tant de nos concitoyens souffrent d'un système qui les appauvrit et détruit leurs acquis sociaux jour après jour.

Alors, un peu en avance, certes, joyeuses fêtes à tous les Mulhousiens, joyeux Noël aux chrétiens et joyeux anniversaire Jésus. Ah Jésus... que penserais-tu de ce que les politiciens de droite et d'extrême droite qui pullulent sur les plateaux télé font actuellement de ton message ? La solidarité et l'amour du prochain, ils l'appellent l'assistanat. L'amour universel, ils l'appellent danger du multiculturalisme ou encore islamo gauchisme et tant pis si l'islamisme est une mouvance politique d'extrême droite qui n'a aucun rapport avec la gauche, comme le confirmait encore le Directeur de la direction des renseignements de la préfecture de police de Paris, interrogé dernièrement à ce sujet lors d'une commission parlementaire. Ils oublient, Jésus, ce que tu disais à propos des riches qui n'iront pas au paradis. Luc 16- 13 et 18- 24.

Aux riches, ils offrent des milliards de subventions publiques, votent toutes les lois possibles pour les empêcher de payer des impôts, alors même que tu disais à propos de ceux-ci qu'il faut rendre à César ce qui est à César et que tu fis de Matthieu, le collecteur d'impôts, ton apôtre. Toi qui vivais entouré de pauvres et d'exclus, que tu accueillais à bras ouverts, eux, ils gentrifient les quartiers, déplacent la force la pauvreté sans les résoudre et les pires d'entre eux se réjouissent même quand des migrants trouvent une mort atroce en mer. Toi qui prêches à la tolérance, on voit des élus brandir la laïcité dont nous fêtons cette semaine les 120 ans de la loi de 1905, pour s'en prendre uniquement à l'islam, tout en portant ostensiblement des croix au cou, transformant le respect des croyances de chacun en arme de guerre idéologique, dans un discours pas plus avancé intellectuellement et chrétiennement que ne l'étaient les croisades et l'inquisition.

Jésus, si tu revenais aujourd'hui, ils te traiteraient de dangereux hippie gauchiste, sans parler de ceux qui ne supporteraient pas ta couleur de peau, tes cheveux longs, ta barbe, ou simplement le fait que tu ne sois pas Français et ils te demanderaient sans doute de ré-migrer. Aujourd'hui, comme depuis toujours, la division des Français autour des religions et de la richesse pluriculturelle est un outil électoral pour la coalition de la droite et de l'extrême droite et tant pis pour le message de Jésus, dont bien souvent certains se revendiquent avec une implacable hypocrisie qui forcerait presque le respect. À Mulhouse, le calendrier interreligieux est un bel exemple de ce qu'une commune peut faire pour rassembler au lieu de diviser.

Un jour, peut-être, verrons-nous aussi des temples pluri religieux, comme la House of One de Berlin, qui regroupe chrétiens, juifs et musulmans. En attendant, quelle que soit notre confession, il n'est plus que jamais temps de travailler à la solidarité et à la tolérance. Quand la population s'appauvrit sous les coups de boutoir du capitalisme, que nous faisons sonner le glas de la guerre à nos portes pour enrichir les industriels de l'armement et que le parti nazi français compte une fois de plus s'imposer aux élections avec un nouveau poulain. Vous savez, le spécialiste de l'absentéisme parlementaire qui ose parler sans cesse d'assistanat et qui, les rares fois où il met les pieds au Parlement européen comme la semaine dernière, a voté contre les droits des personnes en situation de handicap, histoire de bien nous rappeler qu'il est un nazi.

Peu importe la philosophie ou la religion dans laquelle nous la retrouvons, la devise si fragilisée de notre République : liberté, égalité, fraternité, doit être réaffirmée, appliquée et protégée coûte que coûte. Le bruit des bottes monte, mais malheureusement, ce ne sont pas celles du père Noël. Merci.

**Mme le Maire :** je laisse la parole soit à Mme SORNIN, soit à Mme MIQUEE, les deux sont indiqués sur le tableau. C'est Mme SORNIN.

**Mme SORNIN :** merci Mme le Maire. Chers collègues, l'année qui s'achève nous permet de revenir sur ce que notre groupe a porté avec détermination depuis notre éviction en septembre 2024. Nous avons continué à faire ce pour quoi nous avons été élus, défendre les Mulhousiens et demander une gestion plus juste et plus claire de notre Ville.

Dès décembre 2024, ce Conseil a voté à l'unanimité notre vœu pour faire de la santé mentale une priorité municipale. Un an plus tard, quasiment aucune réunion, aucune avancée notable. C'est une occasion manquée pour les Mulhousiens et pour les familles concernées.

Nous avons également obtenu des avancées sur le règlement intérieur pour permettre de vrais débats. Nous avons rappelé séance après séance que la démocratie commence par le respect entre élus. Ce principe devrait être garanti par l'exécutif, ce qui n'a malheureusement pas toujours été le cas. Nous avons insisté à de nombreuses reprises sur la nécessité de connaître précisément le patrimoine municipal. La liste transmise, il y a quelques jours, est inutilisable, il n'y a ni date, ni prix d'acquisition, aucune estimation même grossière à aujourd'hui.

Au moment où nous votons, un budget marqué par un endettement élevé et une épargne nette trop faible, cette opacité n'est pas acceptable. Mulhouse mérite la vérité sur l'état actuel de ses finances.

Nous avons aussi été, toute l'année, les porte-voix des habitants, ceux qui vivent dans des logements indécents ou indignes, ceux qui subissent des nuisances sonores et des décisions autoritaires, comme cet été avec Mulhouse-Plage, ceux qui n'en peuvent plus des embouteillages, du manque de stationnement et des travaux réalisés sans concertation au long cours, ceux qui auraient voulu que les transformations de la Ville se fassent avec eux et non contre eux.

Nous avons porté une autre manière de faire de la politique, plus rigoureuse, plus transparente, plus proche des habitants. Avant de conclure, je veux remercier chaleureusement toutes celles et tous ceux qui font vivre Mulhouse, nos collaborateurs municipaux qui travaillent souvent dans l'ombre, les associations, les acteurs économiques, culturels, éducatifs et bien sûr les habitantes et les habitants qui aiment leur Ville et s'y engagent.

À tous, nous souhaitons de belles fêtes de fin d'année et une année 2026 pleine de possibles à l'approche des élections municipales. Ce rendez-vous de mars 2026 sera l'occasion de choisir une autre voie pour Mulhouse, celle du respect, de la transparence, en un mot, celle de la confiance retrouvée. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : j'ai une demande de parole, soit Mme GOETZ, soit M. D'ORELLI, puisque c'est un micro commun. Mme GOETZ. Après, nous avons une prise de parole de M. SASSI.

**Mme GOETZ** : merci, Mme le Maire, chers collègues, la fin d'année est propice au bilan et un constat s'impose. Votre mandat, Mme le Maire, est marqué par un profond déficit d'écoute et de dialogue. Le dossier de la Tour Plein Ciel illustre parfaitement cette carence, une gestion purement technique, sans réelle prise en compte des habitants.

Ce soir, encore, ils viennent exprimer devant nous et devant la presse leur détresse et leur incompréhension. Nous leur adressons tout notre soutien et les félicitons pour leur courage. Ils ne sont pas les seuls.

Partout en Ville, à Porte Haute, Dornach, autour de Schumann, au Rebberg, dans le quartier Briand-Franklin, les mulhousiens témoignent, par des pétitions ou des prises de parole, d'un sentiment d'exclusion face aux décisions qui les concernent. Ce déficit d'écoute touche aussi les élus. Nous avons appris par l'ordre du jour que la Ville a contracté deux nouveaux emprunts pour plus de 30 millions d'euros, sans débat ni information préalable.

Un emprunt contracté en juin n'a été porté à la connaissance du Conseil que lors d'une délibération. Il a été présenté comme une simple renégociation de taux alors qu'il s'agissait en réalité d'un nouveau prêt. Ignorance, incompétence, inconscience, la question se pose et inquiète. Pendant ce temps, les dépenses importantes s'accumulent, pistes cyclables, trottoirs, aménagements improvisés, sans vision globale ni stratégie financière lisible.

Pendant que quatre Français sur 10 doivent s'endetter pour financer leurs achats de Noël, à Mulhouse, la situation était encore pire, 34 % des Mulhousiens vivent sous le seuil de pauvreté. Ce contraste est cruel et interpelle sur votre manière de gérer l'argent public. Votre slogan affirme que les promesses sont tenues pourtant, aucun habitant n'a entendu que les travaux du quartier Briand-Franklin faisaient partie d'une promesse électorale. Ce décalage illustre un bilan fragilisé, un manque d'écoute, manque d'anticipation, manque de cohérence et comment ne pas évoquer la démutualisation avec l'Agglomération qui affaiblit Mulhouse, isolé la ville et rompu des coopérations essentielles.

Mulhouse a besoin de l'inverse. Mulhouse a besoin d'un Maire qui rassemble, qui écoute et parle aux habitants, qui défend notre territoire jusqu'à Paris, qui entretient des relations solides avec toutes les collectivités et qui porte une vision claire et une méthode fondée sur la proximité, l'écoute, la compétence et la transparence. Oui, il est temps de tourner la page et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour notre Ville.

En cette fin d'année, permettez-moi de souhaiter à chacune et chacun au nom de notre groupe de belles fêtes de fin d'année. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : je laisse la parole à M. SASSI puis à Mme RITZ.

**M. SASSI** : Mme le Maire, chers collègues, s'ouvre devant nous une période magique et surprenante qui s'apparente par moment à la Cour des Miracles.

Bien évidemment, je ne parle pas des périodes de Noël, je parle bien de la future campagne électorale qui s'annonce et qui nous fera découvrir de nombreuses nouvelles danses, dont celle du ventre et des mercatos comme celui que nous avons pu découvrir aujourd'hui. Souhaitons qu'elle soit la plus sereine et la plus apaisée pour tous, mais je pense que cela va être spectaculaire. Que le spectacle commence ! En attendant le verdict des électeurs et le verdict des urnes, la gestion de notre Ville ne s'arrête pas. Les thématiques qui concernent les Mulhousiennes et les Mulhousiens sont au cœur de nos préoccupations et nous allons essayer de continuer ainsi. Lors de l'édition du 7 décembre du journal l'Alsace, un article venait décrire la sociologie des personnes qui fréquentent la Filature.

Si notre Ville peut être particulièrement fière d'avoir un tel bâtiment et un tel outil de promotion de la culture, la question de son utilisation, la question de sa promotion, la question de sa diffusion se posent également. Comme pourrait le dire Bourdieu, on constate dans cet article que les personnes qui profitent de cet équipement sont des personnes hyper capitalisées au sens sociologique du terme, avec un capital social très fort, avec un capital symbolique très fort et avec un capital culturel très fort. Quant à la question du capital économique, il faut reconnaître qu'aujourd'hui, c'est une grande difficulté pour les Mulhousiens que de soutenir un tel ouvrage qui, je le souhaite, à l'avenir, aura encore plus de moyens lorsque les relations avec la M2A seront plus constructives et apaisées pour que chacun prenne la juste mesure et le juste poids de son investissement vis-à-vis de cet équipement. Nous constatons et nous lisons dans cet article qu'aujourd'hui, les personnes qui fréquentent cet équipement sont essentiellement des femmes de plus de 55 ans, issues de l'enseignement supérieur et plutôt de CSP, que nous appelons CSP+. Cet équipement, essentiellement financé par les Mulhousiens, profite essentiellement aux habitants de l'Agglomération.

Je pense qu'il est temps que chacun prenne la juste mesure de l'importance et de la centralité de ce lieu et que chacun puisse également contribuer à sa juste mesure. J'aimerais également profiter de ce moment qui m'est accordé pour parler des actions du 31 décembre qui arrivent très bientôt et l'importance du tissu associatif qui va contribuer de manière extrêmement forte à l'animation du territoire. Si tout le monde peut s'accorder à dire que c'est une bonne chose que les associations, que les relais culturels, que les relais sportifs puissent s'impliquer sur ce sujet, je regrette que tout au long de l'année, nous n'ayons pas la même démarche qui vise à mettre au cœur de notre politique sociale, du pacte social qui lie les Mulhousiennes et les Mulhousiens les uns aux autres ces acteurs-là.

La philosophie globale des actions du 31 décembre est celle qui consiste à contenir et à réduire les incivilités, mais je crois que ce serait une erreur que de croire que ceux qui pratiquent ou en tout cas vont profiter de ces actions sont ceux qui vont potentiellement causer des incivilités dans notre Ville. Soutenons les associations tout au long de la Ville et tout au long de l'année.

Enfin, un dernier sujet sur lequel j'aimerais m'appesantir, c'est sur la question des copropriétés en difficulté. Je constate avec beaucoup de malice et parfois même un peu de surprise que tous mes collègues et tous mes concurrents ont découvert le filon électoral et qu'ils courent tous dans un réflexe pavlovien vers les tours Plein Ciel, à l'exception de Mme PAUGAM qui me regarde avec un grand sourire et dont je salue à elle seule la constance. Je découvre une sorte de réflexe pavlovien vers les tours Plein Ciel, mais j'aimerais appeler à tous mes collègues, tous les futurs concurrents, à avoir une vision peut-être bien plus précise de ce qui se passe aujourd'hui dans les copropriétés en difficulté. Si bien évidemment notre soutien est plein et entier aux copropriétaires de la tour Plein Ciel, nous regrettons la méthode, celle qui consiste à ne pas avoir le niveau de dialogue, le niveau d'accompagnement humain, parce que personne ne remet en question les questions de sécurité.

Je pense que de ce point de vue-là, nous pourrions faire le tour des copropriétés à Mulhouse. Elles sont bien nombreuses à être dans ce cas-là. Aujourd'hui, la

tour Plein Ciel n'est que l'arbre qui cache la forêt et qui va coûter très cher à Mulhouse et aux Mulhousiens dans les années à venir. Merci à vous.

**Mme le Maire** : je laisse la parole à Mme RITZ.

**Mme RITZ** : merci, Mme le Maire. Avant tout, j'aimerais rappeler à M. FLECK, le délit de dénonciation calomnieuse dont il vient de faire une belle démonstration, sans aucune modération de la Présidente de séance que vous êtes Mme le Maire. Aussi, je vous demanderais de condamner les propos de M. FLECK. Merci.

*(Propos hors micro de M. FLECK)*

**Mme le Maire** : M. FLECK, je vous demande d'arrêter. Vous avez eu votre temps de parole. C'est à présent le temps de parole de Mme RITZ. Je vous demande de le respecter.

**Mme RITZ** : Mme le Maire, chers collègues, nous ouvrons ce Conseil municipal dans le sillage de l'inauguration de l'axe Franklin-Briand, un projet qui, loin de rassembler, a cristallisé le mécontentement et qui, loin de faire l'unanimité, reste marqué par une profonde incompréhension et un ressentiment réel parmi de nombreux Mulhousiens.

Il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître. Les habitants n'en voulaient pas, ou du moins pas sous cette forme et ils ont eu le sentiment de ne pas être entendus. Les consultations ont existé, certes, mais elles n'ont pas trouvé leur traduction dans les décisions finales.

Pour les habitants, ces changements incarnent moins la transformation de la Ville que la façon dont leurs préoccupations ont été reléguées au second plan. L'inauguration de cet axe devait être un symbole positif. Elle en devient pour beaucoup le symbole de l'écart grandissant entre les attentes de la population et les choix opérés par l'exécutif, car derrière les promesses d'apaisement urbain, ce sont la suppression de places de stationnement, des reports de circulation mal anticipés et une dégradation perçue de l'accessibilité qui ont dominé les réactions. Ce projet aurait pu être l'occasion de construire un consensus, d'innover avec les habitants, d'associer réellement les usagers, les riverains et les commerçants. Ce projet, qui aurait pu devenir un symbole de transformation positive, s'impose désormais comme le symbole d'un mandat où les décisions sont prises d'en haut, sans réelle prise en compte de l'expérience quotidienne des habitants, des riverains et des commerçants.

Il illustre parfaitement ce décalage, consultation formelle, mais incomprise, décision rapide, mais mal expliquée, impact urbain majeur, mais retour citoyen mis de côté. Dans le même registre, les membres de l'association Vive les tours Plein Ciel, font face à ce même manque de consultation. J'ose espérer que vous répondrez à leur demande de médiation. Mais en général, votre manière d'agir est révélateur d'un mode de gouvernance qui écoute peu et décide beaucoup.

Cette absence d'écoute ne touche pas seulement la population. Elle frappe aussi et de manière encore plus préoccupante, les agents de la Ville, celles et ceux qui exercent leur mission avec engagement, compétence et loyauté, celles et ceux qui font vivre Mulhouse au quotidien. Depuis des mois, les signaux d'alerte se

multiplient : un mal-être grandissant, une fatigue accumulée, un sentiment d'abandon. Beaucoup d'agents expriment un manque profond de reconnaissance. Ils ont l'impression que leur avis ne compte plus, que leurs compétences ne sont pas valorisées, que leurs difficultés ne sont pas prises en considération et que leurs alertes restent sans réponse.

Ils disent, mais on ne les écoute pas. Ils proposent, mais on ne les entend pas. Ils alertent, mais on minimise.

Depuis des mois, parfois des années, les alertes remontent. Des dysfonctionnements récurrents dans plusieurs services, des organisations internes instables, des décisions prises sans concertation, des injonctions contradictoires, du harcèlement, un manque de moyens humains et matériels, une perte de sens et de repères pour les équipes. Des femmes et des hommes passionnés par leur métier disent aujourd'hui qu'ils ne se sentent ni soutenus, ni écoutés, ni respectés.

L'une des causes de ce malaise, nous la connaissons tous : l'administratif a pris le dessus sur le politique. Les décisions ne semblent plus guidées par la vision démocratiquement portée, mais par des logiques technocratiques opaques, souvent incomprises et parfois déconnectées du terrain. Certains élus eux-mêmes se retrouvent mis à distance, informés tardivement, contournés dans leurs prérogatives.

Les agents voient la chaîne hiérarchique se rigidifier, les décisions s'éloigner du réel et les priorités évoluer sans explication. Ce déséquilibre entraîne une perte d'efficacité, une perte de confiance et une perte du sens du service public.

À cela s'ajoute un signe très révélateur du climat actuel : sur la communication publique du Maire, les réponses et commentaires des citoyens sont désormais bloqués. Sous prétexte de période électorale, nous répondra M. COLOM, période qui court pourtant depuis début septembre. Mais il fallait laisser le long temps du bilan du mandat, n'est-ce pas ? Quand un exécutif refuse le débat, même numérique, ce n'est pas un signe de sérénité, c'est le révélateur d'un malaise profond.

Cela montre que l'on ne souhaite plus faire face à la réalité. Un mandat qui s'essouffle, un fossé qui se creuse et une défiance qui s'installe. Si nous voulons retrouver la confiance des Mulhousiens, il faudra changer de méthode en mars prochain, accepter la critique, mettre enfin la participation citoyenne au centre, non comme une simple formalité, mais comme un vrai levier de décision.

Gouverner Mulhouse, c'est d'abord écouter celles et ceux qui y vivent et y travaillent. Une Ville ne peut pas se transformer durablement sans dialogue, sans transparence et sans confiance. Merci.

**Mme le Maire** : c'est à Mme JENN d'abord.

**Mme JENN** : merci, Mme le Maire. Mme le Maire, mesdames, messieurs les élus, mesdames, messieurs.

À l'approche des séances électorales, il est naturel que chacun souhaite mettre en avant ses idées, ses convictions et sa vision d'ailleurs mais je voudrais simplement rappeler que le Conseil municipal n'est pas une arène de campagne, c'est un lieu de travail collectif au service des Mulhousiens. Notre rôle, aujourd'hui, est de débattre des dossiers de la Ville et non de nous positionner électoralement. Gardons nos échanges dans le cadre institutionnel qui est le nôtre, respectueux, constructifs et centrés sur les sujets du jour. Merci.

**Mme le Maire** : je laisse la parole à Florian COLOM.

**M. COLOM** : merci, Mme le Maire.

Chers collègues, en cette fin d'année nous entrons dans une période particulière pour notre Collectivité, une période où se mêle la conclusion d'un cycle, l'ouverture d'un autre et ce moment essentiel où l'on prend le temps de regarder le chemin parcouru avec lucidité et sérénité. Depuis plusieurs semaines, nous avons terminé nos actions de terrain consacrées au bilan de mandat. Ce travail a été fait avec méthode sur l'ensemble du territoire, au contact des habitants, des associations, des commerçants et des acteurs locaux.

Nous n'avons rien esquivé, rien maquillé. Nous avons simplement présenté avec transparence ce qui a été réalisé, ce qui a fonctionné et ce qui reste à poursuivre.

Nous avons tenu nos engagements. C'est la moindre des choses. Pourtant, chacun le sait, ce n'est pas toujours la norme en politique. Aujourd'hui, notre majorité aborde la dernière ligne droite de ce mandat dans un climat que nous assumons, apaisé, clair et lisible.

Michèle LUTZ s'est déclarée. Ce choix, nous l'assumons pleinement. C'est la continuité d'un travail collectif, d'une méthode patiemment construite et d'une vision pour Mulhouse qui a su dépasser le simple temps électoral.

Le message est simple : nous ne sommes pas dans l'agitation, nous sommes dans la cohérence. Nous ne sommes pas dans l'improvisation. Nous sommes dans la responsabilité.

Dans un contexte national où la vie publique est trop souvent synonyme de défiance, de rupture brutale et de revirements permanents notre majorité revendique une autre attitude, celle du temps long, de la stabilité municipale, du respect de la parole donnée.

Nous avons travaillé pendant six ans sans jamais perdre de vue cette exigence. Ce soir encore, dans ce Conseil municipal, nous continuerons à gérer, à décider, à faire vivre nos services publics de proximité avec sérieux, rigueur et sens des responsabilités.

L'entrée dans la période des fêtes offre un contraste bienvenu. Au milieu des tensions et des inquiétudes qui traversent notre pays, décembre reste un moment où nos traditions reprennent leurs droits : lumière, solidarité, chaleur humaine, fraternité. Nous voulons en être les relais.



Nous sommes convaincus que, quoi qu'il arrive, la vie municipale doit continuer d'être un espace de stabilité et de rassemblement, un espace où l'on peut débattre, parfois fermement, s'opposer certainement, mais dans le respect, où l'on peut préparer l'avenir, mais dans la dignité. Je veux enfin rappeler que si un nouveau chapitre s'ouvre, le mandat, lui, n'est pas terminé.

Jusqu'au dernier jour, nous agirons. Il n'y aura pas de pause, pas de renoncement, pas de mise entre parenthèses du quotidien des Mulhousiennes et des Mulhousiens. La campagne sera ce qu'elle doit être, au bon moment, dans le bon cadre, avec la clarté nécessaire.

Mais ici, au sein de cette Assemblée, notre boussole demeurera inchangée : servir l'intérêt général et privilégier toujours notre action de terrain. Je vous remercie.

M. MINERY, privilégier l'action de terrain, finalement, une problématique bien éloignée quand je prends en considération les attaques que vous avez mentionnées concernant notre groupe vis-à-vis des soutiens. Permettez-moi de répondre sereinement à cela ! Vous nous reprochez les soutiens que nous recevons de responsables nationaux, mais vous oubliez de préciser que votre camp bénéficie, lui aussi, de soutiens nationaux, dont la représentativité peut également être questionnée. Entre un parti socialiste qui ne parvient plus à rassembler sa propre famille politique et une direction nationale d'Europe Écologie Les Verts, dont l'audience locale reste pour le moins confidentielle, il est difficile d'y voir, à votre niveau, une réelle démonstration de force. Nous parlons ici davantage de symboles que d'adhésions réelles et surtout de leaders qui peinent à convaincre au-delà de leur cercle militant.

Vous avez quand même eu le soutien d'Olivier FAURE, qui n'a rien trouvé de plus intelligent que de s'allier par le passé de manière répétée avec la France Insoumise et Jean-Luc MÉLENCHON et d'investir aux élections législatives François HOLLANDE. Cette interpellation me permet, malgré tout, de réaffirmer notre combat répété contre tous les extrêmes, que ce soit à droite et à gauche. Au fond, la différence est claire entre vous et nous. Vous cherchez à nationaliser et dramatiser le débat municipal quand, de notre côté, nous restons concentrés sur notre territoire.

M. FLECK, je vous avouerai que vous nous avez habitués durant ce mandat à des propos hors sol mais celui-ci a battu très clairement un record. Je ne sais absolument pas par quel bout le prendre, alors je le prendrai par le bout le plus court, reprenez sincèrement et sérieusement vos cours de catéchisme, car un certain nombre de vos références ont été galvaudées par vous-mêmes qui voulez prétendument vous faire le défenseur de certaines causes qui vous dépassent.

Mme SORNIN... tout ça pour ça ! Après avoir employé tellement d'énergie pour nous expliquer à quel point vous vouliez faire changer notre mode de fonctionnement, que ce dernier n'était pas bon, qu'il fallait plus de démocratie, plus de respect, voilà le bilan de votre gestion politique d'un groupe minoritaire composé initialement par huit élus : un éclatement dans les règles de l'art, une division par deux. Ce bilan est finalement prémonitoire de ce que vous pourriez faire, Mme SORNIN, à la tête de cette Ville. Vous qui avez la prétention de vouloir recoudre Mulhouse, vous n'avez été dans le fond qu'à l'origine de

déchirements politiques sur ce mandat. Voilà ce qui est votre mandat, ce bilan et rien de plus.

Sur le volet de la santé mentale mon collègue Henri METZGER vous répondra un peu plus tard dans la séance.

Mme GOETZ, nous aurions prétendument un déficit d'écoute. Je note surtout qu'en ce qui vous concerne, il y a un sérieux déficit de compétences en matière financière. Vous qui n'avez assisté à aucune commission finance depuis ce mandat vous évoquez des chiffres complètement faux. Je vais les rappeler ici. Ce qui a été lancé comme campagne d'emprunt sur cette fin d'année, ce n'est pas 30 millions, mais c'est 17. Sept pour solder l'année 2025 et 10 pour ouvrir l'année 2026. Si réellement vous étiez au fait des chiffres en matière de finances, vous auriez noté que nous avons engagé en matière d'emprunt exactement ce que nous avons prévu au niveau du budget.

Notre bilan en matière de finances, sans prémunir du débat qui va s'ouvrir sur le budget, en matière de dettes, il est irréprochable. Là où bon nombre de collectivités ont une dette qui explose, nous avons désendetté la Ville de Mulhouse. Là où bon nombre de collectivités ont utilisé le levier fiscal à tire-larigot, nous avons garanti neuf années de stabilité fiscale au cours des dix dernières années.

Alors il faudrait, selon vous, une Maire qui porte la voix de Mulhouse outre ses murs. Magnifique, nous l'avons. Nous l'avons et nous allons d'ailleurs en faire la démonstration durant ce Conseil municipal avec un certain nombre de dossiers qui ont avancé de par l'implication de Michèle LUTZ.

Nous pouvons parler de l'échangeur de la Marceau. Nous pouvons parler du huitième collège qui est toujours dans les cartons. Nous pouvons parler, là aussi, de la manifestation du Tour de France qui revient pour la deuxième fois sur les territoires municipaux, là où d'autres collectivités se plaignent de ne plus l'avoir vu. Pour être totalement honnête, Mme GOETZ, je voudrais sincèrement vous remercier et les deux autres membres de votre groupe.

Je vous remercie, car vous faites la démonstration de vos intentions réelles depuis des années et de vos calculs à géométrie variable, de votre préoccupation à faire un coup, à placer des pions. Chacun peut constater combien vos intentions n'ont jamais été louables, que ce soit pendant votre temps au sein de la majorité, comme dans l'opposition. Le temps allait forcément faire son œuvre et vous voici à présent dévoilés tous trois au grand jour.

Je vous remercie, car vous êtes une forme de révélateur de la politique politicienne dont plus personne ne veut. Révélateur, car en contraste, il faut parfois de la malhonnêteté pour permettre au plus grand nombre de voir l'honnêteté de notre équipe, de la manigance pour mieux voir l'intégrité dans laquelle fonctionne le groupe majoritaire et il faut parfois des trahisons répétées pour célébrer la fidélité des élus du groupe majoritaire, une fidélité à nos engagements, à notre Maire et plus importants encore, à la confiance de nos électeurs.

« Unis au Centre », encore une nouvelle manœuvre malhonnête qui vise à utiliser des termes bien galvaudés lorsqu'ils doivent prétendument vous définir tous les trois. Unis : comment pouvons-nous encore nous présenter comme des artisans de l'union lorsque l'on a été systématiquement à l'origine de deux divisions au sein de groupes politiques différents, le tout en moins d'un an et demi ?

Au centre : comment pouvons-nous nous définir comme tels lorsque vous n'avez eu de cesse d'utiliser les méthodes des extrêmes, manipulations, divisions et attaques personnelles insultantes, y compris à l'égard de la personne que vous semblez soutenir depuis peu ?

Car la vérité n'est trop autre que celle-là. Il n'y a personne à Mulhouse qui a été autant critique à l'égard de Lara MILLION que vous, vous qui vous êtes présentés face à elle aux élections départementales de 2021, Mme GOETZ et M. STEGER, avec M. D'ORELLI comme trésorier de campagne. Oui, vraiment, avec des amis comme vous, nous n'avons véritablement pas besoin d'ennemis.

Mme RITZ, je pense que nous n'avons pas réellement les mêmes échanges avec les habitants de la rue Aristide Briand. La concertation, l'écoute a été faite en amont de ce projet. Nous avons réalisé deux journées fermées aux voitures sur des week-ends bien identifiés, où nous avons animé avec eux, avec les instances participatives, cette rue, où nous avons écouté, où nous avons présenté le projet, où nous l'avons abondé. Nous avons eu ensuite un grand nombre de réunions de travail, toujours avec ces instances participatives. Où étiez-vous, Mme RITZ, durant tous ces temps ? Vous étiez aux abonnés absentes.

La vérité sur ce projet, c'est que pour les habitants de l'avenue Aristide Briand, ce projet, c'est plus d'écoute, plus de sécurité et un cadre de vie qui s'est amélioré. Parce que vous prenez certainement la défense de ces habitants, mais qui voudrait 15 000 véhicules jour devant sa fenêtre ? Je veux toujours garder en mon for intérieur le témoignage de cette maman de l'avenue Aristide Briand, qui nous dit merci, merci parce que maintenant, quand elle envoie son fils chercher du pain, elle n'a plus peur qu'il se fasse écraser, parce que les gens roulent n'importe comment et que les trottoirs ne font que 40-60 cm de large. Elle nous dit merci parce qu'elle peut enfin ouvrir les fenêtres de son appartement, ce qui n'était plus le cas depuis des dizaines et des dizaines d'années.

Concernant les différents éléments que vous évoquez concernant les argents de la Ville, Mme RITZ, je pense que vous devez parler d'une autre collectivité que la Ville de Mulhouse. Jamais autant n'a été fait dans le dialogue social et les organisations syndicales peuvent en témoigner, toutes les semaines, il y a des temps d'écoute et de partage faites avec eux.

Concernant la petite polémique sur le profil Facebook du Maire, je vois que vous avez vraiment le sens du détail pour élever le débat municipal, l'explication est toute simple et a une base légale, c'était un profil officiel du Maire de Mulhouse qui doit fonctionner mécaniquement différemment lorsque le Maire est candidate.

Je terminerai par là pour m'adresser aux Mulhousiennes et aux Mulhousiens en leur disant que face aux faux semblants et au raccourcis dont ils ont été témoin, « Mulhousiennes, Mulhousiens, tenez bon, la campagne des municipales est bientôt terminée ». Je vous remercie.

### **3° ÉTUDES HABITAT : SOLLICITATION DES SUBVENTIONS ET COFINANCEMENT (Habitat et Renouvellement Urbain/7.5.8/1724)**

La Ville de Mulhouse s'engage depuis plusieurs années dans une politique active de renouvellement urbain et d'amélioration du cadre de vie. Malgré ces actions, certains immeubles et quartiers anciens présentent encore un parc de logements dégradés, nécessitant une intervention spécifique.

#### **1- Étude pré-opérationnelle pour la mise en œuvre de dispositifs de traitement de l'habitat indigne**

Soucieuse de poursuivre ses efforts sur cette problématique, la Ville de Mulhouse souhaite mettre en place une étude permettant de prioriser l'intervention de la Ville et balayant l'ensemble des possibilités d'action face à l'habitat indigne notamment en identifiant quel(s) outil(s) mobiliser par quartier ou par îlot ou immeuble stratégique préalablement qualifié comme étant prioritaire. Cette étude concernera le quartier Péricentre Nord.

L'intervention publique en matière d'habitat a pour enjeux :

- d'accompagner la revitalisation de ces secteurs,
- de soutenir la requalification et l'adaptation de l'habitat privé aux normes actuelles de confort afin de proposer une offre de logements diversifiée et de qualité,
- de permettre une reconquête résidentielle de ces secteurs,
- d'améliorer les conditions d'habitat et de cadre de vie des résidents.

Cette étude pré-opérationnelle d'un montant prévisionnel de 90 000 €HT peut bénéficier d'un cofinancement :

- de la Banque des Territoires, dans le cadre de ses dispositifs de soutien à la revitalisation des territoires,
- de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), au titre de l'ingénierie préalable à la mise en œuvre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

La Ville de Mulhouse assurera la part de financement complémentaire. En cas de diminution du montant de la subvention attendue, la Ville de Mulhouse augmentera d'autant sa participation.

Plan de financement prévisionnel :

<b>Financeurs</b>	<b>Montant</b>
Banque des Territoires	15 000 €
Agence nationale de l'habitat	45 000 €
Ville de Mulhouse – reste à charge	48 000 €

Les crédits sont proposés au budget 2026 :

Chapitre 011 – Article 617 – Fonction 518  
LC n°36316 « Études habitat indigne »

**2- Étude en faveur de la Tour de l'Europe**

La Tour de l'Europe est une copropriété construite en 1972, haute de 100 m et classée « immeuble de grande hauteur » (IGH). Son usage est mixte puisqu'elle accueille à la fois des logements et des bureaux (143 logements et 48 bureaux), sans séparation entre les activités, un même étage pouvant accueillir à la fois du logement et de l'activité.

Cette dernière se trouve confrontée à des enjeux majeurs :

- modernisation des ascenseurs en cours et conséquence financière,
- réouverture du restaurant panoramique,
- problématique des locations en courte durée,
- fonctionnement général de la copropriété et de son conseil syndical,
- perte de valeur foncière et dégradation générale du peuplement.

Afin d'intervenir de façon forte sur cette copropriété, l'État avec la Ville de Mulhouse ont mandaté, en octobre 2020, la société Urbanis pour réaliser une étude pluridisciplinaire de l'immeuble et définir des stratégies de redressement afin d'enrayer le processus de dévalorisation.

L'étude a mis en avant plusieurs facteurs à prendre en compte pour définir une stratégie :

- le coût incompressible de fonctionnement d'un IGH,
- les contraintes du fonctionnement en copropriété,
- des activités dont la nature est contrainte par la réglementation IGH.

Suite au bilan de cette étude et afin d'élaborer une stratégie de redressement de cet immeuble, la Ville de Mulhouse bénéficie d'un accompagnement de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT). Ainsi, l'ANCT aura recours à un prestataire dont la mission sera de rédiger un cahier des charges permettant d'aboutir à un Appel à Manifestation d'Intérêt permettant de définir le montage opérationnel en faveur d'un projet de reconversion de la Tour de l'Europe.

Cette mission estimée à 83 250 € TTC bénéficiera d'un cofinancement de l'ANCT à hauteur de 80 %.

La Ville de Mulhouse versera la part de financement complémentaire à l'ANCT qui avancera la totalité de l'aide et sollicitera la participation financière de la Ville.

Plan de financement prévisionnel :

<b>Financeurs</b>	<b>Montant</b>
ANCT	66 600 €
Ville de Mulhouse	16 650 €

Les crédits sont proposés au budget 2026 :

Chapitre 011 – Article 617 – Fonction 518  
LC n°32482 « Tour de l'Europe - Études »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les modalités de financement d'une étude pré-opérationnelle pour la mise en œuvre de dispositifs de traitement de l'habitat indigne dans le quartier Péricentre Nord,
- précise qu'en cas de diminution du montant des subventions attendues, la Ville de Mulhouse augmentera d'autant sa participation,
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué, à solliciter les financements auprès de l'Anah, de la Banque des Territoires et de tout autre partenaire,
- approuve les modalités d'accompagnement de l'ANCT et la participation financière de la Ville de Mulhouse d'un montant de 16 650 € pour la réalisation d'une étude en faveur de la Tour de l'Europe,
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint à délégué, à établir et signer tous les documents afférents, notamment les conventions de financement et la convention d'accompagnement avec l'ANCT.

**Mme le Maire :** nous allons passer à présent à la première délibération. Il s'agit des études Habitat, la sollicitation des subventions et cofinancement. Pour cette première délibération qui concerne l'ensemble de l'Habitat, sujet qui m'est cher, je passe la parole au premier adjoint Alain COUCHOT.

**M. COUCHOT :** merci, Mme le Maire. Chers collègues, cette délibération permet de poursuivre l'action vigoureuse et volontariste de la Ville en termes de lutte contre l'habitat dégradé, notamment sur le secteur Aristide Briand. N'en déplaise à Mme RITZ, nous n'avons pas attendu pour agir : 60 logements privés dégradés font l'objet d'acquisitions-améliorations dans le cadre du programme de renouvellement urbain par les bailleurs sociaux de manière à retrouver une qualité d'habitat sur ces logements. Dix immeubles de l'axe Briand sont en obligation de restauration immobilière. Une opération de revitalisation du territoire est en cours.

Il s'agit bien d'actions qui sont passées ou qui sont en cours et non pas d'actions futures. Pour ce qui est de la délibération en cours, elle va nous permettre de bénéficier d'un ensemble d'outils au service d'un projet de territoire et de poursuivre de façon volontariste l'action qui a été menée tout au long de ce mandat, particulièrement autour de l'axe Briand, mais aussi sur le territoire de Fonderie en faveur de la lutte contre l'habitat indigne.

La deuxième délibération permet également d'avancer sur un sujet emblématique de Mulhouse qui est la question de la Tour de l'Europe. Ce Conseil a voté le portage de 30 logements par CDC Habitat, ce qui nous permet de solvabiliser la Tour dont les finances malheureusement continuent à se dégrader, donc, de lutter contre la dégradation des finances de la Tour, ce qui nous permet également d'éviter les mésusages puisqu'un certain nombre de logements qui étaient en adjudication forcée faisaient l'objet d'utilisations qui n'étaient pas conformes.

Nous poursuivons, avec cette deuxième délibération la recherche d'un projet ambitieux pour la Tour. Il s'agit, d'une part, de poursuivre son redressement financier et de trouver un opérateur d'envergure nationale qui sera à même de construire avec les propriétaires ce projet d'ampleur de manière à sortir durablement la Tour de l'Europe des difficultés qui sont les siennes. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : y a-t-il des demandes de parole ou d'intervention ? Non ? Je vais mettre cette délibération au vote. M. STEGER ?

**M. STEGER** : merci, M. COUCHOT pour ces explications. Vous l'avez dit, cette délibération comporte deux études. Celle sur la Tour de l'Europe. Une première a été menée en 2020 et nous constatons que cinq ans après il s'agit aujourd'hui de mandater un prestataire pour rédiger un cahier des charges. Que de temps perdu pour cet immeuble emblématique de la Ville de Mulhouse ! Cela me fait penser à une citation de Clemenceau : « Quand on veut enterrer un problème, on crée une commission. »

Concernant l'habitat indigne, vous le savez, Mulhouse concentre 1 % de l'ensemble des logements indignes de France, 4 000 sur 400 000 à peu près, un chiffre qui devrait imposer une mobilisation exceptionnelle. Nous parlons de manière récurrente de ce sujet dans cette enceinte. Notre question est simple : « combien d'agents sont aujourd'hui réellement dédiés à cette mission cruciale au sein du service urbanisme ? » Merci.

**Mme le Maire** : y a-t-il d'autres demandes de parole ? Je n'en vois pas. Je vais laisser Alain COUCHOT vous répondre.

**M. COUCHOT** : s'agissant de la Tour de l'Europe, l'étude de 2020 à laquelle vous faites allusion évoquait un certain nombre de pistes. Elle a permis notamment de mettre en évidence la situation de carence dans laquelle se trouvait la Tour de l'Europe qui aujourd'hui, vous le savez, sous administration judiciaire. C'était une première étape.

Concernant l'étude dont nous parlons, en aucun cas, il n'y a eu de temps perdu puisque l'administration judiciaire a permis de limiter la dégradation des finances de la Tour. Elle a permis enfin de régler le problème des impayés et de mettre en adjudication une trentaine d'appartements. Une trentaine d'appartements sont aujourd'hui en adjudication forcée pour impayés de manière à cesser la spirale infernale de la dégradation.

L'étude que nous commandons aujourd'hui vise à trouver un opérateur qui sera en mesure de faire un projet global. Aujourd'hui, nous avons accumulé des informations, nous avons accumulé une situation qui permet d'éviter que ce trou se creuse. Maintenant, il s'agit d'inverser la tendance.

Pour cela, nous l'avons dit à plusieurs reprises, il s'agit d'une copropriété privée. Il convient de faire appel au secteur privé. Il n'est pas question pour la Collectivité de se rendre complètement maître de la Tour. Il s'agit bien d'une opération de portage qui aura une entrée et une sortie. La construction du projet que vise cette étude n'est que la continuation de l'étude de 2020 à laquelle vous faites allusion. Pour ce qui concerne le chiffre de 1 %, il s'agit non pas de l'habitat indigne, mais du parc potentiellement indigne.

Je rappelle que la notion de parc potentiellement indigne est une notion purement statistique, qui croise le niveau de vie, qui croise l'habitat, qui croise un certain nombre de paramètres statistiques pour aboutir à un parc potentiellement indigne. Une des actions que nous menons consiste à mieux connaître ce parc indigne notamment au travers des actions d'opérations d'amélioration de l'habitat.

S'agissant des effectifs de la Collectivité, ils ont été considérablement renforcés puisqu'aujourd'hui, nous avons bénéficié de trois embauches sur le service de l'habitat qui viennent renforcer les effectifs, notamment sur le contrôle de l'habitat indigne.

**Mme le Maire :** j'ose ajouter, chers collègues le travail réalisé en même temps par Citivia. Je vais mettre cette délibération au vote. Je rappelle. Il n'y a plus de demande de parole ? Qui est contre ? Quelqu'un s'abstient-il ? Je vous remercie.

Pour : 48 + 5 procurations  
Groupe majoritaire : 28 + 4 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrits dans un groupe : 7

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

#### **4° LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE : MISE EN ŒUVRE DE DEUX CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (Habitat et Renouvellement Urbain /8.5/1725)**

##### **1. Le permis de louer**

La loi ALUR du 24 mars 2014 a instauré de nouveaux dispositifs visant à lutter contre l'habitat indigne et/ou dégradé. Ces deux dispositifs sont la déclaration de mise en location (article L 634-1 à 5 du Code de la Construction et de l'Habitation - CCH) et l'autorisation préalable de mise en location (article L 635-1 et suivants du CCH). Des décrets de 2016 et arrêtés de 2017 sont ensuite venus en préciser les conditions de mise en œuvre.

Pour rappel, la déclaration, lorsqu'elle est instaurée sur un secteur, devient une formalité obligatoire qui permet à la collectivité d'être informée des logements mis en location et de leur situation en termes de conformité technique (électricité, gaz...). L'autorisation de mise en location permet quant à elle, à la collectivité

de veiller à la qualité du logement mis en location et d'imposer des travaux aux bailleurs lorsqu'il est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité publique.

Dans le cadre de la compétence en matière d'habitat de l'Agglomération (article L.635-1 du Code de la construction et de l'habitation), les Conseils d'Agglomération des 25 juin 2015 et 25 février 2019 ont approuvé :



- la mise en œuvre de la déclaration de mise en location sur les secteurs Briand, Franklin et Fridolin de Mulhouse, ainsi que de l'autorisation préalable de mise en location dans le quartier de la Fonderie ;

- le périmètre concerné, délimité par l'Avenue de Colmar, le Boulevard de la Marseillaise et la rue de la Mertzau, incluant la rue de la 4<sup>e</sup> DMM, la rue des Pins et la rue Hubner.

En complément, le Conseil d'agglomération du 31 mai 2021 a validé l'extension du périmètre d'autorisation de mise en location à la Tour de l'Europe ainsi que la mise en place d'une convention quadripartite m2A, Ville de Mulhouse, État et Caisse d'Allocations Familiales du Haut Rhin (CAF 68).

Cette convention s'inscrivait dans la continuité des politiques publiques de lutte contre l'habitat indigne (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, Programme Local de l'Habitat, convention NPNRU) et devait permettre, via les mesures d'autorisation et les visites afférentes, d'assurer un logement digne aux locataires, de lutter contre les propriétaires « indéliçats », d'améliorer le patrimoine et l'attractivité des quartiers concernés et enfin, de partager la connaissance du marché locatif.

Cette convention a été signée le 3 janvier 2022 avec une échéance au 31 décembre 2024.

Elle s'appliquait sur les périmètres du permis de louer et consistait en une transmission régulière de listings de locataires bénéficiant d'une aide au logement (hors APL). Ces listings permettaient à la Ville de Mulhouse de vérifier que les formalités du permis de louer étaient effectuées et de pouvoir réaliser des visites de décence de logement sur le signalement de la CAF.

Afin de poursuivre la démarche du permis de louer et enclencher la phase coercitive avec l'application des amendes, l'échange des données avec la CAF est essentiel.

Il est donc proposé une nouvelle convention tripartite, Ville – CAF – Mulhouse Alsace Agglomération, d'une durée de 3 ans ayant pour objet d'organiser la transmission des données partenariales afin de repérer et de signaler les logements pour lesquels une mise en location a eu lieu sans autorisation préalable sur les secteurs soumis au permis de louer sur la ville de Mulhouse.

## **2. Le contrôle de la décence des logements**

Conformément à l'article 85 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR), les caisses d'allocations familiales peuvent conserver le versement des allocations de logement familiales (ALF) et des allocations de logement sociales (ALS) en cas de constat de non-décence d'un logement, afin d'inciter les bailleurs à engager les travaux nécessaires à leur mise en conformité.

En application du décret n° 2015-191 du 18 février 2015, les constats relatifs à la décence des logements peuvent être établis par des organismes habilités

conformément aux articles R.831-18 et D.542-14-2 du Code de la sécurité sociale.

Dans ce cadre, la Ville de Mulhouse intervient en tant qu'opérateur public dans le domaine de l'habitat, au titre du Règlement Sanitaire Départemental (RSD), du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et du Code de la Santé Publique (CSP). Compte tenu de son expertise dans la lutte contre l'habitat indigne, la Ville est apte à constater la non-décence des logements, situation souvent corrélée à des infractions à ces réglementations.

La convention conclue entre la Ville de Mulhouse et la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin (CAF) a pour objet :

- d'habiliter la Ville à vérifier les critères de décence définis par le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;
- de permettre l'établissement de constats de non-décence concernant les logements dont les occupants bénéficient d'une aide au logement à caractère familial (ALF) ou social (ALS), à l'exclusion des bénéficiaires de l'Aide Personnalisée au Logement (APL) ;
- de transmettre ces constats à la CAF du Haut-Rhin afin de justifier, le cas échéant, la conservation des aides au logement.

La convention est conclue pour une durée de deux ans, renouvelable par tacite reconduction, et peut faire l'objet d'un avenant ou être résiliée par l'une ou l'autre des parties selon les modalités prévues.

Considérant l'ensemble de ces éléments, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la mise en place de la convention afférente avec la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin et Mulhouse Alsace Agglomération pour l'échange de données dans le cadre du permis de louer,
- approuve la mise en place de la convention d'habilitation et de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin pour la réalisation de diagnostics vérifiant les critères de décence du logement,
- autorise le Maire ou son représentant à signer les conventions et tous les documents relatifs à leurs mises en œuvre.

2 PJ :

- projet de convention pour l'échange de données dans le cadre du permis de louer,
- projet de convention pour la réalisation de diagnostics vérifiant les critères de décence du logement.

## CONVENTION DE PARTENARIAT

### Echanges de données dans le cadre du permis de louer en application des articles 92 et 93 de la loi Alur

Entre **M2A**,

9, avenue Konrad Adenauer

68390 Sausheim

Représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN

La **Ville de Mulhouse**,

2, rue Pierre et Marie Curie

68100 Mulhouse

Représentée par la Mairie, Madame Michèle LUTZ

La **Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin**,

26, avenue Robert Schuman

68100 MULHOUSE

Représentée par son Directeur, Monsieur Lionel KOENIG

Et l'Etat

7, rue Bruat

68000 COLMAR

Représenté par le préfet du Haut-Rhin, Monsieur Emmanuel AUBRY

## PREAMBULE

Tout propriétaire-bailleur est dans l'obligation de fournir un **logement décent** au locataire, c'est-à-dire les caractéristiques de confort minimum qui figurent dans le décret 2002-120 du 30 janvier 2002. La loi Alur du 24 mars 2014 a renforcé la place et les responsabilités des Caf pour lutter contre la non-décente des logements en leur attribuant la mise en œuvre et la gestion de la conservation des aides au logement pour les allocataires percevant une Allocation de logement à caractère familial (ALF) ou une Allocation de logement à caractère social (ALS) en cas d'occupation d'un logement non décent.

Afin d'améliorer la lutte contre l'habitat indigne, cette même loi instaure également le « **permis de louer** » pour permettre aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou aux communes volontaires de définir des secteurs géographiques et/ou des catégories de logements ou ensembles immobiliers pour lesquels la mise en location d'un bien doit faire l'objet d'une des deux procédures suivantes :

- **Autorisation préalable de mise en location (APML)** : Toute nouvelle mise en location sur les territoires retenus est subordonnée à la délivrance au bailleur par le président de l'EPCI ou le maire de la commune, d'une autorisation préalable de mise en location. Celui-ci peut refuser ou soumettre à condition l'autorisation préalable de mise en location lorsqu'un logement est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants ou à la salubrité publique.

En cas d'absence de dépôt de demande d'APML, ou de mise en location malgré un refus d'autorisation, le bailleur encourt des sanctions financières.

- **Déclaration de mise en location (DML)**. Tout logement mis en location sur les territoires soumis à déclaration, fait l'objet de la part des propriétaires d'une déclaration de mise en location dans les 15 jours suivants la signature du bail.

Il convient de rappeler que le parc locatif public est en dehors du champ de la Caf en matière de non-décente. Ce dispositif d'autorisation préalable ne s'applique ni aux logements mis en location par un organisme de logement social, ni aux logements qui bénéficient d'une convention avec l'Etat en application de l'article L. 351-2.

*Il a été convenu ce qui suit :*

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser la transmission des données partenariales afin de repérer et signaler les logements pour lesquels une mise en location a eu lieu sans autorisation préalable sur les secteurs soumis au permis de louer sur la ville de Mulhouse.

## ARTICLE 2 – CHAMP D'INTERVENTION

Par délibération n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_, la ville de Mulhouse, par gestion déléguée, met en place ce dispositif « permis de louer » sur le territoire communal

## ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DES PARTIES

### 3.1 - La Caisse d'Allocation Familiale de Mulhouse s'engage :

- À communiquer à la Ville de Mulhouse tous les trimestres via la plateforme sécurisée PEPS, par une requête dans la base de données allocataires, la liste des nouveaux demandeurs d'aide au logement sur le périmètre du Permis de Louer.

Les données transmises seront les suivantes :

- ★ Numéro allocataire
- ★ Adresse postale du bien mis en location
- ★ Nom, prénom et adresse postale du bailleur
- ★ Date d'entrée dans les lieux du locataire

- À n'utiliser les données que pour les finalités pour lesquelles elles lui ont été transmises et à ne pas les céder à un tiers.

### 3.2 – La ville de Mulhouse s'engage :

- À communiquer tous les trimestres à la Caf du Haut-Rhin via la plateforme sécurisée PEPS, les décisions prises dans le cadre du permis de louer (refus ou autorisation préalable de mise en location) avec nom, prénom et adresse postale du bailleur et du locataire concerné ;

- À identifier et à prendre contact avec les bailleurs qui n'ont pas mis en place la procédure d'APML et qui ont pour autant mis leur logement en location afin de faire appliquer le dispositif et réaliser le cas échéant un contrôle ;
- À intégrer la mention suivante sur le courrier de notification à l'occupant et au bailleur

« Les informations collectées sur le logement peuvent faire l'objet d'un traitement informatique par la caisse d'allocations familiales ou dans le cadre de l'outil de repérage et de traitement de l'habitat indigne (ORTH). Ces informations peuvent être transmises aux institutions compétentes en matière d'habitat indigne : agence régionale de santé, collectivités territoriales, Fonds de solidarité logement, et être utilisées aux fins d'études, d'enquêtes et de sondages. Vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification auprès du directeur de la Caf (demande formulée par courrier postal accompagnée d'une preuve d'identité) et dans le cadre d'ORTH auprès du préfet du département où se situe le logement selon les modalités prévues par l'article 5 de l'arrêté du 30 septembre 2011 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à l'habitat indigne et non décent. » ;

- À n'utiliser les données que pour les finalités pour lesquelles elles lui ont été transmises et à ne pas les céder à un tiers.

## ARTICLE 4 – SECURITE, CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à échanger des données pertinentes et proportionnées permettant le repérage et de signaler les logements pour lesquels une mise en location a eu lieu sans autorisation préalable sur les secteurs soumis au permis de louer sur la ville de Mulhouse.

Les échanges de données s'effectuent dans le respect des dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et de la loi Informatique et Libertés, via la plateforme d'échanges sécurisés (PEPS).

## ARTICLE 5 – UTILISATION DES DONNEES A DES FINS STATISTIQUES, DIFFUSION ET PUBLICATION

Les données collectées et échangées dans le cadre de la présente convention peuvent faire l'objet d'un traitement à des fins statistiques, dans le respect des finalités définies par les parties et des dispositions légales en vigueur.

Ces traitements statistiques ont pour objectifs :

- D'analyser l'évolution des situations d'habitat indigne sur le territoire ;
- D'identifier les zones à risque ou les facteurs de vulnérabilité ;
- D'évaluer l'efficacité des dispositifs du permis de louer ;
- De contribuer à l'élaboration de politiques publiques adaptées.

Les données utilisées à des fins statistiques sont préalablement anonymisées, de manière à garantir l'impossibilité d'identifier directement ou indirectement les personnes concernées.

Les résultats issus de ces traitements peuvent être diffusés, dans le respect des règles de confidentialité, notamment dans les rapports d'activité, bilans territoriaux ou publications scientifiques. La mention explicite de la source relative à « la Ville de Mulhouse ou la CAF du Haut-Rhin » sera faite sur tous les documents ou lors de présentation orale sur la base des informations échangées.

## ARTICLE 6 – DUREE, RENOUVELLEMENT ET RESILIATION

La présente convention est conclue du [REDACTED] au [REDACTED]

Chaque signataire se réserve la possibilité de résilier la présente convention à tout moment. Il devra alors en informer par courrier recommandé, trois mois à l'avance et transmettre dans ce délai la décision motivée de leur organe délibérant.

La présente convention peut être révisée par avenant, conjointement décidé par les deux parties.

Les parties à la convention s'engagent à respecter strictement les dispositions du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données - Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) et la loi Informatique et Libertés (loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée).

Au sens de l'article 4.7 du RGPD, les parties à la convention sont responsables de leurs traitements respectifs.

Les parties à la convention s'engagent, notamment :

- ✦ À ne traiter que les seules données personnelles strictement indispensables pour atteindre la finalité énoncée dans l'article 1 de la présente convention ;
- ✦ À répondre avec diligence aux demandes de droits RGPD exprimés par ces mêmes personnes (chaque partie s'engage à communiquer à l'autre toute demande de droits RGPD qui lui aurait été adressée par erreur) ;
- ✦ À purger les données à l'atteinte de la durée de conservation équivalente à la fin de la convention.

De même, dans l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à assurer la protection des données de façon constante et en respect du présent article et à s'informer sans délai en cas d'incident de sécurité ayant impacté les données traitées.

La Caf du Haut-Rhin a désigné auprès de la CNIL un Délégué à la Protection des Données, qui peut être joint par l'intermédiaire du Référent Informatique et Libertés de la Caf.

La Ville de Mulhouse a désigné auprès de la CNIL un Délégué à la Protection des Données, qui peut être joint par l'intermédiaire de la Commune.



ARTICLE 7 – SIGNATURES

La présente convention est dispensée du droit de timbre et de la formalité d'enregistrement.  
 Elle deviendra exécutoire après avoir été revêtue de la signature des parties contractantes.

Fait à Mulhouse, le

Pour M2A ,	Pour la ville de Mulhouse,
Monsieur Fabian JORDAN	Madame Michèle LUTZ
Pour la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin,	Pour l'Etat, le préfet du Haut-Rhin,
Monsieur Lionel KOENIG	Monsieur Emmanuel AUBRY



CONVENTION D'HABILITATION ET DE PARTENARIAT  
ENTRE LA VILLE DE MULHOUSE ET LA CAF DU HAUT-RHIN  
POUR LA REALISATION DE DIAGNOSTICS VERIFIANT  
LES CRITERES DE DECENCE DU LOGEMENT

La présente convention est conclue :

ENTRE :

La Caisse d'allocations familiales du Haut-Rhin,  
26 avenue Robert Schuman  
68084 Mulhouse Cedex  
représentée par son Directeur, Monsieur Lionel KOENIG  
ci-après désigné « la Caf »

ET

La ville de Mulhouse  
2 rue Pierre et Marie Curie  
68200 MULHOUSE  
représentée par la Maire, Madame Michèle LUTZ  
ci-après désigné « l'opérateur »

PREAMBULE

L'article 85 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme renoué (dite loi ALUR) modifie les articles L.542-2 et L.831-3 du code de la sécurité sociale (CSS) pour y introduire un dispositif de conservation des allocations de logement familiales (ALF) et des allocations de logement sociales (ALS) afin d'inciter les bailleurs de logements indécents à effectuer les travaux nécessaires à leur mise en conformité.

Un logement est considéré comme non décent s'il ne répond pas à l'un des trois critères énoncés par le décret n° 2002-120 du 30/01/2002 relatif aux caractéristiques du logement décent :

- l'absence de risque manifeste pour la santé des occupants ;
- l'absence de risque manifeste pour la sécurité physique des occupants ;
- la présence des équipements habituels permettant d'habiter normalement le logement.

Les constats vérifiant les critères de décence des logements peuvent être établis par les organismes payeurs ou par les organismes qu'ils ont habilités. A cette fin, le décret n° 2015-191 du 18 février 2015 a introduit dans le code de la sécurité sociale les articles R.831-18 et D.542-14-2 qui fixent les conditions d'habilitation.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

L'opérateur intervient dans le domaine de l'habitat au titre du Règlement Sanitaire Départemental (RSD), du Code de la Construction et de l'Habitat (CCH) et du Code de la Santé Publique.

Il constate les éventuelles infractions et établit un rapport, rappelle le propriétaire à la loi et le met s'il y a lieu en demeure d'exécuter les travaux. Or ces différentes réglementations et qualification de la décence d'un logement comportent de nombreuses similitudes, bien que les premières relèvent de l'action publique et le second de l'action privée.

L'opérateur est donc apte à contribuer au repérage de la non-décence, très fréquemment présente lorsqu'il existe une infraction au RSD, CCH, CSP.

La présente convention a pour objet d'habilitier l'opérateur à vérifier les critères de décence définis par le décret n° 2002-120 du 30/01/2002 et à dresser des constats sur l'état des logements dont les occupants bénéficient d'une aide au logement à caractère familial (ALF) ou à caractère social (ALS) versée par la Caf.

Sont exclus de cette convention, les bénéficiaires d'Aide Personnalisée au Logement (APL)

Cette convention permet à la ville de Mulhouse d'informer la Caf des situations de non-décence constatées. L'habilitation permet en outre à la Caf de valider les rapports de l'opérateur comme élément justificatif de la conservation des aides au logement.

Elle détermine également la procédure mise en œuvre par l'opérateur pour l'établissement des constats de décence des logements.

ARTICLE 2. CHAMP D'INTERVENTION

La ville de Mulhouse réalise dans le respect de la procédure détaillée dans l'article 3 :

- des diagnostics vérifiant les critères de décence des logements et formule des constats relatifs à l'état des logements ;
- la réalisation de constat permettant le contrôle de la mise en conformité des logements.

### ARTICLE 3. VERIFICATION DES CRITERES DE DECENCE ET REALISATION DES CONSTATS DE NON DECENCE DU LOGEMENT

- L'établissement des constats par la ville de Mulhouse

La vérification des désordres est réalisée par l'opérateur directement dans le logement et le constat de décence est établi en référence aux désordres listés dans le décret du 30 janvier 2002.

A ce titre, la vérification des désordres du logement est réalisée par l'opérateur avec l'assurance que le bailleur et le locataire ont été informés de la réalisation de la visite. Le locataire et le bailleur peuvent se faire représenter le jour de la visite.

L'absence du bailleur ou de son représentant le jour de la visite ne fait pas obstacle à l'établissement du constat.

Si le bailleur ou son représentant n'est pas présent lors de la visite, l'opérateur s'assurera du respect d'une phase contradictoire avec le bailleur.

Le constat transmis à la Caf par l'opérateur comporte les éléments suivants :

- la description pièce par pièce des éléments observés ne répondant pas aux normes de décence, ou pouvant mettre en cause la sécurité physique ou la santé des occupants.
- l'indication des éléments à mettre en conformité (travaux à préconiser) en formalisant objectivement les désordres et leurs origines (défaut de conception du bâti, d'entretien du logement, d'entretien des parties communes ou d'un comportement des personnes résidant dans le logement).
- la synthèse des propos rapportés par l'allocataire ou son représentant, éventuellement des occupants présents ;
- la synthèse des éléments rapportés par le syndic de la copropriété jugés utiles à la réalisation du constat ;
- la synthèse des propos rapportés par le bailleur ou son représentant (si celui-ci n'est pas présent lors de la réalisation du diagnostic-constat, les conclusions du constat lui seront transmises pour observation) ;
- une mention indiquant s'il y a une présomption d'insalubrité, de péril ou d'insécurité concernant un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement; Le constat fait état d'une présomption d'insalubrité au sens des articles L.1331-22 à L.1331-31 du code de la santé publique, d'une présomption de péril tel que prévu à l'article L.511-1 du code de la construction et de l'habitation ou

d'une présomption d'insécurité concernant un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement au sens de l'article L. 123-3 du même code.

- le numéro invariant fiscal
- les éléments relatifs à la vérification du DPE
- les éléments relatifs à la présence de nuisibles
- une mention informant le locataire et le bailleur de l'utilisation informatique des données collectées et des droits et modalités d'accès et de rectification de ces informations ;

« Les informations collectées sur le logement peuvent faire l'objet d'un traitement informatique par la caisse d'allocations familiales ou dans le cadre de l'outil de repérage et de traitement de l'habitat indigne (ORTH). Ces informations peuvent être transmises aux institutions compétentes en matière d'habitat indigne : agence régionale de santé, collectivités territoriales, Fonds de solidarité logement, et être utilisées aux fins d'études, d'enquêtes et de sondages. Vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification auprès du directeur de la Caf (demande formulée par courrier postal accompagnée d'une preuve d'identité) et dans le cadre d'ORTH auprès du préfet du département où se situe le logement selon les modalités prévues par l'article 5 de l'arrêté du 30 septembre 2011 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à l'habitat indigne et non décent»

A partir des éléments du diagnostic recueillis lors de la visite, l'opérateur détermine si le logement est non décent, c'est-à-dire s'il comporte un (ou des) élément(s) non conforme(s) au décret n°2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent.

- Ces conclusions sont notifiées sur le rapport de visite et sont transmises à la Caf avec les éléments de diagnostic
- Les conclusions du constat sont transmises au locataire et au bailleur par l'opérateur

### ARTICLE 4. VERIFICATION DE L'EXPERTISE TECHNIQUE MOBILISEE PAR L'OPERATEUR

La ville de Mulhouse, en qualité d'organisme public intervenant au titre de la lutte contre l'habitat indigne, apporte les conditions requises en matière d'expertise professionnelle, de régularité au regard des obligations fiscales et sociales pour être habilité à réaliser des constats de non-décente des logements.



#### ARTICLE 5. SECURITE ET CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à échanger des données pertinentes et proportionnées permettant le repérage, l'analyse et le suivi des situations d'habitat indigne sur la ville de Mulhouse

Les échanges de données s'effectuent dans le respect des dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et de la loi Informatique et Libertés, via des plateformes d'échanges sécurisées et/ou fichiers cryptés (7-zip).

Les parties à la convention s'engagent à respecter strictement les dispositions du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données - Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) et la loi Informatique et Libertés (loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée).

Les parties à la convention s'engagent, notamment :

- à ne traiter que les seules données personnelles strictement indispensables pour atteindre la finalité (énoncée dans l'article 1 de la présente convention) ;
  - à informer de façon claire les personnes concernées du traitement de leurs données, au titre de l'article 13 du RGPD ;
  - à répondre avec diligence aux demandes de droits RGPD exprimés par ces mêmes personnes (Chaque partie s'engage à communiquer à l'autre toute demande de droits RGPD qui lui aurait été adressée par erreur) ;
  - à purger les données à l'atteinte de la durée de conservation équivalente à la fin de l'instruction du dossier.
- De même, dans l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à assurer la protection des données de façon constante et en respect de l'état de l'art et à s'informer sans délai en cas d'incident de sécurité ayant impacté les données traitées.

#### ARTICLE 6. UTILISATION DES DONNEES A DES FINS STATISTIQUES, DIFFUSION ET PUBLICATION

Les données collectées et échangées dans le cadre de la présente convention peuvent faire l'objet d'un traitement à des fins statistiques, dans le respect des finalités définies par les parties et des dispositions légales en vigueur.

Ces traitements statistiques ont pour objectifs :

- D'analyser l'évolution des situations d'habitat indigne sur le territoire ;
- D'identifier les zones à risque ou les facteurs de vulnérabilité ;
- D'évaluer l'efficacité des dispositifs de repérage, de prévention et d'intervention ;
- De contribuer à l'élaboration de politiques publiques adaptées.

Les données utilisées à des fins statistiques sont préalablement anonymisées, de manière à garantir l'impossibilité d'identifier directement ou indirectement les personnes concernées.

Les résultats issus de ces traitements peuvent être diffusés, dans le respect des règles de confidentialité, notamment dans les rapports d'activité, bilans territoriaux ou publications scientifiques. La mention explicite de la source relative à « l'Opérateur ou la CAF du Haut-Rhin » sera faite sur tous les documents ou lors de présentation orale sur la base des informations échangées.

#### ARTICLE 7. DUREE DE LA CONVENTION, RENOUVELLEMENT, MODALITES DE REVISION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour une durée de 2 ans et sera renouvelée par tacite reconduction sur cette période au début de chaque année. Son renouvellement fait l'objet de la signature d'une nouvelle convention.

La présente convention peut être révisée, par avenant, conjointement décidé par les deux parties.

La présente convention peut être résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir des formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

L'opérateur peut dénoncer la convention au plus tard trois mois avant la date de retrait souhaitée.

#### ARTICLE 8 : SIGNATURES

La présente convention est dispensée du droit de timbre et de la formalité d'enregistrement. Elle deviendra exécutoire après avoir été revêtue de la signature des parties contractantes.

L'opérateur reconnaît avoir pris connaissance des modalités ci-dessus constitutives de la présente convention et les accepte.



Fait à Mulhouse, le ,  
La Caf, L'opérateur,

Le Directeur La Maire

Lionel KOENIG Michèle LUTZ

**Mme le Maire** : nous passons à la délibération 1725. Il s'agit de la lutte contre l'habitat indigne, la mise en œuvre de deux conventions de partenariat avec la Caisse d'allocations familiales.

Je rappelle que nous devons conclure deux conventions avec la Caisse d'allocations familiales. L'une permet de poursuivre la démarche du permis de louer et d'enclencher la phase coercitive avec l'application des amendes. L'autre permet à la Ville de constater la décence des logements pour transmission à la CAF, afin de justifier le cas échéant la conservation des aides pour ces logements.

Le groupe Mulhouse Cause Commune a indiqué son souhait d'intervenir. Je vous laisse prendre la parole.

**Mme EL HAJJAJI** : Mme la Maire, chers collègues, bien sûr, nous soutenons le permis loué. Toutefois, le système proposé pénalise les locataires au lieu des bailleurs, puisque la convention permet à la CAF de conserver, de retenir les aides si le logement est jugé non décent.

En pratique, cela signifie que les familles déjà en difficulté, qui gèrent leur budget au centime près, verront leurs ressources diminuer brusquement. Ce sont des parents confrontés à un choix impossible entre payer le loyer ou remplir leur frigo, des personnes âgées s'inquiétant de la facture de chauffage alors qu'elles vivent dans des logements humides, des mères seules coincées dans la spirale des factures impayées, ou encore des jeunes contraints de dormir dans des appartements froids et délabrés.

Désormais, on leur demande d'assumer financièrement la responsabilité du propriétaire qui ne subit aucune perte financière. Il récupère les finances en louant à des locataires non précaires ou en recevant le loyer de ceux en situation précaire sous pression de la peur de l'endettement ou de peur de perdre leur logement. Le dispositif choisi pénalise les victimes sans toucher les véritables responsables, ce qui est inacceptable d'un point de vue politique et humain. Ce choix n'était en rien indispensable. La loi ALUR offre de nombreux leviers bien plus efficaces et équitables que vous n'utilisez pas.

Vous avez la possibilité d'utiliser d'autres leviers, comme la mise en demeure de bailleurs avec obligation de réaliser les travaux nécessaires, prendre des arrêtés de non-décence ou d'insalubrité afin d'interdire la location, imposer des amendes pouvant aller jusqu'à 15 000 € et j'en passe.

Mulhouse dispose des outils, du personnel compétent, de l'expertise et du cadre légal nécessaire. Ce qui fait défaut, c'est la volonté de les appliquer à grande échelle.

Dès lors, pourquoi choisir la seule option qui fragilise davantage les familles ? Pourquoi exercer une pression sur les personnes les plus vulnérables en quête d'un logement ou déjà confrontées à l'humidité, au froid, aux moisissures ou aux installations électriques dangereuses alors qu'il serait plus juste de cibler ceux qui louent des logements indignes ? La lutte contre l'habitat insalubre doit

s'orienter vers les propriétaires défaillants et non vers les habitants déjà éprouvés par des conditions de vie difficiles.

Pour les raisons évoquées, nous nous abstiendrons parce que défendre le droit à un logement décent ne signifie pas accabler davantage ceux qui vivent dans la précarité. Merci.

**Mme le Maire :** y a-t-il d'autres demandes de parole ? Je n'en ai pas. Je vais laisser le premier adjoint répondre.

**M. COUCHOT :** Mme EL HAJJAJI, je suis d'accord avec vous sur un point : Mulhouse dispose des outils et du personnel compétent pour lutter contre l'habitat indigne. Cela me permet de rendre ici hommage au travail réalisé par l'équipe de Sophie DA FIES qui se dévoue sans compter à la fois sur les questions compliquées des copropriétés et également sur l'habitat indigne.

Malheureusement, votre tableau apocalyptique digne de Zola ne s'appuie pas sur la réalité puisqu'il s'agit dans ces conventions de supprimer les allocations versées directement aux propriétaires. Dans la quasi-totalité des cas, les allocations sont versées directement aux propriétaires et c'est, donc, bien le propriétaire de logement indélicat qui est pénalisé.

L'objet de ces dispositifs, c'est de pénaliser le propriétaire et en aucun cas, le locataire. C'est en tout cas de cette manière-là que les choses sont appliquées.

**Mme le Maire :** deuxième prise de parole, deux minutes, Mme EL HAJJAJI.

**Mme EL HAJJAJI :** pas plus, je tiens quand même à rectifier le tir, M. COUCHOT, parce que les aides dépendent des locataires et de la situation financière du locataire que ce soit à l'ALS ou l'ALF. Même si c'est versé directement sur le compte bancaire du propriétaire, l'aide, en réalité, c'est une ressource supplémentaire au locataire qui permet justement de réduire les dépenses lorsque les personnes sont en situation de précarité.

**M. COUCHOT :** nous n'allons pas entamer le débat technique ici, mais il s'agit bien ici de pénaliser le propriétaire. En aucun cas le locataire n'est pénalisé. Je me tiens à vos dispositions avec les services pour vous expliquer la manière dont les choses sont appliquées, mais je le redis, il ne s'agit dans ce dispositif que de pénaliser les bailleurs indélicats et en aucun cas les locataires.

**Mme le Maire :** Mme EL HAJJAJI, M. COUCHOT se propose de vous rencontrer ou de vous en parler tout à l'heure. Il y a eu deux prises de parole, Mme EL HAJJAJI. Je suis obligée de maintenir une forme d'ordre dans cette assemblée. N'hésitez pas à vous rapprocher de M. COUCHOT qui se fera, n'est-ce pas, un plaisir de vous expliquer tout cela. Pas de souci. Je vais mettre cette délibération au vote.

Qui est contre ? Quelqu'un s'abstient-il ? Gardez bien la main levée pour que Marie puisse prendre les noms. C'est bon pour vous Marie ? Je vous remercie.

Pour : 41 + 5 procurations

Groupe majoritaire : 28 + 4 procurations

Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrits dans un groupe : 7

Abstentions :  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

## **5° BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026 (Finances/7.1.1/1697)**

Le Budget Primitif de la Ville de Mulhouse est composé de 2 budgets :

- le budget principal élaboré depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 selon l'instruction comptable M57 ;
- le budget annexe des Pompes Funèbres créé le 1<sup>er</sup> janvier 1998 selon le plan comptable M4.

Le projet de Budget Primitif 2026 du budget principal est arrêté en dépenses et en recettes au montant de : 274 150 000 €

Ce budget est complété par le budget annexe des Pompes Funèbres, qui s'équilibre à : 2 703 000 €

L'équilibre du budget principal a pu être assuré :

- en section de fonctionnement, par l'inscription du produit fiscal estimé des taxes ménages et de l'attribution de compensation liée au transfert de l'ex-taxe professionnelle à Mulhouse Alsace Agglomération, soit 87 068 481 € ;
- en section d'investissement, d'une part par l'inscription de nouveaux emprunts et dettes pour 35 054 849 €, d'autre part par des recettes d'ordre intégrant l'autofinancement pour un total de 30 095 152 €.

L'équilibre du budget annexe sera assuré :

- en section de fonctionnement par les recettes liées aux activités soumises à la concurrence, soit 1 347 000 € ;
- en section d'investissement par l'inscription d'un emprunt de 1 073 000 € complété par des recettes d'ordre de 283 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- adopte, par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le Budget Primitif principal 2026 ainsi que le budget annexe des Pompes Funèbres 2026 ;
- prévoit à 74 500 000 € le produit global net à attendre des taxes « ménages » en 2026 ;
- autorise Madame le Maire à recruter, hors état des emplois et dans la limite des crédits disponibles, le personnel temporaire ou occasionnel qu'exige le bon fonctionnement des services municipaux et à fixer la rémunération de ce personnel par analogie avec les emplois prévus à l'état des emplois.



Mulhouse

## BUDGET PRIMITIF 2026

### Rapport de présentation



Le Budget Primitif 2026 de la Ville de Mulhouse s’inscrit dans un environnement toujours contraint pour les finances locales. À l’échelle nationale, la trajectoire des finances publiques reste marquée par une contribution accrue des collectivités au redressement des comptes de l’État. Les ponctions de l’Etat sur les recettes fiscales, la diminution du champ du FCTVA et la stabilité des dotations d’Etat, au menu du projet de loi de finances 2026, pèsent considérablement sur les marges de manœuvre des communes.

Au niveau local, la Ville de Mulhouse continue d’évoluer dans un cadre budgétaire exigeant : ponction pour redresser les comptes de la caisse de retraite des fonctionnaires territoriaux, progression mécanique de la masse salariale, niveau des dépenses énergétiques. Ces tensions s’ajoutent à la nécessaire adaptation de l’action publique et à la modernisation des services municipaux.

Malgré ce contexte, la Ville poursuit une trajectoire financière solide et responsable. La stratégie engagée depuis plusieurs années — alliant rigueur de gestion, maîtrise des dépenses de fonctionnement et politique d’investissement adaptée — permet de préserver les grands équilibres budgétaires et de garantir la soutenabilité financière à moyen terme.

Le Budget Primitif 2026 vise à consolider ces acquis tout en maintenant une capacité d’action et d’investissement. Il repose sur trois priorités :

- maîtriser les charges de fonctionnement ;
- mobiliser activement les financements extérieurs, notamment à travers les dispositifs de soutien de l’État et les programmes européens ;
- poursuivre la transformation de la ville, avec 53,4 M€ d’investissements prévus en 2026, inscrits dans un programme pluriannuel ambitieux de 457 M€ sur 2020-2030.

Ces investissements poursuivent l’ambition de transformer durablement Mulhouse, en accélérant la rénovation de ses quartiers, en modernisant le parc scolaire, en favorisant les mobilités actives et en renforçant la présence du végétal en ville.

En dépit d’un contexte de pression croissante sur les finances locales, la Ville de Mulhouse choisit :

- de préserver la qualité du service public ;
- de soutenir le monde associatif ;
- de protéger le pouvoir d’achat des mulhousiens par la stabilité fiscale pour la 9<sup>ème</sup> année sur les 10 dernières années ;
- et d’investir dans les projets qui répondent aux enjeux sociétaux.

Le Budget Primitif 2026 traduit cette ambition d’une ville résiliente, solidaire et tournée vers la transition écologique, l’attractivité de la Ville et les services à la population.

Table des matières

<b>1.</b>	<b>LES VOLUMES BUDGETAIRES 2026.....</b>	<b>3</b>
<b>2.</b>	<b>LE BUDGET PRINCIPAL.....</b>	<b>4</b>
<b>2.1</b>	<b>L’EQUILIBRE DU BUDGET PRINCIPAL .....</b>	<b>4</b>
<b>2.2</b>	<b>LA SECTION DE FONCTIONNEMENT .....</b>	<b>4</b>
2.2.1	Une épargne brute préservée.....	5
2.2.2	Les recettes de fonctionnement.....	6
2.2.3	Les dépenses de fonctionnement.....	12
<b>2.3</b>	<b>LA SECTION D’INVESTISSEMENT .....</b>	<b>18</b>
2.3.1	Un programme d’investissement qui ambitionne de transformer durablement la Ville.....	18
2.3.2	Les recettes d’investissement.....	19
2.3.3	Les dépenses d’investissement.....	21
<b>3.</b>	<b>LE BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNEBRES ....</b>	<b>27</b>
<b>3.1</b>	<b>LA SECTION DE FONCTIONNEMENT .....</b>	<b>27</b>
<b>3.2</b>	<b>LA SECTION D’INVESTISSEMENT .....</b>	<b>28</b>

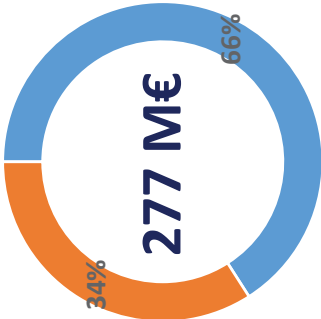


1. Les volumes budgétaires 2026

Le Budget Primitif (BP) 2026 de la Ville de Mulhouse est composé de deux budgets :

- le budget principal ;
- le budget annexe des pompes funèbres.

Au total, ces deux budgets sont équilibrés à 276 853 000 € qui se répartissent de la manière suivante :



Budget principal



Pompes funèbres



2. Le budget principal

2.1 L'équilibre du budget principal

Le budget principal s'équilibre à 274 150 000 €, dont :

FONCTIONNEMENT		TOTAL (€)
DEPENSES		181 875 000
RECETTES		181 875 000

INVESTISSEMENT		TOTAL (€)
DEPENSES		92 275 000
RECETTES		92 275 000

TOTAL CUMULE BUDGET PRINCIPAL		274 150 000
-------------------------------	--	-------------

2.2 La section de fonctionnement

Les dépenses et recettes de fonctionnement s'élèvent à 181 875 000 €. Elles regroupent des opérations :

- réelles, qui entraînent des encaissements et décaissements ;
- d'ordre, qui sont des mouvements comptables qui ne génèrent pas de flux de trésorerie.

Deux changements de périmètre impacteront la section de fonctionnement en 2026 :

- le transfert à l'Orchestre National de Mulhouse (ONM) des frais de personnel qui lui étaient jusqu'ici refacturés par la Ville de Mulhouse ;
- le transfert à m2A de la contribution financière au Service d'Incendie et de Secours (SIS) pour 8,3 M€.

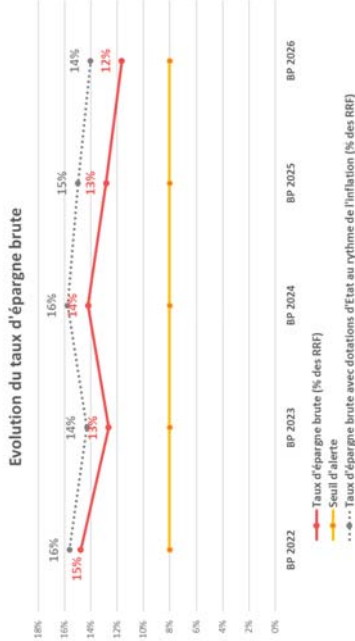
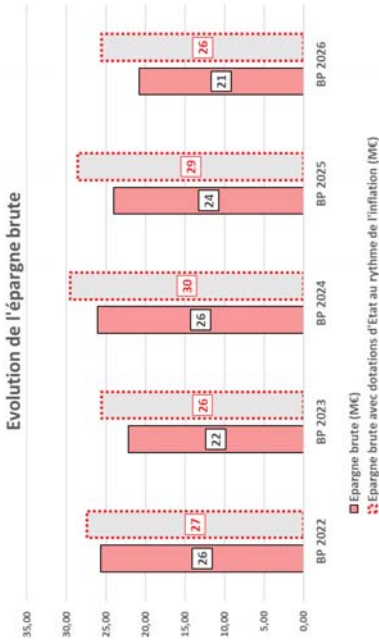
Les impacts budgétaires sont les suivants :

DEPENSES	BP 2026	RECETTES	BP 2026
Masse salariale ONM	-3,4	Refacturation masse salariale ONM	-3,4
Contribution au SIS	-8,3	Attribution de compensation	-8,3
Total	-11,7	Total	-11,7
IMPACT : 0 €			

2.2.1 Une épargne brute préservée

L'épargne brute est un indicateur financier clé qui mesure la capacité d'autofinancement de la collectivité. Elle correspond à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. C'est donc la part des ressources courantes disponible pour financer les investissements.

L'épargne brute 2026 est projetée autour de 21 M€. Impactée par un soutien affirmé aux structures associatives et satellites et par le maintien d'un haut niveau de services rendus aux usagers, malgré une faible dynamique des dotations d'Etat, elle recule de -3 M€ par rapport au BP 2025. L'épargne brute s'établit à 12% des recettes réelles de fonctionnement, pour un seuil d'alerte placé à 7/8%. Si les dotations d'Etat avaient été indexées sur l'inflation, l'épargne brute atteindrait 26 M€ soit 14% des recettes.



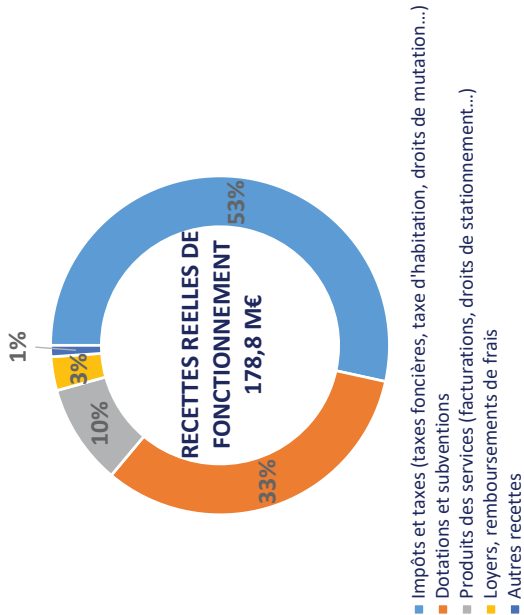
2.2.2 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement sont projetées à 181,9 M€. A périmètre constant, les recettes progressent de +1,9% par rapport au BP 2025 :

	BP 2025	BP 2026	évol. en M€	Variation
<b>Recettes Réelles</b>	<b>187 300 000 €</b>	<b>178 832 000 €</b>	<b>-8,5 M€</b>	<b>-4,5%</b>
Impôts et taxes	101 113 707 €	95 548 783 €	-5,6 M€	-5,5%
Dotations et subventions	58 894 698 €	58 401 727 €	-0,5 M€	-0,8%
Produits des services	19 464 512 €	17 192 015 €	-2,3 M€	-11,7%
Produits de gestion courante	6 150 186 €	5 763 693 €	-0,4 M€	-6,3%
Produits financiers	698 282 €	695 282 €	0,0 M€	-0,4%
Autres recettes	978 615 €	1 230 500 €	0,3 M€	25,7%
<b>Recettes d'ordre</b>	<b>3 083 000 €</b>	<b>3 043 000 €</b>	<b>0,0 M€</b>	<b>-1,3%</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>190 383 000 €</b>	<b>181 875 000 €</b>	<b>-8,5 M€</b>	<b>-4,5%</b>
<b>TOTAL RECETTES à périmètre constant (*)</b>	<b>178 567 269</b>	<b>181 875 000</b>	<b>3,31 M€</b>	<b>1,9%</b>

(\*) Données retraitées du transfert de contribution au SIS et du transfert des agents de l'ONM

Les recettes réelles de fonctionnement sont budgétées à 178,8 M€, dont la répartition est présentée dans le graphique ci-dessous :



❖ Les impôts indirects : 7 M€

	BP 2025	BP 2026	Variation
Droits de place	1 170 000	1 184 000	1,2%
Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources	733 093	733 093	0,0%
Taxe sur l'électricité	1 690 000	1 650 000	-2,4%
Taxe additionnelle aux droits de mutation	2 500 000	2 900 000	16,0%
Taxe sur les emplacements publicitaires	350 000	425 000	21,4%
Autres impôts indirects	90 000	98 000	8,9%
<b>Impôts Indirects</b>	<b>6 533 093</b>	<b>6 990 093</b>	<b>7,0%</b>

Les impôts indirects sont anticipés à 7 M€. Ils sont attendus en progression de +7% par rapport au BP 2025 en raison :

- d'un léger rebond des droits de mutations constaté en 2025 qui devrait se poursuivre en 2026 : +0,4 M€ ;
- de l'actualisation du tarif de la taxe sur la publicité extérieure : +0,07 M€.

Les autres impôts indirects, ajustés au regard des encaissements 2025, sont globalement stables.

Chapitre 74 – Dotations et participations : 58,4 M€

Les dotations et participations sont projetés à 58,4 M€, en retrait de -0,5 M€ par rapport au budget précédent (-0,8%) : la faible dynamique des dotations d'Etat (+1,2%) est insuffisante pour compenser la diminution de recettes liée à la baisse de certains co-financements.

❖ Concours financiers de l'Etat : 51,6 M€

Ces concours financiers s'inscrivent dans une logique de compensation (contrepartie d'un transfert de compétence de l'Etat vers les collectivités ou de la suppression d'impôts locaux) ou de péréquation (réduction des inégalités de ressources entre communes). La hausse de ces dotations devrait être limitée à +0,6 M€ en 2026, compte-tenu d'une dynamique limitée à la seule Dotation de Solidarité Urbaine :

- Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : 18,8 M€ en baisse de -1% par rapport au BP 2025. La diminution de la DGF est continue depuis 2021, cumulant -4% au global soit -0,5 M€ ;

Chapitre 73 – Impôts et taxes : 95,5 M€

Les impôts et taxes sont budgétés à 95,5 M€ au BP 2026. Ils regroupent :

❖ Les impôts ménages : 74,6 M€

Les hypothèses ci-dessous ont été retenues pour établir la projection 2026 :

- stabilité des taux d'imposition ;
- revalorisation forfaitaire des locaux d'habitation : +1,4% ;
- revalorisation forfaitaire des bases des locaux professionnels : +0,5% ;
- revalorisation physique des bases : +0,5%
- mise en œuvre de la taxe sur les friches commerciales : +0,5 k€.

La répartition des recettes qui en découlent est la suivante :

- taxe foncière sur le produit bâti : 71,3 M€ ;
- taxe foncière sur le produit non bâti : 0,4 M€ ;
- taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 2,4 M€ ;
- taxe sur les friches commerciales : 0,4 M€ ;
- régularisations années antérieures : 0,1 M€.

❖ Les retours communautaires : 14 M€

Les retours communautaires sont impactés à la baisse par le transfert à m2A du financement du Service d'Incendie et de Secours (SIS). Ce transfert devrait avoir pour conséquence une diminution de l'attribution de compensation à concurrence du montant versé par la Ville au SIS en 2025, soit -8,3 M€.

La dotation de solidarité communautaire est quant à elle ajustée au montant réellement notifié en 2025, soit -0,04 M€ par rapport au BP 2025.

Compte-tenu des éléments ci-dessus, les montant retenus au titre du BP 2026 sont les suivants :

- attribution de compensation : 12,6 M€ ;
- dotation de solidarité communautaire : 1,4 M€.

❖ Autres attributions : 3,1 M€

Les autres attributions de l'Etat sont budgétées à 3,1 M€, dont 2,8 M€ en compensation des exonérations fiscales accordées par l'Etat. Cette recette est ajustée de +0,2 M€ par rapport au BP 2025 au regard des allocations compensatrices notifiées en 2025. Le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, la dotation de recensement et la dotation titres sécurisés sont stables pour un montant global de 0,3 M€.

❖ Participations et subventions : 3,7 M€

Les participations et subventions fléchissent de -1,3 M€ soit -25%, dont -0,4 M€ sont liés à une modification comptable :

	BP 2025	BP 2026	Variation
(1) Participations autres collectivités	1 973 600	1 035 250	-47,5%
(2) Autres participations de l'Etat : culture, social, scolaire, coopération transfrontalière, etc.	1 120 771	1 194 944	6,6%
(3) Participations CAF et autres organismes	1 909 201	1 506 233	-21,1%
<b>Participations et subventions</b>	<b>5 003 572</b>	<b>3 736 427</b>	<b>-25,3%</b>

(1) Les participations des autres collectivités diminuent de -0,9 M€ (casino de Blotzheim, soutiens Région et CeA en matière culturelle, fonds de concours m2A) ;

(2) Certaines participations versées par l'Etat sont ajustées au regard du réalisé des années antérieures, ce qui explique la hausse de +0,07 M€. Il s'agit du remboursement des contrats aidés et du service minimal d'accueil mis en œuvre dans les écoles lors de mouvements de grèves ;

(3) Les autres participations ressortent à 1,5 M€ dont :

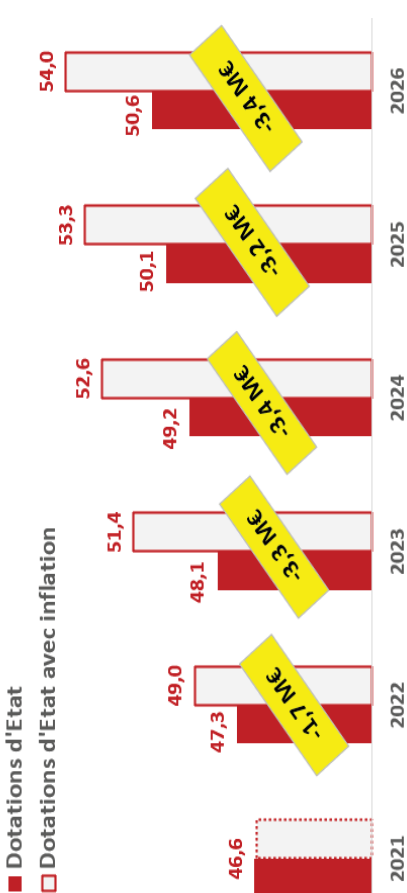
- 1 M€ de co-financements des dispositifs de renouvellement urbain : NPNRU, plans de sauvegarde, sécurité incendie tours Plein Ciel, opérations programmées d'amélioration de l'habitat, etc. ;
- 0,2 M€ pour les projets jeunesse et sports ;
- 0,1 M€ en soutien des actions artistiques et culturelles ;
- 0,07 M€ en faveur de l'éducation ;
- 0,1 M€ de participations diverses.

- Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) : en progression de +3,5% par rapport au BP 2025, elle est projetée à 30,7 M€ ;
- Dotation Nationale de Péréquation (DNP) : 1,15 M€, soit une chute de -16,3% par rapport à 2025. La DNP a été rabotée de -0,5 M€ depuis 2021 ;
- Dotation Générale de Décentralisation (DGD) : stable à 0,8 M€ ;
- FCTVA sur dépenses de fonctionnement : anticipé à 0,15 M€.

	BP 2025	BP 2026	Variation
Dotation Globale de Fonctionnement	18 960 000	18 770 000	-1,0%
Dotation de Solidarité Urbaine	29 675 000	30 720 000	3,5%
Dotation Nationale de Péréquation	1 380 000	1 155 000	-16,3%
Dotation Générale de Décentralisation	814 268	814 268	0,0%
FCTVA sur dépenses de fonctionnement	179 775	151 949	-15,5%
<b>Concours financiers de l'Etat</b>	<b>51 009 043</b>	<b>51 611 217</b>	<b>1,2%</b>

Depuis 2021, ce sont au total 15 M€ supplémentaires qui auraient été perçus par la Ville de Mulhouse si la DGF, la DSU et la DNP avaient été indexées sur l'inflation :

DOTATIONS D'ETAT EN M€



- Pour l'année 2025, les recettes d'ordre de fonctionnement atteignent 3 M€, réparties comme suit :
- 0,9 M€ correspondent aux travaux d'investissement réalisés en régie, qui permettent de transférer en section d'investissement les coûts humains et matériels liés aux immobilisations produites par les agents de la collectivité ;
  - 2,1 M€ proviennent des subventions d'investissement reprises en section de fonctionnement. Cette reprise permet de réduire la charge d'amortissement des immobilisations et s'effectue au même rythme que l'amortissement des biens financés par ces subventions.

2.2.3 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement prévisionnelles d'établissent à 181,9 M€. A périmètre constant, elles progressent de +2,1% par rapport au BP 2025.

	BP 2025	BP 2026	Ecart	%
<b>Dépenses Réelles</b>	<b>163,3 M€</b>	<b>158,0 M€</b>	<b>-5,3 M€</b>	<b>-3,2%</b>
Charges de personnel	88,4 M€	89,8 M€	1,5 M€	1,7%
Moyens des services publics	36,3 M€	36,5 M€	0,2 M€	0,6%
Subventions et contributions	33,6 M€	26,5 M€	-7,1 M€	-21,0%
Charges financières	4,5 M€	4,6 M€	0,1 M€	1,8%
Charges exceptionnelles	0,0 M€	0,0 M€	0,0 M€	60,3%
Autres charges	0,5 M€	0,5 M€	0,0 M€	0,0%
<b>Dépenses d'ordre</b>	<b>27,1 M€</b>	<b>23,9 M€</b>	<b>-3,2 M€</b>	<b>-12,0%</b>
Amortissements	10,9 M€	10,9 M€	0,0 M€	0,0%
Autofinancement	16,2 M€	12,9 M€	-3,2 M€	-20,1%
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>190,4 M€</b>	<b>181,9 M€</b>	<b>-8,5 M€</b>	<b>-4,5%</b>
<b>TOTAL DEPENSES à périmètre constant (*)</b>	<b>178,1 M€</b>	<b>181,9 M€</b>	<b>3,8 M€</b>	<b>2,1%</b>

(\*) Données retraitées du transfert de contribution au SIS et du transfert des agents de l'ONM

Les dépenses réelles de fonctionnement progressent de +4% par rapport au BP 2025 à périmètre constant. Cette progression reflète à la fois la volonté de maintenir un haut niveau de services en faveur des mulhousiens, le niveau durablement élevé des dépenses contraintes (assurances, énergie, taux d'intérêts, etc.), un soutien accru aux structures satellites et associatives, et l'organisation d'évènements qui consolident l'attractivité de la Ville.

La répartition des dépenses réelles de fonctionnement 2026 est proposée dans le graphique suivant :

Chapitre 70 – Produits des services et du domaine : 17,2 M€

Les produits des services devraient progresser de +1,1 M€ par rapport au BP 2025 à périmètre constant, c'est-à-dire après retraitement de 3,4 M€ de refacturation de personnel à l'ONM. Les produits des services comprennent :

- les facturations au titre de l'occupation des voiries communales (stationnement et forfaits post-stationnement, redevances exploitation vélos libre-service, réseaux de télécommunications et d'assainissement, occupation de la voirie pour travaux, etc.) anticipées à 7,4 M€ au total contre 6,5 M€ en 2025 ;
- les refacturations de personnel qui représentent un total de 5,9 M€ ;
- les redevances des services à caractère culturel ou de loisirs qui sont stables autour de 0,7 M€ ;
- les concessions funéraires qui représentent 0,5 M€ ;

- les autres refacturations de travaux, produits et taxes (espaces verts, instruction des autorisations d'urbanisme, énergie, taxes foncières, etc.) qui sont anticipés à 2,7 M€ au total, sans évolution majeure par rapport à 2025.

Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante : 5,8 M€

Les autres produits de gestion courantes sont prévus en baisse de -0,3 M€ par rapport au budget précédent. Cette baisse est imputable à l'évolution du patrimoine immobilier de la collectivité, notamment la cession d'un terrain situé rue Léo Lagrange qui générerait environ 0,2 M€ de recettes de fonctionnement.

Les autres produits de gestion courante se déclinent de la manière suivante :

- les recettes liées au patrimoine immobilier de la collectivité (facturations de loyers et refacturations de charges) : 2,6 M€ ;
- le loyer perçu de l'Etat pour l'Hôtel de Police : 1,5 M€ reversés au propriétaire du bien et par conséquent sans impact budgétaire ;
- les redevances d'exploitation des parkings en ouvrage : 0,4 M€ ;
- la billetterie du Théâtre : 0,35 M€ reversés aux producteurs de spectacles ;
- les recettes diverses (pénalités, ventes étoffe de Noël, remboursements, etc.) qui s'élèvent à 1 M€.

Chapitre 042 – Recettes d'ordre : 3 M€

Les opérations d'ordre n'affectent pas l'équilibre budgétaire global, car elles ne génèrent aucun mouvement de trésorerie. Elles correspondent à des écritures comptables transférant des valeurs entre les sections de fonctionnement et d'investissement.



Cette projection tient compte :

- de la ponction par l'Etat au titre du redressement des comptes de la caisse de retraite des fonctionnaires territoriaux : +1,1 M€
- de l'effet année pleine de la refonte du régime indemnitaire des agents (RIFSEEP) pour +0,3 M€ ;
- de l'évolution de la structure des effectifs de la collectivité (entrées/sorties/niveau de vacance de postes) pour +0,3 M€ ;
- des effets Glissement Vieillesse Technicité (GVT) et Noria qui reflètent les évolutions de carrières des agents : -0,1 M€ ;
- de l'organisation des élections municipales en 2026 dont l'impact financier est estimé à +0,2 M€.

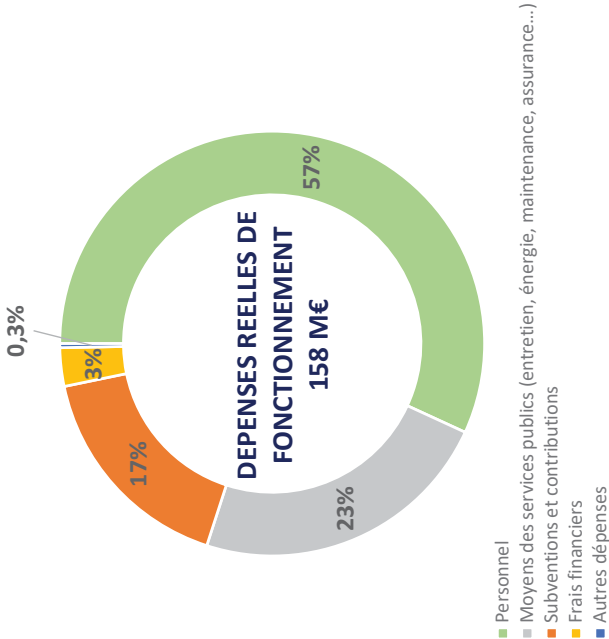
Chapitre 011 – Moyens des services publics : 36,5 M€

Il s'agit des dépenses permettant la mise en œuvre par la collectivité de services publics et d'accompagnement bénéficiant aux habitants. Les moyens consacrés sont estimés à 36,5 M€ pour 2026, soit une hausse de +0,6% en valeur faciale :

	BP 2025	BP 2026	Variation
Achats de matières, fournitures et prestations	5 451 200	4 920 365	-9,7%
Energie	5 830 000	5 807 410	-0,4%
Services extérieurs	23 142 110	23 893 398	3,2%
Impôts et taxes	1 904 900	1 919 750	0,8%
<b>Moyens des services publics</b>	<b>36 328 210</b>	<b>36 540 923</b>	<b>0,6%</b>
<b>Moyens des services publics à périmètre constant</b>	<b>35 693 210</b>	<b>36 540 923</b>	<b>2,4%</b>

A périmètre identique, les dépenses prévisionnelles progressent de +0,8 M€ par rapport au BP 2025 soit +2,4%. Cette évolution est liée :

- à l'évolution du coût des mesures favorisant l'utilisation des transports en commun par les mulhousiens et soutenant leur pouvoir d'achat (prise en charge intégrale de l'abonnement des +de 65 ans, et de 60% de l'abonnement des moins de 18 ans) : +0,2 M€ pour un coût total de ces mesures de 1,7 M€ ;
- à un renforcement des moyens dédiés à l'accompagnement des copropriétés et des actions de renouvellement urbain : +0,2 M€ ;
- au volet évènementiel autour de l'accueil d'un départ d'étape du Tour de France pour 0,1 M€, qui vient compléter l'offre actuelle (marché de Noël, Scènes de Rues, foire-kermesse, bals de feux, folies flores, osterputz, etc.)
- à l'exploitation en année pleine du service de vélos en libre-service : +0,1 M€ ;



Chapitre 012 – Charges de personnel : 89,8 M€

Les dépenses de personnel regroupent 57% des dépenses réelles de fonctionnement. Les frais de personnel nets (après déduction des refacturations de personnel) sont projetés à 82,3 M€, en hausse de +2% par rapport à 2025 à périmètre constant c'est-à-dire hors personnel ONM :

En M€	CA PREV. 2025	BP 2026	Variation / CA PREV. 2025
Frais de personnel	87,78	89,85	2,4%
- personnel refacturé	-7,24	-7,50	3,6%
<b>= Frais de personnel nets</b>	<b>80,54</b>	<b>82,34</b>	<b>2,2%</b>

❖ Subventions de fonctionnement : 13.5 M€

Les subventions de fonctionnement accordées aux partenaires associatifs sont revalorisées de +3,1% pour atteindre 13,5 M€ au BP 2026. Les soutiens aux associations sportives et culturelles sont notamment revalorisés de +5%. Par ailleurs, les +0,1 M€ alloués aux centres socio-culturels en 2025 au titre de l'appel à projet « aide aux devoirs » sont pérennisés.

Le tableau ci-dessous propose la répartition par domaine des subventions versées aux associations :

	BP 2026
Culture	4 321 010
Centres socio-culturels	3 271 381
Sports	2 583 565
Action sociale, Famille et Santé	879 273
Amicale du personnel	747 575
Politique de la Ville	496 000
Environnement et Aménagements Urbains	422 500
Jeunesse	236 310
Subventions diverses	215 395
Enseignement et formation	133 100
Action Economique	129 200
Relations internationales	73 900
<b>Subventions de fonctionnement</b>	<b>13 509 209</b>

Chapitre 66 – Charges financières : 4,6 M€

Les intérêts de la dette sont estimés à 4,6 M€ pour 2026, soit une hausse de +0,1 M€. Si le taux moyen de la dette projeté sur 2026 est stable, il reste nettement plus élevé que les taux obtenus sur la période 2019-2022 qui étaient inférieurs à 1%. Dans ce contexte, la stratégie en matière de recours à l'endettement a été modifiée depuis 2023 :

- phasage des campagnes d'emprunt permettant un recours à la dette au plus proche des besoins effectifs de la collectivité ;
- réorientation vers les propositions à taux variables qui offrent de meilleures conditions de renégociation et permettent de profiter d'une éventuelle baisse des taux d'intérêts ;
- choix d'emprunts sur 20 ans plutôt que 15 ans, permettant de réduire la charge d'intérêts à court terme dans l'attente de conditions de marché plus favorables permettant de mettre en œuvre des renégociations ou refinancements.

- aux moyens logistiques nécessaires à l'organisation des élections municipales 2026 pour 0,1 M€ ;
- à un nouveau renchérissement des primes d'assurances, dont le coût a bondi de +500 000 € depuis 2023 dont +70 000 € au BP 2026.

Chapitre 65 – Charges de gestion courante : 26,5 M€

Les charges de gestion courantes prévisionnelles atteignent 26,5 M€, soit une hausse de +1,2 M€ à périmètre constant par rapport au budget précédent. Cette revalorisation de +5% traduit un soutien renforcé aux structures satellites et associatives. Les dépenses se répartissent de la manière suivante :

❖ Fonctionnement du Centre Communal d'Action Sociale : 2.73 M€

La subvention d'équilibre allouée au CCAS s'élèvera à 2,73 M€ en 2026, contre 2,6 M€ en 2025, soit une augmentation de 4 %. Ce soutien supplémentaire permettra au CCAS de renforcer son action auprès des publics les plus vulnérables.

❖ Fonctionnement de l'Orchestre National de Mulhouse (ONM) : 3.91 M€

La subvention d'équilibre octroyée à l'ONM progresse de +10%, soit +0,36 M€ pour accompagner le développement de la structure tant sur le volet contribution à son rayonnement que celui de la valorisation de ses personnels.

❖ Contingents et participations : 4.2 M€

A périmètre constant, le budget dédié aux contributions aux organismes de regroupement est stable à 4,2 M€, dont :

- Opéra du Rhin : 1,8 M€ ;
- HEAR : 1,8 M€ ;
- Ecoles privées : 0,53 M€ ;
- Divers : 0,04 M€.

Pour rappel, le financement du Service d'Incendie et de Secours (8,3 M€ en 2025) sera assuré par m2A à compter de 2026. Une réduction de l'Attribution de Compensation versée par m2A à la Ville de Mulhouse à concurrence de ce montant permet d'assurer la neutralité financière de ce transfert.

2.3 La section d'investissement

2.3.1 Un programme d'investissement qui ambitieuse de transformer durablement la Ville

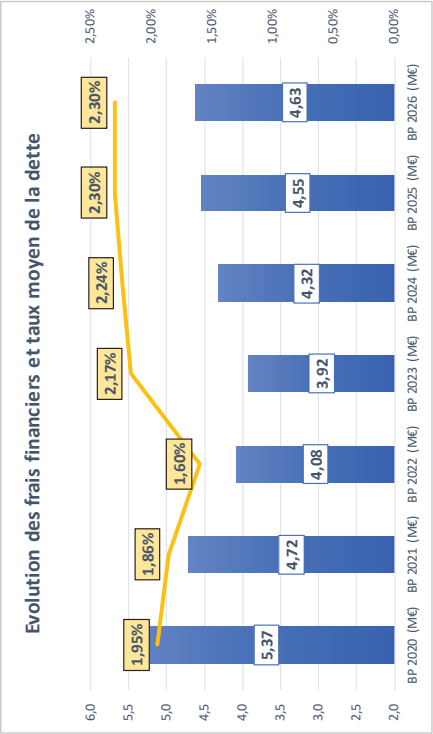
La section d'investissement s'élève à 92,3 M€ au BP 2026 dont 53,4 M€ consacrés aux dépenses d'équipement. Le Programme Pluriannuel des Investissements 2020-2030 atteint 457 M€, avec pour ambition de transformer durablement Mulhouse autour de 4 axes :

- Mulhouse se transforme et ça se voit : mobilités douces, stationnement et voirie, nature en ville, renouvellement des quartiers, reconversion des anciens sites industriels ;
- Mulhouse se transforme et ça se ressent : sécurité des personnes et des biens, soutien aux plus fragiles, lutte contre la fracture numérique ;
- Mulhouse se transforme et ça se partage : Plan Lumière, sobriété énergétique, dynamisme entrepreneurial et commercial, budget participatif ;
- Mulhouse se transforme et ça se vit : Plan Ecoles, équipements culturels et sportifs.

Désignation	Montant des Autorisations de Programme 2020 - 2030
Maintenance et efficacité énergétique du patrimoine	63,1 M€
Rénovation et mise aux normes du patrimoine	10,0 M€
Mulhouse Diagonales	4,6 M€
Nouveau Plan National de Renouvellement Urbain	121,7 M€
Bien-être et mobilités douces	13,2 M€
Plan écoles	45,0 M€
Nature en ville et biodiversité	4,6 M€
Voirie, pistes cyclables, ouvrages d'art et cadre de vie	38,6 M€
Aménagement des équipements culturels et culturels	20,1 M€
Aménagement des équipements sportifs	13,4 M€
Amélioration de l'habitat	5,6 M€
Projets d'aménagement et de développement	27,8 M€
Ville intelligente	4,5 M€
Mulhouse Grand Centre	10,8 M€
Opérations à solder - PPI précédente	1,3 M€
Investissements annuels (Maintenance, réparations, modernisation, mobilier, foncier, financiers)	72,9 M€
<b>TOTAL :</b>	<b>457 M€</b>

Cette stratégie sera poursuivie en 2026, et le recours à l'emprunt sera une nouvelle fois strictement limité au besoin de financement réel de la Ville.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des charges d'intérêts depuis 2020 :



Chapitre 67 – Charges exceptionnelles : 0,03 M€

Les charges exceptionnelles se limitent aux régularisations sur exercices antérieurs qui pourraient intervenir en 2026.

Chapitre 042 – Dépenses d'ordre : 10,9 M€

Les dépenses d'ordre s'élèvent à 10,9 M€ en 2026. Elles se composent :

- de l'amortissement des immobilisations, qui traduit comptablement la perte de valeur des biens au fil du temps et constitue une ressource d'autofinancement pour leur renouvellement : 3,4 M€ ;
- de l'amortissement des subventions d'investissement versées à nos partenaires pour soutenir le financement de leurs équipements : 6,6 M€ ;
- de l'étalement de l'indemnité de remboursement anticipé d'un emprunt indexé sur le taux de change euro/CHF, opération effectuée en 2015 : 0,9 M€.

Enfin, 13 M€ sont transférés vers la section d'investissement au moyen d'une opération d'ordre, contribuant au financement des dépenses d'équipement.



2.3.2 Les recettes d'investissement

Le tableau ci-dessous présente les recettes d'investissement anticipées pour 2026 :

	BP 2026
Autofinancement	20817 002
Emprunt prévisionnel	35054 849
Subventions d'équipement	13 373 599
Recettes financières	7 365 000
Dotations et fonds divers (FCTVA, Taxe Locale d'Equipement)	6 300 000
Autres recettes	86 400
Mouvements d'ordre	9 278 150
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>92 275 000</b>

❖ Autofinancement : 20,8 M€

L'épargne brute prévisionnelle est en retrait de -3,2 M€ par rapport à 2025, pénalisée par une contribution accrue des collectivités à la réduction du déficit public et par le niveau durablement élevé, voire en hausse de certaines dépenses contraintes. A 12% des recettes réelles de fonctionnement, le taux d'épargne brute reste toutefois à distance du seuil d'alerte qui est placé à 8%. Un niveau de dotations d'Etat indexées sur l'inflation conduirait à un taux d'épargne brute de 14% des recettes.

❖ Emprunt prévisionnel : 35 M€

Un emprunt prévisionnel à hauteur de 35 M€ permet de compléter le financement des dépenses d'équipement prévues en 2026. La mobilisation effective de dette nouvelle se limitera au besoin de financement réel de la section d'investissement, qui sera connu fin 2026. En parallèle, il est prévu de rembourser 23,5 M€ de capital de la dette (cf. page 26).

❖ Subventions d'équipement : 13,4 M€

Le montant des subventions d'équipement est anticipé à 13,4 M€, dont :

- 11,4 M€ de co-financements des projets d'investissements de la Ville ;
- 2 M€ correspondants aux amendes de Police dressées pour des infractions commises sur le ban communal.

Le tableau ci-dessous présente la répartition par financeur des subventions d'équipement budgétées :

	BP 2026 (M€)
Subventions Etat	3,5
Subventions Région	2,5
Subventions Département	0,6
Subventions m2A – Investissement Territorial Intégré FEDER	0,7
Subventions ANRU	3,4
Subventions Agence de l'Eau	0,7
Produits des amendes de Police	2,0
<b>Total subventions d'investissement</b>	<b>13,4</b>

❖ Recettes financières : 7,4 M€

Les recettes financières regroupent :

- le remboursement d'avances de trésorerie consenties par la Ville : 4,2 M€ ;
- le remboursement des prêts accordés au personnel : 0,1 M€ ;
- la cession de biens immobiliers : 3 M€ ;
- le solde à percevoir de la cession de l'immeuble 15 rue de Savoie : 0,04 M€.

❖ Dotations et fonds divers : 6,3 M€

Le produit du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) est estimé à 6 M€ en 2026, tenant compte des dépenses d'équipement réalisées en 2025 et d'un taux de 16,404%. La taxe d'aménagement, dont l'assiette porte sur les opérations soumises à autorisation d'urbanisme, est budgétée pour 0,3 M€.

❖ Recettes d'ordre : 11,2 M€

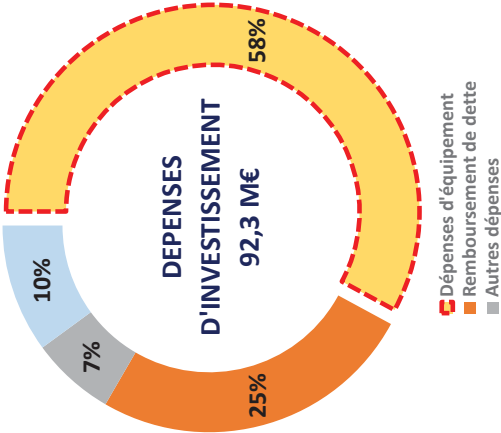
Il s'agit de la contrepartie des dépenses d'ordre de fonctionnement décrites en page 18 et d'écritures patrimoniales : cessions et acquisitions de patrimoine à titre gratuit ou à l'euro symbolique, intégration à l'actif d'immobilisations en cours et de frais d'études.

❖ Les investissements pluriannuels : 45,1 M€

TRANSFORMATION ET RENOUVELLEMENT URBAINS	BP 2026 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT PLEIN CIEL	2,147	X
CONCESSION D'AMENAGEMENT QUARTIER DES COTEAUX	1,540	X
CONCESSION D'AMENAGEMENT RENOUVELLEMENT URBAIN PERICENTRE (FONDERIE, FRANKLIN, VAUPAN NEPPERT, BRIAND)	1,503	X
PERICENTRE NORD ANRU+ - 15 RUE LAVOISIER MIROIR CITE	1,200	
AIDE AU LOGEMENT - OFFICE PUBLIC HABITAT	0,900	X
AIDE AU LOGEMENT : PERSONNES DE DROIT PRIVE	0,100	X
DMD-SECTEUR 1 ROOSEVELT BRIAND FRANKLIN QPV	0,648	
PERICENTRE SUD - AMENAGEMENT VILLAGE INDUSTRIEL FONDERIE	0,300	
PERICENTRE SUD - AMENAGEMENT D'ESPACES PUBLICS	0,200	
SUBVENTION M2A PARKING FONDERIE	0,300	X
SUBVENTION D'EQUIPEMENT AU PRIVE: OPAH RU FONDERIE	0,180	X
ETUDES ANRU+	0,154	
MODERNISATION MARCHÉ	0,200	
CONCESSION OPAH RU FONDERIE RISQUES LATENTS	0,104	X
ORDONNANCEMENT PILOTAGE COORDINATION URBAIN	0,100	
ETUDES DE RENOUVELLEMENT URBAIN NPNRU	0,060	
GRAND EQUIPEMENT PUBLIC COTEAUX	0,060	
QUARTIERS RESILIENTS	0,050	
COMMUNICATION OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN	0,013	
DMC - AMELIORATION PATRIMOINE BATI	0,500	
DMC - ETUDES PRE-OPERATIONNELLES	0,210	
DMC - PARKING ET RECONVERSION BATIMENTS 59-60	0,160	
DMC - DEPOLLUTION PISTE CYCLABLE RUE DE PFASTATT	0,075	
DMC - SECURISATION TOITURE ET HALLE AUX COTONS	0,003	
RUDIC RISQUES LATENTS	0,354	X
AIDE A LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE	0,250	X
SUBVENTIONS TRAVAUX COPROPRIETES	0,150	X
CHEMINÉES URBAINES	0,225	
ZAC FONDERIE RISQUES LATENTS	0,213	X
CONCESSION NOUVEAU BASSIN RISQUES LATENTS	0,130	X
ZAC GARE	0,117	X
PORT DE PLAISANCE - REAMENAGEMENT	0,050	
TOUS QUARTIERS AMO EXPERTISES PONCTUELLES	0,013	
SUBVENTION D'EQUIPEMENT ACCESSIBILITE	0,005	X
<b>TOTAL</b>	<b>12,212</b>	

2.3.3 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement prévisionnelles atteignent 92,7 M€, dont 53,4 M€ de dépenses d'équipement. La répartition des dépenses d'investissement est la suivante :



Les dépenses d'équipement : 53,4 M€

Les dépenses d'équipement regroupent plusieurs types d'investissements :

- Pluriannuels (y compris subventions d'équipement) .....45,1 M€
- Ces opérations font l'objet d'une Autorisation de Programme (AP). Les Crédits de Paiement (CP) affectés à ces opérations atteignent 45,1 M€ en 2026. C'est le montant plafond qui pourra être décaissé en 2026 pour ces opérations.
- Investissements annuels en travaux..... 2,0 M€
- Investissements mobiliers.....2,6 M€
- Investissements fonciers..... 3,6 M€

VOIRIE	BP 2026 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
PLAN DE STATIONNEMENT BRIAND FRANKLIN	1,180	
MAINTENANCE VOIRIE	0,723	
DEMOLITION- RECONSTRUCTION OUVRAGE D'ART	0,700	
MAINTENANCE VOIRIE - NIDS DE POULE	0,250	
OUVRAGE D'ART COUBERTIN	0,200	
PARKING ET COUR MARECHAUX - RENOVATION	0,200	
REFECTION DE CHAUSSEES	0,195	
INVESTISSEMENTS DE PROXIMITE DANS LES QUARTIERS	0,150	
PLAN DE STATIONNEMENT REBBERG	0,150	
IMPLANTATION DE GARAGES A VELOS	0,137	
AMENAGEMENTS URBAINS	0,117	
AMELIORATION SIGNALISATION ET SECURITE ROUTIERE	0,100	
EXTENSION BRANCHEMENTS ERDF	0,100	
ENTRETIEN DES OUVRAGES D'ART	0,100	
PARKINGS EN OUVRAGE	0,100	
MISE A NIVEAU DES PARKINGS	0,060	
RENOVATION DEVIATION RESEAUX FIBRE	0,050	
INSPECTION DES OUVRAGES D'ART	0,050	
EXTENSION RENOVATION BORNES AUTOMATIQUES	0,050	
ETUDE SNCF OUVRAGE D'ART COUBERTIN	0,039	X
KLEBER, MANEGE, CORNEILLES	0,002	
TOTAL	4,653	

PATRIMOINE MUNICIPAL	BP 2026 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
25 AVENUE KENNEDY - AMENAGEMENT LOCAUX	1,500	
MAINTENANCE BATIMENTS MUNICIPAUX	0,898	
HOTEL DE VILLE - FACADE TOITURE INTERIEUR	0,500	
CSC WAGNER - RESTRUCTURATION	0,310	
VIDEOSURVEILLANCE	0,185	
IMMEUBLES COMMUNAUX ACCESSIBILITE PMR	0,175	
IMMEUBLES COMMUNAUX SECURITE INCENDIE	0,150	
RELOCALISATION DE SERVICES	0,150	
INFORMATIQUE ET MOBILIER	0,150	X
FONDERIE UHA - PARTICIPATION TRAVAUX	0,100	
DEMOLITION IMMEUBLE RUE DE BALLERSDORF	0,093	
AMENAGEMENT PIED TOUR DE L'EUROPE	0,090	
SUBVENTION TRIREGIO DATA SPACE	0,069	X
KMX - GROSSE MAINTENANCE	0,065	
VILLE DES INTELLIGENCES - MAQUETTE 3D	0,060	
SUBVENTIONS EQUIPEMENT ASSOCIATIONS	0,054	X
TOTAL	4,548	

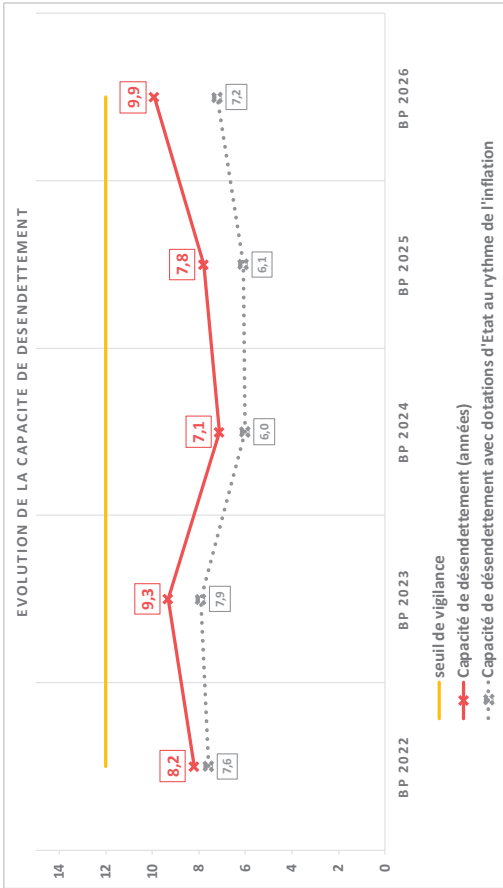
NATURE EN VILLE, MOBILITES DOUCES ET EFFICACITE ENERGETIQUE	BP 2026 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
DMD-VOIRIE ET RESEAUX	2,675	
DMD-SECTEUR 1 ROOSEVELT BRIAND FRANKLIN HORS QPV	0,288	
DEVELOPPEMENT MOBILITES DOUCES - DIVERS	0,376	
PLAN LUMIERE	2,600	
MULHOUSE DIAGONALES - PROMENADE DES HALLES - LIAISON TERRASSES DU MUSEE	0,600	
MULHOUSE DIAGONALES - BERGES DE L'ILL - AMENAGEMENT RIVE DROITE	0,550	
PIETONISATION BERGES DIAGONALES	0,400	
MULHOUSE DIAGONALES - STEINBAECHLEIN - AMENAGEMENTS URBAINS	0,018	
DMC - DE POLLUTION COEUR DE SITE	0,510	X
DMC - DE POLLUTION CIMITEM	0,300	
PLAN VELO	0,463	
ESPACES VERTS MAINTENANCE	0,352	
PATRIMOINE SCOLAIRE EFFICACITE ENERGETIQUE PLAN CLIMAT	0,300	
BUDGET PARTICIPATIF	0,263	
ILOTS DE FRAICHEUR	0,150	
RENOVATION FEUX TRICOLORS ECONOMIE ENERGIE	0,120	
COLMAR HUBNER - MERTZAU	0,120	
MICROS FERMES QUARTIERS FERTILES	0,110	
EFFICACITE ENERGETIQUE - AUTOMATES ET TELEGESTION	0,075	
PLANTATION D'ARBRES	0,060	
BATIMENTS COMMUNAUX BORNES RECHARGE VEHICULES ELECTRIQUES	0,050	
TOTAL	10,379	

PLAN ECOLES	BP 2026 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
GRUPE SCOLAIRE COTEAUX 3 - H. BURGER	5,740	
MAINTENANCE SCOLAIRE	0,945	
GS SELLIER	0,300	
ECOLES ACCESSIBILITE PMR	0,250	
GRUPE SCOLAIRE COTEAUX 2 - C. ROMAN	0,205	
MISE EN SURETE DES ECOLES	0,150	
COURS D'ECOLES NATURE	0,150	
MOBILIER SCOLAIRE	0,125	
PREAUX ET ABRIS A VELOS	0,100	
PLAN NUMERIQUE ECOLES	0,100	
JEUX DE COUR	0,070	
ECOLE ELEMENTAIRE STINTZI	0,050	
ECOLE MATERIELLE CHARLES PERRAULT	0,050	
TRAVAUX DE SECURITE INCENDIE	0,025	
TOTAL	8,260	

❖ Les dépenses financières : 29,6 M€

DEPENSES FINANCIERES	BP 2026 (M€)
REMBOURSEMENT DE DETTE	23,50
ECHELONNEMENT ACQUISITION FONCIER DMC	1,25
ECHELONNEMENT ACQUISITION MAISON DURING	0,26
ECHELONNEMENT ACQUISITION BENTO	0,15
AVANCE DE TRESORERIE MGC / RUDIC	2,00
AVANCE DE TRESORERIE PARKINGS	1,48
AVANCE DE TRESORERIE NPNRU	0,45
AVANCE DE TRESORERIE REUSSITE EDUCATIVE	0,30
PRETS AU PERSONNEL POUR LE LOGEMENT	0,10
DIVERS	0,07
<b>Total</b>	<b>29,56</b>

En conclusion et en tenant compte de l'ensemble des propositions budgétaires 2026 détaillées dans ce rapport, la capacité de désendettement (qui mesure le nombre d'années qui seraient nécessaires à rembourser la dette si l'intégralité de l'épargne y était consacrée) est projetée à 9,9 années au BP 2026 pour un seuil d'alerte placé à 12 années. La capacité de désendettement s'établirait autour de 7 années si les dotations d'Etat avaient été indexées sur l'inflation, toutes choses égales par ailleurs :



EQUIPEMENTS CULTURELS ET CULTUELS	BP 2026 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
FILATURE AMENAGEMENTS SCENIQUES	0,830	
RESIDENCE ARTISTES SYNAGOGUE DORNACH	0,662	
BIBLIOTHEQUE GRAND RUE - CONSERVATION DOCUMENTS	0,300	
TEMPLE ST-ETIENNE : PHASE 4 TOITURE	0,300	
MAINTENANCE EQUIPEMENTS CULTURELS ET CULTUELS	0,374	
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	0,248	
FILATURE GROSSE MAINTENANCE	0,200	
ORGUE TEMPLE SAINT PAUL	0,200	
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT EDIFICES CULTUELS	0,192	
FILATURE - AMENAGEMENT RESTAURANT	0,150	
SUBVENTION D'EQUIPEMENT JARDIN MIQUEY	0,100	
ART URBAIN : REHABILITATION DE FRESQUES	0,050	
CONSERVATOIRE : GROSSE MAINTENANCE	0,043	
<b>TOTAL</b>	<b>3,648</b>	

EQUIPEMENTS SPORTIFS	BP 2026 (M€)	SUBVENTION D'EQUIPEMENT
STADE BARINA PHASE 1 - TERRAIN SYNTHETIQUE	0,500	
RENOVATION MONTAIGNE	0,363	
MAINTENANCE SPORT	0,315	
SPORT REMISE A NIVEAU DES GYMNASES	0,100	
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ASSOCIATIONS SPORTIVES	0,060	X
TERRAIN BASKET SCHOENACKER	0,044	
SALLE DE SPORTS MITTELWIHR	0,022	
STADE BARINA PHASE 2 - VESTIAIRES	0,020	
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ASSOCIATIONS JEUNESSE	0,005	X
<b>TOTAL</b>	<b>1,430</b>	

❖ Les investissements annuels en travaux : 2 M€

Il s'agit de travaux dont le montant est inférieur à 0,3 M€ et qui peuvent être terminés dans l'année.

❖ Les investissements mobiliers : 2,6 M€

Les investissements mobiliers regroupent les acquisitions d'équipements nécessaires à l'activité des services : véhicules, mobilier, matériel informatique et de télécommunications, logiciels, etc.

❖ Les acquisitions foncières : 3,6 M€

Cette enveloppe est destinée à l'acquisition de biens immobiliers : foncier, immeubles, préemptions exercées dans le cadre du renouvellement urbain ou de biens à rétrocéder à la foncière de redynamisation commerciale.

3.2 La section d'investissement

Les dépenses d'investissement 2026 sont anticipées à 1,36 M€, dont 1,28 M€ consacrées aux dépenses d'équipement qui se répartissent comme suit :

- construction d'une salle de convivialité au centre funéraire : 1,17 M€ ;
- matériel technique, outillage et mobilier : 0,06 M€ ;
- maintenance générale des installations : 0,05 M€.

Le financement de la section d'investissement sera assuré par :

- l'autofinancement : 0,03 M€ ;
- l'amortissement des immobilisations et autres recettes d'ordre : 0,25 M€ ;
- un emprunt d'équilibre prévisionnel de 1,08 M€ qui sera mobilisé à hauteur du besoin réel de financement du budget annexe.

3. Le budget annexe des Pompes Funèbres

Les budgets annexes, bien que distincts du budget principal, sont adoptés par l'assemblée délibérante et doivent être institués pour les services publics locaux à caractère industriel et commercial (SPIC). Ils ont pour objet de déterminer le coût réel d'un service et de fixer, en conséquence, le tarif à la charge exclusive de ses usagers afin d'assurer l'équilibre financier de l'activité. Le service extérieur des pompes funèbres est qualifié de SPIC depuis 1998, conformément à un avis rendu par le Conseil d'État le 19 décembre 1995. À ce titre, le budget annexe dédié de la Ville de Mulhouse retrace l'ensemble des opérations liées aux activités de crémation, de creusement de tombes et de location de chambres funéraires. Les recettes provenant de ces prestations doivent permettre de couvrir les dépenses nécessaires au fonctionnement du service, ainsi qu'au renouvellement et à l'amélioration des équipements mis à disposition du public.

3.1 La section de fonctionnement

La section de fonctionnement ressort à 1 347 000 € et se répartit de la manière suivante :

Dépenses	BP 2025	BP 2026
Energie	182 000	182 000
Rémunération de travaux, fournitures et services extérieurs	379 700	388 200
Frais de personnel	504 000	513 000
Frais financiers	12 000	10 000
Autres charges de gestion courante	800	800
Charges exceptionnelles	1 000	1 000
Autofinancement	25 500	32 000
Dépenses d'ordre	235 000	220 000
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 340 000</b>	<b>1 347 000</b>

Les recettes ci-dessous permettent d'équilibrer la section de fonctionnement :

Recettes	BP 2025	BP 2026
Crémations	1 004 000	1 004 000
Creusement de tombes	30 000	35 000
Location de chambres funéraires	203 000	205 000
Travaux sur sépultures	25 000	25 000
Vente de monuments funéraires	8 000	8 000
Autres recettes	70 000	70 000
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 340 000</b>	<b>1 347 000</b>





## BUDGET PRIMITIF 2026

Conseil Municipal | 11 décembre 2025





## BUDGET PRINCIPAL



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

**VILLE : MULHOUSE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21680224900013

POSTE COMPTABLE : SGC MULHOUSE

**M. 57**

**Budget primitif**

**Voté par nature**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



## Sommaire

### I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

### II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

### III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	44

### IV - Annexes

#### A - Présentation croisée


A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	47
A1.01 - Opérations non ventilables	50
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	51
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	54
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	55
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	56
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	59
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	62
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	65
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	66
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	69
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	71
A1.908 - Fonction 8 - Transports	74
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	78
A2.01 - Opérations non ventilables	80
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	81
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	87
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	88
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	89
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	95
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	101
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	104
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	105
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	106
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	112
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	114
A2.938 - Fonction 8 - Transports	117

#### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	122
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	123
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	132
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	134

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	135
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	137
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	138
B3.1 - Etat des provisions constituées	141
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	143
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	144
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	146
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	147
B7.3 - Etat des emprunts garantis	148
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	192
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	193
B7.9 - Autres engagements reçus	194
B8 - Subventions versées	195
B9 - Etat du personnel	201
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	215
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	217
B11.2 - Liste des établissements publics créés	218
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	219
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire	220
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	221
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	222
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	224
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	225
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
<b>V - Arrêté et signatures</b>	
A - Arrêté et signatures	226

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;  
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES			I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES			A

Informations statistiques			Valeurs
Population totale			106095

Informations fiscales (N-2)			Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)			1108,11

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1480,96
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1685,58
3	Dépenses d'équipement brut / population	423,27
4	Encours de dette / population (2) (3)	1956,45
5	DGF / population	477,36
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	56,86%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	101,00%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	25,11%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	116,07%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	11,64%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1<sup>er</sup> janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>		<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>		<b>B</b>

<p>I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;</li><li>- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;</li><li>- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;</li><li>- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.</li></ul> <p>La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :</p> <p>II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».</p> <p>III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Fonctionnement : 7,5 %</li><li>- Investissement : 7,5%</li></ul> <p>IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.</p> <p>V – Les provisions sont budgétaires (Délibération n°579 du 30 juin 2022) (4).</p> <p>VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.</p> <p>VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).</p>	
---	--

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N° ... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES				I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)				C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3)	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4)	A3 0,00

RESTES A REALISER N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00 III + IV	0,00 B1 0,00
Investissement	I	0,00 III	0,00 B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00 IV	0,00 B3 0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)	
TOTAL	A1 + B1 0,00
Investissement	A2 + B2 0,00
Fonctionnement	A3 + B3 0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES</b>	<b>C2</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(I) <b>0,00</b>
<b>018</b>	<b>RSA</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Cpte de liaison : affectation (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (3) (5)</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>45</b>	<b>Chapitres d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(II) <b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>016</b>	<b>APA</b>	<b>0,00</b>
<b>017</b>	<b>RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>6586</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges spécifiques (4)</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES</b>	<b>C3</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(III) <b>0,00</b>
<b>018</b>	<b>RSA</b>	<b>0,00</b>
<b>024</b>	<b>Produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (reçues) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Cpte de liaison : affectation (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (3) (5)</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>45</b>	<b>Chapitres d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(IV) <b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Prod. services, domaine, ventes diverses</b>	<b>0,00</b>
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>
<b>731</b>	<b>Fiscalité locale</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>016</b>	<b>APA</b>	<b>0,00</b>
<b>017</b>	<b>RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>0,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits spécifiques (4)</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS			A

VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	+		RECETTES
		DEPENSES		
		92 275 000,00		92 275 000,00

REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	+		0,00	0,00
		(si solde négatif)			
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	0,00		(si solde positif)	0,00
		=		=	
Total de la section d'investissement (2)		92 275 000,00		92 275 000,00	

VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	+		RECETTES
		DEPENSES		
		181 875 000,00		181 875 000,00

REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	+		0,00	0,00
		(si déficit)			
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	0,00		(si excédent)	0,00
		=		=	
Total de la section de fonctionnement (3)		181 875 000,00		181 875 000,00	

TOTAL DU BUDGET (4)		274 150 000,00	274 150 000,00
---------------------	--	----------------	----------------

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.  
 Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
PRESENTATION DES AP VOTEES			B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
F001	Maintenance et efficacité énergétique du patrimoine	20, 21, 204	63 108 133,18
F002	Rénovation et mise aux normes du patrimoine	21, 23	9 958 503,56
F003	Mulhouse Diagonales	21, 23, 204	4 630 179,98
F004	Nouveau Plan National de Renouvellement Urbain	20, 21, 23, 204	121 676 365,00
F005	Bien-être et mobilités douces	041, 20, 204, 21, 23	13 220 445,84
F006	Plan écoles	21, 23, 204	44 960 173,69
F007	Nature en ville et biodiversité	21, 204	4 624 891,29
F008	Voirie, pistes cyclables, ouvrages d'art et cadre de vie	21, 23, 204	38 606 340,73
F009	Aménagement des équipements culturels et culturels	20, 21, 23, 204	20 110 815,39
F010	Aménagement des équipements sportifs	21, 23, 204	13 441 458,09
F011	Amélioration de l'habitat	20, 21, 204	5 576 499,75
F012	Projets d'aménagement et de développement	20, 21, 23, 204, 26, 16	27 808 958,10
F013	Ville intelligente	20, 21, 204	4 477 093,13
F014	Mulhouse Grand Centre	21, 23, 204	10 775 911,83
F015	Opérations à solder - PPI précédente	20, 21, 23, 204	1 275 767,42
TOTAL			384 251 536,98

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL	384 251 536,98
---------------	----------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.  
(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
PRESENTATION DES AE VOTEES		B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
----------------------------------	--	-----	------

TOTAL GENERAL			0,00
---------------	--	--	------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.  
(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	1 049 168,00	0,00	987 307,00	987 307,00	987 307,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	6 337 900,00	0,00	9 418 250,00	9 418 250,00	9 418 250,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	28 142 517,00	0,00	24 720 358,00	24 720 358,00	24 720 358,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	22 514 507,00	0,00	18 216 266,00	18 216 266,00	18 216 266,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>58 044 092,00</b>	<b>0,00</b>	<b>53 342 181,00</b>	<b>53 342 181,00</b>	<b>53 342 181,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	23 572 774,00	0,00	25 199 669,00	25 199 669,00	25 199 669,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	4 125 000,00	0,00	4 365 000,00	4 365 000,00	4 365 000,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>28 197 774,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 564 669,00</b>	<b>29 564 669,00</b>	<b>29 564 669,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>86 331 866,00</b>	<b>0,00</b>	<b>82 996 850,00</b>	<b>82 996 850,00</b>	<b>82 996 850,00</b>

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	3 083 000,00		3 043 000,00	3 043 000,00	3 043 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	8 085 134,00		6 235 150,00	6 235 150,00	6 235 150,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>11 168 134,00</b>		<b>9 278 150,00</b>	<b>9 278 150,00</b>	<b>9 278 150,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>97 500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>92 275 000,00</b>	<b>92 275 000,00</b>	<b>92 275 000,00</b>
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>92 275 000,00</b>
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>C1</b>

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	15 123 441,00	0,00	13 373 599,00	13 373 599,00	13 373 599,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	32 629 265,00	0,00	35 054 849,00	35 054 849,00	35 054 849,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>47 752 706,00</b>	<b>0,00</b>	<b>48 428 448,00</b>	<b>48 428 448,00</b>	<b>48 428 448,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	7 400 000,00	0,00	6 300 000,00	6 300 000,00	6 300 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	30 400,00	0,00	16 400,00	16 400,00	16 400,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	4 125 000,00	0,00	4 365 000,00	4 365 000,00	4 365 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 928 038,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>14 483 438,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 681 400,00</b>	<b>13 681 400,00</b>	<b>13 681 400,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	70 000,00	0,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>62 306 144,00</b>	<b>0,00</b>	<b>62 179 848,00</b>	<b>62 179 848,00</b>	<b>62 179 848,00</b>

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	16 177 722,00		12 929 002,00	12 929 002,00	12 929 002,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	10 931 000,00		10 931 000,00	10 931 000,00	10 931 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	8 085 134,00		6 235 150,00	6 235 150,00	6 235 150,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>35 193 856,00</b>		<b>30 095 152,00</b>	<b>30 095 152,00</b>	<b>30 095 152,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>97 500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>92 275 000,00</b>	<b>92 275 000,00</b>	<b>92 275 000,00</b>
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>92 275 000,00</b>
---	----------------------

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR  
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

**20 817 002,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$ .

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>C2</b>

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	36 328 210,00	0,00	36 540 923,00	36 540 923,00	36 540 923,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	88 358 100,00	0,00	89 846 840,00	89 846 840,00	89 846 840,00
014	Atténuations de produits	463 234,00	0,00	463 234,00	463 234,00	463 234,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	33 562 524,00	0,00	26 509 441,00	26 509 441,00	26 509 441,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>158 712 068,00</b>	<b>0,00</b>	<b>153 360 438,00</b>	<b>153 360 438,00</b>	<b>153 360 438,00</b>
66	Charges financières	4 545 060,00	0,00	4 627 060,00	4 627 060,00	4 627 060,00
67	Charges spécifiques (3)	17 150,00	0,00	27 500,00	27 500,00	27 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>163 274 278,00</b>	<b>0,00</b>	<b>158 014 998,00</b>	<b>158 014 998,00</b>	<b>158 014 998,00</b>

023	Virement à la section d'investissement (4)	16 177 722,00		12 929 002,00	12 929 002,00	12 929 002,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	10 931 000,00		10 931 000,00	10 931 000,00	10 931 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>27 108 722,00</b>		<b>23 860 002,00</b>	<b>23 860 002,00</b>	<b>23 860 002,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>190 383 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>181 875 000,00</b>	<b>181 875 000,00</b>	<b>181 875 000,00</b>
--------------	-----------------------	-------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>181 875 000,00</b>
--	-----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	973 115,00	0,00	1 225 000,00	1 225 000,00	1 225 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	19 464 512,00	0,00	17 192 015,00	17 192 015,00	17 192 015,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	23 013 707,00	0,00	14 691 783,00	14 691 783,00	14 691 783,00
731	Fiscalité locale	78 100 000,00	0,00	80 857 000,00	80 857 000,00	80 857 000,00
74	Dotations et participations (3)	58 894 698,00	0,00	58 401 727,00	58 401 727,00	58 401 727,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	6 150 186,00	0,00	5 763 693,00	5 763 693,00	5 763 693,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>186 596 218,00</b>	<b>0,00</b>	<b>178 131 218,00</b>	<b>178 131 218,00</b>	<b>178 131 218,00</b>
76	Produits financiers	698 282,00	0,00	695 282,00	695 282,00	695 282,00
77	Produits spécifiques (3)	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>187 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>178 832 000,00</b>	<b>178 832 000,00</b>	<b>178 832 000,00</b>

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	3 083 000,00		3 043 000,00	3 043 000,00	3 043 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>3 083 000,00</b>		<b>3 043 000,00</b>	<b>3 043 000,00</b>	<b>3 043 000,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>190 383 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>181 875 000,00</b>	<b>181 875 000,00</b>	<b>181 875 000,00</b>
--------------	-----------------------	-------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>181 875 000,00</b>
--	-----------------------

## Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b>	<b>20 817 002,00</b>	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	----------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (3)	0,00	2 150 000,00	2 150 000,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	25 199 669,00	0,00	25 199 669,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	987 307,00	0,00	987 307,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	9 418 250,00	1 676 660,00	11 094 910,00
21 Immobilisations corporelles (3) (5)	24 720 358,00	5 451 490,00	30 171 848,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	18 216 266,00	0,00	18 216 266,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	4 365 000,00	0,00	4 365 000,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	90 000,00	0,00	90 000,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>	<b>82 996 850,00</b>	<b>9 278 150,00</b>	<b>92 275 000,00</b>

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	92 275 000,00
--	---------------

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général (9)	36 540 923,00		36 540 923,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (9)	89 846 840,00		89 846 840,00
014 Atténuations de produits	463 234,00		463 234,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	26 509 441,00	0,00	26 509 441,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66 Charges financières	4 627 060,00	0,00	4 627 060,00
67 Charges spécifiques (9)	27 500,00	0,00	27 500,00
68 Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	10 931 000,00	10 931 000,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023 Virement à la section d'investissement		12 929 002,00	12 929 002,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>	<b>158 014 998,00</b>	<b>23 860 002,00</b>	<b>181 875 000,00</b>

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	181 875 000,00
---	----------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.



- (3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Hors chapitres opérations.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

## RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	6 300 000,00	0,00	6 300 000,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	13 373 599,00	4 058 490,00	17 432 089,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	35 071 249,00	0,00	35 071 249,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	500 000,00	500 000,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	1 656 660,00	1 656 660,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	4 365 000,00	0,00	4 365 000,00
28 Amortissement des immobilisations		10 000 000,00	10 000 000,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	70 000,00	20 000,00	90 000,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		931 000,00	931 000,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		12 929 002,00	12 929 002,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	3 000 000,00		3 000 000,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>	<b>62 179 848,00</b>	<b>30 095 152,00</b>	<b>92 275 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT</b>	<b>0,00</b>
---------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>92 275 000,00</b>
---	----------------------

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	1 225 000,00		1 225 000,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	17 192 015,00		17 192 015,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		893 000,00	893 000,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	14 691 783,00		14 691 783,00
731 Fiscalité locale	80 857 000,00		80 857 000,00
74 Dotations et participations (8)	58 401 727,00		58 401 727,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	5 763 693,00	0,00	5 763 693,00
76 Produits financiers	695 282,00	0,00	695 282,00
77 Produits spécifiques (8)	5 500,00	2 150 000,00	2 155 500,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>	<b>178 832 000,00</b>	<b>3 043 000,00</b>	<b>181 875 000,00</b>

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			181 875 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE			A

DEPENSES

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>	<b>97 500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>384 251 536,98</b>	<b>92 275 000,00</b>	<b>92 275 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>92 275 000,00</b>	<b>92 275 000,00</b>
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 049 168,00	0,00	0,00	987 307,00	987 307,00	0,00	987 307,00	987 307,00
204 Subventions d'équipement versées (9)	6 337 900,00	0,00	0,00	9 418 250,00	9 418 250,00	0,00	9 418 250,00	9 418 250,00
21 Immobilisations corporelles	28 142 517,00	0,00	0,00	24 720 358,00	24 720 358,00	0,00	24 720 358,00	24 720 358,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	22 514 507,00	0,00	0,00	18 216 266,00	18 216 266,00	0,00	18 216 266,00	18 216 266,00
Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>58 044 092,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>53 342 181,00</b>	<b>53 342 181,00</b>	<b>0,00</b>	<b>53 342 181,00</b>	<b>53 342 181,00</b>
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	23 572 774,00	0,00		25 199 669,00	25 199 669,00		25 199 669,00	25 199 669,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	4 125 000,00	0,00	0,00	4 365 000,00	4 365 000,00	0,00	4 365 000,00	4 365 000,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>	<b>28 197 774,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 564 669,00</b>	<b>29 564 669,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 564 669,00</b>	<b>29 564 669,00</b>
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00
<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>86 331 866,00</b>	<b>0,00</b>	<b>384 251 536,98</b>	<b>82 996 850,00</b>	<b>82 996 850,00</b>	<b>0,00</b>	<b>82 996 850,00</b>	<b>82 996 850,00</b>
040 Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	3 083 000,00			3 043 000,00	3 043 000,00		3 043 000,00	3 043 000,00
041 Opérations patrimoniales (7)	8 085 134,00			6 235 150,00	6 235 150,00		6 235 150,00	6 235 150,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>11 168 134,00</b>			<b>9 278 150,00</b>	<b>9 278 150,00</b>		<b>9 278 150,00</b>	<b>9 278 150,00</b>

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)		0,00
--	--	------

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								
92 275 000,00								

- (1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
- (2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES			A

RECETTES

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>	<b>97 500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>92 275 000,00</b>	<b>92 275 000,00</b>	<b>92 275 000,00</b>
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (hors 138)	15 123 441,00	0,00	13 373 599,00	13 373 599,00	13 373 599,00
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	32 629 265,00	0,00	35 054 849,00	35 054 849,00	35 054 849,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>47 752 706,00</b>	<b>0,00</b>	<b>48 428 448,00</b>	<b>48 428 448,00</b>	<b>48 428 448,00</b>
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	7 400 000,00	0,00	6 300 000,00	6 300 000,00	6 300 000,00
138 Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	30 400,00	0,00	16 400,00	16 400,00	16 400,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	4 125 000,00	0,00	4 365 000,00	4 365 000,00	4 365 000,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	2 928 038,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
<b>Total des recettes financières</b>	<b>14 483 438,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 681 400,00</b>	<b>13 681 400,00</b>	<b>13 681 400,00</b>
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	70 000,00	0,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00
<b>Total des recettes réelles</b>	<b>62 306 144,00</b>	<b>0,00</b>	<b>62 179 848,00</b>	<b>62 179 848,00</b>	<b>62 179 848,00</b>
021 <i>Virement de la section de fonctionnement</i>	16 177 722,00		12 929 002,00	12 929 002,00	12 929 002,00
040 <i>Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)</i>	10 931 000,00		10 931 000,00	10 931 000,00	10 931 000,00
041 <i>Opérations patrimoniales (6)</i>	8 085 134,00		6 235 150,00	6 235 150,00	6 235 150,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>	<b>35 193 856,00</b>		<b>30 095 152,00</b>	<b>30 095 152,00</b>	<b>30 095 152,00</b>

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)				0,00
--	--	--	--	------

Affectation au compte 1068 (8)				0,00
--------------------------------	--	--	--	------

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
		I		II	
Total des recettes d'investissement cumulées					92 275 000,00

- (1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
- (2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
- (4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A1

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL	97 500 000,00	0,00	384 251 536,98	92 275 000,00	92 275 000,00	0,00	92 275 000,00	92 275 000,00
018	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	1 049 188,00	0,00	0,00	987 307,00	987 307,00	0,00	987 307,00	987 307,00
2031	719 188,00	0,00		586 807,00	586 807,00	0,00	586 807,00	586 807,00
2033	40 000,00	0,00		45 000,00	45 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00
2051	290 000,00	0,00		355 500,00	355 500,00	0,00	355 500,00	355 500,00
204	6 337 900,00	0,00	0,00	9 418 250,00	9 418 250,00	0,00	9 418 250,00	9 418 250,00
204132	120 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	150 000,00	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
2041512	648 000,00	0,00		810 000,00	810 000,00	0,00	810 000,00	810 000,00
2041581	59 500,00	0,00		59 500,00	59 500,00	0,00	59 500,00	59 500,00
2041582	4 139 400,00	0,00		7 199 250,00	7 199 250,00	0,00	7 199 250,00	7 199 250,00
204181	25 000,00	0,00		69 000,00	69 000,00	0,00	69 000,00	69 000,00
204182	19 500,00	0,00		39 000,00	39 000,00	0,00	39 000,00	39 000,00
20421	233 500,00	0,00		183 500,00	183 500,00	0,00	183 500,00	183 500,00
20422	943 000,00	0,00		908 000,00	908 000,00	0,00	908 000,00	908 000,00
21	28 142 517,00	0,00	0,00	24 720 358,00	24 720 358,00	0,00	24 720 358,00	24 720 358,00
2128	1 733 491,00	0,00		680 844,00	680 844,00	0,00	680 844,00	680 844,00
21312	1 195 000,00	0,00		1 045 000,00	1 045 000,00	0,00	1 045 000,00	1 045 000,00
21316	7 914,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	9 859 055,00	0,00		7 803 376,00	7 803 376,00	0,00	7 803 376,00	7 803 376,00
21321	70 000,00	0,00		48 150,00	48 150,00	0,00	48 150,00	48 150,00
21351	3 439 650,00	0,00		3 983 350,00	3 983 350,00	0,00	3 983 350,00	3 983 350,00
2138	1 200 000,00	0,00		1 425 000,00	1 425 000,00	0,00	1 425 000,00	1 425 000,00



Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2152	8 030 283,00	0,00		6 961 677,00	6 961 677,00	0,00	6 961 677,00	6 961 677,00
21534	100 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
2158	50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
2181	257 674,00	0,00		92 961,00	92 961,00	0,00	92 961,00	92 961,00
21831	100 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
21841	125 000,00	0,00		125 000,00	125 000,00	0,00	125 000,00	125 000,00
2188	1 974 450,00	0,00		2 305 000,00	2 305 000,00	0,00	2 305 000,00	2 305 000,00
22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	22 514 507,00	0,00	0,00	18 216 266,00	18 216 266,00	0,00	18 216 266,00	18 216 266,00
2312	7 143 146,00	0,00		2 235 645,00	2 235 645,00	0,00	2 235 645,00	2 235 645,00
2313	2 991 720,00	0,00		4 472 700,00	4 472 700,00	0,00	4 472 700,00	4 472 700,00
2315	3 270 548,00	0,00		5 004 311,00	5 004 311,00	0,00	5 004 311,00	5 004 311,00
2318	50 000,00	0,00		250 000,00	250 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00
238	9 059 093,00	0,00		6 253 610,00	6 253 610,00	0,00	6 253 610,00	6 253 610,00
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>58 044 092,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>53 342 181,00</b>	<b>53 342 181,00</b>	<b>0,00</b>	<b>53 342 181,00</b>	<b>53 342 181,00</b>
10	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	23 572 774,00	0,00		25 199 669,00	25 199 669,00		25 199 669,00	25 199 669,00
1641	22 292 374,00	0,00		23 499 212,00	23 499 212,00		23 499 212,00	23 499 212,00
165	30 400,00	0,00		16 400,00	16 400,00		16 400,00	16 400,00
168751	1 250 000,00	0,00		1 684 057,00	1 684 057,00		1 684 057,00	1 684 057,00
18	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	4 365 000,00	4 365 000,00	0,00	4 365 000,00	4 365 000,00
2743	Prêts au personnel	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
2745	Avances remboursables	0,00		4 025 000,00	4 225 000,00	0,00	4 225 000,00	4 225 000,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00		0,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)		0,00					
Total des dépenses financières		0,00	0,00	29 564 669,00	29 564 669,00	0,00	29 564 669,00	29 564 669,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00
4541100016	TRAVAUX D OFFICE PROPRIETAIRE PRIVE	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
458100104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
Total des dépenses réelles		0,00	384 251 536,98	82 996 850,00	82 996 850,00	0,00	82 996 850,00	82 996 850,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)			3 043 000,00	3 043 000,00		3 043 000,00	3 043 000,00
	Reprise sur autofinancement antérieur			2 150 000,00	2 150 000,00		2 150 000,00	2 150 000,00
13911	Subv. transf. Etat et établ. nationaux			280 000,00	280 000,00		280 000,00	280 000,00
13912	Subv. transf. Régions			140 000,00	140 000,00		140 000,00	140 000,00
13913	Subv. transf. Départements			140 000,00	140 000,00		140 000,00	140 000,00
139151	Subv. transf. GFP de rattachement			5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
139158	Subv. transf. Autres groupements			300 000,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00
13916	Subv. transf. Autres E.P.L.			1 280 000,00	1 280 000,00		1 280 000,00	1 280 000,00
13918	Autres subventions d'équipement transf.			5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
	Charges transférées (7)			893 000,00	893 000,00		893 000,00	893 000,00
21318	Autres bâtiments publics			10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
2152	Installations de voirie			683 000,00	683 000,00		683 000,00	683 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers			200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
041	8 085 134,00			6 235 150,00	6 235 150,00		6 235 150,00	6 235 150,00
2041582	0,00			1 379 440,00	1 379 440,00		1 379 440,00	1 379 440,00
204412	352 007,00			47 220,00	47 220,00		47 220,00	47 220,00
204422	0,00			250 000,00	250 000,00		250 000,00	250 000,00
2111	162 840,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2112	6 007 000,00			775 200,00	775 200,00		775 200,00	775 200,00
2113	1 063 287,00			1 063 290,00	1 063 290,00		1 063 290,00	1 063 290,00
21318	500 000,00			500 000,00	500 000,00		500 000,00	500 000,00
2138	0,00			2 220 000,00	2 220 000,00		2 220 000,00	2 220 000,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>11 168 134,00</b>			<b>9 278 150,00</b>	<b>9 278 150,00</b>		<b>9 278 150,00</b>	<b>9 278 150,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.  
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.  
(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.  
(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.  
(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.  
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).  
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).  
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).  
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b>	<b>A2.1</b>

**Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement**

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b>	<b>A2.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b>	<b>A2.3</b>

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE				A3

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL					
018 RSA	97 500 000,00	0,00	92 275 000,00	92 275 000,00	92 275 000,00
13	15 123 441,00	0,00	13 373 599,00	13 373 599,00	13 373 599,00
1311 Subventions d'investissement (hors 138)	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321 Subv. transf. Etat et établ. nationaux	5 857 947,00	0,00	3 517 000,00	3 517 000,00	3 517 000,00
1322 Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	2 434 515,00	0,00	2 502 802,00	2 502 802,00	2 502 802,00
1323 Subv. non transf. Régions	1 214 583,00	0,00	621 745,00	621 745,00	621 745,00
13251 Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00
1326 Subv. non transf. GFP de rattachement	3 712 396,00	0,00	4 082 052,00	4 082 052,00	4 082 052,00
1345 Subv. non transf. Autres E.P.L.	1 900 000,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
16 Amendes radars automatiques et de police					
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	32 629 265,00	0,00	35 054 849,00	35 054 849,00	35 054 849,00
1641 Emprunts en euros	32 629 265,00	0,00	35 054 849,00	35 054 849,00	35 054 849,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement	47 752 706,00	0,00	48 428 448,00	48 428 448,00	48 428 448,00
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	7 400 000,00	0,00	6 300 000,00	6 300 000,00	6 300 000,00
10222 FCTVA	7 000 000,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00
10226 Taxe d'aménagement	400 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
138 Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	30 400,00	0,00	16 400,00	16 400,00	16 400,00
165 Dépôts et cautionnements reçus	30 400,00	0,00	16 400,00	16 400,00	16 400,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	4 125 000,00	0,00	4 365 000,00	4 365 000,00	4 365 000,00
2743 Prêts au personnel	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
2745 Avances remboursables	4 025 000,00	0,00	4 225 000,00	4 225 000,00	4 225 000,00
2764 Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	2 928 038,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
Total des recettes financières	14 483 438,00	0,00	13 681 400,00	13 681 400,00	13 681 400,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	70 000,00	0,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00
Total des recettes réelles		62 306 144,00	0,00	62 179 848,00	62 179 848,00	62 179 848,00
021	Virement de la section de fonctionnement	16 177 722,00		12 929 002,00	12 929 002,00	12 929 002,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	10 931 000,00		10 931 000,00	10 931 000,00	10 931 000,00
28031	Frais d'études	270 000,00		270 000,00	270 000,00	270 000,00
28033	Frais d'insertion	20 000,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	20 000,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	6 000,00		6 000,00	6 000,00	6 000,00
28041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	3 500,00		3 500,00	3 500,00	3 500,00
28041511	Subv. Gprt : Bien mobilier, matériel	60 000,00		60 000,00	60 000,00	60 000,00
28041512	Subv. Gprt : Bâtiments, installations	30 000,00		30 000,00	30 000,00	30 000,00
28041581	Autres gprts-Biens mob., mat. et études	61 000,00		61 000,00	61 000,00	61 000,00
28041582	Autres gprts - Bâtiments et installat°	3 229 500,00		3 229 500,00	3 229 500,00	3 229 500,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	320 000,00		320 000,00	320 000,00	320 000,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	350 000,00		350 000,00	350 000,00	350 000,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 249 800,00		1 249 800,00	1 249 800,00	1 249 800,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	135 000,00		135 000,00	135 000,00	135 000,00
2804413	Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat	1 035 000,00		1 035 000,00	1 035 000,00	1 035 000,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	200,00		200,00	200,00	200,00
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	150 000,00		150 000,00	150 000,00	150 000,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	500 000,00		500 000,00	500 000,00	500 000,00
281321	Immeubles de rapport	300 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
281351	Bâtiments publics	20 000,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	20 000,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	70 000,00		70 000,00	70 000,00	70 000,00
28158	Autres inst, matériel, outil. techniques	250 000,00		250 000,00	250 000,00	250 000,00
28181	Installations générales, aménagt divers	10 000,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00
281828	Autres matériels de transport	500 000,00		500 000,00	500 000,00	500 000,00
281838	Autre matériel informatique	575 000,00		575 000,00	575 000,00	575 000,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	375 000,00		375 000,00	375 000,00	375 000,00
28188	Autres immo. corporelles	440 000,00		440 000,00	440 000,00	440 000,00
4817	Indemnités de renégociation de la dette	931 000,00		931 000,00	931 000,00	931 000,00
041	Opérations patrimoniales (9)	8 085 134,00		6 235 150,00	6 235 150,00	6 235 150,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	227 287,00		227 290,00	227 290,00	227 290,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	836 000,00		1 609 730,00	1 609 730,00	1 609 730,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	6 007 000,00		2 221 470,00	2 221 470,00	2 221 470,00
2033	Frais d'insertion	500 000,00		500 000,00	500 000,00	500 000,00
2111	Terrains nus	409 037,00		277 220,00	277 220,00	277 220,00
2138	Autres constructions	85 810,00		1 379 440,00	1 379 440,00	1 379 440,00



Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
458200104	MISE AUX NORMES JEUX OPAC	20 000,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
Total des recettes d'ordre		35 193 856,00		30 095 152,00	30 095 152,00	30 095 152,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.  
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.  
(3) Sauf 165, 166 et 16449.  
(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.  
(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.  
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).  
(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.  
(8) Aucune provision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).  
(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).  
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE			B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		190 383 000,00	0,00	0,00	181 875 000,00	181 875 000,00	0,00	181 875 000,00	181 875 000,00
011	Charges à caractère général (3)	36 328 210,00	0,00	0,00	36 540 923,00	36 540 923,00	0,00	36 540 923,00	36 540 923,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	88 358 100,00	0,00		89 846 840,00	89 846 840,00		89 846 840,00	89 846 840,00
014	Atténuations de produits	463 234,00	0,00		463 234,00	463 234,00		463 234,00	463 234,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	33 562 524,00	0,00	0,00	26 509 441,00	26 509 441,00	0,00	26 509 441,00	26 509 441,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		158 712 068,00	0,00	0,00	153 360 438,00	153 360 438,00	0,00	153 360 438,00	153 360 438,00
66	Charges financières	4 545 060,00	0,00		4 627 060,00	4 627 060,00		4 627 060,00	4 627 060,00
67	Charges spécifiques (3)	17 150,00	0,00		27 500,00	27 500,00		27 500,00	27 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		4 562 210,00	0,00	0,00	4 654 560,00	4 654 560,00		4 654 560,00	4 654 560,00
Total des dépenses réelles		163 274 278,00	0,00	0,00	158 014 998,00	158 014 998,00	0,00	158 014 998,00	158 014 998,00
023	Virement à la section d'investissement	16 177 722,00			12 929 002,00	12 929 002,00		12 929 002,00	12 929 002,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	10 931 000,00			10 931 000,00	10 931 000,00		10 931 000,00	10 931 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		27 108 722,00			23 860 002,00	23 860 002,00		23 860 002,00	23 860 002,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)		0,00
---------------------------------------	--	------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées		181 875 000,00
---	--	----------------

**MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2026**

- (1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
- (2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
- (3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE		B

RECETTES						
Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL						
013	Atténuations de charges (2)	973 115,00	0,00	1 225 000,00	1 225 000,00	1 225 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	19 464 512,00	0,00	17 192 015,00	17 192 015,00	17 192 015,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	23 013 707,00	0,00	14 691 783,00	14 691 783,00	14 691 783,00
731	Fiscalité locale	78 100 000,00	0,00	80 857 000,00	80 857 000,00	80 857 000,00
74	Dotations et participations (2)	58 894 698,00	0,00	58 401 727,00	58 401 727,00	58 401 727,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	6 150 186,00	0,00	5 763 693,00	5 763 693,00	5 763 693,00
Total des recettes de gestion des services						
		186 596 218,00	0,00	178 131 218,00	178 131 218,00	178 131 218,00
76	Produits financiers	698 282,00	0,00	695 282,00	695 282,00	695 282,00
77	Produits spécifiques (2)	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières						
		703 782,00	0,00	700 782,00	700 782,00	700 782,00
Total des recettes réelles						
		187 300 000,00	0,00	178 832 000,00	178 832 000,00	178 832 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	3 083 000,00		3 043 000,00	3 043 000,00	3 043 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre						
		3 083 000,00		3 043 000,00	3 043 000,00	3 043 000,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	0,00
---------------------------------------	------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	181 875 000,00
---	----------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.  
(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.  
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).  
(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.  
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).  
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.  
(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	190 383 000,00	0,00	0,00	181 875 000,00	181 875 000,00	0,00	181 875 000,00	181 875 000,00
011	Charges à caractère général (4)	36 328 210,00	0,00	0,00	36 540 923,00	36 540 923,00	0,00	36 540 923,00	36 540 923,00
6042	Achats de prestations de services	1 725 815,00	0,00		1 646 690,00	1 646 690,00	0,00	1 646 690,00	1 646 690,00
60611	Eau et assainissement	482 400,00	0,00		483 450,00	483 450,00	0,00	483 450,00	483 450,00
60612	Energie - Electricité	4 589 275,00	0,00		4 601 760,00	4 601 760,00	0,00	4 601 760,00	4 601 760,00
60613	Chauffage urbain	359 500,00	0,00		359 500,00	359 500,00	0,00	359 500,00	359 500,00
60621	Combustibles	48 625,00	0,00		12 500,00	12 500,00	0,00	12 500,00	12 500,00
60622	Carburants	350 200,00	0,00		350 200,00	350 200,00	0,00	350 200,00	350 200,00
60623	Alimentation	174 500,00	0,00		169 850,00	169 850,00	0,00	169 850,00	169 850,00
60624	Produits de traitement	75 500,00	0,00		78 500,00	78 500,00	0,00	78 500,00	78 500,00
60628	Autres fournitures non stockées	1 372 295,00	0,00		939 375,00	939 375,00	0,00	939 375,00	939 375,00
60631	Fournitures d'entretien	176 700,00	0,00		245 100,00	245 100,00	0,00	245 100,00	245 100,00
60632	Fournitures de petit équipement	744 730,00	0,00		794 550,00	794 550,00	0,00	794 550,00	794 550,00
60633	Fournitures de voirie	171 000,00	0,00		26 000,00	26 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	238 700,00	0,00		238 200,00	238 200,00	0,00	238 200,00	238 200,00
6064	Fournitures administratives	94 260,00	0,00		88 100,00	88 100,00	0,00	88 100,00	88 100,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	277 200,00	0,00		282 600,00	282 600,00	0,00	282 600,00	282 600,00
6067	Fournitures scolaires	346 000,00	0,00		345 800,00	345 800,00	0,00	345 800,00	345 800,00
6068	Autres matières et fournitures	54 500,00	0,00		65 600,00	65 600,00	0,00	65 600,00	65 600,00
611	Contrats de prestations de services	3 058 140,00	0,00		2 806 625,00	2 806 625,00	0,00	2 806 625,00	2 806 625,00
6125	Crédit-bail immobilier	1 498 800,00	0,00		1 498 800,00	1 498 800,00	0,00	1 498 800,00	1 498 800,00
6132	Locations immobilières	1 322 255,00	0,00		1 333 550,00	1 333 550,00	0,00	1 333 550,00	1 333 550,00
61351	Matériel roulant	83 900,00	0,00		52 000,00	52 000,00	0,00	52 000,00	52 000,00
61358	Autres	776 250,00	0,00		1 075 400,00	1 075 400,00	0,00	1 075 400,00	1 075 400,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 115 150,00	0,00		1 291 900,00	1 291 900,00	0,00	1 291 900,00	1 291 900,00
61521	Entretien terrains	1 799 210,00	0,00		1 756 500,00	1 756 500,00	0,00	1 756 500,00	1 756 500,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	893 000,00	0,00		900 000,00	900 000,00	0,00	900 000,00	900 000,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	113 000,00	0,00		113 000,00	113 000,00	0,00	113 000,00	113 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	383 000,00	0,00		369 000,00	369 000,00	0,00	369 000,00	369 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	6 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
61524	Entretien bois et forêts	60 000,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
61551	Entretien matériel roulant	1 066 705,00	0,00		1 016 100,00	1 016 100,00	0,00	1 016 100,00	1 016 100,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	224 920,00	0,00		228 770,00	228 770,00	0,00	228 770,00	228 770,00
6156	Maintenance	1 225 409,00	0,00		1 398 160,00	1 398 160,00	0,00	1 398 160,00	1 398 160,00
6161	Multirisques	891 700,00	0,00		962 700,00	962 700,00	0,00	962 700,00	962 700,00
617	Etudes et recherches	745 510,00	0,00		788 500,00	788 500,00	0,00	788 500,00	788 500,00
6182	Documentation générale et technique	175 120,00	0,00		180 540,00	180 540,00	0,00	180 540,00	180 540,00
6184	Versements à des organismes de formation	278 000,00	0,00		281 500,00	281 500,00	0,00	281 500,00	281 500,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	500,00	0,00		4 735,00	4 735,00	0,00	4 735,00	4 735,00
6188	Autres frais divers	276 950,00	0,00		326 960,00	326 960,00	0,00	326 960,00	326 960,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	110,00	0,00		110,00	110,00	0,00	110,00	110,00
62268	Autres honoraires, conseils	612 700,00	0,00		654 400,00	654 400,00	0,00	654 400,00	654 400,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	13 000,00	0,00		19 500,00	19 500,00	0,00	19 500,00	19 500,00
6228	Divers	152 200,00	0,00		145 000,00	145 000,00	0,00	145 000,00	145 000,00
6231	Annonces et insertions	247 600,00	0,00		255 315,00	255 315,00	0,00	255 315,00	255 315,00
6232	Fêtes et cérémonies	150 300,00	0,00		181 100,00	181 100,00	0,00	181 100,00	181 100,00
6233	Foires et expositions	189 166,00	0,00		198 100,00	198 100,00	0,00	198 100,00	198 100,00
6234	Réceptions	374 670,00	0,00		357 810,00	357 810,00	0,00	357 810,00	357 810,00
6236	Catalogues et imprimés	186 962,00	0,00		203 165,00	203 165,00	0,00	203 165,00	203 165,00
6238	Divers	530 615,00	0,00		504 890,00	504 890,00	0,00	504 890,00	504 890,00
6241	Transports de biens	180 840,00	0,00		172 245,00	172 245,00	0,00	172 245,00	172 245,00
6247	Transports collectifs	1 916 600,00	0,00		1 269 000,00	1 269 000,00	0,00	1 269 000,00	1 269 000,00
6248	Divers	2 500,00	0,00		801 800,00	801 800,00	0,00	801 800,00	801 800,00
6251	Voyages, déplacements et missions	75 000,00	0,00		67 700,00	67 700,00	0,00	67 700,00	67 700,00
6261	Frais d'affranchissement	160 500,00	0,00		187 300,00	187 300,00	0,00	187 300,00	187 300,00
6262	Frais de télécommunications	397 180,00	0,00		451 060,00	451 060,00	0,00	451 060,00	451 060,00
627	Services bancaires et assimilés	47 400,00	0,00		60 505,00	60 505,00	0,00	60 505,00	60 505,00
6281	Concours divers (cotisations)	114 574,00	0,00		114 208,00	114 208,00	0,00	114 208,00	114 208,00
6282	Frais de gardiennage	473 100,00	0,00		485 860,00	485 860,00	0,00	485 860,00	485 860,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 135 924,00	0,00		1 118 740,00	1 118 740,00	0,00	1 118 740,00	1 118 740,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	75 000,00	0,00		83 000,00	83 000,00	0,00	83 000,00	83 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 500,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
6288	Autres services extérieurs	111 150,00	0,00		130 350,00	130 350,00	0,00	130 350,00	130 350,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
63512	Taxes foncières	1 824 000,00	0,00		1 803 950,00	1 803 950,00	0,00	1 803 950,00	1 803 950,00
63513	Autres impôts locaux	60 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	6 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	6 000,00	0,00		5 800,00	5 800,00	0,00	5 800,00	5 800,00
6358	Autres droits	8 500,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	88 358 100,00	0,00		89 846 840,00	89 846 840,00		89 846 840,00	89 846 840,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	2 335 000,00	0,00		2 339 000,00	2 339 000,00		2 339 000,00	2 339 000,00
6218	Autre personnel extérieur	110 000,00	0,00		16 000,00	16 000,00		16 000,00	16 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	482 800,00	0,00		523 000,00	523 000,00		523 000,00	523 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	41 937 000,00	0,00		32 881 840,00	32 881 840,00		32 881 840,00	32 881 840,00
64112	SFT, indemnité de résidence	1 264 000,00	0,00		708 000,00	708 000,00		708 000,00	708 000,00
64113	NBI	0,00	0,00		685 000,00	685 000,00		685 000,00	685 000,00
64118	Autres indemnités	5 450 000,00	0,00		7 082 000,00	7 082 000,00		7 082 000,00	7 082 000,00
64131	Rémunérations	12 364 000,00	0,00		15 081 500,00	15 081 500,00		15 081 500,00	15 081 500,00
64138	Primes et autres indemnités	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00		1 588 000,00	1 588 000,00		1 588 000,00	1 588 000,00
64168	Autres emplois aidés	455 000,00	0,00		419 000,00	419 000,00		419 000,00	419 000,00
6417	Rémunérations des apprentis	139 000,00	0,00		266 000,00	266 000,00		266 000,00	266 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	9 993 000,00	0,00		11 886 000,00	11 886 000,00		11 886 000,00	11 886 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 927 000,00	0,00		12 173 000,00	12 173 000,00		12 173 000,00	12 173 000,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 100,00	0,00		1 600,00	1 600,00		1 600,00	1 600,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	232 700,00	0,00		254 000,00	254 000,00		254 000,00	254 000,00
64731	Allocations chômage versées directement	500 000,00	0,00		328 000,00	328 000,00		328 000,00	328 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 205 000,00	0,00		2 799 900,00	2 799 900,00		2 799 900,00	2 799 900,00
6488	Autres	911 000,00	0,00		765 000,00	765 000,00		765 000,00	765 000,00
014	Atténuations de produits	463 234,00	0,00		463 234,00	463 234,00		463 234,00	463 234,00
703894	Reversements/forfait post-stationnement	3 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	3 000,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	225 000,00	0,00		225 000,00	225 000,00		225 000,00	225 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	235 234,00	0,00		235 234,00	235 234,00		235 234,00	235 234,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	33 562 524,00	0,00	0,00	26 509 441,00	26 509 441,00	0,00	26 509 441,00	26 509 441,00
65132	Prix	23 625,00	0,00		11 000,00	11 000,00	0,00	11 000,00	11 000,00
65138	Autres secours	14 000,00	0,00		14 000,00	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00
65188	Autres	75 000,00	0,00		75 000,00	75 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00
65311	Indemnités de fonction	840 000,00	0,00		840 000,00	840 000,00	0,00	840 000,00	840 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	25 000,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
65313	Cotisations de retraite	70 000,00	0,00		70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00	70 000,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	170 000,00	0,00		170 000,00	170 000,00	0,00	170 000,00	170 000,00
65315	Formation	15 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
65316	Frais de représentation du maire	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	1 600,00	0,00		1 600,00	1 600,00	0,00	1 600,00	1 600,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	0,00		35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00		35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00
6553	Service d'incendie	8 240 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	1 855 200,00	0,00		1 850 200,00	1 850 200,00	0,00	1 850 200,00	1 850 200,00
6558	Autres contributions obligatoires	2 275 012,00	0,00		2 306 012,00	2 306 012,00	0,00	2 306 012,00	2 306 012,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	197 000,00	0,00		172 000,00	172 000,00	0,00	172 000,00	172 000,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00		10 900,00	10 900,00	0,00	10 900,00	10 900,00
65736212	Subv. régie admin. avec ps.morale	3 633 530,00	0,00		3 996 530,00	3 996 530,00	0,00	3 996 530,00	3 996 530,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	2 600 000,00	0,00		2 728 000,00	2 728 000,00	0,00	2 728 000,00	2 728 000,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	6 100,00	0,00		6 100,00	6 100,00	0,00	6 100,00	6 100,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	40 500,00	0,00		42 650,00	42 650,00	0,00	42 650,00	42 650,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	12 530 557,00	0,00		12 949 029,00	12 949 029,00	0,00	12 949 029,00	12 949 029,00
6577	Remises gracieuses	245 000,00	0,00		245 000,00	245 000,00	0,00	245 000,00	245 000,00
65811	Droits d'utilisat° - informatique nuage	81 365,00	0,00		124 425,00	124 425,00	0,00	124 425,00	124 425,00
65818	Autres	182 650,00	0,00		230 710,00	230 710,00	0,00	230 710,00	230 710,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65888	Autres	376 385,00	0,00		541 285,00	541 285,00	0,00	541 285,00	541 285,00



Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		158 712 068,00	0,00	0,00	153 360 438,00	153 360 438,00	0,00	153 360 438,00	153 360 438,00
66	Charges financières	4 545 060,00	0,00		4 627 060,00	4 627 060,00		4 627 060,00	4 627 060,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	4 500 000,00	0,00		4 600 000,00	4 600 000,00		4 600 000,00	4 600 000,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	40 000,00	0,00		25 000,00	25 000,00		25 000,00	25 000,00
666	Pertes de change créances det. fin	60,00	0,00		60,00	60,00		60,00	60,00
6688	Autres	5 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
67	Charges spécifiques (4)	17 150,00	0,00		27 500,00	27 500,00		27 500,00	27 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	17 150,00	0,00		27 500,00	27 500,00		27 500,00	27 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		4 562 210,00	0,00	0,00	4 654 560,00	4 654 560,00		4 654 560,00	4 654 560,00
Total des dépenses réelles		163 274 278,00	0,00	0,00	158 014 998,00	158 014 998,00	0,00	158 014 998,00	158 014 998,00
023	Virement à la section d'investissement	16 177 722,00			12 929 002,00	12 929 002,00		12 929 002,00	12 929 002,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	10 931 000,00			10 931 000,00	10 931 000,00		10 931 000,00	10 931 000,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	10 000 000,00			10 000 000,00	10 000 000,00		10 000 000,00	10 000 000,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	931 000,00			931 000,00	931 000,00		931 000,00	931 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		27 108 722,00			23 860 002,00	23 860 002,00		23 860 002,00	23 860 002,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

**MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2026**

- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
- (3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
- (4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
- (6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE				B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	190 383 000,00	0,00	181 875 000,00	181 875 000,00	181 875 000,00
013	Atténuations de charges (3)	973 115,00	0,00	1 225 000,00	1 225 000,00	1 225 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	261 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
6479	Remboursr sur autres charges sociales	682 115,00	0,00	895 000,00	895 000,00	895 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	19 464 512,00	0,00	17 192 015,00	17 192 015,00	17 192 015,00
7018	Autres ventes de produits finis	44 500,00	0,00	44 500,00	44 500,00	44 500,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	505 000,00	0,00	520 000,00	520 000,00	520 000,00
70321	Stationnement et location voie publique	4 461 000,00	0,00	4 641 000,00	4 641 000,00	4 641 000,00
70323	Red. occupation dom. public	240 000,00	0,00	328 400,00	328 400,00	328 400,00
70328	Autres droits stationnement et location	3 250,00	0,00	3 250,00	3 250,00	3 250,00
70384	Forfait de post-stationnement	1 385 000,00	0,00	1 785 000,00	1 785 000,00	1 785 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	213 605,00	0,00	504 480,00	504 480,00	504 480,00
704	Travaux	921 000,00	0,00	921 000,00	921 000,00	921 000,00
7062	Redevances services à caractère culturel	5 200,00	0,00	427 600,00	427 600,00	427 600,00
70632	Redevances services à caractère loisir	220 200,00	0,00	235 200,00	235 200,00	235 200,00
706888	Autres	470 100,00	0,00	14 600,00	14 600,00	14 600,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	276,00	0,00	276,00	276,00	276,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
708422	Mise à dispo pers. régie avec ps.morale	4 020 000,00	0,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00
70843	Mise à dispo personnel CCAS/CIAS	3 000 000,00	0,00	3 581 619,00	3 581 619,00	3 581 619,00
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	1 352 000,00	0,00	1 379 040,00	1 379 040,00	1 379 040,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	271 800,00	0,00	251 800,00	251 800,00	251 800,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	94 500,00	0,00	99 200,00	99 200,00	99 200,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	158 000,00	0,00	159 750,00	159 750,00	159 750,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	214 000,00	0,00	224 000,00	224 000,00	224 000,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	105 750,00	0,00	117 000,00	117 000,00	117 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	793 000,00	0,00	832 800,00	832 800,00	832 800,00
70878	Remb. frais par des tiers	299 231,00	0,00	274 000,00	274 000,00	274 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	187 100,00	0,00	177 500,00	177 500,00	177 500,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73	Impôts et taxes (sauf 731)	23 013 707,00	0,00	14 691 783,00	14 691 783,00	14 691 783,00
73211	Attribution de compensation	20 850 212,00	0,00	12 568 481,00	12 568 481,00	12 568 481,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	1 430 402,00	0,00	1 390 209,00	1 390 209,00	1 390 209,00
73221	FNGR	733 093,00	0,00	733 093,00	733 093,00	733 093,00
731	Fiscalité locale	78 100 000,00	0,00	80 857 000,00	80 857 000,00	80 857 000,00
73111	Impôts directs locaux	72 200 000,00	0,00	74 500 000,00	74 500 000,00	74 500 000,00
73118	Autres contributions directes	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	2 500 000,00	0,00	2 900 000,00	2 900 000,00	2 900 000,00
73141	Accise sur l'électricité	1 690 000,00	0,00	1 650 000,00	1 650 000,00	1 650 000,00
73154	Droits de place	1 170 000,00	0,00	1 184 000,00	1 184 000,00	1 184 000,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	350 000,00	0,00	425 000,00	425 000,00	425 000,00
7318	Autres	90 000,00	0,00	98 000,00	98 000,00	98 000,00
74	Dotations et participations (3)	58 894 698,00	0,00	58 401 727,00	58 401 727,00	58 401 727,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	18 960 000,00	0,00	18 770 000,00	18 770 000,00	18 770 000,00
741123	DSU des communes	29 675 000,00	0,00	30 720 000,00	30 720 000,00	30 720 000,00
741127	DNP des communes	1 380 000,00	0,00	1 155 000,00	1 155 000,00	1 155 000,00
743	DSI	2 808,00	0,00	2 808,00	2 808,00	2 808,00
744	FCTVA	179 775,00	0,00	151 949,00	151 949,00	151 949,00
74611	DGD des communes et EPCI	814 268,00	0,00	814 268,00	814 268,00	814 268,00
74718	Autres participations Etat	1 120 771,00	0,00	1 194 944,00	1 194 944,00	1 194 944,00
7472	Participation régions	199 600,00	0,00	75 750,00	75 750,00	75 750,00
7473	Participation départements	374 000,00	0,00	359 500,00	359 500,00	359 500,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
74751	Participation GFP de rattachement	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	1 909 201,00	0,00	1 506 233,00	1 506 233,00	1 506 233,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	2 600 000,00	0,00	2 772 000,00	2 772 000,00	2 772 000,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	155 000,00	0,00	145 000,00	145 000,00	145 000,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	120 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
74888	Autres	4 275,00	0,00	4 275,00	4 275,00	4 275,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	6 150 186,00	0,00	5 763 693,00	5 763 693,00	5 763 693,00
752	Revenus des immeubles	2 081 996,00	0,00	1 832 703,00	1 832 703,00	1 832 703,00
755	Dédits et pénalités perçus	55 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
756	Libéralités reçues	160 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	405 000,00	0,00	394 800,00	394 800,00	394 800,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
75883	Excédents sur opérations de gestion	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
75888	Autres	3 448 190,00	0,00	3 499 690,00	3 499 690,00	3 499 690,00
Total des recettes de gestion des services		186 596 218,00	0,00	178 131 218,00	178 131 218,00	178 131 218,00
76	Produits financiers	698 282,00	0,00	695 282,00	695 282,00	695 282,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	688 282,00	0,00	688 282,00	688 282,00	688 282,00
7688	Autres	10 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
77	Produits spécifiques (3)	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		187 300 000,00	0,00	178 832 000,00	178 832 000,00	178 832 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	3 083 000,00		3 043 000,00	3 043 000,00	3 043 000,00
722	Immobilisations corporelles	933 000,00		893 000,00	893 000,00	893 000,00
777	Rec... subv inv transférées opte résultat	2 150 000,00		2 150 000,00	2 150 000,00	2 150 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		3 083 000,00		3 043 000,00	3 043 000,00	3 043 000,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalesées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES										IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE										A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
	DEPENSES	23 882 212,00	8 954 311,00	0,00	335 000,00	8 409 608,00	4 967 770,00	448 050,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	23 499 212,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	397 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	343 000,00	439 000,00	0,00	0,00	0,00	384 500,00	58 500,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	7 517 811,00	0,00	150 000,00	2 065 000,00	1 923 270,00	89 550,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	500 000,00	0,00	185 000,00	6 344 608,00	2 660 000,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	40 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	43 414 849,00	300 000,00	0,00	0,00	4 203 090,00	1 943 569,00	300 000,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 000 000,00	200 000,00	0,00	0,00	4 203 090,00	1 943 569,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	35 054 849,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	40 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES						IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)						A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	32 354 686,00	2 400,00	50 000,00	3 592 813,00		82 996 850,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 694 057,00	2 400,00	0,00	4 000,00		25 199 669,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	539 807,00	0,00	0,00	50 000,00		987 307,00
204	Subventions d'équipement versées	8 154 250,00	0,00	0,00	39 000,00		9 418 250,00
21	Immobilisations corporelles	10 274 914,00	0,00	50 000,00	2 649 813,00		24 720 356,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	7 676 658,00	0,00	0,00	850 000,00		18 216 266,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	3 925 000,00	0,00	0,00	0,00		4 365 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	90 000,00	0,00	0,00	0,00		90 000,00
	RECETTES	11 406 822,00	2 400,00	0,00	609 118,00		62 179 848,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00		3 000 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		6 300 000,00
13	Subventions d'investissement	4 421 822,00	0,00	0,00	605 118,00		13 373 599,00
16	Emprunts et dettes assimilées	10 000,00	2 400,00	0,00	4 000,00		35 071 249,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	3 925 000,00	0,00	0,00	0,00		4 365 000,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	50 000,00	0,00	0,00	0,00		70 000,00



IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES			
Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	
DEPENSES			23 882 212,00
164	Emprunts auprès des éts financiers		23 499 212,00
204	Subventions d'équipement versées		343 000,00
276	Autres créances immobilisées		40 000,00
RECETTES			43 414 849,00
102	Dotations et fonds d'investissement		6 300 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.		2 000 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers		35 054 849,00
276	Autres créances immobilisées		40 000,00
458	Opérations sous mandat		20 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilié	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	8 954 311,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	439 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	292 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	5 124 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	2 392 961,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éducat., env.	034		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES								
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				</		

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	335 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 000,00
213	Constructions	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs		21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
	DEPENSES	7 264 608,00		0,00	100 000,00	945 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
213	Constructions	795 000,00		0,00	0,00	945 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	225 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00		0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	6 244 608,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	2 844 766,00		0,00	558 150,00	800 174,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	2 844 766,00		0,00	558 150,00	800 174,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

25 Formation professionnelle															
Article / compte nature (1)	Libellé	256 CNEPT - Formation des actifs occupés													
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNEPT - Formation des actifs occupés						257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 409 608,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 840 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 244 608,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 203 090,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 203 090,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
	DEPENSES	541 550,00	202 000,00	2 404 568,00	300 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	65 000,00	159 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagement de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	476 550,00	42 500,00	874 568,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	1 530 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	365 066,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	365 066,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

32 Sports (autres que scolaires)										
Article / compte nature (1)	Libellé	321	322	323	324	325	326	327		
		Salles de sport, gymnases	Stades	Piscines	Centres de formation sportifs	Autres équipements sportifs ou loisirs	Manifestations sportives	3271	3272	3273
	DEPENSES	463 485,00	520 000,00	0,00	0,00	66 167,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	43 944,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	463 485,00	0,00	0,00	0,00	22 223,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	520 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	892 641,00	485 862,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	892 641,00	485 862,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
	DEPENSES	310 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	4 967 770,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	384 500,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 944,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 879 326,00
231	Immobilisations corporelles en cours	310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 660 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 943 569,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 943 569,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé				
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éta sanitaires
	DEPENSES	89 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	89 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance			422 Petite enfance			4228 Autres actions pour la petite enfance
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	
	DEPENSES	300 000,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales		
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	40 000,00	8 000,00	0,00	448 050,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	40 000,00	8 000,00	0,00	58 500,00	
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 550,00	
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES		275 000,00	1 219 500,00	2 600 000,00	0,00	0,00	2 130 000,00	22 885 361,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 684 057,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	266 807,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 967 575,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	561 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
213	Constructions	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00	3 688 000,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	350 000,00	1 521 864,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	617 600,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00	6 680 056,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 002,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 925 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES		50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	11 146 822,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	4 221 822,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 925 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES									
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	58 150,00	3 186 675,00	0,00	0,00	0,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	3 186 675,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	48 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES									
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES							
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 354 686,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 684 057,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	476 807,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 154 250,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	636 900,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 161 150,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 471 864,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 667 656,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 002,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 925 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES							
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 406 822,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 421 822,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 925 000,00
50 000,00							

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles						632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					631			6318 Autres	632	633		
					Agriculture, pêche et agro-alimentaire		6312 Marchés alimentaires					
					6311 Laboratoire	6318						
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintenance et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoielement
	DEPENSES	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80	81	82						828
		Services communs	Transports scolaires	820	821	822	823	824	825	
				Services communs	Transport sur route	Transport ferroviaire	Transport fluvial	Transport maritime	Transport aérien	Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv. inv. rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie								
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	2 052 813,00	0,00	1 540 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 109 813,00	0,00	1 480 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 592 813,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 589 813,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 118,00	0,00	609 118,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 118,00	0,00	605 118,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES										IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE										A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
	DEPENSES	4 678 000,00	54 830 523,00	0,00	7 795 405,00	13 563 225,00	38 275 443,00	9 498 103,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	11 729 374,00	0,00	609 710,00	4 318 065,00	4 592 995,00	1 264 180,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	40 061 900,00	0,00	7 151 000,00	8 552 000,00	15 269 940,00	4 551 000,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	460 234,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	25 000,00	2 578 015,00	0,00	34 695,00	693 100,00	18 412 008,00	3 682 923,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	4 627 000,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	26 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	149 170 057,00	10 542 114,00	0,00	131 580,00	663 002,00	2 561 303,00	2 000,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	1 225 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	75 000,00	6 941 109,00	0,00	130 580,00	115 000,00	976 300,00	2 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	14 691 783,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	79 150 000,00	98 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	54 552 492,00	619 000,00	0,00	1 000,00	542 002,00	810 000,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 659 005,00	0,00	0,00	6 000,00	775 003,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	695 282,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES										IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)										A2
Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL		
DEPENSES										
011	Charges à caractère général	0,00	21 411 224,00	2 592 415,00	373 585,00	4 997 075,00		158 014 998,00		
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	9 465 724,00	1 592 215,00	277 585,00	2 691 075,00		36 540 923,00		
014	Atténuations de produits	0,00	11 027 000,00	844 000,00	96 000,00	2 294 000,00		89 846 840,00		
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00		463 234,00		
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	918 500,00	156 200,00	0,00	9 000,00		26 509 441,00		
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00		
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 627 060,00		
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		27 500,00		
RECETTES										
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		178 832 000,00		
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	1 702 000,00	35 776,00	0,00	7 214 250,00		1 225 000,00		
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		17 192 015,00		
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	1 609 000,00	0,00	0,00		14 691 783,00		
74	Dotations et participations	0,00	1 092 233,00	605 000,00	0,00	180 000,00		80 857 000,00		
75	Autres produits de gestion courante	0,00	2 830 385,00	91 000,00	0,00	402 300,00		58 401 727,00		
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 763 693,00		
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		695 282,00		
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 500,00		
								0,00		

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES			
Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	
DEPENSES			4 678 000,00
658	Charges diverses de gestion courante		25 000,00
661	Charges d'intérêts		4 625 000,00
668	Autres charges financières		2 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		26 000,00
RECETTES			149 170 057,00
708	Autres produits		75 000,00
731	Fiscalité locale		79 150 000,00
732	Fiscalité reversée		14 691 783,00
741	D.G.F.		50 645 000,00
744	FCTVA		151 949,00
746	Dotation générale de décentralisation		814 288,00
748	Autres attributions et participations		2 941 275,00
768	Autres produits financiers		695 282,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)		5 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	51 571 054,00	0,00	1 652 600,00	118 600,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	301 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	2 598 050,00	0,00	30 500,00	24 100,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	179 350,00	0,00	100 250,00	0,00	0,00
613	Locations	557 700,00	0,00	2 370,00	3 500,00	0,00
615	Entretien et réparations	2 318 940,00	0,00	9 850,00	50 000,00	0,00
616	Primes d'assurances	961 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	28 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	475 200,00	0,00	39 000,00	1 300,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	2 343 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	605 810,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	667 750,00	0,00	1 700,00	27 800,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	31 660,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	368 580,00	0,00	180,00	5 000,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	35 500,00	0,00	400,00	0,00	0,00
628	Divers	228 915,00	0,00	350,00	300,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	189 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	1 916 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	22 698 000,00	0,00	1 005 000,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	9 223 000,00	0,00	436 000,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	3 192 900,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	765 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven° cpt prop. - Subvent°	933 375,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	333 040,00	0,00	0,00	100,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	460 234,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	9 871 114,00	0,00	520 000,00	151 000,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	895 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
701	Ventes de produits finis	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	28 400,00	0,00	520 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	6 372 709,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	98 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	468 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	41 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	92 500,00	0,00	0,00	110 000,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 546 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. 0342	Section éco., sociale et environnement. 0341		
	DEPENSES	1 161 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	26 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	1 131 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éducat., env.	034		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnement.	0342 Section culture, éducation et sports		
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenant cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Revers. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	
DEPENSES							
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	326 369,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 250,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 019,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 900,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 830 523,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 654 150,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	279 600,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	589 970,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 378 790,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	961 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 300,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	515 500,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 343 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	612 310,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	740 300,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 460,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	373 760,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 900,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 584,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 916 750,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 842 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 716 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 197 900,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	765 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 131 600,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 007 275,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	333 140,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460 234,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 542 114,00</b>
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	895 000,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	548 400,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 372 709,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	509 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 500,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 546 505,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES							
604	Achats d'études, prestations de services	11 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 290,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 400,00	165 900,00	0,00	0,00	0,00	167 300,00
611	Contrats de prestations de services	4 500,00	60 000,00	0,00	165 700,00	0,00	230 200,00
613	Locations	0,00	2 500,00	0,00	0,00	30 000,00	32 500,00
615	Entretien et réparations	18 000,00	96 920,00	0,00	0,00	0,00	114 920,00
618	Divers	2 500,00	600,00	0,00	0,00	0,00	3 100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	2 900,00	600,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	44 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 300,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	9 000,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
641	Rémunérations du personnel	1 002 000,00	4 195 000,00	0,00	0,00	0,00	5 197 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	384 000,00	1 516 000,00	0,00	0,00	0,00	1 900 000,00
647	Autres charges sociales	4 000,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
657	Charges interven* cpt prop. - Subvent*	21 310,00	0,00	4 285,00	0,00	0,00	25 595,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	9 100,00	0,00	0,00	0,00	9 100,00
RECETTES							
703	Redevances utilisation du domaine	30 480,00	101 000,00	0,00	100,00	0,00	131 580,00
706	Prestations de services	20 480,00	96 000,00	0,00	0,00	0,00	116 480,00
708	Autres produits	0,00	4 000,00	0,00	100,00	0,00	4 100,00
747	Participations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
		0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20	21			22			23	24
		Services communs	Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré			Enseignement supérieur	Cités scolaires
			201	211	212	213	221	222	223	
		Services communs	Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés		
	DEPENSES	9 947 140,00	137 600,00	452 600,00	2 079 060,00	0,00	0,00	0,00	833 825,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	500,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	178 600,00	111 000,00	272 000,00	1 584 800,00	0,00	0,00	0,00	20 100,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	305 500,00	0,00	46 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	19 400,00	600,00	5 000,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	216 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	297 000,00	10 000,00	38 000,00	288 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	37 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	127 850,00	8 000,00	17 000,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 800,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	101 815,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	18 500,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	119 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	278 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 750,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	53 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	5 546 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	407 000,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 273 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 000,00	0,00
647	Autres charges sociales	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
655	Contributions obligatoires	535 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven° cpt prop. - Subvent°	25 000,00	8 000,00	60 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	5 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
666	Pertes de change créances det. fin	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00
	RECETTES	158 694,00	0,00	323 808,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	101 500,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	105 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	20	21			22			23	24
		Services communs	Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré			Enseignement supérieur	Cités scolaires
		201	211	212	213	221	222	223		
		Services communs	Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés		
743	DSI	0,00	0,00	2 808,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	158 694,00	0,00	216 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 500,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

25 Formation professionnelle															
Article / compte nature (1)	Libellé	251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés						257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle										258 Autres	
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CNFPT et CDG - missions spécifiques	
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
666	Pertes de change créances det. fin	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
743	DSI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes				29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement	
	DEPENSES	0,00	0,00	53 000,00	0,00	0,00	45 000,00	15 000,00	13 563 225,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	48 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 166 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	401 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	633 260,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 650,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 800,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 815,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 740,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 990 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 476 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	133 100,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
666	Pertes de change créances det. fin	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00
RECETTES										
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00
743	DSI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00
747	Participations	0,00	0,00	63 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	539 194,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	30 Services communs	31 Culture							
		311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
	5 033 780,00	11 637 540,00	0,00	4 314 000,00	1 321 300,00	296 300,00	6 125 032,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	101 050,00	0,00	400 040,00	73 370,00	9 310,00	110 800,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	183 475,00	0,00	27 000,00	0,00	10 500,00	7 000,00	0,00	0,00
613	Locations	72 750,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	91 200,00	0,00	5 000,00	100,00	3 900,00	13 000,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	8 810,00	0,00	0,00	11 800,00	3 700,00	200,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	10 000,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	89 750,00	0,00	5 495,00	66 500,00	10 420,00	6 300,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	13 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00
628	Divers	42 640,00	0,00	15 750,00	81 850,00	470,00	600,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	13 000,00	0,00	23 000,00	6 000,00	1 000,00	4 000,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	618 000,00	0,00	2 636 500,00	750 000,00	179 000,00	539 500,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	217 000,00	0,00	1 131 500,00	320 100,00	77 000,00	195 000,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
647	Autres charges sociales	82 000,00	25 000,00	0,00	11 000,00	3 000,00	1 000,00	2 000,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	1 830 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 749 012,00	0,00	0,00
657	Charges interven <sup>t</sup> cpt prop. - Subvent <sup>n</sup>	3 463 055,00	4 062 500,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	3 124 020,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	23 850,00	13 000,00	0,00	6 500,00	3 180,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		533 807,00	1 060 300,00	0,00	81 500,00	50 000,00	500,00	384 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	105 000,00	449 800,00	0,00	0,00	3 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	223 000,00	0,00	53 000,00	28 000,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00
747	Participations	177 000,00	387 500,00	0,00	16 500,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	251 807,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)							
		321	322	323	324	325	326	327	
		Salles de sport, gymnases	Stades	Piscines	Centres de formation sportifs	Autres équipements sportifs ou loisirs	Manifestations sportives	3271	3272
		713 500,00	268 560,00	0,00	0,00	126 200,00	153 000,00	33 500,00	0,00
	DEPENSES								
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	512 700,00	231 060,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	12 500,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	8 500,00	0,00
613	Locations	28 500,00	37 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	11 200,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	10 500,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent <sup>o</sup> cpt prop. - Subvent <sup>o</sup>	172 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00	0,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES								
604	Achats d'études, prestations de services	17 800,00	0,00	8 074 931,00	0,00	0,00	0,00	38 275 443,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	98 200,00	0,00	66 750,00	0,00	0,00	0,00	264 300,00
611	Contrats de prestations de services	6 600,00	0,00	121 955,00	0,00	0,00	0,00	1 716 000,00
613	Locations	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	498 530,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 600,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 100,00
618	Divers	20 000,00	0,00	40 135,00	0,00	0,00	0,00	1 700,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 185,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	51 900,00	0,00	0,00	0,00	10 400,00
624	Transports biens, transports collectifs	35 200,00	0,00	945 000,00	0,00	0,00	0,00	342 915,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	999 800,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	15 500,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
628	Divers	0,00	0,00	69 100,00	0,00	0,00	0,00	1 255,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00	323 210,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	947 000,00	0,00	0,00	0,00	9 925 340,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	5 074 600,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
657	Charges intervent* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	3 486 691,00	0,00	0,00	0,00	3 579 212,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	14 325 266,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	506 530,00
RECETTES		0,00	0,00	311 196,00	0,00	5 000,00	0,00	500,00
								2 561 303,00

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
706	Prestations de services	0,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00	0,00	663 300,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313 000,00
747	Participations	0,00	0,00	205 000,00	0,00	5 000,00	0,00	810 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	1 196,00	0,00	0,00	0,00	413 003,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	362 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES				IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE				A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
	DEPENSES	1 313 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	21 830,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	566 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent <sup>o</sup> cpt prop. - Subvent <sup>o</sup>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	54 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	6 478 500,00	0,00	78 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 649 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 043 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent* cpt prop. - Subvent*	2 748 000,00	0,00	75 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales		
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
	DEPENSES		0,00	0,00	1 106 350,00	402 313,00	25 000,00	93 130,00	9 498 103,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 330,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	10 550,00	14 350,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	400,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	9 200,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
628	Divers	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411 600,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 215 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 293 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	229 550,00	402 313,00	25 000,00	72 530,00		3 607 273,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	650,00		650,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.





Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains					
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement
758	Produits divers de gestion courante	0,00	10 000,00	5 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
								518 Autres actions d'aménagement urbain
								28 385,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)			
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 498 800,00	0,00	0,00	0,00
								0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES							
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 411 224,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 627 950,00
612	Redevances de crédit-ball	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	606 520,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 498 800,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 980,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 071 900,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 032 450,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	587 400,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 550,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 850,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	498 124,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 990 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 940 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
				0,00	0,00	0,00	918 500,00
				0,00	0,00	0,00	5 624 618,00
RECETTES							
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	820 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	879 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 092 233,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 200,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 545 185,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles					632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					631			6318 Autres			
					Agriculture, pêche et agro-alimentaire						
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires					
	DEPENSES	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 461 915,00	0,00	
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00	0,00	
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 505,00	0,00	
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 800,00	0,00	
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00	0,00	
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 210,00	0,00	
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 700,00	0,00	
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 000,00	0,00	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	844 000,00	0,00	
655	Contributions obligatoires	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 200,00	0,00	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	
	RECETTES	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 740 776,00	0,00	
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 500,00	0,00	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276,00	0,00	
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 609 000,00	0,00	
747	Participations	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00	0,00	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintenance et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		108 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 592 415,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 505,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 800,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 210,00
617	Etudes et recherches	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	255 700,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
628	Divers	18 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	844 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
657	Charges interven° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 340 776,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 500,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 609 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine				
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277 585,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 085,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	373 585,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 085,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
	DEPENSES	200,00	245 000,00	1 121 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	770 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	200,00	245 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)		Libellé	83 Transports de marchandises						
			830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604		Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606		Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611		Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613		Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615		Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618		Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623		Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624		Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626		Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627		Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628		Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633		Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641		Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645		Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647		Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657		Charges interven° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658		Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703		Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703		Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704		Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747		Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758		Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	3 170 675,00	0,00	435 200,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	355 750,00	0,00	40 600,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	155 125,00	0,00	5 000,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	259 600,00	0,00	234 000,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	5 100,00	0,00	3 000,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	129 500,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 100,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	22 600,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	1 637 000,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	636 000,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	7 309 550,00	0,00	487 000,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	6 633 250,00	0,00	481 000,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	396 300,00	0,00	6 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	4 997 075,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	396 350,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 125,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	797 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	508 600,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 100,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	247 200,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 500,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 600,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 638 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	636 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
657	Charges interven* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 796 550,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 114 250,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES				IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE				B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
LT-9624513126	28/06/2024	0,00	22 500 000,00	35 719,12	22 500 000,00	0,00
68-65919568CT1MULHOU	03/06/2025	10 000 000,00	7 020 000,00	0,00	7 020 000,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		10 000 000,00	29 520 000,00	35 719,12	29 520 000,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE		B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					366 595 948,88									
1641 Emprunts en euros (total)					361 720 948,88									
8401	Credit Mutuel Mulhouse Europe	31/12/2006	31/12/2006	31/03/2007	6 000 000,00	F	Taux fixe 3,85 %	3,850	3,910	EUR	T	P	O	A-1
8441	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	27/12/2007	27/12/2007	01/04/2008	5 000 000,00	V	(Euribor 3M)-Floor -0 sur Euribor 3M	4,770	4,930	EUR	T	C	O	A-1
8442	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	28/03/2008	28/03/2008	01/07/2008	5 000 000,00	F	Taux fixe 4 %	4,000	4,120	EUR	T	C	O	A-1
8451	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	24/12/2008	24/12/2008	01/03/2010	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 0,6	3,650	3,760	EUR	A	C	O	A-1
8461-R am	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2023	01/07/2023	01/08/2023	1 400 000,00	V	(Livret A(Pr fix) + 1,66)-Floor 0 sur Livret A(Pr fix )	4,660	4,660	EUR	A	P	O	A-1
8471	SOCIETE GENERALE	22/12/2008	22/12/2008	30/03/2009	3 000 000,00	C	EONIA(Postfix) + 1,6	3,860	3,960	EUR	T	C	O	A-1
8511	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2010	26/12/2010	31/03/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe 3,4 %	3,400	3,440	EUR	T	C	O	A-1
8521	CAISSE D'EPARGNE	08/07/2011	26/07/2011	31/10/2011	5 000 000,00	V	Livret A(Pr fix) + 1,3	3,300	3,340	EUR	T	C	O	A-1
8531	BNP PARIBAS	05/08/2011	16/08/2011	16/11/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe 3,239 %	3,240	3,280	EUR	T	C	O	A-1
8541	Societe Financiere de la NEF	28/11/2011	23/12/2011	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe 4,51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
8551	CAISSE D'EPARGNE	13/12/2011	13/12/2011	31/03/2012	5 000 000,00	V	Livret A(Pr fix) + 1,6	3,850	3,910	EUR	T	C	O	A-1
8561	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/12/2011	06/02/2012	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe 4,51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
8571	Caisse F d rale de Cr dit Mutuel	13/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	4 000 000,00	F	Taux fixe 4,46 %	4,460	4,540	EUR	T	P	O	A-1

Emprunts et dettes à l'origine du contrat											
Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel		
8581	CAISSE D'EPARGNE	31/05/2012	31/05/2012	31/08/2012	5 000 000,00	F	Taux fixe 4.55 %	4,550	4,630	EUR	T
8591	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	31/05/2012	31/05/2012	31/08/2012	1 000 000,00	F	Taux fixe 5.05 %	5,050	5,220	EUR	T
8601 R am	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2018	01/01/2018	01/04/2018	3 488 028,57	V	(Livret A(Pr fix ) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Pr fix )	2,100	2,100	EUR	T
8611	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/11/2012	29/11/2012	01/12/2013	1 968 460,00	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	2,850	EUR	A
8621	CAISSE D'EPARGNE	22/08/2013	30/08/2013	30/11/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe 3.46 %	3,460	3,510	EUR	T
8641	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/01/2014	30/04/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe 3.58 %	3,580	3,680	EUR	T
8661	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	06/01/2014	28/01/2014	01/02/2017	1 830 000,00	V	Livret A(Pr fix ) + 1	1,750	1,750	EUR	A
8671	CREDIT COOPERATIF	02/10/2014	01/12/2014	01/03/2015	3 000 000,00	F	Taux fixe 2.25 %	2,250	2,300	EUR	T
8691	SOCIETE GENERALE	15/10/2014	31/01/2015	30/04/2015	10 000 000,00	F	Taux fixe 2.54 %	2,540	2,600	EUR	T
8701	CAISSE D'EPARGNE	05/11/2014	21/11/2014	28/02/2015	4 200 000,00	F	Taux fixe 2.69 %	2,690	2,720	EUR	T
8741	CAISSE D'EPARGNE	07/12/2015	07/12/2015	31/03/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T
8751	AUTRE	25/03/2016	25/03/2016	27/03/2017	20 000 000,00	F	Taux fixe 2.43 %	2,430	2,430	EUR	A
8761	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/09/2016	13/09/2016	01/10/2017	2 007 136,00	F	Taux fixe 0 %	0,000	0,000	EUR	A
8771	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	13/09/2016	13/09/2016	01/04/2017	509 941,91	F	Taux fixe 0.85 %	0,850	0,850	EUR	T
8781	BANQUE POSTALE	28/11/2016	15/12/2017	01/04/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe 0.61 %	0,610	0,610	EUR	T
8791	CAISSE D'EPARGNE	29/11/2016	07/12/2016	31/03/2017	2 000 000,00	F	Taux fixe 0.89 %	0,890	0,890	EUR	T
8801-Consolidaton	SOCIETE GENERALE	19/12/2016	31/01/2017	30/04/2017	5 000 000,00	F	Taux fixe 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T
8811	SOCIETE GENERALE	15/09/2017	31/10/2017	31/01/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe 1.28 %	1,280	1,310	EUR	T
8821	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	21/09/2017	29/09/2017	29/12/2017	10 000 000,00	F	Taux fixe 0.82 %	0,820	0,840	EUR	T
8831-Consolidation	SFIL CAFFIL	12/09/2017	09/04/2018	01/08/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe 0.82 %	0,820	0,840	EUR	T

Emprunts et dettes à l'origine du contrat											
Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel		
8841		15/09/2017	31/12/2017	31/03/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe 1,29 %	1,290	1,300	EUR	T
8851-Consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	16/10/2018	15/11/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe 1,23 %	1,230	1,260	EUR	M
8861	CREDIT MUTUEL	11/10/2018	18/10/2018	31/12/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe 1,18 %	1,180	1,190	EUR	T
8871	CREDIT MUTUEL	11/10/2018	29/10/2018	31/12/2018	3 000 000,00	F	Taux fixe 1,18 %	1,180	1,190	EUR	T
8881	SFIL CAFFIL	24/09/2018	28/02/2019	01/06/2019	10 000 000,00	V	(EONIA(Postfix ) + 0,44)-Floor 0 sur EONIA(Postfix )	0,440	0,450	EUR	T
8891 Consolidation	SOCIETE GENERALE	07/11/2018	02/09/2019	02/12/2019	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0,38)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,380	0,390	EUR	T
8901	SFIL CAFFIL	01/07/2019	01/08/2019	01/12/2019	10 000 000,00	F	Taux fixe 0,66 %	0,660	0,670	EUR	T
8911	SFIL CAFFIL	03/12/2019	23/12/2019	01/04/2020	3 660 000,00	F	Taux fixe 0,63 %	0,630	0,640	EUR	T
8921 Consolidation	SFIL CAFFIL	03/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	8 500 000,00	F	Taux fixe 0,68 %	0,680	0,690	EUR	T
8931	ARKEA	18/08/2020	16/11/2020	30/01/2021	2 000 000,00	F	Taux fixe 0,47 %	0,470	0,470	EUR	T
8941	SOCIETE GENERALE	16/10/2020	16/11/2020	16/02/2021	3 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0,33)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,330	0,340	EUR	T
8951	SFIL CAFFIL	10/12/2020	21/12/2020	01/04/2021	5 500 000,00	F	Taux fixe 0,15 %	0,150	0,150	EUR	T
8961	ARKEA	17/12/2020	20/12/2020	28/02/2021	3 900 000,00	V	(Euribor 3M + 0,22)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,220	0,220	EUR	T
8971	SFIL CAFFIL	01/12/2020	04/01/2021	01/05/2021	5 000 000,00	F	Taux fixe 0,35 %	0,350	0,360	EUR	T
8981	ARKEA	22/12/2020	31/03/2021	30/05/2021	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0,24)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,240	0,240	EUR	T
8991	SFIL CAFFIL	05/11/2021	01/01/2022	01/04/2023	33 757 382,40	F	Taux fixe 0,6 %	0,600	0,610	EUR	A
9001	SFIL CAFFIL	03/12/2021	17/12/2021	01/04/2022	5 000 000,00	F	Taux fixe 0,6 %	0,600	0,610	EUR	T
9011	SFIL CAFFIL	03/12/2021	28/01/2022	01/05/2022	2 500 000,00	F	Taux fixe 0,63 %	0,630	0,640	EUR	T

Emprunts et dettes à l'origine du contrat												
Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel			
9021	Societe Financiere de la NEF	06/12/2021	31/01/2022	30/04/2022	2 500 000,00	F	Taux fixe 0.65 %	0,650	0,660	EUR	T	C
9031	SFIL CAFFIL	24/11/2023	15/12/2023	01/01/2025	10 000 000,00	V	(Euribor 12M + 0.59)-Floor 0 sur Euribor 12M	4,350	4,410	EUR	A	C
9041	SFIL CAFFIL	24/11/2023	31/01/2024	01/02/2025	5 000 000,00	V	(Euribor 12M + 0.6)-Floor 0 sur Euribor 12M	4,620	4,680	EUR	A	C
9051	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/11/2023	12/02/2024	12/02/2025	3 000 000,00	F	Taux fixe 2 %	2,000	2,000	EUR	A	P
9061	ARKEA	22/07/2024	30/08/2024	30/11/2024	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.71)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,220	4,350	EUR	T	C
9071	SFIL CAFFIL	06/12/2024	27/12/2024	01/04/2025	15 000 000,00	V	(Euribor 3M + 1.03)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,910	4,020	EUR	T	C
9081	SOCIETE GENERALE	17/12/2024	17/12/2024	20/04/2025	10 000 000,00	C	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 1.54 sur Euribor 3M	3,300	3,390	EUR	T	C
9091	CREDIT FONCIER DE FRANCE	16/06/2025	24/06/2025	24/09/2025	15 000 000,00	V	(Euribor 3M + 1.05)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,010	3,090	EUR	T	C
1643 Emprunts en devises (total)					0,00							
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					4 875 000,00							
86811	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/01/2016	29/01/2016	29/04/2016	4 875 000,00	F	Taux fixe 2.25 %	2,250	2,300	EUR	T	C
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00							
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00							
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00							
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00							

Emprunts et dettes à l'origine du contrat											
Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel		
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00						
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00						
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00						
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					<b>0,00</b>						
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00						
1682 Bords à moyen terme négociables (total)					0,00						
1687 Autres dettes (total)					0,00						
<b>Total général</b>					<b>366 595 948,88</b>						

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.  
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.  
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).  
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).  
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.  
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.  
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.  
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).  
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE		B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N										
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt		Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Annuité de l'exercice		
						Type de taux (13)	Index (14)		Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		421 362,92		209 634 827,81					22 409 270,60	3 968 297,81	1 233 800,05
1641 Emprunts en euros (total)		421 362,92		207 294 827,81					22 149 270,60	3 917 284,99	1 225 740,05
8401	O	421 362,92	A-1	421 362,92	1,00	F	Taux fixe 4.5 %	4,640	421 362,92	22 214,78	10 187,60
8441	N	0,00	A-1	562 500,00	2,00	F	Taux fixe 0 %	0,000	250 000,00	0,00	0,00
8442	N	0,00	A-1	625 000,00	2,25	F	Taux fixe 0 %	0,000	250 000,00	0,00	0,00
8451	N	0,00	A-1	1 000 000,00	3,17	V	Euribor 3M + 0.6	2,680	250 000,00	21 286,83	0,00
8461-R am	N	0,00	A-1	826 084,97	3,58	V	(Livret A(Pr fix ) + 1,66)-Floor 0 sur Livret A(Pr fix )	3,360	199 410,09	27 756,45	0,00
8471	N	0,00	A-1	450 000,00	3,00	F	Taux fixe 4.3 %	4,440	150 000,00	17 159,69	0,00
8511	N	0,00	A-1	2 500 000,00	5,00	F	Taux fixe 3.4 %	3,440	500 000,00	78 625,00	0,00
8521	N	0,00	A-1	250 000,03	0,58	V	Livret A(Pr fix ) + 0.3	2,020	250 000,03	2 458,33	0,00
8531	N	0,00	A-1	499 999,81	0,62	F	Taux fixe 3.239 %	3,280	499 999,81	8 097,50	0,00
8541	N	0,00	A-1	872 331,36	1,00	F	Taux fixe 4.51 %	4,510	426 547,03	39 342,14	0,00
8551	N	0,00	A-1	333 333,31	1,00	V	Livret A(Pr fix ) + 0.35	2,070	333 333,31	4 062,49	0,00
8561	N	0,00	A-1	872 331,36	1,00	F	Taux fixe 4.51 %	4,510	426 547,03	39 342,14	0,00
8571	N	0,00	A-1	357 157,88	1,00	F	Taux fixe 4.46 %	4,540	357 157,88	10 010,96	0,00
8581	N	0,00	A-1	500 000,18	1,42	F	Taux fixe 4.55 %	4,630	333 333,32	17 062,51	0,00
8591	N	0,00	A-1	100 000,00	1,42	F	Taux fixe 5.05 %	5,220	66 666,67	3 857,63	0,00
8601 R am	N	0,00	A-1	1 655 335,54	6,75	V	(Livret A(Pr fix ) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Pr fix )	3,050	236 476,52	45 771,02	0,00

Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt		Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Annuité de l'exercice			
						Type de taux (13)	Index (14)		Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
8611	N	0,00	A-1	262 461,29	1,92	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	131 230,67	6 036,61	0,00	243,14
8621	N	0,00	A-1	916 666,83	2,67	F	Taux fixe 3,46 %	3,510	333 333,32	27 391,67	0,00	1 681,94
8641	N	0,00	A-1	1 083 333,02	3,08	F	Taux fixe 3,58 %	3,680	333 333,36	34 772,39	0,00	4 549,58
8661	N	0,00	A-1	1 047 393,74	10,08	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	95 217,61	35 611,39	0,00	21 754,58
8671	N	0,00	A-1	1 029 174,65	3,92	F	Taux fixe 2,25 %	2,300	238 444,82	21 453,86	0,00	1 482,62
8691	N	0,00	A-1	4 625 000,00	9,08	F	Taux fixe 2,54 %	2,600	500 000,00	114 264,72	0,00	17 753,54
8701	N	0,00	A-1	1 890 000,00	8,91	F	Taux fixe 2,69 %	2,720	210 000,00	48 722,62	0,00	3 766,00
8741	N	0,00	A-1	1 089 557,70	10,00	F	Taux fixe 1,8 %	1,810	100 362,95	18 937,13	0,00	0,00
8751	N	0,00	A-1	15 500 000,00	30,24	F	Taux fixe 2,43 %	2,430	500 000,00	376 650,00	0,00	278 437,50
8761	N	0,00	A-1	1 103 924,80	10,75	F	Taux fixe 0 %	0,000	100 356,80	0,00	0,00	0,00
8771	N	0,00	A-1	219 903,22	6,00	F	Taux fixe 0,85 %	0,850	34 407,48	1 754,12	0,00	388,56
8781	N	0,00	A-1	4 833 333,23	7,00	V	Euribor 3M + 0,65	2,730	666 666,68	122 783,46	0,00	27 512,75
8791	N	0,00	A-1	800 000,12	6,00	F	Taux fixe 0,89 %	0,890	133 333,32	6 675,00	0,00	0,00
8801-Consolidation	N	0,00	A-1	2 083 333,30	6,08	V	Euribor 3M + 0,55	2,680	333 333,36	50 644,36	0,00	7 474,16
8811	N	0,00	A-1	2 333 333,12	6,83	F	Taux fixe 1,28 %	1,310	333 333,36	28 654,81	0,00	4 337,78
8821	N	0,00	A-1	4 500 000,00	6,75	F	Taux fixe 1,36 %	1,390	666 666,67	58 593,33	0,00	144,81
8831-Consolidation	N	0,00	A-1	4 999 999,90	7,33	V	Euribor 3M + 0,57	2,690	666 666,68	123 580,88	0,00	18 348,49
8841	N	0,00	A-1	933 333,44	7,00	F	Taux fixe 1,29 %	1,300	133 333,32	11 395,00	0,00	0,00
8851-Consolidation	N	0,00	A-1	5 222 221,84	7,79	F	Taux fixe 1,23 %	1,260	666 666,72	61 319,66	0,00	2 490,37
8861	N	0,00	A-1	1 077 397,07	7,75	F	Taux fixe 1,18 %	1,190	133 553,56	12 123,76	0,00	0,00
8871	N	0,00	A-1	1 616 095,74	7,75	F	Taux fixe 1,18 %	1,190	200 330,31	18 185,65	0,00	0,00
8881	N	0,00	A-1	5 499 999,91	8,17	F	Taux fixe 1,28 %	1,310	666 666,68	68 124,45	0,00	5 155,56
8891 Consolidation	N	0,00	A-1	2 916 666,50	8,67	V	(Euribor 3M + 0,38)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,450	333 333,36	66 870,29	0,00	4 911,89
8901	N	0,00	A-1	5 833 333,25	8,67	F	Taux fixe 0,66 %	0,670	666 666,68	37 357,23	0,00	2 841,67
8911	N	0,00	A-1	2 233 220,30	8,75	F	Taux fixe 0,63 %	0,640	248 135,60	13 669,79	0,00	3 161,25
8921 Consolidation	N	0,00	A-1	5 524 999,93	9,58	F	Taux fixe 0,68 %	0,690	566 666,68	36 622,72	0,00	5 619,44
8931	N	0,00	A-1	1 333 333,40	9,83	F	Taux fixe 0,47 %	0,470	133 333,32	6 031,67	0,00	940,00



Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											ICNE de l'exercice	
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Annuité de l'exercice			
						Type de taux (13)	Index (14)	Charges d'intérêt (16)		Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	Capital		
8941	N	0,00	A-1	2 000 000,00	9,87	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M		2,400	200 000,00	45 171,34	0,00	5 186,00
8951	N	0,00	A-1	2 234 375,00	3,00	F	Taux fixe 0.15 %		0,150	687 500,00	3 005,66	0,00	586,52
8961	N	0,00	A-1	2 600 000,00	9,91	V	(Euribor 3M + 0.22)-Floor 0 sur Euribor 3M		2,290	260 000,00	55 879,01	0,00	4 432,58
8971	N	0,00	A-1	3 416 666,73	10,08	F	Taux fixe 0.35 %		0,360	333 333,32	11 679,63	0,00	1 798,61
8981	N	0,00	A-1	3 416 666,73	10,16	V	(Euribor 3M + 0.24)-Floor 0 sur Euribor 3M		2,310	333 333,32	74 153,76	0,00	5 893,75
8991	N	0,00	A-1	33 373 020,80	13,25	F	Taux fixe 0.6 %		0,610	2 383 787,20	203 019,21	0,00	141 517,50
9001	N	0,00	A-1	3 750 000,05	11,00	F	Taux fixe 0.6 %		0,610	333 333,32	22 051,39	0,00	5 181,95
9011	N	0,00	A-1	1 874 999,95	11,08	F	Taux fixe 0.63 %		0,640	166 666,68	11 576,25	0,00	1 793,75
9021	N	0,00	A-1	1 874 999,95	11,08	F	Taux fixe 0.65 %		0,660	166 666,68	11 944,50	0,00	1 912,38
9031	N	0,00	A-1	9 500 000,00	18,00	V	(Euribor 12M + 0.59)-Floor 0 sur Euribor 12M		2,830	500 000,00	293 196,39	0,00	254 031,05
9041	N	0,00	A-1	4 750 000,00	18,08	V	(Euribor 12M + 0.6)-Floor 0 sur Euribor 12M		3,180	250 000,00	150 788,09	0,00	116 542,51
9051	N	0,00	A-1	2 795 644,94	11,11	F	Taux fixe 2 %		2,000	208 442,16	55 912,90	0,00	45 707,25
9061	N	0,00	A-1	4 687 500,00	18,66	V	(Euribor 3M + 0.71)-Floor 0 sur Euribor 3M		2,790	250 000,00	125 371,94	0,00	10 278,17
9071	N	0,00	A-1	14 437 500,00	19,00	V	(Euribor 3M + 1.03)-Floor 0 sur Euribor 3M		3,120	750 000,00	433 698,78	0,00	103 527,00
9081	N	0,00	A-1	9 625 000,00	19,05	C	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 1.54 sur Euribor 3M		2,520	500 000,00	234 030,56	0,00	44 288,91
9091	N	0,00	A-1	14 625 000,00	19,48	V	(Euribor 3M + 1.05)-Floor 0 sur Euribor 3M		3,140	750 000,00	440 531,54	0,00	8 196,38
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00						0,00	0,00	0,00	0,00

Emprunts et dettes au 01/01/N												
Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		2 340 000,00					260 000,00	51 012,82	0,00	8 060,00
86811	N	0,00	A-1	2 340 000,00	8,83	F	Taux fixe 2.25 %	2,300	260 000,00	51 012,82	0,00	8 060,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES			IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX			B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6), 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 6611 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES			IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS			B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure	(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	0	0	0	0	
		% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Montant en euros	209 634 827,81	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier		Nombre de produits	0	0	0	0	
		% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)		Nombre de produits	0	0	0	0	
		% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 : multiplicateur jusqu'à 5 capé		Nombre de produits	0	0	0	0	
		% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5		Nombre de produits	0	0	0	0	
		% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures		Nombre de produits					0
		% de l'encours					0,00
		Montant en euros					0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE		B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture							Primes éventuelles		
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		421 362,92					421 362,92				0,00	0,00	0,00
Swap 8401 Ream	8401	421 362,92	31/12/2026	The Royal Bank of Scotland	swap	taux	421 362,92	30/06/2007	31/12/2026	T	0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		421 362,92					421 362,92				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.  
(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.  
(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).  
(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	IV
	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Index	Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)		Niveau de taux	Produits c/668	Avant opération de couverture	Après opération de couverture		
Taux fixe (total)						2 277 216,13	2 516 630,93			
Swap 8401 Ream	8401	Taux fixe 4.5 %	4,640	Taux fixe 3.85 %	3,910	2 277 216,13	2 516 630,93	A-1	A-1	
Taux variable simple (total)						0,00	0,00			
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00			
Total						2 277 216,13	2 516 630,93			

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.  
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.  
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.  
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES		B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dettes restantes
Acquisition à paiement échelonné - Bento	608 000,00	152 000,00	456 000,00
Acquisition à paiement échelonné - DMC Coeur de site	5 022 057,00	1 272 057,00	0,00
Acquisition à paiement échelonné - Maison Daring	1 040 000,00	260 000,00	780 000,00



IV – ANNEXES			IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS			B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)		CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délégation du	
		Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000 €		30/06/2022	
		Catégories de biens amortis		Durée (en années)	
L	202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	10		30/06/2022
L	2031	Frais d'études (non suivies de réalisation)	5		30/06/2022
L	2032	Frais de recherche et de développement (réussite du projet)	5		30/06/2022
L	2032	Frais de recherche et de développement (échec du projet)	1		30/06/2022
L	2033	Frais d'insertion (non suivis de réalisations)	5		30/06/2022
L	2051	Concessions et droits similaires (logiciels)	2		30/06/2022
L	2087	Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition	2		30/06/2022
L	2088	Autres immobilisations incorporelles	2		30/06/2022
L	2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20		30/06/2022
L	21321	Immeubles de rapport	25		30/06/2022
L	21328	Autres bâtiments privés	25		30/06/2022
L	21352	Bâtiments privés	15		30/06/2022
L	2142	Immeubles de rapport (bâtiments privés)	25		30/06/2022
L	21561	Matériel roulant	10		30/06/2022
L	21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10		30/06/2022
L	21571	Matériel ferroviaire	8		30/06/2022
L	21572	Matériel technique scolaire	8		30/06/2022
L	215731	Matériel roulant	8		30/06/2022
L	215738	Autre matériel et outillage de voirie	8		30/06/2022
L	215741	Installations, matériel et outillage des cantines scolaires	8		30/06/2022
L	215742	Installations, matériel et outillage des colonies de vacances	8		30/06/2022
L	21578	Autre matériel technique	8		30/06/2022
L	2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	8		30/06/2022
L	21612	Dépenses ultérieures immobilisées	25		30/06/2022
L	21622	Dépenses ultérieures immobilisées	8		30/06/2022
L	2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	15		30/06/2022
L	21821	Matériel de transport ferroviaire	25		30/06/2022
L	21828	Autres matériels de transport	10		30/06/2022
L	21831	Matériel informatique scolaire	5		30/06/2022
L	21838	Autre matériel informatique	5		30/06/2022
L	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	8		30/06/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	8 30/06/2022
L	2185	Matériel de téléphonie	5 30/06/2022
L	2186	Cheptel	10 30/06/2022
L	2188	Autres	8 30/06/2022
L	21721	Plantations d'arbres et arbustes	20 30/06/2022
L	217321	Immeubles de rapport	25 30/06/2022
L	217328	Autres bâtiments privés	25 30/06/2022
L	21742	Immeubles de rapport	25 30/06/2022
L	217561	Matériel roulant	10 30/06/2022
L	217568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10 30/06/2022
L	217571	Matériel ferroviaire	8 30/06/2022
L	217572	Matériel technique scolaire	8 30/06/2022
L	2175731	Matériel roulant	8 30/06/2022
L	2175738	Autre matériel et outillage de voirie	8 30/06/2022
L	217578	Autre matériel technique	8 30/06/2022
L	21758	Autres installations, matériel et outillage techniques	8 30/06/2022
L	217821	Matériel de transport ferroviaire	25 30/06/2022
L	217828	Autres matériels de transport	10 30/06/2022
L	217831	Matériel informatique scolaire	5 30/06/2022
L	217838	Autre matériel informatique	5 30/06/2022
L	217841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	8 30/06/2022
L	217848	Autres matériels de bureau et mobiliers	8 30/06/2022
L	21785	Matériel de téléphonie	5 30/06/2022
L	21786	Cheptel	10 30/06/2022
L	21788	Autres	8 30/06/2022
L	2221	Plantations d'arbres et arbustes	20 30/06/2022
L	22321	Immeubles de rapport	25 30/06/2022
L	22328	Autres bâtiments privés	25 30/06/2022
L	2242	Immeubles de rapport	25 30/06/2022
L	2256	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10 30/06/2022
L	22571	Matériel ferroviaire	8 30/06/2022
L	22572	Matériel technique scolaire	8 30/06/2022
L	225731	Matériel roulant	8 30/06/2022
L	225738	Autre matériel et outillage de voirie	8 30/06/2022
L	22578	Autre matériel technique	8 30/06/2022
L	2258	Autres installations, matériel et outillage techniques	8 30/06/2022
L	2281	Installations générales, agencements et aménagements divers	15 30/06/2022
L	22821	Matériel de transport ferroviaire	25 30/06/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	22828	Autres matériels de transport	10 30/06/2022
L	22831	Matériel informatique scolaire	5 30/06/2022
L	22838	Autre matériel informatique	5 30/06/2022
L	22841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	8 30/06/2022
L	22848	Autres matériels de bureau et mobiliers	8 30/06/2022
L	2285	Matériel de téléphonie	5 30/06/2022
L	2286	Cheptel	10 30/06/2022
L	2288	Autres	8 30/06/2022
L	204****1	Biens mobiliers, matériel et études	5 30/06/2022
L	204****2	Bâtiments et installations	30 30/06/2022
L	204****3	Projets d'infrastructures d'intérêt national	40 30/06/2022
L	204114	Etat - Voirie	30 30/06/2022
L	204115	Etat - Monuments historiques	30 30/06/2022

IV – ANNEXES			IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N			B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		78 900,00	78 900,00	0,00	78 900,00
Provisions pour litiges	0,00		78 900,00	78 900,00	0,00	78 900,00
Affaires à risques	0,00	31/12/2025	78 900,00	78 900,00	0,00	78 900,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		530 026,00	530 026,00	0,00	530 026,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		530 026,00	530 026,00	0,00	530 026,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Dépréciation des comptes de redevables	0,00	31/12/2025	496 740,00	496 740,00	0,00	496 740,00
Dépréciation des comptes de débiteurs divers	0,00	31/12/2025	33 286,00	33 286,00	0,00	33 286,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		608 926,00	608 926,00	0,00	608 926,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		608 926,00	608 926,00	0,00	608 926,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.  
(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.  
(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES				IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES				B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				12 100 000,00	10 238 461,53	930 769,23	930 769,24
2026	Etalement d'une indemnité de remboursement anticipé d'un emprunt CAFFIL indexé sur le cours EUR/CHF	156	24/08/2015	12 100 000,00	10 238 461,53	930 769,23	930 769,24

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Page 144

N° opération : 00104	Intitulé de l'opération : MISE AUX NORMES JEUX OPAC			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
Recettes nettes (b - d)	52 263,81	0,00	40 000,00	40 000,00	

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.



IV – ANNEXES				IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN				B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	492 231 917,48	312 242 726,24	
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	0,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	6 900 000,00	1 592 310,00	530 769,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.  
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.  
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.  
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES			
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN			IV
			B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	8 947 660,00	2 064 844,60	688 281,54

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES			IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN			B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS																		
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					35 000 000,00	7 000 000,00										137 494,33	1 400 000,00	
M2A	2005	C	TRAM-TRAIN	BEI	15 000 000,00	3 000 000,00	4,71	A	V	(Euribor 3M + 0.13)-Floor -0.13 sur Euribor 3M	2,300	V	(Euribor 3M + 0.13)-Floor -0.13 sur Euribor 3M	A-1	EUR	61 013,98	600 000,00	
M2A	2005	C	TRAM-TRAIN	BEI	20 000 000,00	4 000 000,00	4,46	A	V	(Euribor 3M + 0.13)-Floor -0.13 sur Euribor 3M	2,270	V	(Euribor 3M + 0.13)-Floor -0.13 sur Euribor 3M	A-1	EUR	76 480,35	800 000,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					18 971 915,92	10 916 984,13										202 433,00	708 328,59	
ALISTER	2005	P	ALISTER	CREDIT MUTUEL	240 000,00	14 007,54	0,91	M	F	Taux fixe 3.4 %	3,450	F	Taux fixe 2.15 %	A-1	EUR	151,03	14 007,56	
ASS Groupe Saint Sauveur	2015	P	Clinique de g rontologie du St Damien	CREDIT MUTUEL	692 500,00	513 327,89	19,75	T	F	Taux fixe 2.6 %	2,630	F	Taux fixe 2.6 %	A-1	EUR	13 150,98	20 164,75	
ASS Groupe Saint Sauveur	2015	P	Clinique de g rontologie du St Damien	CREDIT MUTUEL	692 500,00	513 327,89	19,75	T	F	Taux fixe 2.6 %	2,630	F	Taux fixe 2.6 %	A-1	EUR	13 150,98	20 164,75	
ASSOC POUR LE LOGEMENT DES SANS-ABRI	2017	P	Acquisition am liration 5 logements - 2 rue du Fil	CDC	140 000,00	113 726,53	31,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	A-1	EUR	2 501,98	3 391,42	
ASSOCIATION ALEOS	2005	P	Acquisition-am l, 1 rue du Bourg (10 logts)	CDC	606 000,00	442 363,83	29,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	2,650	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	A-1	EUR	10 395,55	12 431,64	

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASSOCIATION ALEOS	2005	P	Acquisition-am I, 1 rue du Bourg (10 logis)	CDC	131 808,00	69 330,31	14,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	2,650	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	2,350	A-1	EUR	1 629,26	4 261,29
ASSOCIATION ALEOS	2008	P	Reconstruction FTM La Rochelle - PLA1 bonifi	CDC	1 023 876,00	635 233,09	23,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.7)	1,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.7)	1,700	A-1	EUR	10 798,96	26 468,05
ASSOCIATION ALEOS	2009	P	FTM La Rochelle- CIL	C.I.L.	4 826 124,00	2 826 891,17	18,33	A	F	Taux fixe 1 %	1,000	F	Taux fixe 1 %	1,000	A-1	EUR	28 268,91	135 837,07
ASSOCIATION ALEOS	2010	P	27 B rue du Cerf - acquisition am loration 4 logements - PEX	CDC	178 000,00	89 541,99	10,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	2 686,26	7 702,26
ASSOCIATION ALEOS	2011	P	173 rue des Romains PLA1 AA 105 Studios	CDC	740 000,00	418 825,76	15,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	11 727,12	25 592,63
ASSOCIATION ALEOS	2012	P	R sidence Les Romains - CIL	Groupe Pluriel	2 100 000,00	1 266 316,48	15,53	A	F	Taux fixe 1 %	1,000	F	Taux fixe 1 %	1,000	A-1	EUR	12 663,16	68 707,88
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Acquisition 4 logements - 45 rue du Man ge	CDC	83 991,00	55 298,57	12,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	829,48	4 177,70
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Acquisition 4 logements - 45 rue du Man ge	CDC	64 000,00	41 775,70	12,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.45)	1,250	A-1	EUR	522,20	3 203,89
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Acquisition 3 logements - 4 rue des Noyers	CDC	42 000,00	22 400,00	7,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.75)	0,950	A-1	EUR	212,80	2 800,00
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Acquisition 3 logements - 4 rue des Noyers	CDC	60 077,00	32 455,92	7,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	486,84	4 014,58
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Acquisition 16 logements - 16 rue Gutenberg	CDC	256 000,00	167 102,91	12,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.45)	1,250	A-1	EUR	2 088,79	12 815,55
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Acquisition 16 logements - 16 rue Gutenberg	CDC	312 689,00	205 870,38	12,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	3 088,06	15 553,12
ASSOCIATION ALEOS	2021	P	R am nagement du Lerchenberg - quartier Domach Mulhouse	CREDIT MUTUEL	300 000,00	243 121,84	15,66	M	F	Taux fixe 1.65 %	1,660	F	Taux fixe 1.65 %	1,660	A-1	EUR	3 908,14	13 713,02
CITIVIA-SPL	2008	C	Programme RUDIC (RENOUVEL.DEVELOP.IMMOBILIER COMMERCIAL)	CE	2 400 000,00	430 185,09	3,50	T	F	Taux fixe 4.85 %	4,940	F	Taux fixe 4.85 %	4,940	A-1	EUR	18 628,55	122 910,00
CITIVIA-SPL	2017	P	Maison m dicalis e Bourtzwiler	CE	350 000,00	253 900,49	13,25	T	F	Taux fixe 2.5 %	2,520	F	Taux fixe 2.5 %	2,520	A-1	EUR	6 194,80	16 375,44
CITIVIA-SPL	2018	P	Projet LOGIAL pour RUDIC	CREDIT MUTUEL	1 200 000,00	665 221,47	8,25	T	F	Taux fixe 1.95 %	1,960	F	Taux fixe 1.95 %	1,960	A-1	EUR	12 425,15	75 063,47
FABRIQUE ST BARTHELEMY MULHOUSE	2021	P	R am nagement du Lerchenberg - quartier Domach Mulhouse	CREDIT MUTUEL	250 000,00	202 601,66	15,66	M	F	Taux fixe 1.65 %	1,660	F	Taux fixe 1.65 %	1,660	A-1	EUR	3 256,80	11 427,48
FONDATION JEAN DOLLFUS	2000	P	Fondation DOLLFUS	Cr. dit Foncier	228 673,53	29 977,03	1,75	T	F	Taux fixe 6.3 %	6,450	F	Taux fixe 6.3 %	6,450	A-1	EUR	1 498,52	16 727,44

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LE BEAU REGARD	2020	C	EPHAD Beau Regard - PHARE	CDC	1 147 419,56	913 685,84	21,42	T	V	(Livret A(Pr fix ) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Pr fix )	1,500	V	(Livret A(Pr fix ) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Pr fix )	2,700	A-1	EUR	23 116,97	42 497,04
LE BEAU REGARD	2020	C	EPHAD Beau Regard - PHARE	CDC	906 257,83	750 494,75	26,42	T	V	(Livret A(Pr fix ) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Pr fix )	1,500	V	(Livret A(Pr fix ) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Pr fix )	2,700	A-1	EUR	19 051,71	28 320,56
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					438 260 001,56	294 325 742,11											8 387 611,27	13 297 633,96
3F GRAND EST	2008	P	Acq.-Am L8 Rue de Bruebach (PLUS F)	CDC	404 200,00	309 970,76	33,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	11 158,95	7 567,44
3F GRAND EST	2008	P	Acq.-Am L8 Rue de Bruebach (PLUS)	CDC	10 500,00	6 476,49	18,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	233,15	308,35
3F GRAND EST	2008	P	Rachat Patrimoine Coop et Fam	CDC	10 600 000,00	4 348 814,29	8,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	130 464,43	462 328,31
3F GRAND EST	2011	P	rue Henri Matisse et rue Eug ne Delacroix PAM	CDC	1 250 000,00	92 612,47	0,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	2 130,09	92 612,47
3F GRAND EST	2012	P	r habilitation thermique 593 lgts - rues Henri Matisse- Eug ne Delacroix - Eco prt	CDC	6 500 000,00	2 625 018,34	6,58	A	F	Taux fixe 2.35 %	2,350	F	Taux fixe 2.35 %	2,350	A-1	EUR	61 687,93	349 383,37
3F GRAND EST	2015	P	r habilitation thermique 593 lgts - rues Henri Matisse- Eug ne Delacroix - Eco prt	CDC	1 351 461,30	753 859,49	9,08	A	F	Taux fixe 2.35 %	2,350	F	Taux fixe 2.35 %	2,350	A-1	EUR	17 715,70	67 753,06
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -11 logements	CDC	811 244,00	558 811,85	21,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	20 117,23	22 589,69
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -11 logements	CDC	382 265,00	308 675,16	36,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	10 890,43	6 804,88
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -11 logements	CDC	79 735,00	52 478,34	21,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 469,39	2 311,10
3F GRAND EST	2012	P	18 place du Printemps - 1 rue Laurent -11 logements	CDC	37 764,00	29 218,67	36,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	818,12	747,85
3F GRAND EST	2019	P	Op ration rues St Nazaire, Armistice et Dieppe Mulhouse	CDC	1 238 547,55	362 100,12	2,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	1,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	2,700	A-1	EUR	9 776,70	121 647,26

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2020	C	CDC	1 044 000,00	696 000,00	9,72	A	V	(Livret A(Pr fix ) + (-0,75))-Floor -0,75 sur Livret A(Pr fix ) )	0,000	V	(Livret A(Pr fix ) + (-0,75))-Floor -0,75 sur Livret A(Pr fix )	0,950	A-1	EUR	6 612,00	69 600,00
ADOMA	2015	P	CDC	533 240,00	427 984,61	29,00	A	V	(Livret A(Pr fix ) + (-0,2) ) + (-0,75))-Floor -0,75 sur Livret A(Pr fix ) )	0,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	0,800	A-1	EUR	3 423,88	13 655,18
ADOMA	2015	P	CDC	2 055 460,00	1 741 161,83	39,00	A	V	(Livret A(Pr fix ) + (-0,2) ) + (-0,75))-Floor -0,75 sur Livret A(Pr fix ) )	0,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	0,800	A-1	EUR	13 929,29	41 034,70
ADOMA	2015	P	CDC	2 940 000,00	1 153 382,66	4,00	A	V	(Livret A(Pr fix ) + (-0,25) ) + (-0,25)	0,500	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,25)	0,500	A-1	EUR	5 766,91	228 381,27
ADOMA	2019	P	CDC	1 188 937,00	1 020 748,85	33,58	A	V	(Livret A(Pr fix ) + (-0,2) ) + (-0,2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	1,500	A-1	EUR	15 311,23	28 561,90
BATIGERE NORD-EST	2007	P	DEXIA CL	50 000,00	27 341,98	11,58	T	V	(Livret A(Pr fix ) + 0,08 ) + 0,08	2,860	V	Livret A(Pr fix ) + 0,08	1,790	A-1	EUR	447,92	1 828,82
BATIGERE NORD-EST	2007	P	DEXIA CL	60 000,00	33 344,30	11,83	T	V	(Livret A(Pr fix ) + 0,07 ) + 0,07	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,07	1,780	A-1	EUR	543,92	2 171,21
BATIGERE NORD-EST	2007	P	DEXIA CL	30 000,00	16 672,72	11,83	T	V	(Livret A(Pr fix ) + 0,07 ) + 0,07	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,07	1,780	A-1	EUR	271,97	1 085,56
BATIGERE NORD-EST	2007	P	DEXIA CL	100 000,00	55 574,18	11,83	T	V	(Livret A(Pr fix ) + 0,07 ) + 0,07	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,07	1,780	A-1	EUR	906,53	3 618,63
BATIGERE NORD-EST	2006	P	DEXIA CL	2 708 000,00	136 614,79	21,00	A	V	T4M(Postfix ) + 0,08	3,650	V	Si EUR-CHF>=1,42 alors 2,85 % sinon 2,85-(50*(1,44/EUR-CHF)-1))	-26,840	F-6	EUR	-34 329,07	4 550,41
BATIGERE NORD-EST	2007	P	Cr dit Foncier	1 100 000,00	735 254,22	31,83	T	V	(Livret A(Pr fix ) + 1,38 ) + 1,38	4,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,38	3,120	A-1	EUR	21 678,76	21 241,63
BATIGERE NORD-EST	2012	P	Cr dit Foncier	27 692,00	96 009,06	36,41	A	V	(Livret A(Pr fix ) + 1,11 ) + 1,11	3,360	V	Livret A(Pr fix ) + 1,11	3,510	A-1	EUR	3 369,92	1 346,04
BATIGERE NORD-EST	2008	P	Cr dit Foncier	920 000,00	833 011,22	32,08	T	V	(Livret A(Pr fix ) + 1,3 ) + 1,3	4,370	V	Livret A(Pr fix ) + 1,3	3,030	A-1	EUR	24 058,68	9 413,90
BATIGERE NORD-EST	2008	P	Cr dit Foncier	40 000,00	23 848,25	12,08	T	V	(Livret A(Pr fix ) + 1,3 ) + 1,3	4,370	V	Livret A(Pr fix ) + 1,3	3,030	A-1	EUR	676,37	1 449,14
BATIGERE NORD-EST	2007	P	CREDIT AGRICOLE	3 675 000,00	3 111 883,68	31,77	S	V	(Livret A(Pr fix ) + 1,37 ) + 1,37	4,420	V	Livret A(Pr fix ) + 1,37	3,090	A-1	EUR	92 096,42	46 005,88
BATIGERE NORD-EST	2006	P	Cr dit Foncier	8 147 000,00	5 422 058,38	19,97	A	V	Taux fixe 2,58 %	2,620	F	Euribor 12M	2,230	A-1	EUR	121 051,42	191 729,83
BATIGERE NORD-EST	2007	P	CDC	750 000,00	569 288,43	31,75	A	V	(Livret A(Pr fix ) + 0,8 ) + 0,8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	2,500	A-1	EUR	14 232,21	14 459,46

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2007	P	66 B le PLUS F	CDC	1 080 000,00	819 775,33	31,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	20 494,38	20 821,62
BATIGERE NORD-EST	2007	P	11-13 Bourg PLUS F	CDC	1 722 000,00	1 307 086,21	31,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	32 677,16	33 198,92
BATIGERE NORD-EST	2007	P	25 Bd Europe PLUS F	CDC	1 007 000,00	764 364,62	31,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	19 109,12	19 414,23
BATIGERE NORD-EST	2007	P	37 Colombier PLUS F	CDC	397 000,00	301 343,35	31,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	7 533,58	7 653,88
BATIGERE NORD-EST	2007	P	Arc en Ciel - Phare CDC	CDC	500 000,00	302 639,39	17,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	11 500,30	15 031,36
BATIGERE NORD-EST	2007	P	11/13 Ehmann - Phare CDC	CDC	430 000,00	260 289,87	17,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	9 890,25	12 926,96
BATIGERE NORD-EST	2007	P	1,1b Chantier P libre Dexia	DEXIA CL	213 000,00	121 231,71	11,75	T	V	Euribor 3M + 0.1	5,050	V	Euribor 3M + 0.1	2,160	A-1	EUR	2 510,38	7 706,17
BATIGERE NORD-EST	2008	P	Barban gre - PLS CFF	Cr dit Foncier	1 400 000,00	1 195 418,73	31,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	4,710	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	2,860	A-1	EUR	32 514,67	16 998,87
BATIGERE NORD-EST	2007	C	2 Turenne PLI Foncier	DEXIA CL	86 000,00	34 399,94	11,54	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.56	4,310	V	Livret A(Pr fix ) + 1.56	3,960	A-1	EUR	2 1 362,24	2 866,67
BATIGERE NORD-EST	2007	C	1 - 1b Chantier PLI Foncier	DEXIA CL	65 000,00	25 999,94	11,54	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.56	4,310	V	Livret A(Pr fix ) + 1.56	3,960	A-1	EUR	2 1 029,60	2 166,67
BATIGERE NORD-EST	2008	P	21 Nordfield PLUS F	CDC	705 000,00	529 571,69	32,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	12 180,15	13 397,95
BATIGERE NORD-EST	2008	P	21 Nordfield PLUS	CDC	230 000,00	151 240,79	22,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	5 3 478,54	5 814,81
BATIGERE NORD-EST	2008	P	14 Bonnes Gents PLUS F	CDC	496 000,00	372 578,06	32,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	9 8 569,30	9 426,08
BATIGERE NORD-EST	2008	P	14 Bonnes Gents PLUS	CDC	65 000,00	42 741,96	22,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 983,07	1 643,32
BATIGERE NORD-EST	2008	P	32-34 Pins PLUS F	CDC	945 000,00	709 851,37	32,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	16 326,58	17 958,96
BATIGERE NORD-EST	2008	P	32-34 Pins PLUS	CDC	187 000,00	122 965,41	22,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	4 2 828,20	4 727,69
BATIGERE NORD-EST	2008	P	31 Laurent PLUS F	CDC	200 000,00	150 233,12	32,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 3 455,36	3 800,84
BATIGERE NORD-EST	2007	P	31 Laurent PLUS	CDC	29 000,00	19 069,50	22,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	438,60	733,18
BATIGERE NORD-EST	2008	P	25 Jufits PLAI Foncier	CDC	60 000,00	42 157,51	33,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.7)	1,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.7)	1,700	A-1	EUR	716,68	1 239,93

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2008	P	25 Juifs PLAI	CDC	10 000,00	6 204,19	23,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.7)	1,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.7)	1,700	A-1	EUR	105,47	258,51
BATIGERE NORD-EST	2007	P	80 Com te PLUS F	CDC	328 710,00	253 782,16	33,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	5 836,99	6 195,69
BATIGERE NORD-EST	2007	P	80 Com te PLUS	CDC	11 000,00	7 514,39	23,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	172,83	275,30
BATIGERE NORD-EST	2007	P	8 Zierdt PLUS F	CDC	185 000,00	142 830,13	33,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 285,09	3 486,97
BATIGERE NORD-EST	2007	P	8 Zierdt PLUS	CDC	76 000,00	51 917,60	23,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 194,10	1 902,05
BATIGERE NORD-EST	2007	P	37-39 Vergers PLUS F	CDC	525 000,00	405 328,79	33,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	9 322,56	9 895,46
BATIGERE NORD-EST	2007	P	37-39 Vergers PLUS	CDC	67 000,00	45 769,48	23,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 052,70	1 676,81
BATIGERE NORD-EST	2007	P	24 Vauban, 24 Cert PLUS F	CDC	350 000,00	270 219,23	33,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	6 215,04	6 596,97
BATIGERE NORD-EST	2007	P	24 Vauban, 24 Cert PLUS	CDC	18 000,00	12 296,32	23,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	282,82	450,48
BATIGERE NORD-EST	2010	P	45-49 Briand PLUS - Construction 27 logts	CDC	2 090 000,00	1 487 410,37	24,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	34 210,44	52 014,74
BATIGERE NORD-EST	2010	P	45-49 Briand PLUS F - Construction 27 logts	CDC	1 344 000,00	1 069 181,45	34,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	25 388,75	25 209,60
BATIGERE NORD-EST	2012	P	45-49 Briand PLUS	Cr dit Foncier	210 000,00	143 513,13	16,41	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.11	3,360	V	Livret A(Pr fix ) + 1.11	3,510	A-1	EUR	5 037,31	6 396,54
BATIGERE NORD-EST	2010	P	39-41 Trois Rois - PLS F	DEXIA CL	625 000,00	516 262,36	35,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	2,380	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	2,830	A-1	EUR	14 610,22	9 223,91
BATIGERE NORD-EST	2010	P	39-41 Trois Rois - PLS	DEXIA CL	200 000,00	123 914,23	15,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	2,380	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	2,830	A-1	EUR	3 506,77	6 454,14
BATIGERE NORD-EST	2010	P	Espace LEFEBVRE 108 logts - PLS F	Cr dit Foncier	4 352 000,00	3 660 682,18	36,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	2,400	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	3,550	A-1	EUR	129 954,22	62 535,34
BATIGERE NORD-EST	2010	P	Espace LEFEBVRE 108 logts - PLS	Cr dit Foncier	11 532 000,00	8 899 959,94	26,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	2,400	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	3,550	A-1	EUR	315 948,58	238 089,50
BATIGERE NORD-EST	2011	P	57 rue de la Charité - 5 logts PLUS	CDC	514 000,00	373 023,28	25,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	11 190,70	12 471,31
BATIGERE NORD-EST	2011	P	57 rue de la Charité - 5 logts PLUS F	CDC	121 000,00	97 039,56	35,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	2 911,19	2 211,56
BATIGERE NORD-EST	2011	P	57 rue de la Charité - 5 logts PLUS F	CDC	367 000,00	266 341,52	25,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	7 990,25	8 904,61



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2011	P	CDC	87 000,00	69 772,23	35,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	2 093,17	1 590,14
BATIGERE NORD-EST	2007	P	CDC	435 000,00	335 843,89	33,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 724,41	8 199,10
BATIGERE NORD-EST	2011	P	Cr dit Foncier	1 500 000,00	1 306 724,70	37,12	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	3,150	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	3,550	A-1	EUR	46 388,73	19 301,11
BATIGERE NORD-EST	2008	P	Cr dit Foncier	3 650 000,00	2 764 494,59	23,00	T	V	Euribor 3M + 0.6	3,920	V	Euribor 3M + 0.6	2,680	A-1	EUR	71 551,28	72 412,55
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	660 000,00	487 823,84	26,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	14 634,72	15 615,60
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	230 000,00	185 921,00	36,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	6 225,74	4 098,71
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	154 000,00	113 386,21	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	2 607,88	3 629,58
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	152 000,00	122 429,12	36,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 245,73	2 699,01
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	124 000,00	87 219,72	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 308,30	3 106,14
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	74 000,00	57 034,46	36,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	855,52	1 459,82
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	245 000,00	180 387,12	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	4 148,90	5 774,33
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	189 000,00	152 230,92	36,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	4 035,81	3 356,00
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	200 000,00	147 254,83	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 386,86	4 713,74
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	158 000,00	127 261,88	36,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 373,85	2 805,54
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	102 000,00	75 100,00	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 727,30	2 404,00
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	101 700,00	81 914,75	36,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	2 171,65	1 805,85
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	96 000,00	67 524,96	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 012,87	2 404,76
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	74 900,00	57 728,14	36,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	865,92	1 477,57
BATIGERE NORD-EST	2012	P	CDC	100 000,00	73 627,43	26,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 693,43	2 356,87

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS F 4 rue de Tunis	87 800,00	70 718,89	36,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 874,84	559,03
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLAI 4 rue de Tunis	90 000,00	63 304,67	26,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	949,57	254,46
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLAI F 4 rue de Tunis	64 900,00	50 020,79	36,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	750,31	280,30
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS 16 rue de Tunis	110 000,00	80 990,13	26,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 862,77	592,56
BATIGERE NORD-EST	2012	P	PLUS F 16 rue de Tunis	80 000,00	64 436,36	36,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 708,28	420,53
BATIGERE NORD-EST	2012	P	16 rue de Tunis PLAI	105 000,00	73 855,45	26,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 107,83	630,19
BATIGERE NORD-EST	2012	P	16 rue de Tunis PLAI F	59 000,00	45 473,45	36,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	682,10	163,90
BATIGERE NORD-EST	2013	P	33 rue Buhler - 4 lgts - PLUS	136 000,00	102 805,77	27,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	2 415,94	155,19
BATIGERE NORD-EST	2013	P	33 rue Buhler - 4 lgts - PLUS F	113 000,00	92 583,00	37,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	2 175,70	975,75
BATIGERE NORD-EST	2013	P	51 rue Louise - 5 lgts - PLUS	130 000,00	98 270,22	27,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	2 309,35	015,98
BATIGERE NORD-EST	2013	P	51 rue Louise - 5 lgts - PLUS F	110 000,00	90 125,07	37,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	2 117,94	923,29
BATIGERE NORD-EST	2013	P	28 r Chanoine Cetty - 7 lgts - PLUS	190 000,00	143 917,12	27,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	3 382,05	416,92
BATIGERE NORD-EST	2013	P	28 r Chanoine Cetty - 7 lgts - PLUS F	166 000,00	136 266,36	37,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	3 202,26	907,96
BATIGERE NORD-EST	2013	P	4 rue Filature - 6 lgts - PLUS	299 000,00	226 480,11	27,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	5 322,28	950,84
BATIGERE NORD-EST	2013	P	4 rue Filature - 6 lgts - PLUS F	226 000,00	185 519,24	37,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	4 359,70	959,03
BATIGERE NORD-EST	2013	P	32 rue du Runtz - 10 lgts PLUS	532 000,00	402 151,96	27,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	9 450,57	342,33
BATIGERE NORD-EST	2013	P	32 rue du Runtz - 10 lgts PLUS F	448 000,00	367 054,87	37,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	8 625,79	833,04
BATIGERE NORD-EST	2013	P	rue Capitaine Dreyfus - 31 lgts - PLUS	102 000,00	77 104,34	27,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	1 811,95	366,38
BATIGERE NORD-EST	2013	P	rue Capitaine Dreyfus - 31 lgts - PLUS F	88 000,00	72 100,08	37,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	A-1	EUR	1 694,35	538,63

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)		Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2013	P	89 avenue de Colmar - 4 lgts - PLUS	CDC	286 000,00	215 126,30	27,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	A-1	EUR	3 979,84	6 602,38
BATIGERE NORD-EST	2013	P	89 avenue de Colmar - 4 lgts - PLUS F	CDC	154 000,00	125 551,37	37,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	A-1	EUR	2 322,70	2 679,29
BATIGERE NORD-EST	2013	P	127 avenue de Colmar - 8 lgts - PLUS	CDC	560 000,00	421 226,29	27,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	A-1	EUR	7 792,69	12 927,73
BATIGERE NORD-EST	2013	P	127 avenue de Colmar - 8 lgts - PLUS F	CDC	264 500,00	215 638,58	37,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	A-1	EUR	3 989,31	4 601,78
BATIGERE NORD-EST	2014	P	4-6 rue Barban gre - 19 lgts - PLS	CDC	1 704 000,00	1 347 104,69	28,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,11	2,110	V	Livret A(Pr fix ) + 1,11	A-1	EUR	28 423,91	36 814,79
BATIGERE NORD-EST	2014	P	4-6 rue Barban gre - 19 lgts - PLS F	CDC	1 100 000,00	932 994,56	38,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,11	2,110	V	Livret A(Pr fix ) + 1,11	A-1	EUR	19 686,19	17 379,13
BATIGERE NORD-EST	2016	P	Prorogation Emprunts	DEXIA CL	13 423 867,04	12 716 818,82	40,83	A	F	Taux fixe 4,99 %	5,060	F	Taux fixe 4,99 %	A-1	EUR	643 382,72	99 474,67
BATIGERE NORD-EST	2016	P	Prorogation Emprunts	FCP	3 719 008,25	3 050 045,69	25,83	A	F	Taux fixe 2,55 %	2,590	F	Taux fixe 2,55 %	A-1	EUR	78 856,39	84 124,05
BATIGERE NORD-EST	2018	P		DEXIA CL	2 098 759,41	2 052 723,02	42,27	T	F	Taux fixe 3,5 %	3,600	F	Taux fixe 3,5 %	A-1	EUR	72 736,13	8 153,00
BATIGERE NORD-EST	2017	P		CDC	1 387 567,05	1 121 267,80	27,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	1,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	A-1	EUR	38 123,11	32 517,97
BATIGERE NORD-EST	2017	P		CDC	832 397,58	717 289,89	37,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	1,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	A-1	EUR	24 719,95	14 142,18
BATIGERE NORD-EST	2018	P	4 logements quartier Briand - 7 rue Schwilgu	CDC	202 710,83	164 615,62	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	A-1	EUR	4 115,39	5 128,49
BATIGERE NORD-EST	2018	P	5 logements quartier Franklin - rues de Rouffach et de l'Arc	CDC	305 687,93	248 240,36	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	A-1	EUR	6 206,01	7 733,76
BATIGERE NORD-EST	2018	P	14 logements - caserne Barban gre	CDC	701 379,50	569 570,10	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	A-1	EUR	14 239,25	17 744,56
BATIGERE NORD-EST	2018	P	5 logements - 66 rue de B le	CDC	50 964,27	42 892,18	31,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	A-1	EUR	1 072,30	1 089,42
BATIGERE NORD-EST	2018	P	28 logements - 11 et 13 rue du Bourg	CDC	48 416,07	40 747,58	31,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	A-1	EUR	1 018,69	1 034,95
BATIGERE NORD-EST	2018	P	12 logements - 25 Boulevard de l'Europe	CDC	208 953,47	175 857,89	31,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	A-1	EUR	4 396,45	4 486,65
BATIGERE NORD-EST	2018	P	7 logements quartier Franklin - 7 rue Colombier	CDC	93 434,46	78 635,63	31,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	A-1	EUR	1 965,89	1 997,28
BATIGERE NORD-EST	2017	P	7 logements - rue de la Charit	CDC	210 000,00	182 491,08	42,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	A-1	EUR	6 307,49	4 147,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE NORD-EST	2017	P	7 logements - rue de la Charit	518 348,28	456 217,17	34,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	16 423,82	12 698,00
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1990	P	RUES GAY LUSSAC & ZILLISHEIM	3 748 271,30	337 140,63	1,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	5,800	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	2,050	A-1	EUR	18 564,81	168 716,21
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1994	P	RUES D'ARLES ET D'AVIGNON	2 041 923,01	404 327,55	4,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	5,800	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	2,050	A-1	EUR	14 133,04	81 256,37
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1994	P	17 RUE ANNA SCHOEN 8 LOGEMENT	204 281,68	33 503,49	3,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	5,800	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	2,050	A-1	EUR	8 1 294,45	8 403,37
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1996	P	9 RUE 4E DMM : ACQUISITION	251 540,88	40 345,54	3,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	10 1 533,13	10 190,92
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	1998	P	RUE LUTTERBACH : 4 LOGEMENTS	198 183,72	63 054,92	9,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	4,300	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	6 1 828,59	6 362,85
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2006	P	Construction Rues Chanvre-Anna Schoen	326 912,45	263 943,87	30,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	3,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	2,850	A-1	EUR	5 7 522,40	5 857,39
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2007	P	Construction 6-8 Mertzau	328 261,05	253 485,80	33,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	5 8 278,97	5 976,37
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2007	P	Construction 6-8 Mertzau	2 041 353,91	1 456 895,61	23,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	46 620,66	48 322,65
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2008	P	Acquisition 6 maisons 6 R.du Runtz (PLUS)	684 786,00	483 826,95	23,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,100	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	14 514,81	16 484,60
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2009	P	Acquisition 6 maisons 6 R.du Runtz (VEFA)	121 540,00	69 488,49	33,25	A	V	Livret A(Pr fix )	3,100	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	764,15	1 695,97
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P	Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgis- PLUS	406 301,00	322 425,18	29,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	A-1	EUR	4 352,74	9 129,99
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P	Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgis- PLUS F	200 171,00	169 229,51	39,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 284,60	3 390,87
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P	Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgis- PLAI F	70 503,00	53 978,36	29,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	296,88	1 722,22
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2015	P	Construction 26-28 RUE DES FABRIQUES de 12 lgis- PLAI F	17 857,00	14 580,71	39,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	80,19	343,63
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P	RUE LAVOISIER : 49 LOGEMENTS	1 622 523,94	1 129 388,17	18,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	32 752,26	61 434,07
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P	CONSTRUCTION DE 48 LOGEMENTS	1 656 976,60	1 185 101,29	20,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	34 367,94	58 746,68
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P	Construction Rues Chanvre-Anna Schoen	1 531 648,59	1 276 462,41	25,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	1,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	2,850	A-1	EUR	36 379,18	36 261,32
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2018	P	30 logements rue de B le	948 076,14	606 940,33	14,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	17 601,27	42 024,87

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL	2004	P	13 JJ Schmalzer	CDC	74 600,00	54 970,68	28,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	1 594,15	1 482,28
DOMIAL	2001	P	Central Park	DEXIA CL	3 597 796,81	1 331 444,20	6,83	T	V	Livret A(Pr fix ) + 1.7	4,780	V	Livret A(Pr fix ) + 1.7	3,440	A-1	EUR	41 920,22	164 608,00
DOMIAL	2007	P	Pass Central / Scheurer Kestner	DEXIA CL	390 000,00	212 477,96	11,92	T	V	EONIA(Postfix ) + 0.25	4,070	V	Euribor 3M + 0.25	2,320	A-1	EUR	4 690,16	14 091,99
DOMIAL	2007	P	11 Passage Central - Foncier	CDC	628 318,00	402 341,64	31,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	13 679,62	15 291,52
DOMIAL	2006	P	51 Brunstatt Foncier	CDC	273 046,00	174 844,25	31,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	5 944,70	6 645,19
DOMIAL	2007	P	36-38 Franklin - Foncier	CDC	524 277,00	335 719,34	31,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	11 414,46	12 759,45
DOMIAL	2007	P	Furst Drumm Spoerl P Fonc.	CDC	3 542 857,00	2 231 684,23	31,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	55 792,11	86 232,83
DOMIAL	2009	P	89 rue d'Illzach - PLUS F	CDC	338 208,00	271 217,94	34,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	8 136,54	6 394,89
DOMIAL	2010	P	47 rue d'Illzach - 3 logements PLUS	CDC	98 558,00	70 969,65	24,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 632,30	2 481,80
DOMIAL	2010	P	47 rue d'Illzach - 3 logements PLUS F	CDC	186 442,00	148 502,26	34,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 415,55	3 501,45
DOMIAL	2010	P	31 rue du Man ge PLA I F acquis - am lior	CDC	194 500,00	133 731,12	24,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 005,97	5 159,17
DOMIAL	2010	P	31 rue du Man ge PLA I F acquis - am lior	CDC	85 500,00	65 129,53	34,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	976,94	1 767,64
DOMIAL	2012	P	43 rue des Fabriques 5 logements PLUS	CDC	120 000,00	90 896,97	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	2 090,63	2 909,67
DOMIAL	2012	P	43 rue des Fabriques 5 logements PLUS F	CDC	60 257,00	49 445,97	36,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 310,87	1 090,05
DOMIAL	2012	P	43 rue des Fabriques 3 logements PLA I F	CDC	90 000,00	65 529,82	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	982,95	2 333,70
DOMIAL	2012	P	43 rue des Fabriques 3 logements PLA I F	CDC	41 743,00	32 966,05	36,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	494,49	843,77
DOMIAL	2012	P	53 rue Th nard 2 logements PLUS	CDC	25 000,00	18 936,84	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	435,55	606,18
DOMIAL	2012	P	53 rue Th nard 2 logements PLUS F	CDC	39 000,00	32 002,77	36,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	848,43	705,52
DOMIAL	2012	P	53 rue Th nard 2 logements PLA I F	CDC	50 000,00	36 405,43	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	546,08	1 296,50

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL	2012	P	53 rue Th nard 2 logements PLAI F	23 905,00	18 878,69	36,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	283,18	483,20
DOMIAL	2015	P	7 Pass Abouettes PLUS F	129 472,20	92 383,28	32,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	1,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	1 431,94	3 419,49
DOMIAL	2015	P	3 logts rue Ste Genevi ve - PLS Foncier	274 415,73	190 198,77	32,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	2,130	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	2,830	A-1	EUR	5 382,63	7 482,26
DOMIAL	2015	P	Acq.-Am l.Cour Mar chaux-28 logts (PLS Foncier)	1 153 004,59	770 282,30	32,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	2,130	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	2,830	A-1	EUR	21 798,99	32 904,84
DOMIAL	2015	P	Acq.-Am l.Cour Mar chaux-28 logts (Compl m:PLS )	916 214,41	556 969,31	22,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	12 810,29	30 995,08
DOMIAL	2015	P	12-14 rue Elles - PLUS F	366 361,40	301 286,75	33,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	9 038,00	7 040,91
DOMIAL	2015	P	12-14 rue Elles - PLUS	52 635,93	39 600,39	23,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	1 188,01	1 408,14
DOMIAL	2015	P	15 rue de Giromagny - PLUS	332 504,68	273 159,49	33,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	6 282,67	6 384,02
DOMIAL	2018	P	13 JJ Schmalzer	2 291 445,81	1 331 442,84	6,83	T	V	Livret A(Pr fix ) + 1.75	0,630	V	Livret A(Pr fix ) + 1.75	3,500	A-1	EUR	42 030,51	164 608,12
DOMIAL	2018	P	23 Scheurer Kestner	72 467,81	58 010,06	23,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	1 682,29	1 977,65
DOMIAL	2018	P	Passage Central	255 943,84	209 450,38	22,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.5	2,250	V	Livret A(Pr fix ) + 1.5	3,900	A-1	EUR	8 168,56	7 261,24
DOMIAL	2018	P	11 Pass Ce, tram Txv	423 906,97	346 902,18	22,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.5	2,250	V	Livret A(Pr fix ) + 1.5	3,900	A-1	EUR	13 529,19	12 026,44
DOMIAL	2018	P	51 Brunstatt Txv	524 920,17	410 929,25	31,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	1,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	13 971,59	15 617,90
DOMIAL	2018	P	Furst Drumm Spoerl P Txv	64 286,03	50 089,83	31,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	1,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	1 721,08	1 923,88
DOMIAL	2018	P	7 Pass Abouettes PLUS	1 162 8 769,87	878 6 803,86	31,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	4 559,05	5 096,25
DOMIAL	2018	P	3 logts rue Ste Genevi ve - Compl mt PLS	120 171,23	81 574,72	22,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	21 957,97	33 938,45
DOMIAL	2018	P	89 rue d'Illzach - 6 logements PLUS	18 616,68	15 680,28	29,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	2 039,37	4 431,90
																470,41	444,02

## MULHOUSE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2026

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2007	P	77-79 Koechlin PLA1	CDC	15 000,00	7 604,83	14,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	167,31	496,43
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2008	P	Acq.-Am l. 1 Rue Thierstein (PLA1)	CDC	38 000,00	20 348,69	17,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.7)	1,000	A-1	EUR	203,49	1 130,48
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2008	P	Acq.-Am l. 50 Rue de l'Arsenal (PLA1)	CDC	140 000,00	83 762,48	22,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.7)	3,300	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.7)	1,000	A-1	EUR	837,62	3 641,85
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2010	P	38 rue du 20 janvier - 1 logement - PLA1 bonifi	CDC	55 000,00	33 685,23	19,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	740,64	1 635,79
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2012	P	Acquisition am lioration 7 Rue du Rossberg 1 logement PLA1	CDC	80 000,00	52 652,77	21,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 474,28	2 318,78
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2012	P	Construction Maison jumel e 9 Rue du Rossberg - 2 logements PLA1	CDC	140 000,00	98 900,47	26,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 769,21	3 522,12
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2012	P	Acquisition am lioration 5a Rue de la Minoterie 4 logements PLA1	CDC	165 000,00	108 596,25	21,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	3 040,70	4 782,49
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2014	P	27 rue du Runtz - 4 lgis PLA1	CDC	140 000,00	90 876,44	18,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	727,01	4 655,12
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	Acquisition 3 logements - 11 rue du Runtz	CDC	140 000,00	109 671,05	26,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	2 412,76	3 905,69
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2016	P	Acquisition 3 logements - 19 rue de la Filature	CDC	105 000,00	85 395,67	31,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 391,08	2 546,56
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	Acquisition 4 logements - 13 rue du Runtz	CDC	140 000,00	109 671,05	26,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	2 412,76	3 905,69
ICF NORD-EST	2009	P	6 rue de Thann - PLUS	CDC	547 111,00	353 222,19	19,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	10 596,67	15 886,14
ICF NORD-EST	2010	P	Rue de Soultz PLUS Acquisition en VEFA 23 logis	CDC	1 158 151,00	771 508,10	20,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	23 145,24	32 859,21
ICF NORD-EST	2010	P	Rue de Soultz PLA1 Acquisition en VEFA 23 logis	CDC	385 270,00	244 309,99	20,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	5 374,82	11 288,63

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ICF NORD-EST	2010	P	Rue de Soultz PLS Acquisition en VEFA 23 logis	271 190,00	166 213,44	15,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.16	3,160	V	Livret A(Pr fix ) + 1.16	3,560	A-1	EUR	5 917,20	9 155,26
ICF NORD-EST	2013	P	84 rue des Abeilles PLUS 4 logements	255 180,00	181 566,95	22,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	6 536,41	6 980,77
ICF NORD-EST	2014	P	47/49 rue des Abeilles 8 lgts - PLUS	930 117,00	681 608,43	23,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	A-1	EUR	12 609,76	24 971,28
M2A HABITAT	1992	P	25 RUE LAURENT : ACQUISITION	15 244,90	1 339,68	1,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	5,800	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	2,050	A-1	EUR	76,24	670,42
M2A HABITAT	1993	P	74 AVENUE D'ALTIRCH	15 244,90	1 534,84	2,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	5,800	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	2,050	A-1	EUR	68,11	522,82
M2A HABITAT	1993	P	23 RUE LAURENT : 4 LOGEMENTS	22 867,35	2 286,58	2,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	5,800	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	2,050	A-1	EUR	101,48	778,88
M2A HABITAT	1993	P	RUE OISEAUX : 3 LOGEMENTS	30 489,81	3 949,25	2,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	5,800	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	2,050	A-1	EUR	171,95	1 318,99
M2A HABITAT	1994	P	8 RUE IMPRIMEURS : 3 LOGEMENT	41 161,24	6 866,63	3,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	5,800	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	2,050	A-1	EUR	259,28	1 722,29
M2A HABITAT	1995	P	3 RUE HUBNER-5 LOGEMENTS	73 175,53	14 956,90	4,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	478,62	3 005,19
M2A HABITAT	1995	P	43 RUE LOUISE-2 LOGEMENTS	28 965,32	5 920,45	4,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	189,45	1 189,55
M2A HABITAT	1995	P	55 RUE KOECHLIN-3 LOGEMENTS	39 636,74	8 101,66	4,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	259,25	1 627,81
M2A HABITAT	1995	P	RUE DE LA FILATURE : 6 LOGTS	72 413,29	17 609,16	5,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	669,15	2 952,72
M2A HABITAT	1995	P	PLACE DES VOSGES-ACQUISITION	26 266,97	3 712,28	4,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	92,81	775,97
M2A HABITAT	1996	P	17 RUE DE LA FILATURE :	28 614,68	3 211,45	2,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	102,77	1 082,94
M2A HABITAT	1996	P	36 RUE THENARD : 3 LOGTS	39 484,30	4 431,35	2,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	141,80	1 494,30
M2A HABITAT	1996	P	ANCIENS BAINS ET DOUCHES :	27 745,72	3 023,86	2,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	4,800	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	2,050	A-1	EUR	132,90	1 019,65
M2A HABITAT	1996	P	ANCIENS BAINS DOUCHES : 3 LOG	35 977,97	4 037,85	2,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	129,21	1 361,61
M2A HABITAT	1996	P	RUES MONTEURS & LA LOCOMOTIVE	179 889,84	21 565,13	2,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	539,13	7 236,81
M2A HABITAT	1996	P	40 RUE HUBNER : CONSTRUCTION	64 485,93	7 730,55	2,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	193,26	2 594,21



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	1997	P	32-34 RUE NORDFELD	CDC	91 164,52	14 341,79	3,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	458,94	3 622,61
M2A HABITAT	1997	P	FOYER CHOPIN : 32 CHAMBRES	CDC	579 155,87	109 921,65	4,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	2 748,04	22 295,67
M2A HABITAT	1997	P	RUE DE DUNKERQUE : 6 LOGEMENTS	CDC	295 488,58	56 082,64	4,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	1 402,07	11 375,38
M2A HABITAT	1998	P	59 rue du Man ge	CDC	132 286,51	29 874,62	5,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	955,99	5 069,38
M2A HABITAT	1998	P	93 rue de Strasbourg	CDC	27 440,82	4 788,46	4,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	119,71	5 981,57
M2A HABITAT	1999	P	65 rue de Rouffach	CDC	140 253,10	29 201,97	5,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	934,46	5 021,48
M2A HABITAT	1999	P	1 rue de Tunis	CDC	74 700,02	15 363,03	5,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,050	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	384,08	2 641,78
M2A HABITAT	2000	P	45-47 rue Th nard	CDC	317 718,18	95 332,33	7,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	3 050,63	12 138,93
M2A HABITAT	2000	P	8 rue de Lyon	CDC	38 112,25	22 461,50	24,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,050	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	718,77	983,08
M2A HABITAT	2000	P	8 rue de Lyon	CDC	24 175,36	6 439,59	6,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,050	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	206,07	934,25
M2A HABITAT	2000	P	65 rue de Rouffach	CDC	28 660,41	7 578,86	6,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,050	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	242,52	1 099,52
M2A HABITAT	2000	P	44 rue des Vosges	CDC	64 333,49	17 012,11	6,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,050	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	544,39	2 468,08
M2A HABITAT	2000	P	41-43 rue Koechlin	CDC	440 544,12	151 390,82	7,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	4,200	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	5 450,07	17 826,35
M2A HABITAT	2000	P	41-43 rue Koechlin	CDC	68 353,64	47 651,38	25,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	4,200	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	1 715,45	1 472,74
M2A HABITAT	2000	P	rue des Platanes	CDC	1 693 359,07	505 595,32	7,75	A	V	Livret A(Pr fix )	3,000	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	8 595,12	62 101,70
M2A HABITAT	2000	P	rue des Platanes	CDC	383 614,95	235 608,05	25,75	A	V	Livret A(Pr fix )	3,000	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	4 005,34	8 508,19
M2A HABITAT	2000	P	10 passage des Roses	CDC	16 921,84	4 579,71	7,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	2,400	A-1	EUR	169,45	600,66
M2A HABITAT	2000	P	67 rue des Vergers	CDC	40 856,34	13 224,94	7,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	2,400	A-1	EUR	489,32	1 584,93
M2A HABITAT	2001	P	29 rue des Vosges	CDC	45 277,36	15 103,56	10,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,100	A-1	EUR	468,21	1 474,14

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2001	P	29 Vosges P Foncier	23 629,60	11 414,93	20,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,100	A-1	EUR	353,86	635,28
M2A HABITAT	2000	P	8 rue Linn	48 021,44	13 813,82	7,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,100	A-1	EUR	428,23	1 779,27
M2A HABITAT	2001	P	67 rue Vauban	43 082,09	11 519,60	7,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,100	A-1	EUR	357,11	1 510,87
M2A HABITAT	2001	P	Fonderie	753 986,47	454 479,28	26,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	4,200	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	13 179,90	18 607,31
M2A HABITAT	2001	P	155 rue Vauban	55 796,34	18 612,45	10,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,100	A-1	EUR	576,99	1 816,61
M2A HABITAT	2001	P	81 rue d'Illzach P Foncier	196 348,80	138 473,83	26,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	4,200	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	4 015,74	4 084,08
M2A HABITAT	2001	P	2d rue de l'Ilz Ilzach	30 358,39	10 781,90	10,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	2,400	A-1	EUR	258,77	1 025,18
M2A HABITAT	2001	P	5 rue de Soultz P Tv x	119 215,13	39 280,79	10,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	2,400	A-1	EUR	942,74	3 833,89
M2A HABITAT	2001	P	5 rue de Soultz P Foncier	145 741,26	69 542,60	20,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	2,400	A-1	EUR	1 669,02	3 870,28
M2A HABITAT	2001	P	7 rue des Orf vres	44 362,66	29 239,25	25,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	2,400	A-1	EUR	1 081,85	964,94
M2A HABITAT	2002	P	Acquisition-am liration	187 200,00	108 319,31	21,33	A	V	Livret A(Pr fix )	3,000	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	2 599,66	4 670,05
M2A HABITAT	2002	P	Acquisition-am liration - Travaux	11 400,00	12 649,12	11,33	A	V	Livret A(Pr fix )	3,000	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	111,58	376,88
M2A HABITAT	2002	P	Construction neuve rue Thierstein (28 logts)	174 000,00	120 889,41	26,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	4,200	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	4 352,02	3 565,46
M2A HABITAT	2002	P	52 Rue Kl ber (8 logts) Pr t foncier	134 357,71	98 026,01	28,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	3 528,94	2 643,26
M2A HABITAT	2002	P	52 Rue Kl ber (8 logts) Pr t construction	357 524,97	183 071,15	13,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	6 590,56	11 692,39
M2A HABITAT	2002	P	Construction NEPPERT 4 (16 logts) P,foncier	145 741,67	106 106,67	28,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	3 819,84	2 861,15
M2A HABITAT	2002	P	65 rue de Rouffach (6 logts)	41 000,00	19 061,74	12,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.7	3,100	A-1	EUR	590,91	1 363,65
M2A HABITAT	2003	P	Constr.5 rue des Amidonniers (3 logts) Pr,Foncier	78 916,97	53 511,12	28,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	2,650	A-1	EUR	1 418,04	1 658,70
M2A HABITAT	2003	P	Constr.5 rue des Amidonniers (3 logts) Pr,const.	243 817,65	114 906,90	13,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	2,650	A-1	EUR	3 045,03	7 814,99

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2003	P	Constr, neuve rues Vosges/Dollfus (23 logis) P, Cons	1 447 061,67	686 338,50	13,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,950	A-1	EUR	13 383,60	46 678,89
M2A HABITAT	2003	P	Constr, neuve rues Vosges/Dollfus (23 logis) P, Fonc	432 502,80	295 208,03	28,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,950	A-1	EUR	5 756,56	9 150,63
M2A HABITAT	2003	P	Construct, neuve rue des Pins	791 869,83	375 582,26	13,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,950	A-1	EUR	7 323,85	25 543,90
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-am lor 6 rue des Roses - P foncier	26 000,00	16 371,51	23,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	433,85	625,14
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-am lor 6 rue des Roses - P constr	55 000,00	26 109,35	13,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	691,90	1 775,74
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-am loration 5 Rue des Peintres P, Foncier	56 000,00	35 261,79	23,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	934,44	1 346,46
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-am loration 5 Rue des Peintres P, Constr,	53 000,00	25 159,94	13,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	666,74	1 711,16
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-am loration 1 Rue de l'Aigle Pr t Foncier	81 000,00	51 003,66	23,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	1 351,60	1 947,56
M2A HABITAT	2004	P	Acquis-am loration 1 Rue de l'Aigle P, Constr,	106 000,00	50 319,83	13,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	1 333,48	3 422,33
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-am loration 14 rue de la Filature	292 000,00	141 841,34	13,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	3 758,80	9 646,84
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-am l,25 rue des Merles-P, Am loration	220 000,00	106 086,74	13,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	2 811,30	7 215,11
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-am l,25 rue des Merles-P, Foncier	71 000,00	45 471,88	23,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	1 205,00	1 736,33
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-am l,21 Engel Dollfus-P, Foncier	118 000,00	73 991,44	23,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	1 960,77	2 825,34
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-Am l, 2 rue du Ch teau Zu-Rhein	57 000,00	26 941,25	13,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	713,94	1 832,31
M2A HABITAT	2005	P	Acquisition-Am l, 2 rue du Ch teau Zu-Rhein	277 000,00	142 557,68	14,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,950	A-1	EUR	2 779,87	9 014,83
M2A HABITAT	2005	P	Acquisition-Am l, 2 rue du Ch teau Zu-Rhein	235 000,00	156 253,83	24,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,950	A-1	EUR	3 046,95	5 705,84
M2A HABITAT	2005	P	Acquisition-am l,44 rue des Martyrs (2 logis)	45 000,00	23 602,86	14,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,7	2,950	V	Livret A(Pr fix ) + 0,7	2,400	A-1	EUR	566,47	1 445,56
M2A HABITAT	2005	P	Acquisition-am l,44 rue des Martyrs (2 logis)	155 000,00	104 677,46	24,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,7	2,950	V	Livret A(Pr fix ) + 0,7	2,400	A-1	EUR	2 512,26	3 615,27
M2A HABITAT	2006	P	Wagner 42 logis	531 705,56	397 727,98	31,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	3,400	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	3,050	A-1	EUR	12 130,70	10 352,55

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2003	P	63 E rue Ilzach	CDC	121 900,00	23 164,33	3,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	613,85	5 726,33
M2A HABITAT	2004	P	Acquisition-Am loration 1-3 place Franklin	CDC	292 500,00	68 679,32	4,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	1 820,00	13 531,38
M2A HABITAT	2005	P	Wagner - SIEGE OPAC Mulhouse-Habitat	CDC	2 708 085,15	907 973,67	6,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,5	3,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,5	2,200	A-1	EUR	19 975,42	125 870,83
M2A HABITAT	1996	P	1711DROUOT IV : REHABILITATION	CIL Habitat	175 982,72	7 703,52	0,98	A	F	Taux fixe 2 %	2,000	F	Taux fixe 2 %	2,000	A-1	EUR	154,10	7 703,52
M2A HABITAT	1996	P	RUE DE BRETAGNE : ACQUISITION	CIL Habitat	20 123,27	880,88	1,00	A	F	Taux fixe 2 %	2,000	F	Taux fixe 2 %	2,000	A-1	EUR	17,62	880,88
M2A HABITAT	1996	P	40 RUE HUBNER : ACQUISITION	CIL Habitat	75 843,39	3 319,98	0,98	A	F	Taux fixe 2 %	2,000	F	Taux fixe 2 %	2,000	A-1	EUR	66,42	3 319,98
M2A HABITAT	1996	P	NEPPERT : CONSTRUCTION	CIL Habitat	54 881,65	2 402,42	1,00	A	F	Taux fixe 2 %	2,000	F	Taux fixe 2 %	2,000	A-1	EUR	48,04	2 402,42
M2A HABITAT	2002	P	rue Thierstein 28 logis	CIL Habitat	139 962,83	71 551,10	15,56	A	F	Taux fixe 1,25 %	1,250	F	Taux fixe 1,25 %	1,250	A-1	EUR	894,39	4 067,45
M2A HABITAT	1996	P	1COTEAUX : NATIONS & GRUNEWALD	CIL Habitat	81 636,45	3 573,61	1,00	A	F	Taux fixe 2 %	2,000	F	Taux fixe 2 %	2,000	A-1	EUR	71,45	3 573,61
M2A HABITAT	1996	P	RUES MONTEURS & LOCOMOTIVE	CIL Habitat	45 734,71	3 964,75	1,24	A	F	Taux fixe 2 %	2,000	F	Taux fixe 2 %	2,000	A-1	EUR	79,29	1 962,76
M2A HABITAT	1996	P	RUES MONTEURS ET LOCOMOTIVE	CIL Habitat	91 469,41	7 929,55	1,87	A	F	Taux fixe 2 %	2,000	F	Taux fixe 2 %	2,000	A-1	EUR	158,59	3 925,51
M2A HABITAT	2002	P	52 Rue Kl ber (8 logis)	CIL Habitat	92 490,00	92 490,00	16,80	A	F	Taux fixe 0 %	0,000	F	Taux fixe 1,25 %	1,250	A-1	EUR	1 156,12	0,00
M2A HABITAT	1996	P	FOYER CHOPIN RUE NEPPERT	CIL Habitat	152 449,02	7 655,39	0,98	A	F	Taux fixe 2 %	2,000	F	Taux fixe 2 %	2,000	A-1	EUR	153,12	7 655,39
M2A HABITAT	1997	P	FOYER CHOPIN RUE NEPPERT	CIL Habitat	152 449,02	639,36	1,87	A	F	Taux fixe 1 %	1,000	F	Taux fixe 1 %	1,000	A-1	EUR	116,39	5 790,72
M2A HABITAT	2002	P	13 rue des Fabriques	CDC	189 950,00	77 464,76	11,33	A	V	Livret A(Pr fix )	3,000	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	1 859,15	6 279,79
M2A HABITAT	2006	P	Aquisition-Am l,158 av,Aristide Briand (P,Travaux)	CDC	207 731,00	119 330,71	15,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	2,700	A-1	EUR	3 221,93	6 654,49
M2A HABITAT	2006	P	Aquisition-Am l,158 av,Aristide Briand (P,Foncier)	CDC	515 480,00	397 581,88	30,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	2,700	A-1	EUR	19 095,50	10 167,87
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-am l,27 Rue de Guebwiller (P,Travaux)	CDC	116 961,00	64 612,05	15,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,5	3,250	V	Livret A(Pr fix ) + 0,5	2,200	A-1	EUR	1 421,47	3 743,92
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-am l,27 Rue de Guebwiller (P,Foncier)	CDC	196 371,00	146 227,41	30,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,5	3,250	V	Livret A(Pr fix ) + 0,5	2,200	A-1	EUR	3 217,00	4 046,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Am I,51 R,des Vergers (P.Trav.)	CDC	177 011,00	101 683,63	15,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	2,700	A-1	EUR	2 745,46	5 670,40
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Am I,51 R,des Vergers (P.Foncier)	CDC	281 050,00	216 769,61	30,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	2,700	A-1	EUR	10 411,25	5 543,73
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Am I,17 Rue de Thann (P.Trav.)	CDC	219 726,00	131 067,62	16,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	2,700	A-1	EUR	5 242,70	6 825,96
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Am I,17 Rue de Thann (P.Foncier)	CDC	315 330,00	245 043,67	31,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	2,700	A-1	EUR	9 801,75	6 022,46
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-am I,11 Thann (P.vx)	CDC	194 725,00	120 463,53	21,08	A	V	Livret A(Pr fix )	2,750	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	2 891,12	5 193,64
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-am I,11 Thann (P.Foncier)	CDC	135 531,00	97 296,07	31,08	A	V	Livret A(Pr fix )	2,750	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	2 335,11	2 811,32
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-am I,29 Serruriers	CDC	88 082,00	63 232,99	31,08	A	V	Livret A(Pr fix )	2,750	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	1 517,59	1 827,09
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Am I,100 Com te(P.Trav.)	CDC	163 377,00	96 324,41	16,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	3 275,03	5 016,54
M2A HABITAT	2006	P	Acquisition-Am I,100 Com te (P.Foncier)	CDC	219 222,00	168 423,87	31,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	5 726,41	4 139,37
M2A HABITAT	2007	P	Acquis.-Am Ilor.25-25 bis R,du Cerf (P.Travaux)	CDC	158 740,00	86 844,44	16,08	A	V	Livret A(Pr fix )	2,750	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	2 084,27	4 907,22
M2A HABITAT	2007	P	Acquis.-Am Ilor.25-25 bis R,du Cerf (P.Foncier)	CDC	152 150,00	109 226,58	31,08	A	V	Livret A(Pr fix )	2,750	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	2 621,44	3 156,06
M2A HABITAT	2007	P	Acquisition-Am I. 4 rue des Faisans (P.Foncier)	CDC	80 683,00	57 921,30	31,08	A	V	Livret A(Pr fix )	2,750	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	1 390,11	1 673,61
M2A HABITAT	2007	P	Acquisition-Am I. 4 rue des Faisans (P.Travaux)	CDC	30 686,00	16 787,88	16,08	A	V	Livret A(Pr fix )	2,750	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	402,91	948,61
M2A HABITAT	2006	P	Wagner-Programme Lynde 12 logts (P.Foncier)	CDC	79 155,97	60 323,12	32,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	1 839,86	1 513,37
M2A HABITAT	2006	P	Construction neuve 21 rue des Merlès (P.Foncier)	CDC	290 789,78	221 604,94	32,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	6 758,95	5 559,55
M2A HABITAT	2008	P	41 Rue d'Illzach - Acquis-Am I. (P.Travaux)	CDC	232 940,07	139 338,92	17,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	4 249,84	7 011,74
M2A HABITAT	2008	P	41 Rue d'Illzach - Acquis-Am I. (P.Foncier)	CDC	186 736,80	142 308,28	32,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	4 340,40	3 570,18
M2A HABITAT	2008	P	40 Rue du Nordfeld - Acquis-Am I. (P.Travaux)	CDC	120 515,93	72 089,57	17,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	2 198,73	3 627,66
M2A HABITAT	2008	P	40 Rue du Nordfeld - Acquis-Am I. (P.Foncier)	CDC	77 610,61	59 145,45	32,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	1 803,94	1 483,83

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2008	P	30 Rue de la Passerelle - Acquis-Am I. (P. Travaux)	CDC	291 058,85	174 104,11	17,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	3,050	A-1	EUR	5 310,18	8 761,17
M2A HABITAT	2008	P	30 Rue de la Passerelle - Acquis-Am I. (P. Foncier)	CDC	418 551,09	318 969,18	32,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	3,050	A-1	EUR	9 728,56	8 002,20
M2A HABITAT	2008	P	2 Rue de Vieux-Thann - Acquis-Am I. (P. Travaux)	CDC	178 125,43	106 550,17	17,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	3,050	A-1	EUR	3 249,78	5 361,76
M2A HABITAT	2008	P	2 Rue de Vieux-Thann - Acquis-Am I. (P. Foncier)	CDC	61 984,77	47 237,33	32,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	3,050	A-1	EUR	1 440,74	1 185,07
M2A HABITAT	2008	P	Av Colmar B t.1 : N 157 Constr.neuve (Plus Fonc.)	CDC	55 474,89	42 119,64	33,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	968,75	1 028,28
M2A HABITAT	2007	P	Wagner 52 logis (PRU CD)	CDC	4 472 166,76	3 186 477,66	25,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,250	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	84 441,66	111 453,22
M2A HABITAT	2007	P	Wagner 52 logis (PRU CD Foncier)	CDC	456 032,28	359 416,56	35,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,250	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	9 524,54	8 733,73
M2A HABITAT	2008	P	Av Colmar B t.1 : N 157 Constr.neuve (Plus)	CDC	1 017 601,91	684 210,68	23,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	15 736,85	25 066,62
M2A HABITAT	2008	P	Av Colmar B t.2 et 5 : N 157 Cons.neuv.(Plus Fonc.)	CDC	143 378,11	108 860,64	33,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	2 503,79	2 657,66
M2A HABITAT	2008	P	Av Colmar B t.2 et 5 : N 157 Constr.neuve (Plus)	CDC	2 500 612,06	1 681 350,54	23,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	38 671,06	61 597,65
M2A HABITAT	2008	P	R habil. RPA Hansi (PALULOS)	CDC	404 697,00	72 164,87	2,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	4,500	V	Livret A(Pr fix ) + 1	2,700	A-1	EUR	1 948,45	23 697,72
M2A HABITAT	2008	P	R habil. RPA Hansi (PALBO)	CDC	404 697,00	70 258,21	2,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	2,350	A-1	EUR	1 651,07	23 152,13
M2A HABITAT	2007	P	R habil Quartier Waldner (PALBO)	CDC	230 000,00	27 432,84	1,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	3,650	V	Livret A(Pr fix ) + 0,65	2,350	A-1	EUR	644,67	13 637,99
M2A HABITAT	2009	P	Wagner 32 logis (PRU CD)	CDC	2 307 965,17	1 545 182,84	23,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	2,950	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	2,850	A-1	EUR	44 037,71	57 625,68
M2A HABITAT	2008	P	Wagner 32 logis (PRU CD Foncier)	CDC	268 953,08	203 355,20	33,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	2,950	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	2,850	A-1	EUR	5 795,62	5 095,13
M2A HABITAT	2008	P	5 Rue de Dieppe (PRU CD)	CDC	39 513,00	25 805,68	22,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	4,450	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	2,150	A-1	EUR	554,82	1 009,17
M2A HABITAT	2008	P	5 Rue de Dieppe (PRU CD Foncier)	CDC	181 284,00	135 363,57	32,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	4,450	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	2,150	A-1	EUR	2 910,32	3 511,79
M2A HABITAT	2008	P	17 rue de Thann (PRU CD)	CDC	421 626,82	281 582,05	23,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	2,200	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	2,850	A-1	EUR	8 025,09	10 501,25
M2A HABITAT	2008	P	17 rue de Thann (PRU CD Foncier)	CDC	185 659,29	140 088,24	33,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	2,200	V	Livret A(Pr fix ) + 0,45	2,850	A-1	EUR	3 991,94	3 509,45

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2008	P	157 Av Colmar b t 3 et 4 - PLUS Foncier	216 836,86	163 589,75	33,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.45	2,200	V	Livret A(Pr fix ) + 0.45	2,850	A-1	EUR	4 662,31	4 098,80
M2A HABITAT	2008	P	157 Av Colmar b t 3 et 4 - PLUS	1 931 011,11	1 289 619,10	23,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.45	2,200	V	Livret A(Pr fix ) + 0.45	2,850	A-1	EUR	36 754,14	48 094,75
M2A HABITAT	2008	P	1 Aigle P compl mentale	36 000,00	21 336,19	17,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	650,75	1 073,66
M2A HABITAT	2008	P	25 Merles P compl mentale	36 000,00	21 336,19	17,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	4,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	650,75	1 073,66
M2A HABITAT	2008	P	RPA Wallach rue de l'Ours - PLUS	3 275 468,00	2 223 152,71	22,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	4,500	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	75 587,19	81 658,07
M2A HABITAT	2008	P	Acq.-Am l. 1 Rue St Fiacre P compl mentale (PLAI)	73 000,00	46 220,42	22,25	A	V	Livret A(Pr fix )	3,500	V	Livret A(Pr fix )	2,400	A-1	EUR	1 109,29	1 901,26
M2A HABITAT	2008	P	Acquisition-am loration 2 Rue de l'Ilberg (PLS)	252 109,00	199 686,72	33,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	5,130	V	Livret A(Pr fix ) + 1.13	3,530	A-1	EUR	7 660,69	4 441,80
M2A HABITAT	2008	P	Acquisition-am loration 2 Rue de l'Ilberg (PEX)	200 000,00	136 248,86	23,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	4 087,47	4 991,59
M2A HABITAT	2009	P	Ren.urbain D mol.-Const.31 ile Napoli on (PRU CD F.) 6 logements	215 299,00	161 167,30	33,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	2,000	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	2,650	A-1	EUR	4 270,93	4 179,16
M2A HABITAT	2008	P	Ren.urbain Am l-8-10-12-R.Kaysersberg (PRU AS)	121 000,00	81 399,81	2,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	4,250	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	397,80	6 749,20
M2A HABITAT	2008	P	Ren.urbain Am l-8-10-12-R.Kaysersberg (palbo)	492 000,00	82 948,07	2,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	4,250	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	1 617,49	27 443,01
M2A HABITAT	2009	P	23 rue du C dre - PRU CD Foncier	188 810,00	142 467,55	33,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	2 778,12	3 694,25
M2A HABITAT	2009	P	23 rue du C dre - PRU CD	153 398,00	102 301,01	23,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	1 994,87	3 906,33
M2A HABITAT	2009	P	1 rue des Martyrs - PRU CD Foncier	116 361,00	87 800,75	33,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	1 712,11	2 276,72
M2A HABITAT	2009	P	1 rue des Martyrs - PRU CD	18 628,00	12 422,99	23,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	242,25	474,37
M2A HABITAT	2009	P	17 Porte du Miroir - PRU CD Foncier	349 612,00	263 801,45	33,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	5 144,13	6 840,51
M2A HABITAT	2009	P	17 Porte du Miroir - PRU CD	422 584,00	281 820,91	23,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	5 495,51	10 761,26
M2A HABITAT	2009	P	18 rue Ste Claire - PRU CD Foncier	178 950,00	135 027,60	33,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	2 633,04	3 501,33
M2A HABITAT	2009	P	18 rue Ste Claire - PRU CD	328 032,00	218 764,27	23,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	4 265,90	8 353,46

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2009	P	51 Rue des Vergers - PLUS Foncier	CDC	71 095,00	56 976,84	34,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	1 751,71	1
M2A HABITAT	2009	P	51 Rue des Vergers - PLUS	CDC	9 551,00	6 847,62	24,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	205,43	343,42
M2A HABITAT	2009	P	18 Place des Vosges - Plus Foncier	CDC	83 437,00	66 867,91	34,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	2 055,41	1
M2A HABITAT	2009	P	68 Rue d'Illzach - PLUS Foncier	CDC	152 875,00	122 516,82	34,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	3 766,35	576,64
M2A HABITAT	2009	P	3 Rue des Ch nes - PRU CD Foncier	CDC	190 579,00	149 422,55	34,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	3 959,70	2
M2A HABITAT	2009	P	3 Rue des Ch nes - PRU CD	CDC	53 222,00	37 296,41	24,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	988,35	888,75
M2A HABITAT	2010	P	reconstruct 420 site LEONETTI - PLAI	CDC	1 313 103,00	892 196,09	24,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	1,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	2,200	A-1	EUR	19	34
M2A HABITAT	2010	P	reconstruct 420 site LEONETTI - P Energie Perf	CDC	222 576,00	150 160,52	24,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,3)	0,950	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,3)	2,100	A-1	EUR	3 153,37	5
M2A HABITAT	2010	P	reconstruct 420 site LEONETTI - PLAI	CDC	243 198,00	185 018,81	34,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	1,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	2,200	A-1	EUR	4 070,41	5
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER HESPERIE - PLUS CN 24 Logis	CDC	2 729 483,37	2 030 003,19	26,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	60	64
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER DAUBER HESPERIE - PLUS F CONSTRUCTION 24 Logis	CDC	373 127,87	303 592,34	36,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	900,10	981,90
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER HESPERIE - PLUS 6 Logis Construction 6 Logis	CDC	698 077,14	519 182,08	26,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	10	6
M2A HABITAT	2010	P	WAGNER HESPERIE 6 Logis - PLUS F CONSTRUCTION	CDC	106 607,96	86 740,66	36,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	166,08	692,82
M2A HABITAT	2011	P	VILLA SUTTER - R habilitation 3 logis - PLUS	CDC	43 878,69	35 585,71	36,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	15	16
M2A HABITAT	2011	P	Angle Rue A. Herzog/17 Rue de Thann - Constr. 6 Logis PLUS Compl.	CDC	120 000,00	86 898,22	25,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	575,46	619,40
M2A HABITAT	2011	P	VILLA SUTTER - R habilitation 3 logis - PLUS	CDC	253 539,21	187 981,42	26,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	2 904,59	1
M2A HABITAT	2012	P	BROSSETTE - LES IRIS - PRU Construction neuve	CDC	923 030,40	751 015,79	36,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	1 067,57	912,23
M2A HABITAT	2012	P	BROSSETTE - LES IRIS - PRU Construction neuve	CDC	4 622 935,63	3 438 223,56	26,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	2 606,95	784,50
M2A HABITAT	2009	P	Ren.urban D mol.-Const.31 ile Napol on (PRU CD)- 6 logements	CDC	166 304,00	110 099,15	23,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,000	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	2,650	A-1	EUR	5 639,44	2
																EUR	6	6
																EUR	017,42	017,42
																EUR	25	16
																EUR	148,48	556,48
																EUR	103	110
																EUR	146,71	060,08
																EUR	2 917,63	4
																	204,11	



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2010	P	158 B lie - PRU CD	CDC	785 420,00	546 335,68	24,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,950	A-1	EUR	10 653,55	19 950,26
M2A HABITAT	2010	P	158 B lie - PRU CD Foncier	CDC	117 252,00	91 252,19	34,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,950	A-1	EUR	1 779,42	2 289,67
M2A HABITAT	2010	P	4 rue de la Metzau - PRU CD	CDC	284 234,00	197 712,29	24,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,950	A-1	EUR	3 855,39	7 219,76
M2A HABITAT	2010	P	4 rue de la Metzau - PRU CD Foncier	CDC	445 609,00	346 798,24	34,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0,25	1,950	A-1	EUR	6 762,57	8 701,75
M2A HABITAT	2010	P	ROXELANE Construction neuve 1 logt - PLUS	CDC	48 267,00	34 519,28	24,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	793,94	1 207,14
M2A HABITAT	2011	P	BROSSOLETTE OTT/COLLIN- PLUS F Reconstruction- 50 logements	CDC	557 666,41	446 364,32	35,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	10 266,38	10 172,80
M2A HABITAT	2011	P	BROSSOLETTE OTT/COLLIN- PLUS Reconstruction - 50 logements	CDC	3 848 148,61	2 786 911,42	25,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	64 098,96	93 175,02
M2A HABITAT	2013	P	Brossolette - Le Fusain - PLUS F Construction 58 logts	CDC	768 495,71	629 799,04	37,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	21 642,62	13 440,07
M2A HABITAT	2012	P	Op ration de reconstruction de 10 logements r alis e Brossolette les Berges de la Doller secteur D	CDC	1 160 111,62	846 135,45	26,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,4	2,650	V	Livret A(Pr fix ) + 0,4	2,100	A-1	EUR	17 768,84	27 824,92
M2A HABITAT	2011	P	Programme am nagement Allé droite R sidence Marc Duval, foyer d'accueil m dicalis situ 80 rue de l	CDC	69 316,07	5 150,24	0,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	118,46	5 150,24
M2A HABITAT	2012	P	Op ration de reconstruction de 10 logements r alis e Brossolette les Berges de la Doller secteur D	CDC	152 651,92	123 156,01	36,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	3 265,00	2 715,03
M2A HABITAT	2011	P	23 rue du C dre - 5 Logements - PRU	CDC	52 000,00	37 180,36	25,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	855,15	1 243,06
M2A HABITAT	2008	P	157 Avenue de Colmar B t 2 et 5 - 27 logements PLUS	CDC	79 520,00	50 500,53	32,83	A	V	Livret A(Pr fix )	4,600	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	445,51	1 024,64
M2A HABITAT	2008	P	157 Avenue de Colmar B t t 1-13 logements PLUS	CDC	39 760,00	20 250,26	32,83	A	V	Livret A(Pr fix )	4,600	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	222,75	512,33
M2A HABITAT	2013	P	Op ration de reconstruction de 58 logements r alis e Brossolette les Berges de la Doller r sidence	CDC	4 868 395,09	3 644 648,34	27,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,4	2,150	V	Livret A(Pr fix ) + 0,4	2,800	A-1	EUR	102 050,15	115 035,00
M2A HABITAT	2013	P	Les Berges de la Doller - C1 le Fusain Rey Lucquet - 12 logements - PLAI	CDC	1 365 487,00	994 565,63	27,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	1,500	A-1	EUR	27 847,84	34 102,46
M2A HABITAT	2013	P	Les Berges de la Doller - C1 le Fusain Rey Lucquet - 12 logements - PLAI F	CDC	187 640,00	148 311,48	37,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	1,500	A-1	EUR	4 152,72	3 690,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2012	P	CDC	2 800 000,00	1 130 777,08	6,42	A	F	Taux fixe 2,35 %	2,350	F	Taux fixe 2,35 %	2,350	A-1	EUR	26 573,26	150 503,61
M2A HABITAT	2014	P	CDC	984 028,82	732 671,10	28,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2) ) + (-0,2)	1,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	1,050	A-1	EUR	7 693,05	24 219,30
M2A HABITAT	2014	P	CDC	20 359,75	16 304,53	38,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2) ) + (-0,2)	1,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	1,050	A-1	EUR	171,20	394,72
M2A HABITAT	2013	P	CDC	698 827,00	505 902,41	27,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2) ) + (-0,2)	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	2,200	A-1	EUR	11 129,85	17 346,78
M2A HABITAT	2013	P	CDC	100 367,00	78 849,52	37,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2) ) + (-0,2)	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	2,200	A-1	EUR	1 734,69	1 962,07
M2A HABITAT	2014	P	CDC	350 309,36	291 327,58	38,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6 ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	A-1	EUR	5 389,56	6 022,25
M2A HABITAT	2014	P	CDC	7 626 005,32	5 904 027,83	28,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6 ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	A-1	EUR	109 224,51	173 946,83
M2A HABITAT	2013	P	CDC	338 719,55	26 528,28	0,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	649,94	26 528,28
M2A HABITAT	2013	P	CDC	57 227,11	4 482,00	0,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	109,81	4 482,00
M2A HABITAT	2014	P	CDC	275 352,65	59 297,83	2,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	1 452,80	19 823,69
M2A HABITAT	2014	P	CDC	56 097,87	12 007,14	2,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	294,17	4 014,08
M2A HABITAT	2013	P	CDC	293 100,92	58 535,05	2,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	1 434,11	19 568,68
M2A HABITAT	2013	P	CDC	364 748,41	72 843,73	2,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	1 784,67	24 352,19
M2A HABITAT	2014	P	CDC	77 056,42	16 493,10	2,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	404,08	5 513,76
M2A HABITAT	2013	P	CDC	177 131,81	35 374,93	2,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	866,69	11 826,09
M2A HABITAT	2014	P	CDC	175 321,81	46 643,30	3,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	1 142,76	11 715,71
M2A HABITAT	2013	P	CDC	157 528,29	39 274,01	3,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	962,21	9 864,72
M2A HABITAT	2014	P	CDC	60 916,05	16 246,16	3,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2 ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	398,03	4 080,67

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2014	P	LES DOUVES ET LES BERGES	CDC	158 773,05	49 583,60	4,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	1 214,31	9 979,23
M2A HABITAT	2014	P	2 RUE DES VOSGES : ACQUISITIO	CDC	61 836,59	16 451,25	3,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	403,06	4 132,17
M2A HABITAT	2014	P	75/77 RUE DE STRASBOURG	CDC	159 961,26	49 812,03	4,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	1 220,39	10 029,26
M2A HABITAT	2014	P	21 RUE BUHLER : ACQUISITION	CDC	65 750,94	20 474,89	4,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	501,63	4 122,46
M2A HABITAT	2013	P	FOYER CHOPIN: 48 CHAMBRES	CDC	143 047,06	41 943,35	4,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	1 027,61	8 442,45
M2A HABITAT	2014	P	ZAC FONDERIE : CONSTRUCTION	CDC	279 957,66	98 673,62	5,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	2 417,50	16 586,23
M2A HABITAT	2014	P	ROXELANE : CREATION 5 LOGEMENT	CDC	237 921,08	74 153,77	4,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	1 816,77	14 925,84
M2A HABITAT	2014	P	104 logis Gasgarten	CDC	114 978,81	41 835,81	6,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	1 024,98	6 235,12
M2A HABITAT	2014	P	R habilitation R sidence HANSI 14 rue Hansi - 66 lgts - PAM	CDC	174 000,00	83 877,25	8,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	A-1	EUR	1 551,73	8 917,11
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELY- RUE DE MITTELWIHR - 9 villas - PLUS F	CDC	398 000,00	326 067,41	37,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	A-1	EUR	13 076,54	21 693,42
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELY- RUE DE MITTELWIHR - 9 villas - PLUS F	CDC	935 305,00	706 840,02	27,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	A-1	EUR	22 657,33	37 587,54
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELY- RUE DE MITTELWIHR - 22 lgts - PLUS	CDC	1 620 575,00	1 224 720,59	27,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	A-1	EUR	10 260,88	11 836,21
M2A HABITAT	2013	P	VEFA SITE CAP CORNELY- RUE DE MITTELWIHR - 22 lgts - PLUS F	CDC	677 000,00	554 642,27	37,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,850	A-1	EUR	5 694,21	282 584,09
M2A HABITAT	2014	P	Quartier DMC 1 0 13 RUE DU Tarn- 13 b t; 442 lgts - PAM ECO PR T	CDC	4 156 000,00	1 138 842,13	3,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,25)	0,500	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,25)	0,500	A-1	EUR	540,37	22 056,01
M2A HABITAT	2014	P	2/4/6 RUE DES OEILLETS	CDC	231 397,99	22 056,01	0,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	677,35	27 647,01
M2A HABITAT	2014	P	37/39 RUE DU MANEGE : 11 LOGTS	CDC	292 741,90	27 647,01	0,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	2 680,38	4 743,71
M2A HABITAT	2015	P	88 AV ARISTIDE BRIAND - 4 logis - PLUS	CDC	228 098,87	167 523,62	29,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,600	A-1	EUR	1 195,91	1 497,66
M2A HABITAT	2015	P	88 AV ARISTIDE BRIAND - 4 logis - PLUS F	CDC	88 082,39	74 744,37	39,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,600	A-1	EUR	4 401,05	7 788,93
M2A HABITAT	2015	P	17 RUE SCHWILGUE - 7 lgts - PLUS	CDC	436 230,10	275 085,46	29,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,600	A-1	EUR		

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2015	P	17 RUE SCHWILGUE - 7 lgts - PLUS F	154 759,32	131 324,66	39,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	A-1	EUR	2 101,19	2 631,37
M2A HABITAT	2015	P	20 BLVD ROOSEVELT-5 lgts- PLUS	286 209,55	213 472,91	29,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 415,57	6 044,84
M2A HABITAT	2015	P	20 BLVD ROOSEVELT-5 lgts- PLUS F	101 235,52	85 905,76	39,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 374,49	1 721,31
M2A HABITAT	2014	P	R habilitation Parc social public compos e de 51 lgts situ e sur plusieurs adresses MULHOUSE	300 000,00	144 296,19	8,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	A-1	EUR	2 308,74	15 340,32
M2A HABITAT	2015	P	24 -26 30-32 rue Huguenin - 17 lgts - PLUS F	895 900,00	758 127,79	39,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	A-1	EUR	12 130,04	15 190,68
M2A HABITAT	2015	P	Rue Huguenin	1 042 400,00	828 034,54	29,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	A-1	EUR	13 248,55	23 447,16
M2A HABITAT	2016	P	120 rue d'Illzach - Immeuble Grand Angle - 15 logements - PLUS	1 554 800,00	1 209 960,74	30,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	A-1	EUR	16 334,47	32 965,92
M2A HABITAT	2016	P	121 rue d'Illzach - Immeuble Grand Angle - 15 logements - PLUS F	324 400,00	279 409,09	40,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	A-1	EUR	3 772,02	5 430,02
M2A HABITAT	2015	P	construction neuve - 10 14 rue de la Martre - 19 logements - PLUS F	297 000,00	251 091,12	39,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	A-1	EUR	21 637,84	55 700,98
M2A HABITAT	2015	P	construction neuve - 10 14 rue de la Martre - 19 logements - PLUS	2 533 000,00	1 967 075,92	29,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	A-1	EUR	9 560,07	44 457,79
M2A HABITAT	2016	P	op ration de r habilitation de 59 lgts quartier ICE (Schuman, Merles, Lef bvre) - PAM Eco pr t	885 000,00	490 260,10	10,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.45)	1,950	A-1	EUR		
M2A HABITAT	2016	P	op ration de r habilitation de 59 lgts quartier ICE (Schuman, Merles, Lef bvre) - PAM	212 000,00	122 875,02	10,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	A-1	EUR	1 658,81	10 569,51
M2A HABITAT	2016	P	34-36 rue des Vosges	384 000,00	312 931,67	30,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	9 387,95	8 525,96
M2A HABITAT	2016	P	34-36 rue des Vosges	458 000,00	394 480,21	40,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	11 834,41	7 666,30
M2A HABITAT	2018	P		527 588,77	348 277,75	16,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	13 234,55	23 927,65
M2A HABITAT	2018	P		2 024 890,09	1 448 665,05	21,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	42 011,29	70 733,24
M2A HABITAT	2018	P		1 775 513,64	1 390 286,11	21,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	40 318,30	52 641,80
M2A HABITAT	2018	P		870 075,74	698 655,26	21,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	25 151,59	26 453,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
MZA HABITAT	2018	P		CDC	569 026,56	466 131,24	23,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	16 780,72	15 891,08
MZA HABITAT	2018	P	R habilitation 416 logements - rue Henri Matisse	CDC	273 765,20	152 448,11	8,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	5 488,13	17 861,45
MZA HABITAT	2018	P	R habilitation 416 logements - rue Henri Matisse	CDC	1 334 760,13	818 253,14	9,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	1,400	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	24 956,72	77 856,19
MZA HABITAT	2018	P	Reconstruction 42 logis - quartier Wolf Wagner	CDC	3 007 667,81	2 485 482,39	26,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	1,400	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	75 807,21	79 025,88
MZA HABITAT	2018	P	Reconstruction 42 logis - quartier Wolf Wagner	CDC	606 870,48	505 178,24	27,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	1,400	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	15 407,94	15 395,58
MZA HABITAT	2018	P	Construction - 21 rue des Merles	CDC	988 328,68	822 716,09	27,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	1,400	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	3,050	A-1	EUR	25 092,84	25 072,72
MZA HABITAT	2018	P		CDC	637 830,98	401 418,87	11,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	1,400	V	Livret A(Pr fix ) + 0.65	2,350	A-1	EUR	9 433,34	31 388,16
MZA HABITAT	2018	P	R habilitation 131 logis - rue de Zillisheim	CDC	616 688,33	437 336,44	14,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	13 120,09	26 976,24
MZA HABITAT	2018	P	Construction 23 logements - 137 rue d'Illzach	CDC	448 113,64	280 259,57	10,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	10 089,34	26 070,51
MZA HABITAT	2018	P	Construction 119 logements - Les 3 Fontaines	CDC	2 472 725,29	1 538 257,04	11,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	55 377,25	131 618,03
MZA HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	2 433 611,31	1 481 383,50	12,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	42 960,12	117 425,51
MZA HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	1 218 579,61	761 871,63	13,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	22 094,28	56 291,93
MZA HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	382 501,03	239 144,56	13,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	6 935,19	17 669,52
MZA HABITAT	2018	P	Construction logements Les Douves et les Berges - Quai des Cigognes	CDC	623 044,58	389 535,49	13,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	11 296,53	28 781,37
MZA HABITAT	2018	P	Construction 20 logements - rue des Merles	CDC	1 695 924,12	1 060 313,53	13,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	30 749,09	78 342,72
MZA HABITAT	2018	P	Construction 20 logements - rue des Merles	CDC	580 186,62	362 740,15	13,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	10 519,46	26 801,55
MZA HABITAT	2018	P	Construction 38 logements - Les Douves et les Berges	CDC	1 246 784,31	837 490,79	14,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	35 174,61	57 985,23
MZA HABITAT	2018	P	Construction 116 logements - Les Douves et les Berges	CDC	941 792,68	631 070,33	14,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	22 718,53	43 693,32
MZA HABITAT	2018	P	Construction 288 logements - Les Douves et les Berges	CDC	367 385,51	246 175,30	14,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	8 862,31	17 044,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)		Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2018	P	Construction 56 logements - Les Doves et les Berges	CDC	1 623 969,14	1 088 178,69	14,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	39 174,43	75 342,06
M2A HABITAT	2018	P	Roxelane - rues Ours, Traineau et avenue A Briend	CDC	3 375 537,96	2 161 026,67	14,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	62 149 669,77	149 622,69
M2A HABITAT	2018	P		CDC	416 760,05	284 714,60	15,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	10 249,73	18 558,18
M2A HABITAT	2018	P	Construction 26 logements - rue Wolf	CDC	677 388,11	412 338,47	12,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	11 957,82	32 685,03
M2A HABITAT	2018	P		CDC	1 020 633,06	669 199,13	13,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	24 49 091,17	49 444,69
M2A HABITAT	2018	P	Construction 49 logements - rue Lavoisier	CDC	1 449 498,25	906 888,06	13,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	26 299,17	66 936,13
M2A HABITAT	2018	P		CDC	3 249 852,41	2 178 956,32	14,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	78 442,43	150 695,63
M2A HABITAT	2018	P	Construction rue Vauban	CDC	1 537 874,24	1 051 258,15	15,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	37 845,29	68 440,34
M2A HABITAT	2018	P	ZAC FONDERIE 93 logis tranche 2 - rue du Man ge	CDC	712 940,51	474 999,59	16,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	13 774,99	29 278,34
M2A HABITAT	2018	P	Construction 48 logis - rue Neppert phase 3	CDC	1 971 906,68	1 313 791,05	16,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	38 099,94	80 980,32
M2A HABITAT	2018	P	Construction 12 logements - rue de l'le Napol on	CDC	557 810,12	382 283,49	17,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	A-1	EUR	11 086,22	21 875,02
M2A HABITAT	2018	P	R sidentialisation 390 lgis - Quartier Victor Hugo	CDC	437 950,01	227 887,96	6,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	A-1	EUR	6 836,64	31 496,76
M2A HABITAT	2018	P	S curisation halls entr es - quartier Coteaux	CDC	2 287 325,24	1 268 188,03	8,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	A-1	EUR	29 168,32	134 822,77
M2A HABITAT	2018	P	Am ilioration 1 logement - 65 rue des Vergers Mulhouse	CDC	209 000,00	179 072,83	32,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	A-1	EUR	5 372,18	4 530,47
M2A HABITAT	2018	P	Am ilioration 1 logement - 65 rue des Vergers Mulhouse	CDC	77 300,00	68 986,67	42,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	A-1	EUR	2 172,31	1 263,36
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition 20 logements - rue de Ruelisheim Mulhouse	CDC	370 500,00	317 447,27	32,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	A-1	EUR	9 523,42	8 031,29
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition 20 logements - rue de Ruelisheim Mulhouse	CDC	115 200,00	102 810,62	42,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	A-1	EUR	3 237,39	1 882,78
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition 20 logements - rue de Ruelisheim Mulhouse	CDC	1 751 700,00	1 463 543,35	32,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	A-1	EUR	32 197,95	42 257,14
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition 20 logements - rue de Ruelisheim Mulhouse	CDC	574 400,00	500 226,70	42,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	A-1	EUR	13 029,42	10 916,38

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
MZA HABITAT	2020	P	Acquisition-am loration 5 logts - 8 rue Stalingrad MULHOUSE	CDC	422 143,00	389 543,40	44,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,100	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	11 321,18	6 736,64
MZA HABITAT	2020	P	Acquisition-am loration 5 logts - 8 rue Stalingrad MULHOUSE	CDC	498 278,00	447 247,35	34,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,100	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	14 962,79	10 545,39
NEOLIA	2000	P	rue des Pins	CDC	1 221 231,27	492 744,11	11,75	A	V	Livret A(Pr fix )	3,000	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	8 376,65	39 945,01
NEOLIA	2000	P	rue des Pins	CDC	337 147,10	212 502,65	26,75	A	V	Livret A(Pr fix )	3,000	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	3 612,55	7 370,80
NEOLIA	2001	P	rue des Pins	CDC	294 480,74	20 808,83	0,25	A	F	Taux fixe 5.5 %	5,500	F	Taux fixe 5.5 %	5,500	A-1	EUR	1 144,49	20 808,83
NEOLIA	2007	P	117 av Ar Briand	DEXIA CL	3 726 482,00	1 957 925,75	11,83	A	V	EO尼亚(Postfix )	2,390	V	Livret A(Pr fix ) + 1.5	3,200	A-1	EUR	62 653,62	134 086,36
NEOLIA	2008	P	Constr. Ilot A3 Fonderie - 30 logts (PLS Foncier)	Cr dit Foncier	493 840,00	213 997,39	12,71	A	V	Livret A(Pr fix )	4,000	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	3 637,96	16 461,33
NEOLIA	2008	P	Constr. Ilot A3 Fonderie - 30 logts (PLS)	Cr dit Foncier	967 654,00	419 316,79	12,71	A	V	Livret A(Pr fix )	4,000	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	7 128,39	32 255,13
NEOLIA	2008	P	Constr. Ilot A6 Fonderie - 44 logts (PLS)	Cr dit Foncier	1 436 392,00	622 436,59	12,71	A	V	Livret A(Pr fix )	4,000	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	10 581,42	47 879,73
NEOLIA	2009	P	Constr. Ilot A6 Fonderie - 44 logts (Bonifox USD)	CE	2 060 000,00	1 269 484,87	13,07	A	F	Taux fixe 4.11 %	4,170	F	Taux fixe 4.11 %	4,170	A-1	EUR	52 900,49	68 675,27
NEOLIA	2009	P	Constr. Ilot A3 Fonderie - 30 logts (Bonifox USD)	CE	1 400 000,00	861 756,67	13,07	A	F	Taux fixe 4.11 %	4,170	F	Taux fixe 4.11 %	4,170	A-1	EUR	35 910,12	45 672,51
NEOLIA	2008	P	Constr. Ilot A6 Fonderie - 44 logts (PLS Foncier)	Cr dit Foncier	762 900,00	503 514,00	32,71	A	V	Livret A(Pr fix )	4,000	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	8 559,74	15 258,00
NEOLIA	2009	P	Acq.-Am l.10 rue de Murbach (PLUS Fonc.)	CDC	114 209,00	87 146,57	33,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,100	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	2 614,40	2 127,55
NEOLIA	2009	P	Acq.-Am l.10 rue de Murbach (PLUS)	CDC	163 895,00	110 800,98	23,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,100	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 324,03	4 059,29
NEOLIA	2008	P	Ilot A 3 - PLUS Foncier	CDC	1 965 050,00	1 328 469,79	23,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,100	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	39 854,09	48 669,57
NEOLIA	2008	P	Rue Beauregard : Acquisition-am loration de 28 logts (PLS F.)	CDC	908 000,00	733 014,72	33,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.28	5,380	V	Livret A(Pr fix ) + 1.28	3,680	A-1	EUR	29 984,20	15 875,11
NEOLIA	2008	P	Rue Beauregard : Acquisition-am loration de 28 logts (Compl ment PLS)	CDC	1 361 000,00	949 004,47	23,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	28 470,13	34 767,56
NEOLIA	2009	P	Zu Rhein- PSLA - construction de 7 logts	CREDIT MUTUEL	685 000,00	396 699,96	13,50	M	V	Livret A(Pr fix ) + 1.05	2,840	V	Livret A(Pr fix ) + 1.05	2,790	A-1	EUR	10 209,42	24 527,39
NEOLIA	2009	P	Construction 16 logts Brume- PLUSF	CDC	598 790,00	473 325,10	34,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	17 039,70	11 160,25

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2009	P	CDC	137 245,00	97 126,25	24,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 496,55	3
NEOLIA	2009	P	CDC	1 097 412,00	776 622,07	24,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	27 958,39	27
NEOLIA	2009	P	CDC	245 250,00	193 862,58	34,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	6 979,05	4
NEOLIA	2009	P	CDC	1 182 239,00	836 652,82	24,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	30 119,50	29
NEOLIA	2009	P	CDC	35 165,00	27 796,84	34,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 000,69	655,40
NEOLIA	2010	P	CDC	447 184,00	352 259,99	34,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	10 567,80	8
NEOLIA	2010	P	CDC	2 381 021,00	1 679 089,91	24,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	50 372,70	58
NEOLIA	2010	P	CDC	271 220,00	180 265,81	24,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.3)	2,100	A-1	EUR	3 785,58	7
NEOLIA	2010	P	CDC	1 594 218,00	1 124 238,42	24,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	33 727,15	39
NEOLIA	2010	P	CDC	257 002,00	202 448,06	34,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	6 073,44	4
NEOLIA	2010	P	CDC	390 892,00	312 218,18	35,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	11 239,85	7
NEOLIA	2010	P	CDC	1 719 770,00	1 243 685,26	25,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	44 772,67	41
NEOLIA	2010	P	CDC	125 099,00	101 637,34	35,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 662,86	2
NEOLIA	2010	P	CDC	375 295,00	278 732,57	25,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	10 034,37	9
NEOLIA	2010	P	CDC	282 723,00	229 699,77	35,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	8 278,05	5
NEOLIA	2010	P	CDC	848 168,00	629 936,49	25,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	22 677,71	21
NEOLIA	2010	P	CDC	287 161,00	233 305,44	35,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	8 407,99	5
NEOLIA	2010	P	CDC	861 482,00	639 824,86	25,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	23 033,69	21



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil						Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2010	P	CDC	112 989,00	91 798,51	35,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 308,28	2 092,12
NEOLIA	2010	P	CDC	338 965,00	251 750,19	25,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	9 063,01	8 416,78
NEOLIA	2009	P	CDC	341 498,00	260 578,29	33,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,100	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	7 817,35	6 361,61
NEOLIA	2011	P	CDC	168 203,00	115 296,16	25,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 729,44	4 270,41
NEOLIA	2011	P	CDC	67 735,00	51 394,25	35,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	770,91	1 354,06
NEOLIA	2012	P	CDC	1 641 019,00	1 173 704,92	26,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	35 211,15	37 571,17
NEOLIA	2013	P	CDC	660 298,00	516 495,81	36,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	17 295,35	11 386,38
NEOLIA	2012	P	CDC	615 096,00	454 634,08	26,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	13 639,02	14 553,18
NEOLIA	2012	P	CDC	224 273,00	181 291,55	36,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	6 070,72	3 996,65
NEOLIA	2015	P	CDC	560 417,00	432 983,30	29,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	3 463,95	13 811,78
NEOLIA	2015	P	CDC	143 118,00	117 939,88	39,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	943,52	2 778,65
NEOLIA	2015	P	CDC	1 422 020,00	1 129 587,17	29,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	A-1	EUR	18 073,39	31 986,12
NEOLIA	2015	P	CDC	380 041,00	321 597,97	39,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	A-1	EUR	5 145,57	6 443,89
NEOLIA	2015	P	CDC	580 790,00	445 166,76	29,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	3 561,33	14 203,39
NEOLIA	2015	P	CDC	110 722,00	90 507,30	39,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	724,06	2 133,03
NEOLIA	2017	P	CDC	2 469 557,00	1 977 650,72	31,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	59 329,52	63 027,15
NEOLIA	2017	P	CDC	718 009,00	602 049,28	41,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	19 181,62	14 917,84
NEOLIA	2017	P	CDC	644 926,16	528 581,59	29,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.95	1,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.95	2,650	A-1	EUR	14 007,41	14 189,60
NEOLIA	2017	P	CDC	251 823,68	209 340,56	31,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.95	1,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0.95	2,650	A-1	EUR	5 547,52	5 187,60

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	P		CDC	900 128,02	738 651,85	31,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	16 988,99	19 383,56
NEOLIA	2018	P		CDC	615 899,56	505 690,07	23,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,28	2,030	V	Livret A(Pr fix ) + 1,28	3,680	A-1	EUR	18 609,39	17 073,44
NEOLIA	2018	P		CDC	468 830,73	377 594,34	22,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,95	1,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0,95	3,350	A-1	EUR	12 649,41	13 949,12
NEOLIA	2018	P		CDC	3 595 553,50	2 923 886,97	23,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,95	1,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0,95	3,350	A-1	EUR	97 950,21	102 729,83
NEOLIA	2018	P		CDC	150 123,46	123 176,05	24,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,95	1,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0,95	3,350	A-1	EUR	4 126,40	4
NEOLIA	2018	P		CDC	92 762,70	74 372,98	24,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,95	1,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0,95	2,650	A-1	EUR	1 970,88	2
NEOLIA	2018	P		CDC	1 083 391,87	873 786,23	26,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	20 097,08	27 970,54
NEOLIA	2018	P		CDC	303 655,46	247 831,95	26,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,95	1,700	V	Livret A(Pr fix ) + 0,95	2,650	A-1	EUR	6 567,55	7
NEOLIA	2018	P		CDC	71 191,10	51 246,53	26,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,7	1,450	V	Livret A(Pr fix ) + 0,7	2,400	A-1	EUR	1 229,92	2
NEOLIA	2018	P		CDC	119 511,64	94 392,20	23,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	3,200	A-1	EUR	3 020,55	3
NEOLIA	2018	P		CDC	252 699,72	215 152,54	33,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	1,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0,8	3,200	A-1	EUR	6 884,88	5
NEOLIA	2018	P		CDC	16 421,51	5 128,59	2,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	153,86	1
NEOLIA	2018	P		CDC	37 709,88	11 777,22	2,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	353,32	3
NEOLIA	2018	P		CDC	16 501,40	9 283,35	11,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	213,52	882,86
NEOLIA	2018	P		CDC	515 801,50	218 674,97	4,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,75)	0,500	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,75)	1,650	A-1	EUR	3 608,14	43
NEOLIA	2018	P		CDC	3 481 660,09	1 476 055,84	4,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,75)	0,500	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,75)	1,650	A-1	EUR	24 354,92	292 273,77
NEOLIA	2018	P		CDC	46 591,66	27 105,49	9,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	623,43	2
NEOLIA	2018	P	146 LGTS RUE DE BORDEAUX ET DE TOULON A MULHOUSE	CDC	217 000,00	67 852,60	2,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	2 442,69	579,06
NEOLIA	2018	P	146 LGTS RUE DE BORDEAUX ET DE TOULON A MULHOUSE	CDC	433 366,00	135 506,94	2,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	4 878,25	22 370,55
																	44 675,73	

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	Rues Gendarmerie, Hombourg, Canal - 24 lgts - PLUS	CDC	7 878 920,00	5 905 175,97	17,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	212 298	212 298
NEOLIA	2018	P		CDC	279 322,88	224 649,83	26,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	586,33 4 942,30	586,33 4 942,30
NEOLIA	2018	P		CDC	96 324,55	82 028,15	36,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	1 804,62	1 804,62
NEOLIA	2019	P		CDC	89 513,38	76 116,75	27,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	2 283,50	2 283,50
NEOLIA	2019	P		CDC	629 422,91	538 465,25	28,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	16 153,96	16 153,96
NEOLIA	2019	P	Rues Gendarmerie, Hombourg, Canal - 16 lgts - PLA I	CDC	64 871,45	55 812,25	29,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	1 674,37	1 674,37
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2013	P		CDC	1 340 000,00	1 019 986,75	29,33	A	V	Inflation INSEE hors tabac(Pr fix )	0,590	V	Inflation INSEE hors tabac(Pr fix )	0,590	A-1	EUR	11 794,70	11 794,70
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P		CDC	894 000,00	644 635,75	29,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	5 157,09	5 157,09
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P		CDC	504 500,00	387 274,08	39,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	3 098,19	3 098,19
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P		CDC	372 200,00	298 639,71	39,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.11	2,110	V	Livret A(Pr fix ) + 1.11	2,110	A-1	EUR	6 301,30	6 301,30
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	20-22 rue du Ventron - 12 lgts - PLS F	CDC	162 000,00	94 025,86	14,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.25)	0,750	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.25)	0,750	A-1	EUR	705,19	705,19
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P		CDC	399 525,93	322 058,13	29,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	1,750	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	10 949,98	10 949,98
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P		CDC	308 563,93	247 799,02	29,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.9	1,650	V	Livret A(Pr fix ) + 0.9	3,300	A-1	EUR	8 177,37	8 177,37
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P		CDC	720 062,89	631 512,97	39,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	20 956,48	20 956,48
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P		Cr dit Foncier	1 012 135,00	890 180,46	34,25	T	V	Livret A(Pr fix )	3,500	V	Livret A(Pr fix )	1,700	A-1	EUR	14 092,40	14 092,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	27 logts Av Kennedy PLS	Cr dit Foncier	853 341,00	546 306,87	14,25	T	V	Livret A(Pr fix )	3,550	V	Livret A(Pr fix )	1,710	A-1	EUR	8 575,02	27 904,38
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	27 logts Av Kennedy - Bonifix euro	CE	436 000,00	247 058,65	12,15	T	F	Si Euribor 12M(Postfix )<=5 alors 4,15 % sinon Euribor 12M(Postfix )	4,280	F	Si Euribor 12M(Postfix )<=6.5 alors 4,15 % sinon Euribor 12M(Postfix )	4,280	B-1	EUR	10 150,58	15 610,11
RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL	2008	P	27 logts Av Kennedy - Bonifix USD	CE	436 000,00	242 575,30	12,15	T	F	Si Libor USD 12M(Postfix )<=6.5 alors 3,945 % sinon Libor USD 12M(Postfix )	4,060	F	Si Libor USD 12M(Postfix )<=7.5 alors 3,945 % sinon Libor USD 12M(Postfix )	4,060	B-4	EUR	9 469,81	15 601,84
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	1992	P	Avenue A.Briand-Rue Rossberg	CDC	905 177,57	79 544,13	1,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	5,800	V	Livret A(Pr fix ) + 1.3	2,050	A-1	EUR	4 527,46	39 806,49
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	1997	P	5 Rue Vauban : 4 logements	CDC	53 815,67	9 307,95	3,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	353,70	2 334,60
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	1997	P	1 RUE DE CHALAMPE : TRAVAUX	CDC	53 357,16	8 394,03	3,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	4,300	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	268,61	2 120,26
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	1998	P	8 rue du Gaz	CDC	7 876,28	2 027,99	6,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,050	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	64,90	296,32
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	1999	P	76 rue Lefebvre	CDC	7 786,96	2 364,89	7,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	89,87	301,13
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2000	P	11 rue des Grains	CDC	16 107,97	4 774,14	7,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,800	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	119,35	607,91

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cit Manifeste Secteur 3	CDC	277 480,09	206 888,32	29,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,600	A-1	EUR	7 447,98	5 343,78
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cit Manifeste Secteur 2	CDC	408 211,29	304 361,19	29,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,600	A-1	EUR	10 957,00	7 861,43
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cit Manifeste Secteur 5	CDC	301 075,67	224 481,16	29,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,600	A-1	EUR	8 081,32	5 798,18
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cit Manifeste Secteur 4	CDC	310 197,35	231 282,27	29,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,600	A-1	EUR	8 326,16	5 973,85
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2003	P	Cit Manifeste Secteur 1	CDC	257 557,18	192 033,92	29,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,600	A-1	EUR	6 913,22	4 960,09
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	Mulh.-Bourtzwiller Acquis,-am l, 6 lgts collectifs	CDC	120 750,07	92 369,97	30,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	3,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	2,850	A-1	EUR	2 632,54	2 306,31
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	4 Rue Colbert Acquisition-Am lioration 1 lgt	CDC	17 304,49	9 889,22	15,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	3,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	2,850	A-1	EUR	281,84	545,13
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	4 Rue Colbert Acquisition-Am lioration 1 lgt	CDC	18 042,52	13 802,00	30,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	3,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	2,850	A-1	EUR	393,36	344,61
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	19 Passage du Triangle-Acq,-Am lioration 1 logt	CDC	17 673,51	10 100,05	15,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	3,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	2,850	A-1	EUR	287,85	556,76
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	19 Passage du Triangle Acq,-Am lioration 1 logt	CDC	17 906,46	13 697,90	30,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	3,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	2,850	A-1	EUR	390,39	342,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	12 Rue E,Noelging Acq,Am loration 1 logt	CDC	23 688,02	13 537,32	15,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	3,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	2,850	A-1	EUR	385,81	746,22
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	12 Rue E,Noelging Acq,-Am loration 1 logt	CDC	17 971,40	13 747,58	30,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	3,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	2,850	A-1	EUR	391,81	343,24
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2005	P	Mulh,-Bourtz, - Acquisition-Am loration 27 lgts	CDC	567 210,75	439 584,01	31,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	3,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1.15	3,550	A-1	EUR	15 605,23	538,55
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2001	P	Il t MDPA P Foncier	CDC	1 417 775,86	972 148,63	25,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	4,200	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	40 830,24	30 045,68
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Mulh,-Bourtz,- Acquisition-Am l,13 R,Turckheim	CDC	19 032,04	14 811,67	32,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	4,000	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	511,56	350,16
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2006	P	Mulh,-Bourtz,- Acquisition-Am l,13 R,Turckheim	CDC	25 930,64	15 765,32	17,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1	4,500	V	Livret A(Pr fix ) + 1	3,400	A-1	EUR	536,02	769,44
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Rue de St Louis PLUS F	CDC	415 023,07	318 921,51	33,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	7 973,04	7 519,14
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Rue de St Louis PLUS	CDC	60 003,34	40 866,74	23,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	2,500	A-1	EUR	1 021,67	1 461,89
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Acquisition Th o Fischer & Daguerre	CDC	4 800 000,00	3 599 853,53	31,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	115 195,31	91 433,32
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2007	P	Acquisition 152 Av. Aristide Briand	CDC	350 000,00	262 489,32	31,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,550	V	Livret A(Pr fix ) + 0.8	3,200	A-1	EUR	8 399,66	6 667,01

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acquisition-am I. 38 Av. d'Altkirch (PLAI Foncier)	CDC	19 034,58	13 662,34	34,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,7)	0,000	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,7)	1,700	A-1	EUR	232,26	390,35
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acquisition-am I. 38 Av. d'Altkirch (PLAI)	CDC	190 345,79	122 043,42	24,33	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,7)	0,000	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,7)	1,700	A-1	EUR	2 074,74	4 881,74
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2008	P	Acq-Am I.Rues Bonnes Gens-du Havre (PLUS F.)	CDC	360 000,00	269 334,93	32,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	4,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	6 194,70	6 814,07
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soultz- PLAII	CDC	600 017,17	384 167,63	24,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,7)	1,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,7)	1,000	A-1	EUR	3 841,68	15 386,70
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	132 Soultz- PLAII Foncier	CDC	85 002,43	60 923,61	34,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,7)	1,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,7)	1,000	A-1	EUR	609,24	1 740,67
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	94 rue d'Illzach PLUS F	CDC	563 474,60	452 893,83	35,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	13 586,81	10 321,62
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	94 rue d'Illzach PLUS	CDC	60 372,28	43 910,99	25,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	1 317,33	1 488,08
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	74 78 Av.Kennedy/59 Rue du Sauvage PLUS F	CDC	1 458 996,73	1 172 671,45	35,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	35 180,14	26 725,61
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	74 78 Av.Kennedy/59 Rue du Sauvage PLUS	CDC	1 051 483,85	764 783,54	25,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	22 943,51	25 569,06
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	9 Rue de la Doller PLUS F	CDC	390 407,40	313 790,74	35,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	9 413,72	7 151,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	9 Rue de la Doller PLUS	CDC	352 171,62	256 147,60	25,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	7 684,43	8 563,80
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	4-6 R.des Merles/3 R.des Fabrique/13 Imm.diffus - PRU AS	CDC	459 885,00	102 577,93	3,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,500	V	Livret A(Pr fix ) + 0.25	1,950	A-1	EUR	2 000,27	25 357,78
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	27 pass Th are - PLUS F	CDC	133 000,00	104 788,05	34,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 143,04	2 470,26
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	70 rue Laurent - PLUS F	CDC	338 968,04	271 267,56	35,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	6 239,15	6 182,29
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	27 pass Th are - PLUS	CDC	460 000,00	324 390,82	24,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	9 731,72	11 343,94
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2009	P	70 rue Laurent - PLUS	CDC	76 115,58	55 115,34	25,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 267,65	1 842,67
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	12 rue Franklin - PLUS F	CDC	434 353,74	347 602,30	35,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 994,85	7 921,96
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	12 rue Franklin - PLUS	CDC	191 322,48	138 536,71	25,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	3 186,34	4 631,71
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	15 rue de la Fid lit - PLAI Foncier	CDC	54 000,00	41 251,69	34,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	907,54	1 119,59
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1 re tranche - 71 rue de Pfastatt - PLUS F	CDC	310 286,54	253 912,05	36,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	8 958,32	5 597,61



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1 re tranche - 71 rue de Pfastatt - PLUS	CDC	1 451 340,25	1 085 689,36	26,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	39 084,10	34 753,08
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1 re tranche - 71 rue de Pfastatt - PLAIF	CDC	71 047,38	55 649,24	36,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 558,18	1 424,35
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	1 re tranche - 71 rue de Pfastatt - PLAIF	CDC	425 283,64	303 996,86	26,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	8 511,91	10 826,18
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	1 re tranche - 71 rue de Pfastatt - PTHEP	CDC	236 200,00	156 989,84	24,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.3)	2,100	A-1	EUR	3 296,79	6 130,19
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pfastatt - PLUS F	CDC	435 402,07	356 295,95	36,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	12 570,55	7 854,70
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pfastatt - PLUS	CDC	1 801 663,76	1 347 727,47	26,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	48 518,19	43 141,75
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pfastatt - PLAIF	CDC	87 058,06	68 189,89	36,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	1 909,32	1 745,34
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2011	P	2e tranche - 71 rue de Pfastatt - PLAIF	CDC	408 272,29	291 836,98	26,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	8 171,44	10 393,13
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	2e tranche - 71 rue de Pfastatt - PTHEP	CDC	280 700,00	186 566,70	24,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.3)	2,100	A-1	EUR	3 917,90	7 285,12
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2010	P	15 rue de la Fid lit ? PLAIF	CDC	120 000,00	82 528,14	24,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	1 815,62	3 183,83

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Immeuble Ecran - 5 porte de B le - PLUS	CDC	1 972 547,45	1 449 905,53	26,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	33 347,83	46 412,55
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Immeuble Ecran - 5 porte de B le - PLUS F	CDC	889 302,08	715 028,00	36,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	18 956,19	15 763,11
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	5 rue Georges ZIERDT - PLA I F	CDC	67 607,00	52 155,34	36,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	2,200	A-1	EUR	1 147,42	1 334,92
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	5 rue Georges ZIERDT - PLA I	CDC	172 822,00	121 710,09	26,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	2,050	V	Livret A(Pr fix ) + (-0,2)	2,200	A-1	EUR	2 677,62	4 334,44
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Jardins Neppert - 51 logements locatifs - PLUS	CDC	5 600 000,00	4 125 143,36	26,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	123 754,30	132 048,89
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Jardins Neppert - 51 logements locatifs - PLUS F	CDC	665 000,00	535 637,77	36,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,850	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	17 936,34	11 808,37
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Vallons - 72 lgts- PLS F	CDC	1 540 000,00	1 264 756,50	36,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,07	3,320	V	Livret A(Pr fix ) + 1,07	2,770	A-1	EUR	43 798,44	25 470,43
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Vallons - 72 lgts- PLS	CDC	1 610 000,00	1 210 784,34	26,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,07	3,320	V	Livret A(Pr fix ) + 1,07	2,770	A-1	EUR	33 538,73	36 354,65
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2012	P	Les Vallons - 72 lgts- compl ment PLS	CDC	3 015 000,00	2 259 373,07	26,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1 ) + 1	3,250	V	Livret A(Pr fix ) + 1	2,700	A-1	EUR	61 003,07	68 493,50
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P	37 rue Cerf	CDC	53 538,47	14 243,84	3,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,450	A-1	EUR	348,97	3 577,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P	15 rue J. HEILMANN	CDC	18 110,13	5 639,60	4,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,450	A-1	EUR	138,17	1 135,49
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2013	P	RUE KOECHLIN : REHABILITATION	CDC	11 152,55	3 267,01	4,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,450	A-1	EUR	80,04	657,78
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2013	P	5 RUE CERF	CDC	13 897,69	4 071,15	4,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,450	A-1	EUR	99,74	819,69
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2013	P	22-24 rue Chanoine Cetty	CDC	108 864,06	21 741,58	2,75	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,450	A-1	EUR	532,67	7 288,34
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2014	P	13 RUE DE LA FIDELITE	CDC	40 167,62	10 712,80	3,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,450	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,450	A-1	EUR	262,46	2 690,79
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2015	P	construction 8 lgts Angle rues Neppert / Buhler PLUS	CDC	840 000,00	667 257,32	29,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	A-1	EUR	10 676,12	18 894,49
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2015	P	construction 8 lgts Angle rues Neppert / Buhler PLUS F	CDC	134 000,00	113 393,36	39,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 814,29	2 272,07
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Il t MDP A P Tv x	CDC	1 447 172,18	1 008 363,40	21,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	29 242,54	52 269,44
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Cit Manifeste Secteur 3	CDC	528 573,04	436 861,49	24,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	15 727,01	14 169,29
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Cit Manifeste Secteur 2	CDC	267 886,01	221 405,69	24,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	7 970,60	7 181,14

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Cit Manifeste Secteur 5	CDC	526 578,28	435 212,84	24,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,600	A-1	EUR	15 667,66	14 115,82
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Cit Manifeste Secteur 4	CDC	466 405,42	385 480,41	24,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,600	A-1	EUR	13 877,29	12 502,79
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Cit Manifeste Secteur 1	CDC	391 278,47	323 388,60	24,50	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,600	A-1	EUR	11 641,99	10 488,88
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Mulh.-Bourtzwiler Acquis,-am I, 6 lgts Collectifs	CDC	57 960,94	47 210,79	25,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	1,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	2,850	A-1	EUR	1 345,51	1 488,78
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Mulh.-Bourtz - Acquisition-Am loration 27 lgts	CDC	190 264,90	159 559,00	26,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	1,900	V	Livret A(Pr fix ) + 1,15	3,550	A-1	EUR	5 664,34	4 738,48
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	6-8 rue de la Pr voyance - PAM	CDC	52 023,86	30 265,75	9,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	2,300	A-1	EUR	696,11	2 879,76
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Les Cl matties 12 16 rue Lorient -12 pavillons-	CDC	249 613,35	198 906,03	22,42	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0,6	3,000	A-1	EUR	5 967,18	7 647,41
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	98-100 AVENUE ARISTIDE BRIAND	CDC	149 261,87	81 750,00	9,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,900	A-1	EUR	2 370,75	8 771,14
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	4 rue de Stalingrad	CDC	79 796,12	56 169,61	14,17	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	3,600	A-1	EUR	2 022,11	3 531,98
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	LE SQUARE -46 LOGEMENTS	CDC	1 090 557,04	713 572,37	15,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1,2	2,900	A-1	EUR	20 693,60	46 457,56

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	LE SQUARE 2E TRANCHE40 LOGTS	CDC	816 881,22	534 501,03	15,58	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	15 500,53	34 799,01
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	r sidence le Lude rue de la Passerelle 11 lgts	CDC	326 551,68	213 689,03	15,83	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	6 196,40	13 911,05
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	Avenue A. Briand-Rue Schwillig	CDC	598 872,84	372 556,81	11,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	13 412,05	31 876,59
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	RUE DE LA LOI	CDC	457 681,04	278 602,37	12,67	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	8 079,47	22 083,71
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	15 rue J. HEILMANN	CDC	83 998,80	55 076,18	13,08	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	3,600	A-1	EUR	1 982,74	4 089,29
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	92 Avenue Ar. Briand	CDC	471 593,75	314 197,48	16,92	A	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	1,950	V	Livret A(Pr fix ) + 1.2	2,900	A-1	EUR	9 111,73	19 367,14
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	65 67 69 rue de Plastatt- 38 lgts - PAM	CDC	164 719,46	125 151,70	18,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 754,55	5 958,59
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2018	P	R habilitation 157 lgts Le Flammarion 4 20 et 5 9 Grand'Rue PAM	CDC	1 443 500,00	1 201 085,80	27,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	1,350	V	Livret A(Pr fix ) + 0.6	2,300	A-1	EUR	43 239,09	36 862,18
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2015	P		CDC	1 556 500,00	1 134 535,17	17,00	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.25)	1,450	A-1	EUR	31 199,72	61 700,94
SOCIETE MULHOUISIENNE DES CITES OUVRIERES	2017	P	R habilitation 30 logements - 38 42 rue de la Passerelle	CDC	270 000,00	162 926,01	11,25	A	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Pr fix ) + (-0.45)	1,950	A-1	EUR	3 177,06	13 539,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
TOTAL GENERAL					492 231 917,48	312 242 726,24											8 727 538,60	15 405 962,55

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et complabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN		B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A2 450 497,44
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C28 126 272,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D30 576 769,44
Recettes réelles de fonctionnement	II178 832 000,00

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II17,10
--	-------------

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.  
(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.  
(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.  
(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES				IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN				B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL							
8017	Subventions à verser en annuités				6 900 000,00	1 592 310,00	530 769,00
					0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés				6 900 000,00	1 592 310,00	530 769,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				6 900 000,00	1 592 310,00	530 769,00
2015	Indemnité de remboursement anticipée - Emprunt CAFFIL indexé sur le cours de change EUR/CHF	CAFFIL	13	A	6 900 000,00	1 592 310,00	530 769,00
Engagements liés à des délégations de service public							
					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement							
					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.



IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN		B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL							
8026	Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)				8 947 660,00	2 064 844,60	688 281,54
					0,00	0,00	0,00
8027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus				8 947 660,00	2 064 844,60	688 281,54
A l'exception de ceux reçus des entreprises							
2016	Aide fonds de soutien des emprunts à risque au remboursement - Emprunt CAFFIL	Agence de Services et de Paiement	13	A	8 947 660,00	2 064 844,60	688 281,54
Engagements reçus des entreprises							
					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES				IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES				B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					
2041511	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT INFORMATIQUE ET MOBILIER	A AFFECTER	Etablissement de droit public	150 000,00
2041512	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	PARTICIPATION DMC	A AFFECTER	Etablissement de droit public	510 000,00
2041512	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	PARTICIPATION PARKING FONDERIE	A AFFECTER	Etablissement de droit public	300 000,00
2041581	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT HEAR	A AFFECTER	Etablissement de droit public	59 500,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	CONCESSION AMENAGEMENT PLEIN CIEL	A AFFECTER	Autre personne de droit public	2 146 855,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	CONCESSION AMENAGEMENT QUARTIER DES COTEAUX	A AFFECTER	Autre personne de droit public	1 540 000,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	CONCESSION AMENAGEMENT PERICENTRE OPAH RU FONDERIE	A AFFECTER	Autre personne de droit public	1 503 175,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT OPERATIONS PATRIMONIALES	A AFFECTER	Autre personne de droit public	1 656 660,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	AIDE MUNICIPALE AU LOGEMENT	A AFFECTER	Autre personne de droit public	900 000,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	CONCESSION RUDIC RISQUES LATENTS	A AFFECTER	Autre personne de droit public	354 000,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	CONCESSION AMENAGEMENT FONDERIE RISQUES LATENTS	A AFFECTER	Autre personne de droit public	213 000,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT EDIFICES CULTUELS	A AFFECTER	Autre personne de droit public	192 000,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	CONCESSION AMENAGEMENT NOUVEAU BASSIN RISQUES LATENTS	A AFFECTER	Autre personne de droit public	130 000,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	CONCESSION AMENAGEMENT ZAC GARE	A AFFECTER	Autre personne de droit public	116 720,00
2041582	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	OPAH RU FONDERIE RISQUES LATENTS	A AFFECTER	Autre personne de droit public	103 500,00
204181	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	PARTICIPATION TRIREGIO DATASPACE	A AFFECTER	Autre personne de droit privé	69 000,00
204182	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	PARTICIPATION ETUDE AVP COUBERTIN	A AFFECTER	Entreprise	39 000,00
20421	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT ASSOCIATIONS SPORTIVES	A AFFECTER	Association	60 000,00
20421	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT LA FILATURE	A AFFECTER	Association	60 000,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
20421	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT ASSOCIATIONS LUTTE CONTRE L'EXCLUSION	A AFFECTER	Association	40 000,00
20421	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT ASSOCIATIONS AIDE AUX FAMILLES	A AFFECTER	Association	6 500,00
20421	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT ASSOCIATIONS JEUNESSE	A AFFECTER	Association	5 000,00
20421	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT ACCESSIBILITE	A AFFECTER	Association	5 000,00
20421	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT ASSOCIATIONS PERSONNES AGEES	A AFFECTER	Association	4 000,00
20421	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT ASSOCIATIONS PERSONNES HANDICAPEES	A AFFECTER	Association	3 000,00
20422	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	AIDE A LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE	A AFFECTER	Autre personne de droit privé	250 000,00
20422	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT OPAH RU FONDERIE	A AFFECTER	Autre personne de droit privé	180 000,00
20422	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT COPROPRIETES	A AFFECTER	Association	150 000,00
20422	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT JARDIN MIQUEY	A AFFECTER	Association	100 000,00
20422	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT ASSOCIATIONS CULTURELLES	A AFFECTER	Association	100 000,00
20422	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	AIDE MUNICIPALE AU LOGEMENT	A AFFECTER	Autre personne de droit privé	100 000,00
20422	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	SUB. EQUIPEMENT ASSOCIATIONS CULTUELLES	A AFFECTER	Association	28 000,00
204412	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	OPAC MISE AUX NORMES JEUX	M2A HABITAT	Autre personne de droit public	20 000,00
FONCTIONNEMENT (total)					20 150 209,00
657351	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT CENTRE SPORTIF REGIONAL ALSACE	A AFFECTER	Etablissement de droit public	172 000,00
657358	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ONR BALLET DE CHEMNITZ	OPERA NATIONAL DU RHIN	Etablissement de droit public	10 900,00
65736212	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ONM	ORCHESTRE NATIONAL DE MULHOUSE	Etablissement de droit public	3 913 000,00
65736212	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT APC	AGENCE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE	Etablissement de droit public	68 530,00
65736212	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT REUSSITE EDUCATIVE	REGIE REUSSITE EDUCATIVE	Etablissement de droit public	15 000,00
657363	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT CCAS	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	Etablissement de droit public	2 728 000,00
657381	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT CULTES	CENTRE DIOCESAIN DE DOCUMENTATION (CEDIDOC)	Etablissement de droit public	4 575,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
657381	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT CULTES	CONSISTOIRE EGLISE REFORMEE	Etablissement de droit public	1 525,00
657382	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT SOLIDARITES	A AFFECTER	Association	20 000,00
657382	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT MAISON DES ADOS	A AFFECTER	Association	9 500,00
657382	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT POSTE PROFESSEUR PEDOPSYCHIATRIE	UNIVERSITE DE STRASBOURG	Etablissement de droit public	9 150,00
657382	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT FACULTE GEOGRAPHIE ET AMENAGEMENT	UNIVERSITE DE STRASBOURG - FACULTE DE GEOGRAPHIE ET D'AMENAGEMENT	Etablissement de droit public	4 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT CENTRES SOCIO-CULTURELS	A AFFECTER	Association	3 250 381,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT LA FILATURE	A AFFECTER	Association	3 124 020,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS SPORTIVES	A AFFECTER	Association	2 359 065,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT AMICALE DU PERSONNEL	A AFFECTER	Association	747 575,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS CULTURELLES	A AFFECTER	Association	643 490,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT POLITIQUE DE LA VILLE	A AFFECTER	Association	496 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION	A AFFECTER	Association	402 313,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT NOUMATROUFF	A AFFECTER	Association	245 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS JEUNESSE	A AFFECTER	Association	236 310,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS PERSONNES AGEES	A AFFECTER	Association	229 550,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS DE COMMERCANTS	A AFFECTER	Association	129 200,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT HABITAT ET RENOUVELLEMENT URBAIN	A AFFECTER	Association	118 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT DIVERS	A AFFECTER	Association	104 200,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT CARNAVAL	A AFFECTER	Association	80 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT MOTOCO	A AFFECTER	Entreprise	75 000,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT RELATIONS INTERNATIONALES	A AFFECTER	Association	63 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT AFSCO	A AFFECTER	Association	55 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT AFUT	A AFFECTER	Association	55 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT SPORTS TEAM ELITE	A AFFECTER	Personne physique	52 500,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT POLITIQUE DE LA VILLE EDUCATION	A AFFECTER	Association	48 500,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS AIDE A LA FAMILLE	A AFFECTER	Association	45 830,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT EDUCATION	A AFFECTER	Association	44 100,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS SANTE	A AFFECTER	Association	37 400,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT INCLUSION NUMERIQUE	A AFFECTER	Association	33 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS PERSONNES HANDICAPEES	A AFFECTER	Association	25 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ATELIER MONDIAL	A AFFECTER	Association	25 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT MCP CITE	MAISON DE CULTURE POPULAIRE DE LA CITE	Association	23 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT MAISON DES FAMILLES	A AFFECTER	Association	20 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT CITES EDUCATIVES	A AFFECTER	Association	20 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT JARDINS FAMILIAUX	ASSOCIATION DES AMIS DES JARDINS FAMILIAUX	Association	19 600,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT LIVRODROME	PLATEFORME CULTURE	Association	17 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ECOLES	A AFFECTER	Association	24 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE	A AFFECTER	Association	10 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT APPUIS	ASSOCIATION APPUIS	Association	9 810,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT CULTES	A AFFECTER	Association	9 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAMILIALES	A AFFECTER	Association	7 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT DEMOS	CENTRE SOCIO-CULTUREL AFSCO	Association	7 000,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT DEMOS	CENTRE SOCIO-CULTUREL BEL AIR	Association	7 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT DEMOS	CENTRE SOCIO-CULTUREL PORTE DU MIROIR	Association	7 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT JOURNEES DE L'ARCHITECTURE	A AFFECTER	Association	5 500,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT ACMISA	GIP ACTION CULTURELLE EN MILIEU SCOLAIRE ALSACE	Association	5 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT OMSPEC	OFFICE MUNICIPAL DES SOCIETES PATRIOTIQUES ET D'ANCIENS COMBATTANTS	Association	4 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT PREVENTION ROUTIERE	A AFFECTER	Association	4 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT PROMOTION DE LA DIVERSITE	A AFFECTER	Association	4 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT AAA	ASSISTANCE AUX ANIMAUX ALSACE	Association	4 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT SPA	REFUGE SPA	Association	4 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT AMICALE SAPEURS POMPIERS	AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DE MULHOUSE	Association	2 285,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT POLICE NATIONALE	POLICE NATIONALE - CENTRE DE LOISIRS JEUNES	Association	2 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT JEUNES SAPEURS POMPIERS	JEUNES SAPEURS POMPIERS	Association	2 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT PROTECTION CIVILE	ASSOCIATION DE PROTECTION CIVILE 68	Association	2 000,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT INSTITUT DU DROIT LOCAL ALSACE MOSELLE	INSTITUT DU DROIT LOCAL ALSACIEN-MOSELLE	Association	800,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT SYNDICATS	SYNDICAT CGT	Association	800,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT SYNDICATS	SYNDICAT FO	Association	800,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT SYNDICATS	SYNDICAT FAFPT	Association	800,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT SYNDICATS	SYNDICAT CFDT	Association	600,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT SYNDICATS	SYNDICAT UNSA	Association	600,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT CLUB CANIN	CLUB D'EDUCATION CANINE MULHOUSE-BRUNSTATT	Association	500,00
65748	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	SUB. FONCTIONNEMENT AMICALE POLICE	AMICALE POLICE NATIONALE DE MULHOUSE	Association	500,00
6577	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	REMISES GRACIEUSES	A AFFECTER	Association	245 000,00

- (1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
- (2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
- (3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES			IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N			B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		7,00	0,00	7,00	4,00	1,00	5,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		499,00	11,00	510,00	271,00	163,00	434,00
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	176,00	7,00	183,00	153,00	18,00	171,00
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	4,00	0,00	4,00	2,00	3,00	5,00
ATTACHES TERRITORIAUX	A	193,00	4,00	197,00	70,00	86,00	156,00
COLLABORATEUR DE CABINET	A	5,00	0,00	5,00	1,00	3,00	4,00
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	121,00	0,00	121,00	45,00	53,00	98,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		665,00	126,00	791,00	660,00	173,00	833,00
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	385,00	126,00	511,00	488,00	110,00	598,00
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	110,00	0,00	110,00	83,00	7,00	90,00
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	52,00	0,00	52,00	28,00	14,00	42,00
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	114,00	0,00	114,00	58,00	42,00	100,00
FILIERE SOCIALE (d)		67,00	182,00	249,00	118,00	23,00	141,00
AGENTS SOCIAUX	C	8,00	1,00	9,00	0,00	0,00	0,00
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	19,00	173,00	192,00	105,00	1,00	106,00
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	30,00	1,00	31,00	4,00	15,00	19,00
CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	A	3,00	0,00	3,00	2,00	2,00	4,00



GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	7,00	7,00	14,00	7,00	5,00	12,00
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)</b>		<b>3,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3,00</b>	<b>1,00</b>	<b>3,00</b>	<b>4,00</b>
INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
MEDECINS TERRITORIAUX	A	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>11,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11,00</b>	<b>6,00</b>	<b>5,00</b>	<b>11,00</b>
CONSEILLER TERR.ACT.PHYS.ET SPORT.	A	2,00	0,00	2,00	3,00	0,00	3,00
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	9,00	0,00	9,00	2,00	5,00	7,00
OPERATEURS TERR.ACT.PHYS.ET SPORT	C	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>161,00</b>	<b>23,00</b>	<b>184,00</b>	<b>116,00</b>	<b>42,00</b>	<b>158,00</b>
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	47,00	0,00	47,00	30,00	5,00	35,00
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	36,00	0,00	36,00	22,00	11,00	33,00
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	22,00	20,00	42,00	21,00	17,00	38,00
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	5,00	0,00	5,00	1,00	1,00	2,00
BIBLIOTHECAIRES TERRITORIAUX	A	7,00	0,00	7,00	5,00	0,00	5,00
CONSERVATEURS TERR. DE BIBLIOTHEQUE	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
DIRECTEURS ETABLISST ENSEIG ART TER	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	36,00	3,00	39,00	30,00	8,00	38,00
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>9,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9,00</b>	<b>6,00</b>	<b>3,00</b>	<b>9,00</b>
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	4,00	0,00	4,00	4,00	3,00	7,00
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>75,00</b>	<b>0,00</b>	<b>75,00</b>	<b>74,00</b>	<b>0,00</b>	<b>74,00</b>
AGENTS DE POLICE MUNICIPALE CHEFS DE SERVICE DE POLICE MUNIC	C B	67,00 7,00	0,00 0,00	67,00 7,00	68,00 5,00	0,00 0,00	68,00 5,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
DIRECTEURS DE POLICE MUNICIPALE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		1 490,00	342,00	1 832,00	1 252,00	412,00	1 664,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES			IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N			B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	CONTRAT	
			Indice (8)	Euros		Nature du contrat (5)	
Agents occupant un emploi permanent (6)				9 754 411,54			
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	367	21 679,94	332-8-2°		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	369	21 798,08	332-24		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	369	21 798,08	332-8-2°		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	367	21 679,94	332-24		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	372	21 975,30	A		CDI
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	377	16 703,00	333-12		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	385	22 743,26	332-8-2°		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	367	21 679,94	332-14		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 620,86	332-13		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 620,86	332-14		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	387	16 002,98	333-12		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	373	22 034,38	332-23-1°		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 620,86	332-23-1°		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	417	24 633,61	332-14		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	376	22 211,60	332-23-1°		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	372	21 975,30	332-23-1°		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	372	21 975,30	332-23-1°		CDD
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	417	24 633,61	332-14		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,08	332-23-1°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	397	23 452,14	A		CDI
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	409	24 161,02	332-14		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-23-1°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	372	12 613,82	332-10		CDI
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-23-1°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	16 259,95	332-13		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	371	18 409,63	332-8-2°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,16	332-23-1°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	371	16 437,17	332-8-2°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	16 215,65	332-13		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	12 546,01	332-8-2°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	371	16 437,17	332-8-2°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	371	12 579,92	332-8-2°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	12 546,01	332-23-1°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,08	332-23-1°		CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	12 546,01	332-8-2°		CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	12 546,01	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	12 546,01	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,08	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	16 392,87	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	12 546,01	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	12 512,10	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	16 348,56	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	12 512,10	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	12 512,10	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	16 304,26	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	12 512,10	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,01	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	16 304,26	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,01	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,01	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	12 478,19	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	12 478,19	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	12 478,19	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	12 478,19	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	12 478,19	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	12 478,19	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	409	24 161,02	A	CDI
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	387	22 861,40	A	CDI
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	372	21 975,30	A	CDI
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	12 478,19	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	14 184,70	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	14 371,63	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 679,94	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 679,94	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	16 259,95	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,08	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	11 789,55	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	15 483,81	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 390,08	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	377	22 270,67	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indexe (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,01	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	397	23 452,14	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 679,94	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	16 259,95	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,16	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	12 972,52	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	12 410,38	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,08	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,01	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	12 972,52	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 675,27	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	12 410,38	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	12 410,38	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	12 410,38	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	12 410,38	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	12 410,38	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	16 215,65	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	377	22 270,67	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	376	22 211,60	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	16 215,65	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	12 150,92	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	11 999,58	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,08	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	417	24 633,61	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	387	22 861,40	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	17 973,42	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	17 973,42	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	17 973,42	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	17 973,42	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-13	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	17 973,42	332-13	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,01	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	12 410,38	332-14	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	12 444,28	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 620,86	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,16	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	408	24 101,95	332-10	CDI
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	376	22 211,60	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	21 679,94	332-23-1°	CDD
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	370	21 857,16	332-14	CDD
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	369	21 798,08	332-8-2°	CDD
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	368	21 739,01	332-13	CDD
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	367	21 679,94	332-13	CDD
ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	C	CULT	366	21 620,86	332-13	CDD
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	826	48 794,63	332-10	CDI
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	826	48 794,63	332-10	CDI
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	1018	60 136,72	333-1_333-10	CDD
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	482	28 473,38	332-10	CDI
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	375	22 152,52	332-8-2°	CDD
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	377	22 270,67	332-8-2°	CDD
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	412	24 338,24	332-8-2°	CDD
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,16	332-13	CDD
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,16	332-14	CDD
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	377	22 270,67	332-23-1°	CDD
AGENTS TERR.SPEC.ECOLES MATERNELLES	C	S	385	17 057,44	332-10	CDI
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	509	30 068,36	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	457	26 996,54	332-10	CDI
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	401	23 688,43	332-10	CDI
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	374	22 093,45	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	377	22 270,67	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	374	22 093,45	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	376	22 211,60	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	373	22 034,38	332-14	CDD
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	376	22 211,60	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	489	28 886,89	332-10	CDI
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	513	6 060,93	332-10	CDI
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	574	14 410,95	332-10	CDI
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	539	31 840,56	332-10	CDI
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	395	23 333,99	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	470	13 882,25	332-10	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	457	24 296,89	332-10	CDI
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	395	16 119,12	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	421	24 869,90	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	395	17 500,49	332-23-1°	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	406	23 983,80	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	384	22 684,18	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	406	23 983,80	332-23-1°	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	384	9 073,67	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	384	5 671,05	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	395	23 333,99	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	B	CULT	377	22 270,67	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. ENSEIGNT ARTISTIQ	A	S	431	25 460,63	332-10	CDI
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	420	24 810,83	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	420	24 810,83	332-24	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	420	24 810,83	332-24	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	431	25 460,63	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	409	24 161,02	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	409	24 161,02	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	431	25 460,63	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	395	23 333,99	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	409	24 161,02	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	395	23 333,99	332-8-2°	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	431	25 460,63	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	395	23 333,99	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	395	23 333,99	332-14	CDD
ASSISTANTS TERR. SOCIO-EDUCATIF A	A	S	395	23 333,99	332-14	CDD
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	CULT	695	41 056,01	A	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,60	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	811	47 908,52	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	826	48 794,63	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	580	34 262,57	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	645	38 102,34	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	826	48 794,63	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,60	332-24	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	735	43 418,95	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	826	48 794,63	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,40	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	695	41 056,01	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	930	54 938,26	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	811	47 908,52	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	550	32 490,37	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,40	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	550	32 490,37	332-10	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indexe (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,02	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	826	48 794,63	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	695	41 056,01	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,60	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	610	36 034,77	332-24	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,02	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	610	36 034,77	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,60	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,02	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	580	34 262,57	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,40	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,02	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,02	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	580	34 262,57	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,40	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,40	332-23-1°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,02	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,40	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	773	45 663,74	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,02	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	326_352	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,02	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,02	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,60	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 696,93	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 696,93	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 696,93	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 696,93	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,60	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,40	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 696,93	332-24	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 696,93	332-10	CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 696,93	332-8-2°	CDD



AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 696,93	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-13	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-23-1°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 696,93	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 696,93	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,40	332-23-1°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,60	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-13	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	540	31 899,63	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,46	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-14	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-8-2°	CDD
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 333,99	332-10	CDI
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	513	30 304,65	333-1_333-10	CDD
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	410	24 220,09	333-1_333-10	CDD
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	678	40 051,76	332-8-2°	CDD
CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	A	S	534	31 545,19	332-14	CDD
CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	A	S	493	29 123,18	343-1_343-3	CDD
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	A	OTR	1072	63 326,68	332-13	CDD
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	421	24 869,90	332-8-2°	CDD
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	395	23 333,99	332-14	CDD
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	374	22 093,45	332-14	CDD
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	374	22 093,45	332-14	CDD
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	373	22 034,38	332-14	CDD
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	395	23 333,99	332-14	CDD
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	445	21 030,13	332-10	CDI
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	431	15 276,38	332-8-2°	CDD
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	395	18 667,19	332-14	CDD
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	420	19 848,66	332-13	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	A	MS	447	26 405,81	332-14	CDD
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	835	49 326,29	332-10	CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	735	43 418,95	332-10	CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	690	40 760,64	332-10	CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	545	32 195,00	332-10	CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	450	26 583,03	332-8-2°	CDD
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	518	30 600,02	332-8-2°	CDD
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	424	25 047,12	332-8-2°	CDD
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	583	34 439,79	332-14	CDD
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	424	25 047,12	332-14	CDD
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 333,99	332-14	CDD
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	518	30 600,02	332-14	CDD
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 333,99	332-14	CDD
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	483	28 532,45	332-14	CDD
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 333,99	332-14	CDD
MEDECINS TERRITORIAUX	A	MS	1129	30 012,24	332-8-2°	CDD
MEDECINS TERRITORIAUX	A	MS	895	52 870,69	332-8-2°	CDD
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	634	28 089,40	332-10	CDI
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	720	39 874,54	332-8-2°	CDD
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	427	25 224,34	332-8-2°	CDD
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	427	25 224,34	332-13	CDD
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	427	25 224,34	332-13	CDD
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	400	23 629,36	332-13	CDD
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	478	28 237,08	332-14	CDD
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	A	CULT	400	23 629,36	332-14	CDD
PROFESSEURS ENSEIGNEMENT ART TERR	B	ADM	457	26 996,54	332-10	CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-23-1°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 688,43	332-10	CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 869,90	332-10	CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 333,99	332-10	CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	386	22 802,33	332-10	CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-24	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	406	23 983,80	332-10	CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 333,99	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,67	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	376	22 211,60	332-10	CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 333,99	332-10	CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 869,90	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-10	CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,67	332-23-1°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 333,99	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	420	24 810,83	333-12	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	406	23 983,80	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	406	23 983,80	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,67	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	376	22 211,60	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-13	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	373	22 034,38	332-13	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,67	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 333,99	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	374	22 093,45	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,67	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	441	26 051,37	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 333,99	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 869,90	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,67	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 688,43	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 688,43	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 869,90	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,67	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	374	22 093,45	332-8-2°	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,67	333-12	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 869,90	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	375	22 152,52	333-12	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	386	22 802,33	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,18	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 869,90	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	374	22 093,45	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,67	332-14	CDD
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 333,99	332-14	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	509	30 068,36	332-10	CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	441	26 051,37	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	395	23 333,99	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	574	33 908,13	332-10	CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 983,80	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,18	332-14	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	436	25 756,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	446	26 346,73	332-10	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indexe (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	376	22 211,60	332-14	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	457	26 996,54	332-10	CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	462	27 291,91	332-10	CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	395	23 333,99	332-10	CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	539	31 840,56	332-10	CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 983,80	332-10	CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	395	23 333,99	332-10	CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 983,80	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	420	24 810,83	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,67	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	374	22 093,45	332-14	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	401	23 688,43	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	420	24 810,83	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	441	26 051,37	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	485	28 650,60	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	386	22 802,33	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 869,90	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 869,90	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	441	26 051,37	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,67	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	401	23 688,43	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 869,90	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 869,90	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,18	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,18	332-23-1°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	395	23 333,99	332-8-2°	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	375	22 152,52	332-14	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	376	22 211,60	332-14	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 983,80	332-14	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 983,80	332-14	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	376	22 211,60	332-14	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	395	23 333,99	332-14	CDD
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	376	22 211,60	332-14	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				9 754 411,54		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
TECH : Technique.  
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
S : Social.  
MS : Médico-social.  
MT : Médico-technique.  
SP : Sportif.

CULT : Culturel  
ANIM : Animation.  
POL : Police.  
POMP : Sapeurs-pompiers.  
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Moif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :

- 332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
- 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
- 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
- 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
- 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
- 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
- 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
- 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
- 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
- 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
- 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
- 327-5 : Contrat territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
- 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
- 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
- 343-1, 343-3 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L352).
- 343-1, 343-3 : Emplois supérieurs de cabinet.
- 333-1, 333-10 : Collaborateurs de cabinet.
- 333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
- A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES			IV
ANNEXES PATRIMONIALES			
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER			B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mairie de Mulhouse (1).  
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<b>Délégation de service public (3) (4)</b>				
- Concession pour le service public de la distribution de gaz	Gaz Réseau Distribution France		Société Anonyme	0,00
- Exploitation de la fourrière automobile	SARL DEPANN 68		Société Anonyme à Responsabilité Limitée	0,00
- Exploitation de parkings	CITIVIA		Société Publique Locale	0,00
- Exploitation de parkings	INDIGO		Société Anonyme	0,00
<b>Détention d'une part du capital</b>				
- DCM du 19/11/1984 et du 08/04/1991	Société Fermière de l'Alsace à Paris		SAEM	579,31
- DCM du 11/03/1996 et du 25/09/2019	SAEML Du Parc des Expositions		SAEML	969 384,11
- DCM 2/4/1990 23/11/1992 21/09/2009 22/06/2017 23/07/2017 18/10/2018 17/07/2020 22/06/2023 11/04/2024	CITIVIA		SPL	1 910 884,58
- DCM du 17/04/2014 et du 25/09/2019	CITIVIA SEM		SEM	687 364,60
- DCM du 20/06/2024	LA FONCIERE DE REDYNAMISATION COMMERCIALE DE MULHOUSE		SAEML	500 000,00
<b>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</b>				
- Garantie d'emprunt	FONDATION JEAN DOLLFUS		Maison de retraite (privée)	29 977,03
- Garantie d'emprunt	OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE		OPH	3 645 932,27
- Garantie d'emprunt	FABRIQUE ST BARTHELEMY MULHOUSE		Association	202 601,66
- Garantie d'emprunt	ASSOC POUR LE LOGEMENT DES SANS-ABRI		Association	113 726,53
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION LE LERCH		Association	243 121,84
- Garantie d'emprunt	LE BEAU REGARD		Maison de retraite (privée)	1 664 180,59
- Garantie d'emprunt	NEOLIA		SA HLM	43 804 125,10
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION ALEOS		Association	6 273 406,11
- Garantie d'emprunt	BATIGERE NORD-EST		SA HLM	69 978 942,30
- Garantie d'emprunt	RESIDENCES DU CANAL - DOMIAL		SA HLM	1 926 121,28
- Garantie d'emprunt	ICF NORD-EST		SA HLM	2 398 429,10
- Garantie d'emprunt	ASS Groupe Saint Sauveur		Ets Médico-Sociale Privée	1 026 655,78
- Garantie d'emprunt	CDC HABITAT SOCIAL SA HLM		SA HLM	8 164 098,81
- Garantie d'emprunt	M2A HABITAT		OPH	100 002 340,58
- Garantie d'emprunt	DOMIAL		SA HLM	11 525 777,86
- Garantie d'emprunt	ADOMA		SA HLM	4 343 277,95

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie d'emprunt	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		SA HLM	801 144,93
- Garantie d'emprunt	3F GRAND EST		SA HLM	10 144 035,98
- Garantie d'emprunt	SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES		SA HLM	37 591 515,94
- Garantie d'emprunt	CITIVIA-SPL		Autres Structures Privées	1 349 307,05
- Garantie d'emprunt	ALISTER		Association	14 007,54
- Garantie d'emprunt	MZA		EPCI	7 000 000,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Délégation du Conseil Municipal	Centre Communal d'Action Sociale		Régie personnalisée	2 728 000,00
- Délégation du Conseil Municipal	Orchestre National de Mulhouse		Régie personnalisée	3 913 000,00
- Délégation du Conseil Municipal	Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse		Association	747 575,00
Autres				
- DCM 1965/1997/1998/1999/2000	Caisse Régionale Crédit Agricole du Haut-Rhin		SA	2 962,70
- DCM 23/10/2000	Caisse d'Epargne d'Alsace		SA	45 716,00
- DCM 1965	Air France		SA	38,42
- DCM 18/12/1967 et 26/10/1970	Société d'Etude du Golf du Rhin		SA	2 439,18
- DCM 25/04/1977	Société civile de l'Ensitm		SA	304,90
- DCM 05/04/1993	Crédit Immobilier d'Alsace		SA	2 408,69

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.  
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).  
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).  
(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT		B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Rivières de Haute Alsace		En fonction de la longueur de riveraineté	0,00
Territoire d'énergie Alsace		En fonction des m3 d'eau prélevés	0,00
Syndicat Mixte du barrage de Michelbach		Fonction des intérêts pour les membres des opérations effectuées + prorata des consommations d'eau	0,00
Syndicat Mixte d'aménagement du bassin de la Doller			0,00
EPCI			
Syndicat Intercommunal Forestier de L'Agglomération Mulhousienne		En fonction de la surface de forêt soumise au régime forestier dans chaque commune	0,00
Syndicat Intercommunal "Opéra National du Rhin"		En fonction de la population et du nombre de représentations dans chaque ville	0,00
Mulhouse Alsace Agglomération	04/01/2010	Fiscalité professionnelle unique	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.



IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES		B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie personnalisée Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Régie personnalisée CCAS Régie personnalisée	Réussite Educative Haute Ecole des Arts du Rhin	12/12/2005 01/01/2011	12/12/2005 13/12/2010	SPA SPA	non non
	Agence de Participation Citoyenne Centre Communal d'Action Sociale	29/06/2015 01/01/2022	29/06/2015 09/12/2021	SPA SPA	non non
	Orchestre National de Mulhouse	01/01/2023	14/12/2022	SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.  
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).  
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :  
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;  
- soit de la seule autonomie financière.  
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissements publics et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE		B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie municipale	Budget annexe des pompes funèbres	01/01/1998		21680224900906	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

### Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>Solde d'exécution 001 (A)</b> montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	0,00
<b>Solde des RAR (B)</b> montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

### Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>Affectation au 1068 (C)</b>	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
<b>Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)</b> Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
<b>Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)</b>	27 333 269,00	27 333 269,00
<b>Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)</b>	37 525 002,00	37 525 002,00
<b>Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)</b> Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	10 191 733,00	10 191 733,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES</b>	<b>C1.2</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>27 333 269,00</b>	<b>I 27 333 269,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>25 183 269,00</b>	<b>25 183 269,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	23 499 212,00	23 499 212,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	1 684 057,00	1 684 057,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>2 150 000,00</b>	<b>2 150 000,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	2 150 000,00	2 150 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>37 525 002,00</b>	<b>III 37 525 002,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>10 665 000,00</b>	<b>10 665 000,00</b>
10222	FCTVA	6 000 000,00	6 000 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	300 000,00	300 000,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2743	Prêts au personnel	100 000,00	100 000,00
2745	Avances remboursables	4 225 000,00	4 225 000,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	40 000,00	40 000,00
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b>		<b>26 860 002,00</b>	<b>26 860 002,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	270 000,00	270 000,00
28033	Frais d'insertion	20 000,00	20 000,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	20 000,00	20 000,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	6 000,00	6 000,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	3 500,00	3 500,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	60 000,00	60 000,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	30 000,00	30 000,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	61 000,00	61 000,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	3 229 500,00	3 229 500,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	320 000,00	320 000,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	350 000,00	350 000,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 249 800,00	1 249 800,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	135 000,00	135 000,00
2804413	Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat	1 035 000,00	1 035 000,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	200,00	200,00
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	150 000,00	150 000,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	500 000,00	500 000,00
281321	Immeubles de rapport	300 000,00	300 000,00
281351	Bâtiments publics	20 000,00	20 000,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	20 000,00	20 000,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	70 000,00	70 000,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	250 000,00	250 000,00
28181	Installations générales, aménagt divers	10 000,00	10 000,00
281828	Autres matériels de transport	500 000,00	500 000,00
281838	Autre matériel informatique	575 000,00	575 000,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	375 000,00	375 000,00
28188	Autres immo. corporelles	440 000,00	440 000,00

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (5)		
33...	En-cours de production de biens (5)		
35...	Stocks de produits (5)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4817	Indemnités de renégociation de la dette	931 000,00	931 000,00
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000 000,00	3 000 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	12 929 002,00	12 929 002,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES

		IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE		D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Régie simple	Déplacements et circulation			SPA
Régie simple	Gestion foncière et immobilière locative			SPA
Régie simple	Développement culturel - Filature			SPA
Régie simple	Théâtre municipal de la Sinne			SPA
Régie simple	Attractivité commerciale- droits de place			SPA
Régie simple	Equipements et sports municipaux			SPA
Régie simple	Urbanisme règlementaire et affichage			SPA
Régie simple	Gestion reliquats ex buget annexe eau			SPA
Régie simple	Systèmes d'information et télécom.			SPA

IV – ANNEXES						IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS						D3

Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources						
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources						
Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources						
TFPB	0,00	0,00	43,01 %	0,00	71 674 503,00	3,41
TFPNB	0,00	0,00	112,61 %	0,00	387 474,00	2,05
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	0,00	0,00	21,93 %	0,00	2 438 023,00	-2,76
TOTAL	0,00	0,00			74 500 000,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.  
(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.



<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>V</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Nombre de membres en exercice : 55

Nombre de membres présents : 49+4

Nombre de suffrages exprimés : 47+4

VOTES :

Pour : 30+3

Contre : 17+1

Abstentions : 2

Date de convocation : 27/11/2025

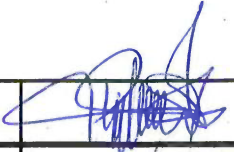




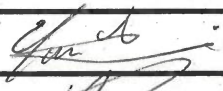
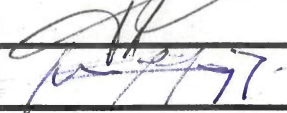


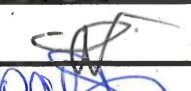

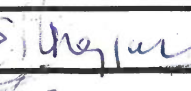
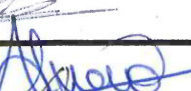
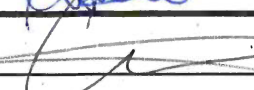
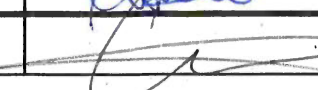


Présenté par Madame le Maire (1),












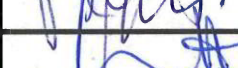
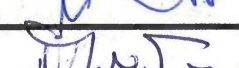


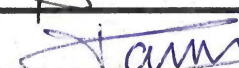




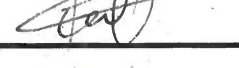
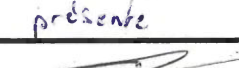







A Mulhouse, le 11/12/2025

Délibéré par l'assemblée le conseil municipal de Mulhouse(2), réunie en session du 11 décembre 2025

A Mulhouse, le 11/12/2025

Les membres de l'assemblée délibérante le conseil municipal de Mulhouse (2),(3).

BEYAZ Beytullah	
BILA Ayoub	
BINICI Hasan	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BUCHERT Maryvonne	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
COINCHELIN Pascal	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DURRWELL Rose-Marie	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
FLECK Jason	
GIROUD Armelle	
GOETZ Anne-Catherine	

V – ARRETE ET SIGNATURES	
ARRETE ET SIGNATURES	
	V
	A
HIMER Aya	
HOTTINGER Marie	
HOUIN Laure	
HUNOLD Charles	
JENN Fatima	
JUNG Alfred	
KOSIR Liliane	
LOISEL Corinne	
LUTZ Michèle	
MAHZOUL Hakim	
METZGER Henri	
MINERY Loïc	
MIQUÉE Peggy	
MOTTE Nathalie	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPIN Virginie	
RAPP Catherine	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
SASSI Annouar	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHNEIDER Agnès	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	

V – ARRETE ET SIGNATURES		V
ARRETE ET SIGNATURES		A
SORNIN Cécile		
STEGER Christophe		
STRIFFLER Paul André		
SUAREZ Emmanuelle		
TRIMAILLE Philippe		
ZAGAOUI Saadia		
ZANETTE Fabienne		

Certifié exécutoire par Madame le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Mulhouse, le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.







## BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>21680224900906</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>VILLE MULHOUSE</b>
--	--

POSTE COMPTABLE DE : SGC MULHOUSE

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 4 (1)

<b>Budget primitif</b>
------------------------

BUDGET : BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES (2)

**ANNEE 2026**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>21680224900906</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>VILLE MULHOUSE</b>
--	--

POSTE COMPTABLE DE : SGC MULHOUSE

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 4 (1)

<b>Budget primitif</b>
------------------------

BUDGET : BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES (2)

**ANNEE 2026**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

### I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

### II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

### III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

### IV - Annexes

#### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	26
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	27
A3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières	28
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	29
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes	30
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	Sans Objet

#### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

#### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	Sans Objet

#### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	31
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

**EXPLOITATION**

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 347 000,00	1 347 000,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		1 347 000,00	1 347 000,00

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	1 356 000,00	1 356 000,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		1 356 000,00	1 356 000,00

**TOTAL**

TOTAL DU BUDGET (3)	2 703 000,00	2 703 000,00
---------------------	--------------	--------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

## DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	561 700,00	0,00	570 200,00	570 200,00	570 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	504 000,00	0,00	513 000,00	513 000,00	513 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	800,00	0,00	800,00	800,00	800,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>1 066 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 084 000,00</b>	<b>1 084 000,00</b>	<b>1 084 000,00</b>
66	Charges financières	12 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>1 079 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 095 000,00</b>	<b>1 095 000,00</b>	<b>1 095 000,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (6)	25 500,00		32 000,00	32 000,00	32 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	235 000,00		220 000,00	220 000,00	220 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>260 500,00</b>		<b>252 000,00</b>	<b>252 000,00</b>	<b>252 000,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 340 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 347 000,00</b>	<b>1 347 000,00</b>	<b>1 347 000,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>1 347 000,00</b>
---	---------------------

## RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 336 000,00	0,00	1 343 000,00	1 343 000,00	1 343 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>1 336 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 343 000,00</b>	<b>1 343 000,00</b>	<b>1 343 000,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>1 340 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 347 000,00</b>	<b>1 347 000,00</b>	<b>1 347 000,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 340 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 347 000,00</b>	<b>1 347 000,00</b>	<b>1 347 000,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>1 347 000,00</b>
---	---------------------

## Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b>	<b>252 000,00</b>
---	-------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.
- (8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A3</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles	65 500,00	0,00	110 500,00	110 500,00	110 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 408 400,00	0,00	1 169 400,00	1 169 400,00	1 169 400,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>1 473 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 284 900,00</b>	<b>1 284 900,00</b>	<b>1 284 900,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	40 100,00	0,00	40 100,00	40 100,00	40 100,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>40 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>40 100,00</b>	<b>40 100,00</b>	<b>40 100,00</b>
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>1 514 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 325 000,00</b>	<b>1 325 000,00</b>	<b>1 325 000,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	16 000,00		31 000,00	31 000,00	31 000,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>16 000,00</b>		<b>31 000,00</b>	<b>31 000,00</b>	<b>31 000,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>1 530 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 356 000,00</b>	<b>1 356 000,00</b>	<b>1 356 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 356 000,00</b>
---	---------------------

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 253 500,00	0,00	1 073 000,00	1 073 000,00	1 073 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>1 253 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 073 000,00</b>	<b>1 073 000,00</b>	<b>1 073 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>1 253 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 073 000,00</b>	<b>1 073 000,00</b>	<b>1 073 000,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation (4)	25 500,00		32 000,00	32 000,00	32 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	235 000,00		220 000,00	220 000,00	220 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	16 000,00		31 000,00	31 000,00	31 000,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>276 500,00</b>		<b>283 000,00</b>	<b>283 000,00</b>	<b>283 000,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 530 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 356 000,00</b>	<b>1 356 000,00</b>	<b>1 356 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 356 000,00</b>
---	---------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL  
DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE  
FONCTIONNEMENT (8)**

**252 000,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	570 200,00		570 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	513 000,00		513 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	800,00		800,00
66	Charges financières	10 000,00	0,00	10 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	1 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	220 000,00	220 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		32 000,00	32 000,00
<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>		<b>1 095 000,00</b>	<b>252 000,00</b>	<b>1 347 000,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>1 347 000,00</b>
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	40 100,00	0,00	40 100,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	5 000,00	0,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	110 500,00	31 000,00	141 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	1 169 400,00	0,00	1 169 400,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>1 325 000,00</b>	<b>31 000,00</b>	<b>1 356 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 356 000,00</b>
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 343 000,00		1 343 000,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	4 000,00	0,00	4 000,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>1 347 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 347 000,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>1 347 000,00</b>
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 073 000,00	0,00	1 073 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	31 000,00	31 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		220 000,00	220 000,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		32 000,00	32 000,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>1 073 000,00</b>	<b>283 000,00</b>	<b>1 356 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 356 000,00</b>
---	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.



III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES				A1
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (5) (6)</b>	<b>561 700,00</b>	<b>570 200,00</b>	<b>570 200,00</b>
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	182 000,00	182 000,00	182 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équi	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6064	Fournitures administratives	700,00	700,00	700,00
6066	Carburants	3 000,00	3 000,00	3 000,00
6068	Autres matières et fournitures	18 500,00	17 500,00	17 500,00
611	Sous-traitance générale	18 500,00	10 000,00	10 000,00
6135	Locations mobilières	3 000,00	2 000,00	2 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	15 000,00	15 000,00	15 000,00
61528	Entretien, réparation autres biens immob.	1 000,00	1 000,00	1 000,00
61551	Entretien matériel roulant	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6156	Maintenance	92 100,00	99 500,00	99 500,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	2 000,00	3 100,00	3 100,00
6168	Autres	4 000,00	5 500,00	5 500,00
6231	Annonces et insertions	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6251	Voyages et déplacements	2 500,00	2 000,00	2 000,00
6257	Réceptions	2 100,00	1 500,00	1 500,00
6261	Frais d'affranchissement	500,00	500,00	500,00
6262	Frais de télécommunications	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 200,00	1 300,00	1 300,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	31 000,00	31 000,00	31 000,00
6288	Autres	160 000,00	170 000,00	170 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600,00	600,00	600,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>504 000,00</b>	<b>513 000,00</b>	<b>513 000,00</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	500 000,00	510 000,00	510 000,00
648	Autres charges de personnel	4 000,00	3 000,00	3 000,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>800,00</b>	<b>800,00</b>	<b>800,00</b>
6541	Créances admises en non-valeur	800,00	800,00	800,00
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)</b>		<b>1 066 500,00</b>	<b>1 084 000,00</b>	<b>1 084 000,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (8)</b>	<b>12 000,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	12 000,00	10 000,00	10 000,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>1 000,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>1 000,00</b>
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	1 000,00	1 000,00	1 000,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f</b>		<b>1 079 500,00</b>	<b>1 095 000,00</b>	<b>1 095 000,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>25 500,00</b>	<b>32 000,00</b>	<b>32 000,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)</b>	<b>235 000,00</b>	<b>220 000,00</b>	<b>220 000,00</b>
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	235 000,00	220 000,00	220 000,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>260 500,00</b>	<b>252 000,00</b>	<b>252 000,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>260 500,00</b>	<b>252 000,00</b>	<b>252 000,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>1 340 000,00</b>	<b>1 347 000,00</b>	<b>1 347 000,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>				<b>1 347 000,00</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 336 000,00	1 343 000,00	1 343 000,00
703	Ventes de produits résiduels	70 000,00	0,00	0,00
7031	Produits de la cession de métaux suite a	0,00	70 000,00	70 000,00
704	Travaux	25 000,00	25 000,00	25 000,00
706	Prestations de services	1 034 000,00	1 039 000,00	1 039 000,00
707	Ventes de marchandises	4 000,00	4 000,00	4 000,00
7083	Locations diverses	203 000,00	205 000,00	205 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		1 336 000,00	1 343 000,00	1 343 000,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	4 000,00	4 000,00	4 000,00
778	Autres produits exceptionnels	4 000,00	4 000,00	4 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		1 340 000,00	1 347 000,00	1 347 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 340 000,00	1 347 000,00	1 347 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
----------------------------	------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 347 000,00
--	--------------

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>5 000,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	5 000,00	5 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>65 500,00</b>	<b>110 500,00</b>	<b>110 500,00</b>
2131	Bâtiments	55 000,00	50 000,00	50 000,00
2154	Matériel industriel	10 500,00	10 500,00	10 500,00
2182	Matériel de transport	0,00	50 000,00	50 000,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	<b>1 408 400,00</b>	<b>1 169 400,00</b>	<b>1 169 400,00</b>
2313	Constructions	1 408 400,00	1 169 400,00	1 169 400,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>1 473 900,00</b>	<b>1 284 900,00</b>	<b>1 284 900,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>40 100,00</b>	<b>40 100,00</b>	<b>40 100,00</b>
1641	Emprunts en euros	40 100,00	40 100,00	40 100,00
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>40 100,00</b>	<b>40 100,00</b>	<b>40 100,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>1 514 000,00</b>	<b>1 325 000,00</b>	<b>1 325 000,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Charges transférées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (9)</b>	<b>16 000,00</b>	<b>31 000,00</b>	<b>31 000,00</b>
2131	Bâtiments	16 000,00	31 000,00	31 000,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>16 000,00</b>	<b>31 000,00</b>	<b>31 000,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>1 530 000,00</b>	<b>1 356 000,00</b>	<b>1 356 000,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 356 000,00</b>
---	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 253 500,00	1 073 000,00	1 073 000,00
1641	Emprunts en euros	1 253 500,00	1 073 000,00	1 073 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		1 253 500,00	1 073 000,00	1 073 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		1 253 500,00	1 073 000,00	1 073 000,00
021	Virement de la section d'exploitation	25 500,00	32 000,00	32 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	235 000,00	220 000,00	220 000,00
28031	Frais d'études	3 950,00	4 000,00	4 000,00
28131	Bâtiments	180 060,00	155 850,00	155 850,00
28135	Installations générales, agencements, ..	3 950,00	2 000,00	2 000,00
28154	Matériel industriel	43 730,00	55 000,00	55 000,00
28183	Matériel de bureau et informatique	910,00	500,00	500,00
28184	Mobilier	2 260,00	2 500,00	2 500,00
28188	Autres	140,00	150,00	150,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		260 500,00	252 000,00	252 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	16 000,00	31 000,00	31 000,00
2031	Frais d'études	16 000,00	31 000,00	31 000,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		276 500,00	283 000,00	283 000,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		1 530 000,00	1 356 000,00	1 356 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
---------------------------	------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00
---	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 356 000,00
--	--------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT</b>	<b>B3</b>

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE				A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6611 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES			IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE			A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					800 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					800 000,00									
8702 PF	CAISSE D'EPARGNE	05/11/2014	21/11/2014	28/02/2015	800 000,00	F	Taux fixe 2.69 %	2,690	2,720	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									



Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											Catégorie d'emprunt (8)	
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)		Possibilité de remboursement anticipé (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel				
Total général					800 000,00							O/N	

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	IV
	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											ICNE de l'exercice
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		360 000,00					40 000,00	9 280,50	0,00	717,33
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		360 000,00					40 000,00	9 280,50	0,00	717,33
8702 PF	N	0,00	A-1	360 000,00	8,91	F	Taux fixe 2.69 %	2,720	40 000,00	9 280,50	0,00	717,33
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		360 000,00					40 000,00	9 280,50	0,00	717,33

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

**MULHOUSE - BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES - BP - 2026**

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX		A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS				A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure	(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (floor)	Nombre de produits	1	0	0	0	
		% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	
		Montant en euros	360 000,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier		Nombre de produits	0	0	0	0	
		% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)		Nombre de produits	0	0	0	0	
		% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 : multiplicateur jusqu'à 5 capé		Nombre de produits	0	0	0	0	
		% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5		Nombre de produits	0	0	0	0	
		% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
		Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures		Nombre de produits					0
		% de l'encours					0,00
		Montant en euros					0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS</b>	<b>A2</b>

**A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

<b>CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE</b>	<b>Délibération du</b>
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 150 €	17 septembre 2007

<b>Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)</b>	<b>Catégories de biens amortis</b>	<b>Durée (en années)</b>	
L	cpte 2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5	17/09/2007
L	cpte 2031 - frais d'études, élaboration, modification et révision des doc. d'urbanisme	10	17/09/2007
L	cpte 2032 - frais de recherches et de développement - réussite du projet	5	17/09/2007
L	cpte 2032 - frais de recherches et de développement - échec du projet	1	17/09/2007
L	cpte 2051 - Concessions et droits similaires (1)	2	17/09/2007
L	cpte 208 - Autres immobilisations corporelles	2	17/09/2007
L	cpte 2131 - Bâtiment d'exploitation	25	17/09/2007
L	Four à crémation	10	17/09/2007
L	Bâtiment d'exploitation	15	17/09/2007
L	Fours à crémation	10	17/09/2007
L	cpte 2138 - autres constructions amortissables sauf :	25	17/09/2007
L	bâtiments légers, abris	15	17/09/2007
L	cpte 2154 - Matériel industriel	8	17/09/2007
L	cpte 2155 - Outillage industriel	8	17/09/2007
L	cpte 2157 - Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	8	17/09/2007
L	cpte 2182 - Matériel de transport	8	17/09/2007
L	cpte 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	5	17/09/2007
L	cpte 2184 - Mobilier	8	17/09/2007
L	cpte 2188 - Autres immobilisations corporelles	8	17/09/2007
L	Fonds de concours	15	17/09/2007
L	Subventions d'équipement versées à des tiers	5	17/09/2007

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS</b>	<b>A3.1</b>

**A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS**

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		5 655,39	5 655,39	0,00	5 655,39
Dépréciation des comptes de redevables	0,00	31/12/2025	5 655,39	5 655,39	0,00	5 655,39
<b>TOTAL SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>5 655,39</b>	<b>5 655,39</b>	<b>0,00</b>	<b>5 655,39</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

### Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>Solde d'exécution 001 (A)</b> montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	0,00
<b>Solde des RAR (B)</b> montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

### Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>Affectation au 106 (C)</b>	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
<b>Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)</b> Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
<b>Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)</b>	40 100,00	40 100,00
<b>Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)</b>	252 000,00	252 000,00
<b>Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)</b> Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	211 900,00	211 900,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>A4.2</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>40 100,00</b>	<b>I 40 100,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>40 100,00</b>	<b>40 100,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	40 100,00	40 100,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

#### RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>252 000,00</b>	<b>III 252 000,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>252 000,00</b>	<b>252 000,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	4 000,00	4 000,00
28131	Bâtiments	155 850,00	155 850,00
28135	Installations générales, agencements, ..	2 000,00	2 000,00
28154	Matériel industriel	55 000,00	55 000,00
28183	Matériel de bureau et informatique	500,00	500,00
28184	Mobilier	2 500,00	2 500,00
28188	Autres	150,00	150,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	32 000,00	32 000,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 55

Nombre de membres présents : 49+4

Nombre de suffrages exprimés : 47+4

VOTES :

Pour : 30+3

Contre : 17+1

Abstentions : 2

Date de convocation : 27/11/2025

Présenté par (1) Madame le Maire,

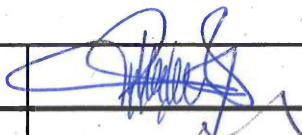

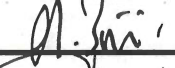


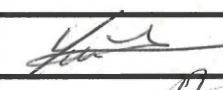







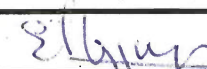


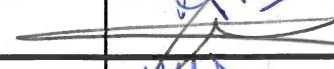


A Mulhouse le 11/12/2025

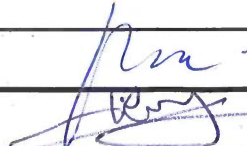
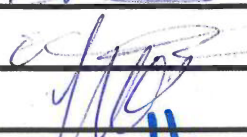

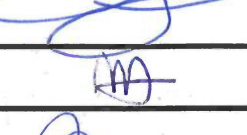

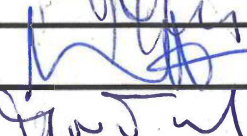
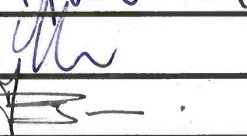
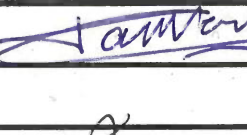
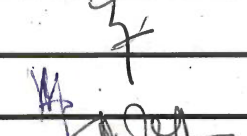
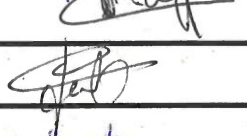
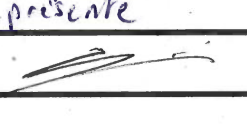




(1) Madame le Maire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session du 11 décembre 2025





A Mulhouse, le 11/12/2025

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

BEYAZ Beytullah	
BILA Ayoub	
BINICI Hasan	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BUCHERT Maryvonne	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
COINCHELIN Pascal	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DURRWELL Rose-Marie	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
FLECK Jason	
GIROUD Armelle	
GOETZ Anne-Catherine	
HIMER Aya	
HOTTINGER Marie	

IV – ANNEXES	
ARRETE ET SIGNATURES	
	IV D
HOUIN Laure	
HUNOLD Charles	
JENN Fatima	
JUNG Alfred	
KOSIR Liliane	
LOISEL Corinne	
LUTZ Michèle	
MAHZOUL Hakim	
METZGER Henri	
MINERY Loïc	
MIQUÉE Peggy	
MOTTE Nathalie	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPIN Virginie	
RAPP Catherine	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
SASSI Annouar	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHNEIDER Agnès	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

STRIFFLER Paul André	
SUAREZ Emmanuelle	
TRIMAILLE Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZANETTE Fabienne	

Certifié exécutoire par (1) Madame le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

15-12-25  
A Mulhouse, le

15/12/2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : le conseil municipal de Mulhouse.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



**Mme le Maire** : nous passons à présent au budget principal et budget annexe, le vote du budget primitif 2026.

Le vote du budget constitue le cœur de la vie municipale. Nous y faisons des choix, fixons des caps, établissons des priorités. Il y a un an, mon choix de faire voter un budget primitif alors que nous n'avions toujours pas de budget national fut critiqué.

La raison était simple : ne pas pénaliser financièrement nos associations, nos partenaires qui œuvrent au quotidien pour les Mulhousiens. Un an plus tard, force est de constater que ce choix était le bon et qu'il ne fallait pas attendre le national pour agir au local. Malheureusement, il faut admettre que la version décembre 2026 du Parlement ressemble furieusement à la version 2025, apportant une nouvelle fois son lot de flous et d'incertitudes.

Je veux simplement remercier l'ensemble de la direction des finances, sous la houlette de Virginie GARNOIX et de Frédéric SCHIEB, bien évidemment mon adjoint en charge des finances Florian COLOM, mais également l'ensemble des services de la Ville qui travaillent sans relâche pour Mulhouse malgré les contraintes budgétaires imposées par le national. Je laisse à présent la parole à Florian COLOM pour nous présenter ce budget.

**M. COLOM** : merci, Mme le Maire. Je voulais m'associer à ces remerciements tant des équipes des finances, de l'administration, mais plus largement à tous les collègues et à vous Mme le Maire pour la confiance et le travail qu'on a pu faire pendant six années.

J'ai été extrêmement fier de présenter le tout premier budget de cette mandature. Je suis tout aussi fier sinon encore plus de présenter ce dernier budget.

Le budget primitif 2026 continue à s'inscrire dans la construction d'une Ville toujours plus apaisée, durable et agréable à vivre.

Transformation de la Ville dans le développement de toutes les mobilités, mobilité douce, stationnement, voirie pour à peu près 10 millions d'euros. Au niveau de la partie mobilité douce, nous retrouvons surtout des crédits engagés dans le cadre du projet Briand - Roosevelt. Il a pu être inauguré, mais les crédits vont au-delà de la réalisation opérationnelle. Sur la partie stationnement, nous retrouvons surtout des investissements en lien avec le parking du cours des maréchaux et le parking en cours au niveau de la fonderie. Pour la partie travaux /voirie, nous sommes sur des travaux de maintenance habituelle notamment des ouvrages d'art et aussi des travaux de réfection de chaussées.

Transformation de la Ville pour une place au niveau de la nature toujours plus prégnante avec le projet Mulhouse Diagonale qui continue en 2026 notamment par l'aménagement de la liaison du marché avec les terrasses du musée ou encore les aménagements des berges de l'III ; la plantation d'arbres qui continue, le programme du plan lumière qui continue et la gestion améliorée des bâtiments municipaux en termes de performances énergétiques pour 700 000 € qui continue là aussi.

Mulhouse se transforme. Nous avons déjà eu l'occasion d'en parler sur ce Conseil municipal pour tous ses quartiers. Transformation dans les quartiers pour 9,4 millions d'euros. Nous retrouvons ici les investissements sur le quartier des Coteaux pour 3,7 millions d'euros, sur le quartier de la Fonderie pour 2,2 millions d'euros, Briand-Franklin pour 1,4 million d'euros et l'aide au logement pour 1 million d'euros.

Transformation des quartiers, nous parlons forcément des anciens sites industriels pour 3,6 millions d'euros. Il est ici essentiellement question de DMC pour 3 millions d'euros autant sur des problématiques d'acquisition - dépollution que des études.

Transformation de la Ville pour avoir finalement une Ville qui assure la sécurité des biens des personnes et qui permet l'éducation au quotidien. Nous avons 8,4 millions d'euros d'investissement pour l'éducation. Nous retrouvons ici le groupe scolaire Hélène-Burger à hauteur de 5,7 millions d'euros et des crédits de maintenance habituels notamment pour l'accessibilité PMR à hauteur de 2 millions d'euros.

Sur le volet accompagnement des plus fragiles, nous sommes surtout sur des subventions d'investissement pour les centres sociaux et également pour la mise en accessibilité PMR. Sur le volet de la sécurité des biens et des personnes, il y a ici deux investissements qui portent le total de 420 000 €, c'est l'augmentation et le renouvellement de la vidéoprotection ainsi que l'amélioration de la sécurité incendie.

Enfin sur ce volet d'illustration des investissements et de la transformation de la Ville sur politique culturelle, sportive et en lien avec la dynamique commerciale et citoyenne, pour 1,9 million d'euros en termes de dynamique culturelle, nous retrouvons ici le début de la rénovation de l'hôtel de ville pour 500 000 €, des subventions d'investissement aux associations pour 320 000 € et l'équipement général de nos bâtiments municipaux pour 850 000 €, à l'intérieur desquels nous retrouvons notamment la toiture du théâtre de la Sinne ou encore des travaux sur les bibliothèques.

Sur le volet développement de la pratique sportive, nous avons 520 000 € de crédit pour le stade Barina et 485 000 € pour la rénovation de gymnases.

Sur le volet du soutien à la dynamique entrepreneuriale, les 500 000 € sont essentiellement constitutifs du capital pour la création de la foncière commerce. Enfin 260 000 € : nous sommes sur la fin de la consommation des crédits sur le budget participatif de ce mandat.

Les chiffres de ce budget primitif, nous sommes sur un total de 277 millions d'euros, tout confondu fonctionnement, investissement et budget annexe dont vous voyez la ventilation à l'écran.

Au niveau des recettes de fonctionnement, nous avons un total de 182 millions d'euros répartis sur les différents chapitres. Nous allons rentrer un petit peu plus en détail à présent.



Tout d'abord, le volet fiscal financier de cette Collectivité, sur le budget 2026, nous projetons une neuvième année de stabilité fiscale, pas d'augmentation des taux en 2026. C'était le cas pour neuf années au cours des dix dernières années, donc sur la période 2017-2026, avec une seule augmentation du taux à autour de plus 4,88 % en 2023.

Au niveau de la revalorisation forfaitaire des bases décidées par l'État, nous anticipons une augmentation de 2,2 millions d'euros. Malheureusement, le contexte autant financier qu'immobilier nous amène à avoir de nouveau des droits de mutation finalement en faible dynamique, voire même qui sont une forme de stagnation. Nous espérons malgré tout qu'il y ait une forme de relance de l'immobilier, une relance des investissements pour notre territoire, parce que c'est vrai que les investisseurs, actuellement, que ce soient les privés, les particuliers, les entrepreneurs ou autres, ont beaucoup de difficultés en la matière.

Sur le volet des dotations de l'État, nous faisons malheureusement toujours le même constat : nos dotations ne sont toujours pas indexées sur le niveau de l'inflation. En cumulé, depuis 2022, si les dotations que nous percevons de l'État étaient ne serait-ce qu'indexées sur l'inflation, nous aurions eu en tout 15 millions d'euros supplémentaires, soit une moyenne de 3 millions d'euros par an. C'est colossal parce qu'avec 15 millions d'euros de plus dans les comptes de la Ville de Mulhouse, nous aurions fait naturellement des choses en plus. Nous aurions plus de moyens d'action pour améliorer le service public, pour mieux soutenir les acteurs, pour mieux soutenir les Mulhousiens.

Sur ce volet des dotations de l'État, nous avons moins 500 000 € pour la dotation globale de fonctionnement, moins 130 000 € pour la dotation nationale de péréquation et plus 750 000 € pour la dotation de solidarité urbaine. Ce n'est très clairement pas à la hauteur des espérances et des attentes que l'on peut avoir au niveau du budget.

En termes de ratios, la projection sur 2026, c'est naturellement d'avoir des finances qui soient saines et de ne pas obérer à la fin du mandat la capacité d'agir sur le mandat prochain. Nous projetons sur 2026 un taux d'épargne brute à hauteur de 12 % et une capacité de désendettement sous les dix années. Vous le voyez, nous avons fait un effort de pédagogie supplémentaire sur ce budget puisque nous avons projeté ces ratios. Nous avons projeté ces indicateurs financiers dans la mesure où les dotations qu'on aurait eues de l'État avaient suivi le niveau de l'inflation.

Nous voyons que cela a un impact significatif sur nos finances puisque nous aurions eu un peu plus de 14 % de taux d'épargne brute en 2026 contre 12. Nous aurions été à sept années en termes de capacité de désendettement et non quasiment dix. Nous voyons bien que cette seule mesure-là que l'on subit a des conséquences importantes sur nos moyens d'action et sur nos indicateurs financiers. Au niveau des dépenses de fonctionnement, là aussi, nous retrouvons le chiffre de 192 millions d'euros dont nous allons voir la ventilation.

Tout d'abord, au niveau des charges de personnel pour un total de 82,3 millions d'euros qui est en augmentation de 2 %. Cela se veut une augmentation plus mesurée, plus modérée par rapport aux fortes hausses que l'on a pu constater

sur les dernières années, notamment en lien avec les problématiques sur le pouvoir d'achat de nos agents et l'inflation qu'eux aussi subissaient. Nous nous faisons fort tous les ans à chaque budget de faire un focus plus particulier sur un poste de dépenses. Ici, nous avons fait le choix d'attirer votre attention sur l'augmentation des primes d'assurance que là aussi nous subissons. C'est plus d'un demi-million d'euros de hausse sur la période 23-26. C'est quelque chose d'extrêmement significatif avec une problématique plus profonde pour les collectivités de manière très large qui est celle de s'assurer. Celles qui peuvent être assurées comme nous voient des primes d'assurance doublées alors que d'autres ne sont même pas en capacité d'être assurées. C'est quelque chose qui est vraiment très préoccupant pour les collectivités de manière très large.

Autre élément qui a augmenté ces derniers temps, mais qui est dans une forme de stabilité à présent, c'est les charges financières qui sont d'un total projeté de 4,6 millions d'euros qui traduisent deux choses. Premièrement, une forme de stabilité dans les conditions d'emprunt en termes de taux. Autre élément, c'est le désendettement de la Ville puisque je le rappelle entre 2019-2024, c'est 30 millions d'euros de dettes en moins, ce qui permet d'amortir une partie de la hausse des taux d'intérêt que l'on a constatée sur les dernières années. Ce budget, finalement, comment il se traduit au quotidien pour les Mulhousiens ? C'est du concret pour la solidarité dont le budget augmente de 3 % et notamment la subvention du CCAS qui augmente de 5 % par rapport à 2025. C'est du concret pour les mobilités, plus 20 % autant sur le Pass senior que le Pass junior. C'est du concret pour l'éducation avec une augmentation de 2 %, du concret pour la sécurité et la prévention avec une augmentation de 2 % à périmètre constant hors compétence SDIS qui a été transférée à l'Agglomération, du concret pour la nature en ville, du concret pour la culture avec une augmentation de 2 % notamment fléchée sur certains grands opérateurs tels que l'ONM, MOTOCO, la filature et aussi du concret pour le sport plus 5 % avec sur ce budget et nous y reviendrons dans le Conseil municipal un total de 220 000 € fléchés sur le Tour de France autant pour l'accueil de l'événement que pour l'organisation d'événements autour de la venue de ce Tour de France.

En termes d'investissements, le budget s'équilibre avec un peu plus de 92 millions d'euros, dont quasiment 21 millions d'euros d'autofinancement. Vous le voyez, l'emprunt projeté est de 35 millions d'euros. Je le dis toujours, l'emprunt, c'est la variable d'ajustement sur un budget d'investissement naturellement en fonction de l'avancement de certains projets. Si nous avons vocation à avoir moins d'emprunts, naturellement, nous emprunterons moins. C'est plutôt à voir comme une borne haute.

L'autre élément que je voulais souligner, c'est le niveau important des subventions d'équipement : 13,4 millions d'euros, c'est ni plus ni moins que la deuxième plus forte année au cours des six dernières années. Cela traduit deux choses : l'importance des projets d'investissement que l'on a porté tout au long de ce mandat et notamment le pic d'investissement de ces deux trois dernières années et le décalage aussi de financement qui doit être assumé par la Collectivité et la Ville de Mulhouse entre le moment où nous lançons les projets où nous l'assumons financièrement et le moment où les partenaires sur lesquels nous pouvions compter peuvent réellement faire les décaissements.

En termes de dépenses d'investissement en tant que tel, nous avons un total de 53,4 millions d'euros de dépenses d'équipements donc les dépenses réelles en quelque sorte. Dans ces dépenses d'équipements, nous retrouvons quasiment 24 millions d'euros de remboursement de la dette sur l'année 2026.

À titre d'illustration et de manière synthétique, vous voyez la ventilation des 53,4 millions d'euros de dépenses d'équipements réelles qui sont fléchés sur certains grands items, certains grands domaines d'interventions de la Collectivité. Le premier pour 12,2 millions d'euros, c'est naturellement le renouvellement urbain et la transformation des quartiers, suivi pour 10,4 millions d'euros de la Nature en Ville, des mobilités douces et de l'efficacité énergétique. Nous avons en troisième place les écoles pour 8,3 millions d'euros et ensuite entre plus ou moins 5 millions d'euros, nous retrouvons la partie bâtiment sportif culturel, on retrouve les investissements annuels récurrents pour la collectivité elle-même et pour 4,7 millions d'euros l'investissement en termes de voirie.

Enfin, nous avons initié depuis 2022 la démarche du budget vert dans nos comptes. Nous avons 24 % de dépenses très favorables et 4 % de dépenses favorables dans cette logique du budget vert avec seulement 1 % de nos investissements qui sont considérés selon cette norme comme défavorables. C'est quelque chose qui s'inscrit dans ce qu'on a pu voir durant la mise en place de ce budget vert. Nous avons toujours peu ou prou 28-30 % de dépenses qui sont soit très favorables, soit favorables au climat.

Je mets juste un nouveau point d'attention sur le poids du neutre. Il faut bien prendre en considération que l'on applique les règles strictes de cette norme ou du moins de cet usage au niveau du budget vert. Par exemple, quand nous refaisons un bâtiment à neuf, un groupe scolaire par exemple, d'office, il y a 70 % qui est à considérer comme neutre. Cela relativise aussi le poids de cette partie neutre dans le budget vert. Cela tient aussi beaucoup non pas à la politique municipale que l'on mène, mais aux règles et à l'interprétation en tant que telle du budget vert.

Nous terminons la présentation avec quelques petites photos des réalisations des projections au niveau de la Ville de Mulhouse sur des équipements ou des investissements qui ont pu voir le jour très récemment. Je vous remercie.

**Mme le Maire :** merci pour cette présentation. Qui souhaite intervenir ? Cela commence à s'afficher. Dans l'ordre Mme SCHNEIDER ou M. SIMEONI, vous avez des micros communs, M. STEGER et Mme RITZ et Mme SORNIN qui vient de se rajouter également.

**M. SIMEONI :** merci, Mme la Maire, merci, M. COLOM pour cette présentation. Évidemment, chers collègues, nous sommes réunis aujourd'hui pour apprécier à partir de ce qui doit nous tenir de boussole, cela a été dit de manière polyphonique depuis le début de la séance, le bilan de ce mandat. Évidemment, la seule question, c'est : « est-ce que depuis 2020, la vie de nos concitoyens s'est améliorée ? »

La réponse de la majorité, évidemment, c'est de dire oui, elle s'est améliorée ! Pour ceux qui ne le sauraient pas, la présentation, la dernière de M. COLOM, Adjoint en finance, est sans équivoque. : tout va bien. Rien n'a été oublié.

Cela n'empêche que lorsque nous regardons la réalité, il y a beaucoup de points noirs. Je veux bien le lifting, le maquillage, le fard, mais pauvreté, précarité, quésaco ? Inégalités sociales, scolaires, spatiales ... oubliées, vie des quartiers et jeunesse...on en parlera plus tard, transport public et circulation... à voir un de ces jours, santé, sécurité, logement, culture, vivre ensemble, emploi, relance économique..., nous restons dans le flou, je dirais même dans l'effacement.

En bref, la Ville à deux vitesses n'a cessé de s'étaler dans le décor d'une transformation urbaine sans âme où nous n'avons pas un élan de la part de la population. Dans ce décor de la transformation urbaine sans âme, tous ont noté, depuis tout à l'heure, de manière tout à fait contrastée, certains en empruntant même à l'Évangile et puis, puisque nous pouvons parler du Catéchisme, j'ai quelques souvenirs aussi de l'Évangile selon Saint Matthieu si vous voulez : « toute ville divisée contre elle-même ne peut subsister », intéressant.

Quand vous nous laissez par conséquent une ville divisée, nous aspirons à la relever depuis longtemps dans l'égalité et la fraternité. Si vous vouliez changer la Ville, nous pouvons vous le laisser. Cela a été vos priorités, transformer la Ville.

Aujourd'hui, nous voulons changer la vie avec les gens. Cette volonté, nous ne l'avons jamais cachée. Depuis 2020, Loïc MINERY n'a cessé et tous les autres collègues du groupe qui s'est renforcé, vous le notez, n'ont cessé d'intervenir pour dire : « il faut faire d'autres choix, être plus près des gens, écouter, entendre Plein Ciel, etc. ».

Par conséquent, nous avons pu développer notre idée qu'il fallait surtout se préoccuper, dire aux Mulhousiens : « il faut avoir un budget qui permet de vivre mieux, de vivre ensemble dans le respect de l'égalité. » C'est aussi simple que cela. Que veulent les Mulhousiens ? Ils veulent vivre mieux, vivre ensemble dans le respect de l'égalité.

Aujourd'hui, vous nous proposez un budget de circonstance électorale qui tente en vain de vous exonérer de votre échec à rassembler la Ville dans un même élan. Il y a des choses que vous avez faites. Il n'y a pas à discuter. Nous ne le remettons pas en question, mais à rassembler la Ville dans un même élan.

Primo, M. COLOM s'y est attaché, en mettant l'accent sur la perte de tous ces millions qui nous manquent à cause de la politique menée par les différents gouvernements, la DGF qui baisse, l'affaiblissement de la dotation de compensation, l'augmentation de la contribution à la caisse de retraite des agents. Une manière de dire : « ce n'est pas nous ». Certes, ces mesures, ce n'est pas vous qui les avez décidées directement, mais force est de constater que Mme LUTZ a reçu le soutien de « Horizon » dans cette campagne municipale, des Républicains, demain sans doute, des macronistes pur jus, tous seraient responsables de cette saignée. Il me semble même que dans l'expression plusieurs fois répétée des uns et des autres, vous avez dénoncé où vous vous dégagez des taxes qu'il faudrait faire payer aux milliardaires pour qu'il n'y ait plus de Justice fiscale, de Justice sociale et qu'il y ait dans ce pays des budgets pour les collectivités qui soient à la hauteur des responsabilités qui nous incombent.

Par conséquent, la défense des services publics il ne suffit pas d'en parler. Dans une Ville comme Mulhouse, nous avons perdu des bureaux de poste. Le dernier en date à la gare, à la place, tout à l'heure en venant et puis comme le font tous les Mulhousiens, il y a de la promotion immobilière. C'est un petit peu une image. Idem pour les guichets à la gare qui vont fermer les uns après les autres. Je le dis parce que je sais qu'il y a dans la salle des cheminots. Par conséquent, il convient d'assumer et pas de se cacher.

Secundo, en proposant une augmentation de 1,1 million d'euros des subventions de la Ville. C'est un fait. Là aussi, j'étais à la Commission finance, assidu M. COLOM, il n'y a pas à dire, nous pouvons donc en parler tranquillement. 1,1 million d'euros des subventions de la Ville, mais avec encore trop de trous dans la raquette, si vous permettez. Notamment, la HEAR, la « Haute Ecole des Arts du Rhin », j'y reviendrai plus loin dans la délibération dédiée et les centres socioculturels, dont la dotation ne bouge pas, alors que les difficultés de trésorerie s'accumulent.

Je voudrais montrer ainsi ce qui est assez intéressant que ce que vous dénonciez hier. En réponse à nos propositions, vous disiez : « c'est impossible. Vous allez mettre la Ville en ruine » en temps électoral, cela devient possible. Nous pouvons le faire maintenant. Je m'en félicite que vous fassiez ce premier pas cependant, avec 21 millions d'euros de taux d'épargne brute, nous pouvons faire mieux. C'est tout le sens des propositions des amendements que porte Mulhouse Cause Commune pour un budget de transition et de progrès social, puisque nous avons proposé des amendements pour améliorer ce budget. Je rappelle les propos de Loïc MINERY en liminaire.

Dans ce cadre-là, nous proposons de soumettre au vote nos amendements. C'est l'article de règlement intérieur qui le permet, de passer ensuite au vote du budget amendé ou maintenu dans sa forme initiale. C'est le Conseil municipal qui en décide. Bien évidemment, notre vote dépendra des choix.

Un petit mot pour terminer. M. COLOM je l'ai trouvé un peu, comment dire, à la fois précis dans ses réponses, un petit peu arrogant quand même, dans son rôle de distributeur de gifles. Mme le Maire avec juste raison, disait, en début de séance, « il faut être dans le respect et l'élégance, essayons de l'être. ». Il y a des choses qui peuvent se faire avec douceur, des critiques qui peuvent être fermes mais vous connaissez le mot de Napoléon : « une main de fer dans le gant de velours. » En tout cas, vous remarquerez que sur ce sujet-là, qui est un sujet extrêmement sérieux, à partir de critiques qui sont des critiques argumentées, nous pouvons aussi le faire de manière, d'une part, à intéresser tout le monde, d'autre part, à poser un sujet qui est important. Il y a des amendements, nous allons les voter.

Je voudrais terminer, M. COLOM, vous me disiez, lors du débat d'orientation budgétaire, que nous ne faisons pas de proposition. Aujourd'hui, les Mulhousiennes et les Mulhousiens pourront être témoins du contraire. Nous faisons des propositions d'amélioration du budget dans le domaine du sport, dans le domaine du social, dans le domaine de la culture. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : merci. M. SIMEONI, si vous vouliez prendre la parole pour nous parler des amendements, si vous en êtes d'accord, nous allons prendre les prises

de parole de tous les groupes sur la question des finances. Vous nous présenterez les amendements et nous voterons après. Cela vous convient ? Très bien. J'ai une demande de parole de Mme SORNIN.

**Mme SORNIN** : merci, Mme le Maire. Juste une courte explication de vote, mais nous verrons selon les amendements pour ne pas alourdir les débats.

Pour nous, ce budget est la suite des précédents qui ont fait la part trop belle aux investissements, au détriment du soutien aux Mulhousiens et au tissu associatif. Je le dénonçais l'année dernière. À force de travaux, vous avez gommé toutes nos marges de manœuvre. Au moment où le contexte économique se tend, où nous entendons parler à nouveau de plans sociaux, la casse sociale risque d'être terrible. Le taux de pauvreté à Mulhouse est passé de 33 à 36 %. Cela aurait été bien que nous ayons les moyens d'enrayer cette hausse.

Pour ces raisons, le groupe Mulhouse au Cœur votera contre. J'attends les propositions du groupe Mulhouse Cause Commune. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : je laisse la parole à M. STEGER.

**M. STEGER** : à écouter, M. COLOM. M. SIMEONI l'a dit, tout va bien. Lorsque nous regardons de plus près, les chiffres disent exactement l'inverse de ce que vous annoncez. Vous en doutez, Mulhouse, de manière excessive, pour financer des projets ni concertés, ni voulus, ni même pour certains annoncés dans votre programme. Vous annoncez 42 millions d'euros de travaux mais derrière cette façade se cache un modèle économique dangereux : 42 millions d'euros de travaux, 13 millions d'euros de subventions, il reste, donc, 29 millions d'euros à payer et vous choisissez d'emprunter 35 millions d'euros. Autrement dit, pour 42 millions d'euros de travaux, vous empruntez 35 millions d'euros, c'est-à-dire que 85 % des travaux sont financés par de la dette. C'est un choix politique, c'est un choix risqué. Nous le savons, vous vous êtes focalisé durant ce mandat sur l'urbain en oubliant l'humain.

Concernant l'autofinancement, il est insuffisant puisqu'il ne couvre même pas le remboursement de la dette. Vous l'annoncez à 20,8 millions d'euros, pour une dette qui est à rembourser de 25 millions d'euros. L'autofinancement ne couvre plus le remboursement de la dette. Vous êtes obligés de réemprunter pour rembourser les emprunts précédents. C'est exactement ce que l'on appelle un cycle d'endettement non maîtrisé.

Concernant la capacité d'endettement qui explose. En 2024, elle était de sept ans. Deux ans après, elle atteindra quasiment 10 ans, 9,9. Le seuil d'alerte fixé pour une Ville comme Mulhouse est de 12 ans. Nous en rapprochons dangereusement. Vous n'avez pas désendetté la Ville, durant ce moment-là, vous l'avez endetté.

La PPI, 457 millions d'euros d'autorisation de programme. Combien reste-t-il à financer jusqu'en 2030 ? Combien de millions d'euros sont-ils à couvrir ? Combien d'emprunts supplémentaires prévoyez-vous ? Les Mulhousiens ont le droit de savoir. Ils ont droit à la transparence.

Concernant les travaux emblématiques et contestés, Avenue Briand, le Plan de circulation, le Ring, la Fontaine, la Place des Victoires, les pistes cyclables, peu utilisées, malheureusement, les jardins ici et là. Ces projets, souvent, n'ont pas été concertés, ne figurent pas toujours dans le programme, sont massivement financés par de la dette et coûtent très cher aux Mulhousiens.

Vous engagez la Ville dans des dépenses dont elle devra supporter les effets pendant des dizaines d'années. Nous demandons officiellement la transparence totale et la liste exhaustive des dépenses engagées pour ces travaux, ligne par ligne. C'est un droit fondamental des Mulhousiens. Ils ont droit de savoir. C'est un devoir pour une majorité qui se dit attachée à la transparence.

Enfin, concernant « honoraires et conseils », 654 400 €. De quoi s'agit-il ? Qui a été payé ? Pourquoi ? À quelle échéance ? Combien la Ville paie-t-elle au conseiller en communication, Jean-Luc Mano ? Quand la Ville n'a plus les moyens d'autofinancer ses travaux, quand elle emprunte pour rembourser ses emprunts, peut-elle se permettre des frais de communication aussi élevés ?

Conclusion, Mme le Maire, vous engagez Mulhouse dans une trajectoire où nous empruntons beaucoup. Nous n'avons pas assez d'autofinancement. La capacité des endettements se dégrade. Il reste encore des centaines de millions à financer dans la PPI. C'est une dérive financière lourde. C'est une dérive politique encore plus grave. Vous engagez l'avenir des Mulhousiens sans leur accord. Nous l'avons vu notamment sur ces dizaines de millions de prêts contractés sans concerter ou informer le Conseil municipal. Vous leur imposez des choix qu'ils n'ont jamais validés.

**Mme le Maire** : nous informons.

**M. STEGER** : après coup. Mulhouse mérite mieux que des budgets en trompe-l'œil. Mulhouse mérite le respect, la transparence et une gestion responsable. Nous voterons contre ce budget. Merci.

**Mme le Maire** : Mme RITZ.

**Mme RITZ** : merci, Mme le Maire, chers collègues, à l'heure de voter ce budget, nous devons avant tout regarder la réalité vécue par les Mulhousiens et mesurer l'écart entre les annonces, les réalisations et les moyens réellement engagés. Qu'attendent réellement les Mulhousiens ? Sortir de l'asphyxie fiscale, bénéficier de services publics et vivre en toute sécurité.

La question de la sécurité devrait être au cœur de toute politique municipale responsable. Or, à la lecture de ce budget, nous constatons, une nouvelle fois, un décalage important entre les discours et les moyens réellement engagés. Les habitants attendent des réponses concrètes face aux incivilités, aux dégradations et à l'insécurité présentes dans plusieurs quartiers mulhousiens. Ce sont des réalités que chacun constate et que beaucoup nous rapportent. Pourtant, les crédits alloués au soutien opérationnel de notre police municipale restent nettement insuffisants pour répondre à l'urgence de la situation. Je déplore notamment :

- l'absence d'investissements significatifs pour renforcer les effectifs et moderniser les équipements de la police municipale,

- des retards persistants dans la maintenance de la vidéo protection,
- un manque de stratégie globale pour améliorer la coordination avec les autres acteurs de la sécurité.

À cela et je vais insister M. COLOM, s'ajoute un point tout aussi préoccupant, le malaise, dont je vous ai fait part tout à l'heure, qui est grandissant au sein des services municipaux. N'en déplaise à M. COLOM, il s'agit bien de notre Collectivité. Je vous invite à aller à la rencontre de nos agents. Ils sont nombreux à alerter sur le manque d'écoute de reconnaissance et comme je ne parle pas de la commune voisine, mais belle et bien de Mulhouse, je vais vous citer des exemples concrets qui devraient d'ailleurs apparaître dans votre budget.

Les logements de service attribués au personnel ne sont tout simplement pas aux normes, ni sur la salubrité, ni sur la sécurité. Je vous invite, M. COUCHOT, à aller visiter certains logements où vous constaterez des chaudières désuètes et non entretenues, l'absence même de prises de terre ou encore de VMC alors en matière d'habitants indignes, oui, il y a du travail. Une Collectivité se doit d'être exemplaire. Comment espérer un service public de qualité si ceux qui l'assurent chaque jour ne disposent même pas de conditions de base dignes ?

Un autre point interpelle fortement : le manque de concertation avec les habitants, les Mulhousiens qui ont le sentiment que les grands projets leur sont imposés plutôt que construits avec eux.

Le Ring, présenté comme une solution pour fluidifier la circulation, crée aujourd'hui davantage de bouchons qu'il n'en résout. L'axe Briand-Franklin fragilise, ne vous en déplaise, le commerce. Il complique aussi la vie quotidienne des riverains, M. COLOM, des riverains des rues adjacentes qui eux ne peuvent plus laisser leurs fenêtres ouvertes et qui sont obligés de contourner tout un quartier afin d'accéder à leur habitation. Allez les voir, je vous le conseille vivement, ils vous attendent.

Quand la concertation fait défaut, les projets se retournent contre ceux qu'ils étaient censés servir. Plusieurs arbitrages budgétaires soulèvent des interrogations. Certains choix nous semblent manquer de cohérence avec les besoins exprimés par les habitants. J'aurais souhaité davantage de clarté sur les dépenses liées aux travaux de voirie, sur la ZAC Gare, autour de la Tour Elithis notamment.

Dans un contexte où chacun attend que l'argent public soit utilisé avec discernement, certaines dépenses sont difficiles à comprendre : la Fontaine de la place des Victoires, coûteuse et éloignée des priorités essentielles en est l'illustration. Les Mulhousiens attendent des investissements utiles, visibles et cohérents avec leurs besoins réels. Vos efforts ne sont clairement plus à la hauteur des besoins. Il ne suffit pas de constater les problèmes. Il faut y répondre avec des moyens, une vision et une volonté politique claire. Pour toutes ces raisons, je continuerai à réclamer une politique de sécurité plus ambitieuse et une gestion interne plus respectueuse, avec de véritables moyens et une attention réelle au personnel. La tranquillité publique et la dignité des agents ne sont pas des options. Ce sont des missions fondamentales d'une municipalité responsable. Je considère que ce budget manque de vision, de priorité claire et d'écoute de terrain. En l'état, je ne pourrai l'approuver. Je vous remercie.



**Mme le Maire** : je laisse la parole à M. SASSI. Après, nous passerons aux amendements.

**M. SASSI** : Mme le Maire, chers collègues, ce budget est conforme à ce que nous avons vu durant toute la durée de ce mandat, c'est-à-dire un budget qui, globalement, est un budget de gestionnaire et s'il faut le dire, plutôt de bon gestionnaire, mais c'est un budget qui manque de vision, qui manque d'ambition pour le quotidien des Mulhousiennes et des Mulhousiens, notamment sur le lien social au quotidien, la vie sportive, la vie culturelle pour une raison très simple, c'est qu'aujourd'hui, nous voyons bien que les difficultés relationnelles avec l'Agglomération, même si nous avons beau redire qu'elles se sont améliorées, nous les payons cher. Le manque de cofinancement que nous avons pu avoir à des échelles beaucoup plus larges nous coûte également très cher. Je pense qu'il y a des éléments de budget que nous aurions pu avoir de façon beaucoup plus évidente. Le soutien aux centres sociaux, nous en avons parlé ces derniers temps.

Nous savons qu'aujourd'hui, c'est juste reculer pour mieux sauter. Les difficultés de trésorerie, si elles ont été réglées de façon ponctuelle, elles se renouvelleront dès l'année prochaine. Que je sois là ou pas, nous en reparlerons. Vous le verrez. C'est juste reculer pour mieux sauter. La question des investissements dans la vie quotidienne des Mulhousiens a du sens. Mais si elle ne s'accompagne pas de moyens pour pouvoir les faire vivre, nous nous retrouvons avec de grosses difficultés. Le CCAS, dont je suis administrateur, mériterait d'avoir beaucoup plus de moyens notamment en termes humains, nous avons déjà eu l'occasion d'en parler. C'est un budget conforme à ce que vous avez fait durant tout votre mandat.

Quand j'étais petit, c'est arrivé, on m'a expliqué que voter le budget, que ce soit au conseil municipal ou à l'Assemblée nationale, c'était rejoindre et acter son soutien à la majorité. Vous ne me ferez pas grief, Mme le Maire, de ne pas voter ce budget. C'est la raison pour laquelle je voterai contre.

**Mme le Maire** : je vais laisser Florian COLOM apporter une réponse. Vous apportez les réponses et après nous passons aux amendements.

M. MINERY nous présentera un amendement après l'autre que je ferai voter l'un après l'autre. À la fin, nous faisons le vote général du budget.

**M. COLOM** : merci, Mme le Maire. Pour répondre à cette interpellation qui est revenue à deux reprises, je n'ai jamais ni dit ni sous-entendu que tout allait bien. Au contraire et je pense que c'est l'honnêteté du groupe majoritaire, c'est l'honnêteté des présentations qui sont faites successivement, nous mettons sur la table de manière très concrète les choses qui ne vont pas dans la question des financements. Nous ne les évitons pas, nous les évoquons de manière très claire.

A la question de savoir : « est-ce que la vie des Mulhousiens s'est améliorée ? ». Nous répondons « oui », parce que grand nombre de nos engagements ont été tenus. Je considère que lorsque l'on a fait, dès le début du mandat, la gratuité des transports en commun, cela a contribué à améliorer la vie des Mulhousiens.

Quand on a fait, dès le début du mandat, la police municipale de nuit, cela a contribué à améliorer le quotidien des Mulhousiens.

Vous parlez d'une absence de relance économique. Je tiendrai juste à rappeler à tout le monde que 80 % des investissements que l'on fait dans une importante PPI, nous parlons de 300 millions d'euros d'investissement, 80 % vont et bénéficient directement aux entreprises locales. Si ce n'est pas une relance économique, il faudra m'expliquer ce que c'est surtout que lorsque l'on voit la dynamique de la zone Gare sur le plan économique, avec un grand nombre d'entreprises qui s'y installent et la dernière en date, Bubendorff, nous voyons de manière très concrète que la relance économique est là. Tout n'est pas parfait, oui, mais ce n'est pas pour autant que nous ne pouvons pas affirmer que les engagements ont été tenus et que la vie des Mulhousiens s'est améliorée.

Vous dites : « il faut changer la vie, plutôt que changer la Ville ». Je considère que la politique que l'on mène et qui vise justement sur un grand nombre de sujets à transformer la ville transforme la vie des gens. Je reprendrai cet exemple des Terrasses du Musée, qui était une friche polluée de 4 hectares et dont nous avons transformé cette zone en un espace vert, qui donne aux habitants du quartier un endroit de fraîcheur où flâner et se reposer. Cela améliore la vie des gens.

Je pourrais aussi parler de l'augmentation du budget en faveur des solidarités avec la création du CCAS. Nous pourrions faire beaucoup plus si nous avons beaucoup plus de moyens, mais ces avancées, ces augmentations améliorent la vie des gens. Je pourrais encore vous parler de tout ce que l'on a fait en matière d'éducation, autant sur les investissements ou durant un mandat, c'est le cadre éducatif d'un écolier sur deux à Mulhouse qui s'est vu, soit reconstruit, soit rénové. Ce sont des investissements qui changent la vie au quotidien. Je ne parle, bien évidemment, pas ici de ce qui a été fait sur le fonctionnement avec l'obtention du plan Ambition Mulhouse.

Il y a un certain nombre et c'est le jeu, d'accusations où on nous prête des responsabilités qui ne sont pas les nôtres, notamment sur la politique nationale dont nous serions soi-disant comptables. Tirons le fil jusqu'au bout. Dans ce cas, cela veut dire que vous êtes comptable de la politique de François HOLLANDE. Vous êtes comptable de cette baisse de 12 millions d'euros des dotations annuelles aux collectivités. Concernant la Ville de Mulhouse, c'est 12 millions d'euros en moins. Si nous extrapolons, vous êtes comptable de cela. Vous seriez aussi alors comptable des 341 milliards d'euros de dettes supplémentaires. Franchement, faire les comptes de responsabilités qui ne sont pas les nôtres, je ne suis pas sûr que ce soit à votre avantage.

Ensuite, concernant l'interpellation de Mme SORNIN, nous aurions gommé toutes les marges de manœuvre. J'en perds un petit peu mon latin, parce que quand j'entends M. SIMEONI et d'autres, nous avons l'impression que nous avons des marges de manœuvre qui sont infinies et quand je vous écoute, nous avons l'impression que nous avons gommé toutes les marges de manœuvre. Je pense qu'il faudrait à un moment donné que nous nous coordonnions et que nous ayons au moins une lecture qui soit unique des choses.

Je ne comprends pas, M. STEGER, l'insistance avec laquelle vous opposez l'urbain et l'humain. Comme si finalement, ces investissements se faisaient au détriment de l'humain. Je considère que, encore une fois, si nous reprenons l'exemple du plan École, quand nous améliorons les conditions éducatives, c'est de l'investissement mais cela sert aux humains. Cela sert aux enfants de pouvoir apprendre dans de meilleures conditions. Quand nous développons la nature en Ville dans tous les quartiers de la Ville, cela sert l'humain. C'est de l'investissement, certes, mais cela sert le cadre de vie. Quand nous améliorons, comme c'est le cas à Drouot, à Fonderie et demain dans le quartier des Coteaux, le logement et que nous améliorons la qualité de l'habitat, c'est peut-être de l'investissement, mais cela sert l'humain.

Ensuite, vous avez une lecture. Je pense qu'il faudrait que nous reprenions les bases de mathématique, parce que visiblement, il y a un souci dans la soustraction. Oui, je le dis de manière très claire, la dette a baissé au niveau de la Ville de Mulhouse. Là, vous affirmez le contraire, vous êtes incapables de donner un chiffre, incapable de donner une variation, parce que quand je dis de manière très claire qu'entre la fin 2019 et la fin 2024, qui est le dernier compte arrêté au niveau de la ville, il y a 30 millions d'euros de dettes en moins je suis en capacité, contrairement à vous, de faire la soustraction.

Ensuite, vous parlez de transparence, comme quoi les travaux financiers, le budget, tout cela serait opaque. Ce qui, cela dit en passant, est extrêmement bizarre quand nous savons que vous avez passé six ans en tant qu'adjoint et plus encore dans la majorité. Je dirais même que la plus grande des transparences au niveau des Mulhousiens, c'est de savoir comment les élus s'engagent réellement sur les différentes thématiques, notamment de savoir que vous, que ce soit dans la majorité ou dans l'opposition, vous n'avez fréquenté cette commission finance qu'à une seule reprise. Parler de transparence lorsqu'on ne fréquente pas la commission finance, c'est vraiment un pied de nez en termes de critique.

Concernant l'intervention de Mme RITZ, notamment sur les soi-disant carences en termes de sécurité, je tiendrais à rappeler un seul chiffre : Mulhouse est dans le top 5 des villes de France qui investissent le plus en matière de sécurité, dans leur budget de toutes les plus de 38 000 communes de France au niveau national. Nous pourrions toujours nous dire que nous en faisons toujours plus, que nous en voulons toujours plus. C'est un choix politique mais dire qu'il y a une carence alors que nous sommes cinquièmes de France, c'est faux. Concernant votre allégation répétée sur le mal-être des agents, je tiendrais juste à vous dire une seule chose, un mensonge répété n'en fait pas pour autant une vérité. Maintenant, s'il y a des soucis, les agents de la ville de Mulhouse ont tous nos mails. Le mien est sur le site internet de la Ville. Vous faites un clic droit et vous avez directement le mail qui arrive chez moi. Vous pouvez même avoir mon numéro de téléphone. Si vraiment il y a un éléphant en plein milieu de la pièce, mon mail est accessible.

Concernant l'opacité, les travaux, le coût des voiries au niveau de la zone gare, Mme RITZ, vous vous trompez d'instance. Ces voiries-là sont portées par l'Agglomération en lien avec CITIVIA. Cela peut faire partie des questions que vous poseriez potentiellement au prochain Conseil d'Agglomération.

Enfin, pour en terminer sur ce débat, au niveau des centres sociaux et l'interpellation de M. SASSI, je considère que ce n'est pas avec un chèque uniquement que l'on règle la question des centres sociaux. Je m'inscris totalement dans le travail de fond que Mme RISSER est en train de faire avec tous les partenaires, pour remettre à plat, sur notre territoire, le modèle des centres sociaux sur Mulhouse. Je pense que c'est dans cette direction qu'il faut que nous travaillions. C'est dans cette perspective-là qu'il faut que nous travaillions. C'est certes plus compliqué, certes plus exigeant. Mais, c'est une solution qui est bien plus pérenne que de dire : « allez, nous faisons un chèque et nous considérons qu'il faut continuer comme cela à l'avenir. ». En tout cas, voilà la position que nous portons au niveau de la Ville de Mulhouse.

**Mme le Maire** : M. SASSI, concernant les centres sociaux, Mme RISSER vous répondra dès que la délibération passera au Conseil.

Le groupe Mulhouse Cause Commune a déposé quatre amendements. Pouvez-vous, s'il vous plaît, M. MINERY, brièvement les présenter ?

**M. MINERY** : oui. J'avais initialement proposé un vote séparé. Est-ce possible ?

Je présente amendement par amendement. Juste une petite explication de texte, vous avez évoqué une légère amélioration et un léger frémissement. En tout cas, cela a été évoqué, cela a été souligné avec un budget de circonstances électorales. Nous souhaitons aller un peu plus loin. Nous ne sommes pas dans la folie en termes de dépenses proposées, en termes de budget de fonctionnement avec des dépenses supplémentaires. Nous avons simplement ciblé quatre priorités que l'on a identifiées.

L'amendement numéro 1 propose notamment de renforcer la solidarité, ce que qu'on a appelé « Mulhouse Solidaire » à travers 500 000 € supplémentaires de dépenses, réparties comme suit : 200 000 € à destination du CCS et 300 000 € à destination justement des centres sociaux dont nous venons de parler, durement impactés dernièrement. Ce qui suppose bien évidemment de se remettre autour de la table et de penser l'avenir collectivement. 1<sup>er</sup> amendement, je le répète 500 000 €, répartis entre le CCS à hauteur de 200 000 € et les centres sociaux à hauteur de 300 000 €. Je le redis puisque le document n'a, hélas, pas été déposé sur table.

**Mme le Maire** : cela serait bien quand même que nous ayons l'explication.

**M. MINERY** : j'avais dit vote séparé.

**Mme le Maire** : entendez-vous sur la méthode.

**M. COLOM** : nous pouvons tout à fait parler des quatre amendements, faire une réponse globale et voter les quatre amendements séparés.

**Mme le Maire** : cela marche pour vous, M. MINERY ?

**M. MINERY** : je m'adapte. L'amendement numéro 2, soutenir nos atouts culturels. Nous proposons là de recentrer l'effort sur la Haute école des arts du Rhin avec trois exercices consécutifs au bord du déficit. Nous connaissons tous et

toutes les difficultés de cette école. 200 000 € supplémentaires à destination de la Haute école des arts du Rhin.

L'amendement numéro 3, concernant l'éducation avec une ATSEM par classe, mais pour toutes les classes de maternelle, c'est-à-dire y compris en grande section avec un effort de 500 000 €, estimé à 500 000 € pour recruter 15 ATSEM supplémentaires.

Enfin l'amendement numéro 4, le soutien au sport populaire mulhousien avec un effort de 300 000 € au bénéfice, prioritairement des associations sportives : Club Loisir, Club Développement et Club Performance. Pour l'instant, nous mettons les clubs élites de côté. Nous recentrons l'effort sur les plus petites structures, les associations de plus petite envergure.

Je précise au passage, après avoir présenté ces quatre amendements et pour anticiper une remarque qui pourrait intervenir, que nous proposons de dégrader pour ce faire légèrement notre capacité d'autofinancement, en passant de 21 à 19,5 millions d'euros d'épargne brute, passant d'environ de 12 % à 11 % des recettes réelles de fonctionnement, c'est-à-dire un petit bougé qui n'affecte pas spectaculairement nos ratios ne nous met pas en difficulté. Je précise aussi dans la lignée de mon collègue, Joseph SIMEONI tout à l'heure, que si vous votez l'ensemble de ces amendements, nous voterons le budget, si vous décidez d'en voter un, deux ou trois, nous nous abstiendrons et si vous n'en votez aucun, nous voterons contre le budget. Je tenais à le préciser pour être tout à fait transparent. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : on n'est pas dans le marchandage M. MINERY. Je vais laisser Florian COLOM répondre.

**M. COLOM** : déjà, je voulais quand même faire les comptes parce que je considère que 1,5 million d'euros de dépenses supplémentaires, c'est quelque chose d'extrêmement significatif dans les comptes de la Ville de Mulhouse. Ce n'est pas, comme vous l'avez évoqué, quelque chose qui serait presque anecdotique pour la Ville de Mulhouse.

Ce que je note surtout, c'est que ces amendements, cette proposition budgétaire là se fait malheureusement, c'est des propositions au niveau politique et financier, mais il n'y a aucune piste d'économie qui est évoquée et aucune recette nouvelle qui est évoquée. La seule source de financement, vous l'avez évoqué vous-même, est celle de la dégradation de la situation financière de la Ville de Mulhouse au niveau de ses indicateurs.

En ce qui nous concerne au niveau de la majorité, nous n'avons pas de dogmatisme en matière de ratios financiers. Nous le voyons sur l'évolution de ce mandat. Cela a été notamment acté lorsque nous étions dans les années 23-24. Nous avons lâché du lest sur un certain nombre de ratios que nous avons pu avoir au début de ce mandat, sans pour autant aller dans la zone rouge. Pourquoi ? Parce que nous sommes passés de 16 % d'épargne brute à 12 %. Si nous étions dans le dogmatisme, nous serions restés aux alentours de 16. Nous sommes passés de sept années de capacité de désendettements vers 10, sans forcément aller dans la zone rouge. Il y a une forme d'assouplissement, sans forcément rentrer dans la zone rouge. Vos amendements font passer l'épargne

brute aux alentours des 11 %, mais ils font surtout passer la capacité de désendettement à 11 années. L'année prochaine, en termes de perspectives avec les différentes évolutions, fait passer cette même capacité de désendettement à 12 ans. Sauf que 12 ans, tel que nous l'avons vu dans la présentation, c'est le seuil d'alerte. 12 ans, c'est la zone d'alerte, c'est le début de la zone rouge pour la Ville de Mulhouse. Il y a l'intention, mais il y a l'impact notamment sur la capacité de désendettement qui elle nous met dans une zone rouge.

Je pense qu'il ne faut pas que l'on rentre dans cette logique de surenchère au niveau des dépenses, parce que je note qu'il y a des besoins sur le territoire mulhousien. Je me dis que nous avons trop vu au niveau national l'impact du « quoi qu'il en coûte » depuis trop d'années sur les finances de l'État et sur les conséquences que cela a pour les Français.

Ce discours-là, de nouvelles dépenses supplémentaires et d'amendements au niveau du budget, ce n'est pas la première fois que vous le proposez dans ce Conseil municipal. Cela a été fait déjà suite à la crise du COVID. Là encore, on nous tenait le discours d'une crise exceptionnelle, d'un événement exceptionnel qui nécessitait des moyens supplémentaires sauf que l'histoire de ce mandat nous a appris qu'une crise en chassait rapidement une autre, qui en chassait rapidement une autre. À force de se dire, « c'est la dernière, nous n'en aurons plus de nouvelles », nous avons des moyens d'action qui sont pour moi complètement grevés.

Il suffit de regarder comment certaines collectivités, qui ont appliqué dès le début du mandat cette logique financière, se trouvent d'un point de vue financier en ne cherchant pas forcément trop loin, en allant juste du côté de Strasbourg, qui, alors qu'elle a eu le même mandat, peu ou prou la même compétence et le même périmètre d'intervention que la Ville de Mulhouse a pris une orientation financière diamétralement opposée. La dette de Strasbourg, c'est peu ou prou, plus 80 % et sur un même mandat, là où nous, c'est moins 30 millions d'euros. Les ratios financiers de Strasbourg sont dans le rouge qui obèrent de manière très concrète et pérenne les moyens d'action durablement de cette Ville pour les prochaines années.

Ensuite, plus particulièrement sur certains points au niveau des amendements et pour continuer à argumenter en ce sens. Je le disais, les centres sociaux, c'est un sujet d'importance pour les Mulhousiens, c'est un sujet d'importance pour nous, mais ce n'est pas du moins dans un premier lieu, dans un premier temps, que nous le réglerons simplement en faisant un chèque, un budget. Les centres sociaux le savent. Ils ont toujours pu compter sur le soutien de la Ville de Mulhouse, mais ce qui est nécessaire pour eux dans leur intérêt et dans l'intérêt des Mulhousiens, c'est :

- de remettre à plat le modèle des centres sociaux,
- d'aller vers davantage de partage, de mutualisation et
- de revoir avec tous les partenaires le périmètre d'intervention, l'émission et le champ d'intervention des centres sociaux.

Concernant la HEAR, là aussi, la Ville de Mulhouse ne pèse que 18 % du budget de la HEAR. Demander à la Ville de Mulhouse de mettre la main au pot lorsque Strasbourg représente plus de 50 % et que le reste est représenté par l'État, je me pose la question de la justice et de l'équité vis-à-vis des Mulhousiens. Nous

pesons 18 % quid des autres partenaires ? Je serai davantage favorable au fait que tout le monde, tous les partenaires financiers se disent : « chacun participe à due proportion des finances et de son poids dans la structure », mais pour l'instant, ce n'est pas le cas. Je ne pense pas que ce soit bon pour les Mulhousiens, qu'on soit les seuls « chevaliers blancs » lorsque l'on pèse uniquement 18 % d'une structure.

Enfin, au niveau des ATSEM, encore une fois, nous pouvons toujours dire que 10, ce n'est pas assez, 15, ce n'est pas assez, 20, ce n'est pas assez. Nous pouvons toujours en vouloir plus parce qu'elles ont un vrai rôle, une vraie utilité et il y a de vrais besoins, mais, là aussi, nous ne pouvons pas balayer ou du moins ne pas éluder en quelque sorte tout ce qui a été fait par cette équipe sur ce mandat, puisque 17 ATSEM ont été recrutées durant le mandat ; nous sommes ainsi quasiment à une ATSEM par classe sur Mulhouse.

Pour toutes ces raisons, autant sur le côté financier politique que dans la perspective, la trajectoire et le cas nommément de certains sujets sur les centres sociaux, la HEAR et les ATSEM comme j'ai pu le faire, le groupe majoritaire votera contre ces amendements.

**Mme le Maire** : très bien, je passe ces amendements au vote. Tout le monde a eu la parole, M. SASSI ? Pardon ? (*Propos hors micro*). Si c'est une explication, nous prenons, mais nous ne relançons pas le débat. Je crois que nous l'avons fait. M. SASSI. Explication de vote. C'est cela ? Non, nous ne relançons pas le débat. Je suis désolée. Cela a été fait. Maintenant, il y aura le vote des amendements. Il y aura le budget général. Je crois que vous en avez assez débattu de la chose parce que sinon, nous pouvons relancer le débat pendant encore très longtemps. M. STEGER, c'est une explication de vote ? Oui ? Je vous vois, M. OBERLIN. Explication de vote, allez-y !

**M. STEGER** : oui, merci, Mme le Maire. Quelques mots pour dire qu'il est difficile de modifier telle et telle ligne budgétaire sans avoir une vision globale d'un projet. J'allais évoquer aussi Strasbourg, vous l'avez fait, M. COLOM donc je m'en priverai.

**Mme le Maire** : M. STEGER, parlez d'explication de vote.

**M. STEGER** : tout à fait, j'y viens, Mme le Maire, si je peux finir ma phrase. Je sais que vous avez l'habitude d'interrompre quand on s'exprime. Laissez-moi juste terminer ma phrase !

Je disais qu'il faut une vision globale sur un budget pour pouvoir le voter favorablement et de rectifier quelques lignes budgétaires qui ne permettent pas de le faire. C'est pourquoi nous voterons contre.

**Mme le Maire** : explication de vote, M. SASSI ?

**M. SASSI** : il faut quand même qu'on puisse avoir un minimum de temps pour pouvoir expliquer nos décisions, nos réactions au sein de ce conseil municipal. Nous ne sommes pas simplement là pour lever la main ou la descendre quand on nous demande de le faire.

Un budget est un tout cohérent dans lequel il y a des arbitrages, dans lequel il y a des décisions qui sont prises les unes au détriment des autres. Je sais que c'est

bientôt Noël, mais il faut arrêter de croire au père Noël. Ce n'est pas parce que nous allons donner un cadeau aux uns et aux autres que nous sommes plus vertueux ou moins vertueux que d'autres. Bien évidemment que nous soutenons les centres sociaux, bien évidemment que nous soutenons le CCAS, bien évidemment que nous sommes pour la présence d'ATSEM dans les écoles, mais ce n'est pas parce que d'un coup de baguette magique...

**Mme le Maire** : nous pouvons en venir au fait, M. SASSI, s'il vous plaît.

**M. SASSI** : mais c'est mon explication de vote, Mme le Maire, parce que cela nous oblige à nous positionner de façon binaire alors que sur tous les sujets qui ont été évoqués, bien évidemment que nous soutenons, bien évidemment que nous n'avons pas attendu le vote du budget pour pouvoir dire que nous sommes pour ou que nous sommes contre, mais un budget, c'est un tout cohérent. Simplement, j'aimerais terminer par une chose quand même, Mme le Maire et je finirais très brièvement.

M. COLOM, quand vous parlez de modèle économique, vous êtes dur avec les faibles et vous êtes doux avec les forts, j'ai pris le temps, en propos liminaire, de parler de la situation de la filature. Si nous voulons parler de modèle économique, faisons-le pour tout le monde, pas uniquement pour le dernier kilomètre de l'action sociale et de l'action citoyenne. Aujourd'hui, les personnes qui fréquentent la Filature...

**Mme le Maire** : M. SASSI, vous devez conclure, s'il vous plaît.

**M. SASSI** : c'est ma conclusion. Les personnes qui fréquentent la filature auraient les moyens de payer un petit peu plus leur billet d'entrée. Les personnes qui fréquentent les centres sociaux n'ont pas les moyens de mettre un seul euro de plus. Si nous voulons parler des modèles économiques, parlons-en des modèles économiques pour tout le monde. Merci, Mme le Maire. C'est la raison pour laquelle je ne voterai pas les amendements, bien évidemment.

**Mme le Maire** : non, d'abord M. OBERLIN encore, parce que sinon nous allons tourner là pendant deux heures encore.

**M. OBERLIN** : merci, Mme le Maire. Je suis surpris de découvrir ces amendements aujourd'hui. Nous n'avons pas pu se préparer. Nous n'avons pas pu les étudier. C'est présenté de façon orale et nous devons prendre une décision immédiate. C'est une procédure qui ne nous convient absolument pas et un peu antidémocrate.

**Mme le Maire** : c'est demandé par un groupe d'opposition. Je respecte le droit du groupe d'opposition de faire une proposition en l'occurrence d'amendement. M. SIMEONI, mais nous concluons très vite, s'il vous plaît. Mais nous faisons rapide, s'il vous plaît.

**M. SIMEONI** : je vais être très rapide. Je ne rentre pas dans le débat avec l'argumentaire qu'a développé Florian COLOM. Je pourrai démontrer que cela ne tient pas la route sur l'équilibre budgétaire.



Ensuite, je ne suis pas surpris des interventions de M. SASSI et de M. STEGER. Sans doute, mais nous sommes rentrés, nous avons joué le jeu. Nous n'innovons pas. Merci, M. COLOM. Nous déposons des amendements comme le permet le règlement intérieur. Nous faisons des propositions qui sont concrètes avec des chiffres. Nous mesurons l'impact. Nous pourrions même dire que nous pourrions rester avec un taux et un ratio de désendettement plus intéressant, mais je ne suis pas surpris que M. SASSI et que M. STEGER disent non aux amendements que nous portons. Je ne suis pas étonné.

**Mme le Maire** : M. SIMEONI, il nous convient de conclure.

**M. SIMEONI** : nous nous appelons à voter ces amendements. Cela va de soi.

**Mme le Maire** : 30 secondes, même traitement.

**M. COLOM** : même moins que 30 secondes, juste pour dire que j'inscris en faux M. SASSI lorsqu'il dit que nous sommes, ou ce budget, ou cette équipe serait doux avec les forts et dur avec les faibles. Ce n'est absolument pas l'intention ni de ce budget ni de la logique que l'on a au niveau des centres sociaux. Quand nous disons : « remettre à plat un modèle », nous ne voulons pas dire : « mettre à plat les centres sociaux ». Si demain, il y a d'autres modèles qui doivent être interrogés, précisés, au sens global avec tous les partenaires que l'on peut avoir sur tel ou tel sujet, nous ne le ferons pas plus avec les centres sociaux ou pas moins qu'avec les autres.

**Mme le Maire** : nous allons passer individuellement chaque amendement. L'amendement numéro 1. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?

Pour : 8

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Non-inscrit dans un groupe : M. Fleck

Contre : 36 +3

Groupe majoritaire : 29 +3 procurations

Groupe Unis au Centre : 3

Non-inscrites dans un groupe :

Mme Kosir, Mme Jenn, Mme Zanette et Mme Ritz

Abstentions : 5+1

Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : M. Pauvert et M. Sassi

**Mme le Maire** : nous passons à l'amendement numéro 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cela change. Qui est pour ?

Pour : 8

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Non-inscrit dans un groupe : M. Fleck

Contre : 36 +3

Groupe majoritaire : 29 +3 procurations

Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrites dans un groupe :  
Mme Kosir, Mme Jenn, Mme Zanette et Mme Ritz

Abstentions : 5+1  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : M. Pauvert et M. Sassi

**Mme le Maire** : même question pour l'amendement numéro 3 : qui est contre ?  
Qui s'abstient ? Qui est pour ?

Pour : 8  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Non-inscrit dans un groupe : M. Fleck

Contre : 35 +3  
Groupe majoritaire : 29 + 3 procurations  
Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrites dans un groupe :  
Mme Kosir, Mme Jenn, et Mme Zanette.

Abstentions : 6+1  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe :  
M. Pauvert, Mme Ritz et M. Sassi

**Mme le Maire** : l'amendement numéro 4. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Nous allons jusqu'au bout. Qui est pour ?

Pour : 8  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Non-inscrit dans un groupe : M. Fleck

Contre : 35 +3  
Groupe majoritaire : 29 + 3 procurations  
Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrites dans un groupe :  
Mme Kosir, Mme Jenn, et Mme Zanette.

Abstentions : 6+1  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe :  
M. Pauvert, Mme Ritz et M. Sassi

Les amendements sont rejetés à la majorité des suffrages exprimés.

**Mme le Maire :** enfin, nous arrivons au vote du budget principal. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?

Pour : 30 + 3 procurations  
Groupe majoritaire : 29 + 3 procurations  
Non-inscrite dans un groupe : Mme Zanette

Contre : 17+1  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrits dans un groupe : M. Sassi, M. Fleck, M. Pauvert et Mme Ritz.

Abstentions : 2  
Non-inscrites dans un groupe : Mme Jenn et Mme Kosir.

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

**6° BUDGET PRINCIPAL : VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (Finances/7.10.1/1698)**

L'article L. 2311-3-I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permet aux communes de décider et de voter des projets d'investissements sous forme d'Autorisations de Programme (AP).

Ces autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à des immobilisations ou à des subventions d'équipement versées à des tiers. Elles constituent la limite supérieure des dépenses d'investissement pouvant être engagées, et sont révisées chaque année pour tenir compte de l'évolution des projets.

Cette dérogation au principe de l'annualité budgétaire est encadrée par les Crédits de Paiement (CP), qui constituent la limite des dépenses pouvant être mandatées au cours d'un exercice.

Conformément à l'article R. 2311-9 du CGCT, les autorisations de programme sont votées par le Conseil Municipal dans une délibération distincte du vote du budget primitif, et chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des Crédits de Paiement correspondants.

Le document en annexe fait état du Programme Pluriannuel des Investissements en autorisations de programme et la prévision des crédits de paiement. Il fait l'objet d'une actualisation par rapport au programme précédent qui s'étalait de 2020 à 2029 pour l'ajuster sur la période 2020-2030 par adjonction d'un crédit de paiement 2030.

Les 15 autorisations de programme proposées s'élèvent à 384,30 M€ sur la période 2020-2030 et contribueront à transformer la ville de manière durable.

Les crédits inscrits au budget primitif 2026 au titre des ACP figurent dans la colonne « crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2026 » de l'annexe jointe à la délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le réajustement et l'extension du programme pluriannuel des investissements en autorisations de programme décliné en annexe,
- approuve les crédits de paiement prévisionnels pour 2026.

PJ : autorisations de programme et crédits de paiement : programmation 2020 - 2030

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - PROGRAMMATION 2020 - 2030**

N° AP	Désignation	Montant des AP			Montant des CP			
		Pour mémoire AP votée y compris ajustements	Révision au 11/12/2025	Montant AP 2020-2030	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 31/12/2024) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2025(2)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2026	Restes à financer (exercices 2027 à 2030)
F001	Maintenance et efficacité énergétique du patrimoine	58 612 226	4 495 907	63 108 133	27 938 510	9 362 423	6 456 400	19 350 800
F002	Rénovation et mise aux normes du patrimoine	9 745 734	212 770	9 958 504	2 452 560	2 217 983	2 357 961	2 930 000
F003	Mulhouse Diagonales	5 342 078	-711 898	4 630 180	2 990 024	512 556	617 600	510 000
F004	Nouveau Plan National de Renouvellement Urbain	124 980 004	-3 303 639	121 676 365	47 937 353	12 633 687	16 182 647	44 922 678
F005	Bien-être et mobilités douces	11 419 758	1 800 688	13 220 446	4 139 880	4 300 697	3 888 534	891 335
F006	Plan écoles	41 872 070	3 088 104	44 960 174	24 546 942	4 011 663	1 570 000	14 831 568
F007	Nature en ville et biodiversité	4 650 469	-25 578	4 624 891	2 451 737	1 494 750	210 000	468 404
F008	Voirie, pistes cyclables, ouvrages d'art et cadre de vie	37 943 367	662 974	38 606 341	15 513 471	6 695 564	4 517 677	11 879 629
F009	Aménagement des équipements culturels et culturels	16 839 234	3 271 582	20 110 815	6 672 441	2 722 206	3 729 168	6 987 000
F010	Aménagement des équipements sportifs	7 556 743	5 884 715	13 441 458	2 260 333	3 726 473	1 114 652	6 340 000
F011	Amélioration de l'habitat	5 146 500	430 000	5 576 500	2 451 328	707 924	592 500	1 824 748
F012	Projets d'aménagement et de développement	34 335 209	-6 526 251	27 808 958	12 042 099	4 015 532	3 764 477	7 986 851
F013	Ville intelligente	3 501 093	976 000	4 477 093	1 912 585	348 508	379 000	1 837 000
F014	Mulhouse Grand Centre	11 164 166	-388 254	10 775 912	6 671 966	1 557 323	730 622	1 816 000
F015	Opérations à solder - PPI précédente	1 129 693	146 074	1 275 767	913 826	51 941	310 000	0
<b>TOTAL :</b>		<b>374 238 343</b>	<b>10 013 194</b>	<b>384 251 537</b>	<b>160 895 056</b>	<b>54 359 229</b>	<b>46 421 238</b>	<b>122 576 013</b>

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions

**Mme le Maire** : nous passons à présent au budget principal : le vote des autorisations de programme. Après l'approbation du budget primitif, je vous propose de voter les autorisations de programme qui en découlent. Je laisse rapidement la parole à Florian COLOM. Il n'y a plus rien à dire. Nous pouvons passer au vote s'il n'y a pas de demande de parole. M. SIMEONI ?

**M. SIMEONI** : c'est rapide. Concernant les autorisations de programme, il y a deux choses intéressantes. : la première, c'est qu'il y a une extension en 2030. Vous me corrigez si je me trompe, M. COLOM.

Deuxièmement, tout à l'heure, M. STEGER a posé la question de savoir quels sont les engagements en termes de volume, cela nous engage 2026 compris dont, jusqu'à 2030, c'est 170 millions d'euros, grosso modo, d'engagement.

De ce point de vue-là, la chose que nous disons, c'est qu'il n'échappe à personne qu'au mois de mars 2026, il y a des élections, que bien évidemment, quoi qu'il arrive, les engagements de la Ville seront tenus. Qu'on se le dise, ils seront tenus. Simplement, si les Mulhousiens disent Mulhouse en commun, ce n'est pas si mal que cela et nous faisons confiance, nous apporterons un certain nombre de modifications à vos orientations budgétaires pour traduire nos choix politiques. Cela va de soi.

Par voie de conséquence, nous ne pouvons pas, aujourd'hui, apporter notre soutien à ces autorisations de programme. Nous voterons contre les autorisations telles qu'elles sont proposées aujourd'hui. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : je mets cette délibération au vote. Une précision ? Allez.

**M. COLOM** : oui, une courte précision pour dire que la PPI, c'est un exercice qui est glissant et qui vit finalement tout au long du mandat et que nous sommes sur un exercice prévisionnel et pas forcément d'engagement. Naturellement, nous n'obérons pas les capacités au niveau de la Ville, comme si nous passions outre les élections municipales. C'est un exercice de prévision et pas d'engagement qui sont actés. Là-dessus, tout le monde peut être rassuré.

**Mme le Maire** : merci pour ces précisions. Nous allons voter. Qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est pour ? Je vous remercie.

Pour : 31 + 3 procurations

Groupe majoritaire : 29 + 3 procurations

Non-inscrits dans un groupe : M.Sassi et Mme Zanette

Contre : 15+1

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 3

Non-inscrits dans un groupe : M.Fleck, M.Pauvert

Abstentions : 3

Non-inscrites dans un groupe : Mme Jenn, Mme Kosir et Mme Ritz.

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

**7° CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LES PRESTATIONS DE PLANTATION D'ARBRES, D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS ET D'ENTRETIEN DU PATRIMOINE ARBORE (Nature et Espaces verts/1.7.2 /1752)**

La Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) souhaitent unir leurs moyens afin de mutualiser la passation de leurs marchés publics relatifs à la plantation d'arbres, à l'entretien des espaces verts et à l'entretien du patrimoine arboré.

La constitution d'un groupement de commandes permettra de renforcer la cohérence territoriale dans la gestion du patrimoine végétal, d'optimiser les coûts et d'améliorer la coordination technique entre les services des deux collectivités.

La convention constitutive du groupement de commande fixe les modalités de constitution, de fonctionnement et de dissolution du groupement, ainsi que la répartition des missions et des responsabilités entre la Ville de Mulhouse et m2A.

La Ville de Mulhouse est désignée comme coordonnatrice du groupement. À ce titre, elle sera chargée de la préparation, de la procédure de consultation, de la signature et de la notification des marchés, pour son compte et pour celui de m2A.

Le groupement donnera lieu à la passation de trois familles d'accords-cadres de services à bons de commande, correspondant aux prestations suivantes :

- plantation d'arbres (échéance au 8 août 2026) :

Lot 1 : plantation le long des voiries, sans minimum / maximum 1 300 000 € HT

Lot 2 : plantation dans les parcs, squares, groupes d'habitation, cimetières, école, sans minimum / maximum 1 550 000 € HT

Lot 3 : alignements le long des voiries et zones d'activités économiques de m2A sans minimum / maximum 200 000 € HT

Lot 4 : plantations hors alignement (espaces communautaires m2A), sans minimum / maximum 200 000 € HT

- entretien des espaces verts (échéance au 23 juin 2026)

Lot 1 : secteur Bourtzwiller, sans minimum / maximum 2 000 000 € HT

Lot 2 : secteur Ouest et Manufactures, sans minimum / maximum 2 000 000 € HT

Lot 3 : secteur Grand Centre – Drouot, sans minimum / maximum 2 000 000 € HT

Lot 4 : espaces communautaires et zones d'activités économiques de m2A, maximum 2 000 000 € HT

- entretien du patrimoine arboré (échéance au 7 juin 2027)

Lot 1 : secteur Centre historique, Fonderie, Europe-Bassin-Nordfeld, Rebberg, Drouot, Barbanègre, sans minimum / maximum 750 000 € HT

Lot 2 : secteur Bourtzwiller, Doller-Brustlein, Cité-Briand, Daguerre, Vauban-Neppert, etc., sans minimum / maximum 750 000 € HT

Lot 3 : secteur Dornach, Haut-Poirier, Coteaux, sans minimum / maximum 750 000 € HT

Lot 4 : espaces verts et les espaces communautaires, sans minimum / maximum 450 000 € HT.

Les consultations seront conduites sous la forme d'appels d'offres ouverts aboutissant à la conclusion d'accords-cadres à bons de commande, conformément au Code de la commande publique.

La Ville de Mulhouse assurera les frais matériels liés au fonctionnement du groupement (publication des avis, reprographie, envoi des dossiers) sans rémunération spécifique.

Les dépenses liées à l'exécution des marchés seront directement réglées par chaque membre du groupement pour les prestations qu'il aura commandées.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération pour les prestations de plantation d'arbres, d'entretien des espaces verts et d'entretien du patrimoine arboré,
- autorise Madame le Maire ou son représentant, de signer la convention constitutive du groupement de commandes et tout acte nécessaire à son exécution,
- charge Madame le Maire ou son représentant d'engager les procédures requises et de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires avec les titulaires retenus à l'issue des procédures de passation,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à la bonne exécution des marchés.

1 PJ : projet de convention





CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES  
POUR DES PRESTATIONS DE PLANTATION D'ARBRES, ENTRETIEN DES ESPACES VERTS ET  
ENTRETIEN DU PATRIMOINE ARBORE

Entre :

- La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Michèle LUTZ, le Maire, représentée par Mme Catherine RAPP, l'Adjointe déléguée, en vertu d'une délibération en date du 11 décembre 2025,

Et,

- Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par M. Fabian JORDAN, le Président, en vertu d'une délibération en date du 18 juillet 2020,

Il est donc convenu de ce qui suit :

**PREAMBULE**

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 et R.2113-1 à R.2113-8 du Code de la commande publique, plusieurs acheteurs publics peuvent se regrouper afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés publics pour satisfaire des besoins communs.

La Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération souhaitent constituer un groupement de commandes en vue de la conclusion de marchés publics relatifs à :

- la plantation d'arbres,
- l'entretien des espaces verts,
- et l'entretien du patrimoine arboré.

Ce regroupement vise à mutualiser les procédures et à optimiser les moyens techniques et financiers des deux collectivités tout en assurant une cohérence territoriale dans la gestion du patrimoine végétal.

**Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de constitution, de fonctionnement et de dissolution du groupement de commandes entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération pour la passation et, le cas échéant, l'exécution de marchés relatifs aux prestations de plantation d'arbres, d'entretien des espaces verts et du patrimoine arboré.

**Article 2 : CARACTERISTIQUES DES MARCHES**

Les marchés actuellement en vigueur pour ces prestations arrivant à échéance entre le 8 août 2026 et le 7 juin 2027, le présent groupement pourra organiser une ou plusieurs procédures de consultation selon le calendrier des besoins et la fin des contrats en cours.

Afin de tenir compte des spécificités techniques et calendaires propres à chaque prestation, les besoins des membres du groupement sont distingués par objet, comme suit :

Article 3 : FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT DE COMMANDES

3.1 : Durée et fin du groupement

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties.  
Le groupement prend fin de plein droit :

- à l'expiration des marchés conclus dans le cadre de la présente convention, marchés conclus pour une durée maximale de quatre (4) ans,
- ou de manière anticipée, par décision d'un ou de l'ensemble des membres, notamment en cas de résiliation ou de non-reconduction des marchés.

La cessation du groupement entraîne automatiquement la fin de la présente convention, sans formalité supplémentaire.  
Les marchés en cours continuent à produire leurs effets jusqu'à leur terme normal, sous la responsabilité du membre concerné.

3.2 : Coordonnateur du groupement

La Ville de Mulhouse est désignée comme coordonnatrice du groupement.

3.3 : Frais de fonctionnement du groupement

La Vile de Mulhouse, en tant que coordonnatrice du groupement, assure le financement des frais matériels exposés par le groupement, notamment :

- les frais relatifs à la publication des avis d'appel et des avis d'attribution ;
- les frais de reproduction de dossiers ;
- les frais d'envoi des dossiers.

Elle ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des missions de coordonnatrice.

Article 4 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE CONSULTATION

4.1 : Missions du coordonnateur

La Ville de Mulhouse est chargée de la rédaction du dossier de consultation en fonction des besoins définis par les membres.  
Elle est chargée de procéder à l'organisation technique et administrative des procédures de consultation, dans le respect des règles posées par le Code de la commande publique.  
L'analyse techniques des offres est à la charge du coordonnateur. Cependant, chaque membre du groupement est chargé de rédiger les courriers de rejets, d'attribution, de faire signer les pièces contractuelles, de transmettre au contrôle de légalité et de procéder à la notification.  
Dès lors, la rédaction du rapport présenté à la Commission d'Appel d'Offres est la charge de chaque membre du groupement pour les lots lui incombant.  
Enfin, elle est chargée de transmettre aux membres de la Convention, les documents nécessaires, pour chacun en ce qui le concerne, à l'exécution des bons de commande.

- Plantation d'arbres (échéance au 08/08/2026) :

Objet
<b>Lot n°1 : Plantation d'arbres le long des voiries</b> Sans minimum - montant maximum 1 300 000,00 € HT
<b>Lot n°2 : Plantation d'arbres dans les parcs, squares, groupes d'habitation, cimetières, écoles</b> Sans minimum - montant maximum 1 500 000,00 € HT
<b>Lot n°3 : Alignement le long des voiries (espaces communautaires de m2A)</b> Sans minimum - montant maximum 200 000,00 € HT
<b>Lot n°4 : Plantation hors alignement (espaces communautaires de m2A)</b> Sans minimum - montant maximum 200 000,00 € HT

- Entretien des espaces verts (échéance au 23/06/2026) :

Objet
<b>Lot n°1 : Secteur Bourtzwiller</b> Sans minimum - montant maximum 2 000 000,00 € HT
<b>Lot n°2 : Secteur Ouest et Manufactures</b> Sans minimum - montant maximum 2 000 000,00 € HT
<b>Lot n°3 : Secteur Grand Centre - Drouot</b> Sans minimum - montant maximum 2 000 000,00 € HT
<b>Lot n°4 : Espaces communautaires de m2A</b> Sans minimum - montant maximum 2 000 000,00 € HT

- Entretien du patrimoine arboré (échéance au 07/06/2027) :

Objet
<b>Lot n°1 : Entretien du patrimoine arboré Secteur Centre Historique, Fonderie, Europe-Bassin-Nordfeld, Rebberg, Drouot, Barbanègre</b> Sans minimum - montant maximum 750 000,00 € HT
<b>Lot n°2 : Entretien du patrimoine arboré Secteur Bourtzwiller, Doller - Brustlein, Cité-Briand, Daguerre, Wolf-Wagner, Vauban-Neppert, Sellier-Waldner, Franklin-Fridolin</b> Sans minimum - montant maximum 750 000,00 € HT
<b>Lot n°3 : Entretien du patrimoine arboré Secteur Dornach, Haut-Poirier, Coteaux</b> Sans minimum - montant maximum 750 000,00 € HT
<b>Lot n°4 : Espaces verts et les espaces communautaires de m2A</b> Sans minimum - montant maximum 450 000,00 € HT

En cas de condamnation de la coordonnatrice au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, elle pourra diviser la charge financière par le nombre de membres concernés.

Article 9 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Article 10 : ANNEXES EVENTUELLES

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,  
L'Adjointe déléguée,

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,  
Le Président,

Catherine RAPP

Fabian JORDAN

4.2 : Procédure choisie

Les consultations seront passées par la voie de l'Appel d'offres ouvert, en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Les consultations donneront lieu à la conclusion d'accords-cadres à bons de commande de services, suivant les articles R.2162-4 à R.2162-6 et des articles R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

4.3 : Commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres de la Ville de Mulhouse est chargée de l'attribution des accords-cadres des lots qui la concerne.

La commission d'appel d'offres de Mulhouse Alsace Agglomération est chargée de l'attribution des accords-cadres des lots qui la concerne.

4.4 : Exécution du marché

Chaque membre du groupement est chargé, pour la partie qui le concerne, de l'exécution des marchés et de l'émission des bons de commande.

4.5 : Règlement du marché

Chaque membre du groupement s'acquittera directement auprès du titulaire du montant des fournitures effectuées à sa demande, en application des stipulations des accords-cadres.

Article 5 : ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES

Aucune nouvelle adhésion au groupement de commandes ne pourra être prise en compte.

Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant sans porter atteinte à son objet.

Article 7 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Article 8 : REPRESENTATION EN JUSTICE

A l'occasion de tout litige né de la passation du marché chaque membre du groupement prend en charge les coûts et la gestion du contentieux des lots qui le concerne.

Les litiges susceptibles d'apparaître entre les titulaires et un ou l'ensemble des membres du groupement lors de l'exécution du marché n'engageront que les parties concernées.

**Mme le Maire** : nous passons à la convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations de plantation d'arbres, l'entretien des espaces verts et l'entretien du patrimoine arboré.

La Ville de Mulhouse et M2A souhaitent unir leurs moyens pour mieux planter, entretenir et protéger les arbres et les espaces verts de notre territoire. En confiant à Mulhouse cette coordination, nous faisons le choix d'un pilotage coordonné au plus près du terrain et des attentes des habitants.

Il vous est proposé d'approuver cette convention qui donnera un cadre commun à une action partagée entre nos deux collectivités au service de notre territoire.

Je laisse la parole à mon adjointe Catherine RAPP pour vous en dire davantage sur cette délibération.

**Mme RAPP** : merci, Mme le Maire. Mes chers collègues, cette délibération technique me permet de vous présenter un bilan à date de notre politique vertueuse en matière d'arbres. Depuis le début du mandat, ce sujet a été majeur dans tous nos aménagements, tous nos projets, que ce soit à Mulhouse Diagonale qui a renaturé 5 km de berges, le développement des mobilités douces ou la piétonnisation du centre-ville. Partout, dans tous les quartiers, nous avons de façon massive, planté des arbres.

À ce jour, alors que nous en prévoyions 3 000, nous pouvons afficher plus de 30 000 arbres plantés, soit dix fois plus. Avec la forêt urbaine de la promenade de la Doller, nos quatre bosquets des jeunes pousses, dont le dernier est tout juste planté il y a 15 jours, face au Pôle Mère-Enfant, quel plus beau symbole, les plantations des terrasses du musée, du boulevard Roosevelt, du square de Gaulle, du square des 800 ans, l'axe des Bonnes Gens, tout près d'ici et le secteur piétonnier en cœur de ville.

Hier soir encore, lors de l'inauguration de l'axe Briand Franklin où de nombreux arbres vont encore être plantés, nous avons mis en terre un magnifique ginkgo biloba sur une rue totalement minérale il y a peu. Cela me permet de rappeler le protocole CARE que nous portons avec le service voirie pour planter des arbres sur réseau, qui nous a permis d'être pionnier au niveau national pour creuser bien plus près des câbles, de tous les réseaux souterrains, avec nos concessionnaires, un vrai dialogue qui a permis vraiment d'avancer sur le sujet et de revoir la norme puisqu'à ce jour on ne pouvait planter qu'à 1,50 m qu'on va réduire pour nous rapprocher au plus près des réseaux, ce qui nous permettra d'en implanter beaucoup plus.

Je finirai sur nos cours d'école. Quinze cours désimperméabilisées, du macadam qui a été vraiment enlevé et en y plantant des arbres, cela a permis d'abaisser la température de 4 à 6 degrés pour nos enfants alors que les étés sont de plus en plus chauds.

Mais nous plantons aussi de façon réfléchie, avec des essences diverses, plus résilientes, résistantes aux maladies, moins gourmandes en eau, propices à la biodiversité, à l'image du ginkgo planté hier soir, qui est un arbre millénaire qui a survécu à Hiroshima.

En parallèle, deux cabinets d'études nous accompagnent pour protéger la ressource en eau, en utilisant des eaux non conventionnelles et pour lancer une stratégie d'adaptation de la Ville au changement climatique.

Pour terminer, l'arbre est vraiment un sujet incontournable de notre mandat et nous pouvons être fiers de toutes ces plantations. Je voudrais y associer nos services qui ont suivi et amplifié cette orientation bien au-delà de nos engagements et plus particulièrement notre DGA, Thierry Yoh-Recham, Nicolas Gazut le Directeur du service et Adeline Blum qui suit Mulhouse Diagonale avec engagement. La nature en ville, ce n'est pas un vain mot, c'est une implication sans failles. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : merci, Mme RAPP, pour cette présentation. J'ai une demande de Mme SCHWEITZER.

**Mme SCHWEITZER** : merci, Catherine pour ce bilan. Je l'attendais, je me doutais que vous alliez le faire et en effet, c'est le bon moment pour le faire avec cette délibération. Néanmoins, nous souhaitons rappeler que l'indice de canopée, donc pour ceux qui ne le sauraient pas, c'est la part de surface urbaine arborée, est de 17 % à peine à Mulhouse et avec une grande inégalité de répartition par quartier. Il suffit de comparer les zones au sud et au nord de la gare pour s'en rendre compte très clairement. Donc, « les plantations massives et partout », je pourrais un peu modérer votre propos.

Nous savons par ailleurs que les îlots de surchauffe en ville sont un danger pour les habitants et que les températures extrêmes vont revenir d'année en année avec le changement climatique. Nous parlons de 50 degrés, voire plus, sur l'asphalte, quand même. Donc, nous savons qu'il va y avoir des décès par hyperthermie dans les prochaines années et de plus en plus.

Il y a donc une vraie urgence à traiter les zones les plus chaudes et en priorité et c'est l'une des solutions mais certainement pas l'unique solution, c'est en effet l'arbre en ville. Il faut donc une stratégie globale et à long terme et donc une véritable politique de l'arbre, coconstruite avec tous les partenaires concernés et la population. Car, il ne faut pas oublier qu'une part des parcelles boisées sont privées à Mulhouse.

Il est plus que temps de doter Mulhouse d'une charte de l'arbre et d'un plan canopée avec des objectifs clairs et pas uniquement en quantité d'arbres plantés. C'est évidemment plus facile pour la communication et c'est d'ailleurs ce qui a expliqué le succès du concept de microforêt Miyawaki à Mulhouse comme ailleurs. D'ailleurs, il faut toujours rappeler que planter des arbres c'est bien, mais ne pas les arracher c'est mieux.

Les objectifs d'une politique de l'arbre sont aussi des objectifs de santé, de qualité de vie, ou de fonctionnement durable de nos bâtiments publics. Combien d'écoliers souffrent encore à Mulhouse lors des pics de chaleur, parce que les écoles ne sont pas performantes d'un point de vue énergétique et que leurs cours ne sont pas végétalisés ? Combien de toitures végétalisées à Mulhouse ? Combien de rues ne comptent quasiment aucun arbre ? De murs végétalisés et de toitures végétalisées, il n'y en a quasiment pas.

Un plan canopée aurait sûrement évité le gaspillage d'argent public Place des Victoires par exemple. Nous défendons l'idée que chaque Mulhousien vive à cinq minutes d'une oasis urbaine où il peut venir se rafraîchir, se détendre, bénéficier d'un moment de bien-être seul ou en famille mais pas à n'importe quel prix et plutôt en ayant une stratégie d'ensemble et des priorités en lien avec les besoins des habitants.

Certes, il faut le reconnaître, Mulhouse, comme toutes les villes françaises, a progressé dans les solutions fondées sur la nature au service de la transition écologique et nous sommes de plus en plus nombreux à comprendre que cette transition indispensable est un facteur d'attractivité du territoire et de qualité de vie de nos concitoyens mais il reste un enjeu essentiel à nos yeux, passer d'un outil d'aménagement à une vision politique globale qui porte la transition écologique de manière transversale en partant des difficultés et des besoins des habitants de Mulhouse, ville-centre et touristique, nous ne l'oublions pas, mais sans basculer dans la gentrification verte. C'est évidemment la vision que nous porterons pour notre ville dans les prochaines années.

Pour terminer, je vais vous lire une citation qui, j'espère, va faire consensus : « Plantons des arbres et les racines de notre avenir s'enfonceront dans le sol et une canopée de l'espoir s'élèvera vers le ciel » et c'est Wangari Maathai que vous connaissez sûrement, prix Nobel de la paix et qui a quand même œuvré pour l'implantation de plus de 40 millions d'arbres, notamment en Afrique qui l'a énoncé. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : je n'ai pas d'autre intervention demandée. Donc, je vais laisser la parole à Mme RAPP.

**Mme RAPP** : merci, Mme SCHWEITZER. Je plussoie votre maxime de plantation d'arbres et je pense que dans ma présentation, vous avez eu les réponses. Nous faisons le maximum, le plan canopée, la stratégie d'adaptation au changement climatique, nous l'avons lancé, nous avons des études sur la Ville pour savoir où sont les îlots de chaleur urbaine, les ICU, nous les avons identifiés. On ne peut pas dire que l'on ne réfléchit pas, bien au contraire. Le service de Nature en ville déploie dans tous les quartiers une végétalisation la plus poussée quand elle est possible.

Après, vous parlez de différence entre le nord et le sud, bien sûr, dans le Rebberg il y a plus d'arbres que sur le quartier Fonderie, c'est juste une

évidence, parce qu'il y a des jardins privés où la végétation est très présente, alors que sur l'ancien site Fonderie, de par l'industrialisation nous avons minéralisé au maximum, mais c'est connu et nous avons un projet de végétalisation à ce niveau-là, si nous parlons précisément de Fonderie par rapport aux quartiers qui sont adjacents.

Donc, la réponse, vous l'avez eue dans ma présentation. L'arbre est un élément majeur de notre mandat et nous sommes fiers de ce que l'on a fait et fiers de ce que l'on a planté et nous en ferons plus encore.

**Mme le Maire** : merci, Mme RAPP. Je vais mettre cette délibération au vote.

Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Est-ce que quelqu'un vote contre ? Je vous remercie.

Pour : 48 + 4 procurations  
Groupe majoritaire : 29 + 3 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrits dans un groupe : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**8° NPNRU COTEAUX : AVENANT A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT  
SIGNEE ENTRE LA VILLE ET CITIVIA SPL (Habitat et Renouvellement  
Urbain/1.2.1/1740)**

Le projet de renouvellement urbain du quartier des Coteaux a été acté dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain signée en décembre 2020 et amplifié en 2024.

Par délibération du 22 juin 2023 (délibération 536.121.939) le Conseil municipal a approuvé le recours à une concession d'aménagement en quasi-régie confiée à la société CITIVIA SPL. La concession d'aménagement comprend trois volets : la requalification du secteur Ouest (création de la liaison Millet-Matisse et suppression des impasses), la restructuration du secteur Est sous forme de ZAC et le recyclage (acquisition, gestion puis démolition) de la copropriété Peupliers-Nations.

La concession d'aménagement a été signée le 11 juillet 2023 entre la Ville de Mulhouse et CITIVIA SPL, pour une durée courant jusqu'au 31 décembre 2030. Elle constitue l'un des principaux outils opérationnels de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain des Coteaux, dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

**1. Objet de l'avenant**

Depuis la signature de la concession certaines évolutions sont intervenues dans le périmètre d'intervention du projet et nécessitent un ajustement du programme confié à CITIVIA SPL, notamment le projet de vente de la dalle de stationnement "Peupliers-Camus".

Situé à proximité immédiate du nouveau groupe scolaire Simone Veil et adjacent à l'opération de recyclage de la copropriété Peupliers-Nations, cet ouvrage privé de 101 emplacements, fait l'objet d'un projet de cession. Afin d'éviter une vente à la découpe et de garantir la maîtrise publique de cet objet, la Ville souhaite en confier l'acquisition, le portage et la gestion à CITIVIA SPL dans le cadre de la concession existante.

L'objectif est double :

- éviter une fragmentation de la propriété et les risques de mésusages de la dalle de stationnement,
- assurer la continuité d'usage et de gestion de cet ouvrage aujourd'hui principalement occupé par les propriétaires et locataires de la copropriété Peupliers-Camus.

## **2. Les principales adaptations contractuelles proposées**

Ainsi, l'intégration de cette opération au projet global implique plusieurs modifications de la convention initiale du 11 juillet 2023, qui sont intégrées au projet d'avenant proposé :

- article 8 (Modalités d'acquisition et de libération des immeubles) : précision apportée concernant les immeubles bâtis dédiés au stationnement et non destinés à démolition,
- article 13 (Modalités de cession, de concession ou de location des immeubles) : ajout d'un paragraphe définissant les conditions particulières de gestion locative de la dalle de stationnement Peupliers-Camus et la reprise par la collectivité des baux en cours à l'expiration de la concession,
- article 17 (Financement des opérations) : ajustement du montant prévisionnel de la participation de la collectivité. Augmentation de 480.000 € au titre de l'intégration de cette opération,
- article 21 (Rémunération de l'aménageur) : ajout d'un forfait annuel de 5.000 € HT/an au titre de la gestion des ouvrages de stationnement,
- article 24 (Conséquences juridiques de l'expiration de la concession) : précision relative à la reprise par la collectivité des baux des biens donnés en location au sein des ouvrages dédiés au stationnement.

En complément, les annexes 2, 3 et 5 de la concession sont également actualisées :

- annexe 2 : ajout de l'opération « H. Acquisition et gestion de la dalle de stationnement Peupliers-Camus » dans le programme global du projet de renouvellement urbain des Coteaux,
- annexe 3 : intégration de cette opération au programme des équipements à la charge du concessionnaire,
- annexe 5 : mise à jour du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.



Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve l'avenant n°1 à la concession d'aménagement du quartier des Coteaux conclue entre la Ville de Mulhouse et CITIVIA SPL, portant sur l'intégration de l'opération d'acquisition, de portage et de gestion de la dalle de stationnement « Peupliers-Camus »,
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à signer l'avenant et tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

3 PJ :

- avenant n°1 à la concession d'aménagement avec CITIVIA SPL,
- programme global actualisé de l'opération,
- bilan financier prévisionnel actualisé.

Concession d'aménagement

QUARTIER DES COTEAUX - MULHOUSE

AVENANT N° 1

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par son maire ; Madame Michèle Lutz, agissant en vertu d'une délibération en date du 11 décembre 2025,

ci-après dénommée par les mots « la Collectivité » ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

D'une part,

Et

La Société CITIVIA SPL au capital de 3 507 153,97 euros, dont le siège social est situé 24 rue Carl Hack 68100 Mulhouse, inscrite au Registre du Commerce de Mulhouse sous le numéro B 378 749 972,

Représentée par sa Directrice Générale, Agnès PEREZ, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société, en date du 21 octobre 2021,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire » ou « la Société » ou « l'Aménageur »

D'autre part.

o Le titre I<sup>er</sup> détermine les prescriptions imposées aux utilisateurs des terrains dans le but de veiller au respect de l'utilité publique lorsque l'acquisition des immeubles bâtis ou non à aménager a été déclarée d'utilité publique ; il précise notamment le but de la cession, les conditions dans lesquelles la cession est consentie et résolue en cas d'inexécution des charges ; si l'opération d'aménagement a été déclarée d'utilité publique, il doit être conforme aux clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application de l'article L. 411-2 du code de l'expropriation.

o Le titre II définit les droits et obligations de l'Aménageur et des utilisateurs pendant la durée des travaux d'aménagement de la zone et de construction des bâtiments. Il peut fixer notamment les prescriptions techniques, urbanistiques, environnementales et architecturales imposées aux utilisateurs et à leurs entreprises et maîtres d'œuvre.

Si les terrains à bâtir sont cédés avant l'achèvement des équipements prévus, une date prévisionnelle d'achèvement des équipements par le concessionnaire devra être précisée. Les équipements existants devront permettre toutefois l'accès aux chantiers et la poursuite des travaux par les utilisateurs.

o Le titre III fixe le cas échéant les règles et servitudes de droit privé imposées aux bénéficiaires des cessions et des concessions d'usage et à leurs ayants-droit ou ayants-cause à quelque titre que ce soit. Il détermine notamment les modalités de la gestion des équipements d'intérêt collectif et précise, le cas échéant, les modalités de création et de fonctionnement d'une ou plusieurs associations syndicales d'utilisateurs.

Ce cahier des charges devra le cas échéant, préalablement aux cessions ou concessions d'usages de terrains à l'intérieur de la ZAC, être approuvé par le Maire de la Ville de Mulhouse ou son représentant, conformément à l'article L. 311-6 2° alinéa du code de l'urbanisme.

4) A l'expiration de la concession d'aménagement, les terrains et immeubles bâtis situés à l'intérieur du périmètre de l'opération, qui n'auraient pas pu être revendus constituant des biens de reprise revenant automatiquement à la Collectivité ainsi qu'il est dit à l'article 24 ci-après.

Si à l'occasion des acquisitions nécessaires à la réalisation de la zone, l'Aménageur a acquis des parcelles situées à l'extérieur du périmètre de la concession d'aménagement, ces terrains sont obligatoirement cédés à la Collectivité, sauf accord exprès de sa part pour qu'ils soient cédés à un tiers.

5) La mise en location des garages ne fera pas l'objet d'une notification à la collectivité concédante. Elle ne sera pas concernée par un cahier des charges. A l'expiration de la concession, la collectivité reprendra les baux des garages donnés en location.

ARTICLE 17. FINANCEMENT DES OPÉRATIONS

4) Participation de la Collectivité au coût de l'opération

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation du concédant, hors apport de terrains et de biens immobiliers, est fixé à **24 103 332 €, soit 480 000 € supplémentaires**, dont 8 590 000 €HT (TVA en sus à la charge du concédant au taux en vigueur) au titre de la remise des ouvrages destinés à entrer dans le patrimoine du concédant et **15 513 332 € au titre d'une participation d'équilibre à l'opération. Cette participation supplémentaire de 480 000 € est liée à l'ajout de l'acquisition et de la gestion de la dalle de stationnement « Peupliers-Camus ».**

Les modalités de cette participation sont les suivantes :

- Apport à titre gracieux par la collectivité des terrains et bien immobiliers dont elle est propriétaire (**l'avenant ne modifie pas la liste**)
- **24 103 332 euros** (TVA en sus pour la quote-part de participation aux équipements publics) seront versés par le bails d'une participation financière ; cette participation en numéraire fera l'objet de versements par tranche annuelle conformément au plan de trésorerie prévisionnel (voir annexe 5).

o Affectation des participations

**15 513 332 €** sont affectés à l'équilibre de l'opération, conformément au bilan prévisionnel annexé à la présente convention.

8 590 000 €HT (TVA en sus au taux en vigueur) sont affectés à la contrepartie de la remise des ouvrages issus de l'opération d'aménagement du quartier destinés à rester définitivement dans le patrimoine du concédant conformément à l'article 15 (point 1) ci-dessus.

La ville de Mulhouse a sollicité CITIVIA SPL pour assurer l'acquisition, le portage et la gestion de la dalle de stationnement « Peupliers Camus » située dans le périmètre de la concession d'aménagement et dont le propriétaire est vendeur.

Le présent avenant conclu sur le fondement de l'article R. 3135-8 du Code de la Commande Publique a pour objet l'intégration de cette opération supplémentaire dans le cadre de la concession, et vient préciser les articles nécessaires pour tenir compte des particularités de cet objet.

Ainsi, la concession d'aménagement du 11 juillet 2023 conclue sur le fondement de l'article L. 3211 du Code de la Commande Publique est complétée comme suit :

Partie 1 : Modification de certains articles de la concession

ARTICLE 8. MODALITÉS D'ACQUISITION ET DE LIBÉRATION DES IMMEUBLES

8.6. Relogement des occupants

Lorsque, pour réaliser sa mission, l'Aménageur acquiert des immeubles bâtis, il assure en liaison avec la Collectivité et les administrations intéressées, et dans les meilleures conditions de rapidité, le relogement définitif de leurs éventuels occupants et, au préalable, pourvoit s'il y a lieu, à leur relogement provisoire.

Il empêche par tous les moyens à sa disposition la réoccupation de ces immeubles dans la période pouvant s'étendre entre le début de leur libération et leur démolition effective, sauf s'ils sont susceptibles de recevoir, à la demande de la Collectivité concédante, une utilisation provisoire. Dans ce cas, les terrains ou immeubles ne peuvent faire l'objet que de conventions d'occupation précaires.

L'Aménageur doit démolir ou rendre inutilisables les parties libérées dès que l'opération est techniquement et juridiquement possible.

La gestion des immeubles acquis incombe au concessionnaire et son coût est imputé au bilan de l'opération.

Les immeubles bâtis dédiés au stationnement tels que la dalle « Peupliers Camus » ne font pas l'objet d'un relogement lorsqu'ils n'ont pas vocation à être démolis.

ARTICLE 13. MODALITÉS DE CÉSSION, DE CONCESSION OU DE LOCATION DES IMMEUBLES

1) Les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, acquis ou pris à bail par l'Aménageur, font l'objet de cessions, de concessions d'usage, de locations ou de remises au profit soit des utilisateurs, soit de collectivités publiques, d'établissements publics groupant plusieurs collectivités, des concessionnaires de services publics ou des associations syndicales ou foncières intéressées. Chaque année, l'Aménageur informe la Collectivité des cessions effectuées pendant l'exercice écoulé en application des dispositions de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme.

2) L'Aménageur notifie à la Collectivité concédante, en vue de recueillir son accord, les noms et qualités des attributaires éventuels, ainsi que le prix et les modalités de paiement. Cet accord est valablement donné par la personne désignée à l'article 33 ci-après.

Si le Concédant impose un prix de cession inférieur à celui résultant du bilan ci annexé, la participation du Concédant prévue à l'article 17 ci-après sera augmentée de la différence entre le montant tel qu'il aurait dû résulter de ce calcul et du prix effectivement payé par l'acquéreur.

Il en va de même si les conditions de paiement imposées par le Concédant entraînent pour le Concessionnaire une charge financière supplémentaire par rapport à celle résultant du bilan prévisionnel annexé à la présente concession.

Tout refus du Concédant d'agréer un acquéreur dont le projet de construction répond aux objectifs de l'opération d'aménagement ouvrira droit pour l'Aménageur à compensation des conséquences financières qui en résultent.

3) Les modalités de cession, de location ou de concession d'usage des terrains et immeubles bâtis aux utilisateurs sont définies par un cahier des charges indiquant obligatoirement le nombre de mètres carrés de surface de plancher dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée. Ce cahier des charges de cession ou de concession de terrains est établi par l'Aménageur et comprend deux titres (trois le cas échéant) :

Dans tous les cas d'expiration de la concession d'aménagement, pour quelque motif que ce soit, à terme ou avant terme, la Collectivité est, du seul fait de cette expiration, subrogée de plein droit dans les droits et obligations de l'Aménageur, selon les modalités ci-après définies.

- 1) Les équipements et ouvrages publics qui, du fait de leur inachèvement, n'auraient pas été préalablement remis à la Collectivité concédante ou à la personne publique compétente dans l'hypothèse où celle-ci serait différente de la Collectivité concédante seront dès l'expiration de la concession d'aménagement remis dans leur état d'avancement à la Collectivité concédante selon les modalités prévues à l'article 15 ci-avant, moyennant le cas échéant le versement des participations prévues et affectées à la réalisation de ces équipements tel que prévu à l'article 17 (point 4) ci-avant. La Collectivité concédante en poursuivra la réalisation.
- 2) En cas d'expiration de la concession d'aménagement au terme prévu à l'article 5 ci-dessus, la Collectivité deviendra propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus, ainsi que des biens qui, en raison de leur configuration, leur surface, leur situation dans la zone ou des règles d'urbanisme applicables doivent être considérés comme impropres à la commercialisation. Les parties signeront dans les meilleurs délais un acte constatant que ce transfert de propriété est intervenu.
 

A défaut, chacune d'elles pourra solliciter du juge une décision constatant le transfert de propriété et susceptible d'être publiée.

Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix correspondant à la valeur vénale, en référence notamment aux éléments du dernier compte-rendu annuel approuvé. A défaut d'accord entre les parties, la valeur vénale sera déterminée par un expert choisi d'un commun accord ou à défaut désigné par le Juge.
- 3) En cas d'expiration anticipée de la concession d'aménagement, la Collectivité deviendra propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. Les parties signeront dans les meilleurs délais un acte constatant que ce transfert de propriété est intervenu.
 

A défaut, chacune d'elles pourra solliciter du juge une décision constatant le transfert de propriété et susceptible d'être publiée.

Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix correspondant à la valeur vénale, en référence notamment aux éléments du dernier compte-rendu annuel approuvé. A défaut d'accord entre les parties, la valeur vénale sera déterminée par un expert choisi d'un commun accord ou à défaut désigné par le Juge.
- 4) Dans tous les cas d'expiration, pour quelque motif que ce soit, la Collectivité concédante sera tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution de la totalité des engagements pris par l'Aménageur pour l'exécution de sa mission et sera tenue, le cas échéant, de garantir l'Aménageur des condamnations qui seraient prononcées contre lui postérieurement à l'expiration de la concession sur des actions contractuelles.
 

La Collectivité sera de la même façon tenue de garantir l'Aménageur de toute condamnation qui serait prononcée contre ce dernier après l'expiration de la concession sur des actions non contractuelles, du fait de son activité d'aménageur, sauf faute lourde de sa part.

Par suite, la Collectivité sera seule tenue des dettes exigibles à compter de la date d'expiration de la concession et seule titulaire des créances exigibles à compter de cette date.

L'Aménageur fera obligation à chacune des personnes liées à lui par des contrats afférents à l'opération d'aménagement objet des présentes, à l'exclusion de ses salariés, de s'engager à continuer son contrat avec la Collectivité concédante après expiration de la concession d'aménagement pour quelque motif que ce soit, si ce contrat n'est pas soldé lors de cette expiration.

Toutefois, au cas où un cocontractant de l'Aménageur refuserait un tel transfert de son contrat, la Collectivité serait tenue de mettre à la disposition de l'Aménageur, à bonne date, les fonds éventuellement nécessaires pour lui permettre de respecter ses obligations contractuelles, les mouvements résultant de l'exécution de ce contrat étant alors pris en compte pour l'arrêté des comptes de la concession d'aménagement.

La Collectivité devra se substituer à l'Aménageur, qui n'aura plus qualité pour agir en justice, ni pour suivre les litiges en cours, sauf dans le cas où sa responsabilité professionnelle se trouve engagée.

ARTICLE 21. REMUNERATION DE L'AMÉNAGEUR

- 2) Pour les différentes tâches prévues à l'article 3 de la présente concession d'aménagement, l'Aménageur pourra imputer ses charges calculées comme suit :
  - Pour les tâches de consultation et suivi du travail des écologues (rédaction cahier des charges, consultation et analyse, commande), préparation des matrices bilancielles, participations aux premières réunions (dévoilement réseau de chaleur, avenant ANRU, Cotech...) et de rédaction de la concession menées en 2022 et 2023, préalablement à la signature de la concession, prévues à l'article 3 (point 1), un montant forfaitaire de 50 000 euros. Cette rémunération sera imputée au bilan de l'opération dès la signature de la convention ;
  - Pour les tâches de pilotage des études pré-opérationnelles, des études et tâches administratives prévues à l'article 3 (point 3) y compris le montage et le suivi de la procédure de ZAC, un montant forfaitaire global de 300 000 €. Le versement de ce forfait s'effectuera par tranche annuelle de 100 000 €/an sur les trois premières années de la concession. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat ;
  - Pour les tâches d'acquisition prévues à l'article 3 (point 2), 2,4 % des dépenses d'acquisitions en ce compris les frais ;
  - Pour les tâches de suivi technique relatives à la réalisation des travaux d'aménagement, de mise en état des sols, de désamiantage et de démolition, prévues à l'article 3 (Points 4 à 6), 2,4 % des dépenses HT d'études, de frais généraux, divers et de travaux ;
  - Pour les tâches de prospection, de promotion du projet auprès des opérateurs/promoteurs potentiels et programmation et de définition des produits immobiliers à commercialiser, prévues à l'article 3 (point 3 et 10), un montant forfaitaire annuel de 27 000 €/an. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat.
  - Pour les tâches de commercialisation prévues à l'article 3 (points 7 et 8), outre l'imputation à l'opération des dépenses payées aux tiers, 4 % des montants HT fixés dans les actes de cessions, concession d'usage ou locations à long terme aux utilisateurs, les loyers des baux emphytéotiques ou à construction étant pris pour leur valeur capitalisée à la signature du bail.
  - Pour les tâches d'assistance à la concertation prévue à l'article 3 (point 11), un montant forfaitaire annuel de 11 000 €/an. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat.
  - Pour les tâches de reporting, de suivi et de perception des subventions ANRU prévues à l'article 3 (point 9) et aux tâches de suivi et tenue des documents financiers et comptable, de négociation et contractualisation des moyens de financement privées à l'article 3 (point 13), un montant forfaitaire annuel de 67 500 €/an. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat.
  - Pour les tâches de recueil des orientations et de reporting au concédant prévues à l'article 3 (points 12 et 13) et aux tâches de coordination des différents opérateurs, de gestion générale et des études générales prévues à l'article 3 (point 13), un forfait annuel de 100 000 €/an. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat.
  - Pour la tâche de liquidation, après l'expiration du présent contrat, un montant forfaitaire de 84 000 €. Ce montant ne comprend pas les frais d'élaboration des divers plans et documents nécessaires à la liquidation. Ces frais seront des charges de l'opération. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du contrat. Cette rémunération sera imputée au bilan de l'opération l'année de la clôture de l'opération.

Pour les taches relatives à la gestion d'ouvrages de stationnement, un montant forfaitaire annuel de 5 000 €/an. Ce montant est révisable par application de l'indice SYNTEC, l'indice de référence étant l'indice du mois de la signature du présent avenant.

ARTICLE 24. CONSÉQUENCES JURIDIQUES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION

Concession Coteaux – Avenant n°1

CITIVIA/MI

58

Concession Coteaux – Avenant n°1

CITIVIA/MI

68

Toutefois, sur demande expresse de la Collectivité et pour une durée limitée, l'Aménageur pourra effectuer des paiements exigibles postérieurement à la date d'expiration de la concession d'aménagement, pour le compte de la Collectivité, dans la limite de la trésorerie disponible, ces opérations devant faire l'objet d'une reddition de compte distincte.

5) En cas de liquidation judiciaire de l'Aménageur, les biens acquis ou réalisés par l'Aménageur et figurant dans le patrimoine de l'opération à la date de la mise en liquidation judiciaire seront remis à la Collectivité concédante à l'exception de ceux destinés à être remis à des collectivités ou groupements de collectivités tiers comme indiqué au programme figurant en annexe 3 des présentes.

En contrepartie de la remise de ces biens par l'Aménageur à la Collectivité concédante, celle-ci versera au concessionnaire une indemnité calculée comme il est dit à l'article 25.3 ci-après.

Les équipements destinés à revenir à d'autres collectivités ou groupements de collectivités leur seront remis dans les conditions définies à l'article 15 ci-avant.

6) Dans tous les cas d'expiration, pour quelque motif que ce soit, la Collectivité reprendra les baux en cours des biens données en location au sein des ouvrages dédiés au stationnement.

### Partie 2 : Incidence financière de l'avenant

L'intégration de la dalle de stationnement « Peupliers Camus » entraîne une majoration de la participation financière de la Collectivité de 480 000 €, correspondant au prix d'acquisition, aux frais de mutation et à la contribution de la Ville au portage de l'ouvrage.

L'incidence financière globale est de 480 000 €, soit une augmentation de 2,03 % du montant global de participation prévisionnel initial de la concession d'aménagement.

### Partie 3 : Pièces annexées ayant fait l'objet de modifications

- Annexe 2 : Programme global prévisionnel des équipements et constructions
- Annexe 3 : Programme des équipements à la charge du concessionnaire
- Annexe 5 : Bilan financier prévisionnel et plan de trésorerie
- Annexe 6 : Modalités d'élaboration du bilan

### Partie 4 : Autres stipulations

Toutes les autres clauses de la concession d'aménagement non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait à Mulhouse Le  
En quatre exemplaires originaux

Pour CITIVIA SPL  
Représentée par.....

Pour la Ville de Mulhouse  
Représentée par.....

Agnès PEREZ..... Michèle LUTZ  
Directrice Générale..... Son Maire



Annexe 3 - PROGRAMME D'OPERATION D'AMENAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS A LA CHARGE DU CONCESSIONNAIRE  
 La présente concession d'aménagement porte sur les opérations :
 

- A. Une opération d'aménagement des espaces publics du secteur est du quartier à réaliser en Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)
- B. Une opération d'aménagement de voiries du secteur ouest du quartier
- C. Une opération de recyclage immobilier d'une copropriété - Peupliers-Nations 9 à 21 boulevard des Nations - à conduire avant 2030
- H. L'acquisition et la gestion de la dalle de stationnement « Peupliers Camus » (101 emplacements).



**OPERATION A :** L'aménagement du secteur Est est constitué au niveau viaire par deux axes Nord/Sud et Est/Ouest desservant le futur village urbain. Ils seront réalisés de façon prioritaire, pour permettre une desserte des parcelles créées, qu'elles soient en gestion d'attente ou non :
 

- 1. Un axe Nord-Sud dont la voie nouvelle fait le lien entre la desserte de l'actuelle copropriété Peupliers- Nations, longe sur sa limite Ouest le futur groupe scolaire 1 (et par la même occasion assure la desserte du parking public attenant), et rejoint la rue Jules Verne, dans sa desserte de l'immeuble de m2A Habitat situé du 2 au 12 rue Jules Verne.
- 2. Un axe Est-Ouest qui relie l'actuelle rue Eugène Delacroix et la rue Alexandre Dumas.
- 3. La voie de desserte du parking public pour le futur Grand Equipement Public, reliant l'axe Nord Sud au boulevard des Nations.
- 4. La voie reliant le futur axe Nord-sud à la rue Albert Camus
- 5. La voie interne à l'îlot 5

Au-delà des opérations viaires, la grande majorité des aménagements paysagers du quartier se situent dans le secteur Est et seront à réaliser par le concessionnaire. Un axe paysager dédié aux sports est prévu et doit relier la rue Jules Verne au boulevard des Nations.

ANNEXE 2 - PROGRAMME GLOBAL DE L'OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN  
 Le projet de renouvellement urbain du quartier des Coteaux regroupe les opérations suivantes :
 

- A. Une opération d'aménagement des espaces publics du secteur est du quartier
- B. Une opération d'aménagement de voiries du secteur ouest du quartier
- C. Une opération de recyclage immobilier d'une copropriété - Peupliers-Nations 9 à 21 boulevard des Nations - à conduire avant 2030
- D. Une opération de recyclage immobilier des copropriétés Plein Ciel 1 et 2
- E. La construction de trois groupes scolaires :
  - o Groupe scolaire 1 (GS1) : Peupliers
  - o Groupe scolaire 2 (GS2) : Camus
  - o Groupe scolaire 3 (GS3) : Matisse
- F. La construction d'un Grand Equipement Social et Culturel sur le secteur Est du quartier
- G. Une opération de résidentialisation sur l'ensemble des dalles de parking attenantes aux immeubles propriété du bailleur 3F Grand Est (22, 24 et 26, 28, 30, 32 rue Matisse ; 9, 11, 13, 15 et 8, 1à rue Delacroix).
- H. L'acquisition et la gestion de la dalle de stationnement « Peupliers Camus » (101 emplacements).



Le projet de gymnase figurant au plan guide (cf. illustration ci-contre) ne verra pas le jour sur le temps de la présente concession (post-2030)

**Opération C :** le recyclage de la copropriété Les Peupliers Nations, (175 logements) : recyclage en démolition en vue de libérer le foncier pour la construction d'un équipement public financé au NPNRU, en remplacement des équipements existants vieillissants, à proximité immédiate du tramway. Avec une démolition prévue à l'horizon 2027, le portage couvre l'intégralité des lots de copropriété et nécessitera donc la mise en œuvre d'une expropriation (DUP).

Pour permettre une montée en puissance opérationnelle rapide, une convention dite « d'urgence » a été signée entre la Ville de Mulhouse et CDC Habitat Social le 10 décembre 2019, pour un portage de 30 logements répartis sur les différentes copropriétés visées dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés avec une priorisation des acquisitions sur la résidence Peupliers-Nations.

Les lots déjà acquis par CDC Habitat Social dans le cadre de cette convention seront transférés au concessionnaire dans les 8 mois suivants la signature de la présente concession, sous réserve que l'avenant ANRU soit signé, afin de mener à bien cette opération de recyclage.

**Opération H : Acquisition et gestion de la dalle de stationnement « Peupliers Camus ».**

Le mono-propriétaire de la dalle de stationnement Peupliers Camus (101 emplacements) est vendeur. La ville a manifesté de l'intérêt pour cette acquisition qui évitera une vente à la découpe et garantira une gestion saine de l'ouvrage, adossé à une copropriété maintenue dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine.

La ville a demandé à CITIVIA SPL de se porter acquéreur dans le cadre de la concession d'aménagement des Coteaux, qui court jusqu'à fin 2030.

CITIVIA SPL fera l'acquisition de la dalle dès signature du présent avenant à la concession et en assurera la gestion sur la durée restante de la concession.

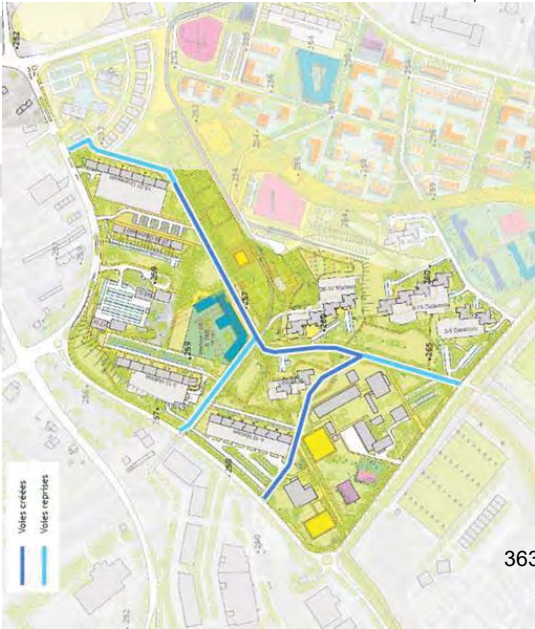


Ci-dessus, axe paysager, naturel et sportif à aménager au cœur du projet. Ces éléments figurent dans un plan guide, l'aménagement final du quartier reste à définir au cours du projet.

**Opération B :** l'aménagement du secteur ouest intègre plusieurs voies, actuellement en impasse et dont le maillage doit permettre d'améliorer la desserte viaire du quartier des Coteaux, sur la base du plan-guide du projet urbain.

Ces modifications de voies doivent encore être précisées dans leur géométrie et faire l'objet d'une concertation avec les habitants : elles sont donc susceptibles d'être en partie amendées.

- 1. le raccordement de la rue François Millet avec la rue Henri Matisse, à proximité immédiate du patrimoine de 3F Grand Est,
- 2. une nouvelle voie doit permettre de rejoindre la rue Paul Cézanne depuis la rue François Millet, à l'arrière du Collège Jean Macé et du gymnase Schoenacker,
- 3. une nouvelle rue longeant le parc et permettant l'accès à l'entrée du futur Groupe Scolaire Henri Matisse, à la suite de l'opération de démolition-reconstruction. Ce tronçon devra être construit impérativement avant la livraison du futur Groupe Scolaire à la rentrée 2026. Un équipement sportif (city- stade) propriété de la Ville de Mulhouse occupe actuellement le tracé de la liaison et devra être déplacé en coordination avec le service des sports de m2A.



## ANNEXE 5 - BILAN FINANCIER PREVISIONNEL ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL (MAJ EN COURS)

Postes Charges		Hypothèses
<b>Sous-bilan Peupliers Nations</b>		
Etudes		<p>Diagnostics : 5 % du coût des travaux de démolition</p> <p>Mainière d'œuvre : 12 % des coûts de travaux</p> <p>114 logements en acquisition directe à 35 K€/logement</p> <p>50 logements acquis auprès de CDC-Habitat à 60 K€/logement</p> <p>11 logements acquis auprès de la Ville de Mulhouse à 19 K€ en tout</p> <p>5 K€/logement pour 114 logements</p>
Acquisitions des logements (175 logements)		
Relèvement		
Charge de copropriété		
Mission de portage des logements		
Travaux de désamiantage et démolition		
Actualisation/révision coûts travaux		
Frais gestion / Divers		
Frais financier		
<b>Sous-bilan secteur Ouest</b>		
Etudes		
Travaux de VRD-espaces verts		
Actualisation/révision coûts travaux		
Frais gestion / Divers		
Frais financier		
<b>Sous-bilan secteur Est</b>		
Etudes		
Acquisition aménagement/Box		
Acquisition/vvalorisation Verne		
Charges copropriété		
Travaux de démolition		
Travaux de VRD-espaces verts		
Actualisation/révision coûts travaux		
Frais gestion / Divers		
Frais financier		
<b>Sous-bilan Dalle Peupliers Camus</b>		
Recettes		
Acquisitions		
Frais d'entretien des ouvrages		
Frais financiers		
Frais de gestion boiserie		
Frais de gestion		
Frais de taxes		

## TABEAU DE SYNTHESE DES HYPOTHESES DE CHARGES

[illegible]



	<p><b>Les acquisitions</b></p> <p>Les acquisitions des bâtiments « Ville » ne sont pas valorisées dans les bilans. Ces bâtiments sont réputés remis à l'euro symbolique à l'opération.</p> <p>Le rachat des logements Peupliers Nations à CDC habitat et la ville de Mulhouse s'effectuera aux montants indiqués dans le tableau synthétique page 37.</p> <p>Les autres logements seront acquis par voie d'expropriation (prix prévisionnel d'acquisition indiqué dans le tableau page 37).</p> <p>Les coûts de portage (charges copropriétés, impôts fonciers...) sont identifiés dans le tableau synthétique page 37.</p> <p>Les 205 garages de la copropriété Peupliers Nations seront cédés gracieusement par la Ville de Mulhouse.</p> <p><b>CITIVIA SPL procédera à l'acquisition de la dalle de stationnement « Peupliers Camus » (101 emplacements) et en assurera le portage jusqu'à la fin de la concession.</b></p> <p><b>Les Frais d'études</b></p> <p>Les frais d'études comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les études préalables : Etudes Faunes Flores / Evaluation Environnementale / Etude de Sécurité Publique / etc.</li> <li>Les études diverses : Loi eau / études de sol / DIAG Amiante avant démolition / études déchets etc.</li> <li>Dossiers de ZAC</li> <li>Accompagnement procédure de DUP et d'études parcellaires</li> <li>Mise en conformité PLU</li> <li>Géomètre</li> <li>AMO Environnementale dans le cadre d'une recherche de labellisation « Ecoquartier » (80 K€)</li> <li>AMO Amiante</li> <li>Etudes et Maitrise d'œuvre des démolitions des programmes immobiliers (Nations) (12% du coût des travaux de démolitions)</li> <li>Urbaniste et Maitrise d'œuvre des espaces publics (12% du coût travaux) + Réseau chaleur urbain</li> </ul> <p><b>La Maitrise des Sols</b></p> <p>Le budget « Maitrise des Sols » intègrent l'acquisition de la copropriété Nations (hypotheses dans le tableau synthétique page 37).</p> <p>La barre Verne sera démolie par MZA Habitat. L'emprise foncière générant en partie des produits, une valorisation pour MZA Habitat est envisagée, se retrouvant en maîtrise des sols dans ce sous bilan.</p> <p><i>Pour mémoire, les valorisations ANRU sont de 180 €/m² si les terrains sont destinés à être cédés pour des opérations privées et 60 €/m² si les terrains sont destinés à recevoir un équipement public.</i></p> <p>Ainsi le budget de valorisation porte uniquement sur la Barre Verne suivant le calcul :</p> <p>Verne : 4 382 m² X 60 € = 262 920 €</p> <p>NB : seule la valorisation de la barre Verne est intégrée au bilan.</p> <p><b>Les Travaux</b></p> <p><i>Estimation Secteur ouest non vérifiée - données fournies par le Concédant</i>  <i>Nota prix secteur Est - valeur Mai 2022</i></p> <p>Le budget travaux intègre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Démolition</b></li> </ul> <p>Les coûts des démolitions de la barre Nation ont été estimés par des BE et entreprises. Les montants associés intègrent une part de désamiantage. Les diagnostics amiante avant démolition permettront d'affiner les bilans.</p> <p>Pour les autres démolitions, un estimatif de 140€/m² SdP a été pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Mise en état des terrains</b></li> </ul> <p>Un budget de 60€/m² est estimé pour la remise en état des terrains après démolitions des bâtiments MZA Habitat et du site Nation. Dans le bilan de l'opération, une hypothèse de récupération des terrains après démolition des fondations est prise en compte.</p>
	<p>CITIVIA/MGI</p> <p>Concession Coteaux – Avenant n°1</p>

<p>La version de bilan présentée est une version de bilan à l'horizon 2030 prenant en compte les travaux réalisables dans le « temps de l'ANRU » avant fin 2030.</p> <p>Les hypothèses retenues sont :</p> <p><b>Programmation</b></p> <p><b>Espaces Publics</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Adaptation du réseau de chaleur</li> <li>Axe des Sports constitués de terrain de sport reliés par des cheminements de type parcours sportifs. Dans la version 2030, un aménagement de type espace d'attente est prévu prenant en compte la démolition des surfaces existantes, un aménagement simplifié et quelques équipements sportifs ainsi qu'un éclairage.</li> <li>Aménagements Paysagers</li> <li>Mobilier d'agrement, éclairage public</li> <li>Voies en conformité avec le plan guide et les profils des voiries indiquées (sous réserve de modification).</li> </ul> <p><b>Equipements Publics</b></p> <p>Les constructions d'équipements publics (Grand Equipement Socioculturel) ne sont pas intégrées au bilan de l'opération. Les viabilisations nécessaires à ces équipements ainsi que les aménagements paysagers autour des sites sont prévus.</p> <p><b>Logements Construits</b></p> <p>Sur le secteur construit, le plan guide prévoit la réalisation d'une mixité d'habitat : logements intermédiaires, maisons bandes, collectifs. Les surfaces développées sont issues du plan guide d'Atelier Rueille.</p> <p>Le bilan ne prend pas en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la démolition des tours Plein Ciel et de ses dalles parkings et la mise en état pour la gestion d'attente</li> <li>la rénovation du gymnase Camus</li> <li>la construction du Grand Equipement Socioculturel</li> <li>l'aménagement du Boulevard Camus et de la rue Jules Verne</li> <li>La construction de logements sur Plein Ciel (éventuellement)</li> </ul> <p><b>Réseaux / Viabilisations</b></p> <p>L'opération nécessitera la reconfiguration des réseaux existants et les viabilisations des constructions à venir (logements, équipements publics). Les réseaux électriques, gaz, télécoms, éclairage public sont intégrés.</p> <p>Les déconnexions des réseaux des immeubles démolis dans le cadre de la concession sont intégrées dans les budgets de démolition des bâtiments.</p> <p>Le site des Coteaux est alimenté par un réseau de chaleur urbain. Des opérations de dévoisement et de courtage du réseau seront réalisées.</p> <p>Dans le cadre des opérations de démolitions des tours Dumas et de la Barre Verne, les opérations de dévoisement du réseau de chaleur et de la sous-station CAMUS seront financées par le bailleur social. Le dévoisement du réseau de chaleur nécessaire à l'édification du groupe scolaire 1 peupliers a été réalisé et pris en charge par l'opération de construction.</p> <p>Toutes les autres interventions nécessaires au projet d'aménagement seront intégrées à la présente opération. Un budget de 2 000 K€ est provisionné. Ce montant reste à affiner au vu des contraintes hydrologiques liées au réseau.</p> <p>Le montant retenu dans le présent bilan permettrait la réfection, l'adaptation voire la création d'environ 800 ml (prix estimatif du ml en € HT fourni par le RCU en date de février 2023 - 2 500€HT/ml).</p>	<p>CITIVIA/MGI</p> <p>Concession Coteaux – Avenant n°1</p>
--	--

Les participations de la collectivité ont été échelonnées dans le temps de manière à limiter les frais financiers et aboutir à un bilan équilibré en fin d'opération, avec la remise de l'ouvrage au concédant.

Le prix d'acquisition est fixé à 400 000 €, + les frais de mutation estimés à 30 000 €.

Les frais d'entretien des ouvrages comprennent l'électricité, la maintenance des matériels, les contrôles réglementaires, le nettoyage et les réparations et la surveillance du site. Il n'est pas prévu de travaux de réhabilitation de l'ouvrage à l'horizon de la concession.

L'activité ne permettant pas de dégager les excédents nécessaires au remboursement d'un emprunt, il est envisagé un crédit de trésorerie renouvelable annuellement dans l'attente des versements successifs de la participation.

Les frais de gestion locative comprennent les honoraires d'un gestionnaire pour le quittance et la perception des loyers.

Les impôts et taxes ont été calculés sur la base des derniers avis d'imposition fournis par le vendeur.

- **Travaux d'Aménagement :**  
 Le budget travaux d'aménagement prend en compte :
- Les démolitions des espaces existants (voirie et espace vert)
  - Les terrassements
  - Les voiries selon les plans guides
  - Les réseaux publics
  - Les viabilisations des terrains à construire (y compris équipements publics)
  - Les aménagements paysagers - parc, axe sport
  - Les zones de stationnement
  - Les mobiliers publics
  - Les espaces publics autour des équipements publics (parvis, espaces verts, etc.)
  - Les aménagements des espaces en gestion d'attente (aménagement classique)

**Axe des Sports**  
 Cet aménagement correspond aux espaces publics du plan guide.  
 Ce secteur intègre un aménagement paysager et un espace « actif » composé de terrains de sport extérieurs, des cheminements, des équipements de type agréés. Le reste de la zone est composé d'un parc paysager.  
 Dans la version 2030, un traitement simplifié permettant une gestion d'attente des espaces est prévu.  
 Le bilan ne prévoit pas de valorisations foncières sur ce secteur.

Les aménagements spécifiques des espaces en gestion d'attente (agriculture urbaine ou autres) seront organisés et coordonnés par le concédant au moyen d'appels à projets ou de l'ANRU. Ces aménagements ne sont pris en charge dans le cadre du bilan.

- Les principales hypothèses présent en compte pour le bilan sont :
- Démolitions des voiries (20€/m²) et espaces verts (15€/m²)
  - Voirie, trottoir, stationnement entre 90 et 110 €/m²
  - Branchements des lots construits : 6 000 €/m²
  - Réseaux entre 80 €/ml - Télécom - et 280 €/ml - Assainissement
  - Mobiliers traités au forfait
  - Espaces publics type parvis : 190 €/m² et espaces publics parcs : 100 €/m²
  - Plantations sur voiries : 65 €/m²

Au regard de l'historique du site, il n'est pas envisagé de budget de dépollution.

Des aléas de 10% liés aux réseaux existants et à la qualité des sols sont intégrés.

Une actualisation des coûts des travaux est intégrée au bilan (valeurs indiquées dans le tableau synthétique page 37)

Les cessions prévisibles

A l'horizon 2030, il est prévu la cession de fonciers pour un montant de 600 KEHT (Action logement).

Les Frais financiers

Les frais financiers sont intégrés suivant les hypothèses indiquées dans le tableau page 37. L'opération nécessitera un portage important.

Le montant des frais financiers pourra être amené à être réévalué en fonction des rythmes de versement des participations et des subventions (ANRU, Région et mZA).

Produits de la concession

Les hypothèses de perception des subventions, participations et charges foncières sont celles figurant dans le plan de trésorerie prévisionnel de l'annexe 5.

Sous opération 57D « Dalle Peupliers Camus »

Les montants des loyers ont été calculés selon les données transmises par le propriétaire : loyers entre 45 et 50€ selon le type de garage (boxé ou grillagé) et 5€ de charges. Pas d'actualisation du loyer.

La vacance est estimée à 15%, une provision pour impayés est également prévue.

**Mme le Maire** : nous passons à la délibération 1740. En juin 2023, le Conseil municipal a voté pour le recours à une concession d'aménagement confiée à CITIVIA SPL. Dans la foulée, en juillet 2023, une convention a été passée entre la Ville et CITIVIA SPL.

Aujourd'hui, il vous est proposé un avenant pour modifier cette convention, permettant de prendre en considération le projet de vente de la dalle de stationnement Peupliers Camus. Vous trouverez les adaptations dans la délibération et ses annexes. Le groupe Mulhouse Cause Commune a indiqué vouloir intervenir sur cette délibération. Mme PAUGAM.

**Mme PAUGAM** : merci. C'est effectivement, une délibération sur laquelle, selon nous, finalement, il y a plusieurs aspects à aborder. Le premier, le sujet principal de cette délibération, qui concerne donc Peupliers Camus. Bien sûr, nous partageons le besoin de garder un propriétaire unique pour les parkings de Peupliers Camus, sur cette dalle de parking et donc à ce titre, bien sûr, nous partageons l'intérêt de cet avenant qui est proposé et nous voterons pour.

Cela étant dit, dans le contexte plus global de restructuration des axes de circulation du quartier autour de la rue Pierre Loti dont il est question aussi dans ce dossier, il y a lieu de se poser la question des modalités d'exploitation qui seront prévues à l'avenir pour ces places de parking et donc je me permettrai de vous poser la question : y aura-t-il, effectivement, à l'avenir, un usage exclusif qui est garanti pour les occupants de Peupliers Camus sur ces places de parking ? Parce qu'il me semble bien qu'aujourd'hui, ils soient à leur usage. C'est la première question.

Par ailleurs, ce sujet est aussi l'occasion de vous interpellier sur les difficultés actuelles de circulation de stationnement dans la rue aux abords de la nouvelle école Simone Veil. Quelles dispositions prévoyez-vous de mettre en place dès maintenant pour apaiser la situation tendue actuelle ? Il y a pas mal de conflits d'usage et de voisinage dans cette rue actuellement qui devient forcément dangereuse pour les écolières et les écoliers qui fréquentent la nouvelle école.

Je me souviens d'ailleurs que nous avons effleuré le sujet avec Mme BONI DA SILVA au moment du jury d'attribution du concours d'architecture de l'école. Nous nous étions posé la question de comment concevoir une rue aux enfants sur cet axe très passant, avec en particulier les Tours Plein Ciel et donc 280 logements au bout de cette rue et donc forcément une circulation importante. Donc, de fait, la difficulté qui avait été pressentie à l'époque n'a pas forcément eue une réponse à ce moment-là, aujourd'hui c'est devenu une réalité. Donc, si vous pouvez nous donner de la visibilité sur la manière dont vous voyez les choses, nous sommes preneurs.

Enfin, troisième remarque sur la forme du document, le contenu des mots. Nous connaissons tous la sensibilité des projets de rénovation urbaine et à ce titre il y

a lieu d'être particulièrement vigilants sur les termes qui sont employés pour ne laisser aucune ambiguïté ou mauvaise interprétation. Ici nous voyons que le terme général « recyclage » est utilisé dans ce document de convention, autant pour la copropriété Peupliers Nation que pour les Tours Plein Ciel qui sont aussi évoquées plus largement dans ce document.

Ce n'est pas à vous bien sûr que je vais l'apprendre, mais rappelons-le quand même, ce terme spécifique de la rénovation urbaine « recyclage » laisse en fait la possibilité à différentes options. Le recyclage en démolition reconstruction ou en démolition renaturation, mais aussi en recyclage en reconversion, où dans ce cas-là, il n'y a pas de démolition.

Dès lors que l'option est connue et décidée, ce serait forcément souhaitable qu'elle soit en fait explicite pour la tranquillité d'esprit de toutes et tous et que cela ne laisse pas lieu à interprétation. Donc, de fait si les différentes possibilités d'avenir restent ouvertes, disons-le-nous, je vous pose la question : vous laissez-vous la possibilité de changer de stratégie sur l'une ou l'autre de ces copropriétés en « recyclage » ? Et nous savons que sur ces dossiers sensibles de rénovation urbaine notre expérience collective nous le démontre, la clarté et la précision de la communication sont essentielles.

Loïc MINERY tout à l'heure le disait en propos liminaire, la confusion et les incohérences nous mènent souvent au blocage. Là aussi, notre expérience et ce que l'on a vécu ces dernières années sur ce dossier que l'on sait tous très complexe, on ne va pas se l'enlever, globalement, votre communication, au mieux, a été maladroite, au pire, peut-être volontairement un peu déroutante. Vous alimentez finalement vous-même par cette communication parfois un peu aléatoire la mécanique de défiance et de rupture de confiance.

Je vais vous le dire, j'ai trouvé particulièrement cynique dans ce contexte-là d'entendre au tribunal vendredi dernier, l'avocat de M2A faire un procès en complotisme, c'était ses propres mots, il a vraiment utilisé ce terme-là à la partie adverse.

Donc, je le redis ici et c'est ce que nous avons porté inlassablement depuis à minima trois ans, respectons nos concitoyens, tâchons collectivement de les voir comme des artisans des solutions et pas seulement des problèmes à juguler. Une voie est en train de s'ouvrir depuis cette semaine vers la médiation pour le dossier des Tours Plein Ciel. Enfin ! Nous nous en réjouissons et aux côtés des copropriétaires qui sont ici, qui sont encore là, qui nous écoutent, nous plaçons beaucoup d'espoir dans cette perspective et nous vous sommes reconnaissants de les avoir entendus et de ce que vous pourrez leur proposer en termes de discussion et médiation à venir.

Et plus particulièrement, je dirais aussi et je terminerai là-dessus, il y a une remarque de M. HAGENBACH lundi, au Conseil d'Agglomération, qui nous a fait tiquer. Une question concrète. Il a parlé du devenir du paiement du PC sécurité

des Tours Plein Ciel. Dans ce contexte de transparence et de clarté, je pense qu'il est important que vous puissiez apporter des précisions sur ce sujet pour ne pas laisser justement à interprétation les propos de M. HAGENBACH et que ce sujet ne devienne pas un levier supplémentaire de pression auprès des habitants dans un contexte qui est déjà très difficile psychologiquement pour eux. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : je donne la parole à M. STEGER.

**M. STEGER** : oui, merci, Mme le Maire. Je partage ce qui vient d'être dit donc je serai court sur le sujet. Simplement, pour vous demander de manière tout à fait formelle ou humaine de prendre en compte les habitants. Ces derniers, beaucoup d'entre eux, vivent depuis 30 ou 40 ans dans les Tours Plein Ciel, ils aiment leur quartier où ils ont passé leur vie où ils ont investi leurs économies. Certains sont présents cet après-midi ici et nous les saluons avec l'assurance d'un soutien plein. Nous étions présents avec Philippe D'ORELLI, à la première assemblée générale qu'ils avaient faite il y a deux ans maintenant et nous saluons leur courage. Cette semaine, Fabian JORDAN a déclaré ne pas pouvoir rester insensible à cette détresse, nous l'en remercions.

Au nom du groupe Unis au Centre, nous demandons instamment de les rencontrer et trouver une solution. Effectivement, à la Cour d'appel, le juge était étonné qu'il n'y ait pas eu de médiation et donc appelle fortement une médiation. Prenez l'initiative avec l'Agglomération, rencontrez-les et si vous souhaitez et je vous invite à le faire, permettez-leur de s'exprimer aujourd'hui. Ils ont des choses à nous dire, je trouve cela intéressant de les écouter. Merci.

**Mme le Maire** : juste pour précision. Je viens de rencontrer les personnes qui représentent ce collectif juste avant le Conseil municipal. Mme SORNIN.

**Mme SORNIN** : merci, Mme le Maire. Chers collègues Mulhouse au Cœur votera en faveur de cette délibération, car elle permet la maîtrise publique d'une zone stratégique pour l'avenir du quartier des Coteaux. Mais ce vote positif ne signifie pas que nous fermons les yeux sur le reste.

D'abord, nous continuons de soutenir les copropriétaires des Tours Plein Ciel qui demandent simplement plus de transparence et de respect. Lors de l'audience du 5 décembre à la Cour d'appel de Colmar, le juge a d'ailleurs été surpris qu'aucune tentative de médiation n'ait été engagée. C'est bien le signe d'une gestion trop autoritaire de ce dossier.

Ensuite, nous voulons redire plus généralement notre soutien aux habitants des Coteaux qui voient sortir de terre des équipements de qualité, mais vivent dans un quartier devenu plus sale et toujours plus compliqué à vivre au quotidien. Il est temps de remettre de la cohérence et de la considération dans l'action publique. Nous voterons donc favorablement tout en restant vigilants quant à l'avenir du dossier.

**Mme le Maire** : M. SASSI a demandé la parole.

**M. SASSI** : très brièvement, je ne serai pas beaucoup plus long parce que ce qui doit être dit a été dit et globalement, je m'associe à la démarche, mais évidemment que l'hypothèse d'arriver à une solution concertée, une solution de médiation qui puisse tirer tout le monde vers le haut et puis sortir une solution honorable est la meilleure des options.

Simplement, pour être cohérent avec ce que je disais en propos liminaires, le sujet aujourd'hui des copropriétés, notamment sur le quartier des Coteaux est un vrai borborygme dont l'avenir est vraiment très incertain si l'on ne s'en empare pas avec force. Je pense notamment aux copropriétés Plein Ciel bien évidemment, dont tout le monde a parlé et pour lesquelles je m'associe au combat qu'elles mènent, mais je tiens également à vous alerter et je crois que c'est un élément important, sur l'État des copropriétés Peupliers, l'état des copropriétés Eugène Delacroix.

Aujourd'hui nous avons des personnes qui doivent monter jusqu'au neuvième, dixième étage sans ascenseur depuis des mois et des mois. Donc, je le dis avec beaucoup de modestie.

*(Intervention Hors micro)*

**M. SASSI** : merveilleux, ce sera l'occasion pour vous de m'apporter un début de réponse, mais en tout cas, le sujet des copropriétés en souffrance et, notamment sur le quartier des Coteaux est une véritable problématique dont il faut se saisir avec force et je pense que l'une des solutions qui ne coûte rien à personne, c'est la question du dialogue, de la médiation et de la proximité permanente avec les copropriétaires. Merci à vous.

**Mme le Maire** : je vais laisser Alain COUCHOT vous répondre.

**M. COUCHOT** : merci, Mme le Maire. Chers collègues, quelques éléments de réponse sur les éléments qui concernent directement cette délibération avant d'aborder la question des Tours Plein Ciel. Vous avez évoqué des parkings à l'usage exclusif des habitants de Peupliers Camus. Cette fois-ci il s'agira d'un usage préférentiel évidemment, mais l'objectif est bien de pouvoir assurer aux autres habitants du quartier proche de pouvoir également bénéficier d'un parking.

Sur ce qui concerne la circulation autour de l'école. Le conseil participatif s'est prononcé, il a voté et obtenu un budget de 15 000 €, sur l'amélioration des conditions de circulation autour de l'école avec notamment ce qui avait été évoqué dès l'inauguration, la construction d'un barreau routier, bien grand mot, de 250 mètres de route qui permettront de faire une boucle autour de l'école. Cette construction est engagée à l'arrière de l'école, entre l'école et la Tour Peuplier Camus qui permettra donc de tourner autour de l'école, simplifier la circulation. Cette réalisation sera assurée par CITIVIA en 2026.

M. SASSI, sur ce qui concerne l'ensemble des copropriétés, je ne peux être que d'accord avec vous et une nouvelle fois nos équipes travaillent d'arrache-pied sur l'ensemble de ces copropriétés. Elles font l'objet de procédures de sauvegarde. Pour ce qui concerne Delacroix, je vous confirme que les ascenseurs ont été réparés avec un investissement conséquent qui a été obtenu par la Ville auprès de l'ANAH, ces ascenseurs sont remis en service depuis l'été si ma mémoire est bonne.

Pour ce qui concerne la copropriété Delacroix, nous travaillons également activement à des solutions, cette fois-ci, de recyclage non démolir. Je vous donne le point, Mme PAUGAM, le terme n'est pas le plus adapté, il faut que l'on soit précis, mais pour ce qui concerne Delacroix, il ne s'agit pas de la démolir, mais de trouver des solutions qui garantissent sa pérennité, qui sera assez vraisemblablement et nous l'avons dit aux copropriétaires, en dehors du statut de la copropriété.

Nous travaillons très activement sur ces sujets-là, mais la prégnance des sujets de copropriété à Mulhouse et nous ne parlons pas de petites copropriétés qui sont aujourd'hui encore sous les radars, la prégnance de ces sujets est quelque chose dont nous sommes parfaitement conscients et sur lequel avec les équipes, avec les services de l'État qui sont d'un grand secours, avec la direction départementale des territoires, avec les services centraux de l'ANAH, avec la Caisse des Dépôts et Consignations qui est un appui précieux, nous sommes tous très mobilisés et à l'action.

J'en reviens maintenant au sujet des Tours Plein Ciel. Je vais être clair, direct et factuel. Derrière les postures et les discours, il y a une réalité, c'est la sécurité des habitants. C'est et cela restera notre préoccupation absolue. La sécurité c'est un impératif, ce n'est pas un slogan. Ce débat n'est pas idéologique. Il est technique, juridique et humain, c'est ce que vous avez rappelé, Mme le Maire, aux habitants que vous avez reçu avant ce conseil.

Je vais à nouveau rappeler quelques éléments : le premier, c'est que le tribunal administratif n'est pas compétent en matière de sécurité. Le tribunal administratif n'est pas compétent en matière de sécurité, il a statué sur la conformité normative pas sur la capacité réelle d'un bâtiment à garantir la sécurité en cas d'incendie. Confondre les deux c'est tromper les habitants.

Le maintien des prescriptions du tribunal coûterait 9 millions d'euros, pas 1,5. Arrêtons les chiffres arrangés pour les besoins du débat politique ou juridique. Les experts ont fait leurs calculs, 9 millions d'euros uniquement pour appliquer les prescriptions. Même ainsi, ces travaux ne suffiraient pas.

Puisque nous en sommes aux effets d'audience, il y a eu beaucoup d'outrances à l'audience, je n'ai pas souhaité y assister, mais nous avons eu, effectivement, des comptes-rendus. Ce qui m'a paru comme étant une outrage qui est répétée et qui est redite de façon insistante, c'est le fait que la Collectivité souhaiterait

démolir les Tours Plein Ciel parce qu'elle a un projet. Je le redis ici de façon très claire, c'est exactement l'inverse. Le foncier, le terrain des Tours Plein Ciel est évalué dans la maquette de l'ANRU à environ 158 000 €, c'est l'ordre de grandeur. Le coût total de la démolition et des opérations de recyclage sera de l'ordre de 50 à 60 millions d'euros. Dépenser 50 millions d'euros pour un terrain qui vaut 178 000 €, cela n'a aucun sens.

C'est dans ce sens-là que, à croire et tenter de faire croire aux habitants que c'est parce que nous avons un projet que nous avons souhaité démolir les Tours Plein Ciel, c'est une contre-vérité manifeste. Je le redis, la démolition des Tours Plein Ciel ne figurait pas dans le projet initial qui a été présenté à l'ANRU et c'est la nécessité et l'impossibilité de trouver une autre solution, j'y reviendrai, qui nous a contraint en 2020, à remodeler complètement le projet de renouvellement urbain et pas parce que nous avons un projet a priori. En ce sens, répéter cette théorie de façon insistante, comme cela a encore été le cas à l'audience, c'est tromper les habitants.

Au-delà des grands mots, il y a la réalité financière. On entend ici des discours militants sur la valeur des biens, mais allons jusqu'au bout de la logique. Quel est le juste prix ? Aujourd'hui, les rachats des copropriétés sont estimés à 14 millions d'euros. Ces 14 millions sont financés à 80 % par l'Agence du Renouvellement Urbain, ce qui fait un reste à charge pour la Ville de Mulhouse d'environ 3 millions d'euros. Est-ce qu'il faut lui ajouter 10 % ? 20 % ? 30 % ? Quel est le juste prix ? Personne ne le définit, mais surtout qui paye ? L'Agglomération a explicitement exclu dans sa délibération le fait de financer ou de participer au financement de la démolition des Tours Plein Ciel. La CEA, n'est pas compétente. Pour ce qui concerne l'État, le processus de renouvellement urbain à l'agence de renouvellement urbain est terminé, il n'y aura plus de nouvelles dépenses engagées sur ce cycle de renouvellement urbain. L'agence nationale d'amélioration de l'habitat n'intervient pas lorsque l'ANRU est déjà intervenue. Nous avons obtenu 80 % de la prise en charge. L'État, de façon très claire, n'ira pas plus loin.

Alors, pourquoi et au nom de quoi engager ces millions d'argent public ? Je rappelle que près de la moitié des propriétaires sont des bailleurs. Est-ce qu'il s'agit donc de préserver la rentabilité de placements privés ? Ce sont les achats de ces bailleurs à bas prix qui ont tiré la valeur moyenne des appartements vers le bas sur laquelle s'appuient les Domaines pour estimer.

Depuis 2017, l'avis défavorable de la commission de sécurité est connu de tous les acheteurs, personne n'a été trompé, les risques étaient publics. Que fait-on dans ce cadre de l'indemnisation, des propriétaires qui ont déjà vendu, qu'est-ce que nous pouvons leur proposer ? On leur envoie un chèque ? Sur quelle base ? Avec quelle logique juridique ? Nous considérons qu'ils ont eu tort de vendre et que c'est la prime à ceux qui ont tenu le plus longtemps ?



Ce raisonnement ne tient pas. Le Président du tribunal la Cour d'Appel a évoqué une médiation tout en précisant qu'il n'était pas certain qu'elle puisse s'appliquer. Cette médiation ne peut porter que sur les montants. Le moment venu, ce sera le rôle du juge de l'expropriation. La sécurité ne se négocie pas, on ne marchand pas la vie des habitants et en ce sens, le préalable du retrait de la procédure de carence qui était posé par l'association des copropriétaires n'est pas entendable, personne n'a été forcé de vendre. Ceux qui refusent les offres actuelles pourront saisir le juge de l'expropriation dont c'est le rôle et c'est lui qui fixera par une forme de médiation judiciaire la valeur des appartements et ce point a été dit dès le premier jour à l'ensemble des copropriétaires.

Les discussions que vous avez évoquées, Mme le Maire, porteront sur un accompagnement renforcé des propriétaires parce que je voudrais ici m'élever de façon forte contre l'exploitation politicienne de la détresse des habitants. Vous utilisez l'anxiété des habitants comme un levier politique. Vous vous indignez facilement, mais qu'est-ce que vous avez fait ? Quels actes concrets en faveur des copropriétés ? Quelles propositions ? Quelles solutions ? Juste de la posture.

Pendant ce temps, nous agissons et depuis de plusieurs années. Chaque copropriétaire a été accompagné, cela représente 1 200 heures de permanences. 90 propriétaires ont été rencontrés sur les 135 qui restent encore en copropriété. Nous avons proposé à tous les habitants et, notamment aux plus âgés, un soutien psychologique, nous sommes intervenus auprès de toutes les banques pour les informer de la situation particulière des Tours Plein Ciel et pour faciliter les conditions d'un rachat. Aujourd'hui, l'accompagnement au relogement des habitants se poursuit avec des commissions qui réunissent à la fois les bailleurs publics, l'ensemble des bailleurs publics de l'Agglomération, mais également le secteur privé, de manière à pouvoir faire des propositions concrètes de relogement aux habitants.

Pour protéger les habitants et tant que les Tours sont occupées, nous sommes allés chercher le financement à l'ANAH, du PC sécurité 24 h/ 24. Je voudrais apporter une précision : nous sommes en train de mettre en place avec les pouvoirs publics le financement au-delà de 2025 de ce PC sécurité. Quoi qu'il arrive, le PC sécurité poursuivra son fonctionnement en 2026 et la puissance publique au sens large en assurera le financement jusqu'à ce que les immeubles ne soient plus occupés.

Alors, je le dis pour moi, comme pour le Maire, comme pour l'ensemble de notre équipe. Cette démolition est un crève-cœur, ce n'est pas un souhait de notre part, ce n'est pas un plan caché, c'est quelque chose qui est douloureux et dont nous comprenons parfaitement qu'elle soit extrêmement douloureuse pour l'ensemble des habitants concernés. Porter la démolition, c'est difficile humainement, c'est difficile symboliquement, mais si nous le faisons, c'est parce que nous sommes convaincus qu'il n'y a pas d'alternative possible.

Toutes, elles ont toutes été étudiées, aucune n'est crédible. Depuis cinq ans nous cherchons, nous analysons, nous vérifions. Aucune solution ne garantit la sécurité et quand la sécurité n'est pas garantie, on ne joue pas, on décide. La Ville continuera d'accompagner chaque habitant jusqu'au bout avec humanité, avec fermeté, avec responsabilité.

Demander aujourd'hui le maintien de ces tours, c'est demander à la municipalité de fermer les yeux sur un risque qui existe, c'est demander de mentir aux habitants. Nous faisons le choix de la responsabilité, le choix de la vérité, le choix de la sécurité pour les habitants et uniquement pour eux. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : merci pour ces précisions, M. COUCHOT. Mme PAUGAM, deux minutes, deuxième prise de parole.

**Mme PAUGAM** : oui deux minutes. M. COUCHOT, je voudrais quand même réagir. Ce n'est pas de la posture politique, merci, mais nous n'avons pas mis autant d'énergie juste pour peindre la girafe enfin, sérieusement. Nous avons cherché à comprendre nous aussi, c'est un dossier complexe. Ce n'est pas de la posture politique.

**M. COUCHOT** : je vous sais gré Madame PAUGAM de votre engagement personnel et votre connaissance du dossier sur ces Tours. Je le reconnais bien volontiers.

**Mme PAUGAM** : c'est vraiment une volonté de comprendre des choses très complexes qui engagent, effectivement, des considérations très lourdes pour une bonne partie des personnes qui habitent dans les Tours.

Effectivement, c'est particulièrement le cas pour les propriétaires occupants, c'est indirectement, mais aussi un peu le cas sur un avenir par ailleurs pour les propriétaires bailleurs et je l'ai dit au conseil d'Agglomération l'autre jour, sur un dimensionnement et sur une conception, ces personnes ne sont pas responsables de ce qui s'est passé.

Aujourd'hui et j'entends complètement et tout le monde entend le problème de sécurité qui est un risque potentiel. Aujourd'hui, pour beaucoup de personnes, c'est un risque potentiel sur lequel effectivement vous portez aussi une responsabilité qui est là, nous ne pouvons pas l'ignorer. Il y a une question, c'est un risque face à des situations réelles qui vont arriver de manière certaine dans les semaines, mois, années qui viennent, pour les personnes qui vont se retrouver précarisées.

C'est ubuesque, c'est hyper compliqué de contrebalancer ça, mais c'est cela la réalité et aujourd'hui il faut que l'on arrive à tenir les deux bouts de cette histoire sans laisser personne de côté. Ce n'est pas de la posture politique, c'est une vraie préoccupation et j'espère qu'aujourd'hui nous allons tous monter dans la barque pour essayer de ne laisser personne sur le bord du chemin. Merci.

**Mme le Maire** : peut-être juste une précision. J'ai rencontré donc les personnes qui représentaient ce collectif tout à l'heure, j'en ai parlé avec le Sous-Préfet hier après-midi. Nous en avons longuement parlé aussi avec le Président de l'Agglomération puisque nous sommes trois entités à porter ce dossier. Il y a une réunion qui est organisée la semaine prochaine entre les représentants de l'État, la Sous-Préfecture, M2A et nous-mêmes, bien sûr.

Donc, nous ne baissons pas les bras, Mme PAUGAM, nous continuons à porter les choses et je tiens vraiment à évidemment exprimer le même ressenti aux habitants de ces deux Tours Plein Ciel. Évidemment que c'est un déchirement et je le partage largement à la fois avec mon Premier adjoint qui gère ce dossier, M. COUCHOT, et l'ensemble de l'équipe.

Nous ne baissons pas les bras, nous avons des rendez-vous, nous avons un jugement qui est pendant, qui sera définitif le 13 février. Nous sommes très en attente de ce qu'il va se passer, voilà. M. STEGER, très court s'il vous plaît.

**M. STEGER** : une question M. COUCHOT, pour bien comprendre le point du dossier. Comment se fait-il que des logements aient pu être vendus ? Vous évoquiez le fait que depuis cinq ans vous regardez, analysez, etc. comment se fait-il que des logements aient pu changer de main récemment parfois à des prix élevés et les nouveaux propriétaires se voient proposer un prix de rachat qui est inférieur à la moitié de ce qu'ils ont payé il y a deux ou trois ans ? Comment se fait-il que cela ait pu se passer ? Merci.

**M. COUCHOT** : l'avis défavorable de la commission de sécurité n'emporte pas de façon juridique l'interdiction de vendre. En revanche, je le redis, l'ensemble des propriétaires qui ont acheté depuis 2017 a été informé par écrit dans l'acte de vente de cet avis défavorable. Il n'y avait pas d'interdiction de transaction. Sur les montants qui ont été acceptés, les ventes se sont faites de gré à gré en toute connaissance de cause par les acheteurs.

**Mme le Maire** : donc si vous le permettez, nous revenons donc à ce point n° 8 qui ne concerne pas les Tours Plein Ciel, qui concerne l'avenant à la concession d'aménagement signé donc entre la Ville et CITIVIA SPL.

Qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Je vous remercie.

Pour : 41 + 4 procurations

Groupe majoritaire : 23 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 3

Non-inscrits dans un groupe : 6

Ne prennent pas part au vote : Mme Lutz, M. Jung, M. Colom, Mme Boni Da Silva, M. Couchot, Mme Motte et Mme El Hajjaji.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

## **9° PROGRAMMATION POLITIQUE DE LA VILLE 2025 : PHASE 4 (Cohésion sociale et vie des quartiers/7.5.6/1687)**

Pour cette année, il a été attribué et validé jusqu'à présent par le conseil municipal, un montant global de subvention de 481 935,07 € pour un coût total de projet de 3 892 965,14 € ainsi qu'un transfert interservices de 5 000 € auprès du service « Evènementiel » pour contribuer au projet « carnaval ».

Pour cette quatrième phase, il est proposé d'engager 29 000 € de subventions de la Ville pour un coût total de projets de 192 470 €.

L'Etat cosignataire du Contrat de ville, participe également au financement de ces actions.

Les aides prévues durant cette phase de programmation concernent principalement les opérations de fin d'année (Nouvel An) et sont encadrées par un cahier des charges élaboré conjointement par la Ville (Prévention Sécurité et Politique de la Ville) et l'État. Leur objectif est de prévenir diverses incivilités et actes de délinquance constatés dans l'espace public la soirée du 31 décembre, grâce au soutien d'animations et d'événements festifs destinés aux jeunes, ainsi qu'à une présence renforcée sur le terrain et à l'engagement des acteurs de quartier. L'ensemble du territoire prioritaire sera ainsi couvert.

### **Financement du programme 2025**

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2025 sur la ligne de crédit suivante :

Chapitre 65 - article 65748 - fonction 518

Ligne de crédits 3652 « Subventions de fonctionnement au privé »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution des subventions pour les actions présentées,
- charge le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer la convention d'objectifs et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

1 PJ : - subventions de fonctionnement

## **Politique de la Ville : Programmation Phase 4**

### **Subventions de fonctionnement**

<b>Porteur de projet</b> Nom de l'action	<b>Descriptif de l'action</b>	<b>Coût total de l'action</b>	<b>Montant subvention proposée 2025</b>
<b>AFSCO</b>			
Nouvel an	Organisation de tournois de handball et de sports de combats au gymnase Camus. Parallèlement, des activités de sport, de bien-être et de créativité se dérouleront au sein de l'AFSCO Matisse avec pour clôture une soirée festive artistique, culturelle et conviviale.	10 000 €	3 500 €
<b>CSC BEL AIR</b>			
Nouvel an	Organisation, le 31 décembre au gymnase Marcel Tchanz, de différentes animations à destination des jeunes du quartier : tournois de football, basket, E-sport, et des ateliers de prévention (alcool, drogue etc.) avec pour clôture une soirée festive.	4 426 €	2 000 €
<b>CSC LAVOISIER BRUSTLEIN</b>			
Nouvel an	Organisation d'une soirée festive en partenariat avec le CSC Papin une soirée festive à la salle Le Croisillon avec des jeux, un coin photos souvenirs dans une ambiance musicale. En parallèle au gymnase Erbland, organisation d'animations (jeux d'arcade, réalité virtuelle, actions de prévention) et grand tournoi de futsal.	16 720 €	5 000 €
<b>CSC LE BOAT</b>			
Nouvel an	Organisation d'une soirée le 31 décembre de 20h30 à 1h00 du matin à destination des jeunes au sein du CSC le Boat.	9 753 €	1 500 €

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Coût total de l'action	Montant subvention proposée 2024
<b>CSC PAX</b>			
Nouvel an	Organisation d'un tournoi de football avec repas collectif et goûter, en partenariat avec des acteurs du territoire, pour les jeunes de 7 à 17 ans. En parallèle, action de sensibilisation aux dangers liés à l'utilisation des pétards, suivie d'une soirée de réveillon dans le Complexe Sportif de la Doller (salle rouge) ; en outre, des maraudes seront organisées durant la soirée par les associations et les jeunes.	13 750 €	2 500 €
<b>CSC PORTE DU MIROIR</b>			
Nouvel an	Organisation du réveillon autour d'un après-midi sportif avec un circuit training et de la boxe, à la maison de quartier, ainsi que des sports collectifs au gymnase Kléber. En soirée, un karaoké géant avec DJ et intervention d'un groupe oriental seront proposés.	9 850 €	4 500 €
<b>CSC WAGNER</b>			
Nouvel an	Organisation le 31 décembre d'activités sportives pour les jeunes (Tegball, Bubble foot, basketball, ping-pong, badminton) au gymnase Ergmann. En parallèle, au local jeune du CSC, animation autour de jeux de société et ateliers de sensibilisation aux dangers liés aux pétards et des jeux pyrotechniques. Pour clôture, proposition d'une soirée festive avec repas et des animations pour toutes les familles.	9 000 €	3 000 €
<b>ETUDES PLUS</b>			
Lutte contre le décrochage scolaire, ateliers ludiques et citoyens	L'action est destinée à accompagner 80 jeunes et leurs parents, résidants principalement dans les quartiers prioritaires de Mulhouse pour du soutien scolaires et des ateliers civiques incluant les parents.	118 971 €	7 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>192 470 €</b>	<b>29 000 €</b>

**Mme le Maire** : nous passons à la phase de programmation politique de la Ville 2025. Il s'agit de la dernière phase, la phase 4. Nous allons passer une délibération qui est classique, c'est la dernière phase de la programmation de l'année de la politique de la Ville.

Il vous est proposé d'engager 29 000 €, de subventions pour un coût total de projet de 192 470 €, qui concernent essentiellement dans la délibération, les actions mises en œuvre le 31 décembre, mais je rappelle que c'est la quatrième phase et qu'il y a eu d'autres phases avant. Le groupe Mulhouse Cause Commune souhaitait intervenir sur ce sujet. M. MINERY.

**M. MINERY** : merci, Mme le Maire. Nous avons eu les précisions attendues depuis, donc nous ne souhaitons pas nous appesantir sur ce point. Merci.

**Mme le Maire** : parfait, merci. Effectivement, dans la délibération, vous avez la liste de toutes les structures qui interviennent plus spécifiquement pour la prise en charge des publics le 31 décembre. Je peux donc passer cette délibération au vote.

Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? M. PAUVERT s'abstient. Est-ce que quelqu'un est contre ? Je vous remercie.

Pour : 36 + 4 procurations  
Groupe majoritaire : 20 + 3 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrits dans un groupe : 4

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

Ne prennent pas part au vote : Mme Risser, M. Binici, Mme Motte, M. Coinchelin, M. Siméoni, Mme Jenn, Mme Lutz, M. Causer, Mme Himer, Mme Rapp, et M. Couchot.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

## **10° AMENAGEMENT DE L'ECHANGEUR A 36 – MERTZAU A MULHOUSE : CONVENTION DE FINANCEMENT (VOIRIE/7.5/1754)**

La Collectivité Européenne d'Alsace (CeA) a engagé à la suite de l'Etat, des études préalables à l'opération d'aménagement d'un nouvel échangeur entre l'A36 et la RD430 au niveau de la sortie actuelle n°18 dite « de la Mertzau ». Celui-ci constituera un outil majeur de désenclavement des quartiers Nord de Mulhouse et notamment du secteur et du site du Parc des Expositions.

Cette opération doit permettre de :

- rejoindre plus directement le secteur de la Mertzau et le parc des expositions à partir de l'A36 en provenance de l'Est, de l'Ouest et du Nord de l'agglomération,
- contribuer au développement et à l'attractivité globale des quartiers du Nord de la ville, en complémentarité avec le projet de réaménagement de la rue de la Mertzau porté par la ville de Mulhouse,
- améliorer l'image de l'entrée de la Ville de Mulhouse depuis l'A36.

Le programme de cette opération résulte de pré-études consolidées réalisées par les services de la CeA. Après avoir étudié plusieurs variantes, la solution d'un « échangeur à lunettes » a finalement été retenue conformément au schéma annexé au projet de convention (cf. PJ1).

L'enveloppe financière estimative de l'opération se monte à 12,7 M€ HT (en conditions économiques 2025) dont 2 M€ HT pour les bassins d'assainissement non réalisés lors de l'opération de mise à deux fois trois voies de l'A36.

Il convient de rappeler qu'un projet d'échangeur était inscrit au CPER (contrat de plan Etat-Région) pour un montant de 4M€ HT avec la clé de répartition initiale suivante : Etat (45%) – m2A (50%) – CeA (5%).

La maîtrise d'ouvrage de cette opération sera portée par la CeA.

Cette dernière poursuit actuellement les études au stade avant-projet et va engager en parallèle les procédures environnementales.

Le calendrier prévisionnel se décline de la manière suivante :

- études PRO et procédures environnementales : 2026
- études environnementale et enquête publique : 2027-2028
- études PRO et préparation consultation travaux : 2029
- lancement des travaux : 2030
- mise en service de l'échangeur : 2031/2032.

Le maître d'ouvrage assurera le préfinancement de la totalité des 12,7 M€ HT du coût prévisionnel de l'opération.



La participation des parties à la réalisation de l'opération se répartit de la manière suivante :

- Collectivité européenne d'Alsace : 6,35 M€ soit 50 %
- Mulhouse Alsace Agglomération : 4,54 M€ soit 35.75 %
- Ville de Mulhouse : 1,81 M€ soit 14,25 %.

Soit avec une actualisation de 2 % par an : 2 M€ en 2030.

Cette convention traduit la volonté partagée des 3 partenaires publics – CeA, m2A, Ville de Mulhouse – d'unir leurs moyens pour améliorer l'accessibilité du territoire et renforcer son attractivité.

Les modalités de versement de la participation de m2A et de la Ville de Mulhouse sont précisées dans le projet de convention tripartite ci-jointe.

Après délibération, le Conseil municipal :

- approuve la convention de financement annexée à la présente délibération,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tout acte nécessaire à son exécution.

1 PJ : convention de financement



## CONVENTION N° .... /2025

### Projet de Convention de financement

#### Aménagement de l'échangeur A 36 – MERTZAU à Mulhouse

- Vu le Titre III du Code de la voirie routière relatif à la voirie départementale ;
- Vu la délibération du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération du ..... 2025 approuvant les termes de la présente convention et autorisant son Président, Monsieur Fabian JORDAN, à la signer ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de Mulhouse du ..... 2025 approuvant les termes de la présente convention et autorisant son Maire, Madame Michèle LUTZ, à la signer ;
- Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CP-2025 du ..... 2025 approuvant les termes de la présente convention et autorisant son Président Monsieur Frédéric BIERRY, à la signer ;
- Vu le contrat de plan Etat-Région (CPER) Alsace 2015-2020 signé le 26 avril 2015 entre l'Etat, la Région Alsace et les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin auxquels la Collectivité européenne d'Alsace est venue se substituer ;
- Vu l'avis de l'Inspecteur Général Route responsable du pôle Nord et Est du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation en date du 30 juin 2025 sur la version n°5 du dossier d'études préalables ;
- Vu le courrier du Préfet de la région Grand Est en date du 29 juillet 2025 confirmant que l'Etat ne cofinancera ni le projet d'aménagement de l'échangeur de la Mertzau ni la réalisation des bassins d'assainissement relatifs à l'achèvement de la mise à 2x3 voies de l'A36 dans la traversée de Mulhouse ;
- Vu le recours contentieux introduit par la Collectivité européenne d'Alsace, le 6 octobre 2025, auprès du Tribunal administratif de Strasbourg, contre le refus du Préfet de la région Grand Est en date du 29 juillet 2025 confirmant que l'Etat ne cofinancera ni le projet d'aménagement de l'échangeur de la Mertzau ni la réalisation des bassins d'assainissement relatifs à l'achèvement de la mise à 2x3 voies de l'A36 dans la traversée de Mulhouse ;

#### Entre les soussignées :

- **La Collectivité européenne d'Alsace** dont le siège est situé Place du Quartier Blanc 67964 STRASBOURG Cedex 9, Représentée par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY, dûment autorisé par la délibération de la Commission Permanente susvisée, ci-après désignée par la « CeA »,
- **Mulhouse Alsace Agglomération** dont le siège est situé 9 avenue Konrad Adenauer à 68390 SAUSHEIM, Représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, dûment autorisé par la délibération du Conseil communautaire susvisée, ci-après désignée par "**M2A**",

Et

Et

- **La Ville de MULHOUSE** dont le siège est situé 2 rue Pierre et Marie Curie BP 10020 à 68948 MULHOUSE Cedex 9, Représentée par son Maire, Mme Michèle LUTZ, dûment autorisée par la délibération du Conseil Municipal susvisée, ci-après désignée par la « **Ville** »,

Les co-signataires étant, par ailleurs, désignés par "**les parties**".

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La modification de l'échangeur de Bourtzwiller n°18 sur l'autoroute A36 à Mulhouse trouve son origine dans les négociations qui ont précédé le 12ème Contrat de Plan Etat-Région Alsace. La Ville de Mulhouse a suspendu son accord au cofinancement de la mise à 2 x 3 voies de A36 à la restructuration de l'échangeur précité et c'est ainsi qu'un accord global entre les co-financeurs a été trouvé permettant le démarrage du chantier de la troisième voie de l'A36.

L'opération de modification de l'échangeur a été inscrite dans le Contrat de Plan Etat-Région Alsace 2015-2020 sous le nom de l'échangeur de la Mertzau. Elle avait alors été estimée à 4,5 M€ TTC avec 4 M€ inscrits dans ce Contrat de Plan qui n'ont, par contre, pas été réinscrits dans le Contrat de Plan en cours sur la période 2022-2027. La solution retenue par l'Etat consistait en la réalisation d'un double carrefour à feux. Les experts en sécurité routière ont toutefois émis un avis défavorable sur cette solution jugée dangereuse en l'absence d'un réaménagement lourd de la RD430, estimé à 14 M€ HT, pour conférer à cet axe des caractéristiques urbaine. La CeA a ainsi proposé la solution d'échangeur à lunettes avec collectrice estimé à 12,7 M€ HT, qui est économiquement plus supportable et présente des avantages en sécurité et en insertion du projet dans son environnement.

L'A36 et la RD430 sont 2 axes structurants majeurs du Nord de l'agglomération mulhousienne. L'A36 - Rodead Nord de Mulhouse, en plus d'un itinéraire de transit interurbain, assure une fonction essentielle pour les déplacements internes à l'agglomération.

La RD430 dessert une importante zone de population, comprenant les communes du Bassin potassique puis la vallée de Guebwiller. Cette route permet l'accès rapide au centre-ville de Mulhouse, en aboutissant aux quartiers du Nouveau Bassin.

Le quadrant Nord-Est de l'agglomération de Mulhouse est ainsi accessible à partir de l'échangeur de la Mertzau, qui lie l'A36 à la RD430, ainsi qu'à partir de l'échangeur de Mulhouse-Centre.

Dans la configuration actuelle de l'échangeur de la Mertzau, ce secteur en cours d'aménagement et de rénovation, qui comprend des équipements publics de rayonnement important (le Parc des Expositions, le musée de l'Automobile...), souffre d'une accessibilité délicate depuis ou vers l'A36, entraînant des problèmes de congestion lors des tranches horaires de pointes avec une situation proche de la saturation sur certaines voiries majeures de Mulhouse.

L'opération projetée vise ainsi à compléter l'échangeur de la Mertzau de manière à :

- Permettre de rejoindre l'A36 et le réseau autoroutier en direction de l'Est ou du Nord de l'agglomération via le réseau routier local par la rue de la Mertzau, autour du Parc des Expositions ;
- Permettre de rejoindre plus directement le secteur de la Mertzau et le Parc des Expositions à partir de l'A36 en provenance de l'Ouest de l'agglomération ;
- Faciliter si possible l'accès au secteur de la Mertzau pour un trajet en provenance du Nord ou de l'Est de l'agglomération ;
- De sécuriser les échanges entre l'A36 et la RD430 en améliorant certaines non-conformités dans la géométrie actuelle de l'échangeur et notamment en créant une voie collectrice au droit des deux sorties rapprochées vers Mulhouse et vers Guebwiller.

Ainsi, les données suivantes ont été prises en compte :

- Pour les données socio-économiques, les hypothèses retenues sur le périmètre de M2A portent sur une croissance moyenne de la population de 0,17%/an et une croissance moyenne des emplois de 0,27%/an sur la période 2017- 2030. Elles ont été prolongées à l'identique jusqu'à l'horizon 2040 ;

- Pour les générateurs de trafic externes, des taux de croissance annuels moyens de déplacements de 0,20%/an (trafic local) à 0,50%/an (trafic autoroutier) ont été retenus.

De plus, six projets structurants ont été retenus :

- L'aménagement du carrefour Château d'eau avec une modification de cycle de feux ;
- La mise à 2x3 voies de la RD430 entre le Kaligone et le carrefour Château d'eau ;
- La mise à 2x3 voies de l'autoroute A36 ;
- La réalisation de la Voie Sud, avec le principe d'une voie de contournement du centre-ville passant sous le parvis de la gare, permettant de relier les ponts d'Altkirch et des Bonnes Gens sans passer par le cœur de ville ;
- Le désenclavement du quartier de Bourtzwiller avec la jonction avenue des Romains x rue de Toulon au Nord et la jonction RD430 nord - rue de Quimper via la modification de la bretelle de sortie vers Auchan qui dessert en 2030 le sud du quartier de Bourtzwiller ;
- La modification du plan de circulation dans le centre-ville de Mulhouse conformément aux mesures circulatoires « DMD » présentées dans le document « Projet DMD : mise à jour des scénarios circulatoires » en date du 10 mars 2023.

En plus des aménagements listés précédemment et faisant partie du scénario de référence, les scénarios élaborés à l'horizon 2040 dans le cadre de l'étude de trafics traitent conjointement de :

- L'aménagement de l'échangeur de la Mertzau et du carrefour de raccordement RD430 x rue de la Mertzau, avec la configuration échangeur à lunettes,
- L'abaissement de la vitesse sur la RD430 de 90 km/h à 70 km/h,
- L'abaissement de la vitesse sur A36 de 110 km/h à 90 km/h.

Enfin, si les hypothèses de trafic (charges maximales présentes en **ANNEXE 3**) étaient remises en cause du fait de changement dans la répartition des flux lié à une modification des dessertes de l'agglomération de Mulhouse, ce projet ne serait plus pertinent.

## Article 2.2 – Enveloppe financière prévisionnelle

La maîtrise d'ouvrage des études et des travaux de réalisation de l'échangeur sera assurée par la **CeA**, conformément aux dispositions de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique. A cet effet, il conviendra de conclure ultérieurement entre les présentes parties une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour désigner la Collectivité européenne d'Alsace, maître d'ouvrage de l'opération et pour préciser les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixer le terme.

L'enveloppe financière estimative de l'opération se monte à **15,24 M€ TTC valeur février 2025 dont 2 M€** pour les bassins d'assainissement non réalisés par l'Etat lors de l'opération « mise à 2x3 voies » de l'A36.

Au regard de ces considérations d'intérêt général, cette opération fait partie des projets structurants inscrits à la Programmation Pluriannuelle d'Investissement des Routes 2022-2028 de la Collectivité européenne d'Alsace. C'est pourquoi la Collectivité européenne d'Alsace a décidé d'avancer la partie financière incombant à l'Etat dans l'attente du règlement du contentieux intenté contre ce dernier visant à obtenir le versement des subventions dues par l'Etat à la Collectivité européenne d'Alsace, d'un montant global de 3 800 000 €.

Cette opération revêt une importance vitale pour l'accès au Parc des Expositions de Mulhouse ainsi que sa lisibilité et son développement futur mais aussi pour l'attractivité globale des quartiers du Nord de la ville de Mulhouse. Elle participe également à l'amélioration de l'image de l'entrée de la ville depuis l'A36.

Par ailleurs, elle constitue une complémentarité avec le projet de réaménagement de la rue de la Mertzau (section échangeur – rue Lefebvre) portée par la Ville de Mulhouse. Le programme doit encore être finalisé, il intégrera les entrées et sorties de parkings du Parc des Expositions, la reprise du carrefour rue de la Mertzau / rue Lefebvre, le stationnement à proximité du musée de l'Automobile et de la salle de spectacle du Noumatrouff ainsi que le développement global du quartier.

L'objectif est de réaliser de manière coordonnée le projet de l'échangeur et celui du réaménagement du quartier afin de concevoir une nouvelle entrée et sortie d'agglomération et de ville.

La présente convention a ainsi pour objet de définir le programme, les hypothèses des trafics à respecter, le coût de l'opération et les modalités de financement pour la réalisation du projet d'aménagement de l'échangeur entre l'A36 et la RD430, dit de la « Mertzau » à Mulhouse.

## **ARTICLE 2 : PROGRAMME DES TRAVAUX, ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE, CALENDRIER.**

### **Article 2.1 – Programme des travaux**

Le programme de l'opération de l'échangeur résulte des études préalables consolidées et réalisées par les services de la CeA.

Le projet de l'échangeur Mertzau consiste à (cf. synoptique de l'aménagement en **ANNEXE 1**) :

- Conserver tous les mouvements existants,
- Créer une nouvelle bretelle depuis le giratoire Est vers l'A36 en direction de l'Allemagne,
- Connecter la rue de la Mertzau (Parc des Expositions) au giratoire Ouest,
- Connecter l'aire d'accueil des gens du voyage et les jardins familiaux,
- Créer deux giratoires à l'intérieur des deux boucles de l'échangeur existant,
- Créer un ouvrage sous la RD430.

Le détail du programme de cette opération est listé en **ANNEXE 2**.

Ce programme ne devra être modifié qu'à la marge sinon une nouvelle étude préalable devra être soumise à l'Inspecteur Général Route (IGR), responsable du pôle Nord et Est du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, sans garantie de sa faisabilité. Toute modification du programme entraînera automatiquement la conclusion d'un avenant à cette convention.

De plus, il convient de noter que cette solution d'échangeur à lunettes présente une faiblesse au niveau du barreau reliant les deux giratoires avec une congestion susceptible de remonter sur la bretelle de sortie de la RD430 dans le sens Nord vers le Sud. Aussi, l'aménagement ne pourra absorber d'augmentation de trafic autre que la croissance naturelle.

A la date de signature de la présente convention, la participation des parties à la réalisation de l'opération est répartie de la manière suivante :

Financier	Montant de la participation en € HT	Taux de participation (en % du total HT)
Collectivité européenne d'Alsace	6 350 000,00 <small>(dont 3,8 M€ HT de préfinancement à récupérer auprès de l'Etat au titre du CPER Alsace 2015-2020)</small>	50,00 %
Mulhouse Alsace Agglomération (MZA)	4 540 250,00	35,75 %
Ville de Mulhouse	1 809 750,00	14,25 %
<b>TOTAL</b>	<b>12 700 000,00</b>	<b>100,00 %</b>

L'Etat a confirmé qu'il ne cofinancera ni le projet d'aménagement de l'échangeur de la Mertzau ni la réalisation des bassins d'assainissement relatifs à l'achèvement de la mise à 2x3 voies de l'A36 dans la traversée de Mulhouse.

La CeA a donc déposé, le 6 octobre 2025, une requête auprès du Tribunal administratif de Strasbourg pour condamner l'Etat à honorer ses engagements financiers figurant dans le CPER Alsace 2015-2020 en procédant au versement des subventions dues à la CeA au titre de l'aménagement de l'échangeur de la Mertzau à Mulhouse, à savoir, d'une part, 1 800 000,00 € HT au titre de l'opération d'aménagement de l'échangeur et, d'autre part, 2 000 000,00 € HT pour les bassins d'assainissement de l'A36 différés par l'Etat lors de la mise à 2x3 voies de l'A36, soit la somme globale de 3 800 000,00 € HT.

Dans l'hypothèse où après condamnation, l'Etat apporterait cette contribution financière forfaitaire au projet, **cette participation viendrait exclusivement en déduction de la part de la CeA.**

**ARTICLE 3.2 – Modalités de versement des participations financières**

La Ville de Mulhouse et MZA procéderont au versement de leurs participations conformément aux appels de fonds annuels établis par la CeA au prorata de l'avancement des études puis des travaux, jusqu'à atteindre 80% de la participation prévisionnelle mentionnée à l'article 3.2. Le solde sera appelé à la fin de l'opération.

Les appels de fonds se feront une fois par an au vu de l'échéancier prévisionnel de l'opération ci-après et seront sollicités par la CeA par l'émission de titres de recettes auprès de la Ville de Mulhouse et de MZA qui devront les honorer dans un délai de 30 jours.

Cet échéancier prévisionnel est fourni à titre indicatif pour les années mentionnées et pourra être ajusté en fonction de l'avancement réel des études, des procédures et des travaux.

Année (calendrier prévisionnel)	Condition de versement de l'appel de fonds  (Pourcentage appliqué sur le montant prévisionnel de la participation de MZA et de la Ville de Mulhouse, jusqu'à 80 %, puis ajustement du solde en fonction du coût réel)
2026	4% à la signature de la convention pour couvrir les études préalables (soit 181 610,00 € pour la MZA et 72 390,00 € pour la Ville)
2027	4% à la fin de l'AVP (soit 181 610,00 € pour la MZA et 72 390,00 € pour la Ville)

L'enveloppe financière estimative valeur février 2025 est décomposée comme suit :

Etudes (levés topographique, sondages géotechniques, études environnementales, maîtrise d'œuvre, reconnaissance archéologiques, ....)	1 000 000,00 € HT
Suivi et contrôles des travaux (coordination SPS, Direction de l'exécution des travaux, contrôle extérieur travaux, contrôle extérieur topographique.....)	400 000,00 € HT
Travaux (collectrice, giratoire Est et Ouest et leurs bretelles de raccordement à l'A36 et à la RD430, passage inférieur sous la RD430, assainissement et bassin d'assainissement de l'échangeur et de l'A36	11 300 000,00 € HT
<b>TOTAL HT</b>	<b>12 700 000,00 € HT</b>
<b>TVA</b>	<b>2 540 000,00 €</b>
<b>TOTAL TTC</b>	<b>15 240 000,00 € TTC</b>

Cette enveloppe ne comprend pas les mesures compensatoires qu'il faudra mettre en œuvre pour compenser les impacts du projet. Elles seront définies dans les phases d'études ultérieures.

L'opération sera susceptible d'être scindée en plusieurs marchés de travaux. L'allotissement sera défini à l'issue de la Phase PRO.

Le maître d'ouvrage désigné, à savoir la CeA, s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière ainsi définis, qu'il accepte.

Les autres partenaires, la MZA et la Ville de Mulhouse, participeront au financement de l'opération conformément à l'article 3 ci-après.

Dans le cas où, au cours de la mission, il serait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou d'augmenter l'enveloppe financière prévisionnelle, les parties conviennent de se rencontrer si le montant de l'opération doit être réestimé en phase études ou réévalué en phase travaux.

Toute modification du coût prévisionnel de l'opération devra être validée préalablement, si ce coût venait à être revu à la hausse. Néanmoins, le montant total de la participation de chaque co-financier sera proportionnel au coût réel des travaux.

Si le coût global réel des travaux est inférieur au montant estimé, les participations financières des co-financiers seront révisées sur ce nouveau montant, par application des taux de participation prévus à l'article 3.1.

Un avenant à la présente convention sera alors conclu conformément aux dispositions de l'article 8 ci-après.

**ARTICLE 3 – MODALITES FINANCIERES**

**ARTICLE 3.1 – Répartition entre les parties**

La CeA assurera le préfinancement de la totalité de l'opération selon l'enveloppe financière prévisionnelle. Elle procédera au mandatement des dépenses en TTC et bénéficiera du Fonds de Compensation de la TVA.

Le coût global a été évalué à 12 700 000,00 € HT (date valeur février 2025). Il sera réévalué à l'issue de la phase AVP, de la phase PRO, des appels d'offres travaux et à l'issue des travaux à l'appui des DGD pour tenir compte de l'inflation et des éventuelles évolutions de programme en cours d'études.

La clé de financement conclue est la suivante :

- 50% CeA ;
- 50% MZA et Ville de Mulhouse, soit 35,75% pour MZA et 14,25 % pour la Ville de Mulhouse.

**ARTICLE 5 – Concertation et suivi**

Le maître d’ouvrage désigné assurera à minima une fois par an un retour vers les autres partenaires et présentera notamment :

- l’avancement de l’opération et son calendrier prévisionnel ;
- les difficultés rencontrées et les solutions proposées pour les résoudre ;
- le suivi du coût à terminalison et les éventuels risques de dépassement du coût estimé ;
- les ajustements et leurs conséquences en termes de coûts liés à la réalisation des aléas.

Les différentes étapes de cette opération feront l’objet de points d’arrêt qui seront validés par des comités techniques (COTECH) puis COPIL (comité politique) avant d’entendre la phase d’études supérieures ou le dépôt d’un dossier nécessitant une procédure particulière.

En outre, l’engagement des travaux nécessitera un avis de l’Etat, conformément au décret n°2021-1197 du 16 septembre 2021, pour s’assurer notamment de l’absence d’impact défavorable en termes de sécurité routière sur l’axe autoroutier.

**ARTICLE 6 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par **les parties** et restera valable pendant toute la durée des obligations liées à son exécution.

**ARTICLE 7 – RESILIATION**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas d’interruption de l’opération.

Par ailleurs, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l’expiration d’un délai de deux mois suivant l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, dans les cas suivants :

- Non commencement des travaux de l’opération dans un délai de 6 ans ;
- Manquements par le maître d’ouvrage désigné à ses obligations ; -
- Survenance d’un cas de force majeure empêchant la réalisation des travaux ;
- Pour tout motif d’intérêt général.

Il sera alors procédé au décompte des dépenses réelles en précisant les sommes restantes à verser par les parties conformément aux pourcentages définis à l’article 3. En cas de trop perçu, la Collectivité européenne d’Alsace procédera au remboursement des sommes qui auraient été trop versées par les autres parties.

**ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention pourra être modifiée par avenant approuvé par délibérations concordantes des assemblées délibérantes des parties.

**ARTICLE 9 – LITIGES**

Les litiges susceptibles de naître à l’occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

Toutefois, les parties s’engagent, avant d’estimer en justice, à tenter de résoudre à l’amiable tout différend résultant de l’interprétation, de l’exécution et des suites de la présente convention. L’exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois.

2028	-
2029	4% à la fin du PRO (soit 181 610,00 € pour la M2A et 72 390,00 € pour la Ville)
2030	28% à la notification des marchés de travaux (soit 1 271 270,00 € pour la M2A et 506 730,00 € pour la Ville)
2031	20% l’issue de la 1ère année de travaux (soit 908 050,00 € pour la M2A et 361 950,00 € pour la Ville)
2032	20% l’issue de la 2ème année de travaux (soit 908 050,00 € pour la M2A et 361 950,00 € pour la Ville)
2033	Solde de participation, selon le coût réel de l’opération

À l’issue de l’opération, la CeA demandera à la Ville de Mulhouse et à M2A le versement du solde des participations. Ce montant sera calculé en appliquant le taux de participation prévu à l’article 3.1 sur le coût définitif HT de l’opération, dans la limite de l’enveloppe financière contractualisée, déduction faite des versements déjà effectués.

Le remboursement des dépenses par les parties (M2A et la Ville de Mulhouse) s’effectuera ainsi selon le coût réel des études et des travaux et à réception des ouvrages nouvellement créés.

Toute modification du coût prévisionnel de l’opération devra être validée préalablement et faire l’objet d’un avenant à la présente convention, si ce coût venait à être revu à la hausse. Néanmoins, le montant total de la participation de chaque partie sera proportionnel au coût réel des travaux.

Si, à l’issue des différentes phases d’études, le montant estimé de l’opération dépasse 14 M€ HT, les partenaires se rencontrent pour examiner ensemble les conditions de poursuite du projet, notamment sur le plan financier. Les partenaires se réuniront ainsi obligatoirement en COPIL au moment de l’approbation des études d’avant-projet, puis au moment de l’approbation des études de projet.

Si le coût global réel des travaux est inférieur au montant estimé, les participations financières des co-financiers seront révisées sur ce nouveau montant, par application des taux de participation prévus à l’article 3.1.

Le maître d’ouvrage désigné réalise l’opération dans le strict respect du programme de l’opération et de l’enveloppe financière prévisionnelle définis dans la présente convention.

**ARTICLE 4 – Calendrier prévisionnel**

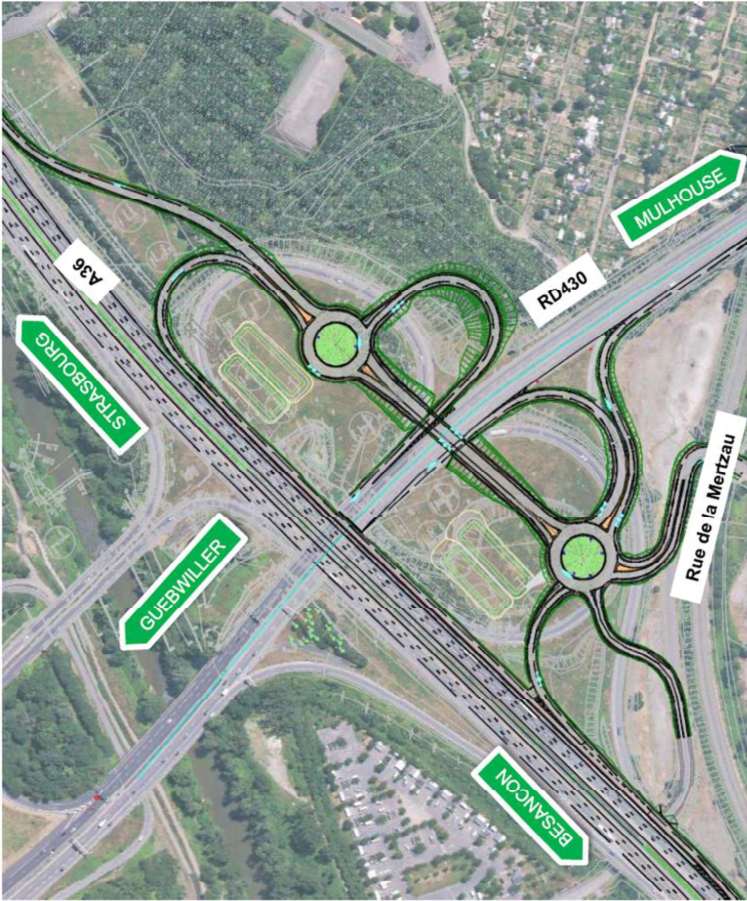
Dès signature de la présente convention, la **CeA** poursuivra les études au stade Avant-Projet et lancera en parallèle la phase de concertation publique.

Le calendrier prévisionnel se décline de la manière suivante :

- Etudes AVP et concertation : 2026 ;
- Procédures environnementales et enquête publique : 2027 -2028 ;
- Etudes PRO et préparation des DCE : 2029-2031 ;
- Lancement des travaux : 2030 ;
- Mise en service de l’échangeur : fin 2032.



ANNEXE 1 SCHEMA DE L'ECHANGEUR A LUNETTES COLLECTRICE



Fait en trois exemplaires originaux.  
A COLMAR, le

<b>Pour la Collectivité Européenne d'Alsace</b>  <b>Le Président</b> <b>Frédéric BIERRY</b>	<b>Pour Mulhouse Alsace Agglomération</b>  <b>Le Président</b> <b>Fabian JORDAN</b>
<b>Pour la Ville de Mulhouse</b>  <b>Le Maire</b> <b>Michèle LUTZ</b>	

ANNEXE 2 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'AMENAGEMENT

Profil en travers

RD 430 :

Le profil de la RD430 s'appuie sur le profil existant, où seul des voies d'insertion et / ou de sortie sont ajoutées / modifiées.

Bretelles unidirectionnelles : RD 430 et A36

La conception des bretelles est réalisée selon le VSA 90 et l'ICTAAL :

- Voie = 3,50 m
- BDD = 2,00 m
- BDG = 0,50 m

Les deux guides préconisent pour ce type de bretelle une BDD de 1,00m. Pour des raisons de fort trafics et d'exploitation, nous avons optés pour une BDD de 2,00, ainsi, si un PL est à l'arrêt sur la BDD, la circulation pourra être maintenue sur la bretelle.

Barreau

Le barreau entre les deux giratoires possède un profil de chaussée 2+1 voies, dont chacune a une largeur de 3,50m et des accotements de 2.00m.

Les accotements sont réduits à 1,50m sous l'ouvrage afin d'en limiter le coût.

Une piste de réflexion serait d'implanter une bande médiane entre les deux flux de circulation avec un profil de ce type :

- BDD = 1,50 m
- Voie = 3,50 m
- BME = 1,00 m
- Voie = 3,50 m
- Voie = 3,50 m
- BDD = 1,50 m

Cette solution permettrait de séparer les flux mais pourrait gêner l'accessibilité des secours, sur un barreau qui risque d'être engorgé en heure de pointe. Cette disposition nécessiterait d'élargir le profil l'ouvrage de la largeur de la bande médiane.

À ce stade dans le dossier a été réalisé en 2+1 voie sans bande médiane.

Anneau du giratoire

La conception du profil en travers de l'anneau est réalisée selon les recommandations de l'ACI. La largeur de l'anneau des giratoires sont de 8,50m, car il s'agit de la valeur recommandée pour un meilleur fonctionnement lorsque le giratoire possède au moins une entrée à 2 voies.

La conception du profil en travers des branches de giratoires avec entrée à 1 voie est réalisé selon les recommandations de l'ACI

Tracé en plan

La solution retenue consiste à aménager un échangeur dit « à Lunettes » constitué de deux giratoires de part et d'autre de la RD430.

Le giratoire Ouest est implanté dans la boucle Sud-Ouest de l'échangeur et est connecté à :

- L'A36 en provenance de Besançon
- La RD430 en provenance de Guebwiller
- La RD430 en direction de Mulhouse
- La rue de la Mertzau
- Le giratoire Est

Le giratoire Est est implanté dans la boucle Sud-Est de l'échangeur et est connecté à :

- L'A36 en provenance de Besançon
- L'A36 en direction de Strasbourg
- La RD430 en direction de Guebwiller
- Le giratoire Ouest

Assainissement

Descriptif du réseau d'assainissement et des bassins de rétention

Au vu de la concentration des éléments de voirie, l'assainissement envisageable de l'ensemble reposerait sur un recueil longitudinal des eaux (cunette ou le long des bordures) avant leur transfert via un réseau de canalisation vers des bassins de rétention/infiltration. Dans la configuration qui nous concerne, l'infiltration des eaux peut s'organiser autour de 2 ensembles de bassins :

- Un pour le giratoire Est et ses branches (S. active ~2,4 ha) et
- Un pour le giratoire Ouest, ses branches et le barreau de liaison (S. active ~2,3 ha).

Tout comme pour les bassins autoroutiers proches, les débits de fuite ont été fixés à 10l/s ; des investigations complémentaires devront confirmer la faisabilité de cet objectif. Sur ces bases, les rétentions à mettre en œuvres sont de 250m³ pour le bassin ouest et 330m³ pour le bassin est. Ces volumes seront amenés à être révisés en fonction des possibilités d'infiltration (perméabilité et surface).

Techniquement, les bassins propres à l'échangeur peuvent être mutualisés avec les bassins 3A et 4A projetés pour tamponner les rejets autoroutiers. Dans cette hypothèse et en conservant un débit de rejet de 10l/s pour chacun des bassins, le bassin 3A (englobant le giratoire ouest et le barreau) verra son volume utile passer de 330 à 450m³ (+120m³) tandis que le bassin 4A (avec le giratoire est) passerait de 250 à 450m³ (+200m³). Ces volumes pourraient être revus en cas de besoin en augmentant les surfaces d'infiltration.

Il est à noter que l'assainissement pour cette solution comporte des limites fortes. La première concerne la présence d'un point bas en déblais au niveau du barreau. En cas de pluie exceptionnelle ou de défaut d'entretien, le réseau pourra être insuffisant pour évacuer les eaux qui inonderont la chaussée. La seconde limite de conception concerne les fils d'eau des conduites et le niveau de nappe qui sont proches : la conservation d'une épaisseur de sol de 50cm entre le fond de bassin et le toit de la nappe peut entraîner une mise en charge des réseaux en cas de remplissage des bassins.

En outre, il est à signaler, compte tenu du le profil en long de la branche entre le giratoire Est et l'A36, il sera proposé la mise en place d'un fossé longitudinal avec la création d'une section subhorizontale au niveau du point bas.

La branche à partir du giratoire Ouest vers la RD430 sera drainé par un caniveau qui se rejette sur le réseau existant de la RD430.

La branche d'accès à l'aire des gens du voyage sera drainée par un caniveau revêtu qui se rejette dans une grille existante.

La branche Mertzau sera drainé par un caniveau qui se raccorde sur un regard du réseau des eaux pluviales existant.

À noter que le nivellement de la bretelle d'entrée sur l'A36 depuis le giratoire Est ne permet pas d'amener la totalité des eaux vers le bassin projeté et nécessitera une mise en cohérence avec l'assainissement de la section courante d'A36 en aval du projet.

En absence d'exutoire naturel, les deux bassins de rétention 3A et 4A aurons chacun un bassin d'infiltration comme exutoire.

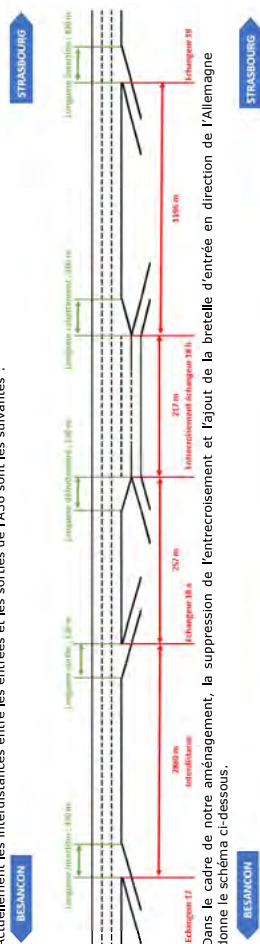
Le bassin d'infiltration côté Ouest aura un volume de 395 m³ et le bassin d'infiltration côté Est aura un volume de 340 m³.

Rétablisement des communications

L'échangeur de la Mertzau se situe à l'intersection de l'A36 et de la RD430 à Mulhouse, dans un contexte urbain avec des échangeurs en amont et en aval. Les aménagements à proximité de l'échangeur ont été recensés afin d'identifier de potentiel conflits.

## A36

Actuellement les interdistances entre les entrées et les sorties de l'A36 sont les suivantes :

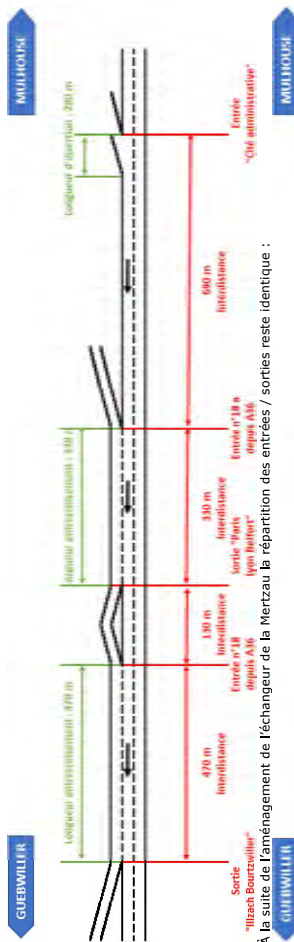


Dans le cadre de notre aménagement, la suppression de l'entrecroisement et l'ajout de la bretelle d'entrée en direction de l'Allemagne donne le schéma ci-dessous.

On constate que l'interdiction entre entrée (Ech. 17) et sortie (Ech. 18a) est modifiée par rapport à l'existant impliquant une modification de la séquence de signalisation.

## RD430 – Sens Mulhouse → Guebwiller

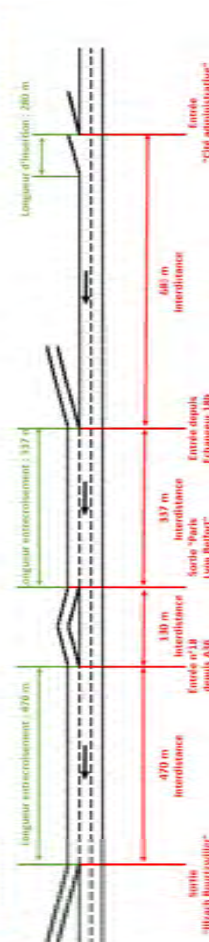
L'organisation des échanges à proximité de l'échangeur de la Mertzau et dans le sens Mulhouse → Guebwiller est actuellement le suivant :



- Ilzsch Bourzwiller\* depuis Als  
- Lyon Herlihy\* depuis Als

## RD430 – Sens Guebwiller → Mulhouse

L'organisation des échanges à proximité de l'échangeur de la Mertzau et dans le sens Guebwiller → Mulhouse est actuellement le suivant :





## ANNEXE 3 Fonctionnement- Traffics

L'analyse du fonctionnement de l'échangeur a été réalisée à partir des données de trafics fournies M2A et la Ville de Mulhouse.

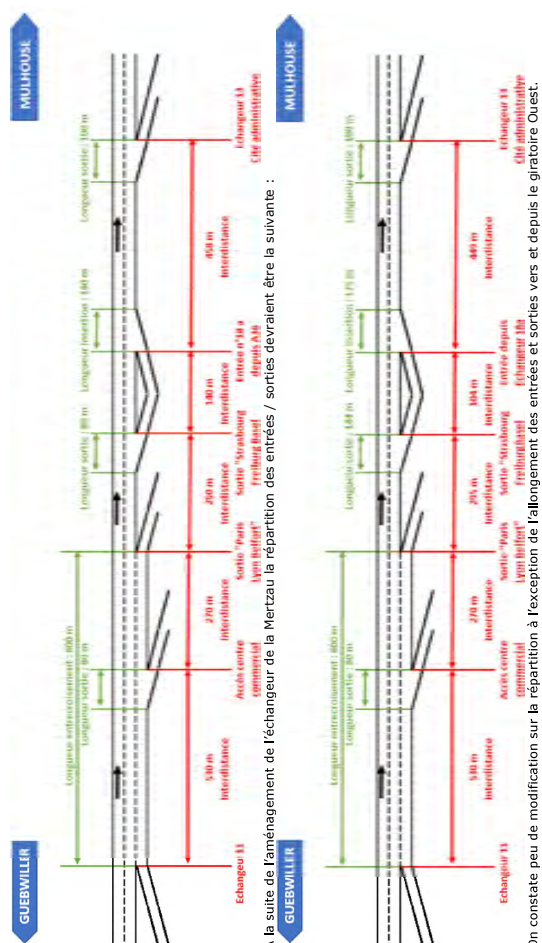
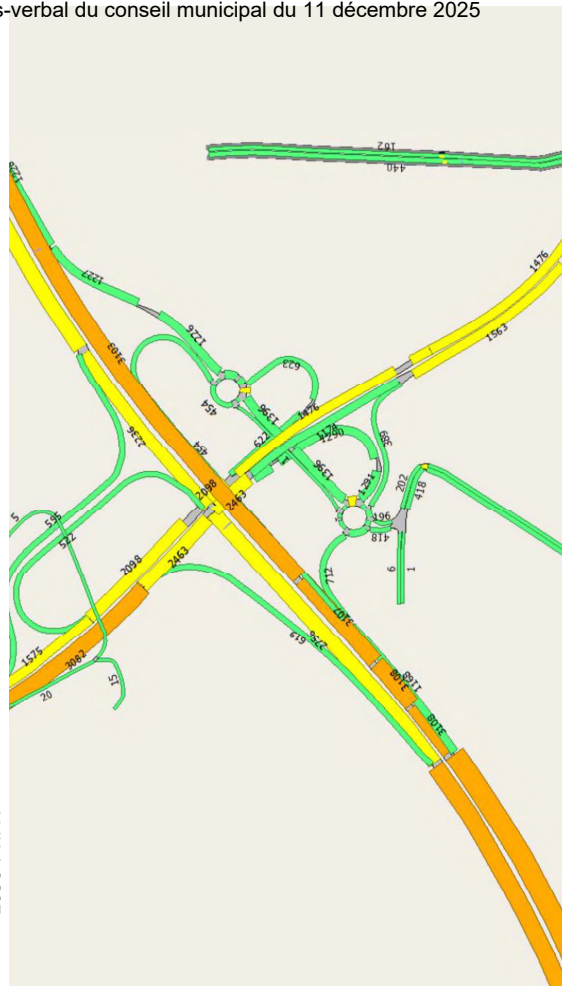
La solution d'échangeur à lunettes présente une faiblesse au niveau du barreau reliant les deux giratoires avec une congestion susceptible de remonter sur la bretelle de sortie de la RD430 dans le sens nord -> sud. Il s'ensuit que **l'aménagement ne pourra pas absorber d'augmentation de trafic autre que la croissance naturelle.**

Si les hypothèses de trafic étaient remises en cause du fait d'un changement significatif de la répartition des flux, lié à une modification des dessertes de l'agglomération de Mulhouse, il est probable que le choix de la solution pourrait ne plus être pertinent.

Les cartes de charges maximales admissibles par l'aménagement sont issues de l'étude de trafics réalisées sur la base des données précitées.

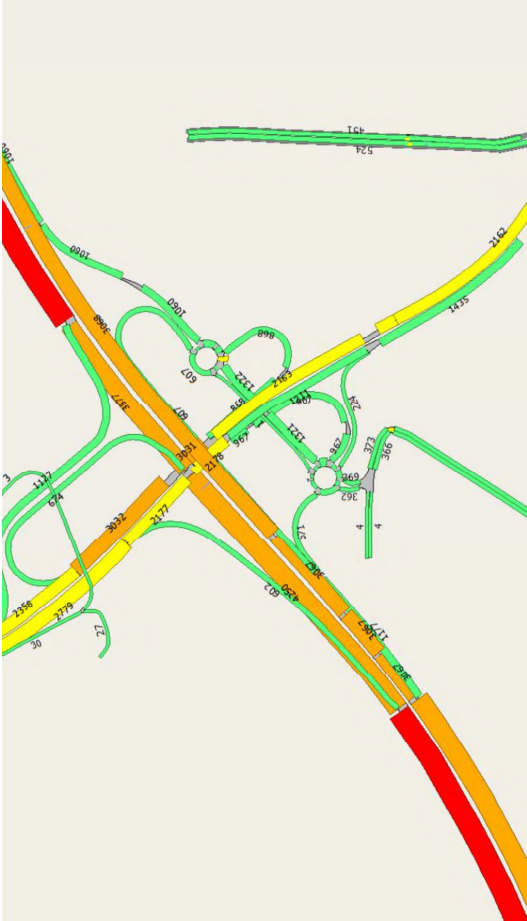
Elles sont rappelées dans les cartes ci-après :

- 2030 : HPM



On constate peu de modification sur la répartition à l'exception de l'allongement des entrées et sorties vers et depuis le giratoire Ouest.

• 2050 : HPS



Par ailleurs, sur la base des données issues de l'étude de trafic et des données trafics transmises par la Ville de Mulhouse et M2A les calculs Girabase des réserves de capacité des 2 giratoires présentent les résultats suivant :

Giratoire Est

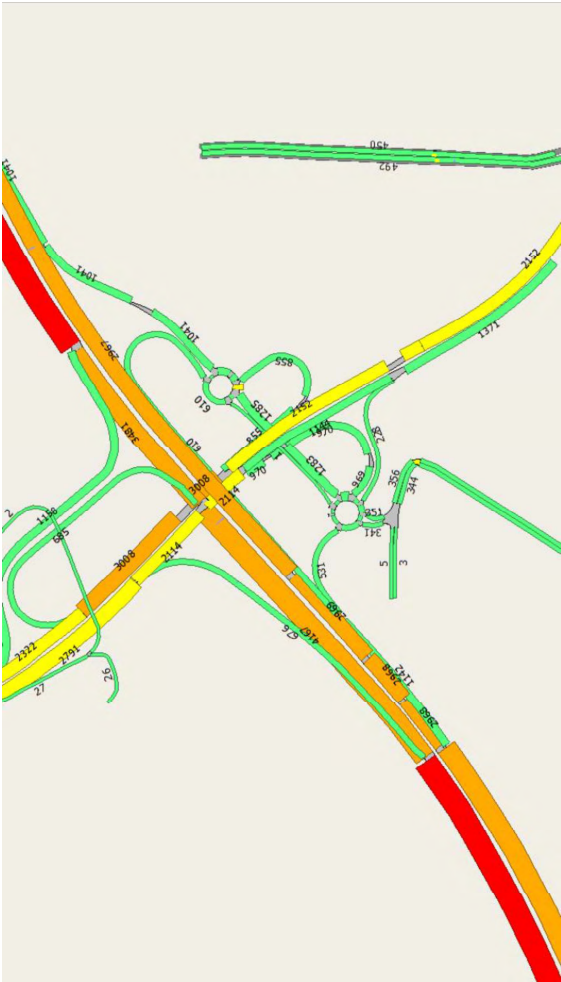
Les résultats de réserve de capacité en HPM 2030 sont les suivants :

	Réserve de Capacité en uvp/h	en %	Longueur de Stockage moyenne	maximale	Temps d'Attente moyen	total
Bretelle RD430	1403	72%	0vh	2vh	0s	0.0h
Bretelle A36	316	17%	1vh	6vh	3s	1.4h
Barreau						

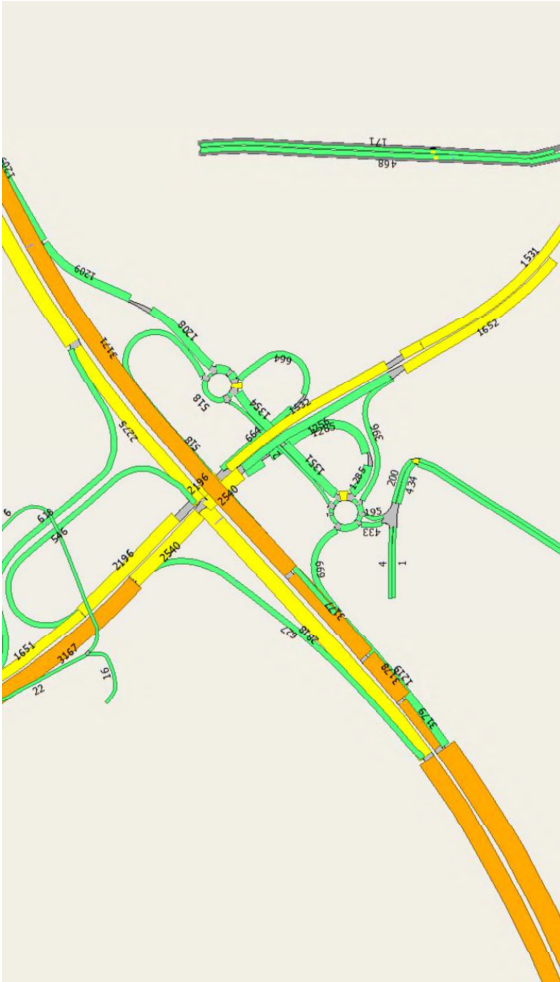
Les résultats de réserve de capacité en HPS 2030 sont les suivants :

	Réserve de Capacité en uvp/h	en %	Longueur de Stockage moyenne	maximale	Temps d'Attente moyen	total
Bretelle RD430	1276	66%	0vh	2vh	0s	0.1h
Bretelle A36	267	16%	2vh	7vh	5s	1.8h
Barreau						

• 2030 : HPS



• 2050 : HPM



Les résultats de réserve de capacité en HPM 2050 sont les suivants :

	Réserve de Capacité en uvp/h	Longueur de Stockage moyenne	Longueur de Stockage maximale	Temps d'Attente moyen	Temps d'Attente total
Bretelle RD430	1371	0vh	2vh	0s	0.0h
Bretelle A36	281	2vh	7vh	4s	1.7h
Barreau					

Les résultats de réserve de capacité en HPS 2050 sont les suivants :

	Réserve de Capacité en uvp/h	Longueur de Stockage moyenne	Longueur de Stockage maximale	Temps d'Attente moyen	Temps d'Attente total
Bretelle RD430	1274	0vh	2vh	0s	0.1h
Bretelle A36	159	5vh	16vh	11s	4.7h
Barreau					

Les réserves de capacités sont au minimum de 10 % sur la branche du barreau à l'horizon 2050.

Giratoire Ouest

Les résultats de réserve de capacité en HPM 2030 sont les suivants :

	Réserve de Capacité en uvp/h	Longueur de Stockage moyenne	Longueur de Stockage maximale	Temps d'Attente moyen	Temps d'Attente total
Bretelle RD430	595	1vh	4vh	1s	0.5h
Barreau	1501	0vh	2vh	0s	0.0h
Bretelle A36	712	0vh	3vh	1s	0.4h
Aire des gens du voyages	727	0vh	2vh	3s	0.0h
Rue de la Mertzau	795	0vh	2vh	2s	0.1h

Les résultats de réserve de capacité en HPS 2050 sont les suivants :

	Réserve de Capacité en uvp/h	Longueur de Stockage moyenne	Longueur de Stockage maximale	Temps d'Attente moyen	Temps d'Attente total
Bretelle RD430	760	0vh	3vh	1s	0.3h
Barreau	1638	0vh	2vh	0s	0.0h
Bretelle A36	1076	0vh	2vh	1s	0.1h
Aire des gens du voyages	969	0vh	2vh	2s	0.0h
Rue de la Mertzau	932	0vh	2vh	1s	0.1h

Les résultats de réserve de capacité en HPS 2030 sont les suivants :

	Réserve de Capacité en uvp/h	Longueur de Stockage moyenne	Longueur de Stockage maximale	Temps d'Attente moyen	Temps d'Attente total
Bretelle RD430	649	0vh	3vh	1s	0.4h
Barreau	1502	0vh	2vh	0s	0.0h
Bretelle A36	752	0vh	3vh	1s	0.3h
Aire des gens du voyages	751	0vh	2vh	3s	0.0h
Rue de la Mertzau	820	0vh	2vh	2s	0.1h

Les résultats de réserve de capacité en HPS 2050 sont les suivants :

	Réserve de Capacité en uvp/h	Longueur de Stockage moyenne	Longueur de Stockage maximale	Temps d'Attente moyen	Temps d'Attente total
Bretelle RD430	608	1vh	4vh	2s	0.5h
Barreau	1643	0vh	2vh	0s	0.0h
Bretelle A36	1063	0vh	2vh	1s	0.1h
Aire des gens du voyages	957	0vh	2vh	2s	0.0h
Rue de de la Mertzau	857	0vh	3vh	1s	0.2h

Le giratoire a des réserves de capacités raisonnables pour un horizon à 2050, son fonctionnement est correct.

Vérification des divergents (sorties)

La vérification du bon fonctionnement des accès est réalisée selon le guide VSA - Fonctionnement des accès.

Le principe est de vérifier :

- Le fonctionnement en amont du divergent : vérification que la capacité de la chaussée en amont du divergent est supérieure à la demande de débit en amont du divergent ;
- Le fonctionnement du divergent : vérifier si les capacités des éléments du divergent sont supérieures aux demandes de débits au droit de ces éléments ;
- Analyse du fonctionnement congestionné du divergent : uniquement quand les inégalités du point 2 ne sont pas vérifiées.

A36 – Collectrice

En HPM et en HPS en 2030 et en 20250, aucune congestion ne se forme en amont pour ce divergent. Le divergent reste fluide, les demandes de débit s'écoulent sans contrainte et le fonctionnement est non congestionné.

Ce divergent ne présente pas de congestion.

Collectrice – giratoire Ouest

En HPM et en HPS en 2030 et en 20250, aucune congestion ne se forme en amont pour ce divergent. Le divergent reste fluide, les demandes de débit s'écoulent sans contrainte et le fonctionnement est non congestionné.

Ce divergent ne présente pas de congestion.

RD430 – Giratoire Ouest

En HPM et en HPS en 2030 et en 20250, aucune congestion ne se forme en amont pour ce divergent. Le divergent reste fluide, les demandes de débit s'écoulent sans contrainte et le fonctionnement est non congestionné.

Ce divergent ne présente pas de congestion.



### Vérification des convergents (entrées)

La vérification du bon fonctionnement des accès est réalisée selon le guide VSA – Fonctionnement des accès.

Le principe est de vérifier :

- Le fonctionnement en amont du convergent : vérification que la capacité des voies en amont du convergent est supérieure à la demande de débit des voies en amont du convergent ;
- Le fonctionnement du convergent : vérifier si la somme des demandes est inférieure à la capacité de la branche immédiatement en aval du convergent ;
- Analyse du fonctionnement congestionné du divergent : uniquement quand les inégalités du point 2 ne sont pas vérifiées.

### Giratoire Ouest – RD430

En HPM et en HPS en 2030 et en 2050, aucune congestion ne se forme en amont pour ce convergent. Le convergent reste fluide, les demandes de débit s'écoulent sans contrainte et le fonctionnement est non congestionné.

Ce convergent ne présente pas de congestion.

### Giratoire Est – A36

En HPM et en HPS en 2030 et en 2050, aucune congestion ne se forme en amont pour ce convergent. Le convergent reste fluide, les demandes de débit s'écoulent sans contrainte et le fonctionnement est non congestionné.

Ce convergent ne présente pas de congestion.

### Vérification de l'entrecroisement RD430 - Giratoire Ouest

La vérification du bon fonctionnement des accès est réalisée selon le guide VSA – Fonctionnement des accès.

Le principe est de vérifier :

- Le fonctionnement en amont de l'entrecroisement : vérification que la capacité des voies en amont de l'entrecroisement est supérieure à la demande de débit des voies en amont de l'entrecroisement ;
- Le fonctionnement de l'entrecroisement : vérifier si aucune pointe de charge ne dépasse la capacité au droit des pointes de charges ;
- Analyse du fonctionnement congestionné de l'entrecroisement : uniquement si au moins une des capacités est inférieure à la pointe de charge correspondante

En HPM et en HPS en 2030 et en 2050, aucune congestion ne se forme en amont de l'entrecroisement. L'entrecroisement reste fluide, les demandes de débit s'écoulent sans contrainte. Les débits effectifs sont égaux aux demandes.

**Mme le Maire** : nous passons à présent à l'aménagement de l'échangeur de la Mertzau. Nous avons déjà parlé un petit peu tout à l'heure. C'est un projet maintes fois évoqué dans cette assemblée, tout comme à l'Agglomération et à la CEA, bien sûr, ce fameux échangeur de la Mertzau et je laisse immédiatement la parole à Claudine BONI DA SILVA pour nous en dire davantage.

**Mme BONI DA SILVA** : Mme le Maire, vous l'avez dit, cette délibération a déjà fait couler pas mal d'encre ces derniers temps y compris dans la presse. On parlait déjà de cet échangeur de la Mertzau alors que certains de cette assemblée n'étaient même pas nés. Ce dossier a été digne d'un feuilleton à rebondissements et plein de suspense. Aujourd'hui nous en avons l'épilogue acté par cette délibération. Une nouvelle page s'ouvre et fixe le tempo. Il faudra attendre encore six années avant la mise en service, mais cela semble dérisoire aujourd'hui au vu du chemin parcouru depuis tant d'années.

Voter aujourd'hui cette délibération, c'est acter ensemble la réalisation effective de cet ouvrage et qu'aucun retour en arrière ne sera possible. Elle offrira de belles perspectives en termes d'attractivité pour le Parc Expo entre autres.

Pour rappel, cette délibération acte la maîtrise d'ouvrage à la CeA, avec un coût prévisionnel de 12,7 millions d'euros, assurés à hauteur de 50 % par la CeA 37,75 % pour l'Agglomération et 14,25 % pour la Ville, soit 1,81 million d'euros.

**Mme le Maire** : merci, Mme BONI DA SILVA pour cette présentation. M. MINERY.

**M. MINERY** : merci. Il est certain qu'une problématique de circulation existe autour du Parc Expo nous ne dirons pas le contraire, notamment rue Lefebvre et en amont Avenue du Repos, notamment lors des événements et autres manifestations.

Pour autant, la réalisation de l'échangeur Mertzau est-elle la bonne solution pour atténuer le trafic sur ces axes ? Si le projet consiste uniquement à réaliser des infrastructures routières pour connecter A36 et RD430 avec la rue Mertzau, j'ai bien peur que le résultat soit bien décevant avec de nouveaux flux attirés vers la rue Lefebvre précisément là où le trafic initial serait en partie déplacé sur le nouvel aménagement, car la nature a horreur du vide et en matière de flux automobile, l'appel d'air est une réalité bien concrète.

Hélas, la délibération reste cantonnée à la réalisation de l'échangeur et mentionne timidement le réaménagement de la rue Mertzau sans en dire plus. Pire, elle fait figurer l'élargissement de RD430 à 2x3 voies entre le château d'eau de Kingersheim et le Kaligone, soit toujours une fausse solution axée sur le mode routier.

De même, les évolutions du trafic automobile sont anticipées à la hausse sans tenir compte de l'évolution de la part modale de la voiture qui doit passer sur

notre territoire de 63 % à 40 % d'ici 2030, tel que défini dans les objectifs mobilité de M2A. Or, le compte n'y est clairement pas.

Comment, en 2025, peut-on encore proposer un projet en présentant ces incidences localisées et sans vision globale ?

Où est mentionné le tramway et son extension vers le nord, voire même, la desserte au plus près du Parc Expo qui a d'ailleurs été évoqué en Conseil d'Agglomération ce lundi.

Quid du stationnement autour de ce même parc expo au-delà du musée de l'auto, je dis bien juste à proximité du Parc expo ?

Où figure le plan d'apaisement de la circulation dans le secteur nouveau bassin et Lefebvre simultanément à la réalisation de cet échangeur ?

Créer de nouvelles dessertes, pourquoi pas, mais pas à n'importe quel prix. Ce projet de convention a été rédigé avec des lunettes du vingtième siècle. Rien qu'en raison des limites pointées, nous ne devrions même pas mettre un seul kopeck dans ce projet. Or, on nous en demande 1,8 million alors qu'initialement nous ne devions rien mettre quand l'on songe au contrat État-Région élaboré à l'époque. Cela fait cher payer le projet boiteux.

Enfin, pourquoi nous soumettre maintenant un projet aussi lacunaire, sans approche intégrée ? Pourquoi tant d'empressement ? Nous rectifierons donc le tir dès mars prochain.

En résumé, une vraie problématique, un vrai besoin, mais une réponse incomplète et trop chère, d'où notre abstention. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : je n'ai pas de demande d'intervention. Mme BONI DA SILVA.

**Mme BONI DA SILVA** : M. MINERY, vous parlez aujourd'hui de chiffres, qui vous sont donnés à titre indicatif, vous savez qu'il y a des études pro y compris environnementales qui vont être menées en 2026, qui vont nous permettre, en lien avec la CeA et l'Agglomération, puisque vous nous faites souvent quand même le reproche de ne pas travailler de concert ni avec l'Agglomération ni avec la CeA, mais là, c'est quand même un bel aboutissement de travail collaboratif entre les trois collectivités qui vont nous permettre de repenser justement l'ensemble du site de la Mertzau, tout en y apportant des infrastructures qui vont nous permettre de développer l'attractivité du Parc Expo. Aujourd'hui le Parc Expo souffre d'un manque d'infrastructures telles qu'un parking, telles que des solutions hôtelières.

C'est vrai que nous n'allons pas à vélo sur l'A36, mais quand nous sommes en voiture sur la A36, il y a quand même un sacré cisaillement quand vous sortez de Mulhouse et que vous voulez aller à Kingersheim, qui aujourd'hui ne respecte pas les normes. L'objectif est aussi d'améliorer un confort circulatorio et d'apaiser justement la circulation sur Lefebvre et sur Repos. 1,8 million au

regard de l'ouvrage, franchement, ce n'est pas beaucoup. Vous n'avez eu de cesse de nous dire que la circulation automobile était compliquée à Mulhouse. Aujourd'hui vous nous refusez un outil qui va nous permettre de fluidifier justement et de permettre d'apporter un confort.

Quid du tram ? Aujourd'hui rien n'est obéré, puisque vous le savez, l'Agglomération a également diligenté une enquête de manière concomitante avec l'ensemble du réaménagement tant du pôle 430 que du réaménagement de l'échangeur, aujourd'hui il est trop tôt pour secouer le chiffon rouge. Je me dis, laissons le temps aux études pro et aux procédures environnementales ou à l'enquête publique d'avoir lieu et à l'ensemble des collectivités de travailler de concert pour se projeter vers l'avenir sur ce site.

**Mme le Maire** : merci, Mme BONI DA SILVA. Je vais laisser la parole à M. COUCHOT.

**M. COUCHOT** : merci, Mme le Maire. 33 ans que l'on attendait cela, puisque nous sommes dans les références christiques. Ce que l'on acte aujourd'hui M. MINERY, ce n'est pas le plan global, comme vient de vous l'expliquer Mme BONI DA SILVA, c'est le fait qu'enfin, cela soit devenu possible. Et pourquoi c'est devenu possible ? Parce que la Ville, l'Agglomération et la CeA se sont mises d'accord, ont travaillé ensemble.

Vous ne cessez, mesdames et messieurs de l'opposition, de nous servir la rengaine du conflit entre la Ville et M2A, il faudrait arrêter de regarder la situation de 2026 avec les lunettes de 2020. Aujourd'hui ces problèmes sont derrière nous. Nous avons fait l'un et l'autre des choix pas faciles, les choix qui consistent à fonctionner chacun à notre manière, mais aujourd'hui, ces conflits supposés ou prétendus sont derrière nous et c'est parce que nous avons réussi à travailler ensemble de façon constructive, à trouver des accords qui dépassionnent le débat qu'enfin, 33 ans après, cet aménagement devient possible.

Vous en contestez l'utilité, c'est parfaitement votre droit...

*(Intervention hors micro)*

**M. COUCHOT** : ou la pertinence, je change « utilité » en pertinence, mais en tout cas, nous estimons que c'est un outil important pour le développement, notamment du Parc Expo, cela a été dit en Conseil d'Agglomération, je ne vais pas y revenir et que c'est une avancée majeure qui est permise parce que contrairement à ce que vous dites ça et là, l'influence de la Ville au sein de l'Agglomération ou au sein de la CEA n'est pas négligeable.

Puisque nous sommes sur ce sujet, M. MINERY, vous avez cru bon d'écrire au Président de la Collectivité Européenne pour vérifier la véracité des propos que j'avais tenus sur le huitième collège. Le courrier de réponse exprime dans la première ligne que le projet de huitième collège n'est pas abandonné doit vous

permettre d'être rassuré. Ce courrier est à la signature, il va vous permettre de d'être rassuré.

**Mme le Maire** : M. MINERY, deux minutes.

**M. MINERY** : en effet le Recteur nous a répondu sur ce point en nous renvoyant en effet vers la CEA, mais j'attends toujours la réponse avec impatience, bien sûr. (*Propos hors micro*) . J'y ai travaillé, c'était une belle entreprise publique. Juste quelques mots, excusez-moi M. METZGER, si je vous dérange vous pouvez toujours partir.

**Mme le Maire** : je vous en prie, M. MINERY, un peu de bienveillance entre collègues.

**M. MINERY** : si je ne peux ne peux juste rajouter quelques mots par rapport à ce qui était dit un peu, je pense, maladroitement. Nous n'avons pas dit que nous étions absolument contre le projet, nous avons dit simplement que nous préférons que ce projet soit conditionné à la réalisation simultanée ou en tout cas, à l'avancement justement de projets de transport en commun.

Donc, nous avons évoqué le tramway, mais nous aurions pu attendre aussi que vous vous battiez à nos côtés pour la réactivation de la ligne Bollwiller-Guebwiller qui est aussi une réponse alternative à la route sur la RD430 par exemple, ce qui limite l'entrée de flux automobile dans l'Agglomération et à fortiori, dans Mulhouse.

Avançons de concert sur ces sujets-là. Encore une fois, je répète cet objectif ambitieux que l'on s'est fixé collectivement, que l'Agglomération s'est fixé : 40 % de parts modales de la voiture. Ou alors, on en rit et on met à la poubelle cet objectif et à ce moment-là dont acte, mais pour nous cela doit rester un objectif atteignable, nous devons nous battre dans cette direction.

Donc, s'il vous plaît, ne transformez pas notre propos. Notre abstention montre justement que nous ne voulons pas nous positionner a fortiori contre, mais que nous voulons assortir ce projet d'une ambition bien plus large pour l'apaisement du secteur et pour la montée en puissance de tous les modes alternatifs de transport en simultané. Merci.

**Mme le Maire** : donc je vais mettre cette délibération au vote.

Qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est pour cette délibération ? Je vous remercie.



Pour : 40 + 4 procurations  
Groupe majoritaire : 29 + 3 procurations  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1  
Groupe Unis au Centre : 3  
Non-inscrits dans un groupe : 5

Abstentions : 8  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Non-inscrit dans un groupe : M. Fleck

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**11° APPEL A MANIFESTATION D'INTERET « INSERTION PAR LE SPORT – BOX BRIAND 2026–2028 » : CHOIX DU CANDIDAT (Cohésion sociale et vie des quartiers/7.5.6/1745)**

Dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé par la Ville et publié sur le site internet de la Ville de Mulhouse pour l'occupation et l'animation du rez-de-chaussée de la Box Briand (2026–2028), deux associations ont présenté leur candidature : Phoenix Boxing Factory et Synergie Family.

Après analyse des dossiers, fondée sur les critères d'évaluation présents dans le règlement de l'AMI, il est proposé au Conseil Municipal de retenir le projet de l'association Synergie Family « R!NG : Révéler, Innover, Nouer, Grandir ».

Ce projet vise à transformer la salle de boxe en un tiers-lieu social, sportif et éducatif, ouvert à tous et favorisant la mixité des publics.

**Présentation du projet « R!NG : Révéler, Innover, Nouer, Grandir » :**

Synergie Family est une association, créée en 2008 à Marseille, qui dispose d'une solide expérience dans l'animation sportive à vocation sociale. Engagée depuis 2022 à Mulhouse, dans le quartier Briand depuis 2023, elle occupe déjà le premier étage de la Box Briand où des habitants des quartiers prioritaires sont accompagnés à travers différents programmes d'innovation sociale et éducative : « Réalise tes rêves », « Dynamob » et « les explorations ».

A travers une feuille de route évolutive sur trois ans, le projet « R!NG : Révéler, Innover, Nouer, Grandir » a pour objectif de transformer la salle de boxe existante en un espace expérimental, innovant, hybride et inclusif, au service des habitants et des dynamiques territoriales et de faire du sport un levier de transformation individuelle et collective, en activant les valeurs du partage, de la solidarité et de l'effort. Ce projet s'inscrit dans la continuité des actions menées par Synergie Family depuis 2022, et notamment dans le cadre du programme de transformation quartier Briand soutenu financièrement par l'ANRU+.

Le projet R!NG est pensé comme un espace modulaire à haute valeur ajoutée sociale, conçu autour de trois fonctions clés : une salle de sport éducatif et inclusif, un lieu de remobilisation et d'insertion et un espace d'animation et de cohésion sociale.

Pour la réalisation de ce projet et conformément au règlement régissant l'AMI, il convient de mettre à disposition de Synergie Family les locaux situés au rez-de-chaussée de l'immeuble 59-61 avenue Aristide Briand (773 m<sup>2</sup>) et ce, dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public d'une durée de 3 ans, consentie en contrepartie d'une redevance, et d'un forfait de charges locatives annuelles.

La Ville soutiendra ce projet à hauteur de 56 700 €, au titre de l'année 2026, répartis comme suit :

- 36 700 € au titre de la Politique de la Ville,
- 20 000 € au titre du Sport.

Les crédits nécessaires sont proposés au BP 2026 sur les lignes de crédits suivantes :

- direction cohésion sociale et vie des quartiers : 36 700 €  
Chapitre 65 / article 65748 / fonction 518  
Ligne de crédits 3652 « Subventions de fonctionnement au privé »
- direction Sports et Jeunesse : 20 000 €  
Chapitre 65 / compte 65748 / fonction 30  
Ligne de crédits 3682 « Subvention de fonctionnement aux associations sportives »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le choix du projet « R !NG » de l'association Synergie Family déposé dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Insertion par le Sport - Box Briand (2026–2028),
- décide d'attribuer une subvention de 56 700 € à l'association Synergie Family au titre de l'année 2026,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer la convention attributive de subvention ainsi que toutes les autres pièces nécessaires,
- prend acte du projet de convention d'occupation temporaire à signer avec Synergie Family.

2 PJ :

- projet de convention attributive de subvention,
- projet de convention d'occupation temporaire du domaine public, incluant plan COT-603E-RDC 1\_50



Direction Cohésion Sociale et Vie des quartiers  
Service Politique de la Ville

Direction Sports et Jeunesse

## PROJET

### Politique de la Ville 2026

#### CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION

Entre d'une part :

La Ville de Mulhouse, représentée par Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, dûment habilitée à intervenir conformément à la délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025, désignée ci-après sous le terme « la Ville »,

et d'autre part :

L'association Synergie Family, domiciliée à 68200 Mulhouse, 59 avenue Aristide Briand, représentée par son Président, Monsieur Guillaume VIGOUROUX, désignée ci-après sous le terme « l'Association ».

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

#### Préambule

Dans le cadre de l'AMI lancé par la Ville pour l'occupation et l'animation du rez-de-chaussée de la Box Briand (2026-2028), la Ville a statué en faveur de l'association Synergie Family qui propose le projet « RING : Révéler, Innover, Nouer, Grandir ». Ce projet vise à transformer la salle de boxe du RDC de la Box Briand située 59 avenue Aristide Briand 68200 Mulhouse, propriété de la Ville de Mulhouse, en un tiers-lieu social, sportif et éducatif, ouvert à tous et favorisant la mixité des publics.

Conformément à l'AMI et compte tenu de l'intérêt local que présente ce projet, la Ville de Mulhouse a décidé de lui apporter un soutien financier selon les modalités définies dans la présente convention.

#### Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations des parties signataires.

Par conséquent, au titre de la présente convention, l'Association s'engage à mener l'action suivante :

**RING (Relever, Innover, Nouer et Grandir) :** A travers une feuille de route évolutive sur trois ans, le projet « RING : Révéler, Innover, Nouer, Grandir » a pour objectif de transformer la salle de boxe existante en un espace expérimental, innovant, hybride et inclusif, au service des habitants et des dynamiques territoriales et de faire du sport un levier de transformation individuelle et collective, en activant les valeurs du sport. Ce projet s'inscrit dans la continuité des actions menées par Synergie Family depuis 2022, et notamment dans le cadre du programme ANRU+ de la Box Briand.

Le projet RING est pensé comme un espace modulaire à haute valeur ajoutée sociale, conçu autour de trois fonctions clés : une salle de sport éducatif et inclusif, un lieu de remobilisation et d'insertion et un espace d'animation et de cohésion sociale.

La Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir le démarrage de cette action avec pour objectif de fédérer d'autres partenaires financiers autour du projet.

L'Association s'engage à mettre en œuvre le plan d'action déposé à la Ville dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt concernant le RDC de la Box Briand.

#### Article 2 – Montant de la subvention

La Ville alloue, au titre de l'année 2026, à l'Association, une subvention de fonctionnement d'un montant global de 56.700 € répartie entre :

- le service politique de la ville, au titre de la programmation de la politique de la Ville du Contrat de Ville pour un montant total de 36.700 €.
- le service des sports, au titre du soutien à la pratique sportive pour un montant de 20.000 € pour la réalisation de l'action décrite à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

#### Article 3 – Versement de la subvention

La subvention sera versée, selon les délais et procédures comptables en vigueur pour les communes, au compte de l'Association Synergie Family sur demande écrite de celle-ci et après signature de la convention ainsi que vote du budget primitif de la Ville, à :

#### Article 4 – Reddition des comptes, contrôle des documents financiers

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, devra :

- Formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 22 décembre de l'année de l'exercice considéré, accompagné d'un budget prévisionnel détaillé.
- Communiquer à la Ville, Service Politique de la Ville, au courant du 1<sup>er</sup> semestre de l'année suivant la date de clôture de l'exercice comptable 2026, le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, son bilan et son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le Président ou le Trésorier et sa liasse fiscale ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée. L'Association devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du conseil d'administration et du bureau.

- La Ville rappelle à l'Association que, bénéficiant du concours de fonds publics, elle est soumise à son contrôle et s'engage à justifier à tout moment sur demande de la Ville l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet. D'une manière générale, l'Association s'engage à coopérer aux travaux de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale des Finances et à répondre à toute demande d'information.
- Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, l'Association s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.
- S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.
- Article 5 – Modification de la convention**
- Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par décision du Conseil Municipal.
- Article 6 – Durée de la convention – Résiliation**
- La présente convention est consentie et acceptée pour la durée de l'année civile 2026 et jusqu'à sa complète exécution, sauf dénonciation par la Ville ou l'Association, un mois avant l'expiration de la période contractuelle, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville ou l'Association, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.
- Article 7 – Cas de non-exécution**
- 7.1 En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité du concours apporté.
- 7.2 Il en ira de même en cas de non-exécution des stipulations de l'article 4.
- 7.3 En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet de la présente convention, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée, sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet (article 1) ou du report des délais d'exécution des actions. Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre des actions (article 1).
- 7.4 Le reversement total ou partiel de l'aide ou l'interruption du versement sont décidés par la Ville à la demande motivée de l'Association, lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre les actions et sollicite la résiliation de la convention.
- 7.5 Les reversements seront effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de perception de la Ville.

Article 8 – Responsabilité et assurance

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile pour la réalisation des actions décrites à l'article 1 de la présente convention.

Article 9 – Compétence juridictionnelle

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville  
Le Maire

Pour Synergie Family  
Le Président

Michèle LUTZ  
(cachet + signature)

Guillaume VIGOUROUX  
(cachet + signature)

PROJET

Convention d'occupation temporaire du  
domaine public

Entre les soussignées :

la Ville de Mulhouse, représentée par Madame Maryvonne BUCHERT, Adjointe déléguée au Maire de la Ville de Mulhouse, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2025

ci-après dénommée "la Ville", d'une part,

Et

L'association « SYNERGIE FAMILY », association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, déclarée à la préfecture des Bouches du Rhône (J.O n° 331 du 31/01/2009) ayant son siège social à MARSEILLE (13014) 4-6 rue Berthelot, RCS Marseille 509 340 790, numéro SIREN 509 340 190 00062  
Représentée par son Président M. Guillaume VIGOUROUX

ci-après dénommée « l'Occupant », d'autre part.

Il a été établi et exposé ce qui suit

Il a été établi ainsi qu'il suit les conditions de la présente convention de mise à disposition :

PREAMBULE

La Ville de Mulhouse est propriétaire de l'immeuble dénommé « Box Briand » situé 59-61 avenue Aristide Briand à MULHOUSE.

Dans le cadre de l'AMI lancé par la Ville pour l'occupation et l'animation du rez-de-chaussée de la Box Briand (2026-2028), la Ville a retenu la candidature de l'association Synergie Family qui propose le projet « RING: Révéler, Innover, Nouer, Grandir. » Ce projet vise à transformer la salle de boxe du RDC de la Box

Briand en un tiers-lieu social, sportif et éducatif, ouvert à tous et favorisant la mixité des publics.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de cette mise à disposition.

Article 1<sup>er</sup> - NATURE DU CONTRAT

Le présent contrat emporte autorisation d'occupation d'une dépendance du domaine public.

L'attention de l'Occupant est attirée sur le fait qu'il s'agit d'un contrat administratif et non d'un bail commercial.

Article 2 – MISE A DISPOSITION

La Ville de Mulhouse met par la présente convention à la disposition de l'Occupant les locaux désignés à l'article 3 ci-dessous.

Article 3 – DESIGNATION

Les locaux mis à disposition de l'occupant sont situés au rez-de-chaussée de l'immeuble connu sous le nom « Box Briand » aux 59-61 avenue Aristide Briand d'une surface de 773 m² environ sur plan, répartie conformément au plan ci-annexé, à savoir :

Rangement 1	11,32 m²
Rangement 2	7,37 m²
Espace convivialité	86,74 m²
Infirmierie	20,43 m²
Hall	39,07 m²
Sanitaire public	4,18 m²
SAS	4,86 m²
Douche	17,84 m²
Vestiaire femmes	30,73 m²
Sanitaire H	12,19 m²
Sanitaire F	11,27 m²
Vestiaire adultes	36,62 m²
Vestiaires enfants	13,74 m²
Douche 1	12,09 m²
Douche 2	4,64 m²
Zone fitness	105,52 m²
Zone tatami	100,04 m²
Sanitaires publics	254,31 m²

Les équipements garnissant ces locaux, qui sont également à la disposition de l'Occupant, sont listés en annexe à la présente convention (annexe 2).

Article 4 – DESTINATION

Les locaux désignés à l'article 3 ci-dessus qui sont mis à disposition de l'Occupant devront être exclusivement utilisés pour des activités d'ateliers et de bureaux, telles que définies par ses statuts annexés aux présentes, pour la mise en œuvre du projet « R ING : Révéler, Innover, Nouer, Grandir » dans le cadre de l'AMI lancée par la Ville.

Il est précisé que Synergie Family est une association loi 1901 d'innovation éducative et inclusive.

L'Occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les locaux.

Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la présente convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes modifications les concernant, le tout de manière que la Ville ne soit jamais ni recherchée ni inquiétée à ce sujet.

Article 5 - DUREE

La mise à disposition est consentie pour une durée de trois ans (3 ans), à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention fixée à l'article 14 ci-dessous.

Toutefois, il est rappelé à l'Occupant que la présente convention revêt, conformément à l'article L.2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), un caractère précaire et révocable.

Cela signifie que la Ville pourra la résilier de façon unilatérale pour un motif d'intérêt général, dans les conditions prévues à l'article 12.1.2 ci-dessous.

En outre, l'Occupant ne bénéficiera d'aucun droit au renouvellement de la présente mise à disposition à son expiration.

Article 6 – REDEVANCE

6.1 Montant de la redevance

La mise à disposition des locaux est consentie en contrepartie d'une redevance graduelle pendant les trois premières années du contrat de location ce qui correspond à une redevance mensuelle de :

- 644 € (six-cent-quarante-quatre euros) la première année,
- 1288 € (mille- deux-cent-quatre-vingt-huit euros) la deuxième année,
- 1932,50 € (mille-neuf-cent-trente-deux euros et cinquante centimes) la troisième année.

La redevance annuelle au m² est de 30 € / an, soit une redevance de 23.190 € pour une surface mise à disposition de 773 m².

L'Occupant déclare être informé que la redevance sera due, même s'il n'occupe pas effectivement les locaux désignés à l'article 3 ci-dessus.

6.2 Montant des charges locatives

En plus de la redevance mensuelle, le preneur acquittera un forfait de charge annuelle et graduelle de :

- 6000 € (six mille euros) la première année,
- 12.000 € (douze mille euros) la deuxième année,
- 18.000 € (dix-huit-mille euros) la troisième année.

Ce forfait inclut tous les frais découlant de l'utilisation des locaux, à savoir l'eau, l'électricité, le chauffage, l'entretien de l'ascenseur, des équipements de sécurité incendie (dont les extincteurs) et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Le montant des forfaits pour les deuxième et troisième années est communiqué à titre indicatif et pourra faire l'objet d'un réajustement à la hausse ou à la baisse, en fonction du coût annuel des charges locatives du bâtiment.

6.3 Modalités de paiement

La redevance et les charges sont payables dès réception de l'avertissement de la Trésorerie Municipale, à Madame la Trésorière Principale de la Ville de Mulhouse, 12 rue Coehorn BP 23176 – 68200 MULHOUSE, par virement à la Banque de France Mulhouse RIB 30001 00581 compte n° C6840000000 16/ IBAN FR25 3000 1005 81C6 8400 0000 016 ou par tout autre moyen légal.

6.4 Révision du montant de la redevance

\*\*\*

Article 7 – DEPOT DE GARANTIE

D'un commun accord entre les parties, il ne sera versé aucun dépôt de garantie par l'Occupant à la Ville.

Article 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 8.1 – Obligations de la Ville

La Ville s'engage :

- à ne rien faire qui puisse troubler la jouissance paisible des lieux par l'Occupant, étant précisé que l'entrée en jouissance interviendra dans les conditions fixées à l'article 14 de la présente convention ;
- à prendre en charge les travaux de grosses réparations qui n'incombent pas à l'Occupant au titre de son obligation d'entretien des lieux.

Article 8.2 – Obligations de l'Occupant

Article 8.2.1 – Entretien, réparations et sécurité des locaux

L'Occupant :

- prendra les locaux et équipements mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ;



- entretiendra les locaux et équipements en bon état de réparation de toute nature, à l'exception des grosses réparations au sens du code civil qui restent à la charge de la Ville ;
- veillera au respect des normes applicables aux locaux et équipements mis à disposition en matière d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité au public ;
- laissera la Ville visiter les locaux ou les faire visiter chaque fois qu'il sera nécessaire pour effectuer les réparations qui lui incombent pour s'assurer de la sécurité des lieux ou que l'usage qui en est fait, est conforme à leur destination telle que définie à l'article 4 de la présente convention ;
- prévoindra immédiatement la Ville de toutes dégradations qu'il constaterait dans les locaux et qui entraîneraient des réparations à charge de cette dernière ;
- souffrira les désagréments dus aux grosses réparations qui deviendraient nécessaires aux locaux et équipements mis à disposition et que la Ville ferait exécuter pendant la durée de la convention, sans pouvoir réclamer aucune indemnité, ni diminution de redevance ;
- ne pourra faire aucun percement de mur, ni changement de distribution, ni gros travaux ou aménagements importants dans les locaux mis à disposition sans l'autorisation préalable, expresse et écrite de la Ville ;
- laissera, à la fin de la mise à disposition, les travaux d'embellissement et autres améliorations qu'il aura faits effectuer sans pouvoir prétendre à quelque indemnité que ce soit.

#### Article 8.2.2 – Sous-location

L'Occupant ne pourra ni prêter, ni sous-louer, en tout ou partie, les locaux et équipements mis à disposition, sous aucun prétexte, même provisoirement ou à titre gracieux.

L'Occupant ne pourra céder, en totalité ou partie, les droits qu'il tient de la présente convention.

#### **Article 9 – ETAT DES LIEUX**

Un état des lieux sera dressé contradictoirement entre les parties, avant l'entrée en jouissance de l'Occupant dans les locaux.

Un état des lieux de sortie sera également établi contradictoirement entre les parties, dans les quinze (15) jours qui suivront la fin de la présente convention.

#### **Article 10 - SECURITE / VERIFICATIONS PERIODIQUES**

##### 10.1 Sécurité

Le stockage et l'utilisation de produits inflammables ou dangereux sont interdits.

Il est strictement interdit de gêner l'accès aux issues de secours.

L'Occupant s'engage à se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur et notamment aux prescriptions correspondant à la classification du bâtiment de type R (formation), étant précisé que l'effectif maximal admis dans les locaux du RDC est limité à XXX personnes.

L'Occupant prend sur demande de la commission de sécurité toutes les mesures de sécurité contre les incendies et met en place les moyens de secours nécessaires.

L'Occupant assure la tenue et la mise à jour du registre de sécurité.

L'Occupant supporte les dommages résultant de l'observation des prescriptions d'usage et d'entretien.

#### 10.2 Charge admissible

L'Occupant est informé que la charge admissible par mètre carré est de 250 kg/m<sup>2</sup>, ce qui correspond à un usage de type bureau.

L'Occupant s'engage à strictement respecter cette charge.

#### **Article 11 - ASSURANCES**

L'Occupant devra en premier lieu souscrire une assurance couvrant les risques locatifs pour les locaux mis à sa disposition.

Il répond des dommages occasionnés aux biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition. Il est seul responsable des accidents et dommages causés aux usagers ou aux tiers du fait de l'utilisation des lieux.

L'Occupant fournira chaque année à la Ville, sur demande de cette dernière, une attestation délivrée par son assurance prouvant qu'il a satisfait à cette obligation.

L'Occupant sera, en second lieu, tenu de souscrire un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses préposés, rémunérés ou non.

Il fournira à la Ville, sur demande de cette dernière, une attestation de son assureur prouvant qu'il a satisfait à cette obligation.

L'Occupant s'engage, en troisième lieu, à faire souscrire par les utilisateurs des locaux mis à sa disposition, un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile dans le cadre de leur participation aux activités exercées dans ces locaux.

#### **Article 12 – RESILIATION**

##### Article 12.1 – Résiliation à l'initiative de la Ville

Article 12.1.1 – Résiliation aux torts de l'Occupant

A défaut de paiement d'un seul terme de la redevance à son échéance ou en cas d'inexécution par l'Occupant de l'une quelconque des obligations mises à sa charge par la présente convention, et à l'expiration d'un délai d'un mois, à compter de la réception d'une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité.

Toute mise en demeure délivrée par la Ville au titre du présent article :

- sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- rappellera le jeu de la présente clause résolutoire en cas d'inexécution dans le délai imparti ;
- invitera l'Occupant à présenter ses observations dans le délai de quinze (15) jours à compter de sa réception.

Article 12.1.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

La Ville pourra, à tout moment, résilier la présente convention pour un motif d'intérêt général.

Cette résiliation ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité.

Elle prendra effet à l'expiration d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception par l'Occupant d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant la décision à la Ville.

Article 12.2 – Résiliation à l'initiative de l'Occupant

L'Occupant pourra, à tout moment et pour tout motif, résilier la présente convention moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois.

Cette résiliation ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité.

Le délai de préavis ci-dessus mentionné commencera à courir à compter de la réception par la Ville d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant la décision de l'Occupant.

#### Article 13 : JUGEMENT DES CONTESTATIONS

La Ville et le preneur s'engagent à privilégier le règlement amiable de tout litige pouvant survenir de l'exécution de la présente convention.

A défaut d'accord amiable sur l'exécution de la présente convention, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Strasbourg.

#### Article 14 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de signature des présentes, celle-ci étant conditionnée par l'entrée en jouissance des locaux par la Ville à l'issue de la procédure de liquidation judiciaire du précédent occupant. La Ville informera l'Occupant, par courrier recommandé avec accusé de réception, de la levée de cette condition suspensive et de la date effective à laquelle il pourra occuper les locaux, objet de la présente convention.

#### Article 15 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile, à savoir :

- pour la Ville, en son siège ;
- pour l'Occupant, en son siège social.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires  
Le


Pour la VILLE  
L'Adjointe déléguée

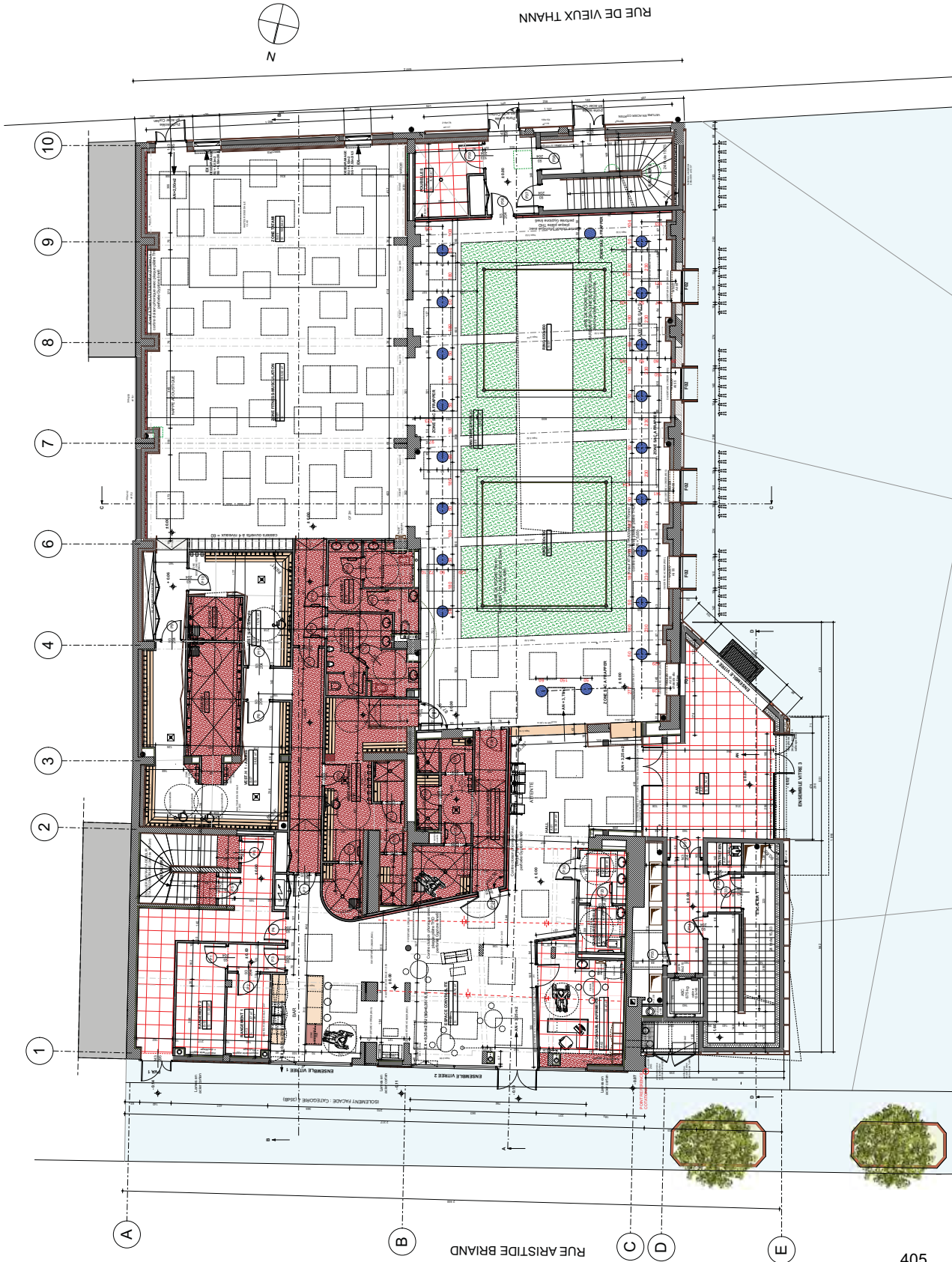
L'association « Synergie Family »  
Le Président,

Maryvonne BUCHERT

Guillaume VIGOUROUX



	<b>REHABILITATION DES BATIMENTS</b> <b>EN CLUB DE BOXE</b>		<b>ETAT PROJET</b> <b>REZ DE CHAUSSEE</b>	
	<b>59 et 61 Avenue Aristide Briand</b> <b>14000 MULHOUSE</b>	<b>CLUB DE BOXE</b>	<b>REZ DE CHAUSSEE</b>	<b>REZ DE CHAUSSEE</b>
<b>MAIRIE D'AVIGNON</b> 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00	<b>MAIRIE D'AVIGNON</b> 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00	<b>MAIRIE D'AVIGNON</b> 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00	<b>MAIRIE D'AVIGNON</b> 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00 13000 AVIGNON 04 90 00 00 00	



**Mme le Maire** : nous passons à présent à la politique de la Ville également. Mes chers collègues, la situation de l'Elan sportif a déjà été débattue à plusieurs reprises dans cette instance ces dernières années. Pour mémoire, la structure de l'Elan sportif œuvrait dans l'insertion par le sport au travers de cours de boxe dans un vaste local aménagé à cet effet au rez-de-chaussée de la Box Briand, mis à disposition par la Ville. Il était connu depuis plusieurs années que la structure avait du mal à trouver son équilibre économique malgré un soutien massif et constant de la Ville. L'an passé, malgré plusieurs relances des services, cette association n'a pas été en capacité de nous fournir les pièces obligatoires pour la reconduction de cette mise à disposition de la subvention de fonctionnement. Dès lors, il n'était plus possible de renouveler la convention pour occuper ce local.

En parallèle, l'association a connu des problèmes internes qui ont conduit depuis à une procédure de liquidation. C'est pourquoi il nous semblait impératif de trouver une nouvelle destination à ce rez-de-chaussée, s'inscrivant dans la dynamique pour laquelle nous œuvrons dans ce quartier.

Ainsi, durant l'été, nous avons lancé un appel à manifestation d'intérêt « Insertion par le Sport Box Briand 2026-2028 ». Deux structures ont candidaté :

- Phoenix Boxing Factory, association créée pour l'occasion,
- Synergy Family, structure solidement ancrée sur le territoire.

Cette délibération vous propose d'attribuer l'AMI, l'Appel à Manifestation d'Intérêt, à Synergie Family et de lui octroyer une subvention en conséquence. Il s'agit d'une proposition consécutive à l'analyse des offres et la décision appartient bien aux élus.

Synergy Family, bien connue sur ce quartier et sur Mulhouse plus généralement, est une structure à l'assise nationale, expérimentée dans des projets liant sport et inclusion. L'esprit synergie est d'ailleurs né en 2009 de Synergy Sport Sud, au sein des quartiers populaires de Mulhouse.

D'ailleurs, un certain nombre d'élus m'ont accompagné en 2022 pour aller leur rendre visite et voir ce que peut être l'innovation sociale. Le projet Ring porté par Synergy Family vous est détaillé dans cette délibération.

Il ne s'agit pas de remettre la qualité du projet de Phoenix Boxing Factory en cause. Toutefois, la dimension de l'insertion par le sport, cœur même de cet appel à manifestation d'intérêt était nettement plus développée et structurée par Synergy Family. J'ai demandé et je demande à la direction des sports de recevoir rapidement Phoenix Boxing Factory et d'étudier avec eux les possibilités de créneaux dans d'autres salles de sport de la Ville.

Une fois la procédure de liquidation de l'Elan Sportif achevée, Synergy pourra débiter ses activités, la boxe en premier lieu. Le groupe Mulhouse Cause Commune souhaitait intervenir à ce sujet.

**M. MINERY** : merci, Mme la Maire. Vous avez apporté un certain nombre de précisions, il est clair que la situation ne pouvait pas perdurer et qu'il fallait faire un choix. Nous aimerions et en tout cas, nous aurions aimé être un peu éclairés sur les raisons du choix. Vous avez dit qu'effectivement le pouvoir revient formellement ce soir aux élus. Vous avez néanmoins donné votre préférence pour un des candidats.

J'aimerais que vous motiviez davantage ce choix orienté vers un candidat et nous aimerions aussi que peut-être à l'issue de ce vote, le candidat retenu puisse faire un pas vers l'autre, de façon à travailler en bonne intelligence collectivement au service des jeunes et au service évidemment de la structure telle que nous l'imaginons, nous allons dire, en bonne forme dans les années à venir. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : M. SASSI.

**M. SASSI** : Mme le Maire, chers collègues, je suis content que l'on ait pu trouver une issue ou en tout cas, un début d'issue pour ce local, pour ce lieu qui devait, selon les termes de votre prédécesseur, faire office de Centre social ou de lieux de vie sur ce quartier qui était durement touché. Bien évidemment, il n'a pas le statut de Centre social, mais l'idée était de pouvoir remplir cette fonction sur ce territoire.

L'histoire de l'Elan Sportif, je ne vais pas revenir dessus, nous la connaissons tous. Malheureusement. La fin est triste, bien qu'il y ait eu pendant très longtemps des perspectives extrêmement ambitieuses pour cette association-là. Aujourd'hui, il y a une solution qui semble se dessiner, je dirais tant mieux, c'est une bonne chose.

Je crois comprendre que votre choix est fait. Après, c'est du formalisme, peu importe les mots que l'on utilisera, la fin semble cousue de fil blanc.

**Mme le Maire** : ce n'est pas cousu de fil blanc M. SASSI.

**M. SASSI** : cousu de fil blanc, c'est une expression. La question qui est la mienne Mme le Maire c'est, concernant l'autre association que j'ai eu l'occasion de rencontrer il n'y a pas de secret nous pouvons nous dire les choses avec beaucoup de franchise, ce sont des gens sérieux. Parmi eux il y a des personnes qui ont une vraie expertise technique, managériale et gestionnaire et une vraie expertise d'usage, une vraie connaissance de ce territoire.

Vous avez annoncé qu'ils seront reçus bientôt pour pouvoir dessiner avec eux une solution alternative, je m'en réjouis. Pourriez-vous nous donner quelques précisions concernant le calendrier, la méthode choisie et les options techniques

qui pourront être retenues ? Je sais que vous n'avez pas toutes les réponses, simplement, si nous restons dans le flou dans six mois nous serons encore là à nous poser des questions, si on est là. Je vous pose la question.

**Mme le Maire** : M. STEGER.

**M. STEGER** : merci, je partage qui a été dit par M. MINERY, par M. SASSI à l'instant donc je ne peux pas le répéter. Simplement, deux choses quand même.

La première : nous avons découvert votre choix puisque vous proposez retenir un des deux candidats de manière très claire. Comment ce choix a été effectué ? Par qui et quand ? Il aurait été bien de le préciser.

Deuxièmement, je souhaite remercier, notamment Kamel qui est présent pour le travail fantastique qu'il a effectué depuis quelques années dans ce quartier qui est un quartier difficile, vous le savez. Vous avez énoncé des difficultés au niveau administratif, certes, mais le travail au niveau sportif qui a été réalisé était remarquable et je tiens à le souligner. Nous avons travaillé ensemble pendant quelques années, mais merci, Kamel pour ce que vous avez fait pour les jeunes de ce quartier, l'animation.

Je me souviens, notamment d'un tournoi de boxe en extérieur, lorsqu'il y avait à l'époque les émeutes dans les quartiers, vous m'aviez appelé Mme le Maire, pour me demander que les combats, que les rounds soient raccourcis, qu'ils durent moins longtemps, ce qui n'est évidemment pas possible, donc nous avons mené le tournoi au bout avec grand succès. Il n'y a pas eu le moindre incident et c'est dû, effectivement, aux qualités managériales humaines et sportives que vous avez su développer là-bas, donc, bravo. Merci, pour ce que vous avez fait et nous espérons que tout cela va pouvoir se poursuivre de la meilleure des façons et j'espère à la Box Briand.

**Mme le Maire** : je n'ai plus d'autres demandes de prise de parole. Rapidement, M. SASSI, quand on crée un appel à manifestation d'intérêt, ce sont exactement les mêmes critères que les marchés publics. C'est-à-dire, il y a un cahier de charges qui est élaboré par rapport aux besoins que nous avons par rapport à la structure et deuxièmement, il y a des critères objectifs définis avec des notes.

Ce qui était important pour nous et vous l'avez dit, ce n'est pas un centre social, par contre, depuis le début, cette Box Briand était un lieu destiné à l'innovation sociale, que l'on soit bien d'accord sur la formulation. Qui dit innovation sociale dit certes, pratique du sport, mais il n'y a pas que le sport. Pour moi, ce qui est éminemment important, c'est la prise en charge sociale des gens qui fréquentent cet établissement et c'est ce qui a fait la différence dans le choix des candidats.

Ceci dit, pour répondre, alors, certes pas de façon définitive parce que je n'ai pas l'intégralité des dates, mais en tout cas, je m'engage devant vous et je viens de le dire, donc cela sera consigné au procès-verbal, le service des sports recevra l'autre structure première quinzaine de janvier, pour leur faire des propositions

dans d'autres équipements sportifs et je ne minimise absolument pas tout ce qui a été fait, tout le dossier également de cette structure, mais maintenant il faut trouver une solution à deux et si par la suite il y a, effectivement, un travail de fond qui est entrepris entre les deux structures, nous ne pouvons que nous en réjouir, mais nous en sommes tout au début, voilà ce que je pourrais dire sur ce dossier. Nous allons mettre ce point au vote. Qui est contre ? Mme JENN ?

**Mme JENN** : je vais m'abstenir parce que c'est vrai que c'est un champ que je porte dans une autre Collectivité et malheureusement je n'ai pas plus d'informations pour pouvoir aujourd'hui voter. Donc, je vais m'abstenir. Merci.

**Mme le Maire** : c'est dommage parce que c'est un très beau projet.

**Mme JENN** : oui mais je ne suis pas informée de pas mal de choses, donc je m'abstiens, je préfère, je suis prudente, merci.

**Mme le Maire** : Qui est contre ce projet ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est pour ?

Pour : 38 + 3 procurations

Groupe majoritaire : 29 + 3 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Non-inscrits dans un groupe : M. Fleck et Mme Zanette.

Abstentions : 9 + 2

Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : Mme Kosir, Mme Jenn, M. Pauvert, et M. Sassi

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

## **12° AIDE MUNICIPALE AU LOGEMENT 2025 : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION ALEOS (Habitat et Renouvellement Urbain/7.5.6/1743)**

L'Aide Municipale au Logement (AML) vise à soutenir des projets dans le domaine de l'habitat. Elle concerne les bailleurs sociaux ou les associations au titre d'actions diverses conduites dans le domaine du logement.

Dans ce cadre, il vous est proposé de soutenir l'association ALEOS pour son action de rénovation de logements mis à disposition de personnes en situation de précarité. Cette action fait suite à la fusion-absorption de l'Association SILONE le 1<sup>er</sup> juillet 2025 par ALEOS. Elle a ainsi repris le dispositif d'Allocation de Logement Temporaire (ALT) mené anciennement par l'association SILONE.

Ainsi, ALEOS assure le logement, le suivi social et l'insertion de personnes en difficulté, orientée par le SIAO 115 ou le CCAS de la Ville. Elle gère en sous-location 64 logements à Mulhouse dans le cadre du dispositif Allocation Logement Temporaire (ALT) et les met à disposition de personnes particulièrement démunies, de manière temporaire et en attendant une solution plus pérenne.

Compte tenu de la rotation importante des locataires de ces logements, et particulièrement en cette année 2025, l'association doit faire face à d'importantes dépenses de remise en état des logements mis à sa disposition par des propriétaires privés.

De plus, un état des lieux du parc a été réalisé et a permis de constater :

- un parc vieillissant,
- des non-conformités au regard des critères de décence, allant de petites anomalies (absence de grilles de ventilation) à des interventions plus lourdes (anomalies électriques, absence de système de ventilation, etc.),
- un niveau de dégradation important pour certains logements, lié à des occupations de longue durée et à des usages inadaptés.

Pour soutenir l'association ALEOS, lui permettre de poursuivre cette activité et remettre à niveau les logements, il est proposé que la Ville lui attribue une subvention de 20 000 € pour l'année 2025. La subvention sera versée en un seul versement.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025 sur la ligne suivante :  
Chapitre 204 / article 20422 / Fonction 552

LC 13512 « Subvention d'équipement au privé - Aide au logement »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution de la subvention de 20 000 € à l'association ALEOS,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer la convention attributive de subvention et toutes pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

1 PJ :

- projet de convention attributive de subvention .

## CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION

Entre d'une part

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, M. Alain COUCHOT, dûment habilité à intervenir conformément à la Délibération du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2025 désignée ci-après sous le terme « la Ville »,

et d'autre part

L'Association ALEOS, ayant son siège à Mulhouse – 83 rue Koechlin, représentée par son Président, désignée ci-après sous le terme « ALEOS »,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

### Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations des parties signataires.  
Par conséquent, au titre de la présente convention, ALEOS s'engage à mener, l'action suivante :

- **Réhabilitation de logements ALT – Tous quartiers** ..... **20 000 €**

Compte tenu de l'intérêt que présente cette action pour la Ville de Mulhouse, celle-ci a décidé d'allouer une subvention pour cette opération d'un montant de **20 000 €** votée par le Conseil Municipal en date du 11 décembre 2025.

### Article 2 – Versement des subventions

La subvention, de 20 000 € sera versée, au compte de ALEOS de la façon suivante :

- un seul versement sur présentation du relevé des factures acquittées et d'un Relevé d'Identité Bancaire.

### Article 3 – Reddition des comptes, contrôle des documents financiers

En contrepartie du versement de la subvention, ALEOS dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, devra :

- Communiquer à la Ville de Mulhouse, Service Habitat, le compte-rendu d'exécution et financier de l'action décrite à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention dans les 6 mois suivant sa réalisation.
- Communiquer à la Ville de Mulhouse, Service Habitat au courant du 1<sup>er</sup> semestre de l'année suivante, son bilan, son compte résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le président ou le trésorier et sa liasse fiscale ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée. ALEOS devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration relatifs à l'action mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du conseil d'administration et du bureau.
- Faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication relatif à l'action décrite à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.
- La Ville de Mulhouse rappelle à ALEOS que, bénéficiant du concours de fonds publics, elle est soumise à son contrôle et s'engage à justifier à tout moment sur demande de la Ville de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet. D'une manière générale, ALEOS s'engage à coopérer aux travaux des juridictions financières, de l'inspection générale des Finances et à répondre à toute demande d'information.

### Article 4 – Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville de Mulhouse aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à ALEOS ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

### Article 5 – Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par décision du Conseil Municipal.

### Article 6 – Durée de la convention – Résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa signature et pour la durée de l'opération, sauf dénonciation par la Ville de Mulhouse ou ALEOS, en respectant un préavis d'un mois avant l'expiration de la période contractuelle, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville de Mulhouse ou ALEOS, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.



**Article 7 – Cas de non-exécution**

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1, ALEOS reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville de Mulhouse la totalité du concours apporté.

Il en ira de même en cas de non-exécution des stipulations de l'article 3.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet de la présente convention, notamment si le coût réel de l'action s'avérerait inférieur au montant prévisionnel indiqué à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, ALEOS devra rembourser à la Ville de Mulhouse la part non justifiée de la subvention versée, sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville de Mulhouse pour toute modification de l'objet (article 1) ou du report des délais d'exécution des actions.

Le reversement total ou partiel de l'aide ou l'interruption du versement sont décidés par la Ville de Mulhouse à la demande motivée de ALEOS, lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre les actions et sollicite la résiliation de la convention.

Les reversements seront effectués par ALEOS dans le mois qui suit la réception du titre de perception de la Ville de Mulhouse.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires le

Pour ALEOS  
Le Président

Pour la Ville de Mulhouse  
l'Adjoint délégué  
Alain COUCHOT



**Mme le Maire** : nous passons à l'aide municipale au logement en 2025. Il s'agit de l'attribution d'une subvention à l'association ALEOS. Il vous est proposé, chers collègues, d'attribuer une subvention de 20 000 €, pour l'année 2025 à ALEOS afin que l'association puisse poursuivre sa mission de remise à niveau des logements dont il a la charge. Mulhouse Cause Commune souhaitait intervenir sur le sujet.

**Mme EL HAJJAJI** : bien sûr que nous soutenons l'attribution de ces subventions à ALEOS. Je ne vais pas plus étayer puisque j'évoquerai un certain nombre de réalités lors d'une prochaine intervention. J'espère que cela ne renverra pas trop M. COUCHOT au Rougon-Macquart, je ne parlerai pas du ventre de Mulhouse, mais bien des réalités, parce que dès que je parle de réalité cela renvoie M. COUCHOT à certaines littératures. Pardon ?

**M. COUCHOT** : il y a pire comme référence.

**Mme EL HAJJAJI** : elle est très belle la référence, mais bon, les réalités restent les réalités et elles ne sont pas romancées.

**Mme le Maire** : je sens que vous avez des choses à vous dire.

**Mme le Maire** : donc, je n'ai pas d'autres demandes de parole, nous allons mettre ce point numéro 12 au vote.

Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Est-ce que quelqu'un vote contre ?

Pour : 45 + 5 procurations  
Groupe majoritaire : 28 + 3 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1  
Non-inscrits dans un groupe : 5

Ne prennent pas part au vote : Mme Jenn et Mme Corneille.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **13° CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE A L'ACCUEIL DU TOUR DE FRANCE CYCLISTE 2026 (Sports et Jeunesse/1.4/1746)**

Après avoir accueilli le Tour de France à plusieurs reprises, notamment en 2005, 2014 et 2019, la Ville de Mulhouse a été une nouvelle fois retenue comme ville d'étape pour l'édition 2026. La 14<sup>e</sup> étape de la compétition, programmée le 18 juillet 2026, fera ainsi escale à Mulhouse, confirmant l'intérêt que porte l'organisateur à la qualité de l'accueil et aux infrastructures de la Ville.

Événement sportif international de premier plan, le Tour de France constitue un moment majeur du calendrier national, mobilisant chaque année un large public et bénéficiant d'une couverture médiatique mondiale. L'accueil d'une étape représente pour la collectivité une occasion de valoriser son territoire, de promouvoir son image et de soutenir la dynamique locale en matière de sport, de tourisme et d'économie.

Cette 14<sup>ème</sup> étape sera par ailleurs précédée par d'autres manifestations sur le territoire mulhousien notamment la « Dictée du Tour », prévue le 27 mars 2026.

La société Amaury Sport Organisation (A.S.O.), organisatrice et détentrice des droits exclusifs d'exploitation du Tour de France, assure la coordination générale de l'épreuve, ainsi que la gestion des dispositifs techniques et logistiques nécessaires à son bon déroulement. Une convention de partenariat doit être conclue entre la Ville et A.S.O. afin de préciser les conditions d'organisation, les obligations respectives des parties et les modalités financières.

Dans ce cadre, il est proposé que la Ville de Mulhouse verse une contribution financière de 100 000 € HT, soit 120 000 € TTC, à la société Amaury Sport Organisation. Cette participation permettra d'assurer la mise en œuvre des moyens techniques, de communication et d'accueil liés à l'organisation de cette étape sur le territoire communal.

Les crédits nécessaires, soit 120 000 € TTC, sont proposés au budget primitif 2026 au titre des actions de soutien aux manifestations sportives et de promotion du territoire :

Chapitre 65 – Fonction 326 – Nature 65888  
Ligne de crédit 31202 « Tour de France ASO »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- autorise le versement à cette société d'une contribution financière de 100 000 € HT (soit 120 000 € TTC),
- charge Madame le Maire de solliciter des cofinancements auprès de différents partenaires institutionnels,
- autorise Madame le Maire, Michèle LUTZ, ou son représentant, de signer la convention correspondante ainsi que tout document afférent à la présente délibération.

1 PJ : projet de convention de partenariat entre la Ville de Mulhouse et la société ASO

France (Société par Actions Simplifiée immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 301 192 142, ayant son siège social Bâtiment Quai Ouest, 40-42 quai du Point du Jour, CS 90302, 92650 Boulogne-Billancourt cedex) ; cette dernière ayant, par contrat en date du 31 décembre 2001, concédé en location-gérance son fonds de commerce d'épreuves sportives à A.S.O. et les marques y afférentes.

A.S.O. a donc seule qualité pour concéder les droits d'exploitation précités à des tiers, aux conditions qu'elle détermine.

La Collectivité Hôte a posé sa candidature auprès d'A.S.O. pour être ville étape du Tour de France 2026 (ci-après « l'Epreuve » ou « l'Événement ») et garantit par la présente qu'elle mettra tout en œuvre pour satisfaire aux nécessités d'une organisation optimale de l'Epreuve sur son territoire.

A.S.O. s'étant déclarée intéressée par cette proposition, les Parties se sont en conséquence rapprochées pour préciser les conditions de leur collaboration dans le présent contrat (ci-après « le Contrat »).

IL A DONC ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :	OBJET DU CONTRAT
<p>Le Contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles La Collectivité Hôte accueillera un départ d'étape du Tour de France 2026, les conditions dans lesquelles La Collectivité Hôte se voit concéder par A.S.O. l'utilisation de droits promotionnels et publicitaires en relation avec sa qualité de collectivité hôte du Tour de France ainsi que les obligations mises à la charge de chacune des Parties.</p>	
ARTICLE 2 :	DEROULEMENT DE LA MANIFESTATION

Les dates et lieux des manifestations relatives au Tour de France sont définis en Annexe 1 au Contrat.

ARTICLE 3 :	MODALITES D'ORGANISATION DU TOUR DE FRANCE
<p><b>3.1. Compétences exclusives d'A.S.O.</b></p>	

Il est expressément convenu qu'A.S.O. a seule compétence pour :

- Traiter des questions liées directement à l'organisation sportive de l'Epreuve ;
- Coordonner les opérations techniques de mise en place sur les sites, même si certaines de ces opérations sont assurées avec l'aide matérielle de La Collectivité Hôte ;
- Concéder à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, le droit de faire référence au Tour de France tel que l'usage du nom « Tour de France » ainsi que tous logos, marques, appellations, noms de domaine et signes distinctifs s'y rapportant ;
- Concéder à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, le droit de mettre en place et commercialiser des prestations de relations publiques et d'hospitalité « Tour de France » ;

CONTRAT D14-TDF26  
TOUR DE FRANCE 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEDS :

La ville de Mulhouse, dont l'Hôtel de Ville est sis 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020, 68948 Mulhouse cedex 9, représentée par Madame Michèle Lutz, agissant en qualité de Maire, dûment habilitée par délibération du Conseil municipal en date du.....

Ci-après dénommée « La Collectivité Hôte »  
D'une Part,

ET

Amaury Sport Organisation, Société Anonyme au capital de 61 200 240 euros, dont le siège social est sis Bâtiment Quai Ouest, 40-42 quai du Point du Jour, CS 90302, 92650 Boulogne-Billancourt cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 383 160 348, représentée par Monsieur Christian Prudhomme, agissant en qualité de Directeur Délégué, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « A.S.O. »  
D'autre Part,

Ci-après dénommées individuellement la « Partie » et collectivement les « Parties ».

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE QUE :

A.S.O. est l'organisatrice du Tour de France, épreuve cycliste professionnelle masculine à étapes mondialement connue et dénommée le Tour de France qui se déroule chaque année, principalement en France, au cours du mois de juillet.

A ce titre, A.S.O. est propriétaire de l'ensemble des droits d'exploitation de cette épreuve par application des dispositions de l'article L 333-1 du Code du sport. A.S.O. est également titulaire, à titre exclusif, du droit d'exploitation des marques s'y rapportant et notamment, Tour de France, Le Tour, Maillot Jaune, Maillot à Pois, Maillot Vert, Maillot Blanc, propriété de sa filiale, la Société du Tour de

- sécurité adéquate ;
- Retour validé par les services compétents d'A.S.O. de tous projets de communication, d'animations et/ou de promotion du Tour de France de La Collectivité Hôte.

3.5. Cahier des charges

Le cahier des charges techniques et administratives relatif aux modalités logistiques et techniques de l'organisation du départ de l'étape du Tour de France et les obligations de La Collectivité Hôte figurent en Annexe 2 aux présentes.

Il est expressément convenu entre les Parties que les dispositions de ce cahier des charges seront complétées par un cahier des charges techniques détaillé qui sera remis à La Collectivité Hôte à l'issue de la visite technique.

ARTICLE 4 : DROITS ET CONTREPARTIES ACCORDEES A LA COLLECTIVITE HOTE

4.1. Droits et contreparties

En sa qualité de collectivité hôte du Tour de France, La Collectivité Hôte bénéficiera des contreparties et des droits suivants :

- Elle sera associée au plan de communication et aux opérations de promotion du Tour de France ;
- Sa présence visuelle sera assurée sur le site ;
- Les représentants de La Collectivité Hôte seront associés aux cérémonies protocolaires et seront admis à accéder aux espaces d'hospitalité et de relations publiques ;
- Elle sera en droit d'utiliser les éléments graphiques du Tour de France définis à l'Annexe 3 ci-après (et ci-après collectivement dénommés les Signes Autorisés) pour toutes opérations promotionnelles relatives au Tour de France dans les conditions stipulées infra ;
- Elle pourra utiliser les images (photos et vidéos) produites par A.S.O. et réalisées à l'occasion du Tour de France pour toutes opérations promotionnelles relatives au Tour de France dans les conditions stipulées infra ;
- Elle pourra distribuer des Articles Promotionnels tels que définis à l'Annexe 3.

Le détail des droits et avantages précités (ci-après les DROITS) figure en Annexe 3 aux présentes, complété par le dossier Communication remis par le Service Relations Collectivités d'A.S.O. lors de sa visite.

La Collectivité Hôte est informée que le nom de La Collectivité Hôte en tant que ville étape du Tour de France pourra être reproduit sur tout type de produits développés dans le cadre des licences officielles octroyées par A.S.O..

La Collectivité Hôte sera informée le cas échéant et pourra se voir remettre un exemplaire du produit.

4.2. Modalités d'exercice des DROITS

Pendant toute la durée du Contrat, La Collectivité Hôte pourra utiliser dans le monde entier (ci-après « le Territoire ») les Signes autorisés pour toutes opérations promotionnelles ou publicitaires exclusivement relatives au Tour de France ou pour sa communication institutionnelle entendue comme toute forme de communication destinée à la promotion de La Collectivité Hôte en tant que collectivité publique sans pouvoir faire référence aux services qu'elle offre à ses administrés, quels qu'ils soient.

- Autoriser l'enregistrement et/ou la diffusion d'images de l'Epreuve sous toutes formes, et concéder, à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, l'usage des images de tout ou partie de l'Epreuve ;
- Choisir les partenaires et les prestataires associés à l'Epreuve et contracter avec eux.

3.2. Obligations d'A.S.O.

En sa qualité d'organisatrice, A.S.O. s'engage à :

- Assurer, coordonner et contrôler l'organisation sportive, technique et financière du Tour de France ;
- Mettre en œuvre les moyens et son savoir-faire pour offrir au public un événement sportif de grande qualité ;
- Assurer la promotion et la médiatisation de cet Événement ;
- Assurer la promotion de La Collectivité Hôte en qualité de collectivité hôte du Tour de France dans les conditions définies infra ;
- Mettre en place une politique de développement durable et soutenir celle de La Collectivité Hôte dans les conditions stipulées infra.

3.3. Obligations de La Collectivité Hôte

Pour sa part, La Collectivité Hôte s'engage à :

- Fournir à A.S.O. toute l'aide utile pour la réalisation des démarches administratives nécessaires à l'organisation de l'Événement, ainsi qu'à sa médiatisation ;
- Mettre gracieusement à disposition d'A.S.O. tous les équipements, matériels et personnels ainsi que, sur son territoire, les lieux nécessaires au bon déroulement du Tour de France conformément aux dispositions du cahier des charges visé ci-dessous ;
- Mobiliser les forces de police municipale indispensables pour assurer la sécurité et le bon déroulement de l'Événement ;
- Assurer la gratuité d'accès au public ;
- Concourir à la politique de développement durable mise en place par A.S.O., notamment par l'encouragement de la pratique du vélo dans les conditions stipulées à l'Annexe 4 infra ;
- Célébrer le Tour de France dans les conditions stipulées à l'Annexe 5 infra.
- Faire respecter sur le territoire de La Collectivité Hôte les droits exclusifs des partenaires du Tour de France et d'A.S.O..

3.4. Comité d'organisation

Un Comité d'organisation sera constitué à l'initiative d'A.S.O.. Son rôle sera de coordonner les interventions de toutes les parties prenantes. Il sera placé sous la direction exécutive du Directeur du Tour de France.

Plusieurs réunions avec l'équipe d'organisation du Tour de France seront organisées pour revoir précisément les modalités d'accueil. L'équipe d'organisation du Tour de France tiendra régulièrement informée La Collectivité Hôte de l'avancement de ses projets et élaborera avec les services compétents un programme de préparation commun qui comprendra notamment :

- Réunion(s) avec les interlocuteurs techniques / communication / animations.
- Retour validé par les services de La Collectivité Hôte du plan des implantations au plus tard 15 jours après son élaboration en vue de la préparation à la venue de la commission de

faites par la loi aux entreprises recevant des subventions, au regard notamment de l'article L.1611.4. du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 : DUREE - RESOLUTION

Le présent Contrat est conclu pour une durée déterminée prenant effet le jour de sa signature pour expirer de plein droit, sauf application des dispositions ci-dessous, le 30 septembre 2026.

En cas d'inexécution ou de violation de ses obligations par La Collectivité Hôte, A.S.O. pourra résilier de plein droit le présent Contrat. La résiliation sera considérée comme effective le dixième jour suivant la date de réception par La Collectivité Hôte d'une lettre recommandée la mettant en demeure d'exécuter ses engagements, et restée sans effet.

Les sommes qui auraient été précédemment versées par La Collectivité Hôte resteraient acquises à A.S.O. à titre d'indemnité provisionnelle, sans préjudice de son droit de demander tous dommages-intérêts complémentaires en réparation du préjudice subi.

La Collectivité Hôte pourra également mettre fin de plein droit au présent Contrat, dans les mêmes conditions que ci-dessus, en cas d'inexécution par A.S.O. de l'une quelconque de ses obligations essentielles, les sommes qui auraient été précédemment versées par La Collectivité Hôte à A.S.O. devant dans ce cas être remboursées sans intérêt.

A la date d'expiration ou de résolution du Contrat, La Collectivité Hôte s'oblige à cesser immédiatement d'utiliser les Signes Autorisés et/ou les images du Tour de France, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

A.S.O. s'oblige, pour sa part, dans les mêmes conditions, à cesser immédiatement d'utiliser les nom et/ou logo de La Collectivité Hôte, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, sauf en ce qui concerne toute rétrospective audiovisuelle et/ou écrite du Tour de France.

ARTICLE 7 : ANNULATION – FORCE MAJEURE

A.S.O. n'est pas responsable des reports, annulations ou suppressions d'étapes du Tour de France dus à des cas de force majeure.

En cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français et les cas visés ci-dessous, le présent Contrat pourra être suspendu pour une durée maximale de 15 (quinze) jours sans que son terme soit retardé.

Pendant cette durée, toutes les obligations seront suspendues de part et d'autre, à l'exception des obligations relatives aux approbations préalables d'A.S.O. en matière d'opération de communication de La Collectivité Hôte, à la confidentialité et l'intuitu personae.

Le Contrat reprendra ses effets lors de la disparition de la cause de suspension.

Passé le délai de 15 (quinze) jours, à défaut de reprise, le Contrat pourra être considéré comme résilié de plein droit, à l'initiative d'A.S.O., sans versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'une ou l'autre des Parties.

Pour toute communication portant sur le Tour de France La Collectivité Hôte devra utiliser les Signes Autorisés à l'exclusion de tout autre logo, marque ou visuel créé par elle ou par des tiers.

Le Contrat est strictement personnel à La Collectivité Hôte. Il ne pourra faire l'objet de la part de La Collectivité Hôte d'aucune cession ou sous-convention, directe ou indirecte, sous quelque forme que ce soit.

Par conséquent, La Collectivité Hôte s'engage (i) à ne pas céder ou concéder les DROITS, en tout ou partie, à titre gratuit ou onéreux, par quelque moyen que ce soit, sans le consentement exprès, préalable et écrit d'A.S.O. ; et (ii) s'interdit d'adjoindre aux Signes Autorisés ou aux images du Tour de France toute marque, dénomination, logo ou signe autre que le logo de La Collectivité Hôte.

La Collectivité Hôte s'oblige à reproduire les Signes Autorisés en respectant la ou les chartes graphiques qui lui sera/seront communiquée(s) par A.S.O., à moins que ces dernières ne soient déjà annexées au Contrat.

La Collectivité Hôte ne pourra utiliser les Signes Autorisés et les images du Tour de France qu'après avoir recueilli l'accord préalable et par écrit d'A.S.O., lequel sera donné dans les conditions stipulées ci-après.

La Collectivité Hôte devra adresser à A.S.O. pour approbation préalable, par tous moyens probants tels que lettre recommandée avec accusé de réception, courriel avec accusé de réception, chacun des supports sur lesquels figureront les Signes Autorisés et/ou les images du Tour de France. A.S.O. devra notifier son accord ou son refus au sujet desdits projets au plus tard dans un délai de 10 (dix) jours ouvrés suivant la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception, du courriel avec accusé de réception de La Collectivité Hôte, étant précisé que le défaut de réponse dans le délai précité ne sera pas considéré comme valant accord tacite.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Collectivité Hôte s'engage à payer à A.S.O. une participation financière de 100 000 euros (cent mille euros) hors taxes.

Les factures seront émises suivant l'échéancier ci-après :

- à réception du contrat signé : 50 000 € HT (cinquante mille euros hors taxes) ;
- à prestation réalisée, le 20 juillet 2026 : 50 000 € HT (cinquante mille euros hors taxes).

Les montants ci-dessus énumérés seront augmentés de la TVA au taux en vigueur.

Les règlements seront effectués, sur présentation de factures, au compte d'A.S.O. ouvert à la banque LCL Direction Grandes Entreprises, 19 boulevard des Italiens 75002 Paris, sous le numéro 0000003263U (code banque : 30002, code guichet : 00790, clé RIB : 90).

Les factures seront déposées sur le portail Chorus. La Collectivité Hôte devra fournir à A.S.O. la référence d'engagement juridique et la référence du service exécutant.

La contribution financière de La Collectivité Hôte à A.S.O. ne constitue pas une subvention à A.S.O., mais la contrepartie d'une prestation. En conséquence, A.S.O. ne saurait être tenue des obligations

certificats de conformité de ses infrastructures et à maintenir lesdites garanties d’assurances pour des montants suffisants.

La Collectivité Hôte s’engage également à vérifier que les sous-traitants auxquels elle ferait appel disposent bien de garanties d’assurances en cours de validité et pour des montants suffisants.

**ARTICLE 9 : GARANTIES-PROPRIETE INTELLECTUELLE**

**9.1. Images/photos**

Chaque Partie déclare détenir sur les images (photos, images audiovisuelles et toutes autres créations) transmises à l'autre Partie, tous les droits nécessaires, à savoir tous les droits d’auteur de nature patrimoniale pour le Territoire et les utilisations décrites au Contrat et qu’elle dispose sans restriction ni réserve pour le Territoire et la durée définie aux présentes, des droits d’exploitation desdites images y compris pour les éléments reproduits dans les images/photos, ainsi que de toutes les autorisations nécessaires de toute personne ayant participé directement ou indirectement à la production et à la réalisation des photos, ou pouvant prétendre à un droit quelconque à l’égard de ces dernières en qualité de personne représentée, en vue des exploitations autorisées aux présentes, sans préjudice des dispositions de l’Annexe 3 pour les coureurs.

Chaque Partie garantit donc à l’autre Partie la jouissance, entière et libre de toute servitude, des droits d’utilisation sur les images/photos, contre toute revendication et éviction quelconque, dans l’exercice conforme de ses droits.

**9.2. Logos /marques**

Les Parties garantissent chacune détenir les droits nécessaires à la mise à disposition de son/ses logo(s), marque(s) et/ou nom pour les utilisations visées par les présentes, en tant que propriétaire ou détenteur des droits exclusifs. La mise à la disposition par les Parties de son/ses logo(s), marque(s) et/ou nom(s) dans le cadre du présent partenariat ne constitue en aucune manière un transfert de propriété. L’autre Partie ne saurait en conséquence exercer un quelconque droit sur les éléments qui lui sont communiqués.

Toute utilisation par une Partie du/des logo(s), marque(s) et/ou nom de l’autre Partie sera soumise à l’autorisation préalable de cette dernière dans les conditions du Contrat.

**ARTICLE 10 : DONNEES PERSONNELLES**

Dans l’hypothèse où des données à caractère personnel seraient collectées par l’une ou l’autre Partie dans le cadre de l’exécution du présent Contrat, ces dernières s’engagent à respecter les dispositions de la Loi du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Libertés », et du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles, et notamment quant à la collecte, l’exploitation, le stockage et la destruction desdites données.

Les Parties s’engagent en particulier :

- A avoir mis en place les mesures techniques et organisationnelles adaptées contre la destruction accidentelle ou illicite de données à caractère personnel qu'elle traite ou leur perte accidentelle, altération, divulgation non autorisée ou illégale ;

Pour les besoins des présentes, les Parties conviennent d’attribuer aux événements suivants les effets de la force majeure : incendie, inondation, épidémie, pandémie, attentat, ouragan, tornade, tempête, gel, tremblement de terre, guerre, guerre civile, réquisition, arrêt de travail, lock-out ou grève des personnels nécessaires à la tenue des événements sportifs ou à l’acheminement des compétiteurs ou spectateurs, révolution, émeutes, mouvement de foule, moratoire légal, retrait ou suspension des autorisations fédérales, retrait ou suspension des autorisations d’occupation des sites de déroulement des manifestations, vol de tout ou partie du matériel nécessaire à la tenue des événements sportifs, manque d’énergie électrique, interruption ou retard dans les transports ou les postes de télécommunication, impossibilité de retransmettre les événements sportifs par ondes hertziennes terrestres, par câble ou par satellite, conditions climatiques ou politiques rendant impossible ou très difficile la tenue des événements sportifs, conditions rendant impossible ou très difficile le maintien de la sécurité des participants aux événements sportifs ou des spectateurs.

Dans le cas où l’étape (cf Annexe 1) serait annulée à cause d’un cas de Force Majeure, les Parties s’engagent à trouver un ajustement raisonnable des paiements restants dus par La Collectivité Hôte. L’existence éventuelle d’une cause de Force Majeure sera soulevée et traitée au sein du Comité d’organisation visé à l'article 3.4 du présent Contrat.

**ARTICLE 8 : RESPONSABILITE – ASSURANCE**

Chaque Partie conserve sa propre responsabilité, A.S.O. assumant celle de l’organisation de l’Epreuve et La Collectivité Hôte celle lui incombant au titre de ses obligations mises à sa charge telles que visées aux présentes et notamment aux Cahiers des Charges.

**8.1. A.S.O.**

A.S.O. déclare que les risques dont elle assume la charge en tant qu’organisatrice du Tour de France sont couverts par des polices d’assurances en responsabilité civile, qui satisfont :

- . d’une part, aux dispositions de l'article L 321-1 du code du Sport ;
- . d’autre part, aux prescriptions de l’article R 331-10 du code du Sport.

A.S.O. s’engage à fournir, sur simple demande, à La Collectivité Hôte, les attestations des assureurs correspondant aux polices susmentionnées et à maintenir lesdites garanties d’assurances pendant toute la durée du présent Contrat.

**8.2. La Collectivité Hôte**

La Collectivité Hôte sera responsable de tous dommages corporels, matériels ou immatériels toutes causes et tous préjudices confondus, consécutifs ou non causés aux tiers, à ses personnels ou aux personnels d’A.S.O. du fait de son personnel, de ses véhicules, de ses locaux et du matériel dont elle a l’utilisation ou la garde, conformément au Cahier des Charges.

La Collectivité Hôte déclare et garantit être assurée auprès d’un organisme notoirement solvable pour les conséquences pécuniaires découlant de sa responsabilité telle que visée ci-dessus et que les montants garantis sont en adéquation avec les missions confiées conformément au Cahier des Charges.

La Collectivité Hôte s’engage à fournir, sur simple demande, à A.S.O., les attestations des contrats d’assurances en cours de validité correspondant à la couverture des dommages susmentionnés, les



- (c) Etablir, mettre en œuvre et mettre à jour des politiques et procédures adéquates en matière d'éthique des affaires, et notamment pour la prévention de la fraude, de la corruption et des conflits d'intérêts ;
- (d) Informer sans délai l'autre Partie de tout événement dont elle aurait connaissance qui serait susceptible de constituer un don ou avantage indu, de quelque nature que ce soit (financier ou autre), et prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à la situation ;
- (e) Fournir toute l'assistance nécessaire raisonnable dont l'autre Partie a besoin pour se conformer à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

Chaque Partie veille à ce que toute personne, physique ou morale, en relation avec elle et qui participe à l'exécution d'obligations dans le cadre de la relation entre les Parties ou en relation avec celle-ci respectent des conditions équivalentes à celles imposées aux Parties dans le présent article. Chaque Partie est responsable du respect et de l'exécution de ces conditions par ces personnes et est directement responsable envers l'autre Partie de toute violation de l'une de ces conditions.

### 11.3. Préservation de l'environnement et de ses ressources

Chaque Partie déclare avoir une politique environnementale et être engagée dans des actions pour :

- (a) La réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- (b) La promotion de la mobilité durable ;
- (c) La préservation des ressources et des énergies.

Ainsi, dans le cadre du présent contrat, La Collectivité Hôte s'engage fermement à :

- (a) respecter les clauses RSE d'A.S.O., et ceux de la charte des 15 engagements écoresponsables des Grands Evénements Sportifs, principes directifs des organisations sportives d'A.S.O., dont le texte est disponible sur le site : <https://developpement-durable.sports.gouv.fr>
- (b) Appliquer systématiquement sur le terrain, ces principes directifs pour contribuer, avec A.S.O., à la livraison d'événements durables et responsables dans le souci permanent d'une amélioration continue.

Tout manquement grave à l'une des dispositions du présent article et qui sera signalé par écrit par l'une des Parties fera l'objet d'une discussion afin de trouver les actions et les solutions adéquates et nécessitera une réponse écrite de la part de la Partie défaillante confirmant ses engagements au titre du présent article.

### ARTICLE 12 : INTEGRALITE DU CONTRAT - NOVATION

Le présent Contrat exprime l'intégralité de la volonté des Parties en ce qui concerne son objet. Toute modification qui pourrait y être apportée devra faire l'objet d'un Avenant signé par les Parties et soumis à l'approbation du Conseil Municipal de La Collectivité Hôte.

Le présent Contrat se substitue à tout accord, arrangement ou contrat antérieur écrit ou non écrit, conclu entre les Parties et se rapportant à son objet.

Les annexes au présent Contrat en font partie intégrante et en sont indissociables.

- A informer l'autre Partie dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, de toute faille de sécurité portant atteinte à la confidentialité desdites données ;
- A avoir mis en place les procédures de sécurité adéquates pour éviter que des personnes non autorisées ne puissent accéder aux données personnelles ou à leur équipement de traitement et que les personnes qu'il autorise à avoir accès à ces données personnelles soient en mesure de respecter et maintenir la confidentialité et la sécurité desdites données ;
- A n'utiliser les données personnelles que dans le seul cadre autorisé par la loi susvisée.

Dans le cadre de l'exécution du Contrat :

- La Collectivité Hôte, en tant que tiers bénéficiant d'un certain nombre d'opérations marketing décrites aux annexes du présent Contrat, est, au sens de la loi susvisée, susceptible de traiter des données collectées par ses soins et de les transmettre à A.S.O. pour la bonne exécution des opérations marketing. La Collectivité Hôte agira alors comme Responsable des Traitements au sens de la réglementation applicable et assume à ce titre toutes ses obligations notamment d'information préalable à la collecte et de respect du droit des personnes.
- A.S.O. est également susceptible de collecter des données personnelles et de les transférer à La Collectivité Hôte dans le cadre de l'exécution d'opérations marketing ou publicitaire. Dans l'hypothèse où A.S.O. agit en tant que Responsable de Traitement des données personnelles mises à disposition de La Collectivité Hôte, A.S.O. assume à ce titre toutes ses obligations notamment d'information préalable à la collecte et de respect du droit des personnes. Dans le cadre de la mise à disposition de La Collectivité Hôte de données personnelles collectées par A.S.O. La Collectivité Hôte s'engage à traiter les données concernées dans les conditions qui seront fixées par A.S.O. au cas par cas en fonction notamment des consentements obtenus auprès des personnes physiques concernées.

### ARTICLE 11 : OBLIGATIONS RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

#### 11.1. Respect des Droits de l'Homme et santé-sécurité

Chaque Partie déclare avoir une politique de tolérance zéro et s'engager avec ses fournisseurs et sous-traitants à respecter et appliquer les lois et principes internationaux en matière de respect des droits de l'Homme dont :

- (a) L'interdiction formelle de tout travail des enfants ;
- (b) La lutte contre toute pratique du genre ;
- (c) La lutte contre toute forme de travail forcé et servitude, contre tout harcèlement ;
- (d) L'égalité, l'équité, la non-discrimination à l'embauche ;
- (e) La protection de la santé, des données personnelles et la mise en sécurité des personnes, dans l'exercice de leurs activités.

#### 11.2. Ethique et responsabilité des affaires

Chaque Partie déclare avoir une politique de tolérance zéro à l'égard de la fraude et de la corruption, et être engagée à conduire ses affaires de manière éthique et professionnelle.

Chaque Partie s'engage à :

- (a) Ne pas, directement ou indirectement, proposer, accorder, promettre ou accepter de donner, ni autoriser, solliciter, ou accepter aucun don ou avantage indu, de quelque nature que ce soit (financier ou autre) ;
- (b) Respecter l'ensemble de la réglementation relative à la lutte contre la fraude, la corruption et les autres pratiques commerciales illégales ;

Fait à Boulogne-Billancourt, le  
En deux exemplaires originaux

Pour la ville de Mulhouse  
Le Maire

Pour Amaury Sport Organisation  
Le Directeur Délégué

Mme Michèle Lutz

M. Christian Prudhomme

ARTICLE 13 : NOTIFICATIONS

Toutes notifications prévues par le présent Contrat seront faites aux adresses respectives des Parties indiquées ci-dessus, sauf changement d'adresse notifié par écrit. Toutes les notifications seront faites par emails et confirmées par courrier recommandé avec accusé de réception et prendront effet à réception aux adresses ci-dessous :

Pour A.S.O.  
Adresse e-mail : [fdallaserra@aso.fr](mailto:fdallaserra@aso.fr)  
Recommandé A/R : Monsieur Christian Prudhomme  
Directeur Délégué  
Amaury Sport Organisation  
Bâtiment Quai Ouest  
40-42 quai du Point du Jour – CS 90302  
92650 Boulogne-Billancourt cedex

Pour La Collectivité Hôte  
Adresse e-mail : [cathie.venchiarutti@mulhouse-alsace.fr](mailto:cathie.venchiarutti@mulhouse-alsace.fr)  
Recommandé A/R : Madame Michèle Lutz  
Maire de Mulhouse  
Hôtel de Ville  
2 rue Pierre et Marie Curie – BP 10020  
68948 Mulhouse cedex 9

ARTICLE 14 : INTITULES

Les intitulés des Articles du présent Contrat ne figurent que pour plus de commodités et n'affectent en aucune manière le sens des dispositions auxquelles ils font référence.

ARTICLE 15 : DISJONCTIONS DES STIPULATIONS

En cas de nullité juridique de l'une quelconque des stipulations des présentes, les Parties rechercheront de bonne foi des stipulations légalement valables. En tout état de cause, les autres stipulations et conditions des présentes demeureront en vigueur.

ARTICLE 16 : TOLERANCE

Aucun fait de tolérance par l'une ou l'autre des Parties, même répété, de l'infraction par l'autre Partie à l'une quelconque des stipulations du présent Contrat ne saurait constituer une renonciation, par ladite Partie lésée, à l'une quelconque des stipulations présentes.

ARTICLE 17 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE – DROIT APPLICABLE

Ce Contrat qui a été rédigé en langue française (langue du Contrat) est en tous points régi par le droit français. Tout différend résultant de l'interprétation et/ou l'exécution du présent Contrat obligera les Parties à tenter de résoudre préalablement ce différend à l'amiable, avant de saisir le Tribunal Administratif compétent.



ANNEXE 1

DATES ET MANIFESTATIONS RELATIVES AU TOUR DE FRANCE

- Jeudi 26 mars 2026 : A 100 jours du Tour ;
- Vendredi 27 mars 2026 : La Dictée du Tour ;
- Samedi 30 et/ou dimanche 31 mai 2026 : La Fête du Tour pendant Mai à vélo ;
- Samedi 18 juillet 2026 : Le départ de la 14<sup>ème</sup> étape, Mulhouse – Le Markstein Fellingring, à Mulhouse ;
- Dimanche 26 juillet 2026 : Des élus et des représentants de La Collectivité Hôte seront invités à assister à l'arrivée du Tour de France en tribune, sur les Champs-Elysées, à Paris.

ANNEXE 2

CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES

1. Sur le plan technique et logistique

La Collectivité Hôte devra :

- Recevoir le Commissaire Général d'A.S.O. afin de préciser avec lui les obligations de La Collectivité Hôte visées au présent article, spécialement pour ce qui concerne le choix définitif des sites de départ, l'emplacement des différentes installations du Tour de France, y compris les espaces d'hospitalité et de relations publiques, les boutiques officielles, les kiosques officiels, l'aménagement des locaux et parkings, les barrières complémentaires ainsi que les moyens nécessaires à la sécurité générale.
- Mettre à disposition, dans les zones de départ des parkings destinés exclusivement au stationnement des véhicules accrédités par A.S.O. (1 300 pour le départ).
- Mettre en place, à ses frais, les infrastructures nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées pour le public sur les sites de départ.
- Mettre à disposition d'A.S.O., à titre gracieux, sur la voie publique les emplacements nécessaires aux dispositifs marchands (boutiques officielles, kiosques officiels), opérés en propre et sous licence.
- Fournir, mettre en place et ôter, à ses frais, tous les équipements et services utiles pour la sécurité et l'accueil du public, en complément des installations mises en place par A.S.O. pour le départ de l'étape, et en particulier : (i) un barriérage complémentaire (avec pose de barrières de contrevenement), vierge de toute publicité et de banderoles, de 3 000 à 4 000 mètres de barrières pour le départ, suivant les demandes formulées dans le Rapport Technique ; (ii) tous panneaux d'information et de signalisation indispensables au public, y compris ceux relatifs au respect de la propreté et de l'environnement ; (iii) la mise en place et le dimensionnement d'un dispositif prévisionnel de secours à l'attention du public (DPS) sur l'ensemble des sites concernés par les opérations de départ ; La Collectivité Hôte devra contracter auprès d'une association agréée de sécurité civile (mission de type D).
- Faire installer, à ses frais, les branchements nécessaires à la fourniture d'électricité et/ou d'eau sur les différents lieux de l'épreuve en fonction des besoins exprimés dans le Rapport Technique.
- Procéder, à ses frais, aux travaux de voirie et autres prescrits par A.S.O. pour la sécurité des coureurs et pour la mise en place des installations du Tour de France.
- Procéder, à ses frais, à la protection des points dangereux et autres « points durs » signalés par A.S.O.. Mise en place des dispositifs de protection : bottes de paille emballées de plastique rouge et blanc, séparateurs de chantier en matière plastique également rouge et blanc, barriérage ou tout autre recommandation ;
- Procéder, à ses frais, aux travaux de remise en état comme l'enlèvement du balisage, des équipements de franchissement de cours d'eau éventuels, au besoin de remise à niveau des voies d'accès, à la réalisation si nécessaire de la restauration des milieux naturels ou équipements sportifs tels que stades.
- Dans l'hypothèse où la réglementation de La Collectivité Hôte imposerait une taxe (à titre d'exemple (i) pour occupation du domaine public, (ii) une taxe publicitaire sur la publicité induite par la visibilité de sponsors sur l'Événement sur le parcours de la course, (iii) une taxe sur les ventes occasionnelles, etc.) La Collectivité Hôte s'engage à prendre en charge l'intégralité du coût de cette taxe et/ou à négocier avec les autorités compétentes afin d'obtenir une dérogation le cas échéant.

2. Sur le plan administratif

La Collectivité Hôte devra :

- Fournir à A.S.O. toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives, et autres, nécessaires à l'organisation de l'Événement au niveau local, y compris par la fourniture de tous documents appropriés (notamment les autorisations de mise en place des moyens techniques du Tour de France à proximité de sites classés ou de sites protégés).
- Obtenir le concours des services de sécurité municipaux, et notamment de la Police Municipale lorsqu'elle existe, et en assumer les éventuels coûts.
- Prendre, ou faire prendre, toutes les mesures nécessaires pour : (i) préserver le respect des emplacements nécessaires au bon déroulement de la manifestation ; (ii) garantir la sécurité des coureurs, des organisateurs et des spectateurs, spécialement sur les sites de départ ; (iii) interdire la circulation et le stationnement sur les voies urbaines empruntées par l'épreuve, le réglementer sur les voies adjacentes et sur les espaces définis par A.S.O. ; (iv) interdire la pose de banderoles et de panneaux autres que ceux mis en place ou autorisés par l'organisateur ainsi que les ventes occasionnelles dans les zones délimitées par A.S.O. principalement le long du parcours et dans un rayon de 500 (cinq cents) mètres autour des aires de départ ; (v) interdire le survol de la course et de ses abords à tous aéronefs autres que ceux d'A.S.O. (hélicoptères nécessaires à la retransmission télévisée du Tour de France et/ou requis et autorisés par A.S.O. et avions relais nécessaires aux retransmissions des signaux).
- Prendre toutes les mesures nécessaires afin qu'A.S.O. puisse jouir paisiblement et à titre gratuit des structures et réseaux de télécommunications (notamment téléphone et internet) sur les sites occupés par l'organisation, étant entendu qu'aucun fournisseur d'accès à internet (FAI) ou réseaux de télécommunications ne saurait être imposé à A.S.O. et a fortiori ne pourrait bénéficier des droits de communication liés au Tour de France. A.S.O. est libre de choisir ses propres prestataires techniques.
- Mettre en œuvre toutes les dispositions consignées dans le Rapport Technique, qui, après agrément de La Collectivité Hôte, viendront compléter le présent Contrat.
- Assurer à A.S.O. toute liberté de mouvement et de communication pendant la préparation et le déroulement de la manifestation.
- Fournir à A.S.O. un organigramme du comité local d'organisation mentionnant les noms et coordonnées des responsables habilités par La Collectivité Hôte pour traiter des différentes questions liées à l'accueil du Tour de France.
- Ne pas mettre en place de système payant pour l'accès des spectateurs au lieu de départ de l'étape, à l'exception éventuelle de parkings (sans toutefois que le montant excède 10 euros par véhicule). Il est entendu que cette mesure ne concerne pas les parkings publics existants, et que ces derniers ne modifieront pas leurs grilles tarifaires pour l'Événement.

3. Collaboration d'A.S.O.

- A.S.O. s'engage à effectuer des reconnaissances des parcours et des sites de départ. Lors de ces reconnaissances, le Commissaire Général d'A.S.O. arrêtera avec La Collectivité Hôte le choix définitif des sites de départ, l'emplacement des différentes installations du Tour de France, y compris les espaces d'hospitalité et de relations publiques, les boutiques officielles, les kiosques officiels et, de manière générale, toutes dispositions techniques particulières devant être prises par La Collectivité Hôte pour l'accueil de l'épreuve dans les meilleures conditions possibles.
- A l'issue de ces reconnaissances, le Commissaire Général d'A.S.O. précisera dans les Documents Techniques (Rapport Technique et Plans) le détail des dispositions arrêtées qui viendra compléter le présent Contrat et en particulier la liste des obligations et charges de La Collectivité Hôte, visée à l'article 3.3. supra.

- De façon générale, A.S.O. fait son affaire de fournir les installations, matériels et personnels nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques relevant de la responsabilité de La Collectivité Hôte. A.S.O. se charge notamment de la fourniture, du montage et du démontage des équipements suivants :
  - pour le départ : les installations du Village, certains matériels de barriérage, le podium-signature réservé à la présentation des coureurs, l'estrade placée sur la ligne de départ pour les élus de La Collectivité Hôte, le totem, les cabines sanitaires de l'organisation, la sonorisation.
- Le détail des matériels fournis par A.S.O. figurera dans le Rapport Technique établi par A.S.O..
- A.S.O. prend à sa charge les secours de l'ensemble des « acteurs de l'Événement » c'est-à-dire les coureurs et les personnes participant à l'organisation (et/ou qui assurent une prestation).
- A.S.O. s'engage à prendre les mesures nécessaires pour obtenir des autorités administratives concernées (Ministère de l'Intérieur et Préfectures) les autorisations requises en vue d'un usage privatif, sur l'itinéraire de la course, des voies ouvertes à la circulation.
- A.S.O. fera ses meilleurs efforts pour obtenir des collectivités territoriales concernées (via Départements de France), dans les limites de leur domaine de compétence et de responsabilité territoriales, la préparation des routes empruntées par l'épreuve (signalisation et protection des points dangereux, le contrôle de l'itinéraire de l'étape avant l'épreuve, etc.).

ANNEXE 3

DROITS ET AVANTAGES RELATIFS AU TOUR DE FRANCE ACCORDES A LA COLLECTIVITE HOTE

1. Outils de communication

1.1. Les éléments graphiques du Tour de France ou Signes Autorisés sont :

- a) Nom de l’Evénement : Tour de France
- b) Marque(s) de l’Evénement à utiliser exclusivement dans le cadre du logo composite « Tour de France Ville Départ 2026 »



Marque de l’UE enregistrée sous le N° 003 530 557  
Marque de l’UE enregistrée sous N°000 028 191  
“Tour de France” marque verbale internationale enregistrée sous le N° 329 298

A.S.O. informe La Collectivité Hôte que le logo reproduit ci-dessus est susceptible de changer pendant la durée du contrat et l'en informera au moins 5 mois avant le déroulement du Tour de France concerné.

- a) Affiche Officielle de l’Evénement
- b) Carte Officielle de l’Evénement
- c) Gabarit destiné à être personnalisé par La Collectivité Hôte
  - Interdiction pour La Collectivité Hôte de créer un logo et/ou une identité visuelle Tour de France.
  - Validation stricte par A.S.O. (Service Relations Collectivités et Brand Management) de l’intégralité des créations, déclinaisons et visuels.
  - Matériel graphique mis à disposition de La Collectivité Hôte via une plateforme en ligne dédiée et comprenant notamment les éléments suivants :
    - mise à disposition du composite permettant l’association des marques Tour de France + Collectivité Hôte ;
    - mise à disposition d’un gabarit ;
    - mise à disposition des représentations graphiques des prix sportifs et maillots distinctifs du Tour de France selon Charte graphique ;
    - mise à disposition d’un kit de supports de communication aux formats banderole, pavoisement, fond de scène, formats traditionnels d’affichage (4 x 3, aribus, 80 x 120, ...), annonce presse (A4, A5), bannière internet (250 x 250, 468 x 60, 240 x 400) ; formats donnés à titre indicatif ;
    - mise à disposition de patronnes et éléments graphiques type fanion et habillage de décors ;

- mise à disposition d’un intranet dédié avec charte graphique reprenant les différents types d’exploitation possible pour La Collectivité Hôte, photos libres de droits de l’épreuve et éléments graphiques concernant le parcours du Tour de France (carte de l’épreuve, profil des étapes) ;
- mise à disposition d’un cahier dédié reprenant différents exemples d’application ;
- Obligation de La Collectivité Hôte de toujours scénariser/mettre en avant les prix sportifs et maillots distinctifs du Tour de France, dès lors qu’ils sont utilisés, en communication et sur site ;
- Communication autorisée :
  - Le logo composite collectivité Tour de France Ville Départ 2026 pourra être utilisé pour toute opération de publicité, de communication interne et/ou externe, de communication institutionnelle dans le respect de la charte graphique et sous réserve que les opérations en cause aient un lien direct avec l’Evénement.
  - Aucune association avec des tiers autres que les Partenaires Officiels du Tour de France.

1.2. Images

- La Collectivité Hôte devra se rapprocher d’A.S.O. afin de convenir des conditions dans lesquelles elle pourra avoir accès aux images, notamment audiovisuelles, du Tour de France et des conditions d’exploitation de celles-ci dans le cadre de sa communication.
- Il est néanmoins d’ores et déjà convenu ce qui suit :
  - La Collectivité Hôte pourra utiliser à l’issue de chaque étape, 3 minutes maximum d’images animées qu’A.S.O. a produites ou a faites produire (sans paiement additionnel autres que les éventuels coûts techniques) aux fins d’exploitation dans le cadre de sa communication entendue comme exploitation sur quelque support que ce soit mais diffusées exclusivement à l’intérieur de La Collectivité Hôte et de sa communication institutionnelle (site internet de La Collectivité Hôte et réseaux sociaux) et pour une période de licence allant jusqu’à la veille de l’édition suivante du Tour de France.
  - Pour tout besoin d’images audiovisuelles spécifiques mettant l’accent sur le rôle de La Collectivité Hôte dans le cadre du Tour de France et pour toute demande d’utilisation à des fins publicitaires (tels que spots TV, clips internet, etc.), les parties se rapprocheront afin de convenir des modalités, y compris financières de leur collaboration.
  - La Collectivité Hôte pourra utiliser, sous réserve des droits consentis par les photographes à A.S.O., les photographies qu’A.S.O. a produites ou a faites produire sans paiement additionnel autre que les éventuels coûts techniques dans le cadre de sa promotion, sur son site internet et ses réseaux sociaux (crédit A.S.O. + nom du photographe à mentionner obligatoirement).
  - La Collectivité Hôte pourra recourir à son propre photographe, ce dernier devra recueillir l’accord préalable d’A.S.O. étant d’ores et déjà précisé que (i) sa présence devra être compatible avec les contraintes de l’organisation de l’Evénement et de la production des images et que (ii) les images prises à cette occasion seront exploitées exclusivement par La Collectivité Hôte pour la promotion de son partenariat ou par A.S.O.. A cet effet, La Collectivité Hôte devra obtenir du photographe les droits de reproduction et de représentation nécessaires tels que sollicités par A.S.O. pour qu’A.S.O. puisse exploiter ces photos, le cas échéant.
  - En tout état de cause, il appartiendra à La Collectivité Hôte, quel que soit l’usage envisagé, de recueillir l’accord préalable des coureurs avant toute exploitation de leur image individuelle et ce, quel que soit le support ; A.S.O. ne pouvant être recherchée ou inquiétée à ce sujet.
  - Par ailleurs, A.S.O. accorde à La Collectivité Hôte une accréditation pour une équipe de tournage vidéo de maximum 2 personnes pour une seule caméra et permettant à un véhicule l’accès par l’itinéraire hors course. Il est expressément convenu que cette équipe pourra filmer uniquement des images hors course du Tour de France dans les zones prévues à cet effet (zone accréditation). Les contenus ainsi tournés pourront être exploités par La Collectivité Hôte dans

- soit à la fois le logo du Tour de France et le logo de La Collectivité Hôte, association impérativement sous forme de cartouche de manière indissociable. Dans un tel cas, La Collectivité Hôte pourra acheter lesdits Articles Promotionnels auprès de SPOREO ou de tous fournisseurs de son choix. La Collectivité Hôte devra veiller à ce que ses fournisseurs signent une lettre d'engagement et respectent la charte éthique visée à l'Annexe A.
- La Collectivité Hôte devra soumettre lesdits Articles Promotionnels à l'approbation préalable écrite d'A.S.O. dans les mêmes conditions que celles stipulées à l'Article 4.2. supra.

2.3. Programme d'hospitalité et de relations publiques

La Collectivité Hôte bénéficiera des prestations d'hospitalités suivantes, dans la limite et le respect des règles et des consignes sanitaires :

- 13 accréditations nominatives tous accès (badges) pour les personnalités de La Collectivité Hôte dont :
  - 3 (trois) maximum pourront accéder au podium signature au départ de l'étape du Tour de France.
  - Le Président du Conseil régional, le Président de la Collectivité européenne d'Alsace, le Préfet et/ou le Sous-Préfet sont systématiquement accrédités par A.S.O..
- 2 pavillons décorés et équipés au sein du Village pour la durée d'ouverture du Village.
- 50 invitations dématérialisées pour le Village (contrôle d'accès assuré par A.S.O.).
- 2 places en voitures invités A.S.O. pour suivre la 14<sup>ème</sup> étape, Mulhouse – Le Markstein Feierling

2.4. Programme de licence – merchandising

- La Collectivité Hôte s'engage à nommer un interlocuteur « produits dérivés », point de contact privilégié d'A.S.O. sur ces sujets.
- A.S.O. s'engage à communiquer à La Collectivité Hôte la liste de ses vendeurs et licenciés officiels, liste qui pourra être actualisée par A.S.O..
- Dans un but promotionnel, La Collectivité Hôte bénéficie du droit stipulé au §2.2. (Articles promotionnels) supra. Ne sont pas considérés comme produits/objets promotionnels au sens du présent Contrat les produits/objets promotionnels revêtus des seuls nom/logo de La Collectivité Hôte. Si La Collectivité Hôte souhaitait vendre des produits sous licence de la marque Tour de France (hors des sites départ), elle devra conclure un contrat de licence avec A.S.O. ou les acheter auprès de SPOREO ou de tout autre licencié officiel.
- A.S.O. s'engage à présenter à La Collectivité Hôte un ensemble de produits et d'objets promotionnels qualitatifs que La Collectivité Hôte pourra acquérir dans un objectif de décoration et de mise à disposition des organismes, commerces, restaurants, etc. locaux.
- A.S.O. sera consultée en cas d'appel d'offre relatif aux besoins de La Collectivité Hôte pour tous produits de merchandising.
- La Collectivité Hôte devra impérativement faire appel à SPOREO pour la vente des produits de merchandising qu'elle développera au sein des sites départ (Boutiques Officielles).

2.5. Droits digitaux

Dans le cadre de sa communication institutionnelle sur le présent partenariat, La Collectivité Hôte pourra utiliser les Signes Autorisés sur les supports digitaux créés et édités par elle selon les dispositions suivantes :

Page d'un site internet :

- Droit non exclusif de créer une page (accessible en desktop / mobile) dédiée au Tour de France, reprenant le logo composite du Tour de France sur le site internet de La Collectivité Hôte.

un cadre interne et sur les différentes plateformes digitales éditées et contrôlées par La Collectivité Hôte dans la limite de 5 minutes d'images cumulées/jour. La Collectivité Hôte devra prendre ses dispositions pour obtenir les droits de reproduction et de représentation nécessaires desdites vidéos tels que sollicités par A.S.O. pour qu'A.S.O. puisse les exploiter, le cas échéant.

• 2. Promotion de La Collectivité Hôte par A.S.O.

2.1. Visibilité

- Présentation par A.S.O. de La Collectivité Hôte comme site d'accueil du Tour de France.
- Mise en avant de La Collectivité Hôte sur la carte officielle du Tour de France.
- Intégration dans les documents officiels (par exemple livre de route, site internet, etc.) de la description de l'étape et photographies associées.
- Mise en avant d'éléments touristiques, culturels et économiques de La Collectivité Hôte dans le guide touristique de l'Événement (digital et/ou imprimé).
- Droit de mettre en place un dispositif léger illustrant La Collectivité Hôte (type structure, statue, etc.) au sein du Village (éléments ci-dessous soumis à validation et ajustables en fonction du profil des étapes).
- Intégration du nom et/ou du logo et/ou du blason de La Collectivité Hôte dans les endroits suivants le jour du passage de l'épreuve :
  - site départ : nom sur la moitié haute d'une face du totem, nom en haut de deux faces du totem avec défilement d'images et du programme du départ, nom et blason ou logo sur un panneau apposé sur le fond de l'estrade placée sur la ligne de départ, nom sur panneaux (2 à 4 selon le format de l'estrade) recto/verso sur la face avant de l'estrade, nom sur le haut de la structure installée face à l'estrade sur la ligne de départ, nom et/ou logo sur 4 (quatre) panneaux latéraux (2 de chaque côté de la chaussée) posés sur les barrières juste avant et après la ligne de départ, nom de La Collectivité Hôte sur le drapeau de départ fourni par A.S.O. ;

- site départ : à l'entrée du Village, écran sur panneau central avec nom sur le bandeau au-dessus de l'écran, deux panneaux (à gauche et à droite du panneau central) avec le nom et le logo ; à la sortie du Village, trois panneaux avec le nom et le logo ; dans le Village, mise en place en façade de deux panneaux avec un emplacement pour 1 à 4 logos sur chaque panneau, logo sur un grand panneau positionné au premier plan sur le podium signature ;
- sur le parcours : nom de La Collectivité Hôte R/V sur la borne du km « 0 » installée de chaque côté de la chaussée indiquant le départ réel de l'étape ;
- au départ, les banderoles, dont le métrage est limité à 200 mètres, seront mises en place après la ligne de départ (banderoles fournies par La Collectivité Hôte, pose à la charge d'A.S.O. et dépose à la charge de La Collectivité Hôte) ;
- sur certains lieux du parcours, validés au préalablement approuvés par A.S.O. (hors des zones suivantes : arrivée et départ, zones de ravitaillement, zones de chronométrage, zones de classements), des banderoles portant le nom de La Collectivité Hôte, partagées entre le côté droit et le côté gauche du parcours. Les banderoles seront fournies par La Collectivité Hôte après approbation d'A.S.O..

2.2. Articles Promotionnels

- Les « Articles Promotionnels » désignent les produits destinés à être distribués gratuitement par La Collectivité Hôte. Ceux-ci doivent respecter les exclusivités des partenaires et des licenciés d'A.S.O. et peuvent ainsi porter :
  - soit uniquement le logo du Tour de France : dans ce cas, La Collectivité Hôte s'engage à les acheter auprès de SPOREO (contact : Pierre-Antoine Guilhot, pierre-antoine.guilhot@sporeo.fr) ;

- mise à disposition d'études de performances des médias locaux (panorama, chiffres clés des médias régionaux et nationaux : télévision, presse, radios, web, etc.).
- mise à disposition de fichiers médias locaux (contacts de médias régionaux et nationaux : rédactions, services partenariats et communication, etc.).
- monitoring (piges des retombées médias avec édition d'un press-book mensuel à compter de M-12).
- A.S.O. peut être amenée à développer des opérations spéciales dans le cadre de son plan de promotion (relations presse, marketing d'influence, etc.) et peut proposer à La Collectivité Hôte de s'y associer à certaines occasions.

- Le nom de La Collectivité Hôte devra nécessairement faire partie de l'URL (exemple : <http://www.lacollectivite.com/>(nom de la page du TDF)).
- En aucun cas cette page ou le site internet de La Collectivité Hôte ne pourra apparaître comme le site officiel du Tour de France. Il est expressément convenu qu'aucune application mobile par téléchargement ne pourra être proposée par La Collectivité Hôte. Sauf accord préalable d'A.S.O., aucune autre marque commerciale ne pourra apparaître sur la page ou le site internet de La Collectivité Hôte (hors Partenaires Officiels de l'épreuve). Page internet exploitable pendant toute la durée du Contrat.
- Cette page ou le site internet de La Collectivité Hôte devra faire figurer des liens de redirections vers le site officiel du Tour de France.

Réseaux sociaux (Facebook / X / Instagram / TikTok) :

- La Collectivité Hôte sera libre du contenu éditorial sur ses réseaux sociaux sous réserve de véhiculer une bonne image de l'Évènement, de respecter la législation en vigueur, de ne pas introduire dans le contenu des informations susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et à la dignité humaine par son caractère avilissant et/ou d'une extrême violence, à ne pas violer les droits quelconques des tiers de sorte à ne pas donner lieu à des actions en contrefaçon, en concurrence déloyale, ou en responsabilité civile, et sous réserve de ne pas associer de marque commerciale en dehors des partenaires de l'Évènement.
- La Collectivité Hôte s'engage à publier des informations pratiques sur ses réseaux sociaux (animations, horaires, etc.) en lien avec le Tour de France 2026.

Diffusion d'images :

- Pour toute diffusion d'images relatives au Tour de France sur la page, le site internet, les réseaux sociaux précités, La Collectivité Hôte doit se rapprocher d'A.S.O. afin de déterminer les contenus et les conditions des droits de diffusion de ces derniers.

Opérations digitales :

- Il est convenu que La Collectivité Hôte s'engage de manière générale à relayer des opérations digitales en lien avec le Tour de France 2026 (Jeu « Fantasy » officiel, Jeu concours officiel, Club Officiel, etc.) sur la page, le site internet et les réseaux sociaux précités, sous réserve de proposition par A.S.O..
- En cas de mise en place par La Collectivité Hôte d'opérations digitales (jeux-concours, etc.) sur ses supports, une mécanique de recueil d'opt-ins «Tour de France» doit être systématiquement intégrée.

La Collectivité Hôte et A.S.O se réservent le droit d'échanger sur des contreparties digitales additionnelles pour La Collectivité Hôte, pour soutenir ses enjeux de communication, lesquelles pourront faire l'objet d'un accord particulier.

2.6. Promotion média

- Droit de développer, en coordination avec A.S.O., un plan média acquis exclusivement par l'achat d'espaces publicitaires soit auprès des Partenaires Média Officiels/Diffuseurs Officiels du Tour de France soit auprès d'autres supports. La Collectivité Hôte s'engage à ne pas utiliser la marque Tour de France et toute prestation y faisant référence dans le cadre de ses négociations.
- Droit pour La Collectivité Hôte de reprendre les contenus du kit de communication fournis par A.S.O. sur les supports de communication de La Collectivité Hôte.
- Le service Média de La Collectivité Hôte peut être sollicité sur demande expresse d'A.S.O. afin d'apporter conseil et assistance sans frais pour la mise en place et la coordination d'un plan de promotion média élaboré par A.S.O. et notamment les services et prestations suivants :



**ANNEXE 4**  
**LA COLLECTIVITE HOTE S'ENGAGE A VELO**

Le *Tour de France* est engagé, depuis maintenant plus de 15 ans, à tendre vers une organisation toujours plus écoresponsable. Il a fait partie, en 2017, des membres fondateurs de la *Charte des 15 engagements écoresponsables des Grands Evénements Sportifs Internationaux*, sous l'égide du *Ministère des Sports* et du *WWF France*. Adaptation au sport des *17 Objectifs de Développement Durable de l'O.N.U.*, cette charte engage chaque année le Tour de France à l'atteinte d'objectifs sociaux et environnementaux tangibles.

Le Tour de France développe depuis plusieurs années une politique RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) avec pour objectif de :

- réduire l'empreinte écologique du Tour de France et favoriser l'inclusion grâce au rayonnement du Tour avec un programme concret « C'est mon Tour, j'agis » ;
- générer un impact positif avec son programme « L'Avenir à Vélo » composé de 3 opérations totems destinées à promouvoir la pratique du vélo au quotidien.

En accueillant le Tour de France, La Collectivité Hôte s'engage à faire ses meilleurs efforts pour accompagner les actions mises en place par le Tour de France dans le cadre de sa politique RSE et à développer à son initiative une série d'actions concrètes de son choix liées au soutien de la pratique du vélo.

**Programme : C'est mon Tour, j'agis**

**Actions engagées par A.S.O. :**

- 100% des sites sensibles protégés
- réalisation d'études d'incidences Natura 2 000 avec un cabinet d'expert naturaliste,
- consultation des opérateurs des sites sensibles traversés (parcs nationaux, parcs naturels régionaux, réserves naturelles, sites Natura 2 000, etc.),
- développement de programmes spécifiques avec des acteurs reconnus en matière de biodiversité pour sensibiliser le grand public sur le sujet (avec le Muséum national d'Histoire naturelle, le Ministère de la transition écologique, la Fédération des Parcs naturels régionaux, etc.).

• Transports : ambassadeur de la mobilité durable

- 100% de véhicules hybrides et électriques dans la flotte de véhicules officiels A.S.O. en course ;
- sensibilisation des différentes familles du Tour de France à l'utilisation d'énergies alternatives (électrique, hybride, GPL, gaz naturel, biocarburants, etc.),
- réduction du nombre de véhicules sur la route du Tour de France et optimisation du covoiturage des suiveurs,
- formation des pilotes et des motards à une conduite écoresponsable dans le cadre de la formation Sécurité et lors des différentes réunions organisées pendant l'année et au Grand Départ du Tour de France,
- optimisation des moyens de transport en introduisant des moyens de transport de substitution en fonction de la faisabilité et de la topographie des sites,
- mise en place de parking à vélos sur les villes étapes du Tour de France,
- lancement d'un service de covoiturage pour venir sur le Tour de France,
- accord avec les régions pour proposer des tarifs TER attractifs,

- campagne de promotion des modes verts pour venir sur l'épreuve,
- sensibilisation du public aux bienfaits de la pratique du vélo/mobilité douce.
- Alimentation responsable dans les espaces d'hospitalité et de relations publiques
- produits 100 % de saison et 100 % français,
- contenants recyclables ou recyclés (gobelets réutilisables, gobelets carton, etc.),
- suppression de l'intégralité des contenants en plastique à usage unique (coupes de champagne, pailles, etc.),
- réduction du gaspillage alimentaire en partenariat avec une association dédiée.

• Gestion et tri des déchets

- accompagnement de La Collectivité Hôte par l'envoi d'une charte de tri « C'est mon Tour, je trie » et par la nomination d'un coordinateur déchets, interlocuteur de La Collectivité Hôte,
- accompagnement dans la préparation et sur le terrain d'une équipe de 9 (neuf) coordinateurs environnement sur le traitement des déchets,
- rappel des consignes environnementales aux différentes familles du Tour de France lors des réunions organisées au Grand Départ du Tour de France et pendant l'épreuve (atelier Développement Durable pour toutes les familles suiveuses),
- sensibilisation des suiveurs et du public au respect de l'environnement en diffusant des messages en avant course par le véhicule « Environnement » et en utilisant les réseaux sociaux pour diffuser des messages environnementaux,
- intégration des critères de développement durable dans l'ensemble des contrats partenaires et prestataires,
- mise en place avec différents acteurs partenaires, prestataires, de tri dans les espaces occupés par le Tour de France,
- distribution aux villes étapes de sacs poubelles destinés au tri,
- suppression des emballages plastiques à usage unique des objets publicitaires et incitation à la production de cadeaux utiles.
- réduction des déchets en course :
  - o mise à disposition de zones de collecte pour les coureurs en entrée et en sortie des zones de ravitaillement et tous les 30 à 40 (trente à quarante) kilomètres pour le jet de leurs déchets (bidons, emballages) ; les zones sont nettoyées par A.S.O.,
  - o sensibilisation des coureurs sur le jet d'emballages (intégration des sanctions érigées par l'UCI dans le règlement de l'épreuve).
- Préservation des ressources et de l'énergie
- utilisation du papier FSC (ou équivalent) pour toutes les éditions,
- réduction et optimisation des quantités produites,
- dématérialisation d'un grand nombre de supports d'éditions,
- utilisation de groupes électrogènes à batterie, hydrogène, énergie solaire, etc.,
- utilisation de toilettes sèches.
- Contribution à une société plus inclusive
- Mise en place de dispositif adapté pour accueillir des personnes :
  - o de milieux défavorisés :
    - Evénement gratuit pour le public,
    - Média-Pitchounes : jeunes de quartiers découvrant les métiers du journalisme,
    - Secours populaire français : enfants ne partant pas en vacances « Les oubliés du sport ».
  - o en situation de handicap :
    - mobilité réduite : rampe d'accès, toilettes adaptées, fauteuil élévateur, etc.,

1 - « Label Ville à vélo » du Tour de France : à la manière du label des « villes fleuries », créé en 2021, le label vise à encourager et mettre en valeur des politiques territoriales ambitieuses en faveur du vélo.

La Collectivité Hôte s’engage aussi à faire ses meilleurs efforts pour développer une série d’actions concrètes liées au soutien de la pratique du vélo dans la ville sur 4 grands thèmes :  
- apprentissage de la mobilité à vélo (cf. par ailleurs les « initiations vélos »),  
- stationnement et lutte contre le vol (parkings à vélos temporaires ou pérennes),  
- entretien et réparation des vélos,  
- services et communication (bornes de rechargement, prêt de vélos et accessoires de cyclisme, etc.).

Chaque ville étape du Tour de France peut candidater volontairement à l’obtention de ce label.

2 - « Les p’tits vélos » : l’objectif est d’initier chaque année 30 000 enfants de 6 à 10 ans à la pratique du vélo.

Avant le Grand Départ, c’est-à-dire pendant l’année scolaire, La Collectivité Hôte fera ses meilleurs efforts pour mettre en place des initiations vélos/Savoir rouler à vélo à destination des élèves des écoles élémentaires.

Le Tour de France accompagnera La Collectivité Hôte en lui adressant une note technique à destination des animateurs, ainsi qu’un « kit pédagogique » pour chaque enfant.

A titre d’information, le contenu pédagogique reprendra les éléments du programme « Savoir Rouler à Vélo » - <http://sports.gouv.fr/savoir-rouler-a-velo> - à titre indicatif :

- i. CP / CE1 / CE2 : formation au bloc 1 « Savoir pédaler »
  - ii. CM1 / CM2 : formation au bloc 2 « Savoir circuler »
- Début 2026, La Collectivité Hôte informera A.S.O. du nombre d’élèves qu’elle souhaite sensibiliser afin qu’A.S.O. puisse lui faire parvenir le cas échéant pour chaque élève un « diplôme des initiations vélo du Tour de France » et/ou un « livret des initiations vélo du Tour de France ».
- Si cela devait correspondre à un besoin et que La Collectivité Hôte le souhaite, A.S.O. pourra la mettre en relation avec des « formateurs de formateurs agréés SRAV » (issus, selon les territoires concernés, de la Fédération Française de Cyclisme ou de la Fédération des Usagers de la Bicyclette) pour former des animateurs scolaires et/ou membres de la Police municipale.

- « Dotations vélos dans les écoles maternelles »

Lors de l’année du passage du Tour de France, La Collectivité Hôte fera ses meilleurs efforts pour doter (ou renforcer la dotation existante) les écoles maternelles en tricycles et/ou vélos, la quantité étant laissée à sa discrétion.

La Collectivité Hôte informera A.S.O. du nombre de tricycles/vélos fournis aux écoles maternelles.

- « Dictée du Tour »

Afin de promouvoir le cyclisme et le journalisme sportif auprès du jeune public, La Collectivité Hôte s’engage à tout mettre en œuvre pour organiser une dictée à destination des enfants de CM2 et/ou de 6e/5e, vendredi 27 mars 2026, date retenue pour l’ensemble des collectivités du Tour de France.

La Collectivité Hôte pourra, selon son organisation, choisir le lieu et l’heure de la dictée. Les copies devront être corrigées par les enseignants participants qui enverront ensuite les résultats à A.S.O.. Huit gagnants pourront assister à l’arrivée de l’étape. Chaque gagnant devra être accompagné par un parent adulte.

Huit gagnants pourront assister au départ de l’étape. Chaque gagnant devra être accompagné par un parent adulte.

- déficients visuels : documents adaptés en braille, caractères agrandis, audio, etc.

- Lutte contre le sexisme

- hôte/hôtesse sur les podiums et dans les équipes terrain,  
- développement des courses cyclistes féminines (Tour de France Femmes avec Zwift, etc.).

- Engagement pour des causes solidaires

- Mécénat Chirurgie Cardiaque avec l’organisation de L’Etape du Cœur.

Actions engagées par La Collectivité Hôte :

- Nomination d’un coordinateur Environnement-Déchets, interlocuteur d’A.S.O. et de son coordinateur déchets. Le coordinateur Environnement-Déchets, interlocuteur d’A.S.O. et de son coordinateur déchets, doit impérativement être présent sur site le jour de l’étape.
- Prise de mesures de police et des autorités compétentes sur leur territoire pour préserver le respect de l’environnement.
- Mise à disposition, à ses frais, dans les zones occupées par le Tour de France et par le public de conteneurs et de sacs poubelles (cf. document « gestion des déchets ») afin de faciliter l’évacuation des déchets et de préserver au maximum la propreté et l’environnement des sites occupés par le Tour de France et par le public.
- Ramassage et tri des déchets collectés et nettoyage des sites occupés par le Tour de France, dès que lesdits sites sont accessibles en toute sécurité.
- Remise à A.S.O., après l’épreuve, des chiffres sur les quantités de déchets collectés et triés par La Collectivité Hôte.
- La Collectivité Hôte s’engage, dans le cadre de la venue du Tour de France, à fournir des prestations sans plastique (restauration, cadeaux, etc.) et des moyens de mobilité durable (navettes avec véhicules hybrides, électriques, etc.).

L’Avenir à vélo : 3 opérations totems

La Collectivité Hôte s’engage aussi à faire ses meilleurs efforts pour accompagner les opérations totems du programme L’Avenir à Vélo du Tour de France, dont les grandes lignes sont présentées ci-après.



A.S.O. se chargera de fournir le texte de la dictée et les copies et s'occupera de l'organisation de l'accueil des gagnants et des accompagnants sur le Tour de France.

- 3 - « **Un vélo pour tous** » : le Tour de France prolonge son engagement en faveur de la mobilité à vélo d'un volet solidaire, visant notamment à offrir chaque année 600 vélos pour donner du bonheur et changer concrètement le quotidien d'enfants défavorisés en France et à l'étranger.  
La Collectivité Hôte pourra proposer de s'associer à ces initiatives.

**Autres actions sur lesquelles La Collectivité Hôte s'engage à faire ses meilleurs efforts pour :**

- Habiller et décorer aux couleurs du Tour de France et de manière permanente un itinéraire et/ou une piste cyclable en centre-ville et en périphérie de la ville étape qui aura vocation à rester pérenne.
- Relayer les différentes campagnes de sensibilisation sécurité et RSE notamment, mises en place par A.S.O. (affichage, digital, etc.).
- Bénéficier du droit (sous réserve du respect de la charte) de produire, installer et entretenir, conjointement avec le Département, la signalétique des routes du Tour de France matérialisant notamment les sommets de cols.
- Mettre en place, à ses frais, lors de l'étape, des parkings à vélos pour le public se rendant sur les différents sites de l'événement selon des modalités à évoquer ultérieurement et à en faire la promotion auprès du public.

Le Tour de France contribue à des programmes de séquestration carbone de ses émissions directes auprès du Centre national de la protection forestière depuis 2021. Les programmes label-bas carbone concernés sont labellisés par le ministère de la Transition écologique et consultable sur le site de l'institution.

L'ensemble de ces actions évolueront d'année en année dans un souci de réduction de l'empreinte carbone du Tour de France dont l'objectif principal est la réduction de 50 % de ses émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030 (cf. accord de Paris). Cette réduction ne peut s'opérer qu'avec le concours de l'ensemble des parties prenantes du Tour de France dont les villes étapes.

ANNEXE 5  
LA COLLECTIVITE HÔTE CELEBRE LE TOUR DE FRANCE

**1. Diffusion du Tour de France sur écran géant**

- A l'arrivée de l'étape, A.S.O. installe, seule ou avec le concours d'un tiers, un écran vidéo géant, visible depuis la ligne d'arrivée, qui permet au public de suivre la retransmission en direct de la course.
- La Collectivité Hôte bénéficiera du droit de mettre en place un ou plusieurs autres écrans géants dans la ville étape et du droit de diffuser le direct (images et son qui l'accompagnent) diffusé simultanément par France Télévisions, à l'exception de tout autre programme, aux conditions suivantes :
  - les emplacements de ces écrans géants doivent être choisis d'un commun accord entre les parties ;
  - aucune marque (autre que celles des Partenaires Officiels de l'épreuve) ne peut apparaître avec le nom, la marque et/ou le logo du Tour de France lors de la diffusion de ces images sur les écrans géants ;
  - la diffusion du direct doit se faire sans coupures publicitaires autre que celles prévues par France Télévisions ;
  - la diffusion peut avoir lieu pendant toute la durée du Tour de France 2026 ;
  - aucune exploitation commerciale de cette opération ne peut être effectuée ;
  - un accès gratuit aux images pour le public doit être garanti ;
  - La Collectivité Hôte devra s'acquitter des droits SACEM.

**2. Autres Manifestations**

- La Collectivité Hôte pourra illuminer en jaune Tour de France son monument le plus iconique dès mercredi 25 mars 2026 à la tombée de la nuit pour qu'à 0 h 00 jeudi 26 mars 2026 le monument soit en jaune 100 jours avant le départ de l'épreuve.
- Dans le cadre de la promotion du Tour de France, La Collectivité Hôte s'engage à tout mettre en œuvre pour organiser, samedi 30 et/ou dimanche 31 mai 2026, une randonnée populaire empruntant le parcours de l'étape visée à l'Annexe 1, événement ouvert à tous et gratuit : La Fête du Tour.
- La Collectivité Hôte s'engage à décorer, aux couleurs du Tour de France et/ou des maillots distinctifs, certains de ses espaces et/ou lieux.
- Dans le cas où La Collectivité Hôte bénéficie d'espaces dans un réseau d'affichage au sein de son territoire, cette dernière s'engage à y faire figurer, en amont et jusqu'au passage du Tour de France, un plan de promotion dédié.



ANNEXE A

Modèle de lettre d'engagement  
à l'intention des fabricants d'articles promotionnels

(à faire compléter par les éventuels fournisseurs qui utiliseraient les noms et/ou logo composite du Tour de France pour la fabrication d'objets promotionnels destinés aux besoins d'une collectivité d'accueil du Tour de France 2026).

Merci de bien vouloir ensuite adresser cette lettre d'engagement à Nicolas DENOLF [ndenolf@aso.fr](mailto:ndenolf@aso.fr)  
A.S.O. Département Produits Dérivés – Bâtiment Quai Ouest 40-42 quai du Point du Jour  
CS 90302 92650 Boulogne-Billancourt cedex

Nous, soussignés, ..... (nom du fournisseur), agissant en qualité de fournisseur de ..... (nom de La Collectivité Hôte) déclarons avoir pris connaissance des obligations auxquelles est soumise La Collectivité Hôte et résultant du Contrat passé entre La Collectivité Hôte et A.S.O..

Afin de permettre à La Collectivité Hôte de respecter les charges et conditions dudit contrat, et pour permettre la sauvegarde des droits d'A.S.O., nous nous engageons formellement à ne pas vendre, à une quelconque entité autre que La Collectivité Hôte, ni exploiter directement ou indirectement les produits revêtus des marques d'A.S.O..

Nous nous interdisons également de réutiliser à quelque fin que ce soit les produits concernés et nous nous engageons, sous peine d'action d'A.S.O., à procéder à leur destruction immédiate s'il subsiste des produits en stock en fin de contrat.

En cas de création d'un droit quelconque de propriété littéraire ou artistique, nous nous engageons à céder gratuitement lesdits droits à A.S.O. de manière à ce que notre intervention en qualité de fournisseur de La Collectivité Hôte ne puisse jamais en aucune manière ouvrir à notre profit un quelconque droit en cette matière.

Nous vous autorisons bien entendu à fabriquer directement ou indirectement, pour votre propre compte ou pour le compte de tiers, tous produits pouvant se rapprocher directement ou indirectement des produits concernés par la présente.

Nous vous autorisons enfin à procéder à tout moment à tout contrôle comptable et financier en nos locaux, concernant les articles revêtus des marques visées au contrat nous liant avec La Collectivité Hôte pour vérifier la bonne exécution des conditions et charges existants entre vous-même et La Collectivité Hôte et vérifier aussi la bonne exécution de nos engagements par la présente.

Croyez, Messieurs, à l'expression de nos salutations distinguées.

Date

Signature

Nom - fonction du fournisseur signataire

Adresse

Tampon du Fournisseur ou papier à en-tête

P.J. : liste des objets fabriqués et quantités

**Mme le Maire** : nous passons à la délibération 1746, il s'agit de la contribution exceptionnelle à l'accueil du tour de France 2026. Nous en avons parlé rapidement tout à l'heure. Notre ville a déjà eu l'honneur d'être Ville étape en 2005, 2014, 2019. L'ASO, Amaury Sport Organisation, l'association qui organise le Tour de France nous renouvelle sa confiance pour la quatorzième étape du tour 2026 qui fera escale à Mulhouse le 18 juillet prochain avant une arrivée au Markstein. Cette nouvelle sélection n'est jamais acquise. Elle récompense la qualité de notre accueil, la solidité de nos infrastructures et l'engagement constant des élus et des services que je tiens à remercier très chaleureusement.

Le Tour de France demeure l'un des trois événements sportifs les plus suivis au monde. En une journée, ce sont des millions de téléspectateurs qui verront Mulhouse, son patrimoine, son énergie, sa capacité d'organisation. Pour notre territoire, les retombées sont concrètes : hôtellerie, restauration, commerce, attractivité renforcée, sans oublier l'enthousiasme populaire que cet événement suscite autour du vélo et de la pratique sportive.

C'est un moment rare, fédérateur, qui permettra à l'ensemble des Mulhousiens et plus largement à notre Agglomération, de vivre une grande fête sportive. Nous veillerons, comme toujours, à ce qu'elle soit accessible à toutes et à tous et qu'aucun public ne soit oublié. Je vais maintenant laisser la parole à Thierry NICOLAS, mon adjoint, qui présentera plus en détail les modalités d'organisation connues à ce stade.

**M. NICOLAS** : merci Mme le Maire. Mes chers collègues, nous proposons aujourd'hui que Mulhouse accueille à nouveau une étape du Tour de France et ce n'est pas par goût du folklore ni pour la seule beauté du geste. C'est parce qu'une ville doit choisir entre subir le mouvement ou y prendre sa place dans un pays qui bouge vite. Ce soir nous y choisissons clairement la seconde option.

Le Tour de France, le troisième événement le plus regardé au monde, c'est l'un des rares moments où une ville entière s'arrête pour regarder dans la même direction. Nous voyons les familles sortir, les enfants se presser au bord des routes, les commerçants ouvrir plus tôt, les clubs se mobiliser, les quartiers se rencontrer.

Dans une époque où tant de choses divisent, je crois profondément qu'un événement populaire de cette ampleur a une valeur politique en soi. Il rappelle que notre ville n'est jamais aussi forte que lorsqu'elle se rassemble. Puis, il y a une évidence, lorsque nous faisons venir le Tour, nous faisons venir plus qu'une course. Nous faisons venir une culture de l'effort, de la mobilité, du vélo au quotidien. Nous faisons venir une dynamique qui parlera aux jeunes, aux associations, aux clubs, mais aussi aux écoles. Nous utilisons un événement national pour servir nos priorités locales.

J'entends déjà quelques critiques : c'est trop cher, c'est symbolique, il y a d'autres urgences... mais la vérité c'est que renoncer à des événements qui rassemblent tous les Mulhousiens serait une erreur, car Mulhouse n'a pas à se vivre en ville de second rang, car Mulhouse mérite d'être vue, entendue, célébrée et d'être à la hauteur d'une ville qui prend son destin en main. Nous n'avancons pas en restant sur le bas-côté, nous avançons en entrant dans la course et n'en déplairait à certains, ce n'est pas dans l'ombre qu'une ville rayonne. Alors :

- oui, mes chers collègues, nous assumons cet investissement,
- oui, car il soutient notre économie locale, vous l'avez dit, Mme le Maire,
- oui, il renforce notre attractivité,
- oui, il porte un message de fierté et de vitalité et surtout, il est cohérent avec ce que nous voulons construire une ville plus sportive plus ouverte plus confiante.

Alors, oui, mes chers collègues, accueillir le tour de France c'est un choix politique, c'est un choix d'audace, plutôt que de frilosité, c'est un choix de rassemblement plutôt que de repli c'est un choix de rayonnement plutôt que d'effacement.

Je vous invite à voter cette délibération qui dit quelque chose de simple, une ville ne progresse jamais en roue libre, mais bien en appuyant sur les pédales et Mulhouse ne compte pas regarder le peloton passer, aujourd'hui elle avance et elle prend le départ. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : j'ai une demande de parole de M. FLECK et après, de M. MINERY.

**M. FLECK** : merci. Cette délibération nous explique que vous allez verser une somme de 120 000 € à la société organisatrice du Tour de France. Cette société Amaury Sport Organisation qui comme vous le précisez détient les droits exclusifs du Tour appartient au groupe Amaury qui réalise un chiffre d'affaires de plus de 300 millions d'euros par an. En quoi est-ce notre affaire de leur donner de l'argent, alors qu'ils en gagnent déjà en utilisant les ressources des collectivités ?

La convention précise bien que vous vous engagez déjà, je cite : « à mettre gracieusement à disposition d'ASO, tous les équipements, matériels et personnels, ainsi que les lieux nécessaires au bon déroulement du Tour de France. » N'est-ce pas assez pour qu'ils se débrouillent et que l'événement soit réussi ? Pourquoi leur donner encore en plus 120 000 € en cash ? Êtes-vous victimes de chantage ? Quand la gauche réclame des moyens pour sauver des vies, on entend les mots, assistanat ou misérabilisme, nous faisons du Zola, mais ponctionner l'argent public pour des sociétés d'ultra riches qui réalisent des bénéfices colossaux sur le dos des collectivités, cela, visiblement ce n'est pas un problème.

**Mme le Maire** : M. MINERY.

**M. MINERY** : merci. Mon intervention sera quelque peu d'une autre tonalité. Je me réjouis et nous réjouissons de l'accueil du Tour de France en 2026. Il est rare qu'un investissement, en tout cas, une subvention à hauteur de 120 000 € puisse avoir autant de retombées puisque, je le précise, les retombées sont fois 5 donc, pour tous les complexes hôteliers de la Région, pour les restaurateurs, j'en passe. Donc, bénéfique pour le tissu économique local et pour l'emploi.

On rappellera aussi que cet événement, vous l'avez dit, est gratuit, populaire. Nous rappellerons aussi que les étudiants peuvent aussi trouver un emploi à travers la caravane du Tour de France et autres emplois indirects. Donc, c'est tout à fait bénéfique. C'est sûr qu'il y aura un travail à faire en amont.

Vous vous êtes projeté à l'été 2026, permettez-nous aussi de nous projeter à l'été 2026 pour l'accueil du Tour de France. Un travail à faire en amont avec les écoles et les centres sociaux pour des vacances sportives, pour décliner les programmes, de sensibilisation à la pratique du vélo, même si évidemment là, nous sommes sur une compétition sportive et que l'esprit est quelque peu différent, mais je sais aussi que le groupe ASO a fait un effort pour justement parler différemment du vélo, pour sensibiliser aux dangers de la route et autres.

Cela va plutôt dans la bonne direction à ce niveau-là. En résumé, nous voterons pour cette subvention, pour l'accueil du tour de France et cela avec un certain enthousiasme. Merci.

**Mme le Maire** : est-ce que vous souhaitiez ajouter quelque chose ? Bien évidemment, l'intégralité des actions qui seront entreprises avec les écoles, les clubs sportifs, les associations, sont en cours de construction. Je mets cette délibération au vote.

Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Est-ce que quelqu'un est contre ? Mme SCHNEIDER est contre, d'accord.

Pour : 45 + 5 procurations  
Groupe majoritaire : 29 + 3 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1  
Non-inscrits dans un groupe : 5

Contre :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Fleck  
Groupe Mulhouse Cause Commune : Mme Schneider

La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

#### **14° CLASSES VERTES 2026 DES ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES : PARTICIPATION DE LA VILLE DE MULHOUSE (Education/7.5/1723)**

La Ville de Mulhouse accorde une participation journalière par élève pour les écoles mulhousiennes séjournant en classe verte d'environnement dans les structures d'accueil départementales de sorties scolaires avec nuitées.

Entre 2004 et 2015, la participation de la Ville de Mulhouse au profit des classes de découverte était alignée sur la prise en charge du Conseil Départemental. Depuis 2016, le Conseil Départemental a décidé de revoir à la baisse son taux de participation. La Ville de Mulhouse quant à elle souhaite maintenir son taux de prise en charge.

En effet, cette contribution permet une diminution du coût de la participation des familles et facilite l'inscription d'un nombre plus important d'enfants à ces classes découvertes.

Ainsi au titre de l'année 2026, les contributions proposées par la Ville sont les suivantes (montant forfaitaire par élève et par nuitée, 6 nuitées au maximum) :

<b>Centres d'accueil</b>		<b>Janvier à juin 2026</b>	<b>Septembre à décembre 2026</b>
HAUT-RHIN	Catégorie A Pension complète avec mise à disposition d'intervenants	13,00 €	16,20 €
	Catégorie B Pension complète sans mise à disposition d'intervenants	9,50 €	12,30 €
	Catégorie C Hébergement en gestion libre	6,90 €	8,80 €
BAS-RHIN		6,90 €	8,80 €

Le nombre de séjours qui pourront être accompagnés sera limité au budget total disponible.

Les crédits nécessaires seront proposés au BP 2026 :  
Chapitre 011 – Article 6042 – Fonction 284  
Ligne de crédit n° 1198 « Classes Vertes ».

Le Conseil Municipal :

- approuve cette proposition,
- charge le Maire ou son Adjoint délégué d'établir et de signer toutes les pièces nécessaires.

**Mme le Maire** : nous passons à la prochaine délibération : il s'agit des classes vertes 2026, des écoles maternelles et élémentaires. Cette délibération est une délibération habituelle qui prévoit la participation financière de la Ville aux différentes classes vertes proposées dans nos écoles. Les contributions sont détaillées dans la présente délibération. Le groupe Mulhouse Cause Commune a souhaité intervenir.

**M. STRIFFLER**: Mme le Maire, Chantal, vous n'allez pas être étonnées par ma prise de parole puisque chaque année je redis la même chose et que je vous fais les mêmes propositions. Avant cela, je tiens à redire que les montants versés par la Ville de Mulhouse sont conséquents. Je ne dis pas qu'il n'y a pas assez de subventions, vous n'avez pas diminué les taux des subventions alors que d'autres collectivités, d'autres villes notamment et d'autres collectivités l'ont diminué.

Mais pourquoi donc n'acceptez-vous pas de moduler les aides aux familles en fonction des revenus des parents ? Pour être vraiment précis, je ne dis pas qu'il faut donner plus mais je dis qu'il faut mieux partager les subventions. Je complète encore en disant que j'ai posé la question à Chantal RISSER lors des dernières commissions Education et l'Adjointe a dit qu'elle allait questionner le service pour voir dans quelle mesure ces subventions en fonction des revenus pouvaient être mises en place.

**M. COUCHOT** : la parole est à Mme RISSER.

**Mme RISSER** : merci, M. COUCHOT. C'est vrai que l'on a déjà eu ce débat en Conseil municipal ou en commission éducation. Je tiens à apporter une précision. Nous avons une enveloppe budgétaire concernant les classes de ville qui nous permet de répondre favorablement à toutes les demandes qui correspondent aux critères. Je le rappelle, quatre jours et sur le territoire local, de manière aussi à faire vivre ce que l'on appelle nos colos, en fait toutes les maisons qui accueillent les classes vertes. C'est la première remarque.

La deuxième remarque, c'est que pour la xième année, troisième, quatrième année, nous remarquons qu'il y a un certain nombre d'enseignants qui nous disent faire une classe verte et qui en réalité ne la réalisent pas. Quand je dis cela, loin de moi le fait de critiquer la décision des enseignants, il y a certainement de bonnes raisons pour ne pas la faire, mais ce qui fait que finalement avec le montant cette année c'est 11 000 € que nous n'avons pas dépensé pour des classes vertes alors que nous aurions pu, si nous avions eu des informations en amont, remettre cette somme dans le pot commun.

Je vous rassure, nous ne l'avons pas économisé, nous avons pu l'utiliser pour soutenir tous les projets dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Initiative. C'est donc nos petits écoliers qui en ont également profité mais c'est l'une des difficultés.

Concernant le quotient familial, c'est trop difficile pour nous. Toutes les familles ne sont pas forcément au niveau de la CAF, nous ne disposons pas de ces

éléments-là qui nous permettraient de faire le calcul pour la totalité des élèves, mais toutes les demandes que nous avons eu de la part des directeurs d'école pour des aides exceptionnelles pour permettre à des familles de participer à des classes vertes alors qu'elles étaient en difficulté, nous les avons honorées.

Encore une fois, toutes les demandes de directeurq ou d'enseignants concernant des difficultés pour que leur classe passe en classe verte ont été honorées également, parce que nous sommes convaincus que pour nos enfants de nos écoles publiques à Mulhouse, pouvoir partir en classe verte est une véritable chance.

**M. COUCHOT** : merci, M. STRIFFLER.

**M. STRIFFLER** : le tarif des cantines dépend des revenus des parents, M2A fait la demande. S'ils veulent avoir la subvention, les parents donnent le quotient familial, enfin, l'attestation de la CAF du quotient familial. Si les parents ne veulent pas le donner, eh bien, ils n'auront juste pas le tarif, mais c'est possible, c'est possible.

**M. COUCHOT** : le Directeur Général me faire observer que m2A a les enfants en direct, ce qui n'est pas le cas des classes vertes puisque c'est la classe qui s'inscrit et pas l'enfant. Nous n'avons d'inscription de l'enfant en direct.

**M. OCHSENBEIN** : ces sorties ne sont pas organisées sous l'égide de la commune, mais sous l'égide de l'Éducation Nationale. Donc, si quelqu'un peut le faire, ce n'est que l'Éducation Nationale. Nous ne pouvons pas le faire, nous ne serons pas autorisés à le faire et en plus, nous n'avons aucun dispositif puisque nous n'avons pas de fichier de ces enfants ni de ces parents. Comme nous n'avons pas de dispositif, nous devrions faire cela totalement manuellement. C'est quand même très compliqué à faire et je doute que juridiquement nous soyons autorisés à le faire.

**M. COUCHOT** : nous allons en rester là si vous voulez bien, M. STRIFFLER. Je mets la délibération au vote ?

*(Intervention hors micro)*

**M. COUCHOT** : si nous sommes encore là comme l'a dit M. SASSI tout à l'heure.

Qui est contre cette délibération ? Qui est-ce qui s'abstient ? Je vous remercie.

Pour : 46 + 6 procurations  
Groupe majoritaire : 28+ 4 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**15° HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN (HEAR) : MISE A JOUR DES STATUTS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE (Culture/8.9/ 1700 )**

La Haute école des arts du Rhin (HEAR), établissement public de coopération culturelle (EPCC) créé par arrêté préfectoral du 23 décembre 2010, est un établissement d'enseignement supérieur artistique d'excellence. Elle dispense des enseignements en art, communication, design et musique. Elle accueille près de 750 étudiants qu'elle mène à des diplômes de niveau Bac+3 et Bac +5 et au certificat de plasticien intervenant. La HEAR possède une réputation de niveau international.

La HEAR est née en janvier 2011 de la fusion de l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg (ESADS) et de l'École supérieure d'art de Mulhouse (Le Quai) et des enseignements supérieurs de la musique du conservatoire de Strasbourg, en un seul et même établissement d'enseignement supérieur artistique.

Les statuts de la HEAR adoptés lors de la création de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle le 23 décembre 2010 ont fait l'objet d'une première révision en 2016.

La HEAR a soumis au vote de son Conseil d'Administration du 07 octobre 2025 un point relatif à une nouvelle révision de ses statuts afin d'adapter certaines dispositions aux pratiques actuelles ainsi qu'au cadre juridique de l'établissement.

Cette révision porte sur trois points principaux :

- l'adoption d'un nouveau calendrier budgétaire : la date limite de vote du budget primitif est désormais fixée au 31 mars de l'exercice concerné (au lieu du mois de décembre précédent). Cette évolution permettra de disposer du compte financier de l'exercice clos et d'affecter le résultat dans le budget primitif, renforçant ainsi la sincérité et la cohérence budgétaire. A la faveur des dialogues de gestion engagés avec les Villes de Mulhouse et Strasbourg, cette disposition a une valeur stratégique et de bonne gestion : constater le résultat de l'exercice précédent avant de préparer le budget suivant,
- une procédure de révision des statuts : un nouvel article (article 12 bis) est introduit afin de préciser la procédure de révision des statuts, conformément aux dispositions légales applicables aux EPCC. Cet ajout vise à sécuriser juridiquement le processus,
- des mises à jour rédactionnelles et de cohérence : certaines dispositions ont été ajustées pour tenir compte de l'évolution du cadre juridique et institutionnel, sans modifier l'équilibre général des statuts.



Il appartient aux membres de la HEAR, dont la Ville de Mulhouse, de se prononcer, par délibérations concordantes, sur cette révision statutaire.

Les articles modifiés sont détaillés dans la notice jointe en annexe.

Par conséquent, les statuts modifiés ci-après annexés sont soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les statuts modifiés de la Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) Etablissement public de coopération culturelle,
- autorise Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée à solliciter le Préfet de région en vue de l'arrêté préfectoral relatif à cette révision statutaire,
- charge Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée d'établir et de signer les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

PJ : 2



# Statuts de la Haute école des arts du Rhin

## établissement public de coopération culturelle

Considérant la déclaration par les ministres européens de l'éducation réunis à Bologne le 19 juin 1999, ouvrant un processus d'harmonisation européenne des diplômes de l'enseignement supérieur,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1431-1 à L. 1431-9 et R. 1431-1 à R. 1431-21,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 216-3 et L. 759-1, L.75-10-1,

Vu la délibération du Conseil municipal de Mulhouse du 13 décembre 2010 demandant la création d'un établissement public de coopération culturelle,

Vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg du 6 décembre 2010 demandant la création d'un établissement public de coopération culturelle,

Vu la délibération du Conseil de Communauté de Strasbourg du 17 décembre 2010 demandant la création d'un établissement public,

Vu la délibération n° 445-2021 du Conseil d'administration de la Haute école des arts du Rhin du 17 février 2021 demandant l'adaptation de l'article 9 des statuts pour renforcer la représentation étudiante

Vu la délibération n° 685-2025 du Conseil d'administration de la Haute école des arts du Rhin du 7 octobre 2025 demandant l'adaptation de :

- 1.À l'intitulé de la présente convention,
- 2.À l'article 5, portant sur la dénomination du contrat liant l'établissement et ses membres fondateurs,
- 3.À l'article 8, introduisant la notion d'équipe de direction dans l'organisation générale,
- 4.À l'article 12 et 12 bis, introduisant les modalités de révision des présents statuts,
- 5.À l'article 13.3, précisant les attributions du directeur, notamment relatives à l'accréditation,
- 6.À l'article 16, précisant l'organisation pédagogique,
- 7.À l'article 17 et 17.1, reportant la composition du conseil pédagogique eu règlement intérieur et en précisant les attributions,
- 8.À l'article 19, reportant les modalités disciplinaires dans le règlement intérieur,
- 9.À l'article 23, précisant les modalités et temporalités d'adoption du budget,
- 10.À l'article 30 et 31, dont les objets ont été précisés.

ONT APPROUVÉ LES PRESENTS STATUTS

### Préambule

Les membres fondateurs souhaitent saisir l'opportunité historique de l'harmonisation européenne des enseignements supérieurs et de la recherche, pour s'associer et développer un projet ambitieux d'enseignement artistique constitué à partir de l'école supérieure d'art de Mulhouse, l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, l'enseignement supérieur de la musique du Conservatoire de Strasbourg et le cas échéant de Mulhouse dans la mesure où un enseignement de niveau supérieur serait mis en place dans le Conservatoire de cette ville.

Il s'agit de :

- À Créer un établissement délivrant un enseignement supérieur en arts plastiques et en musique, permettant de développer des axes communs et d'imaginer de nouveaux enseignements ;
- À Positionner cet établissement aux niveaux national, européen et international, contribuant au rayonnement des villes sièges et de l'Alsace ;
- À Favoriser le développement des partenariats, notamment avec le réseau universitaire et les Hautes Ecoles de part et d'autre du Rhin ;
- À Engager une politique de recherche originale et ambitieuse ;
- À Développer l'innovation professionnelle et la formation continue offrant une plus grande attractivité au territoire et de nouveaux services à ses habitants.

### Titre 1<sup>er</sup> : Dispositions générales

#### Article 1<sup>er</sup> : Création

Il est créé, entre :

- À L'État ;
- À La Ville de Mulhouse ;
- À La Ville de Strasbourg ;
- À L'Eurométropole de Strasbourg.

Un établissement public de coopération culturelle à caractère administratif régi notamment par les articles L. 1431-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Il joint de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral SGARE n°2010/160 du 23 décembre 2010 décidant de sa création.

#### Article 2 : Dénomination et siège de L'établissement

L'établissement public de coopération culturelle est dénommé « Haute école des arts du Rhin ».

Il a son siège à Strasbourg, 1 rue de l'Académie.

L'établissement est composé de plusieurs sites, à Mulhouse et à Strasbourg.

Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration prise après accord des Villes de Mulhouse et de Strasbourg.

#### Article 3 : Qualification juridique

L'établissement public de coopération culturelle a un caractère administratif. Il s'administre librement dans les conditions prévues par les lois et règlements qui lui sont applicables ainsi que

Article 7 : Entrée, retrait et dissolution

Les règles d'entrée dans l'établissement public de coopération culturelle sont fixées à l'article R.1431-3 du code général des collectivités territoriales. Les règles de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R.1431-19 et R.1431-20 du même code.
En cas de dissolution de l'établissement public de coopération culturelle, la liquidation s'opère dans les conditions prévues à l'article R. 1431-21 du même code.

Titre II- Organisation administrative

Article 8 : Organisation générale

L'établissement est administré par un conseil d'administration et son président. Il est dirigé par un directeur qui est entouré par une équipe de direction, assisté par le conseil pédagogique, le conseil artistique et scientifique, les commissions pédagogiques de site et les commissions de vie étudiante dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées dans le règlement intérieur.

Article 9 : Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé de 29 membres répartis comme suit :
15 membres fondateurs représentant les personnes publiques fondatrices de l'EPCC :

- A 2 membres représentant l'État ;
- A 5 membres représentant la Ville de Mulhouse ;
- A 5 membres représentant la Ville de Strasbourg ;
- A 3 membres représentant l'Eurométropole de Strasbourg ;

14 autres membres :

- A 1 membre représentant la Région Grand Est ;
- A 4 membres au titre des personnalités qualifiées, dont 1 membre représentant l'Université de Strasbourg et 1 membre représentant l'Université de Haute- Alsace ;
- A 4 membres représentant les enseignants ;
- A 2 membres représentant les personnels administratifs et techniques ;
- A 3 membres représentant les étudiants.

9.1 : Représentants de l'État

L'État est représenté au Conseil d'administration par :

- A Le Préfet de la Région Grand Est ou son représentant ;
- A Le Directeur général de la création artistique au ministère de la culture et de la communication ou son représentant.

9.2 : Représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements sont désignés à chaque renouvellement de leur assemblée délibérante pour la durée du mandat de celle-ci.

par les présents statuts.

Article 4 : Missions

Dans le cadre de l'autonomie pédagogique dont il dispose, le présent établissement public de coopération culturelle dispense un enseignement supérieur en arts plastiques et en musique. A ce titre, il a pour missions :

- A La formation initiale et continue ;
- A La délivrance des diplômes nationaux ;
- A La mise en place d'une politique de recherche et sa valorisation ;
- A L'orientation et l'insertion professionnelle ;
- A La promotion de la création contemporaine ;
- A La coopération transfrontalière et internationale.

Pour accomplir les missions précitées, l'établissement noue des partenariats avec l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur et principalement les universités.

Outre ces missions principales, l'établissement peut prendre en charge d'autres activités telles que :

- A Des expositions publiques ;
- A Des spectacles ;
- A Des activités d'animation et de formation en direction de publics amateurs, en ou hors cadre scolaire ;
- A Toutes autres activités en lien avec les missions principales.

Il peut être habilité, seul ou conjointement avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, à délivrer des diplômes nationaux de l'enseignement supérieur dans les conditions prévues pour l'enseignement supérieur de la musique et l'enseignement supérieur des arts plastiques par les lois et règlements en vigueur.

Il peut en outre délivrer des diplômes d'établissement.

Article 5 : Convention pluriannuelle d'objectifs

Une convention pluriannuelle d'objectifs est conclue entre l'établissement et les membres fondateurs. Elle a notamment pour objet :

- A De définir les orientations des projets pédagogiques de l'établissement ;
- A De fixer le montant des participations des membres fondateurs ;
- A De valoriser les prestations en nature ;
- A De définir les modalités d'évaluation du contrat.

Des contrats d'objectifs et de financement particuliers peuvent être conclus avec d'autres partenaires.

Les références faites dans les présents statuts au "contrat d'objectifs et de moyens" doivent être entendues comme visant la *Convention pluriannuelle d'objectifs*.

Article 6 : Durée

L'établissement est constitué sans limitation de durée.
Il peut être dissout et liquidé dans les conditions définies par les dispositions de l'article 7.

**9.3 : Personnalités qualifiées**

Les personnalités qualifiées sont désignées par les membres fondateurs pour une durée de trois ans renouvelable une fois.

**9.4 : Représentants des personnels et des étudiants**

Les membres représentant les personnels administratifs et techniques et les membres représentant les enseignants sont élus pour une durée de trois ans renouvelable au sein des personnels permanents de l'établissement.  
Les représentants des étudiants sont élus pour une durée d'un an renouvelable.  
Les modalités d'élection des représentants des personnels administratifs et techniques, des représentants des enseignants et des représentants des étudiants sont fixées par le règlement intérieur adopté par le conseil d'administration.

**9.5 : Empêchement des membres désignés ou élus du conseil d'administration et suppléance**

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres prévus au 9.2, 9.3 et 9.4 ci-dessus, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.  
Pour chacun des représentants élus du personnel et des étudiants, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire et pour la même durée.  
Un membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance. Chaque membre ne peut recevoir plus d'un mandat.

**9.6 : Gratuité des fonctions des membres désignés ou élus du conseil d'administration**

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit.  
Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.  
Les membres du conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt ni occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec l'établissement pour des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

**Article 10 : Le président du conseil d'administration**

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci parmi les membres fondateurs, à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans renouvelable.  
Il est assisté d'un vice-président élu dans les mêmes conditions.  
Il préside le conseil d'administration, qu'il convoque au moins deux fois par an et dont il fixe l'ordre du jour.  
Le président nomme le directeur de l'établissement, dans les conditions prévues à l'article L. 1431-5 et R. 1431-10 du code général des collectivités territoriales. Il nomme le personnel de l'établissement, sur proposition du directeur.  
Il peut déléguer sa signature au vice-président et au directeur dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

**Article 11 : Réunion du conseil d'administration**

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président. La convocation est de droit lorsqu'elle est demandée soit par l'une des personnes publiques membre fondateur de

l'établissement soit par la moitié au moins de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de huit jours.

Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le directeur, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, et l'agent comptable participent au conseil d'administration avec voix consultative.

Le président et le vice-président peuvent inviter au conseil d'administration toute personne dont ils jugent la présence utile en fonction de l'ordre du jour mais sans qu'elle puisse prendre part au vote.

**Article 12 : Attributions du conseil d'administration**

Les attributions du conseil d'administration sont celles définies par l'article R. 1431-7 du code général des collectivités territoriales et celles précisées par le présent article. Le conseil d'administration délibère donc notamment sur :

- 1.À Les orientations générales de la politique de l'établissement ;
- 2.À L'organisation de l'établissement telle que visée à l'article 16 ; cette organisation est soumise à l'avis du conseil pédagogique ;
- 3.À Le règlement des études, tel que visé à l'article 16, qui précise l'organisation de la scolarité et des études ainsi que le nombre de places à l'examen d'entrée et par domaines, après avis du conseil pédagogique ;
- 4.À Le budget et ses modifications ;
- 5.À Le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- 6.À Les droits d'inscription et de scolarité ;
- 7.À Les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;
- 8.À Les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
- 9.À Les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
- 10.À Les projets de concession et de délégation de service public ;
- 11.À Les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;
- 12.À l'acceptation ou le refus des dons et legs ;
- 13.À Les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;
- 14.À Les transactions ;
- 15.À Le règlement intérieur de l'établissement ;
- 16.À Les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet.
- 17.À a révision des statuts de l'établissement

Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, les décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

- 9.À Il est consulté pour avis par le président du Conseil d'administration sur le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement.
- 10.À Il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration.
- 11.À Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature aux directeurs adjoints, à l'administrateur général ou aux responsables de services dans leurs domaines de compétence.

13.4 : Règles particulières relatives au directeur

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités territoriales membres de l'établissement, avec toute fonction dans un groupement qui est membre, ainsi qu'avec celles de membre du Conseil d'administration de l'établissement.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec l'établissement, ni occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte, à l'exception des filiales de l'établissement.

En cas de manquement aux obligations susmentionnées, le président met fin au contrat du directeur et en informe le conseil d'administration.

Article 14 : La direction

Les directeurs-adjoints secondent le directeur dans la mise en œuvre du projet pédagogique de l'établissement. Ils l'assistent et le suppléent dans ses fonctions.

L'administrateur général seconde le directeur dans la mise en œuvre du projet d'établissement. Il l'assiste et le supplée dans l'administration de l'établissement.

Article 15 : Le personnel

Le personnel est soumis aux dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et aux décrets pris pour son application.

Article 16 : Organisation pédagogique

L'établissement est organisé par site et par disciplines structurant l'enseignement et la recherche dans les champs des arts visuels et de la musique.

Chaque discipline est organisée en domaines ou options.

Article 17 : Le conseil pédagogique

Le conseil pédagogique a pour mission de conseiller le directeur et l'équipe de direction, notamment pour tout ce qui relève des enjeux, de la stratégie, et de l'organisation de la pédagogie pour l'ensemble des disciplines proposées par l'établissement.

Son activité est présentée chaque année au conseil d'administration.

Son rôle est consultatif.

Sa composition et son mode de fonctionnement sont précisés dans le règlement intérieur.

17.1 : Fonctionnement

Le directeur préside le conseil pédagogique. Il peut inviter à participer aux séances du conseil, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

Article 12 bis – Procédure de révision des statuts de l'établissement

Toute modification des statuts de l'établissement public de coopération culturelle intervient selon la procédure suivante :

- 1.À Adoption par le conseil d'administration de la HEAR d'une délibération proposant la modification des statuts révisés ;
- 2.À Adoption de délibérations concordantes par les membres de l'EPCC se prononçant sur la modification des statuts, lesdits statuts révisés étant annexés à la délibération, et autorisant leur représentant à solliciter le Préfet de région ;
- 3.À Accord de l'État en sa qualité de membre de l'EPCC ;
- 4.À Approbation des statuts révisés par arrêté préfectoral.

Article 13 : Le directeur

13.1 : Désignation du directeur

Après appel à candidatures, les personnes publiques représentées au conseil d'administration établissent d'un commun accord une liste de candidats à l'emploi de directeur.

Parmi ces candidats, et au vu des projets d'orientations pédagogiques, artistiques, culturelles et scientifiques présentées par chacun d'entre eux, le conseil d'administration adopte, à la majorité des deux tiers de ses membres, une proposition sur le ou les candidats de son choix.

Le président du conseil d'administration nomme le directeur parmi les candidats ainsi proposés par le Conseil d'administration.

Les modalités de recrutement du Directeur sont précisées dans le chapitre 3 du règlement intérieur.

13.2 : Mandat

Le directeur est nommé pour une durée de 3 ans renouvelable.

En cas de non renouvellement de son contrat, le directeur est informé selon un préavis minimum de 6 mois.

13.3 : Attributions

Le directeur assure la direction de l'établissement. A ce titre :

- 1.À Il élabore et met en œuvre le projet pédagogique et culturel et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration.
- 2.À Il prépare la procédure d'accréditation de l'établissement.
- 3.À Il s'assure de l'exécution des programmes d'enseignement de l'établissement.
- 4.À Il délivre les diplômes nationaux pour lesquels l'établissement a reçu une habilitation et les diplômes propres à l'établissement.
- 5.À Il assure le bon fonctionnement de l'établissement, le respect de l'ordre et il exerce le pouvoir disciplinaire à l'égard des agents, conformément aux dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, et à l'égard des élèves, conformément aux dispositions du Code de l'éducation, notamment l'article L. 811-5.
- 6.À Il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement.
- 7.À Il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution.
- 8.À Il assure la direction de l'ensemble des services. Il a autorité sur l'ensemble du personnel.

Titre III- Régime financier et comptable

Article 22 : Dispositions générales

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptables publics sont applicables à l'établissement.

Article 23 : Le budget

Le budget est soumis aux dispositions des articles L.1612-1 à L. 1612-20 du code général des collectivités territoriales.

Le budget est adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année, avant le 31 mars de l'exercice auquel il se rapporte.

Un rapport d'exécution budgétaire est présenté au conseil d'administration en milieu d'exercice. Le conseil peut, le cas échéant, adopter une décision modificative ou un budget supplémentaire.

Article 24 : Le comptable

L'agent comptable de l'établissement est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le Préfet, sur avis conforme du Trésorier-Payeur Général.

Il est soumis aux obligations prévues par les articles L.1617-2 à L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales.

Article 25 : Régies d'avances et de recettes

Le directeur peut, par délégation du Conseil d'administration et sur avis conforme de l'agent comptable, créer des régies de recettes et d'avances, soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales.

Article 26 - Recettes

Les recettes de l'établissement comprennent notamment :

- 1.À Les subventions et autres concours financiers de l'État, des collectivités territoriales et de toutes autres personnes publiques ;
- 2.À Les dons et legs ;
- 3.À Le produit des droits d'inscription et de scolarité ;
- 4.À Le produit des contrats et des concessions ;
- 5.À Le produit de la location d'espaces et de matériel ;
- 6.À Le produit de la vente de publications et de documents ;
- 7.À Le produit des opérations commerciales de l'établissement ;
- 8.À Le produit des manifestations artistiques ou culturelles organisées par l'établissement ;
- 9.À Les revenus des biens meubles et immeubles ;
- 10.ÀLe produit du placement de ses fonds ;
- 11.ÀLe produit des aliénations ou immobilisations et, d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements en vigueur.

Les travaux du conseil pédagogique sont préparés par des commissions pédagogiques de site dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées dans le règlement intérieur.

Les fonctions de membre du conseil sont exercées à titre gratuit.

17.2 : Attributions

Le conseil pédagogique se réunit au moins trois fois par an à l'initiative du directeur ou à la demande de la moitié de ses membres. Le directeur présente le rapport des travaux du conseil pédagogique devant le conseil d'administration.

Ce conseil est consulté par le conseil d'administration sur toutes les questions touchant aux activités pédagogiques et culturelles de l'établissement.

Article 18 : Le conseil artistique et scientifique

Animé par des personnalités du monde des arts et de la connaissance, le conseil artistique et scientifique a pour mission de proposer les orientations de la politique de recherche et de développement de l'établissement, aux niveaux national et international, notamment dans les relations entre les différentes disciplines artistiques et avec d'autres champs du savoir.

Il établit chaque année un rapport présenté au Conseil d'administration.

Son rôle est consultatif.

Sa composition et son mode de fonctionnement sont précisés dans le règlement intérieur.

Article 19 : Sanctions disciplinaires, Conseil de discipline

Le directeur prononce les sanctions applicables aux étudiants qui sont l'avertissement, le blâme, l'exclusion de l'établissement pour une durée déterminée et l'exclusion définitive de l'établissement. Aucune sanction ne peut être prononcée sans que l'étudiant ait été mis à même de présenter ses observations. Sauf pour l'avertissement et le blâme, le directeur statue au vu de l'avis rendu par le conseil de discipline, après audition, par cette instance, de l'intéressé. La composition et les modalités de fonctionnement du conseil de discipline sont fixées dans le règlement intérieur adopté par le conseil d'administration.

Article 20 : Régime juridique des actes

Les délibérations du Conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'établissement font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre 1 de la troisième partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement.

Article 21 : Transactions

L'établissement public de coopération culturelle est autorisé à transiger, dans les conditions fixées aux articles 2044 à 2058 du code civil, en vue de mettre fin aux litiges l'opposant à des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.

Les transactions sont autorisées et conclues par approbation du Conseil d'administration.



Article 27 : Charges

Les charges de l'établissement comprennent notamment :

- 1.À Les frais de personnel ;
- 2.À Les frais de fonctionnement ;
- 3.À Les dépenses d'équipement ;
- 4.À Les impôts et contributions de toute nature ;
- 5.À De manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'établissement de ses missions.

Titre IV - Dispositions transitoires et finales

Article 28 : Dispositions transitoires relatives au conseil d'administration

Pendant toute la période précédant l'élection des représentants des salariés et des étudiants, qui devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral portant création de l'établissement, le Conseil d'administration siège valablement avec les membres mentionnés aux 9.1 à 9.3.

Dès la création de l'établissement, le conseil d'administration est réuni sur convocation du Préfet de la Région Grand Est ou son représentant pour prendre les premières décisions en vue de la gestion courante de l'établissement. Il procède à l'élection de son président.

Les représentants élus des salariés et des étudiants siègent dès leur élection.

Le premier mandat des personnalités qualifiées prend fin le 1<sup>er</sup> avril 2014.

Le mandat des représentants élus des salariés prend fin à la même date que celui des personnalités qualifiées.

Article 29 : Dispositions relatives aux apports et aux contributions

Jusqu'à la date d'entrée en vigueur du contrat d'objectifs et de moyens prévu à l'article 5, et sans préjuder d'autres contributions :

1.À L'État verse à l'établissement une contribution au moins équivalente à la reconduction des contributions accordées en 2010 aux collectivités pour le fonctionnement des regroupés dans l'établissement public de coopération culturelle en 2011. ;

2.À La Ville de Mulhouse apporte à l'établissement une contribution équivalente à la charge nette que représenterait l'école d'art Le Quai au dernier compte administratif clos de la Ville de Mulhouse ;

3.À La Ville de Strasbourg attribue à l'établissement des prestations en nature et une contribution équivalente à la charge nette majorée des frais de structure que représenterait l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et l'enseignement supérieur en musique du Conservatoire de Strasbourg au dernier compte administratif clos ;

4.À L'Eurométropole de Strasbourg attribue à l'établissement des prestations en nature et une contribution équivalente à la charge nette majorée des frais de structure que représenterait l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et les enseignements supérieurs en musique du Conservatoire de Strasbourg au dernier compte administratif clos.

Le premier contrat d'objectifs et de moyens prévus à l'article 5 est conclu au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2011.

Toute modification de ces apports et contributions financières devra faire l'objet d'un accord

unanime des membres fondateurs de l'établissement.

Article 30 : Substitution juridique et transfert des biens à l'établissement

Au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2011, l'établissement est substitué à l'école supérieure d'art de Mulhouse, à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et aux enseignements supérieurs de la musique du Conservatoire de Strasbourg pour l'exercice des missions définies par l'article 4.

L'établissement est, à la même date, substitué aux Villes de Mulhouse et de Strasbourg ainsi qu'à la L'Eurométropole de Strasbourg dans l'ensemble de leurs droits et obligations pour les missions définies dans les présents statuts. Les biens mobiliers et les biens immobiliers sont mis à la disposition de l'établissement selon des modalités qui seront définies avant le 1<sup>er</sup> octobre 2011.

Les Villes de Strasbourg et de Mulhouse, ainsi que l'Eurométropole, demeurent compétentes, chacune pour sa part, pour passer des marchés publics répondant aux besoins de l'établissement entre la date de sa création et celle à laquelle il se substitue aux dites collectivités.

Article 31 : Dispositions relatives aux agents lors du transfert

Le transfert à l'établissement des agents titulaires exerçant, au 1<sup>er</sup> octobre 2011, leurs fonctions au sein des sites d'arts plastiques de Mulhouse et Strasbourg s'effectue selon le droit général de la mobilité tel qu'il est prévu par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Les fonctionnaires exerçant au 1<sup>er</sup> octobre 2011 leurs fonctions au sein des sites d'arts plastiques de Mulhouse et Strasbourg sont mis, sous réserve de leur accord, à disposition de l'établissement par leurs collectivités d'origine. Ils peuvent néanmoins demander à être recrutés par l'établissement par la voie de la mutation.

A leur demande, ils peuvent également être placés en position de détachement auprès de l'établissement dès lors que la réglementation le permet.

Les fonctionnaires du Conservatoire de Strasbourg exerçant parallèlement des missions relatives à l'enseignement initial et à l'enseignement supérieur sont mis, sous réserve de leur accord, à disposition partielle de l'établissement exclusivement pour leurs missions relatives à l'enseignement supérieur.

Les agents contractuels de droit public exerçant à la même date leurs fonctions au sein de l'école supérieure d'art de Mulhouse, de l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg ainsi que ceux affectés par le Conservatoire de Strasbourg aux missions d'enseignement supérieur sont transférés à l'établissement.

Leur contrat reprend les clauses substantielles de leur contrat antérieur.

## Notice à propos de la mise à jour des statuts de la HEAR

Cette notice présente les articles des statuts de la Haute école des arts du Rhin qui font l'objet d'une proposition de modification/création.

Chaque modification/création est accompagnée d'un **argumentaire**, d'une reprise du **texte d'origine avec les mentions modifiées en bleu** et du **nouveau texte avec les mentions modifiées/créées en rouge**.

<p><b>L'intitulé de la présente convention :</b></p> <p>Après presque 15 années d'existence, il paraît pertinent de reprendre le nom Haute école des arts du Rhin dans l'intitulé des statuts, et de ne plus faire référence à l'école supérieure des arts décoratifs, l'enseignement supérieur de la musique du conservatoire de Strasbourg et à l'école supérieure d'art de Mulhouse (qui restent mentionnés dans le préambule).</p>	
<p>Statuts de</p> <p>L'établissement public de coopération culturelle regroupant le quai, école supérieure d'art de mulhouse,</p> <p>L'école supérieure des arts décoratifs de strasbourg, et l'enseignement supérieur de la musique</p> <p>Du conservatoire de strasbourg</p>	<p>Statuts de</p> <p>la Haute école des arts du Rhin, établissement public de coopération culturelle</p>
<p><b>L'article 1<sup>er</sup>, précision de la référence de l'arrêté préfectoral de création</b></p>	
<p>Il jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral décidant de sa création.</p>	<p>Il jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral <b>SGARE n°2010/160 du 23 décembre 2010</b> décidant de sa création.</p>
<p><b>L'article 5, portant sur la dénomination du contrat liant l'établissement et ses membres fondateurs :</b></p> <p>Il s'agit ici d'utiliser la dénomination actuelle du contrat qui lie l'école et ses tutelles.</p> <p>La phrase précisant la référence au contrat d'objectifs et de moyens et présente ici pour éviter de modifier l'article 29 en introduisant une règle de concordance.</p>	
<p>Article 5 : Contrats d'objectifs et de moyens</p> <p>Un contrat d'objectifs et de moyens est conclu entre l'établissement et les membres fondateurs. Il a notamment pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>De définir les orientations des projets pédagogiques de l'établissement ;</li> </ul>	<p>Article 5 : <b>Convention pluriannuelle d'objectifs</b></p> <p><b>Une convention pluriannuelle d'objectifs</b> est conclue entre l'établissement et les membres fondateurs. <b>Elle</b> a notamment pour objet :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>De définir les orientations des projets pédagogiques de l'établissement ;</li> </ol>



<ul style="list-style-type: none"> <li>De fixer le montant des participations des membres fondateurs ;</li> <li>De valoriser les prestations en nature ;</li> <li>De définir les modalités d'évaluation du contrat.</li> </ul> <p>Des contrats d'objectifs et de financement particuliers peuvent être conclus avec d'autres partenaires.</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>De fixer le montant des participations des membres fondateurs ;</li> <li>De valoriser les prestations en nature ;</li> <li>De définir les modalités d'évaluation du contrat.</li> </ol> <p>Des contrats d'objectifs et de financement particuliers peuvent être conclus avec d'autres partenaires.</p> <p>Les références faites dans les présents statuts au "contrat d'objectifs et de moyens" doivent être entendues comme visant la <i>Convention pluriannuelle d'objectifs</i>.</p>
<p>L'article 8, introduisant la notion d'équipe de direction dans l'organisation générale :</p> <p>Le nombre de directions adjointes ayant évolué, et la logique d'équipe de direction ayant été mise en place, il convient de mettre à jour cet article pour que les statuts soient alignés avec le fonctionnement de l'établissement.</p>	
<p>Article 8 : Organisation générale</p> <p>L'établissement est administré par un conseil d'administration et son président. Il est dirigé par un directeur <i>qui est secondé par deux directeurs-adjoints et un administrateur général</i>, assisté par le conseil pédagogique et le conseil artistique et scientifique, commission pédagogique de site, commission de vie étudiante dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées dans le règlement intérieur.</p>	<p>Article 8 : Organisation générale</p> <p>L'établissement est administré par un conseil d'administration et son président. Il est dirigé par un directeur <i>qui est entouré par une équipe de direction</i>, assisté par le conseil pédagogique, le conseil artistique et scientifique, les commissions pédagogiques de site et les commissions de vie étudiante dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées dans le règlement intérieur.</p>
<p>L'article 12 et 12 bis, introduisant les modalités de révision des présents statuts :</p> <p>Précision de l'alinéa de l'article du code général des collectivités territoriales.</p> <p>Ajout des modalités de révisions des statuts qui n'étaient pas explicitement spécifiées.</p>	
<p>Article 12 : Attributions du conseil d'administration</p> <p>Les attributions du conseil d'administration sont celles définies par l'article R. 1431 du code général des collectivités territoriales et celles précisées par le présent article. Le conseil d'administration délibère donc notamment sur :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Les orientations générales de la politique de l'établissement ;</li> </ol>	<p>Article 12 : Attributions du conseil d'administration</p> <p>Les attributions du conseil d'administration sont celles définies par l'article R. 1431-7 du code général des collectivités territoriales et celles précisées par le présent article. Le conseil d'administration délibère donc notamment sur :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Les orientations générales de la politique de l'établissement ;</li> </ol>

<ol style="list-style-type: none"> <li>2. L'organisation de l'établissement telle que visée à l'article 16; cette organisation est soumise à l'avis du conseil pédagogique ;</li> <li>3. Le règlement des études, tel que visé à l'article 16, qui précise l'organisation de la scolarité et des études ainsi que le nombre de places à l'examen d'entrée et par domaines, après avis du conseil pédagogique ;</li> <li>4. Le budget et ses modifications ;</li> <li>5. Le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;</li> <li>6. Les droits d'inscription et de scolarité ;</li> <li>7. Les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;</li> <li>8. Les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;</li> <li>9. Les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;</li> <li>10. Les projets de concession et de délégation de service public ;</li> <li>11. Les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;</li> <li>12. L'acceptation ou le refus des dons et legs ;</li> <li>13. Les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;</li> <li>14. Les transactions ;</li> <li>15. Le règlement intérieur de l'établissement ;</li> <li>16. Les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet.</li> </ol> <p>Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, les décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>2. L'organisation de l'établissement telle que visée à l'article 16 ; cette organisation est soumise à l'avis du conseil pédagogique ;</li> <li>3. Le règlement des études, tel que visé à l'article 16, qui précise l'organisation de la scolarité et des études ainsi que le nombre de places à l'examen d'entrée et par domaines, après avis du conseil pédagogique ;</li> <li>4. Le budget et ses modifications ;</li> <li>5. Le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;</li> <li>6. Les droits d'inscription et de scolarité ;</li> <li>7. Les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;</li> <li>8. Les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;</li> <li>9. Les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;</li> <li>10. Les projets de concession et de délégation de service public ;</li> <li>11. Les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;</li> <li>12. L'acceptation ou le refus des dons et legs ;</li> <li>13. Les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;</li> <li>14. Les transactions ;</li> <li>15. Le règlement intérieur de l'établissement ;</li> <li>16. Les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet.</li> </ol> <p><b>17. La révision des statuts de l'établissement</b></p> <p>Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, les décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.</p>
	<p><b>Article 12 bis – Procédure de révision des statuts de l'établissement</b></p>

	<p>Toute modification des statuts de l'établissement public de coopération culturelle intervient selon la procédure suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Adoption par le conseil d'administration de la HEAR d'une délibération proposant la modification des statuts révisés ;</li> <li>2. Adoption de délibérations concordantes par les membres de l'EPCC se prononçant sur la modification des statuts, lesdits statuts révisés étant annexés à la délibération, et autorisant leur représentant à solliciter le Préfet de région ;</li> <li>3. Accord de l'État en sa qualité de membre de l'EPCC ;</li> <li>4. Approbation des statuts révisés par arrêté préfectoral.</li> </ol>
<p>L'article 13.3, précisant les attributions du directeur, notamment relatives à l'accréditation :</p> <p>La procédure d'accréditation de l'établissement n'existait pas au moment où la HEAR a été créée (seules les formations étaient accréditées). Cette procédure relève de la responsabilité du directeur.</p> <p>Ajout des textes de références à propos du pouvoir disciplinaire du directeur.</p>	
<p>13.3 : Attributions</p> <p>Le directeur assure la direction de l'établissement. A ce titre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Il élabore et met en œuvre le projet pédagogique et culturel et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration ;</li> <li>2. Il s'assure de l'exécution des programmes d'enseignement de l'établissement ;</li> <li>3. Il délivre les diplômes nationaux pour lesquels l'établissement a reçu une habilitation et les diplômes propres à l'établissement ;</li> <li>4. Il assure le bon fonctionnement de l'établissement, le respect de l'ordre et il exerce le pouvoir disciplinaire ;</li> <li>5. Il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;</li> <li>6. Il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;</li> <li>7. Il assure la direction de l'ensemble des services. Il a autorité sur l'ensemble du personnel ;</li> </ol>	<p>13.3 : Attributions</p> <p>Le directeur assure la direction de l'établissement. A ce titre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Il élabore et met en œuvre le projet pédagogique et culturel et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration.</li> <li>2. Il prépare la procédure d'accréditation de l'établissement.</li> <li>3. Il s'assure de l'exécution des programmes d'enseignement de l'établissement.</li> <li>4. Il délivre les diplômes nationaux pour lesquels l'établissement a reçu une habilitation et les diplômes propres à l'établissement.</li> <li>5. Il assure le bon fonctionnement de l'établissement, le respect de l'ordre et il exerce le pouvoir disciplinaire à l'égard des agents, conformément aux dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, et à l'égard des élèves, conformément aux dispositions du Code de l'éducation, notamment l'article L. 811-5.</li> <li>6. Il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement.</li> </ol>

<p>8. Il est consulté pour avis par le président du Conseil d'administration sur le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement ;</p> <p>9. Il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;</p> <p>10. Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.</p> <p>Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature aux directeurs adjoints, à l'administrateur général ou aux responsables de services dans leurs domaines de compétence.</p>	<p>7. Il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution.</p> <p>8. Il assure la direction de l'ensemble des services. Il a autorité sur l'ensemble du personnel.</p> <p>9. Il est consulté pour avis par le président du Conseil d'administration sur le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement.</p> <p>10. Il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration.</p> <p>11. Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.</p> <p>Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature aux directeurs adjoints, à l'administrateur général ou aux responsables de services dans leurs domaines de compétence.</p>
<p>L'article 16, précisant l'organisation pédagogique :</p> <p>La porosité entre musique et arts plastiques, et les différentes mentions de l'école, fait qu'il n'est pas si simple de parler de départements. La précision par site/disciplines/options/domaines est plus proche de l'organisation réelle.</p>	
<p>Article 16 : Organisation pédagogique</p> <p>L'établissement est composé, à sa création, de deux départements d'enseignement et de recherche :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Arts plastiques</li> <li>2. Musique</li> </ol> <p>Chacun de ces départements est organisé en domaines ou options.</p>	<p>Article 16 : Organisation pédagogique</p> <p>L'établissement est organisé par site et par disciplines structurant l'enseignement et la recherche dans les champs des arts visuels et de la musique.</p> <p>Chaque discipline est organisée en domaines ou options.</p>
<p>L'article 17 et 17.1, reportant la composition du conseil pédagogique eu règlement intérieur et en précisant les attributions :</p> <p>Il s'agit ici d'harmoniser la composition des instances pédagogiques (actuellement précisée dans les statuts) et de recherche (actuellement précisé dans le règlement intérieur). Il paraît plus intéressant de préciser la composition de ces instances dans le règlement intérieur, dont les modifications nécessitent d'être validées en Conseil d'administration. Les inscrire les statuts, induit un risque d'inadéquation entre ce qui est décrit et la réalité de la composition de ces instances, en raison de la lourdeur de la procédure de révision des statuts.</p>	
<p>Article 17 : Le conseil pédagogique</p>	<p>Article 17 : Le conseil pédagogique</p>

<p>17.1 : Composition</p> <p>Le conseil pédagogique de l'établissement est composé des membres suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le directeur ;</li> <li>2. Les directeurs-adjoints ;</li> <li>3. Les responsables des domaines et options de chacun des départements d'enseignement et de recherche ;</li> <li>4. Les délégués des commissions pédagogiques de site : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La commission pédagogique du site d'arts plastiques de Mulhouse désigne trois délégués et leurs suppléants</li> <li>○ La commission pédagogique du site d'arts plastique de Strasbourg désigne six délégués et leurs suppléants</li> <li>○ La commission pédagogique de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg désigne quatre délégués et leurs suppléants</li> </ul> </li> <li>5. Trois représentant(e)s des étudiant(e)s, (un(e) par site), désignés pour une période d'un an renouvelable par les délégués des sites en leur sein.</li> </ol>	<p>Le conseil pédagogique a pour mission de conseiller le directeur et l'équipe de direction, notamment pour tout ce qui relève des enjeux, de la stratégie, et de l'organisation de la pédagogie pour l'ensemble des disciplines proposées par l'établissement.</p> <p>Son activité est présentée chaque année au conseil d'administration.</p> <p>Son rôle est consultatif.</p> <p>Sa composition et son mode de fonctionnement sont précisés dans le règlement intérieur.</p>
<p>17.2 : Fonctionnement</p> <p>Le directeur préside le conseil pédagogique. Il peut inviter à participer aux séances du conseil, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.</p> <p>Les travaux du conseil pédagogique sont préparés par des commissions pédagogiques dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées dans le règlement intérieur.</p> <p>Les fonctions de membre du conseil sont exercées à titre gratuit.</p>	<p>17.2 : Fonctionnement</p> <p>Le directeur préside le conseil pédagogique. Il peut inviter à participer aux séances du conseil, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.</p> <p>Les travaux du conseil pédagogique sont préparés par des commissions pédagogiques <b>de site</b> dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées dans le règlement intérieur.</p> <p>Les fonctions de membre du conseil sont exercées à titre gratuit.</p>
<p>L'article 19, reportant les modalités disciplinaires dans le règlement intérieur :</p> <p>La question de la discipline de relève pas exclusivement du règlement des études, elle peut avoir trait au comportements ou agissements d'usager dans l'enceinte de de l'école. À ce titre il paraît plus juste d'en préciser les modalités dans le règlement intérieur.</p>	

<p>Article 19 : Sanctions disciplinaires, Conseil de discipline</p> <p>Le directeur prononce les sanctions applicables aux étudiants qui sont l'avertissement, le blâme, l'exclusion de l'établissement pour une durée déterminée et l'exclusion définitive de l'établissement. Aucune sanction ne peut être prononcée sans que l'étudiant ait été mis à même de présenter ses observations. Sauf pour l'avertissement et le blâme, le directeur statue au vu de l'avis rendu par le conseil de discipline, après audition, par cette instance, de l'intéressé. La composition et les modalités de fonctionnement du conseil de discipline sont fixées dans le <a href="#">règlement des études</a> adopté par le conseil d'administration.</p>	<p>Article 19 : Sanctions disciplinaires, Conseil de discipline</p> <p>Le directeur prononce les sanctions applicables aux étudiants qui sont l'avertissement, le blâme, l'exclusion de l'établissement pour une durée déterminée et l'exclusion définitive de l'établissement. Aucune sanction ne peut être prononcée sans que l'étudiant ait été mis à même de présenter ses observations. Sauf pour l'avertissement et le blâme, le directeur statue au vu de l'avis rendu par le conseil de discipline, après audition, par cette instance, de l'intéressé. La composition et les modalités de fonctionnement du conseil de discipline sont fixées dans le <a href="#">règlement intérieur</a> adopté par le conseil d'administration.</p>
<p><b>L'article 23, précisant les modalités et temporalités d'adoption du budget :</b></p> <p><b>Pour permettre au Conseil d'administration de procéder à un vote sur la base du budget réel de l'année écoulée, la date d'adoption est décalée à la fin du mois de mars. Les modalités de présentation d'un rapport d'exécution budgétaire sont précisées.</b></p>	
<p>Article 23 : Le budget</p> <p>Le budget est soumis aux dispositions des articles L.1612-1 à L.1612-20 du code général des collectivités territoriales.</p> <p>Le budget est adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année, avant le <a href="#">1er janvier</a> de l'exercice auquel il se rapporte.</p>	<p>Article 23 : Le budget</p> <p>Le budget est soumis aux dispositions des articles L.1612-1 à L.1612-20 du code général des collectivités territoriales.</p> <p>Le budget est adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année, avant le <a href="#">31 mars</a> de l'exercice auquel il se rapporte. <a href="#">Un rapport d'exécution budgétaire est présenté au conseil d'administration en milieu d'exercice. Le conseil peut, le cas échéant, adopter une décision modificative ou un budget supplémentaire.</a></p>
<p><b>L'article 30 et 31, dont les objets ont été précisés.</b></p> <p><b>Ces 2 articles établissant les règles de transfert des biens et des agents lors de la création de l'établissement n'avaient pas d'intitulé en dehors de leur numéro.</b></p>	
<p>Article 30</p>	<p>Article 30 : <a href="#">Substitution juridique et transfert des biens à l'établissement</a></p>
<p>Article 31</p>	<p>Article 31 : <a href="#">Dispositions relatives aux agents lors du transfert</a></p>

**M. COUCHOT** : nous passons à délibération 1700, relative à la mise à jour des statuts de la Haute Ecole des Arts du Rhin, établissement d'enseignement supérieur artistique d'excellence qui forme plus de 750 étudiants en art, design, communication et musique dont la Ville de Mulhouse est un des membres fondateurs.

Quinze ans après sa création et dix ans après une première révision, il est proposé d'actualiser certains articles de ses statuts afin de les adapter aux pratiques actuelles et au cadre juridique des établissements publics de coopération culturelle.

En tant que membre de la HEAR il nous appartient de nous prononcer sur cette révision statutaire. Je donne maintenant la parole au groupe Mulhouse Cause Commune.

**M. SIMEONI** : merci, M. COUCHOT. Chers collègues, le sujet de la HEAR est dans l'actualité, le plus souvent pour montrer la qualité des travaux qui y sont menés et la vitalité créative qui en émane, mais aussi dans l'expression d'une inquiétude permanente tant pour le présent que pour l'avenir.

La révision des statuts qui est proposée sans la détailler, a déjà été soumise au Conseil d'Administration qui a donné un avis positif et avec Mme MOTTE, nous avons donné le même avis, ce qui arrive parfois.

En réalité, je voudrais revenir sur l'article 23 qui est en annexe et qui s'occupe d'organiser différemment la tenue du débat budgétaire et le vote du budget primitif qui est renvoyé dans l'année en cours, il faut que ce soit accompli avant le mois de mars de l'année en cours. L'idée, bien sûr, qui est sous-jacente, c'est au fond, d'être au plus près des réalités budgétaires.

Alors, nous pouvons tous comprendre la situation que nous connaissons maintenant depuis trois ans, avec à chaque fois une fragilité budgétaire pour rester dans l'euphémisme, qui a conduit à mettre en berne un certain nombre de situations, de fermer des ateliers, etc. le tout, au préjudice, bien sûr, des étudiants, des professeurs et donc au fond, c'est à partir de ces situations qu'il y a à la fois une réponse urgente à produire, c'était tout le sens de l'amendement qu'a proposé tout à l'heure Loïc MINERY.

De ce point de vue-là, sans doute M. COLOM, la réponse que vous y avez apportée tout à l'heure avec le démontage du mécano financier qui tient la HEAR à bout de bras. C'est vrai que la Ville participe à hauteur de 14 %, ensuite il y a la DRAC et surtout Strasbourg et que donc oui, il faudrait engager assez rapidement un travail au niveau des deux grands ensembles urbains alsaciens, avec l'État pour avancer, mais il me semble que nous avons fait cette proposition au dernier Conseil municipal.

Nous restons dans cet esprit, mais nous pensons au-delà qu'il faut aller plus loin en fait sur la réflexion à mener à la fois sur la structuration de la HEAR pour

davantage l'ancrer dans le paysage mulhousien et pour lui assurer une assise financière qui soit compatible avec l'avenir et un avenir positif pour cette école.

Alors, comment le faire ? Il faut rappeler d'abord la naissance de l'EPCC en 2011 et cet EPCC, Établissement Public de Coopération Culturelle a été initié par l'État. Rappelez-vous les uns les autres pour ceux qui étaient là, moi, je n'y étais pas, mais certains y étaient et donc l'État aujourd'hui, intervient via la DRAC, mais il s'est largement désengagé par rapport à ses responsabilités. Il faudrait quand même lui rappeler également.

Ensuite, je pense qu'il est nécessaire de rappeler que la HEAR est un établissement d'enseignement supérieur, c'est-à-dire, qui devrait également être en relation très étroite avec l'Université de Haute-Alsace, mais avec l'Université de Strasbourg aussi et partant de là, donc qu'il y ait autour du tour de table financier, y compris en apportant des modifications à l'échelle du conseil administration, des intervenants supplémentaires qui permettent, effectivement, de pouvoir envisager un avenir financier amélioré. Donc ce que l'on souhaite, c'est qu'il puisse y avoir cette réflexion rapidement qui pourrait se mener aussi dans le cadre d'une réunion rapide entre les Directeurs Généraux des deux grandes villes et la DRAC.

Enfin, je pense qu'il faut aussi défendre la place de la HEAR à Mulhouse. Eh oui, nous sommes dans une histoire, avant d'être la HEAR, il y avait des écoles qui dépendaient de la Ville, tout le monde le sait et si vous regardez la presse, je lis la presse comme vous et il y a quelques jours il y avait un article à propos de Strasbourg et à propos de l'intégration dans le conservatoire de l'école de danse. Je comprends que les Strasbourgeois ont toutes les raisons de le faire.

Le problème, ce n'est pas tant que vous regardez ce qui se passe à Strasbourg, la question c'est : « Qu'est-ce que nous faisons, nous, à Mulhouse, où nous avons aussi de la danse et pas qu'un peu ? » C'est l'une des meilleures ou presque. Eh, oui, notre ballet de l'Opéra national du Rhin, ce n'est pas de la petite monnaie.

Donc, ce que nous proposons, c'est qu'à l'instar de ce qui est en train de se profiler à Strasbourg, nous puissions installer un cycle supérieur de danse, accueilli au sein du conservatoire, en lien avec l'Opéra National du Rhin et pouvoir travailler avec la HEAR de la même manière.

Et pour finir, évidemment nous allons voter cette modification, mais en même temps, je pense qu'il est nécessaire d'aller rapidement dans un travail de fond pour conforter durablement la HEAR, à la fois dans ses besoins financiers, mais également dans l'espace mulhousien. Mulhouse a besoin d'une extension et de l'intégration également du corps de ballet. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : j'ai une demande de parole de Mme GOETZ.



**Mme GOETZ** : oui, merci. Je voulais, effectivement, intervenir sur le sujet de la HEAR dans le même sens que M. SIMEONI. Avant cela, je voulais répondre à M. COLOM. Je voulais le remercier pour l'hommage appuyé qu'il a rendu à notre groupe tout à l'heure. C'est vrai qu'il a consacré beaucoup de temps à cette réorganisation de groupe et cela montre surtout à quel point vous êtes préoccupé, M. COLOM. Nous percevons bien que certains sièges deviennent soudain moins confortables et cela fait briller quelques regards inquiets, comme vous l'avez vous-même rappelé peut-être malgré vous, nous sommes cohérents, constants et nous avons toujours placé l'intérêt général avant les intérêts personnels. Dix années d'engagement total sans jamais dévier, vous faites d'ailleurs actuellement l'éloge de nos actions dans votre campagne. Merci, pour cette belle reconnaissance. Si nous étions aussi opportunistes que vous le dites, nous serions restés dans les rangs de la majorité.

Le Maire a demandé en début de séance, souvenez-vous, du respect et pas d'attaque personnelle. Alors, rappelez-vous aussi que la musique et les arts en général adoucissent les mœurs. Donc, je vous encourage, M. COLOM, à fréquenter les lieux culturels où l'on ne vous a jamais vu durant le mandat, pas plus qu'à la Commission culture.

Je viens sur la délibération qui concerne la HEAR. Ça va dans le même sens que M. SIMEONI, mais c'est vrai que comme nous posons la question à chaque fois, c'est bien de la poser deux fois, comme cela nous aurions peut-être, effectivement, une réponse. Cette délibération est l'occasion de nous interroger sur l'avenir de la HEAR. Nous connaissons ses difficultés financières, des réserves épuisées, un déséquilibre budgétaire structurel, c'est une situation hélas qui est partagée par de nombreuses écoles en fragilité à travers la France.

Notre question est simple : où en est le dialogue avec l'Agglomération qui est compétente en matière d'enseignement supérieur pour soutenir l'école ? Quelle trajectoire a été arrêtée face aux difficultés en lien avec la Ville de Strasbourg et l'État ? Je rappelle que c'est un dialogue qui avait débuté sous ma mandature à la présidence de l'école, donc nous aimerions savoir où il en est actuellement ? Merci.

**Mme le Maire** : Mme MOTTE.

**Mme MOTTE** : oui, Mme le Maire. Chers collègues. D'abord, j'aimerais souligner quand même le rôle stratégique de la HEAR et c'est une forte affirmation pour Mulhouse, que ce soit en termes d'image, d'attractivité, d'emploi et sur le volet culturel également. J'aimerais insister aussi sur le fait que la concertation avec l'État et Strasbourg est régulière et dans le cadre des difficultés que rencontre l'école et ça ce n'est pas depuis cette année ou l'année dernière, vous avez dit Mme GOETZ, avoir mis en place un dialogue de gestion en 2023. Je pense qu'il aurait pu avoir lieu avant parce que les difficultés des écoles d'art ne datent malheureusement pas de 2023.

Néanmoins, ces échanges sont très appuyés avec Strasbourg, j'ai très régulièrement des échanges mon homologue Anne MISTLER. Les services de la Ville, la DAC, les deux DAC sont en permanence aussi en dialogue et les services financiers aussi et je voudrais remercier aussi nos services sur l'accompagnement de la HEAR dans ses difficultés, en force de proposition aussi pour leur permettre de relever le défi.

Vous l'avez dit, Mme GOETZ, l'ensemble des écoles d'art est en difficulté en France, ce n'est pas nouveau et l'Université en règle générale a aussi ses propres difficultés.

Vous évoquiez un contact entre la HEAR, l'UHA, l'UNISTRA. Ces contacts existent et ils sont renforcés. Si ce n'est que la HEAR dépend du Ministère de la Culture et non pas du Ministère de l'Enseignement supérieur et qu'à ce titre-là, la HEAR n'est pas intégrée à l'UHA ou l'UNISTRA, mais les échanges et les travaux de concerts se font, soit sur le biais de doctorats, soit sur le biais d'échanges, ou de projets communs.

Vous évoquiez le sujet de l'intégration de la danse au sein du Conservatoire de Strasbourg. Sachez que dans le projet du Conservatoire en rayonnement régional, du Conservatoire de Mulhouse, le volet danse est clairement indiqué et que nous n'avons pas attendu cela pour travailler avec le Ballet du Rhin qui est également basé à Mulhouse. Donc les contacts existent et cela fait partie aussi du projet du Conservatoire de renforcer ces liens à la fois pour le Conservatoire, mais aussi pour Mulhouse en règle générale.

Nous sommes très attachés à la HEAR et nous sommes particulièrement attentifs à ce que cette école puisse rétablir ses comptes et puisse avoir une activité avec un peu plus de tranquillité.

**Mme le Maire** : merci pour ces précisions. Florian COLOM.

**M. COLOM** : merci Mme le Maire. Je voulais juste répondre à cette petite tentative d'attaque personnelle de Mme GOETZ qui, à titre personnel, m'a vraiment fait sourire. La culture, voyez-vous, il y a ceux qui en parlent et il y a ceux qui la vivent personnellement. En ce qui me concerne, j'ai objectivement plus de dix années de pratique du piano à titre personnel et j'ai même été qualifié plusieurs fois aux championnats de France APH sur le piano. Je pratique la guitare basse, je pratique la batterie en individuel, en groupe, sur tous les styles musicaux et pour être aussi très personnel vu que l'on me reproche soi-disant de ne pas m'intéresser à la culture, je suis avec assiduité le travail de plusieurs artistes mulhousiens, que ce soit Fernand Kaiser ou Sven qui a ouvert récemment un showroom en hypercentre et je m'en réjouis.

Alors, vous mettre face à vos incohérences, Mme GOETZ, ce ne sont pas des attaques personnelles, c'est juste une nécessaire transparence. En ce qui concerne finalement le prétendu désintérêt que j'aurai pour les acteurs culturels mulhousiens et l'absence de présence tout au long de ce mandat, sachez, à titre

d'information, en sachant que ce n'est pas une liste exhaustive, que je me suis rendu durant ce mandat plusieurs fois à la Filature, que j'ai assisté plusieurs fois à Scènes de Rue, que j'étais présent à la Biennale, que j'étais présent tous les ans sur le terrain pendant la Fête de la Musique et que je suis allé plusieurs fois à la Kunsthalle.

Donc, de grâce, si demain ou d'aventure, vous voudriez encore m'attaquer personnellement, faites-le au moins avec des éléments qui soient fondés et véridiques.

**Mme le Maire** : nous allons mettre cette délibération au vote, ce point 15.

Qui est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Qui est pour ? Merci beaucoup.

Pour : 46 + 6 procurations

Groupe majoritaire : 28+ 4 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 6

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

## **16° OPERATEURS CULTURELS : SUBVENTIONS 2025 ET ACOMPTES SUR SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2026 (Culture/7.5.6/ 1703 )**

### **1.Subventions de fonctionnement et d'investissement 2025**

Depuis 2018, en partenariat avec le Théâtre National de Strasbourg, la Filature – Scène nationale de Mulhouse propose une classe préparatoire « théâtre » destinée à une dizaine de jeunes par promotion, futurs élèves-comédiens, recrutés sur critères sociaux. Ce dispositif est unique pour une Scène nationale et est notamment soutenu par l'Etat (DRAC) et la Région Grand Est. La formation est gratuite pour les élèves, les frais liés aux concours (inscription, déplacements et séjours) étant prise en charge par la Filature.

Durant un à deux ans, cette formation théâtrale intensive, encadrée par des intervenants professionnels prépare les élèves aux concours des Ecoles nationale supérieures d'art dramatique.

La Ville de Mulhouse soutient ce dispositif avec la mise à disposition d'un agent du conservatoire pour assurer un enseignement en théâtre. Cette mise à disposition a fait l'objet d'une délibération adoptée en Conseil Municipal le 12 décembre 2024.

Afin de régulariser cette valorisation, il est proposé de verser une subvention complémentaire à la Filature pour la rémunération correspondante de l'intervenant cité, versement donnant lieu à un remboursement de personnel mis à disposition.

A l'instar des autres partenaires, la Ville de Mulhouse propose également le versement d'une aide exceptionnelle en investissement à l'Opéra National du Rhin, pour l'accompagner dans ses efforts de restructuration en cours.

<b>Structures culturelles</b>	<b>Montant proposé</b>	<b>Montant total versé en 2025</b>	<b>Imputation budgétaire</b>
Association la Filature, Scène nationale	27 580 € en subventions de fonctionnement	3 119 407 €	Chap. 65 Nat. 65748 Env. 3698
Opéra National du Rhin (ONR)	80 000 € en subventions d'investissement	1 749 012 € en fonctionnement et 80 000 € en investissement	Chap. 204 Nat. 2041581 Env. 38745

Les crédits nécessaires au versement des subventions de fonctionnement et d'investissement sont inscrits au BP 2025.

## **2. Acomptes sur subventions de fonctionnement 2026**

Afin d'assurer la continuité d'activité des grands équipements culturels mulhousiens mais aussi engager les préparatifs de la saison culturelle 2026, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer aux associations culturelles les acomptes sur subventions de fonctionnement suivants :

<b>Associations</b>	<b>Subvention versée en 2025</b>	<b>Acompte proposé en 2026</b>	<b>Imputation Budgétaire</b>
Association la Filature, Scène nationale	3 119 407 €	500 000 € en janvier 500 000 € en février 500 000 € en mars	Chap. 65 Nat. 65748 Env. 3698
Orchestre National de Mulhouse (ONM)	3 724 332 €	931 083 €	Chap. 65 Nat. 65736212 Env. 37420
Fédération Hiéro – Noumatrouff	245 000 €	120 000 €	Chap. 65 Nat. 65748 Env. 39822
Association Théâtre de Poche	35 000 €	20 000 €	Chap. 65 Nat. 65748 Env. 3697
Association Jazz à Mulhouse / Festival Météo	151 000 €	72 500 €	Chap. 65 Nat. 65748 Env. 3697
Association Cinéma Bel Air de Mulhouse	78 000 €	39 000 €	Chap. 65 Nat. 65748 Env. 3697
Association RTT - Réunis Tous Talents	5 500 €	4 000 €	Chap. 65 Nat. 65748 Env. 3697
Association L'Agrandisseur	15 000 €	6000 €	Chap. 65 Nat. 6574 Env. 3697
Orchestre d'Harmonie de	3370 €	1600 €	Chap. 65 Nat. 65748

Mulhouse - OHM			Env. 3697
Association KALISTO	28 000 €	10 000 €	Chap. 65 Nat. 65748 Env. 3697
Association Le M.U.R Mulhouse		2 000 €	Chap. 65 Nat. 65748 Env. 3697

Les crédits nécessaires au versement des subventions de fonctionnement sont proposés au BP 2026.

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide l'attribution des aides financières proposées dans le tableau ci-dessus,
- charge Mme le Maire ou son Adjointe déléguée d'établir et de signer les documents nécessaires.

PJ : conventions

VILLE DE MULHOUSE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL  
EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Nathalie MOTTE, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

L'Association « La Filature- Scène nationale », ayant son siège social au 20 allée Nathan Katz 68100 Mulhouse, représentée par son Président, M. Bertrand JACOBGERGER, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association a pour objet de gérer et d'administrer le projet « Scène nationale » mis en œuvre à la Filature à partir des missions confiées par l'Etat et la Ville de Mulhouse.

Au titre de la présente convention, l'Association s'engage :

- à s'affirmer comme un lieu de production artistique de référence nationale, dans les domaines de la culture contemporaine
- à organiser la diffusion et la confrontation des formes artistiques en privilégiant la création contemporaine
- à participer, dans son aire d'implantation, à une action de développement culturel favorisant de nouveaux comportements à l'égard de la création artistique et une meilleure insertion sociale de celle-ci.

ARTICLE 2 SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2026 d'un montant de 1 500 000 € (500 000 € en janvier 2026, 500 000 € en février 2026 et 500 000 € en mars 2026) est accordé par le Conseil Municipal dans sa séance du 11 décembre 2025. Le solde fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2026 et d'un avenant à la présente convention.

Il est viré au compte de l'association:  
Code banque : 15135 - Code guichet 09017 - Numéro de compte : 08772280680  
Clé RIB : 94 - Raison sociale, adresse de la banque : caisse d'Epargne Grand Est Europe

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

VILLE DE MULHOUSE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL  
EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Nathalie MOTTE, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association « Fédération Hiéro-Noumatrouff », ayant son siège social au 57 rue de la Mertzau 68200 Mulhouse, représentée par son Président, M. Matthieu STAHL, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le lieu, dont l'Association assure la gestion, constitue un lieu essentiel de promotion et d'expression de la vie musicale.

Il doit être en conformité avec les textes régissant les règles de sécurité et d'environnement et répondre aux garanties techniques et architecturales nécessaires à la diffusion de spectacles musicaux.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement culturel local, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2026, d'un montant de 120 000 €, est accordé par décision du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2025, le solde faisant l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2026, ainsi qu'un avenant à la présente convention.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03900 - Numéro de compte : 00066191845  
Clé RIB : 11 - Raison sociale, adresse de la banque : CME 68 Mulhouse.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

ARTICLE 8 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Les associations bénéficiaires de soutiens financiers de la Ville de Mulhouse sont signataires d'un Contrat d'Engagement Républicain -des associations et Fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat- conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse, Pour l'Association  
l'Adjointe déléguée à la Culture « La Filature- Scène nationale »,  
le Président

Nathalie MOTTE Bertrand JACOBBERGER

**ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

**ARTICLE 8 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN**

Les associations bénéficiaires de soutiens financiers de la Ville de Mulhouse sont signataires d'un Contrat d'Engagement Républicain -des associations et Fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat- conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,  
l'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association  
« Hiéro-Noumatrouff »,  
le Président

Nathalie MOTTE

Matthieu STAHL

**ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS**

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

**ARTICLE 4 : COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

**ARTICLE 5 : ASSURANCE**

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

**ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.



VILLE DE MULHOUSE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL  
EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Nathalie MOTTE , Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville »

d'une part,

Et :

L'Association « Théâtre de Poche», ayant son siège social au 18 rue du Ballon, représentée par son Président, M. Michel ERHART et désignée sous le terme « l'Association »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet de gérer le théâtre Poche-Ruelle qui constitue un lieu essentiel de promotion et d'expression à vocation culturelle.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 : SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2026, d'un montant de 20 000 €, est accordé par décision du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2025, le solde fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2026 ainsi que d'un avenant à la présente convention.

Cette subvention est virée au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03000 - Numéro de compte : 00020730440  
Clé RIB : 12 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse Europe.

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

VILLE DE MULHOUSE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL  
EV

**CONVENTION**

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Nathalie MOTTE, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville »  
d'une part,

Et :

L'Association « Jazz à Mulhouse /Festival METEO » , ayant son siège social au BP 1335 – 68056 MULHOUSE cedex, représentée par son Président, M. Jean-François HURTH, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

L'Association a pour objet d'organiser annuellement un festival de Jazz à Mulhouse, dénommé « Météo ».

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

**ARTICLE 2 : SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2026, d'un montant de 72 500 € est accordé par le Conseil Municipal dans sa séance du 11 décembre 2025. Le solde fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2026 et d'un avenant à la présente convention.

Le montant est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03008 - Numéro de compte : 00020652301  
Clé RIB : 54 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse St Joseph.

**ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

**ARTICLE 8 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN**

Les associations bénéficiaires de soutiens financiers de la Ville de Mulhouse sont signataires d'un Contrat d'Engagement Republicain -des associations et Fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat- conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,  
l'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association  
« Théâtre Poche/Ruelle »,  
le Président

Nathalie MOTTE

Michel ERHART

**ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS**

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

**ARTICLE 4 : COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

**ARTICLE 5 : ASSURANCE**

L'association souscritra toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

**ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

**ARTICLE 8 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN**

Les associations bénéficiaires de soutiens financiers de la Ville de Mulhouse sont signataires d'un Contrat d'Engagement Republicain -des associations et Fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat- conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,  
l'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association  
« Jazz à Mulhouse »,  
le Président

Nathalie MOTTE

Jean-François HURTH

**ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS**

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

**ARTICLE 4 : COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

**ARTICLE 5 : ASSURANCE**

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

**ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

VILLE DE MULHOUSE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL  
EV

**CONVENTION**

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Nathalie MOTTE, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

L'Association « Cinéma Bel-Air de Mulhouse », ayant son siège social au 31 rue Fénélon 68200 Mulhouse, représentée par son Président, M. Mohamed DENDANE, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

L'Association a pour objet de gérer la salle du Cinéma Bel-Air qui constitue un lieu essentiel de promotion et d'expression à vocation culturelle.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

**ARTICLE 2 : SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2026, d'un montant de 39 000 € est accordé par la Conseil Municipal dans sa séance du 11 décembre 2025. Le solde fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2026 et d'un avenant à la présente convention.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278 - Code guichet 03028 - Numéro de compte : 00010942145  
Clé RIB : 55 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse Université Illberg.

VILLE DE MULHOUSE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL  
EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Nathalie MOTTE, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

La régie personnalisée dénommée « Orchestre National de Mulhouse » est situé à la Filature, 20 allée Nathan Katz 68090 Mulhouse Cedex représentée par sa Présidente, Mme Michèle LUTZ, et désignée sous le terme « l'ONM » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Régie a pour objet d'organiser, de développer et de promouvoir les activités de l'Orchestre National de Mulhouse. Ambassadeur de son territoire, l'orchestre symphonique poursuit deux ambitions complémentaires :

- Une qualité artistique portée vers l'excellence. Celle-ci implique une direction musicale et une programmation de référence en matière de musique symphonique, pour la valorisation et le renouvellement des répertoires, la diversité des formes, des esthétiques et des interprétations, au niveau local ainsi qu'aux niveaux national et international.
- Un ancrage territorial au service de tous. L'ONM assure un rôle de proximité citoyenne à travers ses actions et médiations à destination de tous les publics, pour le développement de l'accès et de la participation du plus grand nombre à la vie culturelle.

L'Orchestre symphonique de Mulhouse soutient la création et la diffusion musicale dans sa diversité.

ARTICLE 2 SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Un acompte sur la subvention de fonctionnement 2026 d'un montant de 931 083 € est accordé par le Conseil Municipal dans sa séance du 11 décembre 2025. Le solde fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal au courant de l'année 2026 et d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

ARTICLE 8 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Les associations bénéficiaires de soutiens financiers de la Ville de Mulhouse sont signataires d'un Contrat d'Engagement Republicain -des associations et Fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat- conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,  
l'Adjointe déléguée à la Culture

Pour l'Association  
« Cinéma Bel-Air de Mulhouse »,  
le Président

Nathalie MOTTE

Mohamed DENDANE

Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

**ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

**ARTICLE 8 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN**

Les associations bénéficiaires de soutiens financiers de la Ville de Mulhouse sont signataires d'un Contrat d'Engagement Republicain -des associations et Fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat- conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,
 Pour la régie personnalisée « ONM », la Présidente

l'Adjointe déléguée à la Culture

Nathalie MOTTE

Michèle LUTZ

Il est viré au compte de l'association:
 Code banque : 30001 - Code guichet 00581 - Numéro de compte : F6860000000
 Clé RIB : 89 - Domiciliation de la banque : Banque de France – SOB -2310
 DGSO – DSB- TOPAZE 75049 PARIS CEDEX 01.
 Titulaire du compte : SGC MULHOUSE 45, rue Engel Dollfus 68097 MULHOUSE CEDEX 09

**ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS**

En contrepartie du versement de la subvention, l'ONM, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'ONM s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'ONM s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'ONM s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

**ARTICLE 4 : COMMUNICATION**

L'ONM s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

**ARTICLE 5 : ASSURANCE**

L'ONM souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause.



VILLE DE MULHOUSE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL  
EV

AVENANT N° 1

A la convention du 07 novembre 2024.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Nathalie MOTTE, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

Le Syndicat intercommunal de l'Opéra national du Rhin, ayant son siège social au 19, Place Broglie BP 80320 – 670007 STRASBOURG CEDEX , représentée par son président, M. Michel SPITZ, et désignée sous le terme « l'Opéra National du Rhin » d'autre part,
Il est convenu ce qui suit :

1. la rédaction de l'article 5 de la convention est complétée comme suit :

ARTICLE 5.F : CONDITIONS DE DETERMINATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES

La Ville verse à l'Opéra National du Rhin une subvention d'investissement 2025 d'un montant de 80 000 € approuvés par le Conseil Municipal dans sa séance du 11 décembre 2025.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 30001 - Code guichet 00806 - Numéro de compte : C6720000000  
Clé RIB : 56 - Raison sociale, adresse de la banque : Banque de France BDF STRASBOURG

2. les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse
Pour le syndicat intercommunal de l'Opéra National du Rhin

L'Adjointe déléguée à la Culture

Nathalie MOTTE

Le Président

Michel SPITZ

VILLE DE MULHOUSE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL  
EV

AVENANT N° 3

A la convention du 12 décembre 2024.

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Nathalie MOTTE, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et :

L'Association « La Filature » Scène Nationale, ayant son siège social au 20 Allée Nathan Katz 68200 Mulhouse, représentée par son président, M. Bertrand JACOBGERGER, et désignée sous le terme « l'Association » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

1. la rédaction de l'article 2 de la convention est complétée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La Ville verse à l'Association une subvention de fonctionnement 2025 d'un montant de 27 580 € approuvés par le Conseil Municipal dans sa séance du 11 décembre 2025.

Il est viré au compte de l'Association :

Code banque : 15135- Code guichet 09017 - Numéro de compte : 08772280680  
Clé RIB : 94 - Raison sociale, adresse de la banque : Caisse d'Epargne Grand Est Europe

2. les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse
Pour l'Association « La Filature » Le Président
L'Adjointe déléguée à la Culture

Nathalie MOTTE

Bertrand JACOBGERGER

**Mme le Maire** : nous passons à présent à la délibération 1703, il s'agit des opérateurs culturels. Il s'agit de l'attribution de subventions de fonctionnement 2025 et l'attribution d'acomptes sur des subventions de fonctionnement 2026, à des associations culturelles. Ces acomptes ont pour but d'assurer la continuité d'activité des acteurs culturels mulhousiens, mais aussi d'engager les préparatifs de la saison culturelle 2026. Mulhouse Cause Commune a souhaité s'exprimer en la matière, je présume que c'est M. SIMEONI.

**M. SIMEONI** : vous présumez bien, Mme le Maire. Nous avons là une délibération à double entrée, 2025 à 2026, calculée sur 2025 évidemment. Si elle ne concerne pas tous les acteurs culturels de la Ville, elle nous révèle quand même un peu la fracture ou le paradoxe Mulhousien. À savoir, d'un côté, des atouts culturels qui sont connus de tous, qui font de la Ville une ville de culture avec une offre culturelle qui est très importante, y compris avec des pianistes, cela va de soi, mais aussi en face, c'est ce qu'a montré l'enquête qui a été conduite à propos de la Filature, le fait que nous avons du mal à trouver aujourd'hui des publics qui correspondent à la réalité sociale et démographique de la Ville.

Le problème n'est pas nouveau, nous le connaissons, c'est comment faire en sorte que la culture puisse se diffuser et que puisse advenir dans cette ville une dynamique de culture commune dont nous savons tous l'intérêt, dans la mesure où c'est la base pour vivre ensemble et bien en République.

Donc, ce que nous avons à dire de ce point de vue-là, par rapport à ce qu'ils nous ont proposé, c'est que, et nous l'avons déjà dit à l'occasion de différents conseils, souvent par la voix de Maëlle PAUGAM, il ne faut pas se contenter d'avoir un regard sur l'année qui suit. Il faut essayer mettre en place une programmation pluriannuelle et inventer une forme de PPI culturelle avec un certain nombre d'objectifs dans le cadre d'une vision. C'est ce que dit aussi l'étude sur la Filature qui est très intéressante d'ailleurs et qu'il ne s'agit pas d'opposer à d'autres secteurs de la Ville.

Donc, sur ce sujet, en ce qui nous concerne, nous à Mulhouse Cause Commune, il nous semble important d'avancer dans quatre directions, avec cet esprit de faire une PPI culturelle.

Première direction : il faut conforter et diversifier les soutiens pluriannuels à toutes les structures afin de faciliter leur accès au plus grand nombre. Cela doit être la clé, la base, et nous pouvons partager, me semble-t-il, je ne sais pas qui pourrait être contre.

**Mme le Maire** : je vous donnerai des éléments factuels, j'ai eu l'occasion d'échanger avec Mme PAUGAM à la sortie du Conseil d'Agglomération.

**M. SIMEONI** : c'est bien, tant mieux. En 2 : défendre et développer l'éducation artistique et culturelle dès le plus jeune âge. Il faut que les petites pousses que



l'on plante se développent, que cela grimpe, c'est de cela ce dont nous parlons, ce n'est pas une seule fois, les enfants il faut les élever et avant qu'ils ne soient grands, il y a des soucis.

3 : développer la mise en réseau de tous les acteurs culturels et les partenariats locaux, nationaux, transfrontaliers. De ce point de vue-là, la Ville dispose quand même et je l'ai dit maintes fois, ce n'est pas une île, nous avons à côté les trois frontières et nous avons aussi, je pense à Bâle, des villes où il y a sans doute beaucoup d'initiatives culturelles, mais où il y a beaucoup d'argent aussi. A certains égards, beaucoup d'argent j'entends qui pourrait retomber sur la Ville, chez nous à Mulhouse, que l'on pourrait utiliser, donc il faut travailler cette dimension-là.

Quatrième élément, quatrième direction : conserver et restaurer le patrimoine mulhousien. Le tour de France qui va venir, il y a le tour, il y a la fête, etc., mais il y a aussi toutes les images qui vont être diffusées par les chaînes de télévision du monde entier, qui vont faire un petit tour sur Mulhouse pendant toute la journée, avec des commentaires historiques. Conserver et restaurer le patrimoine mulhousien, le valoriser au travers de son histoire. Nous le faisons, mais pas assez, notamment sur l'histoire ouvrière.

Oui, je me permets de le dire, sur l'histoire ouvrière. Mulhouse est une ville ouvrière. Ça l'est moins aujourd'hui du fait de la casse d'un certain nombre d'industries, mais c'est une ville ouvrière.

De sa langue aussi, je peux en parler, je suis extérieur, moi, mais la langue, cela compte, c'est vivant, c'est quelque chose. De ses friches industrielles et de ses créateurs. Le spectacle le plus beau que j'ai vu cette année à la Filature, il m'arrive d'y aller, c'est le spectacle sur le mariage forcé avec le Munstrum Théâtre qui fut excellent, etc.

Je termine. Donc, nous voterons la subvention, nous voterons la délibération et cela permet de faire la soudure avec 2026 et évidemment en 2026 les choses vont être rebattues et l'on espère, en tout cas, qu'en mars 2026, nous ayons un printemps culturel mulhousien. Que ce soit ou vous ou nous, qu'il y ait un printemps culturel mulhousien. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : avant de laisser Mme MOTTE nous donner des éléments, nous avons échangé à la sortie du Conseil d'Agglomération avec Mme PAUGAM et notre souhait, effectivement, dans plusieurs domaines, il ne s'agit pas que de la culture, dans d'autres domaines, mais la culture en particulier, nous avons souhaité, effectivement, conventionner de façon pluriannuelle à travers des objectifs.

Nous avons reçu ordre du ministère entre autres la culture de geler toutes les CPO que nous avons mises en place et c'est la DRAC qui nous a donné ces éléments en disant que pour l'instant ils ne s'engagent sur aucun financement pluriannuel, pour cause nous n'avons pas de budget national pour l'instant.

C'était la réponse et nous avons largement échangé, c'est un regret, parce que nous en avons dans les différents domaines.

Alors, pas que la culture, mais dans d'autres domaines. Entre autres, la politique de la Ville pour ne pas les citer, mais nous aurons l'occasion d'en reparler. Nous avons cinq ou six CPO qui de notre côté étaient prêtes à être signées, des conventions pluriannuelles et nous avons eu une information comme quoi, il fallait tout geler parce qu'ils attendent le budget de l'État, voilà ma réponse.

Mme MOTTE, si vous souhaitez apporter plus d'éléments pour la suite ?

**Mme MOTTE** : pour compléter les propos de Mme le Maire. Ce n'est pas parce que l'État a souhaité surseoir pour le moment et temporiser la signature des CPO qu'au niveau de la Ville, nous ne nous engageons pas. Il est bien évident que les échanges et les dialogues que nous avons avec à la fois les différents équipements, mais également les associations avec lesquelles nous avons des conventions... le sujet ne se pose pas là. Nous avons décidé, nous avons voté le budget pour maintenir le soutien au niveau de la culture. Donc, là-dessus, il n'y a pas d'inquiétude et c'est aussi une façon de permettre à la fois aux équipements et aux associations de se projeter sur l'avenir parce que c'est aussi important. Ce point-là, pour moi, il était important.

Vous évoquiez l'EAC. Bien sûr, nous avons un projet, nous avons un programme ambitieux que l'on a commencé à mettre en place réellement en septembre, de manière importante, il ne va que s'amplifier. Aujourd'hui nous avons la chance d'avoir plus de 80 itinéraires qui ont été proposés sur le temps scolaire, nous allons mettre en place suite à l'appel à projets le volet hors temps scolaire qui sera décliné, c'est à la rentrée, sur le premier trimestre de l'année 2026 et cela ne va que se renforcer.

En plus de cela, nous avons à la fois les acteurs culturels qui avaient été associés en avril dernier à la réunion et aux ateliers qui avaient été organisés qui sont demandeurs et qui n'ont qu'une envie, c'est de continuer aussi à s'impliquer sur ce sujet-là.

Après, sur le transfrontalier, la mise en réseau se fait aussi, un peu au gré aussi d'un certain nombre d'événements, mais les connexions se font. Je sais que la DRAC a organisé une réunion la semaine dernière sur deux jours à Bâle, la semaine dernière. Nous avons eu des échanges et j'ai eu un échange, notamment avec un des responsables de la DRAC qui y a participé, ce sujet-là est pleinement dans le scope et dans les projets parce que nous sommes géographiquement parlant positionnés et nous avons déjà des échanges qui se font sur différents plans et sur le volet culturel bien entendu. Nous avons suffisamment d'événements qui nous permettent aussi de pouvoir échanger.

Je voudrais rappeler quand même une chose, c'est que les Bâlois sont quand même très présents à la Filature, notamment sur la Scène nationale, mais aussi au niveau de l'Orchestre et de l'Opéra, donc les échanges sont quand même là.

**Mme le Maire** : merci, Mme MOTTE. Je vais mettre cette délibération au vote.

Qui est pour cette délibération ? Est-ce que quelqu'un souhaiterait s'abstenir ? Est-ce que quelqu'un voudrait voter contre ? Merci, à vous.

Pour : 33 + 6 procurations  
Groupe majoritaire : 21+ 3 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 4  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 +1 procuration

Ne prennent pas part au vote : Mme Himer, M. Coinchelin, Mme Motte, Mme Lutz, M. Chapatte, Mme Zagaoui, Mme Suarez (représentée par Mme Motte), Mme Zanette, Mme Kosir, M. Siméoni, et Mme El Hajjaji.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **17° VILLE DE BLOTZHEIM : CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AU TITRE DE L'OFFRE CULTURELLE A RAYONNEMENT EXTRA-COMMUNAL (Finances/7.5.5 /1684)**

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique de Blotzheim, Saint-Louis et Mulhouse avait pour objet « sur le territoire des communes membres, d'encourager ou de participer à toutes actions contribuant au développement ou à l'amélioration de la vie associative, de l'offre culturelle ou de loisirs ».

A la suite de sa dissolution, la Ville de Blotzheim souhaite maintenir et soutenir une offre culturelle à rayonnement extra-communal au bénéfice de ses habitants au moyen d'une contribution de 600 000 € par an versée à la Ville de Mulhouse.

En effet, la Ville de Blotzheim ne compte pas, sur son territoire, d'équipement culturel de référence offrant une programmation comparable à celle qu'offre la Ville de Mulhouse.

Aussi, une première convention d'objectifs et de moyens, pour une durée de 3 ans, a été élaborée pour permettre d'assurer la continuité d'une offre culturelle riche et diversifiée, à diffusion large et contribuant à l'attractivité de tout le territoire.

Cette convention d'objectifs et de moyens jointe en annexe, qui répond pleinement à l'existence d'un intérêt public lié aux besoins de la population de Blotzheim en matière d'accès à la culture, vise à formaliser une contribution dont le montant sera fixé annuellement dans le budget primitif de la commune de Blotzheim. Pour 2026, le montant de la subvention est estimé à 600 000 €.

Cette contribution respecte en outre le principe de neutralité religieuse et politique, est destinée à soutenir la Ville de Mulhouse pour certaines structures culturelles d'intérêt extra-communal tels que la Filature, la Kunsthalle et le Théâtre de la Sinne.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention d'objectifs et de moyens entre la Ville de Blotzheim et la Ville de Mulhouse ;
- autorise Madame le Maire à signer ladite convention et tout document nécessaire à son exécution.

PJ : Projet de convention d'objectifs et de moyens entre la Commune de Blotzheim et la Ville de Mulhouse

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA  
VILLE DE BLOTZHEIM ET LA VILLE DE MULHOUSE

Entre :

La Ville de Blotzheim, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Paul MEYER, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal de Blotzheim en date du ... , ci-après désignée par les termes « la Ville de Blotzheim », d'une part,

Et la Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal de Mulhouse en date du ... , ci-après désignée par les termes « la Ville de Mulhouse », d'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit :**

**PRÉAMBULE**

La Ville de Blotzheim a obtenu, par un décret du 5 novembre 1993, le classement d'une partie du territoire communal en « station climatique ».

Elle a pu conclure suite à ce classement, le 23 décembre 2005, une convention de délégation de service public avec la Société alsacienne de jeux et loisirs (appartenant au groupe Barrière) pour la construction et l'exploitation d'un casino et d'équipements annexes dans la partie du territoire érigée en « station climatique ».

Avant la conclusion de cette délégation de service public, par un arrêté préfectoral N°422 du 11 février 2000, les communes de Blotzheim, Mulhouse et Saint-Louis ont créé un syndicat intercommunal « *Blotzheim, Mulhouse et Saint-Louis (SIVU)* » qui avait pour objet « *sur le territoire des communes membres, d'encourager ou de participer à toutes actions contribuant au développement ou à l'amélioration de la vie associative, de l'offre culturelle ou de loisirs* »

En application de l'article 10 des statuts du SIVU, la Ville de Blotzheim reverse mensuellement une partie du prélèvement communal sur le produit brut des jeux à ce syndicat.

Conformément à l'article 4 des statuts, ce syndicat était à durée déterminée, il a été dissous « de plein droit » à l'échéance de la première convention de délégation du Casino de Blotzheim, à savoir le 11 juillet 2025.

Cependant, de manière à maintenir et soutenir une offre culturelle à rayonnement extra-communal bénéficiant aux habitants de Blotzheim après dissolution du syndicat, notamment en ce qui concerne la Ville de Mulhouse, il est prévu de subventionner cette dernière au titre du fonctionnement d'équipements qui proposent une programmation riche et diversifiée en spectacles de musique, de danse, théâtre, concert de l'Orchestre symphonique de Mulhouse, opéras et créations du CCN / Ballet de l'Opéra du Rhin, mais également des créations d'envergure nationale et internationale.

Or la Ville de Blotzheim ne compte pas, sur son territoire, d'équipement culturel de référence offrant une programmation comparable à celle venant d'être décrite, tant en termes de diversité d'offre que de renom, qui est de ce fait fréquenté par sa population souhaitant profiter d'un accès à ce type de programmation.

La Ville de Blotzheim a ainsi émis le souhait à travers cette convention, qui répond pleinement à son intérêt public communal, de subventionner la Ville de Mulhouse pour certaines actions culturelles.

Cette aide respecte en outre le principe de neutralité, religieuse et politique.

Ainsi, afin de poursuivre sa démarche de soutien aux activités du Territoire Sud Alsace, la Ville de Blotzheim propose à la Ville de Mulhouse, qui l'accepte, d'apporter sa contribution selon les termes suivants de la convention.

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour but de définir les conditions de versement de la subvention allouée par la Ville de Blotzheim à la Ville de Mulhouse en vue de soutenir, conformément à son intérêt public communal, certaines activités culturelles, en l'absence de programmation culturelle comparable proposée sur le territoire de la Ville de Blotzheim.

Cette programmation est riche et diversifiée dans les domaines du spectacle de musique, danse, théâtre, concerts, festival à rayonnement extra communal.

Sont notamment concernés :

- La Filature, Scène nationale ;
- La Kunsthalle, Centre d'Art Contemporain ;
- Le Théâtre de la Sinne.

Ces structures contribuent à la vitalité culturelle du bassin de vie Sud Alsace qui comprend la Ville de Blotzheim, ainsi qu'à son rayonnement et répondent aux besoins identifiés en matière d'accès à la culture de la population de ce bassin de vie dans un cadre neutre et d'intérêt général.

**ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA VILLE DE BLOTZHEIM**

La Ville de Blotzheim s'engage à verser à la Ville de Mulhouse une subvention en fixant annuellement dans son budget primitif le montant de son concours financier.

Pour 2026, ce montant est estimé à 600 000 €.

**ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE**

La Ville de Blotzheim notifie chaque année à la Ville de Mulhouse le montant de la subvention votée par l'assemblée délibérante dans le mois suivant le vote du budget primitif de l'exercice.

Ce montant approuvé par l'assemblée délibérante sera versé par mandat administratif à la Ville de Mulhouse.

Pour 2026, ce montant est estimé à 600 000 €.

La subvention est imputée sur les crédits du budget principal de la Ville de Blotzheim.

La subvention sera créditée au compte de la Ville de Mulhouse selon les procédures comptables en vigueur.

Le comptable assignataire est le responsable du Service de Gestion Comptable de Mulhouse.

ARTICLE 4 - DURÉE

La convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2028, sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance par l'une des parties à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception

ARTICLE 5 - CONTRÔLE

La Ville de Mulhouse s'engage à utiliser cette subvention conformément à son objet, décrit à l'article 1.

La subvention sera exclusivement affectée au fonctionnement des équipements mentionnés à l'article 1 dans le cadre de leurs missions d'intérêt général (diffusion et production artistique, accessibilité des publics, maintien d'une offre culturelle diversifiée ...).

La Ville de Mulhouse s'engage à transmettre à la commune de Blotzheim, avant le 30 juin de l'année n+1, un document comptable attestant l'utilisation de la subvention.

La Ville de Blotzheim peut assurer tout contrôle, sur pièce ou sur place, du bon usage des subventions octroyées en application de la présente convention.

S'il est constaté que les conditions mises à l'octroi des subventions par la présente convention ou par les textes législatifs et réglementaires ne sont pas respectées, la Ville de Blotzheim peut exiger, dans le respect d'une procédure contradictoire, le reversement de tout ou partie des subventions.

ARTICLE 6 - EVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Ville de Blotzheim a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Ville de Blotzheim et la Ville de Mulhouse.

Les représentants de la Ville de Mulhouse s'engagent à rencontrer autant que de besoin les représentants de la Ville de Blotzheim pour évaluer d'un commun accord les conditions d'application de la présente convention.

ARTICLE 7 - AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de désaccord persistant entre la Ville de Mulhouse et la Ville de Blotzheim, le tribunal administratif de Strasbourg sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Fait à Blotzheim le

Notifié le

La Ville de Blotzheim  
Représentée par  
Monsieur Jean-Paul MEYER  
Maire

La Ville de Mulhouse  
Représentée par  
Madame Michèle LUTZ  
Maire

**Mme le Maire** : nous en venons à la délibération 1684 : il s'agit de la Ville de Blotzheim, la conclusion d'une convention d'objectifs et de moyens au titre de l'offre culturelle à rayonnement extra communal.

Après, la dissolution du syndicat intercommunal, sujet déjà évoqué à plusieurs reprises dans cette assemblée, Blotzheim souhaite continuer à garantir à ses habitants un accès à une offre culturelle de qualité dont Mulhouse est un acteur majeur. Ne disposant pas d'équipements culturels équivalents aux nôtres, la ville de Blotzheim s'engage à verser une contribution annuelle de 600 000 € pour soutenir les structures à rayonnement extra communal, telles que la Filature, la Kunsthalle, ou encore le théâtre de la Sinne. Cette convention assure la continuité d'une politique culturelle ambitieuse bénéficiant à l'ensemble du territoire dans le respect du principe de neutralité d'un intérêt public clairement établi. Je donne la parole à Mulhouse Cause Commune qui a choisi cette délibération. Mme PAUGAM.

**Mme PAUGAM** : oui, merci. Effectivement, rien de nouveau sous le soleil, cette délibération confirme les informations que vous nous aviez déjà données en mai dernier et donc la perte de recettes substantielles pour faire vivre la Culture dans notre ville. Nous savons que nous avons en gros, perdu 400 à 500 000 €, par rapport à ce que l'on pouvait toucher les années précédentes, je passe l'inflation. Donc, une perte substantielle pour faire vivre la Culture dans notre ville, mais pas que pour notre ville, car c'est bien sur cette précision d'importance que se base la justification et vous l'avez redit, Mme la Maire, du versement, objet de cette convention. Eh oui, les Blotzheimois et les Blotzheimaises fréquentent les aménagements culturels Mulhousiens et pas qu'eux.

Donc, dans le contexte financier complexe actuel, tout particulièrement pour la Culture, alors, pour autant, Mme MOTTE, le disait tout à l'heure aussi, nous résistons bien, nous avons une bonne résilience au niveau culturel. D'autres territoires français ne sont pas aussi résilients sur le sujet et c'est bien malheureux. Mine de rien, dans ce contexte, l'enjeu d'une meilleure répartition mutualisée des charges d'exploitation des aménagements à rayonnement largement extra communale doit être vraiment concrètement rediscuté.

Nous entendons M. SASSI, qui effectivement, a l'air très proactif désormais sur le sujet et ce sont des choses dont nous avons parlé très régulièrement, donc il y a un vrai sujet là-dessus et d'ailleurs je vais sortir ma petite marotte. Hier soir, nous avons conclu les ateliers du Pôle muséal de M2A sur cette ambition finalement d'une nouvelle ère à ouvrir sur la mutualisation des moyens et nous y croyons vraiment, sincèrement, à cette démarche. L'avenir nous le dira, mais nous sentons quand même que le sens de l'histoire c'est de mutualiser les moyens à tous les étages et il faut vraiment y croire et tout orienter dans ce sens.

M. COUCHOT est parti, mais j'allais dire, ne lui en déplaise, en la matière et en matière de mutualisation, effectivement, que vous le vouliez ou non vous avez un peu le sparadrap du capitaine Haddock collé sur le manteau, car nous par contre nous n'avons pas à notre actif la responsabilité d'une démutualisation qui, que vous le vouliez ou non, a été quand même marqueur de ce mandat qui se termine. Donc, nous souhaitons une nouvelle ère qui soit résolument déterminée à ouvrir cette option de la mutualisation.

**Mme le Maire** : je crois qu'il n'y a pas grand-chose, si vous m'y autorisez à ajouter à vos propos bien sûr Mme PAUGAM. Je crois que l'on est tous dans le droit fil de ce que vous venez de dire. Quant à la Ville de Blotzheim et vous m'autoriserez à ne pas m'exprimer pour la xième fois sur ce point-là puisque j'ai eu l'occasion de m'expliquer.

J'ai eu un coup de fil aussi de la mairie de Saint-Louis, Mme le Maire qui n'était pas très contente des explications que j'avais apportées, mais j'ai été sincère et honnête dans ce qui s'est passé avec nos relations avec Blotzheim. Ceci dit, avec M. OCHSENBEIN, nous avons repris les tractations avec Blotzheim cette fois-ci. Une fois de plus, si nous avons un soutien différent et une forme de solidarité entre collectivités, nous aurions peut-être abouti à autre chose, mais je ne vais pas revenir sur le propos, je l'ai déjà dit et c'est déjà enregistré dans une autre partie de notre Conseil municipal. Je vais mettre ce point au vote.

Qui est contre ? Est-ce que quelqu'un souhaite s'abstenir ? Je vous remercie.

Pour : 43 + 7 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 4 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 3 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 5 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**18° ASSOCIATIONS SPORTIVES (CLUBS « ELITE », « PERFORMANCE » ET « DEVELOPPEMENT ») : ATTRIBUTION DES SOLDES DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT – SAISON SPORTIVE 2025/2026 (Sports et Jeunesse /7.5.6/1675)**

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Mulhouse apporte un soutien particulier aux clubs qui développent un projet associatif qui s'inscrit en cohérence avec les priorités municipales fixées :

- un sport qui s'offre à tous,
- la performance par la formation,
- des projets sportifs qualifiants et qualifiés.



Les associations sportives répertoriées « clubs élite », « clubs performance », et « clubs développement », s'impliquent dans la vie locale de par leurs actions et leur mobilisation en faveur de l'insertion et de l'éducation par le sport des jeunes mulhousien(ne)s tout en contribuant à travers leur pratique compétitive, au rayonnement extérieur de la Ville.

Les relations partenariales avec les clubs précités ont fait l'objet, pour la plupart d'entre eux d'une formalisation par conventionnement sur la base des projets associatifs remis.

Ces documents intègrent une clause de révision annuelle avec la Ville permettant de vérifier l'adéquation des orientations associatives avec la politique sportive municipale mais également le respect des engagements en matière de comportement écoresponsable.

Afin de s'assurer de la continuité de leurs actions partenariales au titre de la saison sportive en cours, il est proposé au Conseil Municipal d'allouer à ces clubs, dès le mois de janvier 2026, les soldes de subventions figurant dans les tableaux ci-après, conformément au calendrier administratif établi.

<b>ASSOCIATIONS SPORTIVES</b> (catégorie clubs élite)	Total subventions de fonct. saison 2024/2025	Acomptes de subvention déjà versés saison 2025/2026	Soldes de subventions	Total subventions de fonct. saison 2025/2026
Volley Mulh. Alsace	560 000	252 000	308 000	560 000
Mulhouse Basket Agglomération	360 000	164 000	196 000	360 000
ASPTT Omnisports section Handball M.-R.	30 000	24 500	65 500	90 000
FCM 1893 Alsace	210 000	50 000	190 000	240 000
Red Star Mulh. Badm.	47 000	18 000	29 000	47 000
<b><u>Totaux subventions</u></b>	<b><u>1 207 000 €</u></b>	<b><u>508 500 €</u></b>	<b><u>788 500 €</u></b>	<b><u>1 297 000 €</u></b>

<b>ASSOCIATIONS SPORTIVES</b> (catégorie clubs performance)	Total subventions de fonct. saison 2024/2025	Acomptes de subvention déjà versés saison 2025/2026	Soldes de subventions	Total subventions de fonct. saison 2025/2026
ADHM (hockey)	59 000	5 000	100 000	105 000
ASCMR Canoë-kayak	42 000	5 700	32 300	38 000
ASPTT Mulhouse Foot Réunis	32 000	3 200	86 800	90 000
ASPTT Omnisports section Triathlon	20 000	3 600	18 400	22 000
FCM Escrime	15 000	1 800	16 200	18 000
FCM Tennis	20 000	3 000	17 000	20 000
Mulhouse Pfastatt Basket Association	40 000	5 400	28 600	34 000
Mulh. Tennis de Table	48 000	7 200	40 800	48 000
Mulhouse Water-Polo	80 000	24 000	36 000	60 000

Panthères Mulhouse Basket Alsace	79 000	10 950	68 050	79 000
Philidor Mulhouse	39 500	5 850	33 650	39 500
Tennis Club de l'Illberg	35 000	5 250	29 750	35 000
<b><u>Totaux subventions</u></b>	<b><u>509 500 €</u></b>	<b><u>80 950 €</u></b>	<b><u>507 550 €</u></b>	<b><u>588 500 €</u></b>

<b>ASSOCIATIONS SPORTIVES</b> (catégorie clubs développement)	Total subventions de fonct. saison 2024/2025	Acomptes de subvention déjà versés saison 2025/2026	Soldes de subventions	Total subventions de fonct. saison 2025/2026
ACSPCM Judo	35 000	3 750	31 250	35 000
ASCO Football	25 000	1 500	28 500	30 000
ASCO Mulhouse Handibasket	7 000	1 050	5 950	7 000
ASM Boxe	13 000	1 300	11 700	13 000
ASPTT Omnisports section Athlétisme	14 500	1 450	13 050	14 500
<b>ASSOCIATIONS SPORTIVES</b> (catégorie clubs développement - suite)	Total subventions de fonct. saison 2024/2025	Acomptes de subvention déjà versés saison 2025/2026	Soldes de subventions	Total subventions de fonct. saison 2025/2026
Assoc. Sport Fauteuil Mulhouse	17 000	1 500	8 500	10 000
Cercle Voile de Mulh.	2 500	500	2 000	2 500
Cie archers du Bollwerk	3 000	500	2 500	3 000
Entente Gr. Mulh. Athlé	12 000	1 800	10 200	12 000
Entente Mulhousienne	15 000	1 500	6 500	8 000
Espér. Mulh. 1893 Judo	18 000	1 800	16 200	18 000
Lynx Mulh. Handball	65 000	3 000	17 000	20 000
Mouloudia club Mulh.	10 500	800	8 700	9 500
Mulhouse Gym Alsace	5 000	500	4 500	5 000
Mulh. Illberg Athlétisme	18 000	1 800	16 200	18 000
Mulhouse Squash Club	17 000	2 550	11 450	14 000
Nat synchro Mulhouse	3 000	500	2 500	3 000
Racing Club Mulh. 1931	12 000	1 000	9 000	10 000
Rugby Club Mulhouse	50 000	6 000	44 000	50 000
Sté Hippique de Mulh.	9 000	900	8 100	9 000
Sté de tir à l'arc Mulh.	3 000	500	1 440	1 940
Touring Plongée Mulh.	3 000	500	3 500 (*)	4 000
US Azzurri (football)	15 000	1 500	28 500	30 000
USM Volley-ball	23 000	2 700	17 300	20 000
<b><u>Totaux subventions</u></b>	<b><u>395 500 €</u></b>	<b><u>38 900 €</u></b>	<b><u>308 540 €</u></b>	<b><u>347 440 €</u></b>

(\*) solde de subvention fléché vers les différentes sections du Touring Plongée Mulhouse (1 500 euros ⇒ section apnée, 1 500 euros ⇒ section hockey subaquatique et 500 euros ⇒ plongée bouteille).

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont notamment conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires à l'accompagnement financier en faveur des clubs identifiés des 3 catégories sont inscrits au budget 2025 et seront proposés au budget primitif 2026.

Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 30

Ligne de crédit 3682 « Subventions de fonctionnement aux associations sportives »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le versement des soldes de subvention de fonctionnement figées dans le tableau ci-dessus au titre de la saison sportive 2025/2026 pour les associations susmentionnées,
- autorise le Maire ou son représentant d'établir et de signer les différents avenants contractuels et toute pièce nécessaire à leur mise en œuvre.

PJ : - 1 projet d'avenant au contrat pluriannuel de développement et de progrès.

**PREAMBULE**

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative et conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, la Ville a souhaité conclure, en .... 2025, un partenariat avec le club « X » au titre des saisons sportives 2025/2026 à 2027/2028 après remise de son plan de trajectoire, formalisé par un contrat pluriannuel de développement et de progrès.

Afin de faciliter la lisibilité de l'accompagnement financier de la Ville vis-à-vis du club « X », un calendrier administratif d'examen de la subvention par le Conseil Municipal, se présentant sous la forme d'un acompte et d'un solde, a été intégré dans ledit contrat.

A cet effet, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer en décembre 2025, sur le montant de la subvention complémentaire (solde 2025/2026) qui s'inscrit dans le cadre de ce calendrier.

**Article 1 : OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet d'exécuter la décision prise par le Conseil Municipal, en sa séance du 11/12/2025, d'allouer en faveur du club « X », une subvention complémentaire, conformément aux engagements contractuels pris par la Ville et après appréciation de l'action associative.

**Article 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION COMPLEMENTAIRE**

Dans le cadre de l'accompagnement des actions qui seront menées au 1<sup>er</sup> semestre 2026 (fin de saison sportive) par le club « X », la Ville a décidé d'allouer une subvention complémentaire d'un montant de ..... € (..... euros) en faveur du club « X ».

De ce fait, le montant total de la subvention accordé par la Ville au club « X » au titre de la saison sportive 2025/2026, s'élève à ..... € (..... euros) en faveur de la réalisation de ses actions associatives telles que présentées à travers son projet sportif.

**Article 3 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le complément de subvention, défini à l'article 2 du présent avenant fera l'objet d'un versement unique en janvier 2026 sur le compte bancaire ou postal du club « X » selon les procédures comptables en vigueur et sous réserve du respect des dispositions contractuelles et de la transmission des pièces justificatives sollicitées à travers la notification écrite.

**Article 4 : AFFECTATION PREVISIONNELLE DE L'AIDE FINANCIERE MUNICIPALE**

Le club ..... s'engage à affecter le montant de subvention accordé par la Ville (article 2 du présent avenant), conformément aux orientations contractuelles émises à travers le contrat pluriannuel de développement et de progrès (2025/2026 → 2027/2028) en adéquation avec la politique sportive municipale.



POLE EDUCATION, SPORTS ET JEUNESSE, CULTURE ET TRANSITION NUMERIQUE  
Direction Sports et Jeunesse  
Unité Vie Sportive

**PROJET D'AVENANT  
AU CONTRAT PLURIANNUEL DE  
DEVELOPPEMENT ET DE PROGRES  
(Saisons sportives 2025/2026 → 2027/2028)**

**F a m i l l e s « c l u b s E l i t e »**

entre

**La VILLE DE MULHOUSE**, représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse, dûment habilitée, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11/12/2025 et désignée sous le terme « la Ville », dans le présent avenant

d'une part,

et

**Le club « X »**, association inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Mulhouse (volume X, folio X) dont le siège social est situé au ..... de ..... , représentée par son (sa) Président(e) en exercice dûment habilité(e), M..... et désigné sous le terme « ..... » ou le club « X » dans le présent avenant

d'autre part,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 5 : AUTRES DISPOSITIONS**

Toutes les autres dispositions du contrat pluriannuel de développement et de progrès restent en vigueur.

**Article 6 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT**

Les dispositions du présent avenant sont applicables dès la signature des parties.

Fait à Mulhouse, en 2 exemplaires originaux, le 2025.

Pour la VILLE DE MULHOUSE,  
Le Maire

Pour le club « X »,  
le (la) président(e)

Michèle LUTZ

.....

**Mme le Maire** : deux délibérations vont suivre, des délibérations qui vont être votées séparément, mais présentées d'un seul tenant par Thierry NICOLAS, il s'agit :

- des associations sportives, les subventions de fonctionnement, saison 25-26
- les familles « Club Loisirs », l'attribution de subventions de fonctionnement également.

Je donne immédiatement la parole à Thierry NICOLAS pour nous les présenter.

**M. NICOLAS** : merci, Mme le Maire. Mes chers collègues, les délibérations que je vous présente maintenant, les 1675 et 1676, forment l'ossature de notre politique sportive pour la saison 2025-2026. Elles traduisent très concrètement le soutien que la Ville apporte aux clubs qui font vivre chaque jour la pratique sportive mulhousienne, du haut niveau jusqu'au sport familial.

Notre ligne depuis le début du mandat, c'est d'accompagner les clubs qui portent un projet structuré, qui forment des jeunes, qui animent nos quartiers et qui défendent les valeurs du sport. C'est sur cette base que s'organisent les subventions proposées ce soir.

La première délibération concerne les Clubs « Élites », « Performance », « Développement ». Elle représente un effort très important :

- 1 297 000 € pour les clubs « Élites » ;
- 588 500 € pour les clubs « Performances » ;
- 347 440 € pour les clubs « Développement ».

Ces montants permettent d'assurer la formation, l'encadrement, les déplacements, les salariés associatifs et la continuité des compétitions.

Ils reposent sur des conventions pluriannuelles assorties sur une clause de révision annuelle qui garantit la cohérence des projets et la bonne utilisation des deniers publics.

**Mme le Maire** : je repasse au vote pour la 1675.

Qui est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Je vous remercie.

Pour : 40 + 7 procurations

Groupe majoritaire : 25 + 4 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 +1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 5 + 1 procuration

Ne prennent pas part au vote : Mme Boni Da Silva et M. Nicolas.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

# **19° FAMILLE « CLUBS LOISIRS » : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2025/2026 (Sports et Jeunesse/7.5.6/1676)**

Après examen de leur projet associatif et en considération de leur contribution à l'animation sportive en général de la Ville et au développement des disciplines, il est proposé d'attribuer aux associations mulhousiennes répertoriées dans la famille des « clubs loisirs » qui ont déposé une demande de subvention, les subventions figurant dans le tableau ci-après, au titre de la saison sportive 2025/2026.

Les aides financières proposées s'inscrivent dans le cadre des priorités fixées en matière de politique sportive municipale (le sport pour tous, des projets sportifs qualifiés et l'excellence par la formation) présentées auprès du mouvement sportif.

<b>ASSOCIATIONS SPORTIVES</b> (catégorie clubs loisirs)	Total subv. de fonct. saison 2024/2025	Acomptes de subv. déjà versés saison 2025/2026	Soldes de subv. ou subv. forfaitaires saison 2025/2026	Total subv. de fonct. saison 2025/2026
ASC Sourds de Mulh.	-	-	500,00	500,00
ASCO Handball	10 000,00	500,00	9 500,00	10 000,00
ASPTT Omnisports – section Cyclisme	1 500,00	-	1 000,00	1 000,00
ASPTT Omnisports	2 000,00	-	2 000,00	2 000,00
ASPTT Omnisports – section Sport Santé	6 000,00	-	6 000,00	6 000,00
ASPTT Omnisports – section Tennis	1 000,00	-	1 000,00	1 000,00
ASPTT Omnisports – section VTT	1 000,00	-	1 000,00	1 000,00
Au pied du mur	4 500,00	-	4 500,00	4 500,00
Club Gr. Fond Mulh.	2 500,00	-	2 500,00	2 500,00
Club d'Orientat. Mulh.	1 500,00	500,00	1 000,00	1 500,00
Club de Tir St-Etienne	500,00	-	500,00	500,00
C. Vosg. Mulh.-Crêtes	1 000,00	-	1 000,00	1 000,00
Curling Olympic Mulh.	500,00	-	500,00	500,00
Espérance Mulhouse 1893 section Gym	1 500,00	-	1 500,00	1 500,00

<b>ASSOCIATIONS SPORTIVES</b> (catégorie clubs loisirs)	Total subv. de fonct. saison 2024/2025	Acomptes de subv. déjà versés saison 2025/2026	Soldes de subv. ou subv. forfaitaires saison 2025/2026	Total subv. de fonct. saison 2025/2026
Espérance Mulhouse 1893 section Karaté	1 000,00	-	1 000,00	1 000,00
Etoile Mulhouse	3 000,00	-	2 500,00	2 500,00
FCM Baseb. / Softball	-	-	1 000,00	1 000,00
Fudokan Mulhouse	500,00	-	500,00	500,00

Gymavie	1 500,00	-	1 000,00	1 000,00
Les Cheikhs Brossol.	1 000,00	-	1 000,00	1 000,00
Mulhouse Aviron	1 000,00	500,00	500,00	1 000,00
M. Basket Cl. Amateur	3 000,00	-	6 000,00	6 000,00
Mulh. Futsal Alsace	-	-	1 000,00	1 000,00
Mulh. Loisirs Sportifs	2 500,00	-	2 500,00	2 500,00
Mulh. Nordic Sp. Union	1 000,00	-	1 000,00	1 000,00
Mulhouse Pétanque Sport & Loisirs	500,00	-	500,00	500,00
Rowing Club Mulh.	-	-	500,00	500,00
Takai Karaté	-	-	500,00	500,00
Tir Sportif mulhousien	500,00	-	500,00	500,00
Union Sportive Ouvrière Mulhouse	500,00	-	500,00	500,00
Vosges Trotters Mulh.	3 000,00	500,00	2 500,00	3 000,00
<b>Totaux subventions</b>	<b><u>52 500,00 €</u></b>	<b><u>2 000,00 €.</u></b>	<b><u>55 500,00 €</u></b>	<b><u>57 500,00 €</u></b>

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires, soit 55 500,00 €, seront proposés au budget primitif 2026.

Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 30

Ligne de crédit 3682 « Subventions de fonctionnement aux associations sportives »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le versement des soldes de subvention de fonctionnement ou subventions forfaitaires figées dans le tableau ci-dessus au titre de la saison sportive 2025/2026 pour les associations susmentionnées.

**M. NICOLAS** : la seconde délibération, la 1676, concerne les clubs loisirs, ces associations qui assurent l'animation sportive de proximité, la découverte, le sport santé, la pratique familiale. Elles reçoivent 57 500 €, attribués après examen de leur projet associatif et constitue souvent la première porte d'entrée vers une pratique durable et leur rôle est essentiel pour la vitalité de nos quartiers.

Je veux aussi rappeler un élément fondamental qui figure noir sur blanc dans les documents financiers internes présentés au Conseil et précédemment à la commission sport. Contrairement à ce que l'on entend parfois, le budget global



consacré aux subventions sportives n'est pas en baisse, il est d'ailleurs en hausse. Entre 2024-2025 et 2025-2026, nous passons de 2 164 500 €, à 2 290 440 €, c'est 125 940 €, d'augmentation soit 5,82 % en un an et sur l'ensemble du mandat l'augmentation était de 2,45 millions sur l'ensemble de la mandature.

Dans un contexte national où de nombreuses collectivités diminuent leurs enveloppes, Mulhouse a décidé de consolider son soutien au mouvement sportif, parce que le sport c'est un investissement éducatif, social et citoyen, pour notre ville.

Ces deux délibérations traduisent une politique sportive équilibrée, une politique qui soutient la performance, sans oublier la base qui encourage les clubs structurés tout en renforçant la pratique pour tous et qui veille à ce que chaque euro soit utile à nos associations et à nos jeunes.

Je vous invite donc à adopter ces deux délibérations qui permettent à notre mouvement sportif d'aborder 2026 avec visibilité et stabilité dans une conjoncture nationale incertaine où nous essayons d'apporter la stabilité nécessaire à l'échelon local. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : merci, M. NICOLAS. J'ai une demande de parole de M. STEGER.

**M. STEGER** : merci, Mme le Maire. Je n'avais pas prévu d'en parler, mais puisque la perche est tendue, je vais quand même répondre, concernant la stabilité ou la hausse du budget du sport.

Simplement, rappeler à M. NICOLAS puis à vous-même que j'ai reçu plusieurs années de suite une lettre de cadrage de votre part, Mme le Maire, qui me demandait de baisser la subvention du sport de 100 000 €, ce que je me suis toujours refusé à faire et donc cela a permis une stabilité, voire une légère hausse sur le mandat, alors même que vous me demandiez de baisser de 100 000 €. 100 000 € sur 2 millions, en comptant rapidement, nous avons à peu près 5 %, donc j'aurais dû baisser le sport de 5 %, ce que je n'ai pas fait. Donc, pour terminer sur ce point, je me réjouis, je me félicite qu'à trois mois des élections vous trouviez subitement 150 000 €, pour augmenter les subventions, c'est très bien, je suis le premier à m'en féliciter. Je voterai évidemment favorablement.

Je regrette simplement que certains clubs, par contre, voient leurs subventions baisser, notamment des clubs qui sont très impliqués dans les écoles de la Ville, que ce soit par exemple, je pense au handball masculin, mais féminin aussi l'Entente handball qui a une subvention assez réduite, qui baisse encore, ou un club handisport dont la subvention baisse aussi de manière notable alors même qu'il y a des champions olympiques, champions du monde, au sein du club, qui voient eux-mêmes leurs subventions en tant qu'athlète baisser. Donc, cela, je le regrette.

Je finirai avec un point précis sur un des clubs dont j'ai parlé qui est le seul club mulhousien qui, à ma connaissance, soit contraint de payer ses créneaux d'entraînement au centre sportif alors même que l'on verse 197 000 € par an au centre sportif pour un volume horaire d'entraînement, etc., et je sais que l'on peut négocier de manière tout à fait sympathique et efficace avec le directeur du centre et donc il est dommageable qu'un club mulhousien soit obligé de payer ces créneaux alors même que ce club-là, dans un quartier politique de la Ville, s'occupe de gamins au sein des écoles, comme je l'ai indiqué. Je trouve qu'il serait bien que les Lynx puissent disposer de ces créneaux gratuitement au centre sportif.

Merci pour le reste et évidemment, vote favorable de notre groupe.

**Mme le Maire** : je vais laisser la parole à Thierry NICOLAS.

**M. NICOLAS** : oui, merci. Concernant les Lynx, très rapidement, ce dossier, deux fois de suite, il a failli partir. La première fois, il y a eu un dépôt de bilan, la deuxième fois l'équipe dirigeante se dirigeait vers un deuxième dépôt de bilan. Nous sommes intervenus avec le service des sports, le service juridique et la performance financière de la Ville pour discuter avec ces gens. Le président a démissionné, le cadre dirigeant a été licencié puisque c'était le seul salarié et à eux deux, ils ponctionnaient bien le club. Il y a une nouvelle équipe qui est en train de se mettre en place, que nous accompagnons. Actuellement, ils sont en pleine reconstruction, ils suivent les instructions que la Ville leur demande de suivre en termes juridique et financier.

Je peux vous dire qu'ils étaient dans le rouge, ils sont actuellement dans l'orange alors que certains clubs qui sont bien dans l'orange ne font pas les efforts nécessaires. Donc, nous sommes très vigilants avec ce club que vous appelez les Lynx, que l'on accompagne sur les créneaux, dans les écoles, bien entendu.

Concernant les droits que nous devons payer au centre régional sportif. Ce sont des créneaux que la Ville paye, nous avons un budget qui a été alloué là-dessus. Nous payons au centre régional sportif ce que l'on appelle des vacations horaires. C'est valable aussi pour d'autres clubs, je prends en particulier l'escrime sur lequel il y a eu des gros travaux d'investissement qui ont été faits, mais je parle aussi par exemple, pour le tir à l'arc et ainsi de suite.

A ce niveau-là, je pense que nous sommes en train de reconstruire la couche que, je le disais tout à l'heure et ce n'est pas péjoratif, du sport loisirs de base qui va permettre aux enfants de pouvoir progresser et à partir du moment où ils vont pouvoir progresser, ils vont pouvoir monter dans d'autres clubs où il y a des structures beaucoup plus importantes. Je pense, par exemple, aux Loups qui sont en train de structurer l'ensemble du hand sur l'agglomération mulhousienne et même au-delà d'ailleurs et c'est très bien.

C'est en train de bouger, c'est en train de se mettre en place. Il faut du temps, on les accompagne, j'allais dire, step by step. Il y a certains clubs qui ont mis du

temps à monter, je pense par exemple, au volley féminin et il a mis 30 ans pour monter, il est au top, mais au top national. Lorsque je me déplace à Paris de temps en temps on me dit : « vous êtes d'où ? » « Mulhouse » « ah, Mulhouse, là où il y a une équipe de volley féminine, elle est top ! » Donc, vous voyez, en termes de retombées, tout à l'heure nous parlions de retombées économiques, de visibilité d'une ville, le sport comme la culture permettent à une ville d'avoir une certaine visibilité.

Sur les budgets, vous étiez dans l'exécutif M. STEGER, vous vous êtes laissé faire, moi, je suis arrivé, j'ai pris le dossier à bras le corps, je suis monté voir Mme le Maire, j'en ai discuté, j'en ai discuté avec Florian COLOM et nous avons trouvé un accord de rééquilibrer là où il fallait rééquilibrer le club. Je pense que les clubs mulhousiens sont conscients de l'effort que l'on fait et moi par rapport à vous je ne promets rien, quand je dis ce n'est pas possible, je dis que ce n'est pas possible et quand je dis que l'on va le faire, eh bien, nous le faisons.

Là, nous allons recevoir au mois de janvier un club qui était à l'Elan sportif et avec eux, nous allons essayer de trouver des solutions. Je ne dis pas que ça sera immédiat, mais nous allons essayer de trouver des solutions.

D'ailleurs, encore une chose, vous ne participez jamais à la commission sport, jamais. Depuis que je suis adjoint aux sports, pas une seule fois. Vous m'aviez demandé des liens vidéo pour faire des visios parce que vous travaillez en Allemagne, on vous les a mis à disposition, vous ne vous êtes pas connecté. Mais ce n'est pas grave, maintenant les commissions sport sont terminées. En tout cas, je dois remercier tous les collègues de la commission sport qui sont là régulièrement et avec eux nous pouvons travailler correctement. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : M. STEGER deux minutes pour une deuxième prise de parole.

**M. STEGER** : juste pour dire que concernant les Lynx, j'ai du mal m'exprimer ou alors, vous avez un souci de compréhension. C'est au club que l'on demande de payer les créneaux au centre sportif. C'est un club qui, effectivement, est dans le rouge, sort de l'orange, vous évoquez les jeunes qui font des efforts et nouveaux dirigeants qui sont très méritants ou méritoires, chacun prendra le terme qui lui convient et à qui on demande de payer des créneaux dont je sais bien que la Ville dispose de créneaux, ça, j'en suis tout à fait conscient, mais par contre, ce club a un traitement de défaveur et ce serait bien que ce soit l'inverse.

Concernant la commission sport vous oubliez les longs débats que l'on a pu avoir sur l'UFCM, notamment grâce auxquels vous êtes revenu sur la décision qui était au départ de baisser la subvention.

Pour finir, je ne me suis pas laissé faire, au contraire on me demandait de baisser la subvention, ce que j'ai refusé de faire puisque vous l'aviez évoqué vous-même qu'elle a été en hausse de 2 %, tout au long du mandat. Merci.

**Mme le Maire** : apparemment il y a des choses qui passent mieux que d'autres. En général, le dilemme est vite réglé. Vous voulez plus d'argent d'un côté, expliquez-moi comment nous allons le récupérer et quelles sont les recettes en face. Ce n'est pas compliqué, mais cela prouve que nous avons aussi entre élus, des débats sur certaines positions et je salue ces débats.

Donc, je vais mettre les délibérations au vote. Oui ? Mme SCHWEITZER.

**Mme SCHWEITZER** : juste une explication de vote s'agissant du sport puisque nous allons voter pour. Néanmoins, nous regrettons encore une fois que vous n'ayez pas eu la bonne idée de voter pour notre amendement pour, notamment les petits clubs qui auraient bien besoin d'oxygène en ce moment.

**Mme le Maire** : donc, je repasse au vote de la 1676.

Est-ce que quelqu'un veut s'abstenir ? Est-ce que quelqu'un vote contre ? Je vous remercie.

Pour : 40 + 7 procurations

Groupe majoritaire : 25 + 4 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 5 + 1 procuration

**Ne prennent pas part au vote : Mme Loisel et M. Nicolas.**

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

## **20° ORCHESTRE NATIONAL DE MULHOUSE (ONM) : MODIFICATION DES STATUTS DE LA REGIE PERSONNALISEE (Culture /8.9/1709)**

L'Orchestre national de Mulhouse (ONM) porte une double ambition : l'excellence artistique et un ancrage territorial au service de tous. Il déploie une programmation symphonique exigeante et diversifiée, tisse des coopérations avec un large réseau de partenaires (notamment l'Opéra national du Rhin) et mène des actions d'éducation artistique et culturelle à destination des habitants du territoire, avec une attention particulière aux jeunes et aux publics éloignés ou empêchés.

La Ville de Mulhouse a créé un établissement public administratif autonome sous la forme d'une régie personnalisée afin de donner à l'Orchestre National de Mulhouse, précédemment géré en régie directe, les outils et moyens nécessaires au développement de son projet artistique, notamment avec l'obtention récente du label « Orchestre national en Région ».

L'action de ce nouvel établissement s'inscrit dans le cadre des politiques culturelles de la Ville de Mulhouse, mais également dans le cadre des politiques culturelles qui sont propres à chacun de ses partenaires, l'Etat, la Collectivité européenne d'Alsace, et la Ville de Colmar.

Cette Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière est instituée par la Ville de Mulhouse en application des articles L2221-1 à L2221-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et d'une délibération du Conseil municipal de Mulhouse en date du 14 décembre 2022.

Elle est chargée de contribuer à l'excellence artistique et musicale et au programme d'interventions culturelles de la Ville de Mulhouse et de ses partenaires.

Les attendus relatifs à la Ville de Mulhouse et à ses partenaires seront précisés notamment dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs.

Cette Régie est créée et bénéficie de la personnalité morale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Lors d'une séance de son Conseil d'Administration en date du 09 octobre 2025, l'Orchestre National de Mulhouse a adopté une modification de ses statuts en vue de les clarifier.

Ces modifications concernent plus spécifiquement les articles 7 et 9 comme précisé ci-dessous :

#### Article 7 – Fonctionnement du conseil d'administration

Ci-dessous, le complément apporté à l'article 7 :

« Les membres peuvent participer aux débats, délibérations et votes, soit physiquement, soit à distance par voie numérique. Les séances peuvent être tenues en présentiel ou en visioconférence.

Lorsque la réunion se tient en visioconférence, les convocations doivent préciser les modalités techniques d'accès et de participation. Les membres doivent pouvoir être identifiés, participer effectivement aux délibérations et voter à distance dans des conditions de sécurité et de confidentialité équivalentes à celles d'une réunion en présentiel. Le quorum est apprécié en tenant compte des membres présents physiquement et de ceux qui participent par visioconférence. »

#### Article 9 – Direction générale

Ci-dessous, le complément apporté à l'article 9 :

« Conformément à l'article R.2221-57 du CGCT, la Présidente ou le Président du conseil d'administration peut déléguer sa signature au Directeur général, sous sa responsabilité et sa surveillance.

En cas d'empêchement simultané de la Présidente ou du Président et du Vice-président, le Directeur général peut, sous réserve d'une délégation écrite préalable de la Présidence, signer les actes nécessaires au fonctionnement des services de la Régie, à l'exclusion de ceux relevant de la compétence du conseil d'administration.

Cette délégation de pouvoir est assortie de l'obligation de rendre compte au prochain Conseil d'Administration des décisions prises par le Directeur général.

La gestion de l'intérim du Président et du Vice-président pourra être prévue par une mention dans l'arrêté de délégation de signature au Directeur général. »

Il appartient à la Ville de Mulhouse, de se prononcer, par délibérations concordantes, sur cette révision statutaire.

Par conséquent, les statuts modifiés ci-après annexés sont soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les statuts modifiés de la Régie personnalisée de l'Orchestre National de Mulhouse (ONM),
- autorise Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée à solliciter le Préfet de région en vue de l'arrêté préfectoral relatif à cette révision statutaire,
- charge Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée d'établir et de signer les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

PJ : 1



Statuts de la Régie personnalisée  
« Orchestre Symphonique de Mulhouse »

Le terme Régie s'entend comme signifiant régie personnalisée

Préambule :

L'Orchestre symphonique de Mulhouse est un orchestre permanent qui rayonne sur son territoire et au-delà.  
La Ville de Mulhouse souhaite créer un établissement public administratif autonome sous la forme d'une régie personnalisée afin de donner à l'Orchestre symphonique de Mulhouse, précédemment géré en régie directe, les outils et moyens nécessaires au développement de son projet artistique, notamment dans la perspective de l'obtention du label « Orchestre national en Région ».

L'action de ce nouvel établissement s'inscrit dans le cadre des politiques culturelles de la Ville de Mulhouse, mais également dans le cadre des politiques culturelles qui sont propres à chacun de ses partenaires, l'Etat, la Collectivité européenne d'Alsace, et la Ville de Colmar.  
L'Orchestre symphonique de Mulhouse remplit des missions de service public, artistiques, culturelles et sociétales.

Article 1 : Création

Une Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière est instituée par la Ville de Mulhouse en application des articles L2221-1 à L2221-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et de la délibération du Conseil municipal en date du 14 décembre 2022.

La régie personnalisée se nomme « Orchestre Symphonique de Mulhouse ». Elle est chargée de contribuer à l'excellence artistique et musicale et au programme d'interventions culturelles de la Ville de Mulhouse et de ses partenaires.  
Les attendus relatifs à la Ville de Mulhouse et à ses partenaires seront précisés notamment dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens.

La Régie est créée et bénéficie de la personnalité morale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Article 2 – Dispositions transitoires au fonctionnement de la Régie personnalisée

La création de la Régie est suivie d'une période préalable dite « transitoire » permettant à l'entité de s'organiser afin d'exercer au mieux les missions qui lui sont confiées. Ainsi, si la Régie est créée au 1<sup>er</sup> janvier 2023, elle ne fonctionnera de manière autonome qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Cette période transitoire permettra à la Régie d'organiser ses instances d'administration et de préparer les actes et documents nécessaires à son bon fonctionnement.

Article 3 : Objet de la Régie

La Régie a pour objet d'organiser, de développer et de promouvoir les activités de l'Orchestre symphonique de Mulhouse.

Ambassadeur de son territoire, l'orchestre symphonique poursuit deux ambitions complémentaires :

- Une qualité artistique portée vers l'excellence. Celle-ci implique une direction musicale et une programmation de référence en matière de musique symphonique, pour la valorisation et le renouvellement des répertoires, la diversité des formes, des esthétiques et des interprétations, au niveau local ainsi qu'aux niveaux national et international.
- Un ancrage territorial au service de tous. L'OSM assure un rôle de proximité citoyenne à travers ses actions et médiations à destination de tous les publics, pour le développement de l'accès et de la participation du plus grand nombre à la vie culturelle.

L'Orchestre symphonique de Mulhouse soutient la création et la diffusion musicale dans sa diversité.

Article 4 : Siège Social

Le siège de la régie personnalisée dénommée « Orchestre symphonique de Mulhouse » est situé à la Filature, 20 allée Nathan Katz 68090 Mulhouse Cedex.

Les membres du Conseil d'administration pourront se réunir valablement dans tout local mis à disposition par la Ville de Mulhouse.

Article 5 : Organisation générale

Les organes d'administration et de direction de la régie personnalisée sont constitués par un conseil d'administration, une présidence et une direction générale.

Article 6 : Composition du Conseil d'administration

Le Conseil municipal de la Ville de Mulhouse nomme l'ensemble des membres du Conseil d'administration de la régie personnalisée. Il est composé de 9 personnes, membres délibérants :

- Six personnes élues de la Ville de Mulhouse
- Un représentant ou une représentante de de l'Etat
- Un représentant ou une représentante de la Collectivité européenne d'Alsace
- Un représentant ou une représentante de la Ville de Colmar

Un membre empêché d'assister à une séance du Conseil d'administration peut donner procuration écrite de voter en son nom à un autre membre, à condition d'en informer la présidence. La procuration doit désigner nominativement le mandataire et la session concernée.

Des personnes qualifiées pourront être également invitées lors des Conseils d'administration sans voix délibérative.

La durée du mandat de l'ensemble des membres du Conseil d'administration ne peut excéder celle du mandat du Conseil municipal de la Ville de Mulhouse.

Les fonctions des membres du conseil d'administration siégeant en qualité de conseillers municipaux prennent fin à l'expiration de leur mandat électif. Dans le cas d'une expiration en cours de mandat, un représentant ou une représentante devra être désigné par le Conseil Municipal sur proposition du Maire. (Article R2221-5 du CGCT).

L'ensemble des membres du Conseil d'administration peut être renouvelé dans ses fonctions dans les mêmes conditions que celles de sa nomination initiale.

**Article 7 : Les compétences et le fonctionnement du Conseil d'administration**

Compétence

Le Conseil d'administration délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de la Régie.

Il exerce notamment les compétences suivantes :

- Vote du budget dédié aux missions de l'OSM
- Acquisitions, aliénations, et prises en location de biens immobiliers, ainsi que les locations de biens mobiliers ou immobiliers qui appartiennent à la Régie (article R2221-19 CGCT).
- Création et suppression des emplois permanents de la Régie et détermination des rémunérations.
- Examen et approbation des grandes orientations, du programme de saison et du projet artistique et culturel de la direction de l'Orchestre.
- Approbation des conventions et notamment les conventions de partenariat ainsi que les demandes de subvention
- Fixation des tarifs mis en place par la Régie. R2221-61 CGCT

Fonctionnement

Le Conseil d'administration élit en son sein une présidence (un Président ou une Présidente) et un vice-président ou une vice-présidente, parmi les personnes élues municipales de la Ville de Mulhouse.

Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les trois mois et autant de fois que la présidence le jugera nécessaire. Il ne peut délibérer valablement que si le tiers plus un, au moins, de ses membres sont présents.

Les membres peuvent participer aux débats, délibérations et votes, soit physiquement, soit à distance par voie numérique.

Les membres peuvent participer aux débats, délibérations et votes, soit physiquement, soit à distance par voie numérique. Les séances peuvent être tenues en présentiel ou en visioconférence.

Lorsque la réunion se tient en visioconférence, les convocations doivent préciser les modalités techniques d'accès et de participation. Les membres doivent pouvoir être identifiés, participer effectivement aux délibérations et voter à distance dans des conditions de sécurité et de confidentialité équivalentes à celles d'une réunion en présentiel. Le quorum est apprécié en tenant compte des membres présents physiquement et de ceux qui participent par visioconférence.

Le Conseil d'administration se réunit sur la base d'un ordre du jour envoyé au moins 5 jours francs avant la séance. Les projets de délibérations devront être joints au projet d'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, la voix de la Présidence est prépondérante.

Les délibérations adoptées par le Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la présidence.

Conformément à l'article R 2221-20 du CCCT, le Maire de Mulhouse ou son représentant peut assister aux séances du conseil d'administration avec voix consultative. La direction générale assiste aux séances avec voix consultative, sauf lorsqu'elle est directement concernée par une question abordée.

Ainsi qu'il est exposé à l'article R 2221-10 du CCCT, les fonctions de membre du conseil d'administration sont gratuites. Néanmoins, les membres du conseil d'administration peuvent bénéficier, sur présentation de justificatifs, de remboursements de leurs frais de déplacement exposés pour se rendre aux réunions du Conseil d'administration dans les conditions prévues pour de tels remboursements au profit des cadres de catégorie A de la fonction publique de l'État.

**Article 8 : La présidence du Conseil d'administration**

La Présidente ou le Président est obligatoirement membre du Conseil municipal.

La Présidente ou le Président convoque le conseil d'administration, préside ses séances, et exerce l'ensemble des fonctions exécutives de la Régie.

La Présidente ou le Président est l'ordonnateur des dépenses et recettes et le représentant légal de la Régie. À ce titre, et comme le précise l'article R 2221-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présidence intente, au nom de la Régie, après autorisation du conseil d'administration, les actions en justice et défend la Régie dans les actions dirigées contre elle. La présidence peut, sans autorisation préalable du Conseil d'administration, faire tous actes conservatoires des droits de la Régie. La Présidente ou le Président recrute et signe les contrats des personnels de la Régie et prend toutes les mesures d'urgence dans les cas où le fonctionnement de la régie compromettrait la sécurité publique.



La présidence prépare et présente au Conseil d'administration les documents budgétaires. En sa qualité d'ordonnateur, La Présidente ou le Président établit le compte administratif et le présente au Conseil d'administration : R 2221-60 CGCT.

La présidence arrête l'ordre du jour du Conseil d'administration, dont elle exécute les décisions, sa voix est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Le Conseil d'administration peut lui donner délégation pour prendre toute décision concernant la préparation, passation, exécution et règlement des marchés publics et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs modifications, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Article P2221-24 CGCT.

Les marchés de travaux, transports et fournitures sont soumis aux règles applicables aux marchés de la commune de Mulhouse.

En cas d'empêchement, la Présidente ou le Président est suppléé(e) par un vice-président ou une vice-présidente.

Article 9 : La direction générale de la Régie

La direction générale, composée d'un directeur ou d'une directrice, est nommée par la présidence du Conseil d'administration de la Régie, après désignation du Conseil municipal de Mulhouse, sur proposition de son Maire. Articles R 2221-21 et L 2221-10 du CGCT Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes sous réserve des dispositions de l'article R 2221-11 du code général des collectivités territoriales.

La direction générale présente un projet artistique et culturel qui donne lieu à une discussion et un vote par le conseil d'administration. La direction générale est alors chargée d'exécuter ce projet artistique.

Elle est le garant de la qualité de la programmation artistique et culturelle et du rayonnement de l'Orchestre.

Elle assure le fonctionnement des services de la Régie sous l'autorité et le contrôle de la présidence du Conseil d'administration.

A cet effet :

- La direction générale soumet à la présidence des propositions en vue de la préparation des décisions du Conseil d'administration, notamment la préparation budgétaire
- La directrice ou le directeur possède la qualité de chef de service et de supérieur hiérarchique des agents de la Régie
- La directrice ou le directeur est le garant du respect des règles de sécurité, des conditions de travail du personnel et du dialogue social au sein de la régie.

La présidence peut déléguer sa signature à la direction générale, sous sa responsabilité et sa surveillance.

Conformément à l'article R 2221-57 du CGCT, la Présidente ou le Président du conseil d'administration peut déléguer sa signature au Directeur général, sous sa responsabilité et sa surveillance.

En cas d'empêchement simultané de la Présidente ou du Président et du Vice-président, le Directeur général peut, sous réserve d'une délégation écrite préalable de la Présidence, signer les actes nécessaires au fonctionnement des services de la Régie, à l'exclusion de ceux relevant de la compétence du conseil d'administration.

Cette délégation de pouvoir est assortie de l'obligation de rendre compte au prochain Conseil d'Administration des décisions prises par le Directeur général.

La gestion de l'intérim du Président et du Vice-président pourra être prévue par une mention dans l'arrêté de délégation de signature au Directeur général.

Article 10 : Adhésion de nouveaux membres

Une collectivité territoriale ou tout établissement public peut adhérer à la régie personnalisée de l'OSM, selon les modalités suivantes :

Le candidat adresse simultanément au conseil d'administration et à la Ville de Mulhouse, une demande d'adhésion comprenant les motivations et les modalités de son engagement auprès de la régie personnalisée.

Le Conseil d'administration donne un avis sur la candidature proposée.

En cas d'avis positif, le conseil municipal de Mulhouse se prononce sur la candidature et en cas d'accord, modifie les statuts pour prendre en compte l'adhésion du nouveau membre.

Article 11 : Retrait d'un membre

Un membre peut se retirer à condition d'observer la procédure ci-après décrite.

Le membre qui souhaite se retirer notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, son intention au Conseil d'administration ainsi qu'à la Ville de Mulhouse au plus tard au 30 juin de l'année précédant l'année de son retrait. Cette lettre expose les motifs qui l'amènent à vouloir se retirer.

Le conseil d'administration donne un avis sur la demande de retrait lors de la première réunion qui suit la décision mentionnée au paragraphe précédent.

En tenant compte de cet avis, le membre peut décider son retrait dans les mêmes formes que son adhésion qui prendra effet :

- au plus tôt le 31 décembre de l'année suivant l'année de la demande de retrait, si cette demande a été formulée avant le 30 juin ;
- au plus tôt le 31 décembre de la seconde année suivant la demande de retrait, si la demande de retrait a été formulée après le 30 juin.

Le conseil municipal modifie les statuts afin d'entériner le retrait.

Article 12 : Régime des actes pris par les organes de la Régie

Le régime juridique des actes pris par la Ville de Mulhouse s'applique aux actes pris par les organes de la régie personnalisée.

Les actes doivent être obligatoirement transmis au représentant de l'Etat dans le département. Ils sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à cette formalité, ainsi qu'à leur publication ou à leur notification aux intéressés. Pour les décisions individuelles, leur transmission intervient dans un délai de 15 jours à compter de leur signature.

Pour les actes, dont la transmission au représentant de l'Etat n'est pas obligatoire, ils sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou à leur notification aux intéressés.

Article 13 : Dialogue social

La Régie favorise les initiatives et l'expression des personnels administratifs et techniques et du personnel artistique, représentant les musiciennes et les musiciens, notamment dans le cadre d'un dialogue régulier avec les représentants des personnels et la commission d'orchestre.

Article 14 : Les ressources de la Régie personnalisée

La Régie dispose des moyens qui lui sont attribués par ses membres (Ville de Mulhouse, Etat et autres contributeurs), en nature ou en crédits dédiés.

La subvention de la ville de Mulhouse est précisée dans la convention d'objectifs et de moyens.

La Régie perçoit des recettes propres (billetterie...) et reçoit des subventions de toute autre collectivité publique, établissement public ou de fondations privées.

Article 15 : Le personnel de la Régie personnalisée

La Ville de Mulhouse met à la disposition de la Régie le personnel titulaire nécessaires à la réalisation de ses missions.

Les autres catégories de personnel non titulaire sont recrutées directement par la Régie. En tant qu'établissement public administratif de moins de 350 agents, la Régie est affiliée au Centre de gestion du Haut-Rhin pour la gestion de son personnel.

Les conditions particulières d'emploi et de travail des musiciens et des musiciennes relèvent de l'accord collectif relatif au personnel artistique, adopté par la Régie.

Article 16 : Le fonctionnement de la Régie

Le conseil d'administration peut adopter un règlement intérieur pour préciser notamment les modalités de fonctionnement de la Régie et de son personnel administratif, technique et artistique.

La Régie peut, par délibération du Conseil d'administration, créer des commissions de travail quand elle l'estime nécessaire.

La Ville de Mulhouse met des locaux et des moyens matériels à la disposition de la Régie pour la réalisation de ses missions. Les autres membres de la Régie peuvent aussi mettre des locaux et des moyens matériels à disposition si nécessaire.

L'ensemble des contrats signés et des engagements pris par la ville de Mulhouse au titre des activités de l'Orchestre symphonique de Mulhouse sont transférés intégralement et repris par la régie personnalisée à compter du transfert du service de l'Orchestre au 1er janvier 2024. L'intégralité des droits et obligations de la ville au titre du service de l' « Orchestre symphonique de Mulhouse » sont donc transférés par une délibération du Conseil municipal à la régie personnalisée. Le transfert des contrats donnera lieu à une information des cocontractants et à des avenants de transfert, notamment pour les marchés publics.

La Régie souscrit les assurances nécessaires à son activité.

Sauf demande contraire, les convocations aux réunions, assemblées, Conseils d'administration se feront par voie dématérialisée.

Article 17 : La comptabilité de la régie personnalisée

La comptabilité de la Régie est assurée par un comptable public ou une comptable publique.

La comptabilité est nommée par le Préfet du Haut-Rhin sur avis conforme du directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques.

Elle tient la comptabilité de la régie conformément au plan comptable M57 dans les mêmes conditions que la comptabilité de la Ville de Mulhouse.

Les règles financières posées par les articles R 2221-60 et R 2221-61 du Code Général des Collectivités Territoriales s'appliquent à la Régie.

Article 18 : La fin de la Régie

La Ville de Mulhouse exerce une tutelle administrative sur la régie personnalisée et le Conseil municipal décide, par délibération, de la suppression de la Régie.

Elle doit en informer au préalable les autres membres du Conseil d'administration

Article 19 : La modification des statuts de la Régie

Les présents statuts peuvent être modifiés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Mulhouse, de sa propre initiative ou sur proposition du conseil d'administration de la Régie, dans les mêmes conditions et formes que pour l'approbation du document initial.

**Mme le Maire** : nous passons à l'Orchestre National de Mulhouse. Il s'agit des modifications des statuts de la régie personnalisée. Nous poursuivons avec une délibération qui concerne donc une nouvelle étape, je précise, de la structuration de l'Orchestre national.

Depuis la création de la régie personnalisée en 2023, nous avons engagé un travail de consolidation de son fonctionnement afin de doter notre orchestre des outils de gouvernance nécessaires à son développement artistique, à son rayonnement, à son ancrage territorial. Les statuts avaient été adoptés lors de la création de la régie. À présent, l'orchestre a souhaité clarifier deux points essentiels.

D'abord, les modalités de fonctionnement du conseil d'administration en intégrant explicitement la possibilité de siéger et de voter en visioconférence dans un cadre sécurisé, garantissant la sincérité des délibérations.

Deuxième dispositif, les dispositifs relatifs à la direction générale, en précisant les conditions de délégation de signature et l'organisation de l'intérim, conformément aux textes applicables aux régies personnalisées.

Ces ajustements renforcent la transparence, la visibilité et la sécurité juridique du fonctionnement de l'établissement.

Je laisse la parole au groupe Mulhouse Cause Commune pour nous parler du sujet.

**M. SIMEONI** : merci, Mme le Maire. Vous avez tout dit. Ce sont de légères modifications que nous avons donc déjà étudiées et adoptées et par conséquent évidemment, cela manifeste que le passage entre l'orchestre symphonique, la régie personnalisée et maintenant l'Orchestre de Mulhouse est en bonne voie d'achèvement. Nous voterons donc la proposition qui est faite et évidemment nous resterons les uns les autres vigilants par rapport à ce beau bébé qui est en train de prendre forme, tant pour l'accompagner financièrement aussi avec la recherche de partenaires parce que là aussi, la place de la Ville de Mulhouse est plus que conséquente dans le financement. Dans une ouverture également à tous les publics, un travail qui est engagé, mais qu'il faut poursuivre et aussi bien sûr dans des échanges toujours améliorés pour que ce passage s'opère avec la reconnaissance aussi de la qualité du travail fourni et de l'ancienneté donc d'un certain nombre de musiciens.

Par conséquent, il me semble, Mme le Maire, que tout va bien de ce côté-là et cela m'arrive de le dire. Nous avons d'ailleurs un conseil d'administration, je crois, la semaine prochaine ou le 19, il me semble, avec un ordre du jour plus épais que celui du Conseil municipal, c'est dire le travail qui est effectué. Merci. Donc, nous voterons.

**Mme le Maire** : on peut dire que c'est un travail de fond qui est fait M.Siméoni.

**M. SIMEONI** : pas de souci, Madame, je l'ai dit.

**Mme le Maire** : M. STEGER a souhaité prendre la parole.

**M. STEGER** : juste un mot sur le vote précédent, pour éviter qu'il ne soit annulé. Mme LOISEL aurait dû se déporter parce qu'elle est dirigeante d'un des clubs pour lequel nous avons voté une subvention.

**Mme le Maire** : c'est fait automatiquement dès que nous avons la feuille des délibérations. Nous faisons les choses dans les règles de l'art. Je n'ai pas d'autre demande de parole donc nous allons mettre le point numéro 20 au vote.

Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un souhaiterait s'abstenir ? Est-ce que quelqu'un est contre ? Je vous remercie.

Pour : 42 + 7 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 4 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2+1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 5 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**21° FILIERE S2TMD (SCIENCES ET TECHNIQUES DU THEATRE, DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE) : MISE EN PLACE D'UNE CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LE LYCEE LAVOISIER ET LA VILLE DE MULHOUSE (CULTURE/8.9/1707)**

Le Conservatoire de Mulhouse Huguette Dreyfus, fondé en 1866, est un établissement d'enseignement artistique spécialisé en musique, danse et théâtre, placé sous l'autorité du Maire de Mulhouse. Il bénéficie d'un classement par l'État et d'un soutien financier du Ministère de la Culture, par l'intermédiaire de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Grand Est, ainsi que de la Collectivité Européenne d'Alsace.

Les missions du Conservatoire s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- L'enseignement artistique spécialisé, dispensé dans les disciplines de la musique, de la danse et du théâtre ;
- L'éducation artistique et culturelle, en partenariat étroit avec les établissements scolaires, notamment à travers les dispositifs de classes à horaires aménagés, les ateliers, les jumelages et les chartes départementales ;
- Le développement des pratiques artistiques en amateur, favorisant l'accès du plus grand nombre à une pratique artistique de qualité.

Dans ce contexte et dans le cadre de la dynamique nationale du label « 100 % Éducation Artistique et Culturelle (EAC) », la Ville de Mulhouse, par l'intermédiaire de son Conservatoire, affirme sa volonté de renforcer l'accès à

l'éducation artistique pour tous les jeunes Mulhousiens. À ce titre, elle a déjà mis en place, en collaboration avec l'Éducation nationale, des classes à horaires aménagés en musique et en danse au niveau élémentaire, ainsi qu'au collège pour la musique.

Afin d'assurer la continuité de ces parcours d'excellence jusqu'au lycée, un partenariat est établi avec le Lycée Lavoisier de Mulhouse. Ce partenariat vise à permettre aux élèves de poursuivre leur formation artistique dans un cadre scolaire adapté, en intégrant un cursus à horaires aménagés au sein d'une filière menant au baccalauréat Sciences et Technologies du Théâtre, de la Musique et de la Danse (S2TMD).

La Ville de Mulhouse et le Lycée Lavoisier souhaitent formaliser leur engagement commun par la signature d'une convention, définissant les modalités de coopération pédagogique, artistique et logistique. Cette convention prévoit notamment :

- La mise en place d'un emploi du temps aménagé permettant aux élèves de concilier scolarité générale et formation artistique approfondie ;
- La mutualisation des moyens humains, matériels et pédagogiques entre les deux établissements ;
- La prise en charge, par la Ville de Mulhouse, des droits de scolarité des élèves concernés au Conservatoire.

Cette coopération s'inscrit pleinement dans les objectifs de démocratisation culturelle, de réussite éducative et de valorisation des talents artistiques portés par la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention entre la Ville de Mulhouse et le lycée Lavoisier,
- charge le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer la convention partenariale.

PJ : 1 convention partenariale

l'hôtellerie et de la restauration (STHR) » et « sciences et techniques du théâtre, de la musique et de la danse (S2TMD) » ;

Vu la circulaire n° 96-248 du 25 octobre 1996 relative à la surveillance des élèves ;

Vu la délibération du conseil d'administration du lycée ... en date du 4 novembre 2025 ;

Vu la délibération du conseil municipal du ...,

**Il est exposé et convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives des parties dans le but d'assurer la mise en œuvre d'un projet pédagogique élaboré sur la base des programmes d'enseignement, et d'organiser la scolarité et le suivi des études, d'une part des élèves suivant l'enseignement optionnel « culture et pratique de la danse, ou de la musique, ou du théâtre » en classe de seconde générale et technologique, d'autre part des élèves inscrits en classes de première et de terminale en série technologique S2TMD.

Les parties s'engagent à assurer la publicité de la présente convention, notamment au sein de leurs structures respectives, par tous les moyens qu'ils jugent utiles.

### **Article 2 : Mise en œuvre d'un projet pédagogique partagé**

Sur la base des textes régissant le programme de l'enseignement optionnel artistique de la classe de seconde et des enseignements de la série technologique S2TMD en cycle terminal, les partenaires élaborent et précisent un projet pédagogique partagé pour chaque domaine artistique concerné (danse, musique, théâtre). Il précise notamment les horaires dévolus aux différents volets de contenus présentés par les programmes.

Ce projet doit être précisé en fin d'année scolaire de manière à faire partie intégrante du projet des deux établissements l'année scolaire suivante. Il est publié sur les sites des établissements partenaires et est communiqué aux familles, notamment celles des élèves de troisième envisageant ce parcours de formation.

Le projet pédagogique partagé est la base sur laquelle les partenaires organisent la mobilisation de leurs compétences pédagogiques. Tenant compte des choix effectués par l'équipe pédagogique pour répartir les horaires d'enseignement sur les différents volets de contenus constitutifs de l'enseignement optionnel de seconde et des enseignements spécifiques du cycle terminal de la série S2TMD, les moyens horaires apportés par chaque partenaire se répartissent comme suit :



### **CONVENTION**

**Convention partenariale relative à l'organisation en classe de seconde générale et technologique de l'enseignement optionnel « culture et pratique de la danse, ou de la musique, ou du théâtre » et à l'organisation des enseignements des classes de première et de terminale de la série technologique « sciences et techniques du théâtre, de la musique et de la danse » (S2TMD)**

#### **Entre**

Le lycée Laurent de Lavoisier, représenté par Madame Catherine Chevalier, en sa qualité de proviseur.

Pour le compte de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale, représenté par Monsieur Fabrice Barthélémy, en sa qualité de D'IADASEN.

Pour le compte de l'Académie de Strasbourg, représentée par Monsieur Olivier Klein, en sa qualité de recteur  
Ci-après dénommé "le Lycée Lavoisier" ou "le Lycée".

#### **ET**

La Ville de Mulhouse, représentée par Madame Michèle Lutz, en sa qualité de maire.

Pour le compte du Conservatoire à rayonnement départemental "Huguette Dreyfus", représenté par Monsieur Nicolas Faure en sa qualité de directeur.  
Ci-après dénommé "le Conservatoire de Mulhouse" ou "le Conservatoire".

...

Vu les articles L. 216-2 et L. 361-2 du code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 modifié relatif à l'organisation et aux volumes horaires de la classe de seconde des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées d'enseignement général et technologique agricole ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 modifié portant organisation et volumes horaires des enseignements des classes de première et terminale des lycées sanctionnées par le baccalauréat technologique, série « sciences et technologies de la santé et du social (ST2S) », « sciences et technologies de laboratoire (STL) », « sciences et technologies du design et des arts appliqués (STD2A) », « sciences et technologies de l'industrie et du développement durable (STI2D) », « sciences et technologies du management et de la gestion (STMG) », « sciences et technologies de

- du professeur en charge de la culture chorégraphique au lycée ;
  - du référent pédagogique danse pour la S2TMD au Conservatoire ;
  - d'au moins un professeur de danse classique et un professeur de danse contemporaine.
- Pour le théâtre :
- du professeur en charge de la pratique théâtrale au lycée ;
  - du référent pédagogique théâtre pour la S2TMD au Conservatoire ;
  - des professeurs en charge du 1er et 2e cycle et de la classe tremplin.

Ce test sera soumis à tous les candidats, y compris s'ils sont déjà élèves au Conservatoire de Mulhouse. Un procès-verbal permettant d'évaluer les capacités du candidat à entrer dans la série est édité à l'issue de chaque test.

3.3 L'affectation de l'élève en classe de seconde générale et technologique, avec l'enseignement optionnel « culture et pratique chorégraphique, ou musicale, ou théâtre » est prononcée par l'IA-DASEN agissant sur délégation du recteur d'académie sur proposition du chef d'établissement en prenant en compte le niveau des compétences artistiques des élèves candidats apprécié par le Conservatoire.

3.4 La décision d'affectation de l'IA-DASEN est subordonnée à l'inscription de l'élève au Conservatoire signataire de la convention.

3.5 L'affectation, ou la non affectation, de l'élève en classe de seconde générale et technologique avec l'enseignement optionnel « culture et pratique chorégraphique, ou musicale, ou théâtre » est signifiée à la famille par courrier de l'IA-DASEN.

3.6 Sur décision d'affectation de l'IA-DASEN, le chef d'établissement procède à l'inscription de l'élève.

3.7 Les élèves inscrits en seconde générale et technologique avec l'enseignement optionnel « culture et pratique chorégraphique, ou musicale, ou théâtre » procèdent aux formalités d'inscription administrative auprès du Conservatoire.

**Article 4 : Modalités d'affectation et d'inscription en série S2TMD**

4.1 L'orientation en classe de Première de la série technologique S2TMD est conforme aux voies d'orientations proposées aux élèves de seconde générale et technologique.

4.2.1 Durant l'année de seconde, l'élève suivant l'option TMD peut être soumis à un test de niveau artistique au Conservatoire de Mulhouse dans l'optique d'une poursuite de son parcours en Première S2TMD. Ce test est préparé conjointement

- En seconde générale : 3h minimum de cours au Conservatoire et 3h culture et pratique chorégraphique, ou musicale, ou théâtre soit 6h minimum au total.
- En première S2TMD : 5,5h de cours minimum au Conservatoire et 5,5h de spécialité au lycée soit 11h minimum au total
- En terminale S2TMD : 7h de cours minimum au Conservatoire et 7h de spécialité au lycée soit 14h minimum au total.

Les partenaires s'engagent à établir chaque année un relevé précis des volets de contenus suivis par chaque élève, notamment au titre de l'horaire relevant de l'enseignement optionnel de seconde et des enseignements spécifiques à la série en cycle terminal suivis au sein du Conservatoire.

Les projets artistiques visant une production publique induite par la mise en œuvre des enseignements spécifiques en classe de seconde, puis en cycle terminal font l'objet d'une concertation particulière. Ils doivent en effet pleinement satisfaire aux exigences portées par les textes de référence, mais également contribuer au rayonnement des pratiques artistiques au sein de l'ensemble de la communauté scolaire. Il revient à chaque partenaire de mobiliser les formes et moyens appropriés pour garantir l'atteinte de cet objectif.

**Article 3 : Modalités d'affectation et d'inscription en classe de seconde générale et technologique, enseignement optionnel « culture et pratique chorégraphique, ou musicale, ou théâtre »**

3.1 A l'issue d'une classe de troisième et sur décision d'orientation en classe de seconde générale et technologique, l'élève peut demander son affectation en classe de seconde générale et technologique avec l'enseignement optionnel de « culture et pratique chorégraphique, ou musicale, ou théâtre ».

3.2 Durant l'année de troisième, l'élève candidat est soumis à un test d'entrée au Conservatoire de Mulhouse. Ce test d'entrée est préparé conjointement entre le Lycée Lavoisier et le Conservatoire de Mulhouse. Il prend en compte le parcours artistique de l'élève ainsi que son parcours scolaire. A l'issue de ce test, un avis d'affectation est transmis à l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'éducation nationale (IA-DASEN).

Le jury du test d'entrée est composé de manière permanente :

- du directeur du Conservatoire ou son représentant ;
- du proviseur du lycée ou son représentant ;

Et pour la musique :

- du professeur en charge de la culture musicale au lycée ;
- du référent pédagogique musique pour la S2TMD au Conservatoire ;
- d'un professeur d'instrument interprété par l'élève.

Pour la danse :



Les partenaires s'engagent à organiser l'emploi du temps des élèves afin de réduire les déplacements entre établissements, d'optimiser le temps passé dans chacun des lieux de formation et de dégager une ou plusieurs plages de plusieurs heures successives durant la semaine.

5.2 Après concertation entre les parties, la répartition des horaires sera la plus adaptée possible aux emplois du temps mis en œuvre dans les deux établissements.

5.3 Les élèves qui suivent l'enseignement optionnel artistique en classe de seconde et qui sont inscrits en série S2TMD bénéficient d'un enseignement d'EPS adapté à leur pratique artistique tout en permettant la prise en compte des cinq champs d'apprentissage à évaluer, conformément à la réglementation en vigueur.

5.4 Le directeur du Conservatoire ou son représentant est membre à part entière du conseil des classes concernées. De même, le proviseur du lycée ou son représentant est membre à part entière du conseil d'établissement du Conservatoire.

5.5 Les élèves de la série technologique S2TMD passent les épreuves du baccalauréat technologique S2TMD conformément à la réglementation en vigueur. L'organisation relève de la compétence de la DEC (Division des Examens et Concours) du Rectorat de Strasbourg avec les concours du proviseur du lycée et de la direction du Conservatoire.

La composition du jury de passage des épreuves du baccalauréat technologique S2TMD respecte le cadre national, en veillant, le cas échéant, à la représentation d'enseignants des deux établissements.

## **Article 6 : Conditions d'assiduité**

6.1 Les règlements intérieurs spécifiques à chaque établissement sont appliqués en tant que tels. Les élèves doivent se conformer au règlement intérieur propre à l'établissement dans lequel ils se trouvent à un moment donné, en particulier en ce qui concerne l'assiduité.

6.2 Les élèves suivant l'enseignement optionnel artistique en classe de seconde générale et technologique et les élèves de la série S2TMD s'engagent à respecter les horaires prévus par leurs emplois du temps respectifs.

6.3 Le proviseur du lycée et le directeur du Conservatoire veillent à assurer la continuité des contenus pédagogiques afin de limiter les déplacements des élèves. Les déplacements des élèves entre le lycée et du Conservatoire se font conformément aux recommandations de la circulaire n° 96-248 du 25 octobre 1996 relative à la surveillance des élèves. Les deux établissements fournissent aux familles l'emploi du temps des élèves.

entre le Lycée Lavoisier et le Conservatoire de Mulhouse afin de s'assurer que l'élève aura toutes les compétences pour poursuivre les enseignements du cycle terminal sans difficultés, dans les conditions citées à l'article 3.2.

Le conseil de classe, en concertation avec le conservatoire, prononcera la poursuite ou non en série technologique S2TMD.

4.2.2 Avoir suivi ou non l'enseignement optionnel « culture et pratique chorégraphique, ou musicale, ou théâtrale » en classe de seconde générale et technologique n'est pas une condition à l'orientation de l'élève. Pour les élèves n'ayant pas suivi l'option TMD en Seconde GT, un test d'entrée est obligatoire dans les conditions citées à l'article 3.2.

4.3 L'affectation de l'élève en classe de première S2TMD est prononcée par l'IA-DASEN agissant sur délégation du recteur d'académie sur proposition du chef d'établissement.

4.4 La décision d'affectation de l'IA-DASEN est subordonnée à l'inscription de l'élève au Conservatoire signataire de la convention.

Pour les élèves n'ayant pas suivi l'enseignement optionnel « culture et pratique chorégraphique, ou musicale, ou théâtrale » en classe de seconde générale et technologique, la décision d'affectation de l'IA-DASEN tiendra compte du niveau des compétences artistiques des élèves candidats, apprécié par le Conservatoire.

4.5 L'affectation, ou la non affectation, de l'élève en classe de première S2TMD est signifiée à la famille par courrier de l'IA-DASEN.

4.6 Sur décision d'affectation de l'IA-DASEN, le chef d'établissement procède à l'inscription de l'élève.

4.7 Les élèves inscrits en classe de première S2TMD procèdent aux formalités d'inscription administrative auprès du Conservatoire.

## **Article 5 : Organisation pédagogique et évaluation des apprentissages**

5.1 Le lycée Lavoisier et le Conservatoire de Mulhouse s'engagent à établir un emploi du temps prenant en compte les spécificités et les attentes de l'enseignement optionnel de « culture et pratique chorégraphique, ou musicale, ou théâtrale » en classe de seconde et de la série S2TMD. Cet emploi du temps permet une pratique personnelle artistique soutenue et ouvre, si l'élève le souhaite, la possibilité de suivre une ou plusieurs formations complémentaires au sein du Conservatoire. Tenant compte également des réalités fonctionnelles des deux établissements, il veille à proposer un dispositif respectueux de la qualité de vie des élèves.



élèves au lycée et au sein du Conservatoire. Cette résiliation amiable est signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les parties.

**Article 9 : Litiges**

En cas de difficultés concernant l'application de la présente convention, les deux parties s'engagent à se réunir pour analyser leurs contraintes réciproques et tenter de dégager un terrain d'entente. Si le litige persiste après épuisement des voies amiables, les parties conviennent de s'en remettre à l'application des tribunaux compétents.

**Signatures :**

Le Lycée Lavoisier	La Ville de Mulhouse
Catherine Chevallier, proviseur	Michèle LUTZ, maire

**Visas :**

L'Académie de Strasbourg	La Direction des services départementaux de l'Education nationale
Olivier Klein, directeur	Fabrice Barthélémy, IA-DASEN.
Le conservatoire de Mulhouse	
Nicolas FAURE, directeur	

6.4 Les élèves inscrits dans les deux établissements peuvent encourir les sanctions disciplinaires dans chaque établissement.

**Article 7 : Suivi et bilan d'étape du partenariat**

7.1 Le suivi et l'évaluation du partenariat entre le lycée et le Conservatoire sont conduits par un comité de pilotage composé au moins du proviseur du lycée ou de son représentant, du directeur du conservatoire ou de son représentant, de professeurs de lycée et de professeurs de conservatoire.

7.2 Ce comité se réunit au moins une fois par an. Il peut en outre être convoqué à la demande de l'un ou de l'autre des deux chefs d'établissement.

7.3 Les partenaires élaborent conjointement un bilan annuel présentant la progression constatée des élèves, leur réussite au baccalauréat, les choix d'orientation post-baccalauréat, l'évolution des flux d'élèves (candidatures en fin de troisième, choix de fin de seconde, inscriptions en classe de première) et les éventuelles réorientations constatées.

Ce bilan fait également apparaître les points forts et les fragilités liées à la mise en œuvre de la présente convention. Il offre ainsi une base sur laquelle les partenaires peuvent élaborer, le cas échéant, un avenant permettant d'y remédier.

7.4 Ce bilan est porté à la connaissance et à l'appréciation du conseil d'administration du lycée et du conseil d'établissement du Conservatoire. Il est adressé pour information au recteur d'académie et au directeur régional des affaires culturelles.

**Article 8 : Date d'effet et durée de la convention**

8.1 La présente convention est renouvelable d'année en année à compter de la date de sa signature de façon expresse, dans la limite de trois années. A l'expiration de cette période triennale, une nouvelle convention pourra être conclue après validation des instances délibératives idoines.

8.2 Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect par l'autre partie de l'une des clauses ci-dessus énoncées si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme si les parties sont d'accord. Dans ce cas, les parties s'engagent à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des formations suivies par les

**Mme le Maire** : nous passons à la délibération suivante. Il s'agit de la filière S2TMD. C'est une appellation un peu compliquée, mais nous allons parler de sciences et techniques du théâtre, de la musique et de la danse, la mise en place d'une convention partenariale entre le lycée Lavoisier et la Ville de Mulhouse.

Cette filière ouverte en 2022 et unique en Alsace permet à des lycéens passionnés de musique, de théâtre ou de danse de suivre un cursus à horaires aménagés en lien direct avec le Conservatoire de Mulhouse. Elle s'inscrit dans la continuité des classes à horaires aménagés déjà proposées à l'école et au collège et constitue une véritable voie d'excellence très professionnalisante vers les métiers du spectacle vivant et de la création artistique. Mulhouse Cause Commune souhaitait intervenir sur ce sujet.

**M. SIMEONI** : Mme le Maire, je vais être bref pour dire que l'on se félicite de cette convention qui s'ajoute à tout ce que vous avez dit, que la Ville de Mulhouse va prendre en charge aussi les droits de scolarité des élèves concernés qui vont aller au Conservatoire et de notre côté, ce que nous pensons, c'est que ce type de convention doit être un exemple à multiplier partout et doit nous servir à engager ce que j'espère, nous souhaitons tous, c'est-à-dire, cette création d'une culture commune multi aspects qui permettent à tous de pouvoir entrer dans des mondes qui ne correspondent pas forcément à l'imaginaire que l'on peut avoir au départ, lorsque l'on rentre dans une ville, dans une école, ou dans un lycée. Donc, nous votons cette délibération.

**Mme le Maire** : je n'ai pas de demande d'expression. Nous allons mettre le point 21 au vote.

Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un veut s'abstenir ? Est-ce que quelqu'un est contre ? Merci beaucoup.

Pour : 42 + 7 procurations

Groupe majoritaire : 27 + 4 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe Mulhouse au Cœur : 2+1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 5 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

## **22° ASSOCIATIONS MULHOUSIENNES : MISE A DISPOSITION D'AGENTS DE LA VILLE DE MULHOUSE (Ressources Humaines/4.1.4/1727)**

Les dispositions du Code général de la fonction publique autorisent la mise à disposition de personnels territoriaux auprès des associations exerçant des missions de service public. Ces associations peuvent avoir différentes activités, notamment sportives ou culturelles.

Plusieurs associations mulhousiennes à but non lucratif mènent des actions d'intérêt local qui s'inscrivent dans le cadre de la politique sportive municipale. De par leurs actions, ces associations contribuent à la promotion du sport, en particulier dans leur domaine d'activité respectif, au sein de la Ville de Mulhouse. De ce fait, elles concourent à la mise en œuvre d'une mission de service public.

A ce titre, la Ville de Mulhouse met à disposition de chacune de ces associations, un agent pour assurer des fonctions d'Educateur des activités physiques et sportives.

Aussi, il est proposé d'établir une convention, conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique, entre la Ville de Mulhouse et chacune de ces associations sportives prévoyant les modalités administratives et financières de la mise à disposition de cet agent, pour une durée de trois ans.

En cas de modification non substantielle, ces conventions pourront être amendées par voie d'avenant.

Les mises à disposition donneront lieu à remboursement des traitements et de leurs accessoires ainsi que les charges sociales afférentes, versés aux l'agents concernés.

Les associations sportives concernées sont les suivantes :

- l'Association Sportive les Cheikhs de Brossolette,
- l'Association Sportive du Cercle d'Echecs Philidor,
- l'Association Sportive Football Club Mulhouse,
- l'Association Sportive Mulhouse Pfastatt Association,
- l'Association Sportive du Red Star Badminton Mulhouse,
- l'Association Sportive Volley Mulhouse Alsace

L'Association « La Filature, Scène Nationale » de Mulhouse est une association dont l'activité principale est l'organisation de spectacles. La Filature propose une programmation riche et diversifiée issue de ces 4 structures : spectacle de musique, de danse, théâtre, concert de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse, opéras et créations du Centre Chorégraphique National (CCN) - Ballet de l'Opéra National du Rhin. Elle accueille également des créations d'envergure nationale et internationale.

Ainsi, la Filature mène des actions d'intérêt local qui s'inscrivent dans le cadre de la politique culturelle municipale.

A ce titre, la Ville de Mulhouse met à disposition de la Filature un agent pour assurer des fonctions d'enseignement.

Aussi, il est proposé d'établir une convention, conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique, entre la Ville de Mulhouse et La Filature prévoyant les modalités administratives et financières de la mise à disposition de cet agent pour une durée d'un an.

En cas de modification non substantielle, cette convention pourra être amendée par voie d'avenant.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement des traitements et de leurs accessoires ainsi que les charges sociales afférentes, versés à l'agent concerné.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve les conventions entre la Ville de Mulhouse et les différentes associations,
- charge le Maire d'établir et de signer les actes nécessaires.

P.J :

- convention de mise à disposition auprès de l'Association Sportive les Cheikhs de Brossolette,
- convention de mise à disposition auprès de l'Association Sportive du Cercle d'Echecs Philidor,
- convention de mise à disposition auprès de l'Association Sportive Football Club Mulhouse,
- convention de mise à disposition auprès de l'Association Sportive Mulhouse Pfastatt Association,
- convention de mise à disposition auprès de l'Association Sportive du Red Star Badminton Mulhouse,
- convention de mise à disposition auprès de l'Association Sportive Volley Mulhouse Alsace
- convention de mise à disposition auprès de l'Association « La Filature, Scène Nationale »

## Article 2 : Modalités de la mise à disposition

Est concerné par la présente convention un poste à temps non complet à raison de 287 heures par an au maximum.  
La mise à disposition prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 et fera l'objet d'un arrêté individuel.

## Article 3 : Situation administrative et conditions de travail

- Pendant la durée de la mise à disposition, la situation statutaire de l'agent sera gérée par la Ville de Mulhouse.
- L'intéressé est placé sous la responsabilité hiérarchique du Président de l'Association Sportive Les Cheikhs de Brossollette pendant le temps où il est mis à disposition.
- L'agent bénéficiera des droits et avantages, présents et à venir, conférés aux agents de la Ville de Mulhouse (conditions de travail, congés annuels, autorisations exceptionnelles d'absences, protection sociale, formation...).
- L'autorité territoriale d'origine exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par le Président de l'Association Sportive Les Cheikhs de Brossollette.

## Article 4 : Le traitement et les frais professionnels

Pendant toute la durée de la mise à disposition, la Ville de Mulhouse assure le versement du traitement et de ses accessoires à l'agent concerné. L'Association Sportive Les Cheikhs de Brossollette ne versera à cet agent aucun complément de rémunération.

En contrepartie de la mise à disposition, l'Association Sportive Les Cheikhs de Brossollette s'engage à rembourser annuellement à la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, les traitements et leurs accessoires versés à l'intéressé, ainsi que les charges sociales correspondantes.

Les frais de déplacement et les frais de formation éventuellement engagés par l'agent dans la cadre de sa mise à disposition, seront pris en charge par l'Association Sportive Les Cheikhs de Brossollette. Cependant, la Ville de Mulhouse ne procédera pas au remboursement de ces frais.

## Article 5 : Durée de la mise à disposition

La mise à disposition de l'agent est établie à titre individuel pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Au cours de cette période, l'agent pourra néanmoins solliciter une affectation dans un service de la Ville de Mulhouse ; celle-ci ne deviendra effective qu'à l'occasion d'une vacance de poste d'un niveau équivalent.



**POLE RESSOURCES ET MOYENS**  
Direction Ressources Humaines  
GAP Carrières – JBO

## CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL DE LA VILLE DE MULHOUSE AU PROFIT DE L'ASSOCIATION SPORTIVE LES CHEIKHS DE BROSSOLLETTE

Entre,

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ,

d'une part,

Et

L'Association Sportive Les Cheikhs de Brossollette, représentée par son président, Monsieur Bernard EICHHOLTZER,

d'autre part,

- Vu les articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15 du Code général de la fonction publique,  
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,  
Vu la délibération du Conseil municipal n° 1727 du 11 décembre 2025 relative à la mise à disposition d'un agent de la Ville de Mulhouse auprès de l'Association Sportive Les Cheikhs de Brossollette,  
Vu l'accord de l'intéressé quant à cette mise à disposition,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

## Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités administratives et financières de la mise à la disposition au profit de l'Association Sportive Les Cheikhs de Brossollette d'un agent de la Ville de Mulhouse pour assurer les fonctions d'Educateur des activités physiques et sportives afin d'assurer le développement de la discipline en lien avec les autres clubs d'échecs.



**POLE RESSOURCES ET MOYENS**  
Direction Ressources Humaines  
GAP Carrières – JBO

**CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION  
DE PERSONNEL DE LA VILLE DE MULHOUSE AU PROFIT DE  
L'ASSOCIATION SPORTIVE DU CERCLE D'ECHecs PHILIDOR**

Entre,  
La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ,  
d'une part,  
Et  
L'Association Sportive du Cercle d'Echecs Philidor, représentée par son président,  
Monsieur Claude SCHMITT,  
d'autre part,  
Vu les articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15 du Code général de la  
fonction publique,  
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à  
disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements  
publics administratifs locaux,  
Vu la délibération du Conseil municipal n° 1727 du 11 décembre 2025 relative  
à la mise à disposition d'agents de la Ville de Mulhouse auprès de  
l'Association Sportive du Cercle d'Echecs Philidor,  
Vu l'accord de l'intéressé quant à cette mise à disposition,  
Il est arrêté et convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités administratives  
et financières de la mise à la disposition au profit de l'Association Sportive du  
Cercle d'Echecs Philidor d'un agent de la Ville de Mulhouse pour assurer les  
fonctions d'Educateur des activités physiques et sportives afin d'assurer le  
développement de la discipline en lien avec les autres clubs d'échecs.

**Article 6 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**Article 7 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au  
31 août 2028.  
Elle est renouvelable expressément par période de trois ans maximum.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure,
- d'un commun accord entre les parties,
- par dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée  
avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période  
contractuelle.

**Article 8 : Litiges**

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention sont de la compétence  
du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 3 exemplaires, à Mulhouse le .....

Pour la Ville de Mulhouse, Madame le Maire,	Pour l'Association Sportive Les Cheikhs de Brossollette, Monsieur le Président	
Michèle LUTZ	Bernard EICHHOLTZER	

Article 2 : Modalités de la mise à disposition

Est concerné par la présente convention un poste à temps non complet à raison de 410 heures par an, au maximum.  
La mise à disposition prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 et fera l'objet d'un arrêté individuel.

Article 3 : Situation administrative et conditions de travail

- Pendant la durée de la mise à disposition, la situation statutaire de l'agent sera gérée par la Ville de Mulhouse.
- L'intéressé est placé sous la responsabilité hiérarchique du Président de l'Association pendant le temps où il est mis à disposition.
- L'agent bénéficiera des droits et avantages, présents et à venir, conférés aux agents de la Ville de Mulhouse (conditions de travail, congés annuels, autorisations exceptionnelles d'absences, protection sociale, formation...).
- L'autorité territoriale d'origine exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par le Président de l'Association Sportive du Cercle d'Echecs Philidor.

Article 4 : Le traitement et les frais professionnels

Pendant toute la durée de la mise à disposition, la Ville de Mulhouse assure le versement du traitement et de ses accessoires à l'agent concerné. L'Association Sportive du Cercle d'Echecs Philidor ne versera à cet agent aucun complément de rémunération.

En contrepartie de la mise à disposition, l'Association Sportive du Cercle d'Echecs Philidor s'engage à rembourser annuellement à la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, les traitements et leurs accessoires versés à l'intéressé, ainsi que les charges sociales correspondantes.

Les frais de déplacement et les frais de formation éventuellement engagés par l'agent, dans la cadre de sa mise à disposition, seront pris en charge par l'Association Sportive du Cercle d'Echecs Philidor. Cependant, la Ville de Mulhouse ne procédera pas au remboursement de ces frais.

Article 5 : Durée de la mise à disposition

La mise à disposition de l'agent est établie à titre individuel pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028. Elle est renouvelable par reconduction expresse.  
Au cours de cette période, l'agent pourra néanmoins solliciter une affectation dans un service de la Ville de Mulhouse ; celle-ci ne deviendra effective qu'à l'occasion d'une vacance de poste d'un niveau équivalent.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028.  
Elle est renouvelable expressément par période de trois ans maximum.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure,
- d'un commun accord entre les parties,
- par dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période contractuelle.

Article 8 : Litiges

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 3 exemplaires, à Mulhouse le .....

Pour la Ville de Mulhouse,  
Madame le Maire,

Michèle LUTZ

Pour l'Association  
Sportive des Cercles d'Echecs Philidor  
Monsieur le Président,

Claude SCHMITT





POLE RESSOURCES ET MOYENS  
 Direction Ressources Humaines  
 GAP Carrières – JBO

CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION  
 DE PERSONNEL DE LA VILLE DE MULHOUSE AU PROFIT DE  
 L'ASSOCIATION SPORTIVE FOOTBALL CLUB MULHOUSE

Entre,

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ

d'une part,

Et

L'Association Sportive Football Club Mulhouse, représentée par sa Présidente,  
 Madame Camille AISSAOUI,

d'autre part,

- Vu les articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15 du Code général de la fonction publique,
- Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la délibération du Conseil municipal n° 1727 du 11 décembre 2025 relative à la mise à disposition d'un agent de la Ville de Mulhouse auprès de l'Association Football club Mulhouse,
- Vu l'accord de l'intéressé quant à cette mise à disposition,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup> : **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités administratives et financières de la mise à la disposition au profit de l'Association Sportive Football Club Mulhouse d'un agent de la Ville de Mulhouse pour assurer les fonctions d'Educateur des activités physiques et sportives afin d'assurer le développement de la discipline, en lien avec les autres clubs de football.

Article 2 : **Modalités de la mise à disposition**

Est concerné par la présente convention un poste à temps non complet à raison de 738 heures par an au maximum.  
 La mise à disposition prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 et fera l'objet d'un arrêté individuel.

Article 3 : **Situation administrative et conditions de travail**

- Pendant la durée de la mise à disposition, la situation statutaire de l'agent sera gérée par la Ville de Mulhouse.
- L'intéressé est placé sous la responsabilité hiérarchique de la Présidente de l'Association Sportive Football Club Mulhouse pendant le temps où il est mis à disposition.
- L'agent bénéficiera des droits et avantages, présents et à venir, conférés aux agents de la Ville de Mulhouse (conditions de travail, congés annuels, autorisations exceptionnelles d'absences, protection sociale, formation...).
- L'autorité territoriale d'origine exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par la Présidente de l'Association Sportive Football Club Mulhouse.

Article 4 : **Le traitement et les frais professionnels**

Pendant toute la durée de la mise à disposition, la Ville de Mulhouse assure le versement du traitement et de ses accessoires à l'agent concerné. L'Association Sportive Football Club Mulhouse ne versera à cet agent aucun complément de rémunération.

En contrepartie de la mise à disposition, l'Association Sportive Football Club Mulhouse s'engage à rembourser annuellement à la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, les traitements et leurs accessoires versés à l'intéressé, ainsi que les charges sociales correspondantes.

Les frais de déplacement et les frais de formation éventuellement engagés par l'agent, dans le cadre de sa mise à disposition, seront pris en charge par l'Association Football Club Mulhouse. Cependant, la Ville de Mulhouse ne procédera pas au remboursement de ces frais.

Article 5 : **Durée de la mise à disposition**

La mise à disposition de l'agent est établie à titre individuel pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028. Elle est renouvelable par reconduction expresse.  
 Au cours de cette période, l'agent pourra néanmoins solliciter une affectation dans un service de la Ville de Mulhouse ; celle-ci ne deviendra effective qu'à l'occasion d'une vacance de poste d'un niveau équivalent.





**POLE RESSOURCES ET MOYENS**  
 Direction Ressources Humaines  
 GAP Carrières – JBO

**CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION  
 DE PERSONNEL DE LA VILLE DE MULHOUSE AU PROFIT DE  
 L'ASSOCIATION SPORTIVE MULHOUSE PFASTATT BASKET ASSOCIATION**

Entre,

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ,  
 d'une part,

Et

L'Association Sportive Mulhouse Pfastatt Basket Association, représentée par son  
 Président, Monsieur Jordan LE QUILLIEC,

d'autre part,

- Vu les articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15 du Code général de la fonction publique,
- Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la délibération du Conseil municipal n° 1727 du 11 décembre 2025 relative à la mise à disposition d'agents de la Ville de Mulhouse auprès de l'Association Sportive Mulhouse Pfastatt Basket Association,
- Vu l'accord de l'intéressé quant à cette mise à disposition,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités administratives et financières de la mise à la disposition au profit de l'Association Sportive Mulhouse Pfastatt Basket Association d'un agent de la Ville de Mulhouse pour assurer les fonctions d'Educateur des activités physiques et sportives afin d'assurer le développement de la discipline en lien avec les autres clubs de basket.

**Article 6 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**Article 7 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028.  
 Elle est renouvelable expressément par période de trois ans maximum.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure,
- d'un commun accord entre les parties,
- par dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période contractuelle.

**Article 8 : Litiges**

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 3 exemplaires, à Mulhouse le .....

Pour la Ville de Mulhouse,  
 Madame le Maire,

Pour l'Association Football Club Mulhouse,  
 Madame la Présidente,

Michèle LUTZ

Camille AISSAOUI

**Article 2 : Modalités de la mise à disposition**

Est concerné par la présente convention un poste à temps non complet à raison de 574 heures par an au maximum.  
 La mise à disposition prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 et fera l'objet d'un arrêté individuel.

**Article 3 : Situation administrative et conditions de travail**

- Pendant la durée de la mise à disposition, la situation statutaire de l'agent sera gérée par la Ville de Mulhouse.
- L'intéressé est placé sous la responsabilité hiérarchique du Président de l'Association Sportive Mulhouse Pfstatt Basket Association pendant le temps où il est mis à disposition.
- L'agent bénéficiera des droits et avantages, présents et à venir, conférés aux agents de la Ville de Mulhouse (conditions de travail, congés annuels, autorisations exceptionnelles d'absences, protection sociale, formation...).
- L'autorité territoriale d'origine exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par le Président de l'Association Sportive Mulhouse Pfstatt Basket Association.

**Article 4 : Le traitement et les frais professionnels**

Pendant toute la durée de la mise à disposition, la Ville de Mulhouse assure le versement du traitement et de ses accessoires à l'agent concerné. L'Association Sportive Mulhouse Pfstatt Basket Association ne versera à cet agent aucun complément de rémunération.

En contrepartie de la mise à disposition, l'Association Sportive Mulhouse Pfstatt Basket Association s'engage à rembourser annuellement à la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, les traitements et leurs accessoires versés à l'intéressé, ainsi que les charges sociales correspondantes.

Les frais de déplacement et les frais de formation éventuellement engagés par l'agent, dans la cadre de sa mise à disposition, seront pris en charge par l'Association Sportive Mulhouse Pfstatt Basket Association. Cependant, la Ville de Mulhouse ne procédera pas au remboursement de ces frais.

**Article 5 : Durée de la mise à disposition**

La mise à disposition de l'agent est établie à titre individuel pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028. Elle est renouvelable par reconduction expresse.  
 Au cours de cette période, l'agent pourra néanmoins solliciter une affectation dans un service de la Ville de Mulhouse ; celle-ci ne deviendra effective qu'à l'occasion d'une vacance de poste d'un niveau équivalent.

**Article 6 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**Article 7 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028.  
 Elle est renouvelable expressément par période de trois ans maximum.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure,
- d'un commun accord entre les parties,
- par dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période contractuelle.

**Article 8 : Litiges**

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 3 exemplaires, à Mulhouse le .....

Pour la Ville de Mulhouse,  
 Madame le Maire,

Michèle LUTZ

Pour l'Association Sportive Mulhouse  
 Pfstatt Basket Association,  
 Monsieur le Président

Jordan LE QUILLIEC

**Article 2 : Modalités de la mise à disposition**

Est concerné par la présente convention un poste à temps non complet à raison de 738 heures par an, au maximum.  
La mise à disposition prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 et fera l'objet d'un arrêté individuel.

**Article 3 : Situation administrative et conditions de travail**

- Pendant la durée de la mise à disposition, la situation statutaire de l'agent sera gérée par la Ville de Mulhouse.
- L'intéressé est placé sous la responsabilité hiérarchique du Président de l'Association pendant le temps pour lequel il est mis à disposition.
- L'agent bénéficiera des droits et avantages, présents et à venir, conférés aux agents de la Ville de Mulhouse (conditions de travail, congés annuels, autorisations exceptionnelles d'absences, protection sociale, formation...).
- L'autorité territoriale d'origine exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par le Président de l'Association Sportive du Red Star Badminton Mulhouse.

**Article 4 : Le traitement et les frais professionnels**

Pendant toute la durée de la mise à disposition, la Ville de Mulhouse assure le versement du traitement et de ses accessoires à l'agent concerné. L'Association Sportive du Red Star Badminton Mulhouse ne versera à cet agent aucun complément de rémunération.

En contrepartie de la mise à disposition, l'Association Sportive du Red Star Badminton Mulhouse s'engage à rembourser annuellement à la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, les traitements et leurs accessoires versés à l'intéressé, ainsi que les charges sociales correspondantes.

Les frais de déplacement et les frais de formation éventuellement engagés par l'agent dans la cadre de sa mise à disposition, seront pris en charge par l'Association Sportive du Red Star Badminton Mulhouse. Cependant, la Ville de Mulhouse ne procédera pas au remboursement de ces frais.

**Article 5 : Durée de la mise à disposition**

La mise à disposition de l'agent est établie à titre individuel pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Au cours de cette période, l'agent pourra néanmoins solliciter une affectation dans un service de la Ville de Mulhouse ; celle-ci ne deviendra effective qu'à l'occasion d'une vacance de poste d'un niveau équivalent.



**POLE RESSOURCES ET MOYENS**  
Direction Ressources Humaines  
GAP Carrières – JBO

**CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION  
DE PERSONNEL DE LA VILLE DE MULHOUSE AU PROFIT DE  
L'ASSOCIATION SPORTIVE DU RED STAR BADMINTON MULHOUSE**

Entre,

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ,

d'une part,

Et

L'Association Sportive du Red Star Badminton Mulhouse, représentée par son Président, Monsieur Pascal ZIEGLER,

d'autre part,

- Vu les articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15 du Code général de la fonction publique,  
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,  
Vu la délibération du Conseil municipal n° 1727 du 11 décembre 2025 relative à la mise à disposition d'agents de la Ville de Mulhouse auprès de l'Association Sportive du Red Star Badminton Mulhouse,  
Vu l'accord de l'intéressé quant à cette mise à disposition,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités administratives et financières de la mise à la disposition, au profit de l'Association Sportive du Red Star Badminton Mulhouse, d'un agent de la Ville de Mulhouse pour assurer les fonctions d'Educateur des activités physiques et sportives afin d'assurer le développement de la discipline, en lien avec les autres clubs de badminton.



**POLE RESSOURCES ET MOYENS**  
Direction Ressources Humaines  
GAP Carrières – JBO

**CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION  
D'UN AGENT DE LA VILLE DE MULHOUSE AU PROFIT DE L'ASSOCIATION  
LA FILATURE DE MULHOUSE**

Entre,

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire Madame Michèle LUTZ,

d'une part,

Et

La Filature de Mulhouse, représenté par son Directeur, Monsieur Benoît ANDRE,  
d'autre part,

- Vu les articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15 du Code général de la fonction publique,  
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,  
Vu la délibération du Conseil municipal n° 1727 du 11 décembre 2025 relative à la mise à disposition d'un agent de la Ville de Mulhouse auprès de l'Association La Filature de Mulhouse,  
Vu l'accord de l'intéressé quant à cette mise à disposition,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités administratives et financières de la mise à la disposition au profit de La Filature d'un agent de la Ville de Mulhouse pour assurer les fonctions d'enseignement.

**Article 2 : Modalités de la mise à disposition**

Est concerné par la présente convention 1 poste, représentant 7 heures hebdomadaires ou 43,75% d'un équivalent temps plein.  
La mise à disposition prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et fera l'objet d'un arrêté individuel pour l'agent concerné.

**Article 6 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**Article 7 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028.  
Elle est renouvelable expressément par période de trois ans maximum.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure,
- d'un commun accord entre les parties,
- par dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période contractuelle.

**Article 8 : Litiges**

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 3 exemplaires, à Mulhouse le .....

Pour la Ville de Mulhouse,  
Madame le Maire,

Pour l'Association  
Sportive du Red Star Badminton Mulhouse,  
Monsieur le Président

Michèle LUTZ

Pascal ZIEGLER

Article 3 : Situation administrative et conditions de travail

- Pendant la durée de la mise à disposition, la situation statutaire de l'agent sera gérée par la Ville de Mulhouse.
- L'intéressé est placé sous la responsabilité hiérarchique du Directeur de La Filature qui organisera notamment le travail de l'intéressé, pour ce qui concerne la mise à disposition.
- L'agent bénéficiera des droits et avantages, présents et à venir, conférés aux agents de la Ville de Mulhouse (conditions de travail, congés annuels, autorisations exceptionnelles d'absences, protection sociale, formation...).
- L'autorité territoriale d'origine exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par le Directeur de la Filature dans ce cadre.
- Une évaluation des activités de l'agent sera faite annuellement selon les modalités fixées par la Ville de Mulhouse ; un rapport sur la manière de servir de l'intéressé sera établi par le Directeur de La Filature et transmis à Madame le Maire de la Ville de Mulhouse pour préparer l'entretien professionnel.

Article 4 : Le traitement et les frais professionnels

Pendant toute la durée de la mise à disposition, la Ville de Mulhouse assurera le versement du traitement et de ses accessoires à l'agent concerné. L'Association La Filature ne versera à cet agent aucun complément de rémunération.

En contrepartie de la mise à disposition, La Filature s'engage à rembourser annuellement à la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, les traitements et leurs accessoires versés à l'intéressé, ainsi que les charges sociales correspondantes.

Les frais de déplacement et les frais de formation éventuellement engagés par l'agent dans le cadre de sa mise à disposition seront pris en charge par La Filature, sans que la Ville de Mulhouse ne procède à un remboursement.

Article 5 : Durée de la mise à disposition

La mise à disposition de l'agent est établie à titre individuel pour une durée d'un an, du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026. Elle est renouvelable par reconduction expresse.
  
Au cours de cette période, l'agent pourra néanmoins solliciter une réaffectation au sein de la Ville de Mulhouse ; celle-ci ne deviendra effective qu'à l'occasion d'une vacance de poste d'un niveau équivalent.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification substantielle de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période d'un an, du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026. Elle est renouvelable expressément par période d'un an maximum.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure,
- d'un commun accord entre les parties,
- par dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période contractuelle.

Article 8 : Litiges

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 2 exemplaires, à Mulhouse le .....

Pour la Ville de Mulhouse,  
Madame, le Maire,  
  
Pour l'Association La Filature  
Le Directeur,

Michèle LUTZ

Benoît ANDRE



**Article 2 : Modalités de la mise à disposition**

Est concerné par la présente convention un poste à temps non complet à raison de 492 heures par an au maximum.  
La mise à disposition prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 et fera l'objet d'un arrêté individuel.

**Article 3 : Situation administrative et conditions de travail**

- Pendant la durée de la mise à disposition, la situation statutaire de l'agent sera gérée par la Ville de Mulhouse.
- L'intéressé est placé sous la responsabilité hiérarchique du Président de l'association pendant le temps de la mise à disposition.
- L'agent bénéficiera des droits et avantages, présents et à venir, conférés aux agents de la Ville de Mulhouse (conditions de travail, congés annuels, autorisations exceptionnelles d'absences, protection sociale, formation...).
- L'autorité territoriale d'origine exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par le Président de l'Association Sportive Volley Mulhouse Alsace.

**Article 4 : Le traitement et les frais professionnels**

Pendant toute la durée de la mise à disposition, la Ville de Mulhouse assure le versement du traitement et de ses accessoires à l'agent concerné. L'Association Sportive Volley Mulhouse Alsace ne versera à cet agent aucun complément de rémunération.

En contrepartie de la mise à disposition, l'Association Sportive Volley Mulhouse Alsace s'engage à rembourser annuellement à la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, les traitements et leurs accessoires versés à l'intéressé, ainsi que les charges sociales correspondantes.

Les frais de déplacement et les frais de formation éventuellement engagés par l'agent dans le cadre de sa mise à disposition, seront pris en charge par l'Association Sportive Volley Mulhouse Alsace. Cependant, la Ville de Mulhouse ne procédera pas au remboursement de ces frais.

**Article 5 : Durée de la mise à disposition**

La mise à disposition de l'agent est établie à titre individuel pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Au cours de cette période, l'agent pourra néanmoins solliciter une affectation dans un service de la Ville de Mulhouse ; celle-ci ne deviendra effective qu'à l'occasion d'une vacance de poste d'un niveau équivalent.



**POLE RESSOURCES ET MOYENS**  
Direction Ressources Humaines  
GAP Carrières – JBO

**CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION  
DE PERSONNEL DE LA VILLE DE MULHOUSE AU PROFIT DE  
L'ASSOCIATION SPORTIVE VOLLEY MULHOUSE ALSACE**

Entre,

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ,

d'une part,

Et

L'Association Sportive Volley Mulhouse Alsace, représentée par son Président, Monsieur Daniel BRAUN,

d'autre part,

- Vu les articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15 du Code général de la fonction publique,  
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,  
Vu la délibération du Conseil municipal n° 1727 du 11 décembre 2025 relative à la mise à disposition d'agents de la Ville de Mulhouse auprès de l'Association Sportive Volley Mulhouse Alsace,  
Vu l'accord de l'intéressé quant à cette mise à disposition,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités administratives et financières de la mise à la disposition au profit de l'Association Sportive Volley Mulhouse Alsace d'un agent de la Ville de Mulhouse pour assurer les fonctions d'Educateur des activités physiques et sportives afin d'assurer le développement de la discipline en lien avec les autres clubs de volley.

**Article 6 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**Article 7 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2028.  
Elle est renouvelable expressément par période de trois ans maximum.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure,
- d'un commun accord entre les parties,
- par dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période contractuelle.

**Article 8 : Litiges**

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 3 exemplaires, à Mulhouse le.....

Pour la Ville de Mulhouse,  
Madame le Maire,

Michèle LUTZ

Pour l'Association  
Sportive Volley Mulhouse Alsace,  
Monsieur le Président

Daniel BRAUN

**Mme le Maire** : nous passons au prochain point qui est le point 22, associations mulhousiennes. Il s'agit d'une délibération qui traite de la mise à disposition d'agents de la Ville de Mulhouse. Un tel dispositif est prévu, vous le savez tous, dans le Code général de la fonction publique. Ici, il est question de six associations sportives et une association culturelle. Les types de mise à disposition varient d'une structure à l'autre.

Dans le cas présent, nous procédons au renouvellement de ces mises à disposition et ce, dans les mêmes conditions que les conventions précédentes. Le groupe Mulhouse Cause Commune souhaitait intervenir sur le sujet. Je vois que c'est Mme PAUGAM.

**Mme PAUGAM** : oui, merci. Rapidement, effectivement, cette proposition d'une mise à disposition mutualisée des ressources publiques au service des associations va définitivement dans le bon sens, confère tout ce que l'on s'est dit tout à l'heure. Nous connaissons tous ici les difficultés criantes de la vie associative en ce moment en particulier pour celles qui emploient des salariés et donc œuvrer à une identification de leurs besoins et des moyens mutualisables pour les couvrir est un axe fort de soutien et il faut clairement passer à la vitesse supérieure là-dessus.

Aujourd'hui, je pense que c'est parmi « les derniers leviers qui restent » pour parfois garantir leur survie parce qu'ils sont aussi extrêmement tributaires des coupes budgétaires et des temporisations des autres financeurs locaux.

Malheureusement, nous ne voulons pas être alarmistes, mais nous pensons que nous allons au-devant de beaucoup de difficultés pour la vie associative et cela me préoccupe particulièrement. Tout ce qui pourra permettre de mutualiser et de soutenir, et à trouver, il faudra être très inventifs, c'est indispensable. Merci.

**Mme le Maire** : je n'aurais sans doute pas dit mieux que vous Mme PAUGAM. Effectivement, c'est aussi l'engagement de la collectivité dans une façon d'accompagner les associations et la façon aussi de démontrer aux associations à quel point nous sommes attachés à leur activité sur notre territoire. En tout cas, en ce qui nous concerne, ces agents que nous mettons à disposition, évidemment nous allons essayer de développer les choses pour qu'il y ait de plus en plus aussi de soutien à ces associations. J'en profite d'ailleurs pour les remercier puisque nous sommes en fin d'année, mais bon on ne les remercie jamais assez pour ce travail de fond qu'elles font toute l'année, effectivement, sur le territoire et de la prise en charge de différents publics, quel que soit, je dirais, l'item sur lequel elles travaillent avec nos Mulhousiens. Je mets donc cette délibération au vote.

Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un souhaite s'abstenir ? Est-ce que quelqu'un est contre ? Je vous remercie.



Pour : 41 + 7 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 4 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2+1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**23° CONVENTION D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE, DES RESEAUX DIVERS (VRD) ET DES ESPACES VERTS DE L'ACCES SUD DU CENTRE COMMERCIAL COSTCO (Voirie/8.3/1751)**

Le centre commercial anciennement exploité sous l'enseigne AUCHAN a été acquis par la société COSTCO FRANCE le 31 mars 2025.

Depuis plusieurs années, la Ville de Mulhouse assurait, en lien avec Mulhouse Alsace Agglomération, l'entretien de la voirie, des réseaux divers et des espaces verts desservant l'accès Sud du site, sur la base de conventions antérieures signées avec le syndicat des copropriétaires du centre commercial.

Afin d'assurer la continuité de ces prestations et d'adapter les engagements à la nouvelle configuration du site, il est proposé de conclure une nouvelle convention d'entretien entre la Ville de Mulhouse et la société COSTCO FRANCE.

Cette convention définit les conditions d'intervention de la Ville sur la voie d'accès Sud et les aménagements associés (voirie, signalisation, éclairage public, espaces verts).

Elle fixe les modalités techniques et financières des travaux à réaliser, ainsi que les conditions de facturation des prestations, établies sur la base des tarifs municipaux ou des marchés publics en vigueur.

Elle définit les responsabilités de la collectivité en cas d'accidents ou de dommages.

La convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1er avril 2025, renouvelable expressément par périodes de trois années.

Les dépenses et recettes correspondantes seront imputées sur les crédits prévus aux budgets concernés.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention d'entretien de la voirie, des réseaux divers (VRD) et des espaces verts de l'accès Sud du centre commercial COSTCO, entre la Ville de Mulhouse et la société COSTCO France,
- autorise Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée, à signer la convention et l'ensemble des pièces nécessaires à son exécution.

PJ : Projet de convention d'entretien de la voirie, des réseaux divers (VRD) et des espaces verts de l'accès Sud du centre commercial COSTCO.



CONVENTION D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE, DES RESEAUX DIVERS (VRD) ET DES ESPACES VERTS  
DE L'ACCES SUD DU CENTRE COMMERCIAL COSTCO

Sis 170 rue des Romains à Mulhouse

Entre :

La société dénommée **COSTCO FRANCE**, société par actions simplifiée au capital de 250 000 000 €, dont le siège est à **VILLEBON-SUR-YVETTE** (91140), 1 avenue de Bréhat, identifiée au SIREN sous le numéro 513 637 918 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés d'EVRY, Représentée par **XXX** ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu **XXX**

Ci-après dénommée « COSTCO FRANCE »

Et

La **Ville de Mulhouse**, 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020, 68948 MULHOUSE CEDEX 9, représentée par Madame Claudine BONI DA SILVA, adjointe déléguée en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 11 décembre 2025.

Ci-après dénommée « la Ville »

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Par arrêté municipal du 28 juin 1999, la société AUCHAN avait été autorisée à réaliser une 2<sup>ème</sup> voie d'accès au magasin du même nom débouchant sur le parking côté Sud. Cette voirie sera dénommée dans le présent document « accès Sud ». Comme toute autre, cette voirie nécessitait un entretien. Une première convention avait été établie le 22 juillet 2002 entre la Ville et le syndicat des copropriétaires du centre commercial AUCHAN afin de déterminer les modalités de cet entretien. Une seconde convention a été régularisée le 15 mars 2005 afin d'y associer la M2A (dénommée alors Communauté d'agglomération Mulhouse Sud Alsace – CAMSA) à laquelle la Ville a transféré ses compétences en matière de propreté urbaine.

En date du 31 mars 2025, la société COSTCO FRANCE est devenue propriétaire des lots n° 1 à 40, 42 à 45, 101, 102 et 104 à 106 dépendant de l'ensemble immobilier à usage de centre commercial (anciennement dénommé centre commercial AUCHAN) cadastré Section KA n° 493/06, KB n°217/45 et KB n° 256/45 pour une surface totale de 1ha 63a 35ca.

L'ancien syndicat des copropriétaires réglera les prestations réalisées jusqu'au 31/03/2025 conformément aux termes du courrier du 31/07/25 ci-annexé.

La convention de 2005 continue de s'appliquer suite à la cession du centre commercial, toutefois d'un commun accord entre les parties, une nouvelle convention avec la ville est mise en place avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2025.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de l'entretien des voiries et réseaux divers (VRD), des espaces verts ainsi que divers travaux concernant l'accès sud au centre commercial « COSTCO », ledit accès ayant été réalisé dans l'intérêt exclusif de la desserte du centre commercial.

Les travaux d'entretien de la voirie consistent à maintenir en état fonctionnel correct les ouvrages relevant du périmètre détaillé ci-après.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025, date à partir de laquelle COSTCO France est redevable des forfaits de travaux indiqués à l'article 5. Elle est ensuite reconductible expressément par période de trois années. La décision de reconduction écrite sera notifiée par la partie la plus diligente à la seconde partie au maximum 3 mois avant la fin de la période de validité en cours, soit le 31 décembre, au plus tard.

Article 3 - Périmètre

Le périmètre d'intervention de la Ville de Mulhouse est le suivant :

- La voie de circulation des véhicules depuis la bretelle de sortie de la Voie Rapide RD 430 jusqu'à l'entrée du parking privé du centre commercial,
- La voie mixte piétons et cyclistes depuis le pont de la bretelle de sortie de l'autoroute A36 jusqu'à l'entrée du parking du centre commercial.

Il est précisé que l'entretien de la piste cyclable située entre la Rue de Quimper et le pont de la bretelle de sortie de l'autoroute n'entrent pas dans ce périmètre.

Des plans détaillés sont joints en annexe.

Article 4 - Prestations

La Ville réalisera pour le compte de COSTCO les travaux définis dans les articles 4.1 à 4.5 ci-après. L'exécution des travaux se fera à l'initiative de la Ville ou sur demande de COSTCO.

4.1. - Travaux de voirie

Les travaux comprennent :

- Les réfections des trous, nids-de-poule, etc...
- Le traitement des fissures
- Les réfections des bordures.

La surface de l'ensemble des voiries à entretenir est de 4.300m².

Les prestations ne concernent que l'entretien courant. Le renouvellement des couches de roulement en matériaux enrobés sera pris en charge intégralement par COSTCO, la voirie en question n'étant utilisée que pour ses propres besoins.

4.2.- Signalisation

La prestation de la Ville porte sur les emprises de voiries définies à l'article 3 et comprend :

- La maintenance de la signalisation horizontale comprenant le renouvellement des tracés au sol
- Le nettoyage des panneaux de signalisation verticale et le remplacement des panneaux détériorés.

Ces prestations seront réalisées à la demande de COTSCO ou sur initiative de la Ville après validation préalable de COTSCO.

4.3.- Eclairage public

La Ville assure l'entretien du réseau d'éclairage de la voie d'accès sud comprenant :

- 20 candélabres
- 6 appliques.

La prestation comprend :

- La fourniture de l'énergie électrique
- La vérification et le nettoyage des luminaires
- Le remplacement des ampoules.

Ne sont pas compris dans la prestation de la Ville les réparations et remplacements de luminaires résultant d'actes de vandalisme manifeste.

4.4. – Espaces verts

La nature des tâches à exécuter, leur temporalité, leur répartition ainsi que le temps à y consacrer relèvera de la seule compétence de la Direction Nature et Espaces Verts de la Ville de Mulhouse qui agira en tant que Maître d'œuvre.

Les éléments d'organisation et de planification seront dépendants des nécessités de service pouvant occuper le personnel municipal et/ou les prestataires sur des missions prioritaires et sécuritaires, des facteurs météorologiques, des modes de gestion évolutifs, différenciés et durables pour un entretien plus respectueux de l'environnement et seront surtout dépendants des règles de l'art pour l'entretien des espaces verts.

Il est fait une distinction entre deux types d'entretien :

4.4.1 Les travaux d'entretien régulier :

- La fauche des prairies à la fréquence de trois fois par an maximum.
- La taille des végétaux d'ornement avec pour objectif premier de respecter la silhouette naturelle des végétaux et :
  - Quand elle est réalisée en hiver, de maintenir l'équilibre du port général, le bon état sanitaire des plantes, la mise à fleurs,
  - Quand elle réalisée en période de végétation active, de favoriser l'aoulement de jeunes rameaux florifères, la mise à fleurs, le rajeunissement des touffes, la suppression des gourmands à l'avantage de rameaux florifères.

- La taille des hales avec pour objectif de conserver leurs lignes verticales et horizontales.
- Le désherbage des surfaces plantées avec pour objectif le bon aspect global des espaces verts. Ce désherbage étant réalisé sans produits phytopharmaceutiques, la présence d'adventices devra être tolérée comme pour les autres espaces verts de la Ville.
- La propreté des espaces verts avec un objectif de résultat se traduisant par des passages aussi réguliers que nécessaire pour assurer le bon aspect général des espaces verts.

4.4.2 Les travaux d'entretien spécifiques au patrimoine arboré :

Tous les travaux d'entretien nécessaires à la préservation du patrimoine arboré et à la sécurité des personnes et des biens dès lors qu'ils sont conformes au Plan Local d'Urbanisme : élagage pour favoriser le port naturel de l'arbre, en dégagement de façade, pour le respect du gabarit piéton, routier et pompiers, abattage, essouchage ou rognage.

Ces travaux d'entretien spécifiques seront définis et chiffrés par la ville de Mulhouse. Ce chiffrage, établi au fur et à mesure des besoins constatés, sera soumis à **une validation préalable de COSTCO, sauf dans le cas de travaux d'élagage et d'abattage qui devront être conduits d'urgence pour raisons sécuritaires.**

4.5.- Autre travaux spécifiques

Outre les travaux expressément prévus à la présente convention (voirie, signalisation, éclairage public et espaces verts), la Ville de Mulhouse pourra être amenée à réaliser ou faire réaliser, pour les besoins de COSTCO, **tous travaux ou prestations complémentaires nécessaires à la bonne exécution, à la cohérence ou à la finition des aménagements publics.**

Ces interventions complémentaires pourront notamment concerner, sans que cette liste soit limitative :

- la reprise ponctuelle des réseaux existants (assainissement, eau potable, télécommunications, gaz, électricité) ;
- les travaux de raccordement, d'adaptation ou de mise à niveau des ouvrages existants ;
- la réfection ou la sécurisation de trottoirs, accotements, bordures et zones de stationnement ;
- la mise en conformité de dispositifs d'accessibilité ou de sécurité (mobilier urbain, passages piétons, feux, garde-corps, etc.) ;
- la gestion et la remise en état des espaces temporaires de chantier (plateformes, zones de stockage, accès provisoires) ;
- la plantation, le remplacement ou l'entretien ponctuel de végétaux complémentaires ;
- toutes prestations de coordination, signalisation temporaire, nettoyage ou remise en état liés aux interventions précédentes.

Ces travaux et prestations complémentaires seront définis d'un commun accord entre la Ville et COSTCO au fur et à mesure des besoins constatés, et feront, le cas échéant, l'objet d'un **chiffrage et d'une validation préalable.**

Article 5 – Facturation

Les travaux ainsi réalisés feront l'objet d'une facturation annuelle au réel, ventilée par item de travaux (voirie, signalisation, éclairage public, espaces verts, autres prestations).

Les montants facturés seront établis :

- sur la base des tarifs municipaux en vigueur applicables aux prestations concernées, et/ou
- sur la base des coûts contractuellement définis dans les marchés publics en cours d'exécution relatifs auxdits travaux.

Les prix seront révisés conformément aux conditions institutionnelles ou contractuelles applicables, notamment en cas de modification des tarifs municipaux ou de révision des marchés publics servant de référence.

La Ville de Mulhouse tiendra à disposition du bénéficiaire l'ensemble des justificatifs nécessaires à la détermination et à la vérification des prix, notamment les décomptes détaillés, bons de commande, factures fournisseurs, extraits de marchés et feuilles de temps, le cas échéant.

Article 6 - Responsabilités

La Ville sera, au regard des travaux dont elle a la charge, seule responsable des accidents ou dommages pouvant résulter, soit du marquage d'entretien des sections de routes concernées par la présente convention, soit des travaux exécutés par elle sur ces mêmes sections.

La Ville fait son affaire de l'assurance garantissant sa responsabilité civile.Elle peut décider d'être son propre assureur.

S'agissant des dommages résultants du manque d'entretien ou des travaux exécutés par les entreprises, la Ville se réserve la possibilité d'appeler en garantie les prestataires quelle aura mandaté.

La Ville, dans le cadre de l'exécution des marchés en cours, s'assurera que le titulaire en cas d'intervention dispose d'une garantie en responsabilité civile

Article 7 - Transmission des obligations de la présente convention

Dans le cas où le centre commercial viendrait à être cédé, ainsi que ses installations annexes, dont le parking, à un tiers, par quelque mode que ce soit, COSTCO s'engage à faire accepter par cet acquéreur les dispositions de la présente convention.

A défaut, il resterait personnellement tenu par les engagements qu'il a pris au terme de ladite convention.

Article 8 - Résiliation

Chaque partie se réserve la faculté de résilier la convention pour l'année suivante par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception avant le 31 janvier de l'année en cours, le cachet de la poste faisant foi.

Si l'une des parties ne remplissait pas les obligations mises à sa charge, l'autre partie peut la mettre en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut, la partie lésée a la faculté de résilier la convention dans le délai de 4 mois à l'issue de ces quinze jours par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 9 - Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 6 mois.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Mulhouse, le xxx

Pour COSTCO France

xxx

Pour la Ville de Mulhouse

L'adjointe déléguée

Claudine BONI DA SILVA

**Mme le Maire** : nous passons à la délibération 1751. Il s'agit de la convention d'entretien de la voirie des réseaux divers des espaces verts de l'accès sud du centre commercial Costco et je laisse Claudine BONI DA SILVA nous présenter cette délibération.

**Mme BONI DA SILVA** : Mme le Maire, je vous remercie. C'est une convention qui est destinée à définir les conditions d'intervention de la Ville sur la voie d'accès sud et sur les aménagements associés, que sont la voirie, la signalisation, l'éclairage public, les espaces verts. Elle fixe également les modalités techniques et financières des travaux à réaliser, ainsi que toutes les conditions de facturation des prestations établies sur la base des tarifs municipaux ou des marchés publics en vigueur et définira la responsabilité de la Collectivité en cas d'accident ou de dommages.

Elle est conclue pour une durée de trois ans à compter du premier avril 2025. Nous avons déjà une convention avec l'ancien propriétaire, elle démarre au premier avril 2025, pour qu'il n'y ait justement pas de carences en termes de couverture juridique et de responsabilité civile, mais aussi et surtout pour ne pas avoir à payer les travaux que Costco a engagés sur la partie qui ne nous concerne pas.

**Mme le Maire** : merci, pour cette présentation. Mulhouse Au Cœur souhaitait débattre du sujet. Tout va bien ? Voilà. Donc, nous allons mettre ce point au vote.

Est-ce que quelqu'un est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 41 + 7 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 4 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2+1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

#### **24° AGENCE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2026 (Cohésion sociale et vie des quartiers/7.5.6/1706)**

L'Agence de la Participation Citoyenne est chargée de la mise en œuvre du programme de démocratie participative de la Ville de Mulhouse. A cet effet, une régie personnalisée a été créée le 1er juillet 2015. Elle est, de ce fait, administrée par un conseil d'administration composé d'élus municipaux et de représentants de partenaires extérieurs.

Pour ce faire, et conformément aux statuts de cette régie, la Ville de Mulhouse met à sa disposition des moyens de fonctionnement et lui verse une subvention annuelle.

En matière de moyens humains, la Ville de Mulhouse met à sa disposition 8 ETP (équivalent temps plein), comprenant 6 chargés de mission, 2 secrétaires et une directrice. La directrice et une secrétaire sont mises à disposition à 50 % pour assurer d'autres missions qu'elles exercent dans les services de la Ville de Mulhouse.

En 2025, l'Agence a bénéficié d'une subvention de 68 530 € de la Ville de Mulhouse. Compte tenu de l'excédent de l'année précédente et de la subvention accordée par l'Etat, le budget total 2025 s'est élevé à 102 755,61 €.

Ce budget a notamment permis :

- le soutien et l'accompagnement des démarches participatives de la collectivité, en particulier sur plusieurs grands projets (renouvellement urbain, développement des mobilités douces, urbanisme transitoire sur la place Schmaltzer ...) via des concertations et des présentations de projets qui en sont issus, dans les instances participatives mais également sur le terrain, au plus près des usagers concernés,
- l'engagement et l'approfondissement de l'expérimentation relative à une plateforme collaborative urbaine à DMC, dans le cadre de l'AMI Démonstrateur de la Ville Durable,
- l'accompagnement des instances participatives qui ont retrouvé une réelle dynamique deux ans après le rapprochement des conseils citoyens et des conseils participatifs au sein d'une instance unique par secteur appelée Conseil des habitants,
- le soutien des initiatives citoyennes contribuant au mieux vivre ensemble et à l'animation des quartiers,
- la participation à l'appel à projets Courts-circuits.

Pour 2026, afin de permettre à l'Agence de poursuivre :

- l'accompagnement et l'appropriation des nouveaux espaces résultant des travaux via des démarches d'information, de médiation et d'urbanisme transitoire,
- les concertations en fonction des besoins des services de la collectivités (notamment sur le renouvellement urbain),
- la réalisation des projets du budget participatif et la préparation du prochain,
- le développement d'actions d'éducation populaire à destination des habitants et de valorisation de l'engagement,
- le travail préparatoire de renouvellement du marché de la plateforme,
- la relance des Conseils des habitants en début de mandat.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 68 530 € selon le projet de convention ci-joint.

La Ville autorise également l'Agence à reverser une partie de la subvention aux associations pour l'organisation d'initiatives portées par des habitants et notamment les fêtes de quartier et le dispositif Courts-circuits.

Les crédits sont proposés au BP 2026 :

Chapitre 65 -article 65736212 - fonction 428

Ligne de Crédit 37407 « Subvention Agence de la participation citoyenne ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution d'une subvention de 68 530 € à l'Agence de la Participation Citoyenne pour l'année 2026,
- autorise l'Agence de la Participation Citoyenne à reverser une partie de cette subvention dans la limite d'un montant de 20 000 €, aux associations dès lors que cela concerne des initiatives portées par les habitants prévus aux articles 2 et 4 de la convention liant la Ville de Mulhouse et l'Agence,
- charge le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer la convention d'objectifs et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

2 PJ :

- convention de subvention 2026
- bilan d'activité 2025 de l'Agence de la Participation Citoyenne.

## CONVENTION DE SUBVENTION 2026

Entre,

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 d'une part,  
Et

La régie personnalisée « Agence de la Participation Citoyenne », représentée par sa Présidente, Madame Aya HIMER, dûment habilitée par décision du Conseil d'administration du 3 décembre 2025 d'autre part,

Il convient ce qui suit :

### Préambule

L'Agence de la Participation Citoyenne est chargée de la mise en œuvre du programme de démocratie participative.  
Compte-tenu de l'intérêt local poursuivi par l'Agence, la Ville de Mulhouse a décidé d'apporter son soutien financier à diverses actions dans les conditions définies par la présente convention.

### Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités du soutien financier de la Ville à l'Agence de la Participation Citoyenne.  
La Ville autorise l'Agence à reverser une partie de la subvention perçue au profit d'associations ou personnes morales qui souhaitent organiser les activités telles que définies aux articles 2 et 4.

### Article 2 : Objectifs et Actions à soutenir

L'Agence s'engage à réaliser les actions suivantes :

- **le soutien des initiatives citoyennes** contribuant au mieux vivre ensemble et à l'animation des quartiers. Ce soutien se caractérise notamment par une aide financière aux associations et personnes morales qui organisent des animations de quartiers d'un intérêt local certain et s'inscrivant en cohérence des politiques publiques de la Ville,
- une aide financière pourra également être apportée à des projets citoyens définis à l'article 4 de la présente convention,
- **le soutien et l'accompagnement des démarches participatives de la collectivité.**

Cet accompagnement comprend le soutien aux services de la collectivité qui entament des démarches de concertation sur des politiques publiques ainsi que celui des instances participatives et territoriales de la collectivité.

### Le budget prévisionnel de chaque action pour 2026 est le suivant :

- le soutien aux initiatives citoyennes : 20 000 €,
- pour l'ensemble de ses missions d'accompagnement des démarches participatives : 89 743,19 €.

Pour information, pour l'année 2026, le budget prévisionnel global de l'Agence de la Participation Citoyenne s'élève 109 743,19 € et est composé de :

- 68 530 € (subvention ville de Mulhouse)
- 16 213,19 € (reliquat prévisionnel exercice 2025)
- 25 000 € (montant de la subvention Politique de la Ville sollicitée dans le cadre de l'Appel à Initiatives porté par l'Etat au titre de l'accompagnement des Conseils des habitants, sous réserve d'attribution)

### Article 3 : Montant de la subvention et modalités de reversement

Pour l'année 2026, la Ville de Mulhouse attribue une subvention de fonctionnement de 68 530 € à l'Agence de la Participation Citoyenne afin de lui permettre de réaliser ses actions indiquées à l'article 2 de la présente convention.

Le règlement de la subvention par la Ville se fera, par un versement unique, par virement au compte de l'Agence de participation citoyenne (compte Trésorerie de Mulhouse Municipale tenu au 45 rue Engel Dollfus 68097 Mulhouse) selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention et vote du budget primitif de la Ville.

Elle est créditée au compte de l'Agence selon les procédures comptables en vigueur.

En cas de non-respect des objectifs, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée. Il en est de même si le montant de la subvention excède le coût des actions.

Cette participation financière ne sera versée que sous réserve des trois conditions suivantes :

- La délibération de la Ville approuvant le budget primitif.
- Le respect par l'Agence des obligations mentionnées au titre de la présente convention.
- La vérification par la Ville que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.



#### **Article 4 : Autorisation de reversement de la subvention**

Conformément à la délibération de création de l'Agence de la Participation Citoyenne du 29 juin 2015, elle est en particulier destinée à « mieux soutenir les initiatives citoyennes ». Les fêtes de quartier et les projets citoyens constituent des initiatives citoyennes se déroulant de façon régulière dans une majorité de quartiers mulhousiens et sont ainsi destinés à être soutenus par l'Agence.

En application de l'article L 1611-4 du code général des collectivités territoriales, la Ville de Mulhouse autorise l'Agence à reverser, dans la limite d'un montant de 20 000 € pour l'année 2026, la subvention mentionnée à l'article 3 aux associations et personnes morales qui organisent des fêtes de quartiers, et des projets citoyens, relevant d'un intérêt local certain et s'inscrivant en cohérence des politiques publiques de la Ville.

Les **fêtes de quartier** se définissent comme des événements organisés par des habitants et acteurs de quartiers, conviviaux, gratuits et ouverts à tous, avec la caractéristique d'être organisés sur un mode participatif : tout habitant et acteur du quartier concerné peut y participer. La finalité de l'évènement est la création de lien social et le vivre ensemble.

Les **projets citoyens** se définissent comme des projets portés par des associations, contribuant à l'amélioration du bien-être des habitants et favorisant le lien social entre habitants d'un même quartier. Le projet devra être co-construit par des habitants et acteurs du quartier.

Les structures porteuses des fêtes, ou projets citoyens devront soumettre leur projet à l'approbation du conseil d'administration de l'Agence de la Participation Citoyenne. Ces projets seront déposés selon des modalités prévues par l'Agence.

Le reversement de la subvention donnera lieu par le bénéficiaire à la production et la transmission d'un compte-rendu financier et d'un rapport d'activité justifiant de l'utilisation de la subvention ainsi que de la production de toute pièce complémentaire sollicitée le cas échéant par l'Agence.

#### **Article 5 : Contrôles de la Ville**

En contrepartie du versement de la subvention, la régie personnalisée devra :

- d'une part, remettre avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention, un compte-rendu financier des actions menées, conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- d'autre part, fournir avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention un compte-rendu d'exécution de ces actions.

D'une manière générale, l'Agence de la Participation Citoyenne s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville de Mulhouse, de l'utilisation des subventions reçues.

#### **Article 6 : Suivi des actions**

La Ville conservera tout au long de l'année civile un contact régulier et suivi avec l'Agence de la Participation Citoyenne afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites.

La régie personnalisée s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par la Ville ou ses représentants dûment habilités, de la réalisation des objectifs et actions décrits à l'article 2, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

#### **Article 7 : Responsabilité**

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

#### **Article 8 : Durée et résiliation de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure,
- d'un commun accord entre les parties,
- par dénonciation par l'une ou l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant l'expiration de la période contractuelle.

#### **Article 9 : Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

## Article 10 : Litiges

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Mulhouse, le

Etabli en deux exemplaires originaux

Pour la Régie Personnalisée,  
Présidente

Pour la Ville, la  
le Maire

**Aya HIMER**

**Michèle LUTZ**



**L'AGENCE DE LA PARTICIPATION  
CITOYENNE : BILAN D'ACTIVITE 2025 ET  
PERSPECTIVES 2026**

**Ses activités ont été principalement les suivantes :**

### 1. L'accompagnement des projets de la collectivité à travers des concertations, de l'information et/ou des démarches d'appropriation

L'important travail de concertation et d'appropriation démarré en 2023 a nécessité d'être poursuivi en 2025 sur deux grands projets urbains : le développement des mobilités douces et le Renouvellement Urbain. Il en est de même pour l'expérimentation lancée en 2023 sur le projet DMC jumeau numérique dans le cadre de l'AMI Démonstrateur de la ville durable. Enfin, l'Agence de la Participation Citoyenne a accompagné plusieurs démarches proposées par des services thématiques ou des habitants investis dans les instances participatives.

### Les grands projets urbains

#### - L'accompagnement du projet de **développement des mobilités douces sur l'axe Briand/Franklin** :

- o La complexité des travaux n'a pas permis le déploiement de la démarche d'appropriation positive sur l'axe Briand/Franklin telle qu'elle avait initialement été pensée. Pour mettre en œuvre l'accompagnement des habitants dans la compréhension des transformations et favoriser de nouveaux usages positifs, l'Agence a mis en œuvre les actions suivantes :
  - Enquête d'usages sur le stationnement place Franklin.
  - Organisation en juin de deux temps d'informations à destination des habitants sur les travaux réalisés sur l'axe Briand-Franklin et les bénéfices attendus : un atelier pratique ouvert à tous sur la dalle fruits et légumes du marché et une visite de chantier ouverte aux riverains et acteurs du quartier.
  - Durant l'été et jusqu'à la livraison des travaux, des actions d'information positive avec les médiateurs citoyenneté et travaux, au marché tous les mardis et jeudis pour distribuer les lettres infos-chantiers et être à l'écoute des remontées des usagers.
  - Depuis septembre, l'animation d'un groupe de travail inter-services permettant de suivre la manière dont les habitants et les usagers s'approprient ces nouveaux espaces et d'accompagner la médiation dans la mise en œuvre.
- L'accompagnement des **projets de renouvellement urbains Coteaux et Fonderie**

Citoyenne est intervenue sur l'appui méthodologique de cette démarche de diagnostic et sur la formation à la méthode d'animation des ateliers.

- L'accompagnement des **projets citoyens**

En 2025, l'Agence s'est particulièrement mobilisée pour permettre à des projets citoyens, émanant de conseils des habitants, mais d'ampleur importante, de se concrétiser rapidement. Par un travail de coopération renforcée avec les conseils des habitants, les services techniques et la gouvernance politique de la ville, trois projets ont pu voir, dès 2025, les premiers travaux initiés.

o *Les aménagements de la rue de la Branche*

Cet espace était utilisé de longue date de manière informelle et souffrait de problèmes récurrents de mécanique sauvage et de dépôts d'encombrants. Après une concertation en octobre 2024, les habitants ont privilégié trois usages : sport, jeux et stationnement. Le projet finalement retenu prévoit un parking gratuit, une station VéloCité (déjà réalisés), et un futur terrain multi-sports.

L'aménagement du parking a été réalisé dès cet été. Quant au terrain de pratique sportive qui correspond à une demande des jeunes du quartier, il sera engazonné et équipé de cages de foot rétractables courant de l'automne et accessible aux associations via une convention.

Un travail est en cours au niveau du conseil des habitants et des acteurs du quartier pour imaginer comment porter collectivement l'utilisation de ce terrain de pratique sportive. Il y a en effet un enjeu d'expérimentation en vue d'aménagements plus pérennes.

o *L'espace Saint-Nazaire à Bourtzwiller*

Ce projet est né de la rencontre de la volonté de la ville et des habitants de pacifier les usages de cet espace et de permettre aux habitants de s'approprier cet espace vert, situé en plein cœur de quartier.

La définition de cet espace par les habitants avait permis de créer un projet en 2023 suite à une concertation menée dans le quartier.

En 2025, le travail réalisé par l'APC en transversalité avec les services techniques et le service des sports, a permis d'affiner le projet à travers des études de faisabilité et un travail sur le financement, pour aboutir à un projet définitif dont la mise en place a commencé à l'été 2025.

L'espace vert Saint-Nazaire accueillera deux espaces : l'un de convivialité avec l'installation de tables, bancs, poubelles sous la partir arborée qui permettra aux familles de s'installer confortablement pour profiter de l'ombre des arbres et l'autre espace (côté rue de l'armistice) sera amélioré par l'installation d'agrès de sports à l'horizon du premier semestre 2026.

Ces aménagements font suite à l'installation d'une fontaine au printemps 2024, plébiscitée par les habitants et très utilisée depuis.

o *Projet d'urbanisme transitoire Place Schmalzer*

o Le projet de renouvellement urbain des Coteaux est entré en phase opérationnelle et l'Agence de la Participation Citoyenne accompagne l'appropriation de ce projet urbain. En 2025, l'agence s'est appuyée sur une doctorante en architecture, Claire Bassail-Noyer pour mener à bien un projet de construction participative d'une maquette du quartier à partir d'un plan. A raison d'une fois par semaine pendant une année, au sein de l'espace citoyen situé au centre socioculturel AFSCO et avec l'aide de plus de 50 habitants des Coteaux, cette maquette qui présente le quartier tel qu'il existe aujourd'hui, du point de vue du bâti mais aussi de la topographie, a pris forme. Le projet a été conçu de manière à pouvoir également intégrer les mutations en cours via des éléments amovibles et matérialiser les nouvelles constructions via un jeu de briques.

Cet outil pédagogique très accessible qui présente le quartier tel qu'il est aujourd'hui et sera demain a vocation à être utilisé pour aider les habitants du quartier à comprendre les transformations à l'œuvre. Elle a déjà été mobilisée à deux reprises lors de temps forts (terrasse de Matisse organisée par l'ASCO et journée écocitoyenne organisée aux Coteaux en septembre par le conseil des habitants).

o Le projet de renouvellement urbain du quartier Fonderie a vu cette année la livraison de nouveaux aménagements. A l'occasion de l'inauguration de la place Kleber, le travail de concertation réalisé sur la rue St-Fiacre et l'ilot maraîcher a été rappelé. L'Agence a également organisé un temps dédié avec le service de l'urbanisme pour présenter un état d'avancement du projet aux membres du conseil des habitants de Fonderie.

**Accompagnement de plusieurs démarches proposées par des services thématiques ou des habitants investis dans les instances participatives.**

- La poursuite des concertations qui nourrissent la réflexion sur la **Bibliothèque de demain**

En 2019, le réseau des bibliothèques de Mulhouse avait sollicité l'accompagnement de l'Agence pour mener une concertation pour imaginer avec les usagers la physiologie idéale de la bibliothèque de demain. Cette démarche s'est poursuivie cette année à travers 3 temps de concertation, organisés en avril selon des modalités différentes pour toucher un maximum d'habitants, qu'ils soient usagers ou pas.

La première rencontre, ouverte à tous les Mulhousiens (30 participants) et organisée à la bibliothèque Grand rue, a permis de recueillir les idées et attentes des participants autour du futur des bibliothèques (des lieux créatifs, conviviaux et surprenants, adaptés aux usages de demain). Un atelier dédié aux jeunes de 11 à 25 ans (15 participants) a ensuite permis d'explorer leurs usages, envies et représentations des bibliothèques de demain, dans un cadre d'échanges dynamiques et collaboratifs. Une dernière étape de terrain sur la dalle du marché a permis d'aller à la rencontre des habitants (100 personnes interrogées) et de compléter la réflexion sur le rôle et les services futurs des bibliothèques mulhousiennes.

- L'accompagnement de la **démarche Ville Amis des aînés**

L'Agence de la Participation Citoyenne a accompagné en 2025 le service « Personnes âgées » de la Ville de Mulhouse dans la mise en œuvre du diagnostic territorial dans le cadre du processus de labellisation « Ville Amie des Aînés » (VADA).

Déjà engagée dans cette démarche entre 2016 et 2018, l'Agence de la Participation

La troisième phase, prévue d'octobre à décembre 2025, vise à co-construire le cahier des charges de la plateforme avec les associations, en organisant des ateliers participatifs. Parmi les innovations envisagées, figurent l'intégration d'Open Badge pour valoriser l'engagement associatif et un système de mutualisation active des ressources.

Ce projet, d'abord porté par l'Agence au titre d'une expérimentation basée sur la participation citoyenne, s'est progressivement affirmé comme un sujet central au service du soutien de la vie associative. Son portage sera transmis en 2026 au Carré des associations, qui continuera à le développer dans une logique de durabilité, face à la baisse des financements publics, en optimisant les moyens existants et en valorisant les compétences locales. Les prochaines étapes incluent le développement d'outils adaptés et une campagne de mobilisation pour une adoption massive par les associations et les habitants des quartiers prioritaires.

## 2. L'accompagnement des instances participatives

En s'appuyant sur une culture de la participation initiée en 2014 avec la démarche *Mulhouse c'est vous*, la ville de Mulhouse conforte son engagement en faveur du pouvoir citoyen.

Permettre aux citoyens qui le souhaitent de prendre une part active au devenir de leur ville et les accompagner dans une réalisation collective de leur engagement constituent toujours un pilier de l'action municipale.

Suite à la redynamisation des instances participatives en 2022-2023, les conseils citoyens et conseils participatifs ont fusionné, si bien que depuis début 2024, chaque secteur de la ville dispose d'un conseil unique des habitants. Chacune des instances a son propre fonctionnement (modalités de travail, d'animation ; fréquence des rencontres ; sujets travaillés...). Par contre, l'Agence accompagne cette nouvelle forme d'organisation et de synergie des forces vives qui composent ces instances, au service d'une dynamique collective.

En 2025, on retrouve sensiblement les mêmes chiffres qu'en 2024, à savoir une quarantaine de réunions plénières et une cinquantaine de réunions thématiques sous forme de commissions programmées sur l'ensemble des 6 secteurs. Outre cette stabilité sur le rythme des réunions, nous constatons une stabilité de l'engagement autour de niveaux durs d'une vingtaine de participants réguliers par instance pour 393 personnes inscrites.

## Les projets des conseils

La dynamique s'observe aussi par la mise en œuvre de nombreuses actions. A l'initiative de ces actions, les conseils bénéficient de l'accompagnement des équipes de l'APC qui interviennent en appui pour aider les habitants à structurer leurs initiatives et leur permettre de se transformer en projets concrets.

Pour exemples :

- **A D8** : Le conseil citoyen du quartier D8 a organisé en avril une journée écocitoyenne pour sensibiliser les habitants à la propreté et au respect de l'espace public.

La dynamique de participation citoyenne s'est pleinement exprimée à travers le projet de réorganisation de la place Schmalzer, qui a permis d'expérimenter de nouvelles formes d'implication des habitants dans la transformation de leur cadre de vie. Cette démarche s'est appuyée sur un accompagnement continu du conseil des habitants par l'APC, favorisant l'apprentissage, l'autonomie et la co-construction avec les services de la Ville.

Ce projet est avant tout l'histoire d'une mobilisation collective, portée par le conseil des habitants et accompagnée pas à pas dans une démarche participative. Au fil des mois, les membres du conseil se sont appropriés des outils et méthodes leur permettant d'observer, de comprendre et de co-construire leur environnement : diagnostic en marchant, enquêtes de terrain, observation des usages, élaboration de scénarios, co-conception avec les services municipaux, animation d'ateliers et évaluation.

Cette montée en compétence progressive a permis au groupe de devenir un véritable acteur du projet, capable de faire émerger une vision commune d'un espace public repensé, plus convivial et plus vivant. La future place Schmalzer incarne ainsi le fruit d'un travail collectif au long cours, nourri par l'écoute, la concertation et l'envie partagée de créer un lieu de vie au cœur du quartier, tout en prenant en compte les contraintes budgétaires et administratives.

Au-delà de la transformation de la place elle-même, cette expérience illustre la capacité des habitants à devenir forces de proposition et partenaires à part entière de l'action publique. Elle nourrit également la réflexion actuellement en germe autour du développement d'un laboratoire d'éducation populaire, que l'Agence prévoit de développer progressivement à partir de 2026 à destination des conseillers mais aussi plus largement des habitants du territoire.

## Plateforme collaborative urbaine à DMC

Née dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Démonstrateurs de la ville durable » œuvrant pour faire de DMC un quartier inclusif, résilient et ancré dans son tissu urbain, ce projet de Plateforme collaborative citoyenne repose sur une méthodologie agile, où à chaque étape, l'équipe s'adapte aux constats et aux retours des acteurs de terrain.

Elle constitue l'une des réponses apportées au questionnement initial posé aux habitants : Si l'outil « jumeau numérique » peut aider à gérer des bâtiments, est-ce qu'il pourrait aussi servir à mieux connecter les habitants, les associations, les projets entre eux ?

Lancé en 2023 avec des ateliers participatifs, le projet a impliqué deux associations pilotes pour développer une application sur mesure. En 2024, une première version a été testée avec La Petite Manchester et Le Rezo!, avant d'envisager une généralisation à d'autres usages comme le partage de locaux ou de ressources. En 2025, une « version 0 » open source a été développée, en intégrant en continu les retours des utilisateurs et des associations partenaires.

Cette phase a confirmé les besoins récurrents des associations en matière de locaux, de matériel et de bénévoles, déjà identifiés par l'Observatoire Local de la Vie Associative (OLVA) en 2022. Un diagnostic approfondi mené en 2025 a renforcé la pertinence d'une solution mutualisée.

rencontrer d'autres habitants et à donner de la visibilité à leur action auprès d'eux.

Ils ont ainsi participé à des temps forts tels que la Fête du jardin partagé de la Filature et la fête de quartier Fonderie où ils ont animé une consultation à partir d'une carte interactive invitant les habitants à donner leur avis autour de ce qu'ils aiment ou pas dans leur ville.

Actif également sur le sujet de la valorisation patrimoniale, le conseil a travaillé avec les commerçants et les services de la ville à végétaliser le passage du théâtre pour le rendre plus attractif.

Sur la problématique de l'hygiène publique et suite à une réflexion autour de la rénovation de l'ancienne pissotière rue courte, les conseillers ont invité les services à réfléchir avec eux au sein d'un groupe de travail sur la question des toilettes publiques à Mulhouse pour être force de proposition et accompagner les démarches de la Ville dans le sens d'une amélioration de ses services.

Le conseil souhaite également soutenir la tradition de la cavalcade, en s'impliquant dans l'organisation et éventuellement en créant un char de la participation ou des habitants.

Cette proposition, partagée avec d'autres conseillers lors d'une visite des locaux du Carnaval et de son musée, sera évoquée lors du groupe de liaison de décembre comme une perspective 2026 inter-conseils.

- **A West** : Sur la dimension « amélioration du cadre de vie », ce conseil a porté trois mises en accessibilité (l'une d'un passage protégé, les deux autres de la chaussée). Il s'est impliqué aux Coteaux à la demande d'habitantes de ce quartier, conviées à plusieurs reprises à venir participer au conseil cette année, dans la réflexion autour de l'amélioration de la sécurité aux abords du nouveau groupe scolaire Claire Roman.

Les conseillers ont ainsi participé à une réunion organisée sur site en présence du service voirie, du service espaces verts, du directeur de l'école et des parents d'élève pour évaluer les besoins et proposer la création d'un passage surélevé. Le conseil se prononcera dans les semaines à venir sur un potentiel financement de cet aménagement, qui sera complété par la réalisation par les enfants de panneaux signalant la présence de l'école et un renforcement de la verbalisation contre la vitesse excessive.

Outre l'organisation d'une nouvelle journée écocitoyenne aux Coteaux en septembre pour sensibiliser les habitants à la production excessive des déchets et des nuisances occasionnées dans le cadre de vie et l'environnement, le conseil a soutenu l'aménagement d'un jardin partagé au centre socioculturel Bel-Air, le réaménagement de la guinguette de l'AFSCO et la reconstruction de la paillote pilotée par le Moulin Nature.

Sur le secteur Dornach, il a poursuivi son travail de plantation, que ce soit sur la placette rue de Belfort, avec la plantation d'une haie fruitière à l'école Haut-Poirier qui a fait de son site un conservatoire de la biodiversité par convention avec la LPO ou encore au parc de la Croix-bleue.

- **A Drouot** : le conseil a porté des travaux d'amélioration du cadre de vie suite à un diagnostic en marchant réalisé fin 2024. Un passage protégé Rue de l'III est en cours de réalisation, les arceaux vélos sur la Place Hauger ont fait l'objet de réparation et d'une signalisation, le marquage rue du 57e RT a été renforcé et

Au programme : des déambulations théâtrales dans trois quartiers, où des acteurs déguisés en super-héros ont interpellé les passants devant des dépôts sauvages, accompagnés d'affiches et d'échanges avec les habitants, des ateliers variés (tri des déchets, réparation de vélos, etc.) proposés par des associations locales.

Cette journée a renforcé la mobilisation collective et inspiré une deuxième édition d'ici la fin de l'année. Il a également travaillé sur le projet de « rue de la Branche ».

Ces aménagements transitoires ont pour objectif d'apaiser les usages sur des espaces où s'observaient des dysfonctionnements et d'en tester de nouveaux usages en vue d'aménagements plus pérennes.

Constatant que, dans ce quartier très fréquenté, de nombreux habitants souffraient d'isolement, le conseil et des acteurs locaux ont imaginé profiter de ce lieu gratuit et accueillant qu'est l'Espace Citoyen pour proposer des moments conviviaux (café, thé, jeux, activités animées par des associations) pour recréer du lien social.

Depuis fin mars 2025, le café solidaire ouvre chaque lundi après-midi pendant deux heures, avec une dizaine de participants par session. Après 23 ouvertures depuis le mois d'avril, la phase test est jugée réussie. En 2026, le projet devrait s'enrichir de sorties culturelles, de divers ateliers (couture, art-thérapie), d'actions d'auto-financement (vente de crêpes) et de l'implication de nouvelles associations du quartier.

- **Manufactures** : le conseil s'est mobilisé sur l'important projet de réorganisation spatiale de la place Schmalzer afin de créer un espace de convivialité dédié aux habitants du secteur. Il a réalisé un diagnostic participatif d'usages, participé à la co-conception du projet avec les services de la Ville, s'est investi dans les ateliers participatifs de construction du mobilier urbain... Le résultat de ce travail de plusieurs mois a été éprouvé dès la mi-juillet puisque la place Schmalzer a accueilli durant tout l'été la programmation de « Quartiers d'été » du secteur.

La commission « animation » de ce conseil a pris une part active à cette programmation ainsi qu'à la mise en œuvre des manifestations. Elle s'est aussi investie sur l'organisation de la fête du Lien, portée administrativement par l'Essentiel (Armée du salut). Ce fut l'occasion pour le conseil de proposer un stand d'information sur l'instance. Quant à la commission patrimoine du conseil des habitants, elle s'est impliquée dans le projet « balades en écritures » porté par la Manufacture des songes.

Ce même projet, financé au titre du Contrat de Ville, a été co-conçu avec les membres du conseil.

Ce conseil, dont la dynamique repose sur des commissions thématiques, participe de manière active aux coordinations territoriale qui rassemblent ponctuellement différents acteurs associatifs et institutionnels. L'expertise d'usages des conseillers-habitants alimente les réflexions des partenaires au service de projets pensés, construits et portés collectivement.

- **A MGC** : Outre les projets de voirie sur lesquels se conseil se mobilise chaque année (en 2025, participation à une étude pour un projet de création d'un passage surélevé rue de Stalingrad afin de répondre aux problématiques de sécurité des piétons et cyclistes, réalisation en cours d'un mini-giratoire à l'intersection Nordfeld/Roger Salengro), les conseillers ont travaillé à

des campagnes de sécurité routière ont été menées Rue E. Jolly / L. Bourgeois et Place Hauger.

Le conseil s'est aussi particulièrement mobilisé sur des questions d'hygiène en lien avec des nuisances observées dans le quartier, que ce soit par des signalements réguliers sur la présence de rats, ou des demandes d'étude pour la pose de corbeilles et canisacs à de nouveaux emplacements.

En lien avec le budget participatif « mobilités douces », le conseil a travaillé sur une consultation proposée aux habitants du quartier lors de l'inauguration de l'aire de convivialité dans le square Odile Hubler. Il s'agira de définir collectivement les usages et les ambiances attendues pour un futur projet d'aménagement susceptible d'être porté par le conseil.

Enfin, le projet d'implantation d'une boîte à livres à l'école Drouot a fait l'objet d'une remobilisation des partenaires au côté du conseil, tout en travaillant à impliquer tout au long de l'année scolaire 2025-2026 les élèves et leurs parents en lien avec l'école.

- **A Bourtzwiller :** ce conseil s'est mobilisé sur des projets cadre de vie. Le projet de l'espace vert Saint-Nazaire a vu le lancement des travaux durant l'été. Il est prévu qu'il accueille un espace de convivialité avec des tables, bancs, poubelles sous la partir arborée accueillant pour les familles et un espace équipé installation d'agès de sports.

Suite à des diagnostics en marchant et à la rencontre d'un collectif de voisins de la rue des Tallis/rue, des travaux de sécurisation de la voirie, à proximité du collège, à la sortie de l'école Brossollette et sur un chemin piéton ont été réalisés. Les conseillers ont porté plusieurs projets autour de la sensibilisation à la santé et à la citoyenneté.

C'est ainsi que ce conseil a souhaité accueillir à Bourtzwiller une étape de l'Eurotour en mai dernier pour permettre une sensibilisation des jeunes et des habitants du quartier à la citoyenneté européenne à travers des animations ludiques et pédagogiques.

Quatre temps de sensibilisation des habitants du quartier à la consommation de puffs/protoxyde d'azote et de tabac ont également été organisés en avril, de manière participative. Ils ont été invités successivement à un ramassage de mégots, un temps de création de slogan anti-tabac graffé sur l'espace public, une distribution de cendriers de poche et à l'installation d'un mégotier proche de l'Espace citoyen Grim'z.

Enfin, les conseillers se sont investis dans la course solidaire Les Mulhousiennes, en mobilisant les associations et habitants du quartier dans une équipe « Team Mulhouse » (80 personnes au total) pour créer une dynamique collective dans le quartier autour d'une cause commune, favoriser la cohésion sociale entre les associations et les habitants, promouvoir la pratique sportive et la prévention santé dans le quartier et participer à un événement solidaire emblématique de la ville.

L'implication des instances dans les différentes démarches portées par l'Agence continue à être recherchée. Les projets de cette année ont même amené les équipes

de l'Agence à associer davantage les conseillers aux processus de conception des concertations ainsi qu'à la fabrication des outils correspondant. Ce volet méthodologique apparaît intéressant à investir à travers la réflexion en cours pour structurer un laboratoire d'éducation populaire.

### **Le travail en inter-instances**

L'année 2025 a permis de relancer le travail en inter-instances sur un certain nombre de sujets. Au terme d'une année de travail, l'ensemble des conseils a pu réactualiser les guides de quartiers produits en 2017. Après une phase réflexion sur les informations pertinentes et propres à chaque quartier, les conseillers se sont investis pour mettre à jour les coordonnées. Leur diffusion s'est effectuée entre avril et septembre 2025 sur les temps forts de l'été et se poursuit notamment par une mise à disposition dans les Espaces Citoyens.

L'inter instance a également investi le champ de la culture à travers plusieurs actions symboliques et fédératrices. Le « cadeau de fin d'année 2024 » s'est concrétisé en début d'année suivante par une rencontre avec l'Orchestre National de Mulhouse (ONM) (participation à la générale et présentation de la structure dans le cadre d'un échange entre les conseillers, un musicien et la responsable des publics de l'ONM). Par la suite, l'ONM et La Scène nationale sont intervenus lors du Conseil Drouot, exceptionnellement tenu à La Filature, pour présenter leurs démarches et renforcer le lien entre les acteurs culturels et les instances de participation.

Enfin, l'ONM a invité les conseillers à venir assister à la présentation de sa saison et au concert « Voyage au cœur de l'Amérique ». Partant du constat que cette thématique suscite l'intérêt de conseillers de plusieurs instances, l'Agence réfléchit à la façon de l'investir dans la durée, afin de créer les conditions d'un dialogue efficace entre structures culturelles et habitants. Avec l'enjeu de favoriser l'interconnaissance et d'amener les structures culturelles à mieux prendre en compte les attentes des habitants. Le cadeau offert aux conseillers fin 2025 les invitera ainsi à découvrir le centre national chorégraphique qui est aussi le ballet de l'Opéra national du Rhin, à travers la participation d'abord à la générale d'un spectacle, puis sans doute à des rencontres et visites.

Dans l'optique d'améliorer les dispositifs existants et de préparer la relance des instances courant 2026, un travail de partage avec les conseillers autour de dispositifs et de pratiques (statut et modalités d'élection des référents habitants par exemple), d'outils de gouvernance (charte des instances et kit d'accueil réactualisés) et de communication (inventaire, modération, RGD, charte de bon usage des groupes whatsapp à destination des acteurs et habitants pour partager de l'information sur ce qu'il se passe dans chaque quartier) a été réalisé. Dans cette même perspective, l'équipe de l'Agence a commencé à élaborer une formation autour de l'engagement.

A travers notamment un jeu conçu spécifiquement à partir des missions d'un conseil, elle se donne pour objectif de permettre à chaque futur conseiller d'avoir un engagement efficient, en l'amenant à vérifier que ses attentes sont alignées avec le cadre proposé dans l'instance.

### **Le volet « cadre de vie des conseils »**

La préoccupation et l'engagement des instances sur l'environnement et le développement de la qualité du cadre de vie s'est exprimée à travers plusieurs

diagnostics en marchant réalisés en 2025 et leur participation aux opérations « Prox' Quartiers ».

Cet engagement citoyen des conseillers habitants nécessite de la part de l'APC un travail de facilitation des coopérations entre les services de la Ville, les instances elles-mêmes et les acteurs des territoires. Avec pédagogie, elle joue un rôle de médiateur en expliquant les contraintes des services gestionnaires (réglementaires, budgétaires, calendaires...) aux habitants, et en favorisant l'écoute et la prise en compte par les services des préoccupations et attentes des habitants. Cette approche favorise la recherche du consensus et permet d'aboutir à des solutions coproduites, concrétisées par des réalisations tangibles.

L'expérience des projets citoyens a rendu nécessaire un renforcement de la coopération entre l'Agence et les services techniques. Elle s'est traduite concrètement par un travail d'appropriation mutuelle sur les outils de pilotage partagé, une plus grande régularité des échanges avec les services techniques sur les thématiques propreté, voirie, espaces verts, tranquillité publique et la mise en place de référents par service pour le suivi des projets.

Les conseils disposent également d'une instance de coordination composée de deux référents de chaque instance dont Mulhouse Aînés, appelée « groupe de liaison ». Ses réunions font partie intégrante des rencontres inter-instances qui permettent, au cours de l'année, de mettre en commun et coordonner les actions des conseils, d'évoquer certains sujets de réflexion ou actualités de l'APC.

Ce groupe de liaison se réunit traditionnellement à deux reprises chaque l'année pour arbitrer de manière collective l'engagement des projets de plus de 10 000€. Compte-tenu du nombre des projets en 2025, du travail de coopération renforcée avec les services, il a été nécessaire de le convoquer à trois reprises, en avril, en juin et en décembre 2025.

Il est intéressant de noter qu'en 2025, le groupe de liaison a aussi permis d'investir davantage les échanges « inspirants » entre conseils, pour partager des initiatives inédites, des démarches duplicables et des bilans sur le fonctionnement des instances durant ce mandat.

L'Agence réfléchit à enrichir la fonction de cette instance, pour en faire à l'avenir un espace de mise en commun au service d'une dynamique d'engagement encore plus riche et collaborative entre les conseillers habitants.

Les projets réalisés cette année ont été réparti entre les différents secteurs de manière relativement égalitaire, pour des projets tels que la création d'un giratoire, l'aménagement d'un parking, la réfection de la voirie, la végétalisation et le remplacement d'arbres ....

Le renforcement de la coopération avec les services techniques a permis d'atteindre un montant des réalisations qui avoisine les 275 000 euros. Un travail d'anticipation a également été mené par l'Agence avec les conseillers afin de permettre dès la fin de l'année 2025 l'établissement d'une programmation 2026 de travaux portés par les conseils et validés en groupe de liaison en décembre. Et ce malgré la mise en sommeil des instances à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Le bilan 2025 est positif et fait état d'un dynamisme toujours fort des conseils et d'une collaboration de mieux en mieux coordonnée avec les services mobilisés dans la réalisation des projets.

### **Visites à destination des conseils**

Ces visites ont pour objet de faire découvrir des équipements, des services et acteurs de la ville aux conseillers et ainsi leur permettre d'accroître leur connaissance du territoire. Ces visites sont proposées aux conseils des habitants, ainsi qu'au conseil Mulhouse Aînés. Les conseils des jeunes et celui des ados sont conviés à ces temps de découverte. Cette démarche a vocation également à favoriser la rencontre et l'interconnaissance entre les différents conseils.

Visites réalisées en 2025 :

- 25.03.25 Radio MNE et site historique DMC (avec le CIAP)
- 24.04.25 Bibliothèque Grand Rue
- 02.06.25 AFUT
- 11.07.25 Parc Wallach
- 28.08.25 Verger et vignoble de la Ville
- 02.10.25 Locaux et musée du Carnaval de Mulhouse
- 20.11.25 Centre d'incinération (Sivom)

### **Le temps fort de rencontre annuelle des instances participatives**

Depuis maintenant 6 ans, les conseils des habitants et Mulhouse Aînés ont impulsé et réalisé des projets, vécus au quotidien l'engagement et l'action collective. Ils ont également été confronté aux questions de gouvernance partagée, dans le cadre de l'action publique.

Malgré cette déception, la soirée s'est poursuivie dans une ambiance conviviale autour d'un buffet préparé par « Un petit truc en plus » et d'un gâteau d'anniversaire, offrant aux participants l'opportunité d'échanger et de consulter les éléments scénographiques et les souvenirs de projets exposés.

La scénographie de la soirée a mis en valeur des objets emblématiques des actions de l'APC, comme la machine du bonheur et le triporteur..., restituant ainsi de manière visuelle et vivante les projets menés. Les invités ont également pu visionner un montage vidéo de souvenirs de projets, renforcer leur sentiment d'appartenance et de contribution à la vie locale.

Un photobooth et un livre d'or étaient à leur disposition pour immortaliser l'événement et laisser des messages. Enfin, la brochure anniversaire retraçant le chemin parcouru et les actions de l'APC sur ces dix années a été remise aux participants.

### **Plan de communication**

Pour valoriser cet impact, un vaste plan de communication a été déployé afin de mettre en lumière tout le travail effectué en une décennie.

Une identité visuelle anniversaire a été conçue, avec un logo « 10 ans de l'APC » et une brochure dédiée.

Tout au long de l'année, une série d'interviews diffusées sur Radio ECN a donné la parole aux acteurs de terrain, élus et agents. Une page dédiée sur la plateforme Mulhouse C'est Vous a retracé chaque mois les démarches emblématiques de l'APC. L'information a été relayée sur les réseaux sociaux et dans la newsletter.

En interne, l'APC a mis en place plusieurs actions pour faire découvrir la culture de la participation au sein de la collectivité. Un quiz et une matinée « Découvre mon job » ont été proposés aux agents pour leur permettre de mieux appréhender le rôle et les missions de l'Agence.

Ce plan de communication se clôture par la réalisation en cours d'une vidéo rétrospective mêlant images d'archives et interviews de figures représentatives de la démocratie participative locale.

### **4. Budget participatif « mobilités douces » : les premières réalisations**

Lancé en 2023, le budget participatif « mobilités douces » est entré en 2025 dans sa phase de réalisations. Doté de 500 000 € consacrés par la Ville de Mulhouse à des projets imaginés et votés par les Mulhousiens, ce dispositif participatif dédié aux mobilités douces est une occasion de faire comprendre aux habitants les transformations à l'œuvre dans le cadre de chantiers urbains structurants qui vont profondément modifier le paysage mulhousien dans les années à venir. Il offre également la possibilité aux habitants de venir enrichir la dynamique du projet municipal en proposant et choisissant des projets en lien avec la thématique des mobilités douces.

### **Neuf projets plébiscités**

Au total, près de 4 500 personnes ont participé au vote de ce second budget participatif, soit 50 % de plus que pour la première édition qui avait mobilisé un peu moins de 3 000 votants. 9 projets ont retenu plus particulièrement l'attention des votants.

Il était important pour l'Agence de prendre en compte et de capitaliser sur cette expérience riche et contrastée, afin d'analyser pour l'améliorer le fonctionnement et la gouvernance des futures instances de participation. Les conseillers ont donc été conviés à un temps de bilan partagé sous forme d'ateliers participatifs, où ils ont pu évaluer leur niveau de participation sur l'échelle de la participation, leur niveau de satisfaction concernant les modalités d'organisation des conseils et réaliser un exercice d'introspection réfléchissant aux raisons de leur participation à ces conseils.

A la fin de chaque année, il est de coutume de rassembler les conseillers à l'occasion d'un temps fort qui a vocation à valoriser leur engagement mais aussi à leur permettre de se rencontrer et de partager leurs expériences. Programmé le 17 décembre, ce moment festif de remerciements sera aussi celui de la mise en sommeil provisoire des instances jusqu'aux prochaines élections.

Les conseillers enfants, jeunes et ados se joindront également à cette rencontre qui amènera chaque conseil, après le temps officiel, à partager avec les autres un projet dont il est fier.

Des animations seront proposées aux conseillers (jeux, karaoké, musique, piste de danse) ainsi qu'un buffet pour la convivialité. Comme en 2024, le traditionnel cadeau offert aux conseillers sera aussi créateur de lien puisqu'il leur permettra de découvrir ensemble une institution culturelle mulhousienne.

### **3. Les 10 ans de l'APC**

#### **La soirée anniversaire**

L'Agence de la participation citoyenne a fêté ses dix ans d'existence en 2025, dix ans de consultations, de budgets participatifs, de réalisations concrètes, d'échanges, d'innovation et d'implication des Mulhousiens dans la vie publique. Pour lancer cette célébration, un événement festif a été organisé le 28 février 2025 à Motoco, réunissant les élus, agents et partenaires ayant contribué au développement de la participation citoyenne à Mulhouse.

Cette soirée anniversaire visait à mettre en lumière l'engagement et les réalisations d'une décennie de participation citoyenne à Mulhouse.

Dès septembre 2024, l'APC a préparé un spectacle participatif en recueillant des témoignages auprès des acteurs, citoyens engagés et conseillers habitants. Ces échanges, constituaient le matériau riche et précieux à partir duquel un spectacle de théâtre forum a été préparé. En parallèle, l'Agence avait constitué un dossier sur la base d'un bilan global de ses dix ans d'actions, pour candidater au « Label Ville citoyenne ».

La soirée a débuté par l'accueil des invités, suivi des discours d'ouverture de Mme Le Maire et d'Aya Himer, présidente de l'APC. Ces interventions ont rappelé l'importance de la participation citoyenne et souligné les réalisations majeures de l'APC. L'un des temps forts de la soirée a été la remise du label « Ville Citoyenne » par Julien Goupil, président et fondateur d'Empreinte Citoyenne, reconnaissant ainsi l'engagement de Mulhouse à l'échelle nationale.

Le spectacle théâtral, inspiré des témoignages recueillis, devait permettre de valoriser, en les mettant en scène, les expériences et engagements des citoyens. Mais il n'a pas su ni les restituer correctement ni créer la dynamique interactive espérée avec le public.



- Ecole Pierrefontaine - A partir du patrimoine architectural et industriel (SACM, KMO, DMC) de Mulhouse, les enfants ont réalisé un décor de passage piéton en interprétant les architectures des bâtiments emblématiques mulhousiens.

Coût de l'opération : 39 406,32 € TTC

- *Expérimenter la signalétique phosphorescente au sol :*

« Expérimenter la signalétique phosphorescente au sol » résulte d'un processus de fusion lors duquel plusieurs porteurs de projets ont été accompagnés par l'Agence pour travailler sur les convergences. Il s'agit de rendre visible la nuit certains aménagements pour piétons et cyclistes, actuellement non éclairés.

Après la réalisation de tests de peinture phosphorescente et de réunions intégrant les services co-pilotes et les porteurs de projet, la voie verte située quai des Cigognes le long de l'Ill en contrebas du Bois des Philosophes a été choisie pour mener l'expérimentation.

Dépourvu de candélabres et identifié comme trame noire, elle jouit d'une bonne exposition vers le sud pour « recharger » le revêtement phosphorescent. Site prisé des collégiens, des adeptes du footing, des promeneurs et des cyclistes, la mise en place d'une signalétique dédiée de part et d'autre de la voie verte sécurisera davantage la nuit le parcours des usagers sans perturber la biodiversité du secteur.

Coût de l'opération : 14 634 € TTC

- *Aires de convivialité et balancelles :*

Les projets « Équiper des parcs de balancelles pour se reposer » et « Mettre en place des aires de convivialité » consistent à équiper des parcs de mobilier invitant au repos, à la détente (balancelles 2 places en accès libre) et/ou offrant la possibilité de passer des moments de convivialité, voire de se restaurer en extérieur tout en étant protégé du soleil et de la pluie (bancs, des tables de pique-nique et des manges-debout abrités).

L'instruction avec les services co-pilotes et les porteurs de projet, a permis d'identifier 3 sites d'implantation :

- Parc Salvator, doté d'une balancelle
- Square Odile Hubler, équipé d'une aire de convivialité
- Voie sud où seront installées une aire de convivialité et une balancelle

La participation et l'appropriation par les habitants du projet a été également recherchée dans cette phase de réalisation puisque la conception et fabrication des 2 tables et bancs de pique-nique a été confiée aux jeunes de l'APSM (Association de Prévention Spécialisée Mulhousienne) dans le cadre de chantiers éducatifs. S'ajouteront aussi des corbeilles de tri sur tous les sites et des arceaux à vélo pour les usagers de l'Eurovéloroute sur celui de la voie sud.

L'instruction post-vote a fait apparaître des synergies intéressantes à travailler entre certains projets pour leur conférer davantage d'impact. Certains ont donc fait l'objet de rapprochement et ont été traités de manière conjointe.

La présentation détaillée de l'ensemble des projets déposés se trouve sur la plateforme Mulhousecestvotre.fr.  
Mulhouse C'est Vous - Budget participatif : mobilités douces - Budget participatif : mobilités douces

#### **Quatre projets réalisés en 2025 :**

- *Décorer les passages piétons :*

Proposé par le Conseil Municipal des Enfants, le projet « Décorer les passages piétons » visait à créer une signalisation au sol ludique et artistique, pour sécuriser et améliorer la visibilité de certains passages piétons en zone 30, notamment à proximité des sites scolaires, tout en rendant la Ville encore plus belle avec le concours d'enfants et d'artistes locaux.

Dans le cadre des 800 ans de la Ville de Mulhouse, une démarche pédagogique et artistique a été menée au sein des écoles, par les Ateliers Pédagogiques d'Arts Plastiques de la Ville de Mulhouse. Des artistes locaux ont encadré et animé des ateliers avec les enfants, lors desquels les élèves ont pu découvrir le patrimoine historique, architectural et artistique de la Ville et ont été invités à traduire graphiquement leurs découvertes. Une étude de faisabilité technique a ensuite été réalisée par les services de la Ville.

Il en résulte une collaboration riche en découverte pour les enfants ainsi qu'une co-conception graphique libre et fidèle aux ateliers.

Les 3 sites scolaires retenus sont les suivants :

- Ecole Jean de Loisy - A partir de l'observation de quelques architectures emblématiques mulhousiennes mais aussi des œuvres des commandes publiques exposées au nouveau bassin (bulldog, personnages, girafe...), les enfants ont proposé un parcours créatif/découverte à travers la ville.
- Ecole Célestin Freinet - Durant le projet artistique, les enfants ont découvert au Musée des indiennes mulhousiennes et les ont revisités en inventant de nouveaux motifs.

et WEST. Ces panneaux pourraient être réalisés grâce au co-financement de crédits « Nature en Ville » et budget travaux des instances précité.

#### **BP Ville à hauteur d'enfants : une nouvelle édition en co-construction**

La Ville de Mulhouse a souhaité confier à l'Agence la mise en œuvre de deux budgets participatifs, chacun doté d'un crédit d'investissement d'un montant de 500 000 euros. Après l'édition consacrée aux mobilités douces, une troisième expérience, porteuse d'une évolution urbaine en germe, est en cours de préparation. C'est la thématique de la « ville à hauteur d'enfants » qui a été retenue. Une réflexion est actuellement en cours, en vue d'un déploiement du processus sur le prochain mandat.

L'Agence de la participation citoyenne a d'ores et déjà identifié un écosystème d'acteurs institutionnels et associatifs à mobiliser et à fédérer pour co-construire une méthodologie adaptée à cette thématique et à destination des enfants. Des rencontres ont été organisées avec les services éducation, techniques, et jeunesse et sport afin d'identifier les contraintes de chacun, les thématiques déjà travaillées et les leviers d'actions possibles. Ce travail permet d'articuler les différents calendriers dans le but de déterminer les moments les plus opportuns pour solliciter les différents acteurs et les intégrer de manière cohérente à la démarche.

En parallèle, ces échanges permettent de nourrir le travail de benchmark et d'appropriation, et d'affiner la méthode à déployer pour faire participer les enfants à toutes les étapes du projet. Les premières pistes de réflexions seront soumises à arbitrage fin 2025.

#### **5. Expérimentation « défis contemporains » :**

Dans le cadre de la célébration des 800 ans d'histoire Mulhouse, la Ville a souhaité déployer une expérimentation qui n'avait jamais eu lieu à l'échelle d'un territoire.

Hérité d'une démarche appelée « nouveaux commanditaires » et lancée par la Fondation de France dans les années 1990, il s'agissait de permettre aux habitants de Mulhouse de se rassembler pour « constituer » la ville de Mulhouse de demain à partir d'une interrogation sur la façon dont on vit Mulhouse à ce jour.

Cinq groupes ont été constitués, composés de manière homogène (habitants du quartier Drouot, habitants du quartier des Coteaux, habitants de la ville engagés, jeunes, agents de la collectivité). A quatre reprises, ces habitants ont placé au centre de leurs échanges le partage de leur vie quotidienne et de leurs préoccupations actuelles. Cette démarche inédite, ouverte à l'imprévu, a fait naître du commun et même du collectif dans certains groupes.

Enfin, le choix concerté entre les différentes parties prenantes de retenir le square Odile Hubler offre une opportunité de redynamiser le Conseil des Habitants Drouot et de prolonger la réflexion de l'aménagement futur du square sur la base d'une enquête d'usage qui sera menée et co-construite par le Conseil des habitants Drouot et par l'APC.

Coût de l'opération : 80 727, 23 € TTC

#### **La dernière réalisation du Budget Participatif Mulhouse Diagonales**

- *L'Ill aux oiseaux – un observatoire pour tous :*

Dans le cadre du budget participatif Mulhouse Diagonales, un projet proposé par l'APSM et intitulé « L'Ill aux oiseaux – un observatoire pour tous » avait recueilli 250 voix lors du vote en avril 2018.

Il s'agit de construire un observatoire ouvert à tous au bord de l'Ill pour pouvoir contempler la nature et la biodiversité tout en la protégeant. Ce projet a mobilisé plusieurs partenaires : LPO, les naturalistes de Mulhouse, le Comité des Sciences de la Nature, le Moulin Nature et l'APSM. Ils ont tous été associés au choix du site d'implantation et au travail de définition de l'aménagement (choix des matériaux et dimensionnement).

C'est le site au bout du Champs de Foire sur les Berges de l'Ill, qui a été retenu pour la qualité d'accueil de son emplacement et la présence de nombreuses espèces qui y nichent, y vivent et y nidifient tout au long de l'année. Le souhait des partenaires d'un lieu préservé et inclusif propice à l'observation des espèces animales a aussi été respecté. L'ouvrage a été conçu pour permettre d'accueillir un public de tout âge (ouvertures de hauteurs différentes) et les services ont pris soin de créer un accès et un espace PMR.

Un soin particulier a été porté à l'intégration paysagère, aux cheminements pour favoriser une observation au calme. Un travail de végétalisation du site (toiture, plantations) a été mené et complété par l'installation d'une aire de pique-nique. Là encore, la réalisation des tables et des bancs a été confiée à l'APSM dans le cadre de chantiers éducatifs avec leurs jeunes.

Ce projet se distingue par le recours à un marché à clause d'insertion travaillé avec les services juridique et de commande publique de la Ville de Mulhouse pour la réalisation complète de l'ouvrage (montage de la structure et végétalisation du site). Grâce à une coopération entre l'entreprise NGE Paysage-Pontiggia en charge des travaux, la MEF (Maison de l'emploi et de la Formation) et l'Agence d'intérim OCITO, un jeune majeur de l'APSM a participé au montage de la structure pendant une semaine et 3 autres jeunes de l'APSM ont été mis à contribution pour la plantation des végétaux.

L'Agence a été garante du suivi de la démarche en prenant soin de suivre scrupuleusement la demande initialement formulée par le porteur de projet de confier au projet une dimension sociale et inclusive.

Il en résulte un travail transversal riche en nouvelles coopérations et collaborations.

Coût de l'opération : 72 025 € TTC

En 2026, afin de garantir une meilleure appropriation et utilisation de cet équipement, un projet d'installation de panneaux pédagogiques est à l'étude avec le concours des Naturalistes et de la LPO et en y associant également les Conseils des habitants MGC

- Les mardi 18 novembre et mercredi 10 décembre, les habitants se verront proposer un RDV citoyen intitulé « **Élections municipales 2026 : les coulisses de l'organisation** ». A l'occasion des élections municipales qui se dérouleront en France les dimanches 15 et 22 mars 2026, il s'agira de présenter le fonctionnement des élections municipales ainsi que la spécificité mulhousienne des machines à voter. Les habitants pourront assister à une démonstration du vote au dépouillage.

La fréquentation de ces RDV citoyens (100 participants sur les 3 RDV organisés au premier semestre) est stable avec une moyenne de 33 participants (32 en 2024). Cela reste la moyenne de fréquentation la plus importante observée sur les derniers exercices.

Les thématiques identifiées pour 2026 sont les suivantes : le contrat de ville, les centres sociaux, la découverte d'une régie de quartier, la réserve locale, les évolutions démographiques en cours (vieillesse de la population et baisse des naissances) ...

## 7. Le soutien aux fêtes de quartier et à l'appel à projet Courts-Circuits :

Dans le cadre de son accompagnement de projets collectifs d'habitants, l'Agence a soutenu cinq fêtes de quartier organisées par des acteurs associatifs (3ADB sur le secteur Drouot, l'Armée du Salut sur le secteur Brustlein) et par des centres socioculturels (le PAX sur le secteur de Bourtzwiller, le CSC Porte du Miroir sur le secteur Fonderie et l'AFSCO aux Coteaux).

Deux autres fêtes de quartiers initialement prévues sur le secteur Daguerre par l'association J'aime Daguerre et par le CSC Bel-Air sur son secteur ont finalement été annulées sur décision des organisateurs.

Et comme chaque année depuis 2016, l'Agence contribue à l'appel à projets Courts-Circuits organisé par la MEF en partenariat avec m2A et la Ville de Mulhouse. Cet appel à projets a lieu pendant le mois de l'économie sociale et solidaire.

L'Agence participe à la diffusion de l'information, met à disposition la plateforme mulhousecestvous.fr afin de déposer les candidatures, propose l'accompagnement au pitch des candidats sélectionnés, fait partie du jury et intervient en finançant le lauréat du prix Citoyen en offrant un chèque de 1500 €. Cette année, au 28 octobre, 12 projets étaient déposés sur la plateforme et le lauréat du prix citoyen sera remis le 2 décembre par la présidente de l'APC, aux porteurs du projet qui recevra le plus grand nombre de votes.

En conclusion, cette année 2025 a été riche en projets, rencontres et collaborations internes et externes.

De nouvelles réflexions ont commencé à germer, en vue de faire évoluer les modalités de déploiement des dispositifs pour les améliorer.

Elle a également permis de dégager une cartographie de questionnements, partagés avec des laboratoires universitaires de l'UHA (Mulhouse) et de l'UNISTRA (Strasbourg), ainsi qu'avec la HEAR. La poursuite de cette expérimentation pourrait déboucher sur la construction de questions de recherches, donnant lieu à des travaux universitaires dont la vocation est d'alimenter la production de savoirs. Une manière de répondre à la nécessité de rapprocher le champ de la recherche universitaire fondamentale de la société civile et de faire en sorte qu'elle contribue à apporter des réponses aux questionnements des citoyens. Mais aussi de tester un travail collectif autour du doute comme outil d'écoute au service de la cohésion sociale.

## 6. Les RDV citoyens programmés en 2025

Les rendez-vous citoyens mettent en visibilité l'action publique municipale, de l'agence ou bien encore de partenaires. Ils prennent notamment le temps de présenter le fonctionnement de la collectivité, permettant ainsi une meilleure compréhension du fonctionnement des services de la part des habitants. Ils sont en cela facilitateur de l'action citoyenne.

La construction des RDV citoyens s'effectue avec les différents services, opportunités de s'immerger dans leur « réalité ». Elle crée des ponts par une connaissance mutuelle, facilitateur pour des coopérations sur d'autres sujets.

Ces RDV citoyens sont enfin l'occasion d'un feedback des usagers. Le service gestionnaire concerné peut identifier des axes d'amélioration susceptibles d'être apportés.

L'année 2025 a permis de traiter les sujets suivants :

- Le jeudi 15 mai, le RDV citoyen « **La mobilisation collective : un levier pour lutter contre les moustiques** » a accueilli 16 participants. Dans un contexte d'invasion des villes par le moustique tigre, les participants ont pu découvrir les comportements de ce parasite et réfléchir à la manière de lutter collectivement contre cette nuisance.
- Le jeudi 22 mai, le RDV citoyen « **Zoom sur le développement des mobilités douces** » a accueilli 36 participants et a été l'occasion de faire le point sur ce projet urbain structurant mis en œuvre par la Ville de Mulhouse depuis 2022. Le focus a été mis sur les transformations, leurs impacts et sur les usages qu'elles vont engendrer.
- Le jeudi 24 avril le RDV citoyen « **Métiers de la ville de Mulhouse** » a accueilli 48 participants, issus d'association, d'institutions mais aussi des habitants de la Ville. Il s'agissait de faire découvrir les 150 métiers de la collectivité, les opportunités existantes en matière d'emploi et les manières de postuler.

Elles se nourrissent du travail réalisé en inter-instance pour rapprocher les conseils et les initiatives dont ils sont porteurs, pour acculturer les conseillers aux processus et outils de concertation (projets expérimentaux), pour positionner davantage les conseillers comme des relais entre les habitants et les services de la ville (rencontres régulières avec des collectifs). De la même manière, l'Agence travaille à connecter plus étroitement les différentes actions qu'elle porte pour les rendre plus efficaces.

Un laboratoire d'éducation populaire à destination des habitants devrait ainsi voir le jour en 2026.

Elle ne perd pas non plus de vue l'enjeu de poursuivre l'acculturation des services et des partenaires.

Cela passe par une prise en compte de l'expérience, une étape d'un apprentissage continue, sans oublier la recherche d'expérimentation pour développer de nouveaux outils ou modalités d'accompagnement adaptés aux publics.

L'Agence de la Participation Citoyenne continue de s'inscrire peu à peu comme un acteur incontournable dans les grands projets de transformation du territoire et permet ainsi d'associer l'habitant aux mutations de son cadre de vie et à l'appropriation des changements à venir.

2026 permettra d'engager de nouvelles expérimentations tout en pérennisant des expériences concluantes.

#### Pour 2026 :

Dans la continuité des pratiques initiées depuis la création de l'agence, les perspectives sont les suivantes :

- Le travail de **relance des instances participatives** pour reconstituer les conseils des habitants.
- **L'accompagnement de l'appropriation des nouveaux aménagements réalisés** dans les différents quartiers de la ville et notamment le déploiement de **démarches d'urbanisme transitoire** sur l'axe Briand/Franklin.
- **L'accompagnement de groupes de travail issus des conseils mais pas seulement** pour poursuivre des réflexions ou des projets citoyens.
- **La concrétisation des projets déjà validés** par les conseils des habitants.
- La poursuite des **concertations** en fonction des besoins des services de la collectivités (notamment sur le Renouvellement Urbain).
- La poursuite **des projets du budget participatif Mobilités douces**.

- **Le travail préparatoire sur le budget participatif Ville à hauteur d'enfants.**
- La **mise en synergie les dispositifs d'information et de formation** des citoyens autour d'un laboratoire de l'Education populaire : RDV citoyens, débats citoyens, ... et le développement d'actions d'éducation populaire à destination des habitants.
- La participation de l'APC à la **nouvelle dynamique des Espaces Citoyens**.
- **L'amélioration de la visibilité des actions de l'Agence** à travers la plateforme mulhousecestvous.fr, les réseaux sociaux.
- **Le Travail préparatoire en vue du renouvellement du marché de la plateforme MCV.**
- Le lancement **d'une réflexion sur la valorisation de l'engagement**

Son budget prévisionnel, pour cette année 2026, est composé de la manière suivante :

- 68 530 € de dotation de la Ville de Mulhouse pour son fonctionnement et le soutien des projets,
- 25 000 € de subvention de l'Etat au titre de la Politique de la ville (sous réserve d'acceptation),
- 16 213,19 € d'excédent de l'exercice 2025 dont 9 250€ de subvention (excédent prévisionnel, sous réserve de clôture).

Soit un budget total de **109 743,19 €** (*montant provisoire en attente de validation du CA*)

**Mme le Maire** : nous passons à la délibération suivante : l'Agence de la participation citoyenne. Il s'agit d'une délibération qui parle de l'attribution d'une subvention à l'agence pour l'année 26 à hauteur de 68 530 €. Je tiens à féliciter l'équipe de l'agence de la participation citoyenne ainsi qu' Aya HIMER, sa présidente et Rose-Marie DURRWELL, sa vice-présidente, qui sont présentes ce soir, merci mesdames, pour les actions mises en place cette année dans le cadre des 10 ans de l'agence. L'année a débuté à Motoco en février dernier et s'achèvera au Complexe de la Doller la semaine prochaine. Mulhouse Au Cœur souhaitait poser une question.

**Mme SORNIN** : merci, Mme le Maire, Mme la Présidente, chers collègues.

Alors que 2025 s'achève et que l'agence de la participation citoyenne a fêté ses 10 ans, je veux saluer le travail des équipes et l'engagement des habitants. Ayant présidé cette agence pendant 8 ans, je suis heureuse de voir que beaucoup des chantiers que nous avons lancés continuent, mais une question demeure, d'autant plus incompréhensible que l'agence termine l'année avec des excédents. Pourquoi avoir résilié la convention nous liant à Décider ensemble ? Soyons honnêtes, ce choix n'a rien de rationnel, rien de budgétaire, il est politicien et sans doute lié au fait que je préside cette association « Décider Ensemble » depuis quelques mois et pour Mulhouse, j'ose le dire, c'est une mauvaise décision.

Nous parlons d'une subvention de 2 000 €, à comparer aux 150 000 €, versés à TSE, ou aux 10 000 €, de vos frais de représentation annuelle, Mme le Maire. On l'a compris, l'argument financier ne tient pas une seconde.

Être membre de Décider Ensemble, c'est profiter de 20 ans de réflexion sur les sujets de citoyenneté et de démocratie, c'est bénéficier d'un réseau national et européen de retour d'expériences, d'échanges et de formations. C'est aussi grâce à décider ensemble que depuis 2014, Mulhouse était inscrite sur la carte des villes participatives de France. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas et vous en portez la responsabilité.

À l'heure où les budgets se tendent, pouvoir s'appuyer sur l'intelligence collective des Mulhousiens, sur leur énergie, est une chance. Je considère même que c'est une force, une ressource précieuse à préserver, quand vous, avec ce type de décision symbolique, vous ne faites qu'accentuer leur défiance envers les responsables politiques. C'est vraiment dommage, je pourrais même dire que c'est un gâchis. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : je n'ai pas d'autres demandes d'expression. Puisque l'état de la cagnotte dont je dispose vous chagrine sachez, que je suis encore sur la cagnotte 2024 et qu'elle est largement abondée. Donc, vous voyez, je joue aussi la frugalité, puisque cela avait l'air de vous perturber, Mme SORNIN. Je vais laisser la parole à Aya HIMER.

**Mme HIMER** : oui, merci, Mme le Maire. Mme SORNIN, effectivement, la décision de ne pas reconduire l'adhésion repose exclusivement et je dis bien exclusivement sur un critère budgétaire et je vous rappelle, comme vous le savez mieux que moi, qu'aujourd'hui l'adhésion coûte 4 000 € et nous nous sommes rendu compte que les services proposés étaient aujourd'hui moins en phase avec nos axes de travail. Nous avons donc estimé que cette adhésion n'était plus prioritaire et comme, je le rappelle, à l'échelle nationale nous faisons face à un contexte financier contraint qui nous oblige à prioriser aujourd'hui l'usage de chaque euro et à recentrer nos dépenses sur l'essentiel il nous a paru plus responsable d'assurer la maîtrise de nos charges et donc de préserver l'équilibre budgétaire de l'Agence. Mme SORNIN, c'est juste un choix budgétaire, sobre et pragmatique, qui s'inscrit dans la même dynamique que celle observée à l'échelle nationale, c'est-à-dire de faire mieux avec des moyens resserrés et garantir la continuité de nos actions prioritaires pour tous nos citoyens.

**Mme le Maire** : merci, pour cette présentation. Je n'ai pas d'autres demandes d'intervention donc nous allons mettre le point 24 au vote.

Qui est contre ? Qui est-ce qui s'abstient ? Qui est pour. Je vous remercie.

Pour : 36 + 7 procurations

Groupe majoritaire : 23 + 4 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 5

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

**Ne prennent pas part au vote : Mme Durrwell, Mme Corneille, Mme Boni Da Silva, Mme Rabin, et M. Siméoni.**

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**25° « JOURNÉES DE L'ARCHITECTURE 2025 » : APPROBATION D'UNE SUBVENTION À LA MAISON EUROPÉENNE DE L'ARCHITECTURE (MEA) (Aménagement/7.5.6/1720)**

En octobre de chaque année, la Maison Européenne de l'Architecture (MEA) organise les « Journées de l'Architecture (JA) », manifestation tri-nationale unique en Europe se déroulant sur l'ensemble de la région rhénane : Alsace, Bade-Wurtemberg, Bâle-Ville et Bâle-Campagne. Depuis plusieurs années, la participation des villes allemandes et de Bâle devient plus importante. Les conférences tri-nationales, qui se déroulent à Strasbourg, Karlsruhe, Fribourg et Mulhouse, sont très suivies par un public transfrontalier.

En 2025, année des 25 ans des JA, les manifestations se sont déroulées du 28 septembre au 27 octobre, avec un programme de 150 manifestations dont 16 sur Mulhouse. Elle est la 2<sup>ème</sup> ville de la région rhénane par le nombre de manifestations.

Cette année a été marquée par deux temps fort. D'une part, la conférence de Julien Boidot devant plus de 250 personnes à la Filature, qui ont ainsi pu découvrir des projets de référence en matière de développement durable, de recyclage et de réemploi des matériaux. D'autre part, le lancement de la publication du 1<sup>er</sup> guide de l'architecture, porté par 2 architectes espagnols, en présence des partenaires ayant contribué à cette parution : associations (CCPM, SGHM, Mulhouse j'y crois...), Médiapop édition, contributeurs privés... Ce guide a fait l'objet d'un financement participatif de la part d'habitants et de subventions de Mulhouse, de Bâle, de la DRAC, de la Maison Européenne de l'Architecture, et de l'Agence d'Attractivité d'Alsace.

Les différentes visites et déambulations organisées sur la période ont permis de découvrir des projets de construction ou de réhabilitation d'opérations immobilières qualitatives et innovantes sur le volet environnemental (économie d'énergie, matériaux bio-sourcés...). Le programme mulhousien a aussi été ponctué de déambulations autour de l'eau organisée par la Maison du patrimoine et d'un parcours sur DMC, dévoilant les transformations en cours et celles à venir.

L'agglomération et ses communes ont été associées au travers des visites du restaurant universitaire du CROUS sur le campus de l'Illberg, du périscolaire à Illzach et de la maison Zaugg à Pfastatt...

Parmi les autres manifestations, ont été organisés un jeu-concours d'architecture « OSCAR » ouvert aux écoles mulhousiennes, un film sur la jeune architecture au cinéma Bel Air ou un parcours à vélo de la Gare au CROUS. Les « parcours vélo », « midi-visites » et « samedi-visites » ont régulièrement réuni de cinquante à cent festivaliers.

Les Journées de l'Architectures sont aujourd'hui bien identifiées dans le paysage culturel mulhousien, grâce à un partenariat régulier avec les institutions mulhousiennes : Filature, MOTOCO, Bibliothèque Grand' Rue, CIAP, Conservatoire, UHA, cinéma Bel Air ...mais aussi les associations mulhousiennes intervenant dans le domaine du patrimoine et de l'architecture : CCPM, SGHM, FORCORPAR... Parallèlement, l'évènement est relayé par la presse écrite régionale et France 3 Alsace.

Au regard de sa contribution en faveur de l'émergence d'un espace rhénan commun de l'architecture et compte-tenu de la réussite des manifestations qui se déroulent chaque année à Mulhouse, il est proposé d'allouer une subvention de 5 750 euros à la Maison Européenne de l'Architecture.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget :

- chapitre 65/ compte 65748 /numéro de ligne de crédit 17061 « subvention de fonctionnement journée architecture », Gestionnaire et utilisateur : Direction Aménagement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le versement d'une subvention de 5750 euros à la MEA pour 2025,

- charge Madame le Maire ou son Adjointe déléguée d'établir et de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

**Mme le Maire** : nous passons à la prochaine délibération. Il s'agit des journées de l'architecture 2025 : l'attribution d'une subvention à la Maison européenne de l'Architecture. Le montant de la subvention s'élève à 5 750 €, un programme riche a été déployé sur Mulhouse pour les 25 ans de ces journées à l'automne dernier. 16 manifestations ont été organisées sur 150 proposées dans toute l'Alsace. Le succès de cette manifestation, bien sûr, n'est plus à prouver et chaque année le public répond présent et cela ne date pas d'aujourd'hui, n'est-ce pas chère Catherine RAPP. Je laisse la parole à Mulhouse Cause Commune qui a souhaité débattre du sujet.

**Mme PAUGAM** : une précision. Comme vous l'avez dit, Mme LUTZ, les journées de l'Architectures sont un succès, elles fêtent leurs 25 ans avec une programmation riche et un succès non démenti et en fait, malgré cela, nous constatons un repli finalement de cette subvention puisque l'année dernière, sauf erreur de notre part elle était à 7 200 €, soit une baisse de 1 500 €.

Est-ce que vous pouvez nous préciser la raison de cette baisse, s'il vous plaît ?

**Mme le Maire** : je n'ai pas d'autre demande. Mme HOTTINGER va répondre.

**Mme HOTTINGER** : oui, merci, Mme le Maire. Cette baisse de subvention est liée en fait à une action l'an dernier, sur un périmètre transfrontalier ce qui n'a plus été le cas cette année, où l'ensemble des événements qui ont eu lieu ont été exclusivement mulhousiens. D'où le recentrage du montant de 5 750 €, lié au recentrage des actions uniquement sur le périmètre de Mulhouse.

**Mme PAUGAM**: c'est une demande en moins finalement.

**Mme HOTTINGER** : exactement. C'est un champ d'action qui est réduit d'où une subvention réduite d'autant.

**Mme le Maire** : merci, pour ces précisions. Donc, nous faisons le point 25, nous votons.

Est-ce que quelqu'un est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Je vous remercie.

Pour : 41 + 7 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 4 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.



**26° CENTRES SOCIO-CULTURELS MULHOUSIENS : ATTRIBUTION DES ACOMPTES DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2026 (Cohésion Sociale et Vie des Quartiers/7.5.6/1679)**

Les centres sociaux mulhousiens constituent des pivots de l'animation de la vie sociale sur leurs territoires d'intervention. Leurs offres d'équipements, de services collectifs et d'animations socio-culturelles participent ainsi étroitement à la politique menée par la collectivité dans les champs de la parentalité, l'enfance, la jeunesse, le soutien aux personnes vulnérables et la participation citoyenne.

Pour rappel, en 2022, une matrice de critères reprenant les orientations politiques de la Ville a été mise en œuvre afin d'objectiver la relation que la Ville a développée avec les CSC et d'évaluer de façon partagée l'activité proposée par ces structures.

Dans ce cadre, il a été acté :

- la mise en place d'un dialogue de gestion annuel pour permettre une juste adaptation des financements à l'activité dans une logique d'équité entre les CSC,
- le principe d'un versement en trois temps (acompte de 50% en janvier, 40% en juin et solde en novembre après le dialogue de gestion).

Il est à présent proposé, après examen partagé avec les CSC de leur activité dans le cadre des dialogues de gestion de septembre 2025, d'attribuer aux centres sociaux l'acompte de 50% de la subvention de fonctionnement 2026 selon la répartition inscrite au tableau ci-après, pour un montant total de 1 573 690 €.

Pour le montant cible de la subvention 2026, il est proposé de retenir désormais le montant des subventions 2025 comme référence.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'acter le principe du soutien aux centres socio-culturels au titre de l'année 2026,
- d'approuver les conventions bipartites annuelles pour 2026 avec les huit structures de gestion des centres socio-culturels mulhousiens,
- et de leur allouer un acompte de la subvention de fonctionnement au titre de l'année 2026 pour s'assurer de la continuité de leurs actions.

A ce titre, il est proposé les acomptes de subvention de fonctionnement suivants :

Bénéficiaires	Montant cible pour la subvention 2026	Acompte 2026 (50% de la subvention cible)
Centre social AFSCO	569 857 €	284 928,50 €
Centre social Bel Air	300 965 €	150 482,50 €
Centre social Le Boat	250 026 €	125 013,00 €
Centre social Lavoisier- Brustlein	519 056 €	259 528,00 €
Centre social Papin	369 763 €	184 881,50 €
Centre social Pax	369 553 €	184 776,50 €
Centre social Porte du Miroir	296 500 €	148 250,00 €
Centre social Wagner	471 660 €	235 830,00 €
<b>TOTAUX</b>	<b>3 147 380€</b>	<b>1 573 690€</b>

Les crédits nécessaires sont proposés au budget primitif 2026 :

Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 338.

Ligne de crédit n°20785 - « Subventions aux CSC »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les conventions bipartites 2026 entre la Ville de Mulhouse et chacun des centres socio-culturels mulhousiens,
- approuve l'attribution d'acomptes de subvention et le cas échéant de subventions complémentaires, pour les montants sus-indiqués pour l'année 2026,
- charge le Maire de signer les actes nécessaires.

8 PJ : 8 Conventions bipartites 2026 Ville-CSC.

## CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme " la VILLE ",  
d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel LAVOISIER- BRUSTLEIN ayant son siège social au 51 allée Glück – BP 22151- 68 060 Mulhouse Cedex, représentée par son Président Monsieur Diégo CALABRO et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",  
d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

### Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 21 folio 43 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2026, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un second acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion.

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2026.

### Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

### Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2026 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

### Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

### Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

### Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

### Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

### Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1<sup>er</sup>, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4. En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

### Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 259 528 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2026.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement cible de 519 056 €.

### Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention ainsi que le complément feront l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Ils sont crédités au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 10278 – 03008 – 00019116345/34 - CCM Mulhouse St Joseph.

### Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement.
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

### Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1<sup>er</sup>.

### Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

### Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse le

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du  
Centre socio-culturel  
Lavoisier- Brustlein,  
le Président

Pour la Ville,  
Le Maire

Diégo CALABRO

Michèle LUTZ

## CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme " la VILLE ", d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel PAX ayant son siège social au 54 rue de Soultz - 68200 Mulhouse, représentée par son Président Monsieur Alain AKIR et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ", d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

### Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 20 folio 9 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2026, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un second acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion.

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2026.

### Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

5

### Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2026 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

### Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

### Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

### Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

### Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

### Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1<sup>er</sup>, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les versements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

La Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

### Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 184 776,50 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2026.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement cible de 369 553 €.

### Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 14707 - 50815 - 15198471210 / 33 - Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne

### Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement.
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

6

### Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1<sup>er</sup>.

### Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

### Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse le

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du  
Centre socio-culturel PAX  
le Président

Pour la Ville,  
Le Maire

Alain AKIR

Michèle LUTZ

## CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme " la VILLE ",  
d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel AFSCO ayant son siège social au 10 rue Pierre Loti - 68200 Mulhouse, représentée par son Président Monsieur Serdal GUNEY et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",  
d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

### Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 20 folio 10 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2026, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un second acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion .

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2026.

### Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

9

### Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2026 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

### Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

### Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

### Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

### Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

### Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1<sup>er</sup>, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.  
En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

### Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 284 928,50 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2026.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement cible de 569 857 €.

### Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 14707 - 50820 - 22198385828/86 - BPALC, MULHOUSE DORNACH.

### Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement.
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

10

### Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1<sup>er</sup>.

### Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

### Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse le

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du  
Centre socio-culturel AFSCO,  
le Président

Pour la Ville,  
Le Maire

Serdal GUNEY

Michèle LUTZ

## CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme " la VILLE ",  
d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel BEL AIR ayant son siège social au 31 rue Fénelon - 68200 Mulhouse, représentée par sa Présidente Madame Patricia PALUT et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",  
d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

### Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 16 folio 36 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2026, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un second acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion .

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2026.

### Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

13

### Article 5 : Contrôle et suivi de la subvention :

En cas de redressement judiciaire ou de difficultés financières avérées, le versement de la subvention est subordonné à :

- l'accord préalable par écrit de l'administrateur judiciaire, confirmant la compatibilité du versement avec le plan de redressement ;
- l'affectation exclusive des fonds aux actions d'intérêt général prévues par la présente convention, à l'exclusion de tout financement du passif ;
- la transmission à la Ville du plan de redressement et d'un rapport financier semestriel et d'activité attestant de la bonne utilisation des subventions.

La Ville se réserve le droit de suspendre ou de résilier la convention en cas de non-respect de ces obligations ou d'évolution défavorable de la situation financière .

La Ville conservera tout au long de l'année 2026 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

### Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

### Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

### Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

### Article 9 : Moyens mis à disposition

La Ville mettant à disposition de l'Association des locaux communaux, les obligations réciproques des parties sont précisées par convention spécifique.

### Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 150 482,50 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2026.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement cible de 300 965€.

### Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 10278 - 03028 - 00010044645/29 - CCM Mulhouse Université.

### Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement.
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

14

### Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

### Article 11 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1<sup>er</sup>, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

### Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1<sup>er</sup>.

### Article 13 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

### Article 14 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Mulhouse le

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du  
Centre socio-culturel Bel Air,  
la Présidente

Pour la Ville,  
Le Maire

Patricia PALUT

Michèle LUTZ

## CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme " la VILLE ", d'une part

et

L'Association de gestion du Centre social et culturel « le BOAT », ayant son siège social au 67 rue de Sausheim, 68 100 Mulhouse, représentée par son Président Monsieur Riad Farid MENDI et désignée sous le terme « l'ASSOCIATION »,

Il est convenu ce qui suit :

### Préambule

L'association inscrite au registre des associations volume 99 folio 171 s'est donnée pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs, dans un but préventif et promotionnel, dans le cadre de l'élaboration de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2026, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion.

L'association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2026.

### Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes,
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale",
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

17

### Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2026 un contact régulier et suivi avec l'association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

### Article 6 : Contrôle de la Ville

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

### Article 7 : Assurances

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

### Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

### Article 9 : Moyens mis à disposition

La Ville mettant à disposition de l'association des locaux communaux, les obligations réciproques des parties sont précisées par convention spécifique.

### Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

### Article 11 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1<sup>er</sup>, l'association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention. Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

19

11 décembre 2025 sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

### Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025, la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur la subvention de fonctionnement 2026 de 125 013 €, pour les dépenses du secteur social et culturel, pour l'année 2026.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement cible de 250 026 €.

### Article 3 : Conditions de paiement

La subvention fera l'objet d'un premier versement au titre de cet acompte, dès signature de la convention, sur le compte de l'association « Centre Social et Culturel « le BOAT ».

### Article 4 : Engagements

L'association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement.
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

18

Les reversements sont effectués par l'association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

### Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1<sup>er</sup>.

### Article 13 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

### Article 14 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse le

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'association de Gestion du  
Centre socio-culturel Le BOAT,  
Le Président

Pour la Ville,  
Le Maire

Riad Farid MENDI

Michèle LUTZ



## CONVENTION

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme " la VILLE ",  
d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel PAPIN ayant son siège social au 4 rue du Gaz - 68200 Mulhouse, représentée par sa Présidente Madame Sirine MERROUCHE et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",  
d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

### Preamble

L'Association, inscrite au registre des associations volume 1 folio 68 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2025, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un second acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion.

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2026.

### Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes ;
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale" ;
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

21

- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

### Article 5 : Contrôle, suivi et restitution

#### Article 5.1. Contrôle de l'utilisation de la subvention

La Ville se réserve le droit de contrôler à tout moment l'utilisation de la subvention, en se fondant sur les dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

#### Article 5.2. Suivi dans le cadre du redressement judiciaire

En raison de la procédure de redressement judiciaire en cours, l'Association s'engage à informer sans délai la Ville de :

- toute évolution de la procédure (jugement arrêtant un plan de redressement, conversion en liquidation judiciaire, nomination d'un administrateur ou d'un mandataire supplémentaire, etc.) ;
- toute décision du juge-commissaire ou de l'administrateur judiciaire affectant la présente convention ou les modalités de versement de la subvention ;
- toute modification de ses statuts, dirigeants ou siège social intervenue pendant la durée de la convention.

La Ville pourra, le cas échéant, consulter l'administrateur judiciaire afin de s'assurer du respect des conditions d'exécution de la présente convention.

En outre, le versement de l'acompte de subvention mentionné à l'article 2 de la présente est subordonné aux conditions suivantes :

- la poursuite de l'activité de l'Association ;
- l'accord préalable de l'administrateur judiciaire désigné, autorisant la perception et l'utilisation des fonds au titre de la poursuite d'activité ;
- la conformité du versement au plan de redressement approuvé par le tribunal ;
- la transmission à la Ville d'un rapport semestriel présentant la mise en œuvre du plan de redressement et l'utilisation des fonds publics perçus ;

23

11 décembre 2025 sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

### Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 184 881,50 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2026.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement cible de 369 763 €.

Ce versement ne pourra intervenir qu'après production par l'Association de l'autorisation du juge-commissaire ou de l'attestation de l'administrateur judiciaire qui aura été désigné dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire confirmant la possibilité de percevoir la subvention.

### Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée selon les procédures comptables en vigueur.

### Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- affecter exclusivement la subvention au financement des actions d'intérêt général décrites à l'article 1 de la présente convention, à l'exclusion de tout règlement du passif antérieur à la procédure de redressement judiciaire ;
- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement,
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;

22

Plus largement, la Ville conservera tout au long de l'année 2026 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

#### Article 5.3. Restitution en cas de manquement ou de non-exécution

La Ville pourra décider la résiliation partielle ou totale de la convention et exiger le reversement des sommes indûment perçues en cas de :

- non-réalisation totale ou partielle des actions prévues,
- utilisation des fonds non conforme à l'objet de la convention,
- inexécution des obligations prévues aux articles 1, 4, et 5 de la présente convention.

Cette créance de restitution sera, le cas échéant, déclarée à l'administrateur judiciaire désigné dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire dans les conditions prévues aux articles R.622-21 à R.622-24 du code de commerce.

Dans l'hypothèse où les objectifs ne sont pas atteints, la Ville peut légitimement refuser de verser le solde de la subvention à l'association.

En cas de non-respect de ces obligations ou d'évolution défavorable de la procédure judiciaire, la Ville se réserve le droit de suspendre le versement, de résilier la présente convention, ou d'en demander le remboursement partiel ou total conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (cf articles 10 et 13).

### Article 6 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

### Article 7 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

### Article 8 : Moyens mis à disposition

La Ville mettant à disposition de l'Association des locaux communaux, les obligations réciproques des parties sont précisées par convention spécifique.

### Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

548

24



En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1<sup>er</sup>, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.  
Il en va de même en cas de non-exécution des dispositions des article 4 et 5.  
En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.  
Les versements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et 6 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1<sup>er</sup>.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant approuvé par délibération du conseil municipal.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.  
En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

Fait à Mulhouse le

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du  
Centre socio-culturel Papin,  
la Présidente

Pour la Ville,  
Le Maire

Sirine MERROUCHE

Michèle LUTZ



**CONVENTION**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme " la VILLE ",  
d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel PORTE DU MIROIR ayant son siège social au 3 rue Saint Michel BP1274 - 68055 Mulhouse Cedex, représentée par son Président Monsieur Xavier COLOMBET et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ",  
d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 1 folio 135 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2026, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion,

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2026.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

La Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 148 250 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2026.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement cible de 296 500 €.

Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 10278 - 03001 - 00035556048 / 01 - CCM Mulhouse Fonderie Rebberg.

Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement,
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Article 5 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année 2026 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1<sup>er</sup>, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4. En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Les versements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

29

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1<sup>er</sup>.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1er janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse le

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du  
Centre socio-culturel Porte du Miroir,  
le Président

Pour la Ville,  
Le Maire

Xavier COLOMBET

Michèle LUTZ

30



**CONVENTION**

Entre la Ville de MULHOUSE représentée par Madame Michèle LUTZ, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme " la VILLE ", d'une part

et

L'Association de gestion du Centre socio-culturel WAGNER ayant son siège social au 43 rue d'Agen - 68100 Mulhouse, représentée par sa Présidente Madame Christine LEBRET BONNET et désignée sous le terme " l'ASSOCIATION ", d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'Association, inscrite au registre des associations volume 18 folio 47 s'est donné pour but de mettre à disposition de la population du quartier des services collectifs et des moyens éducatifs dans un but préventif et promotionnel dans le cadre de son Projet Social agréé en lien avec la Ville.

Etant le pivot de l'action sociale dans les quartiers, elle est un partenaire de la politique locale de cohésion sociale menée par la Ville de Mulhouse.

Pour 2026, la présente convention fixe, sous conditions, le principe d'un montant socle de subvention de fonctionnement, en précisant qu'il comprendra :

- un acompte de subvention d'un montant égal à 50% de l'année N-1 ;
- un acompte de subvention d'un montant égal à 40% de l'année N-1 ;
- un solde de subvention du montant socle définitif issu des dialogues de gestion.

L'Association sollicite le versement de cette subvention de la Ville pour l'année 2026.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer au sein des activités de l'Association, les actions subventionnées par la Ville, proposées à la population mulhousienne, à savoir :

- des animations socio-culturelles enfants-jeunes
- des activités adultes relevant du secteur "Economie Sociale et Familiale"
- une participation au financement des secteurs pilotage et logistique.

31

La Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement l'Association pour la réalisation de ces activités, à hauteur d'un montant qui sera voté ultérieurement mais dont l'acompte correspond à 50% de l'année N-1 pour maintenir son soutien en termes de trésorerie.

Article 2 : Montant de la subvention

Par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 la Ville de Mulhouse accorde un acompte sur subvention de 235 830 €, pour les dépenses du secteur socio-culturel, pour l'année 2026.

L'acompte sur subvention correspond à 50% du montant de la subvention de fonctionnement cible de 471 660 €.

Article 3 : Conditions de paiement

Cet acompte de subvention fera l'objet d'un seul versement, dès signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n° 10278 - 03006 - 00010327545 / 21 - CCM Mulhouse Ste Jeanne d'Arc.

Article 4 : Engagements de l'association

L'Association s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention en lien avec le projet social agréé ;
- fournir à la Ville un compte de résultat de l'exercice N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 indiquant l'utilisation des subventions obtenues, le rapport d'activité de l'année N-1 au plus tard le 30 juin de l'année N, ainsi que le budget prévisionnel de l'exercice N+1 au plus tard le 31 octobre de l'année N ;
- Fournir tous les documents demandés dans le cadre du dialogue de gestion selon le calendrier défini annuellement,
- respecter les procédures administratives et financières mises en place par la Ville dans le cadre du suivi des demandes et versements des subventions ;
- déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

550

32

La Ville conservera tout au long de l'année 2026 un contact régulier et suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 6 : Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans le délai prévu à l'article 4, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 7 : Assurances

L'Association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 8 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1<sup>er</sup>, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4. En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet. Les versements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4 et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 1<sup>er</sup>.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. En cas de résiliation de la présente convention en cours d'année, les montants de subvention de la Ville de Mulhouse seront réexaminés au regard des actions réalisées par l'Association entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée et la date de prise d'effet de la résiliation. La Ville notifiera à l'Association le montant de la subvention revue après observations de ses représentants.

L'Association s'engage à reverser la part de subvention non justifiée par les actions réalisées dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Fait à Mulhouse le

Etablie en deux exemplaires originaux.

Pour l'Association de Gestion du  
Centre socio-culturel WAGNER,  
la Présidente

Pour la Ville,  
Le Maire

Christine LEBRET BONNET

Michèle LUTZ

**Mme le Maire** : nous passons à la prochaine délibération qui permet d'attribuer les premiers acomptes de subvention de fonctionnement 2026 aux centres socioculturels. Je souhaite tout d'abord remercier le sous-préfet de Mulhouse et ses services, le président de la CAF et ses services, ainsi que mon Adjointe, chère Chantal RISSER et les services de la Ville, pour leur implication quotidienne pour nos centres sociaux.

Nous étions encore réunis la semaine dernière, financeurs et centres sociaux pour échanger sur leurs difficultés et identifier des pistes de solutions. Je peux donc vous assurer, voire vous rassurer si besoin était, le dialogue est constant. Je crois que l'on n'a jamais eu autant de réunions concernant les centres sociaux, chère Mme RISSER, si nous reprenons nos plannings, qu'actuellement. Le groupe Mulhouse Cause Commune souhaitait intervenir sur le sujet. Je vois que c'est Paul-André STRIFFLER.

**M. STRIFFLER** : oui, merci, Mme le Maire. Vous avez déjà en partie répondu à la question que je vais poser, mais je pose quand même la question. Je voulais souligner que dans la délibération vous affirmez bien l'utilité des huit centres sociaux mulhousiens. Vous dites également vouloir objectiviser la relation que la Ville a développée avec ses dix centres sociaux. Alors, je suis évidemment conscient que les moyens financiers de la Ville ne sont pas extensibles à l'infini et je souhaiterais néanmoins poser les questions suivantes.

La première qui sera peut-être celle à laquelle il sera le plus dur de répondre : pouvez-vous nous décrire en quelques mots le ressenti des différents centres sociaux au jour d'aujourd'hui dans les difficultés qu'ils connaissent ?

Vous souhaitez objectiviser la relation entre les villes et les centres sociaux, je sais que les dialogues avec les différentes structures demandent énormément de temps. Pouvez-vous nous dire de quelle manière la Ville peut participer et peut les aider aux côtés des présidents et des directeurs ? De ce fait elle ne serait pas juste un partenaire qui donne des subventions, mais réellement un partenaire actif, ce qui je pense, est très important.

Avez-vous des pistes pour aider les centres sociaux à trouver des financements nouveaux ? Il y a été fait allusion tout à l'heure par Florian COLOM. Pouvez-vous, dans ce domaine-là aussi, nous en dire un peu plus ? Merci.

**Mme le Maire** : y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur le point 26 ? Non. Je laisse la parole à Chantal RISSER.

**Mme RISSER** : merci Mme le Maire. Quelques mots sur les centres sociaux pour dire avant tout que sur les huit centres sociaux, il y a quand même quatre centres sociaux qui vont bien et même très bien. C'est important de le dire également.

Sur les centres qui sont un peu plus en difficulté, voire en grosse difficulté, il y a un accompagnement très régulier de notre part et quand je dis de notre part, c'est bien de l'ensemble des financeurs. Nous sommes très attentifs à la situation du Pax et de l'Afscio, nous sommes aux côtés du centre social Bel-Air pour répondre à votre question, M. STRIFFLER, pas uniquement en étant présent au conseil d'administration, à l'assemblée générale, mais en ayant aussi des liens directs, tant au niveau des élus que des services, tout au long des semaines pour accompagner le centre social Bel-Air et nous pouvons nous réjouir de la décision qui a été prise lors de la dernière assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue il n'y a pas très longtemps, fin novembre. Aujourd'hui, le centre social n'est pas en cessation de paiement et continue ses activités. Quant au centre social Papin, nous avons évoqué sa situation lors du dernier Conseil municipal.

Vous avez parlé tout au long du conseil en semblant dire que la Ville ne soutenait pas suffisamment le tissu associatif. Si nous relient tous les points de l'ordre du jour, ne serait-ce que de ce conseil, on se rend compte que l'on a versé des subventions à des associations sportives, à des associations culturelles, à des associations relevant de la santé, à des associations relevant du handicap, à des associations du logement et bien entendu, aux centres sociaux.

Sans parler des personnes que l'on met à la disposition des structures, sans dire que rien que pour les centres sociaux, nous sommes en train de faire un diagnostic bâtiminaire concernant les huit centres sociaux. C'est 16 000 m<sup>2</sup> que nous mettons à la disposition des centres sociaux. Nous n'avons jamais chiffré cette plus-value concernant les centres sociaux, mais nous allons le faire, cela fait partie du diagnostic que l'on a entamé.

Il y a des subventions de droit commun, c'est ce que l'on verse ce soir, mais aussi des subventions qui n'existaient pas il y a des années en arrière. Politique de la Ville, le maire en a parlé tout à l'heure ce sont aussi des moyens supplémentaires que l'on alloue aux centres sociaux pour mener des actions. Sur des sujets très précis, nous pourrions parler d'Ambition Mulhouse, nous pourrions parler des Cités Éducatives qui permettent à chaque fois à des structures associatives de monter des projets supplémentaires.

La conférence des financeurs qu'évoquait Mme le Maire il y a un instant, je pense que nous pouvons nous réjouir du résultat, cela ne fait que neuf mois que nous l'avons mis en place. La dernière rencontre a vraiment permis à l'ensemble des financeurs et vraiment tous financeurs confondus, de dire aux centres sociaux ce que l'on attendait d'eux, de leur demander de recentrer leur mission, de leur dire comment nous serons à leurs côtés et cela a aussi obligé les centres sociaux qui sont présentés devant l'ensemble des financeurs, en ayant travaillé avant ensemble pour faire une première ébauche de proposition qu'ils nous ont soumise, cet échange va continuer.

Tout à l'heure, vous avez parlé de rajouter 100 000, 200 000 €, j'allais dire peu importe le montant. Si c'était aussi facile que cela, s'il avait suffi de dire on

rajoute 100 000 €, voire 200 000 €, l'ensemble des financeurs se seraient mis autour de la table et nous aurions dit nous donnons.

*(Propos hors micro)*

**Mme RISSER** : tout à l'heure, j'ai quand même entendu parler dans l'un de vos textes qu'il suffirait de rajouter 300 000 €.

*(Propos hors micro)*

**Mme RISSER** : il a été dit 300 000 € supplémentaires pour les centres sociaux. Je dis juste que 300 000 € de plus pour les centres sociaux ne régleraient pas le problème de fond, comme l'a dit Florian COLLOM, tout à l'heure, il faut que l'on discute sur le modèle des centres sociaux aujourd'hui, que l'on recentre les centres sociaux sur leur mission première, ce pour quoi ils sont financés et ce pour quoi ils sont au service de la population mulhousienne et c'est ce que l'on fait avec les centres sociaux.

Je terminerai juste en remerciant très chaleureusement et très sincèrement l'ensemble des bénévoles et des professionnels qui, au quotidien, dans des conditions qui ne sont pas toujours faciles, avec un public qui est de plus en plus difficile et exigeant et qui sont au service de nos concitoyens du matin jusqu'au soir et parfois sept jours sur sept.

**Mme le Maire** : merci, Mme RISSER. Mme PAUGAM, c'est à vous.

**Mme PAUGAM** : je vais réagir de manière un peu plus formelle, mais, effectivement, nous avons fait une proposition de budget, cela parlait de budget alternatif. Cela ne veut pas dire que l'on pense que c'est une baguette magique. S'il vous plaît, cela fait six ans que l'on siège avec vous, nous ne sommes pas neuneu quoi.

*(Propos hors micro)*

**Mme PAUGAM** : depuis le début de la séance, à chaque fois vous revenez là-dessus en disant « vous croyez qu'il suffit de mettre de l'argent ... ». Non, nous en avons bien conscience. Par contre, je vais vous préciser les choses là-dessus. Aujourd'hui, pourquoi nous pensons qu'effectivement, il y a nécessité de remettre aussi un peu d'argent, c'est pour gérer les urgences. Parce que, effectivement, et vous le dites vous-même, pour ces démarches, les effets ne sont quand même pas sur du court terme et donc il y a une question de dynamique. Et là, effectivement, un travail qui est fait, de restructuration, de réorganisation, ce sont des choses pour le moyen, le long terme et en parallèle, il y a besoin, effectivement, d'actions coups de poing, un peu urgentes, sur des situations où il y a des choses à faire.

Je vais vous donner un exemple. Je me souviens très bien avoir été à Bis'Coteaux à l'Afsco, ils leur manquaient quelques milliers d'euros pour juste éviter de mettre en l'air toute la soirée parce qu'ils n'avaient pas les moyens de

mettre une tonnelle au-dessus de leur scène. Bah, voilà, ce sont des choses très pragmatiques et c'est de l'argent.

Soyons clairs et s'il vous plaît, ne rabaissez pas le niveau du débat à juste : « ce sont des gens inconséquents qui pensent qu'avec de l'argent tout est magique. » Non, non, nous en avons bien conscience, rassurez-vous, nous vivons à Mulhouse, nous connaissons les réalités, nous ne vivons pas sur la planète mars, merci.

**Mme le Maire** : Mme PAUGAM, nous allons passer à l'esprit de Noël, s'il vous plaît. Tout le monde est fatigué, la séance est avancée, nous allons essayer de terminer, nous en avons encore pour trois délibérations, cela va aller. Donc, je mets ce point au vote. Qui est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Je vous remercie.

Pour : 32 + 7 procurations  
Groupe majoritaire : 18 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 4

Ne prennent pas part au vote : Mme Risser, M. Binici, Mme Motte, M. Coinchelin, M. Siméoni, Mme Jenn (représentée par Mme Kosir), Mme Lutz, Mme Himer, Mme Rapp, et M. Causer.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

## **27° DENOMINATION DU PARVIS DE L'EGLISE SAINTE-GENEVIEVE EN HOMMAGE AU CHANOINE RENE LUTTENBACHER (Voirie/3.3.2/1747)**

Le Conseil de fabrique de la paroisse Sainte-Geneviève, en accord avec le vicaire épiscopal du doyenné de Mulhouse, représentant le diocèse de Strasbourg, a sollicité la Ville afin de rendre hommage au Chanoine René Luttenbacher, figure emblématique de la paroisse et acteur majeur de la vie sociale et spirituelle de Mulhouse au XXe siècle.

Le Chanoine René LUTTENBACHER (curé de Sainte-Geneviève de 1951 à 1972) a marqué l'histoire locale par son engagement sans faille en faveur des Mulhousiens, notamment à travers :

- la fondation des Œuvres de vacances de Sainte-Geneviève, permettant à des générations d'enfants de bénéficier de séjours éducatifs et de loisirs,
- la construction de près de 80 logements (immeuble situé à l'angle de la rue du Printemps et des rues Jean Mieg et Ernest Meininger), contribuant ainsi à améliorer les conditions de vie des familles du quartier,
- la première rénovation intérieure de l'église Sainte-Geneviève, préservant et embellissant ce lieu de culte et de rassemblement,

- la création du Foyer des jeunes du Nordfeld, offrant un espace dédié à la jeunesse et au scoutisme, et favorisant ainsi la cohésion sociale et l'épanouissement des jeunes Mulhousiens.

À l'occasion du 130e anniversaire de l'église Sainte-Geneviève et suite à la demande du Conseil de fabrique de la paroisse Sainte-Geneviève soutenue par la communauté catholique de Mulhouse, il apparaît opportun de perpétuer la mémoire de ce citoyen bâtisseur en attribuant son nom au parvis de l'église, situé rue du Printemps. Cette dénomination permettra de valoriser son héritage et de rappeler aux générations futures l'importance de son action pour la ville et ses habitants.

Ainsi, afin de lui rendre hommage, il est proposé, conformément à l'article L2541-12 du code général des collectivités territoriales, de dénommer le parvis de l'église Saint Geneviève :

*« PARVIS CHANOINE RENÉ LUTTENBACHER  
1902-1994  
Curé de Sainte-Geneviève de 1951 à 1972 ».*

Cette dénomination s'inscrit dans le cadre des commémorations du 130e anniversaire de l'église Sainte-Geneviève.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide de dénommer le parvis de l'église Sainte-Geneviève, situé rue du Printemps à Mulhouse : *« Parvis Chanoine René LUTTENBACHER, 1902-1994, Curé de Sainte-Geneviève de 1951 à 1972 »*
- autorise Madame le Maire, ou son Adjointe déléguée, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de cette délibération.

La présente délibération sera notifiée au Conseil de fabrique de la paroisse Sainte-Geneviève et publiée selon les modalités en vigueur.

1 PJ : plan de localisation



The logo for the city of Mulhouse, featuring the word "Mulhouse" in a red, stylized font with a red outline of the city's location in Alsace to its right.

2025

## Parvis Chanoine René LUTTENBACHER



**Mme le Maire** : nous passons à la prochaine délibération, il s'agit de la dénomination du parvis de l'église Sainte-Geneviève en hommage au chanoine René LUTTENBACHER. Je vais laisser la parole à Paul QUIN qui va succinctement nous proposer cette délibération. L'heure est avancée et tout le monde est fatigué.

**M. QUIN** : très, très succinctement, Mme le Maire, tout est dans la délibération. Il est proposé rendre hommage à un Mulhousien qui a participé à la fondation d'œuvres de vacances, qui a coparticipé à la construction de 80 logements et qui a donc créé un « Foyer des Jeunes de Nordfeld ».

C'est une figure, fit-elle religieuse. C'est une figure et nous proposons la dénomination du parvis de l'église Sainte-Geneviève en hommage au Chanoine René LUTTENBACHER.

**Mme le Maire** : merci, M. QUIN. Je n'ai pas de demande de parole, donc nous allons voter immédiatement.

Qui est pour ? Est-ce que quelqu'un voudrait s'abstenir ? Est-ce que quelqu'un vote contre ? Je vous remercie.

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 26 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

## **28° ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ET D'AIDE AUX FAMILLES : SUBVENTIONS 2025 – PHASE 2 (Population et Solidarité/7.5.6/1690)**

Engagée aux côtés des acteurs locaux, la Ville de Mulhouse mène une politique volontariste pour lutter contre les exclusions et soutenir les familles. En partenariat avec les institutions et les associations, elle agit concrètement en faveur de l'aide alimentaire, de l'hébergement d'urgence, de l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité et du soutien à la parentalité.

Depuis 2020, les crises successives – sanitaire, sociale, inflationniste et énergétique - ont profondément marqué notre territoire. Leurs répercussions se font encore ressentir aujourd'hui fragilisant toujours davantage les plus vulnérables.

Face à ces défis, la solidarité s'est imposée comme une force collective. Grâce à l'engagement et à la co-construction entre tous les acteurs du territoire, la Ville a pu renforcer son action et mieux répondre aux besoins des habitants. Pour 2025, elle réaffirme sa détermination en proposant des subventions aux associations

locales, afin de soutenir leur combat quotidien contre toutes les formes d'exclusion.

### **1. Soutien aux associations qui permettent l'accès et/ou le maintien au logement des plus fragiles**

Depuis les années 1990, l'association ALSA agit en cohérence avec la politique publique du Logement d'abord. Son approche sociale innovante permet d'accompagner chaque année près de 624 personnes en situation de grande exclusion souvent sans-abri depuis de nombreuses années et confrontées à des problématiques de santé complexes. Grace à une diversité de dispositifs (maraudes, restaurant social, logement en ALT, maisons relai, pensions de famille, baux glissants, ...), l'ALSA offre des solutions adaptées pour faciliter l'accès et le maintien dans un logement digne. Pour renforcer son action, l'association déploie également le dispositif « La Passerelle », un camping-car itinérant qui permet d'aller à la rencontre des publics précaires et de lutter contre le non-recours aux droits.

Afin de soutenir ces actions essentielles, comme les années précédentes, il est proposé une subvention de fonctionnement à hauteur de 40 000 €.

L'association ALSA gère par ailleurs près de 280 logements dédiés à l'accueil de ses bénéficiaires (logement en ALT, maisons relais, pensions de famille, baux glissants etc.). Pour contribuer à l'acquisition et à l'entretien de matériel indispensable à la réalisation de sa mission (bureautique, mobilier, électroménager, outillage et véhicules), une subvention d'investissement de 20 000 € est également proposée.

Crée en 1995, l'association SURSO (Service d'Urgence Sociale) qui accompagne les personnes sans abri et en rupture de logement, fait face à une saturation de ses locaux actuels en raison d'une augmentation de plus de 31% de son public accueilli. Cette situation limite son action sociale et sanitaire pourtant essentielle dans un contexte de précarité croissante. Pour y remédier, SURSO s'est associée à l'association ALEOS qui va acquérir les anciens locaux de l'ancien France Travail, rue Lavoisier où SURSO pourra s'installer. Ce déménagement permettra d'étendre ses capacités d'accueil et d'accompagnement, offrant un espace adapté aux besoins des personnes suivies et des équipes. Ce projet, indispensable pour maintenir et renforcer l'impact de SURSO, nécessite l'appui de la collectivité pour garantir sa réalisation et la continuité de ce service public social vital.

Il est proposé d'accorder une subvention d'investissement d'un montant de 6 500 €.

**Subvention de fonctionnement proposée :**

Bénéficiaire	Montant 2025
ALSA	40 000 €

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2025 :

Chapitre 65 - article 65748 - fonction 424

Ligne de Crédit n° 3674 « Subventions de fonctionnement aux associations de lutte contre l'exclusion »

**Subventions d'investissement proposées :**

Bénéficiaires	Montant 2025
ALSA	20 000 €
SURSO	6 500 €
<b>TOTAL</b>	<b>26 500 €</b>

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2025 :

Chapitre 204 - article 20421 - fonction 424

Ligne de Crédit n° 13505 « Subventions d'équipement aux associations de lutte contre l'exclusion »

**2. Contribution au Fonds de Solidarité pour le Logement**

Le Fonds de Solidarité pour le Logement d'Alsace s'inscrit pleinement dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD). Son objectif est de soutenir les ménages haut-rhinois en situation de précarité qu'elle soit financière ou énergétique dans leur accès et leur maintien dans un logement décent.

Bien que la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) en assure le financement majoritaire, le FSL repose aussi sur la mobilisation des autres collectivités, des établissements publics et des fournisseurs d'énergie. Pour 2025, la Ville de Mulhouse réaffirme son engagement en maintenant sa contribution à hauteur de 20 000 €.

Bénéficiaire	Montant 2025
FSL du Haut-Rhin	20 000 €

Les crédits nécessaires au versement de la contribution de la Ville de Mulhouse au FSL du Haut-Rhin sont prévus au Budget Primitif 2025 :

Chapitre 65 – article 657382 – fonction 420

Ligne de Crédit n° 2056 « Subvention de fonctionnement aux autres organismes »

### **3. Soutien aux associations d'aide aux familles**

Cultures du Cœur Haut-Rhin, créée en 2008, s'investit dans la lutte contre l'exclusion et dans le soutien aux familles, en favorisant l'accès à la culture, aux loisirs et aux sports à des ménages en situation de précarité dans le département du Haut-Rhin. L'association s'engage à faciliter l'accès à la culture pour les personnes en situation de précarité sociale et économique éloignées du monde culturel. Pour atteindre les personnes les plus défavorisées, l'antenne mulhousienne coordonne un réseau composé d'une quarantaine de structures sociales et médico-sociales partenaires, ainsi que de plus de trente partenaires culturels, sportifs et de loisirs. L'association promeut le principe de la gratuité, offrant un accompagnement personnalisé à chaque groupe, avec la médiation sociale et culturelle au centre de ses initiatives. Traversant actuellement une phase mettant en difficulté la pérennité de ses actions, la Ville entend renforcer son soutien à Cultures du Cœur.

Une subvention de fonctionnement de 2 000 € est proposée pour soutenir ces actions chères aux familles mulhousiennes en précarité.

L'association « La Petite Ourse », créée en 1997, hébergée dans des locaux appartenant à la Ville de Mulhouse, est un « espace rencontre parents enfants » qui s'adresse à toute situation dans laquelle les rencontres parents enfants sont interrompues, difficiles ou trop conflictuelles. Sur prescriptions du Tribunal judiciaire, la mise en place de rencontres médiatisées et régulières entre enfants et parents va permettre à chacun de reconnaître sa place et la place de l'autre dans la constellation familiale. Pour ces familles en crise, il s'agit d'un lieu neutre et sécurisé dans le maintien ou la restauration du lien parental qui, lorsque c'est possible, est essentiel à l'équilibre de l'enfant. Il s'agit généralement de situations familiales empreintes de violences intrafamiliales, de problèmes de santé mentale de l'un des parents etc.

Dans le cadre de l'amélioration de l'accueil proposé aux familles et de profiter au mieux du jardin autour des locaux des 1-3 rue Papin à Mulhouse, l'association aménage son espace extérieur (acquisition de matériel, jeux, ameublement ...).

Il est proposé d'attribuer une subvention d'investissement de 3 500 €.

Subvention de fonctionnement proposée :

Bénéficiaire	Montant 2025
Cultures du Cœur	2 000 €

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2025 :

Chapitre 65 - article 65748 - fonction 4212

Ligne de Crédit n°4589 « Subventions de fonctionnement associations aide à la famille »

Subvention d'investissement proposée :

Bénéficiaire	Montant 2025
La Petite Ourse	3 500 €

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2025 :

Chapitre 204 - article 20421 - fonction 4212

Ligne de Crédit n°13509 « Subventions d'équipement aide à la famille mobilière et matériel »

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions d'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement qui figurent dans les tableaux ci-dessus,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

2 PJ : - convention ALSA

- convention FSL

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

**Article 2 : Montant de la subvention**

La Ville accorde en 2025 à l'Association :

- une subvention de fonctionnement d'un montant de 40 000 €
- une subvention d'équipement d'un montant de 20 000 €

Les subventions attribuées par la Ville à l'Association feront l'objet d'un versement distinct, sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après vote du budget primitif de la Ville, décision d'attribution et signature de la convention.

**Article 3 : Conditions de paiement**

Les subventions seront créditées au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués sur le compte suivant :

**CCM MULHOUSE ST ETIENNE**  
 Code banque : 10278  
 Code guichet : 03001  
 N° de compte : 00034566048 clé : 55

**Article 4 : Engagements de l'association**

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention
- Fournir à la Ville un compte rendu d'exécution des opérations retenues dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2025
- Fournir un compte rendu financier des actions dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2025
- Fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- Deposier, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001
- Faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias
- A acquérir et/ou à entretenir du matériel bureautique, mobilier, électroménager, outillage et véhicules à hauteur des 20 000 € attribués en subvention d'équipement.

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Madame Marie CORNEILLE, Adjointe au Maire déléguée à la Solidarité et à la Lutte contre la Pauvreté en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville »

D'une part

et

L'Association pour le Logement des Sans-Abri (ALSA), ayant son siège social, 39 rue Thierstein - B.P 1371 - 68070 MULHOUSE Cedex, représentée par son Président, Monsieur François COURTOT, et désignée sous le terme « l'Association »

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

**PREAMBULE**

Par ses orientations et projets au profit des sans-abris, l'association ALSA s'inscrit pleinement dans la politique du Logement d'abord. En effet, l'association propose des actions destinées à faire accéder directement au logement des personnes en situation de grande exclusion, parfois à la rue depuis des années et cumulant des problématiques d'addiction et de santé mentale. Aussi, l'association s'adresse prioritairement aux plus désocialisés avec un très bas seuil d'admission et un haut seuil de tolérance et pratique une clause de non abandon. Elle accompagne 450 personnes dans le cadre de plusieurs dispositifs. Pour permettre l'accès et le maintien au logement, elle gère et entretient 170 logements sur Mulhouse.

Elle sollicite une subvention de la Ville.

**Article 1 : Objet**

Par la présente convention, L'association s'engage à réaliser l'objectif dont le contenu est le suivant :

« Accueil, hébergement, accès au logement et accompagnement social global des personnes sans domicile qui acceptent d'adhérer aux modalités de fonctionnement fixées par l'association à travers son règlement intérieur »

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à la Ville la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de la Ville pour toute modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par l'Association.

La collectivité en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

**Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'Association des engagements énumérés à l'article 4.

**Article 11 : Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**Article 12 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'Association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

**Article 13 : Litige**

En cas de litige relatif à la validité, à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, le litige sera soumis, à défaut de règlement amiable, au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 5 : Contrôle de la Ville**

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

**Article 6 : Assurances**

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

**Article 7 : Responsabilité**

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

**Article 8 : Durée**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an.

**Article 9 : Sanctions**

En cas de non exécution de l'objet social décrit au préambule et des actions mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville de Mulhouse la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 4.



Mulhouse, le

Etablie en deux exemplaires originaux

Pour l'Association ALSA,  
Le Président

François COURTOT

Pour la Ville,  
L'Adjoint Déléguée aux Solidarités

Marie CORNEILLE

**Convention de partenariat** portant  
Contribution financière de la Ville de  
MULHOUSE au Fonds de Solidarité pour le  
Logement – ANNEE 2025

- VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 115-3,
- VU la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 dite "loi Besson" visant à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée, notamment son article 6-3,
- VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, qui précise dans son article 65, le transfert aux Départements de la gestion des droits et obligations des Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), des fonds et dispositifs d'aide aux impayés d'énergie, d'eau et de téléphone,
- VU le règlement intérieur du FSL,
- VU la délégation de gestion comptable et financière du FSL – territoire 68 confiée à la CAF du Haut-Rhin,
- VU la délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CP-2025-X-X-X du 17 novembre 2025 approuvant la présente convention et autorisant le Président à la signer,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de MULHOUSE du 11 décembre 2025 approuvant la présente convention et autorisant la Maire de MULHOUSE à la signer,

Entre les soussignés

La Ville de MULHOUSE, représentée par la Maire, Madame Michèle LUTZ, dûment autorisée à signer la présente convention en vertu de la délibération du 11 décembre 2025, susmentionnée, ci-après désigné « **la Ville de MULHOUSE** », d'une part,

et

la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), représentée par son Président, Monsieur Frédéric BERRY, dûment autorisé à signer la présente convention en vertu de la délibération du 17 novembre 2025 susmentionnée, ci-après désignée « **la Collectivité européenne d'Alsace** », d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

La Collectivité européenne d'Alsace a succédé aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (loi n° 2019-816 du 2 août 2019).

La Collectivité européenne d'Alsace, en sa qualité de chef de file de l'action sociale, aide et apporte une assistance aux personnes démunies, notamment par la participation à leur insertion sociale et professionnelle ainsi que par son action en faveur du logement.

Ainsi, conformément à l'article 6 de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, la Collectivité crée et pilote un Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) qui a pour objet d'accorder, dans les conditions définies par son règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès Internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

Un nouveau règlement intérieur à l'échelle de la Collectivité européenne d'Alsace est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023 se substituant aux deux règlements intérieurs qui coexistaient respectivement sur le Haut-Rhin et sur le Bas-Rhin (hors Eurométropole de Strasbourg) jusqu'à cette date.

Les modalités de fonctionnement du FSL sont définies dans le règlement intérieur du Fonds annexé à la présente convention (cf. Annexe 1).

Le FSL s'inscrit dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et est destiné à aider les personnes et familles haut-rhinoises en situation de pauvreté et de précarité.

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir le montant et les modalités du concours financier de la Ville de MULHOUSE au Fonds de Solidarité pour le Logement – Territoire 68.

**Article 2 : Montant de la contribution financière annuelle au Fonds de Solidarité pour le Logement – Territoire 68- de la Ville de MULHOUSE**

La contribution financière de la Ville de MULHOUSE au Fonds de Solidarité pour le Logement – Territoire 68 - est fixée à hauteur de **20 000 €** au titre de l'année 2025.

**Article 3 : Modalités de versement de la contribution**

Après signature de la convention par les deux parties, la Collectivité européenne d'Alsace adresse un courrier d'appel de fonds à la Ville de MULHOUSE afin de percevoir sa contribution.

Ladite contribution est à verser sur le compte du FSL – Territoire 68 géré par la CAF du Haut-Rhin (N° 00001006140 Clé RIB 39 Code Banque 10071 Code Guichet 68000, Agent comptable de la CAF, 26 rue Robert Schuman 68084 MULHOUSE CEDEX).

**Article 4 : Information de la Ville de MULHOUSE**

La Collectivité européenne d'Alsace établit chaque année un bilan global d'activité du FSL qui sera adressé à la Ville de MULHOUSE.

Par ailleurs, elle s'engage à communiquer à la Ville de MULHOUSE, au mois de mars de l'année N+1, le nombre et le type d'aides accordées aux habitants de la Ville, dans le respect des règles de protection des données à caractère personnel (les données transmises sont anonymes).

Article 5 : Traitement des données personnelles

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties s'engagent à agir conformément à la réglementation entourant la protection des données personnelles et s'engagent à cet égard à respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées et traitées.

Les Parties s'engagent notamment à respecter toutes les obligations découlant du « Règlement 2016/679 » et à ce que les personnes autorisées aient accès aux données personnelles dans la limite de l'exécution de leurs prestations et s'engage à respecter la confidentialité liée à la Convention.

En matière de sécurité les Parties s'engagent à mettre en place et maintenir pendant toute la durée de la Convention toutes les mesures techniques et organisationnelles, notamment toutes les mesures de sécurité adaptées à la nature des données personnelles traitées et aux risques présentés par les éventuels Traitements effectués de manière à préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles.

Les Parties s'engagent à ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles en exécution de la présente convention.

Chaque partie s'abstient en tout hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de la présente convention à ses propres fins ou pour le compte de tiers, à l'exception de l'exécution de la convention et s'engage à modifier ou supprimer, à la demande de la personne dont les données sont traitées, sous réserve qu'il ne s'agisse pas de données obligatoires, et en toute hypothèse, à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution du contrat toutes les données personnelles collectées à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

Les Parties s'engagent à informer sans délai l'autre partie de toute requête d'une personne concernée au titre de ses droits sur ses données personnelles et à coopérer pour faciliter la réponse à ces demandes.

Les Parties s'engagent à mettre en place, pour tout transfert de données personnelles, vers un pays tiers à mettre en place les garanties requises par la réglementation relative à protection des données personnelles applicables.

En cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée des données personnelles collectées dans le cadre de la convention, les Parties doivent dans les 48 (quarante-huit) heures après en avoir eu connaissance, se notifier mutuellement cette violation.  
Les parties s'engagent à coopérer dans le cadre de l'établissement de l'analyse d'impact de cette violation et à mettre en œuvre toutes les mesures correctives qui seraient nécessaires.

Les Parties s'engagent à coopérer afin de pouvoir notifier la violation des données personnelles à toute autorité de contrôle compétente et, éventuellement aux personnes concernées, en conformité avec la réglementation relative à la protection des données personnelles.

A l'expiration de la présente Convention ou en cas de résiliation anticipée pour quelque cause que ce soit, les parties conservent les données échangées dans le cadre de la convention. Cette conservation se poursuit jusqu'à l'achèvement des finalités licites pour lesquelles elles ont été collectées. A l'achèvement de ces finalités, les parties détruisent les données sauf finalités ultérieurs compatibles avec la finalité initiale.

Chaque partie, lorsqu'elle est qualifiée de responsable du traitement, fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Chaque partie s'engage à informer les personnes dont elle recueille les données des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur.

Article 6 : Durée et date d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et court jusqu'au 31 décembre 2025.

Article 7 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée soit d'un commun accord des parties par échanges de courriers conformes, soit en cas de non-respect de l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, par l'autre partie, celle-ci pouvant résilier la convention à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation, la contribution financière prévue à l'article 2 sera versée au prorata temporis de la période comprise entre la date d'effet de la présente convention et celle de sa résiliation.

Fait en double exemplaire, dont un pour chacune des parties.

A Colmar, le

A ....., le

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,  
Le Président

Pour la Ville de MULHOUSE,  
La Maire

Frédéric BIERRY

Michèle LUTZ

**Mme le Maire** : nous passons aux associations de lutte contre l'exclusion et d'aide aux familles. Il s'agit de la subvention en phase 2. Comme vous le savez, la Ville collabore au quotidien avec des associations. Nous l'avons vu et nous venons de le dire, associations qui mènent des actions liées à l'aide alimentaire, l'hébergement d'urgence, ou encore l'insertion sociale et professionnelle. À cet effet, une proposition de subventions à ces associations vous est proposée, comme nous le faisons régulièrement. Le groupe Mulhouse Cause Commune a souhaité intervenir sur cette délibération.

**Mme EL HAJJAJI** : alors, je suis un peu déçue que M. COUCHOT ne soit plus là. Je pensais que l'on devait se parler après ?

**Mme le Maire** : Mme EL HAJJAJI, pour clore le débat, M. COUCHOT, pour m'éviter de partir, me représente dans une séquence et il va revenir tout de suite après et vous pourrez donc le rencontrer.

**Mme EL HAJJAJI** : ah trop bien, très bien très, très bien super super.

**Mme le Maire** : M. MINERY aussi est parti ? Voilà M. MINERY qui revient. M. COUCHOT ne devrait pas tarder non plus.

**Mme EL HAJJAJI** : nous voterons évidemment ces subventions, mais avant cela, nous voulons souligner deux points.

Le premier, c'est le fait que pour tenir leur rôle essentiel, les associations ont besoin d'autre chose que des décisions à la petite semaine. Elles ont besoin de visibilité, elles ont besoin de financements stabilisés dans le temps et surtout, celles qui ont des salariées qui ont la responsabilité plus lourde encore d'assurer des contrats, protéger des emplois et éviter la précarisation de celles et ceux qui accompagnent déjà des publics en détresse.

Nous ne pouvons pas demander à des structures de lutte contre l'exclusion de soutenir des personnes qui traversent des périodes tumultueuses, si elles-mêmes vivent dans l'incertitude budgétaire permanente. Comment accompagner durablement quand nous ne savons pas si nous pourrions encore payer ses équipes dans six mois ?

Nous voterons ces subventions parce qu'elles sont nécessaires, mais nous rappelons que sans une politique pluriannuelle claire, renforcée, assumée, les associations continueront de travailler dans le brouillard alors qu'elles devraient être les piliers stables de la solidarité sociale.

Le deuxième point, c'est le fait que ce sont ces associations qui aujourd'hui tiennent debout, ce que la puissance publique ne garantit pas suffisamment : un accueil digne, une écoute, une protection minimale pour les familles, les femmes isolées, les jeunes en rupture, les personnes à la rue.

Les chiffres d'accueil de Sursaut sont édifiants : 21 000 visites depuis janvier, +11 % comparé à 2024 et l'année n'est pas finie. Il montre une fréquence qui augmente encore avec plusieurs centaines de personnes accueillies chaque semaine, des files qui grossissent, des matinées saturées. Cela confirme ce que tout le monde voit sur le terrain : la demande explose, la précarité s'enracine et les associations absorbent une détresse croissante.

Cette délibération donne des subventions, oui, mais elle ne répond pas à la question politique centrale : pourquoi les associations sont-elles obligées d'absorber seules l'augmentation massive des besoins sociaux dans une ville où la pauvreté atteint désormais 36 % ? Les travailleurs sociaux et les bénévoles ne peuvent plus compenser indéfiniment ce que la Ville n'anticipe pas assez. Ils ne peuvent pas continuer à accueillir toujours plus de personnes sans que Mulhouse ne renforce réellement la prévention, l'accès au droit, au logement et à l'accompagnement social.

Nous voterons cette subvention, mais nous le ferons avec lucidité. Ce qui est fait aujourd'hui, ce n'est pas une politique sociale, c'est la gestion d'une urgence permanente et tant que Mulhouse ne construira pas une stratégie capable d'enrayer les causes de la pauvreté plutôt que d'en gérer les symptômes, ce conseil municipal continuera à voter chaque année des phases 2, 3 de subventions qui ne feront que colmater les brèches de plus en plus larges. Merci.

**Mme le Maire** : y a-t-il de d'autres demandes de parole ? M. OBERLIN.

**M. OBERLIN** : merci, Mme le Maire. Mon propos sera différent. Nous allons bien entendu voter en faveur des propositions de la délibération, mais je voudrais profiter de cette délibération concernant la lutte contre l'exclusion et l'aide aux familles pour rappeler que le groupe Mulhouse au Cœur avait déposé il y a un an un vœu concernant la santé mentale, vœu adopté à l'unanimité. Cela fait donc un an.

Nous regrettons le peu d'action envers les populations vulnérables à l'exception des jeunes qui ont bénéficié de manifestations malheureusement assez limitées en fin d'année. Il n'y a pas eu d'action adossée à la lutte contre l'exclusion, les parents solos, en particulier les mères, les aidants, les personnes sans domicile fixe, les vulnérables âgés, pour ne citer qu'eux. Y a-t-il eu de la formation pour les agents accueillant le public ? Toutes ces demandes avaient été faites lors du vœu.

Nous aurions aimé participer à de vrais groupes de travail. Notre groupe était représenté à chacune des trop rares invitations du conseil local de santé mentale. L'ensemble des collaborateurs de la Ville fait le maximum et nous les en remercions, mais à l'impossible nul n'est tenu.

Mme le Maire, vous n'avez pas mis les moyens humains nécessaires pour mener à bien ces actions indispensables pour cette cause nationale qui était la santé mentale en 2025. À l'image du mandat, vous avez pris soin des décors, des

décors, mais pas assez des corps et encore moins du bien-être mental des habitants de notre ville. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en ai pas. Je propose une réponse de Marie CORNEILLE, dans un premier temps. Mme PAUGAM ?

**Mme PAUGAM** : c'était juste technique. Je précisais que je ne prendrai pas part au vote en étant membre d'un conseil d'administration d'une des associations concernées.

**Mme le Maire** : c'est noté. Une première réponse par Marie CORNEILLE et une seconde par Henri METZGER.

**Mme CORNEILLE** : oui, merci, Mme le Maire. Pour moi, c'est l'occasion de vous répondre de façon globale sur les différentes associations qui sont repérées dans cette subvention et de rappeler pourquoi il y a plusieurs phasages qui se font chaque année étant donné que toutes les associations ne sont pas en capacité forcément de nous déposer leur dossier de subvention en même temps.

C'est pour cela que le choix est fait de faire deux phasages ou trois, si vraiment nous n'y arrivons pas en deux, afin de pouvoir répondre à tout le monde. Nous respectons aussi le temps de rédaction des demandes de subventions des associations et le choix qu'elles font de nous le faire soit en début d'année soit en fin d'année.

Effectivement, les associations que nous soutenons aujourd'hui sont en première ligne auprès des personnes qui sont soit sans-abri, des jeunes en rupture, des familles fragilisées, ou des parents aussi et elles portent clairement au quotidien cette promesse républicaine d'accompagnement, d'humanité, de dignité. Je rappellerai également le rôle du CCAS qui a un rôle premier de coordinateur, d'ensemblier.

Alors, oui, le taux de pauvreté à Mulhouse c'est 36 %. Oui, il y a énormément d'associations à Mulhouse, il y a aussi énormément de dispositifs et je crois qu'aujourd'hui, ce qu'il est important de retenir aussi c'est justement que ce maillage que l'on a au niveau de la Ville, de tout le territoire et des dispositifs que nous mettons en place ensemble, partenaires et acteurs institutionnels et associatifs pour répondre au mieux aux besoins du Mulhousien et ne laisser personne au bord du chemin. C'est dans ce contexte-là où la précarité progresse, où les situations des familles se complexifient, que nous souhaitons agir en tant que CCAS, en tant que Ville de Mulhouse, dans notre politique d'accompagnement sur les solidarités. Voilà, ce que j'ai à répondre sur cette délibération. Je vous remercie.

**Mme le Maire** : merci Mme CORNEILLE. Nous laissons la parole à Henri METZGER sur la question de la santé mentale.

**M. METZGER** : merci, Mme le Maire. Je m'inscris en faux sur ce que dit M. OBERLIN puisque depuis que nous avons voté cette motion qui correspondait d'ailleurs déjà à une politique que l'on mène puisque le problème de santé mentale qui dépassent largement d'ailleurs, les responsabilités la Ville, mais j'aimerais dire que depuis lors le conseil local de santé mentale s'est réuni à deux reprises. Il y a différents projets qui sont déjà mis en place, par exemple, au Drouot, il y a une formation de premiers secours en santé mentale, il y a une deuxième formation en direction des travailleurs de la jeunesse, qui se déroule aussi sur les premiers secours en santé mentale enfants, le CLSM participe au travail qui est mené actuellement en lien avec Praxis sur la santé mentale, pas plus qu'il y a 10 jours 200 personnes se sont retrouvées au conseil régional organisé par le CCAS et Praxis sur le thème de l'accès aux soins en direction des publics précarisés avec tout un volet santé mentale.

Nous ne pouvons pas, on ne répondra pas à toutes les demandes parce qu'en plus, au niveau d'Ambition Mulhouse il y a des choses qui se passent. Nous avons fini de mettre en place la Maison des parents et des mille premiers jours dans lequel cet axe va aussi être traité, dans trois jours il y a la réunion du collectif santé des jeunes et des enfants où va être justement discuté en multi partenarial comment nous arrivions à avancer sur ce sujet.

Donc, je pense que nous sommes tous mobilisés. Quand je dis tous, c'est la Ville de Mulhouse, le CCAS, mais aussi toutes les associations, je pense au Cap qui a fait récemment toute une journée sur les questions d'addiction. Je crois que vraiment, cette question de santé des jeunes est actuellement portée vraiment au niveau de la Ville, de manière très importante.

Les résultats ne se voient pas du jour au lendemain et je dirais aussi, je parlais d'Ambition Mulhouse que c'est vraiment heureux que le partenariat avec l'Éducation nationale se développe également.

**Mme le Maire** : merci, M. METZGER. Mme EL HAJJAJI, deux minutes.

**Mme EL HAJJAJI** : le problème ce n'est pas la question du phasage, c'est la question du colmatage. Donc, je crois que vous n'avez pas compris ma conclusion.

**Mme le Maire** : nous ne sommes pas toujours à la hauteur.

**Mme EL HAJJAJI** : ce n'est pas cela le sujet. Cela me met quand même en colère, je vais vous dire les choses franchement. Parce que je me rappelle un jour au Conseil municipal lorsque j'abordais la question, on m'avait répondu, vous m'aviez répondu : « Personne ne dort dans la rue à Mulhouse ». Moi, j'aurais préféré que vous me répondiez sur les 21 000 passages à Sursaut, les plus 11 % de personnes à la rue ou sans logement ou en très grande difficulté sur la question du logement. Parce que ça, c'est du concret, ça, ce sont des vies. Donc, j'aurais préféré que vous me répondiez concrètement sur ce sujet-là.

**Mme le Maire** : nous sommes parfois décevants, nous sommes comme cela, oui. Par contre, nous étions à l'anniversaire de Sursaut. C'était une très belle séquence et une très belle soirée.

**M. METZGER** : nous étions, effectivement, à l'anniversaire de SURSO, mais nous sommes aussi en réunion au travail avec SURSO régulièrement et nous soutenons aussi les efforts des médecins bénévoles qui participent à la consultation de SURSO, mais comme dit, là aussi, ce n'est pas la Ville qui peut résoudre toutes les questions qui se posent à ce niveau-là.

**Mme le Maire** : merci, M. METZGER. Je mets cette délibération au vote.

Qui est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Merci pour ce vote.

Pour : 37 + 8 procurations

Groupe majoritaire : 23 + 5 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 6

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

Ne prennent pas part au vote : Mme Corneille, M. Metzger, Mme Paugam et M. Causer.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**29° CONFERENCE SAINT VINCENT DE PAUL DON BOSCO DE MULHOUSE :  
VERSEMENT D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE  
FONCTIONNEMENT (Prévention et sécurité/7.5.6/1686)**

La Conférence Saint Vincent de Paul Don Bosco sollicite une subvention de la Ville de Mulhouse afin de soutenir ses actions solidaires en faveur des personnes en situation de précarité. Ces actions incluent notamment la distribution de repas, l'organisation de collectes, la mise en place de sorties et l'accompagnement de familles en difficulté.

Ces projets offrent aux personnes fragilisées l'opportunité de vivre des expériences collectives valorisantes, favorisant ainsi leur inclusion sociale.

Ils contribuent également à lutter contre l'isolement en créant des espaces d'échanges et de solidarité.

Par ailleurs, ces temps de rencontre renforcent la cohésion sociale entre habitants, bénévoles et bénéficiaires, et viennent compléter les initiatives de lutte contre l'exclusion portées par la Ville de Mulhouse et le CCAS.

A ce titre, il est proposé qu'une subvention exceptionnelle de 3 500 € soit accordée à la Conférence Saint Vincent de Paul Don Bosco de Mulhouse, afin de poursuivre et développer ces actions.



Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif 2025 :

Chapitre 65 - Compte 65748 - Fonction 020  
Ligne de crédit 3685 : "Subventions aux cultes"

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 3 500 € à la Conférence Saint Vincent de Paul Don Bosco.

**Mme le Maire** : nous passons au versement d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement à la conférence de Saint-Vincent-de-Paul pour Don Bosco Mulhouse. Je le rappelle, c'est une subvention pour soutenir des actions solidaires et je laisse la parole à Paul QUIN pour nous donner quelques détails sur cette délibération pour laquelle le groupe Mulhouse Cause Commune a souhaité intervenir.

**M. QUIN** : oui, tout simplement, nous aidons la conférence Saint-Vincent-de-Paul qui est une association caritative certes culturelle mais avant tout une association caritative qui travaille sur l'espace public et nous en avons bien besoin de ces associations et il convient de pouvoir aussi les aider. D'autant que nous venons en soutien et en appui de ce que peut faire le CCAS de Mulhouse.

**Mme le Maire** : c'était une question de Cause Commune, Mme EL HAJJAJI ?

**Mme EL HAJJAJI** : oui, bien sûr que l'on ne contestera pas l'utilité de ces actions qui sont précieuses. Elles répondent à des besoins bien réels dans une ville où la pauvreté progresse et de plus en plus de ménages basculent dans la précarité, mais c'est précisément là où le bât blesse. Quand la pauvreté augmente, la question n'est pas seulement : « faut-il soutenir les associations ? ». La vraie question c'est : « pourquoi Mulhouse a-t-elle autant besoin d'elles ? » Nous sommes quand même dans une ville où plus d'un habitant sur trois qui vit sous le seuil de pauvreté. Il est vraiment nécessaire d'avoir un plan d'action sur la question de la solidarité et du social relativement assez ambitieux.

Nous ne pouvons pas nous contenter de ce pansement sur une jambe de bois, il faut aller bien plus au-delà sur ces questions-là. Que ce soit pour les personnes à la rue ou les personnes qui ont faim.

**Mme le Maire** : vous souhaitez apporter une réponse ?

**M. QUIN** : simplement sur l'interpellation de M. MINERY tout à l'heure en début de séance si vous le souhaitez Mme le Maire, sur la sécurité, sur le protoxyde d'azote, les trottinettes...

**Mme le Maire** : M. MINERY, vous attendiez une réponse ? Non ? Je vous suggère de faire comme Mme EL HAJJAJI et M. COUCHOT, c'est de vous voir tout à l'heure et puis d'échanger si vous le souhaitez.

Donc, pour cette conférence de Saint-Vincent-de-Paul Don Bosco, qui est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ? Je vous remercie.

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 26 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **30° DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE : INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL (Secrétariat Général/5.2.3/1663)**

Afin de faciliter le fonctionnement de l'administration et d'accélérer le règlement des affaires, le Conseil Municipal a délégué en date du 17 juillet 2020 une partie de ses attributions au Maire en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L 2122-23 du même code, cette délégation de pouvoirs est assortie de l'obligation de rendre compte au Conseil municipal des décisions prises par le Maire, par un Adjoint, ou par un conseiller municipal par subdélégation.

Les décisions suivantes ont été prises en application de ces dispositions :

#### **Finances**

- décision du 30 octobre 2025 : réalisation d'un emprunt de 7 000 000 € auprès d'ARKEA BANQUE E&I, destiné au financement du Plan Lumière. Cet emprunt, encaissé en décembre 2025, est consenti pour une durée de 20 ans au taux variable Euribor 3 mois + 0,96 % et sera remboursé par échéances trimestrielles avec amortissement linéaire du capital.
- décision du 30 octobre 2025 : réalisation d'un emprunt de 10 000 000 € auprès de la Banque Postale, destiné au financement des reports d'investissements 2025 du budget principal. Cet emprunt, encaissé le 30 janvier 2026, est consenti pour une durée de 20 ans au taux variable Euribor 3 mois + 1,03 % et sera remboursé par échéances trimestrielles avec amortissement linéaire du capital.

## Marchés publics

N°	N Serv.	Titulaire du marché	Objet	Date de notification	Montant du marché (HT)	Nature
V2025116	V422	DEVELOP'TOIT 15 rue Charles V 75004 PARIS	Evaluation de l'OPAH RU / ORI du quartier Fonderie 2020-2025	28/10/2025	44 806,25 €	Services
V2025117	V3	GARAGE MAURICE 54 rue de Brunstatt 68200 MULHOUSE	Marché subséquent - acquisition d'un véhicule de service	21/10/2025	19 365,00 €	Fournitures
V2025114	V411	LINGENHELD ENVIRONNEMENT Chemin du Hitzthal 67203 OBERSCHAFFOLSHEIM	Travaux complémentaires de curage de l'ancienne III	09/10/2025	38 475,00 €	Travaux
V2025111	V4312	AULD ALLIANCE KILTMARKERS 10/6 Piershill Place EH8 7EH EDINBURGH ECOSSE	Création et réalisation d'un tartan au design original pour la Ville de Mulhouse.	19/09/2025	1 515,11 €	Services
V2025104	V332	EST MAINTENANCE SERVICE 10 rue du Chêne 67800 HOENHEIM	Vérification et maintenance des systèmes de sécurité incendie de type 1 et 2a Lot n° 1 - Patrimoine scolaire	16/09/2025	20 000,00 €	Services
V2025105	V332	C2S SECURITE 8 rue du Pont d'Aspach 68520 BURNHAUPT-LE-HAUT	Vérification et maintenance des systèmes de sécurité incendie de type 1 et 2a Lot n° 2 - Patrimoine divers (hors scolaire)	15/09/2025	30 000,00 €	Services
V2025108	V331	KOERPER CONSTRUCTIONS METALIQUES 16 rue du Docteur Albert Schweitzer 68120 PFASTATT	Reprise des pieds de poteaux corrodés au gymnase Schoenacker - rue Jules Verne à Mulhouse	15/09/2025	78 465,00 €	Travaux
V2025109	V130	GROUPE LAPS 70 Rue Douy Delcupe 93100 MONTREUIL	800 ans – création d'un son et lumière sur la Tour de l'Europe (Cérémonie de clôture)	10/09/2025	32 545,45 €	Services
V2025098	V1111	BEMAC 17 Rue des Maréchaux 68100 MULHOUSE	Acquisition de tablettes tactiles pour les écoles mulhousiennes	09/09/2025	36 583,44 €	Fournitures
V2025099	V3	PEUGEOT MULHOUSE GRAND EST AUTOMOBILES 7 rue de Berne CS 80025 68110 ILLZACH	Marché subséquent – acquisition d'un véhicule utilitaire	04/09/2025	25 764,58 €	Fournitures
V2025103	V3322	GLOBAL SERVICE INTERVENTION 26 rue Lauriston 75116 PARIS	Télésurveillance des bâtiments de la Ville de Mulhouse	03/09/2025	70 000,00 €	Services
V2025102	V3315	KLEINHENNY 28 rue de Kingerqheim 68110 ILLZACH	Remplacement des vitres cassées et travaux de vitrerie annexes dans les bâtiments communaux	02/09/2025	140 000,00 €	Travaux
V2025110	V26	SFR BUSINESS 16 rue du Général Alain de Boissieu 75015 PARIS	Acquisition de licences annuelles KNOX pour le contrôle des terminaux mobiles	01/09/2025	9 097,04 €	Fournitures
V2025100	V332	VISSMANN Avenue André Gouy BP 33 57380 FAULQUEMONT	Fourniture de pièces détachées pour les chaudières de marque VISSMANN	29/08/2025	20 000,00 €	Fournitures
V2025097	V332	MULLER CLIMATISATION 15 rue de Colmar 68220 HESINGUE	Rénovation de la chaufferie de la salle de sports rue de Mittelwihr à Mulhouse	12/08/2025	55 315,05 €	Travaux
V2025096	V3322	ASCAUM 8 rue du Rimbach 68190 RAEDERSHEIM	Remplacement de l'ascenseur du personnel à la bibliothèque centrale à Mulhouse	07/08/2025	69 300,00 €	Travaux
V2025093	V332	JAENICKE 10 rue du 17 Novembre 68500 GUEBWILLER	Remplacement de la chaudière du gymnase Ergmann	06/08/2025	30 935,19 €	Travaux
V2025095	V4531	ENEREGIE 68 15 rue de Bordeaux 68200 MULHOUSE	Prestations de manutention lors d'Explor Assos 2025	29/07/2025	4 995,00 €	Services
V2025092	V451	STEVE DUCHENE 35 Grand rue 67700 SAVERNE	Mission de suivi et accompagnement du projet Mulhouse-Briand 2025 - 2026	29/07/2025	20 040,00 €	Services

## Assurances – Juridique

- indemnisations des 21 juillet et 24 octobre 2025 versées à des tiers suite à l'endommagement de leur véhicule suite à un défaut dans la chaussée,
- décision du 24 juillet 2025 désignant un cabinet d'avocats pour représenter et défendre les intérêts de la Ville de Mulhouse dans le cadre du recours contentieux d'un agent,
- indemnisation du 31 juillet 2025 versée à l'assureur du tiers lésé suite à l'endommagement de sa clôture par la chute d'un arbre,
- décision du 6 août 2025 désignant un cabinet d'avocats pour représenter et défendre les intérêts de la Ville de Mulhouse suite à un référé-suspension d'une convention d'occupation du domaine public,
- mémoire en défense du 17 août 2025 suite à la contestation d'un arrêté d'opposition à déclaration préalable,
- indemnisation du 19 août 2025 versée à un commerçant ayant pris en charge, en sa qualité de locataire, la réparation de la façade d'un bâtiment de la Ville, endommagée par un camion,
- mémoire complémentaire du 21 août 2025 dans le cadre de la demande d'extension des opérations de référé-expertise du Conservatoire,
- décision du 3 septembre 2025 désignant un cabinet d'avocats pour représenter et défendre les intérêts de la Ville de Mulhouse suite à un recours contre la délibération du 26 juin 2025 portant création de la ZAC des Coteaux,
- indemnisation du 4 septembre 2025 versée à un tiers suite à l'endommagement de son véhicule par une plaque d'égout mal emboîtée,  
  
il indemnisations des 22 et 25 septembre, 19 et 21 octobre 2025 versée à un tiers ou à son assureur suite à l'endommagement de son véhicule par la chute d'une branche d'arbre,
- mémoire récapitulatif du 30 septembre 2025 dans le cadre d'un recours contre un arrêté de permis de construire,
- décision du 8 octobre 2025 désignant le cabinet d'avocats pour représenter et défendre les intérêts de la Ville de Mulhouse dans le cadre de recours en contestation de la validité du contrat et de pleine juridiction.

Le Conseil municipal prend acte, par son vote, du compte-rendu des décisions prises par délégation de pouvoir.

**Mme le Maire** : nous passons à la dernière délibération discutée, il s'agit des décisions prises par le maire, l'information du Conseil municipal.

Cette dernière délibération concerne deux nouveaux emprunts, plusieurs marchés publics et des frais liés à des actions de justice ou des indemnisations. Mulhouse au Cœur souhaitait poser une question. M. OBERLIN ?

**M. OBERLIN** : nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises les emprunts. Il s'agit là, 17 millions supplémentaires, nous n'allons pas recommencer.

**Mme le Maire** : d'accord, très bien. Est-ce que vous voulez une explication de M. QUIN ? Parce que sinon, on va me dire que je bride la démocratie. M. QUIN, une explication rapide comme vous savez le faire.

**M. QUIN** : très rapidement. Sur la question du protoxyde d'azote, c'est, effectivement, un problème. Ce fléau d'ampleur nationale, nous en parlons beaucoup d'ailleurs, en ce moment et il n'est pour s'en convaincre que de voir le reportage qui est sorti sur les écrans il y a très peu, où une personne, un jeune homme, victime de protoxyde d'azote a vu ses membres inférieurs totalement paralysés, etc. et qui, sur son lit d'hôpital, réclamait encore du protoxyde d'azote.

C'est un vrai fléau, c'est une addiction, les addictologues le disent. C'est quelque chose de très, très lourd, c'est l'équivalent de l'alcool, c'est l'équivalent des drogues et donc c'est, effectivement, un problème très difficile à traiter. Nous l'abordons de deux manières, la prévention mais là nous en sommes juste aux prémices, nous sommes au commencement des choses, donc nous allons mettre nos équipes au travail là-dessus pour aller en direction, notamment des collégiens et des lycéens.

D'autre part, il y a quand même aussi le volet répressif puisqu'il ne vous aura pas échappé qu'il y a déjà eu des accidents mortels qui se sont produits à cause du protoxyde d'azote. À Mulhouse, nous avons déjà fait un certain nombre d'opérations coup de poing comme l'on dit, où nous essayons de vérifier, etc. nous n'avons pas eu énormément de succès, je dirais, dans la réponse, parce que pour l'instant nous n'avons eu que quelques interpellations de consommateurs de protoxyde d'azote, parce que naturellement, en règle générale, ils ne consomment pas comme cela, au vu et au su de tout le monde, mais nous retrouvons des traces, naturellement, des bonbonnes de protoxyde .... Nous savons que c'est un fléau, nous savons qu'il existe et nous allons essayer de le traiter sur les deux champs que sont la prévention et la répression.

Ensuite, sur les trottinettes. C'est un phénomène qui prend de l'ampleur aussi, qui devient de plus en plus grave aussi, c'est d'ailleurs une très, très bonne décision que le Maire de Mulhouse avait prise en son temps qui était de refuser les trottinettes en libre-service. Paris l'avait fait, ils sont revenus dessus. Nous n'avons pas fait cette erreur, nous sommes bien contents de ne pas l'avoir faite. Nous avons des contrôles conjoints PM-PN qui sont faits, nous avons là aussi des

opérations d'importance. Nous avons fait 25 opérations d'importance sur les derniers mois, qui ont conduit à une centaine de verbalisations à peu près. Donc, nous n'avons pas terminé le travail. Là aussi, nous avons un travail de prévention à effectuer auprès des collégiens parce que cela paraît récréatif.

Alors, j'ose un parallèle, le protoxyde d'azote aussi est réputé récréatif, c'est comme cela qu'il est perçu et vécu par un certain nombre de jeunes. À noter que l'on plonge dans protoxyde d'azote encore plus jeune que l'on ne plonge dans la drogue ou dans l'alcool. Et plus on plonge jeune sur des produits addictants, moins on y résiste et plus dur c'est d'en sortir.

Effectivement, nous sommes tout à fait attentifs M. MINERY, vous avez eu raison de le souligner tout à l'heure, ce sont deux facteurs totalement différents bien sûr dans leur approche, mais pas tant que cela dans leur traitement, prévention-répression, que ce soit pour les trottinettes ou que ce soit pour le protoxyde d'azote.

Concernant la police nationale et ce sera ma dernière intervention, il ne nous appartient pas de décider, etc. par contre Mme le Maire, à chaque fois qu'elle en eut l'occasion, s'en est ouverte, soit par lettre au niveau du ministre. Je pense que d'ici quelques jours d'ailleurs, elle aura l'occasion encore de parler des effectifs de police nationale à Mulhouse et c'est vrai que nous sommes en sous-effectif en police nationale et cela ne nous arrange pas parce que naturellement, ce que la police nationale ne peut pas faire, eh bien, c'est nous qui sommes policier municipal qui le faisons, voilà. Ai-je répondu à vos interpellations ?

*(Propos hors micro)*

**M. QUIN** : alors, les mortiers d'artifice, c'est aussi un autre problème. Alors, là nous avons des interventions auprès des jeunes sur le risque pétard qui se fait soit dans les établissements scolaires soit dans les centres sociaux où on est. Là, nous avons aussi une décrue quand même, heureusement d'ailleurs, du nombre de personnes qui sont blessées aux mains, notamment ou ailleurs, suite à l'usage ou mésusage des artifices, il y a moins de jeunes dans les hôpitaux, fort heureusement. Alors, je ne vais pas dire c'est grâce à nous, mais si nous avons pu contribuer à cette réduction nous en sommes tout à fait heureux.

Après, c'est pareil, les mortiers d'artifice cela résonne dans tous les coins, donc pour arriver à arrêter la personne qui est en train d'user de ce genre de choses donc de ce point de vue, là aussi nous faisons tous les efforts que l'on peut pour essayer d'endiguer ce phénomène.

**Mme le Maire** : nous avons d'ailleurs un travail de fond qui est fait avec des associations entre autres, à Bourtwiller, des associations de jeunes qui font ce travail de prévention par rapport aux autres jeunes.

Juste pour terminer là-dessus et la question du protoxyde d'azote est un des sujets dont nous débattons au CISPD puisque là, pour le coup, c'est la casquette

M2A et c'est un des prochains sujets qui sera présenté au lors d'un CISP, pour la vision complète.

Pour : 42 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 4 + 1 procuration

Le conseil municipal, a pris acte, à l'unanimité des suffrages exprimés, des décisions prises par le Maire

--- / --

## **VOTE EN BLOC DES DELIBERATIONS**

**Mme le Maire** : Nous sommes arrivés au bout de l'ordre du jour. Il nous convient encore de voter tout ce qui n'a pas été débattu.

Pour le vote bloqué, qui est contre ? Est-ce que quelqu'un s'abstient ?  
M. PAUVERT s'abstient sur le vote bloqué ? Qui est pour ? Je vous remercie.

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

Le vote en bloc des délibérations ci-dessous est approuvé à l'unanimité des suffrages exprimés.

**31° ATHLETES DE HAUT NIVEAU MULHOUSIENS : COMPLEMENT D'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE AU TITRE DU DISPOSITIF TEAM ELITE/ESPOIR ATHLETES MULHOUSE (TEAM) (Sports et Jeunesse/7.5/1694)**

Dès son origine (2018), le dispositif « Team Olympique Paralympique Mulhouse Alsace » (TOPMA), devenu TEAM ELITE/ESPOIR ATHLETES MULHOUSE (TEAM) est dédié à la très haute performance et s'inscrit dans l'objectif de favoriser la participation de jeunes athlètes mulhousiens aux échéances sportives de niveau national et international.

Au vu de l'image positive véhiculée médiatiquement par certains athlètes de haut niveau identifiés (palmarès, persévérance, goût de l'effort...), licenciés dans des clubs sportifs mulhousiens, il est proposé de reconduire ou de conclure avec ces derniers, un partenariat de soutien individualisé de leur projet sportif. En intégrant la TEAM, ces sportifs s'engagent au profit du développement global de la discipline et au rayonnement extérieur de Mulhouse.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du dispositif « TEAM » et comprend les actions menées dans les domaines :

- de l'évènementiel et de manifestations promotionnelles grand public (« RDV du Sport », « Talents du Sport »...),
- de l'animation sportive de proximité (interventions dans les écoles mulhousiennes, les centres socioculturels...),
- de l'écoresponsabilité et de l'éthique des pratiques sportives des athlètes et des clubs, considérant la notion d'exemplarité auprès de nos jeunes,
- de la participation à des actions de sensibilisation en matière de sport-santé, particulièrement pour lutter contre le dopage, la sédentarité et les risques associés,
- de l'excellence sportive : réservation de temps d'intervention et/ou de sensibilisation sur la pratique sportive de haut niveau auprès des sportifs en devenir,
- de la visibilité et de la représentation de la Ville de Mulhouse à l'extérieur pendant les compétitions ou les expositions médiatiques (régionales, nationales ou internationales) : rôle d'ambassadeur,
- de la participation de l'athlète à la vie associative de son club de rattachement,
- de l'engagement de l'athlète sur des objectifs de performance et de résultats sportifs (titres nationaux et internationaux) permettant de contribuer au rayonnement extérieur de la Ville.

Le suivi des athlètes et leur rencontre à échéance régulière sont réalisés par la Direction Sports et Jeunesse afin de mesurer l'accomplissement global des missions d'intérêt général précédemment citées et les performances sportives réalisées.

Pour cette fin d'année civile, il est proposé d'allouer à ces sportifs de haut-niveau, et au club Red Star Mulhouse Badminton en sa qualité de club « employeur d'un sportif », les soutiens financiers figurant dans les tableaux ci-dessous (colonne aides financières complémentaires décembre 2025) qui s'inscrivent en corrélation avec les appréciations individualisées.



Accompagnement financier « TEAM ELITE ATHLETES MULHOUSE »						
Accompagnement financier « TEAM ESPORT ATHLETES MULHOUSE »						
Disciplines sportives / Athlètes identifiés / Athlètes identifiés	Clubs mulh. de mulh. rattachement	Montant	Aides	Aides financières		Total des aides financières 2025
		total des aides financières 2024 (athlètes)	aides financières déjà versées juin 2025 (athlètes)	complémentaires décembre 2025		
				décembre 2025		
				Athlètes	(contrats aidés)	
Badminton		(athlètes)	(athlètes)		aides)	
BADKUNTOMAUD	Red Star Mulhouse	3 600 €	6 000 €	1 000 €	-	7 000 €
LAMBERT Margot	Mulhouse Badminton	3 600 €	6 000 €	1 000 €	-	7 000 €
POGNANTE Camille	Badminton	1 200 €	4 000 €	-	2 200 €	6 200 €
Squash	Mulhouse Association					
HICQUELAS Brice	Squash Sp. Mulh.	8 200 €	5 500 €	3 000 €	-	8 500 €
LOMA Macéon	Mulhouse Club	7 200 €	3 500 €	1 500 €	-	4 500 €
Canoe Kayak	Touring					
HAZVAND Elise	Plongée M.	-	1 500 €	-	-	1 500 €
PTILEGRB Amélie	Canoe Kayak	-	300 €	300 €	-	600 €
ROMAND Juliette	Mulhouse	-	300 €	-	-	300 €
GEORGENTHUM Paul	Riedelsheim	-	2 000 €	-	-	2 000 €
HELLE Elora	Triathlon	-	300 €	-	-	300 €
ZAPPALERRA Clément	Curling	-	-	300 €	-	300 €
Attaque	Olympia M.					
MASSARD Arélien		-	2 000 €	-	-	2 000 €
Equitation	Mulh. Illberg					
BOULOUX Rayan (paradressage)	Société Athlétique de Hirsingue	-	300 €	-	-	300 €
Triathlon	ASPTT M.					
MISTIA Chloé	Mulhouse	4 000 €	2 000 €	1 000 €	-	3 000 €
Kayak	Oniansports					
LOMBARDI Chiara	ASCMR	-	-	300 €	-	300 €
BAÏLER Quentin (course en ligne)	Canoe Kayak	-	-	500 €	-	500 €
Course d'orientation	Mulh. Club					
GAUTHALA Louise	d'Orientation M. Squash	-	-	500 €	-	500 €
Squash	M. Squash					
HARNIST Caroline	Mulhouse	-	-	1 000 €	-	1 000 €
ALVES Melissa	Club					
S/totaux :		27 800 €	31 400 €	11 500 €	2 200 €	45 200 €
Totaux généraux :		27 800 €	35 500 €	14 800 €	2 200 €	52 500 €

Les crédits nécessaires, soit 17 000 €, sont disponibles au Budget 2025 :

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante

Nature 65748 : Subvention de fonctionnement autres associations de droit privé

Fonction 30 : Culture, Vie Sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs – Services communs

Enveloppe 38631 : Subvention Fonctionnement TEAM

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions d'accompagnement financier présentées au titre de cette délibération,
- autorise Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

1 PJ : projet de convention

VILLE DE MULHOUSE

Direction Sports et Jeunesse  
Service Dynamique Sportive et grands projets  
Unité Excellence Sportive  
[Code/ Numéro de la convention]



CONVENTION DE PARTENARIAT

Team Elite Athlètes Mulhouse

Année civile 2025

Entre

LA VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Thierry NICOLAS, Adjoint délégué à la politique sportive, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du [date], et désignée sous le terme « la Ville », dans la présente convention,

d’une part,

Et

[Nom de l’athlète], athlète de nationalité française, né le JJ MM AAAA à [VILLE DE NAISSANCE], désigné par ses nom(s) et prénom(s) ou « le sportif » ou « l’athlète » dans la présente convention, domicilié [adresse],

d’autre part

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions du Code du sport, les collectivités territoriales participent à la promotion et au développement des activités physiques et sportives.

L’article L.2541-12, 10° du Code général des collectivités territoriales (CGCT) autorise les collectivités territoriales d’Alsace-Moselle à allouer des subventions à des fins d’intérêt général ou de bienfaisance, notamment en faveur du mouvement sportif.

Dans le cadre de sa politique de soutien au sport de haut niveau et en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur, la Ville de Mulhouse souhaite accompagner [Nom de l’athlète], athlète de haut niveau en [discipline sportive], dont le parcours remarquable aux niveaux national et international constitue une source d’inspiration, tant par ses résultats que par les valeurs qu’il/elle incarne.

Considérant l’image positive véhiculée par l’athlète, tant dans les médias qu’auprès de la jeunesse mulhousienne — à travers son palmarès, sa persévérance et son engagement — la Ville entend conclure un partenariat global de soutien avec ce dernier et son club de rattachement. Ce partenariat inclura entre autres, pour [Nom de l’athlète], la réalisation de missions d’intérêt général.

Dans ce cadre, l’athlète s’engage à mener des actions à visée d’intérêt général, destinées à promouvoir la pratique sportive et à transmettre les valeurs qui y sont associées, notamment le respect, l’engagement, l’excellence et la solidarité.

L’athlète, pleinement en accord avec cette démarche, accepte les engagements précisés ci-après.

Article 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la Ville et le sportif mulhousien pour l’accomplissement de missions d’intérêt général et l’atteinte d’objectifs sportifs.

Article 2 – DUREE DU PARTENARIAT

Le partenariat est conclu au titre de l’année civile 2025.

Article 3 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

En cohérence avec sa politique de promotion du sport de haut niveau, la Ville veillera à favoriser la mise en valeur de l’athlète ainsi que son parcours et à ce que les éventuels commentaires accompagnant la diffusion de son image ne portent en aucune manière atteinte à sa réputation, à son honneur ou à sa dignité.

- Mettre en avant une image positive et dynamique de la Ville lors d'interventions publiques (articles, interviews, vidéos promotionnelles...) ;
- Répondre aux éventuelles sollicitations de la Ville (séances, conférences, inaugurations d'équipements, manifestations sportives, interventions en milieu scolaire...) dans la mesure du possible ;
- Autorise le service Communication à mettre en ligne sur le site internet de la Ville et ses réseaux sociaux, un portrait retraçant sa carrière, son palmarès, ses ambitions (compétitions à venir) ainsi que sa photographie.

Article 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 MONTANT DE LA SUBVENTION

Sous réserve du respect des objectifs contractuels tels qu'énoncés dans la présente convention, la Ville attribue à [nom de l'athlète] une subvention à hauteur de XXX € [montant en toutes lettres], après signature du partenariat.

5.2 MODALITES DE VERSEMENT

Sous réserve de transmission des pièces justificatives nécessaires qui seront demandées à l'occasion de la notification écrite d'attribution, la subvention sera créditée sur le compte bancaire ou postal de [nom de l'athlète] selon les procédures et délais comptables en vigueur dans la comptabilité publique.

Article 6 - SUIVI ET ÉVALUATION DES ACTIONS

La Ville conservera tout au long de l'année civile, un contact régulier et suivi avec l'athlète afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce principe de suivi et d'évaluation, des rencontres à échéances régulières seront organisées par la Ville avec l'athlète afin de disposer d'une appréciation objective et qualitative de ses interventions.

Article 7 - CONTRÔLE DE LA VILLE

Au terme de la convention, [nom de l'athlète] remettra, dans un délai de deux mois, un bilan détaillant l'ensemble des missions accomplies et des résultats obtenus durant l'année écoulée.

Article 8 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le sportif réalise les missions d'intérêt général décrites en annexe 1 sous sa responsabilité. Le sportif souscrit les assurances nécessaires, notamment en responsabilité civile, à cette fin. Il

La Ville s'engage à ne divulguer en sus des informations visuelles et sonores communiquées par l'athlète lui-même que des informations strictement nécessaires à l'information du public.

La Ville s'interdit toute mise en avant excessive de l'athlète et prendra toutes les dispositions nécessaires afin de protéger ses données à caractère privées et notamment que son domicile ne soit pas localisable par un public d'attention moyenne.

La Ville pourra autoriser tout tiers de son choix à procéder à la réalisation, à l'enregistrement et à l'exploitation de l'image du sportif et ce, dans le respect des stipulations et de la finalité de la présente convention.

La Ville disposera de toute liberté dans le choix des images, du montage et des coupes éventuelles, sous réserve du respect de l'image de l'athlète et du sens de ses propos.

Article 4 – ENGAGEMENTS DU SPORTIF

4.1 OBLIGATION DU SPORTIF

Sous réserve de la compatibilité avec ses obligations sportives et ses obligations académiques ou professionnelles, [nom de l'athlète] s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour réaliser ou atteindre les missions d'intérêts général et les objectifs sportifs définis à l'annexe 1 de la présente convention qui s'inscrivent en cohérence avec la politique sportive municipale selon les modalités pratiques à définir.

Pour ce faire, le sportif transmettra à la Ville, un planning prévisionnel, à jour, de ses grandes échéances sportives (stages et compétitions) et dont il aura déjà eu connaissance à la signature de la présente convention.

En outre, le sportif s'engage à prévenir la Ville (Direction Sports et Jeunesse) par le bais de Carine CONTESSI, Responsable de l'Unité Excellence Sportive, et ce dans les plus brefs délais, par téléphone ou par mail, afin de signaler tout empêchement ne lui permettant pas d'honorer ses engagements.

4.2 COMMUNICATION ET DROIT A L'IMAGE

[Nom de l'athlète] autorise la Ville à utiliser son image dans le cadre de sa campagne de communication institutionnelle, en lien avec ses actions et ses performances.

En outre, l'athlète s'engage à :

- Apposer sur ses tenues sportives le logo de la Ville de Mulhouse ;
- Apposer sur tous ses documents administratifs le partenariat avec la Ville ;
- Faire figurer le partenariat avec la Ville lors des annonces de manifestations sportives dans la presse écrite ou numérique ;

En cas de résiliation, l'aide financière sera versée au prorata des actions réalisées, sauf en cas de faute grave.

Article 12 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de désaccord quant à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront en premier lieu de rechercher un accord amiable pour mettre un terme à leur différend.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Strasbourg  
 31, avenue de la Paix  
 67000 Strasbourg  
 Téléphone : 03 88 21 23 23  
 Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)  
 Site internet : [strasbourg.tribunal-administratif.fr](http://strasbourg.tribunal-administratif.fr)

Article 13 – ANNEXE

Est annexée à la présente convention et en fait partie intégrante l'annexe 1 : les engagements du sportif.

Le sportif atteste avoir pris connaissance de la présente convention et de son annexe et s'engage à adopter en toutes circonstances une attitude compatible avec les valeurs de son sport et les orientations de la Ville telles que décrites ci-dessus.

Fait à Mulhouse, en 2 exemplaires originaux, le [Date].

Pour la VILLE DE MULHOUSE,		
L'Adjoint délégué à la politique sportive	Le sportif	
#signature#	#signature#	
M. Thierry NICOLAS		[nom de l'athlète]

transmet une attestation d'assurance précisant les garanties, leurs montants et les franchises applicables dans un délai de 15 jours à compter de la signature de la présente convention.
 L'aide financière apportée par la Ville aux missions d'intérêt général réalisées par le sportif ne peut entraîner la responsabilité de cette dernière à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable, au sportif ou à un tiers, pouvant survenir durant toute la durée d'exécution de la présente convention.

Article 9 – SANCTIONS

9.1 NON EXECUTION TOTALE OU PARTIELLE

En cas de non-exécution partielle ou totale des engagements convenus, la Ville se réserve la possibilité de retenir tout ou partie du montant de la subvention, sauf en cas d'accord préalablement écrit.

9.2 MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En l'absence de remise du bilan indiqué au 2ème alinéa de l'article 7 de la présente convention, ou de manquement grave à la morale ou à l'éthique sportive, [nom de l'athlète] reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à la Ville l'intégralité des sommes perçues.

La décision de la Ville intervient après examen des justificatifs présentés par le sportif et d'un échange contradictoire à l'occasion d'une audition.

La Ville en informe le sportif par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le remboursement est effectué par le sportif dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par la Ville.

Article 10 – CONDITION DE REVISION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant dûment signé par les parties signataires.

Article 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée :

- À la demande de l'une ou l'autre des parties, avec un préavis d'un mois ;
- Si le sportif quitte le club (nom du club) ;
- En cas d'indisponibilité avérée de l'athlète ;
- En cas de manquement grave (dopage, comportement contraire aux valeurs du sport ; atteinte à l'image de la Ville).

ANNEXE 1

THEMATIQUES	LES ENGAGEMENTS DU SPORTIF
Événementiel/ Manifestation grand public	Présence accrue à des manifestations de promotion du sport pour tous (Faites du Sport, etc.), évènementielles (Talents du Sport, etc.) ou à d'autres temps forts municipaux.
Animations sportives de proximité	Participation à des animations sportives de proximité dans les écoles élémentaires et les Centres socioculturels de la Ville de Mulhouse.
Académie des sports/ Internat d'excellence sportive	Participation à des séminaires ou interventions de sensibilisation à la pratique sportive de haut niveau auprès des sportifs en devenir.
Visibilité/ Représentativité en tant qu'ambassadeur de	<p>Représentation, dans la mesure du possible, des couleurs de la Ville de Mulhouse pendant les compétitions ou les expositions médiatiques (Internationales, nationales ou régionales) auxquelles le sportif participera, dans le respect des différents contrats établis par ailleurs avec les autres partenaires et sponsors.</p> <p>La mention, autant que possible, du soutien municipal à l'occasion de son exposition dans des médias divers (télévision, presse locale ou spécialisée, etc...) ainsi que sur ses publications sur les réseaux sociaux (#mulhouse.officiel #mulhousejeunesse).</p>

THEMATIQUES	LES ENGAGEMENTS DU SPORTIF
<p><b>Utilisation de l'image du sportif à des fins de promotion sportive</b></p>	<p>L'athlète consent à se filmer et/ou à être filmé, photographié et interviewé.</p> <p>Le sportif reconnaît qu'il ne pourra prétendre disposer d'aucun droit d'auteur du fait de l'utilisation de son image par la Ville de Mulhouse.</p> <p>Le sportif s'oblige également à veiller à ce que les éventuels commentaires qu'il serait amené à faire ne portent en aucune manière atteinte à la réputation et à l'image de la Ville.</p> <p>Dans le cas où la Ville souhaiterait exploiter l'image du sportif sous une forme ou dans une finalité non prévue aux présentes, la Ville se rapprochera du sportif aux fins d'obtenir de celui-ci une nouvelle autorisation distincte. Les parties négocieront de bonne foi, le cas échéant, le montant de la rémunération correspondante.</p>

Pour : 41 + 8 procurations  
 Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
 Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
 Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
 Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
 Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
 Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **32° ASSOCIATIONS SPORTIVES : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT 2025 (Sports et Jeunesse/7.5.6/1681)**

Certaines associations sportives mulhousiennes sollicitent un accompagnement financier de leur projet d'équipement ou en raison de sujétions particulières résultant de l'exercice de leurs activités.

Après examen attentif des demandes présentées, il est proposé de les soutenir, en leur attribuant les dotations suivantes :

<b>Associations sportives</b>	<b>Motivation de la demande d'accompagnement financier</b>	<b>Montants subventions d'équipement proposés 2025</b>
Nat'synchro Mulhouse	Soutien à l'achat de maillots de compétition conformes aux exigences fédérales, destinés aux 5 équipes (10 nageuses par équipe) représentant Mulhouse lors des compétitions régionales et nationales.	3 000,00 €
Vosges Trotters Mulhouse	Soutien au renouvellement du four de cuisson collectif et à la mise en conformité des éclairages dans les dortoirs du refuge associatif, qui accueille les jeunes compétiteurs du club et les randonneurs mulhousiens.	3 000,00 €
Total des subventions		<b><u>6 000,00 €</u></b>

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont notamment conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021- 1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires, soit 6 000,00 € sont disponibles au budget 2025.

Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées  
 Compte 20421 : Subvention d'équipement aux personnes de droit privé

Fonction 30 : Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs

Ligne de crédit n°13531 : Subventions d'équipement sport.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le versement des subventions listées dans le tableau ci-dessus,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à établir et signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 41 + 8 procurations

Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :

Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**33° DISPOSITIF D'AIDE AUX PROJETS « INITIATIVES DE JEUNES – I.D.J. » : ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE AUX PORTEURS DE PROJET (Jeunesse/7.5.6/1680)**

La bourse « Initiatives De Jeunes (I.D.J.) » est un dispositif d'aide aux projets pour les jeunes mulhousiens piloté conjointement par la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin (CAF) et la Ville de Mulhouse. Elle a pour objectif de promouvoir et de soutenir des projets favorisant l'autonomie et la responsabilisation de jeunes, âgés de 13 à 25 ans, porteurs d'un projet de proximité ou à l'étranger dans divers domaines.

L'éligibilité au dispositif, qui permet l'attribution d'une aide financière sur dossier aux projets retenus, est évaluée par une commission mixte, composée de représentants de la CAF et de la Ville de Mulhouse, qui se réunit trois fois par an.

Après instruction et validation des projets par la Commission I.D.J. lors de la séance du 1<sup>er</sup> octobre 2025, il est proposé d'attribuer les bourses respectives suivantes :

Projets bénéficiaires	Associations supports ou particulier	Propositions de bourses de la commission I.D.J. (Octobre 2025)
Ambition au Maroc	Ambition 68	2 000 €

Ambition en Tunisie	Ambition 68	1 500 €
Electric bike	Club Mécanique ENSISA	2 000 €
Unis pour la solidarité	AS Coteaux	200 €
Maroc 2025 : jeunesse en action pour la culture et la solidarité	Ambition 68	2 000 €
Total :		<u><b>7 700 €</b></u>

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires, soit 7 700 € sont disponibles au budget 2025 :

Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 338

Ligne de crédit 3683 : subventions de fonctionnement actions socio-éducatives

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide d'attribuer les bourses proposées aux associations supports ou aux porteurs de projets.

PJ : projets commission IDJ du 1er octobre 2025





**Pôle Education, Sports et Jeunesse,  
Culture et Transition numérique  
Direction Sports et Jeunesse  
Service Jeunesse - CM**

## ANNEXE

Projets commission IDJ du mercredi 1<sup>er</sup> octobre 2025

Association	Intitulés et natures des projets	Subvention demandée	Subvention proposée
<b>AMBITION 68</b>	<b>Ambition au Maroc :</b> <i>Contenu de l'action :</i> Tournoi de football et partage d'activités avec des orphelins à Rabah. Du 24 décembre 2025 au 04 janvier 2026. <i>Porteur de l'action :</i> Taous CHIHAB <i>Lieu de l'action :</i> RABAH - MAROC	9 500 €	2 000 €
<b>AMBITION 68</b>	<b>Ambition en Tunisie :</b> <i>Contenu de l'action :</i> Sensibilisation aux déchets et protection de la faune marine à Monastir. Du 24 décembre 2025 au 04 janvier 2026. <i>Porteur de l'action :</i> Malek STAMBOULI <i>Lieu de l'action :</i> MONASTIR - TUNISIE	7 000 €	1 500 €
<b>CLUB MECANIQUE ENSISA</b>	<b>Electric bike :</b> <i>Contenu de l'action :</i> Conception d'une moto entièrement électrique, performante, autonome et fiable pour accompagner la transition technologique du thermique vers l'électrique. De septembre 2025 à février 2026. <i>Porteur de l'action :</i> Gabriel INARD <i>Lieu de l'action :</i> MULHOUSE	5 200 €	2 000 €
<b>AS COTEAUX</b>	<b>Unis pour la solidarité :</b> <i>Contenu de l'action :</i> Projet solidaire qui combine à la fois le soutien aux personnes en difficulté, le lien entre générations et l'engagement citoyen. De septembre à décembre 2025. <i>Porteur de l'action :</i> Kabirou SOUARE <i>Lieu de l'action :</i> MULHOUSE	700 €	200 €

<b>Ambition 68</b>	<b>Maroc 2025, jeunesse en action pour la culture et la solidarité :</b> <i>Contenu de l'action :</i> Échanges interculturels et actions solidaires au Maroc. Du 24 décembre 2025 au 04 janvier 2026. <i>Porteur de l'action :</i> Zakaria KHA <i>Lieu de l'action :</i> MAROC	5 600 €	2 000 €
------------------------	---	---------	---------

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**34° FONDS D'AIDE A L'INITIATIVE (FAI) 2025 : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DESTINATION DES ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES (Education/7.5.6/1714)**

Le Fonds d'Aide à l'Initiative (F.A.I) a été créé pour apporter un soutien municipal à des projets portés par les établissements scolaires publics du premier degré.

Lancé en 2001, le FAI avait pour vocation initiale d'accompagner les Projets Artistiques et Culturels (PAC) avec pour objectif de permettre à chaque élève de développer un rapport autonome et personnel à l'art et à la culture dans le cadre de sa scolarité.

Les objectifs poursuivis ayant été élargis, le FAI a aujourd'hui pour vocation d'aider les écoles à monter non seulement des projets présentant un caractère d'innovation ou de créativité, dans le domaine des arts, de la culture, mais également des activités physiques et sportives. Il peut aussi s'agir de promouvoir des actions dans le domaine de la solidarité, de l'environnement ou encore de la citoyenneté.

Dans ce cadre un appel à projet annuel est lancé en début d'année scolaire afin de soutenir les différentes initiatives des écoles.

Après étude des dossiers transmis par les écoles, il est proposé de participer au financement des projets pour un montant global de 27 160 € pour les écoles maternelles et de 6 000 € pour les écoles élémentaires. Le détail des montants par école est précisé dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Pour l'année 2025, cela représente un total de 33 160 €.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2025 :

Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 211  
Ligne de crédit 3688 « Subventions de fonctionnement aux écoles maternelles »

Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 212  
Ligne de crédit 4653 « Subventions de fonctionnement aux écoles élémentaires »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- approuve le versement des subventions aux caisses des écoles détaillées dans l'annexe jointe à la présente délibération,
- charge Madame le Maire ou son représentant à établir et signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : tableau paiement des subventions par école

**TABLEAU PAIEMENT DES SUBVENTIONS****TABLEAU D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS FAI : ECOLES MATERNELLES**

ECOLE	INTITULE	PROJET	SUBVENTION PROPOSEE
EM PASSERELLE FURSTENBERGER	<b>Toc, toc, toc la musique frappe à la porte de la passerelle</b>	Faire découvrir la musique (fabrication d'instruments, d'un tablier de comptines, création d'un décor de spectacle...).	800,00 €
EM PASSERELLE BROSOLETTTE	<b>Redonnons aux enfants le temps volé par les écrans !</b>	Lutter contre les écrans : - Création de divers jeux (sensoriels, linguistiques, moteurs, de société) destinés aux familles. - Favoriser l'utilisation des livres (fabrication de sacs à livres).	800,00 €
EM PASSERELLE SELLIER	<b>Le livre dans tous ses états</b>	Donner une place aux livres de littérature de jeunesse : - représentations d'albums sous différentes formes (fabrication : kamishibai, tapis à raconter, plateau de jeu...) -favoriser l'imaginaire et la lecture (bibliothèque).	800,00 €
EM PASSERELLE WAGNER	<b>Education à l'alimentation "Mange, joue, aime"</b>	Sensibiliser les parents à une alimentation saine et équilibrée. Susciter l'intérêt de la diversification.	800,00 €
EM ZUBER	<b>Chorale Zub'AIR</b>	Création d'un spectacle musical et artistique sur les émotions : - Favoriser l'ouverture culturelle, l'éveil artistique et musical.	600,00 €
EM BROSOLETTTE	<b>Les enfants à tire-d'aile : découvrir et protéger les oiseaux de Mulhouse</b>	Reconnecter les enfants à la nature en milieu urbain, développer la curiosité et réduire le temps passé devant les écrans. Installation de nichoirs, de mangeoires et d'une caméra pour observer la faune. Réalisation d'un spectacle et productions plastiques.	600,00 €

EM FURSTENBERGER	<b>Tous sous le même toit</b>	Découverte autour de l'univers de la danse et les lieux culturels de la Ville (danseurs Ballet du Rhin, Filature "Salti" ...) Réalisation d'un spectacle et de travaux plastiques.	600,00 €
EM PASSERELLE LA FONTAINE	<b>Cuisine d'ici, cuisine d'ailleurs</b>	Sensibiliser les parents à une alimentation saine et équilibrée susciter l'intérêt de la diversification Confection de repas, jardinage, réalisation d'un imagier et d'un livre de recette	800,00 €
EM REBER	<b>Être mieux dans son milieu : aménager la cour de récréation au service du bien-être et des apprentissages des élèves</b>	Aménagement de la cour de récréation afin d'harmoniser les pratiques pédagogiques et favoriser le climat scolaire : ESPACE MOTRICITE / JARDIN PEDAGOGIQUE / ESPACE DETENTE / ESPACE JEUX / ESPACE A SCENARIOS Développer le vivre-ensemble, CPS, règles sociales.	550,00 €
EM PASSERELLE REBER	<b>Eveil aux différentes cultures des familles de la classe</b>	La diversité des langues et origines culturelles. Favoriser le développement du langage, la sociabilisation et l'autonomie chez l'enfant. Sensibiliser à la différence. Décoration du vestiaire, personnalisation d'un sac en tissu, création d'un recueil de chants, décoration d'un tapis, réalisation d'un cahier de vie.	710,00 €
EM PRANARD	<b>Le voyage des mots</b>	Renforcement de la cohérence des équipes quant à l'enseignement du vocabulaire. Harmonisation des supports communs. Enrichissement du vocabulaire.	600,00 €
EM TPS SAINT-EXUPERY	<b>De la découverte de notre environnement proche à la découverte de l'Environnement</b>	Faire découvrir la richesse du quartier en adoptant des gestes écocitoyens. Projets avec les familles : fabrication d'insecte en feutrine, land art...	500,00 €

EM WAGNER	<b>Du conte au comptage : voyage en Afrique</b>	Eveiller la curiosité littéraire sur le thème des animaux d'Afrique pour développer le langage oral. réalisation d'un livre à compter et d'un kamishibai.	600,00 €
EM SAINT-EXUPERY	<b>Enrichissement du matériel pour aménager une cour inclusive</b>	Aménager la cour de récréation afin de favoriser l'accueil des élèves à mobilité réduite (au moins 1 élève en fauteuil chaque année) Un mur sensoriel / une zone sensorielle / zone calme / zone collaborative	600,00 €
EM DIEPPE	<b>Les espaces à scénario</b>	Favoriser le développement du langage oral chez les élèves en mettant en place des espaces à scénario propices à l'imagination, à l'interaction et à la structuration du langage dans des situations de jeu symbolique.	600,00 €
EM TPS DIEPPE	<b>Oser entrer en communication avec les adultes et dans le groupe</b>	Permettre aux élèves de toute-petite section de développer la confiance en eux pour oser entrer en communication de multiples manières avec les autres enfants et les adultes, dans des situations variées du quotidien scolaire.	800,00 €
EM BURGER	<b>Espaces à scénarios</b>	Mise en place d'espaces à scénarios permettant d'acquérir les compétences travaillées. Création de malles contenant les matériels nécessaires afin d'effectuer une rotation par période sur chaque année scolaire.	600,00 €
EM FREY	<b>A la découverte du système solaire</b>	Projet sur l'astronomie : ouverture culturelle et scientifique (activités de découverte, spectacle)	600,00 €
EM DROUOT	<b>S'occuper sans écran - pour la réussite de vos enfants</b>	Lutter contre les écrans : - Développer le langage, les compétences mathématiques et la parentalité - Rencontres parent/école (café des parents avec la PMI, moments festifs, APC parents/enfants) et des temps de partage sur des activités scolaires (sorties nature, jeux de société, ateliers cuisine, jardinage, bibliothèque.	600,00 €
EM MONTAIGNE	<b>L'école à la ferme</b>	Offrir aux enfants une ouverture sur la nature et le monde rural, à développer le langage par la description et le récit des expériences, à renforcer les compétences sociales et émotionnelles (coopération, empathie, respect), et à donner du sens aux apprentissages	600,00 €

EM LA FONTAINE	<b>Apaiser le climat des récréations en proposant des jeux de cour</b>	Apaiser le climat des récréations et de proposer des activités à but ludique et pédagogique aux élèves. Investir dans des jeux de cour : assurer une bonne pratique, respect des règles et du matériel, développer la responsabilité, tutorat entre pairs,	600,00 €
EM PASSERELLE HUGO	<b>Valoriser les langues d'origines à travers les albums</b>	Favoriser l'acquisition de la langue française en valorisant les langues d'origines et l'immersion dans le monde de la littérature pour tout-petits. Fabrication de jeux, marottes, boîtes à histoires, livres à volets, kamishibai	800,00 €
EM TPS VEIL	<b>Lire pour grandir, réussir et le plaisir !</b>	Donner l'envie de lire dans un coin douillet et lisible en classe. Aménagement d'un espace douillet propice à la lecture/ manipulation de livres.	800,00 €
EM PASSERELLE PORTE DU MIROIR	<b>Les petits chefs en herbe</b>	Accompagner les familles dans la diversification alimentaire des enfants sensibiliser à une alimentation saine et équilibrée. Confection livres de recettes, d'imagier, kamishibai, jeux, sorties marché du Mulhouse.	800,00 €
EM HUGO	<b>Le langage, la clé de la réussite pour tous</b>	Développer le langage dans de nombreuses situations. Création de matériel adapté aux situations théâtralisées de la vie courante / ateliers de langage / favoriser la communication entre pairs. Création (de malles ressources pour les situations, d'espaces dédiés) / Présentation d'un spectacle.	600,00 €
EM PASSERELLE BURGER	<b>Histoires en familles</b>	Développer le langage en situation, raconter une histoire, favoriser la diversité culturelle, accompagner les familles pour l'épanouissement de leurs enfants.  Exploitation d'ouvrages Création ; tapis à raconter, kamishibai, boîtes à raconter Ateliers : couture, cuisine, décoration	800,00 €

EM THERESE	<b>Être mieux dans son milieu : aménager la cour de récréation au service du bien-être et des apprentissages des élèves</b>	Aménagement de la cour de récréation afin d'harmoniser les pratiques pédagogiques et favoriser le climat scolaire : ESPACE MOTRICITE / JARDIN PEDAGOGIQUE / ESPACE DETENTE / ESPACE JEUX / ESPACE A SCENARIOS Développer le vivre-ensemble, CPS, règles sociales.	550,00 €
EM SELLIER	<b>Découvrir les environnements naturels proches</b>	Faire découvrir la faune et la flore, apprendre à mieux connaître et respecter son environnement, développer le vocabulaire	600,00 €
EM CITE	<b>Être mieux dans son milieu : aménager la cour de récréation au service du bien-être et des apprentissages des élèves</b>	Aménagement de la cour de récréation afin d'harmoniser les pratiques pédagogiques et favoriser le climat scolaire : ESPACE MOTRICITE / JARDIN PEDAGOGIQUE / ESPACE DETENTE / ESPACE JEUX / ESPACE A SCENARIOS Développer le vivre-ensemble, CPS, règles sociales.	550,00 €
EM LEFEBVRE	<b>Espaces à scénarios</b>	Concevoir des espaces à scénarios. Achat de documentation (édition Sésame), fabrication et mise en place du matériel.	600,00 €
EM BRANT	<b>Le voyage des mots</b>	Renforcement de la cohérence des équipes quant à l'enseignement du vocabulaire. Harmonisation des supports communs. Enrichissement du vocabulaire.	600,00 €
EM BOURTZ	<b>Tout un art</b>	Ouverture culturelle : lieux, pratiques des arts, développer son imaginaire, sa créativité, et son esprit critique. Réalisation d'une exposition d'arts + vernissage au CSC	600,00 €

EM FRANKLIN	<b>Création de sacs à jeux mathématiques</b>	Redonner du sens aux mathématiques : construction du nombre par le jeu, renforcer l'alliance éducative parent-école Créer 3 à 5 sacs par classe (albums, jeux divers)	600,00 €
EM DORNACH	<b>Dornach fait son cirque !</b>	Un projet de création artistique. Faire découvrir et pratiquer toutes les activités du monde du cirque Visiter des lieux culturels (cirque, cinéma...) Rencontrer des professionnels des arts. Réalisation d'un spectacle.	600,00 €
EM NORDFELD	<b>Espaces à scénarios</b>	Mise en place des espaces à scénarios dans l'école afin de renforcement du langage, de l'imaginaire et des compétences sociales. Des espaces thématiques sont proposées afin d'explorer des situations de la vie quotidienne à travers le jeu.	600,00 €
EM ROMAN	<b>Paroles de jeux : contes, langages, CPS et lien social à travers les jeux de société</b>	Les jeux comme outils d'oralité, de narration et de lien social. Travail sur les CPS, les règles de vies, la sociabilisation. Utilisation d'album de jeunesse. L'enfant prend plusieurs rôles (auteur, joueur, conteur). Création de jeux à ramener à la maison.	600,00 €
EM PASSERELLE ROMAN	<b>De l'imaginaire au réel, découvrons les besoins des tout-petits à travers les albums, pour mieux y répondre au quotidien</b>	Prendre en compte les besoins physiologiques des enfants pour permettre la réussite scolaire. A l'aide des albums afin de poser des mots sur l'évolution de l'enfant et répondre aux interrogations des parents (thèmes : sommeil, alimentation, la sécurité, découverte, la motricité)	800,00 €
EM PERRAULT	<b>Faisons pousser nos connaissances dans la cour de l'école, grâce aux superpouvoirs de la nature !</b>	Redonner le goût d'aller dehors / Découvrir l'environnement proche. Développement et structuration du langage oral et écrit / acquisition des 1er outils mathématiques / explorer le monde / CPS Activités et sorties programmées : Land'Art, dessins, création de mangeoires, fabrication de boules de graisse pour nourrir les oiseaux, décorations éphémères avec la glace.	600,00 €

EM ILLBERG	<b>Learn new skills - sans écran</b>	Préparer les élèves à une semaine sans écran en mai 2026. Apprendre à s'occuper autrement grâce à des ateliers manuels et créatifs en lien avec le projet pédagogique de l'année "Voyage dans le temps"	400,00 €
EM JEAN DE LOISY	<b>Dans mon espace, c'est la classe !</b>	Création d'espaces à scénarios pour le développement et la structuration du langage et l'acquisition des 1ers outils de mathématiques	600,00 €
EM PREVERT	<b>Tout le monde en cuisine</b>	Mettre en valeur les origines des familles à travers la cuisine et favoriser l'ouverture à la diversité Ateliers cuisine	500,00 €
EM PASSERELLE PREVERT	<b>Plaisirs vitaminés</b>	Faire découvrir les grandes familles d'aliments accompagnés d'ateliers sensoriels, culinaires et scientifiques activités variées sont proposées (cuisine, petits déjeuners du monde, sorties et créations artistiques, livre de recettes	800,00 €
<b>TOTAL MATERNELLE</b>			<b>27 160,00 €</b>

TABLEAU D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS FAI : ECOLES ELEMENTAIRES

ECOLE	INTITULE	PROJET	SUBVENTION PROPOSEE
EE VEIL	<b>La cigogne, un symbole interculturel et environnemental ADEBAR</b>	Fédérer les élèves et les habitants du quartier autour de la cigogne. Etude d'œuvres littéraires et rédaction de contes. Etude scientifique (migration animale et humaine) : réalisation d'exposés, maquettes de nids. Etude historique (Antiquité et Moyen Age) : initiation à la poterie, enluminures, vitraux.	600,00 €
EE WAGNER	<b>Lecteurs en herbe</b>	Accessibilité des livres en milieu extérieur. Aménager la cour de récréation en espace agréable pour favoriser la lecture. Apaiser le climat scolaire.	600,00 €
EE WOLF	<b>Lectures plurielles interdégré</b>	Sensibiliser les enfants à leurs droits à la lecture. Développer la culture de la lecture partagée.	600,00 €
EE NORDFELD	<b>Projet nature et sens pour l'UEEA</b>	Une exploration sensorielle de la nature à travers des sorties mensuelles en partenariat avec le Moulin Nature : - Découverte et régulation des 5 sens. - Développement de la motricité et l'autonomie, les interactions sociales - Favoriser le bien-être et l'inclusion.	600,00 €
EE NORDFELD	<b>Classe découverte activités équestres</b>	Classe de découverte de l'activité équestre sur 3 journées. Soin, préparation et pratique sportive.	600,00 €
EE LA FONTAINE	<b>Théâtre musical "les fables prennent vie"</b>	Un projet artistique et culturel permettant le développement de la maîtrise de la langue orale et écrite autour des fables de La Fontaine. Représentation théâtrale devant les familles. Création de costumes et des décors.	600,00 €
EE DROUOT	<b>La nature au fil des saisons</b>	Amener les élèves à observer, comprendre et apprécier les changements de la nature au cours de l'année. Les enfants apprendront à reconnaître les caractéristiques de chaque saison, à observer la faune et la flore, et à exprimer leurs découvertes à travers différents langages : oral, écrit, artistique et scientifique.	600,00 €



EE COUR DE LORRAINE	<b>Sortie scolaire à la ferme pédagogique de Bouxwiller</b>	Projet annuel sur le thème des animaux : - Développement du lexique, la maîtrise de la langue et le renforcement du lien école-famille. - Organisation d'une sortie à la ferme : expérience concrète, sensorielle et vivante autour de la découverte des animaux de la ferme et de leur environnement (visite, fabrication de fromage, découverte des produits locaux).	600,00 €
EE BROSSOLETTE	<b>Graines de conteur</b>	Permettre de développer l'expression orale, de donner confiance en eux. Donner des outils (posture, voix, texte, support) qui les aideront dans la prise de parole et la structuration de la pensée. Pédagogie de l'écoute de Pierre PEROZ	600,00 €
EE BURGER	<b>Les contes d'ici et d'ailleurs</b>	Utilisation de contes pour l'enrichissement du bagage lexical, développer la prise de parole, développer l'attention. Rencontre de la culture littéraire traditionnelle et les différentes cultures du monde. Réalisation d'un conte écrit par les élèves et mise en place d'une balade contée.	600,00 €
<b>TOTAL ELEMENTAIRE</b>			<b>6 000,00 €</b>
<b>TOTAL MATERNELLE + ELEMENTAIRE</b>			<b>33 160,00 €</b>

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**35° GROUPE SCOLAIRE BURGER : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION  
DANS LE CADRE DU PROJET «ORATORIUMSTURNIER» A LA  
DECOUVERTE DES ANIMAUX FANTASTIQUES  
(Education/7.5.6/1715)**

Deux classes bilingues du groupe scolaire Hélène Burger, soit 46 élèves, participent au concours d'art oratoire en langue allemande « Oratoriumsturnier ».

Ce concours réunit différentes classes bilingues de **Mulhouse** autour de **joutes orales** ayant pour thème : « *Les animaux fantastiques* ». Les élèves y présenteront une narration en allemand sous diverses formes artistiques et oratoires.

Afin d'enrichir les productions des élèves et de préparer les prestations orales, plusieurs actions seront menées : des ateliers d'écriture et de lecture, une visite au Zoo de Mulhouse et au Museum d'histoire naturelles à Bâle, la découverte de lieux patrimoniaux et emblématiques en Allemagne, des réalisations d'œuvres plastiques autour du thème, des interventions de professionnels du spectacle pour travailler la mise en voix et la mise en scène.

Il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 1 000 € au groupe scolaire Hélène Burger dans le cadre de ce projet linguistique, dont le coût total s'élève à 2 250 €.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2025 :  
Chapitre 65- Article 65748- Fonction 212  
Ligne de crédit n°16962 « SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DIVERSES »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- approuve le versement de la subvention de 1 000 € à la coopérative du groupe scolaire Hélène Burger
- charge Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :

Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**36° ASSOCIATION MULHOUSIENNE POUR LES ARTS VIVANTS AMATEURS (AMAVIA) : CONVENTION AVEC LA VILLE DE MULHOUSE (Culture /8.9/1701)**

L'Association mulhousienne pour les Arts Vivants Amateurs (AMAVIA anciennement OMAP) est une association fédératrice créée en 1953 à l'initiative de la Ville de Mulhouse qui rassemble aujourd'hui environ 30 associations regroupées en « familles » thématiques autour des cultures populaires (Folklore, Musique, Théâtres Alsaciens et Chorales).

Les vocations de cette association fédératrice dont les associations membres sont bien souvent centenaires et directement liées à l'histoire industrielle de Mulhouse sont de perpétuer la culture régionale et populaire, d'encourager les pratiques amateurs, de fédérer les associations membres, d'assurer le relais auprès de la Ville de Mulhouse et de participer à des dynamiques d'animations et de programmations partagées.

Depuis 2021 plusieurs axes ont été initiés notamment la modification des statuts de l'association, le travail avec les partenaires comme le conservatoire, la réécriture du projet de l'association ou encore la création d'une manifestation Fest'Avia en mai dernier le tout pour s'inscrire dans l'accompagnement des pratiques amateurs à Mulhouse.

Depuis sa création l'association permet à ses membres de bénéficier d'exonération des frais de scolarité au Conservatoire de Musique, Danse et Art dramatique selon certains critères.

Le souhait de la ville à travers ce dispositif est :

- d'encourager le développement des pratiques amateurs et d'assurer la vitalité de cet écosystème culturel,
- d'assurer la formation des élèves membres des associations d'AMAVIA,
- d'assurer le renouvellement y compris générationnel de ces mêmes membres.

Depuis sa mise en place, on recense une quinzaine de demandes par an selon les critères d'éligibilité détaillés dans l'article 4 de la convention jointe en annexe.

Le projet d'établissement du Conservatoire de Mulhouse a été voté lors du Conseil Municipal de septembre dernier. Ce projet intègre une réflexion sur les pratiques amateurs et les arts populaires. La Ville de Mulhouse, en lien avec l'association AMAVIA et le Conservatoire, va dès lors engager une réflexion relative aux modalités de soutien et de valorisation des pratiques amateurs en correspondance avec ce projet d'établissement.

Par conséquent, il est proposé de renouveler ce dispositif pour l'année scolaire 2025-2026 selon le projet de convention joint.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention d'exonération des frais de scolarité des membres AMAVIA au Conservatoire de Mulhouse pour l'année scolaire 2025-2026,
- charge Mme le Maire ou son Adjointe déléguée de signer la convention et tous documents nécessaires.

1 PJ : convention



## CONVENTION

Entre

**Le Conservatoire de Musique, Danse et art Dramatique de la Ville de Mulhouse**, 2 rue Pierre et Marie Curie, 68100 MULHOUSE,  
Représentée par Madame Michèle LUTZ agissant en qualité de maire de Mulhouse en vertu de la délibération du 11 décembre 2025 ci-après dénommée :  
« **Ville de Mulhouse** »

d'une part,

Et

**AMAVIA – Associations Mulhousiennes pour les arts vivants amateurs (anciennement OMAP)** 15, rue des Franciscains 68100 MULHOUSE,  
Représenté par Jean Yves RUETSCH, en sa qualité de représentant légal faisant office de Président et ci-après dénommée :  
« **AMAVIA** »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET – PROROGATION D'UN AN DE LA CONVENTION 2024-2025**

La présente convention vient formaliser le dispositif d'exonération des frais de scolarité au Conservatoire de Musique, Danse et Art dramatique pour les associations membres de AMAVIA (anciennement OMAP) pour année scolaire 2025 - 2026.

### **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS D'AMAVIA**

AMAVIA s'engage à :

- Informer ses membres de la mise en place du dispositif à partir de la rentrée 2025.
- Diffuser le formulaire d'inscription à ses associations
- Siéger au sein de la commission d'attribution selon les règles définies dans l'article 4

### **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MULHOUSE**

La ville s'engage à :

- Créer un formulaire d'inscription
- Mettre en place une commission de sélection réunissant les représentants du Conservatoire de Musique, Danse et Art dramatique, du service Développement Culturel de la ville et AMAVIA, pour examiner les dossiers courant avant fin novembre (tout dossier non conforme se verra refusé pour l'année en cours)
- Siéger au sein de la commission d'attribution selon les règles définies dans l'article 4
- Informer les associations des candidats retenus après accord de l'Adjoint délégué à la Culture.

**ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ADHESION**

Peuvent prétendre à l'exonération, sous réserve de la validation de la commission de sélection, les membres actifs d'associations appartenant à AMAVIA (à raison de 40 personnes maximum toutes associations confondues) et âgés de 7 à 25 ans.

L'exonération est valable pour une année scolaire renouvelable 2 fois si les quotas cumulés comptent moins de 40 personnes toutes associations de AMAVIA confondues. Et encore renouvelable 1 fois supplémentaire avec des frais de scolarité réduits à 50% toujours si les quotas cumulés comptent moins de 40 personnes toutes associations de AMAVIA confondues.

L'élève s'engage à informer le conservatoire si celui-ci venait à quitter l'association

Les élèves de l'association bénéficiant de l'exonération s'engagent à se conformer au règlement du Conservatoire de Musique, Danse et Art dramatique.

Le cas des membres âgés de plus de 25 ans sera traité en commission de sélection, qui pourra le cas échéant accorder la dispense des frais de scolarité.

**ARTICLE 5 : ANNULATION DE LA CONVENTION**

La présente convention est valable 1 an à partir de la scolarité 2025. Celle-ci est une prorogation de la convention signée en 2024, pour la période 2024 – 2025. La convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure.

De même, si AMAVIA renonce elle-même à son engagement, la participation de la Ville sera annulée.

**ARTICLE 6 : COMPETENCE JUDICIAIRE**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Mulhouse, mais seulement après avoir utilisé des voies amiables (conciliation, arbitrage,...).

**ARTICLE 7 : ARTICLE ADDITIONNEL**

La présente convention est établie en double exemplaire et destinée à chacune des parties.

Fait à Mulhouse, le XX XX 2025

Pour la Ville de Mulhouse  
Le Maire

Mme Michèle LUTZ

Pour AMAVIA  
Le représentant Légal

M. Jean Yves RUETSCH

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **37° ORCHESTRE NATIONAL DE MULHOUSE (ONM) : CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2025-2028 (Culture /8.9/1711)**

L'Orchestre national de Mulhouse (ONM) porte une double ambition : l'excellence artistique et un ancrage territorial au service de tous. Il déploie une programmation symphonique exigeante et diversifiée, tisse des coopérations avec un large réseau de partenaires (notamment l'Opéra national du Rhin) et mène des actions d'éducation artistique et culturelle à destination des habitants du territoire.

Par décision ministérielle du 4 juillet 2024, l'ONM a reçu le label « Orchestre national en région ». Ce label reconnaît les structures de référence pour la production et la diffusion de la musique symphonique, la vitalité et le renouvellement des répertoires, la diversité des esthétiques et des interprétations, ainsi que l'engagement en faveur des droits culturels, de la parité et de l'accès de tous à la culture. Il s'accompagne d'attentes fortes : création et commandes, coproductions, développement de formats adaptés (dont la musique de chambre), diffusion sur le territoire, insertion des jeunes artistes, liens renforcés avec l'enseignement supérieur et les conservatoires, et actions soutenues de médiation.

L'action de l'ONM s'inscrit pleinement dans la politique du ministère de la Culture conduite par la DRAC Grand Est : structurer la vie orchestrale, garantir la diversité des œuvres et des artistes, promouvoir l'égalité et prévenir les violences et harcèlements sexistes et sexuels, tout en accompagnant la transformation écologique des pratiques. Elle répond également aux orientations de la politique culturelle de la Ville de Mulhouse approuvées lors du Conseil municipal du 14 décembre 2023 : faire de la culture un levier transversal des politiques locales, soutenir la fabrique culturelle, maintenir l'excellence et susciter le goût de vivre l'art dès le plus jeune âge, dans un esprit d'ouverture et de partage.

Dans ce cadre, la Convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) 2025-2028 conclue entre l'État, la Ville de Mulhouse et l'établissement public ONM constitue l'outil de pilotage commun. Elle fixe les objectifs artistiques, culturels, citoyens et territoriaux, précise les moyens mobilisés et les modalités de suivi et d'évaluation, encadre les engagements en matière d'éthique, de parité et de prévention des violences et harcèlements sexistes et sexuels (VHSS), et organise la contribution financière des partenaires publics dans le respect du droit

européen des aides à la culture. La CPO assure ainsi la lisibilité, la stabilité et la responsabilité partagée du projet de l'ONM au service des Mulhousiens et du rayonnement du territoire.

Une subvention de fonctionnement de 3 724 332 € a été attribuée en 2025 lors des Conseils Municipaux de février et novembre 2025 et dans le cadre d'une convention de financement spécifique.

Pour les autres années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de la Ville de Mulhouse sont basés sur le montant 2025. Le montant définitif sera fixé, chaque année, par une délibération de la Ville et un avenant financier annuel liant exclusivement la Ville et le bénéficiaire sur la base d'un dossier de demande de subvention annuel déposé par le bénéficiaire sur la plateforme Guichet Unique des Subventions de la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention pluriannuelle d'objectifs et ses annexes liant l'Etablissement public Orchestre National de Mulhouse, l'Etat et la Ville de Mulhouse pour la période 2025-2028,
- charge Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée de signer la convention pluriannuelle d'objectifs et les documents nécessaires à sa mise en œuvre

PJ : 1 convention et ses annexes



<div><div>CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS</div><div>2025-2028</div><div>ORCHESTRE NATIONAL DE MULHOUSE</div><div>ORCHESTRE NATIONAL EN RÉGION</div></div> <div><div>Entre</div><div>L'État (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Monsieur le Préfet de la région Grand Est, ci-après désigné par le terme « l'État » ;</div><div>La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Nathalie MOTTE – Adjointe au Maire Déléguée à la Culture, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025, ci-après désignée « la Ville » ;</div><div>La Collectivité Européenne d'Alsace, représentée par son Président, M. Frédéric BERRY dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du XXXX et l'habilitant à cet effet, ci-après dénommée par les termes « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA » ;</div><div>Ci-après désignés « les partenaires publics » ,</div><div>D'une part,</div><div>Et</div><div>L'établissement public Orchestre National de Mulhouse, dont le siège social est situé à la Filature – 20 allée Nathan Katz – 68100 Mulhouse, représentée par sa Présidente, Madame Michèle LUTZ, dûment mandatée en vertu de la délibération n°008.2024 du Conseil d'Administration du 24 octobre 2024.</div><div>N° SIRET : 200 099 950 00012</div><div>N° Licences : 2-PLATESV-D-2024-000361 &amp; 3-PLATESV-D-2024-000362</div><div>Ci-après désigné « le bénéficiaire »</div><div>D'autre part,</div><div>VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au <i>Journal officiel de l'Union européenne</i> du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;</div><div>VU le régime cadre exempté de notification 2014-2023 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine, amendé et prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 sous la référence SA.111666 ;</div><div>VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;</div><div>VU la loi n° 2016-925 du 6 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;</div><div>VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;</div><div>VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;</div><div>VU la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;</div><div>VU le décret n° 2025-135 du 14 février 2025 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relatives aux lois de finances au titre de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;</div><div>VU le décret du 10 octobre 2024 portant nomination du préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité, préfet du Bas-Rhin – M. WITKOWSKI (Jacques) ;</div><div>VU le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;</div><div>VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 et par décret n°2018-803 du 24 septembre 2018 ;</div><div>VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;</div><div>VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;</div><div>VU l'arrêté de la Culture en date du 07 janvier 2025 nommant Madame Isabelle CHARDONNIER, directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;</div><div>VU les arrêtés préfectoraux n° 2025/013, 2025/014, 2025/015 du 24 janvier 2025 portant délégation de signature à Madame Isabelle CHARDONNIER, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand-Est en qualité de responsable déléguée de budget opérationnel de programme régional, en qualité de responsable d'unité opérationnelle et en qualité de responsable de centre de coût ;</div><div>VU l'arrêté de la directrice régionale des affaires culturelles n° 2025/02 du 03 février 2025 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles de la région Grand-Est en qualité d'ordonnateur secondaire délégué RBOPR</div></div>	<div>des programmes 175, 131, 361, RUO des programmes 224, 334, 354 et de responsable de centre de coût des programmes 180, 362, 363, 348 ; UO du programme 723 ;</div> <div>VU l'arrêté du 05 mai 2017 fixant le cahier des missions et des charges relatives au label « Orchestre national en région » ;</div> <div>VU la circulaire du 15 janvier 2018 relative aux modalités d'application du dispositif de labellisation et au conventionnement durable dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;</div> <div>VU la circulaire du directeur général de la création artistique n° MC/SG/MPDOC/2022-014 du 8 avril 2022 relative à la mise en œuvre du plan ministériel de lutte contre les VHSS dans le spectacle vivant et les arts visuels ;</div> <div>VU la note du 23 septembre 2021 sur la simplification et la dématérialisation des démarches usagers de Monsieur le secrétaire général du ministère de la culture ;</div> <div>VU la décision de la ministre de la Culture en date du 04 juillet 2024 attribuant le label « orchestre national en région » à l'orchestre symphonique de Mulhouse</div> <div>VU le Budget opérationnel de programme 0131 de la mission culture ;</div> <div>VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville du 11 décembre 2025 approuvant la présente convention et autorisant Mme l'Adjointe Déléguée, Nathalie MOTTE à la signer ;</div> <div>VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4 selon lequel les compétences en matière de culture sont partagées entre tous les niveaux de collectivités,</div> <div>VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2022-1-6-2 du 21 février 2022 relative aux orientations pour la culture et le rayonnement de l'Alsace ;</div> <div>VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2025-2-8-3 du 14 mars 2025 relative au budget primitif 2025 : politique de la Culture et du Patrimoine</div> <div>VU la délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CP-2025-3-6-2 du 25 avril 2025 portant attribution d'une subvention en fonctionnement de 58 500 € à l'Orchestre National de Mulhouse pour l'année 2025 ;</div> <div>VU la convention financière conclue le 23 octobre 2025 entre la Collectivité européenne d'Alsace et l'Orchestre National de Mulhouse relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2025 ;</div> <div>VU la délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la signer ;</div> <div>VU le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions ;</div> <div>VU le projet artistique et culturel 2025-2028 de l'Orchestre symphonique de Mulhouse placé sous la responsabilité artistique de son directeur, Guillaume HEBERT ;</div> <div>Il est convenu ce qui suit :</div> <div>PRÉAMBULE</div> <div>Le label « Orchestre national en région » est attribué à des structures gérant un orchestre de référence nationale dont la nomenclature est pourvue d'emplois artistiques permanents et dont le projet présente un intérêt général en matière de production et de diffusion de musique symphonique.</div> <div>Les structures labellisées « Orchestre national en région » constituent un réseau national de référence en matière de musique symphonique pour la valorisation et le renouvellement des répertoires, la diversité des formes, des esthétiques et de leurs interprétations. Elles participent à la structuration de la vie orchestrale et, plus largement, musicale sur le territoire national.</div> <div>Dans l'exercice de leurs missions, elles portent une attention particulière à la diversité, notamment au travers des œuvres présentées, des artistes accompagnés et des publics, au respect des objectifs de parité ainsi qu'à la prise en compte des droits culturels, de l'équité territoriale, pour le développement de l'accès et de la participation du plus grand nombre à la vie culturelle</div> <div>Le bénéficiaire sera attentif à avoir un engagement artistique approfondi tant en termes de création que de répertoire, dans toutes leurs diversités. Il devra susciter ou contribuer à des projets artistiques communs à plusieurs structures partenaires et développer les coproductions, élargir la programmation à d'autres formes compatibles avec les effectifs, notamment à la musique de chambre. Dans ce sens, il favorisera les initiatives et l'expression de ses musiciens permanents dans la programmation et dans les actions de médiation, dans la cohérence du fonctionnement de l'orchestre notamment en ayant à cœur une activité décentralisée, selon des formats adaptés. De même, il contribuera à l'enrichissement de l'offre de formation et de l'insertion professionnelle des jeunes musiciens mise en œuvre par les établissements d'enseignement supérieur culture du territoire et les conservatoires (stage et opportunités de mise en situation avec les publics pour les étudiants). Enfin, il sera particulièrement attentif à favoriser l'accès à sa programmation à tous les publics et en particulier les jeunes, en proposant des politiques tarifaires adaptées, des outils de communication</div>
--	--

associant les nouveaux médias, en expérimentant des formats artistiques nouveaux et en proposant des actions spécifiques adaptées à la diversité des publics et notamment les plus défavorisés et les plus éloignés de la culture.

Pour l'Etat

Considérant que le bénéficiaire est titulaire du label « Orchestre national en région » et que son projet répond aux attendus du cahier des charges correspondant à ce label ;

Considérant le projet artistique et culturel 2025-2028 initié et conçu par M. Guillaume Hébert, figurant en annexe I et conforme à son objet statutaire et répondant à une finalité d'intérêt général en faveur de la jeunesse, de l'accès à la culture et de la production et diffusion de musique symphonique dans les territoires ;

Considérant les axes de développement du projet artistique de Christophe Koncz, pour les quatre années à venir et son engagement artistique, professionnel, citoyen, culturel et territorial conforme au cahier des missions et des charges du label « orchestre national en région ».

Pour la Ville

Considérant la politique culturelle de la Ville de Mulhouse telle que présentée au Conseil municipal du 14 décembre 2023, construite autour des trois orientations suivantes :

Orientation 1 – L'action culturelle comme moteur et élément transverse des politiques locales et actrice des transformations de la Ville en dialogue avec les habitants.

Orientation 2 – Soutenir les capacités créatrices du territoire et maintenir l'excellence artistique, scientifique, technique de l'offre culturelle et le soutien à la fabrique culturelle locale.

Orientation 3 – Susciter le goût de vivre l'art et contribuer à la culture dans la convivialité et le partage, dès le plus jeune âge.

Ces grandes orientations sont destinées :

- Au soutien à la création artistique et à la fabrique culturelle locale
- Au maintien d'une offre artistique pluridisciplinaire de qualité et accessible
- A la mise en coopération des acteurs culturels mulhousiens
- La participation de tous à la vie artistique et culturelle, et ce dès le plus jeune âge
- La prise en compte de la diversité culturelle des habitants dans l'élaboration de l'offre artistique

Considérant que le projet artistique et culturel 2025-2028 initié et conçu par M. Guillaume Hébert, figurant en annexe I, s'inscrit pleinement dans la politique culturelle de la ville, cette dernière sera plus particulièrement attentive à ce que l'ONM :

- Propose une offre de qualité en matière symphonique à destination du public mulhousien et de sa région,
- Participe au rayonnement de la Ville de Mulhouse en contribuant à son identité culturelle,
- Continue à entretenir avec l'Opéra national Rhin et ses directeurs artistiques une relation collaborative et partenariale,
- Poursuive le travail de sensibilisation à destination de tous les publics, et plus particulièrement du jeune public,
- Développe les actions d'éducation artistique et culturelle sur le temps scolaire et hors temps scolaire, avec les services municipaux et les acteurs locaux et participe à la programmation du Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturelle coordonné par la Ville,
- Favorise la parité hommes-femmes dans tous les aspects des productions (choix des compositeurs, artistes, des techniciens ...)
- Continue à participer de manière active au dialogue de gestion entamé avec la ville de Mulhouse.

Pour la Collectivité européenne d'Alsace

Considérant la politique de la Collectivité européenne d'Alsace

Dans le cadre de ses orientations pour la culture et le rayonnement de l'Alsace, la Collectivité européenne d'Alsace affirme sa volonté de garantir un accès équitable à la culture pour tous les Alsaciens, sur l'ensemble du territoire. Parce que la culture est un levier essentiel d'émancipation, de cohésion et de vitalité démocratique, elle doit pouvoir irriguer chaque bassin de vie, au plus près des habitants.

Portée par cette ambition, la CeA déploie une politique culturelle fondée sur la proximité, le maillage territorial et la complémentarité des acteurs. Cette politique s'inscrit dans un projet global articulant culture, solidarités, bilinguisme et transfrontalier, et s'appuie notamment sur ses compétences obligatoires en matière d'enseignement artistique.

C'est dans ce cadre que la Collectivité européenne d'Alsace soutient le projet artistique et culturel de l'Orchestre National de Mulhouse, en cohérence avec les valeurs de service public de la culture et d'ancrage territorial qu'elle défend. La présence de l'Orchestre National de Mulhouse sur l'ensemble de l'Alsace s'exprime à travers le déploiement de Concerts en territoire, permettant la mise en place d'actions de médiation et de partenariats de différentes natures avec les ensembles de pratiques amateurs des territoires d'accueil.

Ainsi, en s'appuyant sur des dynamiques locales, ces actions artistiques de l'orchestre viennent nourrir la dynamique culturelle et l'attractivité des territoires ruraux.

A l'échelle de l'Alsace, cette mission est également partagée avec l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg et les Percussions de Strasbourg que la Collectivité européenne d'Alsace aura à cœur de fédérer avec l'Orchestre National de Mulhouse pour, coordonner leur action, échanger les bonnes pratiques et ainsi offrir un égal service pour tous les citoyens.

Considérant que le projet artistique et culturel ci-après présenté par le bénéficiaire participe de ces politiques publiques, l'Etat (DRAC Grand Est, la Collectivité européenne d'Alsace et la Ville de Mulhouse) décident de s'associer dans un partenariat contractuel pour la période 2025-2028 dans les termes définis ci-dessous.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire titulaire du label « Orchestre national en région » et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers d'objectifs concrets et mesurables.

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme au cahier des missions et des charges des orchestres nationaux en région défini par le ministère de la Culture.

1.2 La présente convention fixe :

- La mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel de l'Orchestre National de Mulhouse à réaliser par son directeur sur la période 2025-2028 (annexe I) ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation de la réalisation du projet (annexe II) ;
- Les modalités de financement et les relations avec les partenaires publics (annexe III) ;
- Le plan d'action en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) (annexe IV) ;
- Les engagements en matière de transition écologique (Cadre d'actions et de coopération pour la transformation écologique - Cacté) (annexe V).

1.3. Le bénéficiaire développe son projet artistique et culturel, encadré par un directeur général ainsi qu'un directeur musical recruté pour une période déterminée, aux termes d'un contrat précisant l'étendue de ses responsabilités.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de quatre années couvrant la période 2025-2028.

En cas de départ anticipé du directeur, Monsieur Guillaume Hébert, avant le terme de la présente convention, cette dernière restera en vigueur pour six mois supplémentaires, pour permettre la continuité du travail avec les équipes.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la subvention n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10, sans préjudice de l'article 3.4.

**B - Pour la Ville**

4.6 Le montant de la contribution est fixé à 3 724 332€ pour l'année 2025.  
Il a été attribué lors des Conseils Municipaux de février et novembre 2025 dans le cadre d'une convention de financement spécifique.

Pour les autres années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de la Ville de Mulhouse sont basés sur le montant 2025. Le montant définitif sera fixé, chaque année, par une délibération de la Ville et un avenant financier annuel liant exclusivement la Ville et le bénéficiaire sur la base d'un dossier de demande de subvention annuel déposé par le bénéficiaire sur la plateforme Guichet Unique des Subventions de la Ville.

4.7 Les subventions de la Ville ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits correspondants au budget de la Ville au titre des exercices concernés ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par la Ville que le montant de la subvention n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10, sans préjudice de l'article 3.4.

**C - Pour la Collectivité européenne d'Alsace**

4.8 La Collectivité européenne d'Alsace s'engage à soutenir la mise en œuvre du projet artistique et culturel de l'Orchestre National de Mulhouse pour la période 2025-2028, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à ses budgets.

4.9 Pour l'année 2025, la Collectivité européenne d'Alsace a accordé, par délibération n° CP-2025-3-6-2 de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 25 avril 2025, au bénéficiaire une subvention de fonctionnement de 58 500 € (cinquante-huit mille cinq cent euros) pour la réalisation du projet artistique et culturel de la structure et de ses actions en territoire. Cette subvention est régie par les dispositions spécifiques de la convention financière conclue le 1<sup>er</sup> janvier 2025 entre la Collectivité européenne d'Alsace et le bénéficiaire.

Pour les années 2026 à 2028, la Collectivité européenne d'Alsace déterminera son concours financier après le vote de ses budgets primitifs, dans la limite des crédits inscrits, et au vu des demandes de subvention et budgets annuels prévisionnels présentés par le bénéficiaire.

L'octroi de ces subventions annuelles prendra la forme d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, qui déterminera leur montant et les modalités de leur versement.

L'attribution et le versement des subventions octroyées, le cas échéant, au titre des années 2026 à 2028, s'effectueront sous réserve du respect par le bénéficiaire du contenu de la présente convention dont les clauses continueront à s'appliquer pleinement et du règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace en vigueur au moment de leur octroi.

**ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS**

5.1 Les subventions sont créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte :	SGG MULHOUSE
N° SIRET :	200 099 950 00012
N° Identifiant Chorus :	2100131356
Établissement bancaire :	Banque de France
IBAN :	FR25 3000 1005 81F6 8600 0000 089
BIC :	BDFEPP33

3.1 Le coût total du projet est évalué à 21 971 660 € conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- Respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n° 651/2014 ;
- Sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe ;
- Sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- Sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- Sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- Sont dépensés par le bénéficiaire ;
- Sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 3.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires publics par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours.

Après étude, les partenaires publics pourront accepter expressément ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable au sens de la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6, sous réserve que cet excédent ne dépasse pas 10 % des coûts éligibles du projet et à condition de faire état de circonstances justifiant cet excédent.

**ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES SUBVENTIONS**

**A – Pour l'État (DRAC Grand Est)**

4.1 Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, l'État contribue financièrement au projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

La contribution de l'État prend la forme d'une subvention. L'État n'en attend aucune contrepartie directe.

4.2 L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 3 760 000 € (trois millions sept cent soixante mille euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la présente convention, tel que mentionné à l'article 3.1.

4.3 Pour l'année 2025, une subvention de 940 000 € (neuf cent quarante mille euros) est accordée au bénéficiaire.

4.4 Pour les deuxièmes, troisièmes et quatrième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des subventions de l'État s'élèvent à 940 000 €.

Ces montants prévisionnels de subvention de l'État n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Ces demandes feront l'objet d'une instruction par les conseillers sectoriels concernés et, le cas échéant, d'actes attributifs de subvention (arrêté ou convention financière annuelle) spécifiques.

4.5 Les subventions de l'État mentionnées aux paragraphes 4.3 et 4.4 ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;

<div data-bbox="110 1897 129 2139" data-label="Section-Header"> <p><b>A- Pour l'Etat (DRAC Grand Est)</b></p> </div> <div data-bbox="156 1346 175 2139" data-label="Text"> <p>5.2 Pour 2025, l'Etat a versé la subvention en deux fois dans le cadre de deux actes juridiques spécifiques.</p> </div> <div data-bbox="202 1220 312 2139" data-label="Text"> <p>5.3 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la subvention annuelle de l'Etat est versée dans le cadre d'un avenant financier annuel liant exclusivement l'Etat et le bénéficiaire sur la base d'un dossier de demande de subvention annuel déposé par le bénéficiaire sur la plateforme démarches-simplifiées (formulaire <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aide-creation-artistique">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aide-creation-artistique</a> . Les versements s'effectuent selon les modalités suivantes :</p> </div> <div data-bbox="341 1220 403 2139" data-label="List-Group"> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La totalité du montant prévisionnel annuel de la subvention mentionnée à l'article 4.4, sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.5 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.</li> </ul> </div> <div data-bbox="432 1220 493 2139" data-label="Text"> <p>5.4 La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de la DRAC Grand Est - Exercice 2025 : programme 131, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 131-01-23, activité 013100030303 – Orchestres nationaux en région.</p> </div> <div data-bbox="497 1220 537 2139" data-label="Text"> <p>5.5 L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est la directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est.</p> </div> <div data-bbox="566 1438 585 2139" data-label="Text"> <p>Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques de la Marne.</p> </div> <div data-bbox="614 2022 632 2139" data-label="Section-Header"> <p><b>B- Pour la Ville</b></p> </div> <div data-bbox="659 1415 678 2139" data-label="Text"> <p>5.6 Le montant total de la subvention de l'année en cours est versé selon les modalités ci-après :</p> </div> <div data-bbox="683 1220 788 2139" data-label="List-Group"> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un premier acompte de 25% du montant de la subvention globale N-1 avant le 31 janvier proposé au vote du Conseil Municipal de décembre de l'année précédente</li> <li>- un deuxième acompte de 25% au 1<sup>er</sup> semestre de l'année concernée ;</li> <li>- un troisième acompte de 25% avant le 30 juin ;</li> <li>- le solde au second semestre de l'année concernée.</li> </ul> </div> <div data-bbox="817 1220 857 2139" data-label="Text"> <p>Les acomptes et le solde de subvention sont versés sous réserve de la procédure prévue à l'article 4.6. du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.7 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.</p> </div> <div data-bbox="884 1406 903 2139" data-label="Text"> <p>5.7 Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la Ville de Mulhouse.</p> </div> <div data-bbox="932 1805 949 2139" data-label="Section-Header"> <p><b>C - Pour la Collectivité européenne d'Alsace</b></p> </div> <div data-bbox="976 1220 1037 2139" data-label="Text"> <p>5.8 Pour l'année 2025, la subvention a été attribuée par délibération n° N° CP-2025-3-6-2 de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne du 25 avril 2025 et versée en une seule fois, conformément aux modalités décrites dans la convention financière conclue le 1<sup>er</sup> janvier 2025.</p> </div> <div data-bbox="1066 1220 1126 2139" data-label="Text"> <p>Pour 2026, 2027 et 2028, le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes, sauf modification des règles financières opposables (règlement financier et budgétaire de la CeA), auquel cas la délibération d'octroi de la subvention précisera les nouvelles modalités de versement :</p> </div> <div data-bbox="1155 1220 1308 2139" data-label="Text"> <p>Versement en une seule fois du montant de la subvention sous réserve de la production du budget prévisionnel de fonctionnement dont la véracité et la sincérité devront être certifiées par le représentant légal de l'établissement ;          Les bilan, compte de résultat ou compte administratif de l'année de la subvention devront être fournis à la Collectivité européenne d'Alsace au plus tard le 30 juin de l'année n+1. En cas de constat d'un trop-perçu par l'organisme, un titre de recette sera émis en année n+1. Si le montant des dépenses réelles attestées par le bénéficiaire est inférieur au montant de la subvention attribuée, celle-ci sera automatiquement réduite à due concurrence. Les versements seront effectués par prélèvement sur le budget de la Collectivité européenne d'Alsace sur l'opération P1620013 (1234) 65 65748 311.</p> </div> <div data-bbox="1337 1220 1420 2139" data-label="Text"> <p>Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement budgétaire et financier de la CeA et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. En tout état de cause, la CeA se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.</p> </div> <div data-bbox="1449 1433 1468 2139" data-label="Text"> <p>Le comptable assignataire est le Payeur départemental de la Collectivité européenne d'Alsace.</p> </div>	
<div data-bbox="156 822 173 1019" data-label="Section-Header"> <p><b>ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS</b></p> </div> <div data-bbox="201 179 220 1019" data-label="Text"> <p>Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :</p> </div> <div data-bbox="248 112 295 1019" data-label="List-Group"> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le compte-rendu financier via le lien : <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/compte-rendu-subvention">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/compte-rendu-subvention</a></li> </ul> </div> <div data-bbox="316 100 381 1019" data-label="Text"> <p>Ce document est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre les partenaires publics et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;</p> </div> <div data-bbox="386 100 587 1019" data-label="List-Group"> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au <i>Journal officiel</i> ;</li> <li>• Le rapport d'activité, le cas échéant ;</li> <li>• Un bilan annuel des actions et dispositifs mis en place en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) conformément aux engagements pris par le bénéficiaire dans le cadre de son plan d'action, annexé à la présente convention ;</li> <li>• Un bilan annuel des leviers mobilisés et des actions mises en œuvre en matière de transition écologique (engagements Cacté) ;</li> <li>• Tout autre document listé en annexe.</li> </ul> </div> <div data-bbox="635 743 652 1019" data-label="Section-Header"> <p><b>ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS</b></p> </div> <div data-bbox="679 100 721 1019" data-label="Text"> <p>7.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires publics de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.</p> </div> <div data-bbox="748 100 790 1019" data-label="Text"> <p>7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les partenaires publics sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.</p> </div> <div data-bbox="817 100 880 1019" data-label="Text"> <p>7.3 Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle des partenaires publics sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention. L'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : Etat / Région / Département / Ville / autres partenaires.</p> </div> <div data-bbox="908 481 927 1019" data-label="Text"> <p>Les logos et chartes graphiques sont à télécharger sur les liens suivants :</p> </div> <div data-bbox="932 89 1016 1019" data-label="List-Group"> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour l'Etat : <a href="https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/aidet/telecharger-logo">https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/aidet/telecharger-logo</a>              En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention « Avec le soutien du ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est ».</li> </ul> </div> <div data-bbox="1045 100 1155 1019" data-label="List-Group"> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour la Ville : <a href="https://www.mulhouse.fr/media/charte-graphique/">https://www.mulhouse.fr/media/charte-graphique/</a></li> <li>• Pour la Collectivité européenne d'Alsace, les logos et la charte graphique sont à télécharger sur le lien : <a href="https://www.alsace.eu/logo-et-charte-d-utilisation/">https://www.alsace.eu/logo-et-charte-d-utilisation/</a></li> </ul> </div> <div data-bbox="1179 100 1220 1019" data-label="Text"> <p>7.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.</p> </div> <div data-bbox="1248 100 1311 1019" data-label="Text"> <p>7.5 Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les cinq engagements prévus dans le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) proposé par le ministère de la Culture aux professionnels du secteur culturel et rappelé ci-dessous :</p> </div> <div data-bbox="1316 100 1469 1019" data-label="List-Group"> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Se conformer aux obligations légales en matière de prévention et de lutte contre le harcèlement et les violences à caractère sexiste et sexuel ;</li> <li>– Former les dirigeants et principaux cadres de la structure, les responsables RH et les personnes référentes en charge des VHSS ;</li> <li>– Sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques ;</li> <li>– Créer un dispositif de signalement efficace et traitant chaque signalement reçu ;</li> <li>– Mettre en place un suivi et une évaluation des actions en matière de lutte contre les VHSS.</li> </ul> </div>	



convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

9.3 Au plus tard six mois avant le terme de la convention, la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet sur la base du cahier des missions et des charges du label. Celle-ci prend la forme d'un bilan d'ensemble argumenté sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

**ARTICLE 10 – CONTRÔLE DES PARTENAIRES PUBLICS**

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

10.2 Les partenaires publics contrôlent annuellement et à l'issue de la convention que leurs contributions financières n'excèdent pas le coût de la mise en œuvre du projet. Ils peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5.

**ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

**ARTICLE 12 – AVENANTS**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception décrivant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 13 – ANNEXES**

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

**ARTICLE 14 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

**ARTICLE 15 – RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Les engagements pris par le bénéficiaire sont formalisés dans un plan d'action annexé à la présente convention (annexe IV). Le bénéficiaire s'engage à transmettre un bilan annuel de la réalisation de ces actions, dans les conditions fixées à l'article 6 de la présente convention.

7.6 Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le Cacté (Cadre d'action et de coopération pour la transformation écologique), dans le cadre plus large de la démarche de planification écologique « Grand Est Région Verte » menée conjointement entre l'Etat et la Région. A ce titre, il met en œuvre l'engagement méthodologique sur la première année de la présente convention. Au plus tard au terme de cette première année, le choix des engagements thématiques devra être réalisé en dialogue avec les partenaires financiers signataires. La structure doit, pour chacun des différents engagements choisis, mobiliser les différents leviers mentionnés dans chaque fiche action du Cacté.

**ARTICLE 8 – SANCTIONS**

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des partenaires publics, ces derniers peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

8.2 En cas de non-respect par le bénéficiaire des obligations prévues aux articles 7.5 et 7.6 de la présente convention, l'Etat peut le mettre en demeure de se conformer à ces obligations dans un délai maximum de 6 mois. La mise en demeure est notifiée au représentant légal du bénéficiaire. Si la mise en demeure reste sans effet à l'expiration du délai, l'Etat peut prononcer la suspension ou le retrait de la subvention.

8.3 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression de l'aide.

8.4 Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

**ARTICLE 9 – MODALITÉS DE SUIVI ET ÉVALUATION**

9.1 L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre d'un comité de suivi en présence de la direction de la structure bénéficiaire et des représentants des collectivités publiques signataires.

Le comité de suivi se réunit une fois par an. Il peut également se réunir à l'initiative de l'un des partenaires publics de la présente convention. Il pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord de tous les partenaires, associer des partenaires extérieurs.

Le comité de suivi est une instance technique chargée de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine en particulier :

- La mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention,
- L'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel de l'exercice suivant ;
- La réalisation du projet de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- Le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire ;
- La situation de l'emploi administratif, artistique et technique comportant un volet spécifique à l'application de la parité.

Le comité de suivi permet de mener des débats contradictoires et éventuellement de proposer des réajustements ou des orientations nécessaires.

9.2 L'évaluation porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général. Elle vise à s'assurer de la conformité du projet au regard du cahier des missions et des charges du label « Orchestre national en Région ». Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention (Annexe II), définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la

(En trois exemplaires)

Pour le bénéficiaire,  
L'Orchestre National de Mulhouse  
La Présidente

Pour l'Etat,  
Le préfet

Madame Michèle LUTZ

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjointe déléguée à la Culture

Pour la Collectivité européenne d'Alsace  
Le Président

Madame Nathalie MOTTE

Monsieur Frédéric BERRY

ANNEXES

ANNEXE I : PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2025-2028

ANNEXE II : MODALITES D'EVALUATION DU PARTENARIAT

ANNEXE III : BUDGETS PREVISIONNELS 2025-2026-2027-2028

ANNEXE IV : PLAN D'ACTION EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES ET  
LE HARCELEMENT SEXISTES ET SEXUELS (VHSS)

ANNEXE V : ENGAGEMENTS EN MATIERE DE TRANSITION ECOLOGIQUE (CACTE)

Projet Artistique et Culturel pour la Direction Générale  
De l’Orchestre Symphonique de Mulhouse

PREAMBULE

p. 1

I. Un projet artistique et culturel ancré dans son territoire

p. 3

p. 3

p. 7

1. L’Orchestre à Mulhouse, état et développement

2. Une ambition départementale, régionale, européenne, des territoires à explorer

- Le Département du Haut-Rhin
- La Région Grand Est
- La Collectivité Européenne d’Alsace
- Un Ambassadeur en France et à l’étranger

3. La diversité culturelle, une richesse du territoire, quelles collaborations ?

p. 10

- La Filature
- Le Ballet de l’Opéra national du Rhin, le Théâtre de la Sinne
- Le Conservatoire à Rayonnement Départemental
- Les Dominicains

4. L’Orchestre, une force sociale et sociétale au service de tous

p. 13

- « VOTRE ORCHESTRE »
- « DEMOS »
- La Cité éducative des Coteaux

II. Un partenaire indispensable, La Ville

p. 15

1. Des réflexions fonctionnelles

p. 15

2. Un budget anticipé, détaillé, défendu

p. 17

3. Une équipe d’encadrement structurée, une gouvernance autonome

p. 19

CONCLUSION

p. 20

« Il n’est pas de civilisation où le chant, la danse, les instruments de musique,  
ne soient intimement liés à tous les actes de la vie sociale »

Henry Barraud (1900-1997)  
Compositeur, Directeur de l’ORTF, Fondateur de la Maîtrise de Radio France

Il est ainsi nécessaire de poursuivre le travail de fond déjà entamé quant à la qualité de l'Orchestre, non seulement par une attention bienveillante à la recherche de chefs et de solistes de qualité mais également en élargissant l'activité, principalement selon 2 axes : développer ses activités avec ses partenaires culturels et diversifier et renforcer sa présence auprès de tous les publics, mélomanes et non mélomanes, afin d'accroître son rayonnement local, départemental, régional, national et international.

Enfin, un orchestre professionnel se doit de bénéficier du meilleur encadrement qui soit. Cet encadrement doit se traduire par la présence d'une équipe support organisée, impliquée et compétente ainsi que par la mise en place de règles d'organisation claires qui régissent l'orchestre et traduisent la réalité de ses missions et de ses activités.

PREAMBULE

Un orchestre est une communauté humaine, une microsociété représentative de la société. Il doit vivre avec son temps, avec son territoire, avec sa population. L'orchestre du 21<sup>ème</sup> siècle n'est plus celui d'Herbert Von Karajan. Il ne doit plus se contenter d'être le résident d'une salle mais doit irradier de sa présence son territoire, trouver son utilité sociale et sociétale et doit s'inscrire, tout particulièrement à Mulhouse, dans une politique générale territoriale.

Un orchestre donne un son unique et exprime une personnalité qui lui est propre. Cette forte personnalité doit être guidée avec justesse. Il convient de comprendre l'orchestre, ses attentes et ses aspirations. Pour comprendre l'orchestre, il faut bien entendre que ses musiciens passent parfois plus de 40 années à partager un même lieu de travail, une même salle de concert, voire un même pupitre.

Le projet doit avant tout être le fruit d'une collaboration étroite avec le directeur musical et avec les musiciens. L'adhésion des équipes au projet est un préalable indispensable à toute réalisation. Il est le fil conducteur de la saison, menant les équipes d'un point à un autre, jalonné d'échéances structurantes, ambitieuses et fortes, tant dans l'intérêt de la structure que de celui des valeurs qu'elle doit véhiculer auprès de sa population et de l'ensemble des habitants du territoire français et européen.

Au cœur du projet, la Ville de Mulhouse et son agglomération qui offrent un territoire peu étendu, à taille humaine, facile d'accès. Il est surprenant pour une personne extérieure de découvrir à quel point l'offre culturelle y est riche, diverse et variée. De la Filature au Théâtre de la Sinne, du Ballet de l'Opéra national du Rhin au Conservatoire à Rayonnement Départemental, de la Scène de Musiques actuelles aux Dominicains, beaucoup de perspectives transversales s'offrent aux responsables de ces structures.

Le Directeur Général d'un orchestre doit avant tout guider, rassembler, rassurer, soutenir, composer. Il est présent auprès du Directeur Musical même lorsque celui-ci est physiquement éloigné, il l'accompagne et le soutient. Bien qu'à la tête de la structure, le Directeur Général tient le plus souvent son autorité de la qualité de la relation qu'il entretient avec le Directeur Musical. A ce titre, ces deux personnalités incontournables constituent un duo et non deux solos, qui doivent travailler de concert.

Depuis plus d'une année, Jacques Lacombe a entamé un travail en profondeur sur la sonorité de l'Orchestre. Il œuvre à renforcer la personnalité de la matière sonore. Par ambition pour la qualité de l'Orchestre, il est primordial de poursuivre ce travail de fond. L'amour de la musique et la diversité des répertoires explorés sont le ciment qui permet à chaque musicien de s'émanciper.



Mais le format décrit ci-dessus n'est pas forcément à la portée de tous. Il faut être un auditeur averti pour « tolérer » deux heures durant un programme complet, soit : une ouverture, un concerto et une symphonie.

Un programme déjà répété par l'Orchestre peut donner vie à d'autres formes, plus courtes, plus à même d'être explicitées, d'être vulgarisées, d'être diffusées, afin qu'il soit accessible au plus grand nombre. C'est selon ces schémas que l'Orchestre pourrait se rendre sur de nouveaux terrains, à la rencontre de nouveaux publics.

La préparation des « Grands Concerts » ne devrait plus uniquement servir à la présentation de deux uniques concerts symphoniques mensuels dans la salle mais pourrait désormais faire l'objet de reprises. Un programme pourrait donc être utilisé non plus lors d'une seule semaine mais lors de deux ou plus encore et repris à souhait tout au long de l'année, sans que cela ne nécessite trop de préparation et donc, d'investissements financiers.

Les concerts « pique-nique »

Sur la base de programmes joués durant la saison et pour sensibiliser de nouveaux publics, un format court et commenté pourrait être proposé le midi dans d'autres lieux de La Filature (salle modulable, salle Jean Besse, Atrium, voire en extérieur sur le parvis durant les mois d'été) ainsi qu'à l'Auditorium du CRD. Ces concerts d'une soixantaine de minutes seraient l'occasion pour un public composé de professionnels, de retrouver l'Orchestre de manière régulière durant l'année dans un cadre moins conventionnel que celui de la grande salle. Chacun serait invité à y venir avec son enas. Un moment d'échange pourrait être réservé à l'issue du concert afin que l'Orchestre rencontre son public. Au même titre que cela se fait lors des « Concerts Divins », nous pourrions convenir d'un partenariat avec un traiteur gastronomique local pour la vente de sandwiches ou autres mets.

Par déclinaison de cette forme, l'Orchestre pourrait investir, entre la mi-mai et la mi-juillet puis du début à la fin du mois de septembre, les parcs et lieux en extérieurs de la Ville (Fonderie, Université, KMO, parvis des Temples et Églises, etc.) lors de quelques dates et lieux définis. Un effectif orchestral spécialement adapté au regard de l'effectif de l'Orchestre serait déterminé afin de limiter les coûts pour ces concerts qui pourraient être gratuits, pour tous les publics, habitués ou de passage. Pour des raisons météorologiques, ces concerts feraient l'objet de reports le cas échéant.

Pour le personnel de la Ville

Bien que bénéficiant de tarifs attractifs pour se rendre aux concerts à La Filature, le personnel municipal rencontre assez peu ses collègues de l'Orchestre. Aussi, l'OSM pourrait aller à sa rencontre lors de quelques échéances durant l'année au sein même de ses services ou lors de manifestations spécifiquement prévues pour l'occasion.

Une promenade en ville

Tous les ans en début de saison, à l'occasion de la rentrée (lors des journées du patrimoine par exemple), un grand parcours musical pourrait avoir lieu en amont du premier concert symphonique de la saison. Des ensembles variés de musique de chambre arpenteraient la Ville

I. Un projet artistique et culturel ancré dans son territoire

1. L'Orchestre à Mulhouse, état et développement

Mon projet pour l'Orchestre doit s'insérer dans les pas de celui présenté par Jacques Lacombe. Aussi, il me semble raisonnable de ne pas proposer une forme tout établie mais plutôt d'évoquer des idées, des axes à développer, tous ayant vocation à se concrétiser en collaboration avec le Directeur Musical, avec les équipes de l'OSM et avec la Ville.

L'Orchestre dans sa Ville

Bien que je ne connaisse l'Orchestre que depuis très peu de temps, je constate qu'il est de très bonne qualité et qu'il n'a rien à envier à de nombreuses autres formations. Je souhaiterais l'accompagner dans sa progression.

Un orchestre, pour son public fidèle, c'est une saison et un lieu. Un ancrage dans le lieu de l'Orchestre est nécessaire afin que chacun puisse l'identifier. Il me semble primordial pour l'Orchestre de poursuivre sa politique de « Grands Concerts Symphoniques ». Il convient de l'accompagner dans cet élan en poursuivant les invitations (en sus de la présence du Directeur Musical), de chefs et de solistes de renommée internationale.

Le public de la Filature doit pouvoir découvrir, à plusieurs reprises durant la saison, la musique de notre temps. Il me semblerait nécessaire d'accroître encore la place dédiée à la musique contemporaine et de tenter de rapprocher le public de celui-ci. Plusieurs programmes durant la saison comportent déjà une œuvre contemporaine.

Nous pourrions nous rapprocher des classes de composition des deux Conservatoires Supérieurs (CNSMD) et aussi des Hautes Écoles de Musique d'Allemagne et de Suisse afin de passer commande à de jeunes compositeurs talentueux. Leurs œuvres seraient présentées lors des concerts de l'OSM. Cet axe pourrait être développé non seulement avec les structures d'enseignement mais également avec des orchestres partenaires de la Région et/ou européens du Bassin Rhénan et pourraient faire l'objet de coproductions.

Toujours dans la perspective de travailler avec de jeunes artistes, des auditions et des recrutements de jeunes solistes pourraient modifier le schéma déjà existant des concerts symphoniques de l'OSM. Un jeune musicien de talent pourrait être remarqué, auditionné et invité à jouer en concertiste lors d'un concert de l'OSM. Il pourrait être envisagé de partager le concert avec un artiste déjà reconnu par la profession.

Pour toutes ces propositions, Mathieu Ferey, directeur du CNSMD de Lyon semble tout à fait ouvert à la discussion et m'a dernièrement manifesté son enthousiasme à l'idée de ces collaborations.

Enfin, le CNSMD de Paris possède une classe de direction d'Orchestre. Au regard de l'activité de l'OSM, il pourrait être intéressant de convenir d'un partenariat et d'offrir une résidence à un jeune chef, en qualité d'assistant du directeur musical, lors de certaines productions durant la saison.

Pour les amateurs de musique de chambre

A ce jour, quatre concerts sont programmés dans la série « Divins ». Je souhaite que nous en propositions au moins huit. La régularité de ces échéances permettrait de donner plus de visibilité à nos Musiciens et ainsi d’attendre un plus large public. Elle permet aux artistes de se confronter à un répertoire encore différent, plus précis, plus soliste. La participation d’élèves du CRD pourrait être discutée avec Alexandre Jung selon un format encore à définir.

Pour les amateurs d’art lyrique

D’expérience, un orchestre gagne à diversifier son activité, tout particulièrement lorsque la musique symphonique se conjugue à l’art lyrique. Chacun sait l’attachement des musiciens de l’OSM pour l’Opéra national du Rhin. Il faut donc veiller au bon équilibre de la programmation des saisons en garantissant, à part et intérêt artistique égaux, une présence riche et variée pour les deux formations orchestrales résidentes en son sein. Cette répartition bienveillante doit appartenir conjointement au directeur de l’OnR et au directeur de l’OSM. Ainsi, bien que différents dans leurs effectifs, l’Orchestre Symphonique de Mulhouse et l’Orchestre Philharmonique de Strasbourg ne doivent pas pâtir l’un l’autre de déséquilibre de programmation.

D’autre part, quelques concerts lyriques présentant, entre autres, des extraits de la saison de l’OnR, pourraient être programmés lors de quelques échéances durant la saison afin de motiver le public mulhousien à se joindre à l’OSM ou à l’OPS à l’occasion de productions données soit à Strasbourg, soit à Mulhouse. La participation des jeunes chanteurs de l’Opéra Studio pourrait être étudiée à cet effet, non seulement dans un but promotionnel, mais également afin de limiter les coûts inhérents à l’organisation de ces concerts.

De nombreux autres lieux devraient encore être investis, qu’il s’agisse de ceux du Département ou de la Région, sans oublier tous les lieux dédiés à l’activité sociale.

durant tout un après-midi et tous se retrouveraient pour un grand concert gratuit en fin d’après-midi à La Filature. Nous évoquons actuellement la possibilité avec Benoît André et Bruno Bouché de faire de ce concert un moment commun de présentation au public de la saison 2020-2021.

Une manifestation estivale populaire

Le mois de juillet est favorable à l’organisation de grandes manifestations en extérieur. Elles sont l’occasion de rassembler les habitants d’une même ville autour d’un événement populaire. Aussi, un grand concert avec l’Orchestre en grand effectif prendrait tout son sens sur la Place de la Réunion à l’occasion des festivités du 14 juillet. Il faudrait toutefois veiller à la maîtrise des coûts pour ce genre d’opération, tout particulièrement en ce qui concerne la technique (scène, éclairage, chapiteau, etc.). Là encore, ces concerts devraient pouvoir faire l’objet de reports, le cas échéant.

Pour les étudiants

Mulhouse est une ville étudiante. Pourtant, peu d’entre eux fréquentent l’OSM. De manière générale, les étudiants travaillent du lundi au jeudi soir à Mulhouse pour ensuite rentrer dans leurs villes d’origine. Or, les concerts de l’OSM sont prestés les vendredis et samedis soirs, ce qui prive l’Orchestre de la présence régulière d’un public étudiant.

Il me semblerait opportun que lors de deux échéances par an au moins, l’OSM programme un concert en pleine semaine afin que les jeunes de l’UHA et d’autres structures d’enseignement rejoignent l’Orchestre. Des ensembles plus restreints pourraient également intervenir directement au sein des universités, dans les halls et/ou dans les amphithéâtres.

Pour les plus jeunes

L’Orchestre joue déjà pour les jeunes enfants mais il conviendrait de regrouper l’offre afin de la développer et de la renforcer. La série programmée par l’OnR « Mon Cousin » n’est composée que de 2 programmes soit de 8 concerts sur 4 jours durant l’année et la série des « Concerts Éducatifs et Famille », guère plus. L’Orchestre devrait prévoir un abonnement spécialement dédié à cette activité dans un format court et commenté afin de susciter envie et curiosité. Ces concerts sont également l’occasion d’attirer les parents et/ou les grands-parents et de les sensibiliser aux autres activités ainsi qu’à la saison de l’OSM.

Des créations pourraient être commandées à cet effet en coproduction avec les autres structures symphoniques de la Région. Il pourrait être demandé de composer une œuvre en « moyen effectif » (50 musiciens environ, soit l’effectif de l’OSM) ainsi que de prévoir une réduction pour « petit effectif » (15 musiciens). L’œuvre composée pourrait ainsi bien être présentée dans la grande salle de La Filature qu’au sein des écoles et ferait l’objet d’une présentation ou de l’intervention d’un récitant. Enfin, en l’état, une interprétation par 15 musiciens ne fait pas l’objet de rémunérations supplémentaires à destination des artistes.

Des jumelages artistiques

La proposition n’est pas nouvelle mais la pratique est trop peu courante dans la Région Grand Est. Lors de plusieurs semaines par saison, qu’il s’agisse de productions symphoniques ou lyriques, les musiciens des différentes structures symphoniques de la Région pourraient être invités à découvrir le fonctionnement d’autres orchestres et ce, de manière réciproque. Ces échanges sont toujours l’occasion de surprises, de découvertes artistiques et de nouveaux liens humains. Ces échanges enrichiraient tant les musiciens que les structures partenaires. Un retour d’expérience pourrait être demandé aux musiciens afin de faire naître de nouvelles idées de projets.

A l’issue de deux années de partenariats, un grand concert pourrait être programmé tant à Mulhouse que dans la ville partenaire autour d’une œuvre majeure du répertoire, en grand effectif (110 musiciens). Tous les musiciens y participeraient pour créer une nouvelle formation orchestrale de quelques soirs, Jacques Lacombe dirigeant à l’extérieur de sa ville et le Directeur Musical de l’orchestre partenaire, à Mulhouse.

Tournée Grand Est

Au regard du répertoire travaillé tout au long de l’année par l’OSM, il ne serait pas trop périlleux de prévoir une tournée régionale dans des lieux choisis en accord avec la Région à l’occasion d’une grande tournée annuelle, pour 4 à 5 concerts. Ce pourrait aussi être l’occasion pour l’OSM de se rendre dans les différentes scènes nationales du Grand Est.

La Collectivité Européenne d’Alsace

Le Haut-Rhin et le Bas-Rhin connaîtront dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021 un bouleversement de taille, avec la naissance de la CEA (Collectivité Européenne d’Alsace).

Cette nouvelle collectivité devra travailler, entre autres choses, à une coopération transfrontalière, à l’orientation des jeunes, à la formation professionnelle, à l’éducation et, enfin, aux projets culturels et patrimoniaux.

L’OSM a un formidable rôle à jouer dans ce nouveau territoire. Qu’il s’agisse de l’Académie de jeunes musiciens, de concerts à prester au-delà des frontières, de populations éloignées, un rapide échange devrait avoir lieu avec la Ville, la DRAC ainsi qu’avec le nouveau Département afin de fixer les orientations de cette nouvelle collectivité en matière d’attente et de diffusion culturelle.

Au même titre que nous y procéderions avec nos partenaires régionaux, l’OSM pourrait convenir de partenariats avec des structures frontalières au sein du Bassin Rhénan dans le cadre d’échanges de musiciens afin que les uns et les autres vivent une expérience internationale. Cette interaction permettrait d’élargir la vision des artistes musiciens français et de leurs collègues en leur offrant un regard différent sur le fonctionnement d’orchestres européens voisins.

2. Une ambition départementale, régionale et européenne, des territoires à explorer

Qu’il s’agisse du Département ou de la Région, l’OSM pourra, selon les modèles proposés ci-dessus et lors de semaines dédiées, programmer des concerts « À la Carte » parmi un choix d’œuvres déjà répétées par l’Orchestre.

Le Département du Haut-Rhin

L’OSM entretient depuis plusieurs années un lien étroit avec son Département qu’il convient de préserver. Une convention lie à cet effet l’OSM au Département pour la réalisation de deux concerts et d’un parcours musical et artistique au bénéfice de jeunes d’un collège choisi par le Département.

Fort de ce contexte favorable, je souhaiterais poursuivre et développer la représentativité de l’OSM sur le territoire du Haut-Rhin et demain, de l’Alsace toute entière. De très nombreux lieux restent encore à découvrir.

L’OSM pourrait également réserver une partie de son activité au plan PRET (Plan Réussite Éducative pour Tous) lancé par le Département, dans le cadre du projet « Votre Orchestre » décrit ensuite.

La Région Grand Est

La Région a dernièrement mandaté Monsieur Bernard Coutant pour la réalisation d’une étude quant à l’activité des orchestres, de leurs fonctionnements et de leurs missions, sur son territoire.

A cet effet, il me semble opportun de rappeler qu’à la différence de nombreux orchestres de la Région, l’OSM ne bénéficie pas d’une saison symphonique à même de l’occuper durant toute l’année. Il semblerait donc tout à fait naturel pour l’OSM d’accroître encore sa présence dans le Grand-Est. Des discussions pourraient avoir lieu dès l’arrivée du Directeur Général avec Messieurs Verne et Desservy, respectivement Conseiller Musique et Danse et Directeur du Pôle Création de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Il peut d’ores et déjà être intéressant de soumettre quelques réflexions :

Académie de jeunes musiciens

Ce projet ambitieux mérite attention et préparation. Il pourrait être, au demeurant, passionnant pour les étudiants et pour toutes les équipes concernées.

Lors de deux échéances durant l’année, pendant les congés scolaires d’automne et de printemps, les élèves en cycle supérieur seraient invités à passer une semaine à dix jours dans un lieu dédié à l’activité musicale et symphonique, quelque part sur le territoire. La résidence se déclinerait en plusieurs phases (préparation individuelle, préparation encadrée par des musiciens professionnels, travail en pupitre, travail en orchestre). Une fois le stage terminé, les élèves seraient amenés à donner plusieurs concerts en Alsace et dans le Bassin Rhénan dans quelques lieux prédéterminés, tels que La Filature, le CRD, etc.

3. La diversité culturelle, une richesse du territoire, quelles collaborations ?

La transversalité semble une évidence à Mulhouse. La Scène Nationale, le Ballet de l’Opéra national du Rhin, le Conservatoire à Rayonnement Départemental, Le Théâtre de la Sinne, sont autant de partenaires en devenir pour la construction d’un grand projet culturel mulhousien dont l’objectif devrait être de faire rayonner Mulhouse, son Département, sa Région.

L’orchestre d’aujourd’hui ne doit plus se contenter de ne jouer que la musique dite « savante ». Bien qu’il soit nécessaire d’encore développer certains pans du répertoire classique, il est également indispensable de se rapprocher d’autres musiques et d’autres arts pour en mêler les styles et faire naître de nouvelles créations.

La Filature

La Filature est l’hôte de la Scène Nationale et de l’Orchestre Symphonique de Mulhouse. Il s’agit d’une richesse pour une Ville que de posséder un lieu culturel hébergeant plusieurs formes artistiques.

C’est fort de ce constat que Benoît André et moi-même posons les fondements de ce que nous espérons être le début d’une nouvelle entente pour l’ensemble des équipes de La Filature. De cette toute nouvelle relation devrait naître encore plus de projets à même de faire vivre La Filature qui devrait être un centre culturel permanent de la Ville de Mulhouse. Des espaces encore trop peu investis pourraient donner lieu à de nombreuses manifestations.

Quelques idées ont été évoquées entre Benoît André, Jacques Lacombe et moi-même. Certaines sont d’ores et déjà à l’étude pour la saison 2020-2021 :

- Ciné-Concerts : *The Nightmare Before Christmas*. *Singing in the rain*. *Un Américain à Paris*, *The Artist*,

- Projets « variété » autour des œuvres de Jacques Brel, Serge Gainsbourg, Edith Piaf,

- Projets autour de musiques plus « savantes » telles que celles de Kurt Weil, Leonard Bernstein ou encore Steve Reich, « Music for 18 musicians » du Chorégraphe Sylvain Groud dont le dénouement tend à faire danser l’ensemble du public.

- Projets européens autour d’un metteur en scène sensible à la musique classique et à l’art lyrique, version semi-scénique.

Notre résidence commune et toutes ses collaborations pourraient nous amener à nous poser la question de plus de mutualisation au sein des équipes de La Scène Nationale/OSM. A bien des endroits, ces structures mériteraient de mener de véritables réflexions conjointes afin de développer, par exemple, un pôle de communication commun, une politique d’abonnement et de billetterie communes, un site internet unique.

Quoi qu’il en soit, il semble très important que l’arrivée simultanée de deux nouveaux directeurs manifeste, de manière ostentatoire, de nouveaux liens étroits entre les deux structures.

Un Ambassadeur en France et à l’étranger

Un orchestre est l’ambassadeur de sa ville. Il en défend les couleurs et favorise les rapprochements entre les populations, les villes et les pays. Une tournée hors Région Grand Est serait l’occasion pour la Ville de nouer de nouveaux liens avec des partenaires nationaux et internationaux.

La tournée est également un temps fondamental de la cohésion d’une formation orchestrale. Elle participe au bien-être artistique des musiciens et incite à donner le meilleur de soi. C’est une grande fierté que de se savoir investi d’une mission mandatée et soutenue par sa tutelle.

Il me semblerait opportun que l’OSM et la Ville de Mulhouse puissent, une fois tous les deux à trois ans, être représentés en France, en Europe et/ou à l’étranger lors d’une tournée notable. Ma connaissance du terrain et de professionnels du métier me permettront sans doute de participer, à ma mesure, au rayonnement de l’Orchestre et de celui de Mulhouse.

Ces déplacements doivent faire l’objet de présentations, de discussions et de validations au moins deux années avant leurs réalisations.



Le Ballet de l'Opéra national du Rhin, Le Théâtre de la Simme

Des liens à tisser

Une fois par an, une réunion commune à l'OnR, à la Scène Nationale, au Ballet de l'OnR, au Théâtre de la Simme et à l'OSM détermine le calendrier des productions des différentes institutions concernées, sans toutefois que ces réflexions ne tendent à entrevoir un travail commun par la suite, lors de périodes choisies. Cette démarche, certes délicate tant les plannings sont difficiles à harmoniser, devrait marquer le souhait d'une transversalité renforcée de nos institutions culturelles.

Lors des dernières semaines, j'ai eu le plaisir de retrouver et de travailler avec Bruno Bouché, Directeur du Ballet de l'Opéra national du Rhin et de rencontrer Raphaëlle Vissecq, Directrice du Théâtre de la Simme. Aussi, j'ai d'ores et déjà proposé à mes partenaires de nous retrouver de manière plus régulière, non seulement afin d'échanger quant à nos actualités respectives mais également pour que nous envisagions quelques projets à mener ensemble.

Avec Bruno Bouché et Raphaëlle Vissecq, nous souhaiterions programmer l'Orchestre et le Ballet sur une grande œuvre du répertoire classique au Théâtre de la Simme lors de la saison 2021-2022 ou 2022-2023 (*Lac des cygnes : La Belle au bois dormant*) sur une chorégraphie de Bruno Bouché, créée spécialement pour l'occasion dans le cadre de la saison de l'OnR. Nous prévoyons également de reprendre la *Gran Partita* en février 2021, créée en début de saison 2019-2020 à Strasbourg, avec les musiciens de l'OSM, toujours au Théâtre de la Simme.

Le Conservatoire à Rayonnement Départemental (CRD)

Le conservatoire est le socle de l'éducation musicale pour tout jeune artiste. De ces rangs naissent aujourd'hui les forces vives de nos orchestres de demain. Aussi, il est une évidence que le CRD et l'OSM doivent collaborer à de nombreux et ambitieux projets. Il nous appartient de participer à la transmission des savoirs et à l'accompagnement des jeunes musiciens.

Alexandre Jung se veut déjà un partenaire de choix pour mener cette collaboration à bien et participer au rapprochement de nos deux structures.

Nous prévoyons de proposer quelques projets simples dans leur réalisation pour la prochaine saison. D'autres nécessitant plus d'anticipation et de moyens, ils seront soumis à réflexion pour la saison 2021-2022.

A titre d'exemple :

Un format court et commenté (de préférence dirigé par le directeur musical), que l'OSM donnerait en concert le samedi midi à l'auditorium et qui reprendrait une partie du programme symphonique de la semaine et d'autres extraits d'œuvres. Nous travaillons sur ce projet pour une réalisation dès la saison 2020-2021.

Le parrainage : sur le principe du volontariat, des musiciens de l'Orchestre pourrait se voir proposer de parrainer un élève du conservatoire. L'étudiant serait encadré par son parrain, pourrait s'installer à ses côtés lors de répétitions choisies, serait invité à écouter quelques répétitions générales et parfois, à jouer à sa place au sein de la formation lors de séances dédiées. Ce tutorat pourrait s'inscrire dans le cycle de formation de l'élève et donc rencontrer un caractère obligatoire au même titre que le suivi de sa discipline instrumentale au CRD.

Une programmation régulière de l'OSM à l'Auditorium est évoquée, tant pour quelques concerts symphoniques que pour des concerts de musique de chambre, afin non seulement de participer à la programmation artistique de ce nouvel outil de diffusion mais également afin d'attirer un nouveau public aux projets conjoints du CRD et de l'OSM.

Les Dominicains

Les arts s'inscrivent dans le contexte de leur époque et s'additionnent. Il me semble évident que les nouvelles technologies ont à apporter à la musique classique et réciproquement. C'est dans cette perspective que je souhaite travailler avec Philippe Dolfus aux Dominicains de Haute-Alsace. Le regard décalé et universel qu'il pose sur les arts du XXIème siècle doit encourager l'OSM à explorer de nouvelles formes. C'est une fois encore dans cet esprit d'ouverture que je souhaite que l'OSM prête son concours de manière plus régulière au travail des Dominicains.

Aussi, sommes-nous convenus d'un projet de Ciné-concert dans l'abbatiale à l'automne 2020. L'orchestre y jouerait le film *Metropolis* de Fritz Lang (1927) dans une implantation originale qu'il conviendra de définir prochainement. Nous travaillons également à des projets de captation pour la sonorisation du lieu en multi points.

Une prochaine étape consisterait à convaincre l'Orchestre de se déstructurer et de jouer une œuvre majeure du répertoire dans une implantation unique où les musiciens joueraient éloignés les uns des autres pour laisser le public déambuler entre les différentes familles d'instruments, les violons à l'une des extrémités de l'abbatiale, les bois à une autre et les cuivres au centre de la nef. Un voyage initiatique dans l'Orchestre.

Tous les partenariats artistiques évoqués ici ne sont évidemment pas exhaustifs. Il reviendra au prochain Directeur Général de poursuivre ses recherches et ses réflexions dans l'optique de faire naître de nombreuses autres collaborations.

4. L'Orchestre, une force sociale et sociétale au service de tous

VOTRE ORCHESTRE

L'Orchestre et son encadrement mènent déjà un grand nombre d'activités à destination des personnes éloignées de la culture. Cependant, ces activités sont éparées et ne bénéficient au rayonnement ni de l'OSM, ni de la Ville. D'autre part, aucun cadre ne vient aujourd'hui organiser ce pan de l'activité dans le Règlement Intérieur de la Formation.

Aussi, je souhaiterais réfléchir avec les Musiciens à un nouveau projet à vocation sociale et sociétale, qui pourrait porter le nom de :

« VOTRE ORCHESTRE »

Durant chaque saison, tous les musiciens devraient, durant 3 à 4 semaines (min. et max.), participer à des projets à vocation sociale auprès des personnes éloignées et/ou en difficulté, qu'il s'agisse d'un hôpital, d'un EHPAD, d'une prison, d'un centre de jeunes en difficulté, etc. et ce, systématiquement en lien avec les structures associatives, municipales, départementales, régionales, nationales mulhousiennes. Chaque musicien serait amené à émettre des souhaits quant au lieu dans lequel il souhaiterait se rendre. Des réunions dédiées entérineraient les lieux et dates des manifestations à organiser. Ce projet pourrait faire appel au concours de nos partenaires culturels et artistiques et également à leurs ressources humaines et techniques. Ce serait là encore l'occasion pour l'OSM de se rapprocher de ses partenaires de la Ville, du Département et de la Région afin de convenir avec eux de nouveaux lieux dans lesquels l'OSM pourrait se rendre.

La mise en place de ce projet nécessite de définir préalablement cette nouvelle activité avec l'Orchestre. Aussi, je pense sa première réalisation possible pour la saison 2021-2022 ou 2022-2023. Cette nouvelle activité devrait être incluse dans le temps de travail des artistes et ainsi, ne pas générer de coûts supplémentaires.

D'autres possibilités peuvent être évoquées dans le cadre de ce projet sans pour autant se restreindre à un planning fixe. Il conviendrait alors de répartir les heures de manière annuelle. Il pourrait être convenu que 78h à 104h annuelles seraient dévolues à l'activité sociale sans pour autant favoriser l'axe sociétal au détriment de l'axe pédagogique.

C'est ainsi que les musiciens de l'Orchestre pourraient également choisir de dédier une partie de leur activité à d'autres projets :

DEMOS

**Demos** (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale) est un projet de démocratisation culturelle s'adressant à des enfants issus de quartiers relevant de la politique de la ville ou de zones rurales insuffisamment dotées en institutions culturelles.

Depuis 2010, Demos s'attache à favoriser l'accès à la musique classique par la pratique instrumentale en orchestre. Le dispositif doit sa réussite notamment à un encadrement éducatif adapté, à la coopération entre acteurs de la culture et acteurs du champ social, au développement d'une pédagogie collective spécifique et à la formation continue des intervenants. Initié et coordonné par la Cité de la musique - Philharmonie de Paris, Demos se déploie aujourd'hui sur le territoire national grâce à des partenariats avec les collectivités territoriales.

Il est surprenant de constater que l'OSM est presque absent de DEMOS là où cet acronyme porte bien l'orchestre comme fondement de son projet. Depuis sa mise en place à Mulhouse en 2017, trop peu de liens ont été tissés entre DEMOS Mulhouse et l'OSM. Je souhaiterais que l'Orchestre participe à ce projet national dont les résultats ne sont plus à contester et auquel le CRD prête déjà un concours très actif.

J'ai eu l'occasion de rencontrer Hélène Coquillaud le 15 novembre dernier et souhaiterais travailler avec elle et avec l'ensemble de l'équipe de DEMOS Mulhouse afin que l'OSM s'implique davantage dans la mise en œuvre de ce projet.

Certaines actions sont d'ores et déjà naissantes pour la saison 2019-2020. D'autres devraient venir enrichir notre collaboration.

La Cité éducative des Coteaux

La toute nouvelle Cité éducative des Coteaux doit s'inscrire dans la politique d'ouverture de l'OSM. De la même manière que pour DEMOS, il convient de participer à l'ouverture à la culture pour toute une population qui n'y a pas suffisamment accès.

Je souhaiterais que l'OSM et ses musiciens participent à l'accompagnement de ces jeunes de 0 à 25 ans par de nombreuses actions à déterminer en collaboration avec l'encadrement de la Cité et les services de la Ville.

Les jeunes de la Cité pourraient avoir un parrain ou une marraine parmi les Musiciens de l'OSM qui l'accompagnerait tout au long d'une ou de plusieurs années pour suivre son évolution. Les Musiciens pourraient participer à la sensibilisation artistique de l'enfant ou du jeune, lui présenter son instrument, jouer en musique de chambre exclusivement devant les filleul(e)s et leur faire découvrir l'Opéra national du Rhin à l'occasion de répétitions de l'OSM à Strasbourg.

Tout enfant de la Cité, tout âge confondu, devrait avoir accès aux concerts de l'OSM à la Filature dans des conditions adaptées et exclusives, spécialement réfléchies pour lui et l'un de ses parents, le cas échéant.

Problèmes de l’audition et troubles musculo-squelettiques

Il arrive que le corps médical compare l’activité du musicien à celle d’un sportif de haut niveau. En effet, le musicien est amené à solliciter de manière régulière et répétitive les mêmes muscles en fonction de sa spécialité. Pourtant, à la différence d’un sportif de haut niveau, très rares sont les structures pédagogiques qui forment les artistes à la prévention des troubles musculo-squelettiques, pas plus qu’elles ne les sensibilisent à la question de l’audition. Tout au long de ma carrière, j’ai été amené à travailler avec de grands spécialistes de ces disciplines tels que Christian Meyer-Bisch (docteur en médecine et consultant en audiologie et en santé communautaire), ainsi qu’avec Sébastien Noly (ingénieur acousticien, musicien ingénieur du son), tous deux pouvant mettre leurs expériences et leurs compétences très spécifiques au service de la santé des musiciens à l’OSM. Alexandre Jung et le CRD auraient également un rôle important à jouer à ce sujet, que nous avons d’ailleurs déjà conjointement évoqué. Il est à noter qu’il est de plus en plus fréquent que ces pathologies propres aux artistes soient reconnues comme des maladies professionnelles.

II. Un partenaire indispensable, La Ville

1. Des réflexions fonctionnelles

L’Orchestre Symphonique de Mulhouse a été créé en 1971 et compte 56 musiciens. Le Règlement Intérieur de la Formation date de 1972. Il ne régit pas le fonctionnement d’un certain nombre d’activités et ne comporte pas encore les articles à même de procéder sereinement à de nouvelles missions.

J’ai pris connaissance du fait qu’une étude relative au fonctionnement de l’OSM avait été dernièrement réalisée. Aussi, au regard de ce travail et des textes en vigueur, il me semblerait opportun d’échanger avec la Ville quant aux évolutions nécessaires à apporter au règlement de l’OSM.

Parallèlement, des échanges pourraient avoir lieu quant à la labellisation de l’Orchestre en « Orchestre national en Région ». Le projet choisi pour la Direction générale de l’OSM, qui devrait s’inscrire dans le cahier des charges fixé par l’arrêté du 5 mai 2017 (fixant les missions et les charges relatives au label « Orchestre national en Région ») ainsi que, de manière plus large, par le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 (relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques) servirait de base à la préparation du dossier menant à la labellisation.

Selon les responsables d’autres institutions en région (Lila Forcade, Directrice Générale de l’Orchestre d’Auvergne ; Nicolas Droin, Directeur Général de l’Ensemble Orchestral de Paris ; Frédéric Morando, Directeur Général de l’Orchestre de Pau Pays de Béarn), les démarches inhérentes à un changement de statut se mènent sur 24 mois environ. Je suis également en contact à ce sujet avec Monsieur Philippe Fanjas, directeur de l’Association Française des Orchestres, celle-ci regroupant en son sein une majorité des formations symphoniques françaises (Orchestres de Radio France, Orchestre national de Lille, Orchestre national de Lyon, Orchestre national du Capitole de Toulouse, Orchestre national d’Auvergne, Orchestre national de Bretagne, Orchestre de Pau Pays de Béarn, etc.). Certaines de ces formations ont tout dernièrement mené le travail relatif à cette labellisation pour leur orchestre.

L’initiative de ces démarches revient bien évidemment à la Ville, la Direction Générale des Services, la Direction des Affaires Culturelles ainsi que la Direction Générale de l’Orchestre ayant vocation à piloter ce projet par la suite.

Sans attendre ces prochaines réflexions, des attentions particulières pourraient d’ores et déjà être portées aux musiciens de l’Orchestre quant à leurs pathologies propres. Des démarches ont été entamées à cet effet avec le concours du service médical. Je souhaiterais encore les développer.

A ce titre, je souhaiterais proposer que l’OSM bénéficie d’une véritable étude des publics, menée par une structure extérieure, afin que nous bénéficions d’un regard détaillé des différentes populations qui assistent à nos concerts et de celles qui n’y assistent que trop peu ou pas du tout encore.

La recherche de nouveaux financements

L’Alsace bénéficie de richesses économiques et entrepreneuriales. Il conviendrait de sensibiliser quelques partenaires aux projets de l’Orchestre et à ses ambitions. A ce titre, je commence à me rapprocher de quelques-uns d’entre eux et d’évoquer nos projets (tournées, discographiques, présence d’artistes de renommée internationale dont nous ne pouvons encore bénéficier à Mulhouse), Jacques Lacombe, habitué de ces pratiques communes de l’autre côté de l’Atlantique, s’inscrirait pleinement dans cette démarche.

D’autre part, l’OSM devrait procéder à plus de contrats de cessions dans le cadre des concerts qu’il preste hors de ses murs. Il s’agirait de dégager un minimum de bénéfices de la vente des concerts de l’Orchestre lors de participations à des festivals ou d’autres manifestations.

Au regard du fonctionnement de nombreux autres orchestres sur notre territoire, ce pan de l’activité de l’OSM mériterait d’être développé.

2. Un budget anticipé, détaillé, défendu

Un projet se défend avec conviction sur la base d’orientations budgétaires claires à la hauteur des ambitions de la structure. Une vision budgétaire artistique doit être réfléchie et cohérente. Elle doit être menée en concertation avec le Directeur Musical et les équipes et doit se justifier politiquement et artistiquement. Il me semblerait opportun d’accroître l’anticipation à cet effet. Les premiers échanges budgétaires devraient intervenir au moment des premières discussions artistiques pour plus de sérénité et de crédibilité, tant dans l’intérêt de l’OSM que de sa tutelle. Cette méthodologie est d’autant plus importante pour la Ville qu’elle entrevoit de confier plus d’autonomie de gestion à l’OSM.

Aussi, compte tenu du fait que le budget de l’Orchestre est déjà entériné pour l’année 2020, que mon projet repose grandement sur notre faculté à plus de coproductions et enfin que de prochaines réflexions pourraient être menées quant au fonctionnement de l’Orchestre, je ne souhaite pas, en l’état, proposer d’augmentation du budget de production.

Il reviendra au prochain Directeur Général d’également veiller à une négociation attentive et systématique des coûts liés à l’engagement des artistes invités. Des efforts pourraient être réalisés à cet endroit.

Tous ces axes que je souhaiterais défendre devraient permettre à l’OSM de maintenir ses dépenses de production à l’équilibre, tout en renforçant l’activité.

Les différentes perspectives artistiques évoquées tout au long de mon projet devront toutefois faire l’objet de discussions préalables et de regards bienveillants de la part de nos partenaires publics (Ville, Département, Région) avant que l’OSM n’envisage leur mise en production.

D’autre part, je souhaite être totalement partenaire de la Ville dans le cadre de la réalisation du budget de l’OSM et travailler en toute confiance, de manière transparente. Aussi, depuis quelques semaines, je m’astreins à préciser l’ensemble des dépenses inhérentes au fonctionnement de l’Orchestre afin de proposer une approche plus détaillée de nos dépenses. C’est ainsi qu’il nous fallait procéder à l’Opéra national de Paris (EPIC). A l’occasion de conférences budgétaires annuelles, chaque direction devait soutenir et défendre le budget de sa direction en argumentant de l’utilité de chacune de ses dépenses. L’impérieuse nécessité de la qualité de la programmation artistique nous obligeait à la réalisation de projections budgétaires triennales. Les délais de programmation à l’OSM ne nous permettant pas de prévoir nos dépenses avec autant d’anticipation, je souhaiterais pouvoir réaliser un pilotage pluriannuel sur deux exercices.

Ventes et abonnements

Tant par les projets présentés ci-dessus que par l’augmentation des recettes de billetterie en raison de l’augmentation des coproductions, j’espère réussir à augmenter tant les recettes de billetterie que la vente des abonnements. Il me semble toutefois observer qu’une très grande quantité d’offres est aujourd’hui proposée au public. Il conviendrait de regrouper ces offres au sein d’une politique unique et générale qui devrait être initiée par l’OSM, sans que cela ne perturbe les orientations sociales défendues par la Ville.



CONCLUSION

Durant ces trois derniers mois, j'ai eu le plaisir de mener une mission passionnante auprès de Jacques Lacombe, des musiciens de l'OSM et de l'équipe d'encadrement, en qualité d'Administrateur par intérim de l'OSM.

J'y ai découvert des personnalités engagées, force de propositions, attachantes et faisant état d'un véritable enthousiasme à l'idée d'encore évoluer, tant artistiquement que structurellement parlant.

Je souhaite remercier l'ensemble des professionnels de Mulhouse, de Strasbourg, d'Alsace et de bien d'autres endroits encore, qui m'ont aidé à réaliser ce projet. Leurs expériences des arts, de la collectivité, du terrain, de l'Orchestre, de l'Opéra, m'a été précieuse tout au long de ces dernières semaines.

L'Orchestre Symphonique de Mulhouse est peut-être à l'aube de nouvelles réflexions mais la motivation de l'ensemble des équipes est intacte. Je suis très enthousiaste et déterminé à l'idée de m'impliquer pleinement dans ce beau projet et souhaite œuvrer avec le concours et le soutien de l'ensemble des forces en présence, vers des actions culturelles, musicales et artistiques toujours plus innovantes et ambitieuses.

3. Une équipe d'encadrement structurée, une gouvernance autonome

L'encadrement de l'Orchestre bénéficie d'un fonctionnement tout à fait singulier.

Bien que peu nombreux, les membres de l'équipe d'encadrement de l'OSM comptent des professionnels enthousiastes et volontaires qui mériteraient des évolutions dans leur fonctionnement. Avant tout, il conviendrait de réorganiser l'activité des différents membres de l'équipe au regard du projet et des missions de chacun. Certains déséquilibres sont manifestes et il semblerait nécessaire de rétablir une cohérence de fonctionnement en réalisant des fiches de poste qui devraient être entérinées et validées. Il reviendrait ensuite au directeur général de réaliser un organigramme de la structure qui préciserait les liens hiérarchiques entre les membres de l'équipe.

La plus grande singularité de l'équipe d'encadrement réside en la présence en son sein de trois artistes musiciens, le premier pour une mission de conseiller artistique, le deuxième pour la gestion des réseaux sociaux en étroite collaboration avec le service communication de la Ville, enfin le dernier pour la gestion des projets pédagogiques.

Bien qu'ayant été sceptique quant à ce fonctionnement lors de mon arrivée en septembre dernier, je constate après quelques semaines que la présence de ces musiciens au sein de l'équipe d'encadrement semble être bénéfique pour toutes les parties. Elle permet aux musiciens désireux de s'impliquer dans la vie de leur Orchestre d'y procéder. Par ailleurs, elle leur offre un regard sur l'activité d'encadrement de l'Orchestre et de constater de l'énergie nécessaire à déployer pour le faire fonctionner. D'autre part, ces musiciens sont parfois amenés à partager leur expérience avec leurs collègues musiciens et, à ce titre, nous notons plus de compréhension de part et d'autre. Je souhaiterais conserver ce fonctionnement, d'une manière ou d'une autre.

Il me semble que la plus grande faiblesse de l'équipe d'encadrement réside en l'absence d'un responsable de la communication à temps plein, en son sein. Ce professionnel, en charge d'un des aspects les plus importants de la vie de l'Orchestre (à plus forte raison à l'heure du numérique, des réseaux sociaux, etc.), devrait marquer de sa compétence l'ambition que nous souhaiterions pour la structure. Un responsable de la communication doit au quotidien suivre l'évolution d'un orchestre, sa visibilité (médias, réseaux sociaux, audiovisuel), sa charte et politique graphique, sa ligne éditoriale. A ce titre, il me semblerait indispensable, qu'à terme, l'OSM puisse bénéficier de cette compétence.

# christophkonz

DIRECTEUR MUSICAL · Deutsche Kammerakademie Neuss am Rhein  
PREMIER CHEF INVITÉ · Les Musiciens du Louvre

Orchestre symphonique de Mulhouse  
Monsieur Guillaume Hébert – Directeur général  
La Filature, 20 allée Nathan Katz  
68090 Mulhouse Cedex

Monsieur,

Vienne, le 28 juin 2022

Je me permets de vous proposer ma candidature au poste de Directeur Musical de l'Orchestre symphonique de Mulhouse.

Mon expérience musicale comme Directeur Musical de la Deutsche Kammerakademie Neuss am Rhein et comme Premier chef invité de l'ensemble français sur instruments d'époque Les Musiciens du Louvre, ainsi que des concerts à la tête d'ensembles renommés internationalement tels l'Orchestre de la Suisse Romande, le Philharmonia Orchestra à Londres, l'Orchestre Métropolitain de Montréal, le New World Symphony à Miami, le Hong Kong Philharmonic, ainsi que l'Opéra de Zürich m'ont permis d'acquérir de nombreuses compétences dans le métier de chef d'orchestre. Grâce à mon poste de chef d'attaque des seconds violons de l'Orchestre Philharmonique de Vienne, le soin de la culture orchestrale et de l'expérience sonore sont pour moi une préoccupation très importante afin d'être en mesure d'élaborer avec les musiciens d'orchestre un sens du style approfondi et une sonorité unique.

Je serais particulièrement heureux d'établir un lien avec la riche tradition musicale alsacienne, en fixant des priorités dans une programmation en harmonie avec les trésors culturels spécifiques à cette région. Dans le choix du répertoire j'introduirais également des œuvres en lien avec ma longue expérience de l'interprétation sur instruments d'époque, tout en élargissant le répertoire pour les générations futures à travers des commandes et des créations contemporaines. Ma priorité principale serait consacrée à l'enthousiasme pour l'encouragement des jeunes talents, afin qu'à travers les médias digitaux et des voies de communication innovantes, le monde de la musique classique puisse s'ouvrir à un public plus large et plus divers.

En raison de ma situation personnelle j'ai un lien étroit avec la vie musicale française. Je parle couramment français et répète régulièrement dans cette langue avec des orchestres français en plus de mon activité comme Premier chef invité des Musiciens du Louvre ; récemment j'étais également actif comme assistant de la reprise de *Parsifal* à l'Opéra de Paris.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire, je me réjouis de vous rencontrer lors de notre entretien le 5 juillet.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.



Christoph Koncz  
Alser Straße 19/23  
A-1080 Wien

Österreich

Téléphone: +43 676 5882011

E-Mail: christoph.konz@gmx.at

# christophkonz

DIRECTEUR MUSICAL · Deutsche Kammerakademie Neuss am Rhein  
PREMIER CHEF INVITÉ · Les Musiciens du Louvre  
<https://www.harrisonparrott.com/artists/christoph-konz>

Le jeune chef d'orchestre autrichien Christoph Koncz est l'un des musiciens les plus remarquables de sa génération et dirige régulièrement des prestigieux orchestres tels l'Orchestre de la Suisse Romande, le Philharmonia Orchestra London, l'Orchestre Métropolitain de Montréal et le Hong Kong Philharmonic.

Durant la saison 2022/23, Christoph Koncz fera ses débuts à la tête du London Symphony Orchestra, de l'Orchestre Symphonique de la Radio Suédoise, au Théâtre national de Prague ainsi qu'au Staatsoper de Vienne. Il retournera au New World Symphony Orchestra Miami, à l'Opéra de Zürich, et dirigera le Stuttgarter Philharmoniker, le Düsseldorfer Symphoniker, le Royal Northern Sinfonia, l'Orquestra Sinfónica de Castilla y León, l'Aarhus Symphony Orchestra ainsi que le Tampere Philharmonic Orchestra.

Depuis 2019, Christoph Koncz occupe le poste de directeur musical de la Deutsche Kammerakademie Neuss am Rhein. Il est en outre Premier chef invité de l'ensemble français sur instruments d'époque *Les Musiciens du Louvre*. Ses débuts comme chef d'orchestre lors de la Mozartwoche à Salzbourg en 2013 ont été suivis par des engagements dans des salles renommées tels les Philharmonies de Berlin, Cologne et Munich, le Konzerthaus de Vienne, le KKL Lucerne ainsi qu'au Concertgebouw Amsterdam et au Festival de Salzbourg.

Christoph Koncz est particulièrement apprécié pour son interprétation des œuvres de Wolfgang Amadeus Mozart. Son enregistrement de l'intégrale des Concertos pour violon en tant que soliste et chef avec *Les Musiciens du Louvre* est parue chez Sony Classical sous le nom de *Mozart's Violin*. Cet album constitue la première discographique de ces œuvres sur le violon baroque original de Mozart, et a été internationalement salué par la presse.

Né à Constance en 1987 dans une famille autrichienne et hongroise de musiciens, Christoph Koncz a débuté l'apprentissage du violon à quatre ans, puis a poursuivi ses études peu après à l'Université de musique de Vienne. Il y a également étudié depuis 2005 la direction d'orchestre auprès de Mark Stringer. Il s'est perfectionné lors de masterclasses auprès de chefs tels Daniel Barenboim, Daniel Harding et David Zinman. A l'âge de neuf ans, il s'est fait remarquer internationalement pour son interprétation au cinéma du rôle de Kaspar Weiss, enfant prodige dans le film canadien *Le Violon Rouge*, dont la musique a été récompensée par un Oscar.

Depuis ses débuts à l'âge de douze ans avec l'Orchestre Symphonique de Montréal et Charles Dutoit, il se produit comme soliste sous la direction de chefs tels Sir Neville Marriner, Dmitry Sitkovetsky, Gábor Takács-Nagy ou Marc Minkowski. Comme chamberiste recherché, il se produit aux côtés de Leonidas Kavakos, Joshua Bell, Vilde Frang, Renaud Capuçon, Antoine Tamestit, Clemens Hagen, Gautier Capuçon, Andreas Ottensamer et Rudolf Burchbinder. Ses activités de concertiste le mènent dans de nombreux pays européens ainsi qu'au Proche-Orient, en Asie, en Australie, aux États-Unis et en Amérique du Sud.

En 2008, il a été nommé à l'âge de vingt ans au poste de chef d'attaque des seconds violons de l'Orchestre Philharmonique de Vienne. Il joue sur un violon d'Antonio Stradivarius (1707, ex *Brüstlein*), mis à disposition par la Banque nationale d'Autriche.



HARRISON PARROTT



L’Orchestre symphonique de Mulhouse et sa mission pour la ville

À Mulhouse, cette ville unique par son histoire, il existe une tradition d’indépendance séculaire qui conjugue l’influence combinée de la France, de l’Allemagne et de la Suisse. L’art, et la musique classique tout particulièrement, rapprochent les gens en dépit de toutes les barrières linguistiques. Ainsi l’Orchestre symphonique de Mulhouse a toute sa place pour transmettre ce sentiment d’appartenance à son identité culturelle et pourra même contribuer à le renforcer.

Dans ma vision, les habitants de Mulhouse s’identifient à cet orchestre, le considèrent comme leur orchestre, un mode unique de représentation de leur ville dont ils tirent une grande fierté. Pour ce faire, il est bon d’accroître la visibilité de cet orchestre auprès de toute la population dans toute sa diversité, de créer des lieux d’échange spontanés et de la sorte ancrer l’orchestre au cœur de la ville. La Filature peut donc devenir le lieu privilégié de rencontres et d’échanges entre les diverses classes sociales. Une sortie au concert doit pouvoir se combiner avec d’autres événements culturels, des expositions et un restaurant gastronomique par exemple, sortie ainsi rendue attrayante en précédant le concert et se poursuivant après lui.

Conception du rayonnement et ambition pour l’orchestre

Lors de cette semaine de direction comme chef invité, j’ai eu le sentiment d’une relation excellente avec les musiciens : dans une future fonction de directeur musical, je rechercherai un échange étroit avec les musiciens, qui doivent être encouragés à considérer l’Orchestre symphonique de Mulhouse comme leur foyer artistique. Il est bon de renforcer leur identification avec l’orchestre et leur fierté d’y appartenir. À cette fin je soutiendrais les musiciens pour qu’ils cherchent à élever leurs performances et celles de leurs collègues. J’ai remarqué un énorme potentiel artistique au rang de l’orchestre. C’est le travail du directeur musical de s’assurer que les musiciens de l’orchestre sont valorisés, reconnus pour leur qualité. Par conséquent, selon moi, c’est une nécessité que l’orchestre puisse démontrer ses capacités à l’occasion de tournées internationales tout comme dans sa ville et sa région.

Les personnalités dans des postes clés tels que violon solo, chefs d’attaque et solistes de vents sont particulièrement décisives pour la qualité de l’orchestre. En accord avec le directeur général, j’estime que le recrutement des musiciens excellents aux postes vacants est le moyen le plus important de promouvoir (davantage) l’excellence artistique. Afin d’inciter les musiciens à prendre plus de responsabilités personnelles, je leur donnerai plus de liberté artistique et leur confierai la tâche d’organiser leur propre série de musique de chambre. En même temps, cela améliorera automatiquement la qualité des

musiciens individuels, qui se présentent au public en dehors du cadre orchestral, à la fois de manière audible et visible. Le cas échéant, je peux aussi participer à ces concerts en tant que chef d’orchestre de petites formations ou en tant que violoniste dans des formations de musique de chambre.

Un autre élément important de la motivation serait d’utiliser des musiciens d’orchestre sélectionnés tels que violon solo et solistes de vents comme solistes dans les concerts symphoniques. Au cours de ma semaine comme chef invité, j’ai beaucoup apprécié les performances des musiciens de l’orchestre. Je souhaite que mes projets soient construits pour les musiciens et avec eux, ce par quoi ils pourraient aussi se distinguer en tant que solistes. Comme effet collatéral bienvenu, cela pourra aider également le budget de l’orchestre.

Ligne artistique et musicale

Le répertoire symphonique de l’orchestre repose sur cinq piliers : la musique baroque, le classicisme viennois, la musique romantique, la musique du XXe siècle et la musique contemporaine. Je ferais un effort particulier pour augmenter la compétence stylistique pour tous ces différents genres musicaux et en même temps pour renforcer le répertoire de base de l’orchestre.

En fonction d’un cadre budgétaire approprié, je proposerai les idées suivantes : Je programmerai un cycle de toutes les symphonies de Beethoven sur trois ans, inclurai toutes les symphonies de Brahms au programme, poursuivrai l’exécution des célèbres ballets de Stravinsky que Pétrouchka a commencé dernièrement, présenterai des poèmes symphoniques de Richard Strauss et me concentrerai sur les symphonies les plus connues d’Anton Bruckner, qui fête ses 200 ans en septembre 2024. Un autre anniversaire spécial en perspective est le 200e anniversaire de la création de la 9e symphonie de Ludwig van Beethoven en mai 2024.

L’élargissement du répertoire grâce à des commandes de composition et des créations est particulièrement important pour moi, tout comme l’inclusion de compositeurs contemporains en tant que chefs invités de leur propre musique. Cela relèverait des initiatives de l’Orchestre symphonique de Mulhouse pour soutenir la musique de notre temps dans le cadre d’un consortium créatif qui impliquerait les Orchestres nationaux en région. Au moyen de mes relations personnelles, je m’efforcerai d’établir des partenariats avec des compositeurs nationaux et étrangers tels que Guillaume Connesson, Nicolas Bacri, Marc-André Dalbavie, Jörg Widmann, Olga Neuwirth et Johannes Maria Staud.

Je pense aussi qu’il est particulièrement important pour la qualité de l’orchestre de travailler le son des cordes et leur compétence stylistique. Pour cette raison, je planifierai et présenterai chaque année un programme pour orchestre à cordes seul.

Afin de renforcer la relation du public avec l'orchestre, je préconiserai également une plus grande implication des excellents chœurs amateurs de la région et les présenterai comme le chœur de l'Orchestre symphonique de Mulhouse. À cette fin, je mettrai au programme les chefs-d'œuvre de la littérature d'orchestre choral et les présenterai dans des lieux choisis, tels que la *Passion selon saint Matthieu* de Bach, la *Missa solemnis* de Beethoven, le *Requiem allemand* de Johannes Brahms ou le célèbre *Requiem* de Verdi.

J'inclurai également au programme des raretés du répertoire, qui seraient interprétées de manière exemplaire par l'Orchestre symphonique de Mulhouse et, si elles étaient communiquées de manière appropriée, attireraient également un public international. Je pense que cette programmation est très attrayante, surtout dans les années anniversaire. Un exemple : novembre 2024 marque le 50e anniversaire de la mort du compositeur suisse Frank Martin, une de ses œuvres ultérieures *Polyptyque* ou sa Symphonie concertante pourraient être jouées. La musique du compositeur viennois Franz Schreker a été interdite en Allemagne sous le régime national-socialiste. Octobre 2023 marque le 100e anniversaire de la création de sa suite orchestrale *Der Geburtstag der Infantin* avec le Concertgebouworkest Amsterdam.

J'aurai à cœur de mettre en avant des artistes proches de Mulhouse. Le compositeur Charles Koechlin, par exemple, est issu d'une famille d'industriels bien connue et a composé de jolies œuvres orchestrales, dont, par exemple, *La course de printemps* fête ses 100 ans en 2025. Le grand polynathe et interprète de Bach, Albert Schweitzer est diplômé du lycée de Mulhouse, en l'honneur de ses 150 ans je programmerai un concert d'orgue à l'église Saint-Étienne en janvier 2025 avec un organiste français de renom tel que Thierry Escaïch ou Thomas Ospital.

D'autres œuvres orchestrales étroitement liées à la région alsacienne de Jules Massenet (*Scènes Alsaciennes*), Franz Lehár, Darius Milhaud et des compositeurs régionaux Marie-Joseph Erb (*En Alsace*), Leo Justinus Kauffmann (*Elässer Tanzspiel*) et Edmond Missa (*Fête alsacienne*) seraient également un enrichissement pour le public et devraient trouver leur place dans les programmes de l'orchestre lorsque l'occasion se présentera.

L'intégration de l'Orchestre symphonique de Mulhouse en tant qu'orchestre de l'Opéra national du Rhin reste un élément essentiel de l'identité de l'orchestre et renforce sa souplesse musicale et son expressivité. J'attacherai une grande importance aux chefs-d'œuvre du répertoire lyrique et proposerai dans trois ans, en concertation avec Alain Perroux, le répertoire de base comme *Die Zauberflöte* (La Flûte enchantée) de Mozart, *Der fliegende Holländer* (Le Vaisseau fantôme) de Wagner et *Falstaff* – la dernière œuvre de Verdi – pour des productions. La célèbre opérette *Die Fledermaus* (La Chauve-souris) de Johann Strauss, dont le livret est basé sur un texte français, célèbre le 150e anniversaire de sa création en avril 2024. Une production scénique ou un concert de gala conviendraient à cela.

Les artistes invités sont également d'une importance cruciale pour le développement futur de l'orchestre. Grâce à mes relations personnelles, j'inviterai des musiciens internationaux de renom tels que Renaud Capuçon, Nicolas Altstaedt, Andreas Ottensamer, Emmanuel Tjeknavorian et Julian Rachlin en tant que chefs invités. En tant que solistes invités et artistes en résidence, j'essaierai de trouver les artistes célèbres suivants : Gautier Capuçon, Khatia Buniatishvili, Rudolf Buchbinder, Francesco Piemontesi, Emmanuel Pahud, François Leleux, Vilde Frang, Arabella Steinbacher, Antoine Tamestit, Paul Meyer, David Guerrier, Victor Julien-Laferrrière, Ilya Gringolts, Sarah Nementan et Louis Schwizgebel-Wang.

En coordination avec l'agence de renom HarrisonParrott, je développerai considérablement les activités de voyage de l'orchestre, une présence renforcée en Collectivité Européen d'Alsace et organiserai des concerts invités en France et à l'étranger en tant qu'ambassadeur de la ville de Mulhouse. L'orchestre devrait être représenté dans les grands festivals comme le Festival de Pâques d'Aix-en-Provence. L'échange culturel avec les villes partenaires Anvers, Walsall, Kassel, Bergame, Chemnitz, Givatayim et Timisoara serait renforcé par les concerts de l'orchestre dans ces villes. À condition des fonds suffisants, j'utiliserai également mes contacts personnels pour permettre des voyages de l'orchestre en Allemagne, en Autriche, en Suisse et au Benelux, ainsi qu'au Japon, en Corée et en Chine.

Je considère la formation des jeunes musiciens professionnels comme particulièrement importante. Je soutiendrai des projets dans lesquels les musiciens de l'Orchestre symphonique de Mulhouse interprètent de grandes œuvres de Bruckner, Mahler, Strauss ou Stravinsky aux côtés d'étudiants professionnels. En particulier, une collaboration régulière avec l'Orchestre Français des Jeunes renforcerait l'identification avec Mulhouse et motiverait de jeunes musiciens exceptionnels à aspirer à une place dans cet orchestre. Je connais personnellement bien l'actuelle chef d'orchestre de l'Orchestre Français des Jeunes, Catherine Puig.

Je souhaite également fêter les 100 ans du grand compositeur français Pierre Boulez en mars 2025 et souhaite travailler avec l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg pour interpréter ses *Notations*, des œuvres orchestrales légendaires de grande envergure.

Conception de l’organisation du travail

Je souhaiterai continuer à habiter à Vienne, sachant que le trajet vers Mulhouse est idéal grâce aux vols directs via l'EuroAirport. Durant les semaines passées sur place, en plus des répétitions symphoniques je serais présent afin de soutenir le directeur général dans l'établissement et l'entretien des relations avec les mécènes et sponsors, ainsi qu'avec les organisateurs des villes voisines, de maintenir le contact avec



nos partenaires tels le Conservatoire de Mulhouse et enfin d'échanger régulièrement avec les jeunes musiciens étudiants de la région. Je suis convaincu que la proximité du directeur musical avec les jeunes talents est indispensable à la continuité entre jeunes et professionnels.

Je pense que la création d'un poste pour un jeune chef assistant, qui est régulièrement présent à Mulhouse, assiste aux répétitions du directeur musical, prépare des projets comme travailler avec l'orchestre des jeunes et dirige quelques concerts avec de plus petits ensembles, serait particulièrement utile. Je suis en contact étroit avec le professeur de direction d'orchestre Nicolás Pasquet à l'Académie de musique Franz Liszt de Weimar, dont la classe est l'une des plus renommées d'Europe, et j'ai déjà des idées pour des chefs extraordinairement talentueux.

### Conception de la dimension territoriale des missions de l'orchestre

En terme de diffusion, il me semble particulièrement important pour un orchestre de ce qualité d'établir des liens forts et réguliers avec des villes et des salles en France et à l'étranger en tant qu'ambassadeur de la ville de Mulhouse.

Je souhaiterai également que l'Orchestre symphonique de Mulhouse se produise très régulièrement dans les importantes villes culturelles voisines que sont Bâle et Freiburg et créer une relation entre l'orchestre, le public local et les acteurs culturels locaux.

Pour être encore plus présent en Collectivité Européen d'Alsace et d'avoir plus de rayonnement à la population régionale, l'Orchestre symphonique de Mulhouse devrait monter des événements dans des nombreuses petites villes sur la route du vin en petit effectif qui facilitent la rencontre entre les habitants et les musiciens. L'orchestre pourrait faire une tournée en roulotte, par exemple, à l'instar de l'Orchestre de la Suisse Romande dernièrement, organiser un discours et un échange l'après-midi avec des activités pour les enfants et jouer un concert le soir. Ces concerts en effectif réduit agiraient comme une forme de publicité et seraient l'occasion de convier le public de ces petites villes à un grand concert symphonique en plein air à Mulhouse sur la Place de la Réunion, le 14 juillet par exemple.

### Conception de la sensibilisation musicale, artistique et culturelle

L'éducation musicale des jeunes, public de demain, me tient particulièrement à cœur. Pendant plusieurs années, j'ai moi-même été le premier directeur musical de l'Orchestre d'enfants Mozart de la Fondation Mozarteum à Salzbourg, alors nouvellement fondé, et j'ai été le témoin direct du développement musical de ces jeunes musiciens. J'ai également eu beaucoup d'expérience comme chef avec les orchestres des

jeunes du célèbre programme vénézuélien *El Sistema* et la formation *Superar* en Autriche qui utilisent la musique comme un moyen de progrès social, scolaire et individuel. Je serai aussi très intéressé à chercher une collaboration régulière avec le projet *Démos* qui a aussi un orchestre à Mulhouse.

L'idée centrale est ici la possibilité de participation et d'interaction. Je développerai leur propre format de concert pour les enfants et les jeunes, qui travailleraient avec leurs professeurs dans leur communauté pour créer un morceau de musique auquel ils pourraient participer avec des percussions corporelles, en tant que musicien ou acteur, et le présenter au public conjointement avec des musiciens sélectionnés de l'Orchestre symphonique de Mulhouse. L'intégration d'un médiateur musical interne et la coordination avec la nouvelle Académie de l'orchestre revêtent une importance particulière.

De même, l'orchestre développerait ses propres programmes destinés aux jeunes. Un exemple approprié est le *Young Person's Guide to the Orchestra* de Benjamin Britten, où les instruments de l'orchestre sont présentés par le chef d'orchestre ou un modérateur à l'aide d'une pièce spécialement composée. D'autres compositions appropriées seraient *Pierre et le Loup* de Sergueï Prokofiev et *Le Carnaval des animaux* de Camille Saint-Saëns. Les formats de discussion dans lesquels les programmes actuels de l'orchestre symphonique sont expliqués et présentés au jeune public sous une forme appropriée sont tout aussi infiniment précieux. Un modèle insurpassable dans ce genre sont les *Young People's Concerts* sous la baguette de Leonard Bernstein.

### Conception de la stratégie de développement des publics

Je suis convaincu que la visibilité de l'orchestre dans la ville doit être considérablement accrue. Je porteras une attention particulière au travail médiatique de l'orchestre et à sa communication via les canaux numériques. Afin de renforcer l'identification de la population à son orchestre, l'orchestre doit aussi se répandre dans l'espace urbain – en plus de l'attractivité accrue de la filature comme lieu de rencontre. Sur la Place de la Réunion, par exemple, une scène avec amplification des haut-parleurs pourrait être installée, où, avec le principe d'entrée gratuite, une musique sophistiquée et en même temps divertissante serait présentée par des musiciens de l'orchestre en petite distribution. Par exemple, *L'histoire du soldat* de Stravinsky, avec un comédien, pourrait être mis en scène dans la zone piétonne comme une sorte de *flash mob*. Un ensemble de cuivres pourrait également attirer l'attention sur les prochains concerts de l'Orchestre symphonique de Mulhouse avec des fanfares.

Selon moi, il est nécessaire que l'Orchestre symphonique de Mulhouse aille à la rencontre des habitants de sa ville. Il serait bon de favoriser des rencontres avec le conservatoire de Mulhouse en profitant de son infrastructure idéale et moderne qui attire de nombreux étudiants de tout âge. Il serait également

important d’atteindre les habitants Mulhousiens dans des quartier défavorisés et aux centres sociaux. La musique classique devrait aussi jouer un rôle central pour guérir les malades et nourrir culturellement les aînés. Le directeur musical devrait être le « meneur de troupe » à cet endroit.

Je considère également la création d’un festival interdisciplinaire avec nos partenaires culturels – comme le Ballet de l’Opéra du Rhin, la Scène nationale, les musées et les bibliothèque de la ville – comme particulièrement important, qui, sur une période proposée de dix jours, aborderait des sujets fondamentaux socialement pertinents tels que l’écologie, la paix, la diversité, la nature, la joie, l’amour ou la gratitude sous différents angles. Les nombreuses offres culturelles de la ville de Mulhouse pourraient être ici intégrées et résumées. L’orchestre pourrait présenter trois programmes symphoniques durant ces dix jours en permettant au même temps de nombreuses rencontres avec de petits ensembles.

J’initierais également un annuel concert nocturne d’été devant un décor naturel enchanteur en entrée gratuite. Ces expériences rapprocheraient encore plus le public de l’orchestre et l’inciteraient également à aller écouter l’Orchestre symphonique de Mulhouse dans sa salle habituelle de la Filature. Je considère que faciliter l’accès à la musique classique pour toutes les couches de la population est une tâche centrale du directeur musical.

Budget prévisionnel 2025 - 2028  
Orchestre National de Mulhouse

	2025	2026	2027	2028
Recettes				
Subvention Ville de Mulhouse	3,724,000 €	3,913,000 €	3,913,000 €	3,913,000 €
Subvention DRAC	940,000 €	940,000 €	940,000 €	940,000 €
Subvention Ville de Colmar	70,200 €	70,200 €	70,200 €	70,200 €
Subvention CEA	58,500 €	58,500 €	58,500 €	58,500 €
Billetterie	400,000 €	400,000 €	431,200 €	474,320 €
Cession	111,000 €	114,000 €	125,400 €	137,940 €
Mécénat	5,000 €	5,000 €	10,000 €	20,000 €
TOTAL	5,308,700 €	5,500,700 €	5,548,300 €	5,613,960 €
Dépenses				
Masse salariale	3,376,000 €	3,883,000 €	3,919,830 €	3,957,028 €
Production	1,385,700 €	1,115,700 €	1,111,020 €	1,134,007 €
Remboursement fonctions support	150,000 €	150,000 €	150,000 €	150,000 €
Communication	60,000 €	60,000 €	63,000 €	65,000 €
FAC	40,000 €	40,000 €	42,000 €	43,000 €
Fonctionnement	272,000 €	225,000 €	247,450 €	249,925 €
Droits d'auteur	25,000 €	27,000 €	15,000 €	15,000 €
TOTAL	5,308,700 €	5,500,700 €	5,548,300 €	5,613,960 €

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
011 - Charges à caractère général	706 355 €	70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	511 000 €
Prestations de services	367 255 €		
Achats	169 100 €	74- Subventions d'exploitation	4 792 700 €
Autres	170 000 €	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- DRAC Grand Est	940 000 €
12 - Charges de personnel	4 473 145 €	-	
Rémunération des personnels	4 025 745 €	Région(s) :	0 €
Charges sociales	447 400 €	-	
Autres charges de personnel		Département(s) :	
		- Collectivité européenne d'Alsace	58 500 €
023 - Virement à la section d'investissement	9 500 €	Intercommunalité(s) : EPCI	0 €
		-	
21 - Immobilisations corporelles	42 000 €	Commune(s) :	
		- Mulhouse	3 724 000 €
65- Autres charges de gestion courante	45 200 €	- Colmar	70 200 €
Licence informatique	13 200 €	Organismes sociaux (détailler) :	0 €
Droits d'auteurs	32 000 €	-	
66- Charges financières	0 €	-	
		L'Agence de services et de paiement (ASP-emplois aidés-)	0 €
68- Dotation aux amortissements	32 500 €	Autres établissements publics	0 €
		75- Autres produits de gestion courante	5 000 €
		Dont cotisations, dons manuels ou legs	5 000 €
		Aides privées	0 €
		76- Produits financiers	0 €
		78- Reprises sur amortissements et provisions	0 €
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	5 308 700 €	TOTAL DES PRODUITS	5 308 700 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0 €	87- Contributions volontaires en nature	0 €
860- Secours en nature	0 €	870- Bénévolat	0 €
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	0 €	871- Prestations en nature	0 €
862- Prestations	0 €		
864- Personnel bénévole	0 €	875- Dons en nature	0 €
83 TOTAL	5 308 700 €	TOTAL	5 308 700 €

La subvention de 4 792 700 € EUR représente 90,3 % du total des produits :

(montant attribué/total des produits) x 100.

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
011 - Charges à caractère général	709 355 €	70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	514 000 €
Prestations de services	367 255 €		
Achats	169 100 €	74- Subventions d'exploitation	4 981 700 €
Autres	173 000 €	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- DRAC Grand Est	940 000 €
12 - Charges de personnel	4 662 145 €	-	
Rémunération des personnels	4 214 745 €	Région(s) :	0 €
Charges sociales	447 400 €	-	
Autres charges de personnel		Département(s) :	
		- Collectivité européenne d'Alsace	58 500 €
023 - Virement à la section d'investissement	9 500 €	Intercommunalité(s) : EPCI	0 €
		-	
21 - Immobilisations corporelles	42 000 €	Commune(s) :	
		- Mulhouse	3 913 000 €
65- Autres charges de gestion courante	45 200 €	- Colmar	70 200 €
Licence informatique	13 200 €	Organismes sociaux (détailler) :	
Droits d'auteurs	32 000 €	-	
66- Charges financières	0 €	-	
		L'Agence de services et de paiement (ASP-emplois aidés-)	
68- Dotation aux amortissements	32 500 €	Autres établissements publics	
		75- Autres produits de gestion courante	5 000 €
		Dont cotisations, dons manuels ou legs	5 000 €
		Aides privées	
		76- Produits financiers	
		77- produits exceptionnels	
		78- Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	5 500 700 €	TOTAL DES PRODUITS	5 500 700 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0 €	87- Contributions volontaires en nature	0 €
860- Secours en nature	0 €	870- Bénévolat	0 €
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	0 €	871- Prestations en nature	0 €
862- Prestations	0 €		
864- Personnel bénévole	0 €	875- Dons en nature	0 €
TOTAL	5 500 700 €	TOTAL	5 500 700 €

La subvention de 4 981 700 EUR représente 90,6 % du total des produits :

(montant attribué/total des produits) x 100.

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
011 - Charges à caractère général	731 355 €	70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	556 600 €
Prestations de services	392 255 €		
Achats	169 100 €	74- Subventions d'exploitation	4 981 700 €
Autres	170 000 €	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- DRAC Grand Est	940 000 €
12 - Charges de personnel	4 687 145 €	-	
Rémunération des personnels	4 239 745 €	Région(s) :	0 €
Charges sociales	447 400 €	-	
Autres charges de personnel		Département(s) :	
		- Collectivité européenne d'Alsace	58 500 €
023 - Virement à la section d'investissement	9 500 €	Intercommunalité(s) : EPCI	0 €
		-	
21 - Immobilisations corporelles	42 000 €	Commune(s) :	
		- Mulhouse	3 913 000 €
65- Autres charges de gestion courante	45 800 €	- Colmar	70 200 €
Licence informatique	13 800 €	Organismes sociaux (détailler) :	0 €
Droits d'auteurs	32 000 €	-	
66- Charges financières	0 €	-	
		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	0 €
68- Dotation aux amortissements	32 500 €	Autres établissements publics	0 €
		75- Autres produits de gestion courante	10 000 €
		Dont cotisations, dons manuels ou legs	10 000 €
		Aides privées	0 €
		76- Produits financiers	0 €
		77- produits exceptionnels	0 €
		78- Reprises sur amortissements et provisions	0 €
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	5 548 300 €	TOTAL DES PRODUITS	5 548 300 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0 €	87- Contributions volontaires en nature	0 €
860- Secours en nature	0 €	870- Bénévolat	0 €
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	0 €	871- Prestations en nature	0 €
862- Prestations	0 €		
864- Personnel bénévole	0 €	875- Dons en nature	0 €
TOTAL	5 548 300 €	TOTAL	5 548 300 €
La subvention de 4 981 700 EUR représente 89,8 % du total des produits :			
(montant attribué/total des produits) x 100.			

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
011 - Charges à caractère général	762 515 €	70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	612 268 €
Prestations de services	402 915 €		
Achats	179 600 €	74- Subventions d'exploitation	4 981 700 €
Autres	180 000 €	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- DRAC Grand Est	940 000 €
12 - Charges de personnel	4 715 645 €	-	
Rémunération des personnels	4 254 745 €	Région(s) :	0 €
Charges sociales	460 900 €	-	
Autres charges de personnel		Département(s) :	
		- Collectivité européenne d'Alsace	58 500 €
023 - Virement à la section d'investissement	9 500 €	Intercommunalité(s) : EPCI	0 €
		-	
21 - Immobilisations corporelles	42 000 €	Commune(s) :	
		- Mulhouse	3 913 000 €
65- Autres charges de gestion courante	51 800 €	- Colmar	70 200 €
Licence informatique	15 800 €	Organismes sociaux (détailler) :	
Droits d'auteurs	36 000 €	-	
66- Charges financières	0 €	-	
		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
68- Dotation aux amortissements	32 500 €	Autres établissements publics	
		75- Autres produits de gestion courante	20 000 €
		Dont cotisations, dons manuels ou legs	20 000 €
		Aides privées	
		76- Produits financiers	
		77- produits exceptionnels	
		78- Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	5 613 960 €	TOTAL DES PRODUITS	5 613 960 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0 €	87- Contributions volontaires en nature	0 €
860- Secours en nature	0 €	870- Bénévolat	0 €
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	0 €	871- Prestations en nature	0 €
862- Prestations	0 €		
864- Personnel bénévole	0 €	875- Dons en nature	0 €
TOTAL	5 613 960 €	TOTAL	5 613 960 €
La subvention de 4 981 700 EUR représente 88,7 % du total des produits :			
(montant attribué/total des produits) x 100.			



- Désignation, à titre transitoire, d'un référent VHSS au sein de la direction (en lien avec le CDG 68).
- Elaboration du protocole interne VHSS (adoption en 2026).
- Identification des besoins de formation et de communication interne.
- Préparation, avec le CDG 68, d'une procédure de signalement et d'accompagnement.

Phase 2 : Mise en œuvre opérationnelle (septembre – décembre 2026)

- Mise en place du dispositif interne de prévention et de traitement des VHSS.
- Désignation formelle des référents VHSS « employeur » et « personnels », conformément aux textes réglementaires.
- Signature d'une convention de partenariat avec le CDG 68 pour la gestion concertée des signalements et des enquêtes.
- Formation obligatoire de l'encadrement et des référents (via organisme agréé : AFNOR, CNFPT, FONDACT,...).
- Elaboration et diffusion d'un kit de communication interne : livret, affichage, fiche réflexe, adresse dédiée.

Phase 3 : Consolidation et évaluation (2027-2028)

- Bilan annuel des actions menées, présenté au Conseil d'administration et transmis au CDG 68.
- Actualisation du protocole interne selon les retours d'expérience.
- Intégration systématique de la prévention VHSS dans :
  - o les entretiens professionnels,
  - o les formations d'accueil des nouveaux personnels,
  - o et les plans de formation pluriannuels.
- Participation de l'ONM aux actions coordonnées par le Ministère de la Culture, dans le cadre du réseau des établissements publics culturels.

4. Axes d'action structurants

Axe 1 : Information et sensibilisation

- Organisation de sessions annuelles de sensibilisation à destination de tous les personnels.
- Diffusion d'un livret intitulé « Prévenir et agir contre les VHSS à l'ONM ».
- Intégration d'un module VHSS dans le livret d'accueil et les formations obligatoires.
- Affichage visible des référents VHSS et des canaux de signalement dans les espaces administratifs et artistiques.

Axe 2 : Formation et responsabilisation

- Formation spécifique du directeur général, ce l'administrateur, du RRH et des encadrants à la détection et au traitement des situations à risque.
- Formation des référents VHSS (employeur/personnels) selon le programme du CDG 68 ou du CNFPT.
- Formation du Comité Social Territorial (CST) à la suite des élections professionnelles.

Axe 3 : Dispositif de signalement et de traitement

- Mise en place d'un dispositif de signalement confidentiel (adresse électronique dédiée, canal RH sécurisé).

ANNEXE IV



Proposition de Plan d'action pour la prévention et le traitement des Violences, du Harcèlement Sexuel et Sexiste (VHSS)

Orchestre National de Mulhouse – CPO 2025-2028

1. Cadre de référence et objectifs

L'Orchestre National de Mulhouse (ONM), établissement public à caractère administratif, s'engage résolument dans la prévention et le traitement des violences, du harcèlement sexuel et sexiste (VHSS).

La présente proposition, soumise à l'approbation du Conseil d'administration, vise à doter l'établissement d'un dispositif structuré, transparent et partagé, garantissant à chaque agent, musicien, technicien ou collaborateur un environnement de travail respectueux, sécurisé et conforme aux valeurs du service public culturel.

2. Objectifs opérationnels

1. Prévenir les comportements inappropriés et promouvoir une culture du respect mutuel.
2. Protéger toute personne confrontée à une situation de VHSS, en assurant une écoute et une prise en charge confidentielles et bienveillantes.
3. Traiter les signalements de manière rigoureuse, équitable et dans le respect des droits de chacun.
4. Former et responsabiliser l'ensemble des personnels - encadrants, administratifs, techniques et artistiques.
5. Inscrire durablement ces principes dans la gouvernance et la vie quotidienne de l'établissement.

3. Gouvernance et calendrier de mise en œuvre

Le plan d'action s'inscrit dans une logique de déploiement progressif sur la durée de la CPO 2025-2028, en coordination étroite avec le Centre de Gestion du Haut-Rhin (CDG 68).

Phase 1 : Structuration et préfiguration (janvier – juillet 2026)

- Validation du présent plan par le Conseil d'administration.

ANNEXE V



Proposition d'orientations prioritaires du Contrat d'Action Culturelle et Territoriale (CACTé)

Orchestre National de Mulhouse – CPO 2025-2028

Note de présentation au Conseil d'administration

1. Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat d'Action Culturelle et Territoriale (CACTé), le Ministère de la Culture invite chaque structure « nationale en région » à retenir, parmi dix orientations proposées, trois à cinq priorités d'action adaptées à sa réalité structurelle et territoriale.

Le rayonnement de l'Orchestre National de Mulhouse s'appuie sur un ensemble d'activités complémentaires : sa saison symphonique à La Filature, sa participation à l'activité lyrique de l'Opéra national du Rhin, ses tournées en région, en France et à l'étranger, ainsi que ses projets d'éducation artistique et culturelle et ses partenariats avec d'autres ensembles. Ses missions lui confèrent ainsi une présence à la fois locale, régionale et nationale, au service de la diffusion du répertoire et de la création.

Pour autant, l'équipe d'encadrement et d'administration demeure, à ce jour, partiellement dimensionnée pour piloter de façon approfondie des politiques transversales relevant de la responsabilité sociétale ou environnementale.

Par ailleurs, l'Orchestre exerce son activité au sein d'un bâtiment propriété de la Ville de Mulhouse, géré par la Scène nationale. De nombreuses actions liées aux orientations ministérielles (bâtiment, énergie, accessibilité, restauration, mutualisation logistique, etc.) dépendent donc davantage de la Ville ou de la Scène nationale que de l'Orchestre lui-même, dont les missions premières demeurent la production et la diffusion musicales.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de retenir des orientations à la fois réalistes, cohérentes avec les missions de l'ONM, et susceptibles d'être mises en œuvre de manière autonome ou partagée.

2. Propositions d'orientations

Trois axes paraissent particulièrement pertinents pour l'Orchestre National de Mulhouse :

- Possibilité de saisine directe du référent VHSS ou du RRH de l'ONM.
- Instruction des signalements par le RRH, en lien avec le référent VHSS "employeur" et, le cas échéant, avec le CDG 68.
- Garantie de protection des témoins et victimes contre toute mesure de représailles.
- En cas de faits graves, possibilité de saisine de l'autorité territoriale ou du procureur de la République.

Axe 4 : Évaluation et pilotage

- Suivi annuel du dispositif par le RRH et les référents VHSS.
- Présentation d'un rapport annuel au Conseil d'administration et transmission à la DGCA du Ministère de la Culture.
- Réévaluation biennale des besoins de formation et d'ajustement des outils.

5. Moyens mobilisés

Pilotage	DG + Admin+ RRH (à partir de février 2026)
Référénts VHSS	1 référent « employeur » / 1 référent « personnels »
Appui externe	CDG 68 / CNFPT / cellule juridique spécialisée
Budget prévisionnel	2000€/an (formations, outils, communication)
Evaluation	Rapport annuel et indicateurs de suivi

6. Indicateurs de suivi

- Nombre d'agents formés à la prévention des VHSS ;
- Nombre et nature des signalements traités (données anonymisées) ;
- Taux de participation aux sessions de sensibilisation ;
- Nombre d'actions de communication réalisées ;
- Respect du calendrier de mise en œuvre.

7. Conclusion

La présente proposition de plan d'action traduit la volonté de l'Orchestre National de Mulhouse de se conformer pleinement aux exigences de la fonction publique territoriale et du Ministère de la Culture en matière de prévention et de traitement des violences, harcèlements et agissements sexistes.

Elle vise à garantir à l'ensemble des personnels - administratifs, techniques et artistiques - un cadre de travail sûr, respectueux et protecteur, à la hauteur de la mission de service public confiée à l'établissement.

4. Leviers identifiés

En interne : coordination entre la direction, la régie, la production et le futur responsable de la communication pour intégrer ces orientations dans les pratiques quotidiennes.  
En externe : accompagnement méthodologique de la DRAC Grand Est et développement de projets concertés avec les autres orchestres de la région.

2.1. Circulation des professionnels et des œuvres

L'ONM, dont une part significative de l'activité se déroule à Strasbourg pour le compte de l'Opéra national du Rhin, s'engagera dans une réflexion partagée avec l'ONR sur la possibilité de favoriser l'usage du train pour les déplacements entre Mulhouse et Strasbourg, en substitution partielle au transport en bus.  
Cette orientation impliquera d'examiner, avec l'ONR, une adaptation des horaires de répétitions et de représentations afin de rendre cette évolution possible dans le respect des contraintes de service des musiciens.

Par ailleurs, l'Orchestre œuvre déjà, dans le cadre d'une convention inter-orchestrale du Grand Est, à la co-commande d'œuvres nouvelles et au prêt d'instruments ou de matériels entre ensembles, limitant ainsi la production de nouveaux dispositifs.  
Au plan national, sa participation au Consortium Créatif contribue également à la mobilité des œuvres et à leur diffusion sur l'ensemble du territoire.

2.2. Écoconception des projets artistiques et d'enseignement artistique

L'Orchestre intégrera progressivement les principes d'écoconception dans la planification de ses programmes et de ses déplacements.  
Les actions menées dans le cadre de partenariats pédagogiques (notamment avec les conservatoires et établissements du territoire) pourront intégrer une dimension de sensibilisation à la durabilité et à la responsabilité environnementale.

2.3. Communication responsable

L'Orchestre ne dispose pas encore d'un responsable de la communication, ni, par conséquent, d'une politique de communication structurée.  
Le recrutement à venir et la définition de cette politique offriront l'occasion de concevoir une stratégie de communication responsable, intégrant à la fois les enjeux environnementaux (réduction de l'empreinte matérielle des supports) et les valeurs d'inclusion, de diversité et de respect des publics.

3. Méthodologie de mise en œuvre

La démarche proposée reposera sur trois étapes :

Diagnostic initial (2026) : état des lieux partagé avec la Ville de Mulhouse, la Scène nationale et le Centre de Gestion du Haut-Rhin (CDG 68), nouvel appui de l'établissement pour la gestion des ressources humaines.

Définition d'un plan d'actions gradué : sélection d'objectifs atteignables à court et moyen terme, accompagnés d'indicateurs de suivi simples.

Mobilisation partenariale : articulation avec les politiques publiques locales (Ville, M2A, Région Grand Est) et renforcement des collaborations avec les réseaux professionnels (ROF, ONR, autres orchestres du Grand Est).

## 5. Conclusion

Ces orientations traduisent la volonté de l'Orchestre National de Mulhouse de s'inscrire pleinement dans la dynamique nationale du CACTé, en privilégiant une approche pragmatique, cohérente avec ses missions et respectueuse de son échelle institutionnelle. Elles visent à concilier engagement culturel, responsabilité territoriale et faisabilité opérationnelle, dans un esprit de coopération et de complémentarité avec ses partenaires. D'autres réflexions pourront naître de ces premières orientations, un point d'étape pouvant être réalisé sur leur mise en œuvre dans les mois et années à venir.

Pour : 36 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 23 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

**Ne prennent pas part au vote : Mme Lutz, M. Couchot, Mme Motte, M. Coinchelin, et M. Siméoni.**

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **38° BIBLIOTHEQUES-MEDIATHEQUE : FINANCEMENT D'UNE RESIDENCE DE MEDIATION LITTERAIRE (Culture/7.5.8/1722)**

En 2026, la Ville de Mulhouse souhaite mettre en place une résidence de médiation littéraire pilotée par les bibliothèques municipales de Mulhouse et en collaboration avec un auteur.

Ce projet de résidence s'inscrit dans un dispositif financé et mis en place conjointement par la Région Grand Est, le CNL (Centre national du livre) et la DRAC Grand Est. La résidence de médiation littéraire propose une programmation culturelle basée sur le travail d'un auteur et l'instauration d'une relation avec le public de son territoire de vie. D'une durée de 2 à 8 mois, elle se déroule à proximité du domicile ou du lieu de travail de l'auteur.

Les objectifs de la résidence sont de :

- soutenir les actions qui permettent l'instauration d'une relation de longue durée (entre 2 et 8 mois) entre un auteur et des publics, au sein d'une structure culturelle, éducative ou sociale du Grand Est ;
- encourager la valorisation du travail et des œuvres publiées d'auteurs du Grand Est sur leur propre territoire ;
- valoriser les actions de transmission à destination de la jeunesse, voire d'actions d'éducation artistique et culturelle.

Les objectifs principaux fixés par les bibliothèques à cette résidence de médiation sont les suivants :

- faire se rencontrer un auteur et des jeunes enfants mulhousiens de 3-6 ans et leurs parents,
- sensibiliser à la lecture/à la littérature jeunesse, à un univers narratif, visuel et sonore, en croisant le travail graphique d'un illustrateur et le travail sonore d'un musicien,
- permettre à de très jeunes enfants d'exprimer des émotions et favoriser le développement d'un imaginaire,
- rechercher des partenaires susceptibles de s'associer à l'action et/ou à son financement, tels que le Conservatoire de Mulhouse, le Festival météo, l'association Cadence, la HEAR.



Le choix de l'auteur ou de l'illustrateur, à intervenir d'ici à janvier-février 2026, se fera sur son ancrage local, sur sa capacité d'expérimenter une médiation avec des musiciens, des artistes sonores, des bruitistes, sur son engagement à réaliser 10 séances avec les enfants et leurs parents.

La Ville de Mulhouse doit déposer, au plus tard, le 28 février 2026 un dossier auprès de la Région Grand Est, le CNL (Centre national du livre) et la DRAC Grand Est pour demander une subvention.

La présente délibération est une pièce constitutive obligatoire du dossier pour obtenir un financement à hauteur de 50% du montant global HT du projet.

Le coût total du projet est estimé à 8 000 €, selon le plan de financement ci-après annexé :

- Région Grand Est, CNL, DRAC Grand Est : 4 000 € (50 %)
- Ville de Mulhouse : 3 500 € (44 %)
- Autres financeurs : 500 € (6 %)

En cas de diminution du montant de la subvention attendue, la Ville de Mulhouse augmentera d'autant sa participation

Les crédits sont proposés au budget primitif 2026 :

#### En dépenses :

Chapitre 011 - article 6228 - fonction 313  
LC n°33793 « Divers prestations artistiques »

#### En recettes :

Chapitre 74 – article 74718 – fonction 313  
LC n°3643 « Subventions Etat bibliothèques

Chapitre 74 – article 7472 – fonction 313  
LC n°33635 « Subvention Région bibliothèques »

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- approuve le plan de financement d'un projet de résidence de médiation littéraire estimé à 8 000 €, sous réserve du vote des crédits au budget primitif 2026,
- précise qu'en cas de diminution du montant des subventions attendues, la Ville de Mulhouse augmentera d'autant sa participation,
- charge le Maire ou son Adjointe déléguée de solliciter d'autres financeurs,
- autorise le Maire ou son Adjointe déléguée de signer tous les documents nécessaires afférant à ce projet, notamment les conventions de financement.

1 PJ : plan de financement

*Budget prévisionnel*  
**Projet : Résidence de médiation littéraire 2026**  
**Pilote : Bibliothèque municipale de Mulhouse**

	Dépenses		Recettes	
		€ HT		€ HT
Rémunération et défraiements des intervenants artistiques	Rémunération auteur	5 journées d'ateliers, soit 10 séances	Subvention Région, Préfecture Grand Est	4 000 €
	Frais auteurs	1 journée de restitution	Ville de Mulhouse	3 500 €
	Rémunération autres intervenants	6 repas, 6 trajets domicile-travail	Autres co-financeur	500 €
		3 journées d'intervention		
Autres achats fournitures et services extérieurs	Frais autres intervenants	1 533 €		
	Prestation de restitution des travaux de la résidence	250 €		
		1 800 €		
Autres achats fournitures et services extérieurs	Communication	300 €		
	Petit matériel	250 €		
	Réceptif	300 €		
Total		8 000 €		8 000 €

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **39° TARIFS MUNICIPAUX : REVISION DES TARIFS POUR SERVICES RENDUS POUR 2026 (Finances/7.10.5/ 1696)**

Les services rendus à la population nécessitent, comme chaque année, un réajustement des tarifs municipaux pour tenir compte du niveau de service apporté.

À cet effet, les tarifs ci-annexés, ont été adaptés de manière à faire participer les usagers le plus équitablement possible au coût de revient des prestations offertes.

Les frais de main-d'œuvre qui s'ajoutent, le cas échéant, aux tarifs sont déterminés selon les coûts horaires par catégorie de personnel.

L'ensemble des tarifs spéciaux consentis aux personnes domiciliées ou imposées aux contributions directes locales à Mulhouse sont applicables aux résidents de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les tarifs applicables au personnel de la Ville de Mulhouse, le sont également au personnel de Mulhouse Alsace Agglomération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : tarifs municipaux



	Voitures particulières			Poids lourds (>3,5 t)			Autres véhicules (caravanes, remorques 2 et 3 roues)		
	2025	2026	%	2025	2026	%	2025	2026	%
Frais des opérations préalables	15,20	15,40	1,30%	22,90	23,20	1,31%	7,60	7,70	1,32%
Frais d'enlèvement (mini)	115,10	116,60	1,30%	122,00	123,59	1,30%	45,70	46,29	1,29%
Frais d'enlèvement (maxi)				274,40	277,97	1,30%			
Frais de garde par journée	6,10	6,18	1,29%	9,20	9,32	1,30%	3,00	3,04	1,33%
Frais d'expertise	61,00	61,79	1,28%	91,50	92,69	1,30%	30,50	30,90	1,31%

	SEMAINE			DIMANCHE		
	2025	2026	%	2025	2026	%
Coût horaire d'un agent de Police Municipale	17,76	17,99	1,30%	36,80	36,80	0,00%
Coût horaire conception de service avec agents Police	19,95	19,95	0,00%			
Coût horaire d'un médiateur	16,60	16,60	0,00%			
Coût horaire ATPLI	18,72	18,72	0,00%			
Coût horaire ATPLI NUIT	28,09	28,09	0,00%			

	2025	2026	%
Mise à disposition d'un moniteur en manient des armes dans le cadre d'une mutualisation (coût par agent formé par séance)	40,00	40,52	1,30%
Mise à disposition d'un moniteur bâton et techniques professionnelles d'intervention (coût par agent formé par séance)	30,00	30,39	1,30%

**DIRECTION DE LA COMMUNICATION**  
**Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026**

Achats d'espaces dans les publications  
Guides municipaux, tels que guides des loisirs, guide des étudiants ...

2025	2026	%
1 880,00	1 880,00	0,00%
1 100,00	1 100,00	0,00%
625,00	625,00	0,00%
315,00	315,00	0,00%

- dernière de couverture
- 2e ou 3e de couverture
- 1/2 page
- 1/4 de page

**DIRECTION SPORTS ET JEUNESSE**  
**JEUNESSE ET VIE SPORTIVE**  
**Tarifs applicables à partir du 01/01/2026**

**ACCUEILS DE LOISIRS 3-10 ANS - PRISE EN CHARGE A LA JOURNEE AVEC REPAS**

- Accueils loisirs été et petites vacances :**
- Tarif par jour
  - Part de la famille\*
  - Tarif jour Label Famille
  - Tarif jour Elèves arrivant allophones
  - Tarif 1/2 journée Elèves arrivant allophones
  - Tarif 1/2 journée avec repas \*\*
  - Part de la famille\*
  - Tarif 1/2 journée sans repas \*\*
  - Part de la famille\*
  - Tarif jour sans repas \*\*\*
  - Part de la famille\*

- Accueils de loisirs été uniquement :**
- Agent Ville ou m2A (part/jour de la famille)

- Mercredis du Wallach :**
- Tarif par jour
  - Part de la famille\*
  - Tarif 1/2 journée avec repas
  - Part de la famille\*
  - Tarif 1/2 journée sans repas
  - Part de la famille\*
  - Tarif jour sans repas \*\*\*
  - Part de la famille\*

- Suppléments :**
- Heure de surveillance
  - Sortie exceptionnelle

\* : part restant à charge de la famille, après déduction des bons CAF  
\*\* : Tarif spécifique pour les enfants porteurs de handicap accueillis en 1/2 journée  
\*\*\* : PAI - Projet d'accueil individualisé

QF < 400€	401€ < QF < 850€	850€ < QF < 1000€	1001€ < QF < 1750€	QF > 1751€
bons CAF 6,50€ par demi journée	bons CAF 4,50€ par demi journée	sans bon CAF	sans bon CAF	sans bon CAF
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
19,50	19,50	19,50	19,50	19,50
7,40	7,40	7,40	7,40	7,40
3,70	3,70	3,70	3,70	3,70
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
5,40	5,40	5,40	5,40	5,40

DIRECTION SPORTS ET JEUNESSE  
JEUNESSE ET VIE SPORTIVE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2025

ACCUEILS DE LOISIRS 3-10 ANS - PRISE EN CHARGE A LA JOURNEE AVEC REPAS

Accueils loisirs Ete et petites vacances :

- Tarif par jour
- Part de la famille\*
- Tarif jour Label Famille
- Tarif jour Elèves arrivant allophones
- Tarif 1/2 journée Elèves arrivant allophones
- Tarif 1/2 journée avec repas \*\*
- Part de la famille\*
- Tarif 1/2 journée sans repas \*\*
- Part de la famille\*
- Tarif jour sans repas \*\*\*
- Part de la famille\*

Accueils de loisirs Ete uniquement :

- Agent Ville ou m2A (part/jour de la famille)

Mercredis du Wallach :

- Tarif par jour
- Part de la famille\*
- Tarif 1/2 journée avec repas
- Part de la famille\*
- Tarif 1/2 journée sans repas
- Part de la famille\*
- Tarif jour sans repas \*\*\*
- Part de la famille\*

Suppléments :

- Heure de surveillance
- Sortie exceptionnelle

\* : part restant à charge de la famille, après déduction des bons CAF

\*\* : Tarif spécifique pour les enfants porteurs de handicap accueillis en 1/2 journée

\*\*\* : PA1 - Projet d'accueil individualisé

QF < 400€ bons CAF 6,50€ par demi-journée	401€ < QF < 750€ bons CAF 4,50€ par demi-journée	0€ < QF < 1000€ sans bon CAF	1001€ < QF < 1750€ sans bon CAF	QF > 1751€ sans bon CAF
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
19,50	19,50	19,50	19,50	19,50
7,40	7,40	7,40	7,40	7,40
3,70	3,70	3,70	3,70	3,70
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19,50
9,70	9,80	7,60	9,50	11,10
3,20	5,30	7,60	9,50	11,10
7,10	7,30	5,50	7,60	8,40
0,60	2,80	5,50	7,60	8,40
15,20	15,80	12,00	16,50	16,80
2,20	6,80	12,00	16,50	16,80
2,20	4,50	7,00	9,20	9,70
17,80	18,30	14,10	18,40	19,50
4,80	9,30	14,10	18,40	19

DIRECTION SPORTS ET JEUNESSE  
JEUNESSE ET VIE SPORTIVE  
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

ACCUEIL DE LOISIRS 7-17 ANS - FORFAIT (suite)

	OF > 1751C Ville et m2A				Hors Agglo			
	2025	2026	% augm.		2025	2026	% augm.	
<b>PASS 1 JOURNEE</b>								
Tarif plein	16,65	16,90	1,50%		18,90	19,10	1,06%	
Agent Ville ou m2A	15,75	16,00	1,59%		18,90	19,10	1,06%	
Label Famille	18,90	19,10	1,06%		18,90	19,10	1,06%	
Elèves arrivant allophones	7,15	7,25	1,40%		7,15	7,25	1,40%	
<b>PASS 1 SEMAINE</b>								
Tarif plein	52,20	52,90	1,34%		56,75	57,50	1,32%	
Agent Ville ou m2A	44,90	45,50	1,34%		-	-	-	
<b>PASS 3 SEMAINES</b>								
Tarif plein	122,60	124,20	1,31%		133,00	134,70	1,28%	
Agent Ville ou m2A	93,90	95,10	1,28%		-	-	-	
<b>PASS 4 SEMAINES</b>								
Tarif plein	163,40	165,50	1,29%		177,20	179,50	1,30%	
Agent Ville ou m2A	125,15	126,80	1,32%		-	-	-	
<b>SUPPLEMENT</b>								
Heures de surveillance complémentaires	7,70	7,80	1,30%		7,70	7,80	1,30%	
Sortie exceptionnelle	5,20	5,30	1,92%		5,20	5,30	1,92%	

Tarifs SEJOUR / MINI-SEJOUR 2026					
Après réduction CAF	TARIF 1	TARIF 2	TARIF 3	TARIF 4	
	OF < 450€	51€ < OF < 850€	OF > 850€	Hors m2A	(Label family +)
	24,00 €	26,00 €	28,00 €	32,00 €	

DIRECTION SPORTS ET JEUNESSE  
JEUNESSE ET VIE SPORTIVE  
MISE A DISPOSITION EQUIPEMENT  
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

1 - Mise à disposition équipement extérieur

	VILLE			EXTERIEUR		
	2025	2026	%	2025	2026	%
Terrains (herbe ou synthétique) :						
* Terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	65,20	66,00	1,23%	87,00	88,10	1,26%
- tarif réduit	52,80	53,50	1,33%	68,40	69,30	1,32%
- tarif minimum	42,60	43,20	1,41%	55,00	55,70	1,27%
* Terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,80	52,50	1,35%	68,40	69,30	1,32%
- tarif réduit	41,50	42,00	1,20%	53,80	54,50	1,30%
- tarif minimum	18,50	18,70	1,08%	43,50	44,10	1,38%
* Demi-terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,60	33,00	1,23%	43,50	44,10	1,38%
- tarif réduit	27,00	27,40	1,48%	34,10	34,50	1,17%
- tarif minimum	21,80	22,10	1,38%	28,00	28,40	1,43%
* Demi-terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	25,80	26,10	1,16%	33,60	34,00	1,19%
- tarif réduit	20,80	21,10	1,44%	27,00	27,40	1,48%
- tarif minimum	9,40	9,50	1,06%	12,40	12,60	1,61%
* Vestiaires seuls (la séance) :						
- tarif plein	13,40	13,60	1,49%	17,10	17,30	1,17%
- tarif réduit	11,40	11,50	0,88%	14,00	14,20	1,43%
- tarif minimum	9,40	9,50	1,06%	12,40	12,60	1,61%
Courts tennis (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	47,60	48,20	1,26%	63,20	64,00	1,27%
- tarif réduit	37,80	38,30	1,32%	49,70	50,30	1,21%
- tarif minimum	12,90	13,10	1,55%	17,10	17,30	1,17%
* Piste athlétisme éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	65,20	66,00	1,23%	87,00	88,10	1,26%
- tarif réduit	52,80	53,50	1,33%	68,40	69,30	1,32%
- tarif minimum	9,40	9,50	1,06%	12,40	12,60	1,61%
* Piste athlétisme non éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,80	52,50	1,35%	68,40	69,30	1,32%
- tarif réduit	41,40	41,90	1,21%	53,80	54,50	1,30%
- tarif minimum	9,40	9,50	1,06%	12,40	12,60	1,61%
* Mur d'escalade (par personne et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	3,80	3,80	0,00%	4,90	5,00	2,04%
- tarif réduit	3,10	3,10	0,00%	4,00	4,10	2,50%
- tarif minimum	2,50	2,50	0,00%	3,30	3,30	0,00%

DIRECTION SPORTS ET JEUNESSE  
JEUNESSE ET VIE SPORTIVE  
MISE A DISPOSITION EQUIPEMENT

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

II - Mise à disposition équipements couverts :

	VILLE			EXTERIEUR		
	2025	2026	%	2025	2026	%
Gymnases (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	65,20	66,00	1,23%	87,00	88,10	1,26%
- tarif réduit	52,80	53,50	1,33%	68,40	69,30	1,32%
- tarif minimum	18,50	18,70	1,08%	43,50	44,10	1,38%
Demi gymnase (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,60	33,00	1,23%	43,50	44,10	1,38%
- tarif réduit	26,40	26,70	1,14%	34,70	35,20	1,44%
- tarif minimum	18,50	18,70	1,08%	28,00	28,40	1,43%
Cours de tennis (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	65,20	66,00	1,23%	87,00	88,10	1,26%
- tarif réduit	52,80	53,50	1,33%	68,40	69,30	1,32%
- tarif minimum	42,50	43,10	1,41%	55,00	55,70	1,27%
Salle spécialisée (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	41,50	42,00	1,20%	54,90	55,60	1,28%
- tarif réduit	32,60	33,00	1,23%	43,50	44,10	1,38%
- tarif minimum	12,40	12,60	1,61%	16,10	16,30	1,24%
Dodo (par 100 m2 et heure d'utilisation) :						
- tarif plein	41,50	42,00	1,20%	54,90	55,60	1,28%
- tarif réduit	32,60	33,00	1,23%	43,50	44,10	1,38%
- tarif minimum	12,40	12,60	1,61%	16,10	16,30	1,24%
Mur d'escalade (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	65,20	66,00	1,23%	87,00	88,10	1,26%
- tarif réduit	52,80	53,50	1,33%	68,40	69,30	1,32%
- tarif minimum	36,90	37,40	1,36%	43,10	43,70	1,39%
Demi mur d'escalade (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,60	33,00	1,23%	43,50	44,10	1,38%
- tarif réduit	26,40	26,70	1,14%	34,20	34,60	1,17%
- tarif minimum	18,50	18,70	1,08%	27,60	28,00	1,45%
Grands Equipements (Dollier) :						
* Salle principale, avec gradins (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	73,80	74,80	1,36%	93,30	94,50	1,29%
- tarif réduit	56,40	57,10	1,24%	73,80	74,80	1,36%
- tarif minimum	45,10	45,70	1,33%	56,40	57,10	1,24%
* Salle principale, sans gradins (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	65,20	66,00	1,23%	85,60	86,70	1,29%
- tarif réduit	52,80	53,50	1,33%	67,60	68,50	1,33%
- tarif minimum	18,50	18,70	1,08%	43,10	43,70	1,39%
* Salle annexe (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,60	33,00	1,23%	43,10	43,70	1,39%
- tarif réduit	26,40	26,70	1,14%	34,30	34,70	1,17%
- tarif minimum	16,50	16,70	1,08%	27,60	28,00	1,45%
* Complexe Dollier entier :						
- la journée : tarif plein	1 776,00	1 799,10	1,30%	2 183,00	2 211,40	1,30%
- la journée : tarif réduit	1 421,00	1 439,50	1,30%	1 827,00	1 850,80	1,30%
- l'heure : tarif réduit	223,00	225,90	1,30%	280,00	283,60	1,29%
- l'heure : tarif plein	178,00	180,30	1,29%	229,00	232,00	1,31%

DIRECTION SPORTS ET JEUNESSE  
JEUNESSE ET VIE SPORTIVE  
MISE A DISPOSITION EQUIPEMENT

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

III - Prestations diverses

	VILLE			EXTERIEUR		
	2025	2026	%	2025	2026	%
Location de matériel (1 jour) :						
* Table	3,30	3,30	0,00%	4,30	4,40	2,33%
* Chaise	1,60	1,60	0,00%	2,10	2,10	0,00%
* Paravent	4,40	4,50	2,27%	5,60	5,70	1,79%
* Grille d'exposition	4,40	4,50	2,27%	5,60	5,70	1,79%
* Podium (au m2)	3,30	3,30	0,00%	4,30	4,40	2,33%
* Equipements de sonorisation	31,80	32,20	1,26%	42,00	42,50	1,19%
Location de locaux :						
* Salle de réunion (la demi-journée) :						
- tarif plein	103,00	104,30	1,26%	134,00	135,70	1,27%
- tarif réduit	51,30	52,00	1,36%	67,00	67,90	1,34%
- tarif minimum	40,30	40,80	1,24%	53,30	54,00	1,31%
* Salle de réunion (l'heure) :						
- tarif plein	12,20	12,40	1,64%	16,30	16,50	1,23%
- tarif réduit	9,70	9,80	1,03%	12,70	12,90	1,57%
Divers services :						
* Intervention technique (réparations/travaux)	-	-	-	-	-	-
Refacturation des pièces	-	-	-	-	-	-
* Nettoyage : forfait classique	165,00	165,00	-	217,00	217,00	-
* Forfait Nettoyage du Minibus	71,00	71,00	-	0,00	0,00	-

Le tarif ville s'applique à tous les utilisateurs domiciliés à Mulhouse  
Le tarif extérieur s'applique à tous les utilisateurs domiciliés hors Mulhouse

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité de la mise à disposition d'équipements

Le bénéfice du **tarif réduit** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Etat
  - Associations sportives (hors Mulhouse)
  - Centres sociaux (hors Mulhouse)
  - Fédérations
  - Ligues
  - Comités
  - Clubs
  - Centres de formations sportifs
  - CE
  - Services de la Ville de Mulhouse et de m2A
  - Pôles (France, espoirs, sections sportives)
- Le bénéfice du **tarif minimum** est accordé aux utilisateurs suivants :
- Scolaires (secondaires et universitaires)
  - Associations caritatives
  - Foyers
  - Centres hospitaliers

**DIRECTION SPORTS ET JEUNESSE**  
**JEUNESSE ET VIE SPORTIVE**  
**MISE A DISPOSITION EQUIPEMENT**

**Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026**

Le bénéfice de la gratuité est accordé aux utilisateurs suivants :

- Ecoles primaires
- UNSS-USEP
- Associations sportives mulhousiennes affiliées à une fédération
- Centres sociaux mulhousiens
- Activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- Corps constitués (pompiers, policiers, et gendarmes) dans le cadre de l'exercice de leurs missions et sur demande
- spécifique de leur supérieur hiérarchique
- Bénéficiaires de la carte As
- OMS

**Remarques :**

- Le Conseil Municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder le tarif réduit, partielle ou totale
- Toute heure entamée ou ne pouvant être remise à disposition sera facturée
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation

**DIRECTION SPORTS ET JEUNESSE**  
**JEUNESSE ET VIE SPORTIVE**  
**Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026**

**Maison des berges**

	Location Salle de réunion		
	Journée entière	Demi Journée	A l'heure
Tarif plein	208,60	104,30	12,40
Tarif réduit	104,00	52,00	9,80
Tarif minimum	81,60	40,80	4,80

Tarif réduit : accordé aux utilisateurs suivants : Etat - associations sportives mulhousiennes - centres sociaux, fédérations, ligues,clubs, comitée d'entreprise

Tarif minimum : accordé aux associations caritatives et foyers

Gratuité : accordé aux utilisateurs suivants : écoles primaires mulhousiennes, activités validées par convention et/ou organisées avec le service, corps constitué (pompiers, policiers et gendarmes) dans le cadre de l'exercice de leur mission, bénéficiaire carte AS et OMS

**Maison sport - santé**

	2025	2026	%
Bilan initial (un par patient)	45,00	45,00	0,00%
Bilan intermédiaire (un par patient)	45,00	45,00	0,00%
Bilan de poursuite (un par patient)	45,00	45,00	0,00%
Séance collective pratique d'APA avec accompagnement spécifique	50,00	50,00	0,00%
Appel téléphonique : 2,6 et 9 mois	15,00	15,00	0,00%

DIRECTION CULTURE  
CONSERVATOIRE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

I - Droits de scolarité et de location d'instruments de musique

C a t é g o r i e	Disciplines ou location	Tarif Résidents Non Mulhousiens par trimestre		Tarif Résidents Mulhousiens par trimestre	
		2025	2026	2025	2026
1	- Cours musical complet (instrument + FM + atelier rythmes et voix)				
	- Cours en art dramatique	240,00	240,00	119,00	119,00
	- Cours danse				
	- Cours chant lyrique				
2	- Cours musique instrumentale (établissements privés)				
	- Evén musical / Jardin musical / Formation musicale				
	- Evén et initiation danse				
	- Ecriture, atelier arrangement- orchestration à la direction de chœur et d'orchestre	111,00	111,00	52,50	52,50
3	- Cours d'accompagnement piano				
	- Atelier évén instrumental				
	- Ensemble vocal / Jeune chœur				
	- Orchestres et ensembles Instrumentaux	53,00	53,00	26,50	26,50
4	- Musique de chambre, musique ancienne				
	- Atelier instrumental, atelier chanson				
	- Notation musicale assistée par ordinateur				
	- Droit mensuel location de harpe d'étudiés	51,00	51,00	41,00	41,00
5	Location Instrument de concert (période de 3 jours ou 1 concert)			130,00	130,00
6	Location de matériel de percussion (période de 3 jours ou 1 concert)			56,00	56,00
7	- Démon Conservatoire			30,00	30,00
8	- Cours d'instrument en supplément d'un cursus catégorie 10				
	- Classes à projet danse (hors cursus musical)			Pris en charge par la Ville de Mulhouse	
	- Classes filière S2TMD				

\* Cha : classe à horaires aménagés  
Le tarif résident mulhousien s'applique aux personnes domiciliées ou imposées aux contributions directes locales à Mulhouse. Tarif applicable sur présentation des justificatifs au moment de l'inscription.

Les agents de la Ville de Mulhouse et de m2A, leurs conjoints et enfants bénéficient d'une réduction de 50% sur les tarifs résidents mulhousiens (catégories 1, 2 et 3).  
Le Conseil Municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder des exonérations des droits de scolarité des catégories 1, 2 et 3 aux résidents mulhousiens sous conditions de revenus et sur présentation de l'avis 2025 de non-imposition au titre des revenus de 2024.

La ville de Mulhouse se réserve la possibilité d'accorder une exonération partielle ou totale des tarifs applicables.  
La mise à disposition du conservatoire et de ses espaces implique la présence obligatoire de personnels qualifiés, facturés selon les tarifs en vigueur.

DIRECTION CULTURE  
CONSERVATOIRE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

II - Billetterie des événements au Conservatoire

Evénement	Tarif normal		Tarif réduit	
	Saison 2024/2025	2026	Saison 2024/2025	2026
Tarif Evénement pour : Spectacles professionnels	10,00	10,00	0,00%	5,00
Tarif Unique pour : Conférences, grands spectacles d'élèves	4,00	4,00	0,00%	-
Tarif -scolaire pour : Tout événement entrant dans le cadre d'une sortie organisée par les établissements scolaires et centres sociaux- culturels hors Mulhouse	5,00	5,00	0,00%	-

A - Le tarif réduit s'applique sur présentation d'un justificatif :

- aux jeunes de 16 à 18 ans
- aux étudiants
- aux bénéficiaires de la Carte Culture, du Pass Culture ou de la carte Pass'temps,
- aux bénéficiaires du RSA ou chômeurs,
- aux personnes handicapées et à leur accompagnateur si précisé sur le justificatif,
- aux personnels de la Ville de Mulhouse et m2A

B - La gratuité s'applique, sur présentation d'un justificatif :

- Aux jeunes de moins de 16 ans
- Aux élèves du conservatoire de Mulhouse jusqu'à 26 ans inclus
- Aux élèves du conservatoire de Mulhouse bénéficiant du statut étudiant du conservatoire

C - Pour les établissements scolaires et centres-sociaux, dans le cadre d'une sortie organisée par les établissements

- Le tarif scolaire pour les établissements scolaires (écoles, collèges et lycées) et les centres socio-culturels ainsi que leurs accompagnateurs
- Gratuité pour les écoles maternelles et primaires (publiques et privées) et centres sociaux-culturels de Mulhouse ainsi que pour leurs accompagnateurs

En cas de cumul des situations, la tarification la plus favorable pour l'utilisateur s'applique.



DIRECTION CULTURE  
CONSERVATOIRE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026.

III - Tarifs auditorium, facturation des espaces

Droits concernant la mise à disposition des espaces	Associations mulhousiennes				Autres bénéficiaires			
	2025 TTC	2026 HT	2026 TTC	%	2025 TTC	2026 HT	2026 TTC	%
<b>Personnel sécurité/règle son ou lumière</b>								
Taux horaire toutes charges comprises :								
Dimanche et / jour férié	68,00	56,67	68,00	0,00%	76,00	63,33	76,00	0,00%
En semaine (du lundi au samedi)	34,00	28,33	34,00	0,00%	38,00	31,67	38,00	0,00%

La ville de Mulhouse se réserve la possibilité d'accorder une exonération partielle ou totale des personnels qualifiés, facturés selon les tarifs en vigueur.

Droits concernant la mise à disposition des espaces	Associations mulhousiennes				Autres bénéficiaires			
	2025 TTC	2026 HT	2026 TTC	%	2025 TTC	2026 HT	2026 TTC	%
<b>I - Mise à disposition des espaces – forfait 4h</b> Location de l'Auditorium (incluant loges et foyer)								
* Dimanche et jour férié	750,00	625,00	750,00	0,00%	2 000,00	1 666,67	2 000,00	0,00%
* En semaine (du lundi au samedi)	650,00	541,67	650,00	0,00%	1 500,00	1 250,00	1 500,00	0,00%
Location de la salle d'orchestre ou du studio de danse	200,00	166,67	200,00	0,00%	250,00	208,33	250,00	0,00%
Location du foyer uniquement	150,00	125,00	150,00	0,00%	200,00	166,67	200,00	0,00%
Location de la salle de réunion ou d'audition ou d'orgue	100,00	83,33	100,00	0,00%	150,00	125,00	150,00	0,00%
Coordination logistique – forfait	150,00	125,00	150,00	0,00%	300,00	250,00	300,00	0,00%
Unité administrative fonctionnelle (frais administratifs)	250,00	208,33	250,00	0,00%	280,00	233,33	280,00	0,00%
* Billetterie - par billet émis	0,20	0,17	0,20	0,00%	0,25	0,21	0,25	0,00%
* Billetterie - minimum de perception	20,00	16,67	20,00	0,00%	30,00	25,00	30,00	0,00%
<b>II - Prestations son / vidéo – service de 4h</b> Prestation montage son (format conférence 4 micros ou Projection Powerpoint) Autres prestations son/vidéo selon notre devis	100,00	83,33	100,00	0,00%	150,00	125,00	150,00	0,00%

La ville de Mulhouse se réserve la possibilité d'accorder une exonération partielle ou totale des tarifs applicables.

La mise à disposition du conservatoire et de ses espaces implique la présence obligatoire de personnels qualifiés, facturés selon les tarifs en vigueur.

DIRECTION CULTURE  
BIBLIOTHEQUES - MEDIATHEQUES

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

1-Tarifs liés aux prêts de livres, revues, partitions, CD, DVD, Bluray, méthodes de langues, et estampes

Abonnements annuels

- carte multimédia
- prêt d'estampes aux collectivités et entreprises
- abonnement "découverte" pour 3 mois / **FAMILLE PLUS** adulte
- abonnement "découverte" pour 3 mois / **FAMILLE PLUS** enfant

Pénalités

- de retard : par jour ouvrable et par document (carte verte)
- frais d'envoi des courriers de relance, soit en courrier suivi, soit en courrier expert, soit en recommandé avec AR
- pour perte de carte
- pour détérioration ou perte de document
- pour détérioration ou perte d'une estampe
- pour détérioration ou perte du cadre, du verre, du carton de transport d'une estampe

2-Autres services

- prêt interbibliothèque

Tarif 2025		Tarif 2026		%
Plein Tarif	réduit	Plein Tarif	réduit	
20,00	10,00	20,00	10,00	0,00
tarif unique 110€		tarif unique 110€		
5,00	5,00	5,00	5,00	0,00
gratuit	gratuit			
0,10	0,10	0,10	0,10	0,00
envoi recommandé/AR		envoi recommandé A/R		
tarif en vigueur		selon tarif en vigueur		
2,50	2,50	2,50	2,50	0,00
remplacement valeur à neuf		remplacement valeur à neuf selon estimation par professionnel qualifié		
5,00	5,00	5,00	5,00	0,00

Les demi-tarif, tarif réduit et gratuit s'appliquent uniquement sur présentation d'un justificatif

Le tarif réduit s'applique :

- aux 18-25 ans
- aux agents des deux collectivités, Ville de Mulhouse et mZA
- au personnel de la Filature
- aux inscrits de Jeun'Est (15-29 ans) et pass culture

La gratuité s'applique :

- aux + de 65 ans
- aux agents et bénévoles des collectivités Ville de Mulhouse et mZA
- aux personnes âgées de moins de 18 ans (autorisation parentale)
- aux lycéens, étudiants et apprentis: sur présentation d'une carte à jour
- aux bénéficiaires des minima sociaux (RSA majoré et non majoré, allocation adulte handicapé, allocation retraite de remplacement, allocation de solidarité spécifique, allocation veuvage, allocation temporaire d'attente, allocation demandeurs d'asile, minimum invalidité, minimum vieillesse) sur présentation d'un justificatif de la CAF ou de France Travail datant de moins d'un mois ou du Pass-Joker

- aux demandeurs d'emploi (sur présentation d'un justificatif)
- aux personnes non imposables (sur présentation de la feuille d'imposition sur les revenus)
- aux consultations sur place
- aux bibliothécaires - sur présentation d'un justificatif
- aux professionnels utilisant les fonds de la Bibliothèque-Médiathèque à des fins professionnelles

Pénalités de retard :

- pour les jeunes (carte d'abonnement rose) : pas de pénalité, mais suspension du prêt pour une période égale au retard
- pour les jeunes et les adultes (carte d'abonnement verte): pas de nouveau prêt jusqu'à régularisation de la situation : retour du document prêté ou remboursement du document et paiement des pénalités
- montant maximum des pénalités : 30 €
- si le montant des pénalités est supérieur au montant des documents est rejetés (à supprimer)
- mise en recouvrement dès lors que le montant cumulé (valeur à neuf des documents non restitués retard + frais d'envoi postaux) dépasse 30 €. (à supprimer)



DIRECTION CULTURE  
BIBLIOTHEQUES - MEDIATHEQUES  
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

3 - Ventes de catalogues/publications

Tarif 2025	Tarif 2026	%
5,00 à 10,00 selon importance	5,00 à 15,00 selon importance	0,00%
0,50	0,50	0,00%
0,50	0,50	0,00%
1,00	1,00	0,00%
0,50	0,50	0,00%
0,20	0,20	0,00%
0,40	0,40	0,00%
0,20	0,20	0,00%
0,40	0,40	0,00%
0,50	0,50	0,00%
3,00	3,00	0,00%
1,00	1,00	0,00%
3,00	3,00	0,00%

4 - Ventes de documents usagés

- album jeunesse, revue, livre de poche
- livre enfant
- livre adulte
- partitions

5 - Photocopies - Tout public :-

- format A4 noir et blanc
- format A4 couleur

6 - Impressions (sur présentation de la carte d'abonné)

- format A4 noir et blanc
- format A4 couleur

7 - Boissons chaudes

- café, thé, chocolat chaud

8 - Objets personnalisés avec visuels patrimoniaux

- Sac en tissu
- Carte postale
- Carnet

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant

- pour accorder l'exonération partielle ou totale des tarifs
- pour faire don de documents usagés à des organisations ou associations caritatives, humanitaires, acteurs de l'économie sociale et solidaire et centre pénitentiaire (à ajouter)
- pour fixer les prix de vente des catalogues/publications, les tarifs de location des expositions, la valeur de remplacement des estampes, des cadres et verres (à supprimer)

DIRECTION CULTURE  
KUNSTHALLE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

I. Locations

Dénomination	Durée	Tarif 2025	Tarif 2026	%
1) Mise à disposition des espaces	1h à 5h	600,00	600,00	0,00%
2) Présence de personnel d'accueil	1h à 5h	50,00	50,00	0,00%
3) Présence de personnel technique	1h à 5h	50,00	50,00	0,00%
4) Présence de guide	Forfait visite	100,00	100,00	0,00%
5) Coordination logistique (repérage des lieux, organisation des visites guidées, organisation de la présence obligatoire d'agents de sécurité incendie, organisation de la présence du personnel technique, d'accueil, des guides, prise de contact avec des prestataires et accueil...)	Forfait	150,00	150,00	0,00%

II. Visites guidées

Dénomination	Durée	Tarif 2025	Tarif 2026	%
1) Scolaires hors écoles mulhousiennes (par classe)	Forfait visite	30,00	30,00	0,00%
2) Autres groupes (par groupes)	Forfait visite	40,00	40,00	0,00%

III. Editions

Dénomination	Tarif 2025	Tarif 2026	%
1) Coffret "Twin cities"	20,00	20,00	0,00%
2) Carte "Terrain de jeu"	3,00	3,00	0,00%
3) Edition "Herbier & Nuancier"	7,00	7,00	0,00%
4) Edition "Des savoirs bouleversés"	18,00	18,00	0,00%
5) Edition "Anna Ostoya"	19,50	19,50	0,00%
6) Edition "Sous nos yeux"	25,00	25,00	0,00%
7) Monographie "Dector & Dupuy"	25,00	25,00	0,00%
8) Edition "Camp catalogue"	12,00	12,00	0,00%

DIRECTION CULTURE  
KUNSTHALLE

Dénomination	Tarif 2025	Tarif 2026	%
9) Edition "Koré"	7,00	7,00	0,00%
10) Edition "Melsass"	21,00	21,00	0,00%
11) Besace	30,00	30,00	0,00%
12) Livre d'artiste "Ecrire l'art"	20,00	20,00	0,00%
13) Tablier en bache recyclée	45,00	45,00	0,00%
14) Edition "Tischbilder"	7,00	7,00	0,00%
15) Edition "Questions obliques"	12,00	12,00	0,00%
16) Jeu de cartes "Pic & planç"	12,00	12,00	0,00%
17) Corbeille en bache recyclée Petit modèle	7,00	7,00	0,00%
18) Corbeille en bache recyclée Grand modèle	20,00	20,00	0,00%
19) Corbeille en bache recyclée Moyen modèle	12,00	12,00	0,00%
20) Edition "Ecrire l'Art II" Laura Vazquez	15,00	15,00	0,00%
21) Edition "Exhumer le futur" de Maarten Vanden Eynde (Français)	44,95	44,95	0,00%
22) Edition "Digging up the future" de Maarten Vanden Eynde (Anglais)	44,95	44,95	0,00%
23) Edition "Ecrire l'Art II" Vannina Maestri	15,00	15,00	0,00%
24) Edition "Ecrire l'Art II" Nicolas Tardy	15,00	15,00	0,00%
25) Edition "Ecrire l'Art II" Véronique Vassillou	15,00	15,00	0,00%
26) Edition "Ecrire l'art II" Jérôme Game	15,00	15,00	0,00%
27) Edition "D'ici Fessenheim" Elise Alloin	42,00	42,00	0,00%
28) Edition "Ecrire l'art II" Lénaig Cariou	-	15,00	-
29) Edition "Power Up"	-	14,00	-

IV Divers

Dénomination	Tarif 2025	Tarif 2026	%
Commission pour la vente d'une œuvre	90,00	90,00	0,00%
Commission pour la vente d'une œuvre	650,00	650,00	0,00%

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale de ces tarifs.

DIRECTION CULTURE  
MUSEES MUNICIPAUX

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	Tarif 2025	Tarif 2026	%
<b>I - Droits d'entrée</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- gratuité pour la découverte des collections permanentes du Musée d'Art et d'Archéologie de la Ville de Mulhouse</li><li>- Entrée payante pour la visite de certaines expositions à caractère exceptionnel sur décision du Maire ou de son représentant :<ul style="list-style-type: none"><li>- plein tarif</li><li>- tarif réduit (étudiants, personnes de plus de 60 ans, moins de 18 ans groupées à partir de 10 personnes, agents de la Ville de Mulhouse et de m2A et leurs conjoints)</li><li>- gratuité aux personnes privées d'emploi</li></ul></li></ul>	7,00 3,50	7,00 3,50	0,00% 0,00% 0,00%
<b>II - Visites guidées et activités de médiation</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- groupes scolaires Mulhouse</li><li>- groupes scolaires hors Mulhouse</li><li>- groupes adultes 2 heures</li></ul>	0,00 60,00 120,00	0,00 60,00 120,00	0,00% 0,00% 0,00%
<b>III - Droits de reproduction</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- noir et blanc</li><li>- couleur</li></ul>	75,00 110,00	75,00 110,00	0,00% 0,00%
<b>IV - Droits de location de locaux à des tiers</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Salle de la Décapole, salle du Conseil et autres salles</li></ul>	500,00	500,00	0,00%
<b>V - Ventes :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Magazine TRESORS D'ALSACE</li><li>- Eventail papier</li><li>- Tote-bag</li><li>- Stylo 4 couleurs</li><li>- Chiffon micro fibre</li><li>- Trousse</li><li>- Gobelet plastique réutilisable</li><li>- Sac tissu enfilé BP424</li><li>- Carte postale enfilé BP424</li><li>- jeu de cartes</li><li>- pochettes</li><li>- coussin vide</li><li>- miroir</li><li>- ouvrage "PEPTITES" Lumière sur les collection Mulhousiennes -</li><li>- ouvrage "Jean Jacques Henner, la chair et l'idéal "</li><li>- ouvrage "Rêver la province perdue 1871 - 1914"</li><li>- ouvrage Jean Jacques Henner, Dessinateur</li><li>- marque-page</li><li>- ouvrage Alliance suisse</li><li>- ouvrage "Musée des Beaux Arts"</li><li>- ouvrage du Musée des Beaux Arts "oeuvres choisies"</li><li>- ouvrage "Paysages 1830-1940"</li><li>- ouvrage Luigi Pericle - D'un monde à l'autre</li><li>- ouvrage "La nouvelle histoire de Mulhouse"</li><li>- carte postale</li><li>- guide Musée des Beaux-Arts, guide Musée Historique</li><li>- affiche exposition format A3</li><li>- affiche exposition format A2</li><li>- dépliant MH ou MBA</li></ul>	12,90 3,00 10,00 5,00 2,00 8,00 2,00 5,00 5,00 7,00 20,00 30,00 11,00 15,00 35,00 39,00 12,00 1,00 3,00 2,00 15,00 12,00 25,00 30,00 1,00 3,00 2,00 0,50 5,00	12,90 3,00 10,00 5,00 2,00 8,00 2,00 5,00 5,00 7,00 20,00 30,00 11,00 15,00 35,00 39,00 12,00 1,00 3,00 2,00 15,00 12,00 25,00 30,00 1,00 3,00 2,00 0,50 5,00	0,00% 0,00% 0,00% -60,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 11,43% -10,26% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00%
<b>- "Braderie des catalogues"</b> (anciens catalogues à prix réduits) Spoerri, Le Rhin Supérieur vers 1900, colloque Dreyfus, J. Chevaux, Art de Haute-Alsace, Bulletin SIM, S. Adou, Alliance Suisse, Mitsuo Shiraishi Avant - gardes du XXème siècle Les avant - gardes artistiques "MAGGY KAYSER", Les chemins de l'abstraction "MAGGY KAYSER", Peindre pour exister <b>- les "prix cassés"</b> J. Bey, D'Ansel, L.de Poi, J. Billherand-Gaillard, N. Kanouché, E. Widmaier, Bourdon, B. Latuner, A. S. Tschiegg, Echo des Origines, Sud Extrême Identités plurielles, V. Arnold	35,00 15,50 12,00 24,00 2,00	35,00 15,50 12,00 24,00 2,00	0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00%
<b>VI - Pass-Musées de l'Association des Musées du Rhin Supérieur</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Pass "Un adulte et cinq enfants jusqu'à 18 ans"</li><li>- Tarif normal</li><li>- Tarif réduit</li></ul>	123,00 113,00	123,00 113,00	0,00% 0,00%

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale de ces tarifs, à l'exception du Pass-Musées.

DIRECTION CULTURE  
VILLE D'ART ET D'HISTOIRE  
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

	Tarifs 2025	Tarifs 2026	%
<b>Visites guidées public individuel :</b>			
Tarif normal	5,00	5,00	0,00%
Tarif réduit	3,00	3,00	0,00%
Tarif famille	12,00	12,00	0,00%
Pass annuel	20,00	20,00	0,00%
Pass annuel tarif réduit	13,00	13,00	0,00%
Gratuit : Moins de 12 ans			
Tarif visites "coup de projecteur" - tarif unique	3,00	3,00	0,00%
<b>Tarif groupes :</b>			
En français			
Visite d'une heure	105,00	105,00	0,00%
Visite de deux heures	125,00	125,00	0,00%
Visite demi-journée	200,00	200,00	0,00%
Visite journée	370,00	370,00	0,00%
En langue étrangère ou dimanche et jours fériés			
Visite d'une heure	125,00	125,00	0,00%
Visite de deux heures	150,00	150,00	0,00%
Visite demi-journée	230,00	230,00	0,00%
Visite journée	430,00	430,00	0,00%
<b>Tarif groupes -grossistes tour operators</b>			
En français			
Visite d'une heure	94,00	94,00	0,00%
Visite de deux heures	112,00	112,00	0,00%
Visite demi-journée	180,00	180,00	0,00%
Visite journée	333,00	333,00	0,00%
En langue étrangère ou dimanche et jours fériés			
Visite d'une heure	112,00	112,00	0,00%
Visite de deux heures	135,00	135,00	0,00%
Visite demi-journée	207,00	207,00	0,00%
Visite journée	387,00	387,00	0,00%
<b>Groupe centres sociaux culturels</b>			
	60,00	60,00	0,00%
<b>Groupe scolaire (école, collège, lycée) :</b>			
Ville de Mulhouse	gratuit	gratuit	
Hors Ville de Mulhouse	60,00	60,00	0,00%
Gratuit: Moins de 12 ans			

Le tarif réduit s'applique pour : chômeurs, RSA, handicapés, 12-25 ans.

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale de ces tarifs.

DIRECTION CULTURE  
THEATRE DE LA SINNE  
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

Tarif 2025	Tarif 2026	%	Tarif 2025	Tarif 2026	%	Tarif 2025	Tarif 2026	%
<b>Association locale à vocation culturelle</b>								
HT	HT		HT	HT		HT	HT	
717,50	717,50	0,00%	3 023,75	3 023,75	0,00%	1 230,00	1 230,00	0,00%
563,75	563,75	0,00%	1 998,75	1 998,75	0,00%	922,50	922,50	0,00%
256,25	256,25	0,00%	307,50	307,50	0,00%	307,50	307,50	0,00%
256,25	256,25	0,00%	280,00	280,00	0,00%	307,50	307,50	0,00%
0,24	0,24	0,00%	0,25	0,25	0,00%	0,25	0,25	0,00%
20,00	20,00	0,00%	30,00	30,00	0,00%	30,00	30,00	0,00%
<b>II - Location pour tournages court et long métrage / clip vidéo</b>								
<b>Professionnel</b>								
- forfait par jour de tournage	-	-	1 000,00	1 000,00	0,00%	1 000,00	1 000,00	0,00%
- supplément par heure après 22h	-	-	2,00	2,00	0,00%	2,00	2,00	0,00%
<b>Amateur</b>								
- forfait par jour de tournage entre 8h et 22h	500,00	0,00%	-	-	-	-	-	-
- séance photo	-	-	180,00	180,00	0,00%	-	-	-
- finis commerciales / par demi journée / par espace foyer salle	-	-	250,00	250,00	0,00%	-	-	-
<b>III - Prestations son / vidéos</b>								
- enregistrement format CD/DVD (l'unité)	30,00	0,00%	20,000	20,000	0,00%	30,000	30,000	0,00%
- prestation pour montage son pour un service de 4h	100,00	0,00%	100,000	100,000	0,00%	100,000	100,000	0,00%
<b>IV - Personnel d'accueil / sécurité</b>								
- taux horaire d'un agent	18,00	0,00%	-	-	-	-	-	-

Tarif 2025	Tarif 2026	%
HT	HT	TTC
16,60	16,60	0,00%
3,33	4,00	3,33
4,16	5,00	4,16
2,50	3,00	2,50
1,90	2,00	1,90
1,90	2,00	1,90
1,90	2,00	1,90
1,90	2,00	1,90
0,91	1,00	0,91
0,83	1,00	0,83
-	-	-

- V - Tarifs Bar**
- bouteille de crémant ou de vin blanc d'Alsace
  - flûte ou verre de crémant ou de vin blanc d'Alsace
  - mini-doses : Cognac (3cl), Whisky (5cl), Ricard(2cl)
  - bière 16cl ou Pelfort (33 cl)
  - jus de fruits (ananas, pomme, orange) (25 cl)
  - Coca-Cola (33cl), Schwepps (20cl) , Ice tea (25cl)
  - eau minérale Vitel (25 cl)
  - eau minérale (Ferner, Lisbeth) (33 cl)
  - café, café décaféiné, thé, infusion
  - diverses confiseries : Bretzel/sticks
  - toberone et autres confiseries
  - paquet chips

sous réserve de modification du taux de TVA en fonction de l'évolution législative

Le Conseil Municipal donne délégation au maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale des tarifs applicables au Théâtre de la Sinne.

DIRECTION CULTURE  
DEVELOPPEMENT CULTUREL

Tarifs hors taxe des prestations applicables à partir du 1er janvier 2026

Location de locaux de réunion

Désignation du local	du lundi au samedi				dimanches et jours fériés			
	Associations		Autres Utilisateurs		Associations		Autres Utilisateurs	
	2025	2026	%		2025	2026	%	
<b>COUR DES CHAINES</b> 11 - 13 rue des Franciscains - Salle de Conférences- Projection (98 places) - Salle de Stage - 1er étage (19 places)	102,00	102,00	0,00%		156,00	156,00	0,00%	
	42,00	42,00	0,00%		63,00	63,00	0,00%	

Ces tarifs s'entendent par séance de 4 heures maximum (matinée, après-midi, soirée)

**Un supplément de 7,00 EUROS est perçu en cas d'utilisation de matériel audiovisuel** (vidéo projecteur, vidéo VHS ou Umatic, lecteurs DVD, mini-disque, projecteur diapositives, rétroprojecteur, micros filaires).  
Toute séance entamée est facturée en totalité.

DIRECTION CULTURE  
ARCHIVES

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

**I. Frais de reproduction à usage privé**

- coût de l'image numérique
- gravure sur CDrom/DVD
- tirage de plan supérieur à A3

**II. Frais de reproduction à des fins commerciales**

- les livres et périodiques
- dans le texte
  - en couverture ou hors texte
  - tirage universitaire ou réutilisation
  - . dans le texte
  - en couverture ou hors texte
  - tirage au-dessus de 5000 exemplaires ou diffusion internationale :
  - . dans le texte
  - . en couverture ou hors texte
  - . en couverture ou hors texte
  - l'impression commerciale (pochettes de disques, cassettes, vidéo-cassettes, calendriers, images, affiches, posters, puzzles, agendas, programmes, cartes de vœux, carte postales, jeux de cartes, etc...)
  - tirage jusqu'à 5000 exemplaires
  - tirage au-delà de 5000 exemplaires

- 1. Coût par image**
- . en couleur

- les livres et périodiques
- dans le texte
  - en couverture ou hors texte
  - tirage universitaire ou réutilisation
  - . dans le texte
  - en couverture ou hors texte
  - tirage au-dessus de 5000 exemplaires ou diffusion internationale :
  - . dans le texte
  - . en couverture ou hors texte

- l'impression commerciale (pochettes de disques, cassettes, vidéo-cassettes, calendriers, images, affiches, posters, puzzles, agendas, programmes, cartes de vœux, carte postales, jeux de cartes, etc...)
- tirage jusqu'à 5000 exemplaires
  - tirage au-delà de 5000 exemplaires

Tarif 2025	Tarif 2026	%
5,50	5,60	1,82%
2,20	2,20	0,00%
5,50	5,60	1,82%
16,50	16,50	0,00%
39,70	39,70	0,00%
17,40	17,40	0,00%
17,40	17,40	0,00%
24,20	24,20	0,00%
45,50	45,50	0,00%
64,60	64,60	0,00%
96,90	96,90	0,00%
28,50	28,50	0,00%
56,50	56,50	0,00%
28,50	28,50	0,00%
28,50	28,50	0,00%
40,20	40,20	0,00%
81,00	81,00	0,00%
144,90	144,90	0,00%
241,80	241,80	0,00%

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale de ces tarifs.

DIRECTION INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES  
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

- I Taxe d'alignement et de vérification d'alignement**  
pour les façades inférieures à 30 ml ou par tranche de 20 ml  
pour les façades supérieures à 30 ml
- indication d'alignement dans une rue achevée où le nivellement n'est pas nécessaire
  - vérification simple d'alignement (forfait minimal)

**II Prix de vente de plans et de tirages de plans**

- 1. Plans imprimés**
- plan général de la Ville de Mulhouse 1/10 000e (noir et blanc)
  - plan général de la Ville de Mulhouse 1/8 000e (NB ou couleur)
  - nomenclature des rues

**2. Tirages et format pdf**

- format 21 x 29,7 cm (hors plan parcellaire)
- format 42 x 29,7 cm
- format 63 x 29,7 cm
- format 84 x 29,7 cm
- format 42 x 59,4 cm
- format 63 x 59,4 cm
- format 84 x 59,4 cm
- format 52,5 x 75 cm
- format 105 x 75 cm
- format 115 x 85 cm
- format 145 x 105 cm
- plan parcellaire A4 ou A3

**3. Plans sur papiers photo**

- format 21 x 29,7 cm
- format 42 x 29,7 cm
- format 63 x 29,7 cm
- format 84 x 29,7 cm
- format 42 x 59,4 cm
- format 63 x 59,4 cm
- format 84 x 59,4 cm
- format 52,5 x 75 cm
- format 105 x 75 cm
- format AO 115 x 85 cm
- format 145 x 105 cm
- plan de la Ville de Mulhouse 1/10 000e (NB ou couleur)
- plan de la Ville de Mulhouse 1/8 000e (NB ou couleur)

**III Travaux à façon sur ordinateur (B.D.U.)**

- édition de données plan topographique numérique à l'hectomètre
  - édition de plan topo/fonder numérique à l'hectare
  - extraction de données et de listings
  - prix des plans pratiques + tarif horaire fixé à : l'heure BDU
  - édition de données numériques thématiques :
- sur devis suivant nature des données et traitements,  
droit d'usage et volume de données

**IV Implantations, travaux topographiques**

- sur devis estimatif : à l'heure

**V Certificat d'alignement avec plan parcellaire**

2025	2026	%
94,90 27,50	95,80 27,70	0,95% 0,73%
5,80 6,80 1,70	5,80 6,80 1,70	0,00% 0,00% 0,00%
2,80 3,80 5,00 5,80 5,70 6,70 8,05 7,35 11,80 14,80 22,45 2,50	2,80 3,80 5,05 5,85 5,70 6,75 8,10 7,40 11,80 14,80 22,45 2,50	0,00% 0,00% 1,00% 0,86% 0,00% 0,75% 0,62% 0,68% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00%
5,95 7,50 9,65 11,95 10,45 13,65 15,10 13,65 24,30 30,55 45,75 11,20 13,10	5,95 7,50 9,75 12,05 10,45 13,65 15,10 13,65 24,30 30,55 45,75 11,30 13,20	0,00% 0,00% 1,04% 0,84% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,00% 0,89% 0,76%
96,50 153,00 67,20	96,50 153,00 67,80	0,00% 0,00% 0,89%
55,20 10,40	55,70 10,50	0,91% 0,96%

DIRECTION FINANCES ET CONTRÔLE DE GESTION

**Salaires horaires hors taxe**  
à mettre en compte de tiers pour travaux exécutés en régie  
applicables à partir du 1er janvier 2026

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jour férié		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	22,15	27,69	28,13	45,98	46,70	55,38	56,26
Adjoint technique principal 2e classe	25,33	30,15	30,62	48,38	49,10	57,30	58,28
Adjoint technique principal 1e classe	25,97	30,79	31,26	48,98	49,70	57,90	58,88
Agent de maîtrise principal	25,99	32,49	33,01	53,93	54,70	64,98	65,71
Agent de maîtrise principal	28,98	36,23	36,80	60,13	61,10	72,45	73,61
Technicien	28,36	35,45	36,02	59,85	59,79	70,90	72,03
Technicien principal 2ème classe	29,30	36,63	37,21	60,80	61,77	73,25	74,42
Technicien principal 1ère classe	33,79	42,24	42,91	70,11	71,24	84,48	85,83
Ingénieur	39,73	48,66	50,46	82,44	83,76	99,33	100,91
Ingénieur principal	45,64	57,05	57,96	94,70	96,22	114,10	115,93
Ingénieur en chef	55,92	69,90	71,02	116,03	117,89	139,80	142,04
Ingénieur hors classe	52,06	65,08	66,12	108,02	109,75	130,15	132,23
Ingénieur en chef hors classe	68,24	85,30	86,66	141,60	143,86	170,60	173,33

**Salaires horaires avec frais de gestion**

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jour férié		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	25,03	31,29	31,79	51,94	52,77	62,57	63,57
Adjoint technique principal 2e classe	26,35	32,94	33,47	54,68	55,55	65,88	66,93
Adjoint technique principal 1e classe	29,43	36,54	37,13	60,88	61,63	73,03	74,28
Agent de maîtrise principal	29,75	36,71	37,30	61,22	62,00	73,32	74,60
Agent de maîtrise principal	32,75	40,83	41,59	67,95	69,02	81,87	83,18
Technicien	32,05	40,06	40,70	66,50	67,56	80,12	81,40
Technicien principal 2ème classe	33,11	41,39	42,05	68,70	69,80	82,77	84,10
Technicien principal 1ère classe	38,18	47,73	48,49	79,23	80,50	95,46	96,98
Ingénieur	44,89	56,12	57,02	93,16	94,65	112,24	114,03
Ingénieur principal	51,57	64,47	65,50	107,01	108,73	128,93	131,00
Ingénieur en chef	63,19	78,99	80,25	131,12	133,22	157,97	160,50
Ingénieur hors classe	58,83	73,53	74,71	122,07	124,02	147,07	149,42
Ingénieur en chef hors classe	77,11	96,39	97,93	160,01	162,57	192,78	195,66

- Ces tarifs sont révisés selon les données réelles N-2 (année complète), issues du service des Ressources Humaines : 2024

**- Frais de Gestion Générale :**

Des frais de gestion générale de 13% seront appliqués sur les fournitures, travaux ou services facturés à des tiers.  
Ils sont la contrepartie des divers frais de gestion administrative et d'études à la charge de la collectivité.

DIRECTION FINANCES ET CONTRÔLE DE GESTION

Salaires horaires hors taxe  
à mettre en compte de tiers pour travaux exécutés en régie  
applicables à partir du 1er janvier 2025

RAPPEL

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	21,32 €	26,65	27,08	44,24	44,99	53,30	54,15
Adjoint technique principal 2e classe	22,67 €	28,34	28,79	47,04	47,79	56,68	57,36
Adjoint technique principal 1e classe	24,74 €	30,93	31,42	51,34	52,16	61,85	62,84
Agent de maîtrise principal	25,91 €	32,39	32,91	53,76	54,62	64,78	65,81
Technicien principal	26,66 €	33,38	33,93	55,63	56,54	67,11	68,17
Technicien principal 2ème classe	26,66 €	33,75	34,32	56,05	57,01	67,50	68,57
Technicien principal 1ère classe	27,45 €	34,35	34,95	57,02	57,93	68,70	69,80
Ingénieur principal	32,09 €	40,11	40,75	66,59	67,65	80,23	81,51
Ingénieur en chef	37,75 €	47,19	47,94	78,33	79,58	94,38	95,89
Ingénieur principal	44,27 €	55,34	56,22	91,86	93,33	110,68	112,45
Ingénieur en chef	54,63 €	68,29	69,38	113,36	115,17	136,58	138,76
Ingénieur hors classe	51,86 €	64,83	65,86	107,61	109,33	129,65	131,72
Ingénieur en chef hors classe	68,88 €	86,10	87,48	142,93	145,21	172,20	174,96

Salaires horaires avec frais de gestion

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	24,09	30,11	30,60	49,99	50,79	60,23	61,19
Adjoint technique principal 2e classe	25,62	32,02	32,53	53,16	54,01	64,04	65,07
Adjoint technique principal 1e classe	27,96	34,95	35,50	58,01	58,94	69,89	71,01
Agent de maîtrise	29,28	36,60	37,18	60,75	61,72	73,20	74,37
Technicien principal	32,08	40,10	40,74	66,57	67,63	80,20	81,48
Technicien principal 2ème classe	32,32	40,40	41,04	67,06	68,13	80,80	82,09
Technicien principal 1ère classe	31,05	38,82	39,44	64,43	65,46	77,63	78,87
Ingénieur principal	36,26	45,33	46,05	75,24	76,45	90,65	92,10
Ingénieur en chef	42,66	53,32	54,18	88,51	89,93	106,64	108,35
Ingénieur principal	50,03	62,53	63,53	103,80	105,46	125,06	127,06
Ingénieur en chef	61,73	77,18	78,40	128,09	130,14	154,33	156,80
Ingénieur hors classe	58,60	73,25	74,42	121,60	123,54	146,50	148,85
Ingénieur en chef hors classe	77,83	97,29	98,85	161,51	164,09	194,59	197,70

DIRECTION DES MOYENS GENERAUX

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

Reprographie - Nettoyage des locaux - Accueil - Courrier

	2025	2026	%
1° Reprographie - Inter collectivité - Tarif à l'unité			
taux horaire tous travaux généraux	45,00	45,50	1,11%
photocopie impression noire, support papier, par passage	0,05	0,05	0,00%
photocopie impression couleur, support papier, par passage, tout format	0,10	0,10	0,00%
plastification de document A4	0,26	0,27	3,85%
plastification de document A3	0,50	0,51	2,00%
2° Nettoyage des locaux			
Taux horaire nettoyage en régie	26,44	27,10	2,50%
Taux horaire nettoyage par entreprise d'insertion	19,25	Taux horaire en vigueur à la date de la prestation	-
3° Accueil			
Boissons	Au prix d'achat	Au prix d'achat	-
4° Courrier			
Affranchissement	Selon tarifs postaux en vigueur	Selon tarifs postaux en vigueur	-



DIRECTION DES MOYENS GENERAUX  
CENTRE WALLACH

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

1° Restauration - Par personne -

- Repas centre de loisirs
  - Repas 1 : Repas de services ou séminaires externes avec boissons
  - Apéritif déjeuner/dinatoire avec boissons
  - Apéritif simple (Boissons et amuse-bouches)
  - Barbecue et autres en extérieur tout inclus
  - Repas Formation avec service à table et boissons
  - Repas Formation sans service à table FORMULE SIMPLE (café, repas sans boissons)
  - Supplément boissons (vin, soft drink/soda)
  - Repas Formation sans service à table FORMULE WALLACH (café/viennoiseries, repas avec boissons)
  - Plateau repas à livrer
  - Supplément plateau repas : entremet
  - Supplément plateau repas : soft drink
  - Supplément plateau repas : vin
- 2° Location de salle
- Salle 1 (25 personnes), la Journée
  - Salle 1 (25 personnes), la 1/2 Journée
  - Salle 2 (Europe-Goerger - 60/80 personnes), la Journée
  - Salle 2 (Europe-Goerger - 60/80 personnes), la 1/2 Journée

NB: La location inclut sur demande la mise à disposition d'un vidéo projecteur et la fourniture d'un accueil café, thé , eau et viennoiserie à l'accueil des stagiaires le matin.

2025	2026	%
6,50	6,50	0,00%
31,60	32,00	1,27%
36,90	37,00	0,27%
-	6,00	-
42,00	42,50	1,19%
17,90	18,00	0,56%
-	10,20	-
-	2,30	-
-	14,30	-
-	23,90	-
-	1,10	-
-	2,60	-
-	6,10	-
136,00	138,00	1,47%
73,50	74,50	1,36%
178,00	180,50	1,40%
94,00	95,50	1,60%



DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATIONS

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

Travaux d'informatique hors convention

- heure d'étude et de programmation (mise au point non comprise)
- heure de technicien en informatique

2025 TTC	2026 HT	2026 TTC	%
95,35	81,05	97,26	2,00%
95,35	81,05	97,26	2,00%

DIRECTION NATURE ET ESPACES VERTS

BIODIVERSITE, CONSERVATION ET VALORISATION DU PATRIMOINE VEGETAL

Tarifs TTC – applicables à partir du 1er janvier 2026

A - Tarifs pour réfections diverses

Fourniture et réglage grossier de terre végétale, le m3	Tarif fixé selon le volume de la prestation (bordereau des prix unitaires)
Evacuation de déchets non terneux	
- terrassement mécanique, le m3 (Jusqu'à 3 km)	
- terrassement manuel, le m3 (Jusqu'à 3 km)	
- le km supplémentaire	
Engazonnement, le m2	
Fourniture de protections d'arbres	Tarif fixé suivant prix de revient
Fourniture de drains	
Fourniture de tuteurs	
Fourniture de bancs et de corbeilles à papiers	Suivant les tarifs des entrepreneurs et horticulteurs
Fourniture de plantes annuelles et de plantes vivaces	

B - Travaux d'entretien :

1) ESPACES VERTS

Prix annuel forfaitaire au m²

Catégorie	2025	2026	%
S	Tarifs fixes	Tarifs fixes	
R	Tarifs fixes	Tarifs fixes	
A	Tarifs fixes	Tarifs fixes	
C	selon marché d'entretien	selon marché d'entretien	
P	selon vigueur	selon vigueur	
P3	3,31	3,35	1,30%
R3	71,48	72,41	1,30%
G			

2) MISE A DISPOSITION ET ENTRETIEN DE BACS

Prix annuel forfaitaire

	2025	2026	%
Planté individuel	425,88	431,41	1,30%
Planté petit modèle	521,36	528,13	1,30%
Planté grand modèle	955,17	967,58	1,30%
Pique petit modèle	1 504,29	1 523,85	1,30%
Pique grand modèle	2 036,23	2 067,16	1,30%
Synthétique	44,02	45,15	1,30%

3) MATERIELS

Mise à disposition de petits matériels divers pour la maintenance des espaces verts (hors taxe) l'heure

Mise à disposition d'accessoires divers pour la maintenance des espaces verts (hors taxe) l'heure

DIRECTION NATURE ET ESPACES VERTS

BIODIVERSITE, CONSERVATION ET VALORISATION DU PATRIMOINE VEGETAL

Tarifs TTC – applicables à partir du 1er janvier 2026

C - Remplacement des arbres et arbustes

La valeur du végétal se calcule en multipliant les indices suivants :

1° Prix à l'unité, en vigueur à la date du sinistre, selon catalogue du titulaire du marché de fourniture de végétaux taille 20/25

Le choix de cette pépinière se justifie par l'assurance offerte d'une garantie de reprise absolue des végétaux (Norme ISO 9002)

Ceux-ci sont soumis à des spécifications, strictes, sur divers plans :

- authenticité variétale
- absence de défaut de développement
- conformité aux caractéristiques de l'espèce et de la variété
- absence de maladies, de parasites, de insectes nuisibles
- nombre de transplantations précisés (4 à 5)
- nombre de taille de formation
- parfait état sanitaire
- dimension des moites, emballage, conditions de transports.

2° Un indice fonction de la circonférence en cm, mesurée à 1 m du sol :

20/25	indice	1,00	90/100	12,00
25/30		1,50	100/120	16,00
30/35		2,20	120/140	25,00
35/40		3,00	140/160	36,00
40/45		3,40	160/200	46,00
45/50		4,10	200/240	59,00
50/55		4,90	240/280	71,00
55/60		5,80	280/320	82,00
60/70		6,80	sup.320	94,00
80/90		9,80		

3° Un indice fonction de la valeur esthétique et de l'état sanitaire :

Etat sanitaire	Situation	
	Groupe	Alignement
mort	0,00	0,00
précaire	0,20	0,25
intermédiaire	0,50	0,50
bon	0,80	1,00
		1,20

4° Végétaux disponibles en pépinières :

Lorsque les végétaux à remplacer sont disponibles auprès du fournisseur (essence et circonférence ou taille (identiques) : le barème expliqué sous les numéros 1° à 3° ne s'applique pas.

Le montant de l'indemnité est calculé en additionnant les frais réels, à savoir :

- les frais de déplacement des engins et des matériels
- les frais supportés pour le constat des dommages, l'essouchage de l'arbre endommagé, la plantation du nouveau végétal (main-d'oeuvre, véhicules et engins spécialisés).

5° Pour les arbres blessés au tronc, écorce arrachée ou décollée :

Une proportion est établie entre la largeur de la plaie et la circonférence du tronc. Il n'est pas tenu compte la dimension de la blessure dans le sens de la hauteur, cela n'ayant guère d'influence ni sur la guérison, ni sur la végétation future de l'arbre.

La valeur des dégâts est fixée de la manière suivante :

Lésion en % de la circonférence	
Jusqu'à 10	15
" 20	25
" 30	35
" 40	45
" 50 et plus	50 et plus

Si les tissus conducteurs de la sève sont détruits dans une grande proportion, l'arbre sera considéré comme perdu.



DIRECTION NATURE ET ESPACES VERTS  
BIODIVERSITE, CONSERVATION ET VALORISATION DU PATRIMOINE VEGETAL  
Tarifs TTC - applicables à partir du 1er janvier 2026.

- 6° Pour les arbres dont les branches sont arrachées ou cassées :
- Pour évaluer l'étendue des dommages causés à la couronne de l'arbre, on tient compte de son volume avant la mutilation.
- Une proportion est établie comme décrit ci-dessus. Si la moitié des branches est cassée ou supprimée dans leur partie inférieure, on compte la valeur totale de l'arbre.
- Si une tige générale de la couronne est nécessaire pour l'équilibre, le pour cent du dommage est fonction de cette réduction.
- 7° Pour les arbres blessés au niveau du système racinaire en fonction du diamètre de la racine touchée :
- 3 cm de diamètre : facturation de 25 % de la valeur de l'arbre  
6 cm de diamètre : facturation de 50 % de la valeur de l'arbre  
9 cm de diamètre : facturation de 75 % de la valeur de l'arbre  
12 cm de diamètre : facturation de 100 % de la valeur de l'arbre

D - Diagnostic et entretien du patrimoine arboré

1) Diagnostic du patrimoine arboré réalisé par le personnel de la Ville de Mulhouse  
Barème par arbre diagnostiqué

Nature	CODE	Sans frais de gestion générale		%
		2025	2026	
Diagnostic visuel simple	DV1	84,00	84,00	0,00%
Diagnostic visuel et investigation au pédomètre	DVip	120,00	120,00	0,00%
Diagnostic visuel et investigation au tomographe	DVtt	300,00	300,00	0,00%

2) Entretien du patrimoine arboré réalisé par le personnel de la Ville de Mulhouse

Barème horaire de mise à disposition d'un agent spécialisé avec matériels et véhicules

Nature	CODE	Sans frais de gestion générale		%
		2025	2026	
Élagage ou abattage : tous travaux sur toutes formes d'arbres avec évacuation	ELAB	60,00	60,00	0,00%
Élagage ou abattage urgent avec évacuation : intervention sous 4h pour motif sécuritaire uniquement	ELABu	90,00	90,00	0,00%
Élagage ou abattage le dimanche (ou jour férié) avec évacuation : intervention pour motif sécuritaire uniquement	ELABd	120,00	120,00	0,00%
Élagage ou abattage de nuit (de 22h à 6h) avec évacuation : intervention pour motif sécuritaire uniquement	ELABn	150,00	150,00	0,00%
Broyage de branches au sol avec évacuation ou débitage d'arbre au sol avec évacuation (suite d'intempéries ou d'accident)	BROY	60,00	60,00	0,00%
Broyage urgent de branches au sol avec évacuation ou débitage d'arbre au sol avec évacuation (suite d'intempéries ou d'accident) : intervention sous 4h pour motif sécuritaire uniquement	BROYu	90,00	90,00	0,00%
Broyage le dimanche (ou jour férié) de branches au sol avec évacuation ou débitage d'arbre au sol avec évacuation (suite d'intempéries ou d'accident) : intervention pour motif sécuritaire uniquement	BROYd	120,00	120,00	0,00%
Broyage de nuit (de 22h à 6h) de branches au sol avec évacuation ou débitage d'arbre au sol avec évacuation (suite d'intempéries ou d'accident) : intervention pour motif sécuritaire uniquement	BROYn	150,00	150,00	0,00%
Régime de souche environ 30 cm sous le niveau du sol avec évacuation et apport de terre végétale	ROGN	60,00	60,00	0,00%
Essouchage total de souche avec évacuation et apport de terre végétale	ESSOU	60,00	60,00	0,00%

DIRECTION NATURE ET ESPACES VERTS  
BIODIVERSITE, CONSERVATION ET VALORISATION DU PATRIMOINE VEGETAL  
Tarifs TTC - applicables à partir du 1er janvier 2026.

3) Location de matériel pour le diagnostic et l'entretien du patrimoine arboré

Nature	CODE	Sans frais de gestion générale		%
		2025	2026	
Utilisation d'une nacelle hydraulique pour travaux d'élagage ou d'abattage < 20m	NAC < 20m	10,24	10,24	1,30%
Utilisation d'une nacelle hydraulique pour travaux d'élagage ou d'abattage d'arbre > 20m	NAC > 20m	33,46	34,10	1,30%
Utilisation d'une rogneuse de souche	RdSO	8,89	9,01	1,30%
Utilisation d'une mini-pelle pour extraction de souche	IMPEL	67,34	68,22	1,30%

3) Diagnostic et entretien du patrimoine arboré réalisé par les prestataires de la Ville de Mulhouse  
Facturation au réel basée sur les devis établis par ces mêmes prestataires, frais de gestion en sus

E - Les frais de main-d'œuvre et de mise à disposition d'engins et de véhicules sont facturés suivant les tarifs municipaux en vigueur pour les travaux exécutés pour le compte de tiers.

F - Tarif location inférieure à 4 jours

	Tarif 2025	Tarif 2026	%
Jardinière plantée	10,24	10,24	1,30%
Grandes palmiers (ex : yucca)	33,46	34,10	1,30%
Lauriers, ficus ou mêmes catégories	16,69	16,69	1,30%
Arbuste en contenant	8,89	9,01	1,30%
Arrangement planté ou piqué grand modèle	67,34	68,22	1,30%
Arrangement planté ou piqué moyen modèle	40,41	40,94	1,30%
Arrangement planté ou piqué petit modèle	2 023,68	2 049,99	1,30%
Arrangement artificiel 30/50 cm	63,67	64,50	1,30%
Arrangement artificiel 10/15 cm	21,23	21,51	1,30%
Plante fleurie < 10 cm	4,05	4,05	1,30%
Plante fleurie < 15 cm	8,05	8,15	1,30%
Plante fleurie pot > 15 cm	13,04	13,21	1,30%
Plante verte < 15 cm	5,97	6,05	1,30%
Plante verte > 15 cm	9,29	9,41	1,30%
Plante à massif	1,45	1,47	1,30%
Sapin de Noël (5 à 8 m)	111,04	112,48	1,30%
Sapin de Noël (3 à 5m)	55,51	56,23	1,30%
Sapin de Noël (2 à 3 m)	19,97	20,23	1,30%
Sapin en pot	16,69	16,91	1,30%
Vasque 100 cm	54,89	55,60	1,30%
Vasque 150 cm	71,01	71,86	1,30%
Augette	41,26	41,80	1,30%
Banc	6,67	6,76	1,30%
Octogone	72,85	73,80	1,30%

G - Fourniture de plantes et vivaces

	Tarif 2025	Tarif 2026	%
Plantes à massifs, pot moins de 13cm de diamètre	2,10	2,10	0,00%
Plantes à massifs, pot de plus de 13cm de diamètre	3,15	3,15	0,00%
Vivaces pot de 15cm de diamètre	8,40	8,40	0,00%
Vivaces pot de plus de 15cm de diamètre	16,80	16,80	0,00%
Vivaces conteneur de 26cm de diamètre	42,00	42,00	0,00%
Grandes plantes vertes	63,00	63,00	0,00%

Les frais de mise en place (main-d'œuvre et transport) sont facturés suivant les barèmes en vigueur. En cas de vol, le remplacement des décorations florales est facturé selon le coût réel.

H - Toutes les prestations ne figurant pas dans les paramètres précédents seront l'objet d'une facturation selon les tarifs en vigueur lors des marchés en cours de Nature Espace Vert.

DIRECTION NATURE ET ESPACES VERTS  
PARC VEHICULES

Barème horaire de mise à disposition de véhicules  
(sans conducteur)

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

Nature	Catégorie	Sans frais de gestion générale		Avec frais de gestion générale	
		2025	2026	2025	2026
Tourisme utilitaire	12	3,9%	4,01	1,30%	4,52
Fourgon	13	6,12	6,20	1,30%	6,94
Tracteur agricole et mini tracteur	13	22,88	23,18	1,30%	26,19
Véhicule de propriété PTC	18	14,54	14,64	1,30%	16,64
Camion > à 3 T et < à 13 T. de PTC	48	12,06	12,16	1,30%	13,72
Camion > à 3 T et < à 13 T. de PTC	23	16,06	16,27	1,30%	18,40
Voyage de tourisme	23	10,53	10,67	1,30%	12,03
Voyage de tourisme	88	10,53	10,67	1,30%	12,03
Engin spécial-quadroneuse	25	55,56	56,28	1,30%	62,78
Pelle mécanique	30	64,04	64,87	1,30%	73,25
Engin de propriété	34	67,55	68,43	1,30%	77,32
Engin de manutention	51	23,29	23,59	1,30%	26,65
Camion < ou égal à 19 T. de PTC	84	45,94	46,54	1,30%	52,58
Camion > à 19 T. de PTC	44	56,75	57,49	1,30%	64,98
Nacelle PL	83	57,13	57,87	1,30%	65,38

Salaires horaires hors taxe applicables au 1er janvier 2026

Catégorie	Sans frais de gestion		Avec frais de gestion générale	
	2025	2026	2025	2026
Conducteur P.L. et engins (en cas de mise à disposition de véhicule avec chauffeur)	46,36	46,96	51,11	51,77

Ces tarifs seront réajustés lors de chaque revalorisation des salaires horaires à mettre en compte aux tiers pour travaux exécutés en régie.

Matériels

	2025	2026	%
Mise à disposition de tondeuses autoportées frontales avec bac de ramassage (hors taxe) l'heure	42,87	43,43	1,30%
Mise à disposition de désherbeurs à eau chaude (hors taxe) l'heure	42,87	43,43	1,30%

Barème horaire de mise à disposition des véhicules des plateformes d'auto partage

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

Nature	Sans frais de gestion générale		Avec frais de gestion générale	
	2025	2026	2025	2026
VL Urbaine	5,10	5,17	1,30%	5,76
VL Fourgonnette	5,61	5,68	1,30%	6,34
VL Fourgon	6,63	6,72	1,30%	7,50
VL Nacelle	20,40	20,67	1,30%	23,05

DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE  
DEPLACEMENTS ET CIRCULATION

Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2026

	2025	2026	%
1° Fouilles sur la voie publique - Rétablissement de la signalisation horizontale	20,00	20,50	2,50%
- Marquage d'axe (de 10 à 30 cm de largeur), le ml	103,00	104,00	0,97%
- Marquage de surface (zébras, priorité, passage piétons, piste cyclable), le m²	282,00	285,00	1,06%
- Pose de logos préfabriqués, l'unité	203,00	205,00	0,99%
- Pose de flèches directionnelles, l'unité	132,00	133,00	0,76%
- Pose de lettrages, l'unité	108,00	109,00	0,93%
- Enlèvement de la signalisation par peinture noire, brolage ou rabotage, le m²	-	408,00	-
- Marquage ludique, le m²	-	400,00	-
- Marquage design vélo, l'unité	575,00	580,00	0,87%
- forfait pour intervention	10,00	10,00	0,00%
2° Clefs et cartes actionnant les bornes automatiques	50,00	50,00	0,00%
- Renouvellement en cas de vol (sur présentation d'une copie de la déclaration de vol)	50,00	50,00	0,00%
- Renouvellement en cas de détérioration ou de perte et vente aux ayants-droits non riverains de la zone piétonne considérée	50,00	50,00	0,00%
- Caution	50,00	50,00	0,00%
- Facturation en cas de non restitution	50,00	50,00	0,00%
- Fourniture de badges aux entreprises intervenant dans les rues piétonnes	20,00	20,00	0,00%
- Prix unitaire pour une quantité inférieure à 5 badges	20,00	20,00	0,00%
- Prix unitaire pour une quantité à partir d'une quantité de 6 badges	50,00	50,00	0,00%
3.1° Télécommandes actionnant des barrières	50,00	50,00	0,00%
- Caution	50,00	50,00	0,00%
3.2° Clefs ouvrant les potelets	63,00	64,00	1,59%
4° Comptage et mesure du trafic	290,00	293,00	1,03%
- Fourniture de données de comptage à un endroit précis - l'unité	0,00	0,00	0,00%
- Comptage et mesure de la vitesse du trafic automobile, pendant 24 heures à un endroit défini	40,00	40,00	0,00%
5° Stationnement horaire sur voirie	2,00	2,00	0,00%
- Zone de rotation rapide - Zone Rouge (pour stationnement inférieur à 30 minutes)	40,00	40,00	0,00%
- Zone de rotation rapide - Zone Orange (pour stationnement entre 30 minutes et 4 heures)	40,00	40,00	0,00%
- Zone de courte durée - Zone Orange (pour stationnement entre 2 heures et 4 heures)	40,00	40,00	0,00%
- Zone de courte durée - Zone Verte (par heure jusqu'à 4 heures)	1,00	1,00	0,00%
- Zone de longue durée - Zone Verte (entre 4h et 8 heures)	40,00	40,00	0,00%
- Forfait de post stationnement minioré (payé dans les 72 heures)	25,00	25,00	0,00%
- Forfait de post stationnement	40,00	40,00	0,00%
6° Forfaits de stationnement sur voirie	3,00	3,00	0,00%
- Forfait entrées	25,00	25,00	0,00%
- 1 jour	75,00	75,00	0,00%
- 3 mois			
- 3 mois			
Forfait étudiants	1,00	1,00	0,00%
- 1 jour	2,50	2,50	0,00%
- 1 semaine	10,00	10,00	0,00%
- 1 mois	20,00	20,00	0,00%
- 3 mois			
Forfait résidents, jusqu'à 2 véhicules	5,00	5,00	0,00%
- 1 semaine	15,00	15,00	0,00%
- 1 mois	30,00	30,00	0,00%
- 3 mois	100,00	100,00	0,00%
- 1 an			



DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE  
DEPLACEMENTS ET CIRCULATION

Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2026

7° Parkings en ouvrage

7.1 PORTE JEUNE - CENTRE - MARECHAUX - FILATURE

Clients visiteurs touristes

Paliers de paiement :

Le quart d'heure jusqu'à 15 minutes de stationnement (minimum de paiement)  
Le quart d'heure entre 15 minutes et 45 minutes de stationnement  
Le quart d'heure entre 45 minutes et 1 h de stationnement  
Le quart d'heure entre 1 h et 1 h15 de stationnement  
Le quart d'heure entre 1h15 et 2h00 de stationnement  
Le quart d'heure entre 2h00 et 4h00 de stationnement  
Le quart d'heure entre 4h00 et 11h00 de stationnement  
Stationnement de 11 à 24 h, le forfait

Liste de forfaits

Forfait soirée ( entre 19h et 1h ), pour Centre et Porte Jeune  
Forfait sortie ( entre 19h et 1h ), pour Maréchaux  
Forfait nuitée ( entre 18h et 1h ), pour Filature  
Forfait nuit ( entre 1h et 7h )  
Forfait une semaine  
Forfait 2 jours

7.2 GARE CENTRALE P2

Clients visiteurs touristes

Paliers de paiement :

Le quart d'heure jusqu'à 30 minutes de stationnement  
Le quart d'heure entre 30 minutes et 45 minutes de stationnement (minimum de paiement)  
Le quart d'heure entre 45 minutes et 1h de stationnement  
Le quart d'heure entre 1h et 1h15 de stationnement  
Le quart d'heure entre 1h15 et 2h de stationnement  
Le quart d'heure entre 2h et 2h15 de stationnement  
Le quart d'heure entre 2h15 et 3 h de stationnement  
Le quart d'heure entre 3h et 3h15 de stationnement  
Le quart d'heure entre 3h15 et 4 h de stationnement  
Le quart d'heure entre 4h et 4h15 de stationnement  
Le quart d'heure entre 4h15 et 6 h de stationnement  
Le quart d'heure entre 6h et 6h15 de stationnement  
Le quart d'heure entre 6h15 et 7 h de stationnement  
Le quart d'heure entre 7h et 7h15 de stationnement  
Le quart d'heure entre 7h15 et 24h00 de stationnement  
Ticket Perdu

7.3 PORTE HAUTE

Clients visiteurs touristes

Paliers de paiement :

Le quart d'heure jusqu'à 15 minutes de stationnement (minimum de paiement)  
Le quart d'heure entre 15 minutes et 45 minutes de stationnement  
Le quart d'heure entre 45 minutes et 1 h de stationnement  
Le quart d'heure entre 1 h et 1 h15 de stationnement  
Le quart d'heure entre 1h15 et 2h00 de stationnement  
Le quart d'heure entre 2h00 et 4h00 de stationnement  
Le quart d'heure entre 4h00 et 11h00 de stationnement  
Le quart d'heure entre 11h00 et 12h00 de stationnement  
Stationnement de 12 à 24 h, le forfait

De 19h à 9h

Dimanches et jours fériés

DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE



DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE  
DEPLACEMENTS ET CIRCULATION

Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2026

8° Parkings en ouvrage : abonnements mensuels

Abonnements pour les résidents, salariés et professionnels

Porte Jeune

Permanent non résident  
Place double  
Place réduite  
Résident en foisonnement  
Résident sur place réservée  
Forfait ponctuel 1 mois  
Abonnement permanent B inférieur  
Moto permanent  
Moto jour  
Jour travail (lundi au dimanche)  
Jour travail (lundi au vendredi)  
Permanent non résident  
Résident (niveau supérieur uniquement)  
Jour travail (lundi au dimanche)  
Jour travail (lundi au vendredi)  
Heures creuses de 18h à 10h du matin (24h/24h, week-end et jours fériés)  
Forfait ponctuel 1 mois

Centre

Maréchaux

Permanent non résident  
Heures creuses  
Résidents  
Jour travail (lundi au dimanche)  
Jour travail (lundi au vendredi)  
Forfait ponctuel 1 mois  
Moto permanent  
Moto jour

Flammariion

Permanent non résident  
Résident en foisonnement  
Box  
Jour travail (lundi au dimanche)

au 1er juillet 2025

Filature

Permanent non résident  
Résident en foisonnement  
Jour travail (lundi au vendredi)  
Jour travail (lundi au dimanche)

Porte Haute

Abonnement mensuel  
Forfait 1 semaine (7 jours consécutifs)  
Forfait 2 semaines (14 jours consécutifs)  
Forfait 1 mois (30 ou 31 jours consécutifs)  
Renouvellement badge

Gare Centrale P2 | P3

Abonnement d'un mois (abonnés snrf)  
Forfait 1 semaine (7 jours consécutifs)  
Forfait 2 semaines (14 jours consécutifs)  
Forfait 1 mois (30 ou 31 jours consécutifs)  
Abonnement mensuel (engagement minimum 3 mois)  
Abonnement amodiations  
Abonnement amodiations plot 2A  
Renouvellement badge

2025	2026	%
70,00	70,00	0,00%
79,00	79,00	0,00%
41,50	41,50	0,00%
47,50	47,50	0,00%
58,00	58,00	0,00%
81,00	81,00	0,00%
55,00	55,00	0,00%
44,50	44,50	0,00%
33,50	33,50	0,00%
47,50	47,50	0,00%
41,00	41,00	0,00%
60,50	60,50	0,00%
47,50	47,50	0,00%
41,00	41,00	0,00%
36,00	36,00	0,00%
69,50	69,50	0,00%
80,50	80,50	0,00%
47,50	47,50	0,00%
47,50	47,50	0,00%
40,50	40,50	0,00%
92,50	92,50	0,00%
44,50	44,50	0,00%
33,50	33,50	0,00%
57,00	57,00	0,00%
52,50	52,50	0,00%
68,50	68,50	0,00%
47,50	47,50	0,00%
71,20	71,20	0,00%
48,00	48,00	0,00%
40,80	40,80	0,00%
48,00	48,00	0,00%
44,00	44,00	0,00%
30,00	30,00	0,00%
50,00	50,00	0,00%
62,00	62,00	0,00%
31,00	31,00	0,00%
22,00	22,00	0,00%
30,00	30,00	0,00%
52,00	52,00	0,00%
62,00	62,00	0,00%
46,00	46,00	0,00%
33,00	33,00	0,00%
20,00	20,00	0,00%
31,00	31,00	0,00%

DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE  
DEPLACEMENTS ET CIRCULATION

Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2026

9° Fourniture aux entreprises de renseignements relative à la réglementation de la circulation

- Extrait du fichier carrefour (régime de priorité)
- Fourniture d'un plan, d'un diagramme des feux tricolores

10° Location de cônes KS classe 2, l'unité, par jour

11° Remplacement de cônes KS non rendu rétro classe 2

- hauteur 500
- hauteur 750

12° Location de signalisation de police, directionnelle ou temporaire

- Mise à disposition de signalisation de police, directionnelle ou temporaire montée sur barrière ou socle mobile, par unité et par jour

13° Location de séparateur de voie

- Mise à disposition de séparateur de voie, par unité et par jour

14° Remplacement d'un séparateur de voie

- Séparateur de voie non rendu ou détérioré, l'unité

15° Remplacement de signalisation de police, directionnelle ou temporaire

- Signalisation montée sur barrière ou sur socle mobile non rendue ou détériorée, l'unité

16° Dégâts au domaine public routier (DDPR)

- Dégâts sur ensemble de police
- Dégâts sur potelet fixe
- Dégâts sur potelet amovible
- Dégâts sur barrière
- Dégâts sur balise souple

	2025	2026	%
9°	67,00	68,00	1,49%
	61,00	62,00	1,64%
10°	1,60	1,70	6,25%
11°	85,00	86,00	1,18%
	115,00	116,00	0,87%
12°	9,00	9,50	5,56%
13°	17,00	18,00	5,88%
14°	58,00	59,00	1,72%
15°	185,00	187,00	1,08%
	780,00	790,00	1,28%
16°	580,00	590,00	1,72%
	680,00	690,00	1,47%
	720,00	730,00	1,39%
	-	80,00	-

DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE  
DOMAINE PUBLIC ROUTIER

Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2026

1° Redevance temporaire d'occupation privative des voies ouvertes à la circulation publique

- minimum de durée : 1 semaine
- minimum d'emprise : 1 m²
- minimum de perception : 16€
- Toute semaine commencée compte pour 1 semaine entière.
- a) Surface occupée (Echafaudage, dépôt de matériaux, clôture de chantier, benne, véhicules...)
- centre-ville (délimité par Kennedy / Preiss /Clémenceau / Metz), par semaine/m²
- zones, par semaine, des travaux portant sur les ouvrages de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz /ml et par an
- ROPDp
- Pour les travaux uniquement de ravalement de façade ou de peinture, une exonération de la redevance est accordée pendant 2 mois.
- Cette exonération est supprimée pour les échafaudages mis en place avant l'obtention de l'arrêté d'autorisation, ou si l'installation est non conforme à l'autorisation délivrée.

b) Neutralisation d'un emplacement de stationnement devant

- par empiètement et par semaine

c) Toute occupation de la voie publique sans autorisation ou non conforme est facturée jusqu'à régularisation.

- surface occupée au centre ville, par semaine / m²
- surface occupée hors centre ville, par semaine / m²
- neutralisation d'une place de stationnement payant, par semaine
- Etant entendu que si la facturation est inférieure au forfait ci-après, ce dernier sera appliqué a minima :

- d) Frais de dossier en cas de modification de la demande initiale traitée
- forfait pour reprise et retraitement du dossier (modifications des délais, nature des mesures)
- forfait pour demande de prolongation des actes administratifs

2° Occupation permanente de la voie publique

- a) Installations permanentes au sol (bâtements, clôtures, sauts de loup, etc...)
- hors centre-ville, par mètre carré ( / m²) le minimum de perception est fixé à 1m²
- bâtiments, clôtures, etc.
- rampe d'accès PMR (personnes à mobilité réduite) aux commerces y compris mobilier de protection (bacs à fleurs, etc.)

- b) Occupation pour les réseaux en sous-sol (câbles, fourreaux, chambres, etc.)
- par mètre linéaire d'emprise et par nombre de conduites, câbles, gaines, etc
- par mètre carré de surface (regards, tampons, saut de loup, etc.)

c) Occupation pour les opérateurs de télécommunications sur le domaine public

- par kilomètre et par artère en souterrain
- par m² de surface occupée au sol
- par kilomètre et par artère en aérien
- par antenne
- par pylône
- par mètre en chemin de câble en parking souterrain
- par mètre de câbles occupant les gares de ville (prix au m par câble et par an)
- par câble supporté par les poteaux de la ville (prix par câble fixé sur le poteau /an)
- par câble supporté par les poteaux de la ville (prix par câble fixé sur le poteau /an)

d) Occupation pour les opérateurs de télécommunications sur le domaine privé de la

- Ville de Mulhouse
- par ml de gaine, conduite, câble en terre en souterrain
- par ml de câble aérien
- par m² de surface occupée au sol
- par m² de surface occupée dans le bâtiment

	2025	2026	%
1°	3,40	3,40	0,00%
	1,70	1,70	0,00%
	0,35	0,35	0,00%
	37,00	37,00	0,00%
	25,00	25,00	0,00%
	15,00	15,00	0,00%
	100,00	100,00	0,00%
	250,00	250,00	0,00%
	50,00	50,50	1,00%
	25,00	25,50	2,00%
	22,00	22,30	1,36%
	7,20	7,30	1,39%
	4,40	4,50	2,27%
	21,60	22,00	1,85%
	39,50	40,00	1,27%
	26,30	26,50	0,76%
	52,70	53,00	0,57%
	236,90	237,00	0,04%
	463,50	465,00	0,32%
	1,40	1,45	3,57%
	0,70	0,75	7,14%
	50,00	51,00	2,00%
	4,20	4,30	2,38%
	4,25	4,35	2,35%
	26,19	26,30	0,42%
	50,00	50,50	1,00%

DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE  
DOMAINE PUBLIC ROUTIER

Tarifs TTC applicables à partir du 1er janvier 2026 (suite).

3° Intervention d'office

- a) Contrôle sur chantier non conforme (article 42 du règlement de voirie)  
- Contrôle de la nature des matériaux - par essai non conforme  
- Contrôle de compactage (pénétromètre) - par essai non conforme  
b) Frais de dossier de mise en demeure  
- forfait pour préparation de l'intervention d'office  
c) Les interventions d'office sont ensuite facturées selon le décompte réel des travaux.  
Conformément aux dispositions de l'article 46.3 du règlement de voirie, le montant des travaux est augmenté du montant des frais de maîtrise d'œuvre et des contrôles nécessaires selon les taux suivants :
- 20 % du coût des travaux pour la tranche de 1 à 2 300 € TTC
  - 15 % du coût des travaux pour la tranche de 2 301 € à 7 600 € TTC
  - 10 % du coût des travaux pour la tranche au dessus de 7 600 € TTC

4° Mise en place de panneaux dans le cadre d'un déménagement

Tarif de pose et dépose de panneaux de stationnement interdit dans le cadre d'un déménagement :  
- pour un panneau "interdiction de stationner" pendant 3 jours

5° Mise à niveau d'ouvrages ( article 18.2 du règlement de voirie).

Tarif de mise à niveau d'ouvrages concessionnaires lors de réfections de voirie

- Forfait de mise à niveau de bords de chaussée à élé ou d'hydrant (l'unité)
- Forfait de mise à niveau de tabouret siphon (l'unité)
- Forfait de mise à niveau de regard de canalisation (l'unité)
- Forfait de mise à niveau de chambre télécom (Fibre l'unité)

	2025	2026	%
	480,00	480,00	0,00%
	430,00	430,00	0,00%
	155,00	155,00	0,00%
	46,00	47,00	2,17%
	107,00	110,00	2,80%
	215,00	220,00	2,33%
	215,00	220,00	2,33%
	375,00	380,00	1,33%

DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE  
AGENCE CENTRALE DE TRAVAUX DE VOIRIE

Tarifs horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

1° - Location d'engins sans conducteur, location de petit matériel et de matériaux

- rouleau double billes 600kg
- compresseur grand modèle et marteau
- compresseur petit modèle et marteau
- scie à sol
- groupe électrogène
- découpeuse thermique
- plieuse
- plaque vibrante
- compresseur et marteau hydraulique
- rouleau tandem
- Bloc granit (prix à la pièce / prestation)
- barrière bleue (prix par jour)
- barrière jaune (prix par jour)
- barrière de chantier rouge/blanc ( prix par jour )

	2025	2026	%
	14,50	14,70	1,38%
	23,00	23,30	1,30%
	14,00	14,20	1,43%
	14,50	14,70	1,38%
	10,50	10,60	0,95%
	10,30	10,40	0,97%
	10,80	10,90	0,93%
	6,00	6,10	1,67%
	23,00	23,30	1,30%
	29,00	29,50	1,72%
	80,00	81,00	1,25%
	1,60	1,65	3,12%
	3,20	3,25	1,56%
	1,80	1,85	2,78%

2° - Fournitures

Les tarifs 2026 appliqués pour les matériaux, sont ceux des marchés de fournitures en vigueur.

DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE  
EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET LUMINEUX

Nomenclature des travaux et fournitures

Tarifs horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

1. Eclairage public

1. Heure élévateur à nacelle hauteur de travail 17 mètres
2. Heure élévateur à nacelle hauteur de travail 13 mètres
3. Heure de camion avec engin de levage pour déposer et repose candélabres
4. Heure de groupe mobile d'oxydépouillage au chalumeau ou poste de soudure
5. Heure d'engin compresseur
6. Heure d'engin compresseur
7. Fourniture et mise en oeuvre d'une boîte de jonction type 32 A3
8. Fourniture et pose d'une armoire de commande et de distribution éclairage public entièrement équipée
9. Fourniture et pose d'un candélabre de 4 à 5 mètres
10. Fourniture et pose d'un candélabre de 6 à 8 mètres
11. Fourniture et pose d'un candélabre de 10 à 11 mètres
12. Fourniture et pose d'un candélabre de 12 à 13 mètres
13. Fourniture et pose d'un candélabre de 8 à 9 mètres avec crosse haubaniée de 3m
14. Fourniture et pose d'un candélabre de style en fonte de 3 mètres
15. Fourniture et pose d'un candélabre de style en fonte de 3 mètres
16. Fourniture et pose d'un candélabre de style en fonte de 3 mètres
17. Fourniture et pose d'un candélabre de style en fonte de 3 mètres
18. Fourniture et pose d'un candélabre de style en fonte de 3 mètres
19. Fourniture et pose d'une console murale en fer forgé pour luminaire de style en fonte
20. Fourniture et pose d'une console murale en fer forgé pour luminaire de style en fonte
21. Fourniture et pose d'un massif au pied d'un candélabre
22. Fourniture et pose en tranchée ouverte de câble B.T.U 1000 R02V 4 G 16 : le m
23. Fourniture et pose en tranchée à exécuter de câble B.T.U 1000 R02V 4 G 16, y compris remise en état des lieux : le ml
24. Fourniture et pose de câble autoporteur en ligne aérienne section 4 x 25 Alu : le ml
25. Remplacement d'une enveloppe d'armoire de commande en polyester armé fibre de verre à 2 portes
26. Remplacement d'une enveloppe d'armoire de commande en acier anti-vandalisme
27. Dépose d'un mât, protection des câbles

2. Feux tricolores

1. Remplacement d'un massif béton pour potence ou candélabre, dimensions 1,2 x 1,2 x 1 mètre
2. Remplacement d'un massif béton pour poteaux fûts ou potelets dimensions 0,50 x 0,50 x 0,80 mètre
3. Remplacement d'un massif béton pour borne lumineuse dans de l'enrobé
4. Remplacement d'un massif béton pour borne lumineuse dans des pavés
5. Remplacement d'un massif armoire feu et reprise de l'enrobé
6. Remplacement d'un massif de lecteur de badges dans les pavés
7. Remplacement d'un massif d'une armoire pour bornes automatiques et reprise des pavés
8. Remplacement d'un massif d'un totem de pilotage de bornes (PCA ou PCI) avec reprise des pavés
9. Remplacement d'une armoire de pilotage de feux tricolores (sans le massif)
10. Remplacement d'une potence 5 m en aluminium, dépose et repose (sans le massif)
11. Remplacement d'une potence 6 m en aluminium, dépose et repose (sans le massif)
12. Dépose d'un poteau polyester équipé, fourniture et pose d'un nouveau (sans feu)
13. Dépose d'un poteau acier équipé, fourniture et pose d'un nouveau (sans feu)
14. Dépose d'un potelet en fonte équipé, fourniture et pose d'un nouveau (sans feu)
15. Dépose d'un potelet en fonte équipé, fourniture et pose d'un nouveau (sans feu)
16. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un feu tricolore diamètre 300 millimètres
17. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un feu tricolore diamètre 100 millimètres
18. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un feu TRAM diamètre 200 millimètres
19. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un feu TRAM diamètre 200 millimètres
20. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un feu mixte diamètre 200 millimètres

DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE  
EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET LUMINEUX

Nomenclature des travaux et fournitures

Tarifs horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

2. Feux tricolores (suite)

21. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un répétiteur trafic
22. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un répétiteur avec signaux bus ou cycliste voyant
23. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un signal piétons (avec dispositif mal voyant)
24. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'une flèche orange ou croix grecque
25. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'un coffret appel piétons à pousser
26. Fourniture, pose, raccordement et mise en service d'une borne lumineuse
27. Fourniture, remplacement et raccordement d'une borne automatique dans caisson existant et mise en service
28. Fourniture, pose et raccordement d'un potelet en acier peint équipé de feux pour bornes automatiques (sans massif)
29. Fourniture et Changement de vis de couvercle inox (par couvercle)
30. Fourniture, pose et raccordement d'un potelet muni d'un lecteur de carte (sans massif)
31. Fourniture, pose et raccordement d'un potelet muni d'un lecteur de carte et d'une imprimante monodécade ou d'une armoire de pilotage
32. Fourniture et remplacement de vis fusibles M16 inox
33. Fourniture et remplacement de deux sangliers
34. Fourniture et remplacement de deux guides pour bornes automatiques
35. Remplacement d'un tête de borne automatique

3. Intervention de sécurité d'office sans préavis

- Ces travaux concernent le traitement dans l'urgence:
- les mises en sécurité électrique ou mécanique d'installations
  - les réparations urgentes de fibres optiques
  - les interventions suite à endommagement destinées à assurer une continuité de service
  - la modification ou le dépannage dans l'urgence de carrefour à feux ou de feux de chantier

Les interventions d'office sont facturées selon le décompte réel des travaux augmentés d'une plus value fixe pour les frais d'organisation et de contrôle selon les coûts suivants :

Articles

1. diagnostic d'une installation électrique ou de télécommunication, suite à une intervention
2. mise en sécurité, réalisation de boîte électrique, continuité de service
3. intervention sur un feu de chantier sans astreinte communiquée
4. intervention sur fibre optique
5. location à la journée de barrières pour mise en sécurité (prix pour une barrière)
6. location cône de protection et de raccordement électrique pour mise en sécurité, par jour

Main-d'œuvre

Les tants de main d'œuvre à utiliser seront ceux des salaires normaux à mettre en compte aux tiers pour travaux exécutés en régie, calculés par le service des finances. Ils seront réajustés lors de chaque revalorisation des salaires.

2025	2026	%
566,00	573,00	1,24%
597,00	605,00	1,34%
968,00	981,00	1,34%
620,00	628,00	1,29%
497,00	503,50	1,31%
1 114,00	1 129,00	1,35%
8 077,00	8 182,00	1,30%
3 710,00	3 758,00	1,29%
177,00	179,00	1,13%
3 900,00	3 951,00	1,31%
21 217,00	21 493,00	1,30%
104,00	105,00	0,96%
146,00	148,00	1,37%
458,00	464,00	1,31%
1 312,00	1 329,00	1,30%

2025	2026	%
357,00	362,00	1,40%
582,00	590,00	1,37%
582,00	590,00	1,37%
349,00	354,00	1,43%
1,55	1,60	3,23%
3,10	3,15	1,61%

DIRECTION VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE  
PROSPECTIVES ET GRANDS PROJETS DE VOIRIE

Tarifs horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

- 1° Gestion et entretien d'abris vélos**  
- Vélobox : abonnement mensuel  
- Vélobox : abonnement trimestriel
- 2° Forfait Véloparc Marché**  
- Abonnements mensuels (places réservés) : nombre d'accès illimité, sans limite de temps
- 3° Tarifs horaire Véloparc Marché**  
- Moins de 1h  
- Jusqu'à 3h  
- Jusqu'à 6h  
- Jusqu'à 12h  
- Au-delà de 12h (Stationnement limité à 12h maximum, pénalité supplémentaire, tout vélo pourra être retiré).

2025	2026	%
5,00	5,00	0,00%
12,00	12,00	0,00%
-	5,00	-
-	Gratuit	-
-	1,00	-
-	2,00	-
-	3,00	-
-	5,00	-

DIRECTION DU PATRIMOINE BATI  
ATELIERS BATIMENT

Taux horaires hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

Taux horaire	Catégorie	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
		Tarif	Tarif	%	Tarif	Tarif	%
		2025	2026		2025	2026	
Taux véhicules	Forfait horaire lié aux heures de main-d'oeuvre	1,90	1,95	2,63%	2,16	2,22	2,78%
Taux sonorisation	Forfait lié à la mise à disposition d'agents et de matériel de sonorisation pour une cérémonie commémorative, du lundi au samedi inclus (prix net)	-	-	0,00%	420,00	425,00	1,19%
Taux sonorisation	Forfait lié à la mise à disposition d'agents et de matériel de sonorisation pour une cérémonie commémorative, dimanches et jours fériés (prix net)	-	-	0,00%	840,00	850,00	1,19%

Main-d'œuvre

Les tarifs de main d'œuvre à utiliser seront ceux des salaires horaires à mettre en compte aux tiers pour travaux exécutés en régie calculés par le service des Finances.  
Ils seront réajustés lors de chaque revalorisation des salaires.

DIRECTION AMENAGEMENT  
URBANISME REGLEMENTAIRE

Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

1° Prix de vente des extraits du P.L.U. (Plan Local d'Urbanisme)

- Tirage de plans :
- document en noir et blanc
- document en couleur

2025	2026	%
4,62	4,68	1,30%
9,45	9,57	1,30%

2° Prix de vente du dossier complet du P.L.U.

2025	2026	%
525,00	531,83	1,30%

DIRECTION AMENAGEMENT  
GESTION IMMOBILIERE ET FONCIERE

Tarifs municipaux hors taxe applicables à partir du 1er janvier 2026

Tous les tarifs sont annuels et indivisibles prorata temporis

1° Droits de reconnaissance

- R1 emprise dans le sol du domaine communal (par m²/an)
- R2 sans emprise dans le sol (par m²/an)
- R4 pose de conduite
- droit de passage
- pose de marquises, fenêtres, portes, mâts
- attaches
- stations transformatrices E.D.F.
- sous-répartiteurs P.T.T.

2025	2026	%
1,95	1,97	1,03%
1,25	1,27	1,60%
30,00	31,00	3,33%
110,00	112,00	1,82%
4,45	4,50	1,12%
8,40	8,50	1,19%
16,50	16,70	1,21%
34,20	34,70	1,46%
297,00	300,00	1,01%
0,78	0,78	0,00%
0,58	0,58	0,00%
94,00	96,00	2,13%
4,85	4,9	1,03%
23,50	23,8	1,28%
11,00	11,1	0,91%
3,65	3,69	1,10%
78,00	78,00	0,00%
78,00	78,00	0,00%
15,00	15,00	0,00%

2° Locations (par are/an)

- J1 - terrains
- J2 - terrains concédés à l'Association des Amis des Jardins Ouvriers jardins familiaux
- J3 - terrains parcellés
- J4 - terrains parcellés clôturés
- J5 - jardins isolés, clôturés, bien situés
- J6 - terrain d'agrément intégré dans une propriété privée
- J7 - terrains parcellisés destinés aux agriculteurs à titre précaire (l'are hors charges)
  - région Plaine de l'Ille
  - région Sundgau - Jura

3° Location de locaux et terrains aux associations (sportives, culturelles ou autres)

Redevance symbolique

4° Occupation du sous-sol du domaine privé

- par mètre linéaire d'emprise et par le nombre de conduites, câbles, gaines, etc...
- par mètre carré de surface (regard, piézomètre, etc...)

5° Terrains pour autres usages (par m²/an)

6° Mise à disposition de terrains pour expositions ou ventes (par m²/jour)

7° Caution pour mise à disposition d'un émetteur d'ouverture de porte de garage (ce tarif est susceptible d'être modifié en cours d'année)

8° Prix d'une télécommande (en cas de perte, détérioration, non restitution)

9° Minimum de perception





2025	2026	%
97,00	97,00	0,00%
142,50	142,50	0,00%
23,20	23,20	0,00%
43,70	43,70	0,00%
143,00	143,00	0,00%
33,20	33,20	0,00%
23,20	23,20	0,00%
62,60	62,60	0,00%
47,30	47,30	0,00%
186,00	186,00	0,00%
34,20	34,20	0,00%
24,20	24,20	0,00%
29,10	29,10	0,00%
23,50	23,50	0,00%
410,00	410,00	0,00%
308,00	308,00	0,00%
119,00	119,00	0,00%
95,50	95,50	0,00%
1 275,00	1 275,00	0,00%
28,70	28,70	0,00%
318,00	318,00	0,00%
441,00	441,00	0,00%
352,00	352,00	0,00%
11,75	11,75	0,00%
70,80	70,80	0,00%
95,50	95,50	0,00%
169,00	169,00	0,00%

- 2) Conservateurs à glaces, distributeurs de confiseries, de boissons, appareils similaires

L'unité

8) Panneaux publicitaires mobiles, chevalets et oriflammes

- 1ère zone, 1er chevalet

- 2ème zone, 2ème chevalet

- 2ème zone, 2ème chevalet
- 9) Vitrine et panneaux en saillie (caissons vitrés apposés aux façades d'immeubles)

Saillie comprise entre 0,10 et 0,16 m

- 1ère zone, le mètre linéaire

- 2ème zone, le mètre linéaire

Saillie comprise entre 0,17 et 0,20 m

- 1ère zone, le mètre linéaire

- 2ème zone, le mètre linéaire
- 10) Distributeurs de journaux gratuits et de brochures (L'unité).

11) Isolation sur l'extérieur des constructions implantées sur l'alimentation de rue (seuil maximum 10 cm non soumis à la perception d'une taxe, décision de la municipalité du 14 mai 1979)

Saillie supérieure à 0,10 m

- 1ère zone, le mètre linéaire

- 2ème zone, le mètre linéaire
- 12) Terrasses de cafés non couvertes

- 1ère zone, le m²

- 2ème zone, le m²

Place de stationnement / par emplacement

- 1ère zone

- 2ème zone
- 13) Terrasses de cafés fermées (terrasse couverte et close dont les éléments d'assemblage sont conçus afin de rendre l'ensemble du dispositif facilement démontable, sans qu'il s'agisse d'un rangement

Certaines installations pourront, en fonction de leurs caractéristiques et de la durée d'utilisation, faire l'objet d'une déclaration préalable ou d'un permis de construire).

- 1ère zone, le m²

- 2ème zone, le m²
- 14) Camions-magasins et similaires

pour un arrêt supérieur à 10 minutes par rue

par journée d'occupation par semaine

occupation journalière occasionnelle liée à des activités spécifiques (équipement culturels, sportifs par ex.) par jour
- 15) Exposition, vente de véhicules automobiles

par véhicule

- en zone non-piétonne

- en zone piétonne
- 16) Taxis

par véhicule

- en zone non-piétonne

- en zone piétonne
- 17) Vente sapins

Emplacements par tranche de 10 m²

8. Perception au jour le jour
- 1) Exposition, vente de véhicules automobiles, vol capif, de montesolfaires

par véhicule

- en zone non-piétonne

- en zone piétonne

par montgolfière

2025	2026	%
137,50	137,50	0,00%
885,00	885,00	0,00%
18,60	18,60	0,00%
282,00	282,00	0,00%
0,38	0,38	0,00%
0,38	0,38	0,00%
18,30	18,30	0,00%
3,00	3,00	0,00%
8,80	8,80	0,00%
1484,00	1484,00	0,00%
985,00	985,00	0,00%
313,50	313,50	0,00%
510,00	510,00	0,00%
720,00	720,00	0,00%
-	-	7,00
-	-	143,00
-	-	6,90
-	-	13,70
-	-	27,40
-	-	27,40
-	-	34,50
-	-	175,00
-	-	345,00
-	-	345,00
-	-	695,00
-	-	695,00
-	-	870,00
63,00	63,00	0,00%
105,00	105,00	0,00%
137,50	137,50	0,00%

2) Stationnement de véhicules à des fins publicitaires

- démonstration, par véhicule
- vente, par véhicule

3) Action publicitaire passagère ou vente sur la voie publique

- vente sur voie publique, poste fixe ou itinérant, distribution tracts publicitaires (activités commerciales)
- vente sur voie publique, poste fixe ou itinérant, distribution tracts publicitaires (activités commerciales) majoration 30 % si zone 1

4) Terrasses de café occasionnelles

- 1ère zone, le m² par jour
- 2ème zone, le m² par jour

5) Tout autre centre d'activité exercée sur la voie publique non visé au présent tarif

- le mètre linéaire

6) Manifestes et stands exploités lors de manifestations ponctuelles

- le m² par jour
- au-delà de 4 m² par jour

C. Manifestations publicitaires, commerciales, et spectacles ambulants

1) Spectacles ambulants et manifestations sous chapiteau

- de grande importance, + 1500 personnes, par jour
- de moyenne importance, - 1500 personnes, par jour
- et remboursement des frais réels occasionnés aux services municipaux.
- Abattement de 170,00 EUROS par jour pour les cirques, sous réserve qu'aucun affichage sauvage n'ait été constaté, et que la place occupée soit libérée en bon état de propreté

- de petite importance, - 700 personnes, par jour

2) Guirlandes (point de restauration temporaire avec terrasse)

- Jusqu'à 300 m² forfait + 1% du CA / par mois
- au-delà de 300 m² forfait + 1% du CA / par mois

3) Forfait consommation eau

- par jour pour la manifestation
- pour la durée de la manifestation

4) Forfait consommation électricité

- par jour selon la puissance électrique demandée
- \* Jusqu'à 30 A (18 kVa)
- \* de 31 à 60 A (36 kVa)
- \* de 61 à 120 A (72 kVa)
- \* de 121 à 160 A (144 kVa)
- \* de 161 à 240 A (240 kVa)

- pour la durée de la manifestation selon la puissance électrique demandée

- \* Jusqu'à 30 A (18 kVa)
- \* de 31 à 60 A (36 kVa)
- \* de 61 à 120 A (72 kVa)
- \* de 121 à 160 A (144 kVa)
- \* de 161 à 240 A (240 kVa)

5) Location coffret électrique

- Coffret électrique 63 A (inf. ou égal à 36 kVA)
- Coffret électrique 250 A (inf. ou égal à 250 kVA)
- Coffret électrique 400 A (supérieur à 250 kVA)

III. ATTRACTIONS FORAINES

A. foire kermesse Mulhouse-ville

- Manèges enfantins, le m²
  - Tous les autres établissements
    - Jusqu'à 200 m², le m²
    - tranche de 200 à 500 m², le m²
    - tranche au-dessus de 500 m², le m²
- Appareils distributeurs (boissons, friandises, gadgets, etc...) hors mètreage
- Barbe à papa hors mètreage
  - Frais techniques exceptionnels le m² base calcul 175 mètres
  - Participation forfaitaire frais dispositif sécurité/mètres inf. ou égale à 11 ml
  - Participation forfaitaire frais dispositif sécurité/mètres sup. à 11 ml et inf. à 19 ml
  - Participation forfaitaire frais dispositif sécurité/mètres sup. ou égale à 19 ml
  - Défection sans information préalable
  - Démontage anticipé sans autorisation
  - Non respect des horaires de fermeture par constat
  - Emplacement inoccupé (frais imputés au titulaire de l'emplacement)
  - Non retour du matériel prêté par la Ville (par élément)
  - Dépassement zone marquage emplacement forfait
  - Installation non autorisée dans l'allée (chevalet, autre...) / par constat
- Barres à papa hors mètreage
  - Stand non alimentaire inférieur à 5 m²
  - Curage puit perdu forfait
  - Absence attestation branchement électrique conforme forfait
  - Arrivée avant date par jour
  - Départ après date par jour
  - Non respect des horaires de fermeture par constat
  - Déplacement matériel mis en place par la Ville par constat
  - Emplacement inoccupé (frais imputés au titulaire de l'emplacement)
  - Non retour du matériel prêté par la Ville (par élément)
  - Dépassement zone marquage emplacement forfait
  - Installation non autorisée dans l'allée (chevalet, autre...) / par constat

B. autres manifestations

- Pour les manèges et métiers montés lors de la cavalcade du carnaval le m² par mois
  - Pour la foire-kermesse de Dornach
    - Une remise de 75 % est appliquée sur le droit de place foire kermesse exclusivement
  - Manèges enfantins, le m²
    - Tous les autres établissements
      - Jusqu'à 200 m², le m²
      - tranche de 200 à 500 m², le m²
  - Manèges exploités au centre-ville le m² par mois

C. forfait pour consommation d'eau

- Pour la durée de la foire-kermesse Mulhouse-ville
  - buvette
  - par caravane
  - par piscine jusqu'à 2m³
  - par métier d'une contenance > à 50 m³
  - par métier d'une contenance < 50 m³
- Hors foire-kermesse Mulhouse-ville
  - buvette
  - confiserie
  - par caravane
  - par piscine
  - par métier d'une contenance > à 50 m³
  - par métier d'une contenance < 50 m³

Par Jour  
Par Jour

D. forfait électricité

- Pour la durée de la foire-kermesse Mulhouse-ville
  - par caravane
  - par métier ou stand selon la puissance électrique demandée
    - Jusqu'à 30 A (18 kVa)
    - de 31 à 60 A (36 kVa)
    - de 61 à 130 A (78 kVa)
    - de 131 à 240 A (144 kVa)
    - de 241 à 400 A (240 kVa)
  - par métier ou stand monophasé -idem 30 A

Hors foire-kermesse Mulhouse-ville

- par caravane
- par métier ou stand selon la puissance électrique demandée
  - Jusqu'à 30 A (18 kVa)
  - de 31 à 60 A (36 kVa)
  - de 61 à 130 A (78 kVa)
  - de 131 à 240 A (144 kVa)
  - de 241 à 400 A (240 kVa)
- par métier ou stand monophasé -idem 30 A

IV. AUTRES TARIFS

- Badge électronique
- Produit textile au mètre
- Droit d'utilisation des Sanisettes

V. FRAIS DE GESTION

- intervention d'un agent (majoration en cas d'urgence 20%)
- si dossier incomplet avant la date limite
- autres frais de traitement
- foire kermesse si dossier incomplet 3 semaines avant le début de la foire kermesse

Le Conseil municipal donne délégation au Maire ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale des droits de place et des redevances d'occupation du domaine public de nature commerciale. Abattements : 25%, 50%, 75% et 100 %.

	2025	2026	%
	164,00	164,00	0,00%
	175,00	175,00	0,00%
	345,00	345,00	0,00%
	520,00	520,00	0,00%
	690,00	690,00	0,00%
	870,00	870,00	0,00%
	175,00	175,00	0,00%
	6,80	6,80	0,00%
	6,90	6,90	0,00%
	20,60	20,60	0,00%
	27,40	27,40	0,00%
	34,50	34,50	0,00%
	6,90	6,90	0,00%
	42,00	42,00	0,00%
	11,00	11,00	0,00%
	0,30	0,30	0,00%
	50,00	50,00	0,00%
	78,00	78,00	0,00%
	260,00	260,00	0,00%
	210,00	210,00	0,00%

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL  
PRESTATIONS EVENEMENTIELLES

Tarifs hors taxe des prestations applicables à partir du 1er janvier 2026

I - Prestations aux tiers

Désignation	Droit de location base un jour 2025	Droit de location base un jour 2026	%
Drapeaux Mulhousien Haut-Rhin et Alsace	6,35	6,35	0,00%
Autres drapeaux, oriflamme ou écusson	4,25	4,25	0,00%
Urne, isoloir	6,35	6,35	0,00%
Grille d'exposition	5,30	5,30	0,00%
Piste de danse, la pièce (1,22 m x 1,22)	5,30	5,30	0,00%
Porte manteau	6,35	6,35	0,00%
Barrière type Vauban	3,20	3,20	0,00%
Chaise	2,10	2,10	0,00%
Table de brasserie	4,25	4,25	0,00%
Banc de brasserie	2,10	2,10	0,00%
Podium, au m2	5,30	5,30	0,00%
Tribune, la place	3,20	3,20	0,00%
Tribune mobile	421,00	421,00	0,00%
Stand de marché	21,00	21,00	0,00%
Guirlande lumineuse (15m)	5,30	5,30	0,00%
Guirlande lumineuse (25m)	8,40	8,40	0,00%
Projecteur	10,50	10,50	0,00%
Spot	5,25	5,25	0,00%
- par jour	-	7,00	-
- pour la durée de la manifestation	-	143,00	-
<b>3) Forfait consommation eau</b>			
- par jour selon la puissance électrique demandée			
* Jusqu'à 30 A (18 kVa)	-	6,90	-
* de 31 à 60 A (36 kVa)	-	13,70	-
* de 61 à 130 A (78 kVa)	-	20,60	-
* de 131 à 240 A (144 kVa)	-	27,40	-
* de 241 à 400 A (240 kVa)	-	34,50	-
- pour la durée de la manifestation selon la puissance électrique demandée			
* Jusqu'à 30 A (18 kVa)	-	175,00	-
* de 31 à 60 A (36 kVa)	-	345,00	-
* de 61 à 130 A (78 kVa)	-	520,00	-
* de 131 à 240 A (144 kVa)	-	695,00	-
* de 241 à 400 A (240 kVa)	-	870,00	-
Coffret électrique 63 A (inf. ou égal à 36 kVa)	63,00	63,00	0,00%
Coffret électrique 250 A (inf. ou égal à 250 kVa)	105,00	105,00	0,00%
Coffret électrique 400 A (supérieur à 250 kVa)	157,50	157,50	0,00%
Câble électrique HO7RNLF (16 mm2), le mètre	1,10	1,10	0,00%
Câble électrique HO7RNLF (70 mm2), le mètre	1,10	1,10	0,00%
Equipement sonorisation	52,50	52,50	0,00%

- a) Les locations au-delà de deux jours et à concurrence de 15 jours sont facturées à raison de 2 fois le droit de location de base journalier.  
Au-delà, le droit de location de base est multiplié par le nombre de jours de location.
- b) Les tarifs s'entendent pour du matériel cherché au service actions événementielles et protocole. En cas de livraison ou d'installation, s'ajoutent des frais de manutention et de mise à disposition de véhicule, selon taux

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL  
PRESTATIONS EVENEMENTIELLES

II - Prestations aux tiers - Matériel perdu

Désignation	Matériel perdu base un jour 2025	Matériel perdu base un jour 2026	%
ATTACHE DE PRATICABLE	22,55	22,55	0,00%
ATTACHE GRILLE	13,35	13,35	0,00%
BANC	46,15	46,15	0,00%
BARRIERE	103,50	103,50	0,00%
BLOC MENAGER 4 POSTES	9,90	9,90	0,00%
CABLE 16MM	12,15	12,15	0,00%
CADENAS POUR URNE (1)	19,50	19,50	0,00%
CADENAS POUR URNE (2)	47,80	47,80	0,00%
CHAISE	44,50	44,50	0,00%
CHAISE PLIANTE	59,75	59,75	0,00%
DRAPEAU (autres)	32,40	32,40	0,00%
DRAPEAU (Europe)	20,45	20,45	0,00%
DRAPEAU (France)	74,20	74,20	0,00%
DRAPEAU (Mulhouse - Haut-Rhin - Alsace)	83,80	83,80	0,00%
DRAPEAU (Region)	184,50	184,50	0,00%
GRILLE D'EXPOSITION	737,00	737,00	0,00%
HYDRANT avec le tuyau	256,15	256,15	0,00%
ISOLOIR	45,10	45,10	0,00%
PIEDS DE PRATICABLE (Jeu de 4 en 0,20)	51,25	51,25	0,00%
PIEDS DE PRATICABLE (Jeu de 4 en 0,40)	179,50	179,50	0,00%
PORTE MANTEAU	426,50	426,50	0,00%
PRATICABLE - PODIUM le m2	11,00	11,00	0,00%
RALLONGE	37,50	37,50	0,00%
SPOT	580,80	580,80	0,00%
STAND DE MARCHE - PLATEAU	66,65	66,65	0,00%
TABLE	392,80	392,80	0,00%
URNE	9,85	9,85	0,00%
CONE			

c) Le matériel détérioré ou perdu est facturé sur la base de sa valeur d'achat.

DIRECTION POPULATION ET SOLIDARITE  
AFFAIRES FUNERAIRES  
Cimetières  
I - Service public  
Redevances funéraires  
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

1° Acquisition ou renouvellement

- Terrain commun - 10 ans

- Concession quinquennale

tombe ordinaire  
tombe standard  
tombe enfant

- case à 1 urne  
- case à 2 urnes  
- case à 4 urnes  
- case à 1 urne  
- case à 2 urnes  
- case à 4 urnes

columbarium renouvellement :

columbarium acquisition :

y compris plaque de fermeture grantit invisible

emplacement cinéraire

- Jardin Zen concession cinéraire 4 places  
+ présentoir grantit et plaque nom gravée

- Concession trentenaire

tombe ordinaire  
tombe standard  
tombe enfant

columbarium renouvellement :

- case à 1 urne  
- case à 2 urnes  
- case à 4 urnes  
- case à 1 urne  
- case à 2 urnes  
- case à 4 urnes

columbarium acquisition :

y compris plaque de fermeture grantit invisible

emplacement cinéraire

- Jardin Zen concession cinéraire 4 places  
+ présentoir grantit et plaque nom gravée

- ROSERAIE concession cinéraire décennale 2 places

+ présentoir grantit et plaque nom gravée

- Plaque granite couverture hublot

2° Télécommande des portes automatiques des cimetières

-Remplacement télécommande endommagée, perdue

2025	2026	%
gratuit	gratuit	
276,00	277,00	0,36%
350,00	354,00	1,14%
146,00	147,00	0,68%
235,00	237,00	0,85%
350,00	353,00	0,86%
695,00	700,00	0,72%
385,00	385,00	0,00%
550,00	550,00	0,00%
900,00	900,00	0,00%
192,00	194,00	1,04%
-	700,00	-
547,00	554,00	1,28%
695,00	700,00	0,72%
292,00	294,00	0,68%
470,00	475,00	1,06%
700,00	708,00	1,14%
1390,00	1410,00	1,44%
770,00	776,00	0,78%
900,00	910,00	1,11%
1570,00	1580,00	0,64%
385,00	390,00	1,30%
-	1500,00	-
365,00	370,00	1,37%
118,00	119,00	0,85%
47,00	48,00	2,13%

DIRECTION POPULATION ET SOLIDARITE  
AFFAIRES FUNERAIRES  
Cimetières  
II - Service extérieur des Pompes Funèbres  
Redevances funéraires  
Tarifs applicables à partir du 1er janvier 2026

1° Creusement de fosses

- Adulte : simple profondeur double profondeur  
- Enfant (cercueil moins 1,20 m)  
- Urne par unité  
- Caveau par emplacement  
- Ouverture et fermeture d'un caveau existant  
- Ouverture et fermeture d'un caveau  
- Majoration pour une inhumation de cercueil effectuée le samedi  
- Majoration pour une inhumation d'urne effectuée le samedi matin  
- Majoration pour un retard à l'inhumation supérieur à 30 minutes  
- Location 4 plaques de roulage de pelle à chenille (par 1/2)

2° Exhumation

A la demande des familles

- Corps adultes  
- Réduction de corps adulte  
- Urne par unité  
- Corps enfant moins de 1,20 m  
- Réduction de corps enfant moins de 1,20 m

Administratives

- Corps  
- Ossements  
- Urne

3° Prêt de personnel

- porteur  
- Mise en charge cercueil moins de 24h  
- aide à la mise en bière ou fermeture de cercueil  
- Un déplacement de l'astreinte hors période d'ouverture CF  
- Majoration pour une astreinte nuit (23h-6h), dimanche et jours  
- Transfert d'urne de notre Centre Funéraire vers un cimetière Mulhousien  
- En cas d'oubli transfert du cercueil de la nouvelle salle de  
- Maître de cérémonie (accueil, accompagnement,...)  
- Maître de cérémonie (cérémonie civile personnalisée)  
- Préparation Vidéo (sans prestation CC personnalisée)

4° Crémation

- Adultes simple  
- Majoration crémation 120 mn ou hors gamme crémation  
- Majoration cercueil autres que matériaux bois  
- Enfants moins de 1,20 m  
- Fœtus ou mort né  
- Assistance à la mise à la flamme  
- Reliquaire jusqu'à 0,55m x 0,45m x 1,85m  
- Exhumations administratives  
- Parties anatomiques + 15 Kg  
- Parties anatomiques - 15 Kg  
- Majoration pour poignées et pièces de cercueil non conformes à la  
- Transport  
- Thanatopracteur  
- Vacation de police

Tarif 2025 HT	Tarif 2026 HT	Tarif 2026 TTC	%
450,00	455,00	546,00	1,11%
525,00	535,00	642,00	1,90%
175,00	175,00	213,00	1,13%
90,00	92,00	113,00	1,03%
580,00	585,00	702,00	0,86%
205,00	210,00	252,00	2,44%
90,00	92,00	110,40	2,22%
100,00	100,00	120,00	0,00%
40,00	40,00	48,00	0,00%
25,00	25,00	30,00	0,00%
15,00	15,00	18,00	0,00%
1 380,00	1 390,00	1 668,00	0,72%
690,00	695,00	834,00	0,72%
100,00	102,50	123,00	2,50%
340,00	345,00	414,00	1,47%
170,00	172,50	207,00	1,47%
650,00	655,00	786,00	0,77%
475,00	480,00	576,00	1,05%
100,00	100,00	120,00	0,00%
38,00	38,00	46,80	2,63%
30,00	30,50	36,60	1,67%
30,00	30,50	36,60	1,67%
40,00	40,00	48,00	0,00%
20,00	20,00	24,00	0,00%
20,00	20,00	24,00	0,00%
-	100,00	120,00	-
45,00	46,25	55,50	2,78%
125,00	130,00	156,00	4,00%
45,00	46,25	55,50	2,78%
475,00	485,00	582,00	2,11%
180,00	180,00	216,00	0,00%
115,00	115,00	138,00	0,00%
190,00	192,50	231,00	1,32%
110,00	110,00	132,00	0,00%
55,00	55,00	66,00	0,00%
220,00	225,00	270,00	2,27%
580,00	585,00	702,00	0,86%
153,00	155,00	186,00	1,31%
108,00	110,00	132,00	1,85%
15,00	17,50	21,00	16,67%
28,00	30,00	33,00	7,14%
selon tarif en vigueur selon tarif en vigueur			



Pour : 41 + 8 procurations  
 Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
 Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
 Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
 Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
 Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
 Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

#### **40° CREANCES IRRECOURABLES : ADMISSION EN NON-VALEUR – DEUXIEME SEMESTRE 2025 (Finances /7.10.5/1695)**

Le Service de Gestion Comptable demande l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables.

Les créances appelées en admission en non-valeur découlent essentiellement de liquidations judiciaires, de surendettements et décisions effacement de dettes, de personnes disparues, combinaisons infructueuses d'actes, de poursuites sans effet, de décès.

Elles concernent des impayés de redevances d'eau, de travaux d'office pour habitat indigne, loyers impayés, frais de fourrière, taxe locale publicité extérieure, d'occupation du domaine public, école de musique.

Il convient de prendre en charge les admissions en non-valeur des créances ouvertes en provenance de l'ancien budget annexe de l'eau, clôturé au 31/12/2022 et basculées comptablement sur le budget principal.

Ces créances demeurantes irrécouvrables après la mise en œuvre par le Service de Gestion Comptable de la phase comminatoire et de la phase du recouvrement forcé, il convient d'admettre ces créances en non-valeur. La répartition des créances de l'eau est la suivante :

<b>BUDGET PRINCIPAL</b>		<b>€</b>
2014		457,67
2015		555,83
2016		50,00
2017		2 074,70
2018		112,00
2019		824,06
2020		924,61
2021		238,80
2022		1 825,13
2023		812,71
2024		33 920,06
<b>TOTAL</b>		<b>41 795,57</b>

<b>ANCIEN BUDGET EAU</b>		<b>€</b>
2010		266,86
2012		214,59
2014		673,29
2015		2 054,95
2016		6 583,22
2017		10 927,60
2018		5 121,00
2019		4 655,49
2020		4 587,91
2021		4 924,61
2022		7 316,84
<b>TOTAL</b>		<b>47 326,36</b>

**CREANCES EAU**

TVA						
	0%	5,50%	7%	10%	20%	MONTANT €
AGENCE DE L'EAU						6 569,59
ASSAINISSEMENT						16 736,36
COMMUNES (eau/abt/ taxe )						21 496,88
TOTAL HT	7 978,90	25 737,15	60,17	11 022,73	3,88	44 802,83
TVA	0	1 415,99	4,21	1 102,55	0,78	2 523,53
TOTAL TTC	7 978,90	27 153,14	64,38	12 125,28	4,66	47 326,36

Sur le budget principal : montant TTC

Ligne de crédit 608- nature 6541 -Mises en non-valeur  
7 357,62 €

Ligne de crédit 26269- nature 6542 -Créances éteintes  
23 487,65 €

Ligne de crédit 38743- TVA à récupérer– nature 6541-Mise en non-valeur  
9 916,30 €

Ligne de crédit 38744- TVA à récupérer– nature 6542-Créances éteintes 1  
034,00 €

Sur le budget principal au titre des créances de l'eau : montant HT

Ligne de crédit 36373-nature 6541 - Mises en non-valeur  
28 049,41 €

Ligne de crédit 36374-nature 6542- Créances éteintes  
16 753,42 €

Les montants liés aux fermiers et à l'assainissement feront l'objet de titres de recettes en 2025 auprès des prestataires pour un montant de 23 305,95 €.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal :

- décide l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables, ainsi que leurs imputations,
- autorise, Madame le Maire ou son Adjoint délégué, à signer toutes les pièces nécessaires.

Pour : 41 + 8 procurations

Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :

Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.



**41° TRANSFERTS ET CREATIONS DE CREDITS (Finances/7.1/1699)**

Pour permettre aux services municipaux de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux transferts et créations de crédits suivants sur le budget principal :

**A) BUDGET PRINCIPAL****Dépenses de Fonctionnement**

Chapitre 65-Nature 65748-Fonction 316-Ligne de crédit 3698 "Subvention de fonctionnement Filature"	27 580,00 €
Chapitre 012-Nature 6218-Fonction 313-Ligne de crédit 573 "Indemnités conservateurs"	-6 000,00 €
Chapitre 011-Nature 60632-Fonction 313-Ligne de crédit 1080 "Fournitures petit équipement"	5 500,00 €
Chapitre 011-Nature 61558-Fonction 313-Ligne de crédit 1078 "Entretien et réparations"	500,00 €
Chapitre 65-Nature 65888-Fonction 316-Ligne de crédit 29756 "Droits aux producteurs"	50 000,00 €
Chapitre 042-Nature 6815-Fonction 01-Ligne de crédit 4115 "Dotations aux provisions - Affaires à risques"	32 250,00 €
Chapitre 042-Nature 6817-Fonction 01-Ligne de crédit 34958 "Dotations aux provisions - Dépréciation des actifs circulants"	530 026,00 €
Chapitre 023-Nature 023-Fonction 01-Ligne de crédit 2537 "Virement à la section d'investissement"	299 984,00 €
<b><u>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</u></b>	<b>939 840,00 €</b>

**Recettes de Fonctionnement**

Chapitre 70-Nature 70848 -Fonction 020-Ligne de crédit 13393 "Remboursement de rémunérations"	27 580,00 €
Chapitre 75-Nature 75888-Fonction 316-Ligne de crédit 29768 "Produit des droits d'entrée"	50 000,00 €
Chapitre 042-Nature 7815-Fonction 01-Ligne de crédit 4116 "Reprises sur provisions - Affaires à risques"	22 500,00 €
Chapitre 042-Nature 7817-Fonction 01-Ligne de crédit 36384 "Reprises sur dépréciations des actifs circulants"	472 760,00 €
Chapitre 042-Nature 722-Fonction 01-Ligne de crédit 1440 "Travaux en régie"	367 000,00 €
<b><u>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</u></b>	<b>939 840,00 €</b>

**Dépenses d'investissement**

Chapitre 21-Nature 2138-Fonction 515-Ligne de crédit 33580 "Autres constructions"	-585 000,00 €
Chapitre 23-Nature 2312-Fonction 518-Ligne de crédit 31068	585 000,00 €

**"Agencements et aménagements de terrains"**

Chapitre 21-Nature 2152-Fonction 845-Ligne de crédit 37447 -4 655,00 €  
 "Installations de voirie"

Chapitre 13-Nature 1322-Fonction 847-Ligne de crédit 38749 4 655,00 €  
 "Régularisation subvention plaques bilingues"

Chapitre 040-Nature 15112-Fonction 01-Ligne de crédit 13935 22 500,00 €  
 "Provisions pour litiges"

Chapitre 040-Nature 4912-Fonction 01-Ligne de crédit 36387 453 916,00 €  
 "Provisions pour dépréciations des comptes de redevables"

Chapitre 040-Nature 4962-Fonction 01-Ligne de crédit 37569 18 844,00 €  
 "Provisions pour dépréciations des comptes débiteurs divers"

Chapitre 040-Nature 2152-Fonction 01-Ligne de crédit 17046 367 000,00 €  
 "Travaux en régie"

Chapitre 041-Nature 2313-Fonction 01-Ligne de crédit 37568 8 632 180,00 €  
 "Bascule 238 - Groupes scolaires Coteaux"

Chapitre 041-Nature 2313-Fonction 01-Ligne de crédit 38740 12 740,00 €  
 "Bascule 238 - Groupe scolaire Sellier"

Chapitre 041-Nature 2138-Fonction 01-Ligne de crédit 28601 2 220 000,00 €  
 "Acquisition de bâtiments"

**TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT** **11 727 180,00 €**

**Recettes d'Investissement**

Chapitre 040-Nature 15112-Fonction 01-Ligne de crédit 13936 32 250,00 €  
 "Provisions pour litiges"

Chapitre 040-Nature 4912-Fonction 01-Ligne de crédit 34959 496 740,00 €  
 "Provisions pour dépréciation des comptes de redevables"

Chapitre 040-Nature 4962-Fonction 01-Ligne de crédit 36385 33 286,00 €  
 "Provisions pour dépréciation des comptes de débiteurs divers"

Chapitre 041-Nature 238-Fonction 01-Ligne de crédit 34931 8 644 920,00 €  
 "Bascule 238 - Avances et acomptes"

Chapitre 041-Nature 1328-Fonction 01-Ligne de crédit 13570 2 220 000,00 €  
 "Acquisition à titre gratuit"

Chapitre 021-Nature 021-Fonction 01-Ligne de crédit 2536 299 984,00 €  
 "Virement de la section de fonctionnement"

**TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT** **11 727 180,00 €**

**B) BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES****Dépenses de Fonctionnement**

Chapitre 67-Nature 673-Ligne de crédit 16948 -4 550,00 €  
 "Titres annulés sur exercices antérieurs"

Chapitre 68-Nature 6817-Ligne de crédit 20960 5 660,00 €  
 "Dotations aux dépréciations des actifs circulants"

<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 110,00 €</b>
<b>Recettes de Fonctionnement</b>	
Chapitre 78-Nature 7817-Ligne de crédit 22963 "Reprises sur dépréciations des actifs circulants"	1 110,00 €
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 110,00 €</b>

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les transferts et créations de crédits proposés.

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**42° DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL 2026 : PROPOSITION D'OPERATIONS (Finances/7.5.8/1741)**

La Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), régie par l'article L 2334-42 du Code Général des Collectivités Locales, est prolongée en 2026 pour accompagner les investissements structurants des communes et des établissements publics à coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre.

Cette année, la priorité sera réservée aux projets de rénovation thermique, qui de surcroît s'inscrivent au sein du Pacte de Relance et de Transition Ecologique (PTRTE).

A ce titre, les projets recensés et susceptibles d'être éligibles aux axes thématiques de la DSIL 2026 :

1) Concernant la thématique de rénovation énergétique des équipements publics :

- rénovation de l'éclairage du complexe sportif de la Doller : l'opération consiste à remplacer totalement l'éclairage de la grande salle. Les travaux sont estimés à 129 166,66 € HT (soit 155 000,00 € TTC) ;
- rénovation de l'éclairage du stade Brustlein à Mulhouse : l'opération consiste à remplacer totalement l'éclairage extérieur. Les travaux sont estimés à 50 000,00 € HT (soit 60 000,00 € TTC).

Les plans de financement des réalisations s'établissent comme suit :

Opérations	Montant total HT	DSIL	%	Ville de Mulhouse	%
Complexe de la Doller	129 166,66 €	103 333,33 €	80	25 833,35 €	20
Stade Brustlein	50 000,00 €	40 000,00 €	80	10 000,00 €	20

2) Concernant la thématique d'amélioration du cadre de vie des habitants :

- l'aménagement du site des Berges de l'III en espace de sport nature, pour un montant de 583 333,33 € HT (soit 700 000,00 € TTC) ;
- l'aménagement de l'école élémentaire Koechlin en cour d'école nature, pour un montant de 125 000,00 € HT (soit 150 000,00 € TTC).

Les plans de financement des réalisations s'établissent comme suit :

Opérations	Montant total HT	DSIL	%	Ville de Mulhouse	%
Berges de l'III	583 000,00 €	174 900,00 €	30	408 100,00 €	70
Cour d'école Koechlin	125 000,00 €	100 000,00 €	80	25 000,00 €	20

Les crédits sont prévus sur les Autorisations de Programme suivantes et sur les lignes de crédit suivantes :

AP F001 :

- ligne de crédit 18228 : « EQUIPEMENTS SPORTIFS - MISE EN CONFORMITE ECLAIRAGE ET ELECTRICITE »,

AP F004 :

- ligne de crédit 29744 : « MD S1 BERGES DE L'ILL - AMENAGEMENT RIVE DROITE »,

AP F006 :

- ligne de crédit 29742 : « COURS D'ECOLE ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les plans de financement prévisionnels exposés,
- précise qu'en cas de diminution des recettes attendues, la Ville de Mulhouse augmentera d'autant sa participation,
- autorise le Maire ou son Adjoint Délégué à établir et signer les actes nécessaires.

Pour : 41 + 8 procurations

Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :

Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**43° ACQUISITION DE MATERIELS ET LOGICIELS MICRO INFORMATIQUES, FOURNITURE ET MAINTENANCE DU MATERIEL D'IMPRESSION : CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES (Systèmes d'Informations/1.7.2/1749)**

La poursuite de l'informatisation des services municipaux ainsi que le besoin de renouveler une partie du parc informatique, des imprimantes et des serveurs, nécessitent l'acquisition de matériels et de logiciels micro-informatiques.

Afin de faciliter la gestion du parc informatique confiée au service mutualisé des Systèmes d'Informations, de permettre des économies d'échelle et une mutualisation des procédures de passation des marchés, la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), et la Ville de Mulhouse entendent constituer un groupement de commande pour la passation d'accords-cadres dans le respect des dispositions prévues par le Code de la Commande Publique.

Les modalités de fonctionnement du groupement et les conditions de passation des accords-cadres correspondant sont définies, conformément aux dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique dans le projet de convention constitutive du groupement ci-annexé.

Il est proposé que Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) assure la fonction de coordonnateur du groupement, chargé de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, de signer et de notifier les accords-cadres au nom et pour le compte des membres du groupement.

Les accords-cadres seront exécutés par chacun des membres du groupement avec les titulaires retenus par le coordonnateur du groupement.

Les besoins pour la durée du contrat (4 ans) de la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération sont estimés pour les montants maximum définis ci-dessous :

Lot n°	Objet	Forme de l'accord-cadre	Multi-attributaires	Montant maximum € HT
1	Matériel micro-informatique (PC, wyse, accessoires)	Marchés subséquents	Oui	2 000 000 € HT - 1 000 000 pour la Ville - 1 000 000 pour m2A
2	Logiciel micro-informatiques	Marchés subséquents	Oui	2 600 000 € HT - 600 000 pour la Ville - 2 000 000 pour m2A
3	Matériel back office (serveurs, switch, accessoires)	Marchés subséquents	Oui	2 000 000 € HT - 1 000 000 pour la Ville - 1 000 000 pour m2A
4	Imprimante et maintenance associée	Bons de commande	Non	2 000 000 € HT - 1 000 000 pour la Ville - 1 000 000 pour m2A

Les dépenses seront effectuées dans la limite des crédits inscrits au budget, chapitres 011, 65, 20 et 21.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide de constituer avec Mulhouse Alsace Agglomération un groupement de commande, porté par m2A et relatif à l'acquisition de matériels informatiques, de logiciels, de matériels d'impression et maintenance associée.
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive du groupement de commande jointe en annexe, ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération et reçoit tout pouvoir à cet effet.

1 PJ : convention constitutive de groupement de commandes

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT  
DE COMMANDES AVEC COORDONNATEUR  
POUR L'ACQUISITION DE MATERIELS ET LOGICIELS  
MICRO-INFORMATIQUES, FOURNITURE ET MAINTENANCE DU  
MATERIEL D'IMPRESSION

(Article L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique)

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par le Président, M. Fabian JORDAN, en vertu de la délibération n°6C du Conseil d'agglomération du 18 juillet 2020

Et

La Ville de Mulhouse, représentée par l'Adjoint au Maire, Mme Marie HOTTINGER, en vertu de la délibération en date du 11 décembre 2025.

Il a été convenu ce qui suit :

**PREAMBULE**

Afin de faciliter la gestion du parc informatique confiée au service mutualisé des Systèmes d'Information, de permettre des économies d'échelle et une mutualisation des procédures de passation des marchés, la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), et la Ville de MULHOUSE entendent constituer un groupement de commandes, en application de l'article L.2113-6 à L.2113-7 du Code de la Commande Publique.

A cet effet, il est décidé de conclure la présente convention constitutive du groupement.

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes (ci-après « le groupement ») entre la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), et la Ville de Mulhouse en vue de la passation, d'accords-cadres portant sur la fourniture de matériels et logiciels informatiques, la fourniture et maintenance associés de matériels d'impression, pour les besoins des services municipaux et communautaires

La présente convention détermine les modalités de fonctionnement du groupement et les règles dans lesquelles les accords-cadres vont être passés et exécutés.

**Article 2 : Objet des accords-cadres**

La consultation devant mener à la conclusion des accords-cadres sera lancée dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

Chaque accord-cadre présentera les caractéristiques suivantes :

Lot n°	Objet	Forme de l'accord-cadre	Multi-attributaires	Montant maximum € HT
1	Matériel micro-informatique (PC, wyse, accessoires)	Marchés subséquents	Oui	2 000 000 € HT - 1 000 000 pour la Ville - 1 000 000 pour m2A
2	Logiciels micro-informatiques	Marchés subséquents	Oui	2 600 000 € HT - 600 000 pour la Ville - 2 000 000 pour m2A
3	Matériel back office (serveurs, switch, accessoires)	Marchés subséquents	Oui	2 000 000 € HT - 1 000 000 pour la Ville - 1 000 000 pour m2A
4	Imprimante et maintenance associée	Bons de commande	Non	2 000 000 € HT - 1 000 000 pour la Ville - 1 000 000 pour m2A

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre entre le(s) titulaire(s) retenu(s) par le groupement et le membre du groupement tel que désigné ci-dessus, à hauteur des montants susmentionnés

**Article 3 : Fonctionnement du groupement**

3.1 Durée



### 3.4 Frais de fonctionnement du groupement

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, en tant que coordonnateur du groupement, assure le financement des frais matériels exposés par le groupement, notamment :

- les frais relatifs à la publication des avis d'appel public à la concurrence et des avis d'attribution
- les frais de reproduction de dossiers
- les frais d'envoi des dossiers.

Elle ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des missions de coordonnateur.

### **Article 4 : Déroulement de la procédure de consultation**

#### 4.1 Etablissement du dossier de consultation

En tant que coordonnateur, m2A est chargée de la rédaction du dossier de consultation.

Les autres membres du groupement transmettent au coordonnateur toutes les informations nécessaires pour la préparation du dossier de consultation.

#### 4.2 Procédure choisie

La consultation sera menée conformément aux dispositions du Code de la commande publique, le coordonnateur étant responsable de définir la procédure adéquate.

#### 4.3 Commission d'appel d'offres

La Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur, à savoir la CAO permanente de m2A.

#### 4.4 Conclusion des accords-cadres

Le coordonnateur du groupement est chargé de signer les accords-cadres après désignation de l'attributaire, de les transmettre au contrôle de légalité puis de les notifier aux titulaires.

Le groupement de commandes est constitué à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, et ce jusqu'à la fin de l'exécution des accords-cadres conclus pour 4 ans.

### 3.2 Coordonnateur du groupement

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, il lui incombe de gérer la procédure de consultation en application du code de la commande publique.

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles fixées par le Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du (des) titulaire(s) du marché.

Cette mission implique notamment que le coordonnateur est chargé, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- De définir, recenser et centraliser les besoins des membres ;
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- De procéder à la mise en ligne de la consultation sur le Profil acheteur de m2A en tant que coordonnateur ;
- De procéder à l'organisation technique et administrative des consultations (questions/réponses des candidats) ;
- D'assurer l'ensemble des opérations de sélection des prestataires pour les accords-cadres Ville et m2A, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique ;
- De préparer le rapport d'analyse des offres (RAO) pour les accords-cadres Ville et m2A ;
- De présenter et/ou faire présenter le rapport d'analyse des offres (RAO) en commission d'appel d'offres (CAO) ;
- De signer les accords-cadres pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- De transmettre au contrôle de légalité l'ensemble des accords-cadres (Ville et m2A) ;
- De notifier l'ensemble des accords-cadres (Ville et m2A) ;
- De transmettre à la Ville de Mulhouse l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution des accords-cadres correspondant à son besoin.

4.5 Exécution des accords-cadres et marchés

Chaque membre du groupement s'assure, pour la partie qui le concerne, de la bonne exécution de l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est chargé de l'exécution administrative et financière des accords-cadres et des marchés subséquents. Ainsi, chaque membre du groupement est chargé de la passation des marchés subséquents et d'émettre les bons de commande le concernant.

4.6 Règlement des marchés

Chaque membre du groupement s'acquittera directement auprès du titulaire du marché subséquent du montant des fournitures effectuées à sa demande.

Article 5 : Adhésion au groupement de commandes

Le groupement de commande est dit « fermé ». Ainsi, aucun nouveau membre ne peut y adhérer.

Article 6 : Retrait du groupement de commandes

Aucun des membres ne pourra se retirer du groupement de commandes avant son échéance.

Article 7 : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

Article 8 : Règlement des litiges

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Article 9 : Représentation en justice

Les membres du groupement donnent mandat au coordonnateur pour les représenter vis-à-vis du cocontractant et des tiers à l'occasion de tout litige né de la passation des accords-cadres.

Les litiges susceptibles d'apparaître entre le cocontractant et un ou plusieurs des membres du groupement lors de l'exécution des accords-cadres n'engageront que les parties concernées.

Article 10 : Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et de sa transmission au contrôle de légalité.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux

A Mulhouse, le

Pour m2A  
Le Président

Pour la Ville de Mulhouse  
L'Adjoint délégué

Fabian JORDAN

Marie HOTTINGER

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

#### **44° REGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS DE LA VILLE DE MULHOUSE : MISE A JOUR DECEMBRE 2025 (Ressources Humaines/4.5/1748)**

La rémunération des agents est composée d'un traitement indiciaire auquel peut s'ajouter du régime indemnitaire comprenant des primes et indemnités dont le cadre est fixé par l'assemblée délibérante de chaque collectivité.

Par délibération du 6 février 2025, la Ville de Mulhouse a posé de nouveaux principes d'attribution du régime indemnitaire de ses agents, afin de valoriser les fonctions et l'expertise pour chacun des postes permanents, de simplifier le régime indemnitaire en le rendant plus lisible et de renforcer l'attractivité des emplois de la collectivité. Il convient d'ajuster régulièrement le cadre du régime indemnitaire afin de tenir compte de l'évolution des métiers exercés dans la collectivité.

Les fonctions occupées par les agents de la Ville de Mulhouse sont réparties au sein de différents groupes au regard de critères professionnels liés à l'encadrement, la technicité et aux sujétions. Les agents concernés par le RIFSEEP perçoivent une Indemnité liée aux Fonctions, aux Sujétions et à l'Expertise (IFSE) selon le groupe dans lequel leur fonction est classée.

La définition des fonctions et leur positionnement font l'objet d'une révision présentée ci-après :

Groupe de fonction C1 :

- ajout de la fonction de « Chef d'équipe Equipements sportifs ».

Groupe de fonctions C2 :

- ajout de la fonction de « Chef d'équipe adjoint Maintenance

bâtiment »,

- ajout de la fonction de « Chef d'équipe adjoint Peinture »,
- suppression de la fonction de « Chef d'équipe Equipements sportifs ».

Groupe de fonctions C3 :

- ajout de la fonction de « Menuisier expert »,
- ajout de la fonction de « Référent ressources techniques et administratives ».

Groupe de fonctions C4 :

- ajout de la fonction de « Agent logistique ».

En page 16 de la délibération du 6 février 2025, la référence réglementaire des Conseillers territoriaux des activités physiques et sportives est remplacée par l'Arrêté du 5 octobre 2023 pris pour l'application au corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014.

En page 21 de la délibération du 6 février 2025, le montant de la part variable (montant socle € brut mensuel) du Directeur de police municipale est remplacé par 395,83€. Le terme « mensuel » est remplacé par « annuel » dans l'entête du tableau de la part variable annuelle.

Le Comité Social Territorial a été saisi, pour avis, sur l'ensemble des modifications proposées en date du 26 novembre 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les principes et modalités d'attribution du régime indemnitaire proposés,
- charge Madame le Maire ou son représentant de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions.

Pour : 41 + 8 procurations

Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :

Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

#### **45° AGENTS CONTRACTUELS : OUVERTURE D'EMPLOIS PERMANENTS (Ressources humaines/4.2.1/1704)**

Selon l'article L 311-1 du code général de la Fonction publique, les emplois civils permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires. Par dérogation à ce principe, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas énumérés dans l'article L 332-8 du code général de la Fonction publique.

Ces recrutements par exception étaient déjà possibles pour les emplois de catégorie A depuis la loi du 12 mars 2012 et cette possibilité a été élargie aux emplois de catégories B et C par la loi du 6 août 2019 dite loi de Transformation de la Fonction Publique. Cette évolution réglementaire permet ainsi aux agents contractuels de catégorie B et C, sous certaines conditions, de bénéficier également d'un CDI.

Pour chaque emploi ouvert au recrutement d'un agent contractuel, une délibération doit être prise en précisant le motif invoqué, le grade correspondant à l'emploi et auquel se réfèrent le niveau de rémunération, la quotité de temps de travail, la nature des fonctions et le niveau de recrutement.

Dès lors que la délibération précise ces éléments, l'emploi peut être pourvu soit par un fonctionnaire, soit par un agent contractuel.

Dans le cas du recrutement d'un agent contractuel, le contrat établi avec la collectivité sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale totale de six ans. A l'issue de cette durée, le contrat de l'agent ne pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal de :

- pourvoir les douze emplois permanents listés dans l'Annexe 1, par le recrutement d'agents contractuels de droit public dans les conditions de l'article L 332-8 2° du code général de la Fonction publique, dès lors que les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté,
- fixer les niveaux de rémunération en référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif de la Ville de Mulhouse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1 annexe

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
1	Attaché(e) de presse	V02 COMMUNICATION	Attaché territorial	Temps complet	Répondre aux sollicitations des journalistes, rédiger des communiqués et dossiers de presse, Animer les relations presse et assurer le pilotage des actions, Entretenir les relation avec la presse locale, nationale internationale et spécialisée pour la promotion de l'image et des politiques publiques de la Ville, Accueillir, informer et accompagner les journalistes, Assurer les missions digitales ainsi qu'une veille médias.	Diplôme de niveau 6 Expérience dans un poste similaire
2	Agent(e) du service technique (nettoyage)	V1022 EDUCATION Nettoyage et logistique	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe	Temps non-complet	Nettoyer les salles de classe, les couloirs, les préaux, les gymnases, Nettoyer les sanitaires, Nettoyer le mobilier, les murs, les sols, les surfaces vitrées, Désinfecter, nettoyer et entretenir le matériel d'entretien, Organiser son travail en fonction du planning et de son secteur, Aérer les locaux, Répartir les différents déchets dans les conteneurs adaptés et échanger les sacs poubelles.	Expérience dans un poste similaire

3	Agent(e) du service technique (nettoyage)	V1022 EDUCATION Nettoyage et logistique	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe	Temps non-complet	Nettoyer les salles de classe, les couloirs, les préaux, les gymnases, Nettoyer les sanitaires, Nettoyer le mobilier, les murs, les sols, les surfaces vitrées, Désinfecter, nettoyer et entretenir le matériel d'entretien, Organiser son travail en fonction du planning et de son secteur, Aérer les locaux, Répartir les différents déchets dans les conteneurs adaptés et échanger les sacs poubelles.	Expérience dans un poste similaire
4	Agent(e) du service technique (nettoyage)	V1022 EDUCATION Nettoyage et logistique	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe	Temps non-complet	Nettoyer les salles de classe, les couloirs, les préaux, les gymnases, Nettoyer les sanitaires, Nettoyer le mobilier, les murs, les sols, les surfaces vitrées, Désinfecter, nettoyer et entretenir le matériel d'entretien, Organiser son travail en fonction du planning et de son secteur, Aérer les locaux, Répartir les différents déchets dans les conteneurs adaptés et échanger les sacs poubelles.	Expérience dans un poste similaire

5	Agent(e) du service technique (nettoyage)	V1022 EDUCATION Nettoyage et logistique	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe	Temps non-complet	Nettoyer les salles de classe, les couloirs, les préaux, les gymnases, Nettoyer les sanitaires, Nettoyer le mobilier, les murs, les sols, les surfaces vitrées, Désinfecter, nettoyer et entretenir le matériel d'entretien, Organiser son travail en fonction du planning et de son secteur, Aérer les locaux, Répartir les différents déchets dans les conteneurs adaptés et échanger les sacs poubelles.	Expérience dans un poste similaire
6	Agent(e) du service technique (nettoyage)	V1022 EDUCATION Nettoyage et logistique	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe	Temps non-complet	Nettoyer les salles de classe, les couloirs, les préaux, les gymnases, Nettoyer les sanitaires, Nettoyer le mobilier, les murs, les sols, les surfaces vitrées, Désinfecter, nettoyer et entretenir le matériel d'entretien, Organiser son travail en fonction du planning et de son secteur, Aérer les locaux, Répartir les différents déchets dans les conteneurs adaptés et échanger les sacs poubelles.	Expérience dans un poste similaire

7	Agent(e) du service technique (nettoyage)	V1022 EDUCATION Nettoyage et logistique	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe	Temps non-complet	Nettoyer les salles de classe, les couloirs, les préaux, les gymnases, Nettoyer les sanitaires, Nettoyer le mobilier, les murs, les sols, les surfaces vitrées, Désinfecter, nettoyer et entretenir le matériel d'entretien, Organiser son travail en fonction du planning et de son secteur, Aérer les locaux, Répartir les différents déchets dans les conteneurs adaptés et échanger les sacs poubelles.	Expérience dans un poste similaire
8	Gestionnaire Paie	V2321 DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES Gestion administrative du personnel - Paie	Rédacteur Rédacteur principal 2ème classe	Temps complet	Mettre en œuvre et assurer le traitement de la paie, Emettre les documents relatifs à la mission paie (bulletin de paie, attestations diverses...) Effectuer un contrôle rigoureux des opérations de paie, Gérer les missions spécifiques liés à la paie (titre restaurants, PDE, mutuelle, prévoyance...), Assurer l'instruction et le suivi des dossiers ARE, Informier et répondre aux demandes des agents par mails et par téléphone.	Diplôme de niveau 5 Expérience dans un poste similaire

9	Gestionnaire Emploi	V233 DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES GPEC, formation et accompagnement managérial	Rédacteur Rédacteur principal 2ème classe	Temps complet	Instruire les demandes de remplacement, de transformation et de création de postes (recueil des demandes, préparation des arbitrages, coordination du suivi des décision et mise à jour des tableaux de bord), Mettre à jour le logiciel SIRH (mise à jour de l'état des emplois, contrôle de la fiabilité des données...), Animer, mobiliser et déployer, en collaboration avec le chef de service, une démarche GPEEC au sein de la collectivité (accompagnement des services dans la rédaction des fiches de poste, collaborer à la mise en place d'indicateurs...).	Diplôme de niveau 5 Expérience dans un poste similaire
10	Chef(fe) de grands projets urbains Briand - Mulhouse Centre	V411 AMENAGEMENT Urbanisme opérationnel	Ingénieur Ingénieur principal	Temps complet	Piloter et coordonner le projet de transformation du quartier Briand Franklin (rédaction et pilotage de la stratégie de renouvellement et de transformation du quartier, animation et coordination des parties prenantes, internes et externes...), Piloter et coordonner le Projet Mulhouse Grand Centre (Pilotage de la stratégie de mutation et d'évolution du Centre ville, étude préalable, accompagnement des projets immobiliers...), Mettre en œuvre les outils règlementaires et/ou opérationnels nécessaires à la réalisation de ces opérations.	Diplôme de niveau 6 Expérience dans un poste similaire

5/6

11	Dessinateur(trice)	V411 AMENAGEMENT Urbanisme opérationnel	Technicien Technicien principal 2ème classe	Temps complet	Elaborer des documents cartographiques et réaliser des documents supports au études et travaux menés par le service, Produire des documents graphiques à différentes échelles, adaptés au type d'études et aux besoins des projets développés par le service, Analyser et interpréter des photographies aériennes de cartes thématiques et techniques, Assister les chargés d'études dans les différentes phases de conception des projets et études, Assurer l'archivage et les classement des documents produits, Préparer les supports nécessaires aux réunion de projets et réaliser des panneaux d'exposition.	Diplôme de niveau 5 Expérience dans un poste similaire
12	Responsable de l'Unité juridique et contrôle	V4121 AMENAGEMENT Juridique et contrôle	Attaché territorial	Temps complet	Assurer le management de l'équipe (définir les procédures de contrôle, répartir les dossiers...), Assurer la sécurité juridique des procédures et des actes préparés par le service (permis de construire, déclarations préalables, permis de démolir...), Piloter et gérer les recours administratifs avec l'appui éventuel du service des affaires juridiques, Participer à la gestion des contentieux administratifs, Suivre les plaintes et gérer les infractions d'urbanisme, Préparer et participer les réunions de coordination avec les élus, Apporter un appui et une veille juridique sur les thématiques urbanisme, ERP et enseignes	Diplôme de niveau 6 Expérience dans un poste similaire

6/6

684



Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**46° ETAT DES EMPLOIS : CREATIONS SUPPRESSIONS ET TRANSFORMATIONS DE POSTES (Ressources Humaines/4.1.1/1718)**

L'article L.313-1 du code général de la fonction publique, précise que « Les emplois de chaque collectivité [...] sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Lorsqu'il s'agit d'un emploi mentionné à l'article L. 412-5, elle précise en outre la nature de celui-ci et la durée des fonctions [...]. »

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, y compris les emplois fonctionnels de direction, dont il doit définir la durée.

Considérant la nécessité de créer ou transformer des emplois pour répondre à la l'adaptation des missions des services et à l'évolution des carrières des agents publics,

Il est proposé de modifier le tableau des emplois permanents de la manière suivante :

72 suppressions des postes :

- 70 résultent de la mise en place de la Régie de l'ONM.
- 2 postes supprimés suite à promotion interne

9 créations de postes :

- 4 postes pour permettre la promotion interne, dans le cadre du déroulement des carrières des agents de la Ville,
- 2 postes créés pour l'entretien de la zone Afrique du Zoo, avec refacturation à m2A,
- 2 postes créés pour renforcer l'encadrement du CCAS,
- 1 poste créé au conservatoire pour ajuster les effectifs d'enseignants au nombre d'élèves inscrits,

267 transformations de postes :

Elles résultent de l'évolution des fonctions, des métiers et de la carrière des agents et portent notamment sur l'élargissement des grades et des profils de recrutement sur les emplois permanents.

Ces changements interviendront à compter du 1er janvier 2026.

Le Comité Social Territorial a été saisi de l'ensemble des modifications proposées le 26 novembre 2025.

Les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 du budget 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- crée, supprime et modifie au tableau des effectifs les emplois précités, dont le détail figure en annexe ;

PJ :

- créations et suppressions de postes
- transformations de postes.

Créations de postes au 01/01/2026

N° de poste	Grades du poste
5052	Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
5053	Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
5060	Assistant socio-éducatif, Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle ; Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe ; Conseiller socio-éducatif, Conseiller supérieur socio-éducatif, Conseiller hors classe socio-éducatif
5061	Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe ; Adjoint administratif, Adjoint administratif principal de 2ème classe, Adjoint administratif principal de 1ère classe
5065	Assistant d'enseignement artistique, Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe
5070	Adjoint administratif, Adjoint administratif principal de 2ème classe, Adjoint administratif principal de 1ère classe
5073	Assistant socio-éducatif, Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle
5074	Assistant de conservation, Assistant de conservation principal de 2ème classe, Assistant de conservation principal de 1ère classe
5075	Assistant socioéducatif, Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle

Suppressions de postes au 01/01/2026

N° de poste	Grades du poste
329	Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe ; Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe
708	Adjoint du patrimoine, Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe, Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe
756	Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe ; Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe
836	Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe ; Administrateur, Administrateur hors classe, Administrateur général
837	Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe ; Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe
838	Rédacteur principal de 1ère classe ; Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe ; Adjoint administratif, Adjoint administratif principal de 2ème classe, Adjoint administratif principal de 1ère classe
840	Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe ; Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe
843	Directeur d'orchestre
844	Musicien hors catégorie
845	Musicien 1ere catégorie
846	Musicien 1ere catégorie
847	Musicien 1ere catégorie
848	Musicien 1ere catégorie
849	Musicien 1ere catégorie
850	Musicien 1ere catégorie

840	Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe ; Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe
851	Musicien 1ere catégorie
852	Musicien 1ere catégorie
853	Musicien 1ere catégorie
854	Musicien 1ere catégorie
855	Musicien 1ere catégorie
856	Musicien 1ere catégorie
857	Musicien 1ere catégorie
858	Musicien 1ere catégorie
859	Musicien 1ere catégorie
860	Musicien 1ere catégorie
861	Musicien 1ere catégorie
862	Musicien 1ere catégorie
863	Musicien 1ere catégorie
864	Musicien 1ere catégorie
865	Musicien 1ere catégorie
866	Musicien 1ere catégorie
867	Musicien 1ere catégorie
868	Musicien 1ere catégorie
869	Musicien 2eme catégorie
870	Musicien 2eme catégorie
871	Musicien 2eme catégorie
872	Musicien 2eme catégorie
873	Musicien 2eme catégorie
874	Musicien 2eme catégorie
875	Musicien 2eme catégorie
876	Musicien 2eme catégorie
877	Musicien 2eme catégorie
878	Musicien 2eme catégorie
879	Musicien 3eme catégorie
880	Musicien 3eme catégorie
881	Musicien 3eme catégorie
882	Musicien 3eme catégorie
883	Musicien 3eme catégorie
884	Musicien 3eme catégorie
885	Musicien 3eme catégorie
886	Musicien 3eme catégorie
887	Musicien 3eme catégorie
888	Musicien 3eme catégorie
889	Musicien 3eme catégorie
890	Musicien 3eme catégorie
891	Musicien 3eme catégorie
892	Musicien 3eme catégorie
893	Musicien 3eme catégorie
894	Musicien 3eme catégorie
895	Musicien 3eme catégorie
896	Musicien 3eme catégorie
897	Musicien 3eme catégorie
898	Musicien 3eme catégorie

840	Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe ; Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe
899	Musicien 3eme catégorie
901	Technicien, Technicien principal de 2ème classe, Technicien principal de 1ère classe ; Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal
1232	Adjoint administratif, Adjoint administratif principal de 2ème classe, Adjoint administratif principal de 1ère classe
1496	Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe
3872	Assistant de conservation, Assistant de conservation principal de 2ème classe, Assistant de conservation principal de 1ère classe ; Adjoint du patrimoine, Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe, Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe
4404	Adjoint administratif, Adjoint administratif principal de 2ème classe, Adjoint administratif principal de 1ère classe
4943	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal
4968	Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe ; Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe
4975	Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe



























N° de poste	Situation actuelle	Situation future au 01/01/2026
4984	Professeur d'enseignement artistique de classe normale, Professeur d'enseignement artistique hors classe	Professeur d'enseignement artistique de classe normale, Professeur d'enseignement artistique hors classe ; Assistant d'enseignement artistique, Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe, Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe
4992	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal ; Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
4993	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal ; Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
4994	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal ; Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
4995	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal ; Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
4996	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal ; Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
4997	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal ; Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
4998	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal ; Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
4999	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal ; Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
5000	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal	Agent de maîtrise, Agent de maîtrise principal ; Adjoint technique, Adjoint technique principal de 2ème classe, Adjoint technique principal de 1ère classe
5001	Professeur d'enseignement artistique de classe normale, Professeur d'enseignement artistique hors classe	Professeur d'enseignement artistique de classe normale, Professeur d'enseignement artistique hors classe ; Assistant d'enseignement artistique, Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe, Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe
5002	Professeur d'enseignement artistique de classe normale, Professeur d'enseignement artistique hors classe	Professeur d'enseignement artistique de classe normale, Professeur d'enseignement artistique hors classe ; Assistant d'enseignement artistique, Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe, Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe
5007	Rédacteur , Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe	Rédacteur , Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe ; Adjoint administratif, Adjoint administratif principal de 2ème classe, Adjoint administratif principal de 1ère classe
5036	Rédacteur , Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe	Rédacteur , Rédacteur principal de 2ème classe, Rédacteur principal de 1ère classe ; Adjoint administratif, Adjoint administratif principal de 2ème classe, Adjoint administratif principal de 1ère classe
5045	Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe	Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe ; Conseiller socio-éducatif, Conseiller supérieur socioéducatif, Conseiller hors classe socio-éducatif

N° de poste	Situation actuelle	Situation future au 01/01/2026
5046	Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe	Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe ; Ingénieur, Ingénieur principal, Ingénieur hors classe
5047	Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe	Attaché, Attaché principal, Attaché hors classe ; Ingénieur, Ingénieur principal, Ingénieur hors classe



Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**47° REGIE DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE MULHOUSE : MISE A  
DISPOSITION D'AGENTS DE LA VILLE DE MULHOUSE  
(DRH/4.1.4/1708)**

L'Orchestre National de Mulhouse est devenu un établissement public en régie personnalisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Afin d'assurer une transition progressive, il a été décidé que, jusqu'au 31 décembre 2025, les agents de l'Orchestre resteraient employés par la ville de Mulhouse. Le transfert complet du personnel vers la régie personnalisée est prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

A la différence des agents contractuels repris obligatoirement par la Régie de l'Orchestre National de Mulhouse, les deux agents titulaires actuellement affectés à l'orchestre restent des agents de la ville de Mulhouse.

La poursuite de leurs missions actuelles nécessite donc la mise à disposition de ces agents auprès de la Régie de l'Orchestre National de Mulhouse, conformément aux articles L512-6 à L512-9 du Code Général de la Fonction Publique.

Les articles L512-12 à L512-15 du Code Général de la Fonction Publique autorisent par ailleurs la mise à disposition de personnels territoriaux.

Aussi, il est proposé d'établir une convention entre la Ville de Mulhouse et la Régie de l'Orchestre National de Mulhouse prévoyant les modalités administratives et financières de la mise à disposition de deux équivalents temps plein pour une durée de trois ans maximum.

En cas de modification non substantielle, cette convention pourra être amendée par voie d'avenant pendant cette période de trois ans.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement des traitements et de leurs accessoires ainsi que des charges sociales afférentes, versés aux agents concernés.

Il est proposé d'autoriser la signature de cette convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

1 PJ : le projet de convention.



**POLE RESSOURCES ET MOYENS**  
Direction des Ressources Humaines  
VL

### **CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION D'AGENTS DE LA VILLE DE MULHOUSE AU PROFIT DE LA REGIE DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE MULHOUSE**

Entre,

La Ville de Mulhouse, représentée par Monsieur Thierry NICOLAS, adjoint au Maire, d'une part,

Et

La Régie de l'Orchestre National de Mulhouse, représentée par sa Présidente, Madame Michèle LUTZ, d'autre part,

- Vu les articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15 du Code Général de la Fonction Publique Territoriale,  
Vu l'article L512-8 autorisant la mise à disposition auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,  
Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,  
Vu la délibération du Conseil Municipal n°1708 du 11 décembre 2025 relative à la mise à disposition de deux agents de la Ville de Mulhouse au profit de la Régie de l'Orchestre National de Mulhouse,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

#### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention vise à préciser les modalités administratives et financières de la mise à la disposition au profit de la Régie de l'Orchestre National de Mulhouse d'agents de la Ville de Mulhouse.

#### **Article 2 : Modalités de la mise à disposition**

Sont concernés par la présente convention deux agents à temps complet.

Les mises à disposition prendront effet au 1<sup>er</sup> janvier 2026 et feront l'objet d'arrêtés individuels.

#### **Article 3 : Situation administrative et conditions de travail**

- Pendant la durée de la mise à disposition, la situation statutaire des agents sera gérée par la Ville de Mulhouse.
- Les intéressés seront placés sous la responsabilité hiérarchique du Directeur de la Régie de l'Orchestre National de Mulhouse.
- Les agents bénéficieront des droits et avantages, présents et à venir, conférés aux agents de la Ville de Mulhouse (conditions de travail, congés annuels, autorisations exceptionnelles d'absences, protection sociale, formation...).
- L'autorité territoriale d'origine exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par le Directeur de la Régie de l'Orchestre National de Mulhouse.
- Une évaluation des activités des agents sera faite annuellement selon les modalités fixées par la Ville de Mulhouse ; un rapport sur la manière de servir des intéressés sera établi par le Directeur de la Régie de l'Orchestre National de Mulhouse et transmis au Maire de la Ville de Mulhouse pour l'entretien professionnel.

#### **Article 4 : Le traitement et les frais professionnels**

Pendant toute la durée de la mise à disposition, la Ville de Mulhouse assure le versement des traitements et leurs accessoires aux agents concernés. La Régie de l'Orchestre National de Mulhouse ne versera à ces agents aucun complément de rémunération.

En contrepartie de la mise à disposition, la Régie de l'Orchestre National de Mulhouse s'engage à rembourser annuellement la Ville de Mulhouse, sur présentation d'une facture, les rémunérations principales et leurs accessoires versés aux intéressés, ainsi que les charges sociales correspondantes.

Les frais de déplacement et les frais de formation éventuellement engagés par les agents mis à disposition leur seront remboursés directement par la Ville de Mulhouse.

La mise à disposition ne donnera pas lieu à remboursements des frais précités.

#### **Article 5 : Durée de la mise à disposition**

La mise à disposition des agents est établie à titre individuel.

Au cours de cette période, les agents pourront néanmoins solliciter une affectation dans un service de la Ville de Mulhouse ; celle-ci ne deviendra effective qu'à l'occasion d'une vacance de poste d'un niveau équivalent.

#### **Article 6 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**Article 7 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une période de trois ans du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2027.

Elle est renouvelable expressément par période de trois ans maximum.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure
- d'un commun accord entre les parties
- par dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période contractuelle.

**Article 8 : Litiges**

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en triple exemplaire, à Mulhouse le ..... 2025

Pour la Ville de Mulhouse,  
L'Adjoint au Maire,

Thierry NICOLAS

Pour la Régie de l'Orchestre  
National de Mulhouse  
La Présidente,

Michèle LUTZ

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**48° ENTRETIEN DES ROUTES DEPARTEMENTALES EN TRAVERSEE  
D'AGGLOMERATION : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION N°68-  
2022-019 DU 10 MAI 2022 (Voirie/8.3/1753)**

Conformément aux articles L 3213-3 et L 3321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et à l'article L 131-2 du Code de la Voirie Routière, l'entretien des routes départementales et de leurs dépendances incombent à la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

Toutefois il résulte des articles L 2213-1 et L 2542-3 du CGCT que le Maire exerce la police de la circulation sur les routes départementales en agglomération, et qu'il lui appartient d'assurer la propreté, la salubrité, la sûreté et la tranquillité dans les rues.

Amenées chacune à intervenir sur les sections de routes départementales en agglomération, les rôles respectifs de chaque collectivité doivent en conséquence être définis.

Une convention n° 68-2022-019 a été signée le 10 mai 2022, confiant à la Ville de Mulhouse le soin d'exécuter les travaux d'entretien des sections de routes départementales comprises dans la traverse de la Ville, moyennant le versement par la CeA d'une participation forfaitaire annuelle.

La durée de cette convention a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2025 par avenant n°1 signé le 27 décembre 2023, notamment pour tenir compte d'un projet d'échange de voiries permettant d'assurer une meilleure cohérence de classement des voies existantes dans l'agglomération mulhousienne.

A ce jour des pourparlers étant toujours en cours et la Ville de Mulhouse souhaitant être désignée maître d'ouvrage pour la réalisation de travaux d'entretien relevant de la voirie départementale (et donc intervenir pour le compte de la CeA), les deux collectivités ont décidé d'un commun accord de conclure une nouvelle convention avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Cette convention a pour objet :

- de permettre à la Ville d'exécuter les travaux de gros et petit entretien des sections des routes départementales comprises dans la traverse de son agglomération. Ces sections représentent 250 145m<sup>2</sup>,
- de rappeler les compétences propres de la Ville sur ces sections, et les travaux qui relèvent exclusivement de la CeA.

Au titre des conditions financières, il est convenu le principe du versement annuel par la CeA, à la Ville, d'une somme globale forfaitaire calculée sur la base du coût moyen d'entretien des routes départementales en agglomération. Ce forfait est dû à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, et sera révisé chaque année.

Le montant du forfait (F0) est de 182 304 € (1,395% x 13 068 400 €), soit 48 538 € au titre des dépenses de fonctionnement, et 133 766 € au titre des dépenses d'investissement.

La convention sera établie pour une durée d'une année à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

La convention pourra être renouvelée tacitement pour une année supplémentaire soit jusqu'au 31 décembre 2027.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le renouvellement de la convention n° 68-2022-019 à conclure avec la CeA confiant à la Ville l'exécution des travaux de gros et de petit entretien des sections des routes départementales comprises dans la traverse de son agglomération,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer ladite convention ainsi que toutes pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

1 PJ : convention CeA / Ville de Mulhouse

**MULHOUSE**

**Entretien des Routes Départementales (RD) en traversée d'agglomération**

**CONVENTION N°68-2025-**

VU le Code de la Voirie routière et notamment ses articles L.131-2 et suivants, relatifs aux voies faisant partie du domaine public routier départemental, à leurs caractéristiques et à leur financement, et l'article L.115-2 offrant aux collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale la faculté de confier par convention la maîtrise d'ouvrage d'une opération d'aménagement d'une voie de leur domaine public routier à une autre collectivité territoriale ou à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles, L. 2213-1 relatif aux pouvoirs des maires en matière de police de la circulation en agglomération, L.2542-3 relatif aux pouvoirs de police des maires des communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin en matière de salubrité des rues, L. 3213-3 relatif aux modalités de gestion de la voirie départementale et L. 3321-1, 16° relatif à l'inscription budgétaire obligatoire des dépenses d'entretien et construction de la voirie départementale,

VU le Règlement de la Voirie Départementale de la Collectivité européenne d'Alsace adopté par délibération n°CD-2023-5-7-2 du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 18 décembre 2023, et notamment ses articles n°9 à 14 du titre II relatifs à la gestion du domaine public et à la police de la circulation et de la conservation du domaine public routier et l'article n°16 du titre III sur les droits et obligations de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU la convention antérieure n°68-2022-019 conclue le 10 mai 2022 entre la Collectivité européenne d'Alsace et la Ville de Mulhouse pour l'entretien des routes départementales (RD) en traversée d'agglomération de Mulhouse, et son avenant n°1 du 22 décembre 2023 portant prolongation de sa durée jusqu'au 31 décembre 2025,

VU la délibération n° CP- ... de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du ... approuvant les termes de la présente convention et autorisant Monsieur Frédéric BIERRY, Président de la Collectivité européenne d'Alsace à la signer,

VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Mulhouse du 11 décembre 2025, autorisant Madame Michèle LUTZ, Maire ou son représentant à signer la présente convention,

Entre les soussignés :

- **La Collectivité européenne d'Alsace** représentée par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace, M. Frédéric BIERRY, dûment habilité par la délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace susvisée, ci-après dénommée la « **Collectivité européenne d'Alsace** » d'une part,
- **La Ville de MULHOUSE** représentée par Madame Claudine BONI DA SILVA, Adjointe au Maire, dûment autorisée par la délibération du Conseil Municipal susvisée, ci-après désignée par la « **Ville** ».

Les co-signataires pouvant être par ailleurs désignés par "**les parties**".

Il a été convenu ce qui suit :

**PREAMBULE**

Conformément aux articles L 3213-3 et L 3321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et à l'article L 131-2 du Code de la Voirie Routière, la **Collectivité européenne d'Alsace** a la charge des dépenses relatives à la construction, à l'aménagement et à l'entretien des routes départementales. Cette compétence s'étend aux voies départementales proprement dites, entendues comme la chaussée, mais aussi à leurs dépendances, qui en constituent des accessoires indispensables.

A ce titre, le Président de la Collectivité européenne d'Alsace dispose du pouvoir de police de la conservation des voies départementales, qu'elles soient situées en agglomération ou hors agglomération et doit veiller à assurer la sécurité des usagers dans des conditions normales de sécurité.

En agglomération, cette compétence de principe qui incombe à la **Collectivité européenne d'Alsace** n'est pas exclusive des obligations pouvant peser sur le Maire au titre de ses pouvoirs. En vertu des dispositions des articles L 2213-1 et L 2542-3 du CGCT, le Maire exerce la police de la circulation sur les routes départementales en agglomération et dispose d'un large pouvoir de police générale au titre duquel il lui appartient d'assurer la propreté, la salubrité, la sûreté et la tranquillité dans les rues.

Il résulte de ce qui précède que tant la **Collectivité européenne d'Alsace** que la **Ville** sont compétentes en agglomération, chacune en ce qui la concerne, sur les routes départementales et leurs dépendances, et qu'il leur appartient de mettre en œuvre les mesures relevant de leurs pouvoirs de manière concertée et coordonnée.

Dans les faits, depuis de nombreuses années, la **Collectivité européenne d'Alsace** et la **Ville** assument leurs obligations en intervenant sur le domaine public routier départemental.

Ainsi, à titre d'exemples, la **Collectivité européenne d'Alsace** réalise les aménagements et les travaux garantissant les bonnes conditions de desserte des usagers des chaussées départementales, alors que la Ville assure la mise en œuvre du pouvoir de police générale de son Maire et décide des embellissements sur les dépendances des routes (plantation et entretien d'arbres et de végétations). Elle matérialise également les décisions relevant de

la police de circulation du Maire (passages piétons, feux de signalisation...), en implantant et gérant les équipements nécessaires.

Dans la mesure où les deux collectivités sont amenées à intervenir régulièrement sur les routes départementales et leurs dépendances situées en agglomération de Mulhouse, il est apparu opportun de définir leurs rôles respectifs au sein d'une convention.

En dernier lieu, par convention n° 68-2022-019 signée entre les parties le 10 mai 2022, la Collectivité européenne d'Alsace a confié à la Ville de Mulhouse le soin d'exécuter les travaux d'entretien des sections de routes départementales comprises dans la traverse de la Ville, d'une longueur en équivalent 2 voies de 27,433 km, moyennant le versement par la Collectivité européenne d'Alsace d'une participation forfaitaire annuelle calculée sur la base du coût moyen annuel de l'entretien d'une RD en agglomération.

Cette convention a fait l'objet d'un avenant n° 1 en date du 27 décembre 2023 prolongeant sa durée jusqu'au 31 décembre 2025, pour tenir compte notamment des travaux d'études menés en parallèle par les parties en vue de concrétiser, à terme, une opération d'échange de voiries permettant d'assurer une meilleure cohérence de classement des voies existantes dans l'agglomération mulhousienne tout en tenant compte de l'évolution de plusieurs secteurs de la Ville et de la continuité du réseau routier départemental.

Au regard de l'échéance de cette convention, des pourparlers en cours sur l'opération précitée et considérant que la Ville de Mulhouse souhaite être désignée maître d'ouvrage pour la réalisation de travaux d'entretien relevant de la voirie départementale située dans son agglomération, et être autorisée dans ce cadre, à intervenir pour le compte de la Collectivité européenne d'Alsace, il convient de conclure une nouvelle convention prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, dont les conditions sont détaillées ci-après.

Enfin, l'article 42 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite Loi 3DS, a, par la création de l'article L.115-2 du Code de la voirie routière, facilité la faculté pour les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale de conclure des conventions permettant de confier la maîtrise d'ouvrage d'opérations d'aménagement des voies appartenant à leur domaine public.

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de permettre à la **Ville** d'exécuter les travaux de gros et de petit entretien des sections des routes départementales comprises dans la traverse de l'agglomération telles que répertoriées dans l'état joint en annexe 1, mentionnant la superficie totale des routes concernées qui relèvent de la compétence de la **Collectivité européenne d'Alsace** et représentent 250 145 m<sup>2</sup>. Pour ce faire, la **Ville** est donc autorisée à exécuter l'ensemble des travaux définis à l'article 2 et se voit reconnaître le droit de gérer pour le compte de la **Collectivité européenne d'Alsace** le domaine routier concerné, dans les conditions qui suivent.
- de rappeler les compétences propres de la **Ville** sur ces mêmes sections de routes départementales, et les travaux qui relèvent exclusivement de la **Collectivité européenne d'Alsace**.

## ARTICLE 2 – DEFINITIONS PREALABLES

**Routes départementales** : sont concernées par la présente convention, l'ensemble des routes départementales situées à l'intérieur de l'agglomération de Mulhouse, telle que délimitée par arrêté de son Maire, et signalée par des panneaux d'entrées et de sorties d'agglomération (cf. annexe 1).

**Emprise d'une route en traverse d'agglomération** : comprend tous les éléments constituant la route, allant de la chaussée à ses dépendances et réseaux. Le profil en travers type joint en annexe 2 matérialise l'emprise des routes départementales en agglomération.

**Entretien** : ensemble des opérations de gestion, de maintenance, de surveillance et travaux de renouvellement, hors opérations de nettoyage. Il peut s'agir de dépenses de fonctionnement ou d'investissement selon le cas.

## ARTICLE 3 – TRAVAUX

**Article 3-1 : Travaux d'entretien dont la charge relève de la Collectivité européenne d'Alsace et qui sont réalisés par la Ville en vertu de la présente convention**

Les travaux concernés correspondent à ceux relevant des compétences obligatoires de la **Collectivité européenne d'Alsace**, rappelées en préambule, à savoir les travaux portant sur l'aménagement et l'entretien des chaussées des routes départementales et de leurs dépendances dont la **Collectivité européenne d'Alsace** est propriétaire et, en principe, réalisés sous maîtrise d'ouvrage de celle-ci.

**Les travaux que la Ville est autorisée à réaliser pour le compte de la Collectivité européenne d'Alsace correspondent au gros entretien et au petit entretien des ouvrages, aménagements et équipements ci-après :**

- **La chaussée** (revêtement et couches de roulement) : elle est délimitée par des bordures de trottoir, voire par des pavés formant fils d'eau. En l'absence de trottoir, le bord du revêtement en constitue la limite. Toutefois, par accord entre les parties (cf. article 3.2), les travaux de désamiantage en cas d'amiante dans la couche de roulement, qui relèvent en principe du gros entretien, restent à la charge de la CeA ;
- **Les aménagements liés à des utilisations spécifiques** : tels que arrêts de bus, bandes cyclables et places de stationnement délimités de la bande de roulement par un simple marquage routier, à l'exclusion de toute autre séparation ;
- **Les ouvrages d'art** : mais uniquement pour ce qui concerne le revêtement de la chaussée (couche de roulement) et les garde-corps et autres équipements attachés à la superstructure de ces ouvrages d'art ;
- **Les équipements divers** : il s'agit des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération, et de la signalisation directionnelle et touristique portée au Schéma Directeur Départemental de la Signalisation Directionnelle.

**Pour l'ensemble de ces équipements, la Ville se voit transférer l'ensemble de l'entretien, tel que défini à l'article 2, et englobant :**

- Le *gros entretien* : par gros entretien, il faut comprendre tous les travaux de maintien en état des chaussées, y compris le renouvellement des couches de roulement. Les travaux se rattachant à la structure de la chaussée ne sont pas



compris dans le gros entretien qui est confié à la Ville par le présent article.

- Le *petit entretien* : l'entretien courant des chaussées et des dépendances (accotements, caniveaux, bornes et signalisation, superstructures des ouvrages d'art dont chaussées, trottoirs, garde-corps, joints et l'exécution d'emplois et rechargements partiels des chaussées, réparations diverses, signalisation horizontale).

### **Article 3-2 : Travaux d'entretien dont la charge relève de la CeA (non confiés à la Ville)**

**Les travaux conservés par la Collectivité européenne d'Alsace correspondent :**

- **au gros entretien, au petit entretien et à l'aménagement de la structure des ouvrages d'art** : la **Collectivité européenne d'Alsace** continuera à assurer la conservation et l'entretien des ponts et murs de soutènement supportant la chaussée de tels ouvrages. Ce principe vaut aussi pour la partie de l'ouvrage supportant les trottoirs ou pistes cyclables, à l'exclusion de l'entretien des équipements des ouvrages (garde-corps...) et de la couche de roulement de la chaussée, en application de l'article 3-1 ;
- **aux travaux d'entretien touchant à la structure des chaussées (partie située en dessous de la couche de roulement)**. La **Collectivité européenne d'Alsace** demeure seule compétente pour apprécier si la structure de la chaussée doit être reprise ou non et pour diligenter, le cas échéant, les travaux correspondants ;
- **aux travaux de désamiantage en cas de présence d'amiante dans la couche de roulement.**

La **Collectivité européenne d'Alsace** informe la **Ville** dans les meilleurs délais en cas d'intervention de sa part au titre des travaux qui précèdent. La **Ville** s'engage, à cet égard, à accorder toutes facilités à la **Collectivité européenne d'Alsace** pour permettre ces travaux.

### **Article 3-3 : Travaux d'entretien dont la charge relève de la Ville**

La **Ville** assure l'entretien des ouvrages, aménagements et équipements ci-après :

- **Les aménagements latéraux séparés de la chaussée par des bordures ou des pavés formant fil d'eau** (tels que places de stationnement...) ;
- **Les aménagements de surface de la chaussée et les équipements répondant à une logique de sécurité routière au titre des pouvoirs de police de la circulation ou décidés pour le confort des habitants** (îlot séparateurs, plateaux surélevés, fils de pavés formant fil d'eau...) ;
- **Les trottoirs, les pistes cyclables ou les voies vertes (etc.) séparées de la chaussée par des bordures ou un fil d'eau ;**
- **Les équipements de la route** comme les murs de soutènement supportant les trottoirs (à l'exclusion de la chaussée), les réseaux de collecte, d'évacuation et de traitement des eaux pluviales, les réseaux d'éclairage public, la signalisation de police horizontale et verticale, les feux tricolores, la signalisation directionnelle et touristique non portée au Schéma Directeur Départemental de la Signalisation Directionnelle, les mâts supports et la signalétique, les garde-corps, balises, bornes d'interdiction, les glissières de sécurité, les abris bus (hors arrêts de bus visés à l'article 3.1)
- **Les autres équipements** tels que les arbres, plantations et espaces verts, le

mobilier urbain.

- **Les fossés latéraux.**

La **Ville** réalise également toutes les opérations de nettoyage de la chaussée et de ses dépendances (déneigement, déverglacage, lavage, balayage, fauchage des accotements...).

En outre, il est rappelé que la création des aménagements de voirie relevant de la compétence de la **Ville** rentre dans le dispositif de droit commun et peut faire l'objet d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la **Ville** et la **Collectivité européenne d'Alsace** au titre des opérations d'aménagement en traversée d'agglomération lorsque la structure des chaussées est impactée.

L'annexe 2 illustre, sous forme de schémas, l'étendue des obligations et engagements de la **Ville** tels que résultant des articles 3-1 et 3-3, sans préjudice des dispositions de l'article 3-2.

### **ARTICLE 4 – MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX RELEVANT DE L'ARTICLE 3-1**

Les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la **Ville** au titre de l'article 3-1 de la présente convention sont exécutés conformément aux règles de l'art.

Les matériaux employés doivent être de bonne qualité et répondre aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux.

Afin de s'inscrire dans une nécessaire anticipation liée à l'adoption des budgets des collectivités, la **Ville** s'engage à transmettre à la **Collectivité européenne d'Alsace** au plus tard pour le 15 septembre de l'année n-1, la prévision des travaux envisagés l'année n. Le programme et le coût prévisionnel des travaux sera à confirmer par la **Ville** après le vote du budget primitif communal.

### **ARTICLE 5 – AUTORISATION DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE ET INFORMATION DE LA VILLE**

La **Ville** peut exécuter les travaux visés aux articles 3-1 et 3-3 sans accord préalable de la **Collectivité européenne d'Alsace**. La présente convention vaut en effet autorisation de la **Collectivité européenne d'Alsace** pour réaliser ces derniers sur son domaine public routier.

Cependant, si la **Ville** envisage, en application de l'article 3-1, de modifier le profil d'une route départementale visée à l'article 2, elle devra recueillir la validation préalable de la **Collectivité européenne d'Alsace**, qui prendra la forme d'un simple accord écrit émanant de la Direction des Infrastructures, Routes et Mobilités.

En outre, toute intervention d'un tiers pour des travaux de réseaux ou autres sur les routes départementales donne lieu à la délivrance d'une permission de voirie par la **Collectivité européenne d'Alsace**. L'avis préalable du Maire de la **Ville** est obligatoirement recueilli par le pétitionnaire dans le formulaire de déclaration d'intervention sur le domaine public (DIDP) sur de telles demandes, eu égard aux missions exercées par ses soins sur les routes en application de la présente convention, et notamment de son article 3-1.

La DIDP doit être déposée par le tiers demandeur avant la date d'exécution des travaux, auprès du Service Routier de Mulhouse, qui dispose d'un délai de deux mois maximum pour son instruction. La **Collectivité européenne d'Alsace** tiendra compte des spécificités du Règlement de Voirie de la **Ville** dans sa permission de voirie. Un exemplaire

de l'autorisation de voirie est alors transmis par la **Collectivité européenne d'Alsace** à la **Ville**, le ou les jours suivant(s) sa délivrance.

**ARTICLE 6 – PROPRIETE DES EQUIPEMENTS REALISES**

Les équipements réalisés par la **Ville** sur le domaine public routier départemental en vertu de l'article 3-1 sont intégrés automatiquement à la voirie départementale au fur et à mesure de leur réalisation, sans qu'il soit nécessaire qu'un acte spécifique ne vienne constater leur incorporation.  
Ils continuent cependant à être gérés et entretenus par la **Ville** conformément aux principes posés dans la présente convention, en particulier à son article 3-1.

**ARTICLE 7 – RESPONSABILITE DE LA VILLE**

La **Ville** est responsable des accidents ou dommages pouvant résulter, soit du manque d'entretien qui lui serait imputable des sections de routes dont elle a la charge en vertu de la présente convention (articles 3-1 et 3-3), soit des travaux exécutés sur ces mêmes sections par elle ou ses entrepreneurs, soit encore de la présence ou du mauvais fonctionnement des équipements qu'elle aura implantés ou fait planter.

La **Ville** renonce à tout recours contre la **Collectivité européenne d'Alsace** concernant les suites éventuelles de l'exécution des travaux réalisés en application des articles 3-1 et 3-3.

**ARTICLE 8 – MODALITES FINANCIERES**

**Article 8-1 : Modalités de participation forfaitaire de la Collectivité européenne d'Alsace**

La **Ville** réalise et finance les travaux visés à l'article 3-3 qui relèvent de ses compétences propres.

La **Collectivité européenne d'Alsace** réalise et finance les travaux visés à l'article 3-2.

La **Ville** programme, réalise et finance les travaux visés à l'article 3-1. Elle assume cette mission gratuitement pour le compte de la **Collectivité européenne d'Alsace** (pas de rémunération de la Ville).

Toutefois, dans la mesure où les travaux concernés relèvent de la compétence de la **Collectivité européenne d'Alsace**, il a été convenu entre les parties le principe du versement, chaque année, par la **Collectivité européenne d'Alsace**, à la **Ville**, d'une somme globale forfaitaire calculée sur la base du coût moyen d'entretien des routes départementales en agglomération.

La **Collectivité européenne d'Alsace** souhaite, en effet, par souci d'équité entre toutes les communes alsaciennes, engager à Mulhouse le même niveau de dépenses que la moyenne départementale.

Le coût moyen annuel de l'entretien d'une route départementale en agglomération sur le territoire haut-rhinois est calculé par application d'un ratio d'1/3 (linéaire RD en agglomération / total linéaire RD alsacien) ainsi que d'un ratio de 40% (linéaire RD sur le territoire haut-rhinois / total linéaire RD alsacien) sur le montant annuel moyen des dépenses réalisées entre 2022 et 2024 pour l'ensemble des RD de la **Collectivité européenne d'Alsace** (représentant 26 096 017 € en fonctionnement et 71 917 210 € en investissement), soit 13 068 430 €.

Le ratio « surface de RD en agglomération de MULHOUSE » / « surface totale des RD en agglomération dans le Département du Haut-Rhin » (250 145 m²/17 927 101 m²) s'élève à 1,395 %.

Par application du ratio surfacique sur le coût moyen annuel de l'entretien d'une RD en agglomération, le montant du forfait (F0) est de 182 304 € (1,395% x 13 068 400 €), soit 48 538 € au titre des dépenses de fonctionnement, et 133 766 € au titre des dépenses d'investissement.

**Ce forfait est dû à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année 2026.**

Dès lors que des changements de domanialité des voiries concernées par la présente convention seront actés, la présente convention sera modifiée en conséquence afin d'actualiser la liste des RD en agglomération de Mulhouse entrant dans son champ d'application (annexe 1) ainsi que la base de calcul de la participation forfaitaire de la CeA définie par le présent article.

**Article 8-2 : Révision de la participation forfaitaire de la CeA**

Le forfait défini à l'article précédent est révisé chaque année selon la formule suivante :

$$F_n = F_0 (0,15 + 0,45 [TP01n/TP01o] + 0,40 [TP09n/TP09o])$$

Dans laquelle

F0 désigne le forfait de base en valeur du mois de janvier 2026

F<sub>n</sub> désigne le forfait de l'année considérée

TP01o désigne la valeur de l'index « général tous travaux du mois mo - janvier 2026

TP01n désigne la valeur du même index au mois de janvier de l'année n

TP09o désigne la valeur de l'index « travaux d'enrobés » du mois mo- janvier 2026

TP09n désigne la valeur du même index au mois de janvier de l'année n

**Article 8-3 : Eligibilité de la Ville aux subventions de la Collectivité européenne d'Alsace**

Par la présente convention, la **Collectivité européenne d'Alsace** et la **Ville** entendent organiser les modalités d'intervention de cette dernière, pour le compte de la **Collectivité européenne d'Alsace**, au titre des travaux visés à l'article 3-1.

Pour ces travaux, la **Collectivité européenne d'Alsace** verse à la **Ville** une participation forfaitaire, telle que précisée aux articles 8-1 et 8-2, calculée sur la base des frais engagés par la **Collectivité européenne d'Alsace** annuellement sur les routes départementales.

Cette participation correspond donc au montant des dépenses obligatoires relevant de la compétence de la **Collectivité européenne d'Alsace**. Aucune subvention de la **Collectivité européenne d'Alsace** sur la part des travaux mentionnés à l'article 3-1 ne pourra donc être sollicitée par la **Ville**.

**En revanche, les travaux relevant de la compétence de la Ville, tels que rappelés à l'article 3-3, demeurent pleinement éligibles aux dispositifs de soutien mis en place par la Collectivité européenne d'Alsace.** La **Ville** pourra donc continuer à déposer des demandes de subventions au titre des dispositifs dédiés de la **Collectivité**

**européenne d’Alsace**, actuels comme à venir, demandes qui seront instruites dans les conditions de droit commun.

**Article 8-4 : Participation de la Collectivité européenne d’Alsace hors forfait annuel sur l’entretien des structures des routes départementales ou leur désamiantage**

Une partie des routes départementales ou de leurs dépendances concernées par la présente convention, et dont la charge d’entretien visé à l’article 3-2 relève de la **Collectivité européenne d’Alsace**, nécessiteront une remise en état de leur structure ou un éventuel désamiantage des couches de roulement.

La **Collectivité européenne d’Alsace** peut donc être amenée à envisager la réalisation de ce type de travaux sur une année n déterminée.

Or, dans le cadre du programme des travaux d’entretien réalisés par la **Ville** en année n, sur la base des articles 3-1 et 3-3 de la présente convention, la **Ville** peut également être amenée à réaliser divers travaux sur ces mêmes routes au titre de la même année.

C’est pourquoi, dans un tel cas de figure, et afin de garantir une parfaite unité fonctionnelle et technique des projets de travaux impactant les mêmes voies, la **Collectivité européenne d’Alsace** et la **Ville** peuvent convenir, en application de l’article L 2422-12 du code de la commande publique, que la **Ville** est désignée maître d’ouvrage unique des opérations concernées et bénéficie dans ce cadre d’un transfert temporaire de maîtrise d’ouvrage de la part de la **Collectivité européenne d’Alsace**.

Aux fins d’anticiper au mieux ces cas de figure, les parties conviennent d’échanger au cours de l’année n-1 sur la nature exacte et le coût des travaux concernés comportant un volet « remise en état de la structure » et/ou « désamiantage de la couche de roulement ».

En cas d’accord des **parties**, ces travaux, qui relèvent de la **Collectivité européenne d’Alsace** conformément à l’article 3-2, seront alors réalisés par la **Ville** en vertu d’une convention spécifique de transfert temporaire de maîtrise d’ouvrage.

**ARTICLE 9 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION FORFAITAIRE ANNUELLE DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D’ALSACE**

A compter de 2026, la **Collectivité européenne d’Alsace** se libèrera de la somme due par elle, au titre de l’année n, sur présentation d’un titre de recette établi par la **Ville** chaque année au plus tard le 15 septembre. La **Ville** devra joindre à l’appui du titre de recette :

- Le détail du calcul de la révision appliquée au montant forfaitaire F0
- Le bilan chiffré des travaux réalisés l’année n-1 en vertu des articles 3-1 et 8-4, et pour la première fois en 2025,

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur le Payeur Départemental de la **Collectivité européenne d’Alsace**.

**ARTICLE 10 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE**

La **Collectivité européenne d’Alsace** pourra demander à tout moment à la **Ville** la communication de toutes les pièces et contrats concernant les travaux considérés réalisés

en application des articles 3-1, 3-3 et 8-4.

**ARTICLE 11 – DUREE**

La présente convention, dont l’entrée en vigueur est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2026, est conclue pour une durée d’un (1) an, soit jusqu’au 31 décembre 2026.

La présente convention pourra être renouvelée tacitement pour une nouvelle période d’un an (1) supplémentaire, soit jusqu’au 31 décembre 2027, sauf volonté contraire exprimée par l’une des **parties** et notifiée à l’autre **partie** au plus tard le 30 novembre 2026.

**ARTICLE 12– RESILIATION**

En cas d’inexécution de l’une de ses obligations figurant dans la présente par l’une des parties, l’autre partie pourra résilier la convention sans indemnité, après envoi d’un courrier en recommandé avec demande d’avis de réception postal resté sans effet dans le délai d’un mois. En cas de faute grave dûment établie, la résiliation pourra avoir lieu sans préavis.

Dans ce cas de figure, la participation forfaitaire prévue à l’article 8-1 sera versée prorata temporis jusqu’à la date de résiliation de la présente convention.

**ARTICLE 13– LITIGES**

Les litiges susceptibles de naître à l’occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg mais uniquement après échec d’une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 3 mois.

Fait en autant d’exemplaires que de **parties**.

Colmar, le

Pour la Collectivité  
européenne d’Alsace  
Le Président

Frédéric BIERRY

Mulhouse, le

Pour la Ville de MULHOUSE  
L’Adjointe déléguée

Claudine BONI DA SILVA

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**49° NAVETTE DU CENTRE-VILLE DE MULHOUSE : CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIERE AU DISPOSITIF (VOIRIE/7.5/1737)**

Depuis juin 2015, un service de navette électrique est proposé pour compléter la desserte du centre-ville de Mulhouse et contribuer à son attractivité.

Destinée aux chalands, aux touristes et aux personnes âgées, les objectifs de cette navette sont de :

- faciliter les déplacements entre les parkings en périphérie du centre et la zone piétonne,
- animer le centre-ville avec un service simple et pratique,
- faciliter les déplacements des personnes âgées dans le centre-ville et vers le marché du Canal Couvert en constituant une « aide à la marche »,
- compléter l'offre de transports urbains dans l'hypercentre.

La navette circule le lundi de 14h à 19h et de 10h à 19h du mardi au samedi hors dimanches et jours fériés. La fréquence de passage s'effectue toutes les 20 minutes. Le service peut être ajusté au besoin en fonction des circonstances. La montée et la descente s'effectuent à la demande en tout point du circuit. Le service est assuré par deux véhicules électriques répondant aux exigences de la transition énergétique.

Ces objectifs relèvent essentiellement de la compétence de la commune. Cependant, la communauté d'agglomération étant l'autorité organisatrice de la mobilité, Mulhouse Alsace Agglomération porte la mise en œuvre du service dont le coût du service est entièrement pris en charge par la Ville de Mulhouse.

Ce service faisant l'objet d'une convention arrivée à échéance fin 2024, il est proposé de conclure une nouvelle convention entre la ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération tenant compte des montants prévisionnels ci-dessous et précisant les modalités de paiement pour une durée maximale de 6 ans.

Les montants prévisionnels sont les suivants :

- du 1er janvier au 31 décembre 2025	367 086,00 € HT
- du 1er janvier au 31 décembre 2026	364 151,00 € HT
- du 1er janvier au 31 décembre 2027	355 634,00 € HT
- du 1er janvier au 31 décembre 2028	357 346,00 € HT
- du 1er janvier au 31 décembre 2029	355 426,00 € HT
- du 1er janvier au 31 décembre 2030	355 830,00 € HT

Ces montants sont exprimés en valeur décembre 2023, assujettis à TVA au taux réduit en vigueur au titre de l'activité Transport de Voyageurs. Ils sont à actualiser annuellement selon les dispositions de la convention de délégation de service public entre m2A et Soléa.

Les crédits sont inscrits au BP 2026 :

Ligne de crédit 26020 – chapitre 011 – nature 6042

« Navette électrique »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions,
- autorise le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que toutes les pièces nécessaires à son exécution.

PJ : 1 - Convention d'attribution d'une participation financière au dispositif de navette du centre-ville de Mulhouse



Mulhouse Alsace Agglomération

Ville de Mulhouse

# **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIERE AU DISPOSITIF DE NAVETTE DU CENTRE VILLE DE MULHOUSE**

Entre

- Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par M. Yves GOEPFERT, Vice-président, dûment autorisé par la délibération du 8 décembre 2025 ci-après désignée par "m2A",  
d'une part,
- La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Claudine BONI DA SILVA, Adjointe Déléguée, dûment autorisée par la délibération du Conseil Municipal du 11/12/2025, ci-après désignée par la "Ville de Mulhouse",  
d'autre part,

Les co-signataires étant par ailleurs désignés par les "parties",

Il a été convenu ce qui suit :

## **PRÉAMBULE**

Un service de navette électrique est proposé depuis juin 2015 au Centre-Ville de Mulhouse. Elle permet de compléter la desserte du Centre-ville et de contribuer à son attractivité. Destinée notamment aux chalandes, aux touristes et aux personnes âgées, les objectifs de cette navette sont de :

- Faciliter les déplacements entre les parkings en périphérie du centre et la zone piétonne ;
- Animer le centre-ville avec un service simple et pratique ;
- Faciliter les déplacements des personnes âgées dans le centre-ville et vers le marché du Canal Couvert en constituant une « aide à la marche » ;
- Compléter l'offre de transports urbains dans l'hyper-centre.

Ces objectifs relèvent de la compétence de la commune. Cependant, la communauté d'agglomération étant l'autorité organisatrice de la mobilité, Mulhouse Alsace Agglomération porte depuis lors la mise en œuvre du service dans les conditions déterminées par convention.

Une convention conclue le 20 novembre 2019 entre Mulhouse Alsace Agglomération et la Ville de Mulhouse est arrivée à échéance le 31 décembre 2024. Compte tenu de la signature d'une nouvelle convention de délégation de service public pour la gestion du service de mobilité urbaine sur le territoire de m2A, il y a lieu de conclure une nouvelle convention d'attribution d'une participation financière entre la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération.

## **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une participation financière de la Ville de Mulhouse à Mulhouse Alsace Agglomération pour la mise en place de la navette électrique au centre-ville de Mulhouse.

## **ARTICLE 2 – CONTENU DU SERVICE**

La navette circule le lundi de 14h à 19h et de 10h à 19h du mardi au samedi hors dimanches et jours fériés. La fréquence de passage s'effectue toutes les 20 minutes. Le service peut être ajusté au besoin en fonction des circonstances. La montée et la descente s'effectueront à la demande en tout point du circuit.

Toutes évolutions mineures de services ne générant pas de coûts supplémentaires sont possibles par simple échange de courriers (modification de circuit, modification des horaires, de la régularité et de la cadence, de la fréquence, des équipements...). Dans les autres cas, un avenant devra être formalisé.

Le service est assuré par deux véhicules électriques répondant aux exigences de la transition énergétique.

Des services numériques sont développés pour faciliter l'usage de la navette et créer des liens avec d'autres services comme les commerces ou le tourisme.

## **ARTICLE 3 – DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES**

Pour permettre à m2A et son exploitant d'adapter le service et notamment de préparer les déviations nécessaires en cas de travaux ou de festivités, la Ville de Mulhouse s'engage à transmettre dans les meilleurs délais et au minimum 15 jours avant, tous les arrêtés modifiant les conditions de circulation sur les voies empruntées par la navette.

La Ville de Mulhouse et m2A seront informés dans les meilleurs délais des dispositions prises pour s'adapter aux perturbations prévisibles. La gestion de ces perturbations s'effectuera dans

**ARTICLE 6 – MODALITES DE FINANCEMENT**

La Ville de Mulhouse s'engage à réaliser deux versements semestriels, l'un en juin et l'autre en novembre correspondant à chacun d'eux à la moitié de l'estimation ci-dessus. Le solde lié à l'actualisation de l'année N s'effectuera en même temps que le versement de l'acompte du premier semestre de l'année N+1, une fois les valeurs indiciaires connues.

Le règlement s'effectue dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du titre de recettes émis par m2A.

**ARTICLE 7 – RESPONSABILITE**

Chaque partie est responsable des conséquences dommageables résultant des obligations mises à sa charge par la présente convention.

**ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les parties jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. La présente convention pourra être renouvelée, par périodes successives d'un an, par tacite reconduction. Un bilan du service sera réalisé au cours du troisième trimestre de chaque année civile. Elle expirera le 31 décembre 2030.

Chaque partie peut résilier par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité, la présente convention à chaque échéance annuelle en respectant un préavis de 2 mois. C'est-à-dire avant le 31 octobre de l'année N pour une application à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1.

Compte tenu de la nécessité de remplacement des navettes électriques, les modalités de poursuite du service après le 31 décembre 2026 sont décrites à l'article 5.

Tous les frais de résiliation du contrat seront pris en charge par la Ville de Mulhouse.

les mêmes conditions que sur les autres lignes du réseau Soléa, sauf en cas de contre-indication de la Ville de Mulhouse ou de m2A.

La communication et la gestion de l'application autour du service sera assurée par la Ville de Mulhouse. Sa mise en œuvre fera l'objet d'une concertation avec m2A et Soléa.

Compte-tenu de la gratuité de la navette, il pourra être proposé, à titre strictement volontaire, aux usagers de participer, sous forme de dons, à la réalisation d'un événement ou à toute opération ou œuvre identifié par la Ville de Mulhouse.

**ARTICLE 4 - COUT DU SERVICE**

Le coût du service est pris en charge par la ville de Mulhouse. Elle verse à m2A une contribution annuelle correspondant au montant que cette dernière aura supporté pour la mise en œuvre du service. Ce service fait l'objet d'une option dans la convention de délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine et est décrit à l'article 2.2 de comme suit : « Les services optionnels sont exécutés dans les conditions définies en Annexe 4.12 de la présente convention, qui précise notamment les incidences financières qui s'y rapportent. »

Et à l'article 23.1- Options 1 comme suit :

« Les montants annuels de forfait de charges dû en euros Hors taxes par l'Autorité Délégante sont les suivants :

Option 2 / Période	Forfait de charges Hors taxes dû par l'Autorité Délégante au Délégataire en Euros décembre 2023
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025	367 086 €
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2026	364 151 €
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2027	355 634 €
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2028	357 346 €
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2029	355 426 €
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2030	355 830 €

Ces montants n'intègrent pas le coût du remplacement des deux navettes électriques prévu durant l'exercice 2027 dans l'offre initiale du délégataire.

Ils sont exprimés en valeur décembre 2023, assujettis à TVA au taux réduit en vigueur au titre de l'activité Transport de Voyageurs. Ils sont à actualiser annuellement selon les dispositions de la convention de délégation de service public entre m2A et Soléa.

Les frais de communications liés au service sont pris en charge directement par la Ville de Mulhouse.

**ARTICLE 5 - RENOUVELLEMENT DES DEUX NAVETTES ELECTRIQUES**

Les montants du forfait de charges du service de navette électrique indiqués à l'article 4 ne comprennent pas le remplacement des deux navettes électriques. En raison de de l'ancienneté des véhicules actuels, leur remplacement est à envisager courant de l'exercice 2027.

Aussi la Ville de Mulhouse, m2A et Soléa engageront en 2026 une réflexion pour pourvoir au plus tôt au remplacement des deux navettes électriques et en définir les modalités financières.

Ces nouvelles dispositions feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

**ARTICLE 9 – LITIGES**

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'estimer en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation et de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Fait en autant d'exemplaires que de parties.

Mulhouse, le JJ/MM/2025

Mulhouse Alsace Agglomération

La Ville de Mulhouse

Le Vice-président

Yves GOEPFERT

L'Adjointe déléguée

Claudine BONI DASILVA

Annexe : Actualisation annuelle du coût du service

$$F_n = F_{n0} \times \left[ a + b \frac{G_n}{G_0} + c \frac{E_n}{E_0} + d \frac{ICTH\ TE_n}{ICTH\ TE_0} + e \frac{M_n}{M_0} + f \frac{IPC_n}{IPC_0} \right]$$

Où :

Les coefficients de pondérations sont déterminés en fonction de la structure du compte d'exploitation prévisionnel annexé à la présente convention (cf. annexe 4.3).

Les coefficients ont les valeurs suivantes :

- a = 0%
- b = 2,5%
- c = 4,7%
- d = 65,9%
- e = 11,3%
- f = 15,6%

La somme des coefficients de pondération est égale à 1.

Avec :

- Fn : Forfait de charge hors sous-traitance actualisé de l'année concernée n ;
- Fn0 : Forfait de charge hors sous-traitance en euros valeur décembre 2023 de l'année concernée n (cf. montants indiqués à l'article 23) ;
- Gn : moyenne arithmétique des valeurs définitives des indices des prix à la consommation du gazole (Source INSEE, identifiant 001764283, Base 2015, périodicité mensuelle), pour la période allant de janvier à décembre de l'année n ;
- G0 : moyenne arithmétique des valeurs définitives des indices des prix à la consommation du gazole (Source INSEE, identifiant 001764283, Base 2015, périodicité mensuelle), pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023, valeur 153,90 ;
- En : moyenne arithmétique des valeurs définitives des indices de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36KVA (Source INSEE, identifiant 010764288, Base 2021, périodicité mensuelle), pour la période allant de janvier à décembre de l'année n ;
- E0 : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36KVA (Source INSEE, identifiant 010764288, Base 2021, périodicité mensuelle), pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023, valeur 203,1 ;
- ICTH-Ten : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en décembre 2008 (Source INSEE, identifiant 001565190, Base 100 en décembre 2008, périodicité mensuelle) pour la période allant de janvier à décembre de l'année n.
- ICTH-TE0 : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en décembre 2008 (Source INSEE, identifiant 001565190, Base 100 en décembre 2008, périodicité mensuelle) pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023, valeur 127,3 ;
- Mn : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3 -



Entretien et réparation de véhicules particuliers (Source INSEE, Identifiant 001764109, périodicité mensuelle), pour la période allant de janvier à décembre de l'année n ;

- $M_n$  : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3 - Entretien et réparation de véhicules particuliers (Source INSEE, Identifiant 001764109, périodicité mensuelle), pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023, valeur 130,99.
- $IPC_n$  : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine (Source INSEE, Identifiant 001763866, périodicité mensuelle), pour la période allant de janvier à décembre de l'année n ;
- $IPC_0$  : moyenne arithmétique des valeurs définitives de l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine (Source INSEE, Identifiant 001763866, périodicité mensuelle), pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023, valeur 117,60 (publiée au 12 janvier 2024).

Le calcul de la formule d'actualisation est effectué sans aucun arrondi intermédiaire, puis le coefficient d'actualisation est donné avec cinq (5) chiffres après la virgule, les règles d'arrondi s'appliquent par excès ou par défaut au chiffre suivant. Le calcul du coefficient d'actualisation doit être réalisé dans un tableau au format Excel ou équivalent afin de permettre son suivi. Il sera annexé à la présente convention (annexe 4).

En cas de disparition des indices ou références de cette formule ou de suppression de leur publication, les Parties conviennent :

- d'utiliser l'indice de substitution et le coefficient de raccordement proposés par le producteur de la série arrêtée ;
- à défaut de convenir par avenant du choix d'autres indices ou références, sans formule de raccordement si la base 100 du nouvel indice est antérieure ou égale à 2024 et si la série de l'indice démarre avant ou en 2024.

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**50° PROGRAMME CEE ACTEE+ DANS LE CADRE DU FONDS CHÊNE :  
CONVENTION DE PARTENARIAT (Patrimoine bâti/7.5.8/1744)**

La Ville de Mulhouse mène depuis plusieurs années une politique active en matière de transition énergétique de rénovation de son patrimoine public et des actions d'économie d'énergie.

Afin de renforcer cette démarche et de disposer d'un accompagnement structurant, elle a répondu à la saison 4 du Fonds CHÊNE du programme national Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique (ACTEE+), porté par la SASU FNCCR.

Ce fonds vise à soutenir les collectivités dans la réduction de leurs consommations énergétiques en finançant les moyens organisationnels indispensables : études énergétiques, dispositifs de suivi, et mobilisation de ressources humaines spécialisées.

La candidature de la Ville de Mulhouse a été retenue par le jury national, permettant l'accès à un financement significatif pour engager un programme complet d'audits énergétiques sur les bâtiments publics, et pour renforcer la capacité interne d'analyse et de suivi des consommations.

Le programme prévisionnel des actions est estimé à 304 449,33 € HT, pour lequel une aide de 171 641,33 € HT est attribuée.

Il est détaillé en annexe de la convention jointe et comprend :

- le financement d'un poste d'économe de flux pour onze mois,
- l'acquisition de cinq outils de mesure et de diagnostic énergétique,
- la réalisation de cinquante audits énergétiques couvrant l'ensemble du patrimoine ciblé.

Ce dispositif permettra à la Ville d'obtenir une vision précise de l'état énergétique de ses bâtiments et de prioriser les travaux de rénovation nécessaires dans le cadre de sa stratégie patrimoniale. Les actions doivent être réalisées et facturées au plus tard le 30 septembre 2026, et impliquent un suivi technique et administratif régulier avec la SASU FNCCR.

Dans le cadre de la convention de partenariat proposée, la Ville de Mulhouse s'engagera notamment à mettre en œuvre les actions prévues, à transmettre les

justificatifs et livrables associés, à participer aux points d'étape semestriels, et à respecter les obligations de communication du programme.

La charte des économes de flux ACTEE sera également appliquée.

Après délibération, le Conseil municipal :

- approuve la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- autorise Madame le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tout acte nécessaire à son exécution.

1 PJ : convention de partenariat

- Une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des animations, des MOOC et outils numériques d'analyse. Dans ce cadre, des animations dédiées aux réseaux de lauréats et au réseau des économies de flux sont mises en place ;
  - Le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, incluant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.
- Il s'appuiera notamment sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2 et poursuivra leur déploiement. Le volume de crédits d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme ne dépasse pas 31,5 TWh Cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la réponse à la saison 4 du Fonds « CHÊNE » lancée le 02/05/2024, l'attribution des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner votre candidature.

L'objectif premier de ce Fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les subventions attribuées via ce Fonds génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif de ce Fonds est de créer des coopérations entre établissements publics agréateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également intra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

**Bénéficiaire** : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

**Bénéficiaire final** : est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l'Etat, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée : « Convention ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Le Bénéficiaire prévoit les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe 1 :

Le Bénéficiaire utilisera les moyens d'actions suivants

Lot 1 - Ressources Humaines / Économies de flux  
Nombre d'économies de flux financés : 1  
Nombre de mois : 11  
Coût global (€ HT) : 53 333,33 €  
Aide sollicitée (€ HT) : 21 333,33 €

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi  
Nombre d'outils financés : 5  
Coût global (€ HT) : 15 000,00 €  
Aide sollicitée (€ HT) : 6 000,00 €

Lot 3 - Études énergétiques  
Nombre : 50  
Coût global (€ HT) : 235 500,00 €  
Aide sollicitée (€ HT) : 142 500,00 €

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE

ACTEE+

(PRO-INNO-66)



CHÊNE 4

Entre

La SASU **FNCCR**, sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

[Article membre]**Commune de Mulhouse**, représenté par [Monsieur/Madame] Elwan COLOM, en qualité de [Fonction du représentant], habilité aux fins des présentes par délibération du [Date].

Désigné ci-après par « Commune de Mulhouse » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, relatif au PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Aide aux collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme sera ainsi :

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la mise réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches publiques, plaquettes, comptes-rendus d'études...). Il s'engage à participer aux animations proposées par la SASU FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats. Enfin, le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR les indicateurs qui lui seront demandés lors des remontées de fonds.

Le Bénéficiaire s'engage également à inviter la SASU FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DRD, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR l'adresse e-mail des Bénéficiaires finaux dans un but de diffusion d'informations de la part du Porteur.

Article 3.2.1 Engagements liés à la Charte du réseau Economie de flux ACTEE par le Bénéficiaire signataire

Le Bénéficiaire ayant obtenu une aide relative à l'embauche d'un économiste de flux ou bénéficiant du réseau Economie de flux ACTEE, des actions d'animation et de formation effectuées par la SASU FNCCR, s'engage à signer et à appliquer la charte des économistes de flux ACTEE ainsi que les dispositions liées à la communication mentionnées à l'article 4 de la présente Convention.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

Le montant global des fonds demandés ne fait l'objet d'aucun plafonnement, excepté pour le lot 4 -MOE.

Les dépenses sont éligibles à compter de la date du dépôt de dossier de candidature. Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses, et des livrables associés après validation par les instructeurs de la SASU FNCCR et ne pourront être versés avant signature de la présente Convention.

Les sommes dues au titre de la présente Convention sont versées aux services financiers du Bénéficiaire.

Le cas échéant, le Bénéficiaire s'engage à reverser les fonds perçus aux Bénéficiaires finaux.

Bénéficiaire : Commune de Mulhouse

Coordonnées bancaires :

RIB : [RIB]

IBAN : [IBAN]

BIC : [BIC]

Les versements seront effectués après et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financeurs par la SASU FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme et ce, pour quelque motif que ce soit, la SASU FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus au Bénéficiaire.

4.1 DESENGAGEMENT DES FONDS A L'INITIATIVE DU PORTEUR DU PROGRAMME

Dans le cas où tout ou partie des fonds alloués au titre du Programme n'aurait pas été dépensés par le Bénéficiaire, le Porteur se réserve la faculté de procéder à leur désengagement total ou partiel dans les hypothèses suivantes :

- Dans le cas où un minimum de 30 % du budget n'aurait pas été consommé au 30/06/2025 ;
- Dans le cas où un minimum de 50 % du budget n'aurait pas été consommé au 31/12/2025 ;
- Dans le cas où un minimum de 75 % du budget n'aurait pas été consommé au 30/06/2026.

Dans les cas ci-dessus indiqués, la SASU FNCCR procède unilatéralement au désengagement des fonds, par décision motivée. Cette décision peut être soumise à l'avis du jury à l'initiative de la SASU FNCCR. La décision précise le montant des fonds désengagés. Le Bénéficiaire concerné recevra notification de la décision dans le délai d'un (1) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, sous réserve d'en justifier la réception par le destinataire.

La SASU FNCCR se réserve la même faculté de désengager unilatéralement les fonds dans le cas où les actions réalisées ne correspondent pas à celles pour lesquelles la candidature du Bénéficiaire a été sélectionnée par le jury. Le même principe s'applique dans l'hypothèse où la qualité des livrables présentés par le Bénéficiaire au titre de la justification des dépenses est manifestement inférieure à celle qui pouvait raisonnablement attendre d'un prestataire diligent dans le cadre de marchés de même nature.

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 330 449,33 euros HT entre le 02/05/2024 et le 30/09/2026.

Le détail du budget est décrit en annexe 1.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la présente Convention, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

et noter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle des instructeurs de la SASU FNCCR ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements au Bénéficiaire ;
- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et sans frais : elle agit sous la supervision du Ministère De La Transition Écologique Et De La Cohésion Des Territoires et conformément aux règles de gestion énoncées dans la Convention ACTEE + et la doctrine de programme CEE.

3.2 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Article 3.2.1 Engagements liés à la participation au Fonds Chêne

Le Bénéficiaire s'est engagé lors de la candidature à la saison 4 du Fonds CHÊNE à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe 1. Celles-ci doivent être mises en œuvre et facturées au plus tard le 30/09/2026.

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place les actions adéquates en perspective de la rénovation du patrimoine public des collectivités tel que décrit à l'article 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire ayant obtenu une aide relative à l'embauche d'un économiste de flux, s'engage à signer et à appliquer la charte des économistes de flux ACTEE qui sera transmise avec la présente convention.

Le Bénéficiaire sera financé sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis. Que des dépenses soient remontées ou non, un rapport d'activité devra être transmis à la SASU FNCCR au minimum tous les six (6) mois par le Bénéficiaire.

Le projet et l'engagement des dépenses devront pouvoir être réalisés dans les délais du Programme ACTEE+. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la fiabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Un point d'étape entre le Bénéficiaire et les instructeurs de la SASU sera réalisé tous les six mois pour vérifier l'avancement de la consommation du budget. Dans le cas où le budget aurait été insuffisamment consommé, celui-ci pourra faire l'objet d'une réduction après consultation du jury.

4.2 DESENGAGEMENT DES FONDS SUR DEMANDE DU BENEFICIAIRE

Le Porteur peut également procéder au désengagement des fonds sur demande du Bénéficiaire, reçue par tout moyen susceptible d'en justifier la réalité et en assurer la traçabilité. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 4.1 ci-dessus s'applique.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS DES DEPENSES PAR LE BENEFICIAIRE

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justificatifs de dépenses selon les modèles fournis par la SASU FNCCR.

Les fiches justificatives de dépenses du bénéficiaire devront être dument signées à la fin par le représentant légal du bénéficiaire et un comptable ou un...

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-06 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence...) devront être conservés par le bénéficiaire et par la SASU FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du Ministère De La Transition Ecologique Et De La Cohésion Des Territoires pour une durée de 6 ans.

La SASU FNCCR se réserve le droit de demander au bénéficiaire de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme le concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la SASU FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la SASU FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature qu'elle soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

ARTICLE 7 : EVALUATION DU PROGRAMME

Une évaluation du dispositif des CEE peut être menée par le Ministère De La Transition Ecologique Et De La Cohésion Des Territoires afin de déterminer si cet instrument permet d'obtenir les effets attendus. Dans cette logique, la SASU FNCCR pourra être amenée à faire évaluer son bureau d'étude indépendant, la bonne utilisation par les lauréats des fonds alloués dans le cadre du Programme.

Le Bénéficiaire s'engage à participer à toute sollicitation dans le cadre de l'évaluation du dispositif des CEE, intervenant en cours, ou postérieurement à celui-ci. Dans ce cadre, il s'engage à participer à des enquêtes d'évaluation du programme ACTEE sur l'utilisation des fonds versés aux Bénéficiaires, et plus généralement, à répondre à des enquêtes par questionnaire (en ligne) et à participer à des entretiens qualitatifs (en face-à-face ou par téléphone) abordant la conduite du Programme et ses résultats. Il s'engage en particulier à fournir tous les éléments quantitatifs ainsi que tout document nécessaire à l'évaluation des effets en termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie, d'émissions de GES, de bénéfices techniques, économiques, sociaux et environnementaux du Programme.

ARTICLE 8 : COMMUNICATION

8.1 COMMUNICATION DU BENEFICIAIRE

Chaque Partie pourra communiquer individuellement sur le Programme à condition de ne pas porter atteinte aux droits des autres Parties ni à leur image.

Le Bénéficiaire s'engage à apposer, de façon systématique sur tous les supports en rapport avec le Programme ACTEE, les logos de la SASU FNCCR, de Territoire d'énergie et d'ACTEE.

La SASU FNCCR demeure pleinement propriétaire des droits de propriété intellectuelle attachés au logo ACTEE ainsi qu'au site internet du Programme.

Par ailleurs, le Bénéficiaire s'engage à utiliser le logo CEE dans les actions liées au Programme, sur tous supports. L'usage du logo CEE est limité au cadre légal du programme, notamment temporel. Le Bénéficiaire s'engage à ne pas exploiter le logo CEE à des fins politiques, polémiques ou similaires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à des droits reconnus par la loi et, de manière générale, ne pas associer le logo CEE à des actions ou activités susceptibles de porter atteinte à l'Etat français ou lui être préjudiciable.

Le Bénéficiaire ne parvenir son logo à la SASU FNCCR et l'autorise à en faire l'utilisation dans ses actions de communication relatives au Programme.

Toute représentation des logos et marques des Parties sera conforme à leur charte graphique respective (annexe 2). Aucune Partie ne pourra se prévaloir, du fait de la présente Convention, d'un droit quelconque sur les marques et logos de l'autre Partie.

Le Bénéficiaire s'engage à informer la SASU FNCCR de ses événements ou toute autre manifestation en lien avec le Programme, et notamment à inviter la SASU FNCCR à chaque comité de pilotage, et l'informer des signatures de conventions relatives à la rénovation énergétique des bâtiments, des conventions, etc ...

En amont de toute campagne d'envergure nationale ou de communiqué de presse à l'initiative du Bénéficiaire, une information de la SASU FNCCR sera nécessaire.

Le Bénéficiaire concèdera par la signature de la Charte du réseau Economie de flux ACTEE son usage, le cas échéant, à apposer systématiquement le logo du réseau sur les productions et actions de communication issues ou liées aux travaux du réseau des économies de flux, que ces réalisations soient communiquées par l'équipe ACTEE, par un membre du réseau ou par un tiers. Les membres du réseau des économies de flux s'engagent également, au sein de leur signature de courrier électronique, à utiliser le logo du réseau des économies de flux ainsi que l'appellation « économie de flux », associée à un titre complémentaire au besoin, au sein de leur signature de courrier électronique.

8.2 COMMUNICATION DES BENEFICIAIRES FINAUX

Le Bénéficiaire Final du Programme ACTEE doit systématiquement apposer le logo CEE et le logo du Programme ACTEE (annexe 2) sur les supports de communication en lien avec des opérations ou travaux (plaqueette, panneau de chantier, article, réseaux sociaux...) bénéficiant de financements versés par un bénéficiaire final. Le Bénéficiaire Final peut également intégrer le logo SASU FNCCR (annexe 2).

Le Bénéficiaire devra s'assurer que les Bénéficiaires finaux disposent des logos nécessaires, en fassent usage, et qu'ils citent le Programme ACTEE lors de toute action de communication en lien avec le dispositif.

Dans le respect du Règlement général sur la protection des données, dit RGPD, n°2016/679 et des dispositions de l'article 7 de la présente Convention, la SASU FNCCR pourra disposer de la liste des contacts des bénéficiaires finaux fournie par le Bénéficiaire et se réserve la possibilité de leur adresser des outils de communication dédiés au Programme.

Les Bénéficiaires finaux concernés par la signature de la Charte du réseau Economie de flux ACTEE s'engagent, le cas échéant, à apposer systématiquement le logo du réseau sur les productions et actions de communication issues ou liées aux travaux du réseau des économies de flux, que ces réalisations soient communiquées par l'équipe ACTEE, par un membre du réseau ou par un tiers. Les membres du réseau des économies de flux s'engagent également, au sein de leur signature de courrier électronique, à utiliser le logo du réseau des économies de flux ainsi que l'appellation « économie de flux », associée à un titre complémentaire au besoin, au sein de leur signature de courrier électronique.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

Les documents et toute information appartenant au(x) Bénéficiaire(s) et communiqués à la SASU FNCCR, sur quelque support que ce soit, ainsi que les résultats décrits dans le rapport final et obtenus en application de l'exécution de la décision de financement ou de la présente convention, ne sont pas considérés comme confidentiels.

ARTICLE 10 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Les instructeurs de la SASU FNCCR se réuniront alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion, les Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 11 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la protection des données à caractère personnel et en particulier au Règlement général sur la protection des données, dit RGPD, n°2016/679.

Dans l'objectif d'améliorer la performance du Programme et pour les besoins de l'exécution de la présente Convention, le Porteur sera amené à utiliser les données à caractère personnel des Bénéficiaires et Bénéficiaires finaux après avoir procédé à leur anonymisation.

ARTICLE 12 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAVAIL DISSIMULE



Dans le cadre de l'exécution de la Convention, chaque Partie s'engage à respecter et à faire respecter par ses sous-contractants et sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions réglementatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la lutte contre la corruption, au droit du travail et à la protection sociale ainsi qu'à la lutte contre le travail dissimulé.

**ARTICLE 13 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026. Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois d'octobre de l'année 2026.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification qualitative ou structurelle devait avoir lieu sur les actions, les objets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées par le service instructeur de la SASU FNCCR et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

Néanmoins, les modifications suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de réaliser un avenant :

- Pour les lois 2, 5 et le lot 3 en ce qui concerne les actions SDIE, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant ;
- Pour le lot 3 hors SDIE, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant dans la limite des 25% du nombre total de bâtiments initialement renseignés à l'annexe pour la même typologie d'actions. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées pendant toute la durée de la présente convention, le nombre cumulé de bâtiments concernés par lesdites modifications est pris en compte.

Les stipulations de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le nombre de bâtiments concernés par le même type d'actions est inférieur ou égal à 3. Dans ce cas, les modifications peuvent être apportées à la liste sans recourir à un avenant.

Dans tous les cas où une modification ne fait pas la signature d'un avenant, elle est prise en compte et produit ses effets à compter de sa déclaration par le Bénéficiaire au Porteur et son inscription sur le portail numérique dédié au Programme. Les Bénéficiaires doivent en informer le Porteur par tous moyens adéquats.

**ARTICLE 14 : SIGNATURE ELECTRONIQUE**

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authenticité de l'auteur pour s'assurer que celui-ci puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir aux processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

**ARTICLE 15 : LITIGES**

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 2 exemplaires originaux

Pour la SASU FNCCR,  
Le Président Xavier PINTAT

Pour [Article membre] Compagnie de Mulhouse,  
[Fonction du représentant] [Nom] COLOM  
[Monsieur/Madame] [Prénom] COLOM

ANNEXE 1 : ACTIONS ET BUDGET ASSOCIE	
<b>Lot 1 - Ressources Humaines / Économies de flux</b>	
Économie de flux n°1	
Type de poste : Création ou reconversion CDD	
Nombre de mois : 11	
Salaires brut annuel chargés : 40 000,00 €	
Coût global (€ HT) : 53 333,33 €	
> 66% du temps de l'activité de flux dédié au bâti scolaire : Non	
Aide sollicitée (€ HT) : 333,33 €	
Total Salaires brut annuel chargés (€) : 40 000,00 €	
Total Coût global (€ HT) : 53 333,33 €	
Total Aide sollicitée (€ HT) : 21 333,33 €	
<b>Lot 2 - Outils de mesure et de suivi</b>	
Outil de mesure et de suivi n°1	
Catégorie de l'outil : Équipements de mesure et de télérelève	
Nombre : 1	
Bâtiment(s) visé(s) : Je ne connais pas encore mes bâtiments	
Coût global (€ HT) : 9 950,00 €	
Aide sollicitée (€ HT) : 4 975,00 €	
Outil de mesure et de suivi n°2	
Catégorie de l'outil : Équipements mobiles de diagnostic thermique	
Nombre : 1	
Bâtiment(s) visé(s) : Je ne connais pas encore mes bâtiments	
Coût global (€ HT) : 3 800,00 €	
Aide sollicitée (€ HT) : 1 900,00 €	
Outil de mesure et de suivi n°3	
Catégorie de l'outil : Équipements de mesure et de télérelève	
Nombre : 3	
Bâtiment(s) visé(s) : Je ne connais pas encore mes bâtiments	
Coût global (€ HT) : 1 866,00 €	
Aide sollicitée (€ HT) : 933,00 €	
Total Coût global (€ HT) : 15 616,00 €	
Total Aide sollicitée (€ HT) : 7 808,00 €	
<b>Lot 3 - Études énergétiques</b>	
Étude énergétique n°1	
Typologie de l'étude : +3500 habitants / Bâtiments scolaires	
Type d'étude : Audit énergétique	
Bâtiment(s) visé(s) : EE Dornach (68100 Mulhouse), EE Drouot (68100 Mulhouse), EE Freinet (68100 Mulhouse), EE Furstenberger (68100 Mulhouse), EE Kiebler (68100 Mulhouse), EE Koechlin (68100 Mulhouse), EE Nordfeld (68100 Mulhouse), EE Sintzi (68100 Mulhouse), EE Zay (68100 Mulhouse), EE cour de l'oratoire (68100 Mulhouse), EM Brant (68100 Mulhouse), EM Flizof (68100 Mulhouse), EM Franklin (68100 Mulhouse), EM Montavont (68100 Mulhouse), EM Métaire (68100 Mulhouse), EM Nordfeld (68100 Mulhouse), EM Prand (68100 Mulhouse), EM Prévart (68100 Mulhouse), EM Reber (68100 Mulhouse), EM St Exupéry (68100 Mulhouse), EM Jean de lais (68100 Mulhouse), EM+EP Thérèse (68100 Mulhouse), Em Zuber (68100 Mulhouse), GS Brossolette (68100 Mulhouse), GS Haut Poirier (68100 Mulhouse), GS Sellier (68100 Mulhouse), GS Wagner (68100 Mulhouse), GS Wolf (68100 Mulhouse), GS Jean de la fontaine (68100 Mulhouse)	
Nombre : 29	
Coût global (€ HT) : 130 500,00 €	
Aide sollicitée (€ HT) : 90 000,00 €	
Étude énergétique n°2	
Typologie de l'étude : 2500 habitants / Bâtiments non scolaires	
Type d'étude : Audit énergétique	

Bâtiment(s) visé(s) : Association vauban (68100 Mulhouse), Atelier (68100 Mulhouse), Bibliothèque Centrale (68100 Mulhouse), Bibliothèque Coteaux (68100 Mulhouse), Bureau hygiène (68100 Mulhouse), Cinétière Nord (68100 Mulhouse), Dépôt historique (68100 Mulhouse), Gymnase Bourtzwiller (68100 Mulhouse), Gymnase Brusléin (68100 Mulhouse), Gymnase Erbland (68100 Mulhouse), Gymnase Fijl (68100 Mulhouse), Gymnase S. L. (68100 Mulhouse), Gymnase drouot (68100 Mulhouse), Hôtel de ville (68100 Mulhouse), Musée beaux arts (68100 Mulhouse), Piscine (68100 Mulhouse), Service voirie (68100 Mulhouse), bat archi (68100 Mulhouse), immeuble gymnastes (68100 Mulhouse), Mairie (68100 Mulhouse)  
 Nombre : 21  
 Coût global (€ HT) : 105 000,00 €  
 Aide sollicitée (€ HT) : 52 500,00 €

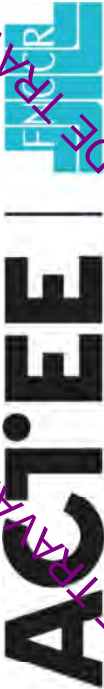
Total Coût global (€ HT) : 235 500,00 €  
 Total Aide sollicitée (€ HT) : 142 500,00 €

Lot 4 - Mise d'Oeuvre  
 Aucune AOE.

Lot 5 - AMO & API  
 Aucune AMO.

Coût global du dossier : 304 449,33 €  
 Aide sollicitée : 171 641,33 €

ANNEXE 2 : LOGOS





Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **51° IMMEUBLE SITUE DANS LE QUARTIER FONDERIE : AIDE POUR TRAVAUX DE RENOVATION GLOBALE (Aménagement/7.5/1682)**

La Ville de Mulhouse soutient depuis de nombreuses années la réhabilitation des immeubles situés dans les quartiers anciens. Elle a ainsi été sollicitée par le propriétaire de l'immeuble sis 20 rue Gutenberg pour l'octroi d'une subvention au titre de l'Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH). La demande, réceptionnée en 2025, relève du régime de l'OPAH RU FONDERIE approuvée par délibération du 25 septembre 2019.

Les travaux étant à présent achevés et les factures correspondantes réceptionnées, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le versement d'une subvention pour la restauration complète de l'immeuble.

Conformément aux règles de calcul des aides octroyées dans le cadre de l'OPAH RU FONDERIE, le montant de la subvention est fixé à 30 000 € pour un coût de travaux de 101 408,55 €.

Ce montant se décompose comme suit :

- une Aide à la Mise en Valeur du Patrimoine et des Espaces Résidentiels (AMVPER), dispositif spécifique à la Ville, pour lequel s'applique un taux de 30% sur les travaux extérieurs, notamment le ravalement de façade, pour un montant de 20 000 €,
- une aide complémentaire destinée à la mise en location de cinq biens vacants depuis plus d'un an, pour un montant de 10 000 €.

Les travaux ont notamment consisté à réaliser le ravalement des façades sur rue et sur cour en peinture minérale, au remplacement des menuiseries extérieures, à la réfection des lucarnes et de la cage d'escalier.

Le bénéficiaire de la subvention est la SCI BORISSON représentée par Monsieur Sylvain GROELLY, sise 12 rue de La Fontaine des Malades 60300 SENLIS. Les conditions d'attribution de l'aide sont fixées par le biais de la convention jointe en annexe.

Les crédits sont disponibles au budget primitif 2025 :

Chapitre 204 / Fonction 552 / article 20422

Ligne de crédit 13517 : «Subvention d'équipement au privé - OPAH RU Fonderie».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions et l'attribution d'une subvention de 30 000 € à la SCI BORISSON représentée par Monsieur Sylvain GROELLY,
- charge Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer les actes nécessaires.

1 P.J. : - convention allouant une subvention

CONVENTION

ALLOUANT UNE SUBVENTION RELATIVE

AUX TRAVAUX DE RÉFECTION GLOBALE DE  
L'IMMEUBLE SIS 20 RUE GUTENBERG

Entre :

La Ville de Mulhouse représentée par son Maire en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville »

D'une part

Et

De la SCI BORISSON représentée par Monsieur Sylvain GROELLY, propriétaire bailleur.

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le propriétaire assume la gestion de l'immeuble sis 20 rue Gutenberg.  
Il sollicite une subvention de la Ville pour les travaux de réfection globale de l'immeuble.

Article 1 : objet

Le propriétaire a réalisé les travaux de réfection globale conformément à l'autorisation d'urbanisme délivrée.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la SCI BORISSON représentée par Monsieur Sylvain GROELLY pour les dépenses liées à ces travaux.

Article 2 : Montant de la subvention

La Ville accorde au propriétaire une subvention de 30 000 € correspondant à un montant total de travaux de 101 408 € pour la réalisation des travaux cités ci-dessus et la mise en location de cinq logements vacants depuis plus d'un an. Ce montant est déterminé sur la base des factures acquittées et de la production des baux locatifs, conformément aux règles fixées dans le cadre de l'OPAH RU FONDERIE 2019-juin 2025.

Article 3 : Conditions de paiement

Cette subvention fera l'objet d'un versement unique sur présentation des factures acquittées et tout justificatif utile portant sur les travaux subventionnables. Elle est créditée au compte du propriétaire selon les procédures comptables en vigueur. Le versement sera effectué au compte :

IBAN FR76 1027 8030 3000 0204 3180 269  
BIC CMCIFR2A  
Du Crédit Mutuel

**Article 4 : Engagements du syndic**

Le bénéficiaire s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

**Article 5 : Assurances**

Le propriétaire souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Il doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de prime correspondant.

**Article 6 : Responsabilité**

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable du syndic ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

**Article 7 : Durée**

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026.

**Article 8 : Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

**Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par le propriétaire des engagements inscrits dans la présente, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Mulhouse, le

Établi en deux exemplaires originaux

Le propriétaire

Le Maire de Mulhouse

XXXXXX XXXXXX

Michèle LUTZ

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**52° INSTRUCTION DES AUTORISATIONS D'URBANISME POUR LA  
COMMUNE DE ZILLISHEIM : APPROBATION DU PROJET DE  
CONVENTION (Aménagement/7.5/1717)**

La Ville de Mulhouse a signé en 2015 et en 2018 avec 13 communes de l'agglomération une convention de service pour assurer l'instruction technique des autorisations d'urbanisme. Ce service a intégré en 2022, la Gestion Numérique des Autorisations d'Urbanisme (GNAU).

La commune de Zillisheim qui était centre instructeur, souhaite que l'instruction technique de ses permis de construire et permis d'aménager soit assurée par la Ville de Mulhouse.

Il vous est proposé d'approuver un projet de convention avec la commune de Zillisheim. Le contenu de la convention et la répartition des tâches sera similaire à celles en vigueur avec les 13 autres communes :

- la Ville de Mulhouse au travers de son service d'urbanisme réglementaire, assure l'instruction technique des permis de construire et permis d'aménager. Pour cela le service vérifie la complétude des pièces, assure l'étude technique, la consultation et la préparation du projet d'arrêté et si nécessaire le conseil technique et réglementaire,
- la commune de Zillisheim assure l'accueil du public, la transmission à l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) et au contrôle de légalité ainsi que la signature et la notification des décisions, la vérification de la conformité et le suivi des éventuels contentieux.

La prestation du service d'urbanisme réglementaire de la Ville de Mulhouse est rendu en contrepartie d'une rémunération forfaitaire fixée en fonction du nombre moyen d'actes traités annuellement en Equivalent Permis de Construire (EPC) selon le forfait suivant :

	Objectif convention	Rémunération
Commune de Zillisheim	Moyenne de 24 EPC	5112€

Le montant forfaitaire annuel est appelé en début d'année N+1 et versé avant le 15 mars de la même année. Il est révisé annuellement selon l'évolution de l'indice de la construction. Il est réactualisé si le volume traité dépasse les objectifs de la convention. Les recettes afférentes seront inscrites au budget 2027.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le projet de convention,
- charge Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer la convention avec la commune de Zillisheim.

1 P.J. : - convention cadre d'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol

CONVENTION CADRE D'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS ET ACTES  
RELATIFS A L'OCCUPATION DU SOL

Entre les soussignées :

La Ville de Mulhouse, représentée par sa Maire, Madame Michèle LUTZ, dûment habilitée par délibération du Conseil municipal en date du 11 décembre 2025, ci-après dénommée « la Ville de Mulhouse » ou « le service instructeur »  
D'une part,

La commune de Zillisheim, représentée par son Maire, Mr Michel LAUGEL, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2025, ci-après dénommée « la Commune »,  
D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Une commune peut, sur le fondement des dispositions de l'article R423-15 du Code de l'Urbanisme, confier l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols à une autre collectivité territoriale.

Aussi et afin de pallier la fin de la mise à disposition gratuite des services de l'Etat pour l'instruction des actes d'urbanisme des communes compétentes comprises dans un EPCI de plus de 10 000 habitants, la Ville de Mulhouse a proposé de réaliser l'instruction pour les communes membres de la m2A.

La Commune de Zillisheim a décidé par délibération du Conseil municipal en date ...du 2025 de confier cette mission d'instruction à la Ville de Mulhouse.

Pour ce faire, la commune transmettra au service instructeur le document d'urbanisme en vigueur sur son territoire, ainsi que tout projet de modification, de révision ou porté à connaissance. Elle communiquera également tout document ou information susceptible d'impacter le droit des sols ou le champ d'application des autorisations d'urbanisme (notamment les délibérations relatives à l'exigence du dépôt d'un permis de démolir ou d'une déclaration préalable relative aux clôtures).

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modalités administratives, techniques, juridiques et financières de la réalisation de la prestation d'instruction par la Ville de Mulhouse au profit de la commune de Zillisheim. Cette prestation concerne l'accomplissement des actes d'instruction relatifs aux autorisations d'occupation et d'utilisation du sol.

Article 2 – Champ d'application

La présente convention s'applique à toutes les demandes et déclarations visées dans l'article 2.1 déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et ce durant toute sa durée de validité, hormis celles mentionnées à l'article 2.2.

2.1. : Demandes, déclarations et actes dont l'instruction est assurée par le service instructeur

- permis de construire y compris les permis de construire modificatifs et ceux concernant un ERP ainsi que les demandes y relatives intervenant dans le cadre de leur mise en œuvre (transfert, prorogation...),
- permis d'aménager,

2.2. : Demandes, déclarations et actes dont l'instruction est assurée par la Commune

- déclarations préalables,
- permis de démolir,
- certificats d'urbanisme d'information,
- certificats d'urbanisme opérationnel.

Article 3 – Missions relevant de la responsabilité de la commune

Pour tous les actes et autorisations d'occupation du sol relevant de sa compétence et entrant dans le champ de la présente convention, la commune assure :

3.1. : en amont du dépôt de la demande ou de la déclaration :

L'accueil et l'information du public sur les règles et principes généraux relatifs au droit des sols (1<sup>er</sup> niveau d'information : type de demandes, pièces à joindre à la demande, règles d'urbanisme en vigueur...). Le conseil aux particuliers, l'assistance numérique en cas de dépôt par voie dématérialisée (Gestion numérique des autorisations d'urbanisme : GNAU).

3.2. : au stade du dépôt de la demande ou de la déclaration :

- Affectation d'un numéro d'enregistrement et délivrance du récépissé de dépôt, enregistrement dans le logiciel métier Oxalis.
- Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande de permis ou de la déclaration, dans les quinze jours suivant le dépôt de la demande et pendant toute la durée de l'instruction.
- Transmission le cas échéant et dans les délais prévus par le Code de l'Urbanisme d'un exemplaire du dossier de la demande ou de la déclaration préalable à l'autorité compétente dans les cas prévus aux articles R423-10 à R423-13-1 du Code de l'Urbanisme (périmètre de protection lié aux monuments historiques, site patrimonial remarquable...).
- Transmission au Préfet d'un exemplaire de la demande ou de la déclaration préalable dans la semaine qui suit le dépôt lorsque l'autorité compétente est le Maire au nom de la commune.
- Transmission de l'intégralité du dossier au service instructeur dès accomplissement des formalités incombant à la commune et au plus tard dans un délai de 3 jours ouvrés maximum à compter du dépôt de la demande ou de la déclaration préalable.



### 3.3 : lors de la phase d'instruction :

- Notification au demandeur par lettre recommandée avec accusé de réception ou courrier électronique, le cas échéant, de la liste des pièces complémentaires, de la majoration ou de la prolongation exceptionnelle du délai d'instruction et ce avant la fin du 1er mois qui suit le dépôt de la demande,
- Le cas échéant, transmission au service instructeur des avis émis dans le cadre des consultations de service,
- A l'issue de l'instruction, signature par le Maire du projet d'arrêté préparé par le service instructeur.

### 3.4 : au stade de la notification de la décision :

- Notification au pétitionnaire de la décision, le cas échéant par lettre recommandée avec accusé de réception ou transmission via le GNAU ou remise en mains propres contre récépissé dans les délais réglementaires
- Transmission d'une copie de la décision au service instructeur,
- Transmission de la décision au Préfet au titre du contrôle de légalité,
- Affichage en Mairie et mention au registre chronologique des actes de publication et de notification des arrêtés du maire conformément aux dispositions de l'article R424-15 du Code de l'Urbanisme,
- Réception et traitement des Déclaration d'ouvertures de chantier (DOC) et des Déclaration d'achèvement des travaux (DAACT),
- La commune assure le contrôle et le suivi des travaux ainsi que la vérification de la conformité des travaux.

## Article 4 – Missions relevant de la responsabilité du service instructeur

Le service instructeur assure l'instruction réglementaire de la demande ou de la déclaration depuis sa transmission jusqu'à la préparation et la communication du projet de décision au Maire de la Commune.

### 4.1 : en amont de l'instruction :

Il procède à l'accueil du public et assure un conseil réglementaire, administratif et technique en amont du dépôt des dossiers. Cet accueil sera assuré de manière permanente au service de l'Urbanisme – Maison Daring 2, rue Pierre et Marie Curie – 68100 Mulhouse aux heures et jours habituels d'ouverture.

### 4.2 : lors de la phase de dépôt de la demande :

- Le service instructeur :
- vérifie la complétude du dossier,
  - transmet à la commune la proposition de notification de demande de pièces complémentaires et/ou de majoration éventuelle de délais avant la fin de la troisième semaine.

### 4.3 : lors de la phase d'instruction :

- Le service instructeur :
- procède à l'étude technique de la demande ou de la déclaration au regard des règles d'urbanisme,
  - procède aux consultations prévues par le Code de l'Urbanisme,
  - prépare le projet de décision et le transmet au maire au plus tard une semaine avant la fin du délai d'instruction.



A la demande de la commune, le service instructeur pourra l'assister lors de rendez-vous avec le public dans un rôle de conseil technique et juridique. Ces demandes devront rester ponctuelles et ne pas excéder, 2 rendez-vous par mois.

### 4.4 : mission complémentaire (en option) :

- Le conseil architectural, urbain et paysager en accompagnement de la commune et des pétitionnaires en amont et pendant l'instruction.

## Article 5 – Contentieux administratif et infractions pénales

La commune assure et prend en charge financièrement les procédures de contentieux administratif relatives aux actes et décisions faisant l'objet de la présente convention ainsi que les procédures relatives aux infractions au titre du Code de l'Urbanisme.

La Ville de Mulhouse à la demande de la commune, et dans la limite de ses compétences, pourra l'assister. Elle se réserve toutefois le droit de refuser d'assurer cette prestation dans le cas où la décision litigieuse serait différente de celle proposée par le service instructeur à l'issue de l'étude technique. Il est ici à préciser que cette assistance ne comprend qu'un rôle de conseils, la rédaction de mémoire relevant de la compétence de la commune.

Tous les actes relatifs aux infractions pénales relèvent de la compétence propre de la commune.

## Article 6 – Archivage et communication des décisions

Les dossiers ayant fait l'objet d'une décision, sont archivés et mis à la disposition du public par la commune.

## Article 7 – Dispositions financières

La prestation de service concernant l'instruction des autorisations d'occupation et d'utilisation du sol (AOUS) de la commune, définies à l'article 2 de la présente convention, est effectuée par la Ville de Mulhouse en contrepartie d'un montant forfaitaire.

Ce montant correspond aux coûts de fonctionnement induits par ce service : salaires, frais généraux, licence logiciels métiers : Oxalis et l'outil de gestion numérique des autorisations (GNAU).

Ce montant forfaitaire fixé à 5 112,00 € pour la commune est basé sur un traitement annuel de dossiers AOUS (autorisations d'occupation et d'utilisation du sol) compris entre 19 et 29 EPC (Equivalent Permis de Construire) par an. Il sera versé annuellement avant le 15 mars de l'année courante selon l'échéancier qui suit :

- Année 2026 : 5 112,00 € à payer 19 et 29 EPC
- Année 2027 : 5 112,00 € à payer avant le 15 mars 2028 pour le traitement de dossiers AOUS compris entre 19 et 29 EPC
- Année 2028 : 5 112,00 € à payer avant le 15 mars 2029 pour le traitement de dossiers AOUS compris entre 19 et 29 EPC

Ce montant fait l'objet d'une révision annuelle basée sur l'indice Insee du coût de la construction.

En cas de dossiers complexes nécessitant une instruction plus longue, un ratio de 2EPC sera appliqué pour les PC dépassant 400m2 de SP ou pour les PA de plus de 6 lots. En cas de PC de plus de 1000 m2 ou de PA de plus de 10 lots, un ratio de 4 EPC par permis déposé sera appliqué.





En cas de dépassement du nombre de 29 dossiers EPC/an, un montant complémentaire devra être payé par la commune. Le montant sera égal au nombre de dossiers en EPC au-dessus de 29, multiplié par 210 euros. Il sera payé au plus tard le 15 mars de l'année suivante.

Si la commune prend l'option conseil architectural et paysager, un montant supplémentaire au forfait sera appliqué de 1200 € correspondant au traitement de 5 à 10 de dossiers par an.

#### **Article 8 - Calendrier de mise en œuvre et de suivi de la convention**

La convention prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour une durée de trois ans (soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2029). Elle est tacitement reductible sauf dénonciation d'une des deux parties, trois mois au moins avant la date anniversaire.

Michel LAUGEL

Maire de Zillisheim

Michèle LUTZ

Maire de Mulhouse

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**53° 15, RUE DE SAVOIE A MULHOUSE : CESSION DE L'IMMEUBLE**  
**(Aménagement / 3.2.1/1719)**

La Ville de Mulhouse est propriétaire de l'immeuble situé au 15 rue de Savoie à Mulhouse, cadastré :

**Territoire de Mulhouse**

Section	N°	Lieudit	Surface en ares
MX	64	15 rue de Savoie	6,87

Il s'agit d'un immeuble bâti en 1948, d'une surface de 220 m<sup>2</sup> environ, constitué d'un sous-sol, d'un rez-de-chaussée, d'un premier étage et d'un comble aménagé en partie.

Ce bâtiment, vacant depuis plusieurs années, a fait l'objet de plusieurs actes de vandalisme, dont des tentatives d'incendie, ce qui explique son état dégradé, et la nécessité d'une rénovation complète.

Cet immeuble fait, par ailleurs, partie d'un ensemble de biens, pour lequel la Ville a conclu avec CITIVIA SPL, un accord-cadre de prestations de services pour une mission de commercialisation de biens immobiliers appartenant à la Ville de Mulhouse, voté lors du Conseil Municipal du 13 avril 2023.

C'est dans ce cadre que CITIVIA SPL a réceptionné une offre d'un couple de particulier qui a pour projet de réhabiliter le bâtiment en totalité pour en faire sa résidence principale.

Il est donc proposé d'autoriser la cession de cet immeuble, suite à l'accord sur le prix intervenu avec les acquéreurs, sur un montant de 200.000 € hors droits d'enregistrements, taxes et frais, ce qui est conforme à l'avis de valeur transmis par la Direction immobilière d'Etat en date du 3 avril 2025.

Le paiement du prix aura lieu de la manière suivante : 160.000 € seront versés comptant au jour de la signature de l'acte de vente ; le solde de 40.000 € sera réglé sous forme de paiement échelonné, selon 7 mensualités de 4.500 € chacune et un versement de 8.500 € incluant la huitième mensualité. En contrepartie, une clause résolutoire sera prévue à l'acte garantissant le paiement plein et entier du prix de vente.

Selon les termes de l'accord-cadre de prestations de services pour sa mission de commercialisation, CITIVIA SPL, percevra une rémunération fixée à hauteur de 6% du prix de cession, soit 12.000 €, dont :

- 50% exigible à la signature du compromis de vente,
- 50% exigible à la signature de l'acte authentique de vente.

Les écritures comptables suivantes permettent de traduire comptablement cette cession :

**En recette réelle de fonctionnement**

Chapitre 77 / Compte 775 / Fonction 518	
LC 2906 : vente de bâtiments	200 000.00 €

**En recette d'ordre d'investissement**

Chapitre 040 / Compte 21312 / Fonction 01	
LC 37450 : vente de bâtiments scolaires	144 216.77 €

Chapitre 040 / Compte 192 / Fonction 01	
LC 4301 : plus-value sur vente de bâtiments	
55 783.23 €	

**En dépense d'ordre fonctionnement**

Chapitre 042 / Compte 675 / Fonction 01	144 216.77
€	
LC 2905 : sortie de bâtiments de l'actif	

Chapitre 042 / Compte 676 / Fonction 01	
LC 3085 : plus-value sur vente de bâtiments	
55 783. 23 €	

**En dépense réelle d'investissement**

Chapitre 27 / Compte 2764 / Fonction 01	
LC 30033 : vente à paiement échelonnée	40 000.00 €

**En recette réelle d'investissement**

Chapitre 27 / Compte 2764 / Fonction 01	40 000.00 €
LC 30034 : vente à paiement échelonnée	

**En dépenses réelles de fonctionnement**

Chapitre 011/ Compte 6226/ fonction 824	12 000.00 €
LC 5588 : Honoraires	

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la cession du bien sus-désigné aux conditions susvisées,
- approuve le montant de la rémunération de commercialisation à verser à CITIVIA SPL,
- donne mandat à Madame le Maire ou à l'Adjoint(e) délégué(e) d'établir et de signer le ou les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

PJ : un plan cadastral

Département :  
HAUT RHIN

Commune :  
MULHOUSE

Section : MX  
Feuille : 000 MX 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 22/10/2025  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48  
©2022 Direction Générale des Finances  
Publiques

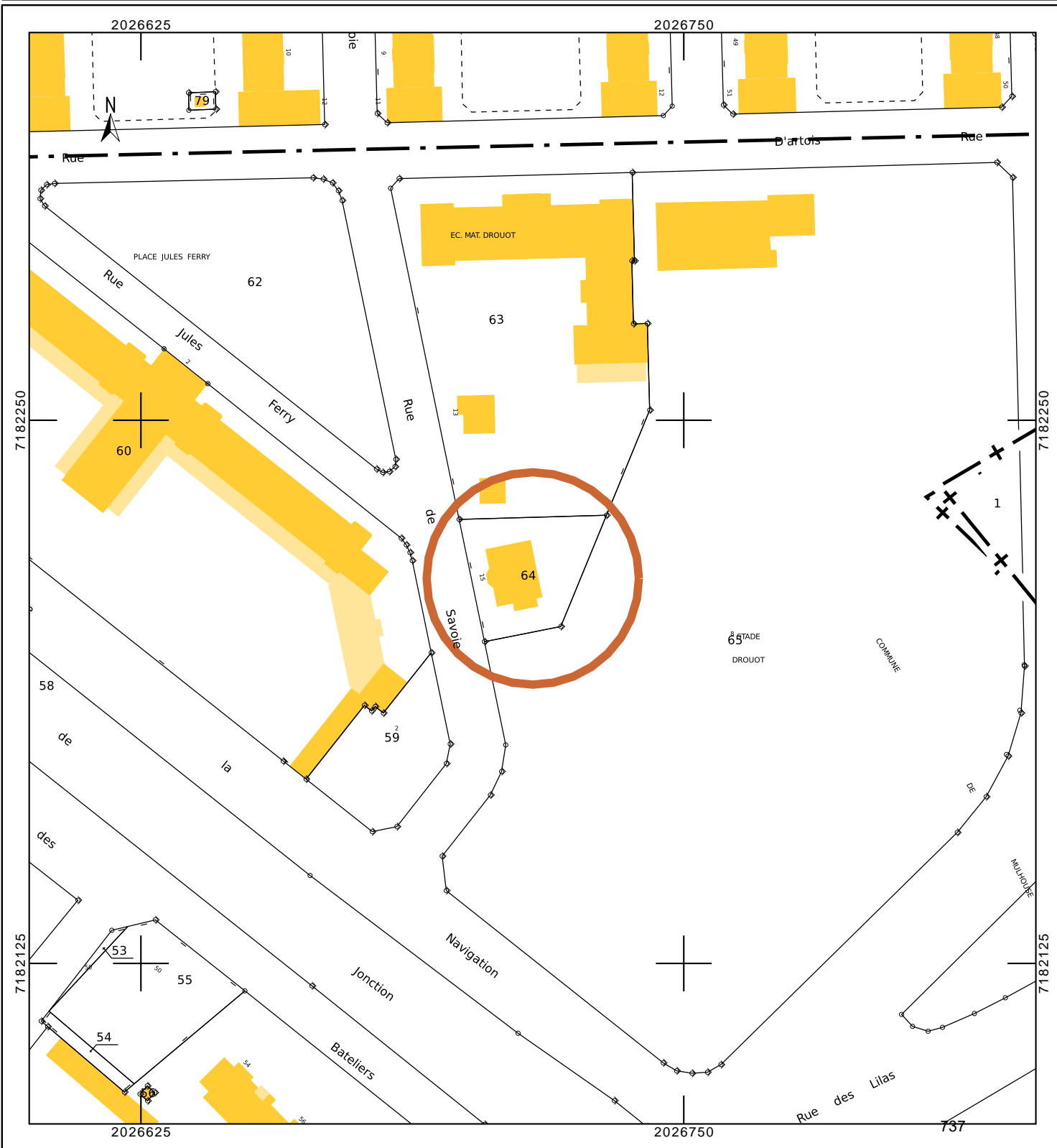
PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
SERVICE DEPARTEMENTAL DES  
IMPOTS  
FONCIER - ANTENNE DE MULHOUSE  
CITE ADMINISTRATIVE BAT. B 68085  
68085 MULHOUSE CEDEX  
tél. 03 89 33 32 06 -fax

sdif.68mulhouse@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Pour : 34 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 21 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

**Ne prennent pas part au vote : Mme Lutz, M. Jung, M. Colom, Mme Boni Da Silva, M. Couchot, Mme Motte et Mme EL Hajjaji.**

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

#### **54° ASSOCIATION DU CARNAVAL : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2026 (DEVELOPPEMENT TERRITORIAL/7.5.6/1738)**

L'association « Groupement des Sociétés Mulhousiennes Réunies - Carnaval de Mulhouse » assure chaque année l'organisation du Carnaval de Mulhouse.

Ce rendez-vous traditionnel et attendu du calendrier mulhousien proposera sa 73<sup>e</sup> édition sur le thème de la Fête des Fous qui se déroulera du 18 au 22 février 2026.

Le programme sera construit autour des temps forts clés : remise des clés de la ville, élection du petit couple princier, animations sous chapiteau, final avec la cavalcade sur le périmètre du Centre-Ville, et de nouvelles animations qui viendront enrichir l'événement : déambulation costumée le jour des enfants.

La séquence d'animations de proximité initiée en 2022, davantage centrée dans les différents quartiers de la Ville, sera renouvelée et se déroulera le 11 février dans les CSC et regroupera le 18 février les différents quartiers place de la Réunion.

Pour permettre à l'association d'organiser cette nouvelle édition, et sur la base des éléments fournis par cette dernière, bilan et compte de résultats 2025, budget prévisionnel 2026, le montant de la subvention 2026 proposé s'élève à 80 000 € et se décompose comme suit :

- la part dédiée au fonctionnement annuel de l'association, estimée à 20 000€,
- la part dédiée à la manifestation, qui porte le projet d'animation, estimée à 60 000€.

En complément, s'agissant des animations dans les quartiers en lien avec les centres sociaux, il est proposé d'attribuer une enveloppe de 5 000€ du budget « Politique de la ville ».

Enfin, le soutien en logistique et communication des services municipaux, représente un montant de prestations valorisées à hauteur de 120 000€.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de fonctionnement pour l'année 2026, d'un montant de 85 000 €.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'une convention jointe en annexe de la présente délibération. Les modalités de versement de la subvention y sont précisées.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2026 sur les lignes suivantes :

Chapitre 65 / article 65748 / fonction 311  
Service gestionnaire et utilisateur 030 : 80 000€  
Ligne de crédit 18009 « Subvention Carnaval »

Et

Chapitre 65 / article 65748 / fonction 518  
Service gestionnaire et utilisateur 131 : 5 000€  
Ligne de crédits 3652 « Subventions de fonctionnement au privé »

L'attribution et le versement de la subvention votée dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution de la subvention de 85 000 € à l'association « Groupement des Sociétés Mulhousiennes Réunies - Carnaval de Mulhouse »,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer la convention attributive de subvention et toutes pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

1 PJ :

- convention annuelle d'objectifs et de moyens



**POLE DUS**  
**Direction**  
**territorial**  
Service Animation commerciale et  
événementielle

**Développement**

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2026

ENTRE

La Ville de Mulhouse, représentée par Madame Nathalie MOTTE, Adjointe au Maire, dûment habilitée en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025 et désignée sous le terme « la Ville »,  
D'une part,

ET

L'Association « Groupement des Sociétés Mulhousiennes Réunies — Carnaval de Mulhouse », ayant son siège social au 31B rue de Kingersheim, 68200 MULHOUSE, représentée par Monsieur le Président, Jean-Marc SPRENGER et désignée sous le terme « l'Association »  
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

## PREAMBULE

En vertu de la Loi n°84-610 du 16 juillet 1984, les collectivités territoriales contribuent à la promotion et au développement des activités culturelles.

L'Association a pour objet d'organiser annuellement les animations du Carnaval de Mulhouse.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de la Ville et considérant que le projet présenté par l'Association participe de cette politique, la Ville a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des locaux, des moyens financiers et des prestations municipales à l'Association. La mise à disposition gracieuse de moyens matériels et humains équivaut à une subvention en nature accordée par la Ville, qui fera l'objet d'une valorisation financière.

L'article 10 de la Loi 2000-321 du 12 avril 2000 et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 rend obligatoire la conclusion d'une convention entre l'autorité administrative attribuant une subvention et l'organisme de droit privé qui en bénéficie, notamment lorsque la subvention attribuée dépasse un montant annuel de 23 000 € (Vingt-trois Mille Euros).

## ARTICLE 1 : OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre opérationnel et financier régissant les relations entre l'Association et la Ville de Mulhouse

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle prend effet à la date de signature et se termine le 31 décembre 2026 au plus tard.

## ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'animation et de promotion du Carnaval de Mulhouse et à participer au rayonnement et à l'attractivité de la Ville en valorisant les traditions du carnaval rhénan au niveau local, régional, voir national.

L'Association s'assure également de la participation de l'ensemble du tissu associatif local aux festivités carnavalesques.

## ARTICLE 3 : PROGRAMME ANNUEL D'ANIMATION

Dans le cadre de ses engagements, l'Association s'engage à mettre en œuvre un programme annuel d'animation, dont le contenu servira de support de décision à la Ville, pour la détermination de sa participation financière.

Pour l'année 2026, la 73<sup>e</sup> édition du Carnaval se déroulera du 18 au 22 février dans différents lieux, le 11 février dans les quartiers, et le 18 février place de la Réunion pour l'ensemble des différents quartiers.

## ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ASSIGNEES A L'ASSOCIATION CONCERNANT LA SECURITE ET LES MESURES SANITAIRES

L'Association s'engage de fait, à respecter toutes les mesures de sécurité liées à l'occupation de l'espace urbain et à s'assurer les services de police et les postes de secours nécessaire, pour la gestion des publics lors des différentes animations qui composent la manifestation.

Sous-réserve d'autorisation préalable à la tenue de la manifestation, l'Association veillera également à mettre en place l'ensemble des mesures barrières et dispositifs de contrôle des flux de spectateurs, conformément aux directives préfectorales en vigueur au moment de la manifestation.

Dans la mesure où le contexte sanitaire ou toute autre mesure restrictive empêcherait la tenue de la manifestation, la Ville de Mulhouse et l'Association engageront une concertation préalable pour appréhender les conséquences de l'annulation, notamment sur le plan du soutien financier apporté par la Ville à l'Association.

## ARTICLE 5 : CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA VILLE

Les animations proposées par l'Association pour l'édition annuelle du Carnaval relevant d'un intérêt local, la Ville accordera une subvention de fonctionnement à l'Association.

Cette contribution financière ne pourra être versée que sous réserve des conditions suivantes :



**ARTICLE 9 : CONTROLE ET JUSTIFICATIFS**

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059). Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'Administration et l'Association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612- 4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.
- Le rapport d'activité.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet, par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

La Ville conservera tout au long de l'édition 2026 un contact régulier et suivi avec l'Association, afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants.

**ARTICLE 10 : AUTRES ENGAGEMENTS ET ASSURANCES**

L'Association informe sans délai la Ville de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des Associations communiques les modifications déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local) et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

**ARTICLE 11 : SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la Ville, l'Association s'expose au retrait de la subvention prévue par la présente convention. En conséquence, la Ville peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

- La délibération de la collectivité approuvant le budget primitif
- Le respect par l'Association des obligations lui incombant au titre de la présente convention.

A l'issue de l'année, la présente convention fera l'objet d'un examen approfondi, sur la base du rapport d'activités et des comptes de résultats transmis par l'Association.

**ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITÉS DE VERSEMENT**

Au regard du bilan financier 2025 et du budget prévisionnel 2026, la Ville décide d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 85 000€ (quatre-vingt-cinq mille euros), détaillé comme suit :

- Fonctionnement annuel de l'association : 20 000€
- Edition 2026 de la manifestation : 60 000€
- Animations dans les quartiers : 5 000€

Sous réserve de la tenue de la manifestation, le versement de la subvention 2026 sera effectué en deux versements :

- Un acompte de 30 000€, à la signature de la convention
- Le solde de 55 000€ à l'issue de la manifestation

Virement au compte de l'Association : Code banque : 10278 — Code guichet 03008 — Numéro de compte 00033674345 - Clé RIB 90 - Raison sociale de la banque CCM Mulhouse Saint- Joseph.

**ARTICLE 7 : AUTRES MOYENS MIS A DISPOSITION**

En complément de la subvention de fonctionnement, la Ville met à disposition de l'Association, les bâtiments n° 112 et 150, situés 10 rue de Soultz à Mulhouse. Les modalités de cette mise à disposition font l'objet d'une convention spécifique.

La Ville alloue gracieusement les prestations municipales, réalisables dans la limite de ses possibilités matérielles et humaines.

**ARTICLE 8 : COMMUNICATION**

L'Association s'engage à mentionner la participation de la Ville de Mulhouse sur tous supports de communication et documents informatifs ou promotionnels en y intégrant son logo.

Tous les supports seront soumis à validation des services compétents. Il en est de même dans ses relations avec les médias.

La Ville aura en outre la possibilité d'afficher une présence visuelle par la mise en place de kakémonos et banderoles chaque fois qu'elle le jugera utile pour valoriser ses engagements.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Ville informera l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 12 : AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville et l'Association.

**ARTICLE 13 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention donnera lieu au remboursement des sommes versées par la Ville dans les conditions définies à l'article 10.

**Article 14 : LITIGES**

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le  
En 2 exemplaires originaux

Pour l'Association

Pour la Ville

Le Président

L'Adjointe Déléguée

Jean-Marc SPRENGER

Nathalie MOTTE

Pour : 39 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 25 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

**Ne prennent pas part au vote : Mme Motte et Mme Suarez (représentée par Mme Motte).**

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**55° FONDATION POUR L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE MULHOUSE : MODIFICATION DES STATUTS (Développement Territorial/ 5.3.4/1716)**

Depuis sa création et sa reconnaissance d'utilité publique par décret en 1930, la Fondation pour l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse (ENSCMu), accompagne avec constance et détermination le développement de l'École, en soutenant sa mission de formation, de recherche et d'innovation.

Durant près d'un siècle d'existence, grâce à l'engagement des membres fondateurs et au soutien de nombreux partenaires, la Fondation a su s'adapter aux évolutions de l'Ecole, de son environnement scientifique et académique, tout en restant fidèle à sa vocation d'intérêt général.

Pour autant, les statuts adoptés en 1980 et à ce jour en vigueur, ne correspondent plus à la réalité institutionnelle et juridique d'aujourd'hui.

En effet, plusieurs des entités fondatrices ont évolué dans leur nature, leur organisation ou leur statut juridique. Ce sont ces évolutions qui rendent nécessaire une mise à jour des statuts de la Fondation, afin d'assurer leur conformité et de préserver la représentativité et la légitimité de la gouvernance de la Fondation.

De plus, par leur ancienneté, les statuts ne répondent plus de manière optimale aux besoins présents et futurs de la Fondation.

Aussi, pour tenir compte des évolutions tant législatives que réglementaires, et pour doter la Fondation d'outils de gouvernance et de fonctionnement en adéquation avec ses ambitions actuelles, la révision de ses statuts est donc indispensable.

Les nouveaux statuts d'inscrivent clairement dans l'esprit initial de la Fondation, à savoir d'assurer la continuité de l'héritage transmis depuis près de cent ans, tout en donnant à la Fondation pour l'ENSCMu les moyens d'affirmer à long

terme, son rôle et son utilité au service de l'Ecole et de ses étudiants sur les axes suivants :

- recherche fondamentale ou appliquée,
- projets pédagogiques et promotion de l'Ecole,
- assistance au développement de la chimie en France au-delà,
- contacts et échanges entre l'Ecole, l'industrie et les étudiants,
- aide aux étudiants, à leurs projets et à leurs besoins de mobilité.

Conformément aux statuts actuels, cette révision nécessite l'accord formel des membres fondateurs, avant de soumettre le projet à l'assemblée générale extraordinaire de la Fondation. En cas d'approbation, les statuts modifiés nécessiteront une validation réglementaire en vue de leur adoption définitive.

La Ville de Mulhouse étant membre fondateur, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur cette évolution des statuts.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les nouveaux statuts de la Fondation de l'ENSCMu,
- charge le Maire ou son Adjoint Délégué, d'établir et de signer toute pièce nécessaire à leur mise en œuvre.

1 PJ :

- les nouveaux statuts de la Fondation de l'ENSCMu

Article 2 :

A cette fin, la Fondation peut créer des établissements ou services correspondant aux objectifs définis à l'article 1, comme elle l'avait fait dans le passé pour l'Ecole Supérieure de Chimie de Mulhouse.

Titre II

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 3 :

La Fondation est administrée par un Conseil d'administration composé de 19 membres au maximum composé de trois collèges :

1. Le collège des membres de droit composé de 12 membres
- a. Les membres fondateurs - 6 membres :

- La Société Industrielle de Mulhouse représentée par deux délégués

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace Eurométropole représentée par deux délégués

- La Ville de Mulhouse représentées par deux délégués
- b. Les membres représentant l'intérêt général – 6 membres :

- Le Président de la Région Grand Est ou son représentant,

- Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace ou son représentant,

- Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant

- Le Président de l'Université de Haute-Alsace ou son représentant,

- Le Recteur de l'académie de Strasbourg ou son représentant,

- Le Président de France Chimie Grand Est ou son représentant
2. Le collège des membres cooptés composé de 3 membres, cooptés par les membres de droit sur proposition du Président ou à défaut du Bureau :
- Trois personnalités qualifiées, dont au moins un représentant du monde industriel et économique
3. Le collège des membres représentant l'Ecole et le personnel de la fondation composé de 4 membres :
- Un représentant du personnel employé par la Fondation. Les modalités de désignation sont fixées par les membres fondateurs,

- Le Président de l'Amicale des anciens élèves ou son représentant

- Le Président du CA de l'Ecole ou son représentant

- Le Directeur de l'Ecole ou son représentant

FONDATION POUR L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE MULHOUSE

Fondation pour le développement de la recherche et de la formation dans tous les domaines de la chimie.

Etablissement reconnu d'utilité publique par Décret du 4 Décembre 1930.

STATUTS

Titre 1<sup>er</sup>

DENOMINATION, BUTS et SIEGE de la FONDATION

Article 1 :

La Fondation se dénomme : Fondation pour l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse (ENSCMu)

Elle a pour buts de favoriser :

- La recherche fondamentale ou appliquée, dans les domaines de la chimie et connexes.
- L'appui à l'Ecole en vue de tout projet pédagogique ou de sa promotion
- L'assistance au développement de la chimie en France et dans l'Union Européenne et au-delà, notamment en ce qui concerne la formation et la recherche
- Les contacts et les échanges entre l'Ecole, l'industrie et les étudiants
- L'aide aux étudiants et à leurs projets notamment pour favoriser leur mobilité

Sa durée est illimitée.

Son siège est fixé à Mulhouse à l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse 3, rue Alfred Werner – 68200 - MULHOUSE

Le changement de siège à l'intérieur du département relève d'une décision du conseil d'administration déclarée au préfet et au ministère de l'Intérieur. Tout changement de siège hors du département requiert la majorité prévue pour les modifications statutaires.

Le Président du bureau des élèves ou son représentant est invité, à titre permanent, avec voix consultative.

Les mandats sont attribués es qualité, les personnalités investies doivent jour du plein exercice de leurs droits civils.

Lorsqu'un administrateur a connaissance d'un conflit d'intérêts, réel ou potentiel dans lequel il pourrait être impliqué, il en informe sans délai le Conseil et s'abstient de participer au débat et de voter la délibération concernée.

Le Président et le Vice-Président sont élus par le conseil à la majorité simple. Ces fonctions sont réservées aux membres fondateurs et font partie de droit du Bureau.

Le Président peut inviter avec voix consultative toute personnalité dont la présence au Conseil serait utile aux débats prévus à l'ordre du jour.

#### Article 4

Le Conseil désigne un Bureau parmi ses membres, composé du Président, du Vice-Président, d'un Trésorier, d'un Secrétaire et éventuellement de deux à quatre assesseurs, dont les mandats sont de 4 ans renouvelables deux fois.

Les membres du Bureau peuvent être révoqués collectivement ou individuellement pour juste motif par le Conseil d'Administration dans le respect des droits de la défense. La révocation du Bureau ne fait pas perdre la qualité de membre du Conseil d'administration.

Le Bureau peut se réunir par des moyens de vidéo-conférence ou de télécommunication permettant l'identification de ses membres et leur participation effective à la délibération collégiale. Les votes peuvent être organisés avec des moyens dématérialisés.

Le Président peut inviter avec voix consultative toute personnalité dont la présence au Bureau serait utile aux débats prévus à l'ordre du jour.

Les fonctions du membre du Conseil d'Administration et du Bureau sont bénévoles.

#### Article 5

Le Conseil se réunit chaque fois que le besoin s'en fait sentir, et au moins deux fois par an, en séance normale sur convocation qui indiquera l'ordre du jour de la réunion, préparé par le Bureau, et validé ou modifié en début de séance. Il est envoyé au moins 8 jours avant la date fixée pour celle-ci. Le Conseil pourra également se réunir en séance extraordinaire sur proposition du Président ou demande d'au moins un tiers de ses membres qui définit l'objet de la séance.

Pour la validité des délibérations, la présence du tiers des membres est nécessaire à titre de quorum.

Sont réputés présents au sens de l'alinéa précédent les membres du Conseil qui participeront par des moyens de vidéo conférence ou de télécommunications permettant leur identification et leur participation effective à la délibération.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. Les membres du Conseil ont voix délibérative, les invités voix consultative. Chaque membre présent ne pourra être porteur que d'une seule procuration.

En cas de partage des voix, le Président a voix prépondérante.

Le Conseil d'administration peut en plus des réunions physiques délibérer par échanges écrits transmis par voie électronique dans les conditions définies par les articles 2 à 7 du décret n°2014-1627 du 26 Décembre 2014. Le vote par procuration n'est alors pas autorisé.

Les membres du Conseil et les invités sont tenus à la discrétion à l'égard d'informations revêtant un caractère confidentiel données lors des Conseils.

Les réunions du Conseil d'Administration donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux qui sont signés par le Président et le Secrétaire.

Ces procès-verbaux peuvent être établis sur papier ou support dématérialisé.

#### Article 6

Le Conseil d'Administration entend le rapport annuel du Bureau sur la situation financière et morale de la Fondation. Il approuve les comptes de l'exercice présentés par le trésorier. Il vote le budget de l'exercice suivant ;

Le Conseil d'administration délibère sur toutes les questions relatives à l'administration de la Fondation.

Le Conseil d'administration adopte le règlement intérieur sur proposition du Bureau.

Le règlement intérieur peut définir de créer des commissions ad hoc en en précisant le mandat et la durée.

Le Conseil d'administration gère le patrimoine de la Fondation.

Le Bureau instruit les affaires soumises au Conseil et pourvoit à l'exécution des délibérations.

La Fondation est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil est informé par le Président de tout projet de convention engageant la Fondation et délibère sur les conventions entrant dans le champ de l'article L. 612-5 du Code de Commerce en se prononçant hors de la présence de la personne intéressée.

Article 7

La Fondation peut mettre du personnel de droit privé à la disposition des établissements visés à l'article 2 et de toute autre organisme utile à sa mission.

Le Bureau fixe leur rémunération.

Article 8

Pour ses activités propres et pour l'exécution des contrats de recherche, la Fondation recrute son personnel dans les conditions du droit commun.

Le Bureau fixe leur rémunération.

Les membres de ce personnel sont nommés et gérés par le Président du Conseil d'administration après validation par le Bureau.

Article 9

La gestion financière de la Fondation appartient au Conseil d'Administration qui établit chaque année en coopération avec le Bureau le budget de la Fondation au moins un mois avant le début de l'exercice.

Les règles de gestion des fonds et titres de placement sont définies par le Conseil d'administration qui donne délégation au Bureau pour la gestion courante.

Article 10

Le Président du Conseil d'Administration est ordonnateur des dépenses dans le cadre du budget annuel voté par le Conseil.

Le Trésorier est le payeur des dépenses de la Fondation. Il dispose à ces fins de la signature bancaire.

En ce qui concerne l'exécution du budget des établissements créés par la Fondation, le Président peut donner délégation aux Directeurs de ces établissements.

Il peut, avec l'accord du Conseil, donner délégation générale ou spéciale.

Un commissaire aux comptes est désigné par le Conseil pour vérifier les comptes de l'exercice et fait un rapport au Conseil.

Article 11

Pour être valables toutes les décisions concernant les matières suivantes : acquisition, échange, transaction, aliénation des immeubles nécessaires au but poursuivi par la Fondation, constitution d'hypothèque sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, sont prises par le Conseil d'administration à la majorité des 3/4 des membres présents ou représentés.

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives à l'acceptation des dons et legs ne sont valables qu'après l'approbation administrative donnée dans les conditions prévues par l'article 910 du Code Civil.



Titre III

DOTATIONS, FONDS DE RESERVE et REGIME FINANCIER

Article 12

La dotation initiale comprenait :

- Les immeubles et terrains apportés par la Société Industrielle de Mulhouse et la Ville de Mulhouse.
- Le capital apporté par la Société Industrielle sous forme d'espèces ou de titres

Article 13

Tout ou partie de ce capital pourra être constitué en fonds de réserve suivant décision du Conseil.

Article 14

En recettes, le budget de la Fondation comporte :

- Les dons ou legs
- Les revenus de la dotation
- Les versements de l'UHA correspondant au remboursement des frais de personnel exposés, à titre transitoire par la Fondation, en vertu du protocole d'accord intervenu le 10 mars 1977 entre l'Ecole et la Fondation
- Le produit des rétributions perçues, directement ou par voie de remboursement, pour services rendus à des tiers.
- Toutes subventions publiques ou privées
- Le produit des libéralités dont l'emploi est ainsi autorisé
- Toutes autres ressources légales, notamment le produit de la vente des publications, et celui des ressources créées à titre exceptionnel et s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité

Titre IV

MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 15

Les statuts peuvent être modifiés par le Conseil d'Administration, à la majorité des 2/3, et avec l'approbation préalable des membres du collège des fondateurs présents au Conseil.

Les décisions du Conseil seront prises en assemblée réunie physiquement à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

Les membres devront être prévenus au moins 15 jours avant la date de la réunion et les lettres de convocation porteront le texte des articles à modifier.

Article 16

La dissolution ne peut être décidée qu'après approbation préalable du collège des fondateurs. Les décisions sont prises par le Conseil à la majorité visée à l'article 15, en assemblée réunie physiquement.

En cas de dissolution, le Conseil d'Administration propose la destination à donner à l'actif de la Fondation. Ces destinataires doivent être un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique avec priorité aux organismes visés à l'article 12.

Cette affectation doit être approuvée par le collège des fondateurs.

Article 17

Les délibérations du Conseil d'Administration prévues aux articles 15 et 16 ne sont valables qu'en l'absence de réserves de l'autorité administrative compétente dans un délai de 2 mois.

Article 18

Le Président du Conseil d'Administration doit faire connaître dans les trois mois à la Préfecture du Haut-Rhin et au ministère de l'Intérieur tous les changements survenus dans l'administration de la Fondation.

Les registres de la Fondation et ses pièces et fichiers numériques de comptabilité sont présentés sur toute réquisition de l'autorité administrative compétente.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à cette autorité.



## Article 19

Le ministre de l'Intérieur aura le droit de visiter ou faire faire visiter par ses délégués les divers services dépendant de la Fondation et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

## Article 20

Un règlement intérieur adopté par le Conseil d'Administration est adressé à la Préfecture du département du Haut-Rhin et au ministère de l'Intérieur. Il arrête les conditions de détails nécessaires pour assurer l'exécution des présents statuts.

Fait à Mulhouse le ..... en ..... exemplaires originaux notifiés aux membres du Conseil d'Administration ,à la Préfecture du Haut-Rhin, au Ministère de l'Intérieur.

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**56° POLITIQUE DE LA VILLE : PROGRAMMATION 1<sup>ère</sup> PHASE  
2026 « Engagements Quartiers 2030 » (Cohésion sociale et vie des  
quartiers/7.5.6/1736)**

Le cadre contractuel de la Politique de la Ville a été révisé avec l'introduction du nouveau Contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 », qui s'appliquera sur la période 2024-2030. Ce contrat a été signé en septembre 2024 par l'État, m2A, ainsi que par les communes d'Illzach, Mulhouse et Wittenheim.

Il se décline en fiches « projet de quartier », présentant les priorités spécifiques de chaque quartier, accompagnées de feuilles de route détaillées pour chaque collectivité concernée.

La Ville de Mulhouse dispose de six quartiers prioritaires (QPV) : Bourtzwiller, Brustlein, Coteaux, Drouot, Péricentre-Fonderie et Péricentre-Briand/D8.

Les cinq principaux axes pour les quartiers prioritaires mulhousiens ont été définis comme suit :

- bien grandir dans et en dehors du quartier,
- bien bouger,
- bien manger,
- bien vivre ensemble,
- favoriser l'accès à l'emploi.

Compte tenu de la période électorale municipale à venir et des difficultés de trésorerie rencontrées par les associations du territoire, il est proposé, en concertation avec l'État, de soutenir les actions structurantes et de garantir leur reconduction.

Ce soutien prendra la forme du versement d'un premier acompte de 50 % de la subvention allouée en 2025 pour les animations de rue afin de poursuivre le travail collectif engagé avec les acteurs à partir de l'actualisation de la charte.

Le versement d'un complément sera proposé dans le cadre d'une phase de programmation ultérieure, sur la base de projets ajustés prenant en compte les nouvelles orientations et nouveaux critères définis par le contrat de ville et l'appel à initiative 2026. La totalité de la subvention est proposée pour les autres projets.

Pour ces 26 projets en reconduction, il est proposé d'engager 225 050 € de subvention de la Ville.

Deux autres projets font l'objet de proposition de soutien dans le cadre de délibérations spécifiques :

- le carnaval pour sa déclinaison dans les quartiers à hauteur de 5 000 €,
- le lauréat de l'AMI Insertion par le sport - Box Briand à hauteur de 30 000 €.

L'Etat, cosignataire du Contrat Engagements Quartiers 2030, participe également au financement de ces actions.

Les crédits nécessaires sont proposés au BP 2026 :

Chapitre 65 / article 65748 / fonction 518

Ligne de crédits 3652 « Subventions de fonctionnement au privé »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution des subventions pour les actions présentées,
- charge Mme le Maire ou son Adjointe Déléguée de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

1 PJ :

- subventions de fonctionnement

**Politique de la Ville – Programmation 1<sup>ère</sup> phase 2026**  
**Subventions de fonctionnement**

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Montant total du projet 2025	Montant subvention proposée
<b>AFSCO</b>			
Parcours d'intégration linguistique	Atelier sociolinguistique : une action d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	73 838 €	7 000 €
Animation de rue	Actions qui permettent d'aller vers des publics présents dans la rue afin de nouer le contact avec eux et favoriser leur participation à des activités collectives dans le cadre des orientations du projet social du CSC.	160 680 €	19 000 €
<b>ARMEE DU SALUT</b>			
Tissons des liens à Brustlein	L'association souhaite créer un réseau d'acteurs constitués d'associations du quartier, de bailleurs sociaux et d'habitants investis sur le quartier Brustlein autour du projet de tiers-lieu. L'action consiste à animer ce collectif d'acteurs et à développer des actions d'animation locale pour les habitants du quartier.	25 935 €	5 000 €
<b>CIDFF</b>			
FLEX	Formation linguistique à visée professionnelle pendant 9 mois à destination de 24 femmes étrangères ou issues de l'immigration exprimant le désir de travailler : 6 mois de formation collective, 2 périodes de stage en entreprise et 3 mois d'accompagnement individuel permettant la construction d'un projet professionnel.	40 700 €	7 500 €
Plateforme linguistique départementale multisites	La plateforme linguistique vise à accueillir, informer et orienter les publics souhaitant apprendre la langue française. Elle informe les professionnels sur les dispositifs existants et propose des formations à destination des bénévoles et salariés des structures ayant en charge l'apprentissage de la langue française	132 100 €	5 000 €

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Montant total du projet 2025	Montant subvention proposée
<b>CSC LAVOISIER BRUSTLEIN</b>			
Animation de rue	Actions qui permettent d'aller vers des publics présents dans la rue afin de nouer le contact avec eux et favoriser leur participation à des activités collectives dans le cadre des orientations du projet social du CSC.	74 287 €	12 500 €
Ateliers sociolinguistiques	Action d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	42 005 €	7 000 €
<b>CSC LE BOAT</b>			
Ateliers sociolinguistiques	Action d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	22 915 €	6 000 €
Animation de rue	Actions qui permettent d'aller vers des publics présents dans la rue afin de nouer le contact avec eux et favoriser leur participation à des activités collectives dans le cadre des orientations du projet social du CSC.	24 201 €	4 000 €
<b>CSC PAPIN</b>			
Atelier sociolinguistiques	Action d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	79 382 €	6 500 €
Animation de rue	Actions qui permettent d'aller vers des publics présents dans la rue afin de nouer le contact avec eux et favoriser leur participation à des activités collectives dans le cadre des orientations du projet social du CSC.	111 799 €	17 500 €
<b>CSC PAX</b>			
Atelier sociolinguistiques	Mise en place de 2 sessions (de 3 groupes de 12 personnes) d'ateliers d'apprentissage du français entre septembre et juin permettant l'intégration dans la société et l'appropriation des valeurs de la république.	50 501 €	7 000 €
Animation de rue	Actions qui permettent d'aller vers des publics présents dans la rue afin de nouer le contact avec eux et favoriser leur participation à des activités collectives dans le cadre des orientations du projet social du CSC.	10 000 €	2 500 €
<b>CSC PORTE DU MIROIR</b>			
Animation de rue	Actions qui permettent d'aller vers des publics présents dans la rue afin de nouer le contact avec eux et favoriser leur participation à des activités collectives dans le cadre des orientations du projet social du Centre socio-culturel.	94 944 €	11 000 €

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Montant total du projet 2025	Montant subvention proposée
<b>LA CONCIERGERIE SOLIDAIRE D'ALSACE</b>			
Création d'un comptoir Périceentre Briend	Etude de faisabilité en vue d'un possible lancement d'un comptoir de la Conciergerie Solidaire d'Alsace dans le quartier Briend visant à identifier un éventail de services variés répondant à des besoins des acteurs locaux tels que les commerçants, les habitants, les associations et salariés du quartier.	7 650 €	5 000 €
<b>LE MOULIN NATURE</b>			
Les jardins d'aventure de Coteaux et Neppert	Poursuite des animations éducatives de proximité dans les jardins d'aventure de Coteaux et Neppert pour sensibiliser les habitants à la nature, aux bienfaits du dehors, à une alimentation saine ainsi qu'à une activité physique régulière (cf convention pluriannuelle d'objectifs).	183 350 €	40 000 €
<b>LE REZO</b>			
S'engager, se former, bien vivre	Actions d'échanges de savoirs visant à soutenir la montée en compétence des habitants des QPV pour être tremplin vers des dispositifs classiques de retour à l'emploi ou de formation. L'objectif est de favoriser l'égalité et de lutter contre les discriminations d'accès aux savoirs.	78 050 €	6 000 €
<b>OPENFAB – LA PETITE MANCHESTER</b>			
De fil en Aiguille	Action de mobilisation d'habitants de QPV à partir d'une découverte des savoir-faire des métiers du textile afin de repérer notamment des profils susceptibles d'intégrer le sas d'insertion. Ainsi que de la formation de perfectionnement couture de 90 heures à destination de 6 personnes repérées lors des parcours découverte des savoir-faire des métiers du textile.	57 000 €	13 000 €
<b>SECOURS POPULAIRE</b>			
L'apprentissage du français comme outil d'intégration	Atelier sociolinguistique : une action visant l'autonomie sociale et citoyenne	20 556 €	1 000 €

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Montant total du projet 2025	Montant subvention proposée
<b>CSC PORTE DU MIROIR</b>			
Atelier sociolinguistiques	Atelier sociolinguistique d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	11 902 €	1 750 €
<b>CSC WAGNER</b>			
Animation de rue	Actions qui permettent d'aller vers des publics présents dans la rue afin de nouer le contact avec eux et favoriser leur participation à des activités collectives dans le cadre des orientations du projet social du Centre socio-culturel.	45 208 €	8 500 €
Atelier sociolinguistiques	Atelier sociolinguistique d'apprentissage du français visant l'autonomie sociale et citoyenne.	44 865 €	6 300 €
<b>FRANCE ACTIVE ALSACE</b>			
Dispositif CitésLab	Le dispositif a pour objectif de favoriser l'insertion par l'entreprenariat avec la mise en place d'actions individuelles d'accompagnement des porteurs potentiels/créateurs/repreneurs d'entreprises et l'animation collectives (atelier, salons, formations). En 2024, 92 porteurs de projets ont été accompagnés en rendez-vous individuel et/ou en accompagnement collectif, 60% étaient issus des QPV. En 2025, il est prévu de toucher 100 personnes dont 70% issues des quartiers.	37 132 €	9 000 €
<b>IFMA</b>			
Relations associatives et territoriales : vers un nouveau paradigme ?	Recherche-action menée dans le cadre de l'évaluation du Contrat de Ville et associant l'UHA. Elle vise à saisir et à faire valoir la pluralité des contributions des associations au territoire en termes de nouvelles solidarités, de transition écologique, de participation citoyenne, de création d'activité et d'emplois à travers différentes démarches : monographie territoriale, animation de groupe de travail sur la coopération, cartographie des dynamiques associatives.	132 000 €	5 000 €

Porteur de projet Nom de l'action	Descriptif de l'action	Montant total du projet 2025	Montant subvention proposée
<b>SYNERGIE FAMILY</b> Dynamob	Programme de remobilisation de femmes éloignées de l'emploi en leur transmettant des outils favorisant leur insertion professionnelle et sociale (confiance et estime de soi, communication interpersonnelle, rencontre de recruteurs, découverte du monde du travail, visites d'entreprises) : 3 cohortes de 8 femmes sont concernées pour une durée de deux mois.	42 824 €	3 000 €
<b>UNIS CITE</b> KIOSC	KIOSC vise à sensibiliser les jeunes de 16 à 25 ans au Service Civique et à les accompagner de manière renforcée vers la mission la plus adaptée à leurs besoins, tout en acculturant les structures de proximité et les personnes-ressources des quartiers prioritaires afin de permettre un juste et égal accès au dispositif. L'objectif est d'informer 200 jeunes issus des différents quartiers et en accompagner directement au moins 30 dans leur engagement sur l'année.	119 220 €	9 000 €
<b>TOTAUX</b>		1 723 044 €	225 050 €

Pour : 30 + 7 procurations  
Groupe majoritaire : 17 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 6  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2 + 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

**Ne prennent pas part au vote : Mme Risser, M. Binici, Mme Motte, M. Coinchelin, M. Siméoni, Mme Jenn (représentée par Mme Kosir), Mme Lutz, M. Causer, Mme Himer, Mme Rapp, M. Couchot, et Mme Zagaoui.**

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**57° POLITIQUE DE LA VILLE : DEMANDE D'AGREMENT « ESPACE DE VIE SOCIALE » AUPRES DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) POUR LE LOCAL « COTE VERANDA » DU QUARTIER NEPPERT (Cohésion sociale et vie des quartiers/7.5.6/1688)**

Créés dans le cadre de la Politique de la Ville, les Espaces Citoyens mis en place dans cinq quartiers prioritaires de la Ville de Mulhouse, se sont progressivement imposés comme des lieux de proximité, d'information et de lien social. Afin de les conforter et de les consolider dans ce rôle, la Ville de Mulhouse a conduit un diagnostic partagé avec les habitants, associations, bailleurs et services municipaux, à partir d'une mission confiée à l'association Empreintes citoyennes. Ce travail collectif a permis d'analyser le fonctionnement actuel, de dégager des enjeux communs et de préciser les axes de transformation à conduire. De ce diagnostic est née l'idée de structurer, à partir de ces espaces, un parcours citoyen : une trajectoire claire et lisible permettant d'accompagner chaque habitant, du premier contact à l'engagement collectif.

Dans cette perspective de consolidation des Espaces Citoyens, une demande d'agrément d'Espace de Vie Sociale (EVS) a été déposée auprès de la CAF afin d'expérimenter, à partir de l'espace citoyen Côté Véranda du quartier Neppert, ce parcours citoyen.

La CNAF a, en effet, dans le cadre de l'actuelle Convention d'Objectifs et de Gestion 2023-2027 signée avec l'Etat, l'objectif de coopérer avec les partenaires sur le territoire, en particulier par le développement de 600 structures supplémentaires d'animation de la vie sociale pour renforcer l'inclusion des personnes, la cohésion sociale et l'attractivité des territoires.

L'EVS est une structure de proximité, qui s'adresse à tous les publics et qui développe prioritairement des actions collectives dans un double objectif :

- le renforcement des liens sociaux et familiaux et le développement des solidarités de voisinage,
- la coordination des initiatives favorisant la vie collective et la prise de responsabilité des usagers.

Le projet déposé par la Ville décline trois axes reflétant ce parcours citoyen :

1. Côté Véranda, la boussole de l'habitant : un espace pour accueillir, informer et orienter,
2. Côté Véranda, la boîte à outils de l'habitant : un espace pour sensibiliser, former l'habitant et valoriser l'engagement,
3. Côté Véranda, point de départ de l'action de l'habitant, un espace de participation et de passage à l'action.

Son éventuel agrément permettrait de bénéficier d'une aide annuelle de 27.000 € pour un coût de projet de 55.720 € en 2026 (les recettes restant inchangées mais les charges étant appelées à croître progressivement jusqu'à 76.551 € en 2029).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le dépôt de la demande d'agrément Espace de Vie Sociale déposé par la Ville auprès de la Caisse d'Allocations Familiales,
- charge Madame le Maire ou son Adjointe déléguée de signer tous documents afférents à cette demande et sa mise en œuvre.

Pour : 41 + 8 procurations

Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :

Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

**58° PROJET DE CELLULE DE VEGETALISATION URBAINE ET DE PARTICIPATION CITOYENNE EN QUARTIER PRIORITAIRE : CANDIDATURE A L'APPEL A PROJET DRIVING URBAN TRANSITIONS (DUT) (Cohésion sociale et vie des quartiers/7.5.6/1739)**

L'Agence Nationale de la Recherche (ANR) est engagée dans un partenariat financier avec le programme européen HORIZON.

Au titre de ce partenariat, il est lancé pour cette année, l'appel à projet Driving Urban Transitions (DUT), qui vient soutenir les projets de recherche ou d'innovation transnationaux portant sur les défis urbain afin d'aider les villes dans leur transition vers une économie et un fonctionnement plus durable.



Chaque proposition de projet doit inclure au moins trois entités juridiques indépendantes d'au moins trois pays différents.

Le consortium auquel s'intégrerait la Ville de Mulhouse en tant que partenaire pour candidater à l'appel à projet comporte les entités suivantes :

- la Ville de Saint Gilles en Belgique,
- l'Université de Lorraine et l'Université de Bordeaux,
- le Centre pour la recherche sociale et économique (CASE), basé en Pologne.

En tant que porteur de la candidature, la Ville de Saint-Gilles expérimente depuis plusieurs années une cellule de végétalisation urbaine afin de désimperméabiliser et végétaliser son territoire urbain très dense, en lien avec les acteurs sociaux (maisons de retraite, écoles publiques, bailleurs sociaux...).

L'objectif de ce projet est de développer le pouvoir d'agir des citoyens sur le verdissement de leur environnement à travers des actions de participation visant à permettre aux citoyens de planter par eux-mêmes (plantes grimpantes sur les façades, adoption des pieds d'arbres etc..).

L'intégration de la Ville de Mulhouse dans ce consortium pourra permettre de bénéficier des expériences de Saint-Gilles, sur les thématiques évoquées ci-dessus, et éventuellement soutenir des projets participatifs en lien avec l'émergence d'une agriculture urbaine (ex : pépinières urbaines), grâce au partage de connaissances et de pratiques entre les deux administrations.

Les Universités françaises impliquées dans le projet travailleront sur les indicateurs de réalisation et de résultat. Le CASE quant à lui s'occupera du cadre de gouvernance du projet et des livrables.

In fine, le DUT viendra financer les frais de déplacements, d'hébergements, de communication, mais aussi du matériel, qui pourront être nécessaires dans le cadre du déploiement du projet de consortium.

Au-delà de l'enveloppe financière de 100 000 € qui sera réservée au territoire en cas d'acceptation de la candidature, cette participation à un projet européen transnational viendra souligner l'ambition qu'à la Ville de bénéficier de fonds européens sectoriels.

Le calendrier de l'appel à projet se présente comme suit :

- pré-candidature avant le 17 novembre 2025,
- candidature définitive pour avril 2026,
- démarrage du projet en septembre 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la candidature de la Ville à l'appel à projet européen Driving Urban Transitions (DUT) 2025 dans le cadre du projet « Cellule de végétalisation urbaine et de participation citoyenne en quartier prioritaire »,
- autorise la Ville de Mulhouse à rejoindre le consortium en qualité de partenaire et à participer à la mise en œuvre du projet,
- autorise le Maire ou son Adjoint délégué à établir et signer les actes nécessaires à la candidature, à la mise en œuvre du projet et à la gestion des financements associés.

Pour : 41 + 8 procurations

Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :

Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**59° ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE LA SANTE ET DU HANDICAP : SUBVENTIONS 2025 (Population et Solidarité/7.5.6/1691)**

La Ville de Mulhouse œuvre depuis de nombreuses années pour faciliter la vie quotidienne et réduire le sentiment d'isolement des personnes atteintes de déficience physique, mentale ou psychique. Pour cela, elle travaille en étroite collaboration avec les associations et structures, locales et nationales, réunies au sein de la Commission Extra-Municipale des Personnes Handicapées (CEMPH) créée en 1985. Aux côtés de la Ville, les associations contribuent pleinement à l'inclusion et au bien-être des Mulhousiens en situation de handicap par de nombreuses actions leur permettant de s'inscrire dans la vie de la Cité.

Par ailleurs, la Ville de Mulhouse s'investit également pour la santé de ses habitants ; cet investissement s'est toujours traduit par la volonté de s'inscrire dans un partenariat fort avec les acteurs locaux et de s'appuyer sur les ressources et énergies du territoire pour construire et développer des synergies en matière de prévention, d'accès aux soins et de rétablissement des personnes. C'est dans ce contexte que la Ville alloue chaque année des subventions aux associations contribuant à la mise en œuvre d'actions d'intérêt public dans le domaine de la santé, ainsi qu'aux associations favorisant le déploiement d'actions de bien-être, de soutien aux familles et de déstigmatisation du handicap.

Pour l'année 2025, il est proposé d'attribuer des subventions aux associations suivantes :

- l'association NAT'CONNECT a pour spécificité de faire le lien entre l'activité physique et la nature. Le fait de pratiquer dans la nature est un facteur de motivation, notamment pour les plus éloignés de la pratique. L'association, labélisée « Prescri'mouv », propose des « balades nature santé » pour un public de 2 à 77 ans et touche chaque année jusqu'à 100 personnes à raison de 2 actions par semaine entre avril et octobre pour l'essentiel. Il est proposé de verser une subvention de 1 000 €,
- l'association SEPIA (Suicide Ecoute Prévention Intervention auprès des Ados), créée en 1992, réalise des actions de prévention, sensibilisation et d'accompagnement des jeunes de 11 à 24 ans qui souffrent et auprès de jeunes suicidaires. Pour cela, l'association s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire (travailleurs sociaux, infirmiers, psychologues). Dans une posture forte de « l'aller vers », l'association intervient quotidiennement dans tous les collèges, lycées, CFA de Mulhouse ou dans tout autre lieu. En fonction des problématiques repérées et de la gravité de la situation, un accompagnement du jeune et de sa famille est proposé avec la mobilisation d'autres professionnels : Education Nationale, services sociaux, justice, missions locales, médecin généraliste et services de psychiatrie. Il est proposé de verser une subvention de 6 000 €,
- l'association AIDES, implantée à Mulhouse depuis les années 1990, agit auprès des populations les plus vulnérables contre le VIH, les hépatites virales et les autres infections sexuellement transmissibles et lutte contre toutes les formes de discrimination. Elle facilite l'accès aux soins, aux droits et contribue au rétablissement des personnes. Elle organise également des sessions d'information et de prévention des risques liés à la consommation de produits psychoactifs et intervient plus particulièrement en milieu festif auprès des jeunes. L'ensemble de ces s'inscrivent dans un objectif de mettre fin aux épidémies de VIH et VHC d'ici à 2030. Il est proposé de verser une subvention de 2 000 €,
- l'association Alsace AVC 68, nouvellement créée en 2025, succède à l'association France AVC 68 œuvrant sur le territoire depuis de nombreuses années. L'association propose des permanences hebdomadaires ainsi que des cafés rencontres à destination des personnes ayant subi un AVC et de leurs familles dans les différents établissements de santé. Il est proposé de verser une subvention de 1 000 €,
- l'Association Socio-Culturelle et Sportive des Sourds de Mulhouse œuvre pour une plus grande accessibilité pour les personnes sourdes et malentendantes. Elle propose notamment aux personnes de se retrouver

autour d'activités physiques adaptées. Il est proposé de verser une subvention de 1 400 €,

- l'Association Les Rhénans propose des créneaux d'activités physiques adaptées à des personnes en situation de handicap. Elle porte notamment un projet permettant aux personnes de bénéficier de séances de natation à la piscine du Centre de Réadaptation de Mulhouse encadrées par un maître-nageur diplômé. Il est proposé de verser une subvention de 800 €,
- l'UNAFAM 68 (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux 68) a pour mission de soutenir les familles touchées par la souffrance psychique d'un proche et aussi de porter au grand public un message de déstigmatisation de la maladie psychique. L'association propose un panel d'actions et de dispositifs afin de permettre aux personnes en situation de handicap psychique de renouer des liens sociaux, de développer la citoyenneté et de renforcer l'autonomie de personnes touchées par la maladie dans un esprit d'échanges et d'entraide mutuelle grâce à la pratique de loisirs partagés et l'accès à la culture. Il est proposé de verser une subvention de 600 € afin de soutenir le projet de création de supports de communication grand public sur la santé mentale,
- ouvert en 2019, « Un petit truc en plus » est un restaurant inclusif créé par le Centre de Réadaptation de Mulhouse. 70 % des salariés sont porteurs de trisomie 21. L'objectif est de favoriser l'inclusion professionnelle et sociale des travailleurs handicapés en leur donnant l'opportunité de travailler en milieu ordinaire, et de s'épanouir dans l'échange et la convivialité. Il est proposé de verser une subvention de 3 000 €.

Subventions proposées dans le domaine de la santé :

Bénéficiaires	Montant 2025
NAT'CONNECT	1 000 €
Association SEPIA	6 000 €
AIDES 68	2 000 €
Alsace AVC 68	1 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>10 000 €</b>

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2025 :

Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 410

Ligne de crédit n° 26108 « Subventions de Fonctionnement Santé »

Subventions proposées dans le domaine du handicap :

Bénéficiaires	Montant 2025
Association socio-culturelle et sportive des sourds de Mulhouse	1 400 €
Association sportive des handicaps physiques du Haut-Rhin « Les Rhénans »	800 €
Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux 68 (UNAFAM)	600 €
Association de gestion du restaurant inclusif « Un Petit Truc en Plus »	3 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 800 €</b>

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2025 :

Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 425

Ligne de crédit n° 3664 « Subventions de Fonctionnement Associations Handicap »

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions d'attribution de subventions de fonctionnement au titre de l'année 2025 figurant dans les tableaux ci-dessus,
- charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 41 + 8 procurations

Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations

Groupe Mulhouse Cause Commune : 7

Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration

Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration

Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :

Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**60° CHARTER ROMAIN JACOB : SIGNATURE DE LA VILLE DE MULHOUSE**  
**(Population et Solidarité/9.1/1692)**

La Charte Romain Jacob, initiée par l'association Handidactique, vise à améliorer durablement l'accès aux soins et à la santé des personnes en situation de handicap, en fédérant les acteurs du territoire autour de valeurs communes : équité, inclusion et continuité des parcours de soins.

Le 16 mai 2025, dans le cadre de la Semaine de la Démocratie Sanitaire, la Charte a été signée à l'échelle du Sud du Haut-Rhin, sous l'impulsion du Réseau des Acteurs pour la Promotion du Handicap (RAPH 68) et avec le soutien de l'ARS Grand Est. Ce sont 29 acteurs institutionnels et associatifs œuvrant dans les champs sanitaire et médicosocial qui se sont engagés à en appliquer les principes au sein de leurs établissements respectifs et ainsi à faire vivre la dynamique collective « Unis pour l'accès à la santé des personnes en situation de handicap ».

La Ville de Mulhouse y a participé activement en tant que partenaire institutionnel.

Par conséquent, il est proposé d'approuver la Charte pour garantir la continuité des relations contractuelles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la charte Romain Jacob,
- confirme sa signature par l'Adjoint au Maire délégué à la santé,
- charge Madame le Maire ou son représentant d'assurer le suivi et l'exécution de la charte.

1 PJ : - la Charte

# Charte Romain Jacob

FACILE À LIRE ET À COMPRENDRE



Une charte est un document qui explique ce que l'on va faire et comment on va le faire.

Romain Jacob est le fils de Pascal Jacob. Pascal Jacob a écrit un livre qui parle de la santé des personnes en situation de handicap.

Cette charte Romain Jacob aide les personnes en situation de handicap en France, à être en bonne santé.

Le groupe MNH est la Mutuelle Nationale des Hospitaliers.

Elle a rassemblé plusieurs personnes pour réfléchir à la charte Romain Jacob.

Toutes ces personnes soignent et accompagnent les personnes en situation de handicap.

L'Académie Nationale de Médecine fait respecter les règles pour être tous bien soignés.

L'Académie Nationale de Médecine soutient la charte.

Version audio



## PRÉAMBULE

**La Charte Romain Jacob pour l'accès aux soins des personnes en situation de handicap en France, a fait l'objet d'une réflexion organisée et fédérée par le groupe MNH (Mutuelle Nationale des Hospitaliers), regroupant l'ensemble des acteurs nationaux du soin et de l'accompagnement.**

**Sous le haut parrainage de l'Académie Nationale de Médecine.**

Conformément aux rapports sur l'accès aux soins et à la santé remis par Monsieur Pascal Jacob à Madame Marisol Touraine, Ministre des Affaires Sociales et de la Santé, et Madame Marie-Arlette Carloti, alors Ministre déléguée aux Personnes handicapées et à la Lutte contre l'exclusion, le 6 juin 2013 à l'hôpital Raymond Poincaré (Garches), et conformément au comité interministériel du handicap (CIH) et aux priorités fixées par les Agences Régionales de Santé (ARS), les représentants des personnes en situation de handicap ainsi que les acteurs des secteurs du soin (hospitaliers, médico-sociaux, ambulatoires) présentent la Charte Romain Jacob. Celle-ci s'inscrit dans les orientations des politiques publiques, portées par de nombreuses lois en faveur de l'insertion sociale et de la pleine citoyenneté des personnes en situation de handicap.

Les signataires s'engagent à promouvoir la fédération des acteurs dans chacune des régions pour répondre aux besoins spécifiques de l'accès aux soins et à la santé des personnes en situation de handicap dans chaque région.

Les signataires soulignent l'urgence d'apporter une réponse aux attentes de l'ensemble des acteurs du soin et de l'accompagnement, très démunis face au manque de sensibilisation, de formation et de moyens dédiés aux personnes en situation de handicap.

Les signataires s'engagent à promouvoir toute action visant à atteindre cet objectif.

Les signataires, conscients des conditions requises pour assurer une prise en charge de qualité, s'engagent à diffuser les initiatives réussies ayant permis d'améliorer l'accès aux soins et à la santé des personnes en situation de handicap en milieu hospitalier, en institution comme en milieu ordinaire.

Les signataires s'engagent à promouvoir l'accès des personnes en situation de handicap aux soins courants et spécifiques en milieu ordinaire, quelle que soit la spécialité médicale ou paramédicale.

Cette Charte a pour but de fédérer l'ensemble des acteurs régionaux et nationaux autour de l'amélioration de l'accès aux soins et à la santé des personnes en situation de handicap.

## 1 VALORISER L'IMAGE QUE LA PERSONNE EN SITUATION DE HANDICAP PERÇOIT D'ELLE-MÊME

La personne doit être actrice de sa santé et de sa qualité de vie. C'est un élément constitutif de son autonomie. Comme tout un chacun, l'éducation qui lui est apportée doit concerner tous les domaines de la vie : l'hygiène, l'alimentation, l'activité physique, la sexualité, les conduites addictives (tabac, alcool...). Il est essentiel de lui apprendre comment fonctionne son corps et comment le respecter, l'informer des changements corporels qui vont intervenir tout au long de sa vie (puberté, sexualité, contraception, avancée en âge...). La place des aidants et des professionnels est prépondérante dans cette éducation.

## 2 VALORISER L'ACCOMPAGNEMENT

Les signataires reconnaissent le rôle, l'expertise et les compétences essentielles des personnes qui accompagnent les personnes en situation de handicap (aidants, familles, proches, professionnels...) dans leur parcours de soins.

Ils veillent à les associer, dans le respect des droits des patients, à la prise en charge médicale et soignante des personnes en situation de handicap. Les signataires reconnaissent le rôle des associations représentant les personnes en situation de handicap pour l'amélioration continue des parcours de santé.

Ils s'engagent à faciliter leur expression et leur participation.

La personne en situation de handicap bénéficie d'un droit à être accompagnée par la personne de son choix tout au long de son parcours de soins.

Conformément à la loi, les accompagnants doivent être acceptés et reconnus dans leur mission par la totalité des acteurs de soins, en accord avec la personne en situation de handicap.

Durant cet accompagnement, les signataires soulignent l'importance de prendre en compte le besoin de repères des aidants de proximité.

## 3 EXPRIMER LES BESOINS

Les signataires soutiennent le recueil des besoins des personnes en situation de handicap au moyen d'outils partagés et leur transmission aux autorités publiques compétentes. Ce recueil privilégie l'expression directe des personnes en situation de handicap et peut être complété par d'autres sources telles que des enquêtes et des études régionales.

## 4 INTÉGRER LA SANTÉ AU PARCOURS DE VIE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Les signataires, et notamment ceux représentatifs des établissements de santé et services sociaux et médico-sociaux, assurent, dans leur accompagnement quotidien, individuel et collectif, de la prise en compte de la santé comme un élément constitutif de l'autonomie et de la citoyenneté des personnes en situation de handicap.

Ils participent à l'accès à l'hygiène, à la prévention et aux dépistages, aux actions de promotion et d'éducation à la santé, et à l'accompagnement vers les soins.

Ils forment leurs personnels, soignants ou non-soignants, à la prise en compte de la santé comme dimension incontournable de l'accompagnement des personnes en situation de handicap.

## 5 CONSTRUIRE UNE CULTURE PROFESSIONNELLE COMMUNE

Les signataires s'engagent à systématiser les actions communes de formation et de sensibilisation au handicap auprès des professionnels et de leurs adhérents. Ils organisent notamment, avec la contribution des personnes en situation de handicap et de leurs aidants, des sessions communes de formation, d'information et d'échanges interprofessionnels et inter-établissements.

## 6 COORDONNER LE PARCOURS DE SANTÉ

La coordination du parcours de santé des personnes en situation de handicap doit être organisée, que la personne vive à domicile ou en établissement. Elle doit être utile à la personne en situation de handicap, aux proches aidants, aux professionnels de santé, sociaux et médico-sociaux.

La fonction de coordination ne pourra être assurée en l'absence d'outils permettant la circulation de l'information et son accessibilité.

La mise en place d'un dossier partagé, outil au service de la coordination et du parcours de santé, est prioritaire pour la personne en situation de handicap. Il devra être obligatoirement renseigné par l'ensemble des acteurs concernés qui auront été autorisés à y accéder et formés à son utilisation.

## 7 ORGANISER L'ACCÈS AUX SOINS ET À LA PRÉVENTION

Les signataires, représentant les professionnels de santé, sociaux et médicosociaux, contribuent à l'accès à la santé des personnes en situation de handicap. Ils veillent à l'adaptation de leurs équipements, à la qualité de l'accompagnement, à la communication dans les soins, et à la coordination de leurs interventions.

Afin de permettre aux personnes en situation de handicap d'être actrices de leur santé, une vigilance particulière est portée à l'adaptation des protocoles de prévention spécifiques aux différents handicaps, à la promotion de la santé, et à l'éducation thérapeutique. Les signataires veillent à mobiliser des supports d'information accessibles à tous.

## 8 FACILITER ET DÉVELOPPER L'ACCÈS AUX SOINS AMBULATOIRES

Les signataires s'engagent à favoriser l'accessibilité aux soins ambulatoires.

Ils soutiennent ainsi l'organisation des rendez-vous et consultations, et l'identification des professionnels de santé de proximité dont la pratique favorise l'accessibilité aux soins pour les personnes en situation de handicap. Ils s'accordent sur la complémentarité nécessaire sur un territoire, par discipline et par zone géographique, entre l'offre de soins ambulatoires et le recours aux plateaux techniques et aux professionnels hospitaliers.

Ils agissent pour que des moyens soient mis en place pour informer et orienter les personnes en situation de handicap et leur entourage, dans le respect du choix du lieu de vie de ces personnes.

## 9 PRÉVENIR ET ADAPTER L'HOSPITALISATION AVEC OU SANS HÉBERGEMENT

Les signataires s'engagent à faire appel, si besoin, aux services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et aux services d'hospitalisation à domicile (HAD), afin de prévenir, ou de raccourcir, l'hospitalisation avec hébergement. Le recours à l'HAD, quel que soit le lieu de vie, doit favoriser la continuité de l'accompagnement, en utilisant notamment les capacités de prise en charge des soins palliatifs.

Les signataires facilitent, quand elle est nécessaire, l'hospitalisation des personnes en situation de handicap notamment par la mobilisation de moyens spécifiques comme l'aménagement des chambres, l'adaptation des moyens de communication, l'organisation des rendez-vous, des consultations et examens, et la limitation des déplacements et des temps d'attente. L'accueil, la coordination et le suivi du parcours de la personne en situation de handicap, durant son hospitalisation, doivent faire l'objet de protocoles spécifiques aux handicaps et aux capacités des personnes à exprimer leurs besoins.

Dans le cadre d'une hospitalisation, l'offre de soins doit intégrer la communication avec les accompagnants professionnels, les aidants, les professionnels de santé impliqués dans la prise en charge et le médecin traitant, dans le respect des droits des patients.

Afin d'éviter les ruptures dans le parcours de soins des personnes en situation de handicap, les signataires s'engagent à développer et diffuser l'ensemble des moyens et outils de liaison pour une meilleure coordination des soins.

## 10 AMÉLIORER LA RÉPONSE AUX URGENCES MÉDICALES

Dans un souci d'adéquation entre les besoins de la personne en situation de handicap, le bon recours aux services des urgences, et afin d'éviter les ruptures d'accompagnement, les signataires s'engagent à promouvoir une formation des équipes des services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) adaptée à la prise en charge des personnes en situation de handicap.

Les signataires s'engagent à adapter l'accueil, les soins et la prise en charge somatique et psychiatrique des personnes en situation de handicap en urgence, en favorisant l'accès direct aux unités de soins concernées (document de liaison), et en définissant des critères de priorité de prise en charge dans les services d'urgence.

Les établissements de santé associent, dans le respect des droits des patients, les accompagnants des personnes en situation de handicap afin de favoriser la communication et l'adaptation des soins.

## 11 FACILITER LE RECOURS AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Les signataires s'engagent à faciliter le recours aux nouvelles technologies afin de développer des programmes régionaux de télémédecine pour l'accès aux soins des personnes en situation de handicap et à favoriser l'accès aux outils de communication qui leur permettent de s'exprimer.

## 12 METTRE EN OEUVRE ET ÉVALUER LA PRÉSENTE CHARTE

Les signataires s'accordent sur la nécessité de construire, au regard de chacun des objectifs de la présente Charte, des outils partagés et concrets, fondés sur la reconnaissance réciproque des compétences, des aptitudes, mais également des contraintes de chacun, et favorisant la fluidité des parcours de santé.

Ils se réunissent annuellement, au travers d'un comité de la Charte, pour partager l'évaluation de leurs actions.

Ils communiquent leurs travaux et conclusions à la Haute Autorité de Santé (HAS), à la Conférence Nationale de Santé (CNS), au Conseil National Consultatif des Personnes en situation de handicap (CNCPH) et aux autorités publiques compétentes.

Ils favorisent l'adhésion à la présente Charte des acteurs de santé et des représentants des personnes en situation de handicap.



Scannez le QR Code pour accéder au questionnaire

Évaluez vos soins avec le questionnaire handifaction sur [www.handifaction.fr](http://www.handifaction.fr)

Signée le 16 mai 2025 à Mulhouse

<b>Handidactique</b>	<b>CDERJ</b>	<b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b> <b>ars</b>	<b>Mulhouse</b>	<b>GHR</b>	<b>UGECAM</b> Union Générale des Employés CGT - CFTS - CFE-CGC	<b>RAPH68</b>	<b>CFTS</b>	<b>CPTS</b> Mulhouse Agglomération	<b>CRM</b> CENTRE DE REABILITATION Mulhouse	<b>APF</b> France handicap	<b>air</b>	<b>handicap services</b> Mulhouse			
Pascal JACOB, Président	Vesna VIRUEVIC, Directrice du déploiement de la CRJ	Stéphane CARNEIN, Délégué départemental de la CRJ	Marielle TRABANT, Direction de l'Autonomie	Henri METZGER, Adjoint au Maire	Corinne KRENCKER, Directrice	Kacem KAMMOURI-ALAMI, Directeur	Evelyne LAMON, Présidente	Delphine FRANCK, Dr. Frédéric TRYNIEWSKI, Présidente	Anne-Marie BRIANT, Présidente	Bernard DEVILLE, Représentant régional	Dr Philippe GUIOT, Dr. Jean SENGLE, Président				
															
<b>AFMTELETHON</b>		<b>Adapei</b> Popipiliens Alsace		<b>AVC</b> Association Française des Vascularisés Cérébraux	<b>CICAT</b> 68	<b>LE PHOTIE</b>	<b>Adèle</b> DE SAINTIZ Une aide humaine	<b>Gem</b> Généraliste Mulhouse	<b>AFapei</b>	<b>Sinclair</b>	<b>ALSACEP</b>	<b>Au fil de la Vie</b>	<b>HAD</b> SUD ALSACE		
Jean-Philippe DURAND, Directeur adjoint	Pierre TASSETTI, Directeur Général APBA Porteur administratif.	Dr. Serge MOSER, Président	Nicolas VENZON, Directeur	Michel HECKLY, Président	Tom CARDOSO, Président	Joseph PENNER, Vice-Président	Céline ROSSI, Directrice Générale	Joseph SPADARO, Vice-Président	Pierre BEVARDI, Vice-Président	Eric GIGNET, Vice-président	Dr. Livia LANOTTE, Présidente	Chantal DURLIAT, Présidente	Gaëtan DUREAU, Directeur	Dr. Marie-Madeleine THEOBALD-LECLERCQ, Présidente	
															

Pour : 41 + 8 procurations  
 Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
 Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
 Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
 Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
 Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
 Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

#### **61° CARTE PASS'TEMPS SENIOR : ACTUALISATION 2026 DE L'OFFRE MUNICIPALE (Direction Population et Solidarité/9.1/1693)**

Mise en place en 2004 par Mulhouse Alsace Agglomération, la **Carte Pass'Temps Senior** est destinée aux personnes de 65 ans et plus habitant une des communes de l'agglomération. Valable un an, elle permet de bénéficier de nombreuses sorties gratuites ou à tarif réduit, favorisant ainsi l'accès à la culture et aux loisirs pour les seniors. Parmi les avantages proposés, des entrées gratuites au Parc zoologique et botanique ainsi que dans les sept piscines de l'agglomération, des réductions avantageuses pour assister à des concerts, à des spectacles de théâtre, à des séances de cinéma, des tarifs attractifs dans plusieurs musées et des avantages pour des formations en informatique, des activités sportives...

Les communes ont la possibilité de s'associer au dispositif en faisant figurer sur la carte une offre complémentaire destinée spécifiquement à leur population âgée.

**Pour 2026, comme elle le fait depuis plusieurs années, la Ville de Mulhouse maintient sa démarche en ajoutant plusieurs options à l'offre initiale :**

Gratuité totale	Tarifs réduits
<b>Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse</b> avec une contribution de la Ville versée à m2A (facturation d'un abonnement senior pour chaque usager à partir de la 4 <sup>ème</sup> visite) - (sauf lors de la journée découverte en septembre)	<b>Cinéma :</b> <u>Bel Air</u> : 2 places/an à 5€, en plus de l'offre m2A (6.5€ la place toute l'année) <u>Le Palace</u> : 2 places/an à 6€ (hors films 3D) + 2 € en plus pour les films 3D  <b>Restauration :</b> <u>Résidences seniors AMAELLES</u> : 1 repas/an à 8 € <u>Centres Socioculturels Mulhousiens</u> CSC Bel Air : 1 repas senior/an à 6 € sauf Noël et janvier CSC Wagner : 1 repas senior/an à 8 € CSC Miroir : 1 repas senior/an à 6 €



	<b>Activités :</b> <u>CSC LAVOISIER/BRUSTLEIN</u> : une réduction de 10% sur l'activité LIA (Aérobic) <u>CSC PAPIN</u> : une séance d'essai gratuite dans une des activités « adultes » proposées par le centre.
--	--

La carte Pass'Temps senior 2026 sera disponible à la Clé des Aînés à compter du 5 janvier 2026.

Une convention sera signée entre la Ville de Mulhouse et chacun des partenaires concernés.

Par ailleurs, pour permettre aux bénéficiaires de la carte Pass'Temps senior de profiter sans délai des nouvelles offres susceptibles d'intervenir en cours d'année, il est proposé de donner délégation au Maire ou son représentant pour conclure les éventuelles conventions modifiant l'offre municipale de la carte Pass'Temps senior en cours d'année.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les propositions inscrites dans le tableau ci-dessus,
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires,
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer par délégation du Conseil municipal les conventions à venir modifiant l'offre municipale de la carte Pass'Temps senior en cours d'année.

2 PJ :

- carte Pass'Temps Senior\_Convention 2026
- carte Pass'Temps Seniors 2026\_Commune de Mulhouse



CARTE PASS'TEMPS SENIOR

CONVENTION 2026

Entre

La Ville de Mulhouse représentée par Monsieur Henri METZGER, Adjoint au Maire délégué aux Personnes Âgées, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2025, et désignée sous le terme "la Ville"

d'une part,

et

XXX

d'autre part,

Préambule

Dispositif communal et intercommunal à destination des personnes âgées de plus de 65 ans, la carte Pass'Temps Senior vise à contribuer à la prévention de l'isolement, à favoriser les activités intergénérationnelles, à faire découvrir des activités culturelles ou de loisirs.

Valable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année, elle favorise l'accès à des équipements communautaires pour une part et à des équipements ou services spécifiques dont le choix est laissé aux communes d'autre part.

Dans ce cadre, la Ville de Mulhouse souhaite favoriser le lien social à travers xxxxxxxx qui permet notamment aux personnes isolées d'expérimenter un moment de convivialité.

Le partenaire propose d'inscrire xxxxxxxx dans le dispositif carte Pass'Temps Senior 2026, selon les conditions prévues à l'article 2.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de l'accès des détenteurs mulhousiens de la carte Pass'Temps Senior 2026 à xxxxxxxx.

Article 2 : Conditions d'accès

Sur présentation de leur carte Pass'Temps Senior 2026, les seniors mulhousiens pourront bénéficier de xxxxxxxx.

Article 3 : Obtention et contenu de la carte

La carte est délivrée à la Clé des Aînés, 41 avenue Kennedy à Mulhouse. Elle est strictement personnelle et utilisable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2026. Elle est pourvue d'une photo d'identité et est accompagnée d'un livret comportant un emplacement permettant au partenaire d'attester de l'utilisation de cette offre.

Article 4 : Contrepartie financière

Il n'est pas prévu de contrepartie financière spécifique à cette offre qui contribuera à faire connaître les activités du partenaire en direction des seniors. Le partenaire adressera au Service Santé, Seniors et Handicap un tableau semestriel quantitatif de l'utilisation de l'offre afin d'assurer le suivi des offres.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026. Elle fera l'objet d'un premier bilan entre les deux parties au 30 juin 2026.

Chaque partie peut, sans indemnité, résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois mois.

Article 6 : Compétence juridictionnelle

Les parties tenteront, avant d'estimer en justice, de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

En deux exemplaires originaux

Pour le  
partenaire,

Pour la Ville de Mulhouse,  
l'Adjoint délégué aux seniors,  
aux solidarités intergénérationnelles,  
à la santé et au handicap

Henri METZGER

**Commune de Mulhouse**  
**CARTE PASS'TEMPS SENIORS 2026**

OFFRE COMMUNALE 2025 (en complément de l'offre communautaire)	OFFRE COMMUNALE proposée pour 2026
<p><b>Parc zoologique et botanique de Mulhouse</b> : entrée gratuite toute l'année (sauf lors de la journée découverte en septembre)</p> <p><b>Cinémas :</b>  <u>Bel Air</u> : 2 places/an à 5€, en plus de l'offre m2A (6.5€ la place toute l'année)  <u>Le Palace</u> : 2 places/an à 6€ (hors films 3D) + 2 € en plus pour les films 3D</p> <p><b>Restauration :</b>  <u>Résidences seniors AMAELLES</u> : 1 repas/an à 8 €  <u>Centres Socioculturels Mulhousiens</u>  CSC Bel Air : 1 repas senior/an à 6 € sauf Noël et janvier  CSC Wagner : 1 repas senior/an à 8 €  CSC Miroir : 1 repas senior/an à 6 €  CSC Lavoisier : 1 repas senior/an à 6 €  CSC Papin : 8 € par repas toute l'année</p> <p><b>Activités :</b>  <u>CSC AFSCO</u> : une réduction de 20% sur une première inscription au cours de gym senior dans la limite des places disponibles</p>	<p><b>Parc zoologique et botanique de Mulhouse</b> : entrée gratuite toute l'année (sauf lors de la journée découverte en septembre)</p> <p><b>Cinémas :</b>  <u>Bel Air</u> : 2 places/an à 5€, en plus de l'offre m2A (6.5€ la place toute l'année)  <u>Le Palace</u> : 2 places/an à 6€ (hors films 3D) + 2 € en plus pour les films 3D</p> <p><b>Restauration :</b>  <u>Résidences seniors AMAELLES</u> : 1 repas/an à 8 €  <u>Centres Socioculturels Mulhousiens</u>  CSC Bel Air : 1 repas senior/an à 6 € sauf Noël et janvier  CSC Wagner : 1 repas senior/an à 8 €  CSC Miroir : 1 repas senior/an à 6 €</p> <p><b>Activités :</b>  <u>CSC LAVOISIER/BRUSTLEIN</u> : une réduction de 10% sur l'activité LIA (Aérobic)  <u>CSC PAPIN</u> : une séance d'essai gratuite dans une des activités « adultes » proposées par le centre.</p>

Pour : 41 + 8 procurations  
Groupe majoritaire : 27 + 5 procurations  
Groupe Mulhouse Cause Commune : 7  
Groupe Mulhouse au Cœur : 2 + 1 procuration  
Groupe Unis au Centre : 2+ 1 procuration  
Non-inscrits dans un groupe : 3 + 1 procuration

Abstention :  
Non-inscrit dans un groupe : M. Pauvert

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

**Mme le Maire** : je prends la parole, rassurez-vous, c'était juste pour vous souhaiter à toutes et à tous d'agréables fêtes de fin d'année. Nous avons le plaisir comme tous les ans de vous offrir les cadeaux. Vous les avez tous ? En tout cas, c'est toujours un plaisir de vous offrir évidemment le tissu Noël et le sac shopping Je vous souhaite à toutes et à tous de sereines et belles fêtes de fin d'année et nous nous donnons rendez-vous l'année prochaine, le 5 février. Merci, à vous et belle soirée.

Fin de la séance à 20h05.

Mme le Maire



Michèle LUTZ

Le Secrétaire de séance



Régis OCHSENBEIN  
Directeur Général des Services